



HAL
open science

Une géographie de l'insécurité urbaine post catastrophe : le cas de la Nouvelle-Orléans et du cyclone Katrina (USA, 2000-2010)

Pauline Cotelle

► To cite this version:

Pauline Cotelle. Une géographie de l'insécurité urbaine post catastrophe : le cas de la Nouvelle-Orléans et du cyclone Katrina (USA, 2000-2010). Histoire. Université Paul Valéry - Montpellier III, 2014. Français. NNT : 2014MON30057 . tel-01137669

HAL Id: tel-01137669

<https://theses.hal.science/tel-01137669>

Submitted on 31 Mar 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE

Pour obtenir le grade de
Docteur

Délivré par
UNIVERSITE MONTPELLIER – PAUL-VALÉRY
Arts et Lettres, Langues et Sciences Humaines et Sociales

Thèse préparée au sein de l'Ecole Doctorale
**ED 60 : TERRITOIRES, TEMPS, SOCIÉTÉS ET
DEVELOPPEMENT**

Et de l'unité de recherche
**UMR - GOUVERNANCE, RISQUE, ENVIRONNEMENT,
DEVELOPPEMENT (GRED)**

Spécialité : **GEOGRAPHIE ET AMENAGEMENT
DE L'ESPACE**

Présentée par **Pauline COTELLE**

**UNE GEOGRAPHIE DE L'INSECURITE
URBAINE *POST* CATASTROPHE : LE CAS DE
LA NOUVELLE-ORLEANS ET DU CYCLONE
KATRINA (USA, 2000 – 2010)**

Sous la direction de **Frédéric LEONE**

Soutenue le 13 novembre 2014 devant le jury composé de :

M^{me} Nancy MESCHINET DE RICHEMOND, Professeure, Université Paul-Valéry, Montpellier (Présidente du jury).

M^r Frédéric LEONE, professeur, Université Paul-Valéry, Montpellier (directeur de thèse).

M^{me} Julie HERNANDEZ, Research Professor, Tulane University, Payson Center for International Development, Nouvelle-Orléans (rapporteuse).

M^r Jean Marc ZANINETTI, Professeur, Université d'Orléans (rapporteur).

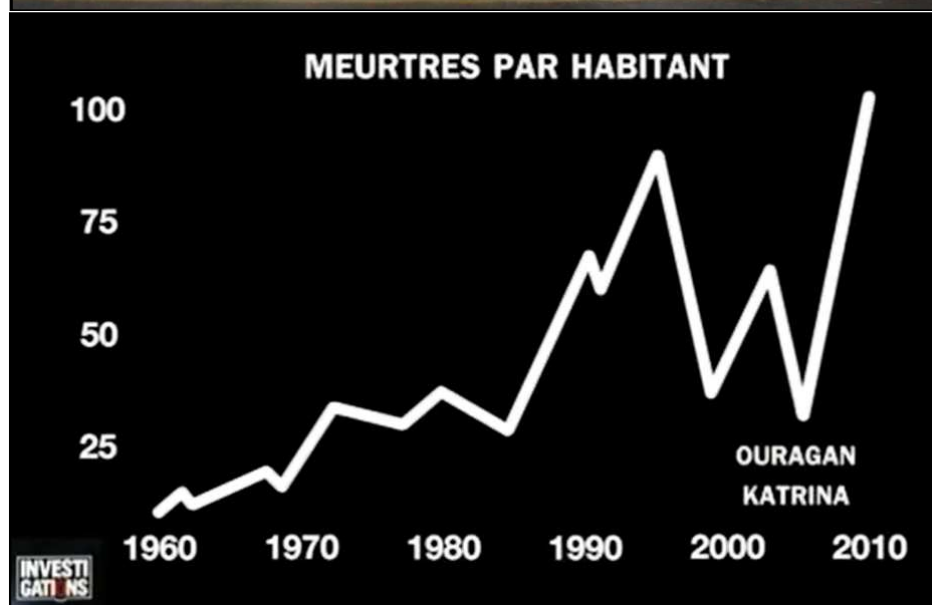
M^{me} Marie REDON, Maître de conférences, Université Paris 13 (examinatrice).

M^r David GIBAND, Professeur, Université de Perpignan *Via Domitia* (examineur).

M^r Elkin VELASQUEZ, Nations-Unies (ONU-HABITAT), Rio De Janeiro (examineur).

UNE GEOGRAPHIE DE L'INSECURITE URBAINE *POST* CATASTROPHE : LE CAS DE LA NOUVELLE-ORLEANS ET DU CYCLONE KATRINA (USA, 2000 - 2010)

Pauline COTELLE



Une aggravation des problèmes de criminalité violente à la Nouvelle-Orléans après le passage du cyclone Katrina le 29 août 2005 (sources : C. Graythen/Getty Images, Arte©).

Résumé :

La carence des recherches académiques portant sur la problématique de l'insécurité urbaine dans le contexte particulier d'une ville affectée par une catastrophe majeure, nous a mené à investir cette problématique à travers le cas de la Nouvelle-Orléans et de la catastrophe Katrina. L'analyse de données criminelles inédites, complétée par un travail de terrain approfondi, a permis de « reconstituer » les évolutions spatiales et temporelles de la criminalité en lien avec la catastrophe Katrina. A court terme, Katrina a conduit à de nombreux « transferts » d'insécurité à l'échelle de la ville et des sites d'évacuation qui ont subi des « effets reportés » de la catastrophe. Néanmoins, l'analyse des données tant quantitatives et qualitatives permet de fortement nuancer certains discours qui ont orienté les réponses des gestionnaires. L'insécurité, notamment dans sa dimension subjective, a ainsi constitué une sérieuse entrave à la gestion de la crise, notamment à l'évacuation des victimes prises au piège par les inondations. A plus long terme, le retour progressif des populations évacuées s'est accompagné d'une criminalité violente qui avait connu une forte réduction au cours des premiers mois *post* Katrina. L'analyse des données criminelles menée à différentes échelles spatiales, permet d'envisager la criminalité comme une « grille de lecture » des transformations urbaines *post* catastrophe. D'autre part, les mutations urbaines rapides après Katrina ont affecté les représentations du danger qui ne se sont pas toujours ajustées à la nouvelle « réalité criminelle » des différents quartiers de la ville. L'approche systémique de l'insécurité urbaine *post* catastrophe permet de mettre en évidence une aggravation du risque criminel après Katrina à l'échelle de la ville en raison d'un affaiblissement prolongé des territoires en marge de la reconstruction où les activités criminelles ont pu proliférer. Dans la mesure où les catastrophes telles que Katrina peuvent conduire à un renforcement de l'insécurité urbaine, notamment à l'échelle des territoires les plus vulnérables, une plus grande considération de cette problématique par les chercheurs semble dès lors nécessaire. L'anticipation des conséquences qu'une catastrophe majeure peut avoir sur la sécurité d'une ville permettrait d'intégrer la question de l'insécurité urbaine dans les plans de gestion de crise et de reconstruction *post* catastrophe et ainsi de faciliter le processus de résilience urbaine.

Mots clefs : insécurité urbaine, catastrophe « naturelle », lien, Katrina, Nouvelle-Orléans, crise, reconstruction, résilience urbaine, vulnérabilité, territoire, risque criminel, criminalité urbaine, représentations du danger, réponses sécuritaires, sécurité urbaine, prévention du crime.

Summary:

The lack of academic research on “urban insecurity” in the context of a city affected by a major disaster led us to investigate this issue through the case of New Orleans and the Katrina disaster. The analysis of crime data, complemented by an intensive field work, allowed us to investigate the spatial and temporal evolutions of crime related to Katrina. In the short term, Katrina led to numerous crime displacements in New Orleans and in the cities affected by indirect impacts from the disaster. Nonetheless, the analysis of both quantitative and qualitative data allows to seriously play down the discourses which oriented the official responses to the disaster. Crime, in particular fear of crime, has represented a serious obstacle to the crisis management, especially to the evacuation of the residents trapped by the floods. In the longer term, the return of the inhabitants came along with the return of violent crime after a lull of several months after hurricane Katrina. The analysis of crime data at different spatial scales allows us to consider crime as a frame to “read” *post* disaster changes in urban dynamics. Besides, brutal changes in those dynamics and in the urban landscape have affected the perceptions of danger which didn't always adjust to the new “criminal trends” of the city's different neighborhoods. The holistic approach of *post* disaster “urban insecurity” allows us to highlight an increase of crime risk at the city scale after Katrina because of a long lasting weakening of territories that struggle to recover and where criminal activities have proliferated. Since disasters like Katrina can lead to an increase in urban insecurity, in particular in the most vulnerable territories, a better consideration of this issue by researchers seems therefore necessary. The anticipation of the consequences that a major disaster can have on urban security would allow to integrate the issue of crime and its prevention into disaster management and recovery plans and therefore to facilitate the process of urban resilience.

Key words: urban insecurity, “natural” disaster, link, Katrina, New Orleans, crisis, recovery, urban resilience, vulnerability, territory, crime risk, urban crime, perception of danger, responses to crime, urban security, crime prevention,.

Table des matières

Résumé	1
Table des matières	2
Remerciements	12
Carte de localisation des quartiers officiels de la Nouvelle-Orléans.....	15
Introduction générale.....	17
<u>PARTIE I QUELS LIENS ENTRE L'ETUDE DES CATASTROPHES « NATURELLES » ET LA PROBLEMATIQUE DE L'INSECURITE URBAINE ?</u>	25
Introduction première partie.....	26
<u>Chapitre 1 Une approche géographique de l'insécurité urbaine</u>	27
1.1. L'insécurité urbaine, une problématique investie par le prisme de la géographie	27
1.1.1. L'insécurité, une notion polysémique limitée à l'analyse de la criminalité urbaine et de ses représentations sociales.....	28
1.1.2. Des difficultés d'ordre sémantique	32
1.1.3. Note sur le concept central de territoire	34
1.2. Le cadre théorique de la criminologie environnementale (géocriminologie).....	36
1.2.1. Théorie de la désorganisation sociale et de l'efficacité collective et vulnérabilité des territoires..	37
1.2.2. La théorie des opportunités criminelles	44
1.3. Une approche préventive de l'insécurité urbaine	48
1.3.1. Une coproduction de sécurité de plus en plus marquée aux Etats-Unis.....	49
1.3.2. La notion de prévention situationnelle ; Réduire l'insécurité urbaine par l'aménagement de l'espace	53
1.3.3. Limites et revers de la prévention situationnelle.....	55
<u>Chapitre 2 Elaboration d'une criminologie des catastrophes « naturelles » axée sur la vulnérabilité territoriale</u>	58
2.1. Epistémologie des catastrophes « naturelles »	59
2.1.1. Définition de la catastrophe	59
2.1.2. Un déroulement en quatre phases	61
2.1.3. Spécificité de la période de reconstruction <i>post</i> catastrophe.....	64
2.2. La catastrophe : un révélateur de la vulnérabilité des territoires.....	68
2.2.1. Une approche « sociale » des catastrophes : la catastrophe comme révélateur de la vulnérabilité des territoires.....	68
2.2.2. Facteurs de vulnérabilité profonde des territoires	70

2.3. Un investissement imparfait du lien entre insécurité urbaine et catastrophes « naturelles »..	74
2.3.1. Un lien bien investi à court terme mais des divergences académiques persistantes.....	75
2.3.2. Carence des recherches menées à moyen et long terme.....	80
2.3.3. L'importance de la prise en compte du contexte <i>pre</i> crise.....	84
Chapitre 3 Méthodologie de la recherche.....	89
3.1. Missions de terrain et collecte des données.....	89
3.1.1. Délimitation du terrain d'étude et de la temporalité de la recherche.....	89
3.1.2. Identification des données nécessaires à l'analyse du lien entre la catastrophe Katrina et l'insécurité urbaine.....	93
3.1.3. Un travail de collecte et de validation des données reposant sur une importante implication personnelle sur le terrain.....	95
3.2. Des données riches comportant certaines limites et nécessitant un travail important de mise en forme.....	100
3.2.1. Nature des données sur la criminalité urbaine.....	101
3.2.2. Un long travail de mise en forme et de correction des données criminelles.....	103
3.2.3. Données relatives aux caractéristiques socio-économiques de la Nouvelle-Orléans <i>pre/post</i> Katrina (quartiers).....	104
3.3. Méthodes pour l'analyse du lien entre les évolutions de l'insécurité urbaine et les transformations territoriales <i>post</i> Katrina.....	107
3.3.1. Analyse spatiale de l'insécurité urbaine en lien avec les caractéristiques territoriales des quartiers.....	107
3.3.2. Analyse géographique du lien entre l'insécurité urbaine et la catastrophe Katrina.....	109
3.3.3. Apports et limites de l'analyse en retour.....	110
<u>PARTIE II LA CATASTROPHE KATRINA : UN REVELATEUR DE VULNERABILITES URBAINES PROFONDES.....</u>	112
Introduction deuxième partie.....	113
<u>Chapitre 4 Une urbanisation productrice de risques.....</u>	114
4.1. Un développement urbain contraint par l'environnement.....	115
4.1.1. Une urbanisation conditionnée par de fortes contraintes locales et régionales (contexte historique).....	116
4.1.2. Un peuplement qui s'adapte aux contraintes environnementales jusqu'à la fin du XIXème siècle.....	120
4.2. Un processus d'étalement urbain tardif producteur de vulnérabilités environnementales et sociales.....	123
4.2.1. Une ségrégation socio-économique et raciale favorisée par le desserrement urbain.....	123
4.2.2. Un développement urbain marqué par des difficultés socio-économiques majeures à partir des années 1960 (1960 à 1990).....	128
4.3. Un fonctionnement urbain à « deux vitesses » qui se renforce au cours de la décennie <i>pre</i> Katrina.....	131
4.3.1. Une baisse des taux de pauvreté à l'échelle de la ville qui dissimule une aggravation des inégalités sociales.....	131
4.3.2. Un écart de plus en plus prononcé entre les « territoires attractifs » (« aires de développement ») et les « territoires marginalisés ».....	132

4.3.3. Déconcentration relative de la pauvreté à partir de la fin des années 1990.....	135
Chapitre 5 Une insécurité urbaine endémique.....	139
5.1. Caractéristiques générales de l'insécurité urbaine.....	140
5.1.1. Une ville perçue comme dangereuse caractérisée par une criminalité violente prononcée.....	140
5.1.1.1. Des taux d'homicides parmi les plus élevés du pays.....	140
5.1.1.2. Tendances locales et nationales de la criminalité (1960 – 2004)	141
5.1.1.3. Un lien entre taux d'homicides et caractéristiques sociales des villes	142
5.1.2. Une insécurité urbaine sous fond de trafic de drogue qui entrave le développement communautaire	144
5.1.2.1. Une violence urbaine largement associée à la présence de marchés de drogues	144
5.1.2.2. Une corrélation spatiale entre marchés de drogues et criminalité violente	147
5.1.2.3. Une corrélation spatiale entre les marchés de drogue et les territoires défavorisés.....	150
5.1.2.4. Marchés de drogues et « vulnérabilisation » des territoires	153
5.1.2.5. Des marchés locaux qui s'insèrent dans un réseau régional.....	154
5.1.3. Carence des réponses étatiques (police) à l'insécurité urbaine et privatisation accrue de la sécurité à partir des années 2000	156
5.1.3.1. Un affaiblissement des institutions publiques en charge de la sécurité urbaine	156
5.1.3.2. Tendances à la privatisation de la sécurité urbaine à la fin des années 1990.....	159
5.2. Une spatialisation hétérogène de l'insécurité urbaine	161
5.2.1. Une forte insécurité urbaine, dissimulée derrière le « masque touristique » de la ville	162
5.2.2. Présentation de la réalité spatiale de la criminalité urbaine	165
5.2.3. Une forte concentration spatiale des homicides à l'échelle de la ville.....	170
5.3. Typologie des territoires de l'insécurité urbaine	179
5.3.1. Les territoires caractérisés par une insécurité urbaine chronique prononcée et perçus comme dangereux.....	180
5.3.2. Les territoires « dissuasifs » caractérisés par une faible insécurité urbaine et représentés comme sûrs	183
5.3.3. Les territoires « générateurs » caractérisés par une criminalité urbaine marquée et perçus comme sûrs	186
Chapitre 6 Conséquences à court et long termes de la catastrophe Katrina	192
6.1. Conséquences multiples à court terme d'une catastrophe majeure (phase <i>pre</i> impact et d'urgence 23 août – 5 septembre 2005)	193
6.1.1. Evacuation massive et tardive de la Nouvelle-Orléans à la veille du passage du cyclone Katrina (phase <i>pre</i> impact).....	195
6.1.2. Des impacts majeurs et contrastés sur le tissu urbain.....	198
6.1.3. Katrina, une crise révélatrice des vulnérabilités sociales	202
6.1.4. Des effets qui se prolongent dans le temps	206
6.2. Impacts à long terme de la catastrophe : une transformation accélérée des territoires.....	207
6.2.1. Un échec de la planification conduisant à une reconstruction à l'initiative des habitants.....	208
6.2.2. La catastrophe une opportunité d'action et un catalyseur de projets urbains	212
6.2.3. Un écart de développement renforcé entre les territoires attractifs et les territoires marginalisés	219
6.3. Des transformations territoriales spatialement contrastées	225
6.3.1. Des évolutions démographiques contrastées à l'échelle des quartiers (2000 - 2010)	226
6.3.2. Des contrastes micro-locaux de développement amplifiés par Katrina.....	236
6.3.3. Caractéristiques environnementales de la reconstruction ; « Un patchwork de réussites et de ratages »	241

PARTIE III RECONSTITUTION DES EVOLUTIONS SPATIALES ET TEMPORELLES
DE L'INSECURITE URBAINE..... 250

Introduction troisième partie 251

Chapitre 7 Transferts d'insécurité urbaine en lien avec la catastrophe (août à fin 2005) .. 252

7.1. Une insécurité urbaine fortement médiatisée aux effets délétères sur la gestion de crise	253
7.1.1. Une évacuation partielle de la ville favorisant une criminalité largement amplifiée par les médias	254
7.1.1.1. Des flux de populations vers les secteurs non inondés générant de nombreuses opportunités criminelles.....	254
7.1.1.2. La théorie des opportunités criminelles pour rendre compte de la diffusion du pillage avant et après le passage du cyclone	257
7.1.1.3. Des pillages faisant l'objet d'un emballement médiatique.....	259
7.1.2. Désorganisation des autorités locales en charge de la sécurité urbaine et diffusion de rumeurs relayées par les médias de masse	261
7.1.2.1. Une totale désorganisation du département de police successive aux inondations	261
7.1.2.2. Déplacement des ressources policières vers les secteurs en « proie au pillage »	263
7.1.2.3. Diffusion de rumeurs révélatrices de l'incapacité du NOPD à maintenir l'ordre	265
7.1.3. Une militarisation de la gestion de crise entravant l'aide aux victimes et favorisant l'insécurité	268
7.1.3.1. Une orientation des réponses à la crise vers le rétablissement de l'ordre freinant l'aide aux victimes.....	269
7.1.3.2. Une tournure militaire génératrice d'insécurité.....	271
7.2. Emergence de violences révélatrices de vulnérabilités profondes en marges des projecteurs médiatiques.....	274
7.2.1. Survenance de violences intercommunautaires sous fond racial dans le quartier d'Algiers Point	275
7.2.1.1. Caractère « insulaire » du quartier	275
7.2.1.2. Refus d'évacuation et constitution de milices anti pillage	277
7.2.1.3. Emergence de violences déclenchées par la catastrophe.....	279
7.2.2. Emergence de violences entre commerçants et pillards dans le quartier de Leonidas	282
7.2.2.1. Un quartier socialement hétérogène et fortement ségrégué.....	282
7.2.2.2. Une inondation partielle du quartier générant des flux de populations à l'origine d'affrontements violents sous fond de révolte	284
7.2.2.3. La « bataille d'Oak Street », un révélateur de tensions territoriales héritées	286
7.2.3. Des violences policières favorisées par le contexte de crise	288
7.2.3.1. Des événements violents révélateurs de tensions entre la police et les citoyens.....	289
7.2.3.2. Des violences favorisées par la catastrophe et révélatrices des dysfonctionnements inhérents au département de police de la Nouvelle-Orléans.....	291
7.3. Des transferts à relativiser vers les villes d'accueil des évacués	297
7.3.1. Une insécurité urbaine « exportée » vers les sites d'évacuation	298
7.3.1.1. Une anticipation d'un transfert de criminalité aux conséquences multiples	299
7.3.1.2. Une criminalisation systématique des évacués	302
7.3.1.3. Prophétie auto-réalisatrice de l'augmentation de la criminalité associée à l'arrivée de populations considérées comme dangereuses	304
7.3.2. Une baisse relative de la criminalité violente à Houston qui ne corrobore pas le présage d'une vague criminelle.....	305
7.3.2.1. Un climat d'insécurité prononcé conduisant à des réponses sécuritaires préventives.....	306
7.3.2.2. Une augmentation annoncée de la criminalité violente contredite par l'analyse <i>a posteriori</i> ..	308

7.3.3. Une évolution de la criminalité à Dallas qui ne confirme pas les transferts annoncés.....	312
7.3.3.1. Fluctuation à court terme de la criminalité à l'échelle de la ville.....	313
7.3.3.2. Localisation des secteurs de forte concentration des évacués	314
7.3.3.3. Des transferts de criminalité non vérifiés par la cartographie criminelle	316
Chapitre 8 Evolution de la criminalité urbaine (2000/2005 - 2006/2010)	321
8.1. Un retour brutal de la criminalité violente moins d'un an après le passage de Katrina	322
8.1.1. Passage de discours optimistes à des discours alarmistes reflétant le retour des activités souterraines (septembre 2005 - début 2007)	322
8.1.1.1. Retour de la criminalité violente, minimisé par les autorités locales dans un contexte d'élections municipales	323
8.1.1.2. Des événements violents qui marquent le retour des activités criminelles	326
8.1.2. Un affaiblissement prononcé du département de police limitant son champ d'action de la lutte contre la criminalité	331
8.1.2.1. Impacts délétères de Katrina sur la capacité de la police à assurer la sécurité de tous les citoyens	331
8.1.2.2. Répercussion des impacts de Katrina sur les conditions de vie et de travail des policiers.....	332
8.1.2.3. Une dégradation des relations entre la police et la population particulièrement prégnante dans les secteurs défavorisés	334
8.1.3. Un climat de forte insécurité conduisant à des réponses multiples et menaçant la reconstruction	337
8.1.3.1. Des pics d'attention à la criminalité	337
8.1.3.2. Un déploiement militaire dénotant de l'incapacité des autorités locales à assurer la sécurité de ses citoyens	338
8.1.3.3. Une réaction citoyenne historique contre le crime devenu une des principales menaces au rétablissement de la ville.....	339
8.2. Nouvelles tendances spatiales de la criminalité (2000/2010).....	344
8.2.1. Evolution spatiale de la criminalité au regard des caractéristiques <i>pre</i> Katrina.....	345
8.2.1.1. Analyse du processus de retour de la criminalité par séquences temporelles à moyen terme..	345
8.2.1.2. Evolutions spatio-temporelles de la criminalité au regard de la situation <i>pre</i> Katrina.....	347
8.2.1.3. Comparaison des situations <i>pre</i> et <i>post</i> Katrina à long terme (2000 – 2010).....	350
8.2.2. Une évolution marquée du volume de criminalité à l'échelle de certains territoires	354
8.2.2.1. Baisse notable de la criminalité violente dans les anciens grands ensembles de logements sociaux	354
8.2.2.2. Une baisse de la criminalité violente qui ne s'applique pas à tous les grands ensembles de logements sociaux.....	358
8.2.2.3. Une criminalité qui se maintient dans les secteurs adjacents	361
8.2.3. Des évolutions à nuancer au regard des changements démographiques	361
8.2.3.1. Analyse des taux de criminalité à l'échelle des quartiers	362
8.2.3.2. Une évolution contrastée des taux d'homicide.....	364
8.2.3.3. Une vulnérabilité prononcée des quartiers en reconstruction au regard des taux de cambriolage	366
8.3. Une victimisation largement sous reportée après Katrina qui illustre les limites de l'approche quantitative	370
8.3.1. Limites de l'analyse quantitative et impacts de la catastrophe sur la mesure de la criminalité....	370
8.3.1.1. Une analyse quantitative qui nécessite une précaution particulière	370
8.3.1.2. Un chiffre noir de la criminalité amplifié par Katrina.....	371
8.3.2. Les agressions sexuelles : une forme de criminalité violente fortement sous reportée après Katrina	372
8.3.2.1. Une baisse du nombre de viols et des appels d'urgences au 911 après Katrina	372
8.3.2.2. Une catégorie de crime largement sous reportée après Katrina	375

8.3.2.3. Des facteurs de vulnérabilité amplifiés par Katrina	376
8.3.3. Une forte victimisation des populations hispaniques, absente des statistiques policières.....	378
8.3.3.1. Des populations très vulnérables et fortement victimisées (« Walking ATM's »).....	378
8.3.3.2. Facteurs de vulnérabilités des populations hispaniques	379
8.3.3.3. Géographie de la victimisation des populations hispaniques	380

Chapitre 9 Des stratégies sécuritaires micro-localisées qui se généralisent après Katrina (1997 – 2012).....

384

9.1. Caractéristiques socio-spatiales et fonctionnement des territoires bénéficiant d'une sécurité renforcée (<i>Security Districts</i>)	385
9.1.1. Cartographie des <i>Security Districts</i> antérieurs et postérieurs à Katrina	385
9.1.1.1. Difficultés et intérêts de la cartographie des <i>Security Districts</i>	385
9.1.1.2. Mise en évidence de l'évolution spatiale des <i>Security Districts</i> après Katrina	386
9.1.1.3. Des découpages territoriaux qui entravent l'analyse du profil socio-économique des <i>Security Districts</i>	389
9.1.2. Des territoires aisés peu affectés par la criminalité.....	391
9.1.2.1. Une pratique sécuritaire socialement sélective car onéreuse et complexe à mettre en place ...	392
9.1.2.2. Des caractéristiques sociodémographiques qui se démarquent du reste de la ville	394
9.1.2.3. Des territoires généralement peu affectés par la criminalité	396
9.2. Une diversification du profil des territoires sécurisés après Katrina.....	399
9.2.1. Un profil socio-économique et criminel des <i>Security Districts</i> plus hétérogène après Katrina ..	399
9.2.2. Des <i>Security Districts</i> « atypiques » : les cas de <i>Mid-City</i> , <i>Milneburg</i> et <i>Seabrook</i>	401
9.2.3. Des caractéristiques socio-économiques qui reflètent partiellement les évolutions urbaines <i>post Katrina</i>	404
9.3. Des pratiques sécuritaires socialement sélectives qui n'impliquent pas une réduction systématique et effective des risques.....	406
9.3.1. Une efficacité nuancée sur la criminalité enregistrée par la police	406
9.3.1.1. Une difficile mesure de l'efficacité de ces pratiques.....	406
9.3.1.2. Un effet préventif incertain sur la criminalité	407
9.3.1.3. Une évolution contrastée de la criminalité à l'échelle du <i>Security District</i> de <i>Mid-City</i>	410
9.3.2. Bénéfices et effets pervers de l'urbanisme sécurisé	414
9.3.2.1. Un impact positif sur le sentiment de sécurité et sur la qualité de vie des résidents	414
9.3.2.2. Le « paradoxe de l'urbanisme sécurisé » : une possible aggravation de la vulnérabilité des enjeux.....	415
9.3.2.3. Un « relâchement » du contrôle territorial et une efficacité limitée des patrouilles privées (impacts possibles des <i>Security Districts</i> sur l'efficacité collective)	416
9.3.3. Difficile évaluation des externalités positives et négatives de la sécurisation micro locale à différentes échelles spatiales et temporelles.....	417
9.3.3.1. Des impacts négligeables et difficilement vérifiables sur les secteurs adjacents	417
9.3.3.2. Des implications diverses à l'échelle de la ville.....	418
9.3.3.3. Des impacts pouvant être reportés dans le temps.....	421

PARTIE IV UNE EVOLUTION DE L'INSECURITE URBAINE QUI SUIT LES TRANSFORMATIONS TERRITORIALES..... 423

Introduction quatrième partie 424

Chapitre 10 La criminalité, une grille de lecture des transformations urbaines post catastrophe 425

10.1. Mise en lien des évolutions de la criminalité et des impacts de la catastrophe sur les caractéristiques socio-environnementales et fonctionnelles des quartiers..... 425

10.1.1. Des dynamiques urbaines accélérées par la catastrophe 426

10.1.1.1. Présentation des quartiers sélectionnés pour analyser le lien entre la catastrophe et la criminalité 426

10.1.1.2. Caractéristiques des évolutions socio-économiques et environnementales des quartiers..... 427

10.1.1.3. Classification des quartiers selon les caractéristiques des inondations et des transformations urbaines 428

10.1.2. Détails de l'évolution de la criminalité à l'échelle des quartiers différemment impactés par la catastrophe 430

10.1.2.1. Évolution du volume de criminalité à différents pas de temps..... 430

10.1.2.2. Analyse des taux de criminalité à long terme (2000 – 2010) 432

10.1.2.3. Classification des quartiers au regard de l'évolution de la criminalité..... 434

10.1.3. Une évolution des appels d'urgence au 911 qui suit les évolutions de la criminalité 435

10.1.3.1. Evolution du volume d'appels au 911 et des infractions criminelles relatives à la drogue au cours des années post Katrina 435

10.1.3.2. Evolution des taux d'appels d'urgence à long terme (2000 – 2010) 436

10.1.3.3. Classification et localisation des quartiers selon le profil d'évolution des taux d'appels au 911 438

10.2. Une évolution de la criminalité conditionnée par les mutations urbaines 441

10.2.1. Une spatialisation de la criminalité qui reflète les mutations sociales des territoires..... 442

10.2.1.1. Impacts sur la criminalité de la redistribution de la pauvreté à l'échelle de la ville..... 442

10.2.1.2. Une baisse notable de la criminalité et des désordres dans les secteurs ayant bénéficié de retombées positives de la catastrophe 446

10.2.1.3. La catastrophe Katrina, un amplificateur d'inégalités territoriales agissant sur la criminalité..... 449

10.2.2. Une évolution des caractéristiques environnementales des territoires qui conditionne leur vulnérabilité à la criminalité 450

10.2.2.1. Impacts de l'évolution des caractéristiques d'occupation du logement sur la criminalité 451

10.2.2.2. Un lien parfois contradictoire entre l'évolution des logements vacants et la criminalité..... 453

10.2.2.3. Une criminalité et des désordres élevés dans les secteurs concentrant de nombreux logements vacants délabrés 454

10.2.3. Une transformation des paysages urbains en reconstruction qui accroît la vulnérabilité des territoires 457

10.2.3.1. Une dégradation de l'environnement urbain propice au développement des activités criminelles..... 458

10.2.3.2. Analyse du lien entre la criminalité et la dégradation des paysages urbains à l'échelle infra-quartier entravée par la disponibilité des données..... 460

10.2.3.3. Une multiplication des opportunités criminelles dans les secteurs dépeuplés en reconstruction 463

10.3. Des dynamiques criminelles qui reflètent le renforcement des inégalités de développement des territoires 466

10.3.1. Des processus de rétablissement contrastés des territoires qui s'accompagnent de fluctuations nuancées de la criminalité 467

10.3.1.1. Fluctuations annuelles de la criminalité après Katrina..... 467

10.3.1.2. Une évolution temporelle de la criminalité qui reflète les mutations urbaines des territoires	468
10.3.1.3. Une « réalité » criminelle qui ne reflète pas toujours les mutations de la vulnérabilité des territoires	472
10.3.2. Des inégalités de développement renforcés à l'échelle infra-quartier qui se traduisent par des contrastes de vulnérabilité prononcés	474
10.3.2.1. Une réalité criminelle contrastée des quartiers qui imposent une reconsidération des échelles d'analyse	475
10.3.2.2. Des contrastes prononcés de vulnérabilité dans les quartiers inégalement affectés par la catastrophe, difficiles à investir faute de données disponibles à l'échelle spatiale jugée pertinente	476
10.3.2.3. Un découpage de l'espace permettant de pallier les limites de l'analyse à l'échelle des quartiers	478
10.3.3. Des transformations urbaines s'accompagnant d'une évolution dans la fonctionnalité des territoires	480
10.3.3.1. Une nécessaire reterritorialisation des activités criminelles dans un environnement urbain transformé	481
10.3.3.2. Des mutations fonctionnelles des territoires qui conditionnent la spatialisation des activités criminelles	483
10.3.3.3. Une réduction de la superficie des « territoires attractifs » favorisant la violence et conduisant à des transferts de criminalité vers les périphéries de la ville	485
Chapitre 11 Des mutations urbaines qui affectent les représentations du danger	492
11.1. Un climat d'insécurité renforcé favorisant le développement de stratégies sécuritaires à l'initiative des habitants	492
11.1.1. Une criminalité urbaine fortement médiatisée générant un climat d'insécurité diffus	493
11.1.1.1. Augmentation des taux de criminalité	493
11.1.1.2. Effets des médias sur les représentations du danger	494
11.1.2. Impacts de l'augmentation de la criminalité non violente sur l'insécurité perçue	497
11.1.2.1. Augmentation relative de la criminalité contre les biens dans le quartier de <i>Lakeview</i> bénéficiant d'un <i>Security District</i>	498
11.1.2.2. Une multiplication des cambriolages qui entrave la reconstruction des territoires	502
11.1.3. Un affaiblissement des services publics en charge de la sécurité urbaine favorisant l'insécurité	503
11.1.3.1. Une dégradation des relations entre la police et la population	504
11.1.3.2. Un affaiblissement du département de police générateur d'insécurité	507
11.1.3.3. Une prise en main de la sécurité par les habitants qui reflète le désinvestissement de la police dans la gestion de la criminalité non violente	508
11.2. Des représentations spatiales du danger conditionnées par de nombreux facteurs	509
11.2.1. Quelles perceptions du danger à l'échelle des quartiers ?	509
11.2.1.1. Analyse des perceptions spatiales du danger des habitants et policiers	509
11.2.1.2. Cartographie des représentations du danger des habitants et des policiers	511
11.2.1.3. Classification des quartiers les plus cités	515
11.2.2. Des représentations ne faisant pas toujours l'objet de consensus	520
11.2.3. Analyse des facteurs qui conditionnent les représentations du danger	523
11.2.3.1. Des facteurs territoriaux multiples	523
11.2.3.2. Hiérarchisation des facteurs associés à la vulnérabilité des territoires à la criminalité	525
11.2.3.3. Des perceptions du danger conditionnées par des facteurs territoriaux et d'ordre culturel	527
11.3. Des perceptions du danger affectées par les transformations territoriales <i>post Katrina</i>	532
11.3.1. Impact des transformations socio-environnementales des territoires sur l'insécurité perçue	533
11.3.1.1. L'approche environnementaliste de l'insécurité perçue (peur du crime) pour investir les impacts de la catastrophe sur les représentations spatiales du danger	533

11.3.1.2. Un affaiblissement des territoires qui favorise l'insécurité perçue	534
11.3.1.3. Un renforcement du contrôle territorial des territoires résilients ou non affecté physiquement par la catastrophe qui favorise la sécurité	535
11.3.2. Un lien parfois difficile à vérifier entre les représentations spatiales du danger et les transformations physiques et sociales des territoires	536
11.3.2.1. Des territoires physiquement dégradés perçus comme dangereux	537
11.3.2.2. Un impact des transformations sociales sur les représentations du danger difficile à investir à l'échelle des quartiers.....	542
11.3.3. Une géographie du danger perçu qui reflète partiellement les dynamiques urbaines accélérées par la catastrophe	546
11.3.3.1. Analyse des représentations du danger à l'échelle des quartiers caractérisés par des dynamiques de développement contrastées.....	546
11.3.3.2. Mise en lien des caractéristiques de développement des territoires et des représentations spatiales du danger à l'échelle de la ville	547
11.3.3.3. Des représentations du danger qui ne s'adaptent pas toujours aux mutations territoriales	549
<u>Chapitre 12 Approche systémique de l'insécurité urbaine <i>post</i> catastrophe</u>	553
12.1. L'après catastrophe, un contexte propice aux distorsions territoriales entre les représentations du danger et la criminalité	554
12.1.1. Mise en lien des représentations et des caractéristiques criminelles des quartiers	554
12.1.1.1. Une corrélation spatiale entre les représentations du danger et la criminalité violente qui ne se vérifie pas toujours.....	554
12.1.1.2. Un lien difficile à établir entre les représentations spatiales du danger et la criminalité non violente (cambriolages).....	556
12.1.1.3. Sources d'informations des habitants sur la criminalité à l'échelle de la ville et de leur quartier	558
12.1.2. Des distorsions factuelles donnant lieu à des distorsions de perception	559
12.1.2.1. Mise en lien des représentations du danger et des « réalités criminelles » antérieures et postérieures à Katrina.....	560
12.1.2.2. Une évolution des taux de criminalité mettant à jour des décalages prégnants entre les perceptions du danger et la criminalité <i>post</i> Katrina.....	563
12.1.3. Des représentations spatiales du danger qui ne s'ajustent pas toujours aux évolutions de la criminalité	567
12.1.3.1 Analyse des taux de criminalité violente à l'échelle des quartiers les plus cités comme sûrs et dangereux.....	568
12.1.3.2. Analyse des quartiers faisant l'objet de forts décalages entre les représentations et la nouvelle réalité criminelle	571
12.2. Des mutations fonctionnelles rapides des territoires entraînant des distorsions entre l'insécurité perçue et l'insécurité objective	574
12.2.1. Des transformations territoriales rapides s'accompagnant d'un ajustement plus lent des représentations du danger.....	575
12.2.1.1. Une inertie des représentations du danger qui favorise les distorsions	575
12.2.1.2. Des transformations socio-environnementales qui renforcent l'image négative ou positive des quartiers	578
12.2.2. Des évolutions territoriales contrastées à l'échelle infra-quartiers pouvant donner lieu à des distorsions nouvelles entre l'insécurité perçue et l'insécurité objective	582
12.2.3. Des discours en décalage avec les évolutions de la criminalité	583
12.2.3.1. Des discours médiatiques parfois éloignés de la réalité qui conditionnent fortement les représentations du danger des habitants	584
12.2.3.2. Des discours pouvant appuyer certaines stratégies visant à freiner ou accélérer l'ajustement entre les perceptions et la nouvelle réalité criminelle des quartiers	586

12.3. L'insécurité urbaine, une sérieuse menace au rétablissement durable d'une ville après une catastrophe nécessitant des réponses globales et adaptées	589
12.3.1. Des territoires vulnérables fortement entravés dans leur rétablissement par l'insécurité urbaine	590
12.3.1.1. Des liens rétroactifs forts entre l'insécurité urbaine et la résilience	590
12.3.1.2. Les activités criminelles, un indicateur pertinent de la vulnérabilité des territoires.....	592
12.3.1.3. Agir sur les facteurs territoriaux d'insécurité pour favoriser la résilience	593
12.3.2. Une reconstruction hétérogène propice au renforcement du risque criminel (fonctionnement territorial de la criminalité)	595
12.3.2.1. Des inégalités de développement des territoires amplifiées par la catastrophe et sa gestion qui menacent l'équilibre sécuritaire de la ville	596
12.3.2.2. Des territoires résilients moins vulnérables mais plus exposés au risque criminel (bassins d'opportunités criminelles)	600
12.3.2.3. Des réponses sécuritaires devant prendre en compte les liens entre territoires hétérogènes « fonctionnant en système »	603
12.3.3. La reconstruction, un contexte propice à l'introduction de mesures préventives mais nécessitant une préparation <i>ex ante</i>	606
12.3.3.1. Importance d'une prise en compte de la problématique de l'insécurité urbaine par les chercheurs travaillant sur les catastrophes et leur gestion.....	606
12.3.3.2. Agir de manière préventive contre l'insécurité afin de favoriser le processus de rétablissement post catastrophe : le modèle de Los Angeles après le séisme de Northridge	608
12.3.3.3. Une gestion de l'insécurité à l'échelle du quartier d'Hollywood facilitée par le contexte <i>post</i> catastrophe	612
Conclusion générale	621
Bibliographie	626
Articles de journaux cités	648
Liens internet cités	651
Sigles utilisés	653
Tables des figures	654
Tables des tableaux.....	663
Annexes : Questionnaires	666

Remerciements

En premier lieu, je tiens à exprimer ma gratitude envers mon directeur de thèse, Frédéric Leone, pour son engagement et la confiance qu'il a témoigné à l'égard de mon travail. Je le remercie également pour la liberté qu'il m'a laissée, tant dans le choix de mon sujet que dans le déroulement de mon travail. Je lui exprime mes sincères remerciements pour le soutien qu'il m'a apporté tout au long de la thèse. Je remercie par ailleurs l'ensemble des membres du jury d'avoir accepté d'évaluer mon travail et de s'être montrés disponibles pour ma soutenance.

Merci à tous les membres du laboratoire GRED, pour leur soutien et leur accueil. Je tiens particulièrement à remercier Monique Gherardi pour sa bonne humeur qui a égayé les journées de travail au sein du laboratoire. Je dois également exprimer ma reconnaissance à Nancy Meschinet de Richemond qui s'est montrée disponible et d'un précieux soutien, notamment lors des périodes de doutes. Un grand merci à Stéphanie Defossey, pour sa gentillesse et l'aide précieuse qu'elle m'a apportée en fin de thèse. Je remercie également Fernanda Moscarelli, ancienne doctorante brésilienne, pour nos « pauses massage » ainsi que pour sa disponibilité lorsque j'avais besoin de ses conseils et de son soutien. Merci à Mathieu Péroche et Elsa Peinturier qui ont su m'encourager lorsque j'en avais besoin. Enfin, je tiens à remercier Jean-Philippe Cherel pour ses conseils en cartographie ainsi que l'ensemble des doctorants que j'ai pu côtoyer au sein du laboratoire.

Je tiens bien sûr à remercier du fond du cœur mes proches. Tout d'abord mes parents, frères et sœur, cousins et cousines pour leur soutien sans relâche, leurs encouragements et pour l'aide aussi bien matérielle que morale qu'ils m'ont apportée. Je m'excuse par ailleurs pour l'inquiétude que j'ai pu causer à mes parents, surtout à mon père, lors de mes missions de terrain à la Nouvelle-Orléans, notamment lorsque celles-ci se sont accompagnées de certaines complications... Un très grand merci à mon frère Guillaume et à mon oncle René-Pierre qui ont su m'encourager et me redonner confiance lors des premiers temps de rédaction, je leur en suis infiniment reconnaissante. Merci à ma sœur chérie qui est toujours là pour moi, à ma maman pour ses relectures « attentionnées » et à mon père qui m'a permis d'aller le plus loin possible dans mon parcours universitaire.

Je remercie également tous mes amis, même si je ne peux en citer que certains ici. Merci à Aïcha Castano pour son soutien permanent, Jean-Louis Sanchet pour nos échanges au sujet du travail des policiers en France et aux Etats-Unis, Marc-Henri Regnault pour ses conseils « de pro » précieux, Vanessa Christian pour sa présence depuis si longtemps, Caroline Caplan pour nos discussions de « thésardes géographes » passionnées par le terrain... Un merci particulier à Emilie Lagahe et Mathieu Péroche pour m'avoir permis de mener les mois de rédaction dans les meilleures conditions de travail possibles. Merci aussi à toutes les personnes des écuries du Béranger pour les moments de détente et d'échange. Je pense particulièrement à ma « Cécé », à Mireille et Jean-Marc qui m'ont épaulé lors des

moments de grand stress et à Philippe pour m'avoir fréquemment confié son cheval. Ces moments passés avec les chevaux ont véritablement contribué à rendre le long travail de thèse possible.

De l'autre côté de l'Atlantique, je tiens à remercier Rick Allen avec qui j'ai pu réaliser des « missions de terrain » enrichissantes à Los Angeles, notamment dans le quartier défavorisé de Watts aux côtés de la rayonnante « Sweet Alice Harris » qui, à travers son association des « Parents of Watts », tente de réconcilier les jeunes membres des gangs rivaux issus des communautés hispaniques et Afro-américaines. Merci à Rick de m'avoir fait l'honneur de m'introduire auprès de John Emerson avec qui j'ai pu discuter de la reconstruction de la ville après le séisme de Northridge de 1994. Un sincère merci à David Wiseman pour m'avoir si chaleureusement accueilli à Seattle en avril 2011, je garde un excellent souvenir de ce séjour studieux... Merci également à Jarin Jackson alias J.J., néo-orléanais vivant à Los Angeles, pour m'avoir hébergé chez lui après mon évacuation de la Nouvelle-Orléans en août 2012 lors du passage de l'ouragan Isaac. Bien sûr, je tiens également à exprimer ma profonde reconnaissance à tous les Néo-orléanais qui ont contribué à rendre cette thèse possible. Un merci particulier à Mark Mulla du département de police de la Nouvelle-Orléans. Je lui dédie en quelques sortes ma thèse, dans la mesure où j'ai pu, grâce à lui, véritablement m'immerger dans la « culture » policière des Etats-Unis, notamment lors de nos patrouilles répétées, tant à la Nouvelle-Orléans, qu'à Houston ou encore à Dallas. Nos discussions m'ont véritablement ouvert les yeux sur certaines réalités « difficiles » de la vie des policiers à la Nouvelle-Orléans, particulièrement depuis Katrina. Ma plus grande fierté est certainement d'avoir pu contribuer à faire évoluer sa représentation des communautés Afro-américaines. Nos discussions, notamment au sujet des travaux de David M. Kennedy sur les incompréhensions entre les policiers et les habitants des quartiers Afro-américains défavorisés, lui ont en effet permis de dépasser certains préjugés. Un sincère merci à Eddie Eichaker grâce à qui j'ai pu obtenir après une quête sans relâche, une première version des précieuses données sur la criminalité, notamment celles datant d'avant Katrina, qu'il avait bien précieusement conservées. De même, je remercie Ronald Serpas, chef de la police en fonction lors de mes séjours sur le terrain, pour m'avoir finalement permis d'accéder aux données géo-référencées sur la criminalité et les appels d'urgence au 911. Bien-sûr, je remercie tous les autres policiers de la Nouvelle-Orléans et de Houston avec qui j'ai pu réaliser de très nombreuses patrouilles qui ont enrichi mon travail de terrain. Un merci particulier à Michael Brenckle, Russell Philibert, Bobby Robert, Roger Chappell et à Christopher Cambiotti, premier policier du NOPD à m'avoir emmené en patrouille et qui, hélas, nous a quitté en octobre 2012. Un merci particulier à John Adams du centre de gestion des appels au 911 qui a accepté de me fournir des données géo-localisées relatives aux logements vacants. Merci à Peter Scharf, criminologue à l'Université de Tulane de la Nouvelle-Orléans, qui a également été d'une grande aide lors dès premiers mois sur le terrain, de par les personnes qu'il m'a permis de rencontrer et nos discussions passionnantes au sujet de la criminalité de la ville. Je lui suis sincèrement reconnaissante pour cela. Je remercie également Kevin Fox Gotham et Stephen Ostertag, tous deux professeurs à Tulane, pour avoir pris le temps de me conseiller et de répondre à mes questions lorsque je ne savais

pas encore très bien comment orienter ma collecte de données. Je pense également à Leslie Williams, journaliste à la section criminelle du *Times Picayune*, avec qui j'ai pu fréquemment discuter au sujet de ma thèse et qui m'a fait part de son expérience et de sa culture locale. Merci à Fletcher Wheaton qui a toujours su m'encourager et me soutenir dans les moments de doutes, tout comme Holly Wiseman qui a su me faire prendre conscience de l'importance d'aller au bout des choses quelques soient les « sacrifices » à faire. Je tiens aussi à témoigner ma gratitude à William Murphy et Micheal Heaney avec qui j'ai pu réaliser de multiples missions de terrain à vélo dans les quartiers réputés dangereux, notamment ceux de *Central City*, *St Roch* ou encore du *Seventh Ward*. Merci à Mike de m'avoir « accompagné » lors des premières séries d'enquêtes portant sur les représentations spatiales du danger, notamment auprès des policiers qui se sont parfois montrés réticents. Merci à Tim Garnett pour nos discussions fort intéressantes au sujet des *Security Districts* et de l'usage des SIG par les policiers et à Ray Cannata pour nos échanges portant sur le courant du Nouvel Urbanisme et des thèses de Jane Jacobs. Je pense également à Brian Denzer et ses « Katrina tours » plus ou moins improvisés à travers la ville qui m'ont permis de mieux cerner l'extrême vulnérabilité aux inondations de la Nouvelle-Orléans. Un grand merci également à John Ritchie qui m'a permis de rencontrer les populations encore hébergées dans le grand ensemble de logements sociaux d'*Iberville*. Merci à lui de m'avoir présenté de nombreux jeunes issus de quartiers défavorisés, tentant de sortir de la « spirale » de la drogue et de la violence¹. Merci à tous les trafiquants de drogue avec qui j'ai pu m'entretenir. Je pense particulièrement à Greg, *ex* trafiquant et repris de justice avec qui j'ai pu réaliser des missions de terrains en voiture à travers les territoires des différents groupes criminels dont il avait connaissance. Merci également à Sean qui m'a fait part de ses activités en tant que *dealer* avant Katrina dans le quartier de *Leonidas* et à Danny, *dealer* en parallèle de son travail de serveur dans un café, pour m'avoir parlé sans retenue de son implication dans le trafic de stupéfiants entre la Nouvelle-Orléans et Baton Rouge. Enfin, je suis reconnaissante envers toutes les personnes qui m'ont accordé de leur temps pour s'entretenir avec moi et répondre à mes enquêtes.

Je remercie par ailleurs chaleureusement Julie Hernandez pour son accueil à la Nouvelle-Orléans ainsi que pour ses conseils toujours avisés, notamment lorsque les doutes m'empêchaient de me faire confiance.

Je me dois d'exprimer ma profonde reconnaissance à Frédérique Tamagne qui a été un maillon essentiel dans l'aboutissement de mon travail.

Je remercie finalement tous ceux que je n'ai pas pu citer ici et qui m'ont apporté un soutien lors de mes années de recherche et des mois de rédaction. Merci à tous ceux qui ont croisé ma route en France comme aux Etats-Unis.

Merci à tous.

Thank you to y'all...

¹ John Ritchie a réalisé un documentaire sur la violence urbaine à la Nouvelle-Orléans qui a été diffusé sur Arte© le 10 septembre 2014.

变化

Changement : crise et opportunité

Introduction générale

« Bien qu'elle soit évidente et incontestablement nécessaire, l'attention accordée à l'aide d'urgence pourrait être avantagée par ce qui pourrait être une composante positive de tout effort de reconstruction [...] si nous comprenons que la sécurité est bien plus qu'un faible taux de criminalité — mais plutôt une perception de sécurité subjective... Il faut non seulement prévenir les actes criminels, mais aussi s'assurer que les habitants se sentent le plus possible en sécurité dans leur communauté. Dans un contexte où la crainte de la violence est très élevée, la refonte ou le renforcement des structures de gouvernance pourraient profiter énormément des principes de sécurité dans les communautés liés au développement. D'autre part, les interventions dans des contextes post-catastrophe sont des occasions privilégiées pour repartir de zéro et rebâtir des milieux, des villes et des communautés plus saines » (Centre International pour la Prévention de la Criminalité, 2012)

Thème général et détermination du sujet

Le cheminement de la recherche vers la thématique de l'insécurité urbaine analysée en lien avec celle des catastrophes « naturelles »² découle d'une prise de conscience de l'abondance des recherches portant sur la catastrophe Katrina et le processus de reconstruction de la Nouvelle-Orléans. Partant de ce constat, il est apparu difficile d'entreprendre une recherche permettant d'apporter un éclairage nouveau sur ce cas³. L'insécurité urbaine est vite apparue comme une thématique intéressante puisque peu investie par les recherches portant sur les catastrophes, notamment celles d'origines naturelles. Pourtant, l'insécurité urbaine considérée dans le travail comme un danger objectif et subjectif associé à la criminalité (cf. 1.1.1.), est souvent mentionnée comme un problème récurrent lors d'événements perturbateurs de grande ampleur comme a pu l'être Katrina et constitue un frein à la reconstruction d'une ville après un désastre. Dans les mois et années qui ont succédé le passage de Katrina, l'insécurité urbaine a en effet constitué une sérieuse menace au retour des habitants et des touristes, de sorte que la criminalité et l'inquiétude qui lui est associée, s'est érigée en obstacle social, politique et

² Nous expliquerons plus loin pourquoi nous mentionnons systématiquement le qualificatif de naturel entre guillemets (cf. chapitre 2).

³ La thèse portait initialement sur l'analyse de la résilience territoriale *post* Katrina. Le sujet a bifurqué vers la problématique de l'insécurité urbaine en partie en raison de la pléthore de recherches scientifiques investissant le thème de la reconstruction de la Nouvelle-Orléans et de l'absence de travaux portant sur la thématique de l'insécurité. Notre participation en avril 2010 à la rencontre annuelle de l'Association of American Geographers (AAG) à Washington D.C. a confirmé ce choix.

économique à la reconstruction de Nouvelle-Orléans⁴. Le Rapport International sur la Prévention de la Criminalité et Sécurité Quotidienne (2012) souligne opportunément la menace que représente l'insécurité urbaine pour la récupération d'une ville après une catastrophe. Si elle constitue certainement une menace à l'échelle de la ville, l'insécurité affecte différemment le territoire urbain. La catastrophe Katrina a en effet exposé un ensemble de vulnérabilités environnementales et sociales, ainsi qu'un état de délabrement des infrastructures publiques, la fragilité des institutions, en particulier dans les quartiers défavorisés et marginalisés. Dans ces territoires, le rétablissement est rendu difficile par la concentration de désavantages socio-économiques, un environnement urbain dégradé, mais aussi par des taux de criminalité élevés. A la suite d'un événement de l'ampleur de Katrina, le rétablissement des territoires nécessite l'instauration d'un climat de sécurité propice au retour des habitants et des activités. La dangerosité réelle ou perçue d'un quartier tend en effet à le stigmatiser et entraver son rétablissement et, conséquemment, à mettre en péril l'ensemble du processus de résilience urbaine. S'il ne fait nul doute que la thématique de l'insécurité urbaine constitue un aspect important des catastrophes et de la reconstruction, celle-ci fait principalement l'objet d'analyses à court terme et les divergences subsistent entre les spécialistes travaillant sur les catastrophes et leurs impacts.

Le choix d'orientation du sujet est apparu particulièrement pertinent lors de la première mission de terrain au cours de l'été 2010 puisque la question de la criminalité a constitué un thème récurrent dans le discours des habitants. Nos questionnements se sont précisés lors du premier contact avec le terrain d'étude. Il fut celui d'une discussion avec une habitante du quartier de *Leonidas* nous mettant en garde quant à nos déplacements à travers la ville. Lui confiant que nous nous rendions dans le quartier de *Central City* pour y rencontrer des membres d'une ONG, celle-ci s'exclama que nous ne devions jamais nous « aventurer » au-delà de la limite Nord de l'avenue *St Charles* qui sépare ce quartier défavorisé des secteurs plus nantis au Sud. Selon ses dires, ce quartier réputé dangereux aurait depuis Katrina basculé dans une violence plus prononcée encore qu'avant la catastrophe. Tout comme pour Linda, la question de l'insécurité urbaine est systématiquement apparue comme une préoccupation centrale pour les habitants soucieux quant au futur de leur ville. La lecture de certains ouvrages de référence en criminologie environnementale (Besson, 2005, Kennedy et Brunshot, 2010, Harper et Frailing, 2010) et nos premières interactions avec la population et certains officiers de police de la Nouvelle-Orléans, ont confirmé les choix d'orientation du sujet vers l'insécurité urbaine analysée en lien avec celle de la catastrophe Katrina. L'intérêt d'investir la catastrophe sous cet angle est double. L'apport est d'abord académique puisqu'il s'agit d'investir un champ peu investi par les chercheurs travaillant sur les catastrophes et les risques naturels et donc d'apporter des connaissances dans le domaine. L'apport est également pratique puisque ce travail cherche à aboutir à des résultats utiles pouvant être mobilisés lors de futures catastrophes (prospective/prévention).

⁴ Cette thématique a systématiquement été mentionnée lors de nos entretiens avec les habitants considérant la criminalité comme un obstacle majeur à la reconstruction de leur ville.

Face à l'augmentation du nombre d'événements catastrophiques⁵ et à la problématique constante et de plus en plus médiatisée de l'insécurité urbaine⁶, il est curieux de constater le manque d'intérêt pour cette thématique des recherches géographiques portant sur les catastrophes « naturelles ». L'étonnement face à ce « vide académique » est d'autant plus frappant que la médiatisation grandissante des événements catastrophiques s'accompagne quasi systématiquement d'images de violences, de pillages et autres formes de « désordres urbains » qui tendent souvent à occulter les phénomènes d'entre-aide et de solidarité. Le passage du cyclone Katrina à la Nouvelle-Orléans a exposé aux yeux d'un très large public des scènes de « chaos social » mais les récits médiatiques sensationnalistes faisant état de scènes de violences « hors de contrôle » ont été largement relativisés voir démentis *a posteriori*. Dans le même temps certaines formes de violences qui n'ont pas été reportées sur le moment, n'ont fait surface que lors des années *post* Katrina et à des degrés d'audibilité divers. Nos enquêtes menées à la Nouvelle-Orléans ont clairement montré que la criminalité a constitué la première préoccupation des habitants au sujet de la reconstruction de leur ville⁷. L'occurrence de nombreux événements violents, mais plus encore, le retour d'un climat d'insécurité prononcé au cours de la première année *post* Katrina, ont constitué un véritable obstacle à la récupération de la Nouvelle-Orléans comme en témoigne l'extrait suivant tiré du *US Times* de mars 2006⁸ :

« Des vies sont en jeu, tout comme la reconstruction de la ville. Si la criminalité s'élève, les résidents ne reviendront pas. S'ils ne reviennent pas, avec l'argent et la stabilité qui vont avec, la criminalité continuera d'augmenter. » (*US Times*, mars 2006).

La Nouvelle-Orléans a toujours été caractérisée par des taux de criminalité violente particulièrement élevés et largement au-dessus des moyennes nationales⁹. Ces caractéristiques criminelles contribuent à donner une image négative à la ville, ce qui contraste avec son statut de destination touristique. Au cours des mois et des années *post* Katrina, la très forte médiatisation de la criminalité urbaine, notamment des homicides, a renforcé cette image de ville dangereuse dont souffre depuis toujours la Nouvelle-Orléans. Il convient cependant de nuancer ces propos, puisqu'à plus grande échelle, il existe à la Nouvelle-Orléans de forts contrastes d'insécurité selon les secteurs et quartiers considérés. Les activités criminelles et la criminalité violente qu'elles génèrent, tendent en effet à se concentrer dans les secteurs défavorisés ou dits « socialement désorganisés » et qui se trouvent en marge du développement urbain. Ces quartiers, largement perçus comme dangereux par les habitants font l'objet de stratégies d'évitement qui tendent à entraver leur développement et à renforcer leur marginalité. A l'opposé, certains secteurs de la ville, notamment les quartiers touristiques et résidentiels aisés, sont

⁵ Augmentation qui reflète à notre sens davantage une multiplication des vulnérabilités sociétales que l'augmentation du nombre ou de l'ampleur des aléas naturels.

⁶ « La peur du crime est devenue une préoccupation sociale majeure, qui transparait tant dans les discours des médias et que dans les témoignages des résidents eux-mêmes. » (Siméone, 2004).

⁷ Ceci est corroboré pour de nombreuses enquêtes réalisées par des organismes indépendants, notamment par la *Kayser foundation*.

⁸ L'article intitulé « Crime returns to the Big Easy », présente la question de la criminalité violente comme la principale menace au rétablissement de la ville.

⁹ Pour les villes de taille similaire 200 000 à 500 000 habitants.

largement considérés comme sûrs. Le quartier français, véritable cœur touristique de la Nouvelle-Orléans, est illustratif des distorsions pouvant exister entre l'insécurité vécue (objective) et l'insécurité perçue (représentation du danger) puisque ce quartier « vitrine » de la Nouvelle-Orléans qui constitue un enjeu majeur pour l'économie de la ville est largement considéré comme sûr malgré une criminalité élevée. C'est donc dans un contexte caractérisé par une insécurité urbaine endémique que la catastrophe Katrina est survenue, conduisant à de profondes perturbations. Le passage du cyclone en août 2005 s'est en effet accompagné du dysfonctionnement du système de digues de la Nouvelle-Orléans conduisant à l'inondation de 80% de la superficie de la ville. Cette catastrophe annoncée de longue date a entraîné des perturbations majeures dans le fonctionnement urbain puisque l'arrivée du cyclone a conduit à une évacuation de l'ensemble des habitants. Par ailleurs, le tissu urbain de la Nouvelle-Orléans a été inégalement touché par la catastrophe dont les conséquences sont toujours perceptibles près de dix ans plus tard. Le retour des habitants s'est fait à des rythmes variés selon les secteurs de la ville puisque les secteurs touristiques n'ont pas ou peu été impactés alors que les secteurs résidentiels situés sous le niveau de la mer ont subi des impacts majeurs qui ont rendu difficile le retour des habitants. Le cyclone a également eu des impacts reportés vers d'autres centres urbains tels que Houston au Texas où les autorités ont dû gérer dans l'urgence l'arrivée de plusieurs centaines de milliers d'évacués.

Face à ces constats, la thèse propose d'analyser les implications que la catastrophe Katrina a pu avoir sur l'insécurité urbaine.

Objectifs de la thèse

La Nouvelle-Orléans, qui a subi de profondes transformations après le passage du cyclone Katrina et qui se caractérise par une criminalité violente prononcée, constitue un terrain d'analyse intéressant pour étudier l'impact d'une perturbation majeure sur l'insécurité urbaine. Considérant les contextes historique et actuel de la ville, la question à laquelle nous tentons de répondre est de savoir, d'une part, quels impacts spatio-temporels la catastrophe Katrina a pu avoir sur l'insécurité urbaine à la Nouvelle-Orléans et, d'autre part, quelles implications l'insécurité urbaine a-t-elle pu avoir sur la catastrophe à court et à long terme. Ce questionnement s'inscrit par ailleurs dans une perspective de généralisation des résultats à d'autres contextes urbains soumis à des risques majeurs.

Les objectifs de la thèse sont donc, d'une part, de montrer la pertinence de l'analyser de la problématique de l'insécurité urbaine en lien avec la thématique des catastrophes d'origine naturelle, dans la mesure où cette question est largement délaissée par les recherches en sciences sociales. D'autre part, il s'agit de montrer quels ont été les conséquences des transformations urbaines *post* Katrina (sociales et environnementales) sur l'insécurité urbaine, ceci à différentes échelles spatiales et

temporelles. L'analyse vise finalement à investir la question des réponses apportées à l'insécurité afin de voir si celles-ci sont adaptées ou non au contexte *post* catastrophe. Dans la mesure où l'insécurité urbaine peut constituer une entrave à la gestion de crise et une menace sérieuse au rétablissement d'une ville après une crise majeure, l'objectif final de la thèse vise la mobilisation future des résultats en vue d'agir à l'échelle d'autres contextes urbains pouvant bénéficier d'une approche préventive de l'insécurité urbaine et ceci dès les temps « hors crise ».

Les objectifs principaux et secondaires de la thèse sont les suivants :

- **Objectif central** : L'objectif central de la thèse consiste à investir le lien entre la catastrophe Katrina et l'insécurité urbaine à la Nouvelle-Orléans. D'une part, il s'agira de montrer que la catastrophe Katrina a eu, à court, moyen et long terme, des conséquences sur l'insécurité urbaine. Ces conséquences seront à relier aux caractéristiques territoriales de la ville qui ont pu être profondément affectées par la catastrophe. D'autre part, il s'agira de montrer les impacts que l'insécurité urbaine a pu avoir sur la catastrophe (gestion de crise/reconstruction).
- Objectif 1 : Montrer le lien entre l'insécurité urbaine et la catastrophe afin de justifier l'intérêt de travailler sur cette thématique. Le concept de vulnérabilité territoriale constituera l'élément commun permettant de faire le lien entre les deux thématiques.
- Objectif 2 : Montrer en quoi le cas de la Nouvelle-Orléans, profondément affectée par la catastrophe Katrina, constitue un objet d'étude intéressant pour analyser le lien entre les catastrophes « naturelles » et la problématique de l'insécurité urbaine.
- Objectif 3 : Procéder à la reconstitution des événements ayant succédé le passage de Katrina. Il s'agira de faire part de l'évolution de l'insécurité urbaine à différentes échelles spatiales et temporelles (court, moyen et long terme). L'analyse des données qualitatives et quantitatives permettra d'atteindre cet objectif.
- Objectif 4 : Relier les évolutions de l'insécurité urbaine aux changements territoriaux engendrés, modifiés ou accélérés par la catastrophe afin de montrer le lien entre la catastrophe Katrina et l'évolution de l'insécurité urbaine.
- **Objectif final** : Mobiliser les résultats afin de plaider pour une meilleure prise en compte par les chercheurs et les gestionnaires des problèmes d'insécurité urbaine en contexte de crise et de reconstruction. Les résultats s'inséreront dans une optique de généralisation visant à favoriser l'identification et la mise en place de mesures de prévention de l'insécurité urbaine adaptées à chaque contexte ceci afin de faciliter les processus de gestion de crise et de reconstruction *post* catastrophe (prospective).

La thèse s'attache donc à montrer le lien entre la catastrophe Katrina et l'insécurité urbaine à la Nouvelle-Orléans et questionne la pertinence des stratégies sécuritaires mises en place dans le contexte spécifique de l'« après catastrophe ». La recherche expose en effet que le contexte *post* Katrina a été marqué par une forte incertitude quant à la réalité criminelle, ce qui a contribué à créer un environnement où les discours l'ont souvent emporté sur la « réalité » objective des faits. La question d'une gestion de l'insécurité adaptée au contexte *post* catastrophe sera alors posée.

La thèse met également en exergue le lien entre le phénomène de « fragmentation gestionnaire » de l'insécurité et les dynamiques inégalitaires de la reconstruction « par le bas » qui ont guidé la reconstruction de la Nouvelle-Orléans¹⁰. Le contexte de la reconstruction s'est en effet caractérisé par une gestion micro-locale des problèmes d'insécurité relatifs à la criminalité urbaine qui s'est aggravée au cours des années *post* Katrina. Cette tendance, qui reflète en partie l'incapacité des autorités publiques à agir concrètement contre la criminalité et l'inquiétude des habitants, a conduit à une aggravation des phénomènes de fragmentation urbaine déjà à l'œuvre avant la catastrophe. Ceux-ci s'illustrent par des dynamiques de revitalisation et de gentrification des secteurs proches du Mississippi qui n'ont pas ou très peu été affectés physiquement par l'événement, et par une paupérisation des quartiers périphériques où la reconstruction est hétérogène. La catastrophe Katrina a donc conduit à une aggravation des inégalités d'accès à la sécurité, cette dernière constituant pourtant une des pré-conditions essentielles au rétablissement des territoires.

La thèse vise donc à répondre aux carences de la recherche portant sur la thématique de l'insécurité urbaine dans le contexte de crise et de reconstruction *post* catastrophe. La thèse a par ailleurs une visée plus opérationnelle puisque le retour d'expérience sur la catastrophe Katrina a permis de rendre compte des facteurs explicatifs des évolutions territoriales de l'insécurité urbaine. Certains résultats pourraient donc servir à anticiper les problèmes d'ordre sécuritaire lors et à la suite de futures catastrophes à la Nouvelle-Orléans mais aussi à l'échelle d'autres centres urbains soumis à des risques majeurs, comme peuvent l'être les villes de Miami ou de Los Angeles. Ce travail de prospective constitue par ailleurs une des perspectives du travail à poursuivre au-delà de la thèse.

Structure de la thèse

Afin de répondre aux objectifs préalablement présentés, la thèse se structure autour de quatre grandes parties qui correspondent au cheminement logique de notre réflexion¹¹ ;

¹⁰ Cf. Thèse de doctorat de Julie Hernandez (2010).

¹¹ La thèse suit un modèle protocolaire classique en sciences sociales : problématique, hypothèses (méthodologie), contexte, recherche de la preuve (reconstitution), analyse, conclusion.

La première partie vise à définir les notions centrales de la thèse et à se positionner par rapport aux cadres théoriques à partir desquels elle s'est structurée : celui de la criminologie environnementale qui permet d'envisager la criminalité en lien avec les caractéristiques des territoires et celui des catastrophes « naturelles » qui, en géographie, place la notion de vulnérabilités territoriales au cœur de l'approche. Cette partie permettra également de faire un point sur la méthodologie de travail qui a été mise en place pour répondre aux objectifs de la thèse. Cette première partie permettra ainsi de montrer l'intérêt d'investir le lien entre l'insécurité urbaine et les catastrophes « naturelles ».

- La deuxième partie permet de rendre compte du contexte propre au cas d'étude en revenant sur les vulnérabilités environnementales et sociales qui caractérisaient la Nouvelle-Orléans avant la catastrophe Katrina. Elle permet également de revenir sur les conséquences à court et long terme que la catastrophe a eu sur le territoire urbain. Cette deuxième partie permettra ainsi de mettre en perspective le travail d'analyse des conséquences de la catastrophe sur l'insécurité urbaine dans le contexte particulier de la Nouvelle-Orléans.
- La troisième partie consiste en un travail de « reconstitution » des événements qui permettra de présenter les évolutions spatiales de l'insécurité urbaine aux différentes temporalités de la catastrophe. Ce travail sera un préalable à l'analyse des facteurs permettant de rendre compte des évolutions de l'insécurité urbaine après Katrina.
- La quatrième partie de la thèse consiste à mettre en lien les éléments traités dans la deuxième partie avec ceux développés dans la troisième partie. Cette dernière partie s'attache au final à mettre en lumière les problèmes de gestion de l'insécurité urbaine dans le contexte particulier de l'« après » catastrophe, ceci en vue d'argumenter pour une meilleure considération de cette problématique encore trop peu investie.

Cette thèse, issue d'un long travail de terrain, propose donc une étude approfondie du lien entre les impacts territoriaux des catastrophes et l'insécurité urbaine, investie tant dans ses dimensions objectives que subjectives. Elle s'inscrit donc dans la branche de la géographie des risques et des catastrophes. Des risques parce que l'insécurité urbaine est investie dans sa dimension géographique selon une approche classique des risques. C'est-à-dire un risque objectif qui se matérialise par des faits, qui fait l'objet de représentations et de réponses qui ont une logique spatiale. Géographie des catastrophes puisque l'analyse de l'insécurité urbaine se fait dans le contexte particulier d'une ville perturbée par un événement catastrophique majeur. Cependant la thèse ne se borne pas à un travail en

géographie des risques puisque la réflexion sur la ville qui se recompose après une crise majeure relève largement de la géographie urbaine. Par ailleurs, l'analyse géographique de la criminalité s'appuie sur le cadre théorique de la criminologie environnementale qui cherche à objectiver les faits criminels à leur contexte spatial. Enfin, la thèse se veut opérationnelle, l'objectif final de la recherche étant, au-delà de la compréhension des phénomènes, d'aboutir à des résultats utiles pour améliorer la gestion future de l'insécurité dans le contexte *post* catastrophe et donc contribuer à faciliter le processus de résilience urbaine.

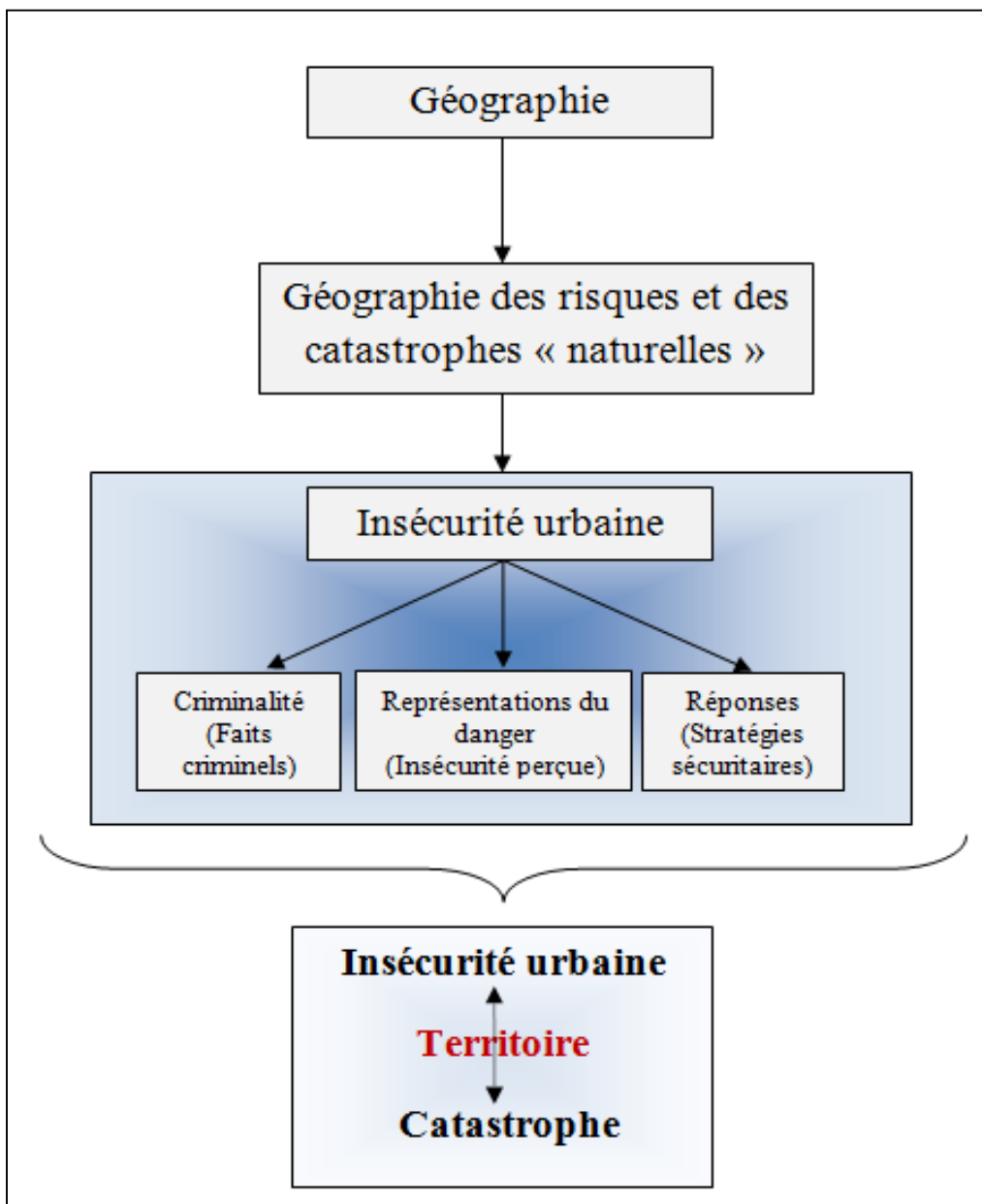


Figure 1 : Cheminement vers la problématique de l'insécurité urbaine analysée en lien avec l'étude des catastrophes « naturelles » (réalisation propre).

PREMIERE PARTIE

QUELS LIENS ENTRE L'ETUDE DES CATASTROPHES « NATURELLES » ET LA PROBLEMATIQUE DE L'INSECURITE URBAINE ?

« Les grandes villes modernes sont particulièrement vulnérables en cas de catastrophe et peuvent être un terrain fertile à la criminalité. Certains problèmes [...] peuvent être exacerbés à la suite d'une catastrophe, comme les actes criminels, la délinquance juvénile et d'autres facteurs sociaux qui nuisent à la cohésion sociale » (Centre International pour la Prévention de la Criminalité, 2012¹²).

Chapitre 1. Une approche géographique de l'insécurité urbaine

Chapitre 2. Elaboration d'une criminologie des catastrophes « naturelles » axée sur la vulnérabilité territoriale

Chapitre 3. Méthodologie de travail

¹² Rapport international sur la prévention de la criminalité et sécurité quotidienne du Centre international pour la prévention de la criminalité (2012).

Introduction première partie

Cette première partie a pour but de présenter les différents référents théoriques à partir desquels la thèse s'est structurée. Dans un premier temps, la thématique de l'insécurité urbaine, investie par l'angle de la géographie, sera analysée à la lumière du cadre conceptuel de la criminologie environnementale qui établit un lien entre les caractéristiques socio-économiques et fonctionnelles des territoires et leur vulnérabilité à la criminalité (chapitre 1). Dans un deuxième temps le rapprochement du cadre théorique sur les catastrophes « naturelles » et de la problématique de l'insécurité urbaine analysée précédemment, permettra de placer la notion commune de vulnérabilité comme le pivot entre les deux thématiques. En effet, la notion de vulnérabilité territoriale, qui se trouve au cœur de l'étude des catastrophes naturelles en géographie sociale, sera associée à la réflexion criminologique et permettra d'appréhender la thématique de l'insécurité urbaine dans le cadre d'une syllogistique de la vulnérabilité¹³, peu étudiée jusqu'à présent (chapitre 2). Enfin, la méthodologie de la recherche sera présentée afin d'expliquer comment l'insécurité urbaine a été investie en lien avec la catastrophe Katrina au travers du cas d'étude de la Nouvelle-Orléans (chapitre 3).

¹³ Mineure : lien entre la catastrophe « naturelle » et le territoire ; majeure : lien entre le territoire et l'insécurité urbaine ; conclusion : lien entre la catastrophe « naturelle » et l'insécurité urbaine. Les interdépendances entre chacune de ces prémisses caractérisent toutefois une systémique dépassant largement la logique du syllogisme initial.

Une approche géographique de l'insécurité urbaine

La problématique de l'insécurité urbaine investie par l'angle de la géographie, permet de considérer cette dernière comme un danger objectif qui se matérialise par des faits criminels (risque réel), mais également comme un danger faisant l'objet de représentations sociales (risque perçu) et s'accompagnant de réponses visant à assurer la sécurité publique¹⁴ (risque géré). Cette approche de l'objet d'étude, qui permet d'établir un lien entre les caractéristiques de l'insécurité urbaine et celles des territoires, s'applique particulièrement bien au contexte Nord-Américain où la criminalité urbaine est répandue et est étroitement liée à la présence de réseaux criminels qui se structurent à partir d'un territoire (1.1.). L'appréhension du phénomène criminel par le prisme du territoire et plus précisément de la vulnérabilité, appréhendée au regard de facteurs socio-environnementaux, constitue par ailleurs l'une des préoccupations des sciences criminologiques (1.2). L'insécurité urbaine fait par ailleurs l'objet de mesures préventives ou répressives qui place implicitement la notion de territoire et plus précisément de vulnérabilité territoriale au cœur de leur approche (1.3.).

1.1. L'insécurité urbaine, une problématique investie par le prisme de la géographie

La notion fortement galvaudée d'insécurité nécessite une définition adaptée à l'approche adoptée dans la thèse. Le concept d'insécurité, que nous qualifions d'urbaine, est considéré dans notre travail comme un danger associé à la criminalité qui, aux Etats-Unis, est particulièrement répandue en milieu urbain¹⁵. Nous donnons à cette notion une acception large puisque si les faits criminels (insécurité objective) sont investis en lien avec les caractéristiques des territoires, l'insécurité perçue (représentations)¹⁶ est également prise en considération, dans la mesure où celle-ci ne reflète pas toujours la menace criminelle « réelle »¹⁷. Par ailleurs, l'insécurité, tant objective que subjective, s'accompagne de nombreuses stratégies dites « sécuritaires » qui entretiennent un lien plus ou moins

¹⁴ Réponses dites « sécuritaires » correspondent à un ensemble de stratégies publiques, privées ou encore communautaires visant à assurer un certain niveau de sécurité des populations. Par sécurité publique nous entendons la protection des individus contre le risque de victimisation directe (crimes contre les personnes) et indirecte (crimes contre les biens).

¹⁵ Même si, depuis la fin des années 1990, la criminalité tend aux Etats-Unis à baisser à l'échelle des villes centres et à augmenter dans les banlieues localisées en marges des centres urbains (Giband, 2006). Ce point sera développé dans le chapitre 10 relatif aux évolutions territoriales de la criminalité après Katrina.

¹⁶ Nous parlerons aussi d'insécurité perçue ou de représentations sociales du danger.

¹⁷ Lagrange et Zauberman (1991, p. 247) soulignent la distorsion pouvant exister entre les lieux de concentration de la criminalité (« lieux du crime ») et « l'emprise de l'inquiétude ». Ce « fossé entre l'écologie de l'inquiétude et celle des atteintes », pour reprendre les termes des auteurs, ne sous-entend donc pas une relation linéaire entre l'insécurité objective (risque de victimisation) et l'insécurité perçue qui dépend de nombreux facteurs (cf. Roché, 1993 ; 1998).

fort et direct avec le territoire (1.1.1). L'usage de cette notion s'est toutefois heurté à de nombreuses difficultés d'ordre sémantique, principalement liées au passage de la langue française à la langue anglaise et *vice versa* (1.1.2). Le concept de territoire, central à la thèse, nécessite certaines précisions dans la mesure où nous lui attribuons une définition permettant de le distinguer de la notion d'espace. (1.1.3.).

1.1.1. L'insécurité, une notion polysémique limitée à l'analyse de la criminalité urbaine et de ses représentations sociales

De manière générale, l'insécurité est définie comme le fait, pour un lieu, de ne pas être sûr et d'être soumis à des dangers réels ou perçus. Le dictionnaire Larousse¹⁸ définit ainsi l'insécurité comme il suit :

« État d'un lieu qui n'est pas sûr, qui est soumis à la délinquance ou à la criminalité. [...] Sentiment de vivre dans un environnement physique ou social favorisant les atteintes aux personnes et aux biens. [...] Pour une personne ou une collectivité, l'insécurité est l'inquiétude qui résulte du manque de sécurité et de l'éventualité d'un danger réel ou imaginé. La sensibilité collective aux facteurs angoissants varie selon les pays, les périodes ou les segments de population »¹⁹.

Cette définition donnée par le Larousse permet de distinguer les différentes dimensions de l'insécurité puisqu'elle différencie l'insécurité objective, qui correspond à l'« état d'un lieu qui n'est pas sûr », de l'insécurité subjective, qui correspond au « sentiment de vivre » dans un environnement qui favorise la criminalité. À la notion d'insécurité, nous attachons le qualificatif d'urbain afin de préciser l'usage que nous faisons de ce concept. Nous nous intéressons en effet à l'insécurité que nous qualifions d'urbaine puisqu'associée à la criminalité contre les biens et les personnes²⁰ (cf. 3.2.1), principalement développée et structurée en milieu urbain, notamment aux Etats-Unis. Ainsi, l'insécurité générée par d'autres problèmes sociaux tels que la précarité de l'emploi ou encore du logement, est exclue de notre analyse. L'insécurité sociale qui, aux Etats-Unis, est étroitement liée à la crainte des individus, notamment ceux appartenant à la classe moyenne dite « anxieuse » (Giband, 2006), de perdre ou de ne pas avoir accès à une protection sociale (Castel, 2003), constitue donc une problématique beaucoup plus large que celle d'insécurité urbaine que nous définissons comme un danger réel et perçu associé à la criminalité urbaine.

¹⁸ Version en ligne, suivre le lien suivant : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/ins%C3%A9curit%C3%A9/43306>

¹⁹ D'autres définitions trouvées sur internet sont intéressantes à mentionner car elles traduisent bien les différentes facettes (objectives et subjectives) de la notion d'insécurité : « [...] du préfixe latin in, privé de, et de sécurité, issu du latin *securitas*, absence de soucis, tranquillité de l'âme, dérivé de *securus*, exempt de soucis, exempt de crainte, tranquille. L'insécurité est le manque ou l'absence de sécurité... Pour un lieu, c'est le fait de ne pas être sûr, d'être soumis à différentes formes de dangers ou de délinquance. Ex : l'insécurité de certaines banlieues... Pour une personne, un animal ou une collectivité, l'insécurité est l'inquiétude qui résulte du manque de sécurité et de l'éventualité d'un danger réel ou imaginé... Le sentiment d'insécurité est lié à la perception de la gravité du danger. La sensibilité collective aux facteurs angoissants varie selon les pays, les périodes ou les segments de population » (La Toupie, dictionnaire en ligne : <http://www.toupie.org>).

²⁰ Sept catégories de crimes forment l'index proposé par le FBI, connu sous le nom d'index UCR (Uniform Crime Report), qui permet de mesurer annuellement le niveau de criminalité des villes. Il s'agit, pour les crimes contre les personnes : des homicides, viols, vols à main armée (également qualifiés de vols avec violence), et les agressions violentes. Pour les crimes contre les biens il s'agit : des cambriolages, vols de véhicule à moteur et des vols qualifiés (la nature des données sur la criminalité sera développée dans le chapitre 3).

Parallèlement à la définition très générale de l'insécurité donnée par le Larousse, Lagrange et Zauberman (1991) reviennent sur l'évolution des termes utilisés au cours de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, en France et aux Etats-Unis, pour traiter de cette problématique. Les auteurs évoquent ainsi le passage progressif, à partir des années 1970, du thème de la sécurité à celui de la violence puis à celui de l'insécurité (*ibid.*, p. 243). L'usage de la notion de violence, thème central des années 1960/1970 aux Etats-Unis puis en France, serait à relier aux évolutions sociétales qui se sont accompagnées de mouvements sociaux violents, comme ont pu l'être les émeutes raciales du milieu des années 1960 aux Etats-Unis (cf. Body-Gendrot, 1999). En France, la fin des années 1970 s'accompagne d'un changement de registre, le thème de la violence cédant progressivement la place à celui de l'insécurité (Lagrange et Zauberman, 1991, p. 245). A cette époque, la dissociation entre la criminalité²¹ et l'insécurité perçue (sentiment d'insécurité) sera favorisée par certaines études²² mettant en exergue le décalage entre la victimisation réelle (insécurité objective) et l'inquiétude. La notion d'insécurité, telle que nous l'envisageons, possède donc une double dimension, matérielle et immatérielle, puisqu'elle renvoie à la fois à un danger réel et à une représentation sociale d'une menace (danger perçu)²³. D'une part, le danger réel, que nous qualifions aussi de danger objectif, se manifeste par la survenue de faits criminels et peut être mesuré par la comptabilisation de ces événements survenant dans les limites d'un territoire bien défini (quartier, ville, pays, *etc.*). Les statistiques criminelles (faits enregistrés par les services de police) constituent ainsi un indicateur de l'insécurité vécue, utile pour analyser la criminalité d'un territoire même si cet indicateur reste partiel²⁴. D'autre part, l'insécurité perçue renvoie aux représentations que se font les individus du danger et, plus précisément, du niveau de dangerosité des lieux. L'insécurité perçue est donc difficile à mesurer puisque subjective et fortement conditionnée par l'environnement de vie des individus ainsi que par les discours médiatiques qui font état de lieux dits dangereux ou sûrs²⁵. Il pourra donc exister un décalage entre l'insécurité réelle (vécue) et l'insécurité subjective (perçue) lorsque les lieux de concentration des problèmes ne correspondront pas aux lieux qualifiés de dangereux. De plus, la connaissance qu'ont les individus des lieux jugés dangereux pourra être limitée, ce qui pourra contribuer à amplifier ou minimiser le danger réel :

« Les lieux sont de moins en moins définis collectivement par les acteurs en présence. Ils deviennent alors des lieux fantasmés, des volumes vides favorables à la projection holographique d'images qui peuvent être nourries tant par l'expérience que par l'imaginaire et les stéréotypes – notamment ceux de la menace – diffusés par les médias

²¹ On parlera davantage de délinquance en France.

²² Cf. Lagrange et Zauberman (1991, p. 247, note n°22).

²³ Cf. Ninnin (2014, p. 7) qui établit une distinction entre les espaces de criminalité, d'insécurité (ici entendu comme l'insécurité perçue) et d'intervention.

²⁴ Les statistiques criminelles ne constituent qu'un indicateur partiel puisqu'elles ne reflètent qu'une partie du volume de la criminalité réelle survenant dans un territoire. L'écart entre la criminalité réelle et les faits constatés et reportés par les services de police est connu sous le nom de « chiffre noir de la criminalité », terme sur lequel nous reviendrons plus loin. D'autres mesures de la criminalité existent mais sont beaucoup moins répandues. Il s'agit par exemple des enquêtes de victimisation qui mettent à jour de nombreux faits non reportés par les habitants et non comptabilisés par les services de police et qui sont donc absents des statistiques criminelles.

²⁵ Voir travaux de Tadié (2006); Boisteau (2009).

et les discours politiques, et actualisés presque quotidiennement par les contrôles et interventions policières. » (Hubert, non daté, par référence aux travaux de Bauman).

Le séminaire organisé par l'Université de Liège les 10 et 11 avril 2008, consacré à l'étude de l'insécurité et du phénomène de l'exclusion sociale, souligne la distinction généralement faite, notamment par les sciences criminologiques, entre d'une part, l'insécurité, entendue comme « l'état de la société que certains tentent d'objectiver grâce à la collecte de statistiques de criminalité » et, d'autre part, le sentiment d'insécurité qui s'apparente à la « peur [...] de la délinquance²⁶ vécue pour soi et pour ses proches » (Chapeau et *al.*, 2008). Si l'insécurité objective (criminalité) et l'insécurité perçue (peur/sentiment d'insécurité) peuvent « évoluer de concert, lorsque l'éventuelle hausse de l'insécurité « réelle » ou « objectivée » accroît la crainte de la délinquance par la population » (*ibid.*), elles pourront toutefois connaître des tendances inverses lorsque la criminalité (délinquance) diminuera et l'insécurité perçue se renforcera et *vice versa*. Le questionnement de Robert Castel (2003) relatif au paradoxe contemporain voulant que dans des sociétés qui n'ont jamais été aussi protégées, le sentiment d'insécurité tend à croître et la demande sociale de sécurité à devenir de plus en plus prononcée, illustre bien à notre sens l'écart pouvant exister entre l'insécurité réelle (victimisation) et l'insécurité perçue (représentation du danger). Sébastien Roché (1993 ; 1999) souligne également le caractère très subjectif de l'insécurité²⁷. Selon lui, l'insécurité perçue serait dépendante de facteurs propres à l'individu, tels que le sexe, ou l'âge (facteurs intrinsèques) ainsi qu'à des facteurs extérieurs à l'individu, tels que les caractéristiques de l'environnement urbain (facteurs extrinsèques)²⁸. Le séminaire de Liège, précédemment cité, met par ailleurs en évidence le lien entre l'insécurité urbaine et le phénomène grandissant de bipolarisation de la société. Cette bipolarisation opposerait, d'un côté, les individus intégrés disposant d'un emploi et d'une « structure familiale stable » et qui bénéficieraient d'une meilleure protection notamment par un recours de plus en plus fréquent à des « systèmes de protection privés » et, d'un autre côté, les individus « exclus » économiquement dépendants d'aides sociales et vivants dans une « structure familiale instable et dysfonctionnelle » (Chapeau et *al.*, 2008). Cette « minorité désorganisée » et géographiquement séparée du reste de la population bénéficierait ainsi d'une plus faible protection et serait plus exposée à l'insécurité « réelle » (risque de victimisation). Quelque soit le niveau d'adéquation entre l'insécurité objective (objectivée) et l'insécurité perçue, cette dernière pourra être réduite par la mise en place de réponses dites sécuritaires agissant sur les différents facteurs conditionnant ce ressenti. Dans la mesure où l'insécurité perçue ne reflète pas toujours l'insécurité « réelle », le plus souvent « objectivée » par les statistiques criminelles, les populations d'un territoire sécurisé et relativement sûr pourront se sentir en danger et

²⁶ La notion de *délinquance* est utilisée dans le cas français alors que celle de *criminalité* sera utilisée dans le cas Nord-américain (cf. 1.1.2.).

²⁷ Roché se réfère au concept de sentiment d'insécurité, mais celui-ci ne sera pas utilisé dans la thèse, nous préférons utiliser l'expression d'insécurité perçue, d'insécurité objective ou encore de représentation du danger (cf. 1.1.2.).

²⁸ Pour Roché, le sentiment d'insécurité se décompose entre la pression (environnement physique, médias, etc.), la vulnérabilité (âge, sexe, capital économique et social), l'exposition (individu qui fréquente des « lieux à risque »), l'acceptabilité (degré qui varie selon les individus et leur niveau de victimisation), perception de la menace criminelle et représentation des lieux, la réverbération (renvoie au fait de s'inquiéter pour un proche) (cf. modèle PREXVU, Roché, 2002).

exprimer un besoin de sécurité toujours plus grand, ce que Castel (2003) nomme une « quête sécuritaire infinie et toujours frustrée ». De fait, comme le souligne Siméone (2004), « le souci d’agir sur ce sentiment d’insécurité apparaît souvent pour les politiques aussi important que la lutte contre la criminalité elle-même ». Les réponses à l’insécurité se basent donc sur des données statistiques offrant un portrait partiel de la réalité criminelle ainsi que sur des demandes sociales de sécurité qui ne reflètent pas forcément cette « réalité » (danger objectif). De plus, aux Etats-Unis, « la ‘‘criminalisation’’ de la vie quotidienne par les médias et les hommes politiques alimente une vision consumériste de la sécurité » (Giband, 2006, p. 120). De fait, face à une insécurité reflétant un danger réel ou « fantasmé », les individus pourront être incités à mettre en place différentes stratégies visant à réduire le danger selon l’importance qu’ils y attachent et les moyens dont ils disposent. Cela pourra passer par l’évitement de certains lieux perçus comme dangereux²⁹ ou par la mise en place de pratiques séparatistes³⁰ (*ibid.*). La notion d’insécurité renvoie ainsi à un panel de réponses visant à promouvoir un niveau de sécurité objectivement plus élevé ou perçu comme tel. La notion de sécurité urbaine sera donc associée à la notion de contrôle³¹ puisqu’elle renvoie aux actions des acteurs sociaux (populations, autorités publiques, acteurs privés)³² visant à prévenir ou réduire l’insécurité.

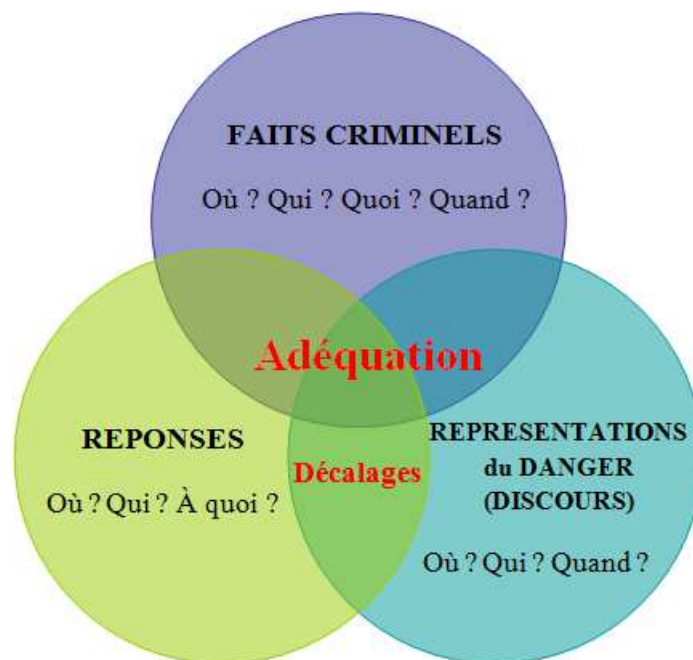


Figure 2 : Différentes dimensions de la notion d’insécurité urbaine (réalisation propre).

Pour les raisons développées précédemment, l’insécurité urbaine semble indubitablement constituer un

²⁹ Cf. Body-Gendrot (1993) pour qui ces stratégies d’évitement tendent à entretenir et renforcer la stigmatisation des « espaces de relégation ».

³⁰ Notamment l’isolement par l’enclosure (Giband, 2006, p.92). Voir aussi Billard et al. (2005).

³¹ « L’adjectif “sécuritaire” qualifie ce qui est relatif à la sécurité publique, ce qui a pour objectif de la garantir, ce qui la favorise. [...] Qui est en rapport avec la sécurité publique » (définition donnée par le Larousse).

³² Cf. Mike Davis (1998) qui se livre à une critique des pratiques sécuritaires mises en place par les autorités de la ville de Los Angeles, stratégies qui visent à rendre l’environnement urbain moins favorable au passage à l’acte (criminel et délictuel).

objet intéressant à investir en géographie, particulièrement dans le cas de la ville Nord-Américaine. En effet, aux États-Unis, la criminalité est élevée et étroitement liée à la présence de réseaux criminels, qui structurent leurs activités, principalement le trafic de drogue, à partir d'un territoire (cf. 1.1.3) qu'ils s'approprient et défendent par le recours à la violence, principalement par l'usage d'armes à feu³³.

1.1.2. Des difficultés d'ordre sémantique

La recherche s'est très tôt heurtée à de nombreuses contraintes d'ordre sémantique, principalement lié au passage de la langue anglaise à la langue française et *vice versa*. A la Nouvelle-Orléans, la notion d'*insecurity*³⁴ n'a pas été utilisée pour rendre compte de l'*insécurité* telle que l'entendons dans notre travail. La notion d'*insécurité urbaine*, qu'il serait possible de traduire de manière littérale par celle d'*urban insecurity*, n'a donc jamais été utilisée sur le terrain. Nous avons privilégié celle d'*urban security/safety* qui renvoie, peu ou prou, à la notion française de *sécurité urbaine*. Les deux mots *safe* et *security* équivalent à l'expression française de *sécurité* même si une nuance est à apporter entre les deux termes. *Security* « est plus souvent employé pour désigner une position subjective, a *sense of security*, que *safe* qui qualifie les lieux : *a safe place, a safe neighborhood, safe havens* et seulement, par extension, le sentiment de quiétude que l'ont peut éprouver en de tels endroits : *feel safe* » (Lagrange et Zauberman, 1991, p. 234). Lorsque nous avons fait usage de l'expression d'*urban security/safety* nous avons toutefois dû spécifier que nous nous intéressions à la problématique de la *criminalité urbaine (urban crime)* car la *sécurité urbaine (urban security/safety)* englobe, aux États-Unis comme en France, bien plus que la simple question de la criminalité urbaine (cf. 1.1.1). La notion de *crime* est rapidement apparue comme la plus appropriée, dans la mesure où le terme d'*urban security* limite l'*insécurité urbaine* qu'à un de ses aspects, c'est-à-dire aux actions³⁵ visant à assurer et à maintenir un certain niveau de sécurité (cf. 1.1.1). Aux États-Unis, la notion de *crime* est, par ailleurs, beaucoup plus large que celle de *criminalité* utilisée en France. Elle englobe en effet l'ensemble des faits contre les biens et les personnes considérés comme des actes criminels ainsi que l'ensemble des activités criminelles telles que le trafic de drogue. L'expression *crime* se rapproche donc davantage de la notion française de *délinquance* que de celle de *criminalité* puisque cette dernière englobe, aux États-Unis, certains faits qui constituent en France des délits et non des crimes. Par ailleurs, en France, la *criminalité* connote, plus qu'aux États-Unis, l'idée de violence contre les personnes, notamment celle de crimes de sang (meurtres).

Dans le contexte Nord-Américain, le *crime* est la « notion centrale autour de laquelle se décline une série de phénomènes : a) peur du crime (*fear of crime*), b) une préoccupation pour le crime (*concern*

³³ Ce point sera développé dans le chapitre 5.

³⁴ Nous mettons en italique les différents termes sur lesquels nous revenons ici afin de faciliter leur repérage dans le texte.

³⁵ Nous entendons par là l'« organisation matérielle et institutionnelle de la société propre à créer et à maintenir une [...] absence de danger » (Lagrange et Zauberman, 1991, p. 234).

for crime) comme phénomène social, c) des réponses (*public reaction to crime, neighborhood mobilisation [...] and response to crime*) » (*ibid.*). Pour ces raisons, cette notion de *crime* fut la plus utilisée sur le terrain, dans la mesure où elle nous a permis d'éviter les incompréhensions avec nos interlocuteurs. Nous lui avons toutefois associée l'expression de *fear of crime* lorsque nous faisons allusion à l'*insécurité perçue* et de *responses to crime* lorsque nous faisons référence aux *réponses sécuritaires*. Le concept de *sentiment d'insécurité*, qui se rapproche de la notion anglo-saxonne de *fear of crime*, ne sera pas mobilisé dans notre travail. Nous avons en effet choisi d'utiliser les notions d'*insécurité perçue* ou encore de *représentation du danger*, plus appropriées à notre sens à l'analyse géographique de l'insécurité urbaine. Ce sont en effet les représentations spatiales du danger des individus (lieux sûrs/dangereux) et leurs déterminants qui nous intéressent et non les aspects psychologiques ou sociologiques qui conditionnent l'insécurité ressentie (causes psychologiques et sociales du sentiment d'insécurité).

Parallèlement à ces notions centrales, celle de *violence* sera parfois utilisée lorsque nous nous référerons aux actes criminels violents tels que les homicides. La notion de *violence urbaine* sera principalement mobilisée pour relater et analyser les événements survenus au cours des jours ayant succédé le passage du cyclone Katrina en raison de l'absence de données criminelles enregistrées par les services de police pour cette période. Nous distinguerons par exemple les *violences* qui ont été fortement médiatisées au cours de la période de crise (phénomènes de violences collectives) des violences passées sous silence, comme ont pu l'être les violences policières ou celles exercées par certains groupes d'habitants constitués en milices³⁶. Toutefois, nous n'emploierons que rarement l'expression de *violences urbaines* (au pluriel) dans la mesure où celle-ci fait référence aux phénomènes collectifs violents tels que les émeutes urbaines (*riots*)³⁷. Par ailleurs, nous utiliserons fréquemment le terme de criminalité violente pour désigner les événements violents fortement générateurs d'insécurité (homicides, fusillades, vols avec violence).

Une autre difficulté d'ordre sémantique s'est présentée pour désigner les « responsables » de l'insécurité, les soi disant « criminels ». Nous utiliserons le terme de criminels ou de malfaiteurs pour désigner la catégorie d'acteurs impliqués dans les activités criminelles, notamment les activités informelles liées au trafic de drogue. Sur le terrain, ceux-ci furent systématiquement désignés par la population et par les policiers par les qualificatifs *criminals*, *criminal elements* ou encore *predators*³⁸. En effet, les individus associés de près ou de loin au trafic de drogue et autres activités illicites sont considérés *de facto* par les habitants et les policiers comme des criminels, dénominateur que nous utiliserons parfois tout en soulignant son caractère subjectif. Lors de nos échanges avec les individus désignés comme des criminels par les forces de l'ordre, ceux-ci se nommaient eux mêmes par

³⁶ Ce point sera développé dans le chapitre 7.

³⁷ Nous renvoyons ici le lecteur aux travaux de Sophie Body-Gendrot qui investissent en détails les questions de violences urbaines en France et aux Etats-Unis (cf. Body-Gendrot, 1999).

³⁸ Le terme de « *predators* » est revenu de manière fréquente lors de nos échanges avec les policiers et certains habitants, notamment ceux des quartiers nantis qui ont souvent une vision largement fantasmée de la criminalité urbaine.

l'appellation *gangsters*, le terme de *dealer* étant considéré comme péjoratif³⁹. Nous utiliserons parfois le terme de *dealer* même si nous lui préférons celui de *trafiquant de drogue* ou de *nacro-trafiquant*.

1.1.3. Note sur le concept central de territoire

Le concept de territoire se trouve au cœur de la thèse puisqu'il constitue le « maillon » qui nous permettra de faire le lien entre la problématique de l'insécurité urbaine et celle des catastrophes qualifiées de naturelles⁴⁰. En géographie, la notion de territoire n'est pas neutre, il ne s'agit pas seulement d'un « espace support »⁴¹ mais d'un espace ayant une épaisseur à la fois culturelle, politique, économique, sociale, juridique, *etc.* (figure 3). Le territoire est donc un espace approprié, vécu, perçu ou encore géré par les gestionnaires agissant dans les limites de leur juridiction (territoire action) et les habitants qui « pratiquent » leur « espace de vie ». Ce dernier correspond à un « territoire réseau » c'est-à-dire non régi par des lois de contiguïté. Nous établissons donc une distinction nette entre les deux notions d'espace et de territoire :

- Espace (géographique/urbain) : On utilisera cette notion pour parler de l'espace support/physique sur lequel viennent s'inscrire des processus et des faits (visibles).
- Territoire : Espace support/matériel, espace réseau, espace vécu/approprié/défendu, représenté, *etc.*

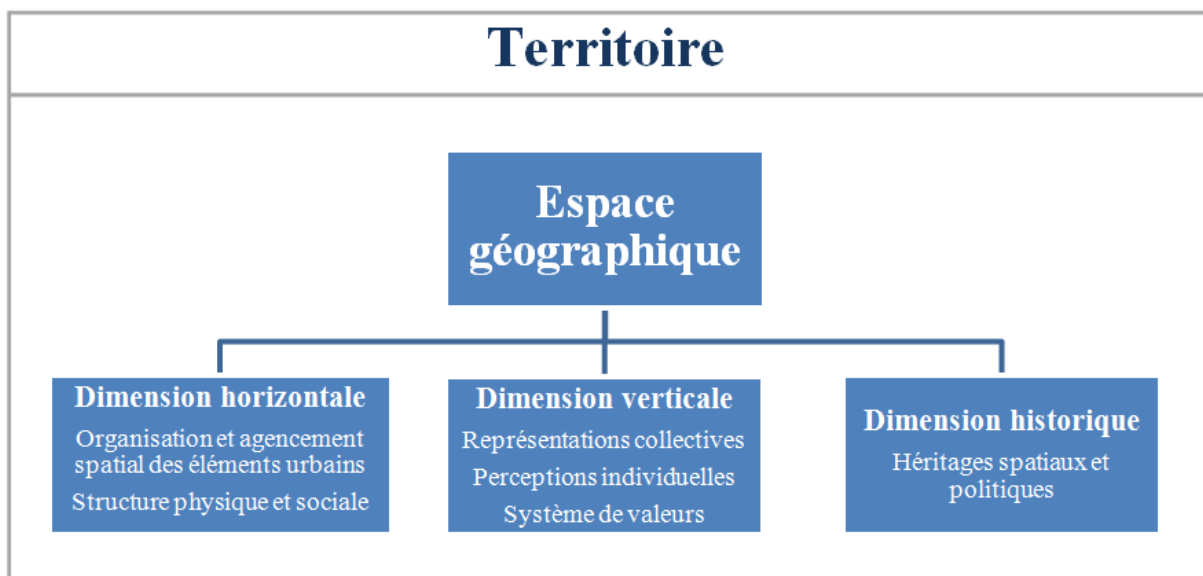


Figure 3 : Différentes dimensions de la notion de territoire.

³⁹ Il renvoie en effet au bas de l'échelle hiérarchique du gang. Le *corner dealer* est le trafiquant posté à une intersection et qui se contente d'effectuer les transactions. Nous verrons qu'il n'existe pas à la Nouvelle-Orléans de groupes criminels (gangs) structurés comme ils peuvent l'être à Los Angeles ou encore à Chicago. Il s'agit davantage de groupes micro-localisés et organisés sur la base de liens familiaux ou d'affiliations territoriales comme la rue ou le quartier (cf. chapitre 5). Ils ne possèdent en effet pas de véritable structure hiérarchique verticale à la différence des gangs présents dans les grands centres urbains.

⁴⁰ Nous expliquerons plus loin pourquoi nous ne parlons pas de catastrophe naturelle mais de catastrophe d'origine naturelle (cf. chapitre 2).

⁴¹ Voir la réflexion de Nancy Meschinet de Richemond (2009) sur le concept de territoire.

Le cas des gangs est intéressant pour illustrer ce que nous plaçons derrière la notion de territoire. Les groupes criminels impliqués dans le trafic de drogue se réfèrent en effet à un territoire qui correspond à un « espace » approprié et contrôlé et qui possède des limites bien définies. Les gangs affichent, par différents comportements ou signaux, le contrôle de leur territoire auquel ils donnent des « droits d'accès ». A la Nouvelle Orléans, nous verrons que les activités informelles, principalement articulées autour des marchés de drogues, font partie intégrante du fonctionnement de la ville et se structurent sur des territoires qui constituent des zones d'insécurité par excellence. Dans cette « face cachée » de la ville, les individus se livrant à ce type d'activités contrôlent de manière informelle leur territoire, ce qui pourra se matérialiser ponctuellement par des événements violents (fusillades) qui résultent le plus souvent de règlements de compte entre bandes rivales et qui sont fortement anxiogènes pour les populations exposées⁴². Dans son travail sur *les territoires de la violence à Jakarta*, Tadié (2006) investit le rapport à l'espace du danger dans la capitale indonésienne. Son analyse de la violence montre, à travers le cas de Jakarta, qu'il n'existe pas de quartiers ghettos qui s'apparenteraient à des « zones de non droit » contrôlées par des gangs armés et qui seraient impénétrables pour les non résidents. L'auteur montre en effet que les problèmes de la violence et de la délinquance se répartissent de manière relativement diffuse à l'échelle de la ville. Jakarta, tout comme la Nouvelle-Orléans, souffre d'une réputation négative en raison de la criminalité violente qui la caractérise. Si la ville dans son ensemble est réputée comme dangereuse, les représentations des habitants du danger tendent toutefois à se cristalliser sur certains quartiers faisant l'objet, d'une part, d'une stigmatisation qui entrave fortement leur développement et, d'autre part, de pratiques répressives par les forces de l'ordre⁴³. Ces représentations se « territorialisent par des zones d'ombres » qui conditionnent les pratiques urbaines des habitants et orientent les stratégies de sécurisation répressives mises en place par les autorités.

Notre recherche s'inscrit ainsi dans la lignée du travail sur les territoires de la violence proposé par Tadié puisque l'insécurité urbaine est considérée à la fois comme :

- Un risque objectif qui se matérialise par des faits criminels pouvant être reliés à un contexte territorial particulier ;
- Un risque perçu qui se cristallise sur certains lieux (lieux dangereux *versus* lieux sûrs) ;
- Un risque géré par des réponses « territorialisées » (stratégies sécuritaires).

En géographie, l'usage du concept d'insécurité urbaine, qui englobe les faits criminels, les représentations du danger et les stratégies sécuritaires mises en place pour agir sur le risque criminel, s'appuie sur le cadre théorique de la criminologie environnementale qui établit un lien fort entre les

⁴² Nous entendons par là les populations qui vivent dans les quartiers où surviennent ces violences entre membres de gangs.

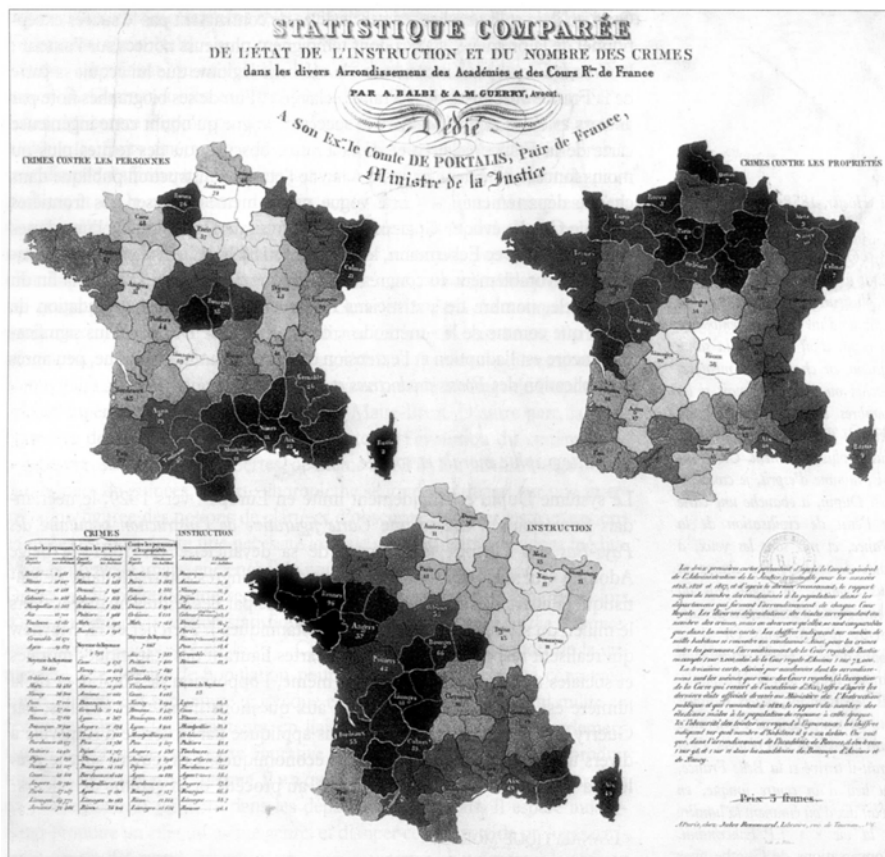
⁴³ Sur ce point voir également le travail de Justine Ninnin (2014) portant sur la territorialisation des politiques de sécurité publique à Rio de Janeiro.

caractéristiques des territoires et la criminalité (1.2).

1.2. Le cadre théorique de la criminologie environnementale (géocriminologie)

« Le crime, comme de nombreux autres phénomènes sociaux, n'est pas distribué aléatoirement dans l'espace » (Ouimet, 1994).

Dès le XIX^{ème} siècle, des études se sont intéressées aux distributions spatiales de la criminalité. La cartographie criminelle est apparue très tôt avec les travaux de Guerry (1833) et Quételet (1835) qui ont analysé la géographie du crime en France. Ces analyses avaient pour intérêt de mettre en évidence les secteurs⁴⁴ les plus affectés par la criminalité comme l'illustre la carte de Guerry (figure 4) qui représente le volume de crimes contre les personnes et les biens en attribuant un code de couleur permettant de faire ressortir les contrastes géographiques.



Chicago⁴⁵ qui a formulé différentes théories portant sur la corrélation spatiale entre la criminalité et les caractéristiques des lieux⁴⁶.

L'objectif de l'approche géographique de la criminalité consiste donc à identifier les secteurs de forte concentration des faits criminels et de les relier à leur contexte environnemental (physique et social)⁴⁷. Au delà de la criminologie environnementale, une association plus étroite entre le territoire et la criminalité peut être développée. La théorie de la désorganisation sociale⁴⁸ et de l'efficacité collective justifie en effet que soit établi un lien d'interdépendance entre la vulnérabilité des territoires et l'insécurité urbaine (1.2.1). En outre, l'influence réciproque des caractéristiques des lieux et du risque criminel permet d'illustrer la théorie des opportunités criminelles appliquée à la géographie (1.2.2). Enfin, l'approche préventive définissant la prophylaxie criminelle⁴⁹ en milieu urbain, notamment au travers de la prévention situationnelle, prend naturellement en considération le contexte spatial (1.2.3), de sorte que les fortes connexités ainsi établies dévoilent un lien irréfutable entre la vulnérabilité des territoires aux catastrophes « naturelles » et leur vulnérabilité à l'insécurité urbaine.

1.2.1. Théorie de la désorganisation sociale et de l'efficacité collective et vulnérabilité des territoires

« La criminalité n'est pas répartie également dans les villes [...] elle est concentrée dans certains quartiers [et] est associée à d'autres facteurs liés à la population et à l'utilisation du territoire. » (Charron, 2011).

La théorie de la désorganisation sociale a été développée aux États-Unis au début du XX^e siècle par des chercheurs en sociologie de l'école de Chicago qui ont entrepris une large réflexion sur la spatialisation de la criminalité urbaine en lien avec le modèle écologique de la ville en aires concentriques (McKenzie, 1924 ; Burgess et *al.* 1925 ; Shaw et McKay, 1942). La ville de Chicago a servi de modèle à ces études qui ont montré que la criminalité urbaine se structurait autour de groupes de jeunes constitués en gangs localisés dans les secteurs « socialement désorganisés » où le contrôle social était faible et qui correspondent à la « ceinture de pauvreté » de la ville (Thrasher, 1927). La désorganisation sociale correspond à l'incapacité pour les habitants d'une communauté d'accomplir

⁴⁵ Shaw et McKay (1942) ont identifié dans le cas de la ville de Chicago des aires criminogènes qui présentaient des caractéristiques socio-économiques communes.

⁴⁶ Roché (2002) illustre ce point à travers le cas de la ville de Philadelphie où en 1994 le seul quartier des *Badlands* détenait un taux d'homicide quatre fois plus important que le reste de la ville. Il souligne également que sur les 3000 contés américains seuls 77 d'entre eux sont le « théâtre » de la moitié des homicides et que 80% des individus incarcérés dans l'état de New York sont originaires de seulement 7 quartiers (*ibid.*). Les premières constatations sur la concentration spatiale de la criminalité ont ouvert la voie à des études cherchant à mettre en lien la criminalité avec les caractéristiques des territoires (Besson, 2004).

⁴⁷ Ce souci d'analyse des caractéristiques urbaines qui sous tendent la criminalité renvoie aux travaux initiés dans les années 1920 par les sociologues de l'École de Chicago (McKenzie, 1921 ; Burgess, 1925 ; Park, 1929) qui proposent un modèle écologique de la ville en aires concentriques dont certaines définies comme socialement désorganisées concentrent des taux de criminalité particulièrement élevés.

⁴⁸ Théorie développée au début du XX^e siècle que nous mobilisons dans le cadre de la ville Étasunienne du XXI^e siècle. Pour ces raisons nous nous intéresserons à certains indicateurs plutôt qu'à d'autres, moins pertinents au regard du contexte actuel. Définie comme « l'incapacité d'une communauté à réaliser les valeurs communes de ses résidents et de maintenir un contrôle social » (Sampson et Groves, 1989). La désorganisation sociale telle que nous l'entendons est centrale à l'analyse géographique de l'insécurité urbaine puisqu'elle permet de rendre compte de la vulnérabilité des territoires.

⁴⁹ Prévention par une action sur l'environnement urbain (cf. prévention situationnelle), cf. Kinberg (2007); Delmas-Marty (1992).

les valeurs communes et de maintenir un contrôle social qui a pour effet de dissuader le passage à l'acte (Sampson et Groves, 1989). Il peut s'agir d'un contrôle social formel exercé par la police et la justice (sanction pénale) ou d'un contrôle social « informel » exercé par les citoyens (réponses sociétales) (Cusson, 1983 ; 1989). La désorganisation sociale renvoie à différentes caractéristiques structurelles des quartiers qui permettent de rendre compte de la répartition des taux de criminalité à l'échelle de la ville.

A cette notion se rattache celle d'efficacité collective qui fait référence au degré « d'efficacité » des communautés locales qui par un contrôle informel vont établir certaines normes sociales permettant de limiter les comportements déviants comme la criminalité ou la délinquance (Sampson et *al.*, 1999)⁵⁰. Autrement dit, il s'agit de la capacité à promouvoir un contrôle et à intervenir si un problème se présente. L'efficacité collective est évaluée au moyen des indicateurs de cohésion sociale et de contrôle social « informel ». Sampson et Roudenbush (1999) ont montré à travers une étude menée à Chicago que les quartiers où l'efficacité collective était forte, les signaux de désordres et la criminalité étaient plus faibles quelles que soient les caractéristiques sociodémographiques de ce territoire. L'efficacité collective et la désorganisation sociale constitueraient en quelque sorte les deux extrémités d'un même continuum (figure 5).

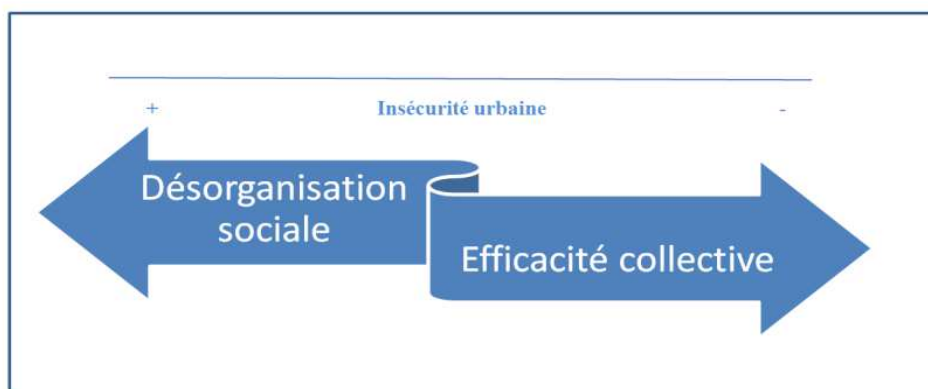


Figure 5 : Lien entre insécurité urbaine et la désorganisation sociale (réalisation propre).

Les deux notions de contrôle et cohésion sociale sont centrales pour comprendre le lien entre l'insécurité urbaine et la « désorganisation sociale » qui caractérise certains quartiers. Le contrôle social se définit comme les capacités de la population locale à « normaliser » les comportements des individus qui résident ou fréquentent leur environnement direct (Sampson et Raudenbush, 1999). La cohésion sociale est quant à elle définie par le niveau d'interaction et d'entente entre les habitants d'un même quartier et leur « sens » de la communauté (Hirschfield et Bowers, 1997). Elle est ainsi matérialisée par l'importance des réseaux sociaux, plus ou moins structurés et officiels, des liens sociaux et par le niveau de participation des résidents à la vie communautaire (association de quartiers par exemple). La définition donnée en 2001 par la Banque Mondiale souligne le rôle de cohésion

⁵⁰ Cf. Hirschfield et Bowers (1997); Atkinson et Flint (2003).

sociale dans le « bon » fonctionnement territorial⁵¹ : « the glue that bonds society together, promoting harmony, a sense of community, and a degree of commitment to promoting common good. ».

Les travaux de l'École de Chicago montrent que les quartiers centraux des grandes agglomérations Nord Américaines se caractérisent par un environnement urbain « animé » en raison de la confluence d'activités et de personnes de passage (Park et Burgess, 1925; Shaw et McKay, 1942). Ces caractéristiques influent sur les relations sociales qui sont plus anonymes et compromettent le développement d'une cohésion sociale (Sampson et Morenoff, 2004) ce qui favorise la criminalité⁵² et l'insécurité perçue (Brown et *al.* 2004). Les quartiers qui se caractérisent par une désorganisation sociale et donc une faible cohésion sociale, apparaissent fragmentés. Les résidents ne ressentent pas véritablement de sentiment d'appartenance et ne s'impliquent pas dans la vie communautaire (Atkinson et Flint, 2003). Le modèle d'écologie de la délinquance et du crime proposé par Shaw et McKay (1942) met en exergue le lien entre la désorganisation sociale et les taux de criminalité dans le contexte des villes Nord Américaines qui se caractérise par le développement de zones résidentielles très différenciées. D'après ce modèle de criminologie urbaine, les secteurs de la ville qui concentrent de nombreux désavantages socio-économiques⁵³ présentent également des taux de criminalité élevés. Trois catégories de facteurs sont proposées pour rendre compte de la concentration des taux de criminalité élevés dans les secteurs urbains dits « désorganisés » (Shaw et McKay, 1942). Il s'agit du niveau économique des individus, de la mobilité résidentielle et de l'hétérogénéité de la composition de la population qui se traduit par une concentration élevée d'immigrants nouvellement arrivés dans le quartier. Ces facteurs - pauvreté, hétérogénéité ethnique et mobilité des résidents - sont associés à une fragilité et inefficacité des structures communautaires affectant les mécanismes de contrôle sociaux ce qui favorise le développement de la criminalité et de l'insécurité (peur du crime). Les changements rapides dans l'environnement urbain entravent la constitution d'une cohésion entre les résidents et affectent donc les mécanismes de contrôles sociaux. La criminalité urbaine serait donc particulièrement prononcée dans les secteurs urbains en « transition » qui concentrent des taux élevés de populations immigrantes.

La notion de désavantage socioéconomique renvoie à une forte concentration de caractéristiques sociales et économiques telles que la pauvreté, la monoparentalité ou encore le chômage, qui rend les quartiers particulièrement vulnérables au crime (Sampson et Groves, 1989). Dans un quartier caractérisé par une forte hétérogénéité ethnique, une forte mobilité résidentielle des habitants⁵⁴, une dislocation familiale (monoparentalité) et des taux de pauvreté élevés, les habitants seraient incapables

⁵¹ Cf. Siméone (2004).

⁵² L'altération de la cohésion sociale peut restreindre jusqu'à l'annihiler l'un des deux invariants collectifs de réponse aux transgressions, à savoir la réponse sociétale, pour ne laisser persister que la réponse étatique (cf. Delmas Marty, 1992- *Les Grands systèmes de politique criminelle*).

⁵³ La notion de désavantage socioéconomique ou concentré renvoie à une forte concentration de caractéristiques sociales et économiques qui rend les quartiers plus vulnérables au crime. Cf. Sampson et Raudenbush (1999) qui ont établi un lien entre les taux d'homicide à Chicago et le désavantage concentré.

⁵⁴ "A high rate of residential mobility, especially in areas of decreasing population, fosters institutional disruption and weakened social controls over collective life. A major reason is that the formation of social ties takes time. We therefore test the hypothesis that concentrated disadvantage decreases and residential stability increases collective efficacy".

d'assurer un contrôle social qui constitue un élément de prévention du crime.

Le constat voulant que les taux de criminalité dans des zones qualifiées de désorganisées restent élevés, alors même que la composition démographique évolue en permanence révèle que la structure de la communauté, plus que les individus eux-mêmes, constitue un facteur explicatif de l'apparition de problèmes sociaux (Shaw et McKay, 1942)⁵⁵. Les quartiers pauvres fortement criminogènes et délabrés du centre-ville connaissent en effet un fort « *turn over* » en raison du départ des habitants qui lorsqu'ils en ont les moyens quittent le secteur pour s'installer plus en périphérie de la ville, notamment en banlieue (McKenzie, 1921). Cette théorie est intéressante en géographie car elle relie la criminalité à la vulnérabilité des territoires, qui, de par leurs caractéristiques structurelles et fonctionnelles, favorisent le développement d'activités criminelles. Elle ne sous-entend donc pas un lien direct entre la spatialisation de la criminalité et la concentration d'individus enclins au crime.

Cette corrélation spatiale entre ces facteurs sociaux et la criminalité est corroborée par les recherches qui se sont développées à partir de la fin des années 1960 grâce au développement de l'informatique et des méthodes d'analyse spatiales associées (Weisburd et McEwen, 1977, cités dans Boba, 2005).

Les caractéristiques des secteurs à forte criminalité sont largement documentées dans la littérature. Maurice Cusson (1989), en passant en revue celle-ci⁵⁶, dresse le tableau des facteurs qui prédisposent de certains territoires au crime (facteurs de vulnérabilité) : taux de familles monoparentales élevés - pourcentages de locataires et d'immeubles à logements multiples (logements sociaux) élevés - forte concentration d'immigrants et minorités ethniques - forte mobilité résidentielle - mauvais entretiens et état de délabrement des logements et des équipements collectifs - baisse de la population - inégalités économiques plus prononcées que dans les autres quartiers. Les secteurs de la ville présentant ces caractéristiques seraient affectés par une faible cohésion sociale et l'absence d'un sentiment communautaire qui conduirait les habitants à vivre repliés dans la sphère privée ce qui favorise le développement des activités criminelles (Cusson, 1989).

Ces territoires particulièrement vulnérables au crime font par ailleurs l'objet de représentations négatives qui contribuent à renforcer leur marginalisation. Ces « aires anxigènes » dessinent une topographie de la peur à l'échelle de la ville qui se base davantage sur les caractéristiques structurelles des quartiers que sur leur taux de criminalité réelle. En effet, les quartiers caractérisés par une désorganisation sociale sont, abstraction faite de la réalité criminelle, largement représentés comme dangereux et font l'objet de stratégies d'évitement qui amplifient leur isolement à l'échelle de la ville.

La célèbre⁵⁷ théorie de la « vitre cassée » (*Broken Window*) (Wilson et Kelling, 1982) permet de rendre compte du lien entre les caractéristiques d'un quartier socialement désorganisé et l'insécurité urbaine. D'après cette théorie les secteurs de la ville qui concentrent des populations issues de

⁵⁵ Cf. Bursik et Grasmick (1993).

⁵⁶ Cf. Shaw et McKay (1942); Sampson (1983 ; 1987) ; Brantingham et Brantingham (1984); Reiss et Tonry (1986).

⁵⁷ Célèbre car largement utilisée pour justifier certaines stratégies sécuritaires, notamment celles mise en place à New York dans les années 1990 par le chef de la police William Bratton sous l'administration Giuliani. Cette politique sécuritaire est plus connue sous le nom de politique de tolérance zéro.

l'immigration et socialement défavorisées seraient associés à un sentiment d'insécurité élevé en raison de leur état de délabrement donnant l'impression que ces quartiers sont abandonnés, sans surveillance et en proie à une criminalité élevée. Les caractéristiques paysagères de l'environnement urbain (délabrement, incivilités) sont mentionnées par de nombreux chercheurs pour rendre compte de l'insécurité ressentie dans les quartiers dits dangereux (Siméone, 2004). Les caractéristiques de l'environnement bâti peuvent en effet renseigner sur le niveau d'engagement communautaire et de contrôle territorial exercé par les habitants (Siméone, 2004). Les vitres cassées symboliseraient la défaillance des processus d'appropriation et de contrôle de l'espace par les habitants. Pour Robert (2002)⁵⁸ « quand on laisse s'accumuler dans un quartier les signes de désordre social (ivresse, bandes, harcèlement et violence dans la rue, trafic de drogue) et ceux de désordre physique (vandalisme, abandon de bâtiments, accumulation d'ordures et de déchets), on sape les mécanismes de contrôle informel, le sentiment d'insécurité s'accroît tout comme la délinquance, le marché du logement est déstabilisé, toutes les familles qui en ont les moyens cherchent à aller habiter ailleurs pour échapper à la stigmatisation d'une zone qui s'engouffre dans une spirale de désordre. » Dans ce contexte, les activités informelles peuvent se développer et les narcotrafiquants s'approprient l'espace qui devient leur territoire. Les populations se trouveront de plus en plus marginalisées et captives de leur environnement de plus en plus dégradé. Par effet boule de neige le processus s'auto-entretien et il devient difficile de rompre cette spirale de déclin du quartier (Cusson 1989).

Néanmoins, l'existence de liens de confiance entre la police et les résidents constitue un facteur minimisant les effets de la forte concentration de désavantages socio-économiques sur l'insécurité notamment l'insécurité ressentie par les populations résidentes.

Le programme pour des « quartiers sûrs et propres » (*Safe and Clean Neighborhoods Program*)⁵⁹ initié au cours des années 1970 à l'échelle de 28 villes de l'Etat du New Jersey illustre ce point. Le programme avait pour mission d'améliorer la qualité de vie de communautés affectées de manière chronique par la criminalité. Des policiers ont été assignés à des patrouilles à pieds dans le but d'améliorer la sécurité des quartiers et réduire la criminalité. Plusieurs années après le lancement du programme, la fondation de police (*police foundation*) publia une évaluation des conséquences du projet pour la ville de Washington. D'après le rapport, la présence policière avait favorisé un climat sécuritaire parmi les habitants concernés par le programme. Ceux-ci étaient convaincus que la criminalité avait été substantiellement réduite, alors que les statistiques criminelles ne montraient aucune baisse des faits criminels constatés :

« [...] foot patrol had not reduced crime rates. But residents of the foot patrolled neighborhoods seemed to feel more secure than persons in other areas, tended to believe that crime had been reduced, and seemed to take fewer steps to protect themselves from

⁵⁸ Robert (2002, p. 371).

⁵⁹ Dont rendent compte Kelling et Wilson dans leur article paru en 1982, suivre le lien suivant: <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/1982/03/broken-windows/304465/>

crime »⁶⁰.

Le programme avait en effet favorisé une meilleure entente entre les résidents et la police patrouillant à pieds, favorisant ainsi un sentiment général de sécurité, abstraction faite de la « réalité criminelle ». Par ailleurs, la baisse de l'insécurité ressentie avait conduit les résidents à davantage s'impliquer dans la vie de la communauté ainsi que dans leur protection contre le crime.

Cet exemple illustre le « déphasage » pouvant exister entre la « réalité criminelle »⁶¹ et l'insécurité perçue par les habitants puisque la baisse de l'insécurité perçue ne s'accompagne pas forcément d'une baisse des chiffres de la criminalité.

Néanmoins, l'absence de réduction de la criminalité recensée par les policiers au cours de cette expérience peut résulter d'une répression accrue et d'un meilleur taux de report des crimes qui aurait pu être favorisé par les nouveaux liens établis entre les résidents et la police. La confiance accrue des habitants dans les autorités aurait ainsi pu encourager le report d'activités criminelles et donc réduit l'écart entre la criminalité recensée et la criminalité cachée (chiffre noir)⁶².

Cette expérience illustre néanmoins le rôle de l'entente entre la police et la population dans l'instauration d'un climat de sécurité. La qualité des rapports entre les policiers et les habitants constitue un facteur prépondérant de sécurité pour les communautés qui ne disposent pas ou peu de ressources pour agir contre la criminalité (Kick et Tabarrok 2005).

➤ Théorie de la désorganisation sociale dans le cadre de la ville Nord Américaine contemporaine

Si la concentration des désavantages socio-économiques s'avère pertinente dans l'analyse spatiale de la criminalité au regard du contexte actuel de la ville Étasunienne, certains indicateurs de la désorganisation sociale telle qu'elle a été développée au début du XX^{ème} siècle nécessitent d'être discutés. En effet, si la mobilité résidentielle et l'hétérogénéité ethnique constituaient deux indicateurs centraux de la théorie de la désorganisation sociale, les évolutions sociétales les rendent peu pertinents au regard de l'étude de la ville contemporaine⁶³.

La concentration spatiale de la criminalité dans le contexte Nord Américain actuel est à rattacher aux notions de ségrégation socio-économique et raciale, de stigmatisation ou encore de « ghettoïsation », qui ne sous-entendent pas une forte mobilité des populations ni une hétérogénéité de la composition ethnique de la population. Bien au contraire, la présence d'enclaves urbaines traduit une absence de mobilité des populations (Wacquant, 1997), racialement ségréguées et captives de leur environnement

⁶⁰ Citation tirée de l'article de Wilson et Kelling (1982).

⁶¹ La criminalité reportée par les services de police ne constitue qu'une mesure partielle de la réalité criminelle.

⁶² Cf. facteurs étudiés en sociologie de la déviance pour rendre compte de l'écart entre criminalité réelle et constatée par les services de police (celui-ci est fonction du degré de contrôle social, de tolérance ou de stigmatisation des comportements criminels, etc.).

⁶³ La théorie a été développée au début du XX^{ème} siècle dans un contexte d'intenses flux migratoires et de changement social qui caractérisaient les villes Nord Américaines comme Chicago qui ont connu une très forte immigration au début et milieu du XX^{ème} siècle.

urbain, qui se caractérise par la déréluction⁶⁴.

La concentration de désavantages socio-économiques (pauvreté, chômage, monoparentalité, décrochage scolaire, ségrégation raciale, taux de locataires élevés) se traduit par une faible efficacité collective qui limite fortement la réponse sociétale aux transgressions plus ou moins sévères⁶⁵ et notamment la criminalité urbaine. Ces territoires de « relégation » sont donc particulièrement vulnérables à l'insécurité et à la criminalité puisqu'ils ne possèdent pas ou peu de ressources pour y faire face⁶⁶.

La crise urbaine qui touche de nombreuses villes des États-Unis notamment celles de l'ancienne ceinture industrielle du pays, se traduit par un déclin démographique des villes qui ne bénéficient plus de ressources budgétaires suffisantes pour financer les services publics essentiels au fonctionnement de certaines communautés. La disparition des services publics constitue un facteur important de mise à l'écart des quartiers pauvres puisque les populations ne peuvent plus se rendre à leur travail et certains enfants ne sont plus scolarisés, ce qui renforce la paupérisation et la ghettoïsation de ces territoires. Ces quartiers se caractérisent également par une forte concentration de logements vacants qui contribue à l'érosion de la cohésion sociale entre les résidents. Dans ce contexte, les réponses sociétales à la criminalité sont inexistantes et se combinent à une très forte carence des réponses étatiques. L'affaiblissement des services publics se traduit en effet par la raréfaction de la couverture policière dans certains quartiers. D'autre part, les individus qui cumulent de nombreux désavantages socio-économiques sont particulièrement exposés au risque d'entrer dans la « spirale » de l'emprisonnement et de l'exclusion sociale puisque leur manque de capital économique et social (ressources) favorise leur condamnation pour des délits face auxquels ils ne peuvent se défendre⁶⁷. Les populations qui vivent dans les quartiers qui concentrent de fortes difficultés socio-économiques et souvent de forts taux de criminalité font l'objet d'une discrimination en raison de l'association faite entre couleur de peau, pauvreté et criminalité. Les politiques sécuritaires sévères à l'œuvre dans de nombreuses villes⁶⁸ rendent particulièrement vulnérables certains individus discrédités en raison de leur statut économique et de leur appartenance ethnique qui en font des suspects présumés et la cible

⁶⁴ Cf. Wacquant, (1997) : « La description de la vie quotidienne dans le ghetto du West Side de Chicago, l'un des plus grands et des plus notoires des États-Unis, permet de décrypter les mécanismes et les effets sociaux de l'insécurité multiforme qui imprègne les enclaves ségréguées et dégradées de la métropole américaine. Au fur et à mesure que la violence et la peur se répandent et s'intensifient dans ce type de « quartier de haute insécurité » les rapports sociaux se délitent, les aires de sociabilité se contractent, et les institutions porteuses de la citoyenneté se muent en autant de coquilles vides de contenu, pis encore en instruments de marginalisation »

⁶⁵ Il peut s'agir d'incivilités physique ou comportementale qui constituent un révélateur des carences dans l'efficacité collective du territoire.

⁶⁶ On établit ici un lien fort entre la vulnérabilité des territoires aux aléas naturels et à l'insécurité urbaine. L'approche radicale des catastrophes (cf. chapitre 2) postule en effet que les conditions de marginalisation des populations les exposent disproportionnellement aux menaces naturelles. Les populations stigmatisées au sein de territoires en marge du fonctionnement urbain seraient donc très vulnérables aux risques d'origine naturelle et aux risques criminels.

⁶⁷ La criminalisation de la pauvreté est largement développée dans la littérature (cf. Ehrenreich, 2009). Les exemples qui suivent illustrent l'inégalité sociale face aux politiques sécuritaires (lien entre pauvreté et propension à l'emprisonnement) : Un jeune qui rend visite à un ami dans un logement social sans avoir ses papiers d'identité sur lui peut être mis dans un centre de détention juvénile pour violation de propriété. La verbalisation des adolescents présents dans la rue pendant les heures d'école est de plus en plus fréquente comme à Los Angeles ou Dallas où les amendes pour absentéisme de plusieurs centaines de dollars sont exorbitantes pour les parents des jeunes issus des quartiers défavorisés qui vivent sous le seuil de pauvreté. Par ailleurs, la probabilité pour qu'un jeune issu des quartiers pauvres soit verbalisé est très élevée puisque ceux-ci sont quasi quotidiennement « victimes » des dysfonctionnements qui affectent les services publics (notamment les transports en communs) qui touchent très peu voir pas du tout les riches (Ehrenreich, 2009).

⁶⁸ Cf. Politique de la tolérance zéro, politique du « three strike and you're out » qui signifie que la commission de trois délits est équivalente celle d'un crime donc à une peine d'emprisonnement qui peut être très sévère.

systematique des contrôles de police⁶⁹.

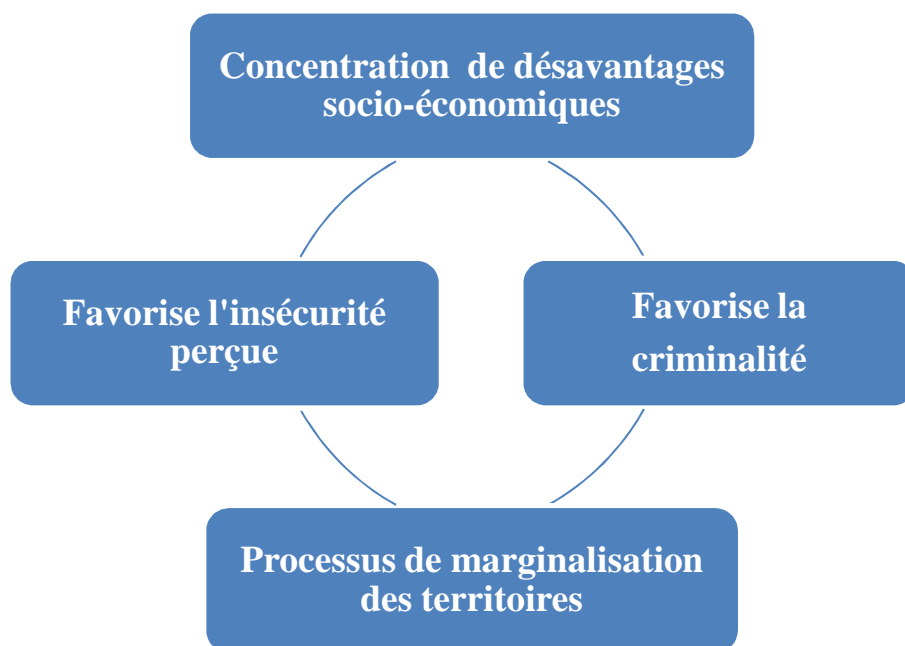


Figure 6 : Concentration de désavantages socio-économiques et processus de marginalisation des territoires vulnérables à l'insécurité urbaine (réalisation propre).

La théorie de la désorganisation sociale analysée à la lumière du contexte urbain Nord-Américain contemporain, permet donc d'établir un premier lien entre le territoire et l'insécurité urbaine puisque celle-ci postule que les caractéristiques (sociales et structurelles) d'un quartier déterminent le niveau de criminalité et d'insécurité perçue. Les territoires présentent donc une plus ou moins grande prédisposition au crime en fonction de leurs caractéristiques sociales (désavantages socio-économiques) (lien 1 vulnérabilité/criminalité). Ces territoires vulnérables font par ailleurs l'objet de représentations négatives qui contribuent à les marginaliser et à entraver leur développement (lien 2 insécurité/territoire). Cette causalité réciproque illustre la dynamique entre territoire et insécurité : les territoires « créent » de l'insécurité⁷⁰ (1), l'insécurité affecte les territoires⁷¹ (lien 2).

1.2.2. La théorie des opportunités criminelles

« L'espace urbain est mobilité [...] ceux qui commettent les infractions n'habitent pas forcément sur place. Ils y sont attirés par l'abondance des lieux et par la facilité pour s'y rendre (qualité de la desserte). Toutefois ces données varient dans le temps : les quartiers criminogènes changent » (Chignier-Riboulon, 2005).

Les recherches en criminologie environnementale ne tendent pas à expliquer les causes profondes de

⁶⁹ Cf. Le *profiling* est une technique qui fait débat au sein des départements de police et auprès de l'opinion publique car elle rend les jeunes afro-américains des quartiers pauvres la cible systématique des contrôles de police et criminalise une frange de la population en raison de ses caractéristiques raciales et économiques.

⁷⁰ Les caractéristiques des territoires favorisent ou non la criminalité et génèrent plus ou moins d'insécurité.

⁷¹ L'insécurité (perçue/vécue) mène à des migrations et stratégies d'évitement qui renforcent l'isolement du quartier.

la criminalité (motivation des criminels) mais s'intéressent au contexte spatial qui sous tend la criminalité. D'après la théorie des activités routinières (Brantingham, 1981)⁷² la criminalité s'inscrit dans un contexte global où la convergence entre la motivation et l'opportunité constitue la clé d'explication du passage à l'acte. Certains lieux et contextes favorisant les opportunités criminelles (Brantingham et Brantingham, 1990 ; Felson et Clarke, 1998), la notion d'opportunité constitue le concept central de la criminologie environnementale puisqu'il permet d'explorer le lien entre l'occurrence du crime et les facteurs qui favorisent sa survenue. D'après Cohen et Felson (1979), le crime découle de la convergence d'une cible valable pour l'auteur, de la motivation de ce dernier et de l'absence ou l'inefficacité de la surveillance. Tout facteur allant à l'encontre de la convergence de ces trois composantes contribue à réduire le risque criminel. Pour que le crime prenne place, l'auteur motivé (aléa) et la cible vulnérable (enjeu) doivent converger dans un cadre favorable (vulnérabilité extrinsèque). Le modèle du triangle criminel proposé par Clarke et Eck en 2003 présenté ci-dessous permet de conceptualiser le lien entre les caractéristiques des lieux⁷³ et le risque criminel (différentes composante).

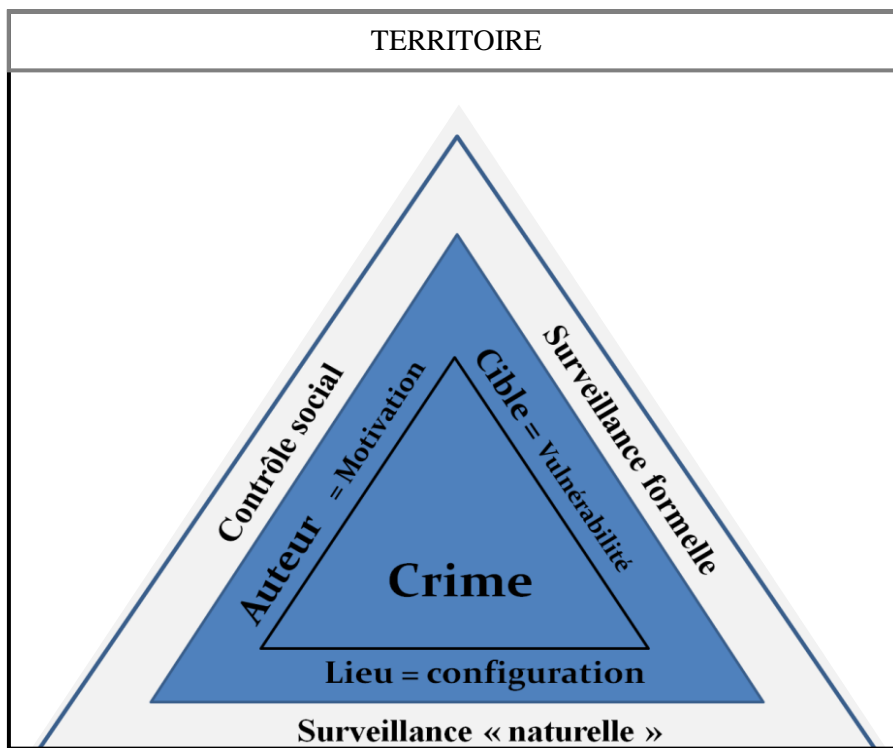


Figure 7 : Le modèle du triangle criminel (réalisation propre, d'après Clarke et Eck, 2003).

Le triangle intérieur présente les trois éléments nécessaires pour que le crime ait lieu : un auteur motivé, une cible vulnérable (vulnérabilité intrinsèque) et une surveillance limitée ou défaillante (vulnérabilité extrinsèque). Le triangle extérieur rend compte des facteurs qui conditionnent chacun de

⁷² *Environmental criminology* est un des ouvrages fondateur de la criminologie environnementale.

⁷³ La notion de lieu est utilisée par les chercheurs français ayant repris les travaux anglo-saxons qui utilisent le terme de « place ». Cette notion permet de « réduire » le territoire à sa dimension physique (cadre spatial).

ces éléments. Le contrôle social (1) agit sur l'auteur potentiel du crime (école, famille, éducateur, communauté, etc.). Ainsi, un niveau de contrôle social élevé aura un effet modérateur sur la criminalité puisqu'il limitera la motivation. La surveillance formelle (2) aura pour effet de réduire la vulnérabilité des cibles en les rendant moins accessibles (présence de « gardiens » - police, sécurité privée, caméra de vidéosurveillance)⁷⁴. Enfin, la surveillance naturelle ⁷⁵ (3) exercée par les résidents aura un effet dissuasif sur la criminalité et sera fonction du niveau d'implication et d'appropriation du territoire par les résidents⁷⁶. Il en découle une importante spécialisation de la criminalité qui sera tributaire de ces différents paramètres. A titre d'exemple, les secteurs qui concentrent de nombreuses cibles (commerces, résidences, touristes, etc.), qui sont aisément accessibles, présentent, *a priori*, une forte vulnérabilité qui sera exacerbée lorsque la surveillance naturelle et/ou formelle fera défaut. On voit également que dans les quartiers « socialement désorganisés » qui présentent une forte propension au crime, les opportunités criminelles seront nombreuses non pas en raison de la concentration de cibles attractives mais en raison d'un contrôle social et d'une surveillance naturelle faibles. Par ailleurs et conformément à la théorie des activités de routines, la susceptibilité des territoires au crime dépendra du type d'individus et d'activités qu'ils attirent et repoussent. Eck (1994) montre ainsi que les secteurs qui concentrent de nombreux logements inoccupés et délabrés et où se concentrent de nombreux résidents locataires, sont attractifs pour les trafiquants de drogues qui recherchent des secteurs dans lesquels ils peuvent se livrer à leurs activités et établir leurs marchés sans crainte d'une mobilisation de la part des résidents. Le modèle du triangle criminel nous semble particulièrement intéressant dans l'analyse de la vulnérabilité des territoires à l'insécurité puisque qu'il permet de distinguer *a priori* deux grandes catégories de vulnérabilité des territoires selon qu'ils attirent ou génèrent la criminalité :

- Les territoires « générateurs » seront caractérisés par des taux de criminalité élevés en raison de la concentration d'opportunités, les criminels pourront venir de l'extérieur et être attirés par la forte concentration de cibles « attractives ».
- Les territoires « attracteurs » attireront quant à eux les activités informelles en raison de la faiblesse des mécanismes de surveillance et des caractéristiques de l'environnement urbain qui constituent un cadre propice à ces pratiques illicites⁷⁷ (cf. théorie de la désorganisation

⁷⁴ Analyse de Sherman (1997) de l'effet dissuasif de la présence policière dans les secteurs vulnérables et dans les lieux publics. Levitt (1997) montre qu'une meilleure couverture policière est associée à une plus faible criminalité notamment violente mais Klick et Tabarrok (2005) soulignent l'importance de la prise en compte de la qualité du travail des policiers (relations avec les habitants) et non seulement des aspects quantitatifs (nombre de policiers déployé).

⁷⁵ La surveillance naturelle ou informelle correspond à ce que Jane Jacobs (1961) avait mis en avant pour montrer le lien entre l'implication des résidents dans la surveillance de leur communauté et le niveau de sécurité de cette dernière (« des yeux dans la rue »).

⁷⁶ Certains chercheurs constatent un déclin des contrôles sociaux (informels) dans la société moderne caractérisée par une forte mobilité des individus. Pour Ascher 1995 : les « voisins voient de moins en moins » et pour Oblat (2008) : « L'affaiblissement des liens communautaires prive le citoyen des avantages d'un contrôle social informel et spontané... Bref, la ville amoindrit au profit de l'épanouissement individuel la pression sociale, mais « la rupture des attaches locales » et le relâchement des contraintes imputables à l'environnement urbain sont jugés « largement responsables de la progression du vice et de la criminalité dans les grandes villes » (Park, 1925) ».

⁷⁷ Nous développerons plus loin la notion de zone de confort pour les criminels pour désigner ces secteurs caractérisés par un faible niveau de surveillance et où fleurissent les activités criminelles.

sociale).

Cette approche du crime illustrée par le modèle du triangle criminel (Clarke et Eck, 2003) est assez similaire à l'approche classique des risques en géographie⁷⁸. En effet, l'approche de la criminalité par l'angle des opportunités traduit la possibilité d'une variation du volume de criminalité sans que le nombre ou la motivation des criminels soient modifiés. La baisse ou l'augmentation du nombre d'opportunités et la variation des niveaux de surveillance (formelle/informelle) pourront expliquer la baisse ou la hausse du nombre de crimes. Celui-ci pourra, dans un secteur donné, évoluer positivement alors même que le nombre d'auteurs motivés restera le même. Dans le domaine des risques naturels, les chercheurs ont constaté que face à un aléa de même nature, l'importance des dégâts pouvait fortement varier en fonction de la plus ou moins forte vulnérabilité des territoires, elle-même fonction de la sensibilité des enjeux et des capacités de réponses des sociétés. Tout comme dans l'approche des risques naturels où nous nous intéressons aux vulnérabilités territoriales plus qu'aux caractéristiques physiques des aléas naturels, l'analyse géographique de la criminalité ne se concentre pas sur les caractéristiques des individus enclins à commettre des crimes⁷⁹ mais sur la vulnérabilité des territoires. La géographie des risques offre donc un cadre proche de celui de la criminologie environnementale qui envisage le crime comme un risque dont l'occurrence dépend de la convergence dans le temps et l'espace d'un auteur et d'une cible accessible et vulnérable tout comme le risque « naturel » dépendra de la convergence d'un aléa et d'enjeux exposés et vulnérables :

Risque naturel =	$\frac{\text{Aléa} * \text{enjeu} * \text{vulnérabilité (intrinsèque/extrinsèque)}}{\text{Capacités (réponses préventives et « réactives »)}}$
Risque criminel =	$\frac{\text{Auteur motivé} * \text{cible} * \text{vulnérabilité (intrinsèque/extrinsèque)}}{\text{Capacités (réponses préventives et « réactives »)}}$

Figure 8 : Proximité entre les concepts de risque naturel et de risque criminel.

La vulnérabilité des territoires au crime comme dans le domaine des risques naturels dépendra de la vulnérabilité intrinsèque des enjeux/cibles (âge, sexe, *etc.*) et de leur exposition à la menace. L'exposition des cibles à la menace criminelle dépendra du niveau et de l'efficacité de la surveillance exercée par la police (surveillance formelle) et par les habitants (surveillance naturelle). Ainsi, les territoires caractérisés par une faible cohésion entre les résidents et où la police est peu présente seront particulièrement vulnérables au crime. Dans le même temps, l'abondance de cibles attractives dans un secteur pourtant bien surveillé pourra se traduire par un risque criminel élevé.

⁷⁸ Cf. Kennedy et Brunschot (2009) qui analysent le crime comme un risque conditionné par de nombreux facteurs.

⁷⁹ Cf. Kennedy et Brunschot (2009).

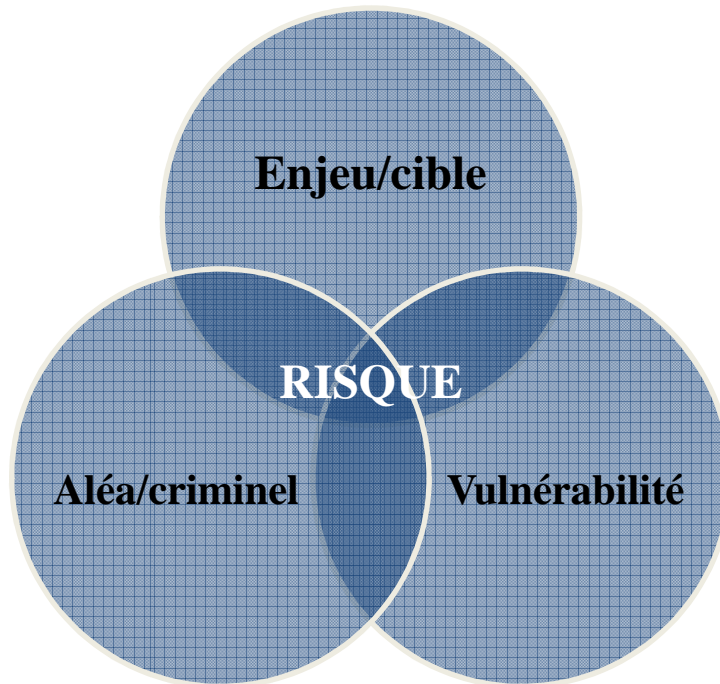


Figure 9 : Rapprochement des cadres conceptuels sur le risque naturel et criminel (réalisation propre).

Le développement des mesures de prophylaxie criminelle⁸⁰ axées sur une logique spatiale vient également renforcer cette analogie entre géographie des risques et criminologie environnementale tout en mettant en exergue le dénominateur commun qu'est la notion de vulnérabilité.

1.3. Une approche préventive de l'insécurité urbaine

La gestion de la sécurité urbaine, longtemps axée sur une réponse étatique régaliennne centrée sur les criminels (arrestation et emprisonnement), est de plus en plus orientée vers une approche préventive prenant en compte le contexte spatial, ressortant davantage de la réponse sociétale. La sécurité urbaine fait, d'une part, l'objet d'une coproduction de sécurité de plus en plus marquée entre les acteurs publics (police), privés (sécurité privée) et les citoyens (groupes communautaires)⁸¹. D'autre part, elle repose de plus en plus sur des réponses urbanistiques⁸² qui s'appuient largement sur les théories de la criminologie environnementale vues précédemment.

⁸⁰ La prophylaxie correspond à la suppression des causes d'un phénomène que l'on souhaite éviter (prévention) ou si elles ne peuvent être supprimées, agir contre ces mêmes causes avant que celles-ci ne produisent leurs effets néfastes (Kinberg, 2007).

⁸¹ Cf. Giband (2006, pp. 119-122).

⁸² Normalisation sécuritaire de l'urbanisme (cf. Oblet, 2008) ou prévention situationnelle plus connue sous l'acronyme de CPTED (*Crime Prevention Through Environmental Design*). Méthodes urbanistiques qui consistent à aménager les lieux pour les rendre plus sûrs.

1.3.1. Une coproduction de sécurité de plus en plus marquée aux Etats-Unis

La criminalité occupe la première place dans les préoccupations des Américains (rapport du *National Center for Policy Analysis* 1999) et s'accompagne de stratégies sécuritaires qui se sont diversifiées au cours des dernières décennies du XX^{ème} siècle. Depuis les années 1980 et l'arrivée de l'administration Reagan au pouvoir, les ressources disponibles pour le département de police des villes se sont considérablement réduites dans un contexte de crise de l'Etat providence (*Welfare state*). L'incapacité des polices locales à réduire à elles seules la criminalité et à répondre aux besoins de sécurité de l'ensemble des citoyens, a ouvert la voie à de nouveaux modes de réponses impliquant de plus en plus les acteurs privés et communautaires (Billard et al. 2005 ; Giband, 2006). Toute une réflexion s'est par ailleurs engagée à partir des années 1970 sur la notion de *community policing*⁸³ qui correspond à un rapprochement entre les policiers et la population, notamment dans les quartiers défavorisés. Le *community policing* a pour vocation de permettre aux policiers de répondre plus efficacement aux besoins locaux de sécurité en impliquant les résidents dans la « production de sécurité » de leur quartier. La loi du *Crime Bill Act*⁸⁴ adoptée en 1994 sous la législature Clinton, est venue renforcer l'approche sécuritaire préventive via une coproduction de sécurité de plus en plus marquée. Si la loi de 1994 a permis de dégager des fonds destinés aux polices locales en vue de renforcer la présence policière sur le terrain⁸⁵ et la coopération entre les populations et les policiers (*community policing*), celle-ci a principalement encouragé la « diversification de l'offre de sécurité en mobilisant les ressources de l'économie marchande et des groupes communautaires » (Giband, 2006, p.118). En 2002, l'importante réduction de l'aide fédérale aux services municipaux de police par l'administration Bush, a conduit à une forte réduction du nombre de policiers déployés « sur le terrain » et a freiné les initiatives du *community policing*. Le « démantèlement de l'Etat providence en matière sécuritaire » (Giband, 2006, p. 118) a ainsi conduit à une remise en cause, notamment par les théoriciens du *public choice* (*ibid.* p.119), du système policier qui serait devenu inapte à répondre aux problèmes de la criminalité organisé en raison des cloisonnements administratifs et de l'« envolée » des budgets alloués aux polices municipales. Ces coupes budgétaires, particulièrement prégnantes au début des années 2000, ont ainsi favorisé un contexte propice à un développement de plus en plus prononcé de la coproduction de sécurité.

⁸³ Le *policing* se définit comme « l'ensemble des moyens intentionnels utilisés pour réguler la distribution de la sécurité physique par recours réel et potentiel à l'usage de la force » (Bayley et Shearing, 2001, cités dans Giband, 2006, p. 137. L'auteur renvoie également aux travaux de Fyfe, 1992).

⁸⁴ Aussi connu sous le nom de *Violent Crime Control and Law Enforcement Act* ou *Federal Crime Bill*.

⁸⁵ Création de 100 000 postes de policiers déployés sur le terrain.

1900
La police a pour mission d'assurer l'ordre public et de servir la communauté Sa devise : « To protect and to serve »
1920 – 1930
Approche répressive (professionnalisation de la police) Le travail de la police est principalement orienté sur l'appréhension des criminels (investigation et interpellation) Le recours accru aux technologies (radio, véhicules pour effectuer les patrouilles) éloigne la police de la population
1950 – 1960
Contexte des émeutes raciales Fortes tensions entre la police et les minorités ethniques Violences policières Dégradation de l'image de la police Police de moins en moins impliquée au niveau local
1970 – 1980
Augmentation des taux de criminalité violente Augmentation de la violence liée au commerce de drogues (guerre des gangs) Difficultés budgétaires Lancement du Community Policing Rapprochement avec les populations
1990
Community policing favorisé par le gouvernement fédéral de programme (cf. <i>Crime Bill Act 1994</i>) Réponses de plus en plus axées sur la prévention de la criminalité impliquant les communautés
2000's
Coupes budgétaires (administration Bush) Recours accru à la coproduction de sécurité (secteurs public, privé, communautaire) Responsabilisation des citoyens

Figure 10 : Evolution des rôles de la police aux Etats-Unis (d'après Billard et al. 2005).

La coproduction de sécurité passe par une implication des citoyens et des opérateurs privés qui secondent la police dans ses missions de sécurisation de l'espace urbain et de lutte contre l'insécurité. Elle renvoie donc à trois catégories d'acteurs qui se partagent la gestion de la sécurité :

- La police assure le maintien de l'ordre et lutte contre la criminalité par l'investigation des crimes et l'appréhension des malfaiteurs. Quatre niveaux institutionnels de police aux compétences propres existent aux Etats-Unis (Giband, 2006, p. 118). A la police locale (ou municipale) et les services du Shérif⁸⁶ (échelle du comté) incombent les missions de maintien de l'ordre, de sécurité et d'investigation, dans les limites de leur juridiction (territoires d'intervention). A l'échelle des Etats fédérés, la police d'Etat (State Police) assure les mêmes missions que les polices locale et comtale pour les secteurs non couverts par ces dernières et elle assure également la sécurité des autoroutes et des frontières. Enfin, les agences de police

⁸⁶ Les services du Shérif du comté interviennent dans les secteurs non incorporés en municipalité qui ne possèdent pas de police municipale. Pour plus de détails sur les différents niveaux institutionnels de polices aux Etats-Unis voir : http://fr.wikipedia.org/wiki/Police_aux_%C3%89tats-Unis

fédérale (*federal law enforcement agencies*), principalement le FBI⁸⁷, ont pour attribution les missions d’investigation des crimes fédéraux, la lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou encore la criminalité financière.

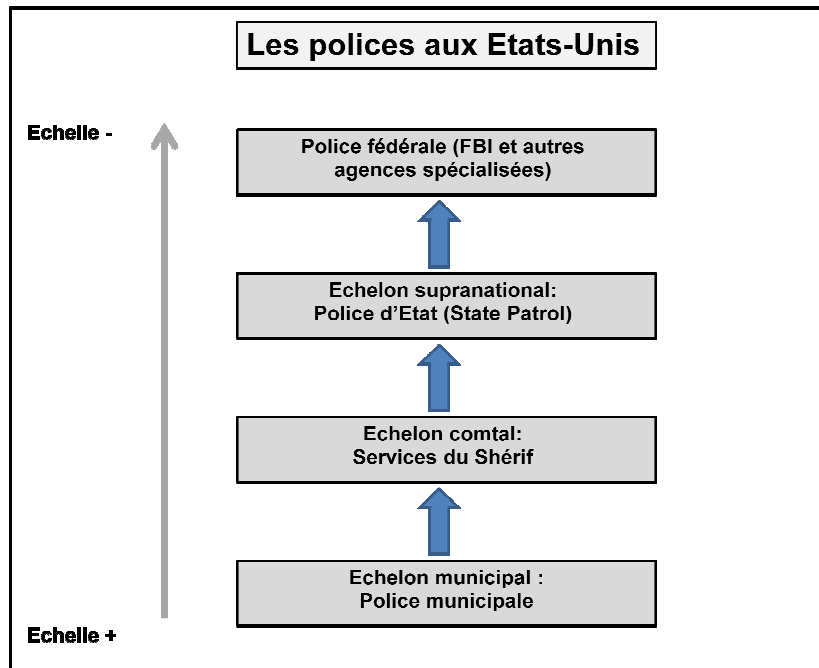


Figure 11 : Différents niveaux institutionnels de police aux Etats-Unis (réalisation propre, d’après Giband, 2006).

Depuis le milieu des années 1990, la police municipale a recours à la cartographie (SIG) qui constitue un outil d’aide à la décision (usage tactique)⁸⁸ permettant aux policiers d’orienter leurs stratégies à partir d’une meilleure connaissance des caractéristiques des territoires qu’ils doivent sécuriser, ce qui leur permet de répartir leurs ressources de manière plus efficace.

- Les compagnies de sécurité privée, *via* le gardiennage ou la vidéosurveillance, assurent la protection des biens et des personnes. Les entreprises de sécurité privée interviennent principalement dans les espaces fortement fréquentés par le public tels que les centres commerciaux mais fournissent également leurs services aux habitants désireux de renforcer la sécurité de leur quartier⁸⁹ ;
- Les citoyens, *via* la constitution de groupes communautaires, s’impliquent dans l’évaluation de la criminalité à l’échelle de leur quartier en communiquant avec les forces de l’ordre. Cela

⁸⁷ De nombreuses agences fédérales autres que le FBI ont des compétences plus spécialisées. A titre d’exemple, la DEA (*Drug Enforcement Agency*) assure la lutte contre le trafic de drogue et le ATF (*Bureau of Alcohol, Tobacco, Firearms and Explosives*) est chargé du respect des lois sur l’utilisation des armes et de la lutte contre leur trafic.

⁸⁸ Usage de la cartographie criminelle par les départements de police pour un usage tactique des statistiques criminelles et une orientation des réponses policières à la criminalité. Programme connu sous l’abréviation COMPSTAT (*Computer Statistics*).

⁸⁹ Nous reviendrons en détails sur ce point dans le chapitre 9 portant sur le développement des *Security Districts* à la Nouvelle-Orléans après Katrina.

pourra passer par la mise en place de comités de voisins vigilants (*Neighborhood Watch Program*) qui assurent une surveillance permanente de leur quartier en s'informant de tout désordre pouvant survenir. Leur implication contre le crime est souvent matérialisée par des panneaux signalant que le quartier est « surveillé par des voisins vigilants reportant toute activité suspecte aux forces de l'ordre ».

L'évolution du rôle de la police au cours du XX^{ème} siècle (figure 10) et de sa capacité à répondre aux besoins de sécurité des habitants, a largement encouragé les citoyens à faire appel à des opérateurs de sécurité privée ou à s'organiser collectivement contre le crime (NWP). De fait, la coproduction de sécurité soulève le problème de l'équité territoriale (Giband, 2006). En effet, le recours aux services privés de sécurité et la mobilisation communautaire concerne prioritairement les territoires où les habitants bénéficient de ressources économiques et sociales suffisantes à la mise en place de stratégies sécuritaires privatisées ou communautaires. La coproduction de sécurité, si elle peut profiter aux quartiers caractérisés par un « fonctionnement territorial efficace »⁹⁰, risque donc de rendre plus vulnérables encore les quartiers pauvres et marginalisés où les relations entre la police et les populations sont souvent tendues. En effet, la faible cohésion sociale dans ces quartiers et le manque de confiance des résidents dans la police, rendent difficile la création de groupes communautaires organisés contre le crime (NWP), tout comme l'instauration d'un *community policing*. Néanmoins, certaines expériences montrent que même dans les quartiers défavorisés, bénéficiant de faibles ressources, il est possible d'instaurer un climat de confiance entre la police et les résidents, permettant de lutter efficacement contre l'insécurité urbaine. Certains départements de police tentent ainsi de cibler les quartiers les moins enclins à assurer leur sécurité pour mettre en place une police de proximité. Le cas de la ville Pittsburg illustre ce point puisqu'en 1992 celle-ci a mis en place un programme de rapprochement entre la police et les habitants des quartiers pauvres où la criminalité était très élevée. La mise en place d'une police de proximité dans ces quartiers a permis d'agir de manière préventive sur la criminalité. La présence d'un officier référent pour chacun des quartiers concernés par le programme, dont le rôle était de « communiquer avec les habitants, identifier les problèmes, rencontrer les organisations communautaires »⁹¹, a permis d'établir un lien entre les habitants et le département de police qui n'existait pas auparavant. Entre 1992 et 1997, ces stratégies sécuritaires mises en place par la police de Pittsburg ont mené à une réduction de 41% de la criminalité violente et ont conduit à une forte baisse du sentiment d'insécurité, notamment dans les quartiers pauvres de la ville.

Parallèlement à cette coproduction de sécurité, la prévention de l'insécurité urbaine passe aussi par une action sur l'environnement bâti qui consiste à rendre les lieux plus sûrs pour les résidents et plus

⁹⁰ Cf. Siméone (2004), quartier caractérisé par une efficacité collective (cohésion sociale).

⁹¹ Cf. Besson (2004).

dissuasifs pour les criminels (1.3.2.).

1.3.2. La notion de prévention situationnelle ; Réduire l'insécurité urbaine par l'aménagement de l'espace

« Peut-on prévenir les délits avec un plan d'aménagement ? Les équipes municipales d'urbanisme, les élus et la police en Californie du Sud en sont convaincus. Ils encouragent les architectes et promoteurs à développer des projets immobiliers intégrant d'insidieux aménagements censés limiter la criminalité [...] Combinant sociologie, criminologie et histoire de l'art, cette tendance est connue sous le nom de CPTED⁹² [...] Depuis 10 ans, les théories du CPTED ont été appliquées dans de nombreuses villes moyennes aux États-Unis [...]. La crédibilité du CPTED fut encore renforcée par la récente désignation de la ville d'Irvine (sud de Los Angeles) comme l'une des plus sûres du pays : la municipalité utilise les principes du CPTED depuis 1978. » (Billard et al. 2005).

La prévention situationnelle plus connue dans le contexte Anglo-Saxon sous l'acronyme du CPTED (*Crime Prevention Through Environmental Design*), renvoie aux théories de la criminologie environnementale et plus particulièrement à la théorie des choix rationnels. Elle consiste à améliorer la sécurité à la fois perçue et réelle d'un territoire par une action sur l'environnement urbain : « le dessin d'architecture approprié pouvant conduire à la construction d'un environnement qui jouera un rôle premier dans la réduction de la peur du crime, du crime et de sa fréquence, et qui enfin améliorera la qualité de vie » (Crowe, 2000). Le courant de pensée de la prévention situationnelle s'est largement appuyé sur les travaux précurseurs de Jane Jacobs développés dans les années 1960⁹³ ainsi que sur les recherches d'Oscar Newman qui a théorisé en 1972 la notion d'espace défendable (1972). Les thèses de Jacobs avaient très tôt mis en avant l'importance du lien social, de la convivialité, de l'entre-aide et de la surveillance spontanée et informelle dans la lutte contre l'insécurité urbaine. Pour Newman, un urbanisme qui ne favorise pas la surveillance naturelle et la cohésion entre les individus est susceptible de favoriser la criminalité ainsi qu'un climat d'insécurité. L'auto-surveillance et l'appropriation territoriale constituent d'après ces théories⁹⁴ des éléments dissuasifs dans le passage à l'acte criminel et renforce le sentiment de sécurité des habitants. Jacobs soutenait en effet que si les rues et les espaces publics étaient dangereux c'est parce qu'ils étaient déserts et que plus « d'yeux dans les rues » signifiait plus de contrôle informel donc moins de criminalité et davantage de sécurité.

La prévention situationnelle postule donc qu'il est possible de dissuader le crime en agissant sur les caractéristiques des lieux. Clarke⁹⁵ souligne l'importance d'une meilleure protection des cibles en

⁹² L'acronyme de CPTED (*Crime Prevention Through Environmental Design*) signifie en français la prévention de la criminalité par l'architecture et l'urbanisme (prévention situationnelle de la criminalité).

⁹³ Cf. Jacobs (1961): "The Death and Life of Great American Cities".

⁹⁴ Théorie de Newman et de Jacobs.

⁹⁵ Clarke fait figure de référence en matière de recherche sur la prévention situationnelle (cf. Clarke, 1980 ; 1983 ; 1995 ; Clarke. et Cornish, 1985).

renforçant soit leur capacité de résistance face à d'éventuelles agressions soit en les rendant plus difficiles d'accès. Il s'agit de rendre la réalisation du crime plus compliquée en améliorant la protection des cibles et victimes potentielles, ceci en configurant l'espace de manière à rendre l'acte plus risqué pour le criminel et plus difficile à commettre⁹⁶ (Clarke, 1995). Roncek et *al.* (1981) ont par exemple montré que les taux de criminalité étaient très élevés dans les ensembles de logements sociaux (*housing projects*) où la configuration urbaine (*urban design*) limite fortement les mécanismes de contrôles sociaux ce qui favorise la criminalité.

Si le courant de la prévention situationnelle (CPTED) est souvent associé à l'idée de faire des espaces forteresses⁹⁷ stérilisant les échanges informels entre habitants⁹⁸, « l'espace défendable » théorisé par Newman englobe davantage que la simple action sur l'environnement bâti. La convivialité de la rue joue une place centrale dans la production de sécurité urbaine, il s'agit de rendre l'espace plus favorable aux échanges entre les individus et de développer la responsabilité des habitants vis-à-vis de leur lieu de vie. Quatre éléments clefs doivent guider l'aménagement de « l'espace défendable » :

- L'aspect physique doit favoriser l'appropriation par les résidents et renvoyer des signaux pour les étrangers⁹⁹ (1) ;
- L'organisation des lieux doit favoriser la surveillance par les résidents (surveillance naturelle) (2);
- La conception des lieux ne doit pas stigmatiser ou isoler les habitants (3) ;
- Les secteurs périphériques doivent être pris en compte puisqu'ils peuvent avoir des effets négatifs sur la sécurité du territoire aménagé selon les principes de l'espace défendable (4).

L'espace défendable consiste donc à restructurer l'environnement urbain pour favoriser son contrôle par les habitants, ceci en redéfinissant les limites entre les espaces privés et publics, en orientant les immeubles et résidences vers la rue, en incitant la fréquentation des espaces publics. Ce « marquage territorial » permet ainsi à la communauté d'afficher plus ou moins explicitement son contrôle du territoire et prévenir, dans une certaine mesure, la criminalité¹⁰⁰.

D'après le courant de la prévention situationnelle, l'aménagement des lieux pourrait donc agir sur la sécurité des territoires *via* l'action sur la configuration du bâti et l'architecture qui favorise le niveau de surveillance naturelle¹⁰¹.

⁹⁶ En rendant par exemple l'accès aux cibles plus compliqué et en renforçant la surveillance du lieu.

⁹⁷ cf. Davis (1990).

⁹⁸ Donc aux antipodes des thèses de Jane Jacobs.

⁹⁹ D'après la théorie de la vitre cassée (Kelling et Wilson, 1982) les caractéristiques de l'environnement physique renvoient des signaux sur le niveau de contrôle et d'appropriation du territoire par les résidents et ont un effet sur la criminalité et l'insécurité perçue.

¹⁰⁰ L'expérience menée à New York dans le parc *Bryant* illustre les impacts que peuvent avoir l'introduction des principes de l'espace défendable. Celui-ci était devenu au cours des années 1970 un repère de prostituées, de drogués et de trafiquants de drogues et a connu une transformation radicale après l'introduction des certains principes de la prévention situationnelle (cf. *New York Magazine*, 20/12/1993).

¹⁰¹ Cf. Crowe (2000).

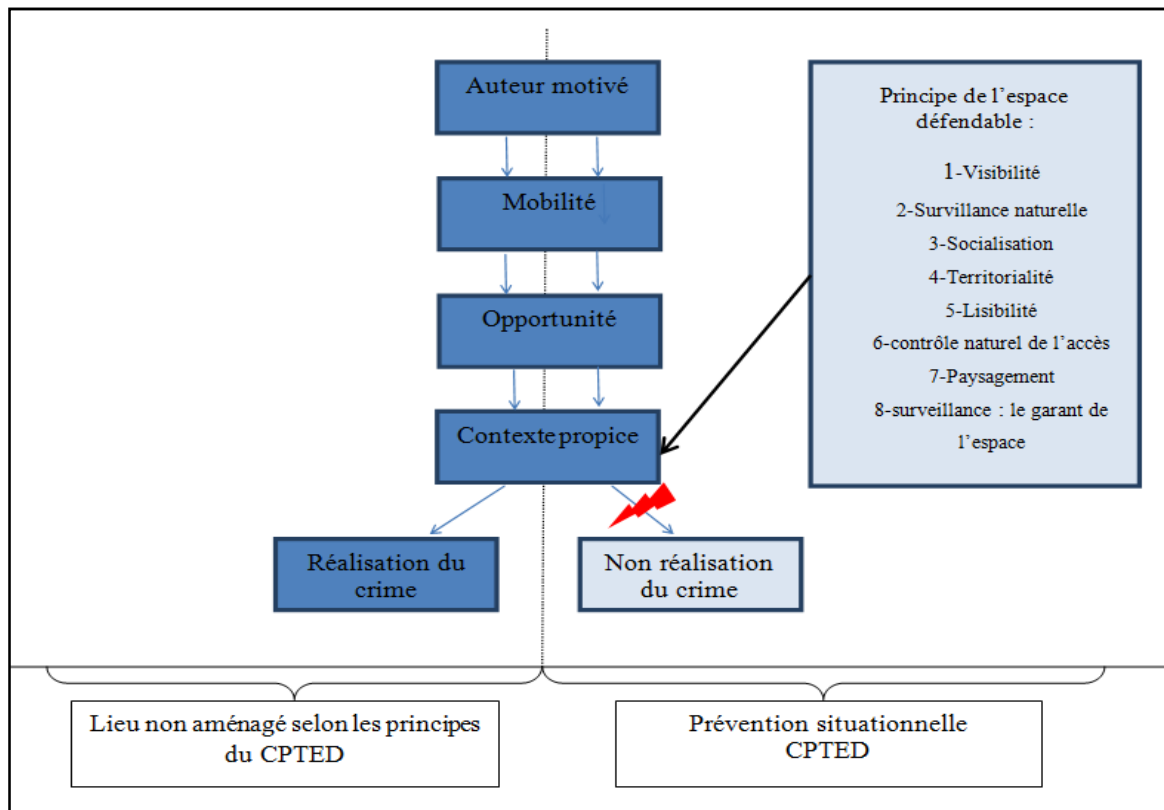


Figure 12 : Principe de l'espace défendable (CPTED) (Réalisation propre, d'après Billard et *al.* 2005).

1.3.3. Limites et revers de la prévention situationnelle

Si l'aménagement de l'espace urbain selon les principes de l'urbanisme sécuritaire est de plus en plus répandu aux États-Unis, l'impact de ces stratégies sur l'insécurité urbaine n'est pas évident à mesurer. Les recherches doctorales du chef de la police de la Nouvelle-Orléans¹⁰² illustrent les limites de la prévention situationnelle. L'analyse de l'introduction des principes de l'espace défendable dans un quartier défavorisé de la Nouvelle-Orléans¹⁰³ a révélé, contre toute attente, que l'introduction de ces mesures avait aggravé les problèmes d'insécurité dans le quartier. La raison principale soutenue par l'auteur était que l'introduction de ces mesures urbanistiques s'était accompagnée d'une baisse du nombre de patrouilles par les policiers dans le secteur. Un autre point important pour rendre compte de ces résultats à première vue contre intuitifs concerne les mesures prises pour rendre cet espace « défendable ». Les principes appliqués dans ce cas concret ne relevaient que de l'approche défensive, négligeant totalement l'aspect pourtant mis au premier plan par Jacobs et Newman qui consiste à agir sur l'implication des résidents dans la « défense » de leur « espace ».

La prévention situationnelle n'a pas vocation à agir sur les causes profondes de la criminalité mais

¹⁰² Celui-ci nous avait fait part de ses résultats de recherche au cours d'un entretien réalisé lors de la deuxième mission de terrain en 2011.

¹⁰³ Ronald Serpas, "Common-sense approaches with contradictory results: does defensible space curb crime?" (non daté).

« seulement » à réduire les opportunités par une action sur le niveau de surveillance (formelle/informelle). L'utilité est en effet préventive et non curative. Pour ces raisons, il semble que ces réponses devraient s'avérer efficaces pour les communautés caractérisées par une bonne efficacité collective mais risquent de s'avérer beaucoup moins efficaces pour les communautés socialement désorganisées où la cohésion sociale entre les résidents est très faible. La prévention situationnelle fait également peser le risque de déplacement de la criminalité vers des territoires moins bien « défendus » qui ne bénéficient pas de telles mesures urbanistiques. Elle peut donc devenir un facteur d'augmentation des inégalités entre territoires qui ne disposent pas des mêmes ressources pour devenir des « espaces défendables » (Chalumeau, 2001). Par ailleurs, les travaux de Mike Davis sur « l'écologie de la peur » menés à Los Angeles (2006) dénoncent la normalisation sécuritaire de l'urbanisme. Ses recherches montrent que la sécurisation de l'espace urbain peut constituer un facteur d'insécurité puisque « l'excès de protection attise la perception des menaces » (Castel, 2003)¹⁰⁴.

Le tournant sécuritaire initié dans les années 1980 aux États-Unis qui fait de la sécurité urbaine un bien de plus en plus sélectif qui se « marchande », tend à renforcer les inégalités entre des territoires inégalement « capables » de « produire de la sécurité »¹⁰⁵. La coproduction de sécurité et la prévention situationnelle (CPTED) axées sur la prévention de l'insécurité s'appliquent à l'échelle de certains territoires de la ville au détriment d'autres, les plus marginalisés qui n'ont pas les ressources nécessaires pour promouvoir leur sécurité.

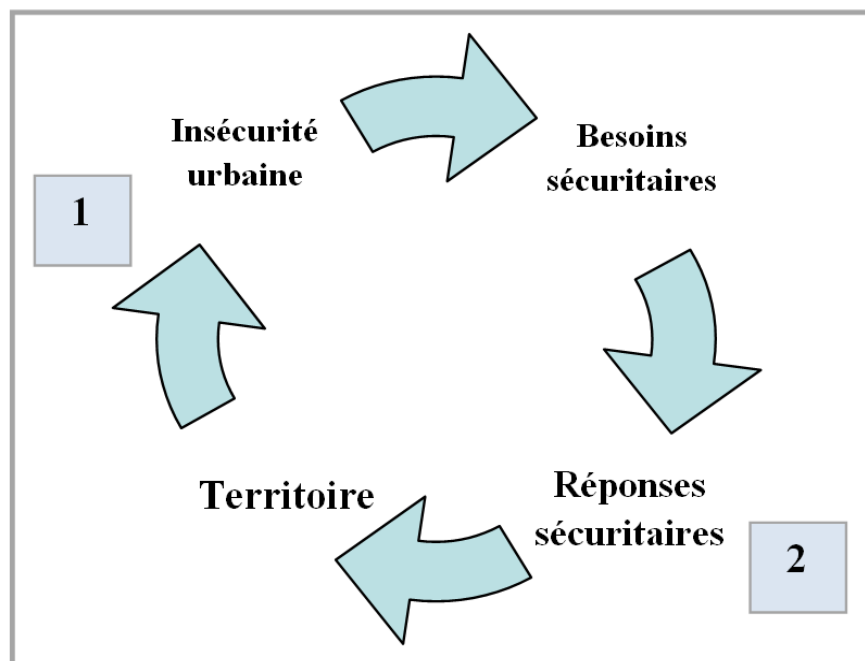


Figure 13 : Lien interactionnel entre le territoire et l'insécurité urbaine (réalisation propre).

¹⁰⁴ La prévention situationnelle peut également conduire à renforcer la vision binaire de la ville sûre/dangereuse ou « l'opposition entre ville sûre et ville dangereuse tend ainsi à se confondre avec la dichotomie entre « la ville douce émancipatrice » et « la ville dure et vengeresse [...] soit plus explicitement entre une ville qui favorise les processus d'émancipation et une ville qui se crispe sur les processus de relégation. » (Oblet, 2008).

¹⁰⁵ Cf. Giband (2006, chapitre 3 – « Insécurité sociale, inégalités spatiales », pp. 85-111).

L'insécurité urbaine entretient un lien fort avec le territoire. Les caractéristiques du territoire conditionnent la spatialisation de l'insécurité urbaine à l'échelle de la ville, les territoires marginalisés qui concentrent de nombreuses difficultés socio-économiques étant particulièrement vulnérables. Dans le même temps l'insécurité urbaine, à la fois objective et subjective, conduit à des stratégies sécuritaires qui ont un impact sur le territoire tant dans ses formes que dans son fonctionnement. Les deux notions de contrôle et d'opportunités sont centrales dans l'analyse de la vulnérabilité des territoires à l'insécurité urbaine. En effet, la théorie des opportunités criminelles et la théorie de la désorganisation sociale postulent que la vulnérabilité des territoires est fortement liée à la capacité des résidents à assurer un certain niveau de contrôle de leur territoire (surveillance informelle).

Le cadre théorique de la criminologie environnementale qui postule un lien fort entre les caractéristiques des lieux et la répartition spatiale de la criminalité constituera donc un cadre de référence central dans notre travail¹⁰⁶.

¹⁰⁶ Le modèle du triangle criminel pourra être appliqué à chaque phase de la catastrophe. En effet chaque temporalité de la catastrophe est caractérisée par un contexte particulier qui pourra affecter les trois « versants » du triangle criminel (motivation, cible, lieu).

Elaboration d'une criminologie des catastrophes « naturelles » axée sur la vulnérabilité territoriale

«Une catastrophe d'envergure peut laisser un pays dans un état de fragilité bien particulière. Des lacunes dans les services et des institutions affaiblies peuvent donner naissance à un contexte de violence et de criminalité. Ceci est particulièrement vrai pour les pays qui, avant la catastrophe, étaient déjà fragilisés. Par conséquent, veiller à la sécurité de la population devient la chose la plus importante à faire immédiatement après une catastrophe et pendant le processus de reconstruction et de restauration des moyens de subsistance des personnes touchées par la catastrophe. (Centre International pour la Prévention de la Criminalité, 2012).

À la suite d'un événement dommageable majeur, l'affaiblissement des communautés constitue un cadre propice à la diffusion de la violence et de la criminalité d'où la prévalence des questions sécuritaires dans la gestion des catastrophes dont les conséquences sont susceptibles de se prolonger dans le temps et de se diffuser dans l'espace.

Le rapport international sur la prévention de la criminalité et sécurité quotidienne souligne l'importance de l'impact que peuvent avoir les catastrophes sur la sécurité des territoires affectés comme la nécessité de prévenir la criminalité mais aussi d'instaurer un climat de sécurité pour les habitants (Centre International pour la Prévention de la Criminalité, 2012). Investir la thématique des catastrophes sous l'angle de l'insécurité urbaine apparaît d'autant plus pertinent que celle-ci conditionne le redressement des communautés affectées par un événement catastrophique.

Le cadre conceptuel des catastrophes dites naturelles permet d'appréhender précisément leurs effets à court comme à long terme sur les territoires urbains dont l'ampleur est à relier aux vulnérabilités préexistantes à la crise¹⁰⁷ (1.1. et 1.2.).

En revanche, l'analyse théorique du rapport entre la catastrophe d'origine naturelle et l'insécurité urbaine posé comme syllogistique de la vulnérabilité reste carencée ou marquée par de lourdes dissensions. Les recherches ont essentiellement été menées sur les conséquences à court terme et ne permettent donc pas d'investir les évolutions de l'insécurité urbaine aux différentes phases de la catastrophe appréhendée au sens large, plus particulièrement lors de la période de reconstruction alors même que cette étape se caractérise par une transformation des territoires qui peut mener à une évolution qualitative et quantitative de l'insécurité urbaine. En outre, l'importance de la prise en compte des vulnérabilités préexistantes à la crise détermine largement l'émergence ou non de

¹⁰⁷ Approche radicale des catastrophes basée sur la vulnérabilité sociale (cf. Texier, 2009).

comportements criminels en période de crise et surtout de leur éventuelle rémanence. Le dénominateur commun de cette criminologie post-catastrophe apparaît être la notion de vulnérabilité territoriale qui se trouve au centre de la systémique ainsi analysée (1.3).

2.1. Epistémologie des catastrophes « naturelles »

La catastrophe « naturelle » doit être envisagée comme une rupture dans le fonctionnement d'un territoire déclenchée par la survenue d'un aléa naturel¹⁰⁸. La catastrophe conduit dans un premier temps à une crise qui prolonge ses effets dans le temps par une phase de reconstruction *post* catastrophe qui peut s'étendre sur plusieurs années (2.1.1). La catastrophe agit comme un révélateur des vulnérabilités qui entraîne à court comme à long terme des modifications dans la structure et le fonctionnement des territoires urbains (2.1.2). Les recherches établissant le lien entre les catastrophes d'origine naturelle et l'insécurité urbaine sont peu nombreuses et portent principalement sur le court terme (phase d'urgence) et sur certains aspects de l'insécurité, à savoir sous sa forme matérialisée, notamment à travers la question des pillages (2.1.3).

2.1.1. Définition de la catastrophe

Les chercheurs ne manquent pas de souligner le caractère ambigu de la notion de catastrophe qui renvoie à de très nombreuses définitions (Perry, 2006). Elle est en effet assez subjective et variera en fonction du lieu d'où sera perçu l'événement jugé catastrophique (Gaillard, 2001). Pour les géographes la catastrophe correspond à la « manifestation du risque, la réalisation concrète dans le temps et l'espace d'un aléa. Les modalités de cette réalisation dépendent aussi bien de l'aléa que de la vulnérabilité globale d'une société. » (Leone et *al.*, 2010). Ceux-ci soulignent également le caractère rare et brutal de l'événement catastrophique qui engendre des effets particulièrement graves pour les territoires affectés, plus ou moins directement, par l'événement (*ibid.*). Les Nations Unies définissent les catastrophes comme de « graves interruptions du fonctionnement d'une société, engendrant de larges pertes humaines, matérielles ou environnementales que la société affectée ne peut surmonter avec ses seules ressources propres » (ONU, 1992, cité dans Gaillard, 2001). Pour certains sociologues ayant exploré le lien entre les catastrophes d'origine naturelle et les comportements humains¹⁰⁹, la catastrophe correspond à une « situation de désorganisation sociale et de changements radicaux causés par des agents physiques » (Quarantelli, 1978 cité dans Lemieux, 2005)¹¹⁰.

¹⁰⁸ Le déclenchement de ces aléas est parfois subséquent aux activités humaines et l'ampleur de la catastrophe souvent intrinsèquement liée aux artifices de l'organisation sociétale. Cependant la terminologie de catastrophe « naturelle » sera usitée car envisagée dans son acception d'événement fortuit indépendant de la volonté humaine (aléa).

¹⁰⁹ Notamment Quarantelli du Centre de Recherche sur les Désastres de l'Université du Delaware : <http://www.udel.edu/DRC/aboutus/bios/Quarantelli.html>

¹¹⁰ Cf. Jake R. D. Cadag (2013, pp 59-60).

Quelle que soit la définition donnée, la notion de catastrophe renvoie au niveau d'endommagement et à la capacité de réponse des sociétés, c'est-à-dire à leur capacité de résilience qui pourra fortement varier d'un territoire à l'autre (Gaillard et *al.*, 2009). La résilience peut être définie comme la « capacité d'un système à supporter [surmonter] une perturbation, voire à l'intégrer dans son fonctionnement » (Aschan-Leygonie, 2000¹¹¹). En géographie des risques, si le concept de résilience a été utilisé pour « définir la capacité des espaces et des sociétés à réduire les impacts des catastrophes, devenant ainsi un antonyme approximatif de la "vulnérabilité" » (Hernandez, 2010), celui-ci ne s'accompagne pas de « véritable théorie formalisée » pour l'expliquer (Dauphiné et Provitolo, 2007). Toutefois, certaines études notent l'importance de facteurs déterminants qui favorisent « la résilience d'un système soumis à une perturbation », notamment la diversité, l'auto organisation et l'apprentissage (*ibid.*). Ce dernier facteur est essentiel à prendre en compte dans la mesure où « la résilience dépend de la capacité d'un système à s'adapter ce qui est le cas des sociétés humaines grâce à l'apprentissage » (*ibid.*). Ainsi une société où les autorités et les populations sont conscientes du risque et préparées à réagir rapidement et efficacement face à un événement naturel dommageable sera, *a priori*, plus résiliente qu'une société où la préparation face aux catastrophes fait défaut. La résilience renvoie donc à l'idée d'adaptation face à une réalité aversive par opposition à celle de résistance qui a longtemps guidé la gestion des risques naturels (lutte contre l'aléa). D'après Alberti (2008) « la résilience des villes est le degré de transformation qu'elles peuvent supporter avant de se réorganiser autour de nouvelles structures et fonctions. Ce degré dépend de la capacité des villes à maintenir leurs fonctions écosystémiques et humaines »¹¹². D'après Texier (2009), la résilience se définit comme la capacité d'un système à résister et à se reconstruire à la suite de l'occurrence d'un aléa et reflète la « robustesse économique des communautés » qui dépend notamment des contraintes socio-économiques, culturelles, politiques et institutionnelles qui « créent d'autres risques d'ordre quotidien ».

Si la définition de la résilience ne fait pas l'objet d'un consensus parmi les chercheurs en sciences sociales, il en est de même de celle de catastrophe qui revêt un caractère arbitraire. L'ampleur de l'événement catastrophique se mesure en effet en fonction des dommages chiffrés en nombre de morts ou en coûts économiques¹¹³ et dépendra donc de la capacité des organismes à chiffrer ces dommages (notamment économiques). Au-delà d'un certain seuil l'événement sera considéré comme une catastrophe majeure (Burton et *al.*, 1978 ; Dauphiné, 2001). Le Ministère français de l'Ecologie et du Développement Durable propose une typologie des événements dommageables qui distingue six classes selon la gravité des dommages causés (cf. Texier, 2009, pp. 15-16). D'après cette typologie, un événement causant entre 100 et 999 morts et entraînant un bilan économique compris entre 300 millions et 3 milliards d'euros sera considéré comme catastrophique et lorsque le seuil des 1000 morts

¹¹¹ Voir aussi Timmermann (1981).

¹¹² Citée dans Pigeon (2012).

¹¹³ En millions voir en milliards de dollars comme ce fut le cas pour Katrina.

et des 3 milliards d'euros sera dépassé, l'événement sera qualifié de catastrophe majeure¹¹⁴. D'autres seuils peuvent toutefois être retenus, changeant ainsi la dénomination des événements (*ibid.*). D'après Dauphiné (2001) une catastrophe majeure serait défini par un événement entraînant la mort de plus de 10 000 personnes et se caractérisant par des pertes économiques de plus de 15 millions d'euros. Quelques soient les critères retenus pour définir les catastrophes, celles-ci sont à l'origine d'une profonde désorganisation pour le territoire affecté, notamment en raison de l'absence de moyens de communication et de l'incapacité des acteurs de s'organiser pour gérer la situation de crise qui pourra se prolonger dans le temps.

Aux antipodes de la production de ses effets profondément délétères, la catastrophe peut, selon l'échelle temporelle, devenir une opportunité pour certains secteurs d'activités, voire même favoriser le développement du système affecté (*ibid.*)¹¹⁵. Cependant ces retombées positives sont difficilement appréciables par les retours d'expérience qui s'intéressent principalement aux conséquences à court terme des désordres causés et consistent le plus souvent en une analyse assez localisée qui ne permet pas d'établir un bilan global de la catastrophe. Le retour d'expérience à long terme revêt en effet de nombreux intérêts puisqu'il permettra, par exemple, de relativiser l'ampleur catastrophique de l'événement (D'Ercole, 1996). Les catastrophes d'origine naturelle s'accompagnent donc d'impacts multiples sur les territoires qui se manifestent à différentes échelles temporelles.

2.1.2. Un déroulement en quatre phases

Un "découpage" temporel en quatre phases qui se superposent partiellement et qui varieront d'un contexte à un autre est proposé par Fischer (1994)¹¹⁶ :

➤ Phase *pre* catastrophe (*pre* impact)

Cette phase se situe en amont de la perturbation. Dans le cas de menaces pouvant être anticipées comme les cyclones (prédiction de leur trajectoire), les éruptions volcaniques ou les tsunamis (détection et alertes tsunamis), il sera possible d'agir en évacuant les populations exposées en vue de réduire les impacts humains potentiels. La qualité de l'évacuation dépendra bien sûr du niveau de préparation des autorités et du respect de l'ordre d'évacuation par les populations. La survenue d'un aléa prévisible pourra donc avoir des impacts démographiques majeurs en « vidant » les espaces exposés et en « remplissant » les espaces de déplacement des populations évacuées. Ces impacts

¹¹⁴ Voir Leone et al. (2010).

¹¹⁵ Ce point est développé dans le rapport rédigé par Olshansky, Johnson, et Topping (2005). Les auteurs analysent différentes catastrophes aux Etats-Unis et au Japon ayant constitué des « opportunités d'action » et montrent comment le contexte de la reconstruction peut constituer un terrain favorable à la mise en place de stratégies de développement déjà pensées avant la catastrophe (cf. chapitre 12).

¹¹⁶ Ce découpage constituera un cadre méthodologique appliqué à nos recherches, nous permettant d'investir le lien entre la catastrophe Katrina et l'insécurité à la Nouvelle-Orléans.

démographiques pourront par ailleurs se prolonger dans le temps¹¹⁷.

➤ Phase d'impact (matérialisation du risque)

La phase d'impact correspond à un point de rupture dans le fonctionnement « normal » du territoire affecté par l'événement catastrophique. Il se matérialise par la survenue d'un aléa qui entraîne des dégâts matériels majeurs et des pertes en vie humaines ainsi qu'une perturbation profonde des activités sociales « normales ». En fonction des caractéristiques de cet événement perturbateur et du contexte dans lequel il survient cette phase d'impact sera plus ou moins longue. Dans le cas d'un événement brutal comme peut l'être un séisme cette phase sera très courte (de l'ordre de quelques seconde ou minutes). Dans le cas d'un cyclone cette phase sera légèrement plus longue (quelques heures/jours). Par contre dans le cas de phénomènes catastrophiques graduels comme peuvent l'être les grandes sécheresses, cette phase pourra se prolonger dans le temps et les impacts seront plus difficiles à quantifier.

➤ Phase de crise *post* impact (court terme)

Cette période, qui peut durer plusieurs jours, voire semaines, correspond à la période de crise qui succède à la survenance de la catastrophe (phase *post* impact). Durant cette phase d'assistance aux populations sinistrées et de remise en fonction des services nécessaires au fonctionnement d'un territoire (Leone et *al.*, 2010), les opérations d'évacuation, de secours et d'hébergement temporaire des victimes sont mises en place et peuvent être largement entravées par la rupture des réseaux vitaux ainsi que par un dysfonctionnement des moyens de communications¹¹⁸. Il s'agit d'une période de transition durant laquelle les populations touchées par l'événement sont confrontées à une « nouvelle réalité ». Il sera parfois difficile pour les autorités locales de prendre la mesure de l'événement notamment en raison des problèmes de communication. Dans ce contexte, les médias peuvent jouer un rôle important puisqu'ils permettent d'établir une communication entre les acteurs en charge de la gestion de l'événement et la population¹¹⁹. En revanche, la diffusion de rumeurs ou d'informations erronées par les médias constitue une entrave majeure à une gestion de crise efficace. A la Nouvelle-Orléans ceux-ci ont diffusé des messages le plus souvent infondés qui ont paralysé les missions de secours aux victimes¹²⁰. Durant cette phase, de très nombreuses tâches incombent aux autorités et aux ONG impliquées dans la gestion de la crise. Ces dernières doivent éviter les sur-crisis, répondre aux besoins

¹¹⁷ Cf. Partie 2. Katrina a eu des impacts démographiques importants à court et long terme à l'échelle de la Louisiane et de métropoles comme Houston, Dallas ou Atlanta qui ont reçu un grand nombre d'évacués.

¹¹⁸ Cf. Tierney (1993).

¹¹⁹ Frédéric Lemieux (2005) met ce point en évidence dans sa thèse de doctorat sur la « crise du verglas » de janvier 1998 au Québec : « Les médias ont joué un rôle central dans cette phase. Ils étaient en quelque sorte la courroie de transmission entre le centre décisionnel et les intervenants sur le terrain ».

¹²⁰ Cf. Chapitre 7.

matériels et sécuritaire des populations affectées, rétablir les fonctions vitales (réseaux de télécommunication, d'énergie ou encore les routes), assister médicalement les victimes, assurer l'ordre pour prévenir les pillages par exemple, organiser la solidarité, *etc.* (Vinet, 2013, pp. 36-37)¹²¹. Cette phase de « réhabilitation » pourra s'étendre sur plusieurs semaines voire plusieurs mois dans le cas de catastrophes majeures ayant entraîné des dégâts importants sur les infrastructures et réseaux vitaux (*ibid.*). Les retours d'expériences portant sur cette phase de la catastrophe sont quasi systématiques dans les pays développés. Cette pratique consiste à analyser les dysfonctionnements ayant conduit à la crise et permet de quantifier les implications de l'événement dommageable. Ces bilans pourront servir pour améliorer la prévention des risques et la gestion des catastrophes. Cette phase *post impact*, ou d'urgence, constitue la temporalité la plus étudiée dans la littérature¹²² et fait l'objet de retours d'expériences quasi systématiques.

➤ Phase de reconstruction *post* catastrophe (moyen et long terme)

Cette « phase [ne] débute véritablement que lorsque les bilans sont établis [...] Elle vise à rétablir les infrastructures détruites par la catastrophe, reloger les populations sinistrées » (Vinet, 2013). Les autorités en charge de la reconstruction mettront au point des plans pour guider l'effort de reconstruction. Cette planification pourra être facilitée lorsqu'elle aura été anticipée durant les temps « hors crise », mais très souvent, les responsables locaux devront improviser dans l'urgence, ce qui ne favorise par l'introduction de mesures de réduction des risques. En effet, la reconstruction implique une coordination entre les acteurs concernés et la reconstruction à l'identique est souvent privilégiée en raison des facilités techniques et des contraintes de temps (*ibid.*). La durée de cette période dépendra largement des caractéristiques du territoire préexistantes à la crise (vulnérabilités au sens large) ainsi que des caractéristiques de l'événement (ampleur des dégâts matériels). Enfin, les capacités des institutions locales et des populations à prendre en main la reconstruction déterminera largement la durée du processus de redressement *post* crise (résilience).

L'usage de la notion de reconstruction *post* catastrophe peut mener au risque de confusion sémantique susceptible de la désigner comme détachée de la catastrophe alors qu'elle constitue dans notre approche une de ses phases (prolongement). Nous appréhendons en effet la catastrophe au sens large tant dans ses effets à court qu'à long terme. La catastrophe est en effet considérée comme un déclencheur qui entraîne une crise pouvant se prolonger dans le temps. Les effets de la crise pourront persister à l'échelle de certains territoires vulnérables qui peinent à se relever.

Cette étape de reconstruction *post* catastrophe renvoie elle-même à différentes temporalités bien identifiées dans la littérature (Kates et Pijawka, 1977) sur lesquelles nous proposons de revenir ici.

¹²¹ Dans Veyret et Laganier (2013, pp.36-37).

¹²² Cf. Drabek (1986); Smith (2004); Smith et Wenger (2006), Berke et al. (2008).

2.1.3. Spécificité de la période de reconstruction post catastrophe

« Le devenir de la ville après un événement perturbateur dépend également de la mobilisation des acteurs et de leurs choix politiques. » (Lutoff, 2000).

La reconstruction *post* catastrophe ou résilience selon les chercheurs, est un processus complexe et long qui revêt de nombreux enjeux. Cependant et paradoxalement, il s'agit de la temporalité du risque la moins étudiée (Kates et *al.*, 2006 ; Smith, 2004 ; Smith et Wenger, 2006). D'après Gaillard (2006, 2007), la résilience *post* catastrophe est étroitement liée à la politique mise en œuvre par les autorités pour impulser un développement durable. En effet, la résilience est fonction des facteurs historiques, des mesures *ex ante* de gestion du risque, du contexte économique, politique, social, culturel, etc. du territoire affecté qui correspondent aux capacités « héritées » (préexistantes). La résilience est également fonction de l'ensemble des comportements de chacun des acteurs impliqués dans la gestion de crise et de la reconstruction (capacités *post* catastrophe).

➤ Les temporalités *post* crise (reconstruction)

La reconstruction est généralement considérée comme un continuum incluant différentes phases qui se succèdent dans le temps (Kates et Pijawka, 1977 ; Alexander, 2007). Avant les années 1970 très peu d'attention était accordée à cette phase de la catastrophe. La plupart des travaux consistaient en des études portant sur des cas particuliers et cherchaient à montrer comment la reconstruction s'était mise en place à la suite de ces événements, sans réel souci de généralisation des résultats (Schwab et *al.*, 1998). À la fin des années 1970, Haas et *al.* (1977) ont fait figure de pionniers en matière de définition du concept en cherchant à établir des liens entre les différentes études portant sur la reconstruction *post* séisme, afin de mettre en évidence des similarités et de dégager des tendances communes. Haas et *al.* ont proposé un découpage temporel, largement repris par la suite (Kates et *al.*, 2006), qui se décompose en quatre phases dont la durée pourra fortement varier d'un contexte à l'autre. La première phase est celle de l'urgence qui dure en général d'une à deux semaines et qui correspond à la mobilisation des secours, à la prise en charge des victimes nécessitant une assistance, notamment par leur hébergement temporaire. Dans le cas de catastrophes entraînant la destruction du bâti, cette phase nécessite le déblaiement des débris matériels pouvant ralentir les missions de secours en entravant l'accès aux secteurs de concentration des victimes ne pouvant pas évacuer par leurs propres moyens. La phase suivante est celle de la réhabilitation qui s'étend sur une période d'environ 20 semaines (Becker et *al.* 2008). Il s'agit à ce stade de réhabiliter les réseaux vitaux de base, d'assister les victimes dans l'effort de la reconstruction des dommages physiques, etc. Les actions caractérisant cette période sont mises en évidence par Aysan et Davis (1993), elles consistent au rétablissement des services de

base de la communauté, l'assistance aux victimes par le biais de différents soutiens financiers, psychologiques, etc., ou encore au rétablissement des différentes activités économiques. La période de reconstruction à proprement parler peut se prolonger sur plusieurs années. Aysan et Davis (1993) la définissent comme la restauration complète de tous les services, infrastructures locales, dommages matériels, mais aussi comme la phase de revitalisation de l'économie et de « restauration » de la vie sociale et culturelle. Il y a donc une certaine ambiguïté dans l'usage du terme de reconstruction puisqu'il renvoie à la fois à la reconstruction de l'environnement bâti mais aussi et plus généralement à la période *post* crise dans son ensemble.

Une dernière étape, désignée par les chercheurs anglophones par le terme de *development phase* ou *commemorative phase*, correspond à un état relativement stable du système affecté et renvoie donc à un comportement résilient de la part de celui-ci. Cependant, l'expression de retour à la normale est à utiliser avec précaution car elle suppose soit un retour à l'état d'avant la crise (reconstruction à l'identique), soit un retour à un état stable issu d'adaptations conduisant à une amélioration des capacités de résilience futures du système (Gaillard, 2006, 2007).

De nombreuses études (cf. Kates et al. 2006) ont révélé que la deuxième et la troisième phase de la période *post* crise durent approximativement dix fois plus longtemps que la précédente, ce qui permet d'estimer la durée de chacune de ces phases en fonction du temps des périodes précédentes¹²³ (figure 14).

Schwab et al. (1998) ont simplifié ces quatre phases, en divisant le processus de la reconstruction en deux parties distinctes qui sont la reconstruction à court terme et à long terme (Becker et al., 2008). La reconstruction à court terme est centrée sur le processus de rétablissement des services (« restauration ») mais n'inclue pas la reconstruction des infrastructures c'est-à-dire de l'environnement bâti (*idem*). La reconstruction à long terme renvoie au processus de retour à une situation « normale », c'est-à-dire à un contexte « stable » qui correspond plus ou moins aux conditions *pre* catastrophe.

¹²³ Selon l'ampleur de la catastrophe et le contexte dans lequel elle s'insère, le temps de chacune de ces phases pourra fortement varier (Alexander, 1993).

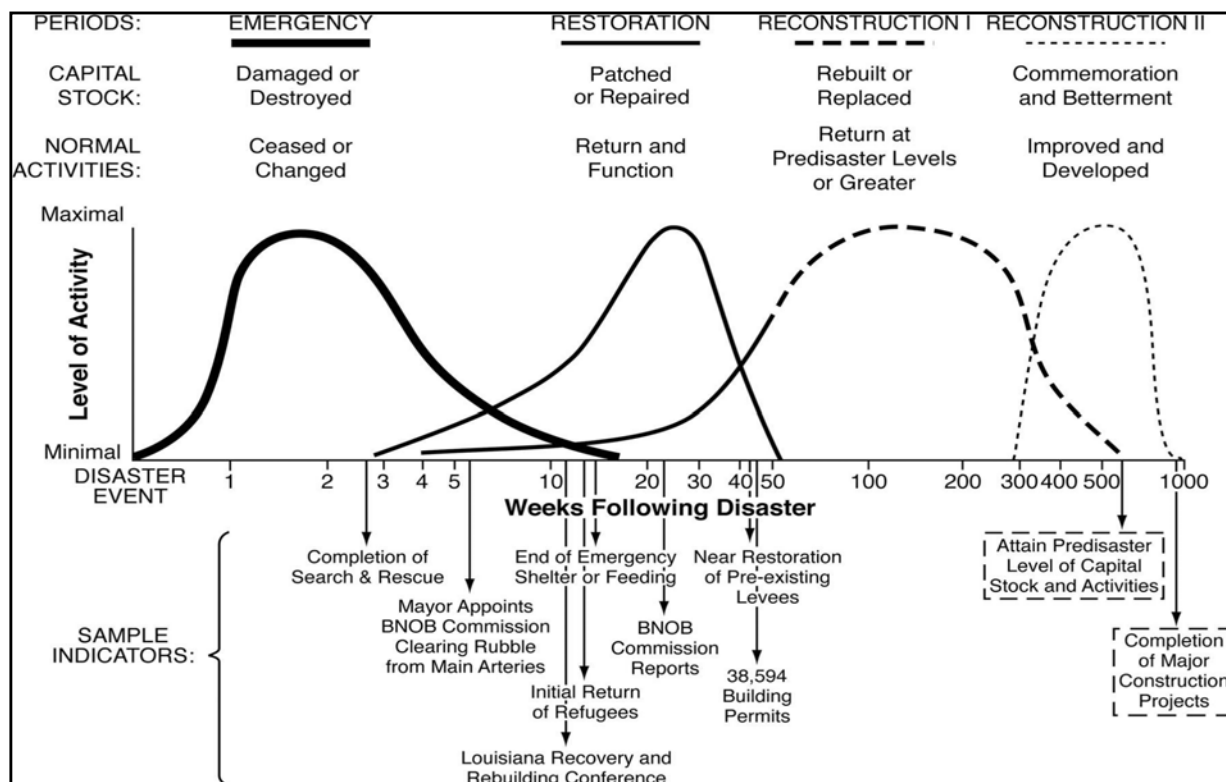


Figure 14 : Différentes phases de la période *post* Katrina à la Nouvelle-Orléans proposées par Kates et al. (2006).

La figure ci-dessus présente les différentes phases *post* catastrophe appliquées au cas de la Nouvelle-Orléans après Katrina. Par ailleurs, ce découpage séquentiel de l'après catastrophe est étudié en détails dans la thèse de Lutoff (2000) qui distingue la phase de récupération (ou retour à l'autonomie) de celle de la reconstruction et du retour à la normale qui constitue une occasion pour les acteurs locaux de favoriser la mise en place de politiques préventives intégrées au développement urbain afin de prévenir de nouvelles catastrophes.

Le découpage temporel de la catastrophe appréhendée au sens large s'insère dans un modèle cyclique plus large dans lequel la catastrophe correspond à la matérialisation du risque (phase *pre* catastrophe T-1, impact T) et prolonge ses effets dans le temps par une phase de crise et de reconstruction (crise T', reconstruction *post* catastrophe T+1/T+2/T+3). Cette approche holistique de la catastrophe permet de prendre en considération les implications de celle-ci à court, moyen et long terme, ainsi que les caractéristiques préexistantes (*pre* catastrophe) des territoires qui permettent de rendre compte du prolongement dans le temps de la crise et de la reconstruction (vulnérabilités/capacités). L'analyse en retour sur la catastrophe et ses conséquences à long terme, pourra ainsi mettre à jour une adaptation du territoire affecté ou au contraire un retour à un état antérieur sans que des apprentissages aient été tirés de la crise. Ces deux tendances *post* catastrophe s'accompagneront ainsi soit d'une réduction du risque (adaptation) soit de son renforcement (absence de leçons tirées de la catastrophe)¹²⁴. Cette

¹²⁴ Cf. Tierney (1993).

appréhension de la catastrophe comme faisant partie intégrante de la dynamique du risque, illustre à notre sens l'intérêt du retour d'expérience mené à long terme (figure 15)¹²⁵. En effet, « seule une analyse dans le temps permet de relativiser la dimension catastrophique ou non d'un évènement dont les pertes directes, humaines et matérielles, ne sont qu'un indicateur instantané de départ mais qui ne présage pas de la capacité de relèvement, autrement dit de la résilience des systèmes affectés » (Leone, 2007).

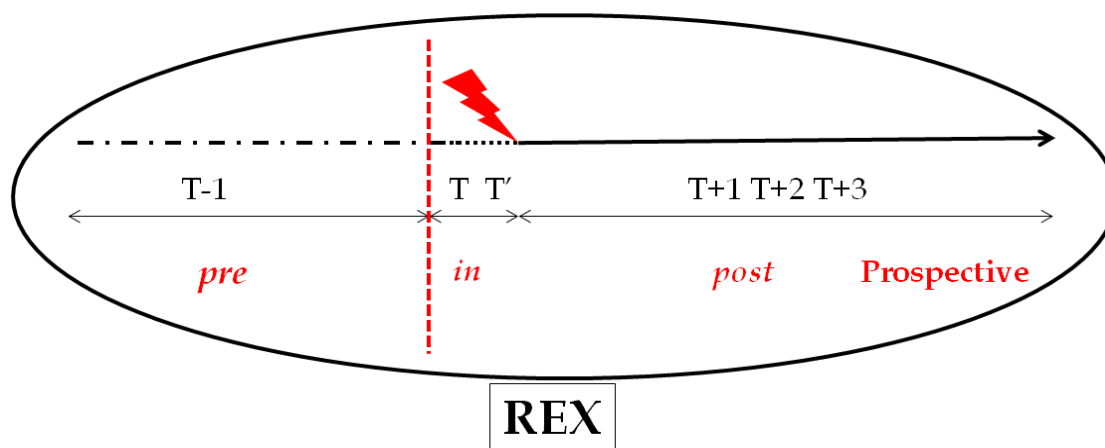


Figure 15 : Retour d'expérience par l'approche globale de la catastrophe « naturelle » (réalisation propre).

Les tendances d'avant la catastrophe qui tendent généralement à se poursuivre ou à s'accélérer au cours de la phase de reconstruction¹²⁶, signifient, dans le cas de villes présentant des difficultés dans leur développement¹²⁷, qu'il y a de grandes chances pour que ces tendances se prolongent ou s'amplifient lors de la phase de reconstruction¹²⁸, les événements catastrophiques pouvant ainsi constituer le déclencheur « du déclin latent de la ville. » (Lutoff, 2000).

Si les tendances d'avant crise tendent à se poursuivre ou s'accélérer après la catastrophe¹²⁹, « les événements catastrophiques peuvent aussi constituer un moteur économique pour la ville et devenir l'occasion de redéfinir les orientations du développement urbain » (Lutoff, 2000), mais cette opportunité doit être saisie rapidement car elle ne dure pas (Olshansky, 2006).

Kates et *al.* (2006) soulignent que le rétablissement d'une ville s'inscrit dans un cadre régional, national et mondial qui dépasse le contexte local. La ville de *Homestead* en Floride qui a été dévastée par le cyclone Andrew en 1992, a connu une croissance notable malgré des difficultés économiques majeures avant la catastrophe. Cette inversion de tendance s'explique par le développement

¹²⁵ Cette approche constituera le référent théorique de notre analyse de la catastrophe Katrina à la Nouvelle-Orléans puisqu'elle permet de relier les dynamiques territoriales *post*-crises à celles d'avant la catastrophe.

¹²⁶ Cf. Kates et *al.* (2006): "There is historical and comparative evidence that recovery after disaster generally follows the pre disaster trajectory with the disaster even accelerating previous trends".

¹²⁷ Par ailleurs les villes dont l'économie repose exclusivement sur un secteur d'activité, comme que le tourisme, sont plus particulièrement vulnérables (Cutter et *al.*, 2008).

¹²⁸ "In Honduras, the single hurricane Michele in 2001 "put the country's economic development back 20 years" (Hallegatte, 2006).

¹²⁹ "For cities with growing population and economies, the disaster may accelerate that growth; whereas for cities in economic and social decline, it may hasten decline" (Kates et *al.*, 2006).

économique exceptionnel de Miami à partir des années 1990 et son important rayonnement régional (Stone, 2008). Les terres de la ville d'*Homestead* autrefois à usage agricole ont ainsi été reconverties en secteurs résidentiels de la banlieue de Miami.

Au delà de ses différents effets concrets immédiats dont la déclinaison temporelle vient d'être exposée, la catastrophe présente une caractéristique propre qui consiste à révéler les vulnérabilités territoriales. Ce faisant, elle place les caractéristiques territoriales au centre de l'analyse géographique des catastrophes.

2.2. La catastrophe : un révélateur de la vulnérabilité des territoires

L'approche dite sociale des catastrophes d'origine naturelle permet de placer la notion de vulnérabilité au cœur de l'analyse de ces phénomènes (2.2.1.). L'identification de facteurs de vulnérabilité profonds a ainsi permis aux chercheurs de démontrer le lien entre les conditions de pauvreté des sociétés humaines et leur degré de vulnérabilité face aux aléas naturels dommageables (2.2.2.).

2.2.1. Une approche « sociale » des catastrophes : la catastrophe comme révélateur de la vulnérabilité des territoires

“Without the society, there would be no disaster” (Dynes, 1991).

Depuis le début du XX^{ème} siècle et jusqu'à la fin des années 1970, l'approche par les chercheurs en sciences sociales des catastrophes dites naturelles s'est principalement concentrée sur la notion d'aléa. Ce « paradigme de l'extrême » (Texier, 2009), a ainsi considéré les catastrophes indépendamment du contexte « sociétal » dans lequel elles s'inscrivent, conduisant ainsi à une vision « technocratique » de la prévention des catastrophes puisque plaçant l'aléa au cœur de la gestion des risques. Ainsi, la gestion du risque inondation a longtemps reposé sur le développement de méthodes structurelles visant à contenir le débordement des cours d'eau sans que la gestion des enjeux exposés ne soit véritablement considérée. Dans le milieu des années 1970, la collaboration de White et Haas a conduit à mettre en évidence que les pertes réelles et potentielles des phénomènes naturels dommageables étaient en constante évolution et continueraient ainsi en raison des choix sociétaux (White et Haas, 1975). Par ailleurs, à la fin des années 1970 O'Keefe, Westgate et Wisner ont montré à travers leur analyse des statistiques sur les catastrophes l'augmentation importante du nombre de catastrophes et de victimes entre 1947 et 1970 (667 catastrophes entre 1900 et 1949 contre 6466 entre 1950 et 1999)¹³⁰ ainsi que

¹³⁰ Cf. Gaillard et al. (2009); Texier (2009); Cadag (2013).

l'inégale répartition des catastrophes à l'échelle mondiale, les pays en développement étant davantage affectés (Texier, 2009). Ces chercheurs mettent ainsi en avant l'importance de la notion de vulnérabilité dans l'explication de l'évolution du nombre de catastrophes « naturelles » et soulignent implicitement l'absence de relation causale linéaire entre le nombre d'aléas et le nombre de catastrophes. La vulnérabilité correspond à « une propension à l'endommagement ou au dysfonctionnement de différents éléments exposés (biens, personnes, activités, fonctions, systèmes) constitutifs d'un territoire et d'une société donnés » (Leone et *al.*, 2010). Elle renvoie donc à deux caractéristiques des enjeux, à savoir leur degré d'endommagement liée à leur localisation géographique plus ou moins proche de la source du danger et leur « incapacité à faire face à une menace et à sa réalisation¹³¹ » c'est-à-dire leur vulnérabilité intrinsèque¹³² (Reghezza, 2013)¹³³. La vulnérabilité émerge donc de l'intersection des systèmes humains, de l'environnement construit et de l'environnement naturel (Cutter et *al.*, 2008) et se conjugue à l'aléa pour donner l'ampleur de la catastrophe. Les chercheurs, pour illustrer l'importance de la prise en compte de la vulnérabilité dans l'étude des catastrophes, font souvent référence au paradoxe voulant qu'un aléa d'une puissance exceptionnelle pourra entraîner des dommages limités alors qu'un aléa d'une ampleur moins importante pourra entraîner une catastrophe majeure ceci en raison de la présence d'enjeux vulnérables (Reghezza, 2013).

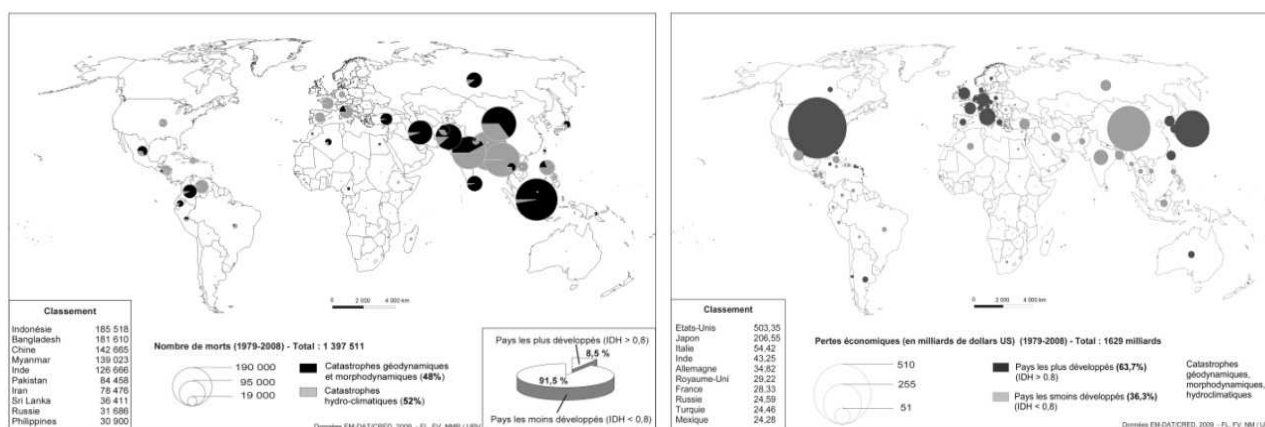


Figure 16 : Pertes économiques et pertes humaines associées aux catastrophes « naturelles » de 1979 à 2008.

Les deux cartes ci-dessus illustrent l'inégale vulnérabilité des pays face aux catastrophes. Les pays en développement n'ont pas toujours les moyens d'assurer une prévention et une gestion des risques suffisantes et adaptées aux besoins des populations. Les catastrophes sont plus meurtrières que dans les pays développés (figure 16) et peuvent aggraver la pauvreté en détruisant les activités économiques et les infrastructures. En revanche, les pertes économiques associées aux catastrophes « naturelles » affectent largement les pays développés notamment les États-Unis qui entre 1979 et 2008 accusent des

¹³¹ Ou propension à l'endommagement.

¹³² Sur les facteurs de vulnérabilité voir : Enarson et Morrow (1997); Peacock et *al.* (1997); Tierney et *al.* (2001); Tierney et *al.* (2006).

¹³³ Dans Veyret et Laganier (2013, pp 14-15).

pertes à hauteur d'environ 510 milliards de dollars US (données EM-DAT/CRED, 2009, d'après De Richemond et *al.*).

D'après Reghezza¹³⁴ (2013) « cette entrée par la vulnérabilité exprime en fin de compte, un décentrement du regard porté sur les catastrophes. Alors que les *risk research* se concentrent sur le risque comme endommagement potentiel, les *hazard research* mettent en exergue la vulnérabilité comme potentiel d'endommagement » (*ibid.*). Ce n'est plus le dommage qui est au centre, mais l'explication des dommages à partir de facteurs d'endommagement qui sont à la fois endogènes et exogènes (D'Ercole et *al.*, 1994 ; Reghezza, 2006) ». Cette distinction est explicitement formulée par D'Ercole et Thouret (1996) qui définissent deux approches de la vulnérabilité : « l'approche classique consiste à mesurer l'endommagement potentiel des éléments exposés ; la nouvelle, intégrée et complémentaire de la première, vise à cerner les conditions ou les facteurs propices aux endommagements ou influant sur la capacité de réponse à une situation de crise » (D'Ercole et Thouret, 1996, p. 407). Selon Texier (2009), la vulnérabilité, définie comme « la susceptibilité à subir des dommages », « suppose une exposition à la menace » et « dépend des capacités d'une société donnée d'anticipation, de réaction, de résistance et de reconstruction face aux impacts d'un aléa. ». Ces capacités « sont modulées par un ensemble complexe et évolutif de caractéristiques d'un individu ou d'un groupe d'individus qui habitent un espace naturel, social et économique. Les capacités incluent les ressources environnementales, sociales, économiques, politiques, culturelles et institutionnelles dont disposent les communautés pour faire face aux menaces et à leur impact » (*ibid.*)¹³⁵. Dans la logique d'une approche dite « radicale », les catastrophes ne constitueraient donc que le prolongement de situations d' « urgences quotidiennes » pour les victimes. Ainsi les causes de vulnérabilité face aux événements naturels tiennent davantage aux contraintes ordinaires qui entourent les victimes qu'à une dimension « extraordinaire » des aléas naturels (Gaillard, 2006).

2.2.2. Facteurs de vulnérabilité profonde des territoires

Les chercheurs se réclamant de ce paradigme radical qui place la vulnérabilité au centre de l'analyse des catastrophes¹³⁶ s'intéressent donc aux causes sociales profondes des catastrophes (*root causes*). Ils soulignent que celles-ci « ne doivent donc pas être analysées comme le résultat systématique de l'impact d'un aléa, ni considérées comme des événements à part, mais au contraire reliées à la pauvreté et au développement » (Texier, 2009¹³⁷). La vulnérabilité aux aléas serait ainsi en partie liée à la marginalisation des populations, cette dernière s'observant à différents niveaux : mise à l'écart géographique - social – économique et politique (Wisner, 1993 ; Wisner et *al.*, 2004 ; Gaillard, 2007 ;

¹³⁴ <http://echogeo.revues.org/13401>

¹³⁵ Texier s'appuie ici sur les travaux de Cannon (1994); Wisner et *al.* (2004); Davis et *al.* (2004); Dekens (2007) et Benson et *al.* (2007).

¹³⁶ Cf. Texier (2009).

¹³⁷ En référence aux travaux de Cuny (1983).

Gaillard et Cadag, 2009 ; Texier, 2009 ; Cadag, 2013). Ainsi les territoires concentrant des populations appartenant à des groupes minoritaires touchés par le chômage et la pauvreté et n'ayant pas de moyen d'exprimer leur besoins ou opinions auprès des autorités détenant le pouvoir politique seraient très vulnérables aux aléas naturels. Ce paradigme radical s'intéresse donc principalement aux caractéristiques sociales, économiques et politiques des populations, en amont ou en aval de la catastrophe, ainsi qu'aux réponses des acteurs sociaux face aux risques et aux catastrophes (*Ibid.*). Cette appréhension de la catastrophe comme produit des vulnérabilités préexistantes à l'événement naturel sous entend des stratégies de gestion des risques et des catastrophes devant prendre en considération les causes profondes de la vulnérabilité. Ces stratégies devront passer par des mesures préventives qui intègrent pleinement les populations, notamment les plus vulnérables et marginalisées¹³⁸.

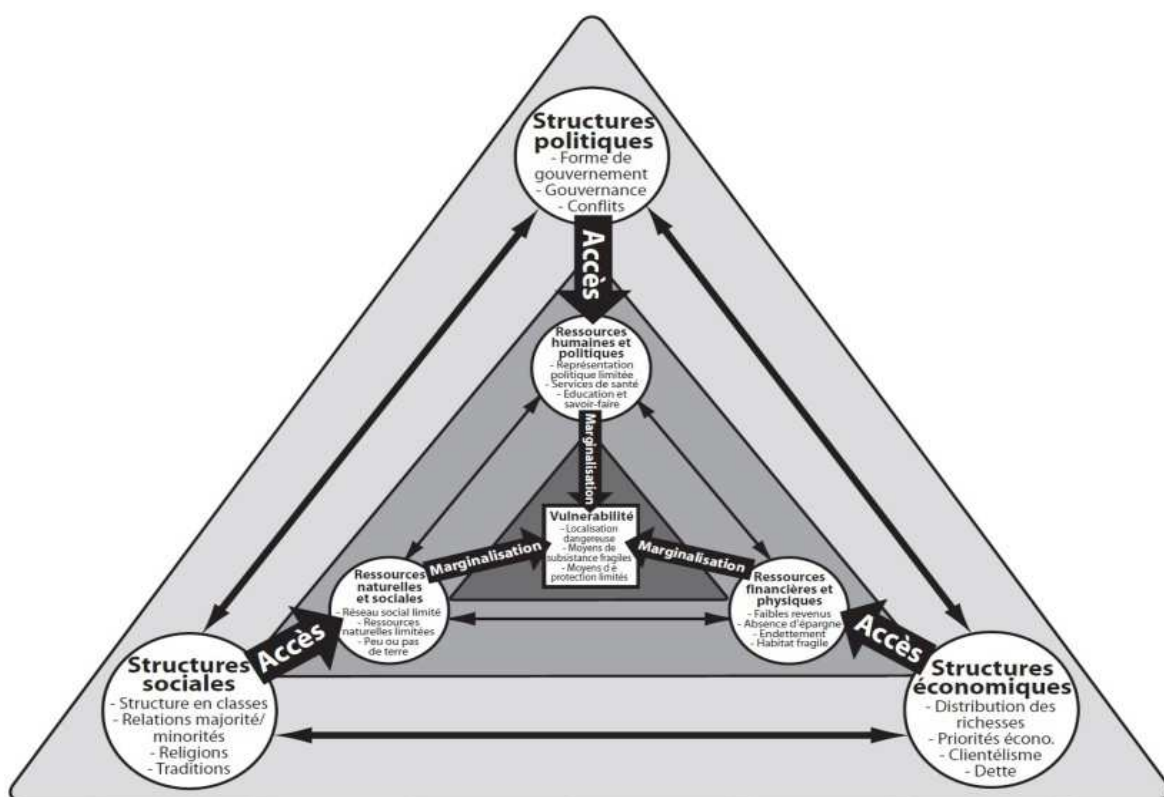


Figure 17 : Les vulnérabilités sociales au cœur de l'approche radicale de la catastrophe (source : Gaillard 2006).

L'appréhension de la catastrophe sous l'angle de la vulnérabilité correspond donc à une approche globale et systémique qui implique de considérer, d'une part, les caractéristiques *pre* crise du système affecté, afin de comprendre les causes sous jacentes de la catastrophe (vulnérabilités) et d'autre part, les caractéristiques *post* crise à long terme, afin d'apprécier les capacités de rétablissement du système (résilience). Pour ces raisons, nous affichons une certaine réticence à utiliser le terme de « catastrophe naturelle » puisque celle-ci est paradoxalement bien une « catastrophe humaine » déclenchée par un

¹³⁸ Cf. Texier (2009).

événement naturel extérieur au système : « En fait, qualifier une catastrophe naturelle présente le grand avantage de jeter un voile pudique sur les dysfonctionnements et les responsabilités humaines, le naturel devenant un bouc émissaire. » (Mancebo, 2006)¹³⁹.

Ce positionnement vis-à-vis du cadre théorique sur les catastrophes « naturelles » appréhendées au sens large (court moyen et long terme) nous permet d'étayer la causalité réciproque¹⁴⁰ entre la catastrophe et le territoire. En effet, les événements naturels dommageables affectent le fonctionnement et la structure des territoires (lien 1). Dans le même temps, les caractéristiques des territoires (vulnérabilités) déterminent en grande partie l'ampleur de la catastrophe (lien 2). Le concept de vulnérabilité constitue ainsi le pivot de l'analyse géographique des catastrophes.

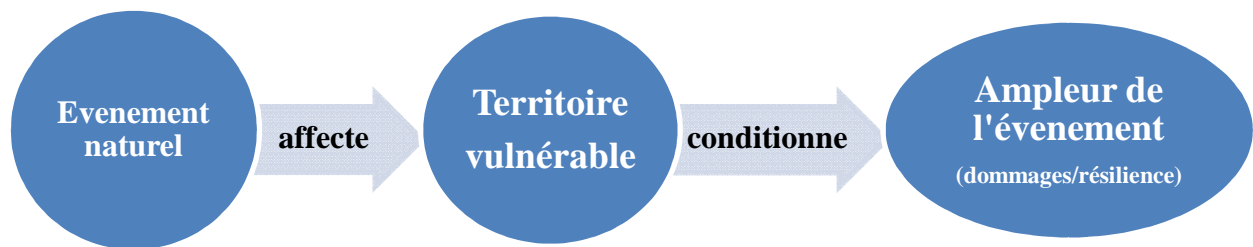


Figure 18 : Lien entre la catastrophe et le territoire (réalisation propre).

Les deux premiers chapitres permettent de montrer le lien entre le territoire et la catastrophe d'origine naturelle (1), le territoire et l'insécurité urbaine (2), en plaçant la notion de vulnérabilité au cœur de l'approche. La vulnérabilité des territoires aux catastrophes, comme à l'insécurité, renvoie à la notion d'une part d'exposition à une menace et de potentiel d'endommagement et, d'autre part, à celle de capacité à faire face à une menace et à sa réalisation. C'est sur ce dernier point qu'il nous paraît essentiel d'insister car il semble y avoir une proximité forte entre les territoires vulnérables aux catastrophes « naturelles » et ceux vulnérables à l'insécurité urbaine. Les facteurs de vulnérabilité à l'insécurité et à la criminalité des territoires socialement désorganisés sont très proches des facteurs de vulnérabilité aux risques « naturels » mobilisés par les chercheurs du paradigme radical¹⁴¹. Les territoires défavorisés et marginalisés qui concentrent les désavantages socio-économiques (populations pauvres, stigmatisées notamment en raison de leur appartenance ethnique) sont en effet souvent mentionnés comme les plus durement affectés par les catastrophes « naturelles » (Gaillard, 2007 ; Texier, 2009) et dans le même temps par une insécurité urbaine chronique.

¹³⁹ Nous mentionnerons pour ces raisons entre guillemets le qualificatif naturel ou bien nous utiliserons la terminologie de catastrophe d'origine naturelle ou encore de catastrophe dite naturelle.

¹⁴⁰ Cf. Approche systémique dans l'analyse des catastrophes.

¹⁴¹ cf. Gaillard (2007) ; Texier (2009).

Dans la continuité de la mise en évidence de la causalité réciproque entre la catastrophe et le territoire, l'exposé précédemment réalisé des référents théoriques permettant d'investir l'insécurité urbaine par l'angle de la géographie (lien insécurité/territoire), rend dès lors possible l'analyse du lien entre cette thématique et celle des catastrophes, toutes deux axées sur la notion commune de vulnérabilité.

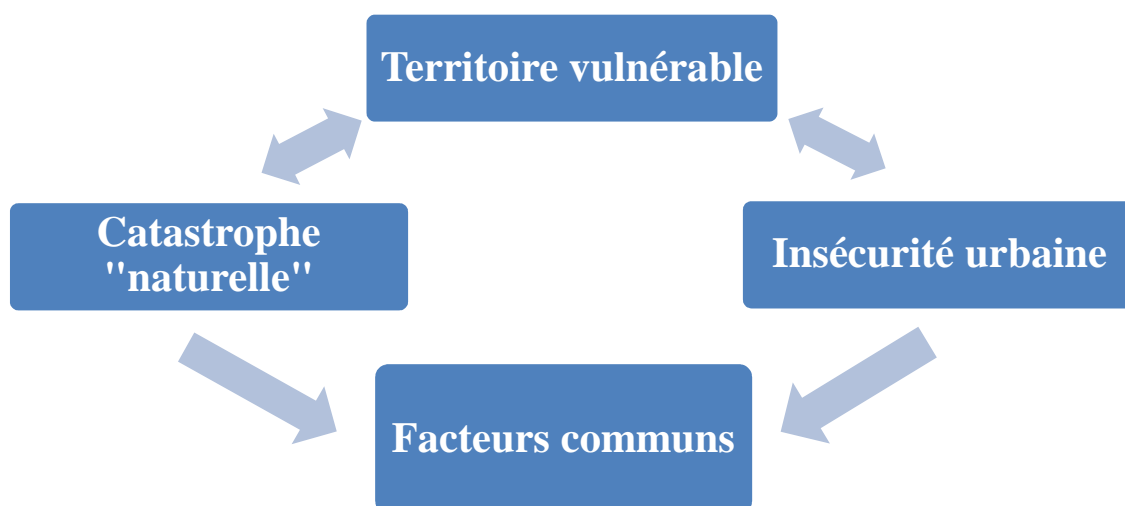


Figure 19 : Lien *a priori* entre les catastrophes « naturelles » et l'insécurité urbaine (réalisation propre).

Le lien entre la catastrophe d'origine naturelle et l'insécurité urbaine est de deux ordres :

- Le risque face aux catastrophes naturelles et l'insécurité urbaine partagent des facteurs communs de vulnérabilité (vulnérabilité territoriale) ;
- La catastrophe agit comme un agent modificateur de l'insécurité urbaine (aggravation/réduction) *via* ses impacts sur les caractéristiques des territoires.

Le concept de vulnérabilité permet donc d'établir un lien d'interactions [*a priori* et *a posteriori*] entre l'insécurité urbaine et la catastrophe « naturelle ». Si au vu de ce constat il apparaît pertinent d'investir l'analyse conjuguée des deux thématiques présentées dans le cadre d'une « criminologie de la catastrophe », la littérature sur le sujet se cantonne à des études portant principalement sur certains aspects de l'insécurité urbaine comme le pillage et se trouve majoritairement conduite sur le court terme.

2.3. Un investissement imparfait du lien entre insécurité urbaine et catastrophes « naturelles »

“The study of crime rates following natural disasters is still in its infancy... few studies address crime in both the emergency and the recovery stages” (Frailing et Harper, 2007)

Le cadre théorique permettant d’investir la thématique¹⁴² de l’insécurité urbaine dans le contexte de la catastrophe, notamment à long terme, est très limité¹⁴³. Les publications traitant du sujet se concentrent principalement sur la thématique du pillage au cours de la phase d’urgence de la catastrophe. Cette approche à court terme réduit une insécurité urbaine essentiellement cantonnée aux atteintes contre les biens (Bailey, 2009). En revanche, certaines formes d’insécurité qui sortent des cadres établis, telles que les violences non comptabilisées par les registres officiels de la police¹⁴⁴, ou encore les violences policières¹⁴⁵, ne sont pas étudiées.

Le cas des cyclones relativement récents qui ont affecté la ville de New York¹⁴⁶ illustre l’association quasi systématique qui est faite entre les catastrophes « naturelles » et l’insécurité urbaine réduite dans les discours aux seuls pillages :

« Rampant looting and violence have been reported in New York and New Jersey after the devastating Hurricane Sandy ravaged the US cities. Looters have rifled through the remains of vulnerable shops in New York and New Jersey. Thieves ransacked the Mega Aid Pharmacy in Coney Island in Brooklyn, New York, and took away more than 10,000 pharmaceutical items. »¹⁴⁷.

Face aux préconçus sur ce qui advient en temps de crise et à la récurrence de la thématique du pillage, certains chercheurs mettent en garde quant au « sensationnalisme médiatique » et à ses poncifs¹⁴⁸. Les recherches sur les « mythes de la catastrophe » de l’Université du Delaware¹⁴⁹ (Quarantelli, 1994) soutiennent que les catastrophes « naturelles » mènent au développement de comportements altruistes et que l’émergence de violences est rare (2.3.1). Cependant, ces mêmes chercheurs soulignent que lorsque la catastrophe s’accompagne de tels phénomènes il convient de les relier aux caractéristiques *pre* crise des territoires affectés (2.3.3). Ce point de vue ne fait pas consensus puisque certains chercheurs considèrent au contraire le contexte de la crise comme un cadre propice à l’émergence de

¹⁴² La publication de l’ouvrage « Crime and Criminal Justice System in disasters » (Frailing et Haper, 2010) concomitante à la bifurcation de la thèse vers la thématique de l’insécurité est venue confirmer notre intérêt pour ce thème de recherche.

¹⁴³ “Despite these “obvious areas of overlap” between disasters and security, it is nevertheless the case that “there has been remarkably little work in connecting these areas and “conceptual synthesis is in its infancy” (Dalby, 2000, cité dans Ellemor et Bennett, 2005, p.17).

¹⁴⁴ Ensemble des faits non constatés.

¹⁴⁵ Nous verrons dans le chapitre 7 que les violences policières à la Nouvelle-Orléans après Katrina ont constitué une source majeure d’insécurité. Davis avait fait le même constat pour la ville de Mexico après le séisme de 1985 (2005) où la police était devenue une menace pour les victimes.

¹⁴⁶ Cyclones Irene en 2011 et Sandy en 2012.

¹⁴⁷ Cf. “New York, New Jersey plagued by looting and violence post-Hurricane Sandy” (ANI, 01/11/2012). <http://news.yahoo.com/york-jersey-plagued-looting-violence-post-hurricane-sandy-112256815.html>

¹⁴⁸ “Both media reporting and official discourse upheld the mythical notion that disasters result in lawlessness and social breakdown” (Tierney et al., 2006).

¹⁴⁹ Centre de recherche sur les catastrophes (*Disaster Research Center*), cf. Quarantelli (1994).

la diffusion de comportements criminels, ceci en raison d'opportunités criminelles¹⁵⁰ nouvelles ou amplifiées par la désorganisation des communautés¹⁵¹ et l'affaiblissement des instances officielles en charge de la sécurité urbaine (2.3.1)¹⁵². Lorsque les analyses sont menées à plus long terme, en général quelques mois après l'événement, elles s'intéressent principalement à l'évolution quantitative de la criminalité¹⁵³ mesurée par le biais des données criminelles officielles (UCR). Ces études plus nuancées, menées à différentes échelles spatiales et temporelles, montrent que la criminalité évolue quantitativement et qualitativement aux différentes phases de la catastrophe. En effet, la criminalité tend à chuter lors de la phase d'urgence et à retrouver ses niveaux *pre* catastrophe au cours de la phase de reconstruction¹⁵⁴ (2.3.2). Ces études, certes peu nombreuses, illustrent l'intérêt de l'analyse en retour menée sur le long terme.

2.3.1. Un lien bien investi à court terme mais des divergences académiques persistantes

“Literature that addresses crime during the emergency and reconstruction stages is limited...The literature mostly deals with crime during the emergency stage, and focuses heavily on whether or not looting takes place. Few comprehensive studies have assessed crimes other than looting in disaster stricken communities. These studies indicate that crime rates drop during the emergency period (with the exception of domestic violence) and return to pre-disaster levels during the reconstruction phase.” (Bailey, 2009).

Les divergences de points de vue entre les chercheurs travaillant sur les catastrophes portent principalement sur l'ampleur des phénomènes de pillage¹⁵⁵ et de désordres sociaux associés à un événement catastrophique.

Une première approche postule que les catastrophes ne conduisent pas, ou de manière très négligeable, à une augmentation de la criminalité¹⁵⁶. Ainsi d'après Cromwell et *al.* (1995) les catastrophes « naturelles » mènent à une généralisation des conduites altruistes qui ne favoriseraient pas la criminalité (Lemieux, 2005). Les sociologues du centre de recherche sur les désastres¹⁵⁷ se sont très tôt penchés sur les comportements sociaux associés à la catastrophe et ont mis en avant le poids des représentations et des idées reçues voulant qu'une perturbation majeure conduise à la diffusion de

¹⁵⁰ Baisse de la surveillance par les autorités en charge de la sécurité notamment (Théories des opportunités criminelles, voir Cohen et Felson, 1979).

¹⁵¹ Théorie de la désorganisation sociale (Sampson, 1989).

¹⁵² Cf. Cromwell et *al.* (1995); Frailing et Harper (2010); Thornton et Voigt (2010).

¹⁵³ La quasi totalité des études recensées portent sur la criminalité, nous n'en avons pas trouvé qui investissent l'insécurité telle que nous l'envisageons.

¹⁵⁴ Cf. Leitner (2011) ; Bailey (2009).

¹⁵⁵ Le pillage est défini dans le Larousse comme le fait de “s'emparer des biens qui se trouvent dans un lieu en causant des dommages, en usant de la force. Une autre définition nous semble plus appropriée, il s'agit de celle de l'Oxford Dictionary : « looting = steal goods from (a place) typically during war or riots ». La notion de pillage renvoie en effet à un contexte particulier de crise.

¹⁵⁶ Cf. Fischer (1994 ; 1998); Quarantelli (1994); Tierney et *al.* (2001); Rodriguez et *al.* (2006).

¹⁵⁷ *Disaster Research Center* de l'Université du Delaware.

comportements « asociaux »¹⁵⁸. Ces représentations collectives sur les catastrophes, alimentées par le cinéma et la télévision, constitueraient des mythes (Quarantelli, 1994 ; Fischer, 1994). Les nombreux travaux de Quarantelli (1960 ; 1994 ; 2007) sur le sujet contredisent largement cette opinion générale. Selon lui, les catastrophes s'accompagnent de comportements altruistes qui contre balanceraient largement les comportements qualifiés d'antisociaux pourtant largement mis en exergue par les médias :

« Instances of widespread property theft are “nonexistent” or numerically rare... covertly undertaken in opportunistic settings, done by isolated individuals or very small groups, and socially condemned” (Quarantelli, 2007).

La catastrophe qui entraîne la suspension des activités traditionnelles pour les remplacer par des activités de secours et d'entre-aide conduirait à renforcer les liens communautaires plutôt que de les détruire (Wenger, 1978)¹⁵⁹. Dynes (1994) et Dynes et Tierney (1994) qualifient cette capacité d'adaptation des communautés par le terme « *d'altruisme situationnel* »¹⁶⁰. La forte couverture médiatique qui accompagne la crise conduirait au soutien des communautés environnantes non touchées physiquement par l'événement dans l'assistance aux victimes.

Quarantelli et Dynes (1970) proposent différents facteurs qui permettent selon eux de rendre compte de l'absence de violences lors de catastrophes « naturelles ». La catastrophe d'origine naturelle en tant que menace extérieure ne viendrait pas aggraver les divisions sociales existantes car ses impacts : seraient non discriminatoires sur les populations - favoriseraient la démocratisation de la vie sociale tout en relativisant l'importance des statuts socio-économiques et renforceraient l'identification communautaire en favorisant la participation aux activités de reconstruction (Lemieux, 2005). De ce point de vu, la catastrophe entraînerait l'émergence de comportements « pro-sociaux » qui renforceraient les liens communautaires, ce qui réduirait par conséquent la probabilité de survenue de comportements criminels¹⁶¹.

Quarantelli et Dynes (1970) ont néanmoins souligné la distinction à faire entre les catastrophes d'origine naturelle et les perturbations d'origine anthropique. Le niveau de criminalité aurait tendance à chuter brutalement à la suite d'une catastrophe d'origine naturelle alors que le phénomène inverse se produirait à la suite de troubles d'ordre social :

« Natural disasters are differentiated from civil disturbances [...] the sociological response after a disaster is much different from the behavior found during and after riots. Crime rates during civil disturbances increase dramatically, while they fall precipitously after natural disasters ».

¹⁵⁸ Cf. panique, violence, abandon de certaines normes sociales, etc.

¹⁵⁹ Co-directeur du *Disaster Research Center* de 1984 à 1989.

¹⁶⁰ Point développé par Lemieux dans sa thèse de doctorat (2005, p12).

¹⁶¹ Cf. Quarantelli et Dynes (1970) ; Bailey (2009).

Par ailleurs, une autre distinction est faite dans la littérature anglo-saxonne en fonction de l'ampleur de l'événement (*disaster* versus *catastrophe*)¹⁶². Pour Bailey (2009), les catastrophes majeures engendreraient des réponses sociales différentes de celles provoquées par les catastrophes de moins grande ampleur. Il avance que la criminalité à la suite d'une catastrophe majeure peut devenir plus active en raison d'opportunités plus nombreuses. Cromwell et *al.* (1995) appuient également ce point en soulignant que la destruction causée par une catastrophe de grande ampleur a le potentiel d'aggraver la criminalité en augmentant la vulnérabilité des personnes et en rendant la surveillance moins active par la réduction du nombre de « gardiens » (police/habitants).

Il convient par ailleurs de noter que dans le contexte de crise, les phénomènes de pillages peuvent, être mal interprétés. La mauvaise interprétation des comportements humains jugés « antisociaux » en période de crise est soulignée par les chercheurs (Dynes et *al.*, 1972) et est fréquemment ressortie lors d'entretiens conduits à la Nouvelle Orléans¹⁶³. Lors de la phase d'urgence, les personnes sur place peuvent rapporter des pillages après avoir entendu d'autres personnes en faire état même s'il s'agit de rumeurs. Ce fut le cas à Port au Prince¹⁶⁴ en 2010 où des scènes de violences et de pillages massifs ont été relatées par les médias qui ont souvent eu une interprétation erronée des phénomènes. Un militaire français mobilisé sur place au moment du séisme nous avait fait part¹⁶⁵ de son expérience sur le terrain. Celui-ci avait pu constater que les individus tentant d'apporter leur aide aux victimes prises sous les décombres étaient souvent considérés comme des « groupes armés semant la terreur ». L'utilisation, par peur de se blesser, d'outils telles que des machettes pour déplacer les décombres avait porté à confusion. Ce cas s'était accompagné d'une couverture médiatique faisant état de groupes d'hommes armés se livrant à la violence. Les phénomènes de pillages et de violences tendent en effet à être largement surreprésentés dans les médias au regard de l'importance des comportements « altruistes » qui les surpassent largement (Quarantelli, 2007).

➤ Théories criminelles appliquées au contexte de la catastrophe

“The destruction brought on by a large scale disaster has the capacity to increase crime by increasing the vulnerability of both persons and places to victimization and by rendering guardians less capable or fewer in number” (Cromwell et *al.*, 1995).

Une seconde approche postule que les catastrophes « naturelles » constituent un contexte propice à la diffusion de comportements criminels en raison d'une multiplication des opportunités, principalement

¹⁶² Le terme de *disaster* fait référence à un événement dommageable d'une ampleur limitée (catastrophe, désastre en français) alors que celui de catastrophe ou *super disaster* qui est très rarement employé et désigne les événements de très grande ampleur.

¹⁶³ La forte médiatisation des phénomènes de pillages à la Nouvelle-Orléans après Katrina a mis en scène des pillages qui se sont révélés a posteriori être une autorisation légale. La chaîne de magasins Wal-Mart avait ainsi ouvert ses portes aux victimes pour qu'ils se servent de produits de première nécessité.

¹⁶⁴ Cf. Disaster Behavior (20/01/2010): “Looting & Violence in Haiti: Rumors vs. Reality 20th Jan 2010”.

¹⁶⁵ Lors du Colloque international « sociétés et catastrophes naturelles » (octobre 2011) organisé par Jean-Marc Zaninetti à l'Université d'Orléans.

liée à la baisse brutale de la surveillance formelle et informelle¹⁶⁶. Frailing¹⁶⁷ souligne que le pillage à la suite de catastrophes « naturelles » ne constitue pas un mythe et que le considérer comme tel est irresponsable puisque cela ne permet pas aux autorités en charge de la gestion des situations de crise de l'anticiper (Fischer, 2008)¹⁶⁸.

Les études rapportant une augmentation des activités criminelles dans le contexte de crise s'appuient sur le cadre conceptuel de la criminologie environnementale. La théorie des opportunités criminelles illustrée par le modèle du triangle criminel fournit un cadre intéressant pour analyser le lien entre les catastrophes « naturelles » et la criminalité urbaine. Une catastrophe affecte en effet plus ou moins fortement les différentes composantes du risque criminel faisant ainsi varier les opportunités criminelles (motivation des auteurs, vulnérabilité des cibles, surveillance des lieux). La catastrophe entraînant une baisse brutale de la surveillance naturelle (dans le cas d'une évacuation par exemple) et formelle (police occupée à secourir les victimes ou incapable de répondre aux appels) peut donc accentuer le risque criminel :

« Disaster event changes “routine activities” and increases the likelihood that motivated offenders will identify suitable targets in the absence of effective guardianship. Vacated (or insufficiently guarded) residential and commercial properties represent suitable targets. Levels of guardianship decline as people evacuate their homes and law enforcement officials or focus on rescue and emergency response activities or find themselves weakened by the event. » (Harper et Frailing, 2010).

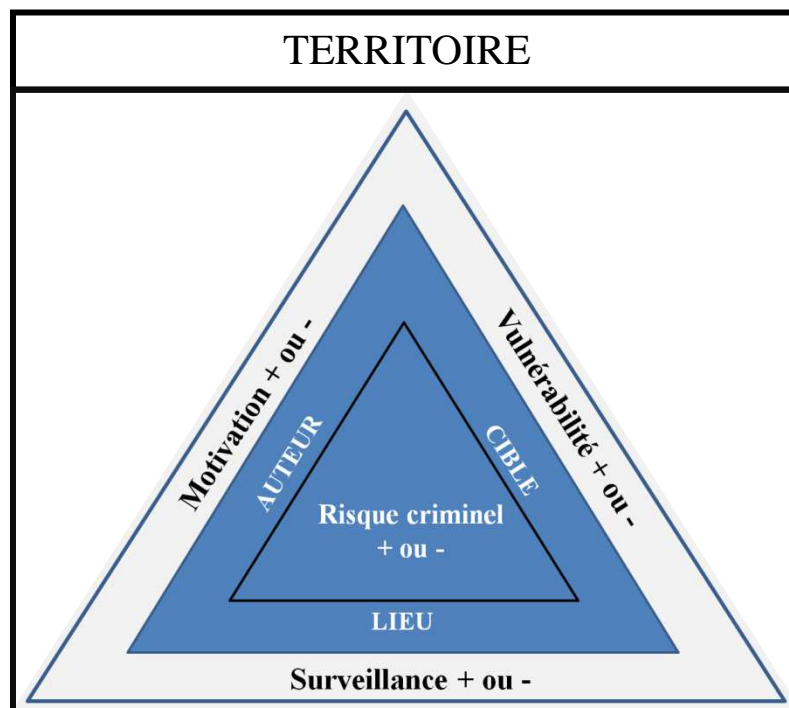


Figure 20 : Variation des opportunités criminelles en contexte de crise (réalisation propre).

¹⁶⁶ Cf. Curvin et Porter (1975); Cromwel *et al.* (1995); Fischer (1999); Frailing (2007); Frailing et Harper (2010); Thornton et Voigt (2010).

¹⁶⁷ Frailing (2007).

¹⁶⁸ Fischer insiste sur l'intérêt de l'anticipation de ce phénomène qui devrait être pleinement intégrée au plan de gestion des catastrophes.

Les recherches qui se basent sur la théorie des opportunités criminelles pour expliquer l'émergence de comportements « asociaux » en période de crise se limitent hélas dans la plupart des cas à analyser les causes sociales de la diffusion des actes criminels et n'investissent pas la vulnérabilité induite par une baisse de la surveillance. En effet, « peu d'études de cas consacrées aux désastres naturels ont analysé l'impact dissuasif d'une chute ou d'une augmentation brusque des forces de l'ordre » (Lemieux 2005)¹⁶⁹.

Parmi celles-ci, l'étude faite par Cromwell et *al.* (1995) du cyclone Andrew, qui a affecté le sud de la Floride en 1992 et entraîné des très lourdes pertes économiques (plus de 30 milliards de dollars), analyse l'évolution quantitative de la criminalité du comté de *South Dade* en s'intéressant :

- Aux variations de la motivation des individus (1) ;
- A la variation du nombre de cibles (2) ;
- A la variation des niveaux de surveillance¹⁷⁰ (3).

Les chercheurs montrent que malgré l'affaiblissement des forces de l'ordre et l'augmentation du nombre de cibles vulnérables après le passage du cyclone, une baisse notable de la criminalité a été observée par la police dans les deux mois qui ont suivi le passage d'Andrew. Les auteurs ont alors entrepris une enquête auprès d'une centaine de victimes, d'une soixantaine de policiers et d'une dizaine d'individus accusés d'avoir commis des actes délinquants. Afin de rendre compte de cette baisse de la criminalité contradictoire avec leur modèle théorique, ils avancent que si la période *post* crise se caractérise par une augmentation du nombre d'individus motivés à commettre un crime et par une augmentation notable de cibles vulnérables, il faut faire l'hypothèse d'une augmentation importante du nombre de « gardiens » assurant une surveillance « naturelle » compensant l'affaiblissement des services publics (police). Les relations entre les voisins se seraient ainsi intensifiées et des groupes d'autoprotection se seraient constitués pour assurer la protection des secteurs fortement endommagés par le passage du cyclone. Ce contrôle informel exercé par les habitants aurait ainsi constitué un facteur explicatif de la réduction du volume de la criminalité urbaine dans les mois qui ont suivi le passage du cyclone :

« La mobilisation du contrôle informel de la criminalité et des mesures d'autoprotection ont augmenté en fonction directe de la destruction subie et de l'affaiblissement des contrôles formels. » (Lemieux, 2005).

Le cas développé par Cromwell et *al.* (2009) illustre l'apport du référent théorique sur les opportunités criminelles dans l'analyse du lien entre les catastrophes « naturelles » et l'évolution des volumes de criminalité. En effet, le modèle du triangle criminel permet d'expliquer les variations de la criminalité par l'analyse de l'effet de la catastrophe sur les différents éléments constitutifs du risque. Il constitue

¹⁶⁹ L'étude de Curvin et Porter (1979) sur la panne électrique de 1977 à New York illustre le rôle de la dissuasion.

¹⁷⁰ L'étude de Cromwell et *al.* est développée dans la thèse de Lemieux (2005).

donc un modèle utile à l'action puisqu'il permet d'identifier les causes de la variation de la criminalité qui pourront faire l'objet de réponses ciblées.

L'analyse de Zahran et al.¹⁷¹, menée à l'échelle des différents comtés de l'Etat de Floride, confronte les deux points de vue contradictoires sur le lien entre les catastrophes et la criminalité. Les chercheurs montrent que les catastrophes conduisent à une baisse à court terme de la criminalité¹⁷². Ils mettent cependant en garde quant aux conclusions à tirer de cette baisse du volume de criminalité mesuré. La possibilité d'une moins bonne comptabilisation des faits criminels à la suite d'une catastrophe en raison de l'affaiblissement possible des autorités publiques en charge de la sécurité urbaine ou d'un plus faible taux de report par les individus qui, pour différentes raisons, peuvent ne pas dénoncer certains crimes qu'ils auraient habituellement reportés¹⁷³. Cette étude montre par ailleurs que l'évolution de la criminalité à la suite d'un événement majeur dépend du type du crime considéré. Si l'étude montre que les catastrophes « naturelles » ne s'accompagnent pas d'une hausse de la criminalité contre les biens, les violences conjugales tendent à augmenter fortement. Ce point est largement souligné dans la littérature et a été corroboré lors d'entretiens menés à la Nouvelle-Orléans¹⁷⁴. En 1981, à la suite de l'éruption du Mont St Helen dans l'état de Washington aux États-Unis, une augmentation de 46% du nombre d'incidents de violence domestique avait été mesurée¹⁷⁵. A la suite du cyclone Andrew en 1992, Peacock et al. (1997) avaient constaté une augmentation substantielle de la violence domestique qui avait nécessité le recrutement de juges supplémentaires pour traiter les différents dossiers (Swarns, 1992, cité dans Zahran, 2009).

2.3.2. Carence des recherches menées à moyen et long terme

“The impact that natural disasters have on crime is not well understood. In general, it is assumed that crime declines shortly after the disaster and slowly increases to pre-disaster levels over time. However, this assumption is not always confirmed by the few empirical studies that have been conducted to date.” (Leitner et Helbich, 2011).

Les recherches portant sur l'évolution de la criminalité au cours des mois et des années *post* crise sont principalement issues de travaux en sociologie et en criminologie et sont relativement peu nombreuses¹⁷⁶. Néanmoins, l'intérêt récent des géographes pour cette thématique connaît un certain

¹⁷¹ “Natural Disasters and Social Order: Modeling Crime Outcomes” (2009).

¹⁷² Sauf en ce qui concerne la violence domestique.

¹⁷³ Cf. Siman (1977).

¹⁷⁴ Entretiens avec les policiers et avec la population.

¹⁷⁵ Cf. Adams et Adams (1984).

¹⁷⁶ Cf. Bailey (2009).

essor, particulièrement depuis 2005 (Katrina)¹⁷⁷.

Dans sa thèse de doctorat, Siman (1977)¹⁷⁸ analyse les effets sur la criminalité du cyclone Agnes qui a touché l'Est des États-Unis en juin 1972. Le cyclone rétrogradé en tempête tropicale lors de son passage au niveau des États de Géorgie et du Maryland, a entraîné des dommages majeurs en raison des inondations qui ont entraîné la mort de 122 personnes et des dommages estimés à 2,1 milliards de dollars, soit une des catastrophes d'origine naturelle les plus coûteuses de l'histoire des États-Unis à cette époque¹⁷⁹. Siman s'intéresse à la fois aux pillages consécutifs au passage du cyclone et à l'évolution de la criminalité au cours des six mois qui ont suivi l'événement. C'est sur ce deuxième point que nous allons particulièrement nous attarder ici.

Afin d'évaluer l'évolution de la criminalité, Siman utilise les données criminelles¹⁸⁰ compilées sur les six mois précédant les inondations et des six mois *post* catastrophe, ainsi que celles de 1971 et de 1973 pour apporter un contrôle supplémentaire, à l'échelle de deux villes, à savoir *Wilkes Barre* en Pennsylvanie, très touchée par les inondations et *Scranton* qui n'a pas connu de dommages. L'analyse révèle que la ville de *Wilkes Barre* a connu une baisse du nombre d'arrestations durant les six mois *post* catastrophe, alors que dans le même temps la ville de *Scranton* a connu une hausse notable. Siman impute cette hausse aux transferts des résidents victimes des inondations de *Wilkes Barre* vers *Scranton*. En revanche, si le nombre d'arrestations a baissé à *Wilkes Barre*, le nombre de crimes mesurés par la police de la ville a connu une augmentation notable, notamment en ce qui concerne les cambriolages. Cette hausse constatée du nombre de crimes contre les biens serait liée, d'après Siman, à la peur des résidents qui auraient eu tendance à porter plainte sans raisons valables notamment en raison des rumeurs de pillages qui auraient eu un effet « incitateur » sur la dénonciation. En effet, aucune arrestation relative au pillage ne fut reportée par les services de police. Par ailleurs, l'analyse du profil des individus arrêtés à *Wilkes Barre* indique que ceux-ci étaient originaires de secteurs non inondés, localisés à proximité immédiate des zones endommagées. Siman montre ainsi que les fluctuations de la criminalité correspondent à des transferts géographiques de populations. L'augmentation des arrestations à *Scranton* a correspondu à l'arrivée des populations évacuées, alors que celle observée à *Wilkes Barre* fut le fait d'individus étrangers à la zone ayant profité de l'affaiblissement de la surveillance liée à l'évacuation de certains secteurs de la ville.

La thèse de Frédéric Lemieux¹⁸¹ (2005) propose une étude assez similaire à celle de Siman. La

¹⁷⁷ Les présentations de géographes ayant traité de ce sujet lors des différentes rencontres annuelles de l'Association of American Geographers (AAG) des huit dernières années en témoignent. Possibilité de consulter l'ensemble des résumés des présentations pour les neuf dernières rencontres : <http://www.aag.org/cs/annualmeeting/pastprograms>

¹⁷⁸ Faute d'avoir pu obtenir l'original de la thèse, le travail de Siman est développé dans la thèse de Lemieux (2005).

¹⁷⁹ National Hurricane Center : <http://www.nhc.noaa.gov/outreach/history/>

¹⁸⁰ Données comptabilisées par les services de police et reportées au FBI (Uniform Crime Report, UCR). Les différentes catégories de crimes sont étudiées par l'auteur (crimes violents et crimes contre les biens).

¹⁸¹ Ecole de criminologie de Montréal.

recherche porte sur le lien entre la crise du verglas¹⁸² survenue au Québec en 1998 et les fluctuations de la criminalité. L'analyse porte principalement sur les différentes formes de dissuasion, à savoir, d'une part, celle générée par une forte mobilisation des corps policiers et, d'autre part, celle qui résulte de « l'altruisme social » (entendu comme les conduites individuelles de solidarité). Ces deux formes de dissuasion constituent selon Lemieux les principales causes de la baisse des taux de criminalité observés à la suite de la crise du verglas en raison de leur effet limitatif sur les comportements déviants¹⁸³. Dans le même temps, la thèse s'intéresse aux effets de la « frustration relative des sinistrés » qui, combinés à des occasions criminelles plus nombreuses, favoriseraient au contraire la criminalité¹⁸⁴. Néanmoins, bien que la crise du verglas ait occasionné davantage d'occasions criminelles, le renforcement de la surveillance associé à une forte mobilisation des forces de l'ordre (police et militaires) et les conduites individuelles de solidarité entre les habitants, ont constitué des facteurs de prévention de la criminalité. Le point fort de cette étude semble résider dans l'analyse de l'effet de la dissuasion induite par l'augmentation du nombre de policiers et militaires à l'échelle des régions affectées par la crise. Il est à déplorer les carences de la recherche portant sur l'impact du déploiement rapide des forces policières ou armées sur la criminalité en cas de crise. Cet impact mériterait en effet d'être investi de manière systématique puisqu'il semble, au vu de ce travail, constituer un maillon essentiel dans la prévention de la criminalité en temps de crise¹⁸⁵.

Bailey (2009) souligne que la période de transition entre la phase d'urgence et la phase de reconstruction ne constitue pas un processus linéaire et que les décisions prises au cours de cette période peuvent considérablement affecter les capacités des territoires à se reconstruire (Sunseri 2005). Ce point est important puisque la transition entre un état de crise et une phase plus « stable » s'accompagne d'un affaiblissement des comportements altruistes et d'entre-aide et constitue donc un cadre propice au retour de la criminalité, notamment lorsque la surveillance formelle et informelle¹⁸⁶ est faible. La criminalité retrouverait donc graduellement, au cours du processus de reconstruction, ses niveaux *pre*-crise. Néanmoins, certains cas concrets montrent que ces tendances ne se vérifient pas toujours. Une étude réalisée deux ans après le passage d'Hugo en 1989¹⁸⁷ illustre ce point. Les taux de criminalité analysés à l'échelle de trois villes durement affectées par le cyclone (Charleston, Charlotte, Savannah) se sont maintenus lors de la période de reconstruction à des taux plus bas que ceux enregistrés avant la catastrophe (Bailey, 2009). Les raisons avancées par cette étude sont celles d'un renforcement *post* crise de la volonté des populations de prévenir la criminalité dans leur quartier. Ce cas illustre la possibilité d'un renforcement de l'implication citoyenne dans la lutte contre l'insécurité

¹⁸² Vague de froid qui avait entraîné une panne d'électricité majeure.

¹⁸³ Cf. Chamlin et Cochran (1997); Kaniasty et Norris (1995); Levitt (1997).

¹⁸⁴ Cf. Agnew (1992); Cohen et Felson (1979).

¹⁸⁵ « Un point fort de la thèse, qui est ignoré dans les recherches, réside dans le fait que nous prenons en considération l'impact sur la criminalité de l'affluence des forces de l'ordre dans la zone sinistrée » (Lemieux, 2005).

¹⁸⁶ Surveillance exercée par la police (réponse étatique) et les habitants (réponse sociétale).

¹⁸⁷ Norris et al. (1999).

urbaine au cours de la phase de reconstruction.

➤ Des analyses géographiques récentes

L'intérêt de certains géographes¹⁸⁸ pour la thématique de la criminalité investie en lien avec celle des catastrophes d'origine naturelle est relativement récent. Les présentations portant sur cette thématique lors des rencontres annuelles de l'Association des Géographes Américains (*Association of American Geographers*, AAG) des huit dernières années en attestent. Lisa Keys-Mathews¹⁸⁹ s'est particulièrement penchée sur ces questions. Sa présentation de 2010¹⁹⁰ portant sur la cartographie criminelle postérieure au cyclone Isabel qui avait affecté la Caroline du Nord en 2003, avait souligné les carences de compréhension des liens entre le processus de reconstruction et la criminalité. Cette analyse de cas montre que l'usage des systèmes d'information géographique (SIG) peut constituer un moyen efficace pour comprendre les évolutions spatiales de la criminalité au cours de la phase de reconstruction. En effet, ces outils et méthodes permettent de croiser les données sur les caractéristiques sociales et physiques des territoires avec les données criminelles obtenues auprès des services de la police locale, toutes deux considérées sur une période de temps englobant les phases *pre* et *post* crise. Le même type d'analyse a été mené dans le cas du cyclone Ivan, survenu en 2004 qui avait entraîné de nombreux dégâts en Alabama (Keys-Mathews et al., 2011). Les chercheurs soulignent l'importance de l'analyse de la criminalité aux différentes temporalités de la catastrophe puisque cette analyse peut constituer lors du processus de reconstruction un support d'aide à la décision en matière de stratégies de prévention de la criminalité, particulièrement dans les secteurs caractérisés avant l'événement par des taux élevés. Dans le même temps, l'analyse cherche à contribuer à la compréhension des relations entre la criminalité, les vulnérabilités sociales et les catastrophes d'origine naturelle¹⁹¹.

L'analyse géographique menée par Curtis et Mills (2011)¹⁹² à la Nouvelle-Orléans met en lien l'évolution de la reconstruction du quartier de *Holy Cross* après Katrina¹⁹³ avec l'évolution spatiale de deux catégories de crimes (cambriolage et agression violente)¹⁹⁴. L'étude montre que les caractéristiques physiques de l'environnement urbain conditionnent la spatialisation de la criminalité qui est plus active dans les secteurs faiblement reconstruits. Les zones caractérisées par un taux de

¹⁸⁸ Notamment Michael Leitner et Lisa Keys-Mathews qui ont largement investi cette thématique (cf. résumés des rencontres de l'AAG de 2009, 2010, 2011).

¹⁸⁹ Département de géographie de l'Université d'Alabama du Nord (2009, 2010, 2011).

¹⁹⁰ "Mapping Spatial Crime Patterns During a Disaster Recovery Period" (AAG, 2010).

¹⁹¹ Cf. Keys-Mathews (2011): "Social Vulnerability to Natural Disasters and Patterns in Crime in Miami-Dade County, Florida".

¹⁹² Curtis et Mills (2011) "Crime in urban post-disaster environments: A methodological framework from New Orleans". Nous avons d'ailleurs entrepris la publication d'un article similaire sur le même quartier en utilisant nos données personnelles sur la criminalité obtenues auprès du NOPD et les données sur l'environnement urbain du quartier de *Holy Cross* à différentes échéances de temps.

¹⁹³ Retour des habitants/occupation des logements.

¹⁹⁴ Les auteurs ont utilisé différentes sources notamment les articles de journaux mais n'ont pas eu accès aux données criminelles géo-localisées de la police.

retour des habitants élevé sont ainsi moins affectées par la criminalité que celles présentant des difficultés à se rétablir de la catastrophe. Ces secteurs se caractérisent en effet par une forte concentration de logements inoccupés, le plus souvent délabrés, qui favorise le développement d'activités criminelles qui entravent en retour la reconstruction du quartier¹⁹⁵. Ces résultats s'inscrivent dans la lignée des théories de la criminologie environnementale et répondent plus particulièrement aux principes de la théorie des opportunités criminelles. En effet, la faiblesse des mécanismes de surveillance dans les secteurs où la reconstruction est lente, constitue un cadre propice au crime et au désordre. L'analyse spatiale proposée dans ce travail est intéressante puisqu'elle permet d'investir de lien entre les caractéristiques de la reconstruction et l'évolution de la criminalité urbaine à une échelle permettant une étude fine des corrélations spatiales (criminalité/état de la reconstruction).

Au vu de l'état de l'art, la catastrophe s'accompagne généralement d'une baisse de la criminalité lors de la phase d'urgence (altruisme, transferts de population) mais pourra conduire à une aggravation de la criminalité lorsque les opportunités criminelles seront nombreuses. La baisse de la criminalité durant la phase d'urgence pourra, dans certains cas, se maintenir au cours de la phase de reconstruction, mais cette phase se caractérise le plus souvent par un prolongement des tendances en cours avant la survenue de la catastrophe. La criminalité retrouvera alors, au cours de la phase de reconstruction, ses niveaux antérieurs à la crise (Leitner et Helbich, 2011).

Au regard des constats établis par les récentes études en géographie, il semble essentiel de prendre en considération le contexte préexistant à l'événement catastrophique afin d'investir le lien entre l'insécurité urbaine et la catastrophe « naturelle » (2.3.3).

2.3.3. L'importance de la prise en compte du contexte pre-crise

“There are occasional atypical instances of mass looting that emerge if a complex set of prior social conditions exist” (Quarantelli, 2007).

L'aggravation de la criminalité à l'échelle d'une ville ou de certains de ses quartiers est à relier au contexte urbain *ex ante*, plus ou moins propice à la diffusion d'un climat d'insécurité en période de crise (Quarantelli et Dynes, 1970 ; Curvin et Porter, 1979).

Les pillages massifs reportés à St Croix¹⁹⁶, dans les Iles Vierges Américaines à la suite du passage du cyclone Hugo au niveau des côtes de la Caroline du Nord et du Sud en septembre 1989¹⁹⁷ ont fait l'objet d'une analyse approfondie par Quarantelli qui s'est rendu sur le terrain afin de comprendre les

¹⁹⁵ Ce point sera développé en détails dans le chapitre 12.

¹⁹⁶ “Local authorities were unable to alleviate conditions and to maintain social order within the disaster-stricken areas. This created a truly non institutionalized situation, because traditional norms and values simply did not apply. Widespread looting and violence were reported”.

¹⁹⁷ Cyclone qui a entraîné une des catastrophes « naturelles » les plus coûteuses de l'histoire des Etats Unis avec des dommages estimés à plus de cinq milliards de dollars (National Hurricane Center).

causes de ces pillages ayant essentiellement touché les commerces de la ville (Schneider, 1992). Une enquête quantitative menée auprès de l'ensemble des gérants des principaux centres commerciaux de la ville révèle que plus de 90% des commerces avaient été totalement pillés. Quarantelli a ainsi identifié une première vague de pillages orchestrée par les membres des gangs locaux implantés à St Croix avant Hugo et qui ont initié le pillage des centres commerciaux. Une deuxième vague de pillage a concerné les individus qui ont dévalisé les magasins de bricolage¹⁹⁸ et qui possédaient déjà pour la plupart un casier judiciaire. Enfin une troisième vague de pillage a mis en scène des victimes du cyclone qui ont dérobé des produits de première nécessité¹⁹⁹. Si le pillage des commerces s'est généralisé à l'ensemble des magasins de la ville, aucun pillage de résidence ou d'hôtels n'a en revanche été reporté.

A l'issue de son enquête, Quarantelli a mis en avant différents facteurs qui ont constitué le terreau propice à la diffusion massive du pillage à St Croix :

- L'ampleur de la catastrophe a été très importante puisque le cyclone Hugo a conduit à l'endommagement de plus de 90% des résidences de la ville et entraîné des problèmes majeurs en termes de communication entre les victimes et les autorités en charge de la gestion de la crise.
- L'insécurité urbaine était marquée et se caractérisait par la présence d'activités criminelles structurées autour de gangs impliqués dans le trafic de drogues (1), de forts taux de criminalité notamment violente (2) et des pouvoirs publics perçus comme corrompus et inaptes à répondre aux problèmes d'insécurité urbaine²⁰⁰ (3).
- Les caractéristiques socio-économiques de St Croix faisaient état de très fortes inégalités entre riches et pauvres et d'une forte ségrégation raciale.

Selon Quarantelli l'explosion de la criminalité à St Croix après Hugo est donc à rattacher aux différentes caractéristiques urbaines préexistantes à la crise²⁰¹. Par ailleurs, la criminalité s'est maintenue à des niveaux particulièrement élevés lors de la phase de reconstruction qui s'est prolongée sur plusieurs années²⁰².

L'étude de Frailing et Harper (2010)²⁰³ s'intéresse également au contexte *pre* crise dans l'étude du lien

¹⁹⁸ Ces commerces (*Hardware store*) font très souvent l'objet de pillages en temps de crise notamment après Katrina à la Nouvelle-Orléans. Il s'agit de magasins commercialisant des outils de bricolage mais aussi dans de nombreux cas des armes à feu.

¹⁹⁹ Lors d'un entretien avec Nancy Mock du *Global Health System and Development* de l'université de Tulane à la Nouvelle-Orléans, celle-ci nous avait conseillé de distinguer deux catégories de pillages : le « pillage » de besoins de première nécessité et le pillage opportuniste.

²⁰⁰ Rappelons que dans le cas de St Croix après Hugo, comme pour la Nouvelle-Orléans après Katrina la police a contribué aux pillages (cf. chapitre 7).

²⁰¹ Les résultats de l'étude de Curvin et Porter (1979, développés par Lemieux (2005) de la panne d'électricité survenue à New York en juillet 1977, est assez similaire à celle de Quarantelli. Les chercheurs montrent que la perturbation engendrée par cet événement avait conduit à une diffusion massive des phénomènes de pillages. Les auteurs rattachent ces événements aux conditions sociales préexistantes à la panne à savoir le contexte de fortes tensions raciales (révoltes sociales des années 70).

²⁰² "The islands have become drug-infested and crime-ridden, a place where laws are loosely enforced when enforced at all." (SunSentinel 01/10/1989).

²⁰³ Dans "The Sociology of Katrina: Perspectives on a Modern Catastrophe" (2010). Chapitre 3: "Crime and Hurricanes in New Orleans".

entre criminalité et catastrophes « naturelles » à travers le cas de la Nouvelle-Orléans. Les chercheurs analysent les taux de cambriolages avant et après trois cyclones majeurs ayant affecté la ville à savoir Besty (1965), Katrina (2005) et le cyclone de 1947 (non nommé²⁰⁴). En reliant les données sur les taux de cambriolage avec les évolutions socio-économiques survenues entre chaque événement, Frailing et Harper postulent que le pillage qui s'est répandu après Katrina, est à relier aux évolutions socio-économiques qui ont eu lieu entre les années 1960 et 2005²⁰⁵. Ils mentionnent également le rôle de la surveillance en matière de prévention de la criminalité en période de crise (cf. Lemieux, 2005). En 1947 et 1965, la Garde Nationale avait été déployée immédiatement après le passage du cyclone ce qui n'avait pas été le cas au moment de Katrina où elle avait mis plus de cinq jours pour arriver sur place. Le rôle de la surveillance exercée par la Garde Nationale sur la prévention des pillages nous a été confirmé à de multiples reprises au cours d'entretiens avec des acteurs fédéraux et municipaux de la Nouvelle-Orléans (*Coast Guard, Louisiana State Police, FEMA, policiers*)²⁰⁶. La comparaison entre le cyclone Katrina et Gustav (2008) est intéressante puisque ceux-ci sont survenus dans des contextes socio-économiques proches, mais ont conduit à des situations très éloignées. A la suite de Gustav moins d'une dizaine de cas de pillages ont été reportés alors que trois ans auparavant Katrina s'était accompagnée de nombreux pillages. Les autorités mettent en avant le rôle prépondérant de la présence de la Garde Nationale avant le passage de Gustav pour expliquer le faible nombre de pillages constatés. Cependant, il semble que l'évacuation totale de la ville en 2008 ait également largement joué. Au moment de Katrina, plus de 100 000 personnes étaient restées sur place, ce qui avait largement favorisé la diffusion des pillages. La faible surveillance, combinée à une évacuation partielle de la ville dans un contexte urbain proche de celui observé à St croix avant Hugo, ont largement conditionné les pillages survenus après Katrina²⁰⁷.

Au regard des recherches existantes, il apparaît que le contexte urbain antérieur à la survenue d'une crise majeure est déterminant dans l'analyse de l'évolution de l'insécurité urbaine *post* catastrophe. Les analyses montrent que l'émergence du pillage constitue une forme de continuum avec la situation antérieure à la crise. Les villes marquées par de forts contrastes socio-économiques, une criminalité urbaine prononcée, des autorités publiques corrompues ou inefficaces seraient donc particulièrement vulnérables et propices à la criminalité qui peut s'amplifier aux différentes phases de la catastrophe. La criminalité pourrait donc, dans une certaine mesure, être anticipée dès les temps hors-crise en faisant l'objet d'un diagnostic permettant d'en identifier les causes. Le Rapport International sur la Prévention de la Criminalité et la Sécurité Quotidienne (2012) insiste sur ce point et propose des pistes

²⁰⁴ A cette époque les cyclones n'étaient pas nommés.

²⁰⁵ Nous présenterons ces évolutions en détails dans le chapitre 4.

²⁰⁶ Cf. Entretien avec le colonel Sneed, directeur actuel du département de la sécurité intérieure et de la préparation des situations de crise (Office of Homeland Security and Emergency Preparedness). Celui-ci nous a fait part de l'ensemble des enseignements tirés de la catastrophe Katrina en matière de gestion et de prévention du pillage qui avaient été appliqués en 2008 lors de l'évacuation de la Nouvelle-Orléans à l'approche du cyclone Gustav.

²⁰⁷ Nous développerons ces points en détails dans le chapitre 7 de la thèse.

intéressantes en matière de prévention de la criminalité²⁰⁸ qui devrait être intégrées aux plans de gestion des catastrophes en vue de faciliter la sortie de crise et le processus de reconstruction²⁰⁹ :

« Crime prevention and community safety are not concepts easily found in post-conflict and post-disaster interventions today. While recognizing the immense difficulties first responders, governments, international organizations, and other actors face in the process of DDR and post-conflict state building or in responding to a natural disaster, ICPC believes there is indeed a place for crime prevention in these contexts. If we assume security is one of the first goals any intervention has, crime prevention can offer ways in which communities may feel more secure and crime may be controlled more effectively through prevention both at the onset of the intervention and as a long-term strategy in reconstruction and / or post-conflict reconstruction ».

Court terme		Moyen et long terme
Etudes portant principalement sur les questions de pillage		La criminalité baisserait à court et moyen terme pour retrouver ses niveaux pre-crise au cours de la phase de reconstruction.
« Disaster's myth » ; Les catastrophes « naturelles » ne favorisent pas la criminalité notamment le pillage (altruisme)	Opportunités criminelles et « désorganisation sociale » ; Les catastrophes offrent un cadre propice à la criminalité (affaiblissement de la surveillance)	Zahran et al. (2009), Leitner et Helbich (2011) (ceux-ci soulignent toutefois le besoin de conduire davantage de recherches afin de valider le lien entre la catastrophe et la fluctuation spatiotemporelle de la criminalité).
Quarantelli (1960, 1994, 2007), Dynes et al. (1977), Dynes et Quarantelli (1970), Wenger (1978, 1986), Lemieux (2005), Cromwell et al. (1995, 1996).	Harper et Frailing (2007), Fischer (2008), Bailey (2009), Peacock et al. (violence domestique) (1997).	La criminalité serait inversement corrélée au niveau de reconstruction des quartiers. Curtis et Mills (2011).
		La criminalité fluctuerait selon les lieux plus ou moins directement affectés par la catastrophe. Siman (1977), Lemieux (2005).

Tableau 1 : Liens établis dans la littérature entre criminalité et catastrophes « naturelles » à court et long terme.

²⁰⁸ Mesures de prévention sociale et situationnelle.

²⁰⁹ Le cas du Chili est intéressant. Le gouvernement a en effet incorporé la prévention de la criminalité et les questions de sécurité publique aux plans de reconstruction post-séisme qui avait affecté le pays en 2010 : « The government of Chile successfully introduced crime prevention into its reconstruction efforts after the 2010 earthquake by working with urban planners and experts in the field. A manual of crime prevention in reconstruction was published, which addressed how the entire reconstruction effort –from first response to long term urban renewal – could be conceived with the the enhancement of safety and the presence of crime prevention ideas. This is proof that crime prevention has a strong role to play in post-disaster interventions and that it actually does help improve the living standards of victims when implemented in as holistic manner along with issues of governance and institutional strengthening. » (Rapport International sur la Prévention de la Criminalité et la Sécurité Quotidienne, 2012, p. 82).

Synthèse chapitre 2

A l'issue de ce cadrage conceptuel sur les catastrophes d'origine naturelle (1), sur la criminologie environnementale (2) et sur le lien encore peu développé entre les deux thématiques (3) nous attestons de la pertinence de la thématique de notre recherche. L'intérêt de notre travail est donc d'investir une thématique qui reste peu explorée à moyen et long terme et qui ne fait pas consensus. D'autre part, nous investissons cette thématique par l'angle de la géographie, approche qui permet d'investir les causes de l'évolution spatiale de l'insécurité urbaine aux différentes phases de la catastrophe (*pre in post*). Le territoire constitue l'« élément fédérateur » qui nous permet de relier ces deux thèmes :

- L'insécurité urbaine varie selon les caractéristiques des territoires (vulnérabilité) et participe à l'organisation et au fonctionnement des territoires (stratégies sécuritaires) (1.2. 1.3.).
- Les phénomènes naturels dommageables ont des implications majeures pour les territoires affectés à court, moyen et long terme. La vulnérabilité des territoires détermine en grande partie l'ampleur de la catastrophe et incidemment les capacités de résilience *post* catastrophe (2.1. 2.2.)
- Les catastrophes « naturelles » ont des effets sur l'insécurité urbaine. A court terme, elles peuvent affecter la vulnérabilité des territoires et mener à la diffusion de comportements criminels (notamment au pillage). Sur le long terme, la transformation des territoires peut entraîner une évolution quantitative et qualitative de l'insécurité urbaine (2.3.).

Des interactions analysées, il résulte que la catastrophe dite naturelle agit comme le catalyseur de l'exacerbation des vulnérabilités ou de la réaction en faveur de leur éradication. Le rapprochement entre la thématique de l'insécurité urbaine et de la catastrophe passe donc par l'identification de facteurs de vulnérabilité communs et sur le rôle de la catastrophe comme « facteur » d'aggravation ou de réduction de l'insécurité urbaine (mutation de la vulnérabilité des territoires).

Au vu de ces constats il semble opportun de se questionner sur le besoin d'envisager une redéfinition et plus précisément d'un redécoupage territorial de la lutte contre l'insécurité urbaine dans les contextes *post* catastrophe (crise/reconstruction).

L'analyse du lien entre l'insécurité urbaine et la catastrophe Katrina à la Nouvelle-Orléans a reposé sur une méthode de recherche qui a privilégié le travail de terrain. Ce dernier nous a permis d'accéder à des données quantitatives et qualitatives inédites et riches qui ont permis de reconstituer les évolutions de l'insécurité urbaine analysées en lien avec la catastrophe Katrina (Chapitre 3).

Si l'état lacunaire de la littérature sur la thématique investie justifie en partie le choix du sujet, de nombreuses difficultés d'ordre méthodologique sont vite apparues. Nous présentons ici les éléments de méthode qui nous ont permis de mener à bien la recherche et de répondre aux différents objectifs de la thèse. L'étude du lien entre la catastrophe Katrina (implications territoriales) et l'insécurité urbaine à la Nouvelle-Orléans s'est appuyée sur une démarche méthodologique qui a privilégié le travail de terrain (3.1.). Afin de procéder à la reconstitution de l'évolution spatiale de l'insécurité urbaine après le passage du cyclone Katrina à court, moyen et long termes, il a en effet fallu collecter des données de première main qui se sont parfois avérées lacunaires et qui ont nécessité un travail de validation et de correction (3.2.). Différentes méthodes propres à la géographie ont permis d'exploiter ces données dans le but d'analyser le lien entre les évolutions de l'insécurité urbaine et les transformations territoriales *post* Katrina (3.3.).

3.1. Missions de terrain et collecte des données

Le travail de terrain se trouve au cœur de la démarche puisque le « retour d'expérience » sur les événements survenus au moment de la catastrophe et au cours des années de reconstruction a nécessité la collecte des données de première main inaccessibles à distance (3.1.2.). Par ailleurs, il a systématiquement fallu valider les informations issues des sources de seconde main, notamment celles provenant des sources médiatiques (3.1.3.). La recherche repose donc sur un travail de terrain important qui a nécessité une adaptation permanente en raison des contraintes inhérentes à la collecte de données à l'échelle d'un territoire vaste et en profondes mutations (3.1.1.).

3.1.1. Délimitation du terrain d'étude et de la temporalité de la recherche

- Une analyse limitée au territoire de la ville de la Nouvelle-Orléans (*Orleans Parish*)

Pour les raisons que nous allons expliciter ici, le travail de terrain s'est limité à la paroisse d'Orléans²¹⁰ (*Orleans Parish*) dont les limites territoriales correspondent à celles de la ville de la Nouvelle-Orléans.

²¹⁰ La Louisiane est le seul Etat fédéré à être divisée en Paroisses (*parishes*). Celles-ci correspondent aux subdivisions administratives plus connues que sont les comtés.

La paroisse d'Orléans constitue le centre-urbain de l'aire métropolitaine qui, connue sous le nom de *Greater New Orleans Metropolitan Area*, englobe six autres paroisses correspondant aux banlieues de la ville: *Jefferson* (Sud/Sud-Ouest) et *St. Bernard* (Est) qui sont adjacentes à celle d'*Orléans - Plaquemines* (au Sud) - *St. Charles* (à l'Ouest) - *St. John the Baptist* (à l'Ouest) - *St. Tammany* (au Nord du Lac Pontchartrain). Le choix de limiter la recherche à la paroisse d'Orléans (figure 21) découle du besoin de restreindre le secteur d'étude à une unité territoriale permettant de réaliser un travail de terrain approfondi à l'échelle de l'ensemble du territoire délimité, déjà vaste pour un travail à « hauteur d'homme »²¹¹.

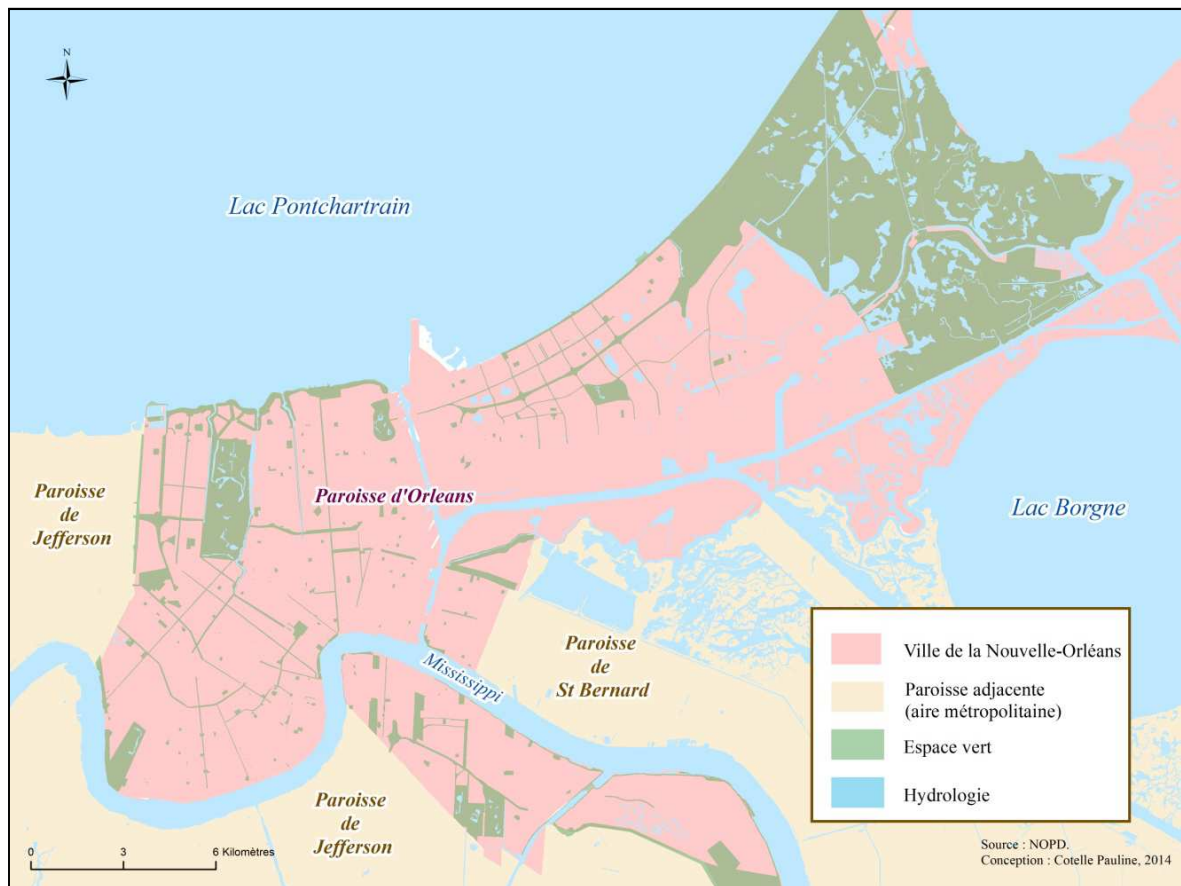


Figure 21 : Secteur d'étude borné aux limites communales de Nouvelle-Orléans.

Ce choix de délimitation du terrain est donc lié à des considérations méthodologiques puisque la collecte de données de première main et les observations de terrain ont nécessité une définition claire du secteur d'étude. Par ailleurs, la catastrophe Katrina a eu des conséquences sans commune mesure à la Nouvelle-Orléans en comparaison de la plupart des autres paroisses de l'aire métropolitaine²¹². De plus, les impacts de Katrina ont été très inégaux à la Nouvelle-Orléans, ce qui n'a pas été le cas de la paroisse de *St Bernard* à l'Est qui a été totalement inondée en 2005. Par ailleurs le « tissu social » de la

²¹¹ Expression employée par Hernandez (2010), qui elle aussi a basé ses recherches doctorales sur un travail de terrain considérable. Nous entendons par « hauteur d'homme » un travail de terrain le plus souvent réalisé à pied ou à vélo, même si nous avons réalisé de nombreuses missions en voiture, seule ou avec les policiers et habitants de la ville.

²¹² A l'exception des paroisses de *St Bernard* et de *Plaquemines* qui ont subi d'importantes inondations. Une analyse menée à l'échelle de l'aire métropolitaine aurait impliqué un travail comparatif dans la mesure où l'ampleur des impacts de Katrina a fortement varié d'une paroisse à l'autre.

Nouvelle-Orléans est beaucoup plus complexe que celui de *St Bernard*, ce qui rend l'analyse des implications de la catastrophe particulièrement pertinente (cf. Hernandez, 2010). Si la recherche se limite au territoire de la Nouvelle-Orléans, nous sommes toutefois « sortis » des limites de la ville lorsque nous avons investi les déplacements de populations causés par le passage du cyclone en août 2005 et les transferts d'insécurité, fortement médiatisés, qu'ils avaient entraîné dans les principales villes d'accueil (Houston, Dallas) (cf. chapitre 7).

La ville de la Nouvelle-Orléans est composée de 73 quartiers officiels (cf. p. 15) qui constituent le maillage administratif de référence de la thèse, principalement pour des raisons méthodologiques²¹³. Les quartiers localisés au Nord et au Sud-est (*West Bank*) correspondent aux quartiers résidentiels de la ville – blancs au Nord-ouest et très majoritairement noirs à l'Est/Sud-est, alors que les quartiers proches du Mississippi notamment ceux situés dans le secteur du centre d'affaires et du *French Quarter* correspondent à l'« aire touristique » de la ville (figure 22)²¹⁴. Certains des quartiers de la ville feront l'objet d'une analyse plus approfondie en raison de leur exemplarité au regard de l'étude et des opportunités qui se sont présentées à nous sur le terrain (quartiers que nous avons pratiqués au quotidien et pour lesquels nous avons eu accès à des données de première main riches).

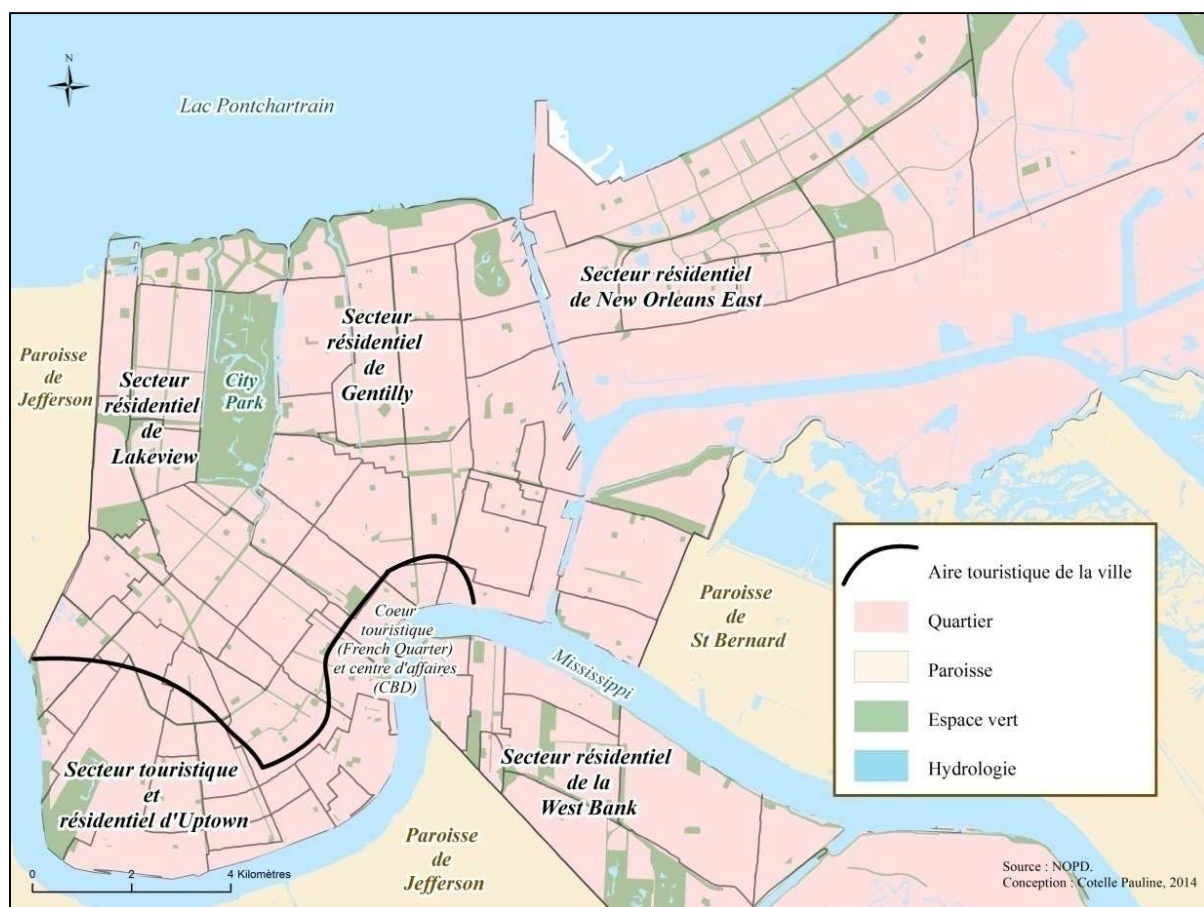


Figure 22 : Caractéristiques principales des quartiers de la Nouvelle-Orléans par secteurs.

²¹³ En raison de l'accès aux données socio-démographiques agrégées à cette échelle. Par ailleurs les quartiers ont constitué le référent territorial le plus utilisé par les résidents lors de nos entretiens et questionnaires d'enquête. .

²¹⁴ Nous développerons en détails ces aspects contextuels dans le chapitre 4.

➤ Temporalité de la recherche (2000 – 2010)

Parallèlement au choix des limites spatiales du terrain d'étude, il nous a fallu délimiter le sujet dans le temps. Pour les raisons évoquées précédemment dans la thèse (2.3.2., p. 80), il a été nécessaire d'élargir la période d'étude aux années antérieures à la survenue de la catastrophe Katrina (2005). En effet, la prise en compte des années *pre* Katrina répond au besoin d'analyser le contexte antérieur à la catastrophe afin de pouvoir investir les conséquences que celle-ci a eu à court et long termes sur les processus à l'œuvre avant l'événement. Pour la temporalité correspondant aux années postérieures à la catastrophe, il a fallu déterminer une période de temps suffisamment longue pour permettre l'analyse des évolutions de l'insécurité urbaine en lien avec les impacts territoriaux de la catastrophe. Nous avons donc choisi une période de dix ans, décomposée en deux périodes de cinq ans (2000 – 2005 ; 2005 – 2010), Katrina représentant en effet une perturbation majeure dans le fonctionnement du système urbain et constituant donc un référent temporel (*pre/post* Katrina). Le choix de la temporalité de la recherche a par ailleurs été fortement conditionné par les données socio-économiques du recensement officiel (*US Census*) disponibles seulement pour les années 2000 et 2010 (cf. 3.2.3.). Ces années se devaient donc d'être intégrées dans le travail. Si nous nous concentrons sur la période 2000/2010, nous « débordons » toutefois au-delà de l'année 2010 puisque le travail de terrain réalisé entre 2010 et 2013, nous a incité à intégrer certains événements postérieurs à 2010.

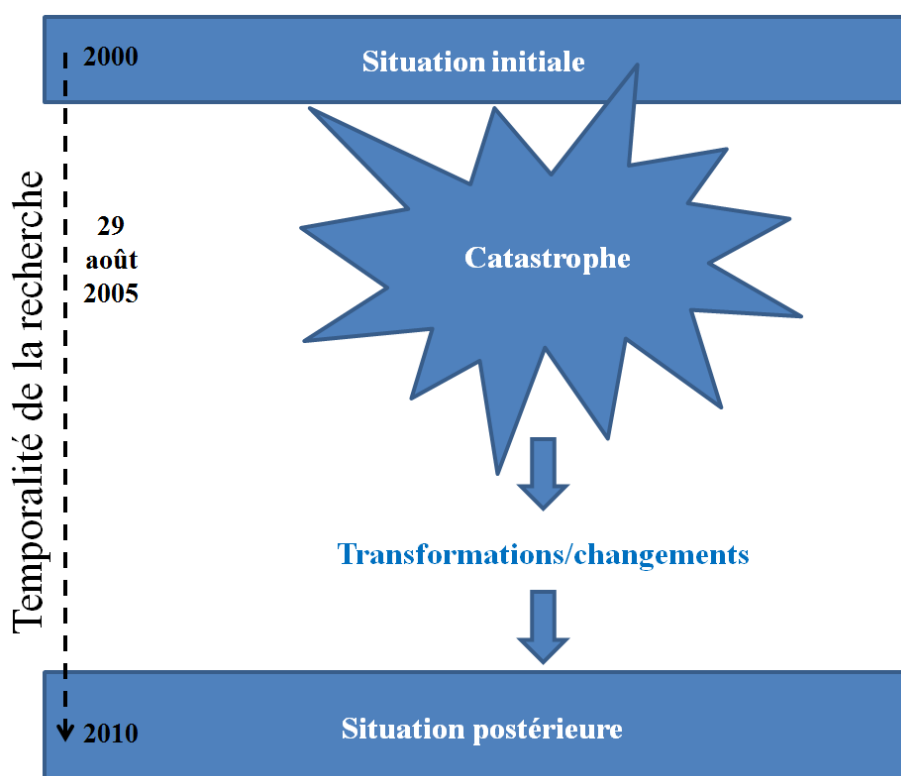


Figure 23 : Cadre temporel de la recherche (réalisation propre).

La temporalité de la recherche a impliqué la mise en place d'une méthodologie de travail s'appuyant sur la collecte de données permettant de « reconstituer » et analyser les évolutions spatiotemporelles de l'insécurité urbaine au cours des périodes *ante* et *post* Katrina considérées (2000 - 2010).

3.1.2. Identification des données nécessaires à l'analyse du lien entre la catastrophe Katrina et l'insécurité urbaine

L'analyse du lien entre les impacts territoriaux de la catastrophe Katrina et l'insécurité urbaine a nécessité une approche méthodologique basée sur la collecte de données quantitatives et qualitatives qui se sont avérées complémentaires. Afin de répondre à l'objectif central de la thèse qui consiste à analyser le lien entre la catastrophe Katrina et l'insécurité urbaine - d'une part, l'impact de la catastrophe sur l'insécurité urbaine, d'autre part l'impact de l'insécurité urbaine sur la catastrophe²¹⁵ - il a fallu obtenir différentes données visant à répondre aux objectifs intermédiaires :

- Investir les caractéristiques urbaines de la Nouvelle-Orléans antérieures et postérieures à Katrina ;
- Investir les caractéristiques de l'insécurité urbaine à la Nouvelle-Orléans pour les temporalités *pre* et *post* Katrina ;
- Reconstituer les événements survenus au cours des jours et des semaines *post* Katrina (période de crise) ;

Dans un premier temps, il nous a fallu collecter des données relatives aux caractéristiques territoriales de la Nouvelle-Orléans (3.2.3), ceci afin : (1) de revenir sur le contexte urbain antérieur à Katrina (chapitre 4) ainsi que sur les impacts à long terme de la catastrophe sur les caractéristiques territoriales de la ville (caractéristiques socio-environnementales et dynamiques urbaines) ; (2) d'investir le lien entre les caractéristiques (socio-environnementales) des territoires²¹⁶ et l'insécurité urbaine (chapitre 5 - 7 - 10 et 11).

Parallèlement aux données socio-économiques de la Nouvelle-Orléans, il nous a fallu collecter les données relatives à l'insécurité urbaine *pre* et *post* Katrina. La figure 24 permet de distinguer les différentes « composantes » de l'insécurité urbaine telles que nous les définissons dans notre travail (cf. 1.1.1). L'analyse de chacune de ces composantes a nécessité la collecte de données de première et de seconde main sur lesquelles nous reviendrons en détail plus loin (3.1.3 ; 3.2).

²¹⁵ Par « impacts sur la catastrophe » nous entendons les impacts de l'insécurité urbaine (criminalité, insécurité perçue et réponses sécuritaires) sur la gestion de crise d'une part (court terme) et sur la reconstruction d'autre part (long terme).

²¹⁶ Analyse le plus souvent menée à l'échelle des quartiers pour des raisons de disponibilité des données.

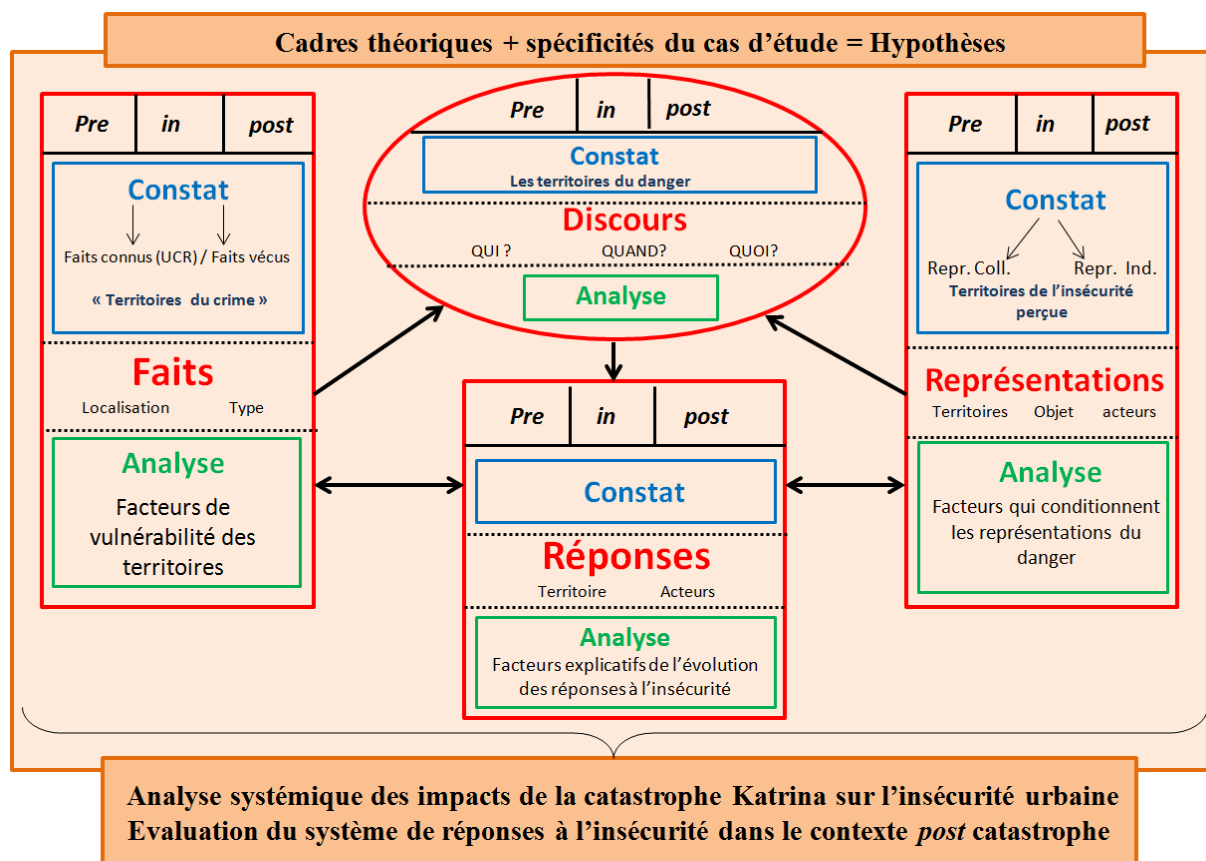


Figure 24 : Collecte à la Nouvelle-Orléans des données relatives à l'insécurité urbaine *pre* et *post* Katrina (réalisation propre).

Dans un premier temps, il a fallu obtenir les données criminelles (géo-localisées) afin de pouvoir analyser les caractéristiques spatiales de la criminalité à la Nouvelle-Orléans antérieures et postérieures à Katrina (2000 – 2010). Celles-ci ont en effet été essentielles au travail de contextualisation du cas d'étude (lien criminalité/territoire) qui sera présenté dans le chapitre 5. Dans un second temps, il nous a fallu récolter des informations relatives aux représentations du danger²¹⁷ afin de voir comment la catastrophe a pu les influencer (1) et comment celles-ci ont pu conditionner la gestion de crise et la reconstruction (2). Enfin, il a été nécessaire d'investir les réponses sécuritaires, elles aussi antérieures et postérieures à Katrina, afin de voir dans quelle mesure la catastrophe a pu influencer les stratégies sécuritaires mises en place après la catastrophe à la Nouvelle-Orléans. L'analyse multi-temporelle de ces trois « composantes » de l'insécurité urbaine a donc impliqué un travail de collecte des données que nous développons ici. Celui-ci, nous le verrons, a principalement reposé sur le recueil de données de première main (3.1.3).

Enfin, l'analyse de la catastrophe Katrina et de ses conséquences à court et moyen termes (chapitre 6 et 7), a impliqué la collecte de données de seconde main (articles de journaux, rapports officiels, articles scientifiques, *etc.*) et de première main (principalement des entretiens) qui nous ont permis

²¹⁷ Représentation des habitants et des policiers (cf. chapitre 11).

d'établir la reconstitution de la chronologie des événements survenus à cette temporalité (dynamiques spatiales de l'insécurité urbaine, cf. chapitre 7 – transferts d'insécurité en lien avec la catastrophe).

L'ensemble des données nécessaires à ces différentes analyses ont principalement été collectées lors de nos différentes missions à la Nouvelle-Orléans. En effet, peu d'entre elles se sont avérées disponibles à distance. Notre implication sur le terrain découle également de la volonté de procéder à une validation systématique des données issues de sources secondaires (3.1.3).

3.1.3. Un travail de collecte et de validation des données reposant sur une importante implication personnelle sur le terrain

Entre juillet 2010 et février 2013, nous avons effectué six missions de terrain de plusieurs mois chacune pour un total de plus d'un an passé à la Nouvelle-Orléans. Ces différents séjours nous ont permis de collecter des données de première et seconde main qui se sont avérées complémentaires pour analyser le lien entre la catastrophe Katrina et l'insécurité urbaine à l'échelle de la ville et également de certains centres urbains affectés en 2005 par les transferts de populations causés par le passage du cyclone Katrina. Ces données sont issues de différentes sources énumérées ci-dessous :

- **Sources secondaires** : presse locale et internationale, documents audio et télévisuel, rapports officiels, articles scientifiques et ouvrages, organismes officiels ou indépendants (mise à disposition des données socio-démographiques sur leur site internet) ;
- **Entretiens**²¹⁸ (plus ou moins formel) avec : les habitants, les policiers de la Nouvelle-Orléans et de Houston principalement, certains agents d'agences fédérales (FBI, DEA, etc.), trafiquants de drogue/ex prisonniers, acteurs clefs en charge de la gestion de Katrina en 2005 et de la reconstruction de la ville (2005 – 2013).
- **Discussions « informelles »** : discussions lors desquelles nous n'avons pas révélé notre statut de chercheur afin de ne pas influencer les interlocuteurs (notamment lors d'échanges avec les trafiquants de drogue ou les jeunes issus des quartiers défavorisés) ;
- **Observation participante** : participation régulière aux réunions d'associations de quartiers et d'associations à but non lucratif, participation aux réunions hebdomadaires de la police (COMPSTAT) ainsi qu'aux réunions entre les policiers et les habitants (NONPACC), participation aux « marches contre le crime » (*crime walk*) organisées régulièrement à travers la ville, notamment dans les quartiers défavorisés, etc. ;
- **Observations de terrain** : missions de terrain à pieds, en vélo, en voiture, seule ou en présence de policiers (patrouilles), d'habitants ou de (ex)trafiquants de drogue²¹⁹. Ces

²¹⁸ Nous avons bien-sûr utilisé les données en conformité avec les principes éthiques, c'est-à-dire le respect de l'anonymat lorsque cela nous a été demandé.

²¹⁹ Ces observations de terrain se sont accompagnées d'une prise de notes systématique.

investigations nous ont permis de nous familiariser avec le terrain et de collecter des données contextuelles ;

- **Enquêtes** : formulaires donnés aux habitants et aux policiers pour analyser leurs représentations spatiales du danger (à l'échelle des quartiers).

En 2010, lors de notre première mission de terrain de trois mois (juillet – septembre), nous avons fait le choix de mettre de côté les référents théoriques afin de ne pas tomber dans le piège consistant à « faire coller les faits aux théories au lieu d'ajuster nos théories à la réalité » (Arthur Conan Doyle, 1892, cité dans Hernandez, 2010). Cette approche initiale du terrain nous a permis d'identifier les données nécessaires à la recherche et nous a orienté vers différentes méthodes de collecte des données adaptées au terrain d'étude. Les méthodes de collecte ont parfois nécessité une certaine patience et surtout une adaptation permanente en raison des différentes contraintes inhérentes au contexte de la recherche (Nouvelle-Orléans) et à la problématique investie (criminalité urbaine/catastrophe Katrina). L'« immersion » sur le terrain, au cours des premières semaines, a été rendue possible grâce à une forte implication personnelle passant par :

- La lecture régulière des journaux locaux et de leurs archives (disponibles en ligne) ;
- L'observation des pratiques des habitants et des policiers ;
- La réalisation de nombreux entretiens libres avec les résidents et policiers, ceux-ci visant à « laisser parler » plutôt que de questionner les interlocuteurs ;
- La participation aux réunions d'associations de quartiers, aux réunions de la police, *etc.*

Dans un premier temps, la familiarisation avec le terrain est passée par la lecture quotidienne de la presse locale (*Times Picayune*) et la consultation de ses archives²²⁰. La presse a constitué une source d'informations précieuses puisqu'elle nous a permis de nous renseigner en temps réel sur les événements en cours à la Nouvelle-Orléans ainsi que sur les caractéristiques spatiales de l'insécurité urbaine (criminalité²²¹ - stratégies sécuritaires – représentations du danger). Par ailleurs, notre participation régulière à des réunions d'associations de quartiers a constitué un moyen efficace pour collecter des informations relatives à la préoccupation des résidents face à la criminalité, ainsi que sur les stratégies sécuritaires mises en place à l'échelle individuelle et communautaire. Par ailleurs, cette participation régulière à la vie associative nous a permis de nous familiariser avec certains habitants, ce qui nous a permis, d'une part, d'étendre notre réseau de connaissance local et, d'autre part, de faciliter le travail d'enquête auprès de la population. De même, les réunions dites NONPACC, qui consistent en une rencontre mensuelle entre les habitants et certains des policiers des huit *districts* de police de la ville, ont constitué une source importante d'informations, d'une part, sur les caractéristiques de la criminalité des différentes juridictions de police et, d'autre part, sur les stratégies

²²⁰ Archives disponibles sur le site internet de nola.com ; <http://www.nola.com/>

²²¹ Les faits les plus violents, notamment les homicides et fusillades, font en effet systématiquement l'objet d'articles dans le *Times Picayune*, s'accompagnant du lieu de leur survenue.

sécuritaires mises en place par les policiers et les résidents. Similairement, notre participation aux réunions hebdomadaires de la police (COMPSTAT) nous a permis d'accéder à de nombreuses informations sur les pratiques policières et la criminalité de la ville (figure 25, image de droite). Ces réunions, qui consistent en une présentation au chef de la police des statistiques criminelles par les responsables de chacun des districts de police, nous ont permis de rencontrer de nombreux policiers qui, se familiarisant à notre présence, se sont fréquemment proposés de nous emmener en patrouille et se sont montrés moins réticents à l'idée de nous fournir certaines informations.



Figure 25 : Patrouille avec la police de la Nouvelle-Orléans dans le 5^{ème} District (à gauche) et participation aux réunions COMPSTAT (clichés de l'auteur, 2010 et 2011).

Les patrouilles réalisées aux côtés de la police nous ont permis d'observer directement le travail des policiers et donc de nous « imprégner » de leur connaissance du territoire et des réseaux criminels établis à travers la ville (figure 25, image de gauche). Par ailleurs, elles ont constitué l'occasion de questionner les policiers sur les changements en matière de criminalité depuis 2005 ou encore de revenir sur leur « expérience Katrina » lorsque ceux-ci étaient en fonction au moment de la catastrophe. Grâce à nos participations répétées aux patrouilles, nous avons progressivement pu établir un lien entre les caractéristiques socio-environnementales des lieux et les caractéristiques de la criminalité²²². Nous avons en effet pu dégager certaines similitudes entre les différentes scènes de crimes sur lesquelles nous avons pu intervenir (environnement urbain dégradé, populations défavorisées, lieux publics désertés, *etc.*).

Parallèlement aux patrouilles réalisées avec la police, le travail d'observation directe sur le terrain a permis d'acquérir des données contextuelles inaccessibles autrement (localisation des territoires des gangs par exemple). Ces observations nous ont également permis d'obtenir des renseignements sur les caractéristiques urbaines (état de la reconstruction dans les quartiers inondés en 2005 – transformations en cours dans le centre-ville, *etc.*), utiles à l'analyse du lien entre (1) les caractéristiques de l'environnement urbain et l'insécurité urbaine et (2) entre la catastrophe Katrina et

²²² Les homicides et fusillades surviennent principalement dans les quartiers défavorisés de la ville, ou dans les quartiers de forte concentration d'activités nocturnes, alors que les cambriolages (signalés) surviennent davantage dans les quartiers résidentiels de la classe aisée et moyenne. Nous précisons qu'il s'agit des cambriolages signalés à la police car de très nombreux cambriolages survenant dans les quartiers pauvres ne sont pas signalés en raison de la réticence des habitants à communiquer avec la police.

l'insécurité urbaine (cf. caractéristiques de la reconstruction). L'investigation sur le terrain a, en effet, permis d'établir une première typologie des territoires de l'insécurité urbaine en distinguant les secteurs selon leurs caractéristiques sociales et paysagères : présence de trafics de drogue - forte/faible présence policière - sécurité affichée (panneaux indiquant la présence de NWP) - lieux publics désertés *versus* fréquentés - environnement physique dégradé - *etc.* Nous avons ainsi pu constater le lien étroit entre les caractéristiques de l'environnement urbain des quartiers défavorisés et leur prédisposition à l'insécurité tant objective que subjective. Ces secteurs se caractérisent en effet par la présence de marchés de drogue « à ciel ouvert » qui favorisent la violence et génèrent une forte insécurité pour les résidents (cf. chapitre 5). La photographie ci-dessous, prise au Nord du quartier largement réputé comme violent de *Central City*, permet d'illustrer nos propos. Celui-ci est en effet le théâtre de narcotraffics que l'on a régulièrement pu observer et se caractérise par un environnement urbain fortement dégradé qui constitue un bon indicateur du niveau socio-économique des habitants (figure 26).



Figure 26 : Observation directe des pratiques des habitants. Ici une transaction de drogue dans le quartier de *Central City* (cliché de l'auteur, 2012).

Cette pratique journalistique du terrain a constitué une « forme d'imprégnation »²²³ qui nous a permis de nous familiariser avec la ville et les pratiques de ses habitants, notamment *via* l'observation participante. Cette méthode consiste en effet « à étudier une société en partageant le mode de vie, en se faisant accepter par ses membres et en participant aux activités des groupes et à leurs enjeux » (Texier, 2009, p. 120). Par ailleurs, ce travail d'exploration initial a ouvert la voie à la mise en place de méthodes de collecte de données plus structurées (enquête, entretiens semi-directifs, *etc.*).

Parallèlement aux données collectées directement sur le terrain, les sources de seconde main (documents universitaires, rapports officiels, articles de journaux), ont été utiles, notamment pour la reconstitution des événements survenus au cours des jours, semaines et mois *post* Katrina. Les

²²³ Nous reprenons ici les termes de Marie-Christine Jaillet qui développe les méthodes de terrain en sciences humaines et plus spécifiquement la pratique du terrain (15' min). Cet interview a été réalisé dans le cadre du cycle de conférence de l'ENS - Grand Lyon. Interview disponible sur le site de Canal U : http://www.canal-u.tv/video/ecole_normale_supérieure_de_lyon/conjuguer_bien_commun_aspiration_a_l'autonomie_et_refus_des_contraintes.6764

informations tirées des sources secondaires ont en effet été nécessaires pour analyser les implications du passage de Katrina à la Nouvelle-Orléans et l'échelle de certaines villes d'accueil des évacués, notamment Houston et Dallas. Nous avons pour cela procédé au « dépouillement » de la presse, notamment des archives du *Times Picayune* qui constituent une mine d'informations sur le sujet. La disponibilité des articles parus au moment de la crise a en effet permis de revenir en détails sur certains événements. Toutefois, les informations obtenues *via* ces sources de seconde main ont systématiquement dû être validées par une confrontation avec les données collectées sur le terrain, principalement par le biais d'entretiens. Ceci s'est avéré particulièrement important pour les informations relatives aux événements survenus au cours des jours et semaines *post* Katrina. En effet, les journalistes ont le plus souvent structuré leurs discours sur la base d'informations qui se sont fréquemment révélées erronées par la suite (cf. chapitre 7). Les entretiens avec certains acteurs de la gestion de crise présents sur le terrain en août 2005 (Garde Nationale, DHS, FEMA, Police d'Etat et Fédérale, *etc.*), ont permis la vérification des informations tirées de la presse grâce au recueil d'informations précises et parfois anecdotiques. Nous avons par ailleurs réalisé, lorsque cela était possible, des entretiens avec les journalistes ayant couvert l'information au moment de la catastrophe afin de vérifier si leurs propos correspondaient au contenu de leur(s) article(s). Les archives du *Times Picayune* ont également constitué une source d'informations utiles au travail sur les stratégies sécuritaires micro-locales (*Security Districts*) qui se sont généralisées après Katrina. La lecture des articles, complétée par le travail de vérification sur le terrain, nous a permis d'investir leurs évolutions spatiotemporelles (*pre/post* Katrina).

Parallèlement aux données nous ayant permis de revenir sur la catastrophe Katrina au « temps T » (août/septembre 2005), les données de seconde main relatives aux caractéristiques socio-économiques de la Nouvelle-Orléans ont été collectées auprès d'organismes officiels tels que le Bureau du recensement américain (*US Census*). Nous avons toutefois principalement eu recours aux données très riches et en permanence actualisées fournies par un organisme indépendant (GNOCDC) (cf. 3.2.3).

- Un travail de collecte des données criminelles difficile en raison de leur caractère « sensible »

Les données sur la criminalité urbaine (UCR)²²⁴ sont accessibles *via* les organismes officiels tel que les départements de police, le FBI ou encore le Bureau des statistiques de la Justice (BJS). Toutefois ces données ne peuvent pas être utilisées dans le cadre d'une analyse géographique (cartographique) dans la mesure où elles ne sont pas géo-référencées. Il a donc fallu entreprendre une démarche permettant d'obtenir les données factuelles géo-référencées et compilées par la police sur une période de temps suffisamment longue pour pouvoir investir le lien entre Katrina et les caractéristiques spatiales de la criminalité avant et après la catastrophe. La collecte des données sur la criminalité de la Nouvelle-Orléans n'a pas été une mince affaire. Nous avons véritablement pris conscience de

²²⁴ Les données UCR correspondent aux sept catégories de crimes que nous avons énuméré précédemment (1.1.1), voir 3.2.1 pour plus de détails sur la nature des données.

l'extrême difficulté d'y accéder lorsque nous nous sommes rendus à Dallas au Texas pour obtenir le même type de données. Les policiers de Dallas se sont en effet montrés très coopératifs puisqu'ils nous ont fournis, le jour même de notre demande, l'ensemble des données criminelles correctement géo-référencées pour les années 2000 à 2010. Le « professionnalisme » du département de police de Dallas nous a fait réaliser les difficultés auxquelles nous avons été confrontés à la Nouvelle-Orléans où le manque de transparence du département de police est prégnant²²⁵. Au-delà de ce problème qui s'est matérialisé par un refus systématique des policiers de nous communiquer les données recherchées, la catastrophe Katrina elle-même a constitué un facteur entravant l'obtention des données criminelles, notamment celles antérieures à 2005²²⁶. En effet, de nombreux policiers nous ont affirmé que celles-ci avaient disparu après la catastrophe. Par ailleurs, les données postérieures à Katrina ont également posé problème. En effet, les mêmes policiers qui nous avaient certifié que les données antérieures à Katrina avaient disparues à cause des inondations, avaient également avancé l'idée que les profonds bouleversements au sein du NOPD après Katrina avaient empêché la comptabilisation des statistiques et leur report annuel au FBI²²⁷.

Malgré les difficultés rencontrées pour accéder aux données criminelles, nous avons pu les obtenir, après une quête sans relâche, grâce à notre participation régulière aux réunions de police et à notre familiarisation avec certains membres du département de police. Nous avons également pu obtenir les données relatives aux appels d'urgence au 911 (911 CS), elles aussi compilées sur une période de dix ans (2000 – 2010). Celles-ci se sont avérées complémentaires aux données UCR puisqu'elles nous ont permis d'analyser les activités criminelles liées au trafic de drogue (cf. 3.2.1.). Ces données inédites, que nous avons pu nous procurer grâce à un travail de terrain de longue haleine, ont constitué un support essentiel à l'analyse du lien entre la catastrophe Katrina et l'évolution spatiale et temporelle de la criminalité urbaine (UCR) à la Nouvelle-Orléans.

3.2. Des données riches comportant certaines limites et nécessitant un travail important de mise en forme

L'analyse du lien entre la catastrophe Katrina et l'insécurité urbaine s'est appuyée sur les nombreuses données de première main collectées sur le terrain et issues de sources secondaires. Nous présentons ici les caractéristiques et les limites de ces données qui ont nécessité un travail de mise en forme, de vérification et parfois de correction. Les données criminelles, malgré les nombreuses limites qu'elles comportent, constituent un indicateur utile pour analyser l'insécurité objective d'un territoire (3.2.1).

²²⁵ Ceci malgré les efforts pour une plus grande transparence du département apportés après Katrina qui a révélé son état de corruption et de dysfonctionnement (cf. chapitre 7).

²²⁶ Pour des raisons d'inondation du quartier général de la police (*Headquarters*) et incidemment des systèmes informatiques où étaient stockées les données.

²²⁷ Les données criminelles dites UCR sont transmises annuellement au FBI afin que la criminalité de des villes puisse être comparée.

Ces données sur la criminalité ont nécessité un travail chronophage de correction, principalement en raison d'erreurs de géo-localisation des incidents criminels (3.2.2). Par ailleurs, les données portant sur les caractéristiques socio-économiques des différents quartiers de la Nouvelle-Orléans ont du subir un travail de mise en forme permettant leur utilisation cartographique (3.2.3).

3.2.1. Nature des données sur la criminalité urbaine

La criminalité urbaine, analysée dans le contexte des Etats-Unis, renvoie aux crimes contre les biens et les personnes ainsi qu'aux activités criminelles, notamment le trafic de drogue. Chaque crime correspond à un événement impliquant un ou plusieurs individu(s), l'auteur du crime et la/les victime(s) et survenant à un moment donné et en un lieu précis.

- Données UCR, relatives aux crimes (2000 - 2010)

Comme nous l'avons évoqué précédemment (1.1.1.), sept catégories de crimes forment l'index proposé par le FBI, connu sous le nom d'index UCR (*Uniform Crime Report*). Celui-ci compile l'ensemble des faits criminels constatés par la police qui les communique annuellement au FBI. Les rapports UCR ont pour but de permettre le suivi de l'évolution de la criminalité urbaine et de permettre la comparaison de la criminalité des villes²²⁸. Les faits criminels se décomposent en deux catégories de crimes distincts qui englobent différents faits criminels :

- **Les crimes contre les biens** : cambriolages, vols de véhicules à moteur et vols qualifiés.
- **Les crimes contre les personnes** : homicides, viols, vols à main armée (également qualifiés de vols avec violence), et agressions violentes.

Les données UCR géo-référencées qui ont été obtenues directement auprès de la police de la Nouvelle-Orléans sont regroupées dans une table Excel comportant différentes colonnes qui renseignent sur les caractéristiques spécifiques à chacun des faits criminels : coordonnées géographiques – date – nature du crime - nom de la rue - *etc.* (cf. figure 27). Les colonnes représentées en rouge dans la figure 27 compilent les données qui ont été essentielles à l'analyse spatiale et temporelle de la criminalité (2000 – 2010). Ces données géo-référencées et datées ont en effet pu être importées sous le logiciel de cartographie ArcGIS© et spatialisées par la suite.

- Données relatives aux appels d'urgence au 911 (911 CS) (2000 - 2010)

Les activités criminelles ont pu être analysées par le biais des données relatives aux appels d'urgence au 911 qui, comme les données UCR sont géo-référencées, donc utiles à l'analyse spatiale. Ces

²²⁸ Tous les départements de police ne participent pas au programme UCR.

données regroupent des dizaines de catégories de faits²²⁹ reportés par la population *via* le 911. Afin de pouvoir utiliser ces données pour analyser la criminalité *pre/post* Katrina, nous avons dû sélectionner les appels relatifs à la drogue, qualifiés de « *drug related* » (figure 28). Ces données ont en effet constitué un indicateur de la présence d'activités criminelles, complémentaire aux données UCR (crimes contre les personnes et contre les biens).

1	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	Status	Ref_ID	Side	X	Y	Stan_addr	ARC_Street	SIGNAL	MODIFYST	SIGNAL_TYP	MODIFYSIGT	DATE
2	M	390	L	3659983,018597	530393,033408	1240 GEN OGDEN	3641 TIMBER BLUFF	34C	34C	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	01/10/2000
3	M	1852	R	3660014,586494	530637,472525	1301 FERRY PL	3534 MEADOW PARK LN	34C	34C	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	24/12/2000
4	M	202	R	3660089,761733	529940,452461	1165 EAGLE ST	5699 TULLIS DR	34C	34C	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	06/04/2000
5	M	1858	L	3660113,302727	530031,116793	8800 OAK ST	5701 TULLIS DR	37	37	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	25/12/2000
6	M	1858	R	3660139,069083	530061,712461	8801 OAK ST	5729 TULLIS DR	37	37	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	06/05/2000
7	M	1882	R	3660167,602806	529043,089465	FRERET ST	TULLIS DR & WOODLAND DR	34S	34S	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	26/02/2000
8	M	204	R	3660181,562673	530072,299160	1215 EAGLE ST	5913 TULLIS DR	37	37	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	17/02/2000
9	M	1851	R	3660217,402998	530906,989627	FERRY PL	6101 TULLIS DR	34D	34D	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	21/07/2000
10	M	457	L	3660277,078383	529191,876502	1000 LEONIDAS	4300 SULLEN PL	34	34	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	27/12/2000
11	M	457	L	3660277,078383	529191,876502	1000 LEONIDAS	4222 FIELDS ST	34	34	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	04/02/2000
12	M	459	L	3660277,603145	528677,076769	932 JOLIET ST	4370 MAPLE LEAF DR	34	34	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	14/06/2000
13	M	800	L	3660318,873937	528203,380502	830 CAMBRONN	4100 MAPLE LEAF DR	34	34	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	26/03/2000
14	M	459	R	3660319,112824	528662,665664	939 JOLIET ST	4558 MAPLE LEAF DR	37	37	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	13/05/2000
15	M	455	R	3660343,572418	528920,605436	8539 FRERET S	10639 WILLOW DR	37	37	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	22/07/2000
16	M	401	L	3660348,895027	530837,791596	1408 GEN OGDEN	7055 TULLIS DR	34	34	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	07/04/2000
17	M	806	R	3660350,834407	527651,255627	701 DANTE ST	531 BELLECASTLE ST	34C	34C	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	09/11/2000
18	M	806	L	3660371,941439	527733,398786	736 DANTE ST	3410 BEHRMAN HW	37	37	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	31/12/2000
19	M	283	L	3660376,319800	527229,723805	600 DUBLIN ST	600 BELLECASTLE ST	34C	34C	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	07/01/2000
20	M	407	L	3660381,257665	529824,407754	1200 MONROE	3611 PRESTON PL	34C	34C	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	04/04/2000
21	M	455	L	3660416,013727	528807,039968	8500 FRERET S	3601 PRESTON PL	34C	34C	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	23/04/2000
22	M	294	L	3660443,349314	526690,860788	500 S CARROLLT	617 LEONTINE ST	34S	34S	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	27/06/2000
23	T	285		3660454,202998	526673,389623	S CARROLLTON	401 NASHVILLE AV	37	37	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	23/05/2000
24	T	285		3660454,202998	526673,389623	S CARROLLTON	3800 TEXAS DR	37	37	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	04/05/2000
25	T	285		3660454,202998	526673,389623	S CARROLLTON	3800 TEXAS DR	37	37	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	09/07/2000
26	T	285		3660454,202998	526673,389623	S CARROLLTON	3800 TEXAS DR	37	37	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	08/09/2000
27	T	285		3660454,202998	526673,389623	S CARROLLTON	3519 PITTARI PL	34C	34C	AGG ASSAUL	AGG ASSAULT	15/07/2000

Figure 27 : Table Excel compilant l'ensemble des données criminelles compilées sur dix ans (2000 - 2010) (source : capture d'écran).

1	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1	item	Date	Time	location	signal	dispo	call_type	ucr_type	X	Y
2	E-13962-00	05/08/00	09:58:00	1300 GEN OGDEN ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660118,2	530525,4
3	F-37484-00	06/21/00	21:19:31	1300 GEN OGDEN ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660118,2	530525,4
4	K-49579-00	11/30/00	19:55:51	1300 GEN OGDEN ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660118,2	530525,4
5	I-36225-00	09/20/00	23:08:11	FERRY PL AND WILLOW ST	966	NAT	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660215,8	530888,9
6	C-21164-00	03/10/00	23:32:31	GEN OGDEN ST AND WILLOW ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660336	530777,5
7	D-48285-00	04/26/00	23:20:58	GEN OGDEN ST AND WILLOW ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660336	530777,5
8	H-27294-00	08/15/00	21:26:36	GEN OGDEN ST AND WILLOW ST	966	NAT	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660336	530777,5
9	K-26290-00	11/16/00	17:01:47	GEN OGDEN ST AND WILLOW ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660336	530777,5
10	A-36650-00	01/21/00	13:29:27	1400 GEN OGDEN ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660343,4	530785,46
11	D-21630-00	04/12/00	22:00:57	1400 GEN OGDEN ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660343,4	530785,46
12	F-31725-00	06/18/00	17:42:16	1400 GEN OGDEN ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660343,4	530785,46
13	H-18653-00	08/11/00	05:46:54	1400 GEN OGDEN ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660343,4	530785,46
14	H-39716-00	08/22/00	17:20:34	EAGLE ST AND PLUM ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660355,1	530280,1
15	G-21244-00	07/12/00	16:38:33	1415 GEN OGDEN ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660376,4	530821,1
16	G-23624-00	07/13/00	21:56:37	1200 MONROE ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660394,9	529792,88
17	K-11546-00	11/07/00	19:01:56	1440 GEN OGDEN ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660437,8	530887,29
18	F-23651-00	06/14/00	03:39:06	500 S CARROLLTON AV	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660455,3	526658,48
19	K-11892-00	11/07/00	23:09:46	1600 HOLLYGROVE ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660564,3	531548,23
20	K-26605-00	11/16/00	20:46:14	8800 WILLOW ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660590,5	530547,03
21	K-05378-00	11/04/00	00:49:28	MONROE ST AND PLUM ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660623	530047,5
22	C-41330-00	03/23/00	01:12:51	GREEN ST AND HOLLYGROVE ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660789,5	531794,8
23	E-50633-00	05/27/00	18:45:32	1700 HOLLYGROVE ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660796,6	531802,52
24	F-06001-00	06/04/00	10:51:58	8630 PLUM ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660798,3	529885,33
25	H-40557-00	08/23/00	03:25:56	LEAKE AV AND MILLAUDON ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660815,7	523424,3
26	C-30826-00	03/16/00	16:57:31	1819 HAMILTON ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660816,5	532347,23
27	B-17800-00	02/11/00	00:35:26	S CARROLLTON AV AND HAMPSON ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660818,2	527051,3
28	E-17037-00	05/09/00	21:42:51	S CARROLLTON AV AND HAMPSON ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660818,2	527051,3
29	G-20259-00	07/12/00	01:40:50	100 MILLAUDON ST	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660822	523430,93
30	B-19727-00	02/12/00	00:14:17	BROADWAY ST AND LEAKE AV	966	RTF	DRUG VIOLATIONS	PART 2	3660852,9	521525,9

Figure 28 : Table Excel compilant l'ensemble des données sur les appels au 911 relatives au trafic de drogue (2000 – 2010) (source : capture d'écran).

²²⁹ Il ne s'agit pas que de crimes. De nombreux appels correspondent à ce que l'on peut qualifier de nuisances et d'actes délinquants.

➤ Limites inhérentes aux données

Si les données sur la criminalité urbaine (UCR - 911 CS) obtenues pour la période 2000 – 2010 constituent des indicateurs essentiels à l'analyse du lien entre la catastrophe Katrina et l'insécurité urbaine, elles présentent toutefois de nombreuses limites qu'il convient d'évoquer. Les données criminelles compilées par les services de police (données UCR), ne reflètent que partiellement le volume de criminalité réel (criminalité vécue). L'écart entre la criminalité réelle et la criminalité mesurée (chiffre noir) dépend en effet de plusieurs facteurs tels que la qualité du travail de la police ou encore le niveau de report des crimes par la population. Ce « chiffre noir » peut être particulièrement élevé pour les crimes contre les biens, notamment les vols qualifiés qui ne sont pas systématiquement reportés à la police. Si les crimes contre les biens tendent à être davantage sous reportés que les crimes contre les personnes, ces derniers peuvent toutefois faire l'objet d'un chiffre noir élevé dans les quartiers soumis à la « loi du silence ». Les populations des quartiers où sévissent les activités criminelles, notamment le trafic de drogue, vivent en effet dans la peur des représailles des trafiquants, ce qui peut les dissuader de reporter les activités criminelles, y compris les actes commis à leur rencontre. Par ailleurs, la qualité des relations entre la police et les habitants détermine en grande partie le niveau de report des crimes par ces derniers. Pour cette raison, le taux de report des crimes pourra fortement varier d'un quartier à l'autre.

Au-delà de ces limites intrinsèques, il est bien connu que les statistiques criminelles font régulièrement l'objet de manipulations à des fins politiques. Ceci a pu être particulièrement vrai au cours des années *post* Katrina en raison des enjeux politiques et économiques de la reconstruction²³⁰. Les données criminelles relatives aux années *post* Katrina posent également le problème de la qualité du travail de comptabilisation des crimes par les services de police puisque ceux-ci ont durement été affaiblis par la catastrophe (cf. chapitre 7 et 11). La disponibilité des officiers de police et des opérateurs du centre de gestion des appels au 911 a en effet été réduite, notamment au cours des premières années après Katrina (2006/2007).

Malgré ces limites inhérentes aux données criminelles, leur compilation sur une période de temps long permet, dans une certaine mesure, de pallier ces limites. En effet, les données géo-référencées permettant d'investir les caractéristiques spatiales de la criminalité et de donner un sens aux statistiques, sont analysées sur une temporalité longue. De fait et pour reprendre l'expression d'Alain Bauer, « si les données criminelles ne sont pas bonnes en tant que telles, en tendance, elles sont plutôt justes »²³¹.

3.2.2. Un long travail de mise en forme et de correction des données criminelles

²³⁰ Besoin criant de ressources pour la police fortement affaiblie par la catastrophe (cf. chapitres 9 et 11).

²³¹ Propos tirés d'une intervention d'Alain Bauer (sécurité et insécurité urbaines) à la conférence du 15 avril 2000 – Mission 2000 en France. Disponible sur le site internet de Canal U : http://www.canal-u.tv/video/universite_de_tous_les_savoirs/securete_et_insecurite_urbaines.958

Une fois les données criminelles obtenues, nous avons dû procéder à un long travail de mise en forme et de correction des données qui n'étaient pas toujours correctement renseignées. L'erreur la plus fréquente consistait en l'absence de coordonnées géographiques pour certains crimes. Ceci a pu être détecté visuellement en passant en revue les données des colonnes X et Y²³² (cf. figure 27 et 28) pour l'ensemble des tables Excel© correspondant aux données UCR et aux appels au 911. Avant de procéder aux corrections des données, nous avons classé les données afin de faciliter les procédures de vérification et, par la suite, leur traitement sous le logiciel de cartographie ; (1) les tables relatives aux crimes UCR ont été classées par années (2000 à 2010) et par catégories de crime (sept catégories de crimes, cf. 3.2.1.) - (2) les tables relatives aux données du 911 ont été classées par années (2000 à 2010) pour l'ensemble des appels ainsi que pour ceux relatifs à la drogue (*drug related*).

Aucune erreur de géo-localisation ne fut trouvée pour les données correspondant aux appels au 911 ; en revanche, les données UCR ont parfois nécessité un travail de correction lorsque les colonnes X et Y étaient non renseignées (X et Y = 0). Pour ce faire, il nous a fallu procéder à la localisation du crime par l'usage de l'adresse indiquée dans la colonne ARC_Street (Colonne I, cf. figure 27). Ce travail de géo-localisation s'est fait sous le logiciel de cartographie ArcGIS©. Nous avons pour cela créé de nouveaux « fichiers de forme » (*Shapefiles*) ponctuels compilant les crimes mal renseignés par l'usage de couches d'informations relatives aux rues (*Streets*).

3.2.3. Données relatives aux caractéristiques socio-économiques de la Nouvelle-Orléans pre/post Katrina (quartiers)

L'analyse des caractéristiques urbaines de la Nouvelle-Orléans antérieures et postérieures à Katrina a reposé sur l'utilisation des données socio-démographiques obtenues auprès d'organismes officiels (*US Census*) et indépendants. Ces données, qui se sont avérées essentielles à l'analyse du lien entre la catastrophe Katrina et l'insécurité urbaine, sont disponibles sur la plateforme internet du *Greater New Orleans Community Data Center (GNOCDC)*²³³ qui met à disposition des internautes un très grand nombre de données agrégées à l'échelle de la ville et de ses 73 quartiers. Créée en 1997, cette base de données constitue la source d'informations la plus fiable pour analyser le processus de reconstruction *post* Katrina. Une somme considérable d'informations relative au profil *pre* Katrina de chaque quartier est disponible sous la forme de tables Excel qu'il a toutefois fallu mettre en forme pour pouvoir les utiliser dans le cadre d'un SIG (Systèmes d'Information Géographique). Les données disponibles sur le site du GNOCDC proviennent de différentes sources telles que l'*U.S. Census Bureau - U.S. Postal Service - U.S. Bureau of Labor Statistics - U.S. Department of Housing and Urban Development - la FEMA - etc.* Les données sont par ailleurs régulièrement mises à jour, ceci afin de suivre au mieux le

²³² Afin de simplifier le travail nous avons trié les données par ordre de grandeur.

²³³ <http://www.gnocdc.org/prekatrinastite.html>

processus de reconstruction de la ville. Nouvellement nommé « The Data Center »²³⁴, nous faisons référence à cet organisme sous le nom du GNOCDC (*Greater New Orleans Community Data Center*) dans la mesure où ce changement est postérieur à la période d'utilisation et d'analyse des données. La figure 29, qui présente un extrait de la table Excel provenant du site internet du GNOCDC et regroupant l'ensemble des caractéristiques socio-démographiques des 73 quartiers pour 2010, illustre le format sous lequel les données ont été obtenues.

People & Household Characteristics for Neighborhood Statistical Areas within Orleans Parish, 2010						
	A	B	C	D	E	F
1	People & Household Characteristics for Neighborhood Statistical Areas within Orleans Parish, 2010					
2						
3	for definitions see: http://www.gnocdc.org/NeighborhoodData/def.html					
4	Total numbers (2010)	Algiers Point	Audubon	B.W. Cooper	Bayou St. John	Behrman
5	Population	2 455	15 865	806	3 529	8 064
6	Total households	1 229	5 335	318	1 719	2 877
7	Family households	574	2 607	181	747	1 942
8	Source Citation: GNOCDC analysis of data from U.S. Census 2010 Summary File 1 (SF1)					
9						
10	Gender (2010)	Algiers Point	Audubon	B.W. Cooper	Bayou St. John	Behrman
11	Female	51,2%	52,5%	54,7%	51,9%	54,1%
12	Male	48,8%	47,5%	45,3%	48,1%	45,9%
13	Source Citation: GNOCDC analysis of data from U.S. Census 2010 Summary File 1 (SF1)					
14						
15	Age (2010)	Algiers Point	Audubon	B.W. Cooper	Bayou St. John	Behrman
16	5 years old and under	7,0%	4,3%	10,8%	7,0%	9,2%
17	6-11 years old	5,0%	4,8%	7,1%	5,1%	8,8%
18	12-17 years old	4,0%	4,0%	8,9%	5,9%	9,8%
19	18-34 years old	25,2%	48,9%	26,8%	29,0%	24,1%
20	35-49 years old	24,3%	13,1%	16,4%	22,2%	19,3%
21	50-64 years old	24,0%	14,6%	21,6%	21,0%	18,4%
22	65-74 years old	5,7%	5,5%	5,0%	5,4%	5,8%
23	75-84 years old	3,5%	3,2%	2,9%	3,1%	3,5%
24	85 years old and older	1,4%	1,5%	0,6%	1,4%	1,2%
25	Source Citation: GNOCDC analysis of data from U.S. Census 2010 Summary File 1 (SF1)					
26						
27	Racial & ethnic diversity (2010)	Algiers Point	Audubon	B.W. Cooper	Bayou St. John	Behrman
28	Black or African American	22,5%	4,8%	90,8%	49,0%	81,5%
29	White	68,9%	85,0%	1,1%	41,5%	8,4%
30	Asian	0,3%	3,2%	0,0%	0,9%	1,2%
31	American Indian	0,2%	0,1%	0,5%	0,1%	0,2%
32	Other	0,1%	0,3%	0,1%	0,4%	0,2%
33	2 race categories	1,5%	1,5%	0,7%	1,8%	1,2%
34	Hispanic (any race)	6,5%	5,0%	6,7%	6,3%	7,3%
35	Source Citation: GNOCDC analysis of data from U.S. Census 2010 Summary File 1 (SF1)					

Figure 29 : Table Excel© d'origine obtenue auprès du GNOCDC compilant l'ensemble des données socio-démographiques des quartiers en 2010 (source : capture d'écran).

Ces tables Excel se présentent sous une forme qu'il a fallu modifier afin de pouvoir traiter les données sous le logiciel de cartographie utilisé (ArcGIS). Ceci a consisté à saisir l'ensemble des données en plaçant les 73 quartiers dans une seule colonne (colonne A, figure 30). Une fois les données mises en forme, nous avons procédé sous ArcGIS à la jointure de la table Excel avec le fichier de forme relatif aux quartiers de la ville, ceci afin d'obtenir un nouveau fichier de forme comprenant une table attributaire complète (données sociodémographique *pre* et *post* Katrina). La figure 30 illustre la table Excel qui a été utilisée pour importer les données sous ArcGIS. La compilation des données socio-économiques de chaque quartier pour les années 2000 et 2010 sur la même table Excel, a permis le calcul de taux d'évolution entre 2000 et 2010 (nombre d'habitants, caractéristiques raciales, type

²³⁴ <http://www.datacenterresearch.org/>

d'occupation du logement, *etc.*). Ces taux se sont par la suite avérés particulièrement utiles pour investir les implications territoriales à long terme de la catastrophe Katrina (cf. colonnes J et K de la figure 30 qui renseignent le pourcentage d'évolution de la part d'habitants noirs par quartier).

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K
	GNOCDC_LAB	Population _2000	Population _2010	12-17 years old_2000_%	12-17 years old_2010_%	18-34 years old_2000_%	18-34 years old_2010_%	Black or African American_2000 _%	Black or African American_2010 _%	%_change_ NEGATIF	%_change_ POSITIF
2	ALGIERS POINT	2 381	2 455	5,6%	4,0%	25,8%	25,2%	25,1%	22,5%	1,3	0
3	AUDUBON	14 898	15 865	5,5%	4,0%	42,1%	48,9%	5,1%	4,8%	27	0
4	B. W. COOPER	4 339	806	12,6%	8,9%	25,4%	26,8%	98,4%	90,8%	2,7	0
5	BAYOU ST. JOHN	4 861	3 529	8,9%	5,9%	26,2%	29,0%	67,8%	49,0%	27,1	0
6	BEHRMAN	10 430	8 064	11,1%	9,8%	25,7%	24,1%	77,4%	81,5%	0	7
7	BLACK PEARL	1 772	1 734	4,6%	3,6%	36,1%	35,8%	36,7%	21,5%	38,6	0
8	BROADMOOR	7 232	5 381	9,1%	8,6%	25,3%	30,4%	68,2%	61,1%	6,9	0
9	BYWATER	5 096	3 337	8,1%	3,7%	26,7%	29,6%	61,0%	33,1%	43,8	0
10	CENTRAL BUSINESS DISTRICT	1 794	2 276	1,7%	0,6%	31,0%	42,4%	32,9%	23,1%	0	25,7
11	CENTRAL CITY	19 072	11 257	9,7%	5,9%	23,9%	27,2%	87,1%	72,4%	15,4	0
12	CITY PARK	2 813	2 708	4,1%	3,4%	30,2%	30,8%	9,4%	7,6%	18,4	0
13	DESIRE AREA	4 451	2 005	11,4%	11,2%	24,4%	24,6%	94,7%	95,3%	0	2
14	DILLARD	6 471	4 373	7,2%	6,9%	26,2%	24,7%	88,4%	91,3%	0	6,8
15	DIXON	1 772	1 270	9,5%	5,7%	23,7%	24,6%	94,9%	90,3%	5	0
16	EAST CARROLLTON	4 438	4 253	5,4%	4,3%	41,0%	40,8%	31,5%	19,7%	22,3	0
17	EAST RIVERSIDE	3 220	2 699	8,8%	4,4%	28,1%	31,4%	63,9%	41,4%	33,7	0
18	FAIRGROUNDS	6 575	5 192	8,0%	5,9%	22,1%	23,7%	69,0%	64,0%	1,6	0
19	FILLMORE	6 983	4 227	8,3%	8,6%	17,9%	23,4%	56,9%	70,5%	0	35,3
20	FISCHER DEV	2 034	849	18,5%	15,5%	21,4%	23,1%	99,2%	97,4%	0,3	0
21	FLORIDA AREA	3 171	1 302	9,9%	8,5%	20,1%	21,2%	98,4%	96,5%	2,7	0
22	FLORIDA DEV	1 604	6	17,4%	16,7%	24,4%	33,3%	98,1%	100,0%	0	1,8
23	FRENCH QUARTER	4 176	3 813	0,8%	0,8%	25,8%	23,4%	4,3%	4,4%	3,1	0
24	FRERET	2 446	1 715	9,5%	7,4%	23,6%	30,9%	82,6%	72,0%	19,3	0
25	GARDEN DISTRICT	1 970	1 926	4,0%	3,3%	29,8%	29,3%	2,7%	3,2%	0	1,3
26	GENTILLY TERRACE	10 542	8 210	9,8%	8,5%	20,7%	22,0%	69,7%	77,8%	0	18,3
27	GENTILLY WOODS	4 387	2 817	8,8%	8,0%	23,9%	26,5%	68,4%	69,3%	0	9,4
28	GERT TOWN	4 748	3 614	6,7%	5,4%	42,6%	50,2%	94,5%	87,6%	4,4	0
29	HOLLYGROVE	6 919	4 377	9,6%	8,4%	20,7%	21,8%	94,7%	93,9%	0,7	0
30	HOLY CROSS	5 507	2 714	12,2%	8,4%	22,3%	25,2%	87,5%	89,3%	0	1,2

Figure 30 : Mise en formes des données socio-démographiques du GNOCDC sous Excel nécessaire à leur utilisation cartographique (ArcGIS©) (source : capture d'écran) .

Les données socio-démographiques agrégées à l'échelle des quartiers nous ont par ailleurs permis de calculer les taux de criminalité qui ont été très utiles à l'analyse de l'évolution criminelle des quartiers après Katrina (chapitre 10). En effet, l'impact parfois considérable de la catastrophe Katrina sur le nombre d'habitants par quartier a nécessité d'investir l'évolution des différentes catégories de crimes en prenant en compte les changements démographiques survenus entre 2000 et 2010. Sans le calcul des taux d'évolution relatifs, il aurait été délicat de comparer la criminalité antérieure et postérieure à Katrina, notamment pour les quartiers ayant connu des évolutions démographiques majeures (cf. chapitre 6).

Si les données collectées *via* le GNOCDC ont été essentielles à l'analyse : (1) du lien entre les caractéristiques des territoires (quartiers) et l'insécurité urbaine, (2) des transformations territoriales *post* Katrina et, finalement, (3) du lien entre la catastrophe et l'insécurité urbaine, celles-ci ne renseignent que les années 2000 et 2010²³⁵. L'absence de données pour l'ensemble des années *pre* et *post* Katrina « intermédiaires » (2001, 2002 [...] 2008, 2009) a donc constitué une limite impossible à contourner.

²³⁵ Dates auxquelles ont été effectués les recensements à l'échelle nationale (*US Census*).

3.3. Méthodes pour l'analyse du lien entre les évolutions de l'insécurité urbaine et les transformations territoriales *post* Katrina

Les méthodes d'analyse spatiale mises en place pour répondre aux différents objectifs de la thèse reposent sur l'utilisation du logiciel ArcGIS©. L'analyse spatiale, qui a pour but la compréhension des causes et logiques de la répartition de phénomènes sociaux, intègre un ensemble de données sociales et environnementales permettant de cerner l'organisation spatiale de ces phénomènes et leur évolution temporelle. L'usage des SIG constitue une méthode permettant l'analyse des configurations spatiales de phénomènes étudiés ainsi que la mise en évidence de relations entre les objets géographiques. Les SIG nous ont ainsi permis d'investir le lien entre l'insécurité urbaine et les caractéristiques des territoires (3.3.1.) et, finalement, le lien entre la catastrophe Katrina et l'insécurité urbaine (3.3.2.). L'analyse proposée dans la thèse, qui repose sur un important travail de terrain, puis de cartographie, s'est toutefois heurtée à certaines limites inhérentes au travail de retour d'expérience (3.3.3.).

3.3.1. Analyse spatiale de l'insécurité urbaine en lien avec les caractéristiques territoriales des quartiers

Afin de montrer le lien entre l'évolution de l'insécurité urbaine et les implications territoriales de la catastrophe à la Nouvelle-Orléans, nous avons procédé à l'analyse spatiale des différentes « composantes » de l'insécurité urbaine, que nous avons reliées aux caractéristiques socio-environnementales des quartiers :

- Analyse spatiale des faits criminels survenus sur une période de dix ans (2000 – 2010) afin de cerner les tendances et changements en matière de spatialisation de la criminalité avant et après Katrina (1) ;
- Analyse des stratégies sécuritaires territorialisées investies au travers du cas des *Security Districts* (2) ;
- Analyse spatiale des représentations du danger des habitants et des policiers à l'échelle des quartiers (3).

(1) L'analyse spatiale de la criminalité s'est appuyée sur l'utilisation des données criminelles précédemment présentées (3.2.1). Le travail a consisté à importer sous le logiciel de cartographie ArcGIS© l'ensemble des données (2000 – 2010) qui avaient été préalablement mises en forme sous Excel© (3.2.2). La figure 31 illustre le travail de cartographie des données criminelles (UCR) qui nous a permis de comparer la répartition spatiale des différentes catégories de faits (cf. 3.2.1) pour les différentes années *pre* et *post* Katrina.

1	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P
1	hf_ID	Score	Side	X	Y	Stan_addr			ARC_Street	SIGNAL_TYP	MODIFYSIGT	DATE	LOCATION	DISTRICT_Z	TIM	
2	19270	100	R	3702562,631101	558790,593798	7015		LAKE WILLOW DR	S SCOTT ST & ULLOA ST	AGG ASSAULT	AGG ASSAULT	01/07/2010	S SCOTT ST & ULL	1104	18991	
3	19270	100	R	3702562,631101	558790,593798	7015		LAKE WILLOW DR	ST CLAUDE AVE & ST ROCH AV	AGG ASSAULT	AGG ASSAULT	01/07/2010	ST CLAUDE AVE &	5802	18991	
4	20439	100	R	3702564,679795	554152,974731	4723		RHODES DR	1234 PAULINE ST	AGG ASSAULT	AGG ASSAULT	01/07/2010	1234 PAULINE ST	5002	18991	
5	15841	100	L	3702597,314661	537512,105432	2412		DUBREUIL ST	705 S SOLOMON ST	AUTO THEFT	AUTO THEFT	01/07/2010	705 S SOLOMON S	3001	18991	
6	20142	100	L	3702624,702442	563167,175722	8080		CROWDER BLVD	5313 WILTON DR	AUTO THEFT	AUTO THEFT	01/07/2010	5313 WILTON DR	3802	18991	
7	20481	100	R	3702627,585045	552309,365736	7400		CHEF MENTEUR HWY	8813 EDINBURGH ST	BURGLARY	BURGLARY	01/07/2010	8813 EDINBURGH	2502	18991	
8	26671	100	R	3702643,674141	523999,744192	127		ROSELYN PARK PL	3420 FERN ST	BURGLARY	BURGLARY	01/07/2010	3420 FERN ST	2004	18991	
9	20461	100	R	3702653,455483	553208,038739	4513		RHODES DR	2915 DRYADES ST	BURGLARY	BURGLARY	01/07/2010	2915 DRYADES ST	6F02	18991	
10	20423	100	L	3702664,337878	553114,400980	4846		ROSEMONT PL	424 S GALVEZ ST	BURGLARY	BURGLARY	01/07/2010	424 S GALVEZ ST	1601	18991	
11	20481	100	R	3702682,079309	552317,814456	7418		CHEF MENTEUR HWY	1237 FILMORE AVE	BURGLARY	BURGLARY	01/07/2010	1237 FILMORE AV	3N02	18991	
12	27326	100	L	3702690,043105	552409,708169	7431		CHEF MENTEUR HWY	1326 GARDENA DR	BURGLARY	BURGLARY	01/07/2010	1326 GARDENA DR	3N01	18991	
13	20423	100	R	3702692,638796	555432,427176	4877		ROSEMONT PL	4800 PRATT DR	BURGLARY	BURGLARY	01/07/2010	4800 PRATT DR	3P03	18991	
14	20427	100	L	3702728,046360	554650,988991	4710		ROSEMONT PL	2704 BURGUNDY ST	BURGLARY	BURGLARY	01/07/2010	2704 BURGUNDY S	5C01	18991	
15	19935	100	R	3702745,180947	557920,344617	6881		PARC BRITTANY BLVD	6258 KUEBEL DR	BURGLARY	BURGLARY	01/07/2010	6258 KUEBEL DR	7D02	18991	
16	19935	100	R	3702745,180947	557920,344617	6881		PARC BRITTANY BLVD	5301 GLOUSTER RD	BURGLARY	BURGLARY	01/07/2010	5301 GLOUSTER R	7R03	18991	
17	19935	100	R	3702745,180947	557920,344617	6881		PARC BRITTANY BLVD	7557 AVALON WAY	BURGLARY	BURGLARY	01/07/2010	7557 AVALON WA	7I13	18991	
18	24687	100	L	3702752,596776	556145,410067	6010		MAYO BLVD	4945 READ BLVD	BURGLARY	BURGLARY	01/07/2010	4945 READ BLVD	7J02	18991	
19	20441	100	L	3702762,157615	554257,988669	4638		ROSEMONT PL	4722 MAID MARION DR	BURGLARY	BURGLARY	01/07/2010	4722 MAID MARIC	7J04	18991	
20	27106	100	L	3702765,123736	522583,775867	2316		SOMERSET DR	13526 LOURDES ST	BURGLARY	BURGLARY	01/07/2010	13526 LOURDES S	7L02	18991	
21	19897	100	R	3702787,481118	561887,576021	8200		CURRAN BLVD	CAMBRONNE ST & ZIMPEL ST	THEFT	THEFT	01/07/2010	CAMBRONNE ST	2K01	18991	
22	16198	100	L	3702791,655683	517935,925091	3540		PLYMOUTH PL	8300 PANOLA ST	THEFT	THEFT	01/07/2010	8300 PANOLA ST	2K04	18991	
23	20452	100	R	3702860,562846	553649,569841	4525		ROSEMONT PL	8200 NERON PL	THEFT	THEFT	01/07/2010	8200 NERON PL	2K04	18991	
24	19897	100	L	3702865,793737	561969,633112	8221		CURRAN BLVD	2920 CAMBRONNE ST	THEFT	THEFT	01/07/2010	2920 CAMBRONN	2T02	18991	
25	19905	100	L	3702919,398272	561415,686422	8211		ABERDEEN RD	8407 COLAPISSA ST	THEFT	THEFT	01/07/2010	8407 COLAPISSA S	2T02	18991	
26	24279	100	L	3702935,814296	560092,471995	7230		THORNLEY DR	417 S SOLOMON ST	THEFT	THEFT	01/07/2010	417 S SOLOMON S	3D02	18991	
27	27142	100	R	3702968,888133	511194,943722	3649		FOREST PARK LN	3951 ERATO ST	THEFT	THEFT	01/07/2010	3951 ERATO ST	6M05	18991	
28	16140	100	R	3702970,902942	511400,328812	3605		FOREST PARK LN	900 TAFT PL	THEFT	THEFT	01/07/2010	900 TAFT PL	1N01	18991	
29	20449	100	L	3702975,305508	554858,745388	4746		WILSON AVE	77H ST&MAGAZINE ST	THEFT	THEFT	01/07/2010	77H ST&MAGAZIN	6A04	18991	
30	17515	100	R	3702993,044907	555602,050087	4855		WILSON AVE	210 N RAMPART ST	THEFT	THEFT	01/07/2010	210 N RAMPART S	8D02	18991	
31	19684	100	R	3703026,814296	557284,623562	7816	S	CORONET CT	135 ST CHARLES AVE	THEFT	THEFT	01/07/2010	135 ST CHARLES A	8I01	18991	
32	16192	100	L	3703128,425573	519443,547535	3130		HUDSON PL	600 POYDRAS ST	THEFT	THEFT	01/07/2010	600 POYDRAS ST	8G04	18991	
33	27141	100	R	3703151,496642	511187,640961	5147		TIMBER CREST DR	300 CANAL ST	THEFT	THEFT	01/07/2010	300 CANAL ST	8A03	18991	
34	19684	100	R	3703154,315489	557311,930186	7836	S	CORONET CT	333 CANAL ST	THEFT	THEFT	01/07/2010	333 CANAL ST	8B01	18991	
35	21303	100	R	3703163,334851	560055,405163	7157		THORNLEY DR	900 CONVENTION CENTER BLV	THEFT	THEFT	01/07/2010	900 CONVENTION	8A01	18991	
36	16199	100	R	3703219,638083	518176,626314	5229		BERKLEY DR	FLORIDA AVE & MUSIC S	THEFT	THEFT	01/07/2010	FLORIDA AVE & M	5P04	18991	
37	23678	100	R	3703229,640150	556265,491453	5551		RICKERT DR	2601 GEN DE GAULLE DR	THEFT	THEFT	01/07/2010	2601 GEN DE GAU	4B02	18991	
38	19905	100	R	3703248,227993	561533,299362	8320		ABERDEEN RD	1641 POLAND AVE	THEFT	THEFT	01/07/2010	1641 POLAND AV	5H04	18991	



Figure 31 : Données criminelles correctement géoréférencées (2000 – 2010) et importées sous ArcGIS (source : capture d'écran).

Ce travail a consisté à importer sous ArcGIS l'ensemble des tables Excel préalablement mises en forme et corrigées et à les convertir en fichier de formes (*shapefiles Crime_UCR*). Ces données ponctuelles ont par la suite pu être agrégées à l'échelle des quartiers afin de pouvoir calculer des taux (taux d'homicides, de cambriolages, *etc.*) en rapportant le nombre de crimes à celui de la population. Cela a permis de comparer le niveau de criminalité des quartiers de la ville entre eux ainsi que le

niveau de criminalité d'un même quartier à différentes dates. Les taux de criminalité ont également pu être mis en lien avec les caractéristiques territoriales des quartiers (environnement physique et social, réponses sécuritaires, représentations du danger). Les corrélations spatiales établies par le travail de cartographie ont par ailleurs été confrontées aux connaissances acquises sur le terrain (CAT) afin de rendre compte plus justement des liens de causalités.

(2) Nous ne développons pas ici les méthodes d'analyse spatiale des stratégies sécuritaires investies au travers du cas des *Security Districts* dans la mesure où nous détaillons ce point dans le chapitre 9 qui traite de la généralisation de ces pratiques au cours des années *post* Katrina. Tout comme l'analyse des évolutions spatiales et temporelles de la criminalité, l'étude des *Security Districts* est passée par un travail de cartographie qui s'est appuyé sur les données de première et seconde main précédemment évoquées. La spatialisation des *Security Districts pre* et *post* Katrina a ainsi permis de les distinguer selon leur date de création et d'analyser les caractéristiques socio-économiques de ces territoires. Nous verrons que certaines contraintes d'ordre méthodologique ont rendu le travail complexe, notamment en raison d'un découpage territorial qui ne correspond pas à celui des territoires administratifs auxquels sont agrégées les données socio-démographiques (cf. 9.1.). Ce travail d'analyse spatiale a également permis d'investir le lien entre la mise en place des *Security Districts* et les caractéristiques de la criminalité urbaine (cf. 9.2).

(3) L'analyse spatiale des représentations du danger, réalisée à l'échelle des quartiers, repose sur une enquête menée auprès de 300 habitants et 200 policiers après qu'un tri visant à exclure les formulaires mal renseignés ait été effectué (cf. chapitre 11). L'utilisation d'un questionnaire accompagné d'une carte de la ville²³⁶ a permis de cartographier les quartiers selon les représentations dont ils faisaient l'objet (quartiers sûrs *versus* dangereux). Certaines difficultés ont émergé lors de la conception des formulaires, ce qui a impliqué de conduire différentes enquêtes tests. En effet, nous nous sommes heurté à des difficultés de compréhension de la part des enquêtés qui ne cernaient pas toujours nos attentes, particulièrement lorsque nous avons conduit ces enquêtes auprès des policiers et des habitants des quartiers défavorisés. Ce manque de compréhension a impliqué une simplification du questionnaire, notamment de la carte de la ville permettant aux enquêtés de localiser les lieux sûrs et dangereux. Nous avons en effet dû utiliser un fond de carte mentionnant le nom des quartiers (cf. 11.2.1.) afin d'aider les enquêtés à localiser les lieux considérés comme sûrs et dangereux. L'utilisation des quartiers comme découpage territorial de référence découle par ailleurs de la volonté de pouvoir cartographier les représentations du danger à une échelle pour laquelle nous disposions de données relatives aux caractéristiques sociales des territoires (quartiers).

3.3.2. Analyse géographique du lien entre l'insécurité urbaine et la catastrophe Katrina

²³⁶ Cf. Annexes.

Le(s) lien(s) entre la catastrophe Katrina et l'insécurité urbaine a été investi par le rapprochement des deux analyses préalables visant à montrer le lien entre, d'une part, l'insécurité urbaine et les caractéristiques socio-environnementales des territoires (1) et, d'autre part, entre la catastrophe et les mêmes caractéristiques des territoires (2) (figure 32). En effet, l'analyse des implications territoriales à long terme de Katrina *via* l'usage de la cartographie a permis d'apporter des éléments d'explication aux tendances criminelles et sécuritaires (réponses) *post* Katrina. Les conséquences de la catastrophe sur le territoire ont été investies en distinguant, d'une part, les caractéristiques physiques et sociales (environnement urbain, nombre d'habitants, caractéristiques économiques, raciales, etc.) et d'autre part les tendances de développement à l'œuvre dans chaque quartier (revitalisation, gentrification, paupérisation, cf. chapitre 6 et 10).

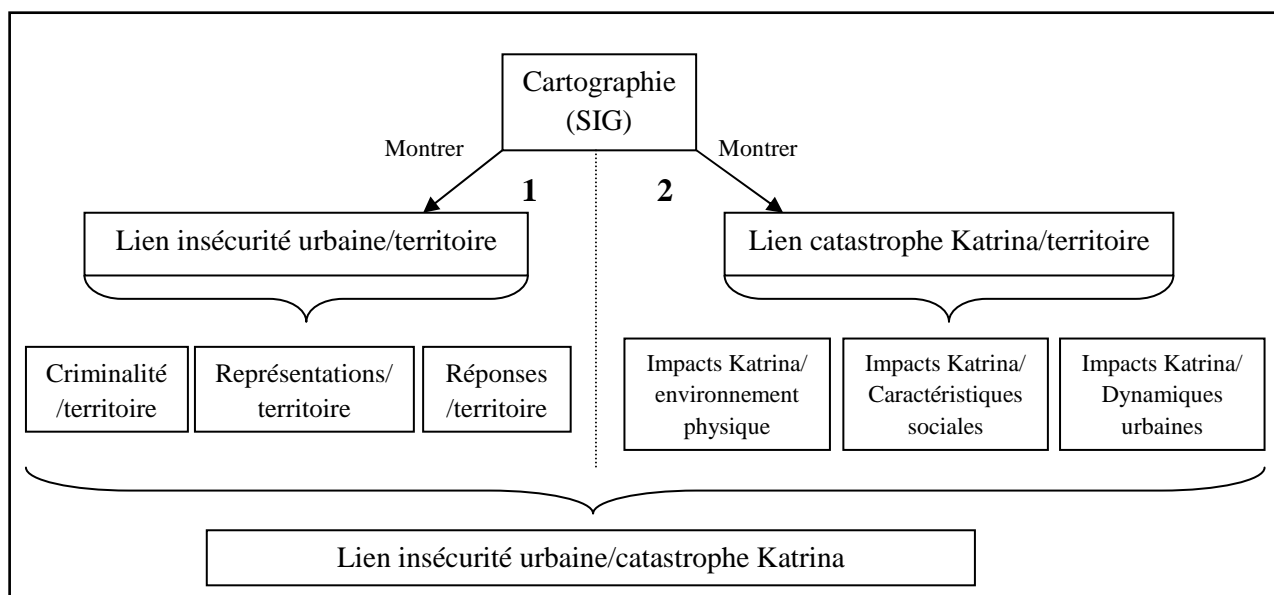


Figure 32 : Analyse spatiale du lien entre l'insécurité urbaine et la catastrophe Katrina.

3.3.3. Apports et limites de l'analyse en retour

Le retour d'expérience sur la catastrophe Katrina à la Nouvelle-Orléans a reposé sur la collecte et l'analyse de nombreuses données de première et seconde main qui ont permis de montrer le(s) lien(s) entre les implications territoriales du passage du cyclone en 2005 et les changements spatiotemporels de l'insécurité urbaine (lien 1 et 2, cf. figure 29, p. 73). L'approche méthodologique qui a placé le travail de terrain au cœur de la démarche a permis d'obtenir de très nombreuses informations qui ont contribué à donner sens à l'analyse spatiale, notamment celle de la criminalité urbaine. En effet, l'observation participative (réunions de quartier, patrouilles, réunions de la police, *etc.*) a permis de s'intégrer parmi les acteurs (habitants, policiers, (ex)trafiquants de drogue) afin de mieux les

comprendre (cf. Texier, 2009, p 139). Cette implication sur le terrain s'est avérée particulièrement pertinente au regard de la problématique investie dans la mesure où la criminalité urbaine qui, à la Nouvelle-Orléans, se structure principalement autour du trafic de drogue, ne peut pas être investie que par la simple analyse des données criminelles. En effet, le travail d'observation directe et les entretiens « informels » avec les policiers et les individus impliqués dans le trafic de drogue ont permis d'interpréter les résultats de l'analyse spatiale de la criminalité. Par ailleurs, les entretiens et discussions avec de nombreux acteurs en charge de la gestion de Katrina et habitants présents lors de la catastrophe, ont complété les données de seconde main pour analyser l'insécurité urbaine au moment de la crise (août –septembre 2005). Toutefois, l'analyse s'est heurtée à de nombreuses contraintes inhérentes au travail portant sur des événements passés et sur un terrain d'étude profondément bouleversé par une catastrophe majeure. En effet, les données antérieures à la catastrophe (2000 – 2005) ont parfois été difficiles d'accès et les données relatives à la période de crise et de reconstruction (2005 – 2005 à 2009) parfois inexistantes ou lacunaires. Par ailleurs, les perturbations engendrées par la catastrophe ont pu influencer les statistiques criminelles dans la mesure où le travail des policiers a été profondément perturbé. La problématique investie a donc impliqué l'utilisation de données comportant de nombreuses limites. Toutefois, le travail de terrain visant à cerner au mieux les pratiques des habitants et des gestionnaires (principalement les policiers) a permis d'acquérir des connaissances qui nous ont permis d'établir certains liens entre la catastrophe et l'insécurité urbaine complémentaires à ceux mis en évidence par l'usage des SIG.

Préalablement à l'étude du lien entre Katrina et l'insécurité urbaine, il convient de présenter les caractéristiques urbaines de la Nouvelle-Orléans préexistantes à la catastrophe dans la mesure où le mode de développement de la ville a conduit à une multiplication des facteurs de vulnérabilité qui permet de rendre compte de l'ampleur de la catastrophe de 2005. Katrina a en effet constitué un révélateur et un catalyseur (chapitre 6) de vulnérabilités environnementales et sociales qui se sont multipliées au cours du XX^{ème} siècle (chapitre 4). Ce contexte de profondes vulnérabilités aux catastrophes « naturelles » se caractérisait également par une forte insécurité urbaine, spatialement hétérogène (chapitre 5).

DEUXIEME PARTIE

LA CATASTROPHE KATRINA : UN REVELATEUR DE VULNERABILITES URBAINES PROFONDES



Figure 33 : Cinq ans après Katrina, les effets de la catastrophe se font toujours ressentir dans la plupart des quartiers inondés à la suite du passage du cyclone en août 2005, comme ici dans le quartier défavorisé du *Lower 9th Ward* (cliché de l’auteur, 2011).

Chapitre 4. Une urbanisation productrice de risques

Chapitre 5. Une insécurité urbaine endémique

Chapitre 6. Conséquences à court et long terme de la catastrophe Katrina

Introduction deuxième partie

L'objectif de cette deuxième partie consiste à présenter les caractéristiques urbaines et sécuritaires de la Nouvelle-Orléans avant Katrina ainsi que les impacts que la catastrophe a eu sur les territoires, tant dans leurs dimensions sociale qu'environnementale. Dans un premier temps, nous reviendrons sur le processus d'urbanisation de la ville qui s'est caractérisé par un développement contrasté des territoires entraînant une multiplication des vulnérabilités socio-environnementales, notamment au cours des dernières décennies du XX^{ème} siècle (chapitre 4). Dans un deuxième temps, nous verrons que la Nouvelle-Orléans était à la veille de Katrina soumise à une insécurité urbaine prégnante qui affectait de manière contrastée les territoires. La ville, détentrice du triste label de capitale du meurtre par taux des Etats-Unis, se caractérisait en effet par de forts contrastes sécuritaires entre les secteurs défavorisés considérés comme dangereux et en proie aux activités criminelles et les secteurs « vitrines » bénéficiant de représentations positives (Chapitre 5). Enfin, l'analyse des conséquences à court et long terme de Katrina permettra de montrer que la survenance de la catastrophe a révélé et exacerbé les vulnérabilités symptomatiques de l'organisation urbaine de Nouvelle-Orléans (Chapitre 6).

Une urbanisation productrice de risques



Figure 34 : Etalement urbain tardif, producteur de risques et favorisant la ségrégation socio-spatiale. Quartiers résidentiels de *New Orleans East*, très exposés au risque inondation (cliché de l'auteur, 2011).

La Nouvelle-Orléans, première ville de l'Etat de Louisiane par sa taille, concentrait en 2005 près de 465 000 habitants¹ (*U.S. Bureau of Census, 2005*) et se caractérise par de forts contrastes physiques et sociaux. Cernée par l'eau du Nord au Sud, traversée par le fleuve Mississippi et bordée par le lac Pontchartrain au Nord, la Nouvelle-Orléans est extrêmement vulnérable aux inondations. Initialement bâtie sur les secteurs topographiquement les plus élevés, la ville a connu au cours du XX^{ème} siècle un étalement sur ses marges suite aux progrès technologiques ayant permis l'assèchement des secteurs marécageux. A partir des années 1960, la ville connaît un départ progressif et continu de sa population et un affaiblissement de son économie successif au choc pétrolier de la fin des années 1970. Le départ des classes moyennes, principalement blanches, vers les banlieues adjacentes à la Nouvelle-Orléans (*white flight*), a entraîné une concentration de plus en plus forte de populations pauvres principalement d'origine Afro-américaine. La déprise urbaine qui s'accroît au cours des années 1980 à 1990, s'est accompagnée d'une réorganisation de l'économie de la Nouvelle-Orléans qui reposait, à la veille de Katrina, de plus en plus sur le secteur du tourisme devenu son véritable fond de commerce. La ville est en effet renommée pour son histoire et l'originalité de ses paysages urbains qui en font l'une des villes

¹ 465 000 habitants intra muros contre un peu moins de 1 400 000 à l'échelle de l'agglomération.

parmi les plus touristiques des Etats-Unis. Ces décors « exceptionnels » qui s'exportent et forment le point d'articulation de la ville avec le reste du monde (Hernandez, 2010), ne représentent toutefois qu'une portion somme toute limitée de la superficie totale de la ville. Derrière la « façade touristique » de la Nouvelle-Orléans se cache l'« envers de ville » où les paysages, tout comme le fonctionnement urbain, n'ont rien d'exceptionnel à l'échelle des États-Unis. A partir des années 1990 et jusqu'au milieu des années 2000, l'amélioration relative des indicateurs socio-économiques à l'échelle de la ville traduit un renforcement du fonctionnement urbain à « plusieurs vitesses »² qui s'est caractérisé par des inégalités sociales de plus en plus prononcées. A la veille du passage du cyclone Katrina en 2005, le fossé entre les territoires « connectés à la mondialisation »³ et les territoires en crise était donc de plus en plus prononcé. (4.1).

La Nouvelle-Orléans est par ailleurs reconnue pour sa criminalité urbaine largement associée à la présence de réseaux criminels et du trafic de drogues générateur de violence. Le contexte urbain marqué par de fortes inégalités socio-économiques, qui se sont renforcées au cours de dernières décennies du XX^{ème} siècle, a constitué un terreau fertile à une insécurité urbaine de plus en plus marquée qui se matérialisait notamment par des taux d'homicides parmi les plus élevés du pays. Les touristes sont néanmoins rarement exposés à cette violence urbaine, sauf occasionnellement lorsque celle-ci survient hors des quartiers pauvres de « l'arrière boutique »⁴ comme ce fut le cas en octobre 2011 lorsqu'une série de fusillades survenue au cœur du quartier français avait fait plusieurs morts et la une des médias nationaux. Si les discours des autorités locales et les guides touristiques font état d'une géographie du danger suivant un découpage de l'espace à « bords francs » opposant une « ville sûre » et une « ville dangereuse », la réalité spatiale de la criminalité urbaine, notamment violente, est hétérogène et ne correspond pas toujours aux représentations dominantes (4.2./4.3.).

4.1. Un développement urbain contraint par l'environnement ⁵

La Nouvelle-Orléans illustre de façon exemplaire les obstacles au développement urbain dans un environnement fortement dynamique et soumis à de nombreuses menaces naturelles. Les contraintes environnementales propres au site de la Nouvelle-Orléans ont imposé une perpétuelle adaptation et ont largement conditionné le développement de la ville, du moins jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle.

Au cours du XX^{ème} siècle, la conquête progressive des secteurs marécageux, rendue possible par la mise en place d'un système technique complexe de lutte contre les inondations, a conduit à une concentration de plus en plus forte d'enjeux dans les secteurs les plus vulnérables de la ville.

² cf. Donzelot (2004) et Mongin (2005).

³ Par analogie aux travaux de Sassen sur la ville globale (1991).

⁴ Métaphore développée par Hernandez dans sa thèse de doctorat (2010, pp. 40-64).

⁵ L'objectif ici n'est pas de revenir en détails sur les caractéristiques historiques de la ville ni sur les différentes menaces naturelles auxquelles la ville est exposée mais plutôt d'insister sur certains points du développement urbain pertinents au regard de notre recherche.

L'histoire des mutations urbaines de la Nouvelle-Orléans traduit en filigrane l'histoire de la « vulnérabilisation » de la ville qui s'est développée de façon spectaculaire sur ses marges.

Dans un contexte environnemental aussi contraignant, l'étalement urbain du XX^{ème} siècle, représente un facteur central dans l'explication de l'exceptionnelle vulnérabilité de la ville aux inondations à la veille du passage du cyclone Katrina. Cette forte vulnérabilité à l'échelle du territoire urbain de la Nouvelle-Orléans (*Orleans Parish*) est à nuancer à plus grande échelle puisque les secteurs localisés à proximité du Mississippi sont, en raison de leur topographie, peu exposés aux inondations (4.1.1).

L'anthropisation des zones marécageuses les plus vulnérables a constitué une pré-condition au processus de ségrégation économique et raciale peu active jusque là. A partir des années 1960, la ville connaît un départ massif des classes moyennes blanches quittant la ville pour s'installer en banlieue. Ce déclin démographique, qui a conduit à une concentration de plus en plus forte de la pauvreté à la Nouvelle-Orléans, s'est accompagné de difficultés économiques majeures consécutives au choc pétrolier de la fin des années 1970 (4.1.2).

La ségrégation socio-spatiale s'est accélérée entre 1990 et 2000, années au cours desquelles la ville a montré certains signes d'amélioration dans son fonctionnement. Cette apparente reprise urbaine traduit en réalité un fonctionnement urbain à « deux vitesses » qui se traduit, d'une part, par la revitalisation⁶ des secteurs centraux et d'autre part, par la paupérisation de la majorité des quartiers périphériques. Les effets de la crise urbaine se sont matérialisés, dans ces quartiers, par une concentration de plus en plus prononcée des difficultés socio-économiques et une dégradation accélérée des paysages urbains (4.1.3).

4.1.1. Une urbanisation conditionnée par de fortes contraintes locales et régionales (contexte historique)⁷

- Cadre physique, « une ville impossible mais inévitable » (Lewis, 2003)

La ville Nouvelle-Orléans illustre de manière magistrale le « dilemme »⁸ entre « une situation idéale » à l'échelle des États-Unis (bassin versant du Mississippi) et un « site impossible » à l'échelle locale (delta du Mississippi) (Colten, 2005 ; Campanella, 2008). Cette situation de compromis entre le site « anti urbain » de la ville et sa situation géographique à l'échelle du pays⁹, fait de la Nouvelle-Orléans une ville « *impossible mais inévitable* » (Lewis, 2003). L'emplacement de la Nouvelle-Orléans était en effet déterminant pour le contrôle du Fleuve qui constituait une véritable porte d'entrée par le Sud sur le territoire Nord Américain. L'établissement d'un port en cet endroit prenait donc tout son sens. Le

⁶ Cf. Gothman (2005) ; Gladstone et Préau (2010).

⁷ Nous nous intéressons ici au contexte historique de la ville afin de comprendre son organisation spatiale et sa vulnérabilité prononcée aux aléas naturels.

⁸ Par analogie à l'ouvrage de Campanella (2008).

⁹ Le processus de développement de la ville en lien avec les très nombreuses contraintes environnementales propres au site est bien étudié dans l'ouvrage de Colten (2005) : « An Unnatural Metropolis: Wrestling New Orleans From Nature ».

port de la Nouvelle-Orléans a en effet longtemps constitué un hub portuaire majeur à l'échelle nationale et internationale (*Unified New Orleans Plan, 2006*). Si la localisation stratégique de la ville à l'échelle des États-Unis semble évidente, « l'impossibilité » du site est frappante à plus grande échelle (cf. figure 35). Les contraintes inhérentes au site de la ville en font un véritable défi pour le développement en raison de la dynamique deltaïque qui rend très complexe l'anthropisation du milieu. La ville est en effet construite sur plusieurs dizaines de mètres de sédiments fins propices à l'infiltration de l'eau et à la subsidence, ce qui rend l'urbanisation du milieu difficile. L'introduction d'éléments fixes dans un environnement aussi dynamique que celui du Delta du Mississippi, n'a en effet pu qu'engendrer une rupture des équilibres qui assurent la reproduction et la conservation du milieu (Paskoff, 1996)¹⁰.

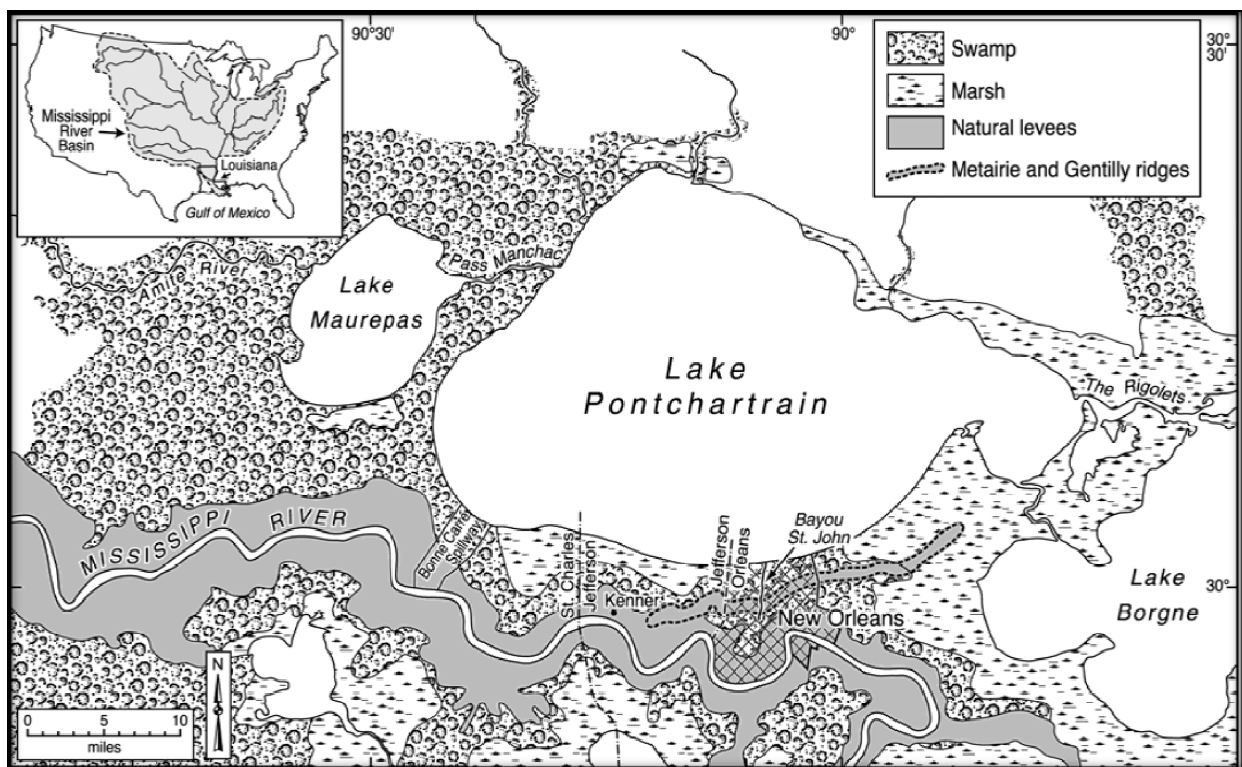


Figure 35 : Contexte national (bassin versant du Mississippi) et cadre physique (site de la Nouvelle-Orléans) (Source : Colten, 2005).

Si le site de la Nouvelle-Orléans est dans son ensemble vulnérable de part sa localisation à l'embouchure d'un fleuve majeur (inondations), le site présente des contrastes topographiques importants. Les deux figures qui suivent illustrent les nuances topographiques qui caractérisent la ville de la Nouvelle-Orléans. Les secteurs représentés par des couleurs chaudes correspondent aux portions de la ville topographiquement les plus élevées, localisées au niveau des berges naturelles du Mississippi et au niveau du lac Pontchartrain, secteurs artificiellement surélevés (action anthropique).

¹⁰ Notamment la dynamique fluviale en méandres de sédimentation qui permet d' « alimenter » les levées naturelles.

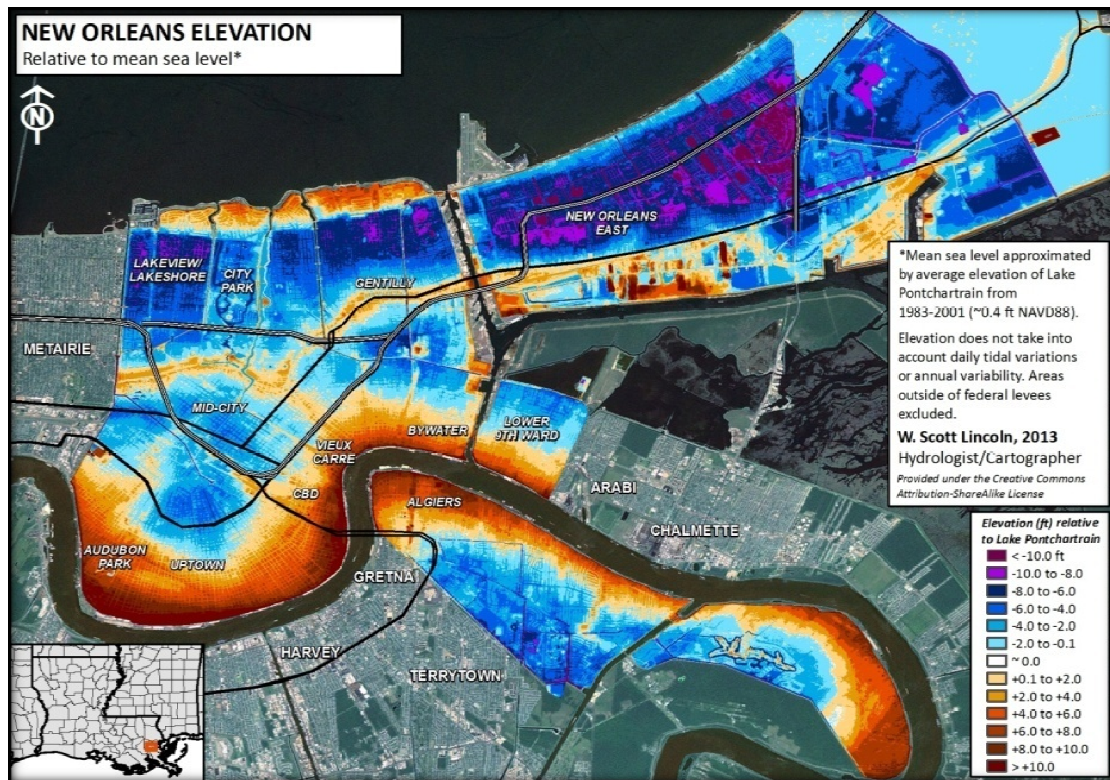


Figure 36 : Contrastes topographiques de la Nouvelle-Orléans (source : Lincoln, 2013).

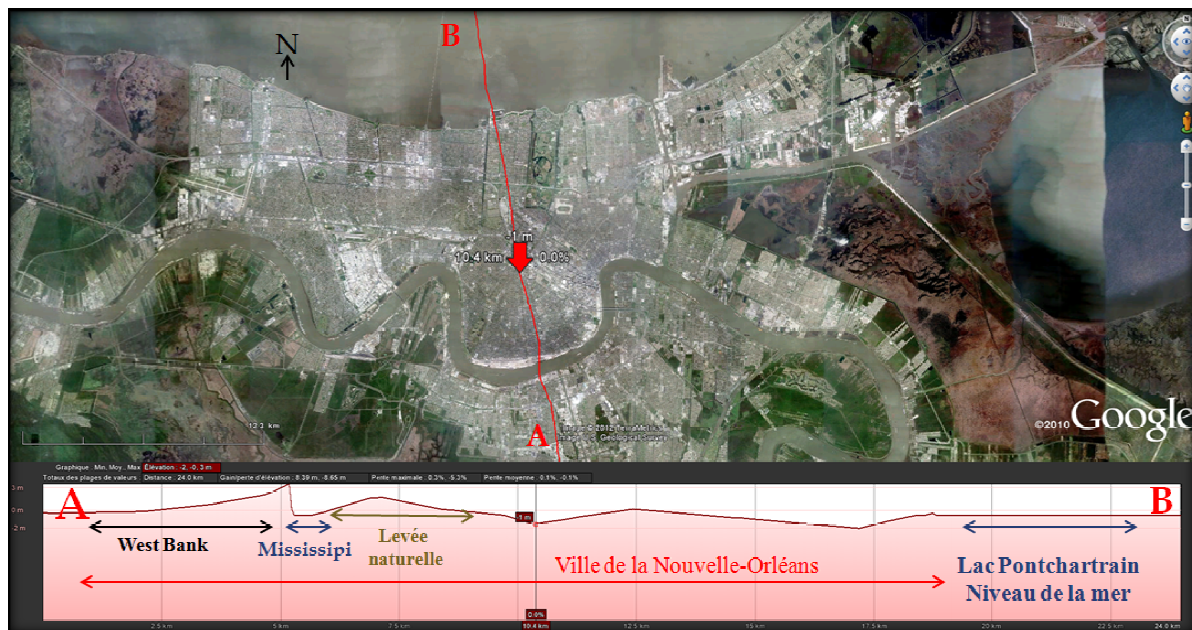


Figure 37 : Coupe topographie de la Nouvelle-Orléans (Source : Google Earth©).

Depuis sa création en 1718, « l'histoire de la ville est marquée par une lutte continuelle contre l'insalubrité des marais et les inondations » (Colten, 2005). Celles-ci sont causées soit par le débordement du fleuve (crue), soit par les eaux des pluies souvent abondantes qui s'accumulent en raison de la topographie en cuvette du site (figure 37), soit par submersion marine liée aux marées de tempêtes (*storm surge*) provoquées par le passage des cyclones ou tempêtes tropicales qui poussent

l'eau des lacs situés au Nord et à l'Est de la ville¹¹. En effet, parallèlement aux risques induits par la dynamique deltaïque du Mississippi qui entraîne des inondations fréquentes¹², la très forte vulnérabilité de la ville aux inondations est renforcée par son positionnement géographique à l'échelle régionale. En effet, la Nouvelle-Orléans se situe sur la trajectoire des cyclones qui se forment annuellement au niveau du Golfe du Mexique. Ces derniers présentent deux menaces majeures pour la ville ;

- D'une part, une menace associée aux vents qui peuvent entraîner des dommages importants sur l'environnement bâti, notamment les toitures des maisons.
- D'autre part, la menace associée aux ondes de submersion de tempêtes qui peuvent atteindre plusieurs mètres de haut et submerger des secteurs pourtant situés au dessus du niveau de la mer.

L'activité cyclonique, particulièrement intense dans la région du Golfe du Mexique, rend la Nouvelle-Orléans particulièrement vulnérable aux inondations.

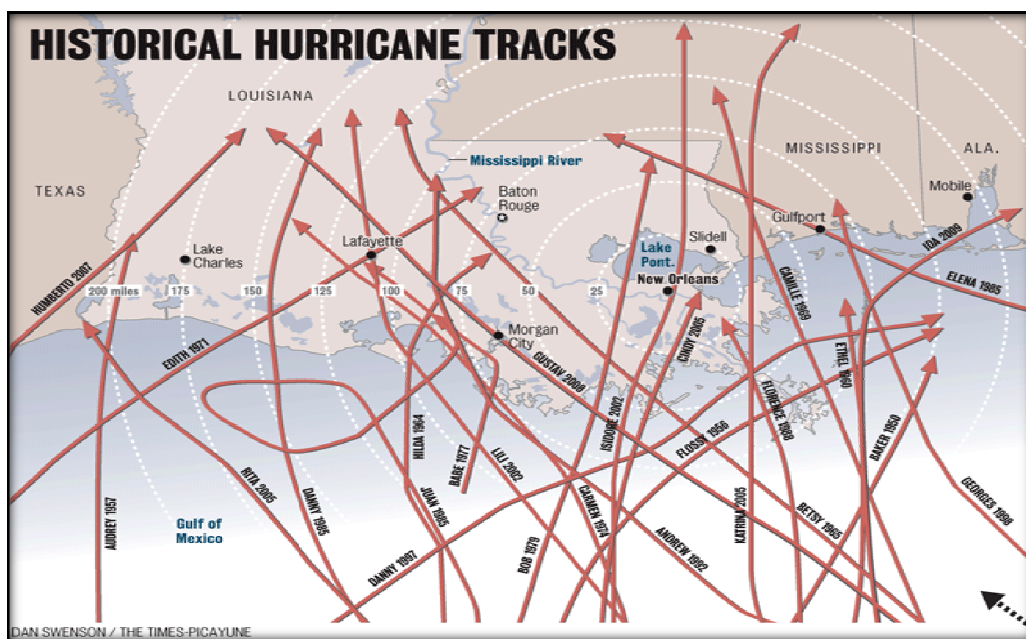


Figure 38 : Trajectoires des principaux cyclones ayant affecté la région de la Nouvelle-Orléans au cours du XXème siècle (source : NOLA.com¹³).

Le cas de la Nouvelle-Orléans est intéressant puisqu'il illustre l'importance du changement d'échelle pour comprendre les différentes vulnérabilités de la ville aux aléas naturels. Ces vulnérabilités s'observent en effet à l'échelle du Golfe du Mexique (cyclones), à l'échelle du delta du Mississippi et de son bassin versant (crues) et enfin, à une plus grande échelle, à celle du site de la ville (topographie et caractéristiques géologiques).

¹¹ Depuis 1759, 172 ouragans ont touché la Louisiane (Shallat, 2000) et causés des inondations à la Nouvelle-Orléans.

¹² Notamment la crue historique de 1927 du Mississippi dont l'ouvrage de Barry (1997) rend compte : « Rising Tide: The Great Mississippi Flood of 1927 and How It Changed America ».

¹³ http://www.nola.com/hurricane/index.ssf/2012/08/map_of_historical_hurricane_tr.html

4.1.2. Un peuplement qui s'adapte aux contraintes environnementales jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle

Face aux contraintes environnementales nombreuses, l'urbanisation du site s'est initialement faite au niveau du quartier français actuel (*French Quarter*) qui, à l'époque, représentait un compromis « idéal » entre les avantages d'accès au fleuve et les contraintes du site (Hernandez, 2010). L'établissement de la ville s'est donc fait dans ce secteur surélevé (Colten, 2005 ; Campanella, 2008) puis, le développement de la ville s'est progressivement fait vers les secteurs adjacents qui bordent le fleuve, eux aussi topographiquement surélevés.

Durant près de deux siècles, la population de la ville s'est maintenue dans ces secteurs relativement épargnés par les inondations. Les contrastes topographiques¹⁴ expliquent donc l'orientation du développement urbain qui caractérise les premiers siècles de l'histoire la ville. La population de la ville s'est ainsi installée sur les secteurs les plus hauts, communément appelés le *Higher ground*, évitant ainsi les secteurs topographiquement bas les plus vulnérables aux inondations. La figure ci-dessous illustre le lien entre l'urbanisation historique de la ville et les nombreuses contraintes environnementales du site. Les secteurs où se sont concentrées les populations sont représentés en gris et correspondent en grande partie aux berges naturelles du Mississippi.

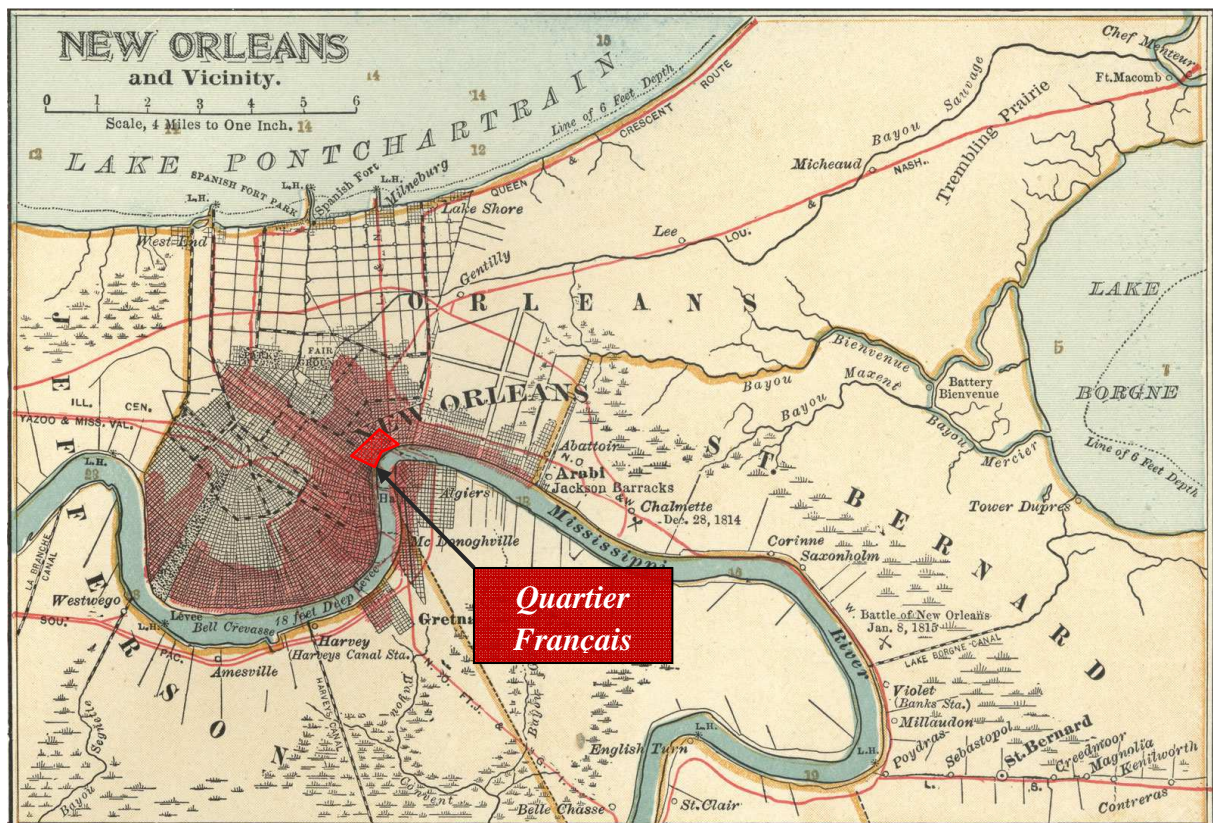


Figure 39 : Une urbanisation contrainte par l'environnement (source : World Press¹⁵).

¹⁴ « L'art d'interpréter les nuances topographiques » est largement développé dans la thèse de doctorat de Julie Hernandez (2010) ainsi que dans l'ouvrage de Richard Campanella (2008) : « Bienvenue's dilemma, a historical geography of New Orleans ».

¹⁵ <http://bigeasybean.wordpress.com/>

En raison des nombreuses contraintes que présente le cadre physique de la Nouvelle-Orléans, l'organisation sociale de la ville s'est caractérisé jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle par une certaine mixité sociale et raciale favorisée par la concentration des populations sur le « croissant topographique »¹⁶. Cette relative mixité ne sous entend néanmoins pas que les populations de différents rangs sociaux et de différentes composition raciale entretenaient des liens et des pratiques communes¹⁷. Si on note à cette époque une relative mixité sociale contrainte par le site, certaines nuances sont tout de même à apporter à la géographie du peuplement¹⁸. Les fonctions portuaires de la Nouvelle-Orléans expliquent en grande partie la présence d'une large population « de passage » constituée de commerciaux, voyageurs, immigrants européens, esclaves, immigrants des caraïbes (Hernandez, 2010). A la fin du XIX^{ème} siècle ces différentes populations ont formé des enclaves ethniques qui suivent le modèle urbain concentrique d'expansion de la ville américaine développé dans les années 1920 par Burgess (Campanella, 2006). La citation qui suit traduit bien la similarité entre le développement urbain de la Nouvelle-Orléans et celui observé à cette époque à l'échelle du pays, ceci malgré les caractéristiques propres au site qui tendent à « déformer » le modèle théorique proposé par Burgess :

« Un modèle déformé et écrasé par les méandres du fleuve et les marais qui bordent l'arrière de la ville mais où on retrouve le cœur commercial entouré d'une zone en transition dégradé à usages mixtes industriels et résidentiels pour les migrants et les plus pauvres qui s'y installent à proximité de leur travail, puis la zone résidentielle éloignée mais rendue accessible par les lignes du *streetcar* » (Hernandez, 2010).

La géographie ethnique de la Nouvelle-Orléans rend compte du lien entre les contraintes environnementales et les caractéristiques socio-économique des populations (Campanella, 2008¹⁹). Si les populations blanches et affluentes de l'époque se sont largement concentrées sur les secteurs topographiquement les plus élevés (*higher ground*), certaines nuances sont à apporter. En effet les secteurs les plus hauts et les plus proches du Mississippi ont paradoxalement vu se concentrer des couches de populations défavorisées en raison des nuisances associées aux activités du port qui ont poussé les populations les plus aisées à s'installer à une certaine distance du fleuve (*Uptown, River Garden*) (Campanella, 2007). Les secteurs à proximité du front de rivière (*Waterfront*) ont donc concentré différentes minorités ethniques installées à proximité de leur lieu de travail (*Irish Channel, Bywater, Marigny*). La figure 40 illustre le contraste géographique entre les secteurs à forte majorité blanche (*urban core* et *front of town*) et les secteurs à forte majorité Afro-américaine, surnommés le *back of town*. Les populations les plus pauvres, majoritairement d'origine Afro-américaines et souvent issues de l'esclavage, se sont concentrées à partir du début du XIX^{ème} siècle dans les secteurs

¹⁶ *Crescent city*, un des nombreux surnoms de la ville fait référence à cette concentration initiale de la population sur les berges du fleuve.

¹⁷ Comme le développe Chamboredon et Lemaire (1970), la proximité spatiale n'abolie pas la distance sociale entre les populations ethniquement et culturellement différentes. D'ailleurs une des caractéristiques marquantes de la Nouvelle-Orléans est cet écart très fort entre blancs et noirs qui interagissent très peu alors que la distance spatiale entre ces catégories d'habitants est faible.

¹⁸ Cf. Hernandez (2010) qui revient sur l'histoire coloniale de la Nouvelle-Orléans et son cosmopolitisme largement lié à son rôle de hub portuaire de l'époque.

¹⁹ L'ouvrage de Campanella (2008) intitulé « Bienville's Dilemma: A Historical Geography of New Orleans », constitue une référence incontournable à l'analyse de l'histoire et de la géographie de la Nouvelle-Orléans depuis son établissement en 1718 jusqu'aux années *post Katrina*.

topographiquement bas donc très vulnérables aux inondations (« *back of town* ») qui correspondent aux quartiers situés à proximité des secteurs de concentration des activités (*Central City, Seventh Ward, Broadmoor, Mid-City, St Claude, St Roch*). Ces secteurs marquent en quelque sorte une transition entre la berge surélevée du Mississippi et les secteurs marécageux et insalubres (*backswamp*).



Figure 40 : Caractéristiques ethniques conditionnées par la topographie de la ville (Source : Campanella, 2008).

La relative mixité sociale de la ville se caractérise donc par :

- Une répartition spatiale des nuisances qui explique la concentration des populations défavorisées (minorités ethniques) dans des secteurs pourtant « intéressants » puisque topographiquement hauts ;
- Une concentration des populations blanches appartenant à la couche aisée de la population sur le *higher ground* mais à distances des nuisances occasionnées par les activités portuaires de l'époque ;
- Une concentration des populations les plus pauvres, principalement d'origine Afro-américaine, dans les secteurs topographiquement bas du « *back of town* ».

A l'époque déjà, l'inégalité sociale et raciale²⁰ dans l'exposition aux aléas (inondations) était marquée, même si celle-ci s'est amplifiée au cours du XXème siècle avec le développement de la ville (cf. 4.2 et 4.3).

Si l'urbanisation de la Nouvelle-Orléans s'est concentrée au cours des premiers siècles de son histoire dans les secteurs topographiquement les moins vulnérables, avec tout de même certaines nuances dans l'exposition aux menaces, la gestion des nombreuses contraintes environnementales va conduire au cours du XXème siècle à un étalement urbain producteur de vulnérabilités environnementales et sociales nouvelles. Dans le même temps, si le développement de la ville avait dans une certaine mesure favorisé une certaine mixité sociale²¹ (Hernandez, 2010), le « desserrement » urbain va conduire à une ségrégation socio-économique et raciale de plus en plus prononcée et donc incidemment à une marginalisation accrue des populations les plus défavorisées.

4.2. Un processus d'étalement urbain tardif producteur de vulnérabilités environnementales et sociales

« L'édification d'une ville a toujours un impact sur la nature. Malgré tout, on a rarement constaté un impact aussi profond et dramatique qu'à la Nouvelle-Orléans, dont l'urbanisation, en moins de trois siècles, a transformé une plaine alluviale marécageuse en une métropole moderne » (Maret et Goeury, 2008).

4.2.1. Une ségrégation socio-économique et raciale favorisée par le desserrement urbain²²

- Gestion des contraintes environnementales, étalement urbain et production de vulnérabilités environnementales et sociales nouvelles (début XXème siècle aux années 1990)

Si historiquement la ville a limité son développement sur les secteurs les moins vulnérables en raison des nombreuses contraintes environnementales inhérentes à son site, la mise au point d'un système complexe de protection contre les inondations a ouvert la voie à de nouvelles possibilités de développement. La ville a en effet pu promouvoir sa croissance en aménageant les espaces marécageux, mais cette urbanisation a mené à une multiplication des enjeux dans les secteurs fortement exposés aux inondations puisque largement situés sous le niveau de la mer. Les infrastructures de protection contre les inondations ont en effet encouragé l'installation des

²⁰ Aux États-Unis et principalement dans le cas de la Nouvelle-Orléans, la question de la pauvreté est largement liée à celle de la race (cf. travaux de William Julius Wilson).

²¹ Hernandez (2010) utilise le terme de mixité résidentielle mais nous préférons l'usage de mixité sociale qui englobe le niveau social et les caractéristiques raciales.

²² Cf. Zaninetti (2007) : « Dynamiques urbaines de la Nouvelle-Orléans avant Katrina: Étalement urbain et ségrégation raciale ».

populations dans les secteurs les plus vulnérables de la ville (Maret et Goeury, 2008). La mise en place de ces ouvrages de protection a donc eu pour effet de favoriser l'étalement urbain²³ vers les zones les plus exposées tout en donnant aux habitants l'illusion d'une sécurité (Parker, 1995 ; Burby, 2006).

Au début du XX^{ème} siècle, la Nouvelle-Orléans constituait la 14^{ème} ville la plus peuplée du pays avec 390 000 habitants (Gomez, 2000). Grâce aux avancées technologiques qui ont permis l'assèchement des marais (système de pompes), la ville s'est progressivement étendue sur ses marges notamment vers les secteurs topographiquement les plus bas situés à proximité du lac Pontchartrain à l'Est et au Nord de la ville.

Depuis toujours, L'État fédéral a considéré les techniques de protection de la ville contre les inondations comme un outil permettant « d'ouvrir » de nouveaux territoires à l'urbanisation dans un but de rentabilisation des coûts de mise en place et d'entretien des infrastructures par l'apport fiscal créé. En finançant le système de protection de la ville, le gouvernement a directement participé à la « conquête » des espaces les plus insalubres. En 1968 le Congrès vota la mise en place d'un fonds d'assurances fédérales spécifique aux risques d'inondations (*National Flood Insurance Program, NFIP*), qui a indirectement contribué au processus d'étalement urbain en réduisant les inquiétudes de pertes financières (Maret et Goeury, 2008). Néanmoins, les populations les plus vulnérables économiquement et socialement parlant qui occupent ces espaces nouvellement construits souvent caractérisés par des coûts du foncier moins importants que dans le centre, ne s'assurent généralement pas en raison des coûts souvent exorbitants de la souscription à une assurance contre le risque inondation.

En Septembre 1965, l'ouragan Betsy est venu révéler l'extrême vulnérabilité de la ville face aux aléas naturels. Le cyclone a constitué la première catastrophe d'origine naturelle aux États-Unis à excéder le milliard de dollars de dommages (USACE, 1965). À la veille du passage de l'ouragan, le gouverneur de la Louisiane affirmait pourtant que le système de protection de la ville la protégeait presque totalement (Shallat, 2000)²⁴. Si le passage de Betsy s'est accompagné de dégâts aussi importants c'est moins en raison de l'ampleur du cyclone que de l'accumulation de vulnérabilités nouvelles au cours du développement de la ville. Le quartier du *Lower 9th Ward* (figure 41), développé dans les années 1950, illustre le lien entre le développement urbain « consommateur d'espace » et le risque « naturel » qui est largement « socialement construit » (Veyret et Reghezza, 2005). Après le passage du cyclone Betsy, ce quartier, qui jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle constituait un marécage, a été dévasté par les inondations qui n'auraient, avant son urbanisation, occasionné aucuns dégâts.

²³ Cf Zaninetti (2007) : « Dynamiques urbaines de La Nouvelle Orléans avant Katrina: étalement urbain et ségrégation raciale ».

²⁴ « Nous avons dépensé des centaines de millions de dollars pour nous protéger des eaux... Nous avons coupé le Mississippi dans de nombreux endroits pour que l'eau s'écoule plus rapidement vers le golfe. Nous avons construit des levées. Nous pensons désormais que nous sommes presque complètement protégés ».



Figure 41 : Inondation du quartier du *Lower 9th Ward* après l'ouragan Betsy en 1965 (source: *University of Texas*²⁵).

Bien que les ouragans tels que Betsy aient cristallisé le danger que représente l'urbanisation des marais, la mise en place du système de protection de la ville contre les inondations dans le courant des années 1960 et la création du *National Flood Insurance Program* en 1968 (*post-Betsy*), ont encouragé le processus de dédensification de la ville. Les protections structurelles et assurancielles contre les risques ont en effet favorisé le développement d'un sentiment de fausse sécurité, qui correspond au paradoxe de l'urbanisme sécurisé²⁶ (Parker, 2000 ; Burby, 2006). Nonobstant les vulnérabilités mises à jour par Betsy, le processus d'étalement urbain s'est donc poursuivi de 1965 aux années 2000, créant de la sorte des vulnérabilités nouvelles.

Ce mode de développement de la ville repoussant sans cesse les limites géographiques, rendu possible par le recours à des méthodes de protection onéreuses, a également contribué à la disparition accélérée des zones humides qui constituent pourtant une protection naturelle contre les inondations. En cherchant à rendre sûres pour le développement les zones exposées et vulnérables, les choix politiques en ont fait un terrain fertile pour les catastrophes²⁷. Ce modèle de développement de la ville, qui s'est véritablement initié à la Nouvelle-Orléans vers la fin des années 1940, a profondément transformé les paysages urbains de la ville. De grandes voies de communications favorisant l'accessibilité entre le centre ville et les quartiers résidentiels tardivement développés, ont favorisé l'étalement urbain qui a lui-même mené à des différenciations socio-spatiales majeures.

Ce processus spatial consommateur d'espace se traduit « par un accroissement du périmètre urbanisé supérieur à celui de la population, c'est-à-dire une diminution des densités sur l'espace urbanisé. Plus

²⁵ Cf. www.utexas.edu/detail.asp?id=18402

²⁶ « *Levee effect* » (Parker, 1995).

²⁷ Cf. November (1994), « le risque notamment naturel, ne peut se limiter à la perception d'une agression survenant de l'extérieur. Il s'insère dans la dynamique urbaine et est inhérent à sa croissance (...) Les risques naturels seraient non pas extérieurs au milieu urbain mais au contraire inhérents à la croissance urbaine. Ils seraient intégrés à la dynamique urbaine ».

précisément, l'étalement correspond à un aplatissement de la fonction de densité » (Pouyanne, 2006). L'introduction des techniques de drainage qui ont ouvert la voie à l'urbanisation des secteurs les plus exposés aux inondations au Nord et à l'Est de la ville (secteurs de *Lakeview*, *Gentilly* et *New Orleans East*, cf. figure 43), a donc indirectement conduit à une ségrégation sociale qui était jusque là limitée par la concentration des populations dans les secteurs les moins exposés. La densité est en effet négativement corrélée au niveau de ségrégation sociale :

« La ségrégation des groupes à faibles revenus est plus faible dans les villes où la proportion de logements de fortes densités est élevée que dans les villes où dominent les logements à faible densité » (Pouyanne, 2006²⁸).

Le lien entre étalement urbain et ségrégation sociale est confirmé *a contrario* par le « *propinquity effect* » (Galster et Cutsinger, 2005, cité dans Pouyanne, 2006) : les densités élevées diminuent la distance physique, et par conséquent la distance spatiale entre des groupes d'individus hétérogènes en multipliant les possibilités de rencontre entre ces individus appartenant à des classes sociales différentes (Pouyanne, 2006). En effet, lorsque « les individus ne peuvent se propager vers l'extérieur afin de chercher des endroits où obtenir une composition sociale homogène, alors ils sont nécessairement moins aptes à éviter le mélange avec des individus de race, d'ethnie, ou de niveaux de revenus différents » (Nelson et *al.*, 2004).

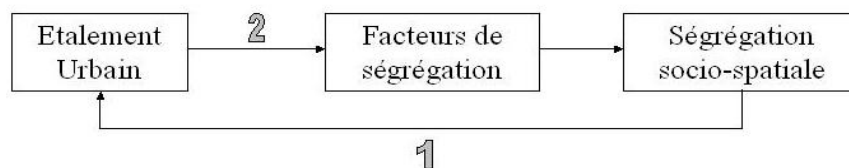


Figure 42 : Lien entre étalement urbain et ségrégation socio-spatiale. (Source : Pouyanne, 2006).

L'étalement urbain qui « accroît le degré de séparation entre les classes de revenus différents » (Jargowsky, 2001, p. 15) a donc constitué à la Nouvelle-Orléans un facteur de ségrégation entre les populations économiquement et racialement différentes.

²⁸ Cf. Burton (2000).

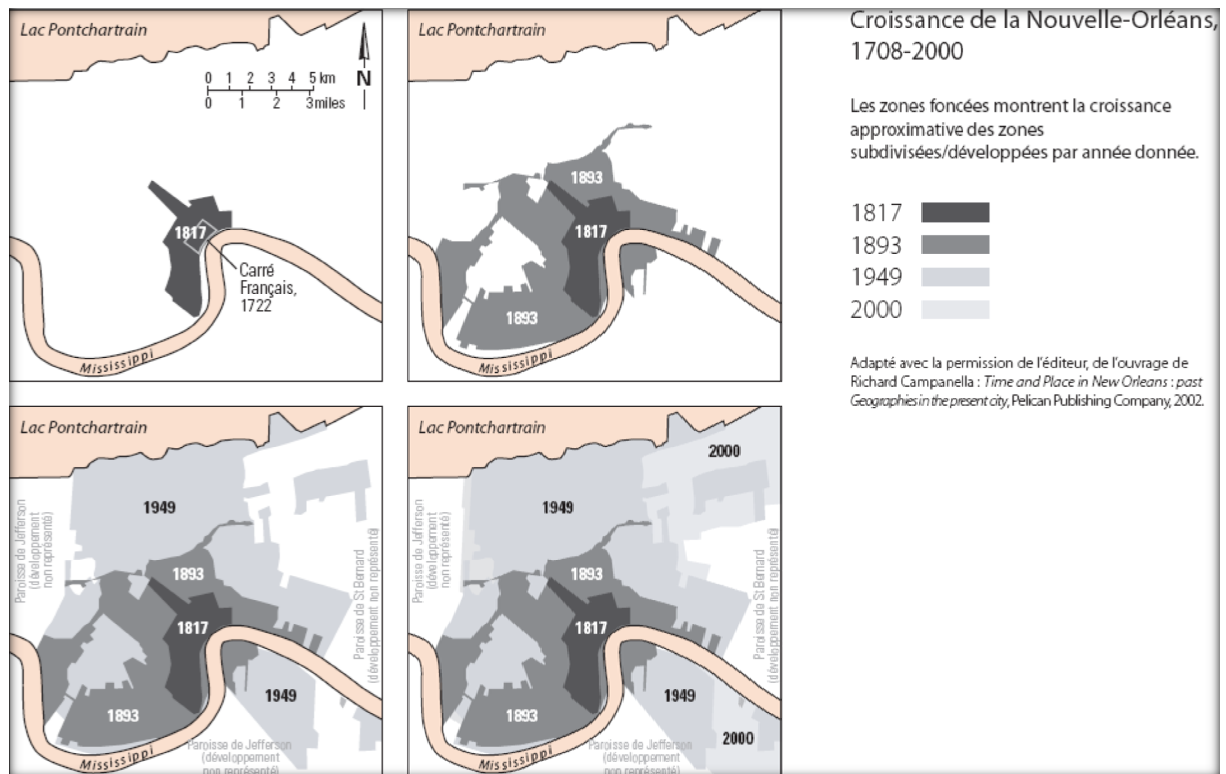


Figure 43 : Mise en évidence de la croissance urbaine de la Nouvelle-Orléans (1708-2000) et de son extension vers les zones les plus exposées aux menaces naturelles entre 1950 et 2000 (Source : Colten, 2006)²⁹.

Les décennies de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle marquent ainsi une accélération des phénomènes déjà en cours, orientant la ville vers un modèle de développement caractéristique des grandes villes étasuniennes, modèle qui s'accompagne de coûts sociaux et environnementaux élevés (Berque et *al.*, 2006). Ces modifications urbaines mènent à un changement d'échelle ainsi qu'à une modification des pratiques sociales et des fonctions urbaines. La construction de voies de circulation adaptées au modèle de la ville étalée a littéralement transformé le paysage urbain de la Nouvelle-Orléans. La construction de l'*Interstate 10* (autoroute urbaine) et de tout un ensemble d'échangeurs autoroutiers ont littéralement « éventré » les quartiers centraux (figure 44). Cette orientation vers un modèle de ville consommateur d'espaces s'est également accompagnée d'une différenciation spatiale des activités de plus en plus marquée changeant considérablement le profil général de la ville :

« Ainsi la ville autrefois concentrée par nécessité sur la levée naturelle mêlait populations et fonctions. La ville américaine différencie de plus en plus les espaces résidentiels, productifs, commerciaux et touristiques. » (Hernandez, 2006).

²⁹ « La conspiration des digues : la dernière bataille de la Nouvelle Orléans ».

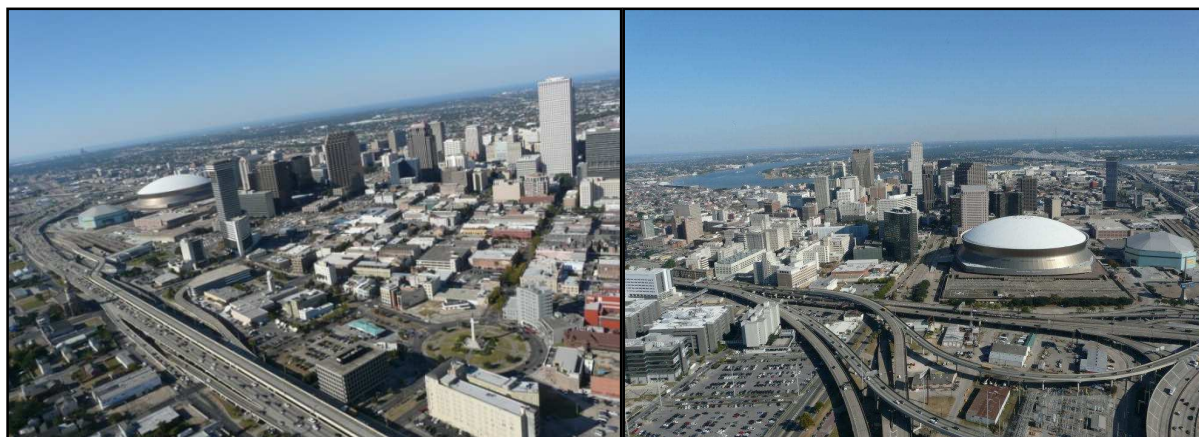


Figure 44 : Caractéristiques paysagères du centre urbain de la Nouvelle-Orléans marquées par la présence des autoroutes urbaines traversant le centre-ville (clichés de l’auteur, 2011).

Initialement, le coût élevé des interventions sur le milieu ne présageait pas de l’occupation par les populations pauvres des secteurs conquis sur les marais. La résolution de développer les espaces à l’Est de la ville s’explique en grande partie par le besoin de trouver une réponse aux difficultés financières de la Nouvelle-Orléans aggravées par le départ massif des classes moyennes. Il s’agissait au départ d’inciter les classes moyennes à rester dans la paroisse d’Orléans puisque leur départ signifiait l’érosion des recettes fiscales de la ville au profit des paroisses adjacentes. Cette extension spatiale de la ville visait à rendre ces espaces attractifs mais ces initiatives n’ont pas connu l’effet escompté. Ce sont les populations noires de la classe moyenne mais aussi les populations pauvres qui s’y sont installées, créant de la sorte des vulnérabilités nouvelles, particulièrement prononcées.

4.2.2. Une développement urbain marqué par des difficultés socio-économiques majeures à partir des années 1960 (1960 à 1990)

À partir des années 1960, la Nouvelle-Orléans connaît une baisse constante de sa population au profit des paroisses adjacentes. Entre 1960 et 1990 les paroisses de *Jefferson* (Sud- ouest) et de *St. Bernard* (à l’Est) sont respectivement passées de 55 351 à 176 234 habitants et de 8 104 à 25 123 (Colten et *al.*, 2008). La Nouvelle-Orléans est quant à elle passée de 627 525 à 496 938 habitants, soit une baisse d’environ 20% de sa population (cf. Figure x). Malgré ce bilan démographique négatif, la ville a poursuivi son extension spatiale favorisant ainsi le processus de ségrégation sociale déjà bien amorcé. Les études s’accordent pour assigner la responsabilité du départ accéléré des classes moyennes blanches (*white flight*) vers les banlieues à l’arrêté de la Cour Suprême de 1954 concernant la déségrégation des écoles publiques (Lewis, 2003). Cet arrêté de 1954 a eu des impacts démographiques et économiques majeurs dans le développement de la ville :

« The Supreme Court’s *Brown vs. Board of Education*’s order to integrate schools (1954) triggered a sudden wave of white flight out of Orleans Parish. From that time to 1980, the city simply exploded into the swamps and grew more segregated.” (Colten, 2005).

L'arrêté n'a pas véritablement concerné les classes blanches à revenus élevés car ces dernières ont depuis toujours placé leurs enfants dans les écoles catholiques privées. C'est la classe moyenne blanche qui est massivement partie vers les paroisses voisines, refusant de placer leurs enfants dans les écoles publiques désormais mixtes de la Nouvelle-Orléans. Ce processus a eu pour corollaire l'appauvrissement des écoles renforçant ainsi le désir des classes moyennes de s'installer en banlieue. Dès lors, le système s'est auto-entretenu et a mené au délabrement des finances publiques de la ville. Ce départ massif des classes moyennes blanches a conduit à une concentration de plus en plus marquée de la pauvreté à la Nouvelle-Orléans.

En 1990, 53% des ménages de la ville sont considérés comme à bas revenus (US Census, 1990). La Nouvelle-Orléans est dès lors devenue une ville à majorité noire, ce qui n'a pas toujours été le cas. En effet, dans les années 1950, les populations blanches étaient majoritaires (68% de la population) mais à partir des années 1980 cette tendance s'est inversée, les populations Afro-américaines sont alors devenues majoritaires. En 2000, les statistiques démographiques du bureau américain de recensement (US. Census Bureau) estimaient que la paroisse d'Orléans comptait un habitant blanc pour trois habitants noirs (67% de noirs contre 31% avant 1950).

	1950	1960	1970	1980	1990	2000
Nombre d'habitants (population totale)	570 445	627 525	593 471	557 515	496 938	484 674
Nombre d'habitants blancs	387 814	392 594	323 420	238 192	173 305	136 241
Pourcentage d'habitants blancs	68	62.6	54.5	42.5	34.9	28.1
Nombre d'habitants noirs	182 631	234 931	267 308	308 039	308 364	325 216
Pourcentage d'habitants noirs	32	37.2	45	55.3	62	67.3

Tableau 2 : Passage d'une ville à majorité blanche (1950-1970) à une ville à majorité noire (1980-2000) entre 1950 et 2000 (source : *US Census*, 2000).

Parallèlement au déclin démographique de la ville initié à partir des années 1960, la Nouvelle-Orléans fut touchée de plein fouet par le choc pétrolier de la fin des années 1970³⁰ qui a affecté l'ensemble des villes du Golfe du Mexique. Cette crise a entraîné un départ massif des entreprises de l'industrie pétrolière à la Nouvelle-Orléans, principalement vers la ville de Houston au Texas qui a connu un essor économique et démographique important à cette époque. Le départ de ces entreprises, conjugué au départ des populations blanches vers les banlieues, a entraîné l'érosion des recettes fiscales de la Nouvelle-Orléans impliquant de nombreux effets destructeurs sur les territoires urbains notamment en ce qui concerne la dégradation des services et des infrastructures publics. Cet affaiblissement des services publics affecte principalement les populations les plus désavantagées puisque celles-ci ne possèdent pas de ressources leur permettant de compenser ces carences.

³⁰ Le deuxième choc pétrolier mondial a entraîné une multiplication de 2,7 du prix du baril de pétrole ce qui s'est traduit aux Etats-Unis par une crise monétaire qui s'est initiée en 1979 avec la mise en place d'une politique monétaire restrictive.

Le choc pétrolier a également entraîné une réorganisation de l'économie locale de la ville qui, au cours des dernières décennies du XXème siècle, s'est principalement structuré autour des activités du tourisme. Cette restructuration de l'économie s'est accompagnée d'un réaménagement des quartiers centraux qui ont connu une revitalisation se matérialisant par l'aménagement du front de rivière et le développement d'activité de loisir dans les secteurs du centre proche du Mississippi.

La déprise urbaine, caractérisée par une baisse de 20% de la population de la Nouvelle-Orléans entre 1960 et 2000, s'est accompagnée d'une multiplication du nombre de logements vacants au cours de ces années. En 1990, la Nouvelle-Orléans comptabilisait un total de 37 338 logements vacants dont plus de 85% nécessitaient des réparations (Hoicka, 2010), notamment en raison de l'ancienneté des constructions (au regard des autres villes américaines) et des caractéristiques propres à la ville (subsidence, cyclones, climat humide, etc.). Ces logements vacants en délabrement (*blight* urbain,) constituent une véritable nuisance et affectent négativement les paysages urbains des quartiers dans lesquels ils se concentrent, comme dans les quartiers défavorisés de *St Claude* et du *Lower 9th Ward* (figure 45). Ceux-ci symbolisent la crise urbaine qui caractérise les villes de l'ancienne ceinture industrielle du Nord-est des États-Unis comme Détroit ou Baltimore.



Figure 45 : *Blight* urbain caractérisant les quartiers défavorisés de *St Claude* et du *Lower 9th Ward*, subissant les effets de la crise urbaine au cours des décennies *pre* Katrina (clichés de l'auteur, 2011).

Si la Nouvelle-Orléans a été en proie à de fortes difficultés socio-économiques depuis la fin des années 1960, elle a en revanche connu, au cours de la dernière décennie du XXème, une baisse de ses taux de pauvreté et de chômage. Toutefois, il convient de nuancer ces tendances observées à l'échelle de la ville puisque celles-ci traduisent en réalité un renforcement du fonctionnement urbain à plusieurs vitesses qui s'illustre par la métaphore de la « vitrine et de l'arrière boutique »³¹ (4.3.).

³¹ Expression utilisée par Hernandez dans sa thèse de doctorat (2010).

4.3. Un fonctionnement urbain à « deux vitesses » qui se renforce au cours de la décennie *pre Katrina*

“While the New Orleans tourist industry, centered around the French Quarter [...] were well known and appreciated by many Americans, outside this area and other middle class neighborhoods much of New Orleans verged on being a social disaster before the hurricane (Dunlap *et al.* 2007).

Depuis les années 1970, la Nouvelle-Orléans est en prise à de grandes difficultés économiques qui se matérialisent par un départ continu des classes moyennes vers les banlieues et une concentration de plus en plus forte de la pauvreté. La crise urbaine n’a cependant pas affecté les territoires de manière homogène puisque certains quartiers ont connu depuis les années 1980 un renforcement de leur attractivité qui s’est matérialisé par une revitalisation s’accompagnant d’une concentration de plus en plus forte d’habitants blancs à hauts revenus. La Nouvelle-Orléans se caractérise en effet par un fort contraste de développement entre, d’une part, les secteurs historiques et touristiques proches du Mississippi en gentrification depuis les années 1990 et, d’autre part, les secteurs principalement résidentiels peu connus des touristes qui subissent les effets collatéraux de la crise urbaine (paupérisation).

4.3.1. Une baisse des taux de pauvreté à l’échelle de la ville qui dissimule une aggravation des inégalités sociales

Le départ massif et constant des classes moyennes blanches à partir des années 1960 et les effets délétères durables sur l’économie locale du choc pétrolier de la fin des années 1970, ont conduit à une paupérisation de la ville dans son ensemble. Cependant, entre 1990 et 2000 la Nouvelle-Orléans a connu une baisse de ses taux de pauvreté qui sont passés de 32% en 1990 (pic de la pauvreté) à 27% en 2000 (GNOCDC, 2010). Dans le même temps, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté a connu une augmentation à l’échelle des autres paroisses de l’aire métropolitaine. Entre ces deux dates, l’écart de revenus entre les populations blanches et Afro-américaines n’a cessé de se creuser. D’après le recensement officiel de la population de 2000 (*US. Census*) le niveau de revenu moyen des ménages blancs était de 40 390 dollars contre seulement 21 401 pour les ménages noirs et 9% des ménages blancs vivaient sous le seuil de pauvreté contre plus de 40% pour les ménages Afro-américains. Par ailleurs, l’écart entre les taux de chômage des populations Afro-américaines et blanches s’est continuellement creusé entre 1950 et 2000. Le taux de chômage des populations Afro-américaines en 1950 était de 8.6 contre 4.9 pour les populations blanches, et respectivement de 13.1 et 3.6 en 2000. En 1990, le taux de chômage des habitants blancs était moins prononcé qu’en 1950 alors que celui des populations Afro-américaines avait entre ces deux dates quasiment doublé (8.6 en 1950 contre 17.8 en 1990).

4.3.2. Un écart de plus en plus prononcé entre les « territoires attractifs » (« aires de développement ») et les « territoires marginalisés »

La baisse relative de la pauvreté à l'échelle de la ville qui a pris place au cours des années 1990 reflète l'écart qui s'est graduellement creusé entre les résidents riches et les résidents défavorisés. Ce renforcement des inégalités sociales traduit un fonctionnement à deux vitesses de la ville qui se matérialise dans l'espace par une ségrégation économique et raciale de plus en plus prononcée. Ce fonctionnement urbain est illustré par ce que Richard Campanella³² (2008) a surnommé la « *White Teapot* ». Celle-ci illustre la concentration spatiale des populations blanches aisées dans les secteurs historiques de la ville localisés à proximité du fleuve (figure 46). Les secteurs représentés en jaune sur la figure ci-dessous qui correspondent aux zones historiquement délaissées par les populations aisées sont devenus depuis les années 1990 de plus en plus attractifs. La disparition des nuisances qui avaient conditionné l'organisation de l'espace et la revitalisation récente des quartiers du centre ville ont rendu ces secteurs intéressants pour le développement. Les secteurs qui regroupent des populations à bas revenus, adjacents aux lieux de forte concentration des populations blanches (*White Teapot*), se caractérisent par une gentrification qui s'est amplifiée au début des années 2000.

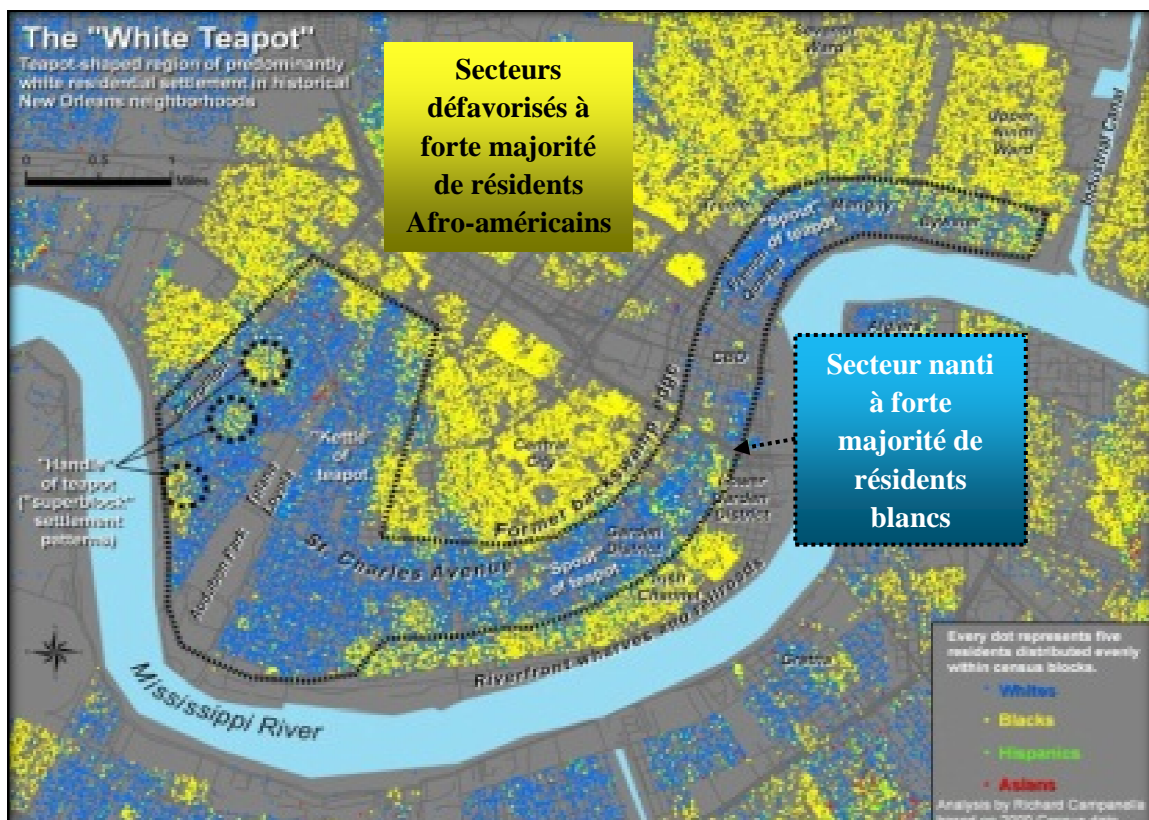


Figure 46 : Caractéristiques raciales qui correspondent aux territoires attractifs (en bleu) et aux territoires marginalisés (en jaune) (source : Campanella, 2008).

Le processus de gentrification des secteurs historiques de la ville s'inscrit dans le contexte national de

³² Géographe spécialiste de la Nouvelle-Orléans.

réappropriation par les classes aisées principalement blanches des centres urbains³³. La gentrification³⁴ se définit comme un processus selon lequel les classes moyennes et supérieures réinvestissent certains quartiers de la ville (généralement les centres historiques) autrefois désinvestis et peuplés par les couches défavorisées et marginalisées de la société (Smith, 1987 ; Hamnett, 1991 ; Gervais, 2012)³⁵. La hausse des prix de l'immobilier dans le centre de la ville a conduit à un déplacement progressif des populations vers les secteurs périphériques moins attractifs, celles-ci n'ayant plus les moyens de financer leur logement.

Les quartiers centraux du *Central Business District* et du *Warehouse District* adjacents au *French Quarter*, jusque là désinvestis, ont connu une rénovation urbaine importante au cours des années 1990. Celle-ci a été propulsée par les activités touristiques et de loisir devenues le véritable fond de commerce de la ville depuis la crise pétrolière de 1979. Cette rénovation des quartiers centraux qui s'est matérialisée par le réaménagement du front de rivière et la construction de centres de loisirs et autres aménagements destinés aux touristes et aux populations de passage, s'est accompagnée d'une hausse constante des prix des loyers et d'un départ progressif des populations à bas revenus. Ce secteur de la ville qui concentre la plupart des habitants blancs appartenant à la classe supérieure (*White Teapot*), se limite spatialement aux secteurs historiques situés sur les berges du Mississippi, qui sont les moins exposés au risque inondation (cf. 2.1.1). Il s'étend du quartier français au secteur de *Carrollton* via l'avenue de *St Charles* qui constitue l'« artère » touristique principale de la Nouvelle-Orléans. Cette portion de la ville bordant le Mississippi s'articule autour du *French Quarter* qui forme le cœur touristique de la Nouvelle-Orléans. Hernandez (2010) montre que les discours « exceptionnalistes » portant sur la ville se sont construits autour d'éléments paysagers (sociaux et culturels) qui renvoient à une vision sélective de la Nouvelle-Orléans. Cette « vitrine touristique » constitue en effet le « point d'articulation de la ville avec le reste du monde » et conditionne largement les représentations collectives sur la Nouvelle-Orléans (*ibid.*). Hernandez oppose par ailleurs cette « Vitrine » à son « Arrière-boutique » qui correspond à un espace beaucoup plus étendu et qui se caractérise par des paysages urbains classiques propres à la ville Nord Américaine « consommatrice d'espace » (figure 47) :

« Cette vision sélective de la Nouvelle-Orléans repose sur une géographie touristique tout aussi fragmentaire qui oppose une « vitrine » [...] et une « arrière boutique » de quartiers rarement vus des touristes, qui seraient pourtant surpris d'y trouver des paysages des résidents des pratiques et des problèmes forts semblables à ceux de leurs propres villes » (Hernandez, 2010).

³³ "The huge increase in median household value and median rent in the Vieux Carre during the 1990s suggests that the neighbourhood may be experiencing a new round of intensified gentrification" (Gotham, 2005).

³⁴ "Phénomène à la fois physique, économique, social et culturel. La gentrification implique en général l'invasion de quartiers auparavant ouvriers ou d'immeubles collectifs en dégradation par des groupes de classes moyennes ou aisées et de remplacement ou de déplacement de beaucoup des occupants originaux de ce quartier. Cela implique la rénovation ou la réhabilitation physique de ce qui était auparavant un stock de logements très dégradés et son amélioration pour convenir aux besoins des nouveaux occupants » (Hamnett, 1991).

³⁵ Étymologiquement, la gentrification vient du mot anglais « gentry » qui signifie « bourgeois », la gentrification est donc l'embourgeoisement d'un quartier. La première à avoir utilisé ce terme de gentrification fut Ruth Glass (1963) à propos de Londres. Voir aussi les travaux de Sassen (1991) et de Gervais (2012) qui revient en détails sur la genèse de la notion de gentrification et questionne sa pertinence actuelle, notamment en confrontant ce terme à celui de « réurbanisation » (pp. 194-208).

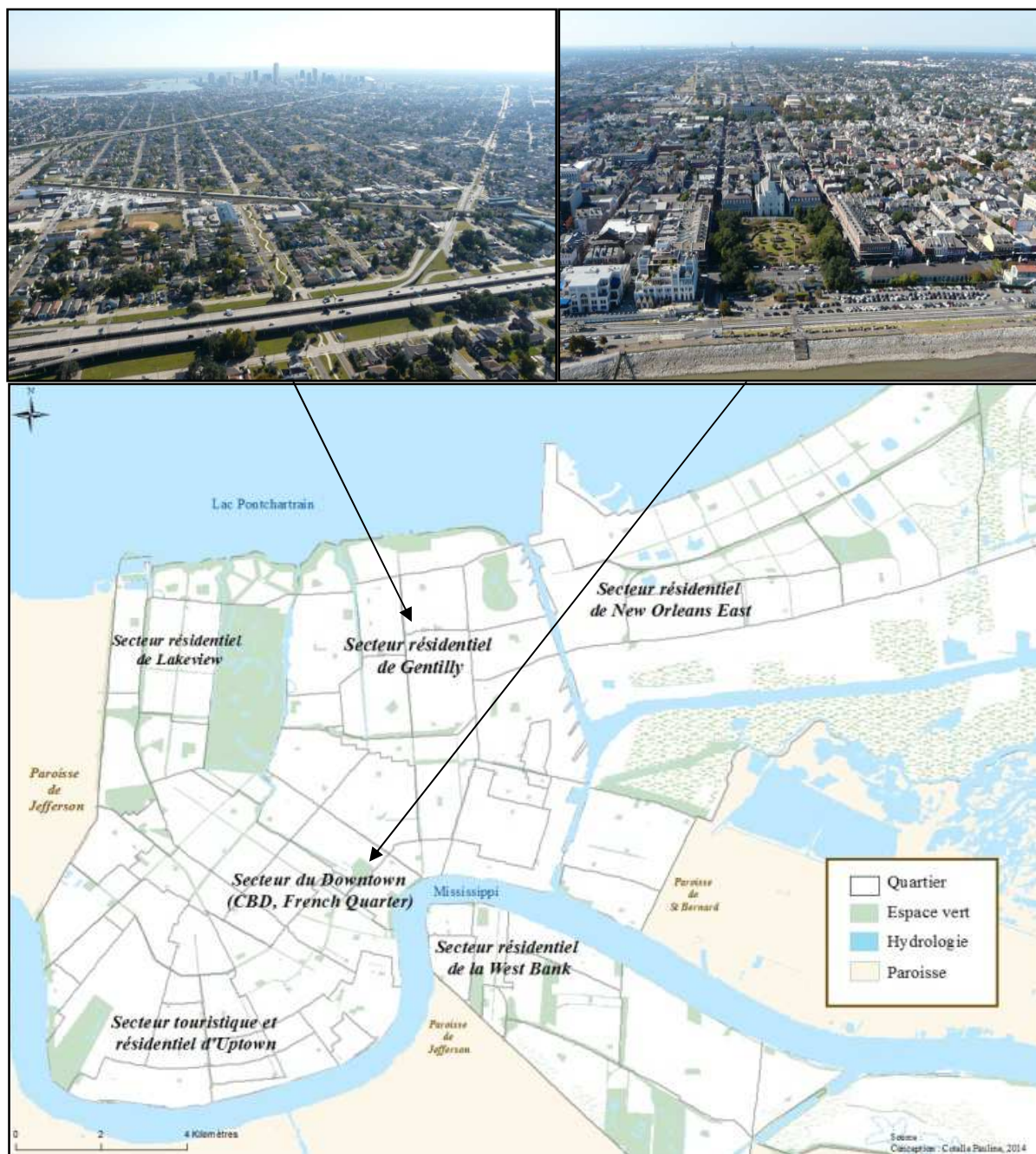


Figure 47 : Les « deux visages » de la Nouvelle-Orléans : à gauche, les quartiers résidentiels tardivement développés et déservis par des autoroutes urbaines (ici *Gentilly*). A droite, le Quartier Français, vitrine touristique de la ville qui se caractérise par des paysages urbains singuliers et une forte densité urbaine (clichés de l'auteur, 2011).

Les secteurs de l'« Arrière-boutique » correspondent, d'une part, au « *back of town* »³⁶ vu précédemment, où se concentrent les populations parmi les plus pauvres de la ville, et, d'autre part, à la partie de la ville qui s'est urbanisée au cours du XX^e siècle. Cette portion très vaste de la ville et largement méconnue des touristes, ne correspond pas à un espace homogène puisqu'elle englobe des quartiers très contrastés racialement et économiquement parlant. En effet, dans ce secteur se localisent les grands ensembles de logements sociaux qui constituaient au cours des décennies *pre* Katrina de

³⁶ En jaune sur la figure représentant la « *White Teapot* ».

véritables poches de pauvreté. Il concentre également la grande majorité des classes moyennes blanches et noires désireuses d'un mode de vie proche de celui que proposent les banlieues de l'aire métropolitaine. Ces catégories de la population résident dans les secteurs tardivement développés qui correspondent aux zones topographiquement basses bordant le lac Pontchartrain au Nord et à l'Est de la ville. Les habitants appartenant à la classe moyenne blanche se concentrent quasi exclusivement à l'Ouest de la ville, dans le secteur de *Lakeview* représenté en beige sur la figure ci-dessous. Les habitants appartenant à la classe moyenne noire résident quant à eux au Nord et à l'Est de la ville dans les secteurs de *Gentilly* et de *New Orleans East*.

Les secteurs représentés en rouge foncé sur la carte correspondent aux quartiers de forte concentration de populations défavorisées d'origine Afro-américaine. Ce secteur, ancien « *back of town* », constitue un espace de transition entre les quartiers centraux en gentrification et les quartiers résidentiels périphériques qui ont, au cours des décennies 1990 et 2000, subi les effets de la crise urbaine³⁷.

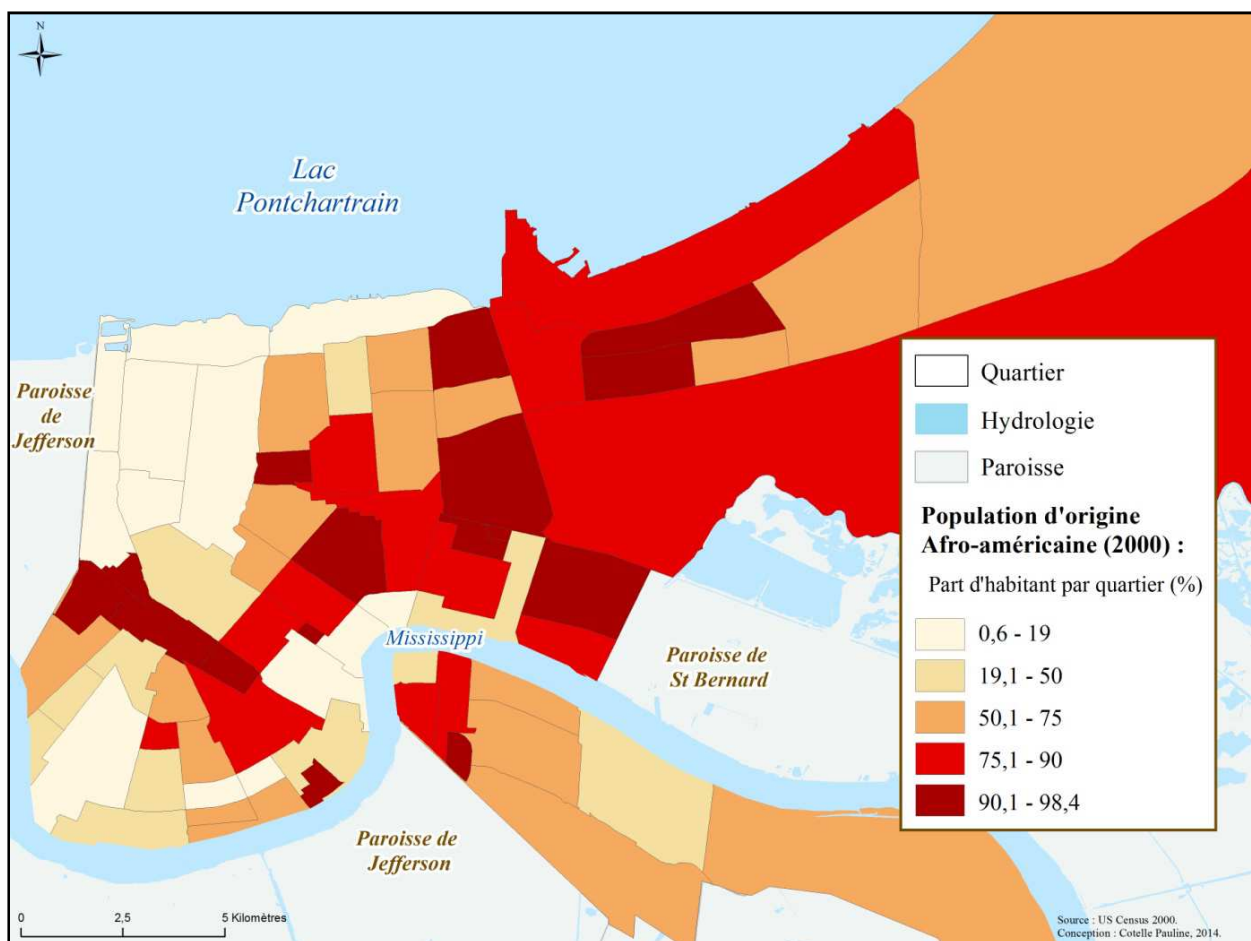


Figure 48 : Caractéristiques raciales de la population par quartier en 2000.

4.3.3. Déconcentration relative de la pauvreté à partir de la fin des années 1990

A la Nouvelle-Orléans, comme dans la plupart des grandes villes des États-Unis, la pauvreté s'est

³⁷ Départ progressif des habitants et activités, dégradation des services publics, dégradation des paysages urbains avec la multiplication du *blight* urbain, etc.

historiquement concentrée massivement dans les grands ensembles de logements sociaux plus connus sous le nom de *Public Housing Projects*. Bâti à partir des années 1940, ceux-ci étaient initialement prévus pour accueillir temporairement les populations au chômage afin qu'elles puissent retrouver un emploi. Cependant, au cours des décennies 1960 à 1990 les « *Housing Projects* » sont devenus de véritables « poches de pauvreté » totalement isolées du reste de la ville. A la Nouvelle-Orléans, ils concentraient avant Katrina une grande part des populations les plus pauvres de la ville quasiment exclusivement d'origine Afro-américaine et durement touchées par le chômage dont les taux n'ont cessé d'augmenter entre 1970 et 1990.

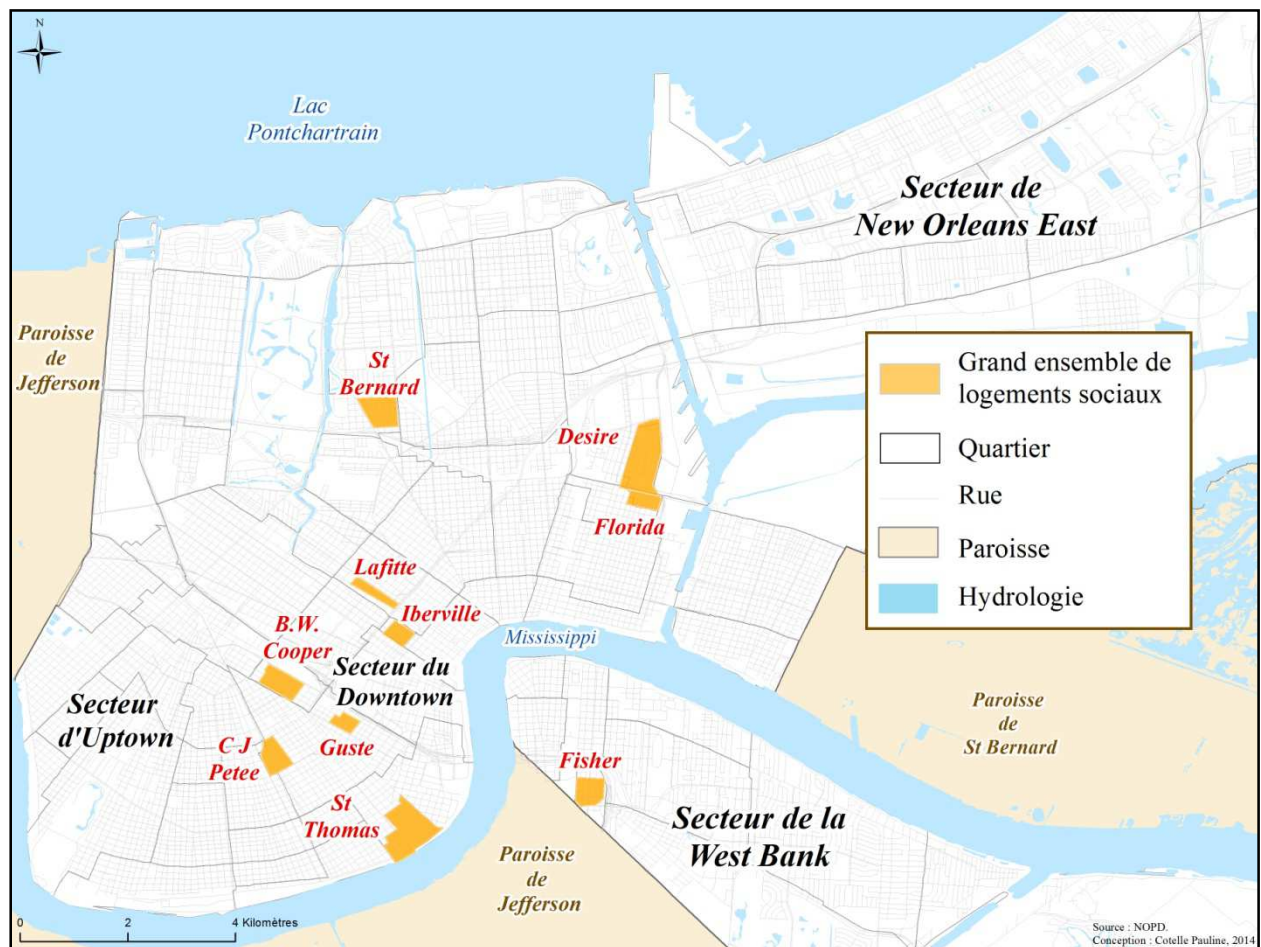


Figure 49 : Localisation des grands ensembles de logements sociaux.

A partir des années 1990, le gouvernement fédéral a cessé de financer la construction des grands ensembles de logements sociaux et a mis en place, à l'échelle du pays, le programme HOPE VI qui prévoyant de démolir et reconstruire les ensembles de logements sociaux selon de nouveaux principes urbanistiques, ceci afin de résoudre les problèmes posés par la très forte concentration de la pauvreté dans ces territoires marginalisés³⁸. Ce programme mis en place en 1993 s'inscrit dans un contexte plus large et plus ancien de déconcentration de la pauvreté qui traduit la volonté du gouvernement fédéral de favoriser l'accès au logement pour les populations à bas revenus. En 1974, le *Section 8 Housing*

³⁸ Jackson (1985) désigne ce processus de concentration de la pauvreté par le terme de « ghettofication ».

Program est créé dans le cadre du *Housing and Community Development Act* afin d'encourager le secteur privé à construire des logements accessibles pour les locataires à bas revenus. Cette initiative a entre autre visé à prévenir la formation d'enclaves urbaines (ghettos) *via* l'attribution d'aides au logement pour les populations à bas revenus afin que celles-ci puissent s'installer dans différents quartiers de la ville (*scattered site*). Le programme *Section 8* correspond à une aide publique au logement³⁹, qui consiste à verser mensuellement une part du loyer aux propriétaires pour que les locataires à bas revenus n'aient qu'une part réduite du loyer à assumer.

Dans les années 1990, cette initiative de déconcentration de la pauvreté s'est mise en place à la Nouvelle-Orléans et est allée de pair avec le programme HOPE VI qui prévoyait la reconversion des grands ensembles de logements sociaux. Le travail du géographe David Hoicka (2010) portant sur le processus de déconcentration de la pauvreté à la Nouvelle-Orléans⁴⁰, montre qu'au cours des années 1990 à 2000 la pauvreté s'est largement diffusée à l'échelle de nouveaux secteurs, grâce à l'attribution d'aides au logement *via* le programme *Section 8*. Néanmoins, le travail de cartographie des logements de type section 8⁴¹ à l'échelle de la ville révèle que leur répartition spatiale n'est pas homogène (figure 50). En effet, on remarque clairement sur la carte ci-dessous que les secteurs historiques qui constituent la « vitrine » de la ville ne concentrent quasiment aucun logements de type *Section 8*, tout comme les quartiers résidentiels blancs du secteur de *Lakeview* au Nord-ouest de la ville. La déconcentration de la pauvreté s'est donc principalement faite vers les secteurs les plus pauvres de la ville (*Back of town*) ainsi que vers les quartiers qui se sont développés tardivement dans les secteurs de *New Orleans East*, du *Lower 9th Ward*, et de *Gentilly*.

³⁹ Cette aide publique est soit destinée à certains individus locataires (« tenant based ») soit à certaines propriétés (« project based ») construites en vue d'accueillir des populations à bas revenus *via* le programme *Section 8*.

⁴⁰ «Mapping New Orleans Section 8 deconcentration of poverty».

⁴¹ Réalisé à partir des travaux d'Hoicka sous ArgGIS© Les logements section 8 constituent un indicateur pertinent de localisation de la pauvreté à l'échelle de la ville (plus précis que l'agrégation des indicateurs de la pauvreté à l'échelle des découpages administratifs).

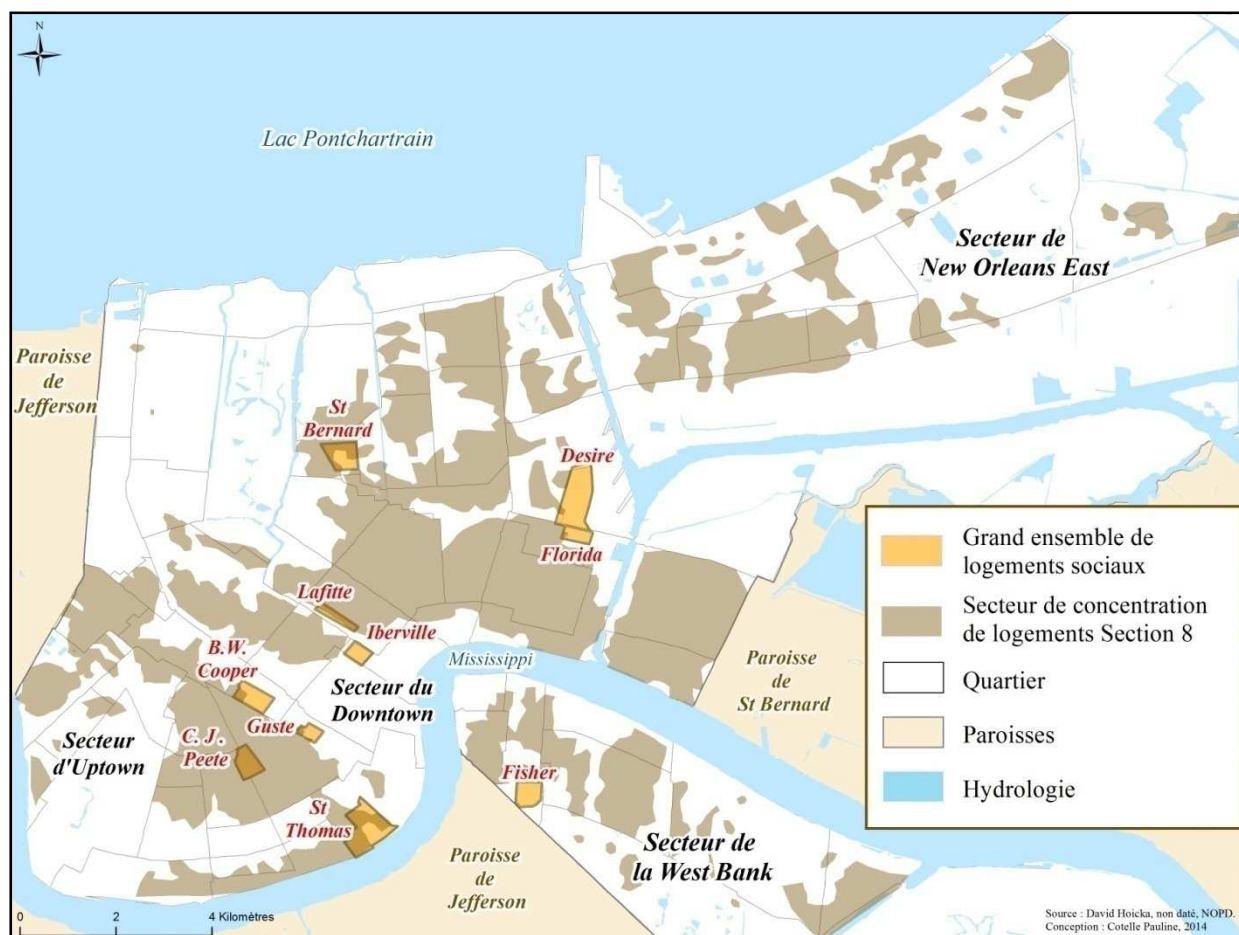


Figure 50 : Processus de déconcentration de la pauvreté initié dans les années 1990.

Malgré l'initiative des autorités de promouvoir la déconcentration de la pauvreté dans les années 1990, la ségrégation économique et raciale est restée très marquée dans les années 2000 à l'échelle de la ville. Entre 1990 et 2000 la baisse de la pauvreté à la Nouvelle-Orléans ne traduit donc pas une amélioration générale de conditions de vie mais une aggravation des inégalités sociales qui se traduit spatialement par un retour des classes aisées vers le centre urbain et un déplacement des populations pauvres vers les périphéries de la ville ou les banlieues. Ces dynamiques démographiques se sont accompagnées d'une réduction importante de la pauvreté dans des « aires de développement » de plus en plus attractives (secteurs historiques en gentrification) et d'une aggravation des indicateurs socio-économiques dans la plupart des secteurs de la ville qui subissent les nombreux effets délétères de la crise urbaine.

Ce contexte de fortes vulnérabilités environnementales et sociales à la Nouvelle-Orléans avant Katrina constituait le terreau fertile à une insécurité urbaine endémique qui s'illustre par une criminalité urbaine marquée et spatialement contrastée (chapitre 5).

Chapitre 5.

Une insécurité urbaine endémique

« New Orleans earned a reputation as one of the most dangerous places in America » (Rousey, 1996)⁴².

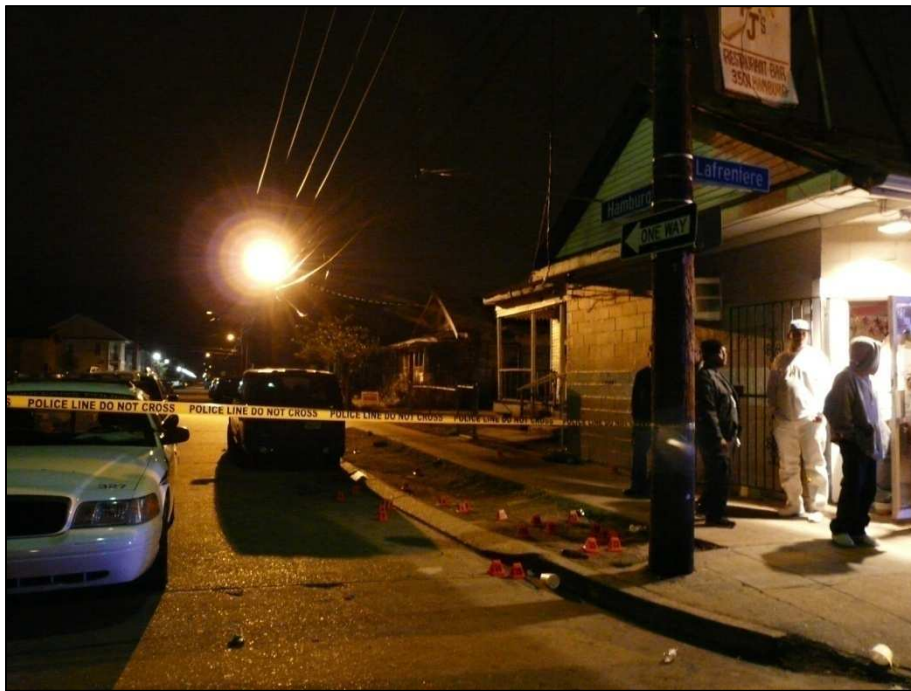


Figure 51 : « L'envers de ville » caractérisé par une insécurité chronique contrastant avec la « vitrine » touristique de la Nouvelle-Orléans (fusillade du 23 décembre 2011, cliché de l'auteur).

Ce chapitre permet de présenter les caractéristiques générales de l'insécurité urbaine propre à la Nouvelle-Orléans qui se caractérise par une très forte criminalité urbaine résultant largement des nombreux trafics souterrains générateurs de violence (5.1.). Par ailleurs, l'analyse des caractéristiques spatiales de la criminalité (5.2.) permettra d'aboutir à une typologie des territoires permettant de distinguer différentes formes de vulnérabilités à l'insécurité (5.3.).

⁴² Cf. Cité dans Unter (2007).

5.1. Caractéristiques générales de l'insécurité urbaine

Le caractère « insulaire » de la Nouvelle-Orléans vis-à-vis de son environnement régional⁴³ s'explique par le fossé culturel qui existe entre la ville à majorité noire et catholique et le reste de la Louisiane en grande partie protestante et encore profondément marquée par un racisme hérité de l'époque coloniale. Ce caractère « singulier » de la Nouvelle-Orléans, renommée pour sa culture, sa musique, son architecture et son histoire, en fait une destination touristique qui attirait avant Katrina plus de 10 millions de visiteurs par an⁴⁴ (*New Orleans Convention and visitors bureau*).

Derrière cette image « de carte postale » se cache la réalité d'une cité en proie à une forte criminalité urbaine⁴⁵, largement médiatisée à l'échelle nationale. Cette insécurité urbaine se matérialise par des taux d'homicides parmi les plus élevés du pays et en constante augmentation depuis les années 2000 (5.1.1). La criminalité violente est largement liée à la présence de marchés de drogue qui s'établissent dans les territoires les plus vulnérables de la ville et constituent une véritable entrave à leur développement (Rengert, 1994) (5.1.2). Le département de police de la ville (*New Orleans Police Department*), caractérisé par une longue tradition de corruption et confronté à des difficultés budgétaires majeures, se montrait au cours des années 2000 incapable d'infléchir les taux d'homicides et d'agir concrètement sur l'insécurité urbaine. Face à ces vulnérabilités institutionnelles, la sécurité urbaine faisait l'objet d'une privatisation de plus en plus marquée, facteur d'aggravation des inégalités territoriales en matière d'accès à la sécurité (5.1.3).

5.1.1. Une ville perçue comme dangereuse caractérisée par une criminalité violente prononcée

“Orleans Parish has long been viewed as one of the most dangerous places to reside within the state of Louisiana and possibly the country” (Doucet, 2011).

5.1.1.1. Des taux d'homicides parmi les plus élevés du pays

La Nouvelle-Orléans est largement considérée comme une des villes les plus dangereuses d'Amérique du Nord, en proie à une violence rampante dont les homicides constituent la manifestation la plus évidente. Cette image négative de la ville reflète largement la réalité criminelle puisque la ville affiche des taux d'homicides en moyenne dix fois plus élevés que les taux nationaux⁴⁶. Entre 1990 à 2000 les taux d'homicide de la ville se situaient en moyenne à 59 pour 100 000 habitants ce qui, d'après le

⁴³ Mais aussi du pays. La Nouvelle-Orléans est largement considérée comme un lieu de débâcle et de vices, d'où ses surnoms – « Big Easy », « the City that care forgot », « sin city of the south », etc.

⁴⁴ L'industrie du tourisme représentait plus de 80 000 emplois (loisirs, d'accueil des touristes).

⁴⁵ Afin de rendre compte des caractéristiques de l'insécurité à la Nouvelle-Orléans avant Katrina, nous avons eu recours à la littérature et à certaines données de secondes mains, mais également à nos propres données issues de notre travail de terrain.

⁴⁶ Le taux moyen d'homicide des États-Unis dans les années 2000 se situe aux alentours de 5 pour 100 000 habitants (FBI).

bureau des statistiques criminelles⁴⁷ (Unter, 2007), l'a place en tête de liste des villes les plus meurtrières des Etats-Unis⁴⁸. En 1994, la ville détenait le label de la capitale du meurtre par taux (« *murder capital of America* ») avec 421 morts (FBI, 1994) pour une population de moins de 500 000⁴⁹ habitants (US Census 1990), soit un taux d'homicide de plus de 85 pour 100 000, taux le plus élevé qu'aucune ville des États-Unis n'ai jamais atteint. Les statistiques criminelles sur les homicides constituent un indicateur fiable de la réalité criminelle puisque les niveaux de report sont très proches de la victimisation réelle, ce qui est loin d'être le cas des autres catégories de crimes⁵⁰. Par ailleurs, les taux d'homicides sont souvent considérés comme un indicateur du niveau de danger d'une ville par les résidents et les visiteurs⁵¹.

5.1.1.2. Tendances locales et nationales de la criminalité (1960 – 2004)

De 1934⁵² à 1990, la criminalité urbaine, tous crimes confondus⁵³, a continuellement augmenté à la Nouvelle-Orléans, particulièrement au cours des dernières décennies du XX^{ème} siècle.

De 1934 à 1960, la criminalité violente a progressé de plus de 307% contre 509% pour la criminalité contre les biens (Unter, 2007). Au cours de cette période la population de la ville avait augmenté de plus de 36%, passant de 458 762 habitants en 1930⁵⁴ à 627 525 en 1960⁵⁵.

De 1960 à 1990, la criminalité a continué sa progression puisqu'elle a connu entre ces deux dates une augmentation de 543% pour les crimes violents et 204% pour les crimes contre les biens (FBI). Dans le même temps, la population de la ville avait connu une baisse significative de plus de 20%, passant de 627 525 à 496 938 habitants (US Census, 2000).

Ce n'est que depuis les années 1970 que la Nouvelle-Orléans a véritablement commencé à se démarquer du reste du pays (figure 52). A partir de cette date, les taux d'homicides de la ville ont considérablement augmenté, notamment entre 1985 et 1994 puisqu'ils sont respectivement passés d'environ 25 pour 100 000 à plus de 80 pour 100 000. Si la première partie de la décennie 1990 marque des records en matière de criminalité violente avec des taux d'homicides jamais égalés de 85

⁴⁷ Utilisant les données UCR du FBI.

⁴⁸ Ville la plus meurtrière par taux.

⁴⁹ 496 938 habitants au recensement de 1990.

⁵⁰ Aux Etats-Unis, les statistiques criminelles comptabilisent en moyenne 50% des faits criminels violents (chiffre noir plus ou moins élevé selon les catégories de crimes, généralement dépend de la gravité du crime) différents facteurs affectent les niveaux de report comme le « code du silence » à l'ordre dans la plupart des quartiers marginalisés de la ville).

⁵¹ Lors de nos entretiens avec les habitants et certains touristes, la question des homicides (taux) a fréquemment été évoquée pour jauger le niveau de danger de la ville vis-à-vis d'autres villes de la région ou du pays. Pour ces raisons nous analyserons ici principalement les statistiques relatives aux homicides.

⁵² Première année où le FBI a commencé à comptabiliser les statistiques criminelles des différents départements de police de manière « unifiée » (Uniform Crime Report, UCR).

⁵³ Crimes constatés et enregistrés par la police (NOPD) sous forme de données statistiques « compilées » (Uniform Crime Report). Ces dernières sont par la suite reportées annuellement aux autorités fédérales (FBI). On distingue d'une part les crimes violents : homicides, viols, attaque et braquage à main armée, et d'autre part, les crimes contre les biens : cambriolages, vols de véhicules à moteur, vols qualifiés, incendies volontaires. En France, la plupart de ces crimes constituent des délits. Pour ces raisons on utilisera, selon le contexte, le qualificatif de criminalité/crime (USA) ou de délinquance/délit (France).

⁵⁴ Soit la 16^{ème} ville la plus importante du pays à cette date <http://www.census.gov/population/www/documentation/twps0027/tab16.txt>

⁵⁵ Pic de population pour la ville située au 15^{ème} rang des villes les plus importantes des Etats-Unis.

pour 100 000 en 1994, ces derniers se sont considérablement réduits entre 1995 à 1999 puisqu'ils sont passés entre ces deux dates de 85 à 35 pour 100 000. Néanmoins, cette tendance à la baisse s'est inversée au début des années 2000 puisque celles-ci se sont accompagnées d'une augmentation graduelle des taux. En 2000, la Nouvelle-Orléans affichait à nouveau les taux les plus élevés du pays (42 pour 100 000) atteignant en 2004, soit un an avant Katrina, un taux de 56 pour 100 000 (FBI, 2005) soit huit fois plus que la ville de New York et trois fois plus que Chicago.

A l'échelle des États-Unis, la moyenne des taux d'homicides en 1975, 1980 et 1991 se situe autour de 10 pour 100 000, soit les taux les plus hauts jamais atteints (FBI). Néanmoins, depuis le milieu des années 1990, les taux moyens d'homicide calculés à l'échelle du pays ont accusé une baisse progressive et continue. En 2004, ceux-ci se situaient en effet aux alentours de 5 pour 100 000 contre plus de 55 pour 100 000 à la Nouvelle-Orléans, soit un taux environ dix fois plus élevé.

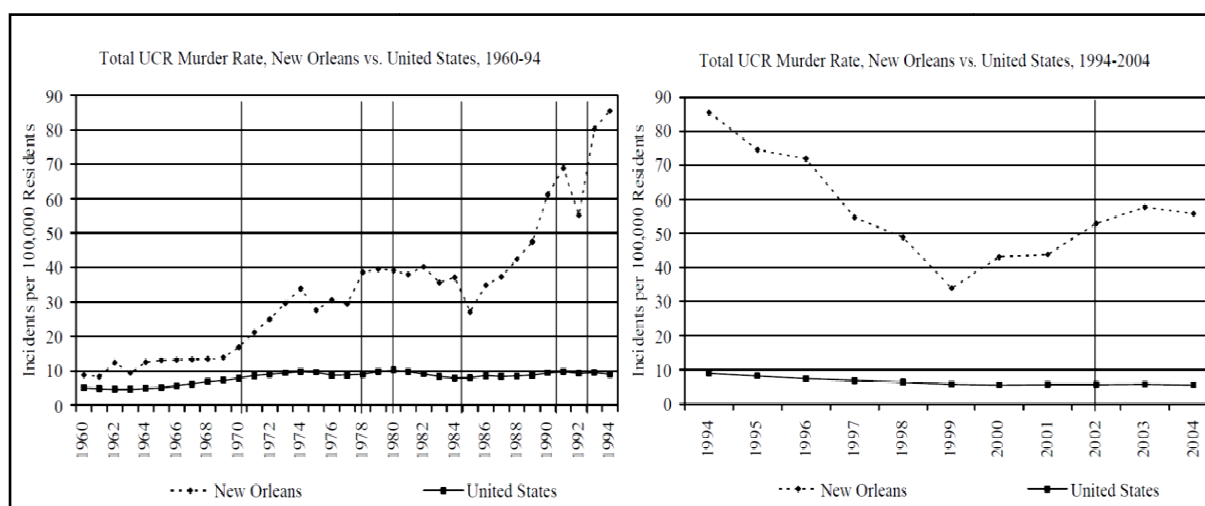


Figure 52 : Taux d'homicides aux États-Unis et à la Nouvelle-Orléans entre 1960 et 1994 (à gauche) et 1994 et 2004 (à droite) (sources : Unter, 2007).

5.1.1.3. Un lien entre les taux d'homicides et les caractéristiques sociales des villes

Ces tendances en matière de criminalité urbaine sont à relier au contexte du développement de la ville, qui s'est caractérisé depuis les années 1960 par de grosses difficultés économiques, un déclin démographique et une concentration de plus en plus forte d'habitants défavorisés. De 1960 à 1990, la ville a connu une augmentation de près de 540% de sa criminalité violente (FBI⁵⁶) alors que dans le même temps la population s'est réduite de plus de 20% (US Census, 2000). Les années 1990 à 2005 se sont par ailleurs caractérisées par un écart de plus en plus prononcé entre riches et pauvres. Ce renforcement des inégalités socio-économiques à l'œuvre à la Nouvelle-Orléans a très probablement contribué à l'évolution des taux d'homicides au cours des années 2000⁵⁷. L'ONU⁵⁸ soutient en effet

⁵⁶ "1960 – 2006: Crime in the United States".

⁵⁷ Le lien entre inégalités sociales et criminalité urbaine est largement traité dans la littérature (cf. Lagrange, 2001).

que les villes marquées par de fortes inégalités socio-économiques se caractériseraient également par des taux d'homicides élevés :

« Lorsque au sein d'une communauté, une proportion grandissante de la population se trouve exclue des opportunités, le taux de criminalité et de violence est plus élevé que lorsque la communauté est connectée aux principaux réseaux et aux structures du pouvoir. » (UN-Habitat, 2009).

Le contexte de déprise urbaine, propice au développement de la criminalité urbaine qui caractérise la Nouvelle-Orléans depuis les années 1960, se rapproche de celui des villes⁵⁹ de l'ancienne ceinture industrielle du Nord-est des États-Unis comme Détroit⁶⁰, Flint ou Baltimore, qui, elles aussi, affichent des taux de criminalité particulièrement élevés. Néanmoins, certaines villes telles que Chicago et Détroit, également durement affectées par la crise, ont connu une baisse de leur taux d'homicides depuis la fin des années 1990 même si ceux-ci restent largement au dessus des moyennes nationales (figure 53).

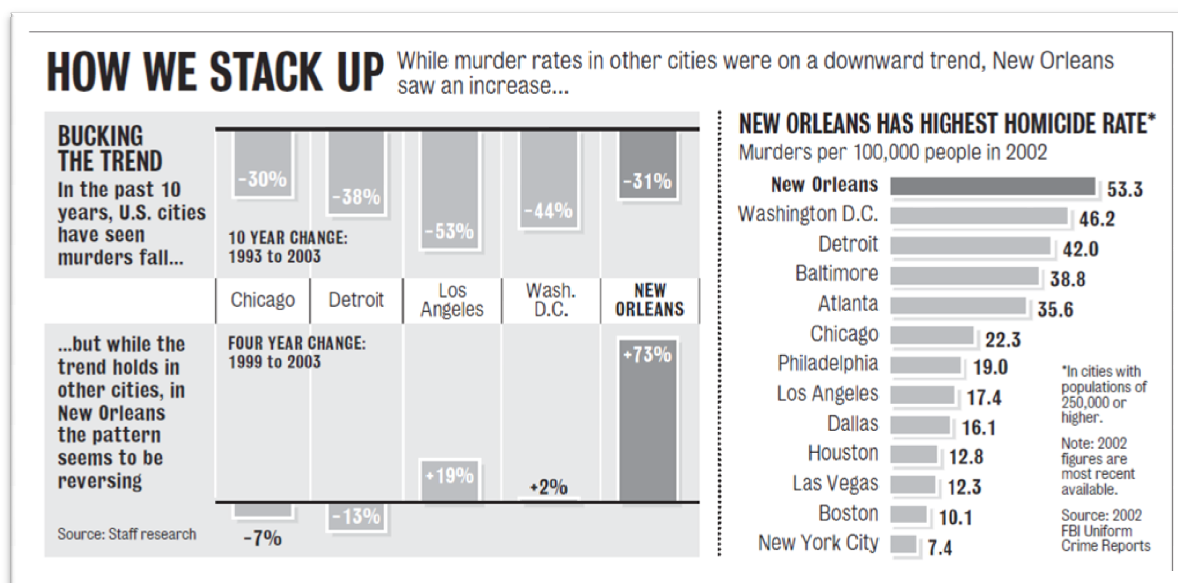


Figure 53 : Comparaison des évolutions des taux d'homicide entre les villes détendant les taux les plus élevés du pays⁶¹ (source : *Times Picayune*, 08/02/2004).

Les taux d'homicides très élevés de la Nouvelle-Orléans sont très largement liés à la présence de marchés de drogues qui génèrent une insécurité urbaine chronique et une violence quotidienne dans les territoires les plus vulnérables de la ville qui peinent à se développer.

⁵⁸ Cf. UN-Habitat (2006), « Rapport 2006-2007 sur l'état des villes dans le monde : Objectifs du Millénaire pour le Développement et Viabilité Urbaine – 30 années qui ont façonnées le programme pour l'habitat ».

⁵⁹ Cf. Article de Diamond (2012) au sujet de la ville de Chicago : « Une ville au bord du gouffre ».

⁶⁰ « Conséquence de la crise économique et sociale qui frappe la métropole, le taux de criminalité bat des records. En 2012, 379 homicides ont été recensés à Detroit. C'est 10% de plus qu'en 2011. Ce qui en fait la deuxième ville de plus de 200 000 habitants la plus dangereuse des États-Unis, après la Nouvelle-Orléans. » (*HuffPost Detroit*, 31/12/2012, cité sur Francetvinfo : http://www.francetvinfo.fr/monde/ameriques/la-ville-americaine-de-detroit-berceau-de-l-industrie-automobile-se-declare-en-faillite_373072.html).

⁶¹ Entre 1999 et 2002, la Nouvelle-Orléans affiche une augmentation record de 73% contre une baisse de 7% et de 13% dans les villes de Chicago et de Detroit, connues pour leur violence urbaine.

5.1.2. Une insécurité urbaine sous fond de trafic de drogue qui entrave le développement communautaire

“It is a violent city in areas... Most of the shootings that we have in the city are based in areas where there are drugs. The correlation between drugs and the murders that we have in the city are just hand in hand. A lot of murders that we have is one drug dealer or person gets murdered, then their people retaliate against the people who committed the murder. If you eliminate those murders, New Orleans would be in the same ballpark as most other cities.” (Propos de Benelli cité dans *Frontline*, 2010).

À la Nouvelle-Orléans comme dans de nombreuses villes américaines, la criminalité urbaine est très étroitement liée à la présence de marchés de drogues (*drug market*) qui correspondent à « un secteur entier d'une ville d'où opèrent plusieurs groupes de revendeurs de drogues illicites » (Rengert, 1994). Ces activités informelles génératrices de violence affectent disproportionnellement les quartiers les plus défavorisés et marginalisés de la ville et constituent une véritable entrave au développement de ces territoires. A une échelle plus petite, ces marchés sont connectés à des trafics reliant la Nouvelle-Orléans à d'autres villes telles que Houston, Dallas ou Baton Rouge qui constituent de véritables plaques tournantes (hubs) de la drogue en provenance du Mexique et qui est redistribuée à l'échelle des États-Unis (*US Department of Justice National Drug Center*, 2011).

5.1.2.1. Une violence urbaine largement associée à la présence de marchés de drogues

“Police say most of the killings were related to drugs” (*Times Picayune*, 08/02/2004).

Aux États-Unis, les fusillades et les homicides par armes à feu qui prennent place dans l'espace public, résultent en grande partie d'affrontement et de règlements de comptes entre trafiquants de drogues constitués en *gang* qui « défendent » leur territoire. Il est en effet démontré que la présence d'activités souterraines, particulièrement le trafic de drogues, participe à l'installation d'un climat de violence dans les territoires où elles se développent (Andreas et Wallman, 2009). Par ailleurs, ces activités génèrent une peur constante parmi les habitants craignant de voir sombrer leur quartier dans la violence (Wilson, 1997)⁶².

Les marchés de drogues sont associés à différentes formes de criminalité qui résultent :

- Des transactions entre vendeurs et consommateurs ;
- De la compétition entre narcotrafiquants ;
- Du besoin pour les utilisateurs de drogues de financer leur consommation.

La consommation de drogues est en effet responsable d'une série de crimes contre les biens et personnes (cambriolages, braquages, vols, etc.), qui résultent des difficultés pour les populations à bas revenus de financer leur consommation quotidienne de drogues dont les coûts peuvent être élevés pour

⁶² Voir aussi Lum (2008 ; 2011).

des individus vivant sous le seuil de pauvreté et souvent au chômage (« *drug money* »). D'autre part, le commerce de drogues illicites implique l'usage de la violence par les trafiquants. Celle-ci constitue un moyen de contrôle du territoire visant à limiter la concurrence entre trafiquants⁶³ et, d'autre part, un moyen de « contrôle social » permettant de régler les conflits relatifs aux prix des produits ou à leur qualité. Le recours à la violence ou à la menace de l'usage de la violence permet par ailleurs aux trafiquants d'instaurer un climat de peur limitant le risque de dénonciation par les populations résidentes ou de passage qui assistent aux transactions (Weisburg et al. 1994). Les trafiquants, qui ont tout intérêt à ne pas attirer l'attention des forces de l'ordre sur leur activités, se livrent également à certaines pratiques « d'achat » du silence des populations. Les chefs de gangs sont ainsi souvent impliqués dans des actions de « protection » de leur territoire qu'ils contrôlent en usant de la menace et de la protection⁶⁴.

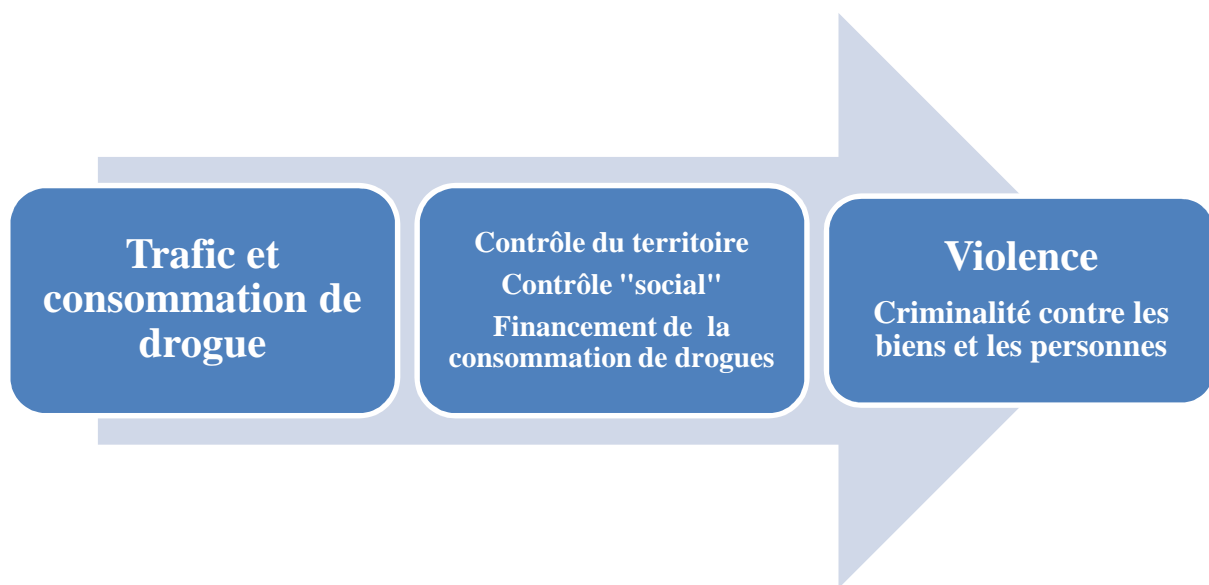


Figure 54 : Lien entre la présence de marchés de drogue et la criminalité urbaine (réalisation propre).

Les carences des données relatives aux marchés de drogues de la Nouvelle-Orléans avant Katrina (Dunlap et al., 2007)⁶⁵, ont nécessité la mobilisation de données qualitatives issues du travail de terrain⁶⁶. La confrontation des données de première main⁶⁷ avec les sources médiatiques⁶⁸, a permis de relier avec certitude la criminalité urbaine, notamment violente, à la présence de marchés de drogue implantés dans certains secteurs de la ville qui correspondent aux territoires des narcotrafiquants

⁶³ Les marchés de drogue génèrent en effet des conflits entre trafiquants qui contrôlent activement leur territoire. La série télévisée *The Wire* illustre brillamment les liens entre le trafic de drogue et la criminalité urbaine qui « ronge » les quartiers pauvres de Baltimore.

⁶⁴ Il peut s'agir d'argent versé aux églises, à certaines familles en difficultés, ou destiné pour la construction d'aires de jeux pour enfants ou de terrains sportifs. Ces pratiques ont pu être constatées à de nombreuses reprises à la Nouvelle-Orléans. Une habitante du quartier de *Holy Cross*, consciente du trafic de drogue qui prenait place dans la résidence vacante voisine à la sienne, nous avait confié que les trafiquants étaient « très agréables » avec elle la saluant tous les jours et la laissant tranquille. Cf. Pattillo (1998).

⁶⁵ Voir aussi Blumstein et Wallman (2006) ; Johnson et al. (2006).

⁶⁶ Notamment des nombreux entretiens plus ou moins formels avec les policiers de la Nouvelle-Orléans, certains agents fédéraux spécialistes de ces questions (DEA) mais aussi avec certains membres de gangs et repris de justice. Ces derniers ont constitué une source d'information importante puisqu'ils nous ont permis d'élargir notre compréhension du fonctionnement des marchés de drogues à la Nouvelle-Orléans.

⁶⁷ Les observations de terrain à l'occasion des patrouilles répétées avec le NOPD constituent une source d'information importante.

⁶⁸ Les archives de journaux, notamment le quotidien local de la ville (*Times Picayune*) constitue une source d'information importante.

établis à la Nouvelle-Orléans⁶⁹. Une enquête⁷⁰ réalisée auprès de 300 habitants et de 200 policiers de la Nouvelle-Orléans en 2010⁷¹ révèle que pour plus de 58% des résidents et 74% des policiers, le trafic de drogue constitue une des causes centrale de la criminalité de la ville⁷². Cette association faite entre la présence de marchés de drogues et la criminalité urbaine est également clairement établie dans la presse :

“As the number of homicides in New Orleans climbs to heights unseen in nearly a decade, many of the fallen are people caught up in the drug trade and turf wars and crimes of vengeance that it creates” (*Times Picayune*, 08/02/2004)⁷³.

Ce lien entre les marchés de drogues et la criminalité urbaine a été corroboré par des agents fédéraux en charge de l’investigation des réseaux de trafiquants de drogues entre la Nouvelle-Orléans et la ville de Houston au Texas⁷⁴. D’après ces experts, la quasi-totalité des crimes violents survenant à la Nouvelle-Orléans serait liée, plus ou moins directement, à la vente et la consommation de drogues :

« 98 to 99% of our violent crime in the city is drug related, and it could be anything, like a guy shooting at someone from the same neighborhood because he stole his dope or he called the police on or whatever. All the shootings, everything you see on TV at night you know is drug related... And it may be people fighting over territory and within the housing projects you know ». (DEA).

Les données de la police de la Nouvelle-Orléans relatives au profil des victimes d’homicides survenus en 2003, vont également dans ce sens. En effet, seul 10% des homicides commis en 2003 ont impliqué des causes autres que la drogue et près de 75% des victimes d’homicides étaient impliquées dans le trafic et la consommation de drogues. Par ailleurs, 15% des homicides ont concerné des victimes « accidentelles » prises entre les tirs des criminels. Ce sont ces homicides qui impactent le plus fortement le climat d’insécurité à l’échelle de la ville puisqu’ils suscitent l’indignation des citoyens, en raison de leur caractère aléatoire et injustifié⁷⁵ :

« While news of any killings raises fears, nothing so threatens a neighborhood’s sense of security than the slaughter of someone seemingly on the right side of the law » (*Times Picayune*, 2004).

Si le lien entre la présence de marchés de drogues et la criminalité urbaine est indéniable dans le cas de

⁶⁹ CF. article du *Times Picayune* (17/12/2013) “Focus on New Orleans gangs has helped decrease murders to 40-year low, Mayor Landrieu says”.

⁷⁰ Enquête que nous avons réalisée en 2011 auprès de la population et de la police qui porte sur les quartiers jugés sûrs et dangereux ainsi que sur les facteurs de vulnérabilité des territoires à la criminalité. Cette enquête sera analysée dans le chapitre 11 de la thèse.

⁷¹ Que nous développerons en quatrième partie. Nous avons entre autre interrogé les résidents et les policiers sur les facteurs de criminalité.

⁷² En terme de fréquence de citation du facteur « présence de marchés de drogue ».

⁷³ Ce lien a pu être vérifié par l’observation de transactions constatées lors de missions de terrain dans les secteurs réputés dangereux à l’occasion des patrouilles effectuées avec le NOPD. L’intervention sur des scènes de crimes violents a également révélé un lien quasi systématique, plus ou moins explicite, entre la drogue (au sens large) et la criminalité violente.

⁷⁴ Agents de la DEA interviewés à la Nouvelle-Orléans en juillet 2011 (respect de l’anonymat).

⁷⁵ Lors d’un entretien avec le criminologue Georges E. Capowich de l’Université de Loyola à la Nouvelle-Orléans, celui-ci avait utilisé l’expression d’effet télescopique (*Telescopic effect*) pour rendre compte du lien entre la criminalité violente et l’insécurité ressentie par les résidents de la ville. D’après lui la forte médiatisation des affaires d’homicide notamment lorsqu’il s’agit de victimes accidentelles, est responsable de la diffusion d’un fort climat d’insécurité y compris dans les secteurs de la ville peu touchés par la violence.

la Nouvelle-Orléans, l'analyse du lien spatial entre ces activités et la violence s'est heurtée à de nombreuses difficultés d'ordre méthodologique notamment en ce qui concerne la localisation des territoires des narcotrafiquants.

5.1.2.2. Une corrélation spatiale entre marchés de drogues et criminalité violente

Le lien spatial entre les marchés de drogues et la criminalité urbaine est très peu investi par la littérature, ce qui peut surprendre au regard du postulat largement établi plaçant les trafics de drogue au cœur des activités criminelles (Weisburd et *al.* 1994 ; Goldstein, 1985). La localisation des territoires de la drogue à la Nouvelle-Orléans a nécessité un travail d'analyse des données qualitatives obtenues auprès de différents acteurs locaux et fédéraux en charge de la sécurité urbaine⁷⁶.

Si les policiers ont tendance à relativiser l'existence de gangs structurés et organisés à la Nouvelle-Orléans, ceux-ci insistent toutefois sur la présence d'un grand nombre de groupes d'individus impliqués dans le commerce illicite de drogues :

« We don't have gangs down here, we have groups of corner dealers, no tattoos, no graffiti, etc. but heavily armed young men »⁷⁷.

Les gangs de la ville se distinguent en effet des gangs traditionnels présents dans les centres urbains du pays et qui s'organisent selon une structure verticale très hiérarchisée. D'après Jim Bernazzani, ancien directeur du bureau local du FBI de la Nouvelle-Orléans, il s'agirait davantage d'un « trafic de drogue basé sur des relations familiales et affiliations de quartier, structuré de manière horizontale, donc un réseau très difficile à démanteler » (Bernazzani, 2010)⁷⁸. Les gangs de la Nouvelle-Orléans sont en effet très attachés à leur territoire qui constitue la base de leur identité :

“In other places, including some cities as close as Shreveport, criminal street gangs are typically linked to national gangs such as Bloods and Crips. And although those gangs have never made inroads in New Orleans, the city has long had identifiable groups that battle over drug territory and control neighborhoods, Norton said. About a decade ago, the feds prosecuted the 7th Ward Soldiers.” (*Times Picayune*, 01/01/2011).

En raison de la difficulté d'obtenir des informations claires faisant consensus sur les gangs à la Nouvelle-Orléans avant Katrina, un travail d'identification et de localisation des territoires des narcotrafiquants a été réalisé par le biais de différentes sources⁷⁹. La difficulté de ce travail est également à relier au fait que les territoires de référence des trafiquants de drogues ne correspondent pas aux découpages classiques de l'espace urbain puisqu'ils n'ont de réalité que pour les trafiquants qui s'y réfèrent en permanence.

⁷⁶ NOPD, Sheriff, State Police, FBI, DEA.

⁷⁷ Propos obtenus auprès d'un policier du 1^{er} District de la ville en juillet 2010.

⁷⁸ Ce point nous a été confirmé par de nombreux policiers ainsi que par certains membres de gangs et repris de justice.

⁷⁹ Sources internet, archives de journaux, données de premières main, entretiens avec membre de gangs, observation de terrain, entretiens avec la police, entretien avec des agents fédéraux.

Le découpage de l'espace urbain oppose dans un premier temps deux parties de la ville à savoir le secteur d'*Uptown* et le secteur du *Downtown*, séparés par l'avenue centrale de *Canal Street* qui constitue une « ligne de démarcation » entre ces deux secteurs (figure 55)⁸⁰. Les gangs installés dans les quartiers localisés au Sud/Sud-ouest de *Canal Street* s'opposent donc à ceux implantés au Nord/Nord-est de cette avenue⁸¹. Les secteurs de *New Orleans East* et de la *West Bank* ont aussi de nombreux gangs implantés, mais ne renvoient pas à identification territoriale « vaste » comme celle du *Downtown* et d'*Uptown*. A une échelle plus fine les *Wards* constituent une unité territoriale de référence pour les gangs⁸². Ceux-ci correspondent à l'ancien découpage administratif de la ville qui n'a aujourd'hui de réalité fonctionnelle que pour les trafiquants de drogues, ces derniers s'y réfèrent en effet en permanence⁸³. Les réseaux criminels s'articulent par ailleurs autour des grands ensembles de logements sociaux (*Housing Projects*) qui constituent depuis des décennies les lieux privilégiés des affrontements entre gangs rivaux revendiquant explicitement leur appartenance à un *Project*⁸⁴. Dans les représentations des habitants de la Nouvelle-Orléans et dans les discours des policiers, les grands ensembles de logements sociaux constituent de véritables enclaves et zones de « non droit »⁸⁵, devenus le théâtre de la guerre des gangs. Enfin, certaines intersections de rues constituent un marqueur territorial pour les gangs, qui délimitent régulièrement leur territoire par des graffitis comportant le nom du gang établi dans le secteur ou désirant élargir son territoire (figure 55).

⁸⁰ La plupart des *dealers* ou *ex dealers* avec qui nous avons pu nous entretenir ont corroboré les découpages dont nous faisons état ici.

⁸¹ Nous avons pu constater sur le terrain que les membres de gangs d'*Uptown* ne se déplacent pas ou très peu dans les secteurs de *Downtown* et *vice versa*.

⁸² Possibilité de constater l'importance du Ward pour les trafiquants de drogues de la Nouvelle-Orléans dans de nombreuses vidéos disponibles sur Youtube© <http://www.youtube.com/watch?v=kPj4MSgPdrU>

⁸³ De nombreux rappeurs font d'ailleurs allusion⁸³ dans leur musique à la géographie des trafiquants de drogues de la Nouvelle-Orléans. Le Ward s'accompagne généralement du nom du quartier d'où vient l'artiste, revendiquant ainsi son appartenance. Cf. Ouvrage de Forman (2002): "The hood comes first: race, space, and place in Rap and Hip Hop".

⁸⁴ Ou dans le jargon des *dealers* le « turf », terme utilisé par les membres de gangs et les policiers pour désigner le territoire d'un gang (« turf war » : guerres entre bandes rivales pour le contrôle du territoire).

⁸⁵ Ceci nous a été très largement confirmé lors de nos entretiens avec des personnes ayant pratiqué ces espaces, notamment Alex qui assurait des soins médicaux auprès des habitants des différents grands ensembles de logements sociaux de la ville. Chacun de ses déplacements s'accompagnaient en effet systématiquement d'« interrogatoires » par les trafiquants contrôlant l'accès.

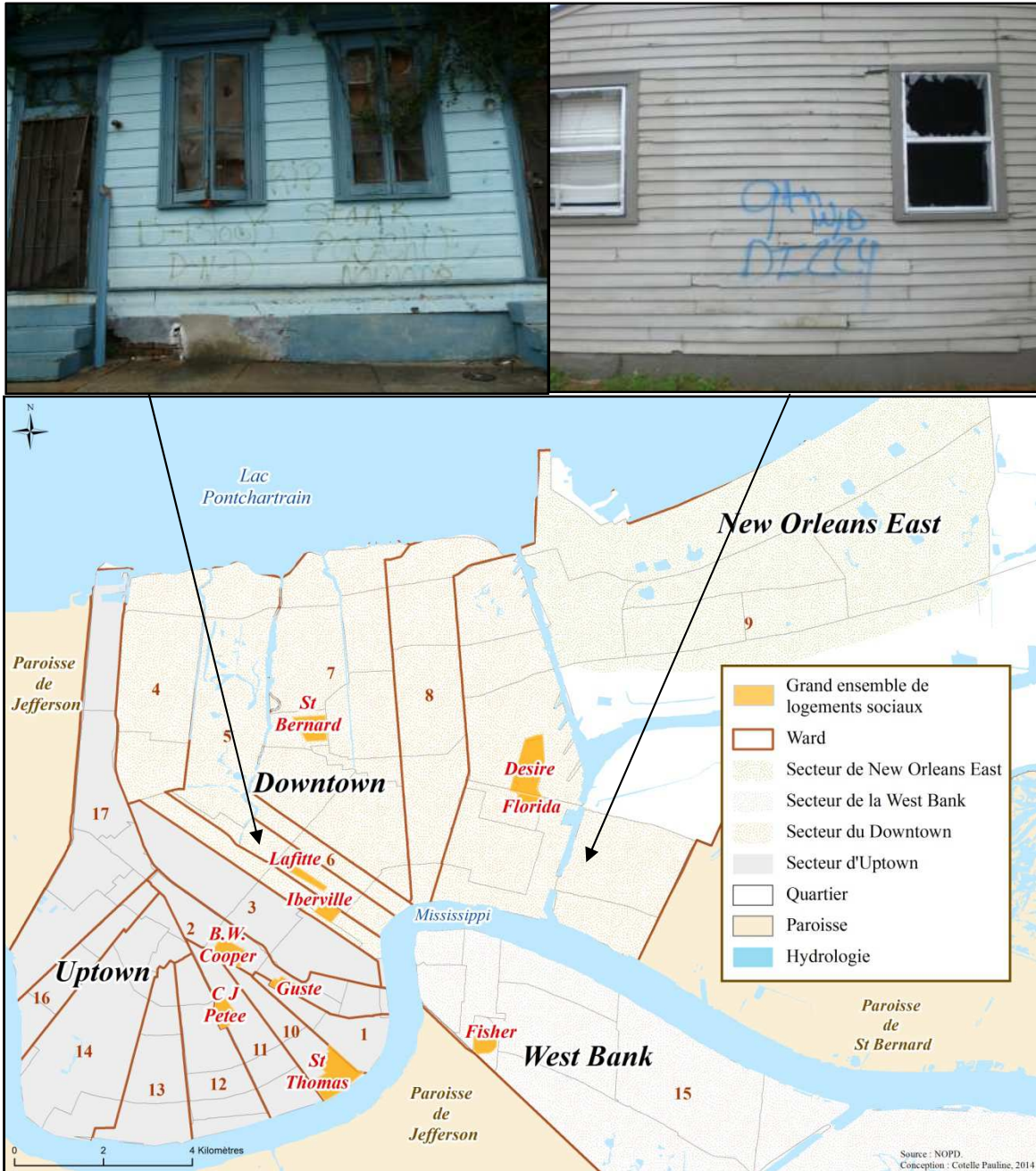


Figure 55 : Territoires de référence des gangs de la Nouvelle-Orléans et marqueurs territoriaux signalant leur présence (clichés de l’auteur, 2011).

L’identification des territoires de la drogue peut également passer par la cartographie des appels au 911 relatifs à l’usage ou au trafic de drogues ou, dans une certaine mesure, par la localisation des homicides puisque ceux-ci sont largement associés aux trafics de drogue. La cartographie des homicides survenus entre 2000 et 2004 permet d’identifier des secteurs de fortes concentrations des faits qui correspondent aux grands ensembles de logements sociaux⁸⁶ et à certains secteurs défavorisés notamment les quartiers de *Central City*, *Tremé Lafitte*, *Seventh Ward*, *St Claude* (figure 56).

⁸⁶ *St Thomas* transformé en quartier à mixité sociale depuis le début des années 2000 est exclu ici des propos tenus tout comme celui de *Desire Development* localisé le plus au Nord Est. Celui-ci était très peu peuplé à ces dates (déconcentration de la pauvreté vers d’autres secteurs de la ville – cf. Hope VI et programme section 8).

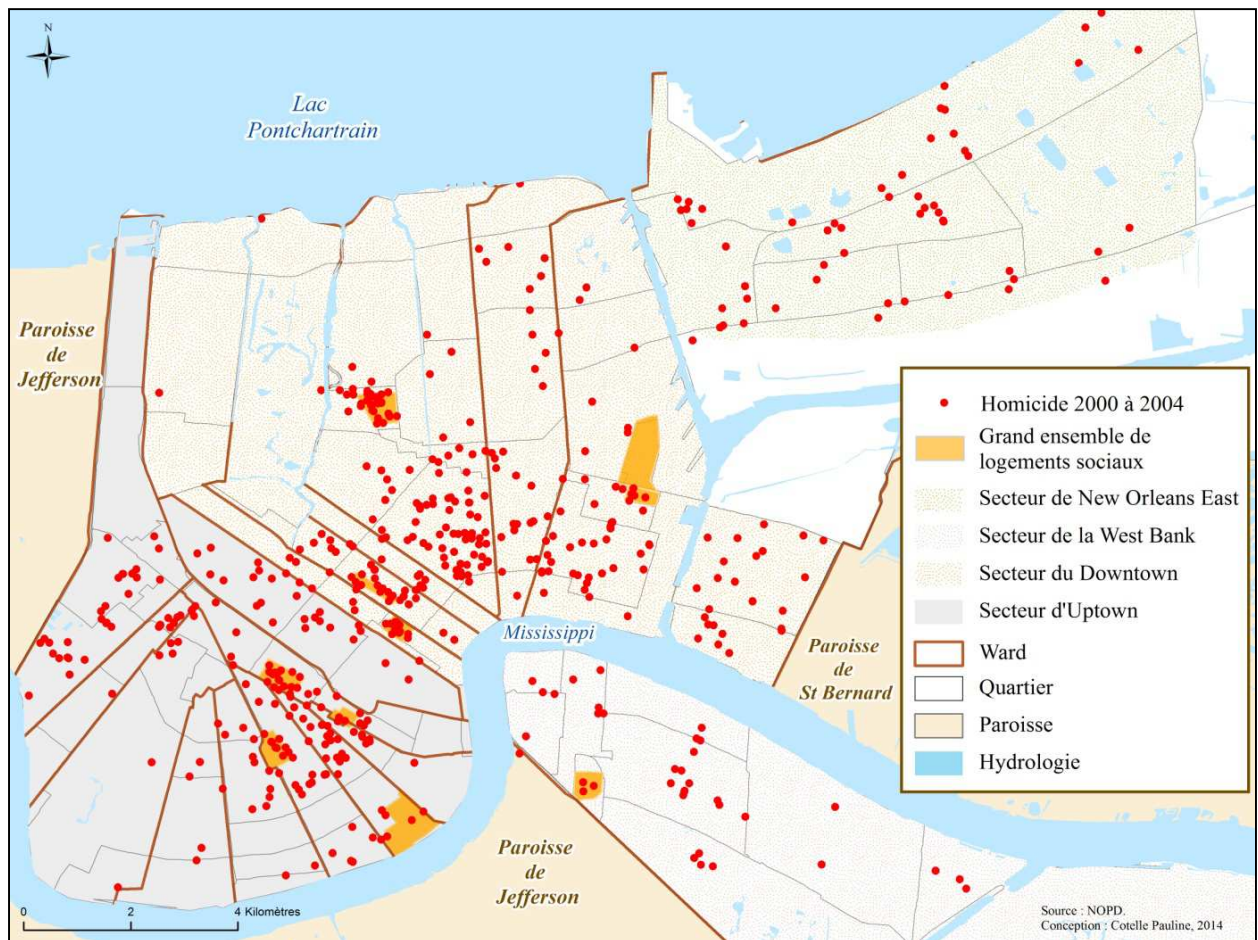


Figure 56 : Localisation des homicides et des territoires de la drogue.

Néanmoins les lieux de survenue des homicides ou de consommations de drogues ne correspondent pas toujours aux territoires des trafiquants. Il convient donc d'être prudent dans l'analyse de la corrélation spatiale entre les homicides et les trafics de drogues.

5.1.2.3. Une corrélation spatiale entre les marchés de drogue et les territoires défavorisés

“Fueling New Orleans’ horrific murder rate is a drug culture that metes out vengeance in the underbelly of the city’s poorest neighborhoods” (*Times Picayune*, 08/02/2004).
 “Most murders stem from drug trafficking and other criminal endeavors in poor, predominantly African-American communities” (*Times Picayune*, 02/06/2007).

Les marchés de drogue sont spatialement corrélés à certaines caractéristiques sociales et environnementales des territoires dans lesquels ils s'établissent. La concentration des désavantages socio-économiques (pauvreté, chômage, monoparentalité, etc.), des minorités ethniques notamment les populations d'origine Afro-américaine (ségrégation raciale) et des logements vacants en délabrement, est très largement associée à la présence de marché de drogues (Wilson, 1997)⁸⁷. D'après une

⁸⁷ “The more a place exhibits characteristics of social disorganization, the more likely it is that that place will have drugs and violence”.

enquête⁸⁸ réalisée en 2003 auprès des individus appréhendés à la Nouvelle-Orléans par la police pour consommation ou trafic de drogues, les trois quarts des interpellés étaient d'origine Afro-américaine et seulement 55% d'entre eux possédaient un diplôme de l'éducation supérieure⁸⁹ (Dunlap et *al.*, 2007). Le trafic et la consommation de drogue sont en effet largement corrélés à de forts taux de décrochage scolaire qui limitent sérieusement les capacités des jeunes des quartiers pauvres à trouver un emploi et s'insérer dans la société. La présence de marché de drogues est également corrélée à des taux d'arrêt et d'incarcération élevés. Un projet réalisé en 2009 par l'université de *Columbia*⁹⁰ a mis en évidence une corrélation spatiale entre les niveaux d'incarcération⁹¹, la pauvreté et les caractéristiques raciales des différents quartiers de la Nouvelle-Orléans. Le coût de l'incarcération affecte en effet disproportionnellement les quartiers les plus pauvres de la ville où les dépenses sont les plus élevées. Les quartiers de *Central City* et du *Seventh Ward*, parmi les plus pauvres et violents de la Nouvelle-Orléans, représentaient respectivement en 2003 un coût annuel d'incarcération de 4 317 200 \$ et 4 624 400 \$⁹². Ces montants exorbitants correspondent aux frais d'incarcération des résidents principalement condamnés pour trafic ou consommation de drogue. La part de la population du quartier de *Central City* incarcérée ne représentait pourtant que 8% de la population totale du quartier qui elle-même ne représentait que 11% de la population de la ville. Cette part réduite d'habitants incarcérés, qui représentent en 2003 un coût de plus de 4 millions de dollars (coûts de l'incarcération des 4% d'habitants du quartier de *Central City* en 2003), correspond principalement aux jeunes hommes d'origine Afro-américaine impliqués plus ou moins directement dans le trafic ou la consommation de drogues. L'incarcération qui affecte principalement les quartiers les plus pauvres de la ville, sous entend également leur affaiblissement permanent puisque ceux-ci voient leur population masculine aller et sortir de prison. Ce cycle entraîne ces jeunes hommes dans un processus d'exclusion sociale difficile à rompre. En effet, le statut de repris de justice entrave fortement la possibilité de trouver un emploi et constitue un facteur prépondérant de la stigmatisation de ces individus. Cette incarcération massive explique également en grande partie les taux très élevés de familles monoparentales qui caractérisent ces quartiers. La monoparentalité constitue un indicateur du niveau de « désorganisation » des communautés (par analogie à la théorie de la désorganisation sociale) puisqu'elle entrave sérieusement les capacités de développement des territoires⁹³. Enfin, la consommation de drogue⁹⁴ a littéralement privé de parents toute une génération d'enfants de ces

⁸⁸ ADAM program (2003).

⁸⁹ *High school diploma* est un équivalent du bac.

⁹⁰ Travail de la *Lab of spatial analysis* de l'Université de *Columbia* (million dollars block) portant sur le coût de l'incarcération à l'échelle des différents quartiers de la Nouvelle-Orléans : <http://www.spatialinformationdesignlab.org/publications.php?id=102>

⁹¹ http://www.jjay.cuny.edu/centers/media_crime_justice/Russell_story.pdf rapport de *Times Picayune* (« How we built the world's prison capital » 2012) sur l'incarcération en Louisiane et à la Nouvelle-Orléans. Les effets sur les communautés de l'incarcération massive sont développés.

⁹² Sommes qui correspondent au frais d'incarcération des habitants emprisonnés en 2003.

⁹³ Cf. "This is "the belt" of Central City, home to an invisible, grating force -- the cycling of its residents in and out of prison -- that can fray family and community at their roots." Citation tirée de l'édition spéciale du *Times Picayune* "Louisiana incarcerated. How we built the world's prison capital (07/11/2012).

⁹⁴ Principalement l'héroïne et le « crack » qui constitue la cocaïne des pauvres.

quartiers défavorisés, décimés par les effets de la drogue. De nombreux enfants se retrouvent ainsi dénués de la supervision d'adultes et deviennent des « *corner kids* » gravitant dès leur plus jeune âge dans l'univers de la drogue et entrant prématurément dans un cycle de détention et de vie dans la rue. Si le lien entre les niveaux d'incarcération élevés et le trafic de drogue est établi, la corrélation spatiale entre l'incarcération et la criminalité violente (homicides) est également forte (figure 57).

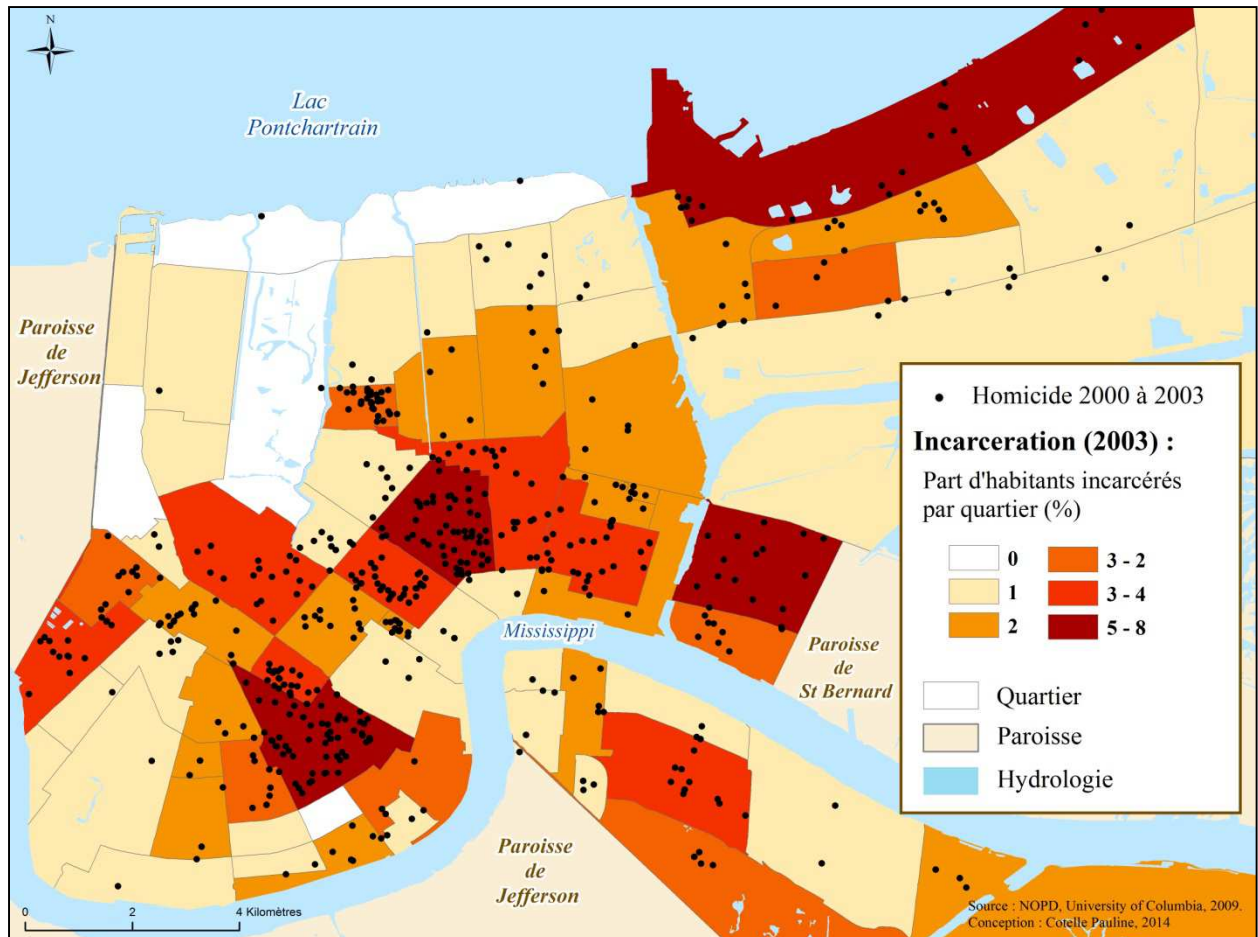


Figure 57 : Corrélation spatiale entre l'incarcération en 2003 (nombre d'habitants par quartier) et les homicides.

Néanmoins, il est à noter le caractère mobile des criminels qui s'illustre sur la carte ci-dessus par un nombre élevé d'individus incarcérés dans certains quartiers qui concentrent un nombre d'homicides relativement faible⁹⁵. C'est le cas du quartier de *Little Woods* localisé au Nord-est de la ville. Ce dernier concentre un grand nombre de personnes incarcérées et un nombre d'homicides peu élevé au regard des caractéristiques de l'incarcération. Cela s'explique en partie par le déplacement des individus condamnés pour des crimes divers, vers les secteurs centraux où les crimes ont pu être commis⁹⁶.

⁹⁵ Faible au vue du niveau d'incarcération.

⁹⁶ Nous nous appuyons ici sur les propos de nombreux policiers qui ont mentionné à de nombreuses reprises le déplacement des individus impliqués dans des activités criminelles résidant dans le secteur de *New Orleans East* vers les quartiers centraux de la Nouvelle-Orléans (*Central City, Seventh Ward, St Roch, St Claude, Lower 9th Ward* pour le trafic de drogue et *CBD, French Quarter* ou encore *Marigny* pour les braquages armés et les vols qualifiés).

5.1.2.4. Marchés de drogues et « vulnérabilisation » des territoires

“Drugs generate crime, violence and other social problems that harm communities” (UNODC, 2011).

Lorsqu'un marché de drogue s'établit dans un territoire, il engendre un ensemble de problèmes tels que l'augmentation de la violence, la dégradation de l'environnement urbain, notamment des lieux publics, une baisse de la valeur des biens fonciers, un affaiblissement de l'économie, de forts taux de décrochage scolaire et un accès « facile » aux drogues qui ont des effets délétères sur la santé publique⁹⁷. Par ailleurs, l'arrivée de nouveaux trafiquants de drogue dans un quartier où un marché est déjà établi pourra conduire à des conflits entre groupes de trafiquants pour le contrôle du territoire. Rengert (1994) montre comment la concentration spatiale du crime autour des marchés de la drogue profite aux trafiquants. Les crimes contre les biens et les personnes, tels que les cambriolages et les braquages, tendent à affaiblir la cohésion sociale parmi les habitants du quartier⁹⁸ ce qui réduit la probabilité d'une réaction communautaire. Cette forme de « contrôle social » par l'usage de la menace et de la peur, exercée par les trafiquants sur les populations, est essentielle au bon fonctionnement des marchés de drogues. Ces derniers mènent par ailleurs à une diffusion des crimes vers les secteurs adjacents, ce qui ouvre la porte à une expansion possible de ces marchés dans les territoires avoisinants (Rengert, 1994). L'intensification de la criminalité dans ces secteurs peut conduire les résidents qui en ont les moyens à partir s'installer ailleurs ou à accepter la situation en s'isolant chez eux, ce qui en retour favorisera le développement des activités criminelles telles que le trafic de drogues. L'ensemble des résidents pâtissent de la présence de ces activités qui constituent une atteinte à la qualité de vie et une entrave sérieuse au développement des territoires⁹⁹. En effet, les marchés de drogues génèrent une forte insécurité qui nuit à l'efficacité collective des communautés¹⁰⁰ qui n'ont plus les capacités d'agir pour lutter contre la criminalité et remédier aux effets de l'insécurité¹⁰¹. L'absence de réaction communautaire et l'isolement des populations s'accompagnent également d'une faible coopération des populations avec la police, principalement par peur des représailles¹⁰². Cette détérioration des liens entre les membres de la communauté et la police mène cette dernière à progressivement désinvestir le quartier, ce qui conduit, inexorablement, à la création d'enclaves urbaines (ghettos). Les stratégies policières dans ces secteurs s'apparentent davantage à des opérations « coup de poings » qu'à des missions de tranquillité publique et de maintien de l'ordre. Ces enclaves

⁹⁷ Cf. Rapport International sur la Prévention de la Criminalité et la Sécurité Quotidienne (2012).

⁹⁸ Les habitants restreignent leur activités, restent chez eux, et évitent certains secteurs notamment les lieux publics par peur de victimisation. Les cambriolages sont source d'une grande insécurité puisque dans les quartiers pauvres les populations sont rarement assurées contre les cambriolages et les biens matériels peuvent difficilement être remplacés en raison des coûts.

⁹⁹ Les populations de ces quartiers souffrent d'une criminalisation systématique.

¹⁰⁰ Cf. Sampson et al. (1997) montrent que les marchés de drogues affectent l'efficacité collective des communautés et donc les capacités des habitants à intervenir pour répondre aux problèmes d'insécurité et de désordres dans leur quartier.

¹⁰¹ Cf. Rapport International sur la Prévention de la Criminalité et la Sécurité Quotidienne (2012).

¹⁰² Le « code of silence » ou loi du silence règne dans ces quartiers, les trafiquants savent jouer de la menace et de la récompense pour dissuader les résidents de communiquer avec la police.

deviennent ainsi des « zones de confort » pour les criminels qui risquent peu d'être dénoncés par la population d'une part et appréhendés par la police d'autre part. À ce stade, les trafiquants peuvent faire prospérer leur commerce et il devient difficile de renverser la dynamique de déclin du quartier (Cusson, 1989).

L'interaction entre marché de drogues et territoire est donc très forte. Les marchés de drogues entravent fortement le développement des territoires où ils s'établissent dans la mesure où ils entraînent un climat d'insécurité permanente qui dissout la cohésion sociale entre les habitants (1).

L'absence de cohésion sociale fragilise ces territoires qui deviennent de plus en plus vulnérables et favorables au développement des marchés de drogues qui peuvent prospérer sans peur de mobilisation de la part des habitants (2).

Le processus s'auto-entretient et conduit à une vulnérabilisation de plus en plus prononcée des territoires de plus en plus marginalisés et stigmatisés à l'échelle de la ville (figure 58). Les marchés de drogues constituent ainsi un facteur central dans l'explication de la vulnérabilité de certains territoires à l'insécurité.

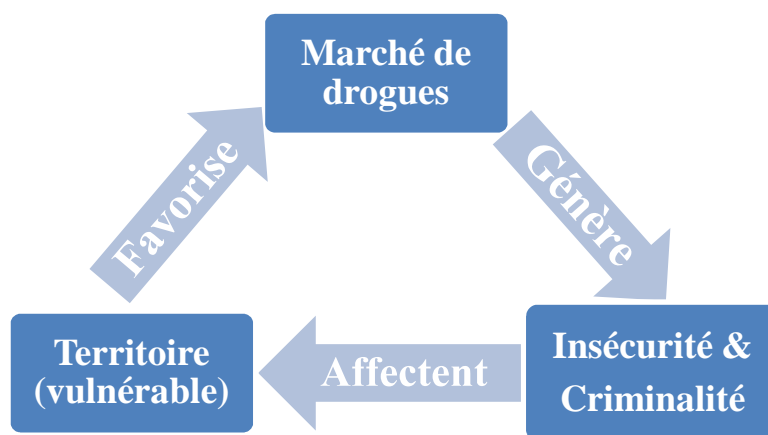


Figure 58 : Interaction entre la présence d'un marché de drogues et le territoire « vulnérable » (rétroaction) (réalisation propre).

5.1.2.5. Des marchés locaux qui s'insèrent dans un réseau régional¹⁰³

Les marchés de drogue de la Nouvelle-Orléans¹⁰⁴ sont connectés à des réseaux criminels dont les transactions lient le Mexique et les États-Unis *via* l'autoroute I-10 qui connecte notamment la ville de Houston à la Nouvelle-Orléans¹⁰⁵. Les deux cartes ci-dessous localisent les principaux flux du trafic de cocaïne¹⁰⁶ et les principaux « couloirs » du trafic de stupéfiants aux États-Unis. La Nouvelle-Orléans

¹⁰³ La prise en compte de ces aspects macro-géographiques s'avérera importante dans l'analyse du lien entre la catastrophe Katrina et l'insécurité urbaine au regard des flux de populations qui ont déstabilisé et entraîné des restructurations des réseaux de drogues à différentes échelles spatiales et temporelles.

¹⁰⁴ Trafic de cocaïne en particulier.

¹⁰⁵ Informations obtenues auprès des policiers de la Nouvelle-Orléans, certains policiers de Houston au Texas, et certains agents fédéraux (FBI et DEA) experts en matière de narcotrafics. Les différents trafiquants que nous avons pu interroger sur la question corroborent ces liens entre le Mexique, les différentes villes du sud des États-Unis notamment le Texas et la Nouvelle-Orléans.

¹⁰⁶ Drogue la plus consommée à la Nouvelle-Orléans avant Katrina.

se localise dans le corridor reliant le Mexique aux grandes villes du Sud et du centre des États-Unis comme Houston, Dallas ou encore Memphis (redistribution régionale).

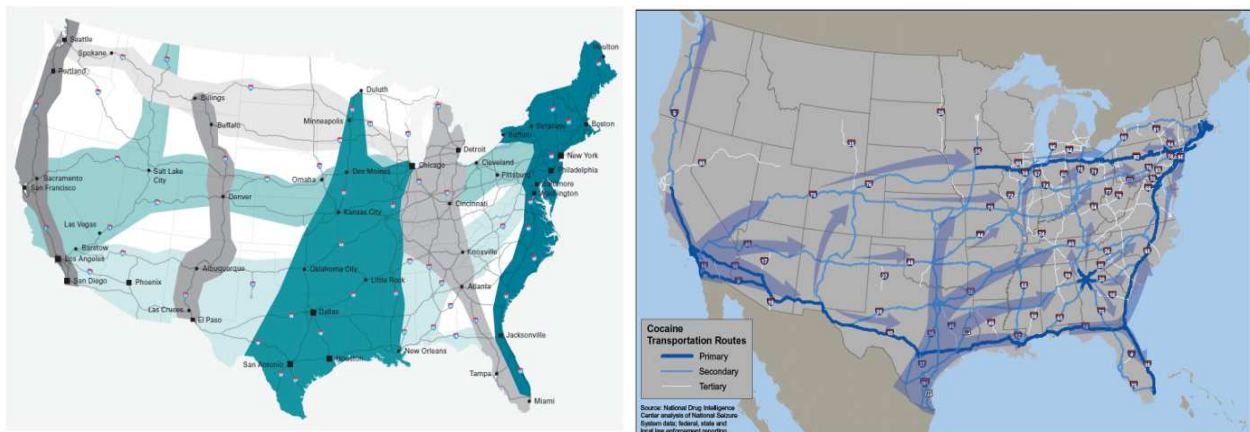


Figure 59 : Principaux corridors du trafic de drogues aux États-Unis et flux du trafic de cocaïne en 2008 et 2009¹⁰⁷ (Source : à gauche : Rapport international sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne, 2012. A droite : US Department of Justice National Drug Center, 2011).

Les narcotrafics qui connectent la Nouvelle-Orléans, le Mexique et les principales aires métropolitaines des États-Unis (Atlanta, Houston, Miami) permettent aux chefs de gangs implantés à la Nouvelle-Orléans d'alimenter le marché local. La Nouvelle-Orléans se situe sur la trajectoire des flux routiers qui connectent le Mexique au Nord-est des États-Unis mais fait également l'objet de trafics *via* son port¹⁰⁸.

Dans le milieu des années 1990, Richard Pena, un leader du gang du même nom, recrutait des distributeurs locaux dans les grands ensembles de logements sociaux de la Nouvelle-Orléans, principalement dans le quartier de *Central City*. Le gang était directement connecté aux réseaux de trafiquants de Houston, Miami et du Mexique où étaient localisés les distributeurs¹⁰⁹. Cet exemple illustre le fonctionnement territorial en « archipels » des marchés de drogues qui connectent certains secteurs de la ville (notamment les logements sociaux) à d'autres territoires urbains à l'échelle locale, régionale, nationale et internationale.

Les liens macro-géographiques entre le territoire et la drogue se matérialisent également par les flux de consommateurs de drogues qui s'effectuent entre la Nouvelle-Orléans, les différentes paroisses de l'aire métropolitaine et les États adjacents à la Louisiane, comme en témoignent les propos d'un agent de la DEA :

« We have people from every parishes and surrounding states coming to New Orleans to get drugs... we had a cases where a lady who spent 98 thousand of dollars and I can tell you about this because it's an old case just to give you a forensics . She was driving everyday from Long Beach Mississippi to New Orleans and spent several thousands of

¹⁰⁷ D'après les policiers de la Nouvelle-Orléans et les agents de la DEA interrogés, la cocaïne est la drogue la plus présente à la Nouvelle-Orléans avant Katrina, l'héroïne sera davantage introduite *post* Katrina.

¹⁰⁸ D'importants volumes de stupéfiants en provenance de Cuba, d'Amérique Latine et centrale transitent via le port de la Nouvelle-Orléans mais la plupart des drogues sont acheminées par les réseaux routiers notamment l'I-10.

¹⁰⁹ «The gang bought cocaine directly from cartel-level connections in Houston... Pena using his Latin American roots to cultivate big-league drug suppliers in Houston, Miami and Mexico. Although he was an outsider, Pena recruited local distributors in Calliope and other public housing developments» (*Times Picayune*, 08/02/2004).

dollars in heroin »¹¹⁰.

Ce vaste « bassin criminel » de trafic de drogues dans lequel la Nouvelle-Orléans est insérée rend difficile le travail des autorités locales et fédérales devant démanteler ces trafics puisque le cloisonnement gestionnaire propre au système fédéral affecte largement les réponses qui sont fortement entravées par les découpages administratifs (juridictions de police) qui n'ont aucune « réalité fonctionnelle » pour les trafiquants.

À la Nouvelle-Orléans, les trafics de drogues constituent une menace majeure pour le développement de certains territoires mais aussi pour la ville dans son ensemble puisque la violence et l'insécurité qu'ils génèrent impactent négativement l'image de la ville dont les recettes économiques reposent principalement sur l'industrie du tourisme. Face à cette insécurité endémique la police de la ville, largement corrompue et confrontée à des difficultés budgétaires majeures, était incapable de répondre aux besoins de sécurité des habitants de la ville ayant de plus en plus recours à des stratégies privées de sécurité.

5.1.3. Carence des réponses étatiques (police) à l'insécurité urbaine et privatisation accrue de la sécurité à partir des années 2000

Dans le courant des années 2000, les institutions publiques en charge de la sécurité urbaine se sont montrées incapables d'infléchir les taux d'homicides en constante augmentation. La police de la Nouvelle-Orléans (NOPD), profondément marquée par une longue histoire de corruption, ne parvenait pas à faire face à une violence urbaine de plus en plus prononcée, malgré des efforts importants fournis entre 1994 et 1999 qui avaient conduit à une baisse substantielle des taux de criminalité, y compris des taux d'homicide. Néanmoins, le retour de la corruption et de la violence urbaine au cours des années *pre* Katrina, a conduit à une méfiance de plus en plus marquée des populations à l'égard des autorités publiques en charge de la sécurité. La détérioration des relations entre la police et les citoyens à la veille du passage du cyclone a constitué un facteur favorable au renforcement de l'insécurité urbaine.

5.1.3.1. Un affaiblissement des institutions publiques¹¹¹ en charge de la sécurité urbaine

“The department has a poor image in the community, with allegation of brutality and corruption dating back decades. The city now has 3.14 officers per 100 000 residents – less than half the ratio in Washington D.C.” (*Associated Press*, 18/08/05).

La police de la Nouvelle-Orléans est nationalement réputée pour être une des plus corrompues du pays.

¹¹⁰ Propos recueillis lors d'un entretien avec deux agents de la DEA.

¹¹¹ D'après le *HuffPost* de Détroit, l'insécurité urbaine est « renforcée par la médiocrité de ses services municipaux » (31/12/2012). La littérature souligne largement le lien (relation inverse) entre l'insécurité urbaine et la qualité du travail de la police.

Les récits de violences exercées à l'encontre de citoyens sont légions. Dans les années 1920 la corruption policière se manifestait déjà par un nombre élevé de policiers condamnés pour différents types de crimes (Unter, 2007). En 1992, le NOPD était classé au premier rang national des départements compilant le plus grand nombre de cas reportés de brutalités exercées à l'encontre de suspects (Alpert, 1992)¹¹². Le début des années 1990 a été marqué par une succession de cas d'abus et de scandales qui ont alerté l'opinion publique (Perlstein, 1996)¹¹³, comme en 1994 où dix officiers furent condamnés par les autorités fédérales pour leur implication dans le trafic de drogue (*The Guardian*, 2007)¹¹⁴. Cette année a néanmoins été marquée par l'arrivée d'un nouveau Maire (Marc Morial) qui désigna un nouveau chef de la police (Richard Pennington), non originaire de la Nouvelle-Orléans et étranger au département de police. Le jour de sa prise de fonction fut marqué par un des plus gros scandales de l'histoire du NOPD lorsqu'un officier avait été arrêté pour avoir ordonné le meurtre d'une résidente ayant porté plainte contre le département de police pour abus et violence (*ibid.*). Au cours des deux premières années de son service, le chef de la police a engagé, en collaboration avec les agences fédérales (FBI), un effort dans la lutte contre la corruption et instauré un programme visant à superviser le travail des policiers afin d'agir contre la corruption (*Public Integrity Division*, PID). Entre 1994 et 1996, 130 officiers de police furent démis de leurs fonctions pour corruption (Unter, 2007). Une fois cette mission de « nettoyage » du département de police effectuée, Pennington annonça son ambition de réduire drastiquement les taux de criminalité notamment les taux d'homicide en constante progression. Cette volonté clairement affichée est à relier au contexte de la fin de l'année 1996 où de nombreux événements sanglants¹¹⁵ avaient déclenché une prise de conscience quant à l'importance d'introduire un changement radical dans la manière de gérer les problèmes de violence. D'après Tonry (2004)¹¹⁶, la panique morale (« moral panic ») qui accompagne la survenue d'événements choquants, peut constituer une fenêtre d'opportunité pour introduire un changement politique en raison de l'émotion qu'ils suscitent chez les populations incitées à faire pression auprès des élus locaux pour que ceux-ci réagissent concrètement.

Une enquête réalisée en 1996 par l'Université de la Nouvelle-Orléans (*UNO Survey Research Center*) a montré que plus de 70% des citoyens enquêtés ont mentionné la criminalité comme le problème le plus important auquel la ville ait à faire face et que 80% d'entre eux percevaient la criminalité comme de plus en plus élevée (Unter, 2007). La série d'homicides survenue en septembre et octobre 1996 et le mécontentement général de la population ont ainsi créé un contexte propice à l'introduction de nouvelles stratégies policières. Le chef de la police pris alors la décision d'adopter une stratégie

¹¹² Cité dans dans Unter (2007, p.34).

¹¹³ Cité dans dans Unter (2007, p.37).

¹¹⁴ <http://www.theguardian.com/world/2007/nov/06/us>

¹¹⁵ Treize personnes furent tuées lors de jour de la fête nationale (*Labor Day*) et une série d'homicides est survenue la semaine suivante.

¹¹⁶ Cité dans Unter (2007, p. 11).

s'appuyant sur le modèle New Yorkais mis en place par l'administration Giuliani¹¹⁷ dans le courant des années 1990, basé en grande partie sur l'identification de secteurs à problèmes par l'usage des outils informatiques et plus précisément de la cartographie criminelle (programme COMPSTAT) qui permet d'orienter les ressources policières vers les secteurs les plus problématiques (*Hot Spot*). Le nouvel objectif du département de police a ainsi consisté à réduire la criminalité par la mise en place d'un plan d'action en octobre 1996 (*Plan of Action Crime Fighting Mission*). Entre 1996 et la fin de l'année 1999, la criminalité violente a baissé de plus de 46%, les taux d'homicides de 55% et les crimes contre les biens de plus de 33% (Unter, 2007). Rappelons que la criminalité violente avait connu, entre 1960 et 1990, une augmentation de 543% alors qu'entre 1990 et 2004 les chiffres avaient affiché une baisse de plus de 60% (*ibid.*). Les raisons de cette chute spectaculaire des taux de criminalité (tous crimes confondus) sont probablement multifactorielles, mais il semble toutefois que les mesures prises par le département de police de la ville aient largement joué. La baisse de la criminalité violente entre 1996 et 1999 de plus de 46% constitue la réduction la plus importante à l'échelle des États-Unis pour cette période et pour les villes de plus de 250 000 habitants (FBI, 1990/2000). En 2000, une nouvelle enquête produite par l'Université de la Nouvelle-Orléans révèle que le pourcentage de résidents indiquant la criminalité comme le problème le plus important à la Nouvelle-Orléans était passé de 70% à 26% (UNO, 2000, dans Unter, 2007). La réduction de la criminalité et les efforts importants du NOPD se sont donc accompagnés, à la fin des années 1990, d'une amélioration générale de la sécurité ressentie par les habitants de la ville accordant une importance moins importante à la criminalité au regard des autres problèmes urbains. Cependant, ces tendances ne se sont pas maintenues puisqu'à partir de 1999 les taux d'homicides ont connu une nouvelle augmentation conduisant à nouveau à des taux record en 2003. Les raisons de ce revirement de situation sont probablement à relier au retour des pratiques de corruption successives au départ du chef de la police Pennington et à l'arrivée de son successeur Eddie Compass. Les années 2000 ont ainsi été marquées par une méfiance accrue des résidents dans les autorités publiques en charge de la sécurité urbaine. Une expérience réalisée en 2004 par certains chercheurs de la Nouvelle-Orléans en collaboration avec le NOPD, montre que les résidents avaient tendance à ne pas reporter les crimes, principalement en raison du manque de confiance dans les autorités. Durant cette expérience la police avait tiré 700 coups de feu factices à travers les différents quartiers de la ville au cours d'un après midi afin de valuer l'implication des résidents dans le report des activités suspectes. Cette expérience a finalement révélé que sur les 700 coups de feu tirés aucun ne fut reporté par les habitants de la ville (*Associated Press*, 18/08/2005).

De nombreux chercheurs associent les taux d'homicides de la ville à la peur des citoyens de reporter les crimes, les taux de report étant largement fonction de la qualité des rapports entre la police et la population :

¹¹⁷ Bratton, le chef de la police du NYPD avait mis en place le système COMPSTAT et l'application de la politique de la « Tolérance Zéro » en s'appuyant sur la théorie de la Vitre Cassée (Wilson et Kelling, 1982).

“New Orleans residents are reluctant to come forward as witnesses, fearing retaliation. And experts say that is one of several reasons homicides are on the rise in the Big Easy at a time when other cities are seeing their murder rates plummet to levels not seen in decades.” (*Associated Press*, 18/08/2005).

Il semblerait par ailleurs que le manque de moyens du département de police, aggravé par les coupes budgétaires des années 2000 (administration Bush), a également constitué un facteur permettant de rendre compte de l’incapacité des autorités publiques à gérer efficacement le problème de la criminalité urbaine. Rafael Goyeneche, directeur du *Metropolitan Crime Commission*¹¹⁸ souligne ce point en expliquant que les efforts de la police pour réduire la violence à la Nouvelle-Orléans n’aboutiraient pas tant que les conditions économiques, et plus particulièrement le budget alloué au département de police de la ville ne s’amélioreraient pas¹¹⁹ :

“Unless they are given additional resources, and that means manpower and more money to recruit and retain, I’m fearful that we are not going to make any lasting and meaningful progress in combating crime in this community” (*ibid.*).

Les années *pre* Katrina se sont donc caractérisées par un retour marqué de la corruption au sein du département de la ville qui s’est illustré, à quelques jours de la catastrophe, par un nouveau scandale mettant en scène les policiers de la ville impliqués dans un passage à tabac très médiatisé qui avait conduit le chef de la police à lancer, en coopération avec le FBI, une investigation interne au département de police.

5.1.3.2. Tendance à la privatisation de la sécurité urbaine à la fin des années 1990

Dans ce contexte de fortes tensions entre la police et les citoyens qui se sont renforcées dans le courant des années 2000 et face à l’inefficacité des institutions publiques dans la réduction de l’insécurité urbaine, certaines stratégies sécuritaires socialement sélectives se sont développées dans le courant des années 1990. Cette tendance à la privatisation de la sécurité qui a connu un essor au cours des années *pre* Katrina, a contribué à aggraver les écarts de vulnérabilité entre les territoires plus ou moins capables de promouvoir leur sécurité.

Cette prise en main par certains habitants de leur sécurité renvoie à différentes stratégies de sécurisation du territoire. La constitution de groupes de « voisins vigilants » (*Neighborhood Watch Program*) et la création de périmètres sécurisés par des patrouilles privées (*Security Districts*) constituent deux formes de gestion « micro locale » de la sécurité¹²⁰. Les communautés fermées (*Gated Communities*) constituent une autre forme, plus radicale encore, de privatisation de la sécurité mais

¹¹⁸ Le MCC est une organisation à but non lucratif destiné à mettre à jour les problèmes de corruption et de dysfonctionnements des instances publiques, notamment la police locale <http://metrocrime.org/>

¹¹⁹ À relier à la « *white flight* » des années 1960 qui a entraîné une érosion continue des recettes fiscales.

¹²⁰ Le cas des *Security Districts* sera développé en détails dans le chapitre 9 de la thèse.

elle reste très peu répandue à la Nouvelle-Orléans qui n'en compte qu'un nombre réduit¹²¹ au regard de villes comme Los Angeles où ces pratiques sont légions. Cette tendance à la coproduction de sécurité entre les résidents et les acteurs publics et privés qui reflète le tournant sécuritaire observé à l'échelle des États-Unis, a pris une ampleur de plus en plus marquée au cours des années 2000 à la Nouvelle-Orléans¹²². Les *Neighborhood Watch Program* qui s'appuient sur les thèses de Jane Jacobs relatives à la surveillance naturelle voulant que plus « d'yeux dans les rues », constituent une mesure efficace de prévention de la criminalité (Jacobs, 1961). Ce programme se caractérise par la création d'un réseau de voisins « vigilants » communiquant entre eux (principalement par email) et signalant toute activité suspecte aux policiers avec qui ils entretiennent des relations fréquentes notamment lors des réunions de quartier. Les habitants réalisent parfois eux mêmes des patrouilles à l'échelle de leur pâté de maisons, mais ces pratiques restent peu courantes. Les NWP se matérialisent par des panneaux signalant l'implication des résidents contre le crime qui visent à décourager les actes délinquants et criminels. Les *Security Districts* (cf. Chapitre 9) constituent une mesure plus élaborée à l'initiative d'habitants désireux de renforcer la surveillance de leur quartier par le recours aux services de compagnies privées qui ont pour rôle de patrouiller le secteur à sécuriser. Leur mise en place nécessite un vote local qui concerne seulement les propriétaires puisque le financement de ces patrouilles est financé par le biais d'une taxe foncière allant de 100 à plus de 400\$ par an selon les secteurs. Ces stratégies de privatisation de la sécurité à une échelle micro locale sont très sélectives puisque leurs coûts sont à la portée de peu d'habitants de la ville. Le premier *Security District* fut créé en 1997 et fut suivi de la mise en place de onze nouveaux entre 1998 et 2004. Cette gestion locale de la sécurité, très sélective en raison de ses coûts que peu d'habitants de la Nouvelle-Orléans pouvaient assumer, a constitué, au cours des années *pre* Katrina, un facteur important d'aggravation des inégalités sociales en matière d'accès à la sécurité. Cette tendance à la privatisation de la sécurité combinée à l'affaiblissement du département de police a ainsi amplifié le fossé entre les « territoires défendus » et les territoires vulnérables disposant de peu de ressources pour se « défendre ».

¹²¹ Certaines portions de quartiers sont totalement privatisées notamment dans le quartier d'*Uptown* et à plus forte raison dans le secteur de *New Orleans East*.

¹²² Cf. Body-Gendrot, (2001).

	Années 1990	1994 à 1999	2000 à 2005
Caractéristiques de l'insécurité urbaine	<p>Image négative du NOPD liée aux nombreuses histoires de corruption et de violences</p> <p>Record des taux d'homicides</p> <p>Insécurité urbaine marquée</p>	<p>Amélioration de l'image de la police</p> <p>Confiance accrue des citoyens en la police</p> <p>Baisse historique des taux d'homicides</p> <p>Tendance à la privatisation de la sécurité (1997 création du 1er <i>Security District</i>)</p> <p>Insécurité urbaine réduite</p>	<p>Dégradation de l'image du NOPD</p> <p>Retour de la corruption et de la méfiance des citoyens à l'égard des policiers</p> <p>Augmentation des taux d'homicides</p> <p>Renforcement du recours à la sécurité privée (2000 à 2005)</p> <p>Création de sept nouveaux <i>Security Districts</i> (cf. chapitre 9)</p> <p>Renforcement de l'insécurité urbaine</p>

Tableau 3 : Un renforcement de l'insécurité dans les années *pre* Katrina dans un contexte d'augmentation des taux d'homicides et de dégradation de l'image de la police.

Si l'insécurité urbaine à la Nouvelle-Orléans était de plus en plus prononcée à la veille de Katrina, notamment en raison d'une police de moins en moins apte à prendre en charge efficacement les questions de sécurité publique, elle n'affectait néanmoins pas de manière homogène les différents secteurs de la ville.

5.2. Une spatialisation hétérogène de l'insécurité urbaine

La Nouvelle-Orléans renvoie à deux réalités *a priori* antinomiques, celle de la ville « accueillante » pour les touristes et celle de la ville violente, soumise aux activités souterraines, où les meurtres font partie du quotidien. Ce décalage se matérialise dans les discours des populations et des autorités locales par la désignation de lieux dangereux et de lieux sûrs. Les guides touristiques rendent également compte de cette vision binaire de la ville à travers une géographie du danger qui distingue clairement les quartiers en fonction de leur niveau de danger et de sûreté (5.2.1.).

Cependant, les représentations collectives du danger sont périodiquement contredites par l'occurrence de fusillades et homicides dans les secteurs pourtant largement perçus comme « sûrs » de sorte que la spatialisation de la criminalité urbaine ne correspond pas à la vision manichéenne opposant une ville « sûre » et une « ville dangereuse ». La réalité criminelle était en effet avant Katrina plus contrastée que ce que les discours officiels laissaient entendre. Certains quartiers de la ville largement perçus comme sûrs présentaient un volume de criminalité élevé alors que d'autres, souffrant d'une image de marque négative, se caractérisaient par une criminalité cantonnée à une portion limitée du quartier (5.2.2.). La spatialisation des homicides révèle par ailleurs une forte concentration spatiale de ceux-ci dans certains secteurs défavorisés de la ville (5.2.3).

5.2.1. Une forte insécurité urbaine, dissimulée derrière le « masque touristique » de la ville

« Nature hostile, violence urbaine menacée du nord au sud par des marécages infestés de moustiques et d'alligators. Bâtie à l'embouchure même du Mississippi, la Nouvelle-Orléans. Toute à la fois une des villes les plus dangereuse d'Amérique du Nord mais aussi une des premières destinations touristiques des Etats-Unis. Ce qui attire ici c'est le quartier Français, dans un flot de musique les bars s'alignent entre bar de striptease et tripot. Mais à quelques rues des fêtards, la ville offre un tout autre visage. Armes à feu, trafic de drogues, meurtres gratuits et règlements de compte, c'est la zone rouge. Le quartier pauvre où la délinquance et la violence explosent. Dans l'une des villes les plus fascinante mais aussi les plus violente du monde »¹²³.

Les constats établis précédemment sur l'insécurité urbaine à la Nouvelle-Orléans (2.2) contrastent largement avec l'image d'une ville dont l'essentiel des recettes économiques repose sur les activités liées au tourisme. En 2004, plus de dix millions de touristes ont visité la ville, un chiffre en constante augmentation au cours des années 2000¹²⁴. Si cette destination touristique est reconnue pour sa violence urbaine (capitale du meurtre), la conciliation de ces deux images antinomiques passe dans les discours par la désignation de quartiers sûrs et de quartiers dangereux. Cette vision binaire de la sécurité urbaine est largement mise en avant par les guides touristiques qui opposent systématiquement les quartiers dits sûrs qui correspondent aux « itinéraires touristiques », aux quartiers réputés dangereux, qui correspondent aux secteurs défavorisés de la ville qui concentrent les populations Afro-américaines et qui se trouvent en marge des « circuits touristiques ». Ce contraste relatif aux deux « visages » de la ville se matérialise donc par une géographie du danger qui oppose clairement les secteurs sûrs de la « vitrine » de la ville aux secteurs « problématiques » du « l'Arrière-boutique » :

« The majority of the city's notorious crime problem is manifested away from the parts of town of interest to most visitors... The Central City neighborhood is having the worst problem, and at present should be avoided by casual visitors. The "Back of town" sections of the 7th 8th and 9th Wards has also been having serious problems. Visitors are advised to check on current local conditions before visiting these neighborhood and take extra care if they go»¹²⁵.

Les touristes sont donc encouragés à éviter certains quartiers comme ici celui de *Central City* et ceux localisés dans le « *Back of town* » dont les paysages urbains contrastent fortement avec ceux des quartiers touristiques et invoquent un danger potentiel (figure 60).

La distinction entre « quartiers dangereux » et « quartiers sûrs » transparait également largement dans

¹²³ Reportage sur les policiers de la Nouvelle Orléans diffusé sur TF1 en 2011 : « "Flics Story", plongée dans une unité d'élite de la Nouvelle-Orléans » : <http://videos.tf1.fr/flics-story/flics-story-plongee-dans-une-unite-d-elite-de-la-nouvelle-orleans-6785684.html>

¹²⁴ U.S. Department of Commerce, Office of Travel and Tourism Industries.

¹²⁵ Guide touristique en ligne : http://wikitravel.org/en/New_Orleans

les discours des habitants de la Nouvelle-Orléans¹²⁶. La citation qui suit est tirée d'un forum¹²⁷ sur lequel certains habitants partagent leur « connaissance » de la « géographie du danger » avec certains internautes désireux de se renseigner sur le niveau de dangerosité des différents quartiers de la ville :

“[...] most parts of Central City are NOT recommended, although the Garden District is. A lot of people will disagree on boundaries and names of different parts of town. Apparently New Orleans is a bit more of a checkerboard than a lot of cities which have clear-cut boundaries of "good" and "bad" sides of town, but there are generally desirable areas and areas to avoid [...] first avoid Mid City High crime [...] 2nd consider Lakeview. It was one of the safest neighborhoods in the city before Katrina and is on its way to being there again.”

Les habitants opposent par ailleurs systématiquement les quartiers selon leur niveau de danger en se référant notamment aux axes de circulation qui constituent des « lignes de démarcation » entre les secteurs perçus comme sûrs et dangereux. Les avenues de *St Charles*, *St Claude* et *North Rampart* ont de manière récurrente été citées lors des échanges avec la population. Ces avenues principales bordant les secteurs touristiques, constituent en effet des points de ruptures systématiquement mentionnés dans les guides touristiques qui recommandent aux touristes de ne pas « s'aventurer » au delà de ces avenues, notamment celle de *North Rampart* qui délimite le quartier français des quartiers localisés au Nord, considérés comme parmi les plus dangereux de la ville¹²⁸. Cette « topographie du danger » perçue correspond, peu ou prou, à la géographie de la « *White Teapot* » proposée par Campanella (2008)¹²⁹. Les secteurs résidentiels historiques majoritairement blancs sont largement représentés comme sûrs et accessibles pour les touristes alors que les secteurs pauvres et noirs sont largement perçus comme dangereux. Ces secteurs font par ailleurs l'objet de stratégies d'évitement quasi systématiques par les touristes et les habitants blancs des quartiers nantis. Les habitants adaptent en effet leurs itinéraires à cette géographie du danger perçue en contournant par des détours significatifs les secteurs « dangereux »¹³⁰. Les caractéristiques environnementales des quartiers défavorisés conditionnent par ailleurs grandement les représentations du danger. Ceux-ci se caractérisent en effet par un environnement urbain dégradé notamment en raison de la présence de nombreux logements vacants délabrés (*blight*), du mauvais entretien des espaces publics qui se trouvent le plus souvent désertés et qui contrastent avec ceux des secteurs touristiques fortement fréquentés et où les caractéristiques paysagères dénotent d'un niveau social élevé (cf. figure 60).

¹²⁶ Lors du premier entretien avec un résident de la Nouvelle-Orléans à notre arrivée en juin 2010, une habitante blanche nous avait mis en garde quant à nos déplacements notamment lorsque nous lui avions fait part de notre projet de nous rendre à *Central City* pour rencontrer des membres de l'association *Central City Renaissance Alliance*. Selon elle, le quartier était bien trop dangereux. Celle-ci nous a conseillé de rester du « bon côté » de *St Charles* qui constitue la voie de circulation la plus empruntée par les touristes.

¹²⁷ City-data.com: <http://www.city-data.com/forum/new-orleans/>. Certaines personnes désireux d'emménager à la Nouvelle-Orléans se rendent sur ce site pour obtenir des informations relatives au niveau de sécurité des quartiers de la ville.

¹²⁸ Cf. *Lonely Planet* (Karlin et Balfour, 2012).

¹²⁹ Cf. vue précédemment dans le chapitre 4.

¹³⁰ Ces quartiers se caractérisent par des voiries extrêmement dégradées, ce qui contribue largement à expliquer les détours effectués.

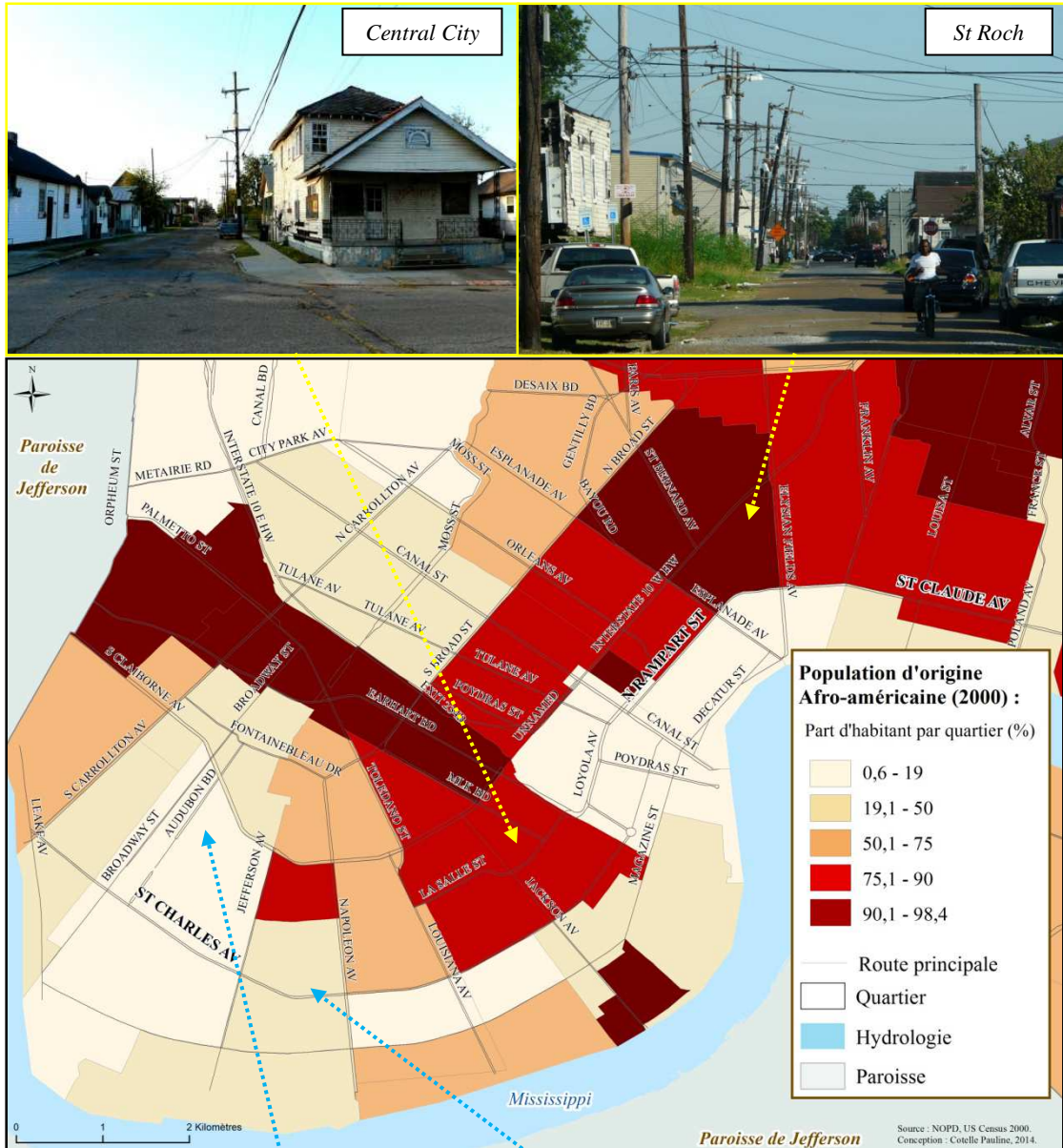


Figure 60 : Conciliation des « deux visages » de la ville (tourisme/violence urbaine) par la désignation de quartiers sûrs et dangereux dont les paysages urbains et les caractéristiques sociales influencent les représentations du danger (clichés de l'auteur, 2010).

➤ Association dans les représentations entre pauvreté, race et insécurité urbaine

Il convient de rappeler l'association systématique faite aux États-Unis entre la criminalité et les

caractéristiques socio-économiques des quartiers à savoir la pauvreté et la race¹³¹ :

« Pour ceux qui possèdent encore un toit au-dessus de leur tête, il y a deux voies royales vers la criminalisation : l'endettement et la couleur de peau » (Ehrenreich, 2009).

Ces caractéristiques jouent en effet largement sur les représentations du danger perçu. A la Nouvelle-Orléans certains quartiers faisant l'objet de représentations négatives ont depuis toujours été dépeints par les autorités et les médias, comme de véritables zones de guerre entre trafiquants de drogue où il est plus que déconseillé de s'aventurer. Il s'agit principalement des grands ensembles de logements sociaux qui constituent les territoires du danger par excellence. Ces poches de pauvreté, considérées à l'échelle du pays comme des zones de non droit où les activités criminelles sont légions, font l'objet d'une stigmatisation très forte qui se traduit dans les discours par une forte criminalisation des habitants. Le découpage à « bords francs »¹³² de l'espace entre des quartiers dangereux et sûrs renvoie donc à des raccourcis saisissants qui ne traduisent pas la réalité criminelle de la Nouvelle-Orléans. Le travail de terrain, confronté à différentes données de seconde main, a en effet permis de mettre à jour une répartition spatiale hétérogène de la criminalité urbaine.

A la Nouvelle-Orléans, les taux d'homicides élevés renvoient à une forte concentration spatiale des faits dans certains territoires particulièrement vulnérables (5.2.3.). Les autres formes de criminalité urbaine¹³³ répondent à une répartition spatiale moins concentrée mais qui contraste néanmoins selon les secteurs plus ou moins propices au crime (5.2.2.).

5.2.2. Présentation de la réalité spatiale de la criminalité urbaine

L'analyse spatiale de la criminalité urbaine permet de donner un sens aux taux traités précédemment. Si ces derniers renseignent le niveau de criminalité d'une ville et permettent de comparer les villes entre elles, ils ne sont guère utiles à la compréhension des phénomènes criminels¹³⁴. L'analyse de la répartition géographique de la criminalité permet en effet d'interpréter l'évolution des taux qui peuvent traduire différentes réalités spatiales. Leur augmentation peut signifier une diffusion du crime à l'échelle de la ville ou bien une concentration renforcée dans certains secteurs. Cette augmentation peut également occulter la baisse de la criminalité dans certains secteurs de la ville et sa diffusion vers de nouveaux secteurs. L'analyse spatiale permet ainsi de relier les phénomènes criminels à leur contexte spatial et donc de transformer les statistiques en informations utiles à l'action. L'identification de « secteurs à problèmes » permettra ainsi d'apporter des réponses adaptées au contexte territorial. L'analyse spatiale permet par ailleurs d'éviter les généralisations hâtives telles que

¹³¹ Cf. Article de Ehrenreich paru dans le *Courrier International* (20/08/2009) sur la criminalisation de la pauvreté. Texte original publié par le *New York Times* (08/08/2009) : « Is it a crime now to be poor ? ».

¹³² Voir Meschin de Richemond (2009) qui s'appuie sur les travaux de Chouquet qui a développé l'idée de « territoires tuilés ».

¹³³ Différentes catégories de crimes « unifiés et reportés » par la police locale aux autorités fédérales (Crimes *UCR*).

¹³⁴ Cf. Elie (1994, p. 10) : « Par ailleurs, on doit noter que l'étalement géographique d'un phénomène peut se mesurer par l'accroissement des taux autour d'une zone centrale. Mais très souvent l'usage des taux par secteurs ou zones aussi désirable soit-il contraint à une cartographie par « plage » qui peut occulter des configurations intéressantes ».

la stigmatisation d'un quartier dit dangereux qui ne traduit pas forcément la réalité de la criminalité qui peut être contrastée. En effet, l'agrégation des données à l'échelle de découpages administratifs tel le quartier doit faire l'objet d'une étude critique puisqu'elle tend à dissimuler les contrastes de la répartition de la criminalité qui peuvent être très prononcés, d'où l'intérêt de la cartographie des faits géo-référencés.

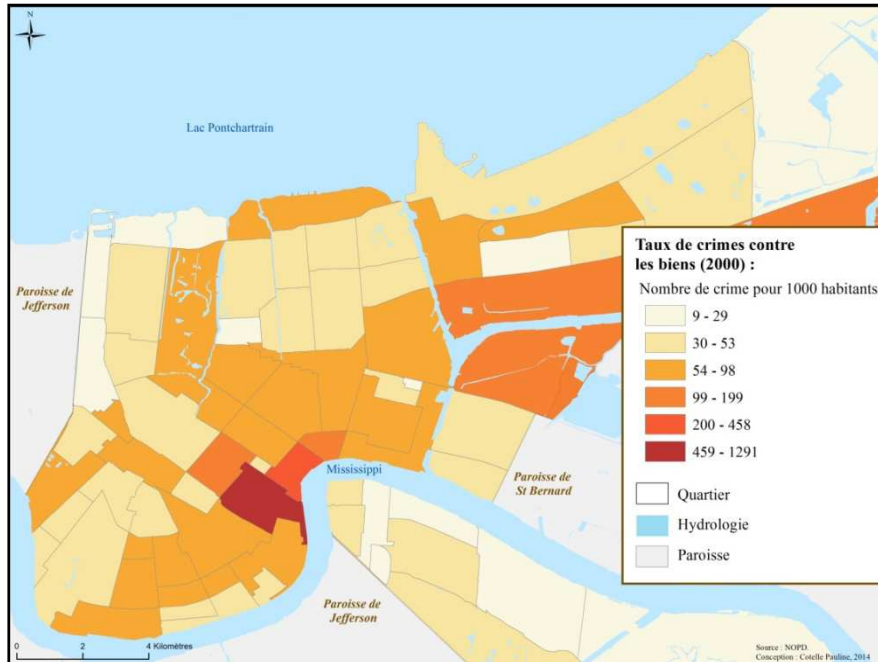


Figure 61 : Taux de criminalité contre les biens par quartier en 2000.

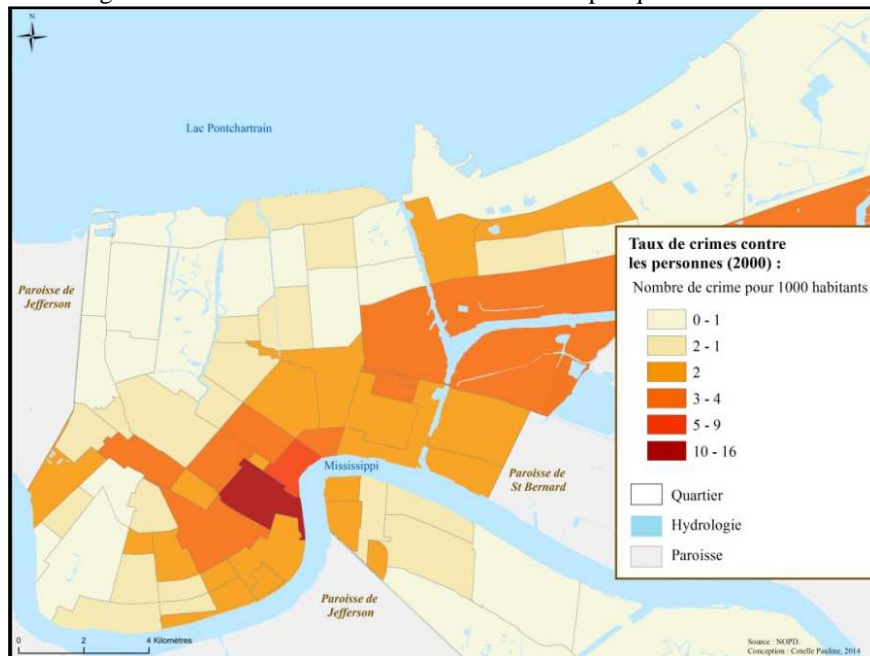


Figure 62 : Taux de criminalité violente par quartier en 2000.

Si les homicides tendent à se concentrer spatialement dans certains secteurs perçus comme dangereux (cf. 5.2.3, 5.3), les autres formes de criminalité urbaine affectent des secteurs plus contrastés, notamment ceux perçus comme sûrs comme le *French Quarter*. La cartographie révèle également des secteurs de très faible concentration de la criminalité notamment violente qui correspondent

principalement aux secteurs résidentiels nantis localisés au Nord-ouest de la ville (figure 62).

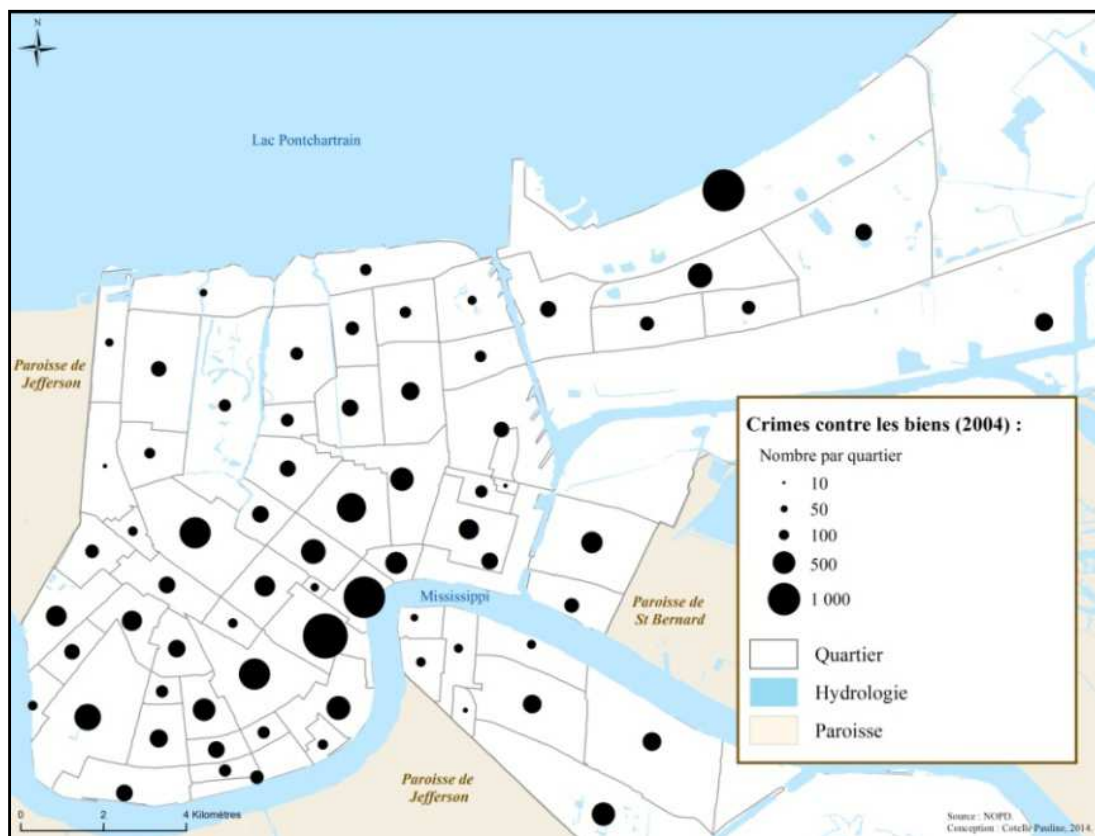


Figure 63 : Volume de criminalité contre les biens par quartier en 2004.

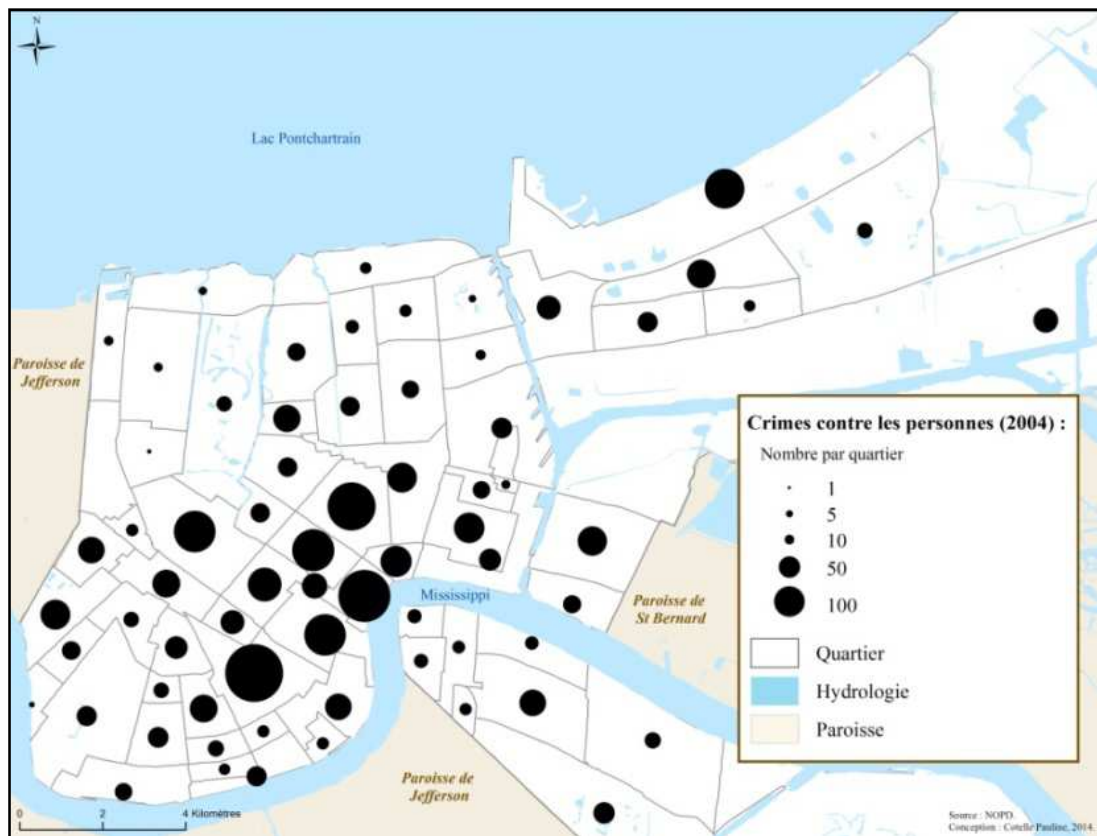


Figure 64 : Volume de criminalité contre les personnes par quartier en 2004.

Contrairement à ce que laissent entendre les discours faisant état d'une opposition « claire » entre les quartiers sûrs et les quartiers dangereux, la criminalité urbaine ne respecte pas de découpages « à bords francs ». L'analyse spatiale des données criminelles ponctuelles permet de mettre à jour ce point.

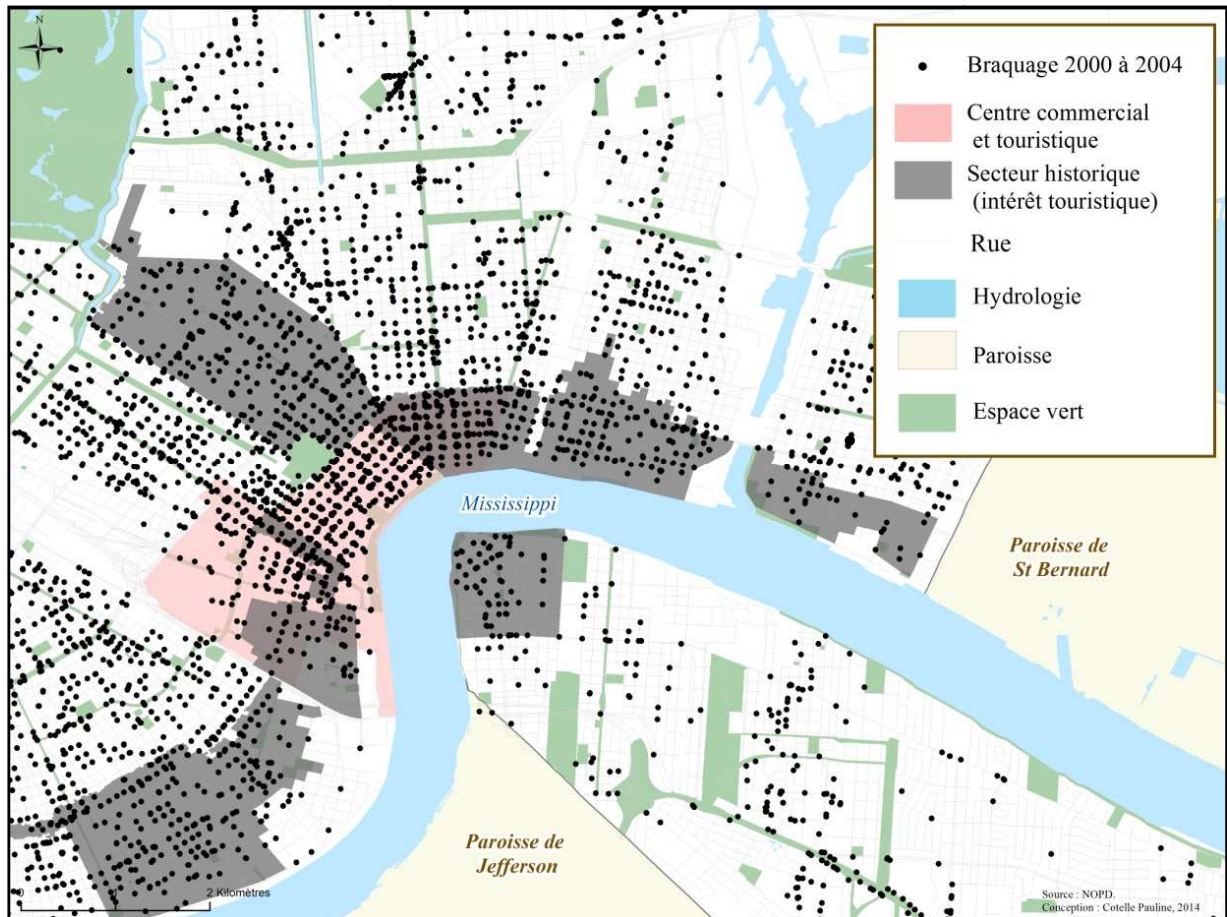


Figure 65 : Forte concentration des vols avec violence constatés entre 2000 et 2004 dans les secteurs touristiques dits « sûrs ».

On remarque sur la carte ci-dessus que les secteurs touristiques se caractérisent par un volume de criminalité contre les personnes élevé. Le *French Quarter* concentre une forte criminalité contre les personnes, ce qui contraste avec l'image de quartier sûr largement mise en avant par les autorités locales. Les vols avec violence illustrés sur la carte ci-dessus tendent à se concentrer dans les secteurs nantis qui correspondent à la partie touristique de la ville. En revanche, les autres formes de criminalité violente, tels les homicides et les fusillades (figure 65), se concentrent principalement dans les secteurs défavorisés, adjacents aux secteurs touristiques du centre-ville. Toutefois, les agressions violentes affectent également certains secteurs de la vitrine né-orléanaise, tel le quartier français.

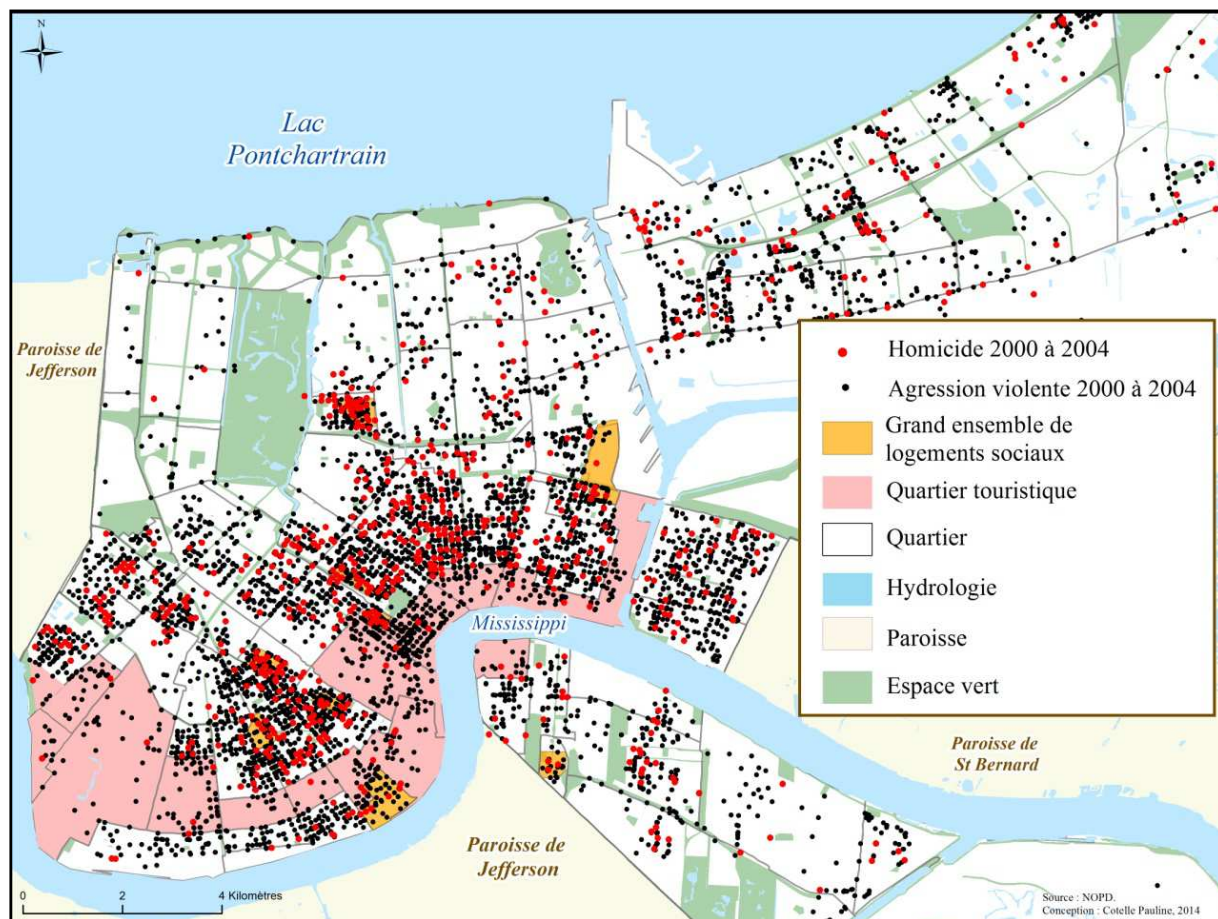


Figure 66 : Répartition des faits criminels violents constatés entre 2000 et 2004.

Certains contrastes existent également entre les territoires d'intervention de la police¹³⁵ (figure 67) qui font l'objet d'une inégale couverture policière¹³⁶. Les coupes budgétaires des années 2000 et l'étalement urbain, ont rendu impossible la surveillance satisfaisante de l'ensemble des secteurs de la ville. C'est le cas des quartiers localisés dans la partie Nord-est de la ville (*New Orleans East*) qui sont très peu couverts par la police, notamment en raison de la superficie du septième District qui rend la présence policière difficile à assurer sur l'ensemble du territoire. Ces quartiers sont donc particulièrement vulnérables au risque criminel. Le cinquième District où se concentrent des quartiers très pauvres¹³⁷, bénéficie également d'une couverture policière très faible malgré un volume de criminalité élevé (figure 66 et 67). La présence policière est en revanche très forte dans les secteurs stratégiques que recouvrent les huitième, sixième et deuxième District du NOPD (figure 67). Le souci de préservation de l'image des secteurs touristiques de la ville se fait donc au détriment de secteurs de l'« Arrière-boutique » peu patrouillés par la police. En effet, les stratégies policières visant à concentrer en priorité les ressources dans les quartiers où se localisent les activités touristiques, contribuent à renforcer la vulnérabilité des secteurs situés en périphérie du centre.

¹³⁵ Lors d'un entretien en 2010 avec le chef de la police de la ville de la Nouvelle-Orléans, nous l'avons questionné sur les différences entre les huit districts du NOPD au regard de la criminalité et des stratégies policières mises en place.

¹³⁶ Cf. Fyfe (1992).

¹³⁷ A l'exception des quartiers du *Marigny* et de *Bywater*.

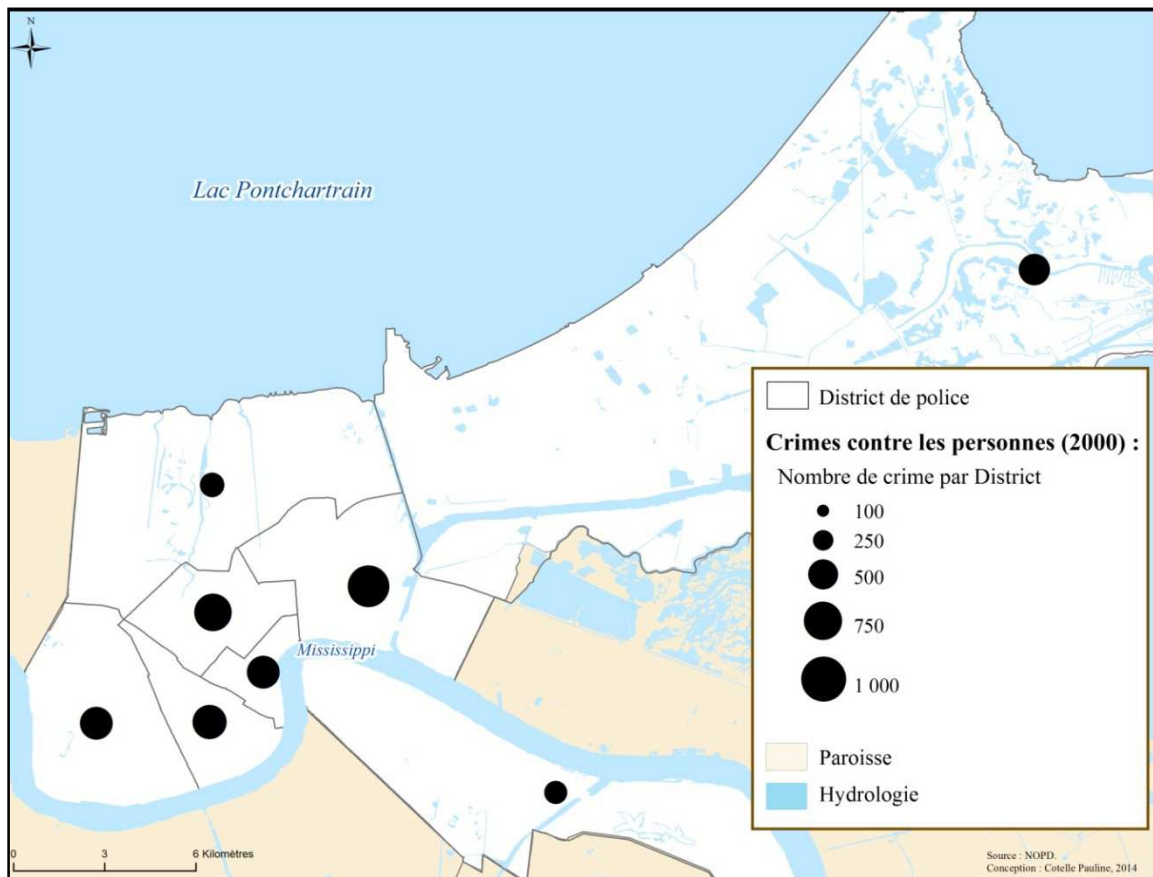


Figure 67 : Nombre de crimes violents par *District* de police en 2000.

5.2.3. Une forte concentration spatiale des homicides à l'échelle de la ville¹³⁸

“In such a sprawling city, nearly half of the killings were concentrated within a seven-square miles area [...] the seven square mile zone sprawling across the 1st 3rd 5th police districts as the epicenter of the slaughter and the drug dealing that spawned much of it” (*Times Picayune*, 08/02/2004).

Les homicides constituent un indicateur pertinent à mobiliser dans l'analyse de la criminalité urbaine puisque le nombre de faits constatés équivaut aux faits réellement survenus. Il s'agit donc de la mesure la plus juste de la criminalité violente. Leur analyse spatiale permet de nuancer les discours faisant état d'un danger généralisé à l'échelle des quartiers défavorisés de la ville. En effet, les représentations du danger ne reflètent pas la réalité de la criminalité violente à la Nouvelle-Orléans qui, avant Katrina, était fortement concentrée dans l'espace¹³⁹.

Le département de police de la Nouvelle-Orléans a conduit, au début des années 2000, une opération visant à identifier les secteurs de forte concentration des homicides afin d'enrayer la progression des

¹³⁸ Les données relatives aux homicides sont pertinentes à investir car le chiffre noir est quasiment nul (écart en nombre de faits réellement survenus et le nombre de faits comptabilisés par les services de police de la ville puis reportés au FBI).

¹³⁹ Constat établi par l'analyse de sources médiatiques et des données de première main obtenues sur le terrain, notamment via un travail de cartographie (SIG) des données UCR géo-référencées obtenues directement auprès du NOPD.

taux qui avaient atteint en 2003 des niveaux historiques similaires à ceux du début des années 1990¹⁴⁰. Le chef de la police, Eddie Compass, décidé à renverser ces tendances, avait fait le constat que le découpage territorial de référence de la police en huit Districts cloisonnés, ne permettait pas de répondre efficacement au problème de la violence urbaine. Cette mise à jour des « vulnérabilités institutionnelles » avait par la suite conduit à la création d'une unité de police spéciale (*Task Force*) qui avait établi le constat que 42% des homicides (soit 112 sur 275) survenus en 2003 se concentraient dans une zone d'environ 18 kilomètres carrés, soit moins de 5% de la superficie totale de la ville (492 kilomètres carrés) (figure 68).

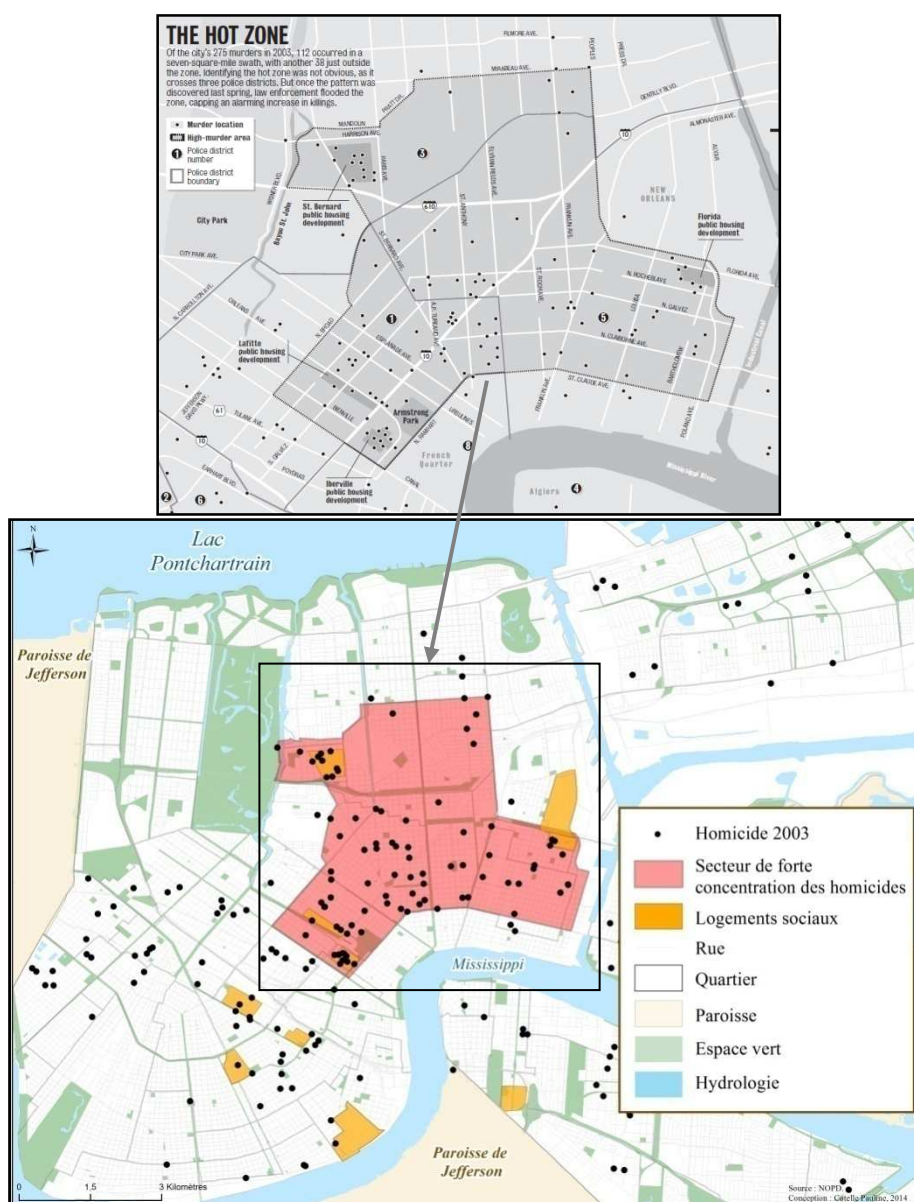


Figure 68 : Forte concentration spatiale des homicides en 2003.

Face au constat voulant que près de 50% des homicides se concentraient sur moins de 5% du territoire

¹⁴⁰ Cf. Edition spéciale du *Times Picayune* de février 2004 consacrée à la question de la violence à la Nouvelle-Orléans intitulée « Le cycle de la mort, comment la Nouvelle-Orléans est-elle devenue la capitale nationale du meurtre ? ».

urbain, la police avait pris la décision de couvrir plus intensément ce secteur, afin de lutter contre les réseaux criminels implantés dans le secteur, principalement les marchés de drogues. Les différents commandants des Districts concernés (Districts 1, 3 et 5) avaient été appelés à collaborer pour pallier les problèmes posés par le cloisonnement des juridictions de police. Afin de cibler les réseaux criminels et de les démanteler, la police s'était appuyée sur l'aide du FBI¹⁴¹ et autres agences fédérales telles que le *Bureau of Alcohol Tobacco and firearms* ou encore le *Marshals Service*¹⁴² qui ont épaulé le NOPD dans cette opération. Ce type de coopération entre les agences locales et fédérales représente un avantage certain pour les villes puisque les coûts élevés des enquêtes réalisées par les agents fédéraux ne reposent pas sur les autorités municipales. Les opérations de la police visant à « attaquer » le problème de la violence ont principalement consisté à appliquer une « politique de tolérance zéro » fondée en grande partie sur la théorie de la *vitre cassée* similaire à celle mise en place dans la ville de New York dans les années 1990¹⁴³. En somme, une approche répressive visant à « retirer de la rue » les criminels et délinquants en les condamnant à des peines de prison même dans le cas de délits, ceci afin de lutter contre toutes formes de désordres et activités informelles.

Au cours des quatre mois (janvier à avril 2003) précédant cette opération de police « coup de poing », 42 homicides avaient été comptabilisés dans la zone contre « seulement » 26 au cours des quatre mois qui ont suivi sa mise en place (mai à août 2003), soit une réduction de plus d'un tiers. Malgré cette baisse notoire du nombre d'homicides dans ce secteur de la ville et les efforts conjoints des différents acteurs impliqués, la violence avait toutefois connu une augmentation de 7% à l'échelle de la ville au cours de l'année 2003. Cette baisse du nombre d'homicide dans la zone, concomitante à l'augmentation des taux d'homicides à l'échelle de la ville, est à relier au déplacement probable des marchés de drogues du secteur ciblé vers des secteurs moins surveillés et donc rendus plus vulnérables. Cette opération de la police qui avait eu pour effet de déstabiliser les marchés de drogue a donc très certainement entraîné leur transfert vers d'autres secteurs plus « confortables » pour les trafiquants de drogues :

« The drug market might move to new turf [...] at least we were moving them out of an area where they were comfortable » (Propos du chef du bureau local du FBI à la Nouvelle-Orléans, cités dans le *Times Picayune*, 08/04/2004).

La forte concentration spatiale de la criminalité violente à la Nouvelle-Orléans avant Katrina est à rattacher à différents caractéristiques des territoires qui les rendent particulièrement vulnérables.

➤ Facteurs de vulnérabilité de la zone

¹⁴¹ 41 agents fédéraux ont été mobilisés et ont totalisé 75 000 heures de travail pour un budget de plus de 250 000 dollars nécessaires à la constitution des dossiers permettant d'identifier les principaux trafiquants de drogue établis dans la zone.

¹⁴² Le *Marshals Service* est une des plus ancienne agence de police fédérale des États-Unis qui dépend du Département de la Justice.

¹⁴³ Cf. Politique de tolérance zéro développé par Bratton, chef du NYPD au début des années 1990 sous l'administration Giuliani.

La configuration géographique de cet « épicentre » de la violence présente de nombreux facteurs de vulnérabilité qui permettent d'interpréter la forte concentration des homicides à l'échelle de ce secteur¹⁴⁴ défini par la police comme le plus violent en 2003.

Dans un premier temps, la fragmentation gestionnaire¹⁴⁵ affecte largement les capacités de réponse des policiers contraints à intervenir dans les limites territoriales de leur District. Cette « vulnérabilité gestionnaire » est connue des trafiquants qui savent en « jouer », en se déplaçant d'un District à un autre pour échapper au contrôle de la police¹⁴⁶. Par ailleurs, l'accès direct aux deux autoroutes urbaines (I-10 et I-610) qui relie l'Est, le centre et l'Ouest de la ville, constituent dans le jargon policier un « *gettaway* » (échappatoire) qui permet aux criminels et trafiquants de quitter très rapidement la zone pour atteindre des « secteurs refuges » où la police ne peut pas intervenir, notamment les paroisses adjacentes à la Nouvelle-Orléans (*St Bernard, Jefferson*). La proximité de la zone avec les quartiers affluents du *French Quarter, Marigny, Bywater* et du *CBD* (figure 69)¹⁴⁷, constitue un autre facteur de vulnérabilité territoriale puisque ces secteurs constituent des « réserves d'opportunités » pour les criminels ainsi qu'un « bassin de consommateurs » qui alimente les marchés de drogues¹⁴⁸. Ces marchés localisés à proximité des quartiers où se concentrent les activités et les individus de passage, notamment les touristes, jouissent donc d'une « rente de localisation » importante¹⁴⁹. La zone englobe par ailleurs les quartiers du *Seventh Ward, St Roch, St Claude, Tremé*, et partiellement ceux de *Mid-City* et de *Gentilly*, ainsi que quatre grands ensembles de logements sociaux (*St Bernard, Florida Development, Iberville* et *Lafitte*). Ces quartiers en marge du fonctionnement urbain, particulièrement vulnérables¹⁵⁰, constituent des zones de repli pour les criminels.

¹⁴⁴ Nos entretiens avec de nombreux policiers de la ville, des habitants de la « zone » et des trafiquants de drogue nous ont permis d'identifier les différents facteurs géographiques de vulnérabilité.

¹⁴⁵ La zone est « à cheval » sur trois districts de police (3-5-1).

¹⁴⁶ De nombreux trafiquants ou ex trafiquants nous ont fait part de leur connaissance précise des limites d'intervention de la police entre Districts et paroisses qu'ils mobilisent quotidiennement.

¹⁴⁷ Quartiers représentés en violet sur la carte illustrant la configuration géographique de la zone.

¹⁴⁸ Il peut s'agir de « criminels professionnels » (*career criminal*) ou des consommateurs de drogues qui ont besoin de financer leur consommation (*drug money*).

¹⁴⁹ Les trafiquants se localisent dans les secteurs où le risque de dénonciation est faible (secteur de faible cohésion sociale entre habitants) à proximité des secteurs affluents où convergent les opportunités.

¹⁵⁰ Ils concentrent des populations socialement et économiquement désavantagées qui ne disposent pas de ressources leurs permettant d'agir contre l'implantation des marchés de drogues.

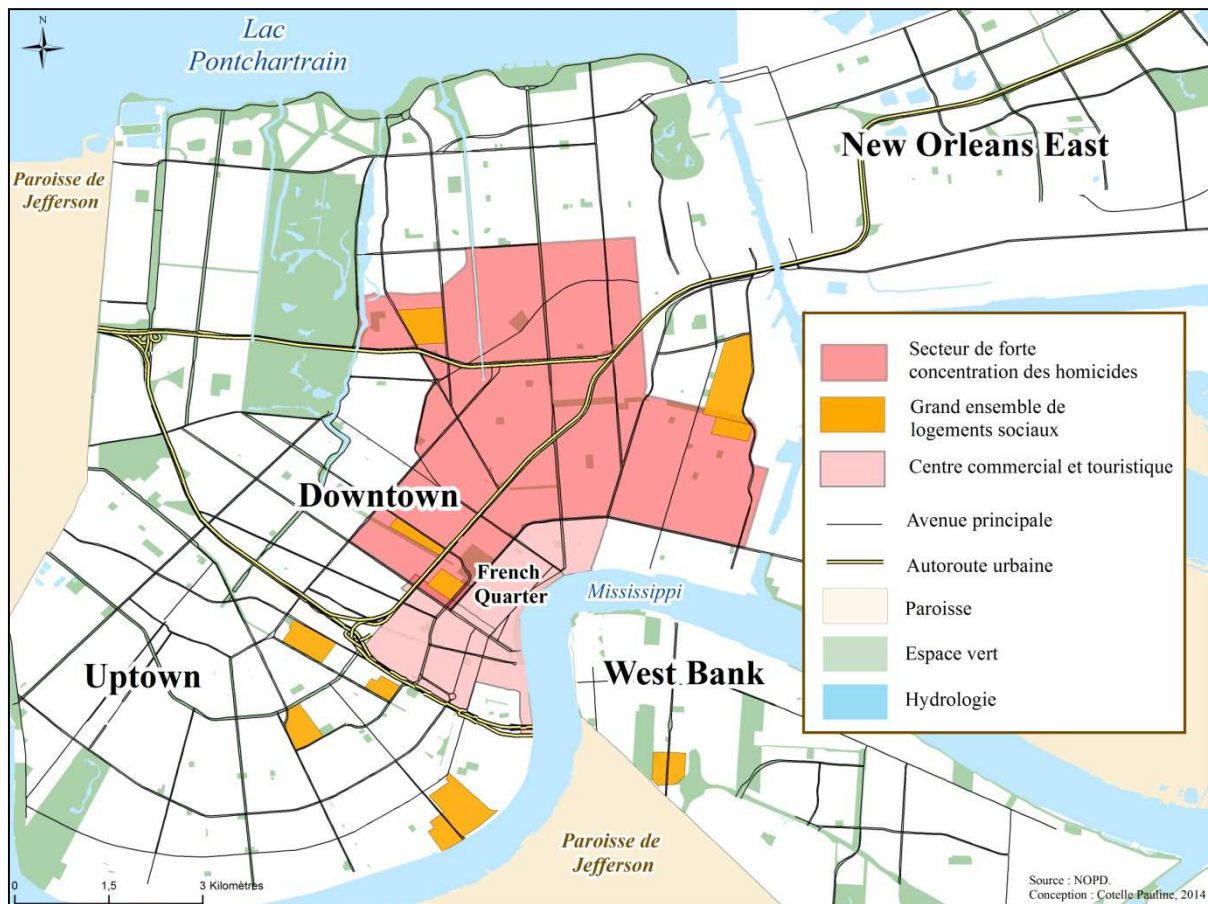


Figure 69 : Configuration géographique de « l'épicentre » de la violence urbaine en 2003.

La configuration géographique de ce secteur de la Nouvelle-Orléans, qui se caractérise par une forte proximité spatiale entre les secteurs nantis du centre-ville (en violet) et les secteurs rongés par les activités criminelles (en orange et en rouge), constitue un facteur explicatif de la forte concentration de la criminalité violente dans ce secteur. Le cas du *Seventh Ward*, quartier le plus violent de la ville en 2000¹⁵¹, illustre bien l'importance de la prise en compte de sa configuration géographique pour rendre compte de sa vulnérabilité. Celui-ci est géré par les Districts 1 et 5, se situe à proximité relative du *French Quarter* et des logements sociaux de *St Bernard* et *Lafitte*, est sectionné par l'autoroute I-10 qui relie le centre-ville au secteur de *New Orleans East*, et concentre des populations parmi les plus pauvres de la ville. Si ce quartier concentre un nombre d'homicides très élevé, ceux-ci n'affectent cependant pas l'ensemble du quartier puisque certains secteurs se caractérisent par des niveaux de violence relativement bas¹⁵².

➤ Une forte concentration spatiale des homicides corroborée par la cartographie des taux

¹⁵¹ Le quartier concentrait en 2000 109 homicides pour un total de 16 955 habitants (données géo-référencées personnelles obtenues auprès du NOPD).

¹⁵² La participation régulière aux réunions COMPSTAT nous permet de généraliser cette remarque à l'échelle de quartiers tels *St Roch*, *Central City* ou à plus forte raison *Leonidas*, qui se caractérisent par une forte concentration des homicides dans certains secteurs, généralement les portions les plus défavorisées des quartiers où se concentrent les activités criminelles notamment le trafic de drogues.

L'analyse spatiale de la criminalité violente par l'agrégation des données criminelles géo-référencées à l'échelle des quartiers, permet de mettre en lien le nombre d'homicides avec le nombre d'habitants (figure 70). Ce travail permet de confirmer l'idée préalablement avancée d'une très forte concentration de la violence dans les grands ensembles de logements sociaux.

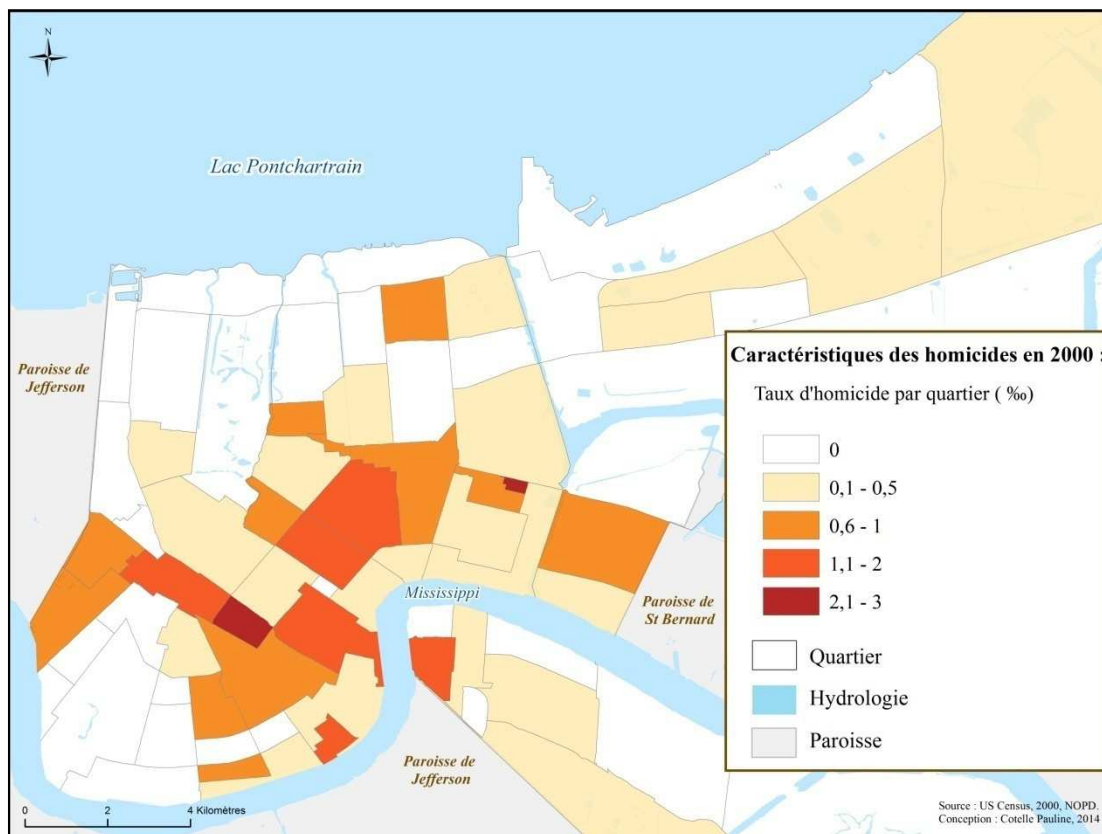


Figure 70 : Taux d'homicides par quartier en 2000.

Si les quartiers de *Central City*, du *Seventh Ward* et de *St Roch* se caractérisent en 2000 par les plus importants volumes d'homicides, le rapprochement de ces chiffres avec ceux relatifs à la population résidente permet de relativiser, dans une certaine mesure, l'importance de la violence dans ces quartiers. En effet, avec respectivement 15, 17 et 12 homicides pour une population de 19 072, 16 955 et 11 975 habitants, ces trois quartiers sont, en valeurs relatives, moins violents que le grand ensemble de logements sociaux de *B. W. Cooper* (tableau 4).

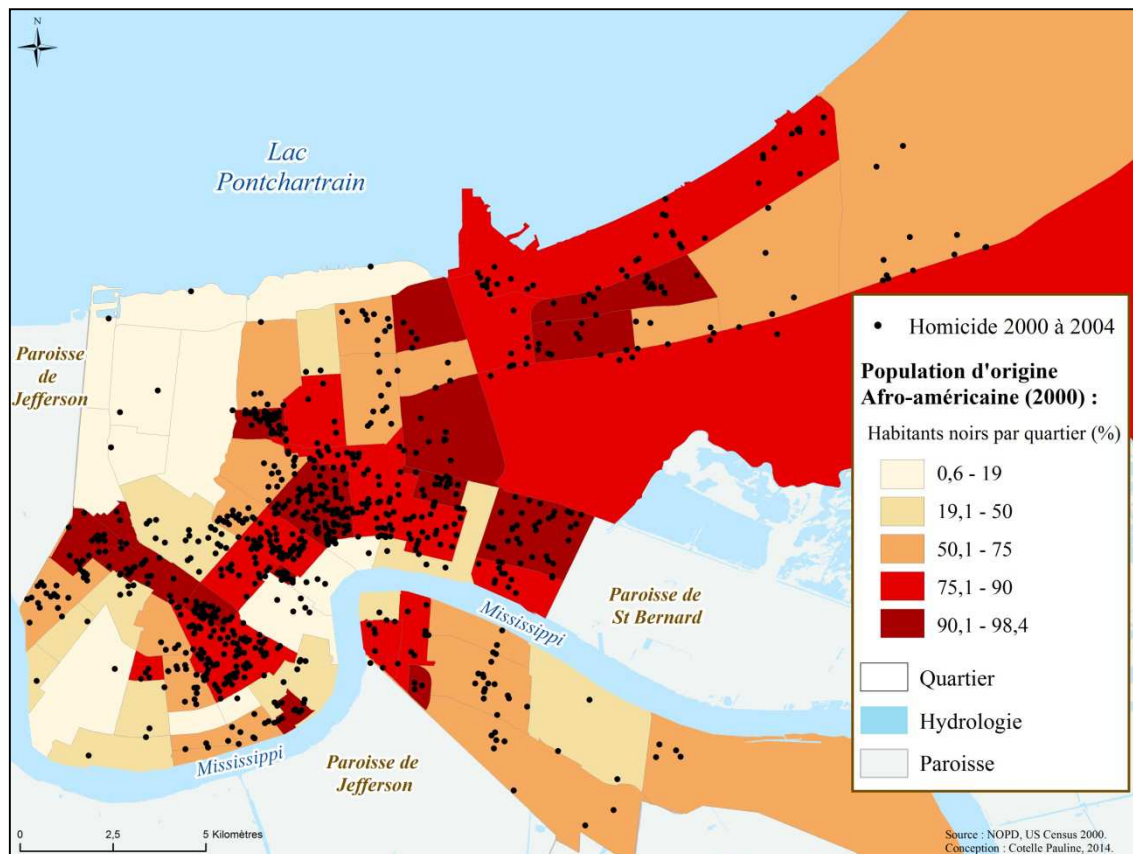
Quartiers	Nombre d'habitants	Nombre d'homicides	Taux d'homicide (‰)
<i>BW Cooper</i>	4 339	10	2.3
<i>Florida</i>	1 604	2	1.2
<i>Central City</i>	19 072	15	0.8
<i>Lower 9th Ward</i>	14 008	8	0.6
<i>Seventh Ward</i>	16 955	17	1
<i>St Bernard</i>	6 427	5	0.8
<i>St Claude</i>	11 721	6	0.5
<i>St Roch</i>	11 975	12	1
<i>Treme Lafitte</i>	8 853	13	1.5

Tableau 4 : Volume et taux d'homicides en 2000 dans les quartiers les plus meurtriers (source : NOPD).

➤ Une corrélation spatiale entre criminalité violente et caractéristiques des territoires

“Violent crime has always been concentrated in low income neighborhoods in New Orleans. And poverty has also for the most part correlated with race.” (John Ritchie¹⁵³, 2011)

L'exemple développé précédemment relatif à la concentration des homicides à l'échelle d'une portion réduite de la ville révèle que la violence se concentre principalement dans les secteurs faisant l'objet de représentations négatives. Ces secteurs se caractérisent par une forte concentration de désavantages socio-économiques et sont marqués par une forte ségrégation raciale. Ils concentrent en effet les taux de pauvreté parmi les plus élevés de la ville qui affectent disproportionnellement les populations d'origine Afro-américaine. Les grands ensembles de logements sociaux¹⁵⁴ (*projects*) qui correspondent à de véritables poches de pauvreté marginalisées, se caractérisent aussi par des taux de criminalité très élevés.



La cartographie de la répartition spatiale des logements de type *Section 8* permet d'établir un lien fort entre les niveaux de revenus (pauvreté) et les homicides. Malgré l'effort de déconcentration de la

¹⁵³ John Ritchie a été un informateur clef, impliqué dans la sensibilisation du public sur la question de la violence à la Nouvelle-Orléans (cf. documentaire: “*Murder through the eye of a child*”, produit par John Ritchie (2013), voir le lien suivant : <http://vimeo.com/ondemand/shellshocked/62160173>)

¹⁵⁴ Les grands ensembles de logements sociaux sont largement considérés, à l'échelle du pays, comme des territoires de très forte concentration de maux sociaux, notamment en matière de criminalité : « while many housing complexes were constructed, over time they became associated with crime and vandalism » (Coleman, 1985).

pauvreté initié au début des années 2000 par les autorités de la Nouvelle-Orléans, les logements *Section 8* se concentraient entre 2000 et 2004 dans les secteurs les moins attractifs de la ville. Ils constituent ainsi un bon indicateur pour rendre compte de la géographie de la pauvreté. Par ailleurs, ce type de logement destiné aux populations les plus pauvres est largement associé, dans les représentations, à la criminalité urbaine¹⁵⁵.

Le recours aux SIG a permis de faire ressortir une forte corrélation spatiale entre la concentration des logements de type *Section 8* et la criminalité violente représentée par les homicides (figure 72). On remarque sur la carte ci-dessous que la quasi-totalité des homicides survenus entre 2000 et 2004 se localisent dans les secteurs où se concentrent les populations bénéficiant d'une aide fédérale au logement.

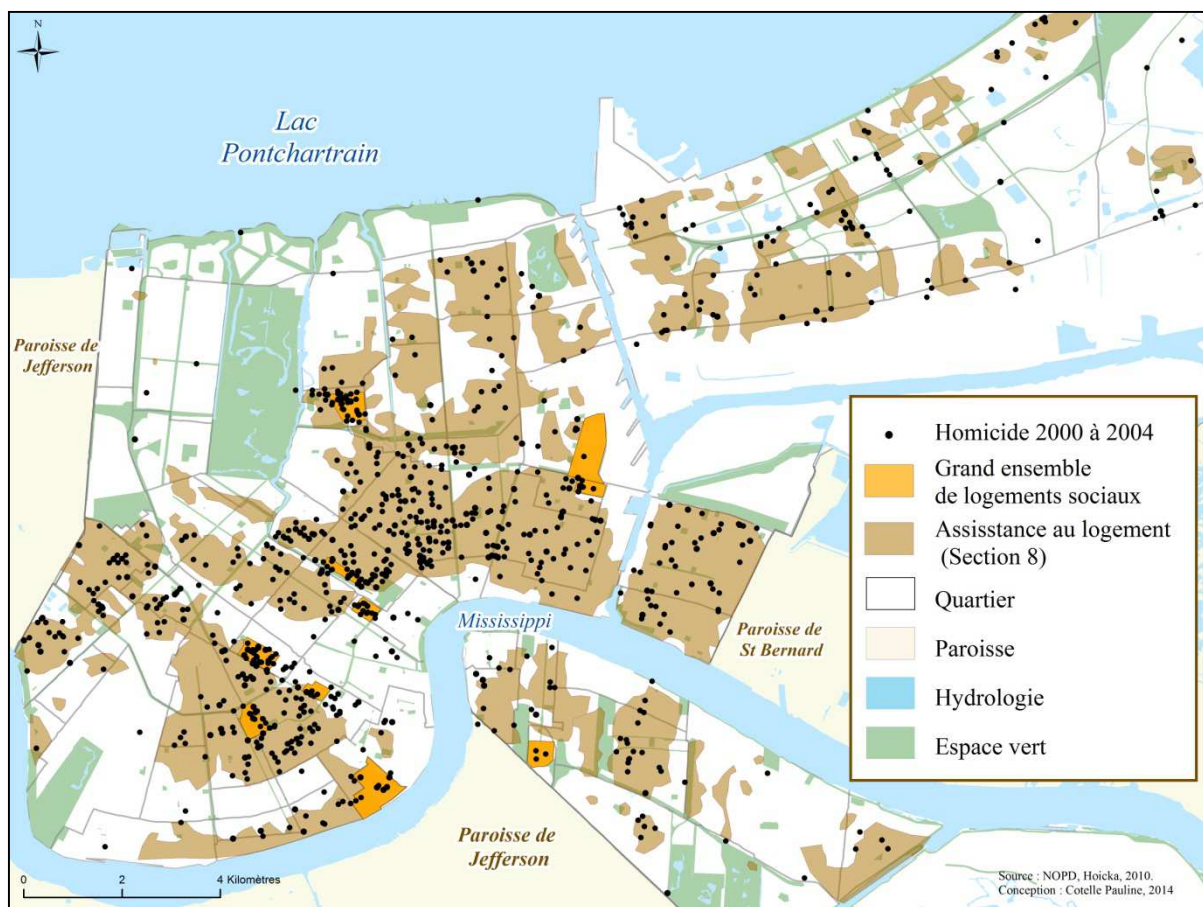


Figure 72 : Corrélation spatiale entre logements de type Section 8 et les homicides.

Parallèlement aux caractéristiques sociales, les secteurs de forte concentration d'homicides se caractérisent par une forte concentration de logements vacants, souvent en délabrement, qui constituent un facteur d'explication de la concentration des activités criminelles¹⁵⁶. Le lien entre la criminalité urbaine et l'environnement physique est résumé par les propos d'un habitant du quartier *St*

¹⁵⁵ Les propos d'une habitante rencontrée à l'occasion d'une réunion de quartier en témoignent ; « if you want to map crime and fear of crime you've got to map Section 8 » (Pat, membre de l'association nommée *Carrollton neighborhood association*).

¹⁵⁶ La présence du *blight* urbain constitue également un facteur d'insécurité très important puisqu'il agit directement sur les représentations (indicateur du déclin du quartier).

Roch, impliqué dans la lutte contre le *blight* urbain, qui, selon lui, constitue un facteur prépondérant dans le développement des activités criminelles¹⁵⁷ :

“Our neighborhood is a high crime, high blight area and we believe that the problems are connected. Blighted and abandoned buildings create what we have been calling the “infrastructure of crime” that allow pockets of criminal activity to flourish and then spread into other issues like illegal dumping, copper theft, etc. We have issues where the people getting arrested aren’t even from the neighborhood; it attracts criminals to the area because it’s a place where no one is paying attention... The vacant properties provide a place for the addicts to get loaded for days at a time and places to hide stolen merchandise to support their habit. The addicts escort people from the tourist rich Quarter and Marigny to the drug houses for a portion of the drugs the new person purchases. In these neighborhoods, the drug dealers are provided with innumerable places to congregate, to stash drugs and weapons and to hide from the police. Police resources are wasted playing a dangerous version of whack a mole since they can return to the same corner or the same block week after week, year after year, decade after decade but the geography never changes. This endlessly frustrating situation generates apathy in the residents and within the police department.” (William Murphy, 2011).

Ces propos illustrent les rétroactions entre l’environnement urbain et la criminalité puisque la présence de certaines caractéristiques physiques telle que les constructions vacantes délabrées, favorise le développement des activités criminelles qui conduisent à la diffusion d’un climat d’insécurité prononcée et de crimes et désordres en tous genres¹⁵⁸. La corrélation spatiale entre la criminalité violente et les taux de logements vacants par quartier nécessite en revanche d’être relativisée. En effet, les quartiers les plus violents de la ville ne concentrent pas toujours de fort taux de logements vacants (grands ensembles de logements sociaux). Par ailleurs, les taux de logements vacants renvoient à différentes réalités socio-économiques des quartiers, à savoir :

- (1) celles des quartiers nantis ou en gentrification qui en raison des prix élevés du fonciers et des loyers se caractérisent par des taux de logements inoccupés élevés. Dans ces quartiers les logements vacants seront en « bon état » et ne constitueront pas un facteur de concentration de la criminalité ;
- (2) celles des quartiers défavorisés qui présentent des taux de logement vacants importants en raison du départ progressif des populations et de leur manque d’attractivité. Dans ces quartiers les logements vacants seront souvent en délabrement et constitueront un facteur important d’insécurité.

Le constat sur la spatialisation de la criminalité urbaine à la Nouvelle-Orléans avant Katrina permet d’apporter une nuance à la vision manichéenne qui oppose une ville sûre et une ville dangereuse. En effet, les quartiers dits dangereux ne se caractérisent pas toujours par une criminalité élevée et ceux

¹⁵⁷ Celui-ci employait d’ailleurs l’expression d’« infrastructure du crime » pour désigner le *blight*, en raison de l’usage par les trafiquants et les consommateurs de drogues dans ces constructions vacantes à l’état d’abandon.

¹⁵⁸ Les secteurs qui concentrent ce type de structures deviennent fréquemment des « décharge sauvages » qui nuisent fortement à la qualité de vie des résidents.

dits sûrs peuvent concentrer un volume de criminalité élevé. Par ailleurs, la référence aux découpages administratifs (quartiers) est peu pertinente pour rendre compte de l'insécurité des territoires puisque la réalité sociale et criminelle des quartiers est hétérogène. L'analyse menée à cette échelle peut ainsi conduire à des erreurs de généralisation qui se traduisent localement par des distorsions territoriales entre la « réalité » des faits et les représentations du danger.

L'analyse spatiale de la criminalité urbaine à la Nouvelle-Orléans a permis de mettre à jour des distorsions territoriales qui sont analysées à la lumière des données collectées sur le terrain et du cadre théorique préalablement présenté. Une typologie des territoires de l'insécurité urbaine issue de la confrontation entre la « connaissance acquise sur le terrain », les référents théoriques et les caractéristiques sociales et criminelles des territoires développées précédemment, permet d'investir de manière systémique les liens entre l'insécurité urbaine et le territoire à la Nouvelle-Orléans (5.3.).

5.3. Typologie des territoires de l'insécurité urbaine

Une conceptualisation fondée sur trois grands types d'ensembles découle de l'analyse croisée des caractéristiques spatiales de la criminalité et des représentations spatiales du danger (5.2.) à la lumière des théories présentées dans le premier chapitre¹⁵⁹ et des « Connaissances Acquises sur le Terrain » (CAT)¹⁶⁰. La confrontation des caractéristiques spatiales de la criminalité avec les référents théoriques de la criminologie environnementale permet de pallier les erreurs d'interprétation possibles quant à la corrélation spatiale entre les caractéristiques socio-économiques des territoires et l'insécurité urbaine. La typologie proposée ne renvoie pas à un découpage territorial à « bords francs » mais distingue les territoires selon leur vulnérabilité. La géographie des territoires vulnérables à l'insécurité correspond davantage à un modèle « archipel » de la ville où les lois de contiguïté géographique ne s'appliquent pas.

La typologie distingue trois grandes catégories de territoires¹⁶¹ au regard de l'insécurité qui les caractérisent :

- Les territoires « attracteurs » qui se caractérisent par un volume élevé de criminalité, notamment violente, largement représentés comme dangereux et qui concentrent les activités criminelles, principalement le trafic de drogue (5.3.1) ;

¹⁵⁹ Cf. Modèle de géographie criminelle issue des travaux de Brantingham et Brantingham (1984).

¹⁶⁰ Pratique du terrain, observation directe, entretiens, etc.

¹⁶¹ Nous ne faisons pas référence à des espaces homogènes mais à des « aires insécures » qui forment des « poches de criminalité » adjacentes à des aires affluentes où se concentrent activités et les richesses.

- Les territoires « dissuasifs » qui se caractérisent par une faible criminalité, considérés comme sûrs et où la « réponse sociétale » est efficace (5.3.2) ;
- Les territoires « générateurs d'opportunités criminelles » qui se caractérisent par une forte criminalité et bénéficient pourtant de représentations positives (secteurs perçus comme sûrs). Les distorsions entre les représentations du danger et la réalité criminelle caractérisent ces territoires (5.3.3).

5.3.1. Les territoires caractérisés par une insécurité urbaine chronique prononcée et perçus comme dangereux

« Familles éclatées, habitat délabré, individus désespérés [...] il est clair que, dans de tels quartiers, les conditions nécessaires au développement d'un sentiment communautaire sont totalement absentes [...] Dans ce climat marqué par l'isolement, le déracinement et l'impuissance, les contrôles sociaux seront nécessairement très faibles. [...] Les espaces urbains qui présentent ces caractéristiques se caractérisent par une carence en terme de cohésion sociale entre les habitants, l'absence d'un sentiment communautaire qui conduit les résidents à vivre repliés sur eux même, ce qui altère, dans un processus qui s'auto entretient, les liens communautaires et favorise ainsi la criminalité. » (Cusson, 1989).

Les territoires caractérisés par une forte criminalité violente¹⁶² et représentés comme dangereux correspondent aux secteurs résidentiels défavorisés et marginalisés des débuts de l'urbanisation de la ville¹⁶³ (*back of town*) ainsi qu'à certains quartiers tardivement développés¹⁶⁴ qui concentrent de nombreux désavantages socio-économiques. Il s'agit également des grands ensembles de logements sociaux (*projects*) caractérisés par une forte criminalité violente, une insécurité endémique et des représentations négatives.

- Caractéristiques communes de ces territoires :

(1) Caractéristiques sociales : territoires qui concentrent de nombreux désavantages socio-économiques (chômage, monoparentalité, pauvreté, décrochage scolaire, etc.) et se caractérisent par une désorganisation sociale¹⁶⁵ (faiblesse des contrôles sociaux et de la surveillance naturelle).

¹⁶² Les taux de criminalité contre les biens dans ces territoires « désorganisés » reflètent rarement la réalité criminelle puisque les taux de report sont généralement bas (loi du silence, méfiance envers la police) et le nombre de cibles attractives est généralement limité. En revanche, les taux d'homicides et d'agressions violentes seront élevés en raison de la présence de nombreuses activités criminelles. Les taux de criminalité des secteurs adjacents pourront être plus élevés en raison de leur accessibilité et de la présence plus élevée de cibles attractives. Si le chiffre noir de la criminalité peut être très élevé dans ces territoires, les homicides constituent cependant un bon indicateur.

¹⁶³ Les secteurs historiques pauvres correspondent aux quartiers : *Central City, Seventh Ward, Mid-City, St Roch, St Claude, Hollygrove, Tremé, Gert Town*.

¹⁶⁴ Quartiers développés entre les années 1940 et 2000 dans les secteurs du *Lower 9th Ward*, de *New Orleans East*, de la *Westbank* et de *Gentilly*.

¹⁶⁵ Théorie mobilisée ici dans le cadre de la ville contemporaine (cf. Chapitre 1).

(2) Caractéristiques physiques : territoires qui concentrent de nombreux logements vacants délabrés, des espaces publics désertés et mal entretenus, des incivilités physiques et sociales, des friches urbaines (« vides » résidentiels).

➤ Fonctionnement territorial¹⁶⁶ des territoires « attracteurs »¹⁶⁷

L'accumulation de désavantages sociaux et économiques mène à une désorganisation de la structure d'une communauté qui empêche les résidents de partager des valeurs communes et de maintenir un contrôle social efficace¹⁶⁸. Dans ces territoires les habitants bénéficient de peu de ressources leur permettant d'intervenir pour faire face aux problèmes d'insécurité urbaine, notamment en raison d'une faible cohésion sociale entre les résidents¹⁶⁹.

La présence de marchés de drogues, favorisée par la faiblesse des mécanismes de contrôle sociaux et les carences de la réponse sociétale à l'insécurité, s'accompagne d'une violence élevée et d'un climat de peur généralisé. Ces territoires concentrent de nombreux indicateurs de l'activité criminelle qui agissent directement sur les représentations des individus (résidents et étrangers) et génèrent un fort sentiment d'insécurité¹⁷⁰ qui affaiblit en retour la cohésion entre les résidents qui s'isolent de plus en plus, laissant ainsi le champ libre aux activités criminelles en tous genres (trafic de drogue, incivilités, prostitution, décharges sauvages, etc.). Ces territoires, en raison de leur image négative, font par ailleurs l'objet de stratégies d'évitement de la part des populations qui lui sont extérieures, ce qui renforce leur marginalisation à l'échelle de la ville. Ces territoires constituent des « espace refuges » ou « zones de confort » qui attirent les activités criminelles d'où leur catégorisation de territoires attracteurs. En effet, le risque pour les criminels de se faire appréhender par les forces de l'ordre est perçu comme peu élevé¹⁷¹. Les auteurs de trouble ne résident donc pas forcément dans ces territoires mais y sont attirés en raison des carences de surveillance exercée par les résidents¹⁷². Ces territoires sont par ailleurs souvent désinvestis par les autorités (territoires délaissés) et les stratégies policières sont principalement orientées sur la répression et la lutte contre les trafiquants et consommateurs de

¹⁶⁶ « Le terme de fonctionnement territorial regroupe un ensemble de caractéristiques physiques d'un environnement urbain et de conduites de ses habitants. » (Siméone, 2004).

¹⁶⁷ Cf. Brantingham et Brantingham (1995). "*Criminality of Place: Crime Generators and Crime Attractors*". Voir aussi *Center for Problem Oriented Policing* : <http://www.popcenter.org/learning/60steps/index.cfm?stepNum=17>. « *Crime attractor* » fait référence aux lieux qui attirent les activités criminelles en raison notamment en raison de mécanismes de contrôles sociaux limités ou absents. La notion de « *crime enablers* » est utilisée pour désigner les lieux qui favorisent la criminalité en raison de l'absence de normes et d'une carence de la surveillance, mais nous regroupons les deux notions (*crime attractor* et *crime enablers*) car elles renvoient dans notre approche à la même catégorie de territoires caractérisés par une insécurité endémique.

¹⁶⁸ Cf. Théorie de la désorganisation sociale (chapitre 1).

¹⁶⁹ Cf. Théorie de la désorganisation sociale développée par Shaw et McKay (1942), reprise par Sampson et Groves (1989).

¹⁷⁰ Cf. Rôle des incivilités physiques et comportementales sur le sentiment d'insécurité (Roché, 1993 ; 2000). La théorie de la « vitre cassée » (Wilson et Kelling, 1982) permet de rendre compte du lien entre ces « indicateurs de vulnérabilité » et le développement des activités criminelles.

¹⁷¹ Le parallèle entre les secteurs perçus comme sûrs et dangereux par les différentes catégories d'acteurs est intéressant à faire. Les secteurs considérés comme dangereux pour la plupart des habitants sont perçus comme relativement sûrs pour les trafiquants qui apprécient le niveau de danger des lieux en fonction de la présence policière et de la probabilité d'être dénoncés par les habitants.

¹⁷² La menace peut être intérieure au territoire lorsque les criminels y résident ou bien externe lorsque les criminels y exercent leurs activités, y commettent des crimes mais résident dans un autre secteur de la ville.

drogue qui passe par des opérations « coup de poing » qui ne favorisent pas la constitution de liens de confiance entre la police et la population qui se montre passive dans la lutte contre la criminalité¹⁷³. Les pratiques policières, souvent « musclées », conduisent le plus souvent à déplacer les activités criminelles à travers le territoire, ces dernières s'adaptant en permanence à la présence des forces de l'ordre¹⁷⁴. La théorie de la désorganisation sociale ne sous-entend pas qu'il existe un lien direct entre les caractéristiques socio-démographiques des résidents et la criminalité¹⁷⁵. Si les caractéristiques structurelles des territoires « socialement désorganisés » ont pour effet de promouvoir le crime, il existe cependant des mécanismes qui ont le potentiel d'empêcher ou de limiter l'effet de ces caractéristiques. L'engagement concret des membres d'une communauté pour assurer un « intérêt commun » est un processus social qui permet de rendre compte des différents niveaux d'insécurité entre des territoires partageant des caractéristiques structurelles semblables.

Cette première catégorie de territoire se caractérise donc par une vulnérabilité liée à la faiblesse ou l'absence des processus sociaux permettant de dissuader le passage à l'acte des criminels et donc de limiter la criminalité. L'absence d'efficacité collective n'est cependant pas fatale puisqu'elle peut être dépassée lorsque les habitants trouvent les ressources leur permettant de s'organiser et lutter collectivement contre les différents facteurs d'insécurité. En effet, dans l'optique américaine, lorsque les quartiers « faibles » trouvent en eux une capacité d'organisation et de résistance aux « nuisances », ils peuvent, à leur tour « renaître » de leurs cendres (Body-Gendrot, 2001)¹⁷⁶. Cette capacité d'organisation pourra passer par la constitution de groupes communautaires impliqués aux côtés de la police (*community policing*) dans la résolution des problèmes locaux d'insécurité et de criminalité.

¹⁷³ Cf. La série télévisée *The Wire* rend brillamment compte du travail de la police dans les quartiers « chauds » de Baltimore mis « sur écoute » afin de démanteler les réseaux de trafiquants de drogues.

¹⁷⁴ Les missions de la police consistent parfois à « occuper le terrain » afin de montrer aux narcotrafiquants qu'il ne s'agit pas de leur territoire. De nombreux policiers de la Nouvelle-Orléans nous ont ainsi défini leur rôle dans ces quartiers réputés « chauds » : « *we're here to show the dealers that's everybody's territory not their* » (Russell Philibert, 2011).

¹⁷⁵ Cf. Bursik (1988).

¹⁷⁶ Cf. Body-Gendrot (2001) : « La rhétorique américaine fondée sur la liberté d'entreprendre sous-entend que certains territoires manquent de capacités de résistances, n'ont pas pu empêcher l'implantation de logements sociaux, à la différence des « bons » quartiers porteurs du syndrome NIMBY ».

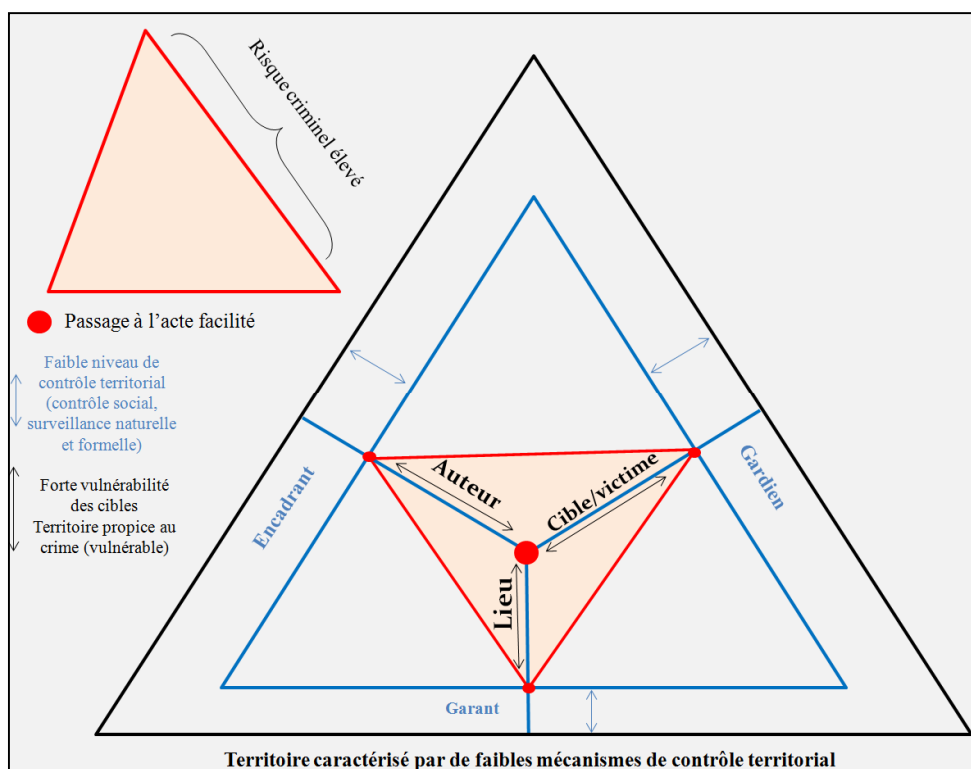


Figure 73 : Risque criminel élevé à l'échelle des territoires caractérisés par une « désorganisation sociale » (réalisation propre).

5.3.2. Les territoires « dissuasifs » caractérisés par une faible insécurité urbaine et représentés comme sûrs

Cette deuxième catégorie correspond aux territoires largement perçus comme sûrs et qui concentrent peu de crimes, notamment violents. Il s'agit des secteurs résidentiels racialement ségrégués qui correspondent, d'une part, aux secteurs historiques nantis et à forte majorité d'habitants blancs qui se localisent dans le secteur d'*Uptown*¹⁷⁷ (« *White Teapot* ») et d'autre part, aux quartiers résidentiels récemment développés en périphérie de la ville qui concentrent les classes moyennes blanches¹⁷⁸ (localisés au Nord-ouest) et noires (localisées à l'Est dans les secteurs de *New Orleans East* et de *Gentilly*). Le quartier d'*Algiers Point* peuplé par une majorité d'habitants blancs¹⁷⁹ et qui se localise sur la berge Sud du fleuve (*West Bank*) se rattache à cette catégorie. Le secteur de *Lakeview*¹⁸⁰ est le plus représentatif de cette catégorie puisqu'il concentre les volumes de criminalité les plus bas de la ville et est considéré comme l'un des quartiers les plus « sûrs » de la Nouvelle-Orléans¹⁸¹.

¹⁷⁷ Le secteur d'*Uptown* englobe le quartier du même nom mais est utilisé pour désigner un ensemble territorial plus large (secteur des Universités, largement fréquentés par les touristes).

¹⁷⁸ En 2000, le quartier de *Lakeview* concentrait 94 % d'habitants blanc contre 0,7% d'habitants noirs (3,7% d'habitants d'origine hispanique).

¹⁷⁹ 67% d'habitants blancs en 2000.

¹⁸⁰ Le secteur de *Lakeview* englobe le quartier officiel du même nom ainsi que les quartiers de *Navarre* au sud, de *Lakewood* au Sud-ouest, *West End* à l'Ouest et de *Lakeshore/Lake vista* au Nord.

¹⁸¹ Le quartier bénéficie de la présence d'un *Security District* depuis 1997.

➤ Fonctionnement territorial des « territoires dissuasifs »¹⁸²

Il s'agit des territoires qui se caractérisent par une implication collective des habitants dans les problèmes de la communauté. Les habitants possèdent des ressources (capacités) économiques, sociales et politiques leur permettant de s'organiser et de lutter efficacement contre les différents problèmes pouvant survenir (efficacité collective). Ce contrôle territorial se matérialise par des symboles directs de protection du territoire¹⁸³ qui visent à dissuader les actes criminels (figure 74). Dans ces territoires les résidents ont une faible tolérance aux désordres et développent des pratiques de contrôle de l'espace plus connues sous l'acronyme NIMBY¹⁸⁴, qui leur permettent de lutter contre l'implantation d'éléments considérés comme nuisibles pour le quartier tels que la construction de logements sociaux qui pourraient faire perdre de la valeur aux biens immobiliers (Body-Gendrot, 2001). Toute menace perçue comme risquant de dégrader l'image du quartier mène à la constitution de groupes communautaires mettant en commun leurs ressources (économiques, politiques, réseau de connaissances, *etc.*) pour empêcher la survenue de ce que les habitants considèrent comme des nuisances¹⁸⁵. La lutte contre l'insécurité peut se traduire par différentes stratégies permettant de prévenir la criminalité, tel que l'aménagement du territoire (urbanisme sécuritaire, vidéosurveillance, fermeture résidentielle), la constitution de groupes de voisins vigilants (*Neighborhood Watch Program*) ou encore le financement de patrouilles privées (*Security District*). Dans ces territoires les habitants se protègent contre une menace perçue comme provenant de l'extérieur, notamment des quartiers pauvres considérés comme dangereux. Lorsque dans ces territoires sous « haute protection » surviennent des crimes violents (homicide, fusillade, braquage armé), cela se traduit par une indignation qui mène souvent à des réponses citoyennes et à une pression exercée auprès des élus locaux. Par ailleurs, ces événements génèrent, en raison de leur caractère exceptionnel et soudain, un fort sentiment d'insécurité qui se propage généralement à l'échelle de la ville en raison de la forte médiatisation de ces événements¹⁸⁶.

¹⁸² Cf. Sampson et al. (1997).

¹⁸³ Cf. Taylor (1988).

¹⁸⁴ "Not In My Back Yard" (NIMBY).

¹⁸⁵ Les logements de type Section 8 sont souvent la cible de ce type de réaction communautaire de type « NIMBYistes » puisque largement associés au risque de dévaluation de la valeur des biens immobiliers.

¹⁸⁶ Les homicides et fusillades qui surviennent dans les quartiers pauvres et noirs sont quasi quotidiens et considérés comme « normal ». Pour ces raisons ils ne génèrent pas les mêmes réactions citoyennes. Par ailleurs, les autorités municipales n'y accordent pas la même attention. Les crimes violents qui surviennent dans les quartiers nantis de la ville conduisent à des réponses visibles pour rassurer les populations.



Figure 74 : Affichage du contrôle territorial dans les quartiers nantis d'Uptown et du Lakeshore (clichés de l'auteur, 2011 et 2012).

L'efficacité collective n'est cependant pas homogène à l'échelle de ces territoires. L'existence de « ruptures dans le fonctionnement territorial » (Siméone, 2004) qui s'accompagne d'une carence en matière de contrôle territorial exercé par les habitants favorisera la criminalité.

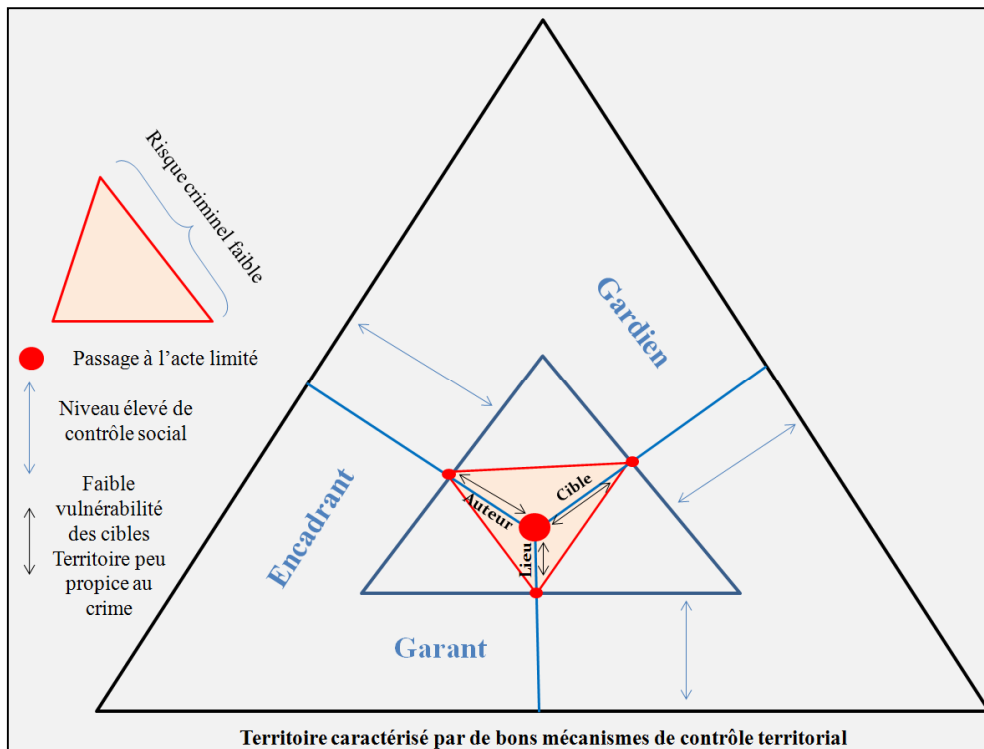


Figure 75 : Un risque criminel faible à l'échelle des territoires caractérisés par une efficacité collective (réalisation propre).

5.3.3. Les territoires « générateurs » caractérisés par une criminalité urbaine marquée et perçus comme sûrs

Cette troisième catégorie correspond aux secteurs perçus comme sûrs mais qui se caractérisent par une criminalité élevée¹⁸⁷. Il s'agit des secteurs affluents où se concentrent les individus de passage (visiteurs, travailleurs, résidents) et les activités notamment celles liées au tourisme qui se concentrent principalement dans les quartiers centraux de la ville (*French Quarter, CBD*).

Le cas du *French Quarter* est intéressant puisque ce quartier est considéré comme un des plus sûrs de la ville mais affiche des taux de criminalité élevés malgré une couverture policière très forte au regard des autres quartiers de la ville.

➤ Fonctionnement territorial des « territoires générateurs »

Ces territoires présentent des caractéristiques socio-économiques et environnementales proche de celles des territoires caractérisés par une efficacité collective vus précédemment. Ils sont en effet appropriés et contrôlés par les habitants mais la forte concentration d'activités et de flux constitue autant d'opportunités qui génèrent une criminalité intense (territoires d'opportunités pour les criminels). La grande majorité des crimes qui surviennent dans ces territoires est le produit d'individus attirés par la profusion d'opportunités criminelles et provenant d'autres secteurs de la ville, notamment des secteurs défavorisés. Ces territoires font l'objet de stratégies de sécurisation à l'initiative des habitants et des commerçants qui agissent à leur échelle pour lutter contre la criminalité et le vandalisme (figure 76). Par ailleurs, la surveillance policière dans ces secteurs stratégiques est très marquée au regard des autres quartiers bénéficiant d'effectifs policiers plus faibles. Le quartier du *French Quarter* illustre bien la notion de territoire générateur puisque celui-ci fait l'objet d'une surveillance quasi « panoptique » (caméras de vidéosurveillance quadrillent le quartier, forte présence policière) mais concentre un volume de criminalité élevé en raison du nombre de cibles attractives pour les criminels (figure 76).

¹⁸⁷ Les taux de report des crimes sont élevés en raison du seuil de tolérance relativement bas des résidents, de la relative « efficacité » des services de police dans ces secteurs (présence, réponse) et de la présence de nombreuses formes de sécurisation de l'espace (notamment la vidéosurveillance).



Figure 76 : Forte surveillance des territoires concentrant les activités touristiques génératrices de nombreuses opportunités criminelles (clichés de l'auteur, 2010 et 2011).

Dans ces territoires, les habitants bénéficient de capacités d'ajustement et d'organisation élevées. Si la vulnérabilité au crime est élevée en raison de la concentration d'enjeux (touristes, commerces), les capacités de réponse aux incidents des habitants sont élevées. Ceux-ci interviennent rapidement pour effacer les traces des désordres¹⁸⁸ et agissent activement de manière préventive pour lutter contre les désordres et la criminalité. La vulnérabilité de ces territoires s'explique donc par la forte concentration de cibles relativement accessibles puisque ces secteurs se localisent à proximité des territoires où se concentrent les activités criminelles, notamment les marchés de drogues. En effet, le grand ensemble de logements sociaux d'Iberville est situé à proximité immédiate du *French Quarter*, ce qui favorise les déplacements entre ces deux secteurs hétérogènes. La vulnérabilité intrinsèque des cibles¹⁸⁹ et leur profusion explique donc l'importance du risque criminel puisque la vulnérabilité liée à l'exposition est faible en raison d'une très forte surveillance formelle (police) et naturelle (habitants, commerçants). Les discours dominants portant sur ces territoires ne « collent » toutefois pas à la réalité criminelle puisqu'ils bénéficient d'une « image de marque » positive alors même que la criminalité y est élevée. Cette distorsion territoriale entre la réalité criminelle et les représentations dominantes s'explique,

¹⁸⁸ Les résidents sont activement impliqués dans la lutte quotidienne contre les graffitis qui sont systématiquement effacés en raison de leur impact négatif sur l'image des quartiers.

¹⁸⁹ Les touristes sont particulièrement vulnérables car ils portent beaucoup d'argent liquide, ils boivent de l'alcool et sont généralement relativement peu conscients du risque.

d'une part, par l'impression d'un risque perçu comme faible en raison des caractéristiques paysagères et de la surveillance largement affichée (cf. figure 76). D'autre part, ces secteurs constituent un enjeu stratégique pour l'économie de la ville et renvoient donc à des discours construits, qui occultent la réalité du risque criminel afin de préserver l'image de ces quartiers « vitrines »¹⁹⁰.

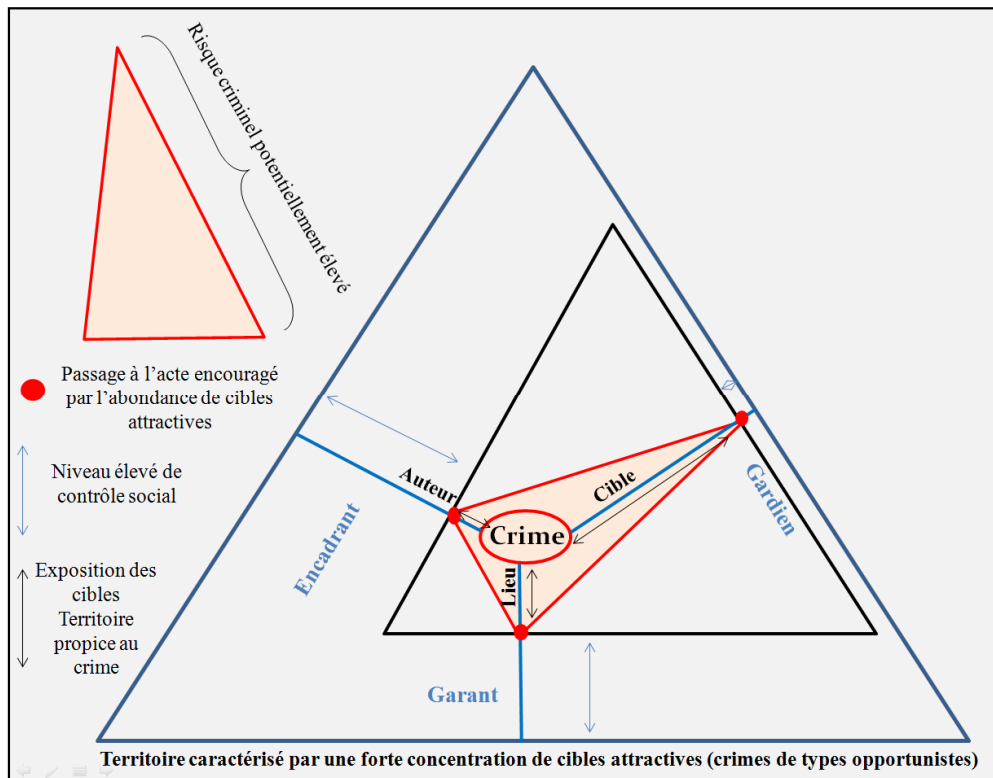


Figure 77 : Un risque criminel élevé à l'échelle des territoires concentrant de nombreuses opportunités criminelles (réalisation propre).

Assez similairement à la typologie présentée précédemment, Giband (2006, p. 127) propose trois catégories de territoires selon le niveau de protection dont ils disposent :

- Les **territoires sécurisés** qui bénéficient d'un niveau de sécurité élevé. Ils correspondent aux « communautés fermées » ou aux quartiers bénéficiant de services de sécurité contractés auprès d'agents privés ou publics. Ces « territoires constituent une mosaïque sécuritaire complexe qui fragmente l'espace métropolitain en autant d'enclaves sécurisées » (*ibid.*) ;
- Les **territoires à sécurité partagée** qui bénéficient d'une sécurité publique assurée par les services de police et où les habitants sont organisés, plus ou moins formellement, contre le crime (cf. *Neighborhood Watch Program*) ;
- Les **territoires « abandonnés »** qui ne bénéficient que d'une protection partielle assurée par les policiers municipaux souvent en sous effectifs. Dans ces territoires les populations ne disposent pas de ressources suffisantes pour agir efficacement, individuellement ou collectivement, contre le crime. La présence d'une police communautaire (*community*

¹⁹⁰ Lors d'un entretien avec le chef de la police (Serpas, 2010) celui-ci nous avait confié que le huitième District de police était très sûr (« *it's very safe, very little crime* ») alors même que celui-ci est tout à fait conscient de la réalité criminelle de ce secteur, notamment du quartier du *French Quarter*.

policing) pourra toutefois permettre aux habitants de ces territoires d’agir contre l’insécurité vécue et ressentie, mais la mise en place de tels programmes tend à renforcer « les inégalités entre les quartiers disposant des ressources humaines aptes à se mobiliser et ceux n’en disposant pas » (*ibid.*).

L’inégale protection des territoires reflètent donc principalement l’inégale capacité des populations à promouvoir leur sécurité, notamment par le recours au secteur marchand. Ce « système de protection territoriale » ne constitue donc pas un système « dual entre riches et pauvres, mais éclaté en fonction des capacités des acteurs locaux à financer ou à se mobiliser pour obtenir les services de sécurité dont ils ont besoin » (*ibid.*)¹⁹¹.

Synthèse chapitre 5.

Les différentes catégories de territoires présentées renvoient à des vulnérabilités et des capacités propres à chacun, qui les rendent plus ou moins vulnérables à l’insécurité, que ce soit sous sa forme objective ou subjective. Il convient cependant de nuancer ces observations dans le cas d’une analyse menée à plus grande échelle puisque des variantes existent au sein de chacun de ces ensembles¹⁹².

	Les territoires caractérisés par une insécurité endémique	Les territoires caractérisés une faible insécurité urbaine	Les territoires caractérisés par une distorsion entre réalité criminelle et représentations
Référents théoriques	Concentration des désavantages socio-économiques Désorganisation Sociale <i>Broken Window</i>	Théorie de l’efficacité collective	Théorie des opportunités criminelles et des activités routinières
Fonctionnement territorial	Faible contrôle territorial exercé par les résidents, territoires contrôlés par les trafiquants qui exercent un contrôle social sur les résidents par la menace et l’usage de la violence	Territoires contrôlés par les résidents Efficacité collective (cohésion sociale) Réponse sociétale efficace	La concentration d’opportunités explique la vulnérabilité de ces territoires malgré le contrôle territorial exercé par les résidents.
Caractéristiques de l’insécurité urbaine	Forte criminalité notamment violente Quartiers perçus comme dangereux	Faible criminalité Quartiers perçus comme sûrs	Criminalité élevée Quartiers perçus comme sûrs
Caractéristiques des quartiers	Concentration de difficultés socio-économiques Faible cohésion sociale	Concentration de richesses Cohésion sociale	Concentration d’activités et d’individus de passage
Exemple de quartiers	<i>Central City, Seventh Ward, St Roch, St Claude, Hollygrove, Lower 9th Ward</i>	<i>Lakeview, Uptown</i>	<i>French Quarter, CBD, Garden District</i>

Tableau 5 : Typologie des territoires de l’insécurité urbaine.

¹⁹¹ Sur ce point voir Body-Gendrot (2001).

¹⁹² Certains quartiers pourront être partiellement dans la troisième catégorie de territoires (faible insécurité perçue, criminalité élevée) et la deuxième catégorie (faible insécurité).

➤ Fonctionnement systémique des territoires¹⁹³

La configuration géographique de la Nouvelle-Orléans favorise le déplacement des individus enclins au crime en raison de la forte proximité spatiale entre les territoires où se logent les activités criminelles et les territoires biens « protégés » de la ville¹⁹⁴. Ces individus peuvent ainsi « s'aventurer » dans les secteurs « sous haute protection » et se retirer dans les « zones de confort » pour éviter de se faire appréhender. Ce fonctionnement territorial de la criminalité mettant en lien la « vitrine » de la ville et son « arrière boutique » s'illustre par les déplacements des trafiquants et consommateurs de drogues du grand ensemble de logements sociaux d'*Iberville* vers le cœur touristique de la ville (*French Quarter*). Ces flux sont facilités par la proximité géographique immédiate entre ces deux territoires adjacents, que seule l'avenue de *North Rampart* sépare.



Figure 78 : Configuration spatiale facilitant les flux criminels des secteurs refuges (*Iberville*, en rouge), notamment via l'autoroute urbaine I-10 (en jaune) vers les secteurs de concentration des opportunités criminelles (*French Quarter* en violet et *CBD* en orange). (Cliché de l'auteur, 2011).

¹⁹³ Anderson dans « The code of the streets. Violence and the Moral Life of the Inner City » (2001) illustre à travers le cas de l'avenue *Germantown* à Philadelphie le « continuum naturel » dans l'espace urbain entre les territoires fortement appropriés et contrôlés par les habitants et ceux caractérisés par une désorganisation sociale. Voir également l'article publié dans *The Atlantic* (01/05/1994), « The code of the streets ».

¹⁹⁴ La configuration géographique de la ville diffère de celle de villes comme Miami ou Los Angeles où les contraintes d'accessibilité sont beaucoup plus fortes.

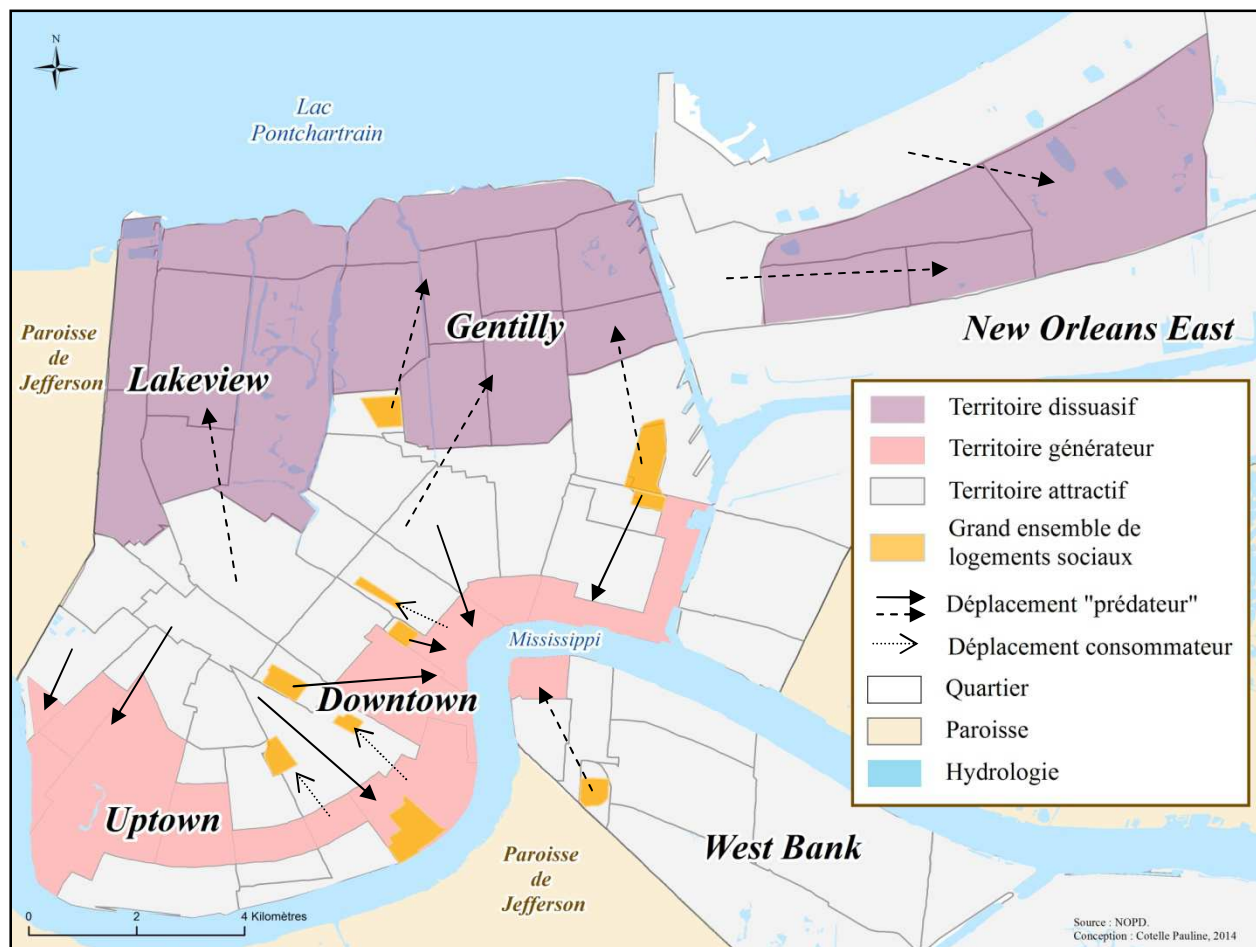


Figure 79 : Vulnérabilité territoriale à l'insécurité urbaine et déplacement des criminels et consommateurs de drogue.

À la veille du passage du cyclone Katrina en août 2005 la Nouvelle-Orléans se caractérisait donc par des vulnérabilités fortes et contrastées, propices à la survenue d'une catastrophe majeure. Dans ce contexte, Katrina a constitué un véritable révélateur des conditions de vulnérabilités urbaines et un catalyseur des changements urbains en cours. L'analyse en retour de la catastrophe permettra de mettre à jour les impacts négatifs mais également positifs de la catastrophe sur le développement de la ville et de ses territoires au regard de l'insécurité.

Conséquences à court et long termes de la catastrophe Katrina



Figure 80 : Inondation de la ville de la Nouvelle-Orléans successive au passage du cyclone Katrina le 29 août 2005 (source : J. Augustina, FEMA¹⁹⁵).

L'ouragan Katrina qui a frappé le Sud des Etats-Unis au niveau des côtes de Golfe du Mexique le 29 août 2005 a constitué la catastrophe la plus destructrice et la plus coûteuse de l'histoire du pays, principalement en raison de l'inondation de la Nouvelle-Orléans pourtant « protégée » par un gigantesque réseau de digues. Le cyclone a entraîné de lourds dommages le long des côtes du Golfe du Mexique, dans les Etats de Louisiane, du Mississippi et de l'Alabama. Le cyclone a causé la mort de 1836 personnes dont 971 en Louisiane (Brunkard et *al.*, 2008) et le déplacement de plus d'un million de personnes hors des régions côtières¹⁹⁶. Les conséquences économiques sont sans commune mesure avec les événements recensés aux États-Unis puisque les pertes ont été estimées à plus de 150 milliards de dollars¹⁹⁷. Les conséquences économiques et démographiques quantifiables ne constituent cependant qu'une facette du coût total de la catastrophe qui reste difficile à évaluer (Colten et *al.* 2008 ; Hallegatte, 2006). La catastrophe Katrina a par ailleurs constitué un véritable révélateur, à

¹⁹⁵ <http://www.resilientdesign.org/rdis-resilient-design-principles-need-your-feedback/>

¹⁹⁶ Dont plus de 273 000 vers les refuges de logements temporaires (Davis, 2006).

¹⁹⁷ Pertes économiques chiffrées à court terme, cf. *Greater New Orleans Community Data Center*.

court, moyen et long terme, des vulnérabilités environnementales et sociales qui se sont multipliées à la Nouvelle-Orléans au cours du XX^{ème} siècle. Elle a mis à jour l'extrême vulnérabilité de la ville aux aléas naturels ainsi que l'impréparation des autorités publiques à faire face à une crise d'une telle ampleur. Celle-ci a révélé l'inégale capacité des populations à faire face aux catastrophes d'origine naturelle puisque la plupart des habitants défavorisés n'ont pas suivi l'ordre d'évacuation et se sont trouvés confrontés à l'incapacité des pouvoirs publics de leur venir en aide (6.1).

Le retour des populations à la Nouvelle-Orléans dans les mois et années qui ont suivi Katrina s'est fait à des rythmes variés et dans un contexte de grande incertitude quant au futur de la ville. L'absence de plan directeur a conduit à une reconstruction sporadique, sans cohérence territoriale qui a accéléré les transformations territoriales en cours avant le passage du cyclone. Une partie des secteurs qui n'ont pas été inondés en 2005 ont en effet connu un renforcement de leur attractivité matérialisée par une revitalisation urbaine. Dans le même temps, les autres secteurs de la ville ont été plus ou moins durablement affaiblis par la catastrophe. La reconstruction à « plusieurs vitesses » de la ville a ainsi conduit à un accroissement des inégalités territoriales déjà prononcées avant la catastrophe (6.2).

L'analyse de la transformation des territoires successive au passage du cyclone Katrina menée à l'échelle des découpages administratifs officiels confirme le caractère hétérogène de la reconstruction de la ville. Cependant, l'agrégation des données à cette échelle tend à masquer les réalités micro-locales plus contrastées encore. Certains quartiers partiellement inondés en 2005 se caractérisent par un écart accru de développement entre des secteurs attractifs en revitalisation et des secteurs profondément affaiblis par Katrina. Les quartiers totalement inondés se caractérisent quant à eux par des taux de retour bas qui traduisent soit une dédensification du tissu urbain soit une dégradation de celui-ci qui se matérialise par une forte concentration de logements vacants. Enfin, les secteurs inondés localisés en marge des quartiers non inondés connaissent une gentrification progressive qui renforce le processus, déjà en cours avant Katrina, de déplacement des populations pauvres vers les secteurs périphériques peu attractifs. L'analyse de la reconstruction *post* Katrina menée à l'échelle micro-locale confirme le rôle de catalyseur de la catastrophe dans la transformation des territoires (6.3).

6.1. Conséquences multiples à court terme d'une catastrophe majeure (phase pre impact et d'urgence 23 août – 5 septembre 2005)

« [...] toutes les conditions avaient été réunies pour faire de la Nouvelle-Orléans une ville "insoutenable". En d'autres termes, la seule chose surprenante ici n'est pas le désastre mais l'incapacité manifeste à y faire face. Katrina dresse ainsi le constat de l'incapacité de tous les niveaux de gouvernement [...] à mettre au point des plans efficaces d'évacuation et de secours. » (Mancebo, 2006).

➤ La poudre (vulnérabilités) et le détonateur (cyclone)¹⁹⁸

La catastrophe Katrina est le résultat de la combinaison d'un phénomène naturel dommageable (cyclone) et de vulnérabilités urbaines prononcées. Dans cette optique, la composante naturelle de la catastrophe n'a constitué que le déclencheur d'une succession d'événements qui se sont conjugués pour expliquer son ampleur et son prolongement dans le temps. Le passage du cyclone et l'inondation de la ville n'ont ainsi fait que révéler les vulnérabilités sociales profondément ancrées dans le territoire urbain.

➤ Katrina, un événement catastrophique en trois actes

Derrière la notion de catastrophe « naturelle » se cache plusieurs événements qui se sont combinés pour expliquer l'ampleur de la catastrophe Katrina dont les causes sont davantage sociales que naturelles :

-« Acte I » (28/29 août) : dans un premier temps, l'annonce du cyclone le 23 août 2005 a conduit à une évacuation massive qui a entraîné des transferts de populations importants des zones les plus exposées vers l'intérieur des terres. A la veille du passage de Katrina, la Nouvelle-Orléans s'est vidée de ses habitants et les principales aires urbaines de la région, comme Houston ou Atlanta, ont en quelques jours connu une explosion de leur population. Néanmoins, près d'un quart de la population de la Nouvelle-Orléans n'a pas suivi l'ordre d'évacuation obligatoire (le premier de l'histoire de la ville) donné seulement 24 heures avant le passage du cyclone (6.1.1).

-« Acte II » (30 août) : dans un second temps, une série de dysfonctionnements du système de protection de la ville contre les inondations a engendré l'inondation de près de 80% de la superficie totale de la paroisse d'Orléans. Cette « catastrophe technique » a eu des conséquences majeures sur le tissu urbain principalement dans les secteurs topographiquement bas et localisés près des brèches où les maisons ont été littéralement arrachées de leurs fondations. En revanche, les secteurs historiques qui correspondent à la partie touristique de la ville ont été épargnés (6.1.2).

-« Acte III » (30 août au 05 septembre) : dans un troisième temps, l'incapacité des acteurs publics à venir en aide aux victimes n'ayant pas évacué la ville avant le passage du cyclone a conduit à une véritable « crise humanitaire » révélatrice des conditions de pauvreté urbaines. Cette crise s'est traduite par des images incongrues de citoyens pris au piège par la montée des eaux et des autorités incapables de leur venir en aide. Cette crise a constitué le révélateur des inégalités sociales face aux

¹⁹⁸ Cf. Le lien qui suit de l'Université Paris 1 Sorbonne propose de nombreuses références permettant de contextualiser les événements de 2005 : <http://www.univ-paris1.fr/autres-structures-de-recherche/ipr/les-revues/bulletin/tous-les-bulletins/bulletin-n-31/louragan-katrina-une-catastrophe-historique/>

catastrophes puisque la quasi-totalité des victimes n'ayant pas évacué appartenaient à la couche la plus pauvre de la population (6.1.3).

6.1.1. Evacuation massive et tardive de la Nouvelle-Orléans à la veille du passage du cyclone Katrina (phase pre impact)

“Counting pre- and post-hurricane evacuations, Hurricane Katrina displaced more than one million people [...]. By early October 2006, displaced individuals were located in 369 different cities in every state of the nation” (Andersen et al., 2007).

L'annonce de l'approche du cyclone Katrina qui s'est formé au niveau des îles des Bahamas le 23 août 2005, a mené les autorités locales à organiser dès le 26 août 2005 l'évacuation des populations les plus exposées vivant dans les régions côtières de Louisiane, d'Alabama et du Mississippi. Le 27 août 2005 l'état d'urgence est décrété par les gouverneurs de Louisiane et du Mississippi et l'ordre d'évacuation est recommandé dans ces Etats. Malgré l'insistance sur la gravité de la situation par les services météorologiques du centre d'étude des ouragans situé en Floride (*National Hurricane Center*), le Maire de la Nouvelle-Orléans (Ray Nagin) ne donna le 27 août, soit deux jours du passage de Katrina, qu'un ordre d'évacuation volontaire. Face à la pression exercée par le directeur du centre d'étude des ouragans quant à l'urgence de l'évacuation complète de la ville, le maire donna finalement l'ordre obligatoire d'évacuer (*mandatory evacuation*) dans la matinée du 28 août, soit 24 heures seulement avant l'arrivée du cyclone. Cependant, il n'organisa pas l'évacuation des hôpitaux, des maisons de retraite et des hôtels, qui concentraient pourtant les populations les plus vulnérables. Si la décision du Maire semble a *posteriori* irresponsable, il convient de rappeler que l'évacuation forcée d'une ville entière est lourde de conséquence puisqu'elle s'accompagne d'impacts non négligeables sur l'économie locale. Par ailleurs, il s'agissait du premier ordre d'évacuation obligatoire de l'histoire de la ville. Malgré l'ordre d'évacuation obligatoire près du quart de la population de la ville, soit 100 000 résidents, a fait le choix de ne pas évacuer, ou bien n'en a tout simplement pas eu les moyens (Burnside, 2006). Si les raisons du dysfonctionnement de l'évacuation complète de la ville sont multiples, l'annonce par le maire le 28 août de l'ouverture des portes du Superdome¹⁹⁹ pour en faire un refuge de dernier recours pour les personnes qui ne pouvaient pas quitter la ville²⁰⁰, a constitué un facteur décisif dans l'explication de l'échec de l'évacuation totale de la ville. En effet, cette décision avait été prise et annoncée avant même celle de l'évacuation obligatoire de la ville. De nombreux habitants ont ainsi saisi cette « opportunité » pour justifier leur choix de ne pas quitter la ville. Par ailleurs, cette annonce a discrédité l'évacuation obligatoire de la Nouvelle-Orléans puisqu'elle a implicitement légitimé la décision de ne pas évacuer et relativisé l'ampleur annoncée de

¹⁹⁹ Stade sportif couvert localisé dans le CBD construit en 1975 afin d'organiser les matchs de football américain de la NFL.

²⁰⁰ Initialement destiné à recevoir 10 000 personnes.

l'événement²⁰¹. Par ailleurs, un facteur explicatif de cet échec d'évacuation complète de la ville concerne l'absence d'accès à un moyen de transport pour les populations les plus défavorisées. Si de nombreux facteurs ont joué sur les choix d'évacuation des habitants il convient de rappeler que ceux-ci n'avaient pas forcément conscience de l'ensemble des mutations urbaines à l'œuvre depuis plusieurs décennies qui ont conduit à de nouvelles vulnérabilités. Par ailleurs, Burnside (2006) montre que la succession de catastrophes s'accompagnant d'un ordre d'évacuation érode peu à peu leur prise au sérieux de ces annonces et peut mener à leur échec²⁰². Ce facteur a pu jouer au moment de Katrina puisqu'en 2004 l'ouragan Ivan avait conduit à un ordre d'évacuation volontaire qui avait été largement suivi. L'évacuation avait entraîné des pertes économiques considérables alors que le cyclone avait finalement épargné la ville. Cette « fausse alerte » suivie d'une mauvaise gestion du retour des populations semble ainsi avoir joué au moment de Katrina²⁰³. Il convient toutefois de relativiser l'échec de l'évacuation préalable au passage de Katrina puisque la mobilisation en 24 heures de plusieurs centaines de milliers d'habitants constitue un véritable challenge, notamment dans le cas d'une ville aussi fortement contrainte par son environnement. A l'approche de Katrina, l'évacuation des régions côtières s'est accompagnée de transferts massifs de populations vers les aires urbaines de la région qui ont connu une explosion de leur population²⁰⁴. La plupart des transferts de populations se sont faits entre les secteurs côtiers de la Louisiane, du Mississippi et de l'Alabama et les grands centres urbains régionaux notamment du Texas et de Louisiane (figure 81). Le cyclone Katrina a en effet « été à l'origine du plus vaste mouvement de population aux Etats-Unis depuis le Dust Bowl²⁰⁵ des années vingt. [...] Le Texas est l'état qui a reçu la grande majorité des IDPs avec plus de 250 000 personnes » (Mancebo, 2008).

²⁰¹ Le directeur actuel du *Department of Homeland Security* de la Nouvelle-Orléans (Sneed) nous a confirmé qu'il s'agissait de la pire décision que pouvait prendre le Maire puisqu'il semblait logique que les habitants saisiraient cette « opportunité » pour justifier leur choix de ne pas évacuer : « it was the stupidest thing to do ... he [maire] knew some residents would seize this occasion not to evacuate ». (Sneed, 2011).

²⁰² Cf. « Crying wolf effect ».

²⁰³ « Lorsque Katrina est arrivé, le Gouverneur a dû lutter pour mettre l'action au diapason de la menace et ne pas risquer, cette fois, la sous réaction. » (Lagadec, 2007).

²⁰⁴ La ville de Houston connaît en quelques jours une augmentation d'environ 250.000 personnes évacuées des régions côtières. Une grande part de ces individus correspond aux résidents de la Nouvelle-Orléans déplacés après le passage du cyclone.

²⁰⁵ Sécheresse qui avait affecté le *Middle Ouest* et avait mené à des migrations massives de la population dans les années 1920.

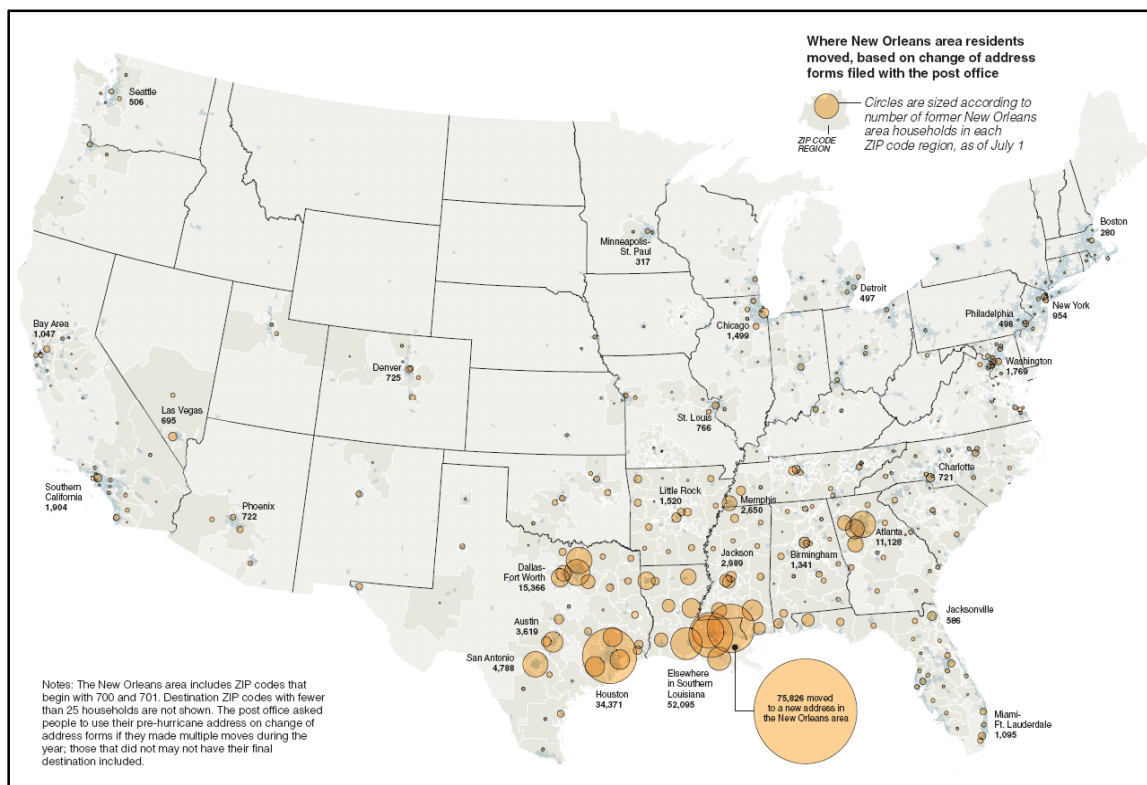


Figure 81 : Diaspora des victimes de Katrina originaires de la Nouvelle-Orléans (source : *New York Times*, 2006).

Ces impacts démographiques²⁰⁶ brutaux se sont prolongés dans le temps puisqu'en 2010, le bureau de recensement américain (*US Census*) indiquait des gains de 145 820 habitants à Houston entre 2000 et 2010. Cependant, si une part de ces gains de populations entre le recensement de 2000 et 2010 est certainement imputable aux migrations engendrées par Katrina, ces évolutions démographiques reflètent les dynamiques de populations en place avant l'événement. En effet, l'Etat du Texas se caractérisait avant Katrina par une forte attractivité et sa population était passée de 20,9 millions à 23,5 millions entre 2000 et 2006, soit une augmentation de 12,7%, la plus forte à l'échelle du pays (*US Census*).

	2000	2010
Houston	1 953 631	2 099 451
Baton Rouge	227 818	229 493
Dallas	1 188 580	1 197 816
Atlanta	416 474	420 003

Tableau 6 : Evolution démographiques des villes ayant reçu un grand nombre d'évacués (Source : *US Census*, 2010).

Le passage de Katrina, rétrogradé en cyclone de catégorie 3, à l'Est de la Nouvelle-Orléans le 28 août a causé de nombreux dégâts sur les constructions en raison de la puissance des vents mais ça n'est que le 29 août que la situation est devenue véritablement préoccupante. Les pressions exercées par l'onde

²⁰⁶ Ces impacts démographiques chiffrables ne sont pas les seuls effets reportés de Katrina. L'arrivée d'habitants de la Nouvelle-Orléans dans certaines villes texanes a eu des impacts culturels importants (cf. CNN, 12/08/2011 : "Katrina evacuees shift Houston's identity").

de tempête au niveau du lac Pontchartrain ont entraîné de nombreux dysfonctionnements du système de protection de la ville contre les inondations conduisant à l'inondation de la ville.

6.1.2. Des impacts majeurs et contrastés sur le tissu urbain

Immédiatement après le passage du cyclone Katrina le 29 août 2005, les autorités urbaines et les populations restées sur place pensent avoir échappé au pire et ignorent l'impact occasionné par le passage du cyclone sur les infrastructures de protection de la ville contre les inondations. Les pressions exercées par la surcote marine au niveau du Lac Pontchartrain ont engendré de nombreux dommages sur les digues et murs protégeant la ville conduisant à l'inondation progressive de la ville. Si plusieurs dizaines de brèches ont été répertoriées le 30 août, quatre d'entre elles²⁰⁷ ont reçu une attention toute particulière en raison de leur rôle dans l'inondation de la ville (figure 82). Il s'agit des brèches localisées au niveau du *17th Street Canal floodwall* (secteur de *Lakeview*), des deux brèches sur le *London Avenue Canal* (secteur de *Gentilly*) et l'*Industrial Canal* (secteur du *Lower 9th Ward*). L'inondation de l'Est de la ville au niveau du quartier du *Lower 9th Ward* et du secteur de *New Orleans East* a été causée en premier lieu par le déversement des eaux du canal (*levee overtopping*) et par les ruptures sur les infrastructures provoquées par la très forte pression exercée par l'onde de tempête formée sur le lac au Nord. L'inondation du secteur de *New Orleans East*, provient également des débordements des eaux du *Mississippi River Gulf Outlet* (MR-GO) provenant du lac Borgne. Les brèches ont été nombreuses à l'Est et à l'Ouest de l'*Industrial Canal* et de *London Avenue Canal*, à l'Est du *17 Street Canal*, au Nord du *Gulf Intracoastal Waterway* et à l'Ouest du *Mississippi River Gulf Outlet* (MRGO). Dans la partie centrale de la ville, la plupart des inondations ont été causées par les dommages survenus sur les murs de protection (*floodwalls*) dans les trois canaux de drainage conduisant au lac Pontchartrain.

Le remplissage du « bol » de la Nouvelle-Orléans successif aux ruptures de digues s'est en premier lieu fait dans les creux topographiques qui correspondent aux secteurs qui se sont urbanisés au cours du XXème siècle (cf. chapitre 4) puis dans les secteurs topographiquement bas qui correspondent au « *back of town* »²⁰⁸. Au total, plus de 80% de la superficie de la ville ont été inondés (soit 380km²) avec des hauteurs d'eau très variables selon les secteurs (Kates et al. 2006).

²⁰⁷ Appartenant au *Lake Pontchartrain Project*.

²⁰⁸ Quartiers localisés en périphérie des secteurs centraux touristiques : *St Roch, St Claude, Seventh Ward, Central City, Hollygrove, etc.*

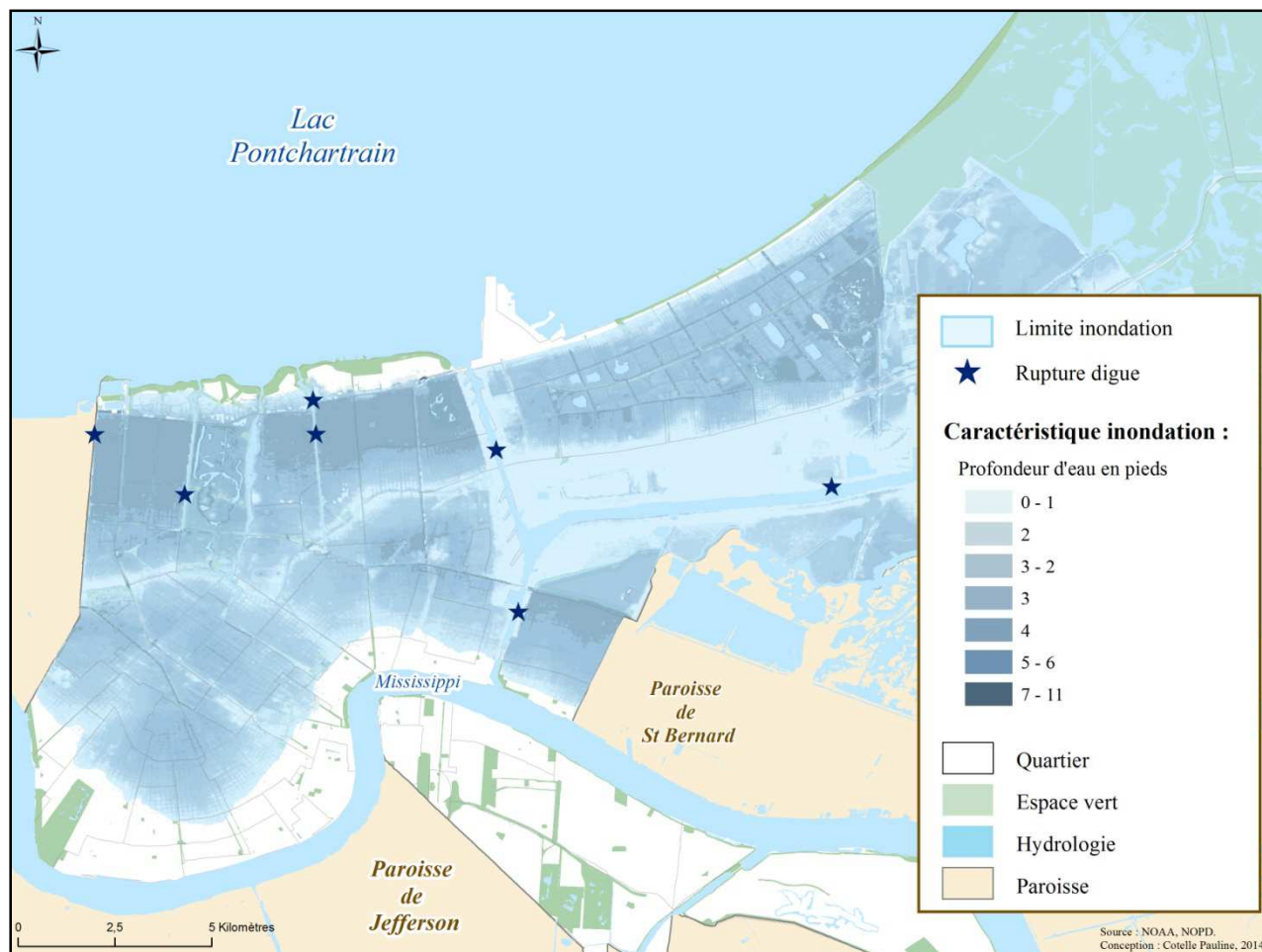


Figure 82 : Caractéristiques de l'inondation de la Nouvelle-Orléans successive aux ruptures de digues.

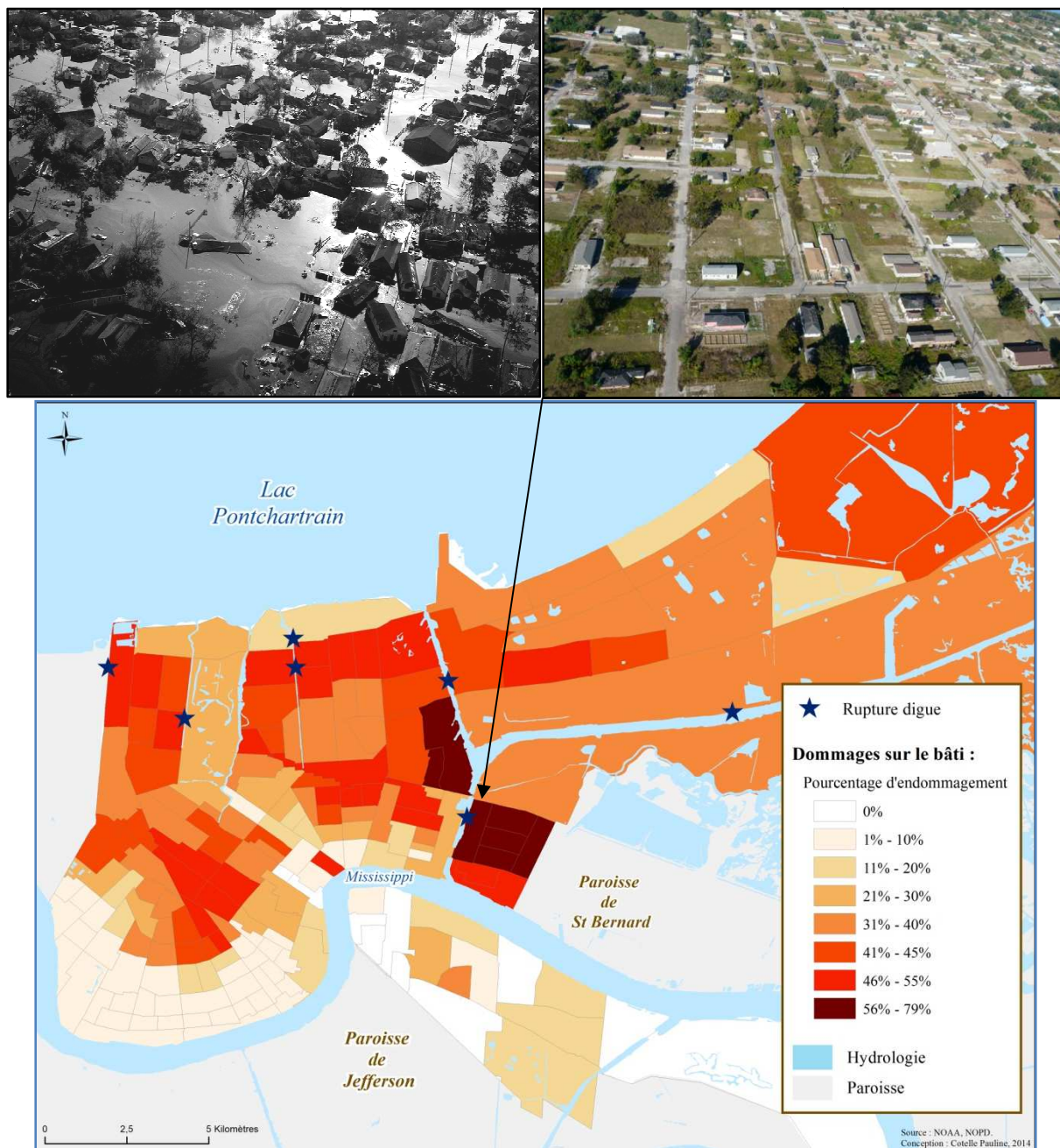
On remarque sur la carte ci-dessus que certains secteurs ont été épargnés. Il s'agit d'une part des secteurs artificiellement surélevés qui bordent le lac Pontchartrain au Nord de la ville (*Lakeshore/Lake Vista, Lake Terrace & Oak*) et d'autre part, des secteurs bordant le Mississippi, qui correspondent à la berge naturelle du fleuve. Ceux-ci correspondent aux quartiers touristiques sur lesquels la population s'était concentrée au cours des premiers siècles du développement de la ville (cf. 2.1.a). Enfin, l'ensemble des quartiers localisés sur la berge Ouest du Mississippi au Sud-est de la ville (*West Bank*) n'ont pas connu d'inondation, eux aussi pour des raisons topographiques.

Si le système de protection n'a pas résisté aux contraintes exercées par les ondes de tempête ayant accompagnées le passage du cyclone, c'est moins en raison de la puissance du phénomène (aléa naturel) qu'en raison des négligences humaines. Rappelons qu'un scénario nommé Pam²⁰⁹ avait été réalisé en 2004 mais celui-ci était resté lettre morte. Il faisait pourtant état de la vulnérabilité de ville face à la menace cyclonique et prévoyait les impacts induits par Katrina un an plus tard. Le cyclone de 2005 a ainsi mis le doigt sur une vulnérabilité connue de longue date mais largement négligée par les

²⁰⁹ Exercice initié par la FEMA qui simulait les effets d'un ouragan frappant la Nouvelle-Orléans et fournissait aux autorités fédérales, régionales et locales, des éléments d'information précis leur permettant de se préparer au risque: "The Hurricane Pam exercise reflected recognition by all levels of government of the dangers of a catastrophic hurricane striking New Orleans" (Davis, 2006). Ce manque d'intérêt est à rapprocher au contexte *post attentas* du 11 septembre 2001 puisque à partir de cette date la lutte contre le terrorisme a mobilisé la quasi-totalité des financements fédéraux (cf. Steigner, 2008) et a substantiellement réduit les crédits alloués aux Etats pour se préparer face aux risques naturels.

autorités locales et fédérales (cf. Giband, 2006, pp. 131-133).

Sur les 188 000 résidences que comptait la paroisse d'Orléans avant Katrina, 134 000 ont été endommagées et plus de 105 000 ont été très sévèrement endommagées (FEMA, 2006). Les inondations ont engendré pour les 80% de la superficie de la ville des dommages dont l'intensité varie en fonction de la nature du bâti et de la localisation géographique des enjeux. En effet, les résidences situées à proximité des ruptures de digues ont connu des niveaux de destruction majeurs (figure 83). Les quartiers résidentiels du *Lower 9th Ward*, de *Lakeview* et de *Gentilly*, qui se sont développés à partir de 1950, ont connu des dégâts considérables puisqu'ils ont été exposés aux ruptures de digues qui ont entraîné des courants arrachant les constructions de leurs fondations (figure 83).



Un point important à souligner dans l'analyse géographique des dommages liés aux inondations est le fait que la hauteur d'eau, fonction de la topographie, ne constitue pas un facteur prépondérant pour expliquer les contrastes dans l'endommagement. En effet, l'architecture en bois du sud des États-Unis est extrêmement vulnérable aux inondations puisque seuls 30 centimètres d'eau stagnant plus de deux jours suffisent pour que les constructions nécessitent d'être intégralement dégarnies et reconstruites (Hernandez, 2010). En effet, la présence d'eaux stagnantes pendant plusieurs jours, quelques soient les hauteurs atteintes, nécessitent une restauration totale du bâti en raison du moisissement des matériaux mais aussi de la toxicité des peintures qui rendent les constructions insalubres. La durée de stagnation des eaux constitue donc un facteur plus déterminant que la hauteur d'eau pour rendre compte des niveaux d'endommagement du bâti (*ibid.*).

Les études géographiques des impacts physiques des inondations causées par Katrina ont souvent fait état d'un lien entre le niveau d'endommagement, le niveau de pauvreté et les caractéristiques ethniques des quartiers. La vision voulant que les quartiers blancs aisés aient été épargnés et que les quartiers noirs pauvres aient été dévastés est largement contestée dans la thèse d'Hernandez (2010) où l'auteur montre que le lien entre la pauvreté, les caractéristiques raciales et les inondations, n'est pas si évident à établir malgré ce qui a été largement généralisé (cf. Davis, 2005). Les inondations ont en effet affecté 43% des résidences d'habitants blancs contre 68% pour les noirs (*ibid.*). A titre d'exemple, la plupart des quartiers de la *West Bank*, totalement épargnés par les inondations, étaient marqués avant Katrina par des taux de pauvreté élevés et concentraient des habitants principalement d'origine Afro-américaine²¹⁰. Le quartier résidentiel de *Lakeview*, parmi les plus nantis de la ville et composé à 94% d'habitants blancs (en 2000) a été inondé à 100% alors que le quartier d'*Irish Channel* composé d'une population pauvre principalement d'origine Afro-américaine, a totalement été épargné. La « géographie des espaces affectés »²¹¹ par les inondations révèle que Katrina n'a pas constitué une catastrophe racialement et économiquement sélective (Hernandez, 2010). En effet, l'indicateur le plus pertinent pour rendre compte du niveau d'endommagement d'un quartier est son ancienneté et non le niveau de social ou la race des habitants. Le cas des quartiers de *Lakeview* et de ceux localisés à l'Est de la ville (*New Orleans East*²¹²) est révélateur de ce lien. Ces quartiers ont en effet été totalement inondés et ont connu des dégâts majeurs alors même qu'ils concentraient des populations relativement aisées, très majoritairement noires pour les quartiers de *New Orleans East* et quasi-exclusivement blanches pour *Lakeview*. En revanche, il s'agit de secteurs qui se sont développés très tardivement, notamment dans le secteur de *New Orleans East* (cf. 2.1).

²¹⁰ 88% des habitants de *Fischer* vivaient sous le seuil de pauvreté en 2000 contre 48% pour *Mc Donogh*.

²¹¹ Expression utilisée par Hernandez (2010).

²¹² Ensemble des quartiers localisés au Nord du *Lower 9th Ward* et à l'Est du secteur de *Gentilly* qui se sont urbanisés dans les années 1990.

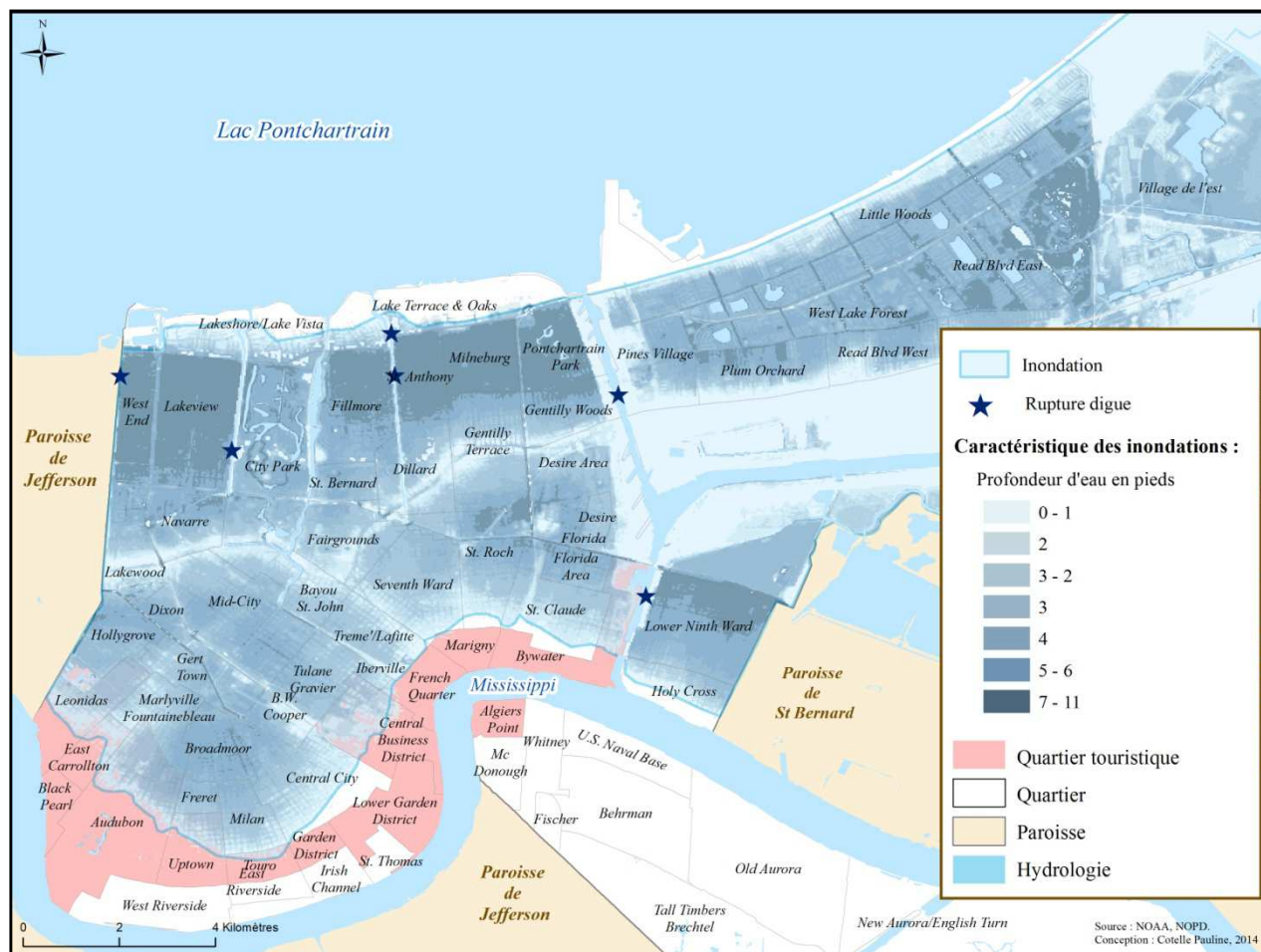


Figure 84 : Quartiers touristiques totalement ou partiellement épargnés par les inondations.

L'inondation de la ville a ainsi constitué un révélateur des vulnérabilités qui se sont amplifiées avec le développement de la ville. En effet, les différents quartiers récemment urbanisés ont été les plus endommagés par les inondations, abstraction faite de leurs caractéristiques sociales et économiques. Katrina a par ailleurs constitué un révélateur des vulnérabilités sociales puisque les individus qui n'avaient pas évacué la ville avant le passage du cyclone, appartenaient très largement à la part la plus pauvre de la population. La gestion chaotique²¹³ de l'évacuation des victimes après le passage de Katrina s'est accompagnée d'images incongrues, révélatrices des conditions de pauvreté habituellement dissimulée derrière le « masque » touristique de la ville. Cette crise humanitaire s'est accompagnée de discours politiques et médiatiques faisant le blâme des victimes qui ont également fait l'objet de discours criminalisant.

6.1.3. Katrina, une crise révélatrice des vulnérabilités sociales²¹⁴

En vertu du principe de subsidiarité, ce sont les autorités locales qui ont dû gérer en première instance

²¹³ Cf. Vidéo du National Geographic « Inside Hurricane Katrina » (min 60') : <http://www.youtube.com/watch?v=1BVdIXUlo9c>

²¹⁴ On ne développe pas ici en détails la question de l'évacuation et de la gestion de crise qui sera reprise plus loin à la lumière de la problématique de l'insécurité urbaine (cf. chapitre 7).

la situation de crise. Elles ont ainsi organisé l'évacuation de la ville qui avant le passage du cyclone s'était effectuée de manière assez efficace. En revanche, la réponse apportée au lendemain de Katrina a été « inacceptable, à tous les niveaux de responsabilité » (Lagadec, 2007). Les dysfonctionnements dans la coordination et le commandement de la FEMA ont illustré son incapacité à faire face à la situation. La combinaison d'un personnel insuffisant, d'équipes d'intervention sous équipées et non préparées, du manque de protocoles opérationnels ou encore de budgets insuffisants, a rendu la FEMA inapte à gérer la crise qui s'est déroulée à la Nouvelle-Orléans du 30 août au 5 septembre 2005.

Si la gestion de Katrina est apparue si mal maîtrisée, c'est en grande partie à cause de la gestion improvisée de l'évacuation des personnes restées à la Nouvelle-Orléans qui représentaient près d'un habitant sur quatre et constituaient, à quelques exceptions près (touristes notamment), les individus les plus vulnérables de la ville (populations tributaires des aides publiques, personnes âgées et malades, *etc.*). L'incapacité des autorités locales à gérer l'évacuation totale de la ville avant le passage de Katrina a conduit à une évacuation *post impact*, pour laquelle les responsables municipaux tout comme fédéraux n'étaient pas préparés. L'ampleur des dégâts causés par Katrina a littéralement paralysé les moyens de communication dont de nombreux centres de commandements. Cette paralysie a conduit à des retards considérables pour venir en aide aux victimes. Les gouvernements locaux et régionaux ont très vite été dépassés par la situation. Les médias sont devenus « la courroie de transmission » (Lemieux, 2005) entre les différentes autorités en charge, incapables de communiquer entre elles. Le dysfonctionnement général des moyens de communication a mené à une sous-estimation de l'ampleur de la situation de la part de l'administration fédérale. L'absence d'informations claires en provenance des acteurs présents sur le terrain et la confusion générale ont conduit à la diffusion de rumeurs relayées par les médias de l'information qui ont largement véhiculé l'image d'une ville à l'abandon et aux mains des pillards²¹⁵. Cette désorganisation caractérisée par un climat d'insécurité diffus, a considérablement ralenti le processus de gestion des opérations de secours notamment l'arrivée des bus censés évacuer les victimes hors de la Nouvelle-Orléans et le déploiement de la Garde Nationale qui a été retardé par la décision de la gouverneure de Louisiane d'attendre que les militaires soient en nombre suffisant pour « faire face à la situation ». Cette décision, combinée à la présence limitée sur le territoire national de soldats, déployés en grand nombre en Iraq depuis 2003²¹⁶, a ainsi considérablement retardé l'arrivée des forces armées à la Nouvelle-Orléans. Leur intervention a cependant constitué le déploiement militaire sur le territoire national le plus important depuis la guerre de sécession (Steigner, 2008).

Face à l'incurie des pouvoirs publics, notamment l'agence fédérale de la gestion des crises²¹⁷, de nombreux intervenants (secteur privé, organisations publiques) se sont illustrés par leur capacité à

²¹⁵ Ces points seront développés dans le chapitre 7.

²¹⁶ L'absence de préparation des autorités publiques aux risques naturels est le résultat de la focalisation de l'administration fédérale sur la menace terroriste et des coupes budgétaires dans les ressources allouées à la FEMA devenu une « sous agence » du DHS créé à la suite des attentats du 11 septembre 2001.

²¹⁷ La FEMA a largement été désignée comme responsable de la désastreuse gestion de la catastrophe et s'est discréditée aux yeux de l'opinion publique.

répondre efficacement à la crise. Certains acteurs privés se sont montrés particulièrement efficaces pour venir en aide aux victimes. Des entreprises du secteur privé ont contribué à l'intervention d'urgence en fournissant des équipements et des produits de première nécessité. La réponse apportée par la chaîne commerciale Wal-Mart a été très efficace (26 millions de dollars en dons et 3,5 en marchandises), puisque les camions du Wal-Mart ont apporté une assistance aux victimes avant même l'intervention des agences fédérales (Colten et al. 2008). L'intervention d'associations humanitaires, notamment la Croix Rouge, le *Peace Corps* et l'Armée du Salut, a également été cruciale, malgré leur difficulté à accéder aux secteurs les plus dévastés. La Croix Rouge à elle seule a contribué à hauteur de deux milliards de dollars d'aide (Steigner, 2008). Enfin, l'aide étrangère et celle de nombreuses ONG, a été indispensable pour assister le gouvernement largement dépassé par la situation.

L'évacuation des personnes piégées par les eaux a efficacement été prise en main par les gardes côtes (*Coast Guard*) qui disposaient de ressources leur permettant d'intervenir rapidement et efficacement (hélicoptères, bateaux). Néanmoins, l'impréparation à faire face à une telle situation les a contraint à hélitreuiller les victimes des secteurs inondés vers le centre de la Nouvelle-Orléans (*CBD*) devenu le point de rassemblement des victimes dans l'attente d'être évacuées hors de la ville (cf. 7.1). Le 1er septembre, plusieurs dizaines de milliers de personnes hébergées dans des conditions déplorable au *Superdome*, initialement prévu pour accueillir quatre fois moins d'individus, ont commencé à être déplacées vers le *Convention Center* localisé près du Mississippi (figure 85). Ces transferts de populations vers un nouveau centre d'hébergement d'urgence n'ont pas arrangé la situation des victimes puisque les produits de première nécessité ont tardé à arriver tout comme l'arrivée des secours fédéraux. Par ailleurs, il n'existait pas, avant Katrina, de plan d'évacuation de la prison de la ville (OPP) qui a été totalement inondée. Les prisonniers dont de nombreux sont morts noyés, ont été déplacés vers des segments de routes émergés dans l'attente de leur évacuation qui a pris plusieurs jours. Le 5 septembre, soit près d'une semaine après le passage du cyclone, l'ensemble des victimes fut évacué hors de la ville. La grande majorité des 100 000 personnes qui n'avaient pas évacué la ville avant Katrina ont été évacuées par bus vers Houston qui avait ouvert l'Astrodome²¹⁸ pour accueillir des victimes hébergées au *Superdome* et au *Convention Center*²¹⁹ (cf. 7.3).

²¹⁸ Equivalent du Superdome à Houston (stade couvert).

²¹⁹ L'ensemble des acteurs que nous avons interviewé nous ont confirmé le déplacement « massif » des populations de la Nouvelle-Orléans vers Houston.

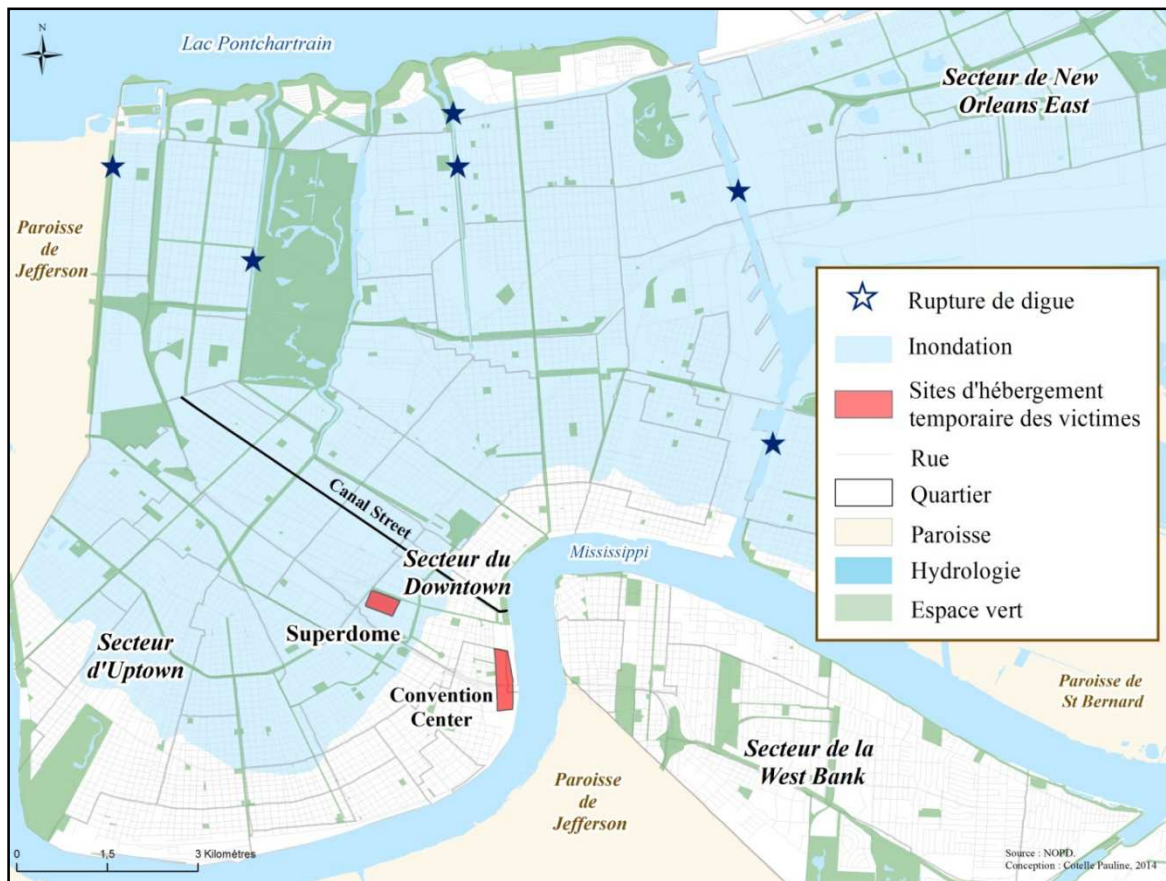


Figure 85 : Caractéristiques des inondations et lieux d’hébergement des victimes.

➤ Des images incongrues²²⁰ révélatrices des conditions de pauvreté

“Paralleling the criticism of the government was the shock expressed at how presumably uncharacteristic of America the disaster was. A recurring reaction throughout the transcripts was that the destruction and the delayed relief efforts reflected a Third World country, not the “superpower” nation that America is generally thought to be. Many of these responses focus on the poverty and the race of the people they saw in the media images” (Macomber et al., 2010).

Ce « désastre humanitaire » a constitué un révélateur des inégalités sociales et des conditions de pauvreté de la Nouvelle-Orléans et plus largement des Etats-Unis²²¹. Si une partie de la population restée à la Nouvelle-Orléans avait fait le choix de rester pour diverses raisons²²², la grande majorité des individus ont subi la situation en raison de leur manque de mobilité (immobilité de la tranche la plus pauvre de la population) et de ressources (économiques et sociales) qui leur auraient permis de quitter la ville avant le passage du cyclone. Katrina a ainsi levé le voile sur les conditions de pauvreté de la Nouvelle-Orléans, peu visibles en temps « hors crise ». Les images qui ont été diffusées au moment de la crise correspondent en effet peu à l’image de la ville touristique habituellement « mise

²²⁰ Incongrues car mettant en scène des populations miséreuses dans les secteurs « vitrines » de la ville.

²²¹ Katrina illustre la notion de « démocratie disjonctive » qui signifie que lors d’une crise ou lors de moments de tensions les minorités ou certains groupes d’individus tendent à être moins protégés et plus menacés que d’autres (Body-Gendrot, 2001).

²²² Certains résidents avaient choisis de rester « veiller » sur leur pâté de maison car ils savaient que leur quartier ne serait pas inondé.

en scène ». Ces images incongrues sont le reflet du déplacement de la pauvreté concentrée habituellement dans l' « Arrière-boutique » de la ville vers les secteurs « vitrine », notamment le *French Quarter* et le *CBD* (cf. 7.1). Ces images ont de ce fait constitué un choc pour les téléspectateurs exposés à des « des images de tiers-monde dans la première puissance mondiale » (Hernandez, 2010). Ces images de « chaos » se sont par ailleurs accompagnées d'une criminalisation systématique des victimes²²³ dans les discours politiques et médiatiques²²⁴. Si dans un premier temps l'intensité du phénomène naturel a été instrumentalisée par les autorités publiques (locales et fédérales) pour justifier leur incapacité à gérer la situation (*Monster hurricane*), les victimes sont devenues, dans un second, le « bouc émissaire » permettant de justifier les retards dans la gestion de l'évacuation. La crise humanitaire s'est donc accompagnée d'un blâme des victimes, devenues, aux yeux des autorités, les principales responsables de leur situation, comme en témoigne les propos tenus les 1^{er} septembre 2005 par Chertoff, le directeur du Département de la sécurité intérieure (*Department of Homeland Security*) :

« Si certaines personnes avaient fait le choix de ne pas obéir à cet ordre (évacuation), c'était une erreur de leur part » et Brown, le directeur de l'agence de gestion des crises (FEMA) : « Je pense que le nombre de morts atteindra plusieurs milliers de personnes. Et malheureusement, les personnes qui n'auront pas obéi à l'ordre d'évacuation en seront largement responsables » (Hernandez, 2010).

La comparaison entre la Nouvelle-Orléans et le tiers monde est révélateur de l'invisibilité quotidienne de l'*underclass* américaine qui a été brutalement mise à jour par le cyclone qui a constitué un révélateur de l'organisation sociale de la société (Brunsma et *al.*, 2010) en dévoilant la réalité des conditions de pauvreté de la ville.

6.1.4. Des effets qui se prolongent dans le temps

Dans la semaine qui a suivi le passage du cyclone, la ville de la Nouvelle Orléans ne disposait d'aucuns services vitaux en raison de l'endommagement des réseaux et de la stagnation des eaux. Le passage du cyclone Rita à la fin du mois de septembre est venu aggraver la situation en causant une seconde inondation²²⁵. La ville est restée presque totalement inhabitée et sans aucune activité économique pendant plusieurs semaines. Les implications multiples de la catastrophe (déplacement des résidents, endommagement du bâti, hôpitaux et d'écoles fermés, etc.) ont constitué un véritable défi au retour des habitants et des activités au cours des mois qui ont suivi le passage de Katrina (*Brookings Institutions*). La période de la gestion d'urgence s'est étendue sur une période de six semaines ce qui constitue un record pour le pays (Colten et *al.*, 2008). En revanche, la phase de la « restauration », qui consiste à rétablir les infrastructures vitales, a pris près d'un an, ce qui est

²²³ <http://www.youtube.com/watch?v=bCDJ3vxMHdo> : ""Animals" Locked in the New Orleans Convention Center"". Voir aussi Solnit (2009).

²²⁴ Nous l'analyserons plus en détails dans le chapitre 7.

²²⁵ D'après Colten et *al.* (2008), l'évacuation totale des eaux aurait pris près de 53 jours.

relativement peu compte tenu de la durée de la période précédente. Au vu de ces tendances, la durée de la reconstruction de la ville avait été estimée par de nombreux chercheurs à plus de dix ans²²⁶.

Au regard des inégalités socio-économiques révélées par Katrina, la question de l'inégale capacité de retour des populations a rapidement émergé. Le niveau de souscription à une assurance (NFIP) avant Katrina, largement fonction du niveau de revenu des ménages, était de 57% (Colten et al. 2008) ce qui sous-entend une inégalité dans la capacité des résidents à assumer financièrement la reconstruction de leur maison. Même si certains quartiers blancs et aisés comme ceux localisés dans le secteur de *Lakeview* ont été autant impactés que les quartiers noirs et pauvres comme le *Lower 9th Ward*, les populations étaient moins vulnérables car elles disposaient de plus de ressources et étaient souvent assurées contre le risque et donc, *a priori*, plus à même de revenir après la catastrophe.

Le déplacement des populations de la Nouvelle-Orléans et les impacts inégaux de Katrina sur le tissu urbain ont largement conditionné la reconstruction de la ville qui a constitué un cadre propice à l'accélération des dynamiques urbaines en cours avant l'événement.

6.2. Impacts à long terme de la catastrophe : une transformation accélérée des territoires

“Because disasters tend to accelerate existing economic, social, and political trends, the trajectory for full recovery (preexisting population, economy, and infrastructure) is not promising” (Kates et al. 2006).

Dans les mois qui ont suivi le passage du cyclone Katrina, les autorités publiques de la Nouvelle-Orléans se sont engagées dans un effort de planification qui n'avait pas été anticipé²²⁷. Si la reconstruction de la ville a constitué un défi majeur, elle représentait néanmoins une opportunité pour repenser le développement urbain²²⁸. Cependant, l'incapacité des autorités locales à s'accorder sur un plan de reconstruction, a considérablement retardé le processus de décision et a réduit à néant les opportunités de changements puisque celles-ci impliquent d'être saisies rapidement²²⁹. Face à la pression des citoyens, la décision prise par le Maire de la ville de laisser libre cours aux initiatives individuelles et privées a conduit à une reconstruction sans cohérence territoriale (6.2.1).

La catastrophe a néanmoins constitué une opportunité d'action, rapidement saisie par les autorités, en ce qui concerne la déconcentration de la pauvreté initiée depuis les années 2000 à la Nouvelle-Orléans. La décision des autorités municipales de condamner les grands ensembles de logements sociaux en vue de leur réhabilitation, difficilement envisageable avant la catastrophe, a été largement favorisée

²²⁶ Cf. Olshansky (2006) ; Kates et al. (2006) ; Colten et al. (2008).

²²⁷ Sans planification de la reconstruction, il est apparu difficile de permettre aux résidents, y compris les plus pauvres, de revenir vivre à la Nouvelle-Orléans sans reproduire les vulnérabilités et les conditions d'inégalités antérieures à la crise.

²²⁸ Cf. Nelson et al. (2007).

²²⁹ cf. Vinet (2010) ; Olshansky (2006) : “The window of opportunity for accomplishing post-disaster improvement is short, lasting at most for several months following the disaster.”

par le déplacement prolongé des populations et l'endommagement causé par les inondations a permis aux autorités de légitimer leur choix (6.2.2).

La catastrophe et sa gestion ont conduit à accélérer les dynamiques urbaines à l'œuvre avant Katrina. En 2010, les statistiques officielles font état d'une ville « qui se porte mieux » mais ces indicateurs occultent les effets de la crise du logement qui ont principalement affecté les populations pauvres incapables de revenir à la Nouvelle-Orléans. Le décalage entre les discours officiels et la réalité du terrain traduit un renforcement de l'écart de développement entre les secteurs en revitalisation et les secteurs en crise (6.2.3).

6.2.1. Un échec de la planification conduisant à une reconstruction à l'initiative des habitants

« Il n'y a pas de projet, pas de vision et pas de pilote dans l'avion pour la reconstruction. Il aurait fallu déjà réfléchir à l'avance à la question et disposer d'un plan ou deux de reconstruction, avec une idée précise de ce que l'on voulait faire de cette ville. » (Camphuis, 2006).

Dans les mois qui ont suivi la catastrophe, d'importantes divergences de point de vue parmi les acteurs en charge de la reconstruction ont émergé. Face à l'ampleur des dégâts causés par Katrina, beaucoup ont avancé qu'il était insensé de reconstruire la ville compte tenu des risques et du caractère « non durable » de la ville de la Nouvelle-Orléans. La question de l'abandon total ou partiel du site a ainsi été posée²³⁰ (Olshansky, 2006). Pour d'autres, il allait au contraire sans dire que la ville serait reconstruite que ce soit à l'identique ou de façon plus « durable ». La réduction de l'empreinte spatiale de la ville par une densification des zones les moins exposées aux risques et une réhabilitation raisonnée des secteurs les plus endommagés ont été des thèmes très tôt évoqués. La dialectique entre la reconstruction à l'identique et celle prônant un aménagement évolutif, renvoie à la « tyrannie de l'urgence », qui découle des impératifs d'actions et de résultats immédiats et qui engendre bien souvent des effets négatifs sur le long terme. Bindé (1997) fait ainsi référence à cette problématique en énonçant que la tyrannie de l'urgence est un « mode de réponse direct qui ne laisse de temps ni pour l'analyse ni pour la prévision » (primat du temps réel). Face à l'absence de préparation *ex ante* de la reconstruction, la planification s'est faite de manière déconcertée²³¹, c'est-à-dire sans réel effort de coordination entre les différents organismes en charge. Chacun des plans élaborés a ainsi abordé différemment la question de la reconstruction. Durant les deux années qui ont suivi la catastrophe, cinq plans officiels ont été élaborés à la demande des autorités ou à l'initiative d'organismes indépendants mais aucun ne fut concrètement mis en œuvre.

Le premier plan de reconstruction a été mis en place par la FEMA (Emergency Support Function,

²³⁰ Certains se sont sérieusement posé la question de la reconstruction de la ville comme le républicain D. Hastert, qui avait affirmé qu'il était plus sage d'abandonner le site pour reconstruire la ville ailleurs.

²³¹ La mise en place d'une agence unique en charge de la planification aurait permis de superviser le développement d'une stratégie claire et globale pour reconstruire la ville.

ESF-14. FEMA, 2008) pour coordonner les contacts entre le gouvernement fédéral et autres échelons territoriaux²³². La version finale du plan a été délivrée en août 2006 mais ne fut pas prise en compte par les efforts de planification des autorités locales. Ce plan est donc resté lettre morte et n'a eu aucun effet sur l'orientation de la reconstruction de la ville. Après cette initiative infructueuse de la FEMA, le maire de la ville, Ray Nagin, mit en place à l'automne 2005 le *Bring New Orleans Back* (BNOB) dont les conclusions furent communiquées au public en mars 2006. Ce plan constitue une approche de type *top-down* et a été élaboré par des aménageurs et des architectes et fut axé sur une conception urbaine et une gestion de l'utilisation du sol visant à réduire le risque futur d'inondation, à orienter la priorité des ressources vers le redéveloppement général de la ville et à maintenir les services clefs pour une population plus réduite et une ville plus compacte. Ainsi, le plan proposait de reconstruire la ville sur un modèle plus dense, avec une concentration de la population et des activités dans les secteurs les plus élevés, alors que les terrains les plus exposés devaient être reconvertis en zones « tampons » (déversoirs). Le 11 janvier 2006, la publication dans le *Times Picayune* d'un article intitulé « quatre mois pour décider » qui présentait une carte (« *green dot map* ») illustrant les projets du maire, a constitué un tournant dans la planification de la reconstruction de la ville. Celle-ci prévoyait en effet de transformer les secteurs les plus endommagés par les inondations en « zones vertes » afin de réduire la vulnérabilité de la ville dans son ensemble.

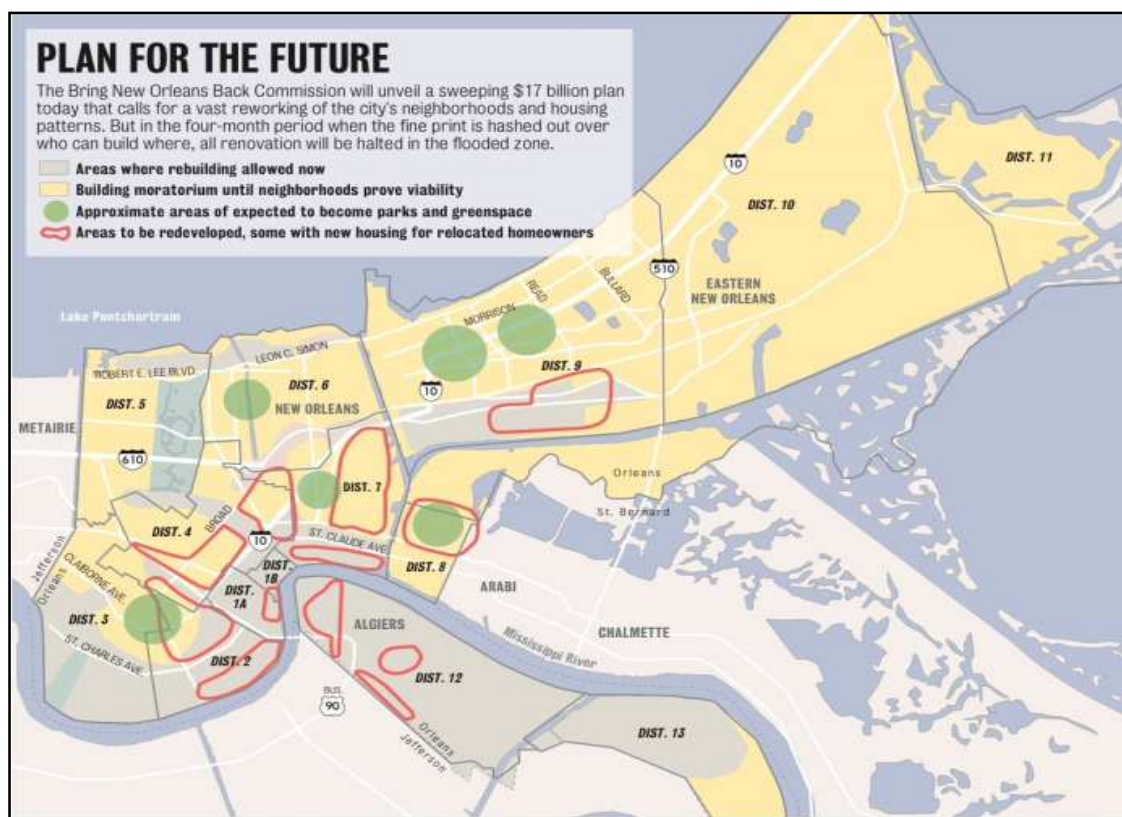


Figure 86 : La « Green Dot Map » rendue publique par le *Times Picayune* (source : *Times Picayune*, 11/01/2006).

²³² “For coordinating Federal support to State, tribal, regional, and local governments, non-governmental organizations (NGOs), and the private sector to enable community recovery from the long-term consequences of extraordinary disasters”.

Cette carte a conduit à une violente opposition de la part des citoyens révoltés de voir leur quartier transformé en « déversoir » (Hernandez, 2010). Si la carte était initialement conçue pour donner une idée approximative aux habitants des secteurs pouvant être prioritairement reconstruits et ceux dont la reconstruction nécessitait d'être ré-envisagée, elle fut interprétée à la lettre par les résidents qui ont fait part de leur indignation auprès des autorités municipales (*Times Picayune*, 04/01/2006). La méfiance exacerbée des habitants dans les autorités publiques après la publication de cette carte a littéralement gelé le processus de planification entrepris par le maire. En effet, les « points verts » concernaient les secteurs les plus vulnérables aux inondations qui correspondent aux quartiers où résidaient les populations Afro-Américaines les plus défavorisées de la ville. Par ailleurs, le secteur de *Lakeview*, tout aussi vulnérable que celui du *Lower 9th Ward* ou de *St Roch* n'était en revanche pas concerné par ces projets de reconvention urbaine, ce qui a été interprété par les habitants comme un signe explicite de la volonté des autorités de se « débarrasser » des populations noires et pauvres²³³ :

« Many African Americans viewed BNOB proposals as a means to keep them from returning to the city » (Nelson et al. 2007).

Au printemps 2006, le conseil municipal fit appel à un cabinet d'urbanisme afin d'élaborer des plans de quartiers regroupés dans le *New Orleans Neighborhoods Rebuilding Plan* (NONRP) plus largement connu sous l'appellation *Lambert plans*, issu d'une démarche participative. Ce plan relève davantage d'une approche de type *bottom-up* et s'oppose donc au plan précédant (BNOB). Il s'est basé sur les besoins locaux en identifiant les priorités de chaque quartier touché par les inondations. Cependant, il ne s'est concentré que sur les secteurs qui avaient été inondés et qui nécessitaient d'être reconstruits. À la différence du BNOB, le *Lambert plan* a exprimé le souhait de voir tous les secteurs de la ville être reconstruits pour permettre à tous les habitants de revenir. Par ailleurs, la *Louisiana Recovery Authority* (LRA) en charge de la planification et de la coordination des efforts de reconstruction à l'échelle régionale et de l'orientation des aides fédérales, a initié au cours de l'été 2006, la planification de la reconstruction au sein d'un plan établi à l'échelle de l'ensemble de la ville. Le *Unified New Orleans Plan* (UNOP) se distingue clairement des deux plans réalisés auparavant car il intègre au sein d'un même document différents aspects et orientations de la reconstruction tout en facilitant la coopération parmi les acteurs. En juin 2007 le plan a été approuvé par le conseil municipal (*City Council*) mais cet effort de planification n'a jamais véritablement été pris en considération sur le terrain, laissant une fois de plus la Nouvelle-Orléans privée de directives pour guider et orienter l'effort de reconstruction (Zanavich, 2008). Malgré les initiatives multiples des autorités publiques pour planifier la reconstruction, l'urgence de la situation et le manque de préparation a nui à l'efficacité des plans qui ont tous présenté des lacunes. Initialement, le manque de considération des attentes des populations et des particularités des différents quartiers a conduit à l'échec du document

²³³ La littérature est riche sur le thème de la reconstruction de la Nouvelle-Orléans en lien avec la pauvreté et les caractéristiques raciales. Voir Hawkins et Maurer (2012).

de planification pourtant ambitieux (BNOB). Tirailé entre les choix des différents acteurs et entre les différents enjeux de la reconstruction, le maire a dû arbitrer. Dans un contexte d'élections municipales et face à la pression des citoyens, il s'est orienté vers une approche laissant libre cours aux lois du marché (*driven market approach*). Cette approche est classique aux Etats-Unis, où les formes de régulation et d'intervention de l'Etat Fédéral sont très largement critiquées et remises en cause en raison de leur manque d'efficacité²³⁴. La planification *post* Katrina s'est donc tournée vers une approche de type Top-Down (BNOB) puis Bottom-Up (*Lambert Neighborhood Planning*) et la tentative de conciliation des deux approches (UNOP) n'a pas permis d'aboutir à la création d'un plan efficace. Le processus de planification de la reconstruction a par ailleurs été perçu comme interminable aux yeux des victimes dans l'attente de décisions sur le sort de leur quartier. Cinq différents documents de planification ont ainsi été élaborés sur une période de deux ans, durant lesquels la reconstruction s'est faite sans cohérence ni lignes directives. La volonté initiale des autorités locales de réduire l'empreinte spatiale de la ville afin d'intégrer les contraintes imposées par le milieu et permettre de rentabiliser les investissements publics (dédensification), a échoué principalement en raison du scepticisme et de la méfiance des populations à l'égard des autorités publiques locales comme fédérales²³⁵. L'annonce de la conversion de certains secteurs en espaces verts a été perçue par les victimes comme un moyen de se débarrasser d'elles. Cette méfiance a conduit à un rejet systématique des projets de reconstruction proposés par la ville. Ainsi, sous la pression des citoyens, le Maire a radicalement changé son positionnement en annonçant son désir de voir l'ensemble des victimes de Katrina revenir se réinstaller à la Nouvelle-Orléans²³⁶. Par ailleurs, l'annonce de la réduction de l'empreinte spatiale de la ville a eu pour conséquence d'accélérer le retour des habitants dans les secteurs les plus vulnérables par peur de voir leur quartier transformé en « déversoir ». D'autre part, la difficulté pour les victimes²³⁷ d'accéder aux informations concernant le processus de planification de reconstruction de la ville a contribué à renforcer leur méfiance déjà prononcée à l'égard des autorités²³⁸. Ce sentiment de ne pas pouvoir compter sur les autorités a cependant conduit à une forte implication des citoyens souvent appuyés par des associations caritatives (cf. Hernandez, 2010).

Le processus de planification de la ville a véritablement débuté dix semaines après la catastrophe et il aura fallu près de deux ans pour qu'il aboutisse à un plan accepté par les habitants²³⁹ (Nelson et al., 2007). La planification, tirailée entre des attentes diverses et souvent contradictoires, a pris beaucoup

²³⁴ En raison de leur manque de proximité avec les populations, des lourdeurs administratives, du risque de détournement des financements et corruption, etc.

²³⁵ Une des raisons principales de l'échec global de la planification s'explique par la méfiance des populations envers les autorités qui est à rechercher dans le contexte historique de la ville (Nelson et al., 2007, p.38).

²³⁶ Cf. discours du Maire sur sa volonté de voir la Nouvelle-Orléans redevenir une ville à majorité noire "*Chocolate City*", voir le lien suivant : <http://www.youtube.com/watch?v=QEH9u26Vlhk>

²³⁷ Toujours « éparpillés » à travers le pays et vivant parfois à plusieurs milliers de kilomètres de la Nouvelle-Orléans.

²³⁸ "They were returning to a city where information was hard to come by [...] residents felt as if they were working against the city" (Nelson et al. 2007).

²³⁹ La phase *post* crise qui dure en général une à deux semaines a duré six semaines à la Nouvelle-Orléans, constituant un record pour le pays (Colten et al., 2008). La phase de réhabilitation (*restoration*) qui consiste à rétablir les infrastructures et fonctions vitales de la ville, s'est étalée tout au long de l'année qui a suivi Katrina.

de retard, ce qui a conduit à une reconstruction sporadique sans réelle cohérence qui s'est matérialisée sur le terrain par une reconstruction clairsemé et un retour éparé des habitants (Glavovic, 2008). L'absence d'une planification effective a donc encouragé la reconstruction de tous les quartiers y compris ceux localisés à l'Est de la ville, développés tardivement dans les secteurs les plus exposés aux inondations et où les habitations et les infrastructures publiques avaient été très fortement endommagées par Katrina.

Si les autorités publiques se sont montrées incapables de s'accorder sur un plan de reconstruction qui aurait permis d'envisager une ville moins vulnérable²⁴⁰, celles-ci ont su saisir l'opportunité unique présentée par la catastrophe de mettre en application le projet de reconversion des grands ensembles de logements sociaux en quartiers à « mixité sociale ». Les autorités ont en effet largement instrumentalisé Katrina pour justifier leur décision qui a été facilitée par le déplacement prolongé des populations.

6.2.2. La catastrophe une opportunité d'action et un catalyseur de projets urbains

“HUD officials saw in Katrina’s wreckage and population displacement an opportunity to accelerate plans to revamp complexes and bring private developers and help ensure that a mix of incomes would be achieved”(Times Picayune, 15/12/2007).

Au vu de l'incapacité des autorités publiques à prendre en charge la planification de la reconstruction de la ville, la population a dû organiser son retour sans véritable aide ou support extérieur et dans un contexte de très grande incertitude quant au devenir de la Nouvelle-Orléans. Pour les propriétaires qui résidaient dans les secteurs qui ont été inondés dont beaucoup n'étaient pas assurés avant Katrina, le retour a signifié la remise en état de leur maison nécessitant soit des réparations partielles soit une reconstruction totale. Ceux qui avaient souscrit à une assurance avant Katrina ont été confrontés à de nombreux problèmes d'indemnisation notamment en matière de délai, ce qui a bien souvent découragé leur retour. Pour les locataires, la situation a été plus critique encore puisque leur retour signifiait l'accès à un logement dans une ville où 80% du bâti avait été endommagé, soit un total de 300 000 logements détruits, dont 60 000 définis en 2006 par la FEMA comme inhabitables et nécessitant une reconstruction totale (rapport d'activité du Centre Universitaire de Recherches sur l'Action Publique et Politique, Epistémologie et Sciences Sociales, 2011). Par ailleurs, les prix du loyer qui ont augmenté à la Nouvelle-Orléans de 40 % à 200 % entre 2005 à 2006 (Mancebo, 2008)²⁴¹ ont considérablement limité les possibilités de retour d'une large part des locataires²⁴², d'autant que près de 70% des

²⁴⁰ Cf. Publications sur l'opportunité présentée par Katrina de revoir le modèle de développement de la ville et de limiter son étalement urbain qui au cours du XX^{ème} siècle avait conduit à une multiplication du nombre d'enjeux dans les secteurs les plus vulnérables de la ville (cf. *roll back sprawl*).

²⁴¹ Citant l'article de Meitrodt publié dans le *Times Picayune* (15/10/2006).

²⁴² Dans le contexte américain les locataires constituent souvent la part de la population aux revenus les plus modestes.

logements considérés comme inhabitables concernaient des populations à très bas revenus (*National Low Income Housing Coalition*, 2005).

Dans ce contexte de crise du logement qui a disproportionnellement affecté les habitants les plus pauvres, le département américain du logement et du développement urbain (*US Department of Housing and Urban Development HUD*) avait annoncé en juin 2006 que quatre grands ensembles de logements sociaux²⁴³ de la ville resteraient fermés en vue de leur démolition. La transformation des « *projects* » programmés pour être reconvertis en quartiers « à mixité sociale » (*mixed income developments*), sous entendait une réduction importante du nombre de logements destinés aux personnes à très bas revenus ou au chômage. Cette décision a conduit à des protestations citoyennes violentes²⁴⁴ reflétant l'indignation des populations pauvres qui se sont senties trahies et délaissées par les autorités²⁴⁵. Le 27 juin 2006, certains anciens résidents, qui n'avaient toujours pas pu revenir à la Nouvelle-Orléans avaient ainsi fait le déplacement pour s'opposer à l'annonce faite par les autorités locales en charge du logement (*Department of Housing and Urban Development of New Orleans HANO*) de réduire le nombre de logements sociaux de plus de 5000 à moins de 2000 unités. En février 2007, malgré la condamnation temporaire des quatre sites, un groupe d'anciens résidents de *C.J. Peete*, localisé dans le quartier de *Central City*, avaient réinvesti leur ancien logement afin de protester contre l'annonce de sa démolition (Klein, 2007). Les résidents espéraient ainsi empêcher la destruction du site mais furent rapidement délogés par les forces de l'ordre²⁴⁶. Dix mois plus tard, le 20 décembre 2007, le conseil municipal de la Nouvelle-Orléans vota à l'unanimité la destruction de plus de 4 500 logements destinés aux populations à bas revenus en vue de les reconverter selon de nouveaux principes architecturaux et afin de favoriser la mixité sociale. Cette décision du conseil municipal a été prise en dépit des arguments avancés par les anciens résidents des *projects* pour qui cette décision compromettait l'avenir de plus de 3000 familles, quasi exclusivement Afro-américaines, qui vivaient dans ces grands ensembles de logements sociaux avant Katrina et qui ne retrouveraient pas de logement ailleurs à la Nouvelle-Orléans. La décision des autorités a conduit à des affrontements violents au sein même de la chambre du conseil²⁴⁷ entre certains opposants au projet et la police. Face aux arguments des habitants appuyés par des ONG, David Gilmore, le directeur du département de l'urbanisme (HANO), avait officiellement annoncé que le nombre réduit d'habitants qui pourraient s'installer dans les « quartiers à mixité sociale » serait compensé par l'attribution d'aides au logement²⁴⁸ (Section 8) leur permettant de s'installer dans d'autres secteurs ou dans une autre ville du

²⁴³ Surnommés les « Big Four » il s'agit des grands ensembles de *Lafitte*, *BW Cooper*, *C.J. Peete* et *St Bernard*.

²⁴⁴ *Los Angeles Times* (21/01/2007): "Fury in New Orleans as housing demolition OK d"; *USA Today* (21/12/2007): "Group Helps House New Orleans' Homeless".

²⁴⁵ "This is immoral and we must be stopped!" it's a hate crime against poor people" (*Times Picayune*, 12/12/2007).

²⁴⁶ "This one community had escaped the great cultural bulldozer that calls itself reconstruction" (Klein, 2007).

²⁴⁷ Voir la vidéo suivante : "Housing debate turns violent in New Orleans" (*Times Picayune*, 20/12/2007), disponible en suivant le lien suivant : http://blog.nola.com/tpvideo/2007/12/housing_debate_turns_violent_i_1.html

²⁴⁸ Les « *vouchers* » sont un soutien financier aux populations pauvres devant favoriser leur accès à un logement. Les Section 8 correspondent à un arrangement entre le gouvernement fédéral et certains propriétaires acceptant de louer leur bien immobilier à des populations à bas revenus en échange d'une contribution

pays. Nonobstant la volonté affichée par les autorités de reloger l'ensemble des populations à bas revenu désirant revenir à la Nouvelle-Orléans, la fermeture des grands ensembles de logements sociaux s'est accompagnée d'un fort sentiment de rejet des populations les plus pauvres, principalement Afro-américaines, qui ont très largement perçu cette décision comme un moyen de les évincer de la ville.

- Katrina une occasion « en or » pour concrétiser un projet de longue date difficilement envisageable avant la catastrophe

“While the rhetoric has planted a perception that the scheduled demolition of the aging complexes is a result of Katrina, in reality it stems from a national policy shift launched well before the flood. Demolition of public housing in New Orleans has been going on for years as federal officials have sought to improve housing for the poor.” (*Times Picayune*, 15/12/2007).

La décision de condamner les grands ensembles de logements sociaux s'est inscrite dans le cadre du projet HOPE VI²⁴⁹, initié à l'échelle des États-Unis par le ministère fédéral de l'urbanisme depuis le début des années 1990. Ce programme envisageait la destruction des grands ensembles de logements sociaux afin de les reconvertir en quartiers à mixité « sociale ». Les principes urbanistiques mis en avant font appels au Nouvel Urbanisme qui correspond à un courant qui s'est développé dans les années 1980 aux États-Unis et qui se veut une réponse à la « géographie de nulle part » formulée par James Howard Kuntler (1994)²⁵⁰. Un des objectifs du Nouvel Urbanisme est de favoriser la mixité sociale en diversifiant les types d'habitations à l'échelle des quartiers. Le programme HOPE VI s'est ainsi appuyé sur les travaux d'architectes se réclamant de ce courant urbanistique pour la réhabilitation des logements sociaux (Ghorra-Gobin, 2006)²⁵¹. Ces principes mis en avant visent entre autre à permettre une meilleure intégration de ces territoires dans la ville. En effet, les grands ensembles de logements sociaux étaient devenus de véritables poches de pauvreté, isolées du reste de la ville et contrôlées par les trafiquants de drogues²⁵² :

“The wide public spaces that surrounded the uniform brick buildings were envisioned as village greens that would be cared for by all. Instead, the lawns often became scruffy no-man's lands, where children played in the dust near drug dealers operating in the cuts between buildings.” (*Times Picayune*, 12/05/2009).

La reconfiguration des logements sociaux a également fait appel aux principes d'urbanisme du CPTED et de l'Espace Défendable théorisé par Newman en 1971 (cf. chapitre 1). L'article du *Times*

financière assumée par le gouvernement. Cette option n'est pas sans poser problème car les propriétaires qui reçoivent directement l'aide gouvernementale, ne sont pas incités à rénover leur propriété et les bénéficiaires de ce programme ne peuvent pas se plaindre de leurs conditions de vie dans ces logements délabrés en raison de leur situation financière qui ne leur permet pas de changer de logement.

²⁴⁹ Cf. Chapitre 4.

²⁵⁰ “The Geography of Nowhere: The Rise and Decline of America's Man-Made Landscape”. Cf. Fishman (1989): “Bourgeois Utopias: the rise and fall of suburbs”.

²⁵¹ Rapport sur la Théorie du Nouvel Urbanisme.

²⁵² Cf. Chapitre 5.

Picayune (12/05/2009) intitulé un « nouveau design dans l'espoir d'éviter les problèmes du passés au sein des grands ensembles de logements sociaux »²⁵³, souligne l'introduction des principes de l'espace défendable dans la transformation des ensembles de logements sociaux qui souhaitent favoriser l'appropriation et le contrôle par les résidents de leur territoire afin de renforcer la sécurité et éviter la dégradation de l'environnement :

« In the eyes of HUD officials and many experts, they no longer looked the way public housing should, and their passe design contributed to the complexes' struggles with crime and deferred maintenance. Some argue that new mixed-income enclaves built atop the old public housing sites may have more resistance to those troubles, because of now-standard features such as separate entrances and yards for each family. ».

Néanmoins la part de responsabilité du « *design* » urbain dans les nombreux problèmes qui se sont développés depuis la création des grands ensembles de logements sociaux jusqu'aux années 2000 est questionnable. L'extrême concentration de la pauvreté, le manque d'entretien et l'isolement social par rapport au reste de la ville semble constituer des causes profondes de ces problèmes qui nécessitent des réponses plus globales²⁵⁴.

Contrairement à ce qui a été largement avancé par les opposants au projet de démolitions et de transformation des grands ensembles de logements sociaux, la décision des autorités n'était pas directement liée à Katrina puisque le vote du conseil municipal en 2007 s'est inscrit dans le prolongement de projets préexistants à la catastrophe (HOPE VI) et déjà initiés depuis la fin des années 1990 à la Nouvelle-Orléans. En effet, en 2001 la reconvention en quartier à mixité sociale de l'ancien *project* de *St Thomas*, localisé dans le quartier du *Lower Garden District* proche du Mississippi, avait déjà été finalisée et le nouveau quartier du *River Garden Apartment* présentait toutes les caractéristiques paysagères du Nouvel Urbanisme et de l'espace défendable (figure 87). Néanmoins, de nombreux chercheurs et urbanistes ont souligné les impacts de cette transformation radicale du quartier sur l'authenticité de la ville de la Nouvelle Orléans :

“River Garden was one of New Orleans' first experiments with New Urbanism, a design philosophy that rejects suburban sprawl in favor of city-style compactness, pedestrian accessibility, public transportation and proximity of businesses and other services. New Urbanism seems to go hand-in-hand with the current passion for imitation traditional architecture. Just weeks after Hurricane Katrina, New York Times architecture critic Nicolai Ouroussoff used the development to illustrate what he called "a creeping sense" that faux-historical architecture could eventually erode New Orleans' splendor.” (*Times Picayune*, 13/02/2011).

La figure ci-dessous illustre la transformation des grands ensembles de logements sociaux en quartiers dits à mixité sociale (*mixed income neighborhood*). Les deux photographies du haut ont été prises en 2010 dans le grand ensemble d'*Iberville* localisé à proximité directe du *French Quarter*. Ce dernier

²⁵³ http://www.nola.com/news/index.ssf/2009/05/new_designs_hope_to_avoid_past.html

²⁵⁴ « Le NU ne fait pas toujours l'objet d'éloges. Il est par exemple vivement critiqué par des géographes et sociologues qui lui reprochent de ne s'adresser qu'aux classes aisées blanches, de se limiter à une dimension purement esthétique de la nature et d'être largement influencé par une certaine forme de déterminisme spatial. » (Ghorra-Gobin, 2004).

n'a pas été détruit après Katrina mais sa transformation a été initiée en 2012. Les quatre photographies du bas présentent les caractéristiques urbanistiques identiques qui ont été mises en place dans les trois anciens grands ensembles de *B. W. Cooper*, *C. J. Petee* et *St Thomas*.

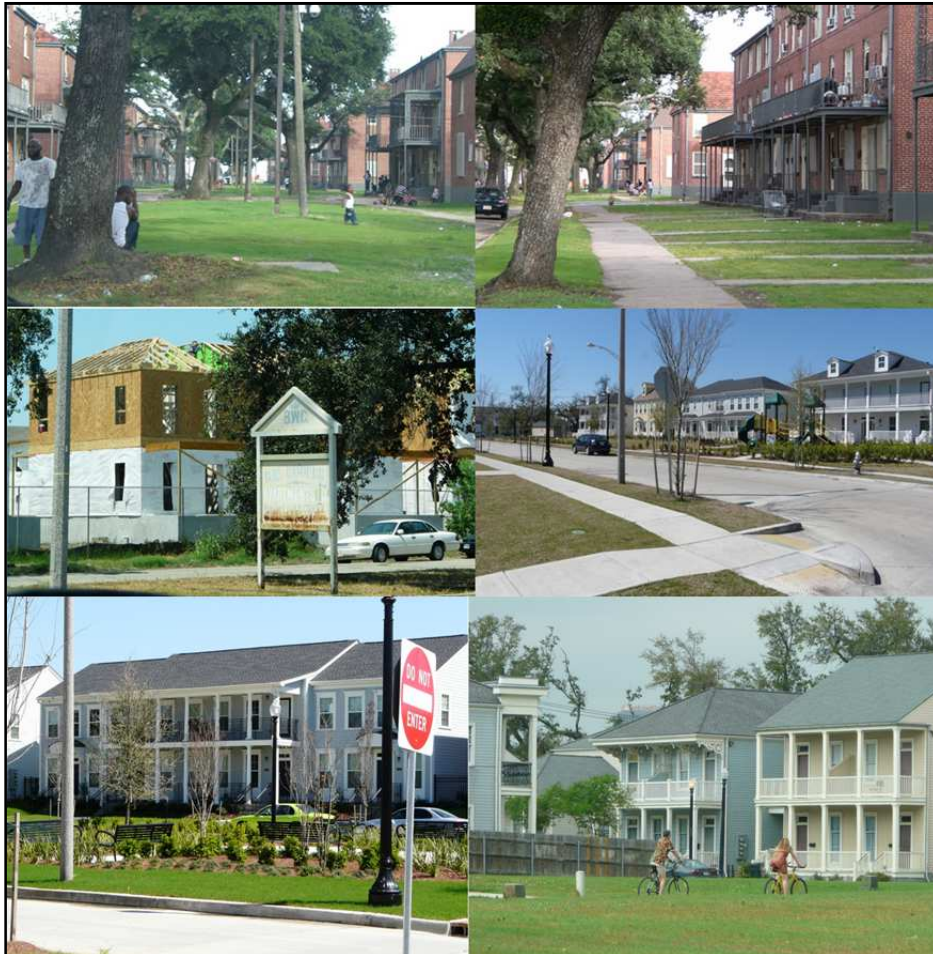


Figure 87 : Transformations des logements sociaux en quartiers à « mixité sociale » (clichés de l'auteur, 2010).

➤ Instrumentalisation de Katrina par les autorités municipales

"We finally cleaned up public housing in New Orleans. We couldn't do it, but God did." "I think we have a clean sheet to start again. And with that clean sheet we have some very big opportunities." (Baker et Canizaro, cités dans Klein, 2007).

Si la décision prise par les autorités en matière de logements des populations défavorisées ne constitue pas le résultat direct de Katrina, la catastrophe a constitué une opportunité d'action puisque les impacts de la catastrophe ont largement été instrumentalisés pour justifier ces décisions. En effet, le déplacement de l'ensemble des habitants des logements sociaux dans les jours qui ont suivi le passage de Katrina²⁵⁵ a constitué une véritable occasion pour entreprendre la reconversion des grands

²⁵⁵ D'après nos entretiens avec certains membres de la Garde Nationale, de la *Louisiana State Police*, du NOPD et des journalistes présents au moment de Katrina, la totalité des populations qui résidaient dans les logements sociaux n'avaient pas évacué lors du passage de Katrina et avaient dû être évacuées *a posteriori*, principalement vers Houston (cf. chapitre 7).

ensembles de logements sociaux. Le contexte de l'évacuation *post* crise a donc été saisi par les autorités qui, avant Katrina, auraient eu du mal à justifier le déplacement des populations nécessaire à la reconversion des logements sociaux. En effet, savoir où déplacer les populations et surtout comment financer ces déplacements constituait un écueil difficile à dépasser pour les autorités dont les décisions se heurtent systématiquement à la méfiance des populations. Katrina a donc constitué un alibi en or puisque les inondations de 2005 avaient, d'après les autorités, entraîné des dommages sur la bâti qui nécessitaient de trop gros travaux de réparation. Cet argument a été largement démenti par certains experts qui ont pu enquêter sur l'état de l'endommagement des différents ensembles de logements sociaux. Les recherches de Fernandez (2008)²⁵⁶ qui a conduit des enquêtes sur le terrain entre 2007 et 2008, révèlent que la condamnation des logements sociaux s'est faite la plupart du temps sans inspection et que la grande majorité d'entre eux étaient habitables et nécessitaient seulement de légères réparations. Cet argument de poids est venu contredire la soi-disant nécessité de détruire les logements sociaux induite par l'endommagement notamment parce que les matériaux utilisés étaient résistants aux inondations et ne nécessitaient pas que les bâtiments soient démolis à la différence de la plupart des constructions en bois de la ville. Un autre détail a suscité des questionnements quant aux causes profondes qui ont poussé les autorités à programmer la destruction des quatre grands ensembles de logements sociaux surnommés les « *Big Four* ». En effet *Lafitte, B.W. Cooper, C.J. Peete et St Bernard* se localisent à proximité des secteurs touristiques qui ont été peu endommagés par Katrina. Pour de nombreux chercheurs Katrina a été perçue comme une occasion pour les politiques publiques de créer une ville nouvelle, plus reluisante et plus attrayante²⁵⁷ (Klein, 2008). Certains ont parlé de « nettoyage ethnique » (Klein, 2005) ou encore de « *disneyfication* » qui traduirait en quelque sorte une « mise en vitrine » accélérée de la ville (Hernandez, 2010)²⁵⁸. Ces points ont été largement débattus après Katrina²⁵⁹ et les habitants ont également largement perçu cette décision comme une prétexte commode pour se débarrasser d'eux, comme l'illustre le témoignage d'une habitante de *St Bernard* qui souligne le rôle de la localisation des grands ensembles de logements sociaux dans le processus de décision des autorités :

"They've had an agenda for St. Bernard a long time, but as long as people lived here, they couldn't do it. So they used the disaster as a way of cleansing the neighborhood when the neighborhood is weakest. This is a great location for bigger houses and condos. The only problem is you got all these poor black people sitting on it!" (Klein, 2007).

²⁵⁶ Vidéo disponible sur le site du MIT <http://video.mit.edu/watch/rebuilding-the-city-of-new-orleans-working-across-sectors-to-achieve-a-common-goal-9338/>

²⁵⁷ Dans son ouvrage, Naomi Klein (2008) envisage les catastrophes comme des opportunités saisies par les élites dirigeantes (*Disaster Capitalism*), ce qu'elle surnomme « capitalist "creative destruction" ».

²⁵⁸ De manière assez similaire, Body-Gendrot (2001) montre comment à New York la rénovation et la revitalisation de *Time Square* sont allés de pair avec le choix de la municipalité d'« aseptiser l'espace » ; « L'accumulation de richesses privées dans certains lieux de la ville appelle en retour des formes élaborées de protection privées. Dans le cas de Times Square, la sécurisation du quartier est perçue comme l'une des conditions essentielles à sa redynamisation. » . Voir également les travaux de Giband (2012) sur la « marchandisation » des villes Nord-Américaines (pp. 274-287).

²⁵⁹ Cf. Article de Hartnell (2008): "The Disneyfication of New Orleans. The city's redevelopment has ignored the needs of what was one of the closest-knit black communities in America", publié dans *The Guardian* (18/08/2008).

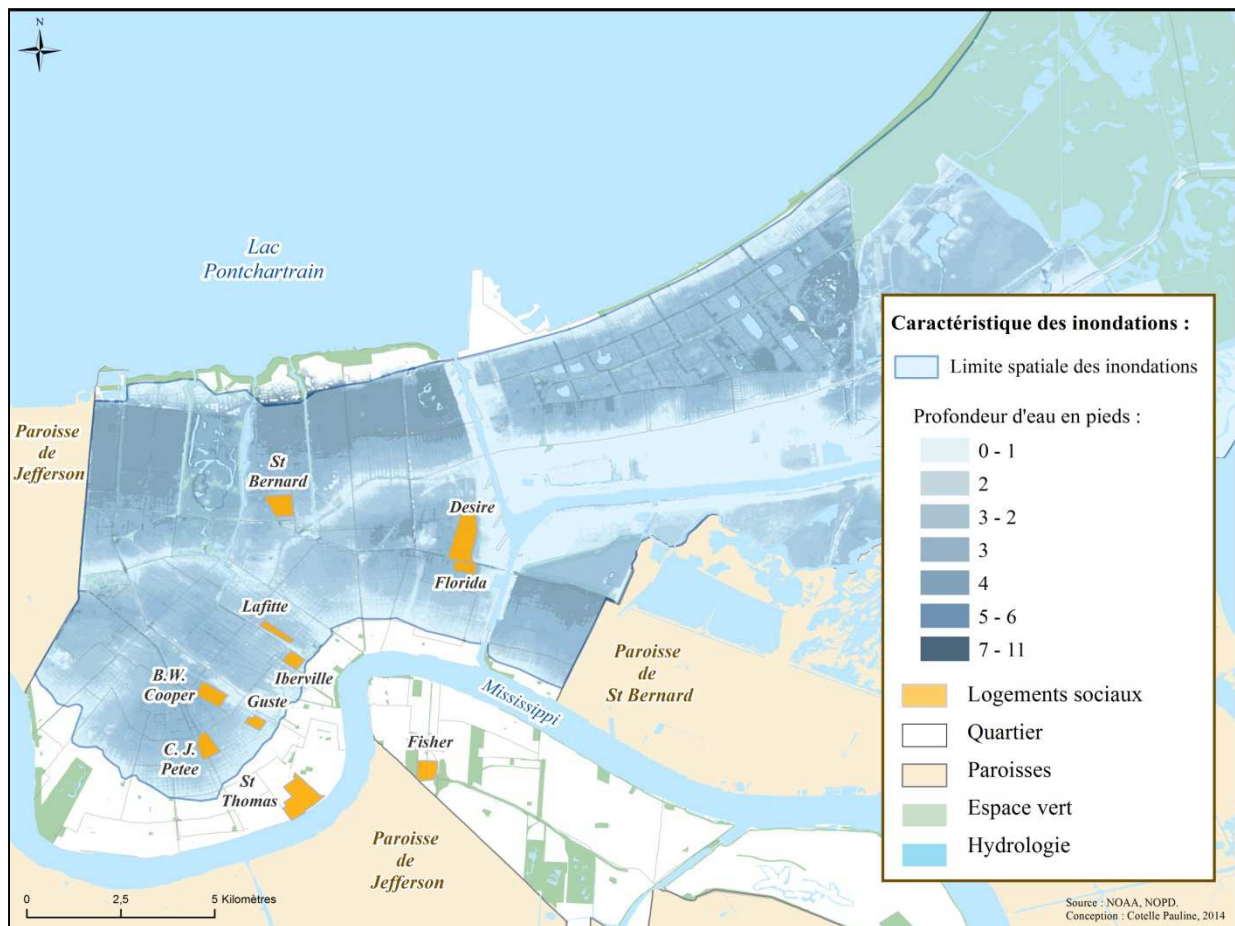


Figure 88 : Limites spatiales des inondations et localisation des grands ensembles de logements sociaux.

Face aux réactions des anciens habitants des logements sociaux et à l’avis de certains spécialistes qui ont largement démenti l’ampleur des destructions, les autorités ont par la suite mobilisé l’argument faisant l’objet d’un large consensus selon lequel les grands ensembles de logements sociaux devaient de toute façon être démolis et reconstruits depuis des années en raison de leur état de délabrement physique et de leur isolement vis-à-vis du reste de la ville. C’est l’argument qui a été avancé par le directeur du département du logement de la Nouvelle-Orléans²⁶⁰ pour qui la reconfiguration des anciens ensembles de logements sociaux allait de soi et permettrait d’éviter la stigmatisation des pauvres en leur offrant plus d’opportunités, notamment en matière d’accès à l’emploi (NPR, 28/08/2008). Cet argument a été repris par de nombreux responsables pour qui le mélange (« *blending* ») de populations à bas et moyens revenus permet de casser le cycle de pauvreté qui affectait les grands ensembles de logements sociaux depuis des décennies (*Times Picayune*, 15/12/2007).

La catastrophe Katrina a donc constitué une opportunité²⁶¹ pour les autorités urbaines leur permettant de mettre en œuvre des projets déjà pensés mais qui pouvaient difficilement se mettre en place dans le contexte antérieur à la catastrophe. Les stratégies mises en place au lendemain de Katrina ont été

²⁶⁰ “David Gilmore, who runs the Housing Authority of New Orleans, says Hurricane Katrina only hastened what was bound to happen sooner or later to the city’s aging public housing stock. And he thinks it’s for the best.” (NPR, 28/08/2008).

²⁶¹ Cf. “*Opportunity in chaos*” (Olshansky et al., 2005).

d'autant plus efficaces qu'elles ont « avancé masquées » puisque les dommages causés par les inondations ont largement permis de justifier les décisions prises. La catastrophe a donc mis un « coup d'accélérateur » à des processus initiés avant l'événement et qui ont eu un impact notable sur la reconstruction de la ville, notamment en ce qui concerne le relogement des populations les plus défavorisées.

Les impacts inégaux des inondations sur le tissu urbain et le contexte de reconstruction à l'initiative des habitants ont conduit à une accélération des processus urbains en cours avant Katrina. La dynamique de revitalisation des secteurs historiques localisés près du Mississippi a été accélérée en raison des faibles dommages qui ont permis aux populations et aux touristes de revenir rapidement. Parallèlement à cela, la catastrophe a durablement affaibli la plupart des secteurs qui subissaient depuis plusieurs décennies les effets délétères de la crise urbaine et qui avaient subi de forts dommages en 2005. La catastrophe a ainsi amplifié l'écart de développement, déjà marqué avant Katrina, entre les territoires.

6.2.3. Un écart de développement renforcé entre les territoires attractifs et les territoires marginalisés

“Since Hurricane Katrina, New Orleans’ population has shifted demographically, resulting in a city that is somewhat more white, older, more educated, and richer” (*Master Plan, City Planning Commission, 2010*).

➤ Des indicateurs à l'échelle de la ville à nuancer

Le passage de Katrina en 2005 a entraîné des impacts démographiques majeurs à l'échelle de l'aire métropolitaine de la Nouvelle Orléans. La population de la région a diminué de 44% entre 2004 et 2006 et de 63% à l'échelle de la paroisse d'Orléans (*Brooking Institutions, 2006*). Cinq ans après Katrina les indicateurs socio-économiques analysés à l'échelle de la ville font état d'une ville qui « se porte mieux », « plus riche, plus blanche, mieux éduquée » (*GNOCDC, 2010*). Aux cours des cinq années qui ont suivi le passage de Katrina les taux de retour des populations ont fait l'objet de controverses jusqu'à ce que le recensement national²⁶² vienne confirmer les évolutions démographiques de la ville fortement bouleversées par Katrina. D'après les données du recensement de 2010, la ville a connu une baisse substantielle de sa population puisqu'en 2010, 343 829 personnes vivaient à la Nouvelle-Orléans contre 484 674 en 2000, soit une baisse de 29% à l'échelle de la ville contre une baisse de 11% à l'échelle de l'aire métropolitaine (*GNOCDC, 2010*). Le recensement révèle également que malgré des taux de pauvreté qui restent très élevés à la Nouvelle-Orléans au regard des taux moyens à l'échelle des Etats-Unis (23% contre 13%), la part de la population vivant sous le seuil de pauvreté est passée entre 2000 et 2010 de 27,9% à 24,4%. En ce qui concerne les

²⁶² Le recensement est effectué tous les dix ans aux États-Unis (*US Census*).

caractéristiques raciales, si le nombre total d'habitants blancs s'est réduit entre les deux recensements de 2000 et 2010 (24 101 habitants blancs en moins), la part de la population blanche dans la population totale de la ville s'est en revanche accrue. En effet, le nombre d'habitants noirs a connu une baisse de 37% contre 19% pour les blancs (GNOCDC, 2010). Une autre évolution qualitative notable et relativement nouvelle à la Nouvelle-Orléans est celle de l'arrivée massive de populations d'origine hispanique²⁶³. Entre 2000 et 2010, leur nombre a connu une augmentation de 57% (4599 à 33 507 habitants). Cette immigration massive est le résultat direct de la catastrophe qui a entraîné un besoin de main d'œuvre important pour reconstruire la ville. Si les travailleurs d'origine hispanique ont très largement contribué à l'effort de reconstruction de la ville²⁶⁴, il convient néanmoins de souligner que les chiffres officiels sous estiment largement le nombre d'individus venus à la Nouvelle-Orléans après Katrina en raison de l'absence de recensement de ceux se trouvant en situation « irrégulière », principalement venus d'Amérique Centrale²⁶⁵.

➤ Des constats établis sur le terrain plus nuancés

« Cinq ans plus tard, la Big Easy a repris vie, offrant même des occasions jadis impensables. Mais l'ouragan le plus coûteux de l'histoire a aussi laissé des cicatrices et des plaies encore béantes. »
(Légaré-Tremblay, 2010).

Différents éléments permettent de contredire le constat selon lequel la ville « se porterait mieux ». En effet les discours qui se basent sur les statistiques officielles ne rendent pas compte des difficultés prononcées qui caractérisent la plupart des quartiers de la Nouvelle-Orléans depuis Katrina. Les chiffres du recensement de 2010 à l'échelle de la ville donnant l'impression d'une ville « qui va mieux », contrastent fortement avec les constats établis sur le terrain plus de six ans après la catastrophe²⁶⁶. Les entretiens avec les populations des quartiers qui ont été inondés en 2005 contredisent également l'idée d'une ville qui se « porterait mieux ». Plus de cinq ans après Katrina, de nombreux habitants se sentent toujours délaissés par les autorités publiques notamment en matière d'accès aux services de santé, aux services de transports publics ou encore d'accès à l'emploi. La dégradation des indicateurs socio-économiques et de l'environnement urbain est largement mise en évidence par la littérature traitant des aspects qualitatifs particulièrement difficiles à mesurer, de la reconstruction de la Nouvelle-Orléans, qui ne transparaissent pas dans les statistiques officielles.

Depuis Katrina, les populations pauvres n'ont quasiment pas accès aux soins de santé notamment en

²⁶³ Ce point sera développé plus en détails dans le chapitre 8.

²⁶⁴ Cf. Brunsma et al. (2010).

²⁶⁵ D'après nos entretiens avec la population et la police et nos observations de terrain, un très grand nombre d'individu venu du Honduras après Katrina résidait de manière illégale aux États-Unis.

²⁶⁶ Cf. Dégradation de la plupart des quartiers de la ville qui se matérialise par une forte concentration de logements vacants délabrés.

ce qui a trait aux troubles psychologiques²⁶⁷, puisque l'hôpital public de la ville (*Charity Hospital*) a fermé ses portes en 2006 sur décision de la gouverneure de Louisiane. Les carences d'accès aux soins pour les populations n'ayant pas les ressources suffisantes pour en financer les frais, a constitué un facteur central dans l'évolution des taux de suicide qui ont été multipliés par deux²⁶⁸ au cours des années *post Katrina*²⁶⁹. Un autre indicateur révélateur de l'aggravation des conditions sociales à la Nouvelle-Orléans concerne le nombre de personnes sans domicile fixe, qui a été multiplié par deux entre 2005 et 2007²⁷⁰. A cette date un habitant sur vingt cinq était sans domicile fixe, soit des taux quatre fois supérieurs aux villes qui concentrent le plus de SDF aux États-Unis²⁷¹. Beaucoup des personnes sans domicile après Katrina correspondent aux individus venus pour trouver un travail dans le domaine de la reconstruction ou revenus à la Nouvelle-Orléans après avoir évacué en 2005 mais dans l'incapacité de trouver un logement. L'augmentation substantielle du prix des loyers et de la fermeture des grands ensembles de logements sociaux ont largement freiné le retour des habitants à bas revenus, se trouvant dans l'incapacité de retrouver un logement. Par ailleurs, les taux de divorces ont littéralement explosé au cours des années *post Katrina*. La destruction des liens familiaux a conduit à une augmentation du nombre de familles monoparentales qui constitue un facteur important de précarité. Enfin, l'affaiblissement de certains territoires qui peinent à se reconstruire se traduit par un affaiblissement des liens communautaires (cohésion sociale) difficile à quantifier mais qui constitue un indicateur essentiel du rétablissement *post crise* (résilience).

Entre 2000 et 2010, les changements démographiques à la Nouvelle-Orléans se sont par ailleurs accompagnés d'une multiplication du nombre de logements vacants souvent en délabrement qui dénotent de la difficulté pour de nombreux quartiers de se remettre des conséquences de la catastrophe. Le nombre élevé de victimes qui n'ont pas pu revenir à la Nouvelle-Orléans après Katrina²⁷² explique cette évolution du nombre de logements vacants qui impactent négativement les paysages urbains de la ville. Le nombre de logements vacants a ainsi connu une augmentation de 78% en passant de 26 840 en 2000 à 47 738 en 2010, soit la plus forte concentration de logements inoccupés à l'échelle du pays :

“More than 1 in 4 residential addresses in New Orleans is vacant or blighted – by far the highest rate in the US. Though the numbers have been reduced somewhat in the last three years, 50,100 residential properties in New Orleans remain blighted or have no structure on them”. (GNOCDC, 2010).

²⁶⁷ Les études révèlent qu'une très large part des victimes de Katrina ont subi un choc psychologique post-traumatique (PTSD), qui au vu des carences en matière d'accès aux soins de santé n'a quasiment jamais fait l'objet d'une prise en charge médicale.

²⁶⁸ <http://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=129482180>

²⁶⁹ “It's a perfect storm. You subject people to terrible trauma, and then you take away all their mental health resources. What do you expect?” Juliette Saussy urgentiste et médecin pour l'*Orleans Parish EMS* (NPR, 30/08/2010).

²⁷⁰ http://www.nytimes.com/2008/05/28/us/28tent.html?_r=0

²⁷¹ http://usatoday30.usatoday.com/news/nation/2008-03-16-neworleans-homeless-rate_N.htm

²⁷² En raison notamment de ressources financières insuffisantes pour reconstruire leur maison ou pour trouver un logement. Cf. *New York Times* (12/08/2007).

Hypothèses quant au décalage entre les indicateurs de la reconstruction à l'échelle de la ville et la « réalité du terrain »

Les impacts inégaux des inondations ont pu contribuer à amplifier l'inégale capacité de développement des territoires :

- Les secteurs historiques et touristiques épargnés par les inondations devraient connaître une attractivité renforcée en raison du retour rapide des populations et des activités ;
- Les secteurs inondés devraient connaître une aggravation de leurs indicateurs socio-économiques (paupérisation) et une dégradation de leur environnement urbain en raison de l'absence d'un plan directeur et de l'inertie des systèmes fédéraux d'indemnisation. L'affaiblissement des territoires devrait être plus ou moins prononcé en fonction des ressources des habitants et de la présence d'ONG ou organisations communautaires.

Ces hypothèses présagent un renforcement du fonctionnement à deux vitesses de la ville, soit la revitalisation accélérée des secteurs touristiques non impactés physiquement par Katrina concomitante à la paupérisation des secteurs inondés, notamment ceux localisés en périphérie de la ville. Ces hypothèses sous entendent que la catastrophe et sa gestion aient constitué un accélérateur de dynamiques urbaines antérieures à l'événement.

- Des évolutions urbaines qui reflètent les tendances nationales

D'après les données du recensement américain, la Nouvelle-Orléans se caractériserait en 2010 par une ségrégation raciale plus prononcée qu'en 2000 (GNOCDC, 2010). Si la part d'habitants noirs a baissé entre ces deux dates à l'échelle de la ville, certains secteurs ont toutefois connu une augmentation relative de leur population noire. C'est le cas de la plupart des quartiers des secteurs résidentiels localisés au Nord et à l'Est de la ville. Ces secteurs ont perdu un nombre élevé de résidents Afro-américains en valeur absolue, mais concentrent cependant plus d'habitants noirs en nombres relatifs ceci en raison d'une forte baisse du nombre d'habitants blancs qui y résidaient avant Katrina²⁷³. Dans le même temps, le secteur qui n'a pas été inondé en 2005 et qui s'étend le long des berges naturelles du Mississippi, de *Bywater* à *Riverbend*, a connu une augmentation de sa population blanche en valeur relative. Ces tendances reflètent les processus urbains en cours avant Katrina de revitalisation et de gentrification²⁷⁴ des secteurs historiques et de redistribution de la pauvreté des quartiers centraux vers

²⁷³ A l'exception du secteur de *Lakeview* (quartiers résidentiels de la classe moyenne et supérieure blanche) où la proportion d'habitants noirs a augmenté mais où la part d'habitants blancs reste très élevée.

²⁷⁴ A titre de rappel, la gentrification correspond au « phénomène à la fois physique, économique, social et culturel. La gentrification implique en général l'invasion de quartiers auparavant ouvriers ou d'immeubles collectifs en dégradation par des groupes de classes moyennes ou aisées et de remplacement ou de déplacement de beaucoup des occupants originaux de ce quartier. Cela implique la rénovation ou la réhabilitation physique de ce qui était auparavant un stock de logements très dégradés et son amélioration pour convenir aux besoins des nouveaux occupants » (Hamnett, 1991).

les périphéries de la ville. Ces tendances démographiques constatées à l'échelle de la Nouvelle-Orléans s'inscrivent dans une dynamique plus large qui s'observe à l'échelle des États-Unis. Celle-ci correspond à un « renversement » des évolutions urbaines du début et du milieu du XX^{ème} siècle au cours duquel les classes moyennes blanches quittaient en grand nombre la ville centre pour les banlieues (*white flight*). La tendance actuelle se traduit par une diversification socio-économique (ethnique/économique) des banlieues ainsi que par le retour des classes moyennes et aisées, principalement blanches, vers les villes centres, notamment vers les quartiers centraux. Si cette dynamique avait été initiée à la Nouvelle-Orléans depuis la fin des années 1990, les années *post* Katrina se caractérisent par une accélération notable de ces dynamiques démographiques.

➤ Les effets de Katrina sur les dynamiques urbaines

Katrina a constitué un accélérateur des transformations territoriales en renforçant, d'une part, l'attractivité des secteurs qui ont été épargnés par les inondations et qui connaissaient une revitalisation avant l'événement (1) et d'autre part, l'affaiblissement plus ou moins fort des secteurs inondés en 2005 (2)²⁷⁵.

La phase de reconstruction de la ville s'est accompagnée d'un accroissement des prix du logement et des taxes foncières qui a largement entravé le retour des populations à bas revenus et dans une moindre mesure de la classe moyenne²⁷⁶ :

“Housing costs skyrocketed in the New Orleans area after Katrina. The multiple levee failures and hurricane-force winds destroyed hundreds of thousands of homes causing an immediate escalation in home prices and rental rates for the remaining habitable housing.” (GNOCDC, 2009)²⁷⁷.

Cette crise du logement s'est caractérisée par une forte sélectivité sociale dans l'accès au logement en raison de la pression foncière affectant particulièrement les quartiers qui n'avaient pas été inondés. Les quartiers proches du cœur touristique et commercial de la ville, ont ainsi profité des retombées positives de la catastrophe²⁷⁸ qui a constitué pour de nombreux habitants de la Nouvelle-Orléans une occasion pour redynamiser la ville et rendre certains secteurs plus attractifs pour les investisseurs²⁷⁹. L'embourgeoisement des secteurs centraux a cependant eu des implications sociales majeures puisque l'arrivée de populations aisées a conduit au départ graduel des populations à plus faible revenu, forcées de se déplacer vers les secteurs périphériques moins attractifs. Cette dynamique urbaine

²⁷⁵ Ces écarts sont bien illustrés par la série télévisée *Tremé* qui met en scène sans tabou les réalités du long et très complexe processus de reconstruction de la ville. Cf. “Fiction and Reality in HBO's *Tremé*: A Narrative Alchemy at the Service of Political Truth” (Dessinges et al. 2012).

²⁷⁶ Cf. Giband (2006, pp. 86-91).

²⁷⁷ <http://www.gnocdc.org/HousingAffordability/>

²⁷⁸ Gentrification et mise en tourisme accélérée (cf. « Tourisme macabre à la Nouvelle-Orléans » Hernandez, 2008).

²⁷⁹ Entretien avec Brian Denzer (2010).

entraîne inexorablement une aggravation des conditions de ségrégation spatiale entre riches et pauvres qui se caractérise également par une ségrégation raciale. L'écart de revenus entre les catégories ethniques est en effet particulièrement prononcé à la Nouvelle-Orléans puisque les revenus moyens des foyers blancs se situent au dessus de la moyenne nationale alors que les revenus moyens des foyers noirs se situent en dessous des moyennes nationales²⁸⁰. Le processus de gentrification²⁸¹, largement accéléré par la crise du logement et la fermeture des grands ensembles de logements sociaux²⁸², a conduit une grande part des habitants pauvres à s'installer dans les secteurs les moins attractifs de la Nouvelle-Orléans ou dans les banlieues de l'aire métropolitaine. Cette redistribution de la pauvreté à l'échelle de la ville constitue le prolongement de la tendance initiée à partir de la fin des années 1990, la catastrophe n'ayant qu'amplifié cette dynamique²⁸³. Par ailleurs, ces déplacements progressifs et inéluctables des populations pauvres vers les « territoires de relégation » ont généré de nombreuses frustrations et ont fortement contribué à exacerber les tensions sociales qui se sont manifestées à plusieurs reprises au cours des années *post* Katrina²⁸⁴.

Les indicateurs mis en avant par les différents bureaux d'analyse des statistiques de la reconstruction, largement repris par les autorités, ne reflètent donc pas une amélioration du fonctionnement de la ville dans son ensemble mais une aggravation des inégalités entre riches et pauvres qui se traduisent spatialement par une « réactivation » de l'attractivité des secteurs « vitrine » de la ville et de la paupérisation de la plupart des secteurs résidentiels. La catastrophe a ainsi constitué une opportunité de développement pour les secteurs de la ville non inondés déjà attractifs avant Katrina et dans le même temps un facteur de renforcement des difficultés de développement pour les secteurs qui montraient des signes d'affaiblissement avant Katrina. La baisse des taux de pauvreté à l'échelle de la ville s'explique donc en grande partie par le départ prolongé des populations les plus pauvres confrontées à l'augmentation des prix du logement et à la fermeture des grands ensembles de logements sociaux.

La plupart des analyses qui étudient la reconstruction de la Nouvelle-Orléans mesure la transformation des territoires à l'aide d'indicateurs agrégés à l'échelle de la ville et de ses découpages administratifs (quartiers). En effet, la disponibilité des indicateurs socio-économiques à ces échelles territoriales,

²⁸⁰ A la Nouvelle-Orléans, les foyers Afro-américains et hispaniques touchent des salaires respectivement 50 et 30% moins élevés que les foyers blancs.

²⁸¹ Cf. Entretien avec Kevin Fox Gotham (2010) au sujet de la gentrification de la Nouvelle-Orléans après Katrina et de la ville de New York après les attentats du 11 septembre 2001.

²⁸² La fermeture des grands ensembles de logements sociaux après Katrina s'inscrit d'ailleurs dans cette logique de réappropriation des espaces centraux (gentrification) qui pose le problème du déplacement des populations pauvres vers les secteurs périphériques, renforçant ainsi leur isolement social (processus de marginalisation). L'attractivité des secteurs en gentrification implique en effet des stratégies visant à « aseptiser l'espace » (Body-Gendrot, 2001) permettant de renforcer la sécurité (pré-condition au retour des classes aisées).

²⁸³ Cf. La catastrophe a en effet constitué un révélateur des coûts sociaux et environnementaux de l'étalement urbain du XX^{ème} siècle (cf. Ghorra-Gobin) et, plus spécifiquement, de la vulnérabilité des secteurs tardivement développés qui ont tous été inondés.

²⁸⁴ Cf. Menaces *post* Katrina de la part des habitants des logements sociaux (déplacés ou revenus) d'incendier les condominiums construits et destinés à la classe moyenne ou aisée généralement blanche réinvestissant les quartiers centraux et proches du fleuve après la catastrophe. Le slogan était « pour un appartement social détruit, un condo brûlé ». Cette menace avait été prise très au sérieux par le FBI (propos recueillis lors de notre entretien avec Bernazzani, ancien directeur du FBI à la Nouvelle-Orléans au moment de Katrina).

facilite la mesure quantitative de la reconstruction. Cependant, ces analyses masquent les disparités des transformations socio-économiques et paysagères des territoires qui doivent, pour être correctement appréciées, faire l'objet d'analyses à plus grandes échelles.

6.3. Des transformations territoriales spatialement contrastées



Figure 89 : Une reconstruction hétérogène des quartiers de la Nouvelle-Orléans après Katrina. Transformation des grands ensembles de logements sociaux (en haut à gauche), attractivité renforcée des quartiers aisés non inondés (en haut à droite) et dégradation des conditions sociales et environnementales des quartiers défavorisés dévastés par les inondations (en bas) (clichés de l'auteur, 2010 et 2011).

L'ampleur des dommages causés par les inondations de 2005, très contrastée d'un secteur à l'autre de la ville, s'est traduite par une reconstruction hétérogène des quartiers. L'intensité et la rapidité de cette dernière est, certes, liée aux caractéristiques de l'endommagement mais reflète également les dynamiques urbaines en cours avant la catastrophe. Les données officielles du recensement de 2010, faisant état d'une ville plus blanche, plus riche, en somme une ville donnant l'impression trompeuse d'« aller mieux », ne reflètent donc pas la réalité des processus en cours dans la plupart des secteurs de la ville qui peinent à se reconstruire.

Cinq ans après Katrina, les différents quartiers de la Nouvelle-Orléans se caractérisent par des changements structurels²⁸⁵ contrastés puisque certains d'entre eux ont connu des gains de population notoires alors que d'autres ont perdu plus de la moitié de leurs résidents (6.3.1).

L'analyse de la transformation des territoires à l'échelle des quartiers permet, certes, de préciser la

²⁸⁵ Démographiques, économiques, densité de population, caractéristiques d'occupation du logement, etc.

reconstruction à deux vitesses de la ville²⁸⁶, mais tend cependant à masquer les réalités locales plus nuancées encore. En effet, le découpage territorial de la ville entrave la lecture des évolutions urbaines principalement entre les secteurs qui n'ont pas été inondés en 2005 et les secteurs limitrophes qui ont connu des dégâts majeurs. L'analyse du « gradient de développement » observable à l'échelle de ces secteurs, permet de nuancer les constats tirés de l'analyse conduite à l'échelle de la ville et de ses quartiers. Ce gradient oppose d'une part les secteurs attractifs de la ville qui n'ont pas été inondés et, d'autre part, les secteurs affectés par la crise urbaine avant Katrina et qui ont été considérablement affaiblis par les inondations. Le contexte de reconstruction « par le bas » a ainsi favorisé le processus de ségrégation économique et raciale qui s'apprécie à une échelle d'analyse faisant abstraction des découpages territoriaux (6.3.2).

L'absence de planification à l'échelle de la ville a conduit à une reconstruction impulsée par des initiatives personnelles, parfois structurées par des associations communautaires ou caritatives (ONG). L'analyse menée à l'échelle micro-locale permet de rendre compte des caractéristiques paysagères des secteurs affectés physiquement par Katrina. Ceux-ci se caractérisent par un environnement urbain alternant des maisons occupées, des parcelles vacantes et des constructions inoccupées, souvent en état de délabrement, entravant fortement la reconstitution des liens communautaires et incidemment le rétablissement durable de la plupart des territoires de la Nouvelle-Orléans (6.3.3).

6.3.1. *Des évolutions démographiques contrastées à l'échelle des quartiers (2000 - 2010)*

Les transformations démographiques des différents quartiers de la Nouvelle-Orléans ont fait l'objet de vifs débats au cours des cinq années *post* Katrina, jusqu'à ce que les données du recensement de 2010 (*Census 2010*)²⁸⁷ soient rendues publiques. Au cours des mois et des années qui ont suivi le passage du cyclone, le retour des habitants s'est en priorité fait dans les quartiers non ou peu endommagés dans le centre touristique, le secteur d'*Uptown* ainsi que dans le secteur de la *West Bank* au Sud-est de la ville (figure x). Dans ces secteurs, les quartiers ont connu des taux de retour des populations élevés et parfois même une augmentation du nombre d'habitants²⁸⁸. Sur les cartes ci-dessous on distingue clairement les quartiers du Sud de la ville qui se caractérisent par un retour rapide de la population. En revanche les quartiers localisés au Nord et Nord-est se caractérisent, à l'exception des quartiers du *Northshore* qui n'ont pas été inondés en 2005, par un retour plus lent et plus faible de la population.

²⁸⁶ Voir aussi Hernandez (2010) : « Le renouvellement de la dialectique de la Vitrine et de l'Arrière-Boutique » (pp. 204 – 207).

²⁸⁷ Jusqu'au recensement de 2010 (*US Census*) une grande incertitude régnait quant aux taux de retour qui faisaient l'objet de discordes.

²⁸⁸ Cf. GNOCDC (2010); US Census 2010.



Figure 90 : Repopulation annuelle des quartiers entre 2008 et 2011 (source : GNOCDC).

L'évolution *post* Katrina de la densité par quartier est également très contrastée puisque certains quartiers comme le *Lower 9th Ward* ou encore celui de *West Lake Forest*, localisés tous deux à l'Est de la ville, ont connu une baisse marquée et prolongée de leur population (figure 91). En 2009, neuf quartiers²⁸⁹ de la ville affichaient des taux de retour inférieurs à 50% alors que d'autres quartiers ont connu entre 2000 et 2010 des gains de population allant jusqu'à 27% pour le *Central Business District* et près de 15% pour les quartiers du *Lower Garden District* et d'*Audubon* (GNOCDC, 2010). Cette réoccupation contrastée des quartiers est liée au niveau d'endommagement causé par les inondations de 2005, mais confirme également les tendances urbaines *pre* Katrina de retour vers le centre et de déclin démographique des quartiers situés en périphérie de la ville.

²⁸⁹ B. W. Cooper, *Desire Area, Florida Area, Florida Development, Holy Cross, Lower 9th Ward, Pontchartrain Park, St Bernard et West Lake Forest.*

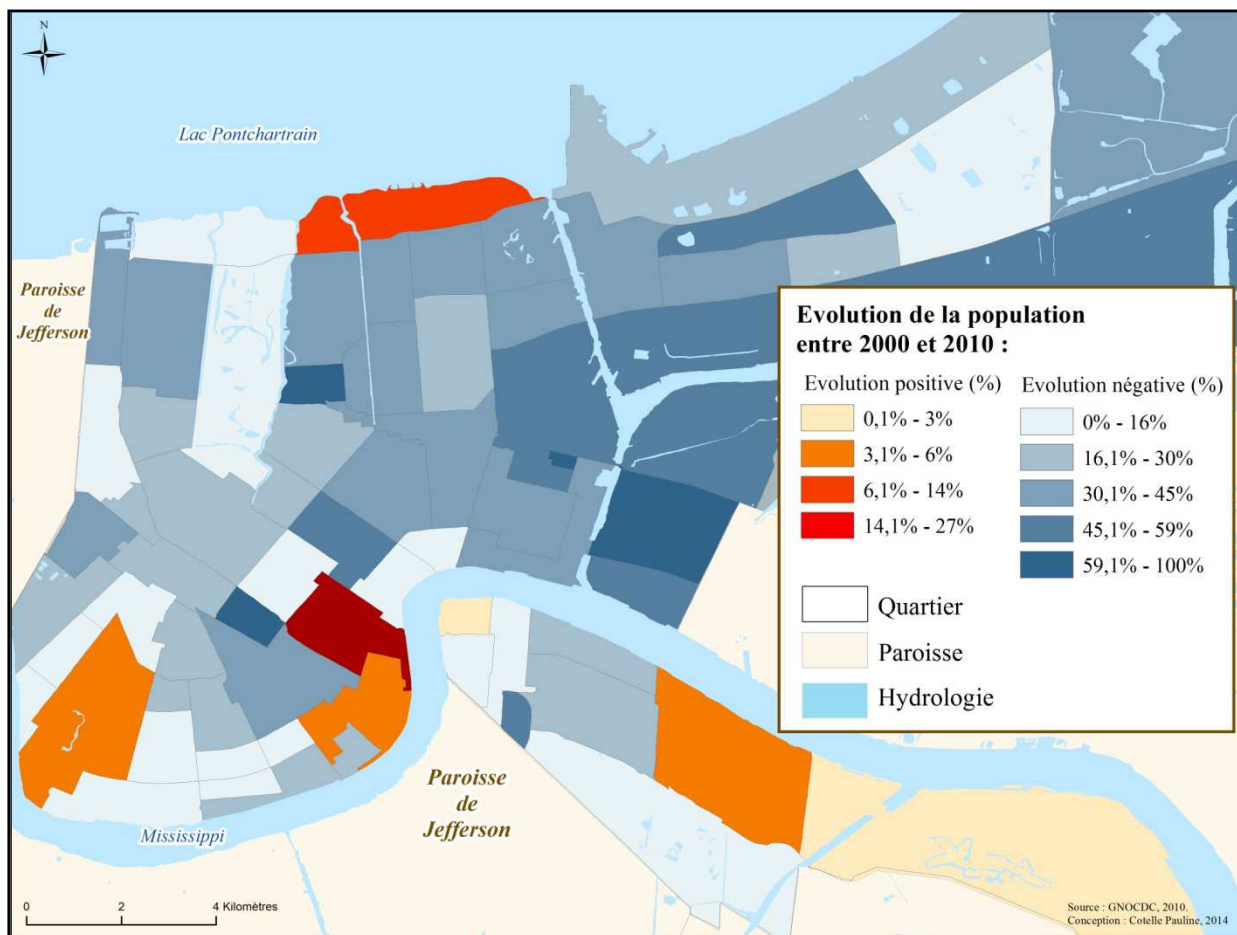


Figure 91 : Evolution démographique par quartiers entre 2000 et 2010 (source : GNOCDC).

L'évolution des taux de logements vacants par quartier n'est paradoxalement pas toujours corrélée aux évolutions démographiques puisque certains quartiers ayant perdu plus de 50% de leurs habitants présentent une évolution de leur taux de logements vacants moins forte que d'autres quartiers ayant perdu entre 20 et 30 % de leurs habitants²⁹⁰ (figures 91 et 92).

²⁹⁰ Nous développerons plus loin les raisons explicatives de ces différences.

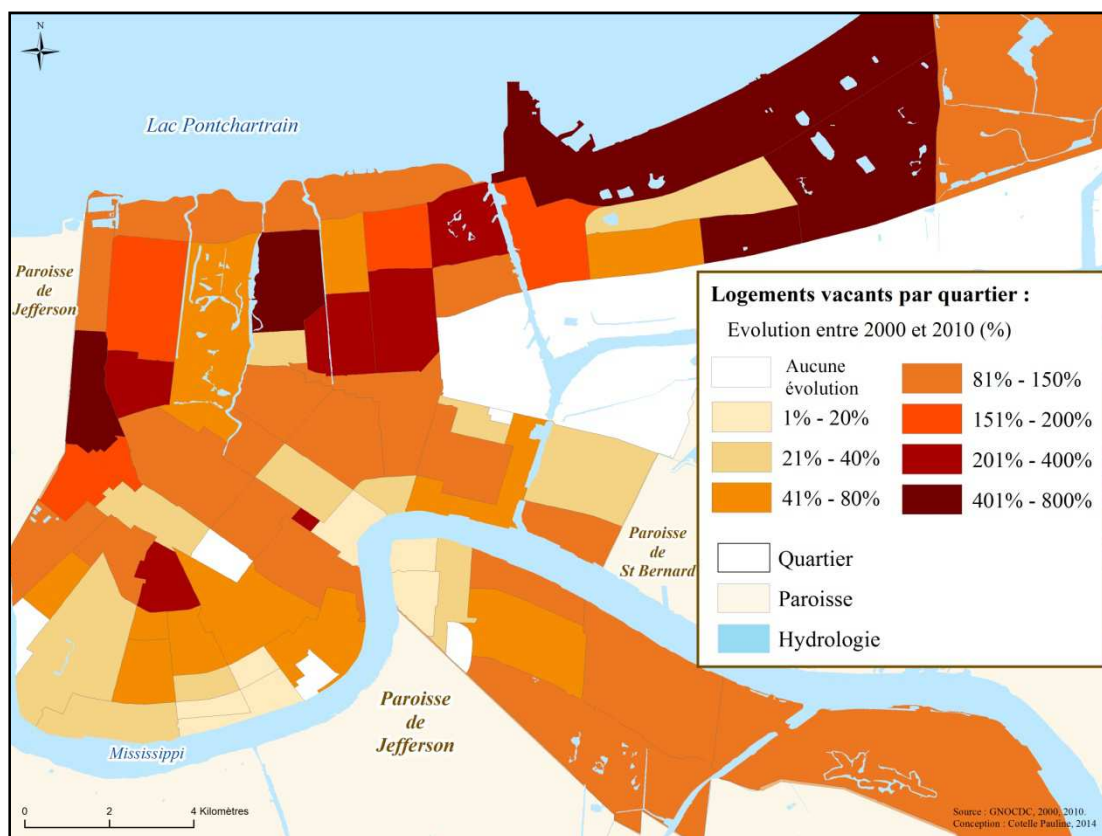


Figure 92 : Evolution des taux de logements vacants par quartiers entre 2000 et 2010 (source : GNOCDC).

Certains quartiers localisés dans le secteur de *New Orleans East* (*Little Wood*, *Read Boulevard East*, *Read Boulevard West*) et les deux quartiers de *Filmore* et *Lakewood* localisés au Nord de la ville dans les secteurs de *Gentilly* et de *Lakeview* (en orange foncé sur la figure 92) ont connu les plus forts taux d'évolution positive du nombre de logements vacants alors même que ceux-ci présentent des taux de retour plus élevés que d'autres quartiers comme le *Lower 9th Ward*. Le rapport non linéaire entre l'évolution des taux de logements vacants et les taux de retour des populations s'explique, d'une part, par la dédensification du tissu urbain de certains quartiers²⁹¹ mais également par le fait que d'autres quartiers tels que *Lakewood* concentraient très peu de logements vacants avant Katrina à la différence de quartiers comme *Gert Town*, *Tremé* ou le *Lower 9th Ward* (en jaune clair sur la figure 92). Ces différences expliquent que les évolutions des taux de logements vacants dans ces quartiers aient été aussi fortes.

Les transformations démographiques contrastées des quartiers s'observent également à travers les changements des caractéristiques ethniques des populations résidentes. Certains quartiers ont connu une forte baisse de leur population blanche et *vice versa* (figures 93 et 94). Les quartiers localisés au Nord-ouest de la ville concentraient en 2010 une proportion d'habitants blancs plus faible qu'en 2000 et une part d'habitants noirs plus élevée²⁹². Ces évolutions contrastent avec les tendances historiques

²⁹¹ Soit en raison de la destruction des constructions vacantes devenues des parcelles vides dans certains quartiers, soit en raison d'une implication des habitants dans la gestion des constructions vacantes, nous développerons ces points par la suite.

²⁹² Notamment le quartier de *West End* localisé à l'extrémité Nord-ouest de la ville.

de ce secteur de la ville qui s'est toujours caractérisé par une très faible part d'habitants noirs²⁹³. Parallèlement à ces évolutions, l'ensemble des quartiers situés dans le « croissant » historique de la ville, à l'exception du quartier du *Garden District*²⁹⁴, du *French Quarter* et du *CBD*, se caractérisaient en 2010 par une baisse de la part de résidents noirs et une augmentation substantielle de la part d'habitants blancs.

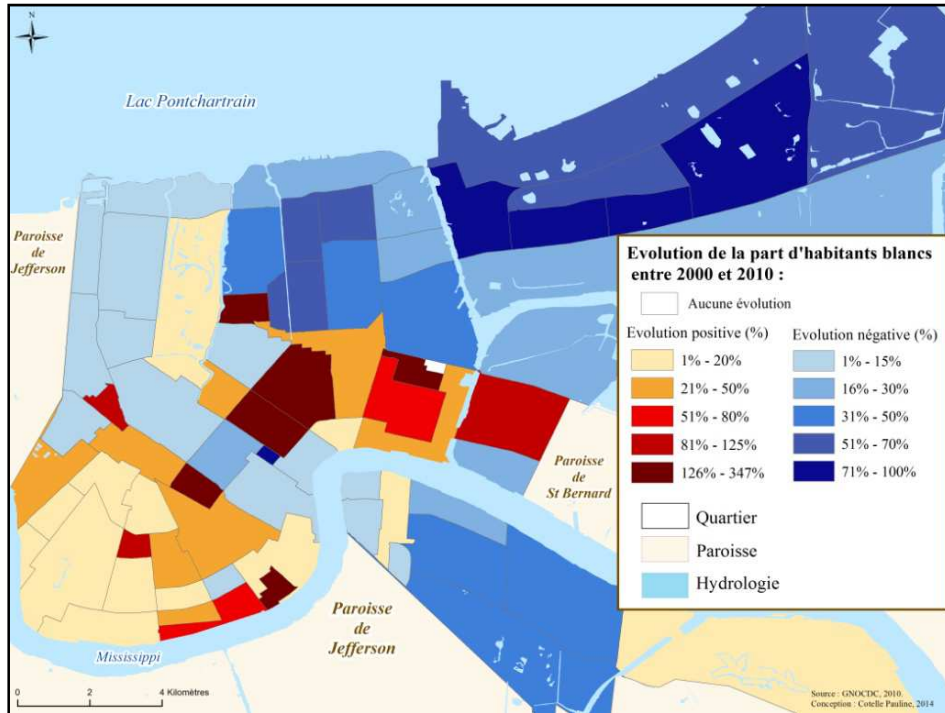


Figure 93 : Evolution de la part d'habitants blancs par quartiers entre 2000 et 2010.

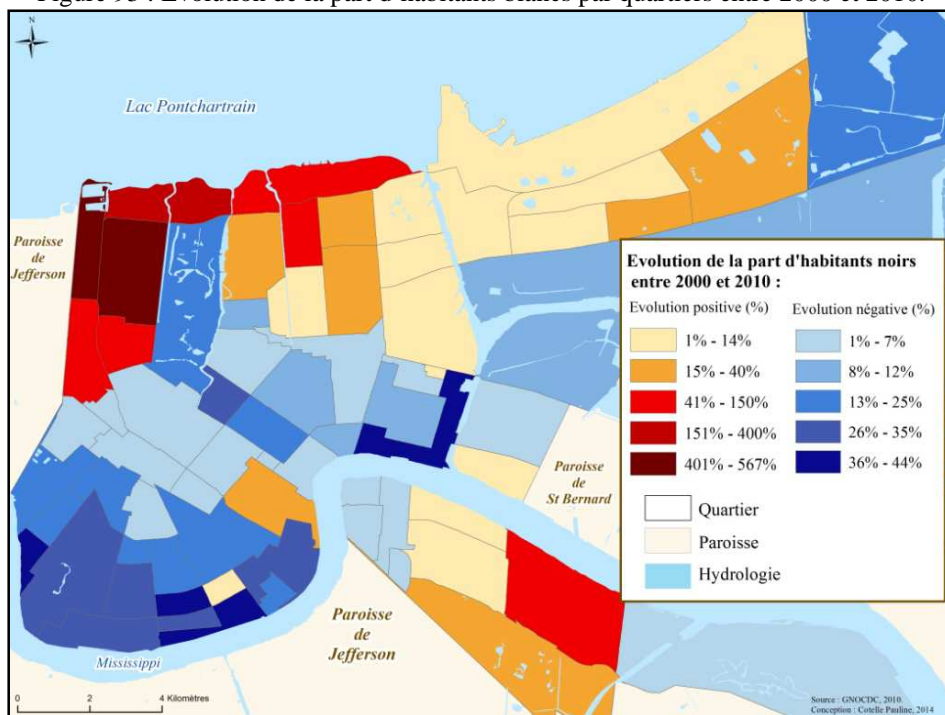


Figure 94 : Evolution de la part d'habitants noirs par quartiers entre 2000 et 2010.

²⁹³ Le quartier de *Lakeview* concentrait 0.3% d'habitants noirs en 2000.

²⁹⁴ Ce quartier parmi les plus riches de la ville a vu sa part d'habitants blancs et noirs baisser en raison de l'arrivée de populations d'origine hispanique.

Ces observations confirment à nouveau la tendance à la déconcentration de la pauvreté des quartiers centraux vers les périphéries de la ville. En effet, les évolutions des caractéristiques raciales des quartiers constituent un indicateur de leur évolution économique puisque ce déplacement correspond au phénomène de gentrification des quartiers historiques et de paupérisation des périphéries, notamment des banlieues. Par ailleurs, certains quartiers de la ville ont connu une forte évolution du nombre d'habitants d'origine hispanique. C'est le cas de la plupart des quartiers du secteur de *Gentilly*, de *Central City*, de *Mid-City* ou, à plus forte raison encore, de *New Orleans East*²⁹⁵.

Les évolutions démographiques contrastées à l'échelle des différents quartiers de la ville se sont accompagnées de changements des caractéristiques d'occupation du logement. Les quartiers centraux et historiques qui bordent le Mississippi se caractérisent par une évolution négative de la part de résidents locataires alors que les quartiers périphériques (à l'exception du quartier du *Village de l'Est* à l'extrême Nord-est de la ville et de certains quartiers de la *West Bank*) ont connu une évolution positive des taux de locataires, notamment dans les secteurs de *Gentilly*, de *Lakeview* et du quartier nanti de *Lake Terrace & Oak* qui borde le lac Pontchartrain au Nord.

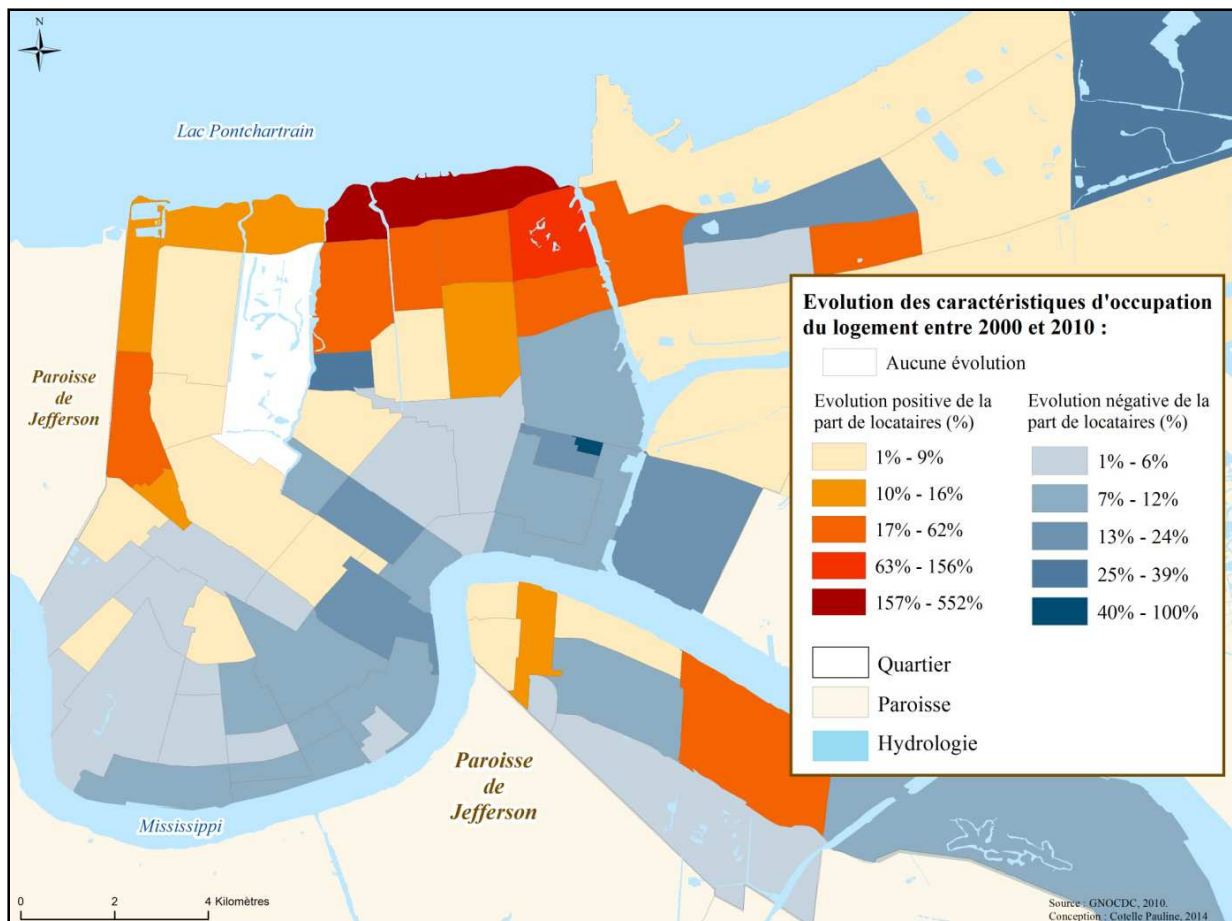


Figure 95 : Evolution des caractéristiques d'occupation du logement par quartiers (part de locataires) entre 2000 et 2010.

²⁹⁵ Dans ces secteurs les populations tendent à se concentrer le long de l'artère commerciale principale (*Chef Menteur*) qui relie les quartiers de *New Orleans East* au centre de la Nouvelle-Orléans, les coûts des loyers sont relativement bas et l'accessibilité aux secteurs à reconstruire est bonne (lieu de travail). L'évolution substantielle du nombre d'habitants hispaniques après Katrina est en effet à relier aux opportunités d'emploi dans le domaine de la construction.

Les changements démographiques observés à l'échelle des différents quartiers de la ville se sont enfin accompagnés d'une évolution des taux de pauvreté (cartes ci-dessous). En 2010, la Nouvelle-Orléans se caractérise par des contrastes de pauvreté plus marqués qu'en 2000. De manière générale, on note une augmentation de la pauvreté dans de nombreux quartiers localisés en périphérie de la ville (*New Orleans East, West Bank, Gentilly*) et une baisse à l'échelle des quartiers du centre ville. Par ailleurs, l'ensemble des quartiers bordant le Mississippi, qui n'ont pas ou peu été inondés en 2005, se caractérisent tous par une baisse de leurs taux de pauvreté.

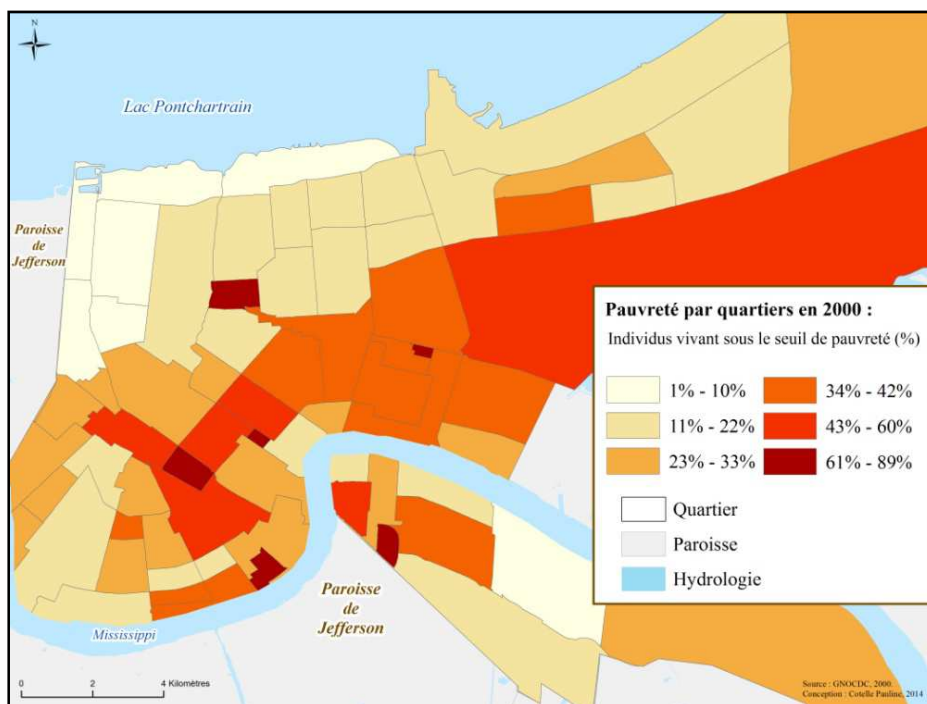


Figure 96 : Taux de pauvreté en 2000 par quartiers.

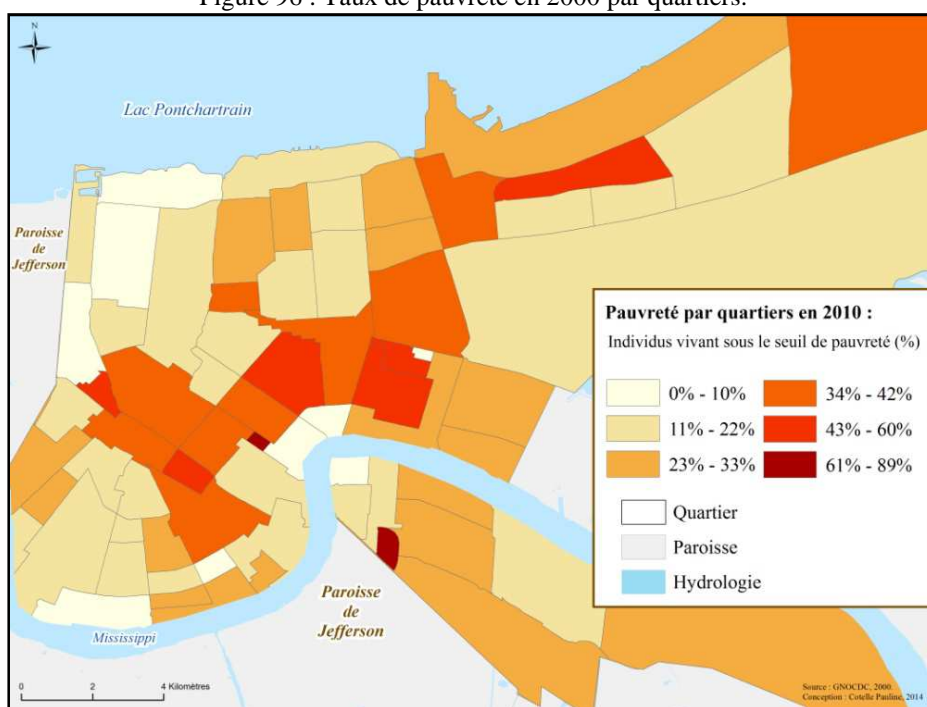


Figure 97 : Taux de pauvreté en 2010 par quartiers.

Typologie des quartiers au regard des évolutions structurelles survenues entre 2000 et 2010

Les quartiers peuvent être regroupés par catégories distinguant d'une part les quartiers inondés des quartiers non inondés et d'autre part les quartiers selon leurs évolutions socio-environnementales.

-Quartiers inondés en 2005 :

L'ensemble des quartiers inondés ont connu des transformations à la fois sociales et environnementales notables.

➤ Grands ensembles de logements sociaux²⁹⁶ :

Les grands ensembles de logements sociaux ont connu une transformation urbaine radicale puisque ceux-ci, ont été détruits ou programmés à la destruction et reconvertis en « quartier à mixité sociale ». Les niveaux de repeuplement sont généralement faibles en raison de la condamnation de nombreuses unités de logements ou de la dédensification du tissu urbain pour les grands ensembles ayant été convertis en quartiers « à mixité sociale ». Ces nouveaux « quartiers » concentrent une part d'habitants blancs plus élevés que les anciens grands ensembles de logements sociaux qui concentraient des habitants quasi exclusivement d'origine Afro-américaine²⁹⁷.

➤ Quartiers tardivement développés des secteurs de *Gentilly, New Orleans East* et du *9th Ward* (Nord et Est) :

Les quartiers tardivement développés au Nord et à l'Est de la ville (*Gentilly, New Orleans East, Lower 9th Ward*) où Katrina a révélé leur forte vulnérabilité environnementale ont connu d'importants dégâts et se caractérisent par des taux de retour relativement faibles, une plus forte concentration d'habitants noirs, une forte concentration de logements vacants, une évolution positive des taux de locataires, et une paupérisation²⁹⁸ qui reflète les tendances *pre* Katrina (départ des classes moyennes). Certains quartiers localisés dans le secteur de *New Orleans East* comme celui de *Read Blvd East* (figure 98)²⁹⁹ qui appartenaient avant Katrina à la classe moyenne et supérieure noire se caractérisent par une reconstruction qui se fait souvent à l'identique malgré le risque d'inondation élevé.

²⁹⁶ A l'exception de *Fisher* localisé sur la berge n'ayant pas été inondés (*West Bank*). Toutefois, celui-ci a été que partiellement repeuplé après Katrina et prévoit d'être démolé.

²⁹⁷ Généralement situés autour de 90%.

²⁹⁸ L'arrivée de nouvelles composantes sociales favorisée par la baisse du prix du foncier qui permet l'installation de populations à bas revenus (plus forte concentration de désavantages socio-économiques).

²⁹⁹ Quartier de la classe moyenne et supérieure noire, cf. http://www.nytimes.com/interactive/2007/08/28/us/2007_NOLA_GRAPHIC.html?_r=0



Figure 98 : Reconstruction à l'identique dans les quartiers de la classes moyenne et supérieure Afro-américaine de *New Orleans East*, comme ici dans la « *gated community* » d'*Eastover* (clichés de l'auteur, 2011).

Le quartier du *Lower 9th Ward* fait figure à part puisque si les taux de retour des habitants sont parmi les plus bas de la ville, l'évolution des taux de logements vacants est plus faible que la plupart des différents quartiers de la ville. La présence d'ONG, notamment le *Make It Right Foundation*, a aidé le retour de certains habitants notamment en leur permettant de devenir propriétaires de leur logement ce qui explique partiellement la baisse des taux de locataires entre 2000 et 2010³⁰⁰. Ce quartier a également connu une baisse de sa part d'habitants noirs et une légère augmentation d'habitants blancs. Enfin ce quartier à la différence des quartiers de *New Orleans East* et de *Gentilly* a connu une baisse de ses taux de pauvreté³⁰¹ puisque ceux-ci sont passés de 36,4 en 2000 à 29,1 en 2010.

➤ Quartiers nantis et tardivement développés dans le secteur de *Lakeview* (Nord-ouest) :

Les quartiers résidentiels nantis localisés dans le secteur de *Lakeview*, fortement impactés par les inondations se caractérisent par des taux de retour bas, une évolution positive prononcée des taux de logements vacants, une plus forte concentration d'habitants noirs, une baisse de la part d'habitants blancs et des taux de locataires plus élevés³⁰². Les taux de pauvreté n'ont pas véritablement évolué et sont restés parmi les plus bas de la ville sauf pour certains quartiers comme *Navarre* où ceux-ci sont passés de 8,5 en 2000 à 15,9 en 2010.

➤ Quartiers historiques défavorisés (*Back Of Town*) :

Les quartiers historiques à très forte majorité Afro-américaine ont de manière générale connu une baisse relative de la pauvreté et une augmentation de la part d'habitants blancs notamment dans les quartiers de *Central City*, *Tremé*, *St Roch*, *Seventh Ward*, et *St Claude*. Dans ces quartiers caractérisés

³⁰⁰ La baisse des taux de locataires observée dans ce quartier n'est cependant que partiellement imputable à l'implication des ONG. Le retour des habitants a en effet principalement concerné les propriétaires.

³⁰¹ Pourcentage d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté.

³⁰² Les propos d'un habitant de *Lake Terrace and Oaks* confirment ces tendances : "Lake Terrace has definitely changed. It is a bit more diverse, more black and asian than before. However I dont really feel like crime has changed much, still feels pretty safe out there. Also, the median age for families dropped so there are some younger families. The prices of houses dropped throughout the city after Katrina, lakefront and Lake Terrace were affected a lot by this and gave some people and opportunity to move into a nice area at a price they couldn't have afforded before the storm which could explain what you are talking about. The neighborhood also has private security, a cop that drives around neighborhood at night etc (Not NOPD affiliated)". (Fletcher, 2011).

avant Katrina par une forte concentration de désavantages socio-économiques, il convient de distinguer les quartiers qui ne bénéficient peu ou pas d'initiatives associatives visant à aider leur reprise et qui peinent à se reconstruire, des quartiers où des associations de types ONG ou associations communautaires constituent un moteur essentiel à leur reconstruction.

-Quartiers qui n'ont pas ou très peu été inondés en 2005 :

➤ Quartiers centraux historiques et touristiques (*White Teapot*) :

Les quartiers historiques qui bordent le fleuve (« *white Teapot* ») concentraient en 2010 davantage d'habitants blancs (proportionnellement), des taux de locataires plus faibles et dans certains cas ont connu une augmentation de leur population. La possibilité pour les habitants de revenir s'installer rapidement a favorisé une récupération rapide ce qui contraste avec les quartiers adjacents où les dégâts matériels ont été très importants. De plus la catastrophe a contribué à « réactualiser » l'attractivité de ces quartiers puisqu'elle a révélé leur faible vulnérabilité aux inondations. La pression foncière dans ces quartiers a largement entravé les possibilités de retour des populations à moyens et bas revenus. Pour ces raisons, les taux de logements vacants ont pu augmenter en raison de l'élévation des prix du logement qui a rendu impossible le retour de beaucoup d'anciens résidents³⁰³. La revitalisation largement initiée dans ces quartiers avant Katrina, s'est traduite dans le quartier du *Central Business District* par un usage de l'espace devenu de plus en plus résidentiel³⁰⁴ et par la réappropriation des berges du Mississippi par des résidents au niveau socio-économique plus élevé que les anciens habitants (gentrification) qui dans le cas du *Lower Garden District* va de pair avec la transformation du grand ensemble de logements sociaux de *St Thomas* devenu le *River Garden Apartments* en 2001.

➤ Quartiers bordant le lac Pontchartrain au Nord :

Ces quartiers nantis (*Lake Terrace & Oak, Lakeshore - Lake Vista*) ont connu entre 2000 et 2010 une baisse de la part d'habitants blancs et une concentration plus forte d'habitants noirs, les taux de locataires ont augmenté tout comme les taux de logements vacants y compris pour le quartier de *Lake Terrace & Oak* qui a connu une augmentation de sa population. Les taux de pauvreté ont augmenté dans ce secteur, même si ceux-ci restent relativement bas. Ils sont passés de 1,9 à 11% pour le quartier de *Lake Terrace & Oak* et de 2,7 à 6,5 pour celui de *Lakeshore* et *Lake Vista*.

➤ Quartiers de la *West Bank* (Sud-est) :

L'évolution de la population des quartiers localisés dans ce secteur accuse une baisse prononcée alors

³⁰³ La concentration de logements vacants dans ces quartiers ne reflète donc pas un manque d'attractivité, mais, au contraire, une attractivité renforcée qui favorise l'augmentation des prix des loyers qui deviennent socialement très sélectifs.

³⁰⁴ "Greater New Orleans Community Data Center show that the downtown population has grown from less than 2,000 in 1990 to nearly 3,500 in 2010" (*Times Picayune*, 16/11/2011) : http://www.nola.com/business/index.ssf/2011/11/fast-transforming_downtown_new.html

que ceux-ci n'ont pas connu d'inondations. Seuls les trois quartiers d'*Algiers Point*³⁰⁵, de *New Aurora* et *Old Aurora* ont connu une augmentation de leur population. Ces quartiers se caractérisent par ailleurs par une concentration accrue de résidents défavorisés (Section 8) issus des quartiers défavorisés qui ont été inondés ou des grands ensembles de logements sociaux.

L'analyse des transformations territoriales *post* Katrina à l'échelle des quartiers officiels confirme les dynamiques urbaines en place avant la catastrophe, à savoir la revitalisation du centre-ville de la Nouvelle-Orléans et le déclin démographique des quartiers périphériques, qui pour beaucoup, concentrent davantage de difficultés socio-économiques. Cependant, cette échelle d'observation ne permet pas de rendre compte des contrastes socio-économiques locaux, particulièrement prégnants dans les quartiers qui ont été partiellement inondés en 2005.

6.3.2. Des contrastes micro-locaux de développement amplifiés par Katrina

L'analyse de la transformation des territoires *post* Katrina à l'échelle des découpages administratifs de la ville³⁰⁶ pose problème puisque ces derniers renvoient à des espaces aux réalités sociales très contrastées³⁰⁷. Les données agrégées à cette échelle sont donc à nuancer puisqu'elles tendent à masquer les écarts de développement³⁰⁸ dans les quartiers qui ont été partiellement inondés en 2005³⁰⁹. La plupart d'entre eux sont en effet marqués par une ségrégation raciale et de forts contrastes socio-économiques qui ont été largement renforcés par Katrina.

Nous avons vu précédemment qu'historiquement les populations blanches de la Nouvelle-Orléans s'étaient concentrées dans le secteur naturellement surélevé qui borde le fleuve (*White teapot*). Ce secteur qui ne représente que 10% de la superficie totale de la ville, concentrait en 2000 plus de 42% de la population blanche de la ville (GNOCDC). En 2010, cette concentration spatiale s'est amplifiée puisque les quartiers localisés dans ce secteur de la ville ont connu une augmentation de la part de la population blanche qui s'est accompagnée d'une baisse relative des taux de pauvreté. Cependant, ces évolutions n'affectent pas de manière homogène les quartiers localisés dans ce secteur de la ville. Un « gradient de développement » s'observe en effet dans certains quartiers où les impacts inégaux de Katrina sur le tissu urbain ont renforcé l'attractivité des secteurs historiques non inondés (« aires de

³⁰⁵ Le quartier d'*Algiers Point* se rattache davantage à la catégorie précédente, puisqu'il s'agit d'un quartier historique et touristique.

³⁰⁶ Mesure quantitative de la reconstruction à l'aide d'indicateurs agrégés à l'échelle des quartiers officiels.

³⁰⁷ Le découpage officiel correspond en effet peu à la réalité sociale des habitants. Sur le terrain, l'usage des noms des quartiers était rarement le même d'un habitant à l'autre, ce qui a nécessité une demande de précision systématique sur ce que tel quartier désignait pour tel individu. Il existe en effet un réel décalage entre les quartiers officiels et les « quartiers » des habitants. Certains se trouvaient en effet offensés de s'entendre dire qu'ils résidaient dans un quartier bénéficiant d'une « image » négative, très peu représentative de leur lieu de vie. Cf. Campanella, (2010) - "City neighborhoods: a matter of evolving perception – " How many New Orleanians can locate the Neighborhood called "Plum Orchard"? Or would distinguish between "Tremé" and "Sixth Ward," even though Tremé occupies the Six Ward? Or would agree that a single neighborhood (St. Roch) borders both Marigny a few blocks from the French Quarter, and the former St. Bernard Housing Project all the way over by City Park?... Officially defined neighborhoods are a necessary evil, an important delusion, a fake reality. They should be viewed as useful cartographic and statistical tools—and no more".

³⁰⁸ Il est difficile de parler de reconstruction ici puisque les quartiers analysés pour illustrer le gradient n'ont été que partiellement inondés, donc la reconstruction ne concerne qu'une partie de ces quartiers.

³⁰⁹ Cf. Notion de miroirs déformants de la reconstruction développée par Hernandez (2010).

développement ») adjacents aux « aires marginalisées » qui ont connu une aggravation des difficultés socio-économiques et une baisse marquée et prolongée de leur population (figure 99). Par ailleurs, les secteurs inondés de ces quartiers qui se situent en marge de la portion non inondée se caractérisent par une gentrification progressive. Cet écart de développement s'observe également entre les quartiers totalement épargnés par les inondations et les quartiers voisins totalement inondés dont les marges se caractérisent par une gentrification plus ou moins marquée³¹⁰. Ces dynamiques locales sont occultées par l'agrégation des données à l'échelle des quartiers officiels qui tend à généraliser l'amélioration des indicateurs socio-économiques à l'ensemble de ces référents territoriaux. Ces quartiers se caractérisent en effet par deux dynamiques inverses à savoir, la revitalisation et la gentrification des secteurs pas ou peu inondés et la paupérisation des secteurs déjà marginalisés avant Katrina et qui ont été très endommagés par les inondations³¹¹.

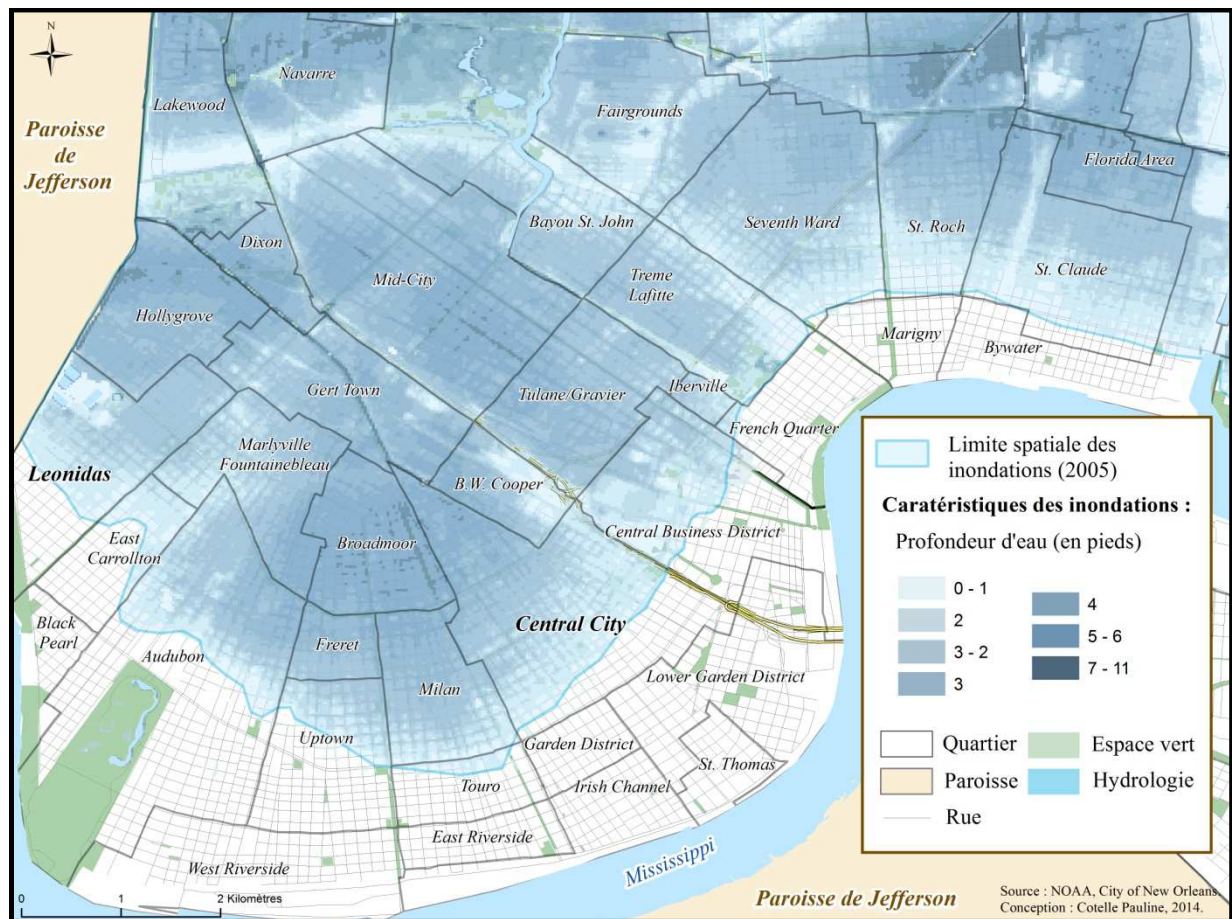


Figure 99 : Un écart de développement amplifié par Katrina dans les quartiers partiellement inondés en 2005.

Les indicateurs de la transformation des quartiers présentés précédemment peuvent ainsi cacher différentes réalités dans le fonctionnement des territoires. Un quartier qui « se porte mieux » au regard de ses indicateurs de pauvreté peut en réalité refléter l'arrivée de populations au revenu élevé qui ne vivaient pas dans le quartier avant Katrina (*gentrifiers*), qui, combinée au départ important et prolongé

³¹⁰ Les marges Sud des quartiers de *St Claude*, *St Roch* ou encore dans le secteur Sud de *Treme* qui borde le *French Quarter* dans sa partie Nord.

³¹¹ Portion Nord de quartiers comme *Central City*, *Leonidas*, *Holy Cross*.

de populations pauvres n'ayant pas eu les moyens de revenir après Katrina, « tire » les taux de pauvreté du quartier vers le bas. Cette évolution des taux ne traduit donc pas la réalité sociale des populations pauvres, certes moins nombreuses en 2010, mais qui connaissent des difficultés plus prononcées qu'avant Katrina.

Le décalage entre les tendances observées à l'échelle des quartiers et la réalité constatée sur le terrain traduit donc la présence de très fortes inégalités socio-économiques et d'une ségrégation raciale qui ont été amplifiées par la catastrophe. L'explosion des prix du logement dans les secteurs qui n'ont pas été inondés ont contraint certains habitants à quitter le secteur pour s'installer en périphérie de ceux-ci, où les prix sont plus abordables. Ce processus de transfert des populations se caractérise par une gentrification des marges des quartiers qui historiquement concentraient les populations Afro-Américaines pauvres (*Back of town*). Ce processus s'illustre à l'échelle de quartiers comme le *French Quarter*, le *Marginy* ou *Bywater* où l'évolution des prix du logement a conduit à un déplacement progressif des populations majoritairement blanches à revenus moyens dans les secteurs limitrophes de *Tremé*, de *St Roch*, du *Seventh Ward* et de *St Claude* (figure 100)³¹².

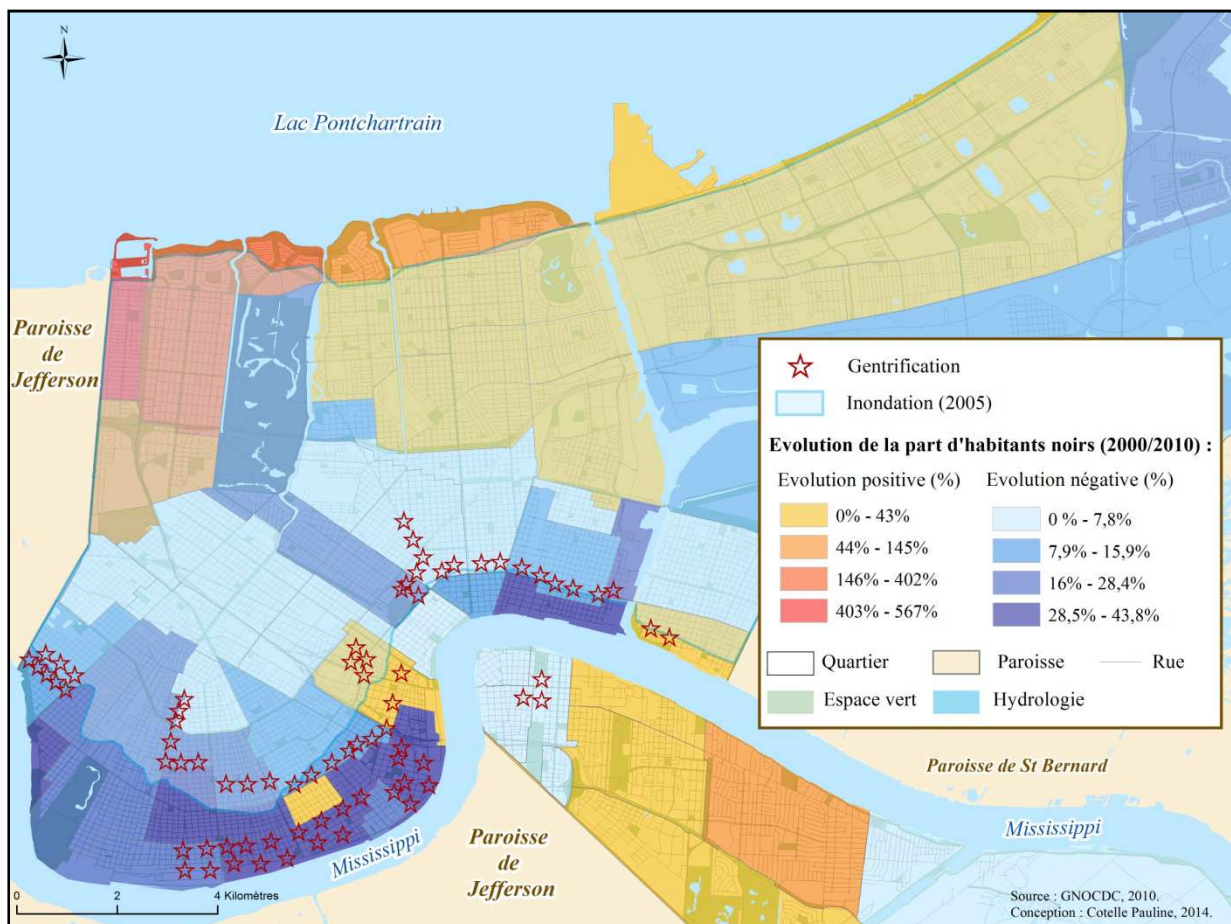


Figure 100 : Dynamique de gentrification accélérée par Katrina dans les secteurs adjacents aux quartiers historiques et touristiques non inondés en 2005.

³¹² Les quartiers de *Marigny* et de *Bywater* qui avant Katrina avait commencé à se gentrifier ont connu, après Katrina, un départ massif des populations pauvres principalement noires qui n'ont pas pu retrouver un logement en raison de l'élévation des prix du loyer. Le quartier de *Bywater* a ainsi perdu près des trois quarts de sa population Afro-américaine. Le quartier de *Tremé* fait l'objet de nombreuses recherches pointant le problème posé par la gentrification progressive du quartier qui menace son « authenticité ».

L'analyse micro locale des quartiers de *Central City* et de *Leonidas*, où les impacts des inondations ont été contrastés, permet de mettre en contexte les évolutions de leurs indicateurs socio-économiques et ainsi montrer l'effet catalyseur de la catastrophe sur les écarts de développement observables à l'échelle de ces deux quartiers.

- Ecart de développement creusé par Katrina à l'échelle des quartiers de *Leonidas* et de *Central City*

Les deux quartiers de *Central City* et de *Leonidas* montrent une amélioration relative de leurs indicateurs socio-économiques entre 2000 et 2010 (tableau 7). Cependant, cette apparente amélioration cache un contraste de développement très fort entre les portions Sud et Nord de ces deux quartiers qui se caractérisent par des réalités sociales et environnementales très contrastées.

	<i>Central City</i>	<i>Leonidas</i>
Population 2000/2010	19072 / 11257	8953 / 6769
Pourcentage d'habitants noirs 2000/2010	87.1 / 72.2	75.5 / 62
Pourcentage d'habitants blancs 2000/2010	9.9 / 17.3	20.6 / 30.7
Pourcentage d'habitants touchant moins de 10 000\$/an 2000/2010	41.9 / 23.9	20.2 / 17.4
Pourcentage d'habitants bénéficiant d'aides sociales 2000/2010	8.8 / 1.3	6.8 / 2.6
Pourcentage de locataires 2000/2010	83.7 / 76.9	58.2 / 55.6
Pourcentage de logements vacants 2000/2010	21.2 / 39.5	12 / 25.9

Tableau 7 : Evolution des caractéristiques structurelles des quartiers de *Central City* et de *Leonidas* entre 2000 et 2010 (source : GNOCDC).

A *Central City* comme à *Leonidas*, le départ définitif de populations très pauvres qui n'ont pas pu revenir et la gentrification des portions non inondées des quartiers, tend à masquer les disparités locales. Dans le quartier de *Central City* le secteur le plus pauvre où les eaux ont stagné le plus longtemps (*Hoffman Triangle*), est devenu encore plus marginalisé après Katrina en raison de la plus forte concentration de désavantages socio-économiques. Dans le même temps la portion Sud du quartier, adjacente au secteur touristique du *Garden District* et bordée par l'avenue touristique de *St Charles*, a connu une amélioration liée à la présence d'ONG et d'associations communautaires ainsi qu'à l'arrivée de nouvelles composantes démographiques (populations blanches, jeunes, etc.). La moins forte concentration de la pauvreté dans le quartier de *Central City* ne traduit donc pas une amélioration du quartier dans son ensemble mais l'amplification de l'écart de développement entre la partie Sud et la partie Nord très affaiblie depuis Katrina.

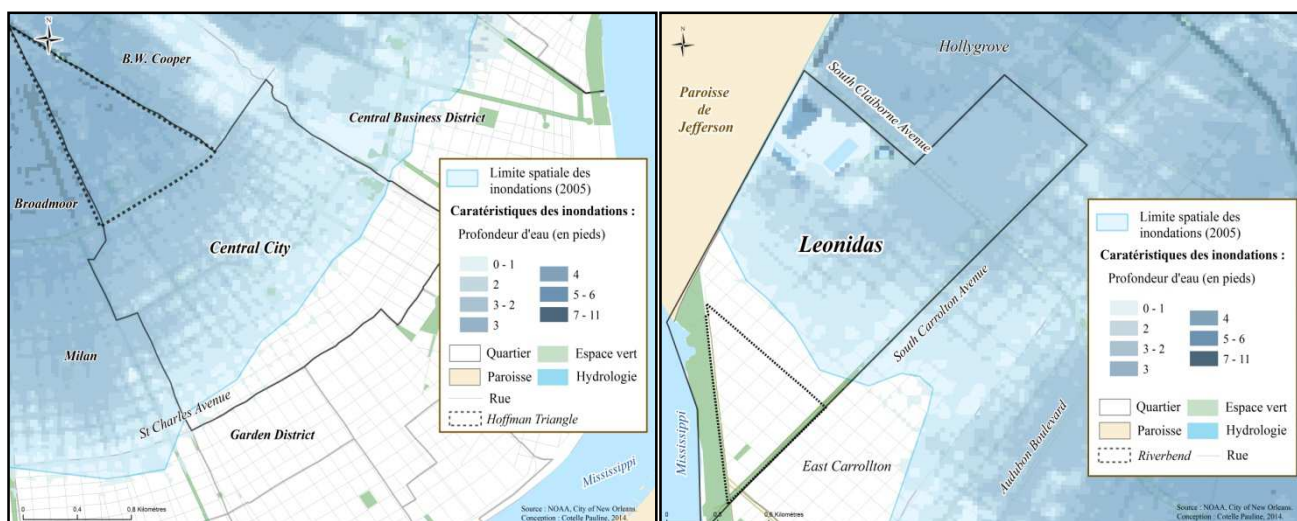


Figure 101 : Forte inégalité spatiale de l'endommagement et reconstruction à plusieurs vitesses des quartiers de *Central City* et *Leonidas*.

Le gradient topographique qui correspond à un « continuum des richesses », s'illustre également à l'échelle du quartier de *Leonidas*. Au Sud du quartier, sur les berges du Mississippi, se trouve le secteur de *Riverbend* qui n'a pas été inondé en 2005. Ce secteur relativement nanti, à très forte majorité d'habitants blancs, contraste fortement avec le secteur localisé au Nord, connu par les locaux sous le nom de *Pension Town*, qui concentre quasi exclusivement des populations Afro-américaines défavorisées. Le secteur de *Riverbend* connaît une revitalisation urbaine accélérée depuis 2005 alors que le secteur de *Pension Town* qui avait été totalement inondé et qui peine fortement à se reconstruire, connaît une dégradation notable de ses indicateurs socio-économiques et de ses paysages urbains. Par ailleurs, les pâtés de maisons localisés entre *Riverbend* et *Pension Town*, se caractérisent par une gentrification progressive largement visible sur le terrain³¹³. Ce contraste de développement observé à *Leonidas* reflète le fonctionnement à deux vitesses de nombreux quartiers qui a largement été amplifié par Katrina.

Les deux exemples de *Central City* et *Leonidas* soulignent l'importance de nuancer les analyses menées à l'échelle des quartiers qui indiquent une amélioration de leurs indicateurs socio-économiques. La baisse des taux de pauvreté et l'augmentation de la part d'habitants blancs dans les quartiers historiques ne reflètent en effet pas la réalité des secteurs topographiquement bas qui ont été très endommagés par les inondations puisqu'ils se caractérisent par une détérioration des conditions de vie des habitants.

Si l'analyse fine de la transformation des territoires, dépassant le recours à des données agrégées à l'échelle des quartiers officiels, permet de montrer que Katrina a constitué un facteur d'augmentation des inégalités socio-économiques à l'échelle de certains quartiers, elle permet également de mettre à jour la réalité de la reconstruction des secteurs inondés qui se traduit par des situations contrastées,

³¹³ Nous avons pu le constater lors de notre première mission de terrain de trois mois durant laquelle nous avons résidé dans ce secteur encore à très forte majorité Afro-américaine mais qui voit progressivement arriver des populations blanches.

révélatrices du niveau de résilience des territoires. La concentration et la permanence de constructions vacantes dégradées constituent des indicateurs du « prolongement de la catastrophe » dans certains secteurs où les habitants manquent de ressources pour agir contre la dégradation des paysages urbains. En revanche, la dédensification du tissu urbain, lorsqu'elle correspond à l'implication des résidents dans la gestion et l'éradication des logements vacants, peut traduire une bonne résilience du territoire ayant intégré les conséquences de la catastrophe dans son fonctionnement. L'analyse des paysages urbains des secteurs en reconstruction permet ainsi de distinguer les territoires au regard de leur vulnérabilité et de leur capacité de résilience.

6.3.3. Caractéristiques environnementales de la reconstruction ; « Un patchwork de réussites et de ratages »³¹⁴

« La dévastation de *Lower Ninth* est pratiquement sans égal ... mais d'autres quartiers restent sévèrement touchés. Les quartiers résidentiels de classe moyenne Gentilly et Lakeview, dans le nord de la ville, ne sont reconstruits qu'à moitié, tandis que Mid-City est complètement bigarré; des pâtés de maisons reconstruits côtoient un terrain vague et des immeubles désaffectés jouxtent des résidences demeurées intactes » (Légaré-Tremblay, 2010).



Figure 102 : Multiplication du *blight* urbain après Katrina (cliché de l'auteur, 2011).

Le processus de reconstruction des secteurs inondés en 2005 s'est matérialisé par un repeuplement très hétérogène dont ne rendent pas compte les indicateurs agrégés à l'échelle des quartiers³¹⁵. La reconstruction de la Nouvelle-Orléans qui s'est faite à l'initiative des habitants, s'est traduite par un environnement urbain alternant des maisons reconstruites, des parcelles vacantes et des logements inoccupés, le plus souvent en délabrement (*blight* urbain³¹⁶). Cette reconstruction sporadique constitue

³¹⁴ Expression utilisée par Barack Obama lors de sa campagne présidentielle de 2008 pour désigner l'état de reconstruction de la ville.

³¹⁵ Cf. Hernandez (2010, pp. 250-300), « Un paysage incertain ». Les échelles d'une reconstruction à plusieurs vitesses et le prolongement de la catastrophe».

³¹⁶ Le *blight* urbain constitue un indicateur explicite du déclin des territoires. Voir Pritchett (2003): "The "Public Menace" of Blight: Urban Renewal and the Private Uses of Eminent Domain".

un indicateur du rôle de catalyseur de la catastrophe³¹⁷ sur les processus urbains en cours avant sa survenue³¹⁸. L'évolution des taux de logements vacants par quartiers, élevée à l'échelle de l'ensemble des quartiers de la ville, recouvre des situations très variées. La concentration de parcelles vacantes et de constructions à l'abandon a différenciellement affecté³¹⁹ les espaces socialement fragmentés par un repeuplement discontinu. Cette « mosaïque » de la reconstruction s'est accompagnée d'une évolution différentielle des paysages urbains que les taux de retour ne permettent pas d'apprécier. En effet, les espaces en reconstruction se caractérisent soit par une dédensification du tissu urbain qui se caractérise par une alternance de parcelles vides et de maisons rénovées ou reconstruites (1), soit par une dégradation des paysages urbains liée à la permanence de constructions vacantes en délabrement (2).

➤ Dédensification du tissu urbain

La dédensification du tissu urbain résulte soit d'un processus maîtrisé par les résidents impliqués dans la gestion des constructions vacantes³²⁰, soit de la destruction du bâti causée par le courant de l'eau dans les secteurs localisés près des ruptures de digues³²¹, soit encore de la combinaison d'une destruction du bâti par les inondations et d'une forte implication citoyenne (cf. *Lakeview*).

Dans les secteurs où les habitants disposent de ressources économiques et sociales importantes, la dédensification du tissu urbain résulte d'un processus maîtrisé qui découle d'une part de la capacité individuelle des habitants à gérer la problématique des logements vacants (niveau socio-économiques) et d'autre part, de la présence d'associations de quartiers faisant pression sur les élus locaux pour durcir les lois de pénalisation des résidents laissant leur logement se dégrader. Ce processus de dédensification géré par les résidents reflète donc une bonne résilience du territoire qui s'est adapté aux changements démographiques *post Katrina*³²².

En revanche, la dédensification liée à la destruction causée par la proximité avec les points de rupture des digues ne sous entend pas forcément une implication citoyenne dans la prise en charge des constructions vacantes. Dans le quartier du *Lower 9th Ward*, si l'ampleur de la dévastation et la présence d'ONG ont favorisé la dédensification urbaine, de nombreuses constructions sont toujours inoccupées. Les paysages se caractérisent alors par une alternance de maisons habitées, de logements vacants et de parcelles vacantes et traduisent une faible résilience du quartier qui peine à se remettre des conséquences du cyclone (figure 103).

³¹⁷ Cf. Hernandez (2010, pp.268-277).

³¹⁸ Déprise urbaine de la plupart des quartiers de la ville (cf. chapitre 4).

³¹⁹ Quantitativement et qualitativement.

³²⁰ De nombreuses associations de citoyens se sont créées après Katrina pour gérer et éradiquer le *blight* considéré comme l'une des principales nuisances à la qualité de vie et au rétablissement des territoires notamment en raison du risque de dévaluation de la valeur des propriétés qu'il entraîne.

³²¹ Dans le quartier du *Lower 9th Ward* de nombreuses maisons ont été arrachées de leurs fondations ce qui explique les taux de logements vacants relativement bas au vu de l'ampleur des inondations et des hauteurs d'eau atteintes.

³²² Cf. Hernandez, (2010, pp.268-277).

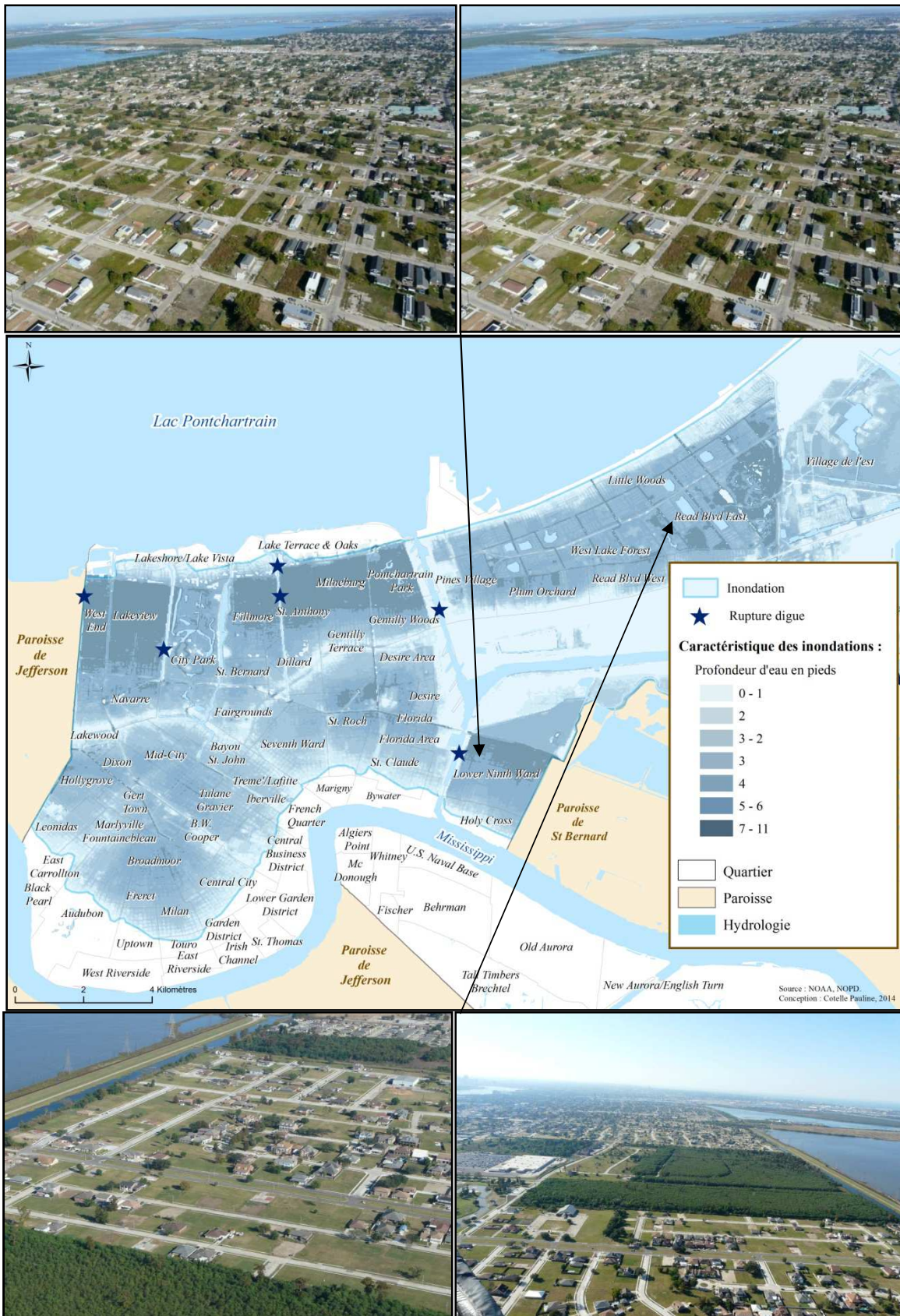


Figure 103 : Dédensification du tissu urbain dans les secteurs localisés à l'Est de la Nouvelle-Orléans (Clichés de l'auteur, 2011).

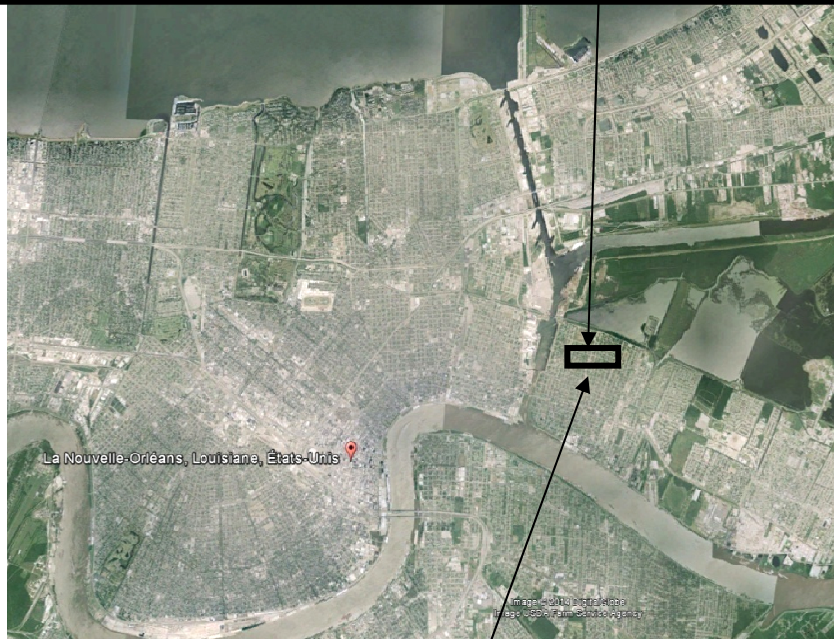


Figure 104 : Images satellites illustrant la dédensification urbaine dans le quartier du *Lower 9th Ward* ((Source : Google Earth©).



Figure 105 : Dédensification du tissu urbain visible sur le terrain dans le quartier du *Lower 9th Ward* (source : clichés de l'auteur, 2010).

➤ Permanence des logements vacants en délabrement

Parallèlement à la dédensification du tissu urbain, l'augmentation du nombre de logements vacants après Katrina se traduit, dans la plupart des espaces affectés par les inondations, par une très forte détérioration des paysages urbains marqués par une forte concentration de constructions vacantes en délabrement qui constituent autant de stigmates de la catastrophe (figure 106). Ces paysages urbains dénotent des difficultés des territoires à se reconstruire puisque la permanence du *blight* constitue un indicateur implicite de l'incapacité des résidents à se mobiliser pour éviter la dégradation de l'environnement urbain qui constitue une entrave sérieuse à leur développement. Néanmoins, si la permanence du *blight* résulte généralement de l'absence d'engagement individuel des résidents ou de la faiblesse des structures communautaires (associations de quartiers), elle est dans certains cas le produit de lois « préservationnistes » très actives dans certains secteurs historiques de la ville (figure 106).



Figure 106 : Maintien du *blight* pour des raisons préservationnistes comme ici dans le quartier *St Roch* qui concentre toujours en 2010 un nombre très élevé de logements vacants non rénovés³²³ (cliché de l'auteur, 2011).

³²³ *St Roch* comptait en 2010, 1574 logements vacants sur un total de 4178 logements à l'échelle du quartier.

Dans ces quartiers, les quelques initiatives communautaires de résidents impliqués dans la lutte contre le *blight* sont largement entravées³²⁴. Ces soucis préservationnistes affectent principalement les quartiers historiques défavorisés puisque ces derniers concentrent des taux de logements vacants très élevés en raison des inondations. Dans ces quartiers, les habitants bénéficient de peu de ressources leur permettant d’agir contre la dégradation de l’environnement urbain. Ces territoires vulnérables très peu résilients ont ainsi connu une aggravation de leur situation après Katrina.



Figure 107 : Forte augmentation du nombre de constructions vacantes délabrées dans le quartier du *Seventh Ward* qui se caractérise par des paysages urbains dégradés (Clichés de l’auteur, 2011).

Les caractéristiques physiques de l’environnement urbain des espaces affectés physiquement par la

³²⁴ C’est le cas du quartier pauvre de *St Roch* où l’association de résidents à but non lucratif « *The Faubourg St. Roch Project* », activement impliquée dans la lutte contre le *blight*, est confrontée aux « préservationnistes » qui s’opposent systématiquement aux projets de démolition de structures délabrées.

catastrophe, ont un impact important sur le fonctionnement de ces territoires. Leur reconstruction sporadique, qu'il s'agisse d'une dédensification ou d'une forte concentration de logements vacants, affecte en effet la cohésion sociale entre les résidents. L'alternance entre des maisons vides, des maisons occupées et des parcelles vacantes ne permet pas le retissage des liens de voisinage essentiels à la résilience « sociale » des territoires. Néanmoins, la constitution de groupes communautaires impliqués dans la gestion des logements vacants, a conduit, dans de nombreux secteurs de la ville, au développement de liens sociaux qui n'existaient pas avant Katrina.

L'analyse des transformations territoriales *post* Katrina aux différentes échelles spatiales permet de confirmer l'hypothèse selon laquelle la catastrophe a constitué un accélérateur de dynamiques urbaines en cours ou en germe. La catastrophe Katrina a conduit à un renforcement du fonctionnement à deux vitesses de la ville, qui s'observe également à l'échelle des quartiers partiellement inondés en 2005. La dégradation des paysages urbains de l'« arrière boutique » de la ville concomitante à la revitalisation de la « vitrine » néo-orléanaise traduit le fossé qui s'est creusé entre les territoires attractifs et les territoires en marge qui peinent à se reconstruire.

Synthèse de la transformation des territoires post Katrina

	Revitalisation	Gentrification	Dédensification du tissu urbain		Dégradation des paysages urbains
Exposition aux inondations	Non inondés	Non inondés ou légèrement inondés	Inondés		Inondés
Caractéristiques géographiques	Secteurs centraux historiques et touristiques	Secteurs centraux en marge des secteurs non inondés qui connaissent une revitalisation	Secteurs périphériques tardivement développés		Secteurs périphériques pauvres et secteurs historiques du <i>Back of town</i>
			Secteurs résidentiels de la classe moyenne et supérieure Dédensification gérée	Secteurs résidentiels pauvres Dédensification « subie »	
Caractéristiques des territoires post Katrina	Taux de retour élevés des habitants et des activités Amélioration des paysages urbains	Taux d'habitants blancs plus élevés Baisse des taux de pauvreté Transformation des paysages urbains	Faibles taux de retour des habitants Alternance parcelles vides/maisons occupées		Faibles taux de retour Alternance logements vacants délabrés/maisons occupées

Tableau 8 : Caractéristiques des transformations des territoires après Katrina.

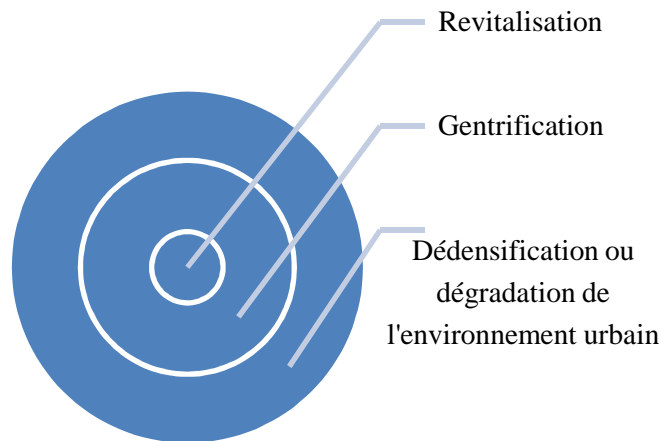


Figure 108 : Caractéristiques géographiques des transformations territoriales *post* Katrina (réalisation propre).

Hypothèse quant au lien, a priori, entre la transformation des territoires post Katrina et l'insécurité urbaine

Les transformations socio-économiques et environnementales plus ou moins radicales des territoires générées ou accélérées par la catastrophe Katrina, suppose incidemment une mutation de leur vulnérabilité à l'insécurité urbaine ;

- La catastrophe en tant qu'accélérateur de tendances en cours ou en germe devrait conduire à une amplification de l'insécurité urbaine dans les secteurs de la ville déjà caractérisés par une insécurité élevée avant Katrina et *vice versa*.
- Les changements structurels et fonctionnels rapides voir radicaux de certains territoires³²⁵, pourront entraîner des modifications importantes de la criminalité qui ne s'accompagneront pas forcément d'une évolution des représentations du danger.
- La catastrophe en tant que révélateur de vulnérabilités devrait mettre à jour des processus peu visibles en « temps normal ».

Hypothèse 1 : conformément à la théorie de la désorganisation sociale et la théorie de la vitre cassée, les territoires caractérisés par une concentration accrue de désavantages socio-économiques et une dégradation de leur environnement urbain (*blight*) devraient connaître une aggravation de leur insécurité qui pourra se matérialiser par un volume de criminalité plus important et des activités criminelles plus intenses³²⁶. La reconstruction sporadique constitue, *a priori*, un environnement urbain propice au renforcement de l'insécurité urbaine et des activités criminelles mais la baisse du nombre de cibles pourra toutefois entraîner une baisse du volume de criminalité.

³²⁵ Cf. Transformation des grands ensembles de logements sociaux en quartiers dits à « mixité sociale ».

³²⁶ Le volume de criminalité pourra baisser en raison de la diminution du nombre de cibles alors même que les activités criminelles pourront s'intensifier en raison de l'affaiblissement de la surveillance formelle (police) et naturelle (habitants).

Hypothèse 2 : Les secteurs qui ont connu une dédensification du tissu urbain pourront connaître une baisse de la criminalité en raison de la baisse du nombre de cibles mais pourront concentrer davantage d'activités criminelles en raison d'une plus faible surveillance naturelle (cohésion sociale).

Hypothèse 3 : Les quartiers qui ont connu un renforcement de leur attractivité pourront connaître une aggravation de leur criminalité en raison de l'augmentation du nombre cibles attractives. En revanche, le risque criminel pourra être limité par une surveillance « naturelle » accrue³²⁷ et des réponses sécuritaires renforcées. Par ailleurs, l'insécurité perçue pourra baisser en raison de l'amélioration de l'aspect visuel du paysage urbain (revitalisation urbaine).

Hypothèse 4 : Conformément à la théorie des opportunités criminelles et de l'efficacité collective, les secteurs en gentrification pourront connaître soit un renforcement de la criminalité, lié à la présence de cibles nouvelles et attractives, soit une baisse des activités criminelles en raison d'une plus forte efficacité collective.

Hypothèse 5 : la proximité spatiale entre les secteurs en revitalisation et en gentrification (1) et les secteurs caractérisés par une détérioration de leurs indicateurs socio-économiques et par une dégradation de leur environnement urbain (2), devrait favoriser la criminalité. En effet, ces contrastes prononcés de développement observés à l'échelle des secteurs inégalement affectés par les inondations devrait accroître le risque criminel puisque, d'une part, les processus de revitalisation et la gentrification supposent une plus forte concentration de cibles attractives et, d'autre part, l'affaiblissement des territoires peu résilients supposent une plus forte concentration d'activités criminelles. La combinaison de bassins d'opportunité et de poches de criminalité devrait en effet favoriser les opportunités criminelles en raison de flux accrus entre les territoires attractifs (peu résilients) et les territoires générateurs (résilients).

Le passage du cyclone Katrina a conduit à des évolutions spatiotemporelles notables de l'insécurité urbaine. À court, la catastrophe s'est accompagnée de transferts d'insécurité observables à l'échelle de la Nouvelle-Orléans mais également des villes d'accueil des évacués (chapitre 7). A moyen terme, la criminalité urbaine a fortement fluctué à la Nouvelle-Orléans. Si les premiers mois *post* Katrina se sont accompagnés d'une baisse historique de la violence celle-ci fut de courte durée. Le retour progressif des habitants a marqué le retour de la criminalité, notamment violente, qui a connu, au cours des années *post* Katrina, de nouvelles tendances spatiales (chapitre 8). Les années *post* catastrophe ont par ailleurs vu le développement des stratégies sécuritaires micro localisées qui s'inscrivent dans un logique de reconstruction « par le bas » très inégalitaire (chapitre 9).

³²⁷ La gentrification qui correspond à l'arrivée d'habitants à revenus plus élevés que les anciens résidents, laisse sous entendre que les nouveaux habitants aient une tolérance aux désordres et au crime plus faible. Leur implication dans la gestion de ces problèmes sera donc *a priori* plus active et donc potentiellement plus efficace (cf. actions de sécurisation nouvelles ou renforcées, cf. chapitre 9).

TROISIEME PARTIE

RECONSTITUTION DES EVOLUTIONS SPATIALES ET TEMPORELLES DE L'INSECURITE URBAINE



Figure 109 : Retour de la Garde Nationale en juin 2006 pour épauler la police locale face au retour des activités souterraines génératrices de violences et d'un climat d'insécurité prononcé (source : *USA Today*, 08/12/2006).

Chapitre 7. Transferts d'insécurité urbaine en lien avec la catastrophe (août - fin 2005)

Chapitre 8. Evolution de la criminalité urbaine (2000/2005 – 2006/2010)

Chapitre 9. Des stratégies sécuritaires micro-localisées qui se généralisent après Katrina

Introduction troisième partie

“For people who study criminals and criminal behavior, the Katrina disaster is an ideal Laboratory. [...] “There's a law in all social sciences. If you want to study something, change it (NPR, 30/01/2006)

La reconstitution des évolutions de l'insécurité urbaine permet de mettre en lumière ses évolutions spatiales aux différentes temporalités de la catastrophe. Les bouleversements engendrés par le passage du cyclone ont entraîné, dans les jours et semaines qui l'ont succédé, des transferts d'insécurité à l'échelle de la Nouvelle-Orléans et des villes d'accueil des évacués. L'analyse en retour sur les événements permet de fortement nuancer, voir contredire, les discours sécuritaires qui se sont focalisés sur certains faits et certains lieux, non représentatifs du caractère inédit de la criminalité urbaine qui a marqué la crise déclenchée par le passage du cyclone Katrina (chapitre 7). Le recours aux données quantitatives et qualitatives obtenues lors des missions de terrain, a par la suite permis de reconstituer les évolutions spatiales, à moyen et long terme, de la criminalité urbaine *post* Katrina au regard de ses caractéristiques *pre* catastrophe (chapitre 8). Ces évolutions se sont accompagnées d'une « privatisation » de la sécurité qui s'est matérialisée par des réponses micro-localisées de plus en plus nombreuses (*Security Districts*). Si ces stratégies ne s'accompagnent pas d'une réduction systématique et effective de la criminalité, elles traduisent néanmoins un besoin sécuritaire accru des populations après Katrina (chapitre 9).

Transferts d'insécurité urbaine en lien avec la catastrophe (août à fin 2005)

L'analyse en retour sur les événements qui se sont produits au moment et après Katrina permet d'invalider un certain nombre de discours qui ont conditionné les réponses de gestion de crise, à la Nouvelle-Orléans et dans les principaux sites urbains d'évacuation des victimes de l'ouragan. L'analyse de l'insécurité urbaine, replacée dans son contexte géographique, révèle une criminalité qui diffère du contexte « hors crise » tant par ses formes, que par ses caractéristiques spatiales et que par ses acteurs mis en scène (7.1/7.2).

L'inondation de la Nouvelle-Orléans a entraîné des flux de populations vers les secteurs non inondés du centre ville où avaient été établis les points de rassemblement des victimes en vue de leur évacuation. Les phénomènes de pillages et de violences sporadiques qui ont émergé dans le sillon de Katrina ont conduit à la diffusion de rumeurs qui ont largement encouragé la tournure militaire de la gestion de la crise, au détriment de l'assistance aux victimes. La désorganisation du département de police, non préparé à gérer une telle situation, a également contribué à la diffusion de messages erronés qui ont alimenté les récits médiatiques faisant état d'une ville en proie à la violence et aux pillages collectifs (7.1.).

Les récits médiatiques focalisés sur les scènes de pillages survenus dans les secteurs vitrines de la ville, ont très largement occulté d'autres formes de violences mettant en scène d'autres acteurs et d'autres lieux en marge des « projecteurs médiatiques ». Les violences policières, qui n'ont été rendues publiques que plusieurs années après Katrina, sont révélatrices de l'état dans lequel se trouvait le département de police de la ville à la veille du passage du cyclone. Par ailleurs, certains secteurs non inondés et où certains résidents et commerçants n'avaient pas évacué, ont été le théâtre de violences qui illustrent le rôle de catalyseur de la catastrophe qui a mis le feu aux poudres de tensions sociales profondément ancrées dans le territoire (7.2.).

L'arrivée annoncée et effective des évacués dans les principaux sites d'évacuation, s'est accompagnée de discours de mise en garde par les autorités locales quant au risque d'une explosion de leur criminalité urbaine. Cette menace anticipée a largement conditionné les représentations des populations locales inquiétées par l'arrivée des victimes en provenance de la Nouvelle-Orléans. Le recul par rapport à l'événement et l'utilisation de données aussi bien qualitatives que quantitatives obtenues auprès des services de police des villes de Houston et de Dallas, permettent de relativiser ces discours et d'apporter un regard « neuf » sur les effets reportés de Katrina sur la criminalité urbaine (7.3.).

7.1. Une insécurité urbaine fortement médiatisée aux effets délétères sur la gestion de crise



Figure 110 : Pillages opportunistes favorisés par le contexte de faible surveillance (à gauche sur *Canal Street*) et diffusion de rumeurs par les médias, propageant l'idée d'une ville en proie à l'anarchie et à la violence (sources : Gay, *New York Daily News*, 02/09/2005).

Le 29 août 2005, lorsque Katrina frappe la Nouvelle Orléans, les quelques 100 000 habitants¹ qui n'avaient pas évacué la ville ont convergé vers les points de rassemblement établis dans la portion Sud du centre ville qui n'avait pas été inondée. La multiplication des opportunités criminelles, générées par ces flux de populations, combinée à l'incapacité des autorités publiques de répondre aux besoins fondamentaux des victimes, s'est soldée par d'importants mouvements de pillages, notamment dans les secteurs « vitrine » du centre de la ville. La couverture médiatique de la crise, principalement focalisée sur ces phénomènes, a largement amplifié l'ampleur du pillage dont un grand nombre relevait de la survie (7.1.1.). Par ailleurs, l'inondation de la ville a totalement paralysé le département de police, non préparé à faire face à un tel événement. Malgré le transfert des ressources policières vers les secteurs « en proie » aux pillages, les forces de l'ordre se sont montrées incapables d'y répondre efficacement faute d'organisation et de moyens. La confusion générée par la désorganisation du département de police a conduit certains policiers en charge de la situation, à diffuser certains messages au sujet d'attaques violentes à leur encontre dont la plupart se sont révélés être des rumeurs (7.1.2.). Ces informations déformées ou erronées ont encouragé l'orientation de la réponse à la crise vers le « rétablissement de l'ordre ». Ces stratégies répressives, génératrices d'un climat fortement anxiogène pour les victimes, ont largement freiné les missions de secours des victimes en les reléguant au second plan (7.1.3.).

¹ Dont la très grande majorité constituait la part la plus pauvre de la population, notamment ceux résidant dans les grands ensembles de logements sociaux.

7.1.1. Une évacuation partielle de la ville favorisant une criminalité largement amplifiée par les médias



Figure 111 : Pillages opportunistes très médiatisés sur *Canal Street* résultants des déplacements de populations générés par la montée des eaux et face auxquels la police s'est montrée incapable de répondre (source : Khampha Photography, 30/08/2005²).

7.1.1.1. Des flux de populations vers les secteurs non inondés générant de nombreuses opportunités criminelles

L'évacuation obligatoire de la Nouvelle-Orléans le 28 août 2005 a laissé derrière elle une ville vidée d'une grande partie de ses habitants. Dans un second temps, l'inondation de la ville consécutive au passage du cyclone Katrina a conduit à des flux de populations inédits à l'échelle de la ville. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont été hébergées au Superdome alors que d'autres se sont retrouvées prises au piège chez elles avant d'être évacuées vers les quartiers non inondés du centre ville proches du Mississippi, devenus les lieux de regroupement temporaire des victimes avant leur évacuation hors de la ville qui s'est terminée le 5 septembre, soit une semaine après le passage du cyclone.

➤ Une évacuation *pre impact* génératrice d'opportunités criminelles

L'évacuation de la population avant le passage du cyclone, les 27, 28 et 29 août, a entraîné une multiplication soudaine des opportunités criminelles en raison de l'absence de surveillance « naturelle ». D'après les policiers et résidents interviewés, la survenue de crimes opportunistes aurait pris place avant même le passage du cyclone, dans la journée du 29 août. La présence de cibles vulnérables - *commerces et propriétés laissés sans surveillance* - et d'auteurs motivés - *individus profitant du contexte de faible surveillance* - a conduit à la diffusion de cambriolages³, qui ont dans un

² Source internet : <http://khampha.photoshelter.com/image/10000n..GIPoTcLc>

³ La notion de pillage s'applique à la situation de crise, pour cette raison nous préférons parler de cambriolage pour désigner les faits survenus avant le passage du cyclone.

premier temps pris place dans les secteurs habituellement caractérisés par une criminalité élevée⁴. D'après de nombreux policiers interrogés, la configuration géographique de la Nouvelle-Orléans aurait contribué à favoriser les cambriolages en raison de la très forte proximité spatiale entre les secteurs nantis concentrant de nombreuses cibles attractives et les secteurs défavorisés concentrant la plupart des habitants restés chez eux au moment de l'ouragan.

➤ Des déplacements de populations des secteurs inondés vers le centre ville

Dans les jours qui ont suivi le passage de Katrina, l'inondation de la ville a entraîné des déplacements de populations inédits qui ont créé un contexte favorable à l'émergence de phénomènes de pillage dans les secteurs topographiquement surélevés proches du Mississippi et dans le *Central Business District* (CBD). Durant les cinq jours qui ont succédé le passage de Katrina, la combinaison d'une absence de surveillance et de flux de populations dans le besoin et parfois tentées par l'accessibilité à des biens en temps normal inaccessibles, a conduit à la généralisation des phénomènes de pillage. Ceci a été largement corroboré par certains entretiens avec des habitants n'ayant pas évacués ainsi que par des membres de la garde nationale, des troupes de Louisiane (*Louisiana state trooper*), des agents fédéraux et des policiers du NOPD en fonction au moment de la crise. Durant les 48 heures critiques qui ont suivi le passage du cyclone, la quasi-totalité des commerces situés sur *Canal street*, artère commerciale qui relie le centre ville aux quartiers résidentiels de *Mid-City* et *Lakeview* plus au Nord, ont été pillés⁵. D'après le second en chef du NOPD, Warren Riley, les établissements commercialisant des médicaments et de l'alcool⁶ auraient constitué la cible privilégiée des pillards et auraient été systématiquement dévalisés (Frailing et Harper, 2007). Néanmoins, il convient de différencier les formes de pillage qui allaient du vol de bouteilles d'eau et de couches pour bébés aux vols de DVD et d'écran de télévision (Green, 2007).

D'après de nombreuses personnes interviewées, qui ont assisté aux « scènes de pillage », les vols de biens de première nécessité étaient légion et auraient largement devancé les pillages de type opportunistes, qui ont mis en scène des individus d'âges, de professions et de races différentes. Certains policiers ont été surpris par des journalistes en train de se servir en DVD au Wal-Mart, dans le même temps des touristes et locaux dérobaient des produits qui ne relevaient pas de la nécessité dans les commerces localisés sur *Canal Street*. Certains témoignages indiquent également l'implication de jeunes hommes Afro-américains, présumés membres de gangs, dans le pillage de commerces, non pour dérober des armes comme cela avait été mis en avant par les médias, mais pour ramener des couches et médicaments aux vieillards et femmes ayant des enfants en bas âge hébergés au *Superdome*. La figure 112 illustre le lien entre la catastrophe Katrina (inondations/flux de populations)

⁴ Cf. entretiens avec des officiers du NOPD en fonction au moment de la crise, notamment ceux des Districts 1,5, 6 et 8.

⁵ cf. Entretien avec le colonel D. Conaway de la *Louisiana State Trooper* et le colonel Jerry Sneed du *Department of Homeland Security* (FEMA).

⁶ Les « Pharmacies » (Walgreens, CVS entre autre) diffèrent de ce qu'on appelle pharmacie en France puisqu'elles commercialisent en plus des médicaments des produits alimentaires, du tabac et de l'alcool.

et l'émergence des pillages dans les secteurs partiellement ou non inondés de la ville.



Figure 112 : Des flux de populations vers le centre de la Nouvelle-Orléans générant de nombreux pillages.

Par ailleurs, une certaine ambiguïté accompagnait les mouvements de pillage puisque certains commerces, tels que le *Wal-Mart* localisé dans le quartier du *Lower Garden District* (figure 112), avaient ouvert leurs portes aux victimes laissant une enseigne mentionnant que ceux-ci pouvaient se servir de biens de première nécessité. De nombreux résidents, journalistes et policiers présents sur les lieux, ont indiqué que le pillage du *Wal-Mart* aurait mêlé opportunisme et survie et que les policiers auraient été incapables d'intervenir concrètement faute de moyens. Si les crimes opportunistes ont été nombreux dans les heures et jours qui ont suivi le passage de Katrina, les violences sporadiques, dont l'ampleur est difficile à mesurer, ont constitué des événements isolés.

La diffusion des pillages dans les secteurs proches du Mississippi et dans le centre d'affaire de la ville (*CBD*) est à relier aux mouvements de populations qui ont soudainement exposé certains secteurs de la ville à un risque de pillage élevé en raison de la rencontre entre des cibles vulnérables et des auteurs potentiellement motivés (survie et opportunisme). Les résidents des grands ensembles de logements sociaux qui n'avaient pas évacué la ville faute de ressources suffisantes, ont pu rejoindre sans trop de difficultés la portion du *CBD* qui n'avait pas été inondée, en raison de leur proximité spatiale avec le centre-ville. D'autre part, le déplacement de résidents dans le besoin en provenance des secteurs

inondés à l'Est de la ville (*9th Ward, New Orleans East*) s'est effectué *via* les quartiers du *Marigny* et du *French Quarter* avant d'atteindre le *CBD* où se trouvaient les points d'évacuation (figure 113). Le passage de ces populations par le *French Quarter* qui constitue le cœur commercial de la ville et qui concentre une multitude de commerces, bars, hôtels et propriétés luxueuses a généré de nombreuses opportunités criminelles. Néanmoins, d'après divers entretiens avec des policiers et commerçants du quartier, celui-ci a été peu affecté par le pillage, principalement en raison d'une forte présence policière. Certains commerces ont cependant été dévalisés et encore une fois se sont les « pharmacies » qui ont été la cible privilégiée des pillards⁷. D'après certains gérants d'hôtels, des individus armés tirant des coups de feu auraient été aperçus mais cela a été largement démenti par des personnes présentes dans le quartier et qui ne corroborent pas ces dires.

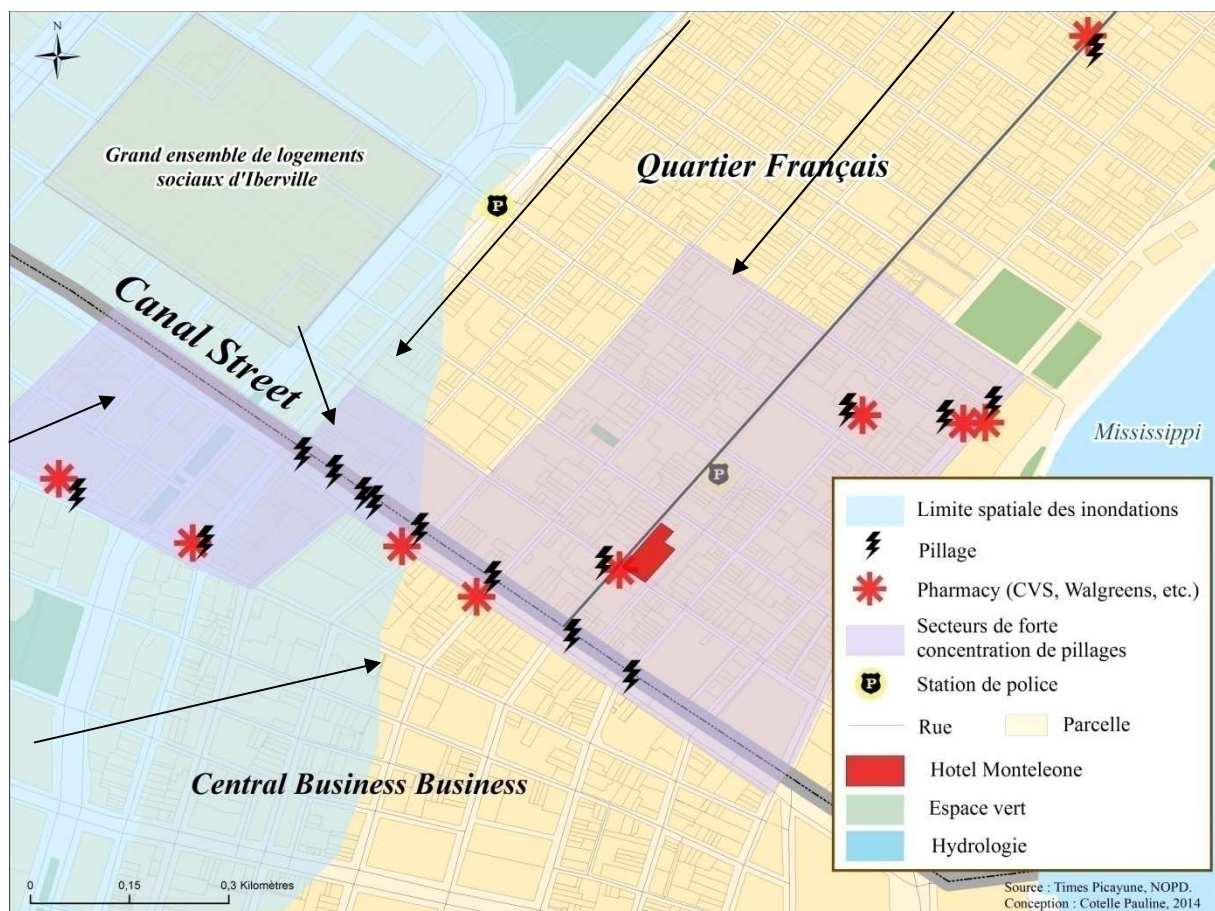


Figure 113 : Flux de populations vers le centre ville de la Nouvelle-Orléans générateurs d'opportunités criminelles.

7.1.1.2. La théorie des opportunités criminelles pour rendre compte de la diffusion du pillage avant et après le passage du cyclone

Les éléments d'explication de la large diffusion des phénomènes de pillages sont de plusieurs ordres.

⁷ Le récit de Lorie Beth Slonsky urgentiste de San Francisco en visite à la Nouvelle-Orléans (publié le 16 septembre 2005 dans l'émission de télévision *Democracy Now*), décrit comment le *Walgreens* situé sur *Royal Street* en face de l'hôtel *Monteleone* à deux blocks de *Canal Street*, a été dévalisé principalement de ses biens utiles pour la « survie ».

D'après Frailing et Harper (2007), le contexte socio-économique dans lequel est survenu le cyclone a constitué un cadre propice à la diffusion du pillage. Quarantelli (2007) soutient que le pillage de masse est susceptible de survenir lorsqu'un désastre affecte un territoire caractérisé par de fortes inégalités et difficultés sociales (cf. 2.3.). Le contexte de pauvreté et de forte ségrégation socio-économique, conjugué à l'ampleur de l'événement et à l'incapacité des autorités locales à gérer l'événement, expliqueraient donc en grande partie l'ampleur des phénomènes de pillage⁸.

Parallèlement à ces causes sociales, la théorie des opportunités criminelles offre un cadre d'analyse particulièrement intéressant. En effet, la rencontre dans l'espace et le temps⁹ entre des cibles vulnérables et des auteurs motivés fournit une clef d'explication de l'émergence de crimes durant la phase d'impact de la catastrophe¹⁰. L'évacuation d'une ville conduit en effet à la baisse soudaine de la surveillance « naturelle » ce qui favorise théoriquement le passage à l'acte et accroît conséquemment le risque de victimisation. Cette vulnérabilité exacerbée par le contexte d'évacuation se double de la présence d'individus enclins au passage à l'acte en raison de la faible probabilité de se faire appréhender, de la tentation de saisir des biens en temps normal inaccessibles et de la nécessité de répondre aux besoins élémentaires de survie.

Ce deuxième élément d'explication de la diffusion du pillage après Katrina semble particulièrement pertinent. En effet, en septembre 2008 l'évacuation massive de la Nouvelle-Orléans à l'approche du cyclone Gustav ne s'est pas accompagnée de pillages comme ce fut le cas en 2005¹¹. La ville présentait pourtant à cette date des conditions socio-économiques proches, voir même aggravées comparativement à celles d'avant Katrina. La préparation des acteurs en charge de la gestion de crise et le déploiement de la Garde Nationale avant l'évacuation de la ville, expliquent largement la différence entre les deux événements et illustrent le rôle central de la surveillance dans la prévention du pillage¹². Par ailleurs, la présence de la Garde Nationale a eu pour effet de rassurer les habitants inquiets de quitter leur résidence en raison du risque de se faire cambrioler. Le renforcement de la surveillance formelle avant l'évacuation de la ville a ainsi eu le double effet de faciliter l'évacuation et de prévenir la criminalité. De sorte, la multiplication des opportunités criminelles liée à la baisse de la surveillance formelle et naturelle, associée à l'évacuation de la Nouvelle-Orléans au moment de Katrina expliquerait davantage la propagation du pillage opportuniste que les conditions de pauvreté et

⁸ Cf. événements passés qui présentent des ressemblances avec le cas de la Nouvelle-Orléans. Le cyclone Hugo dans les Iles Vierges à St Croix (cf. chapitre 2), s'est accompagné de phénomènes de pillage massifs, très similaires à ceux observés à la Nouvelle-Orléans après Katrina (Quarantelli, 2007). Le « pillage de survie » et le « pillage opportuniste » sont tous deux survenus dans un contexte de fortes inégalités sociales. Trois jours après le passage de Hugo, le président Bush déploya près d'un millier de membres de la Garde Nationale afin de mettre fin à la diffusion générale du pillage qui, nous le rappelons, constitue d'après de nombreux chercheurs sur les catastrophes (cf. Quarantelli) un phénomène rare et dont les causes seraient à voir dans le contexte *pre* crise.

⁹ La convergence dans le temps et l'espace de cibles attractives et vulnérables et d'auteurs motivés renvoie au triangle criminel présenté dans le chapitre 1.

¹⁰ Ce cadre théorique permet en effet au géographe de diagnostiquer et de mesurer avec une plus ou moins grande précision certes mais de manière préventive, c'est-à-dire en amont de la crise, la vulnérabilité des cibles potentielles, les flux de populations probables et les ressources mobilisables pour la surveillance pour localiser les secteurs critiques et apporter des réponses visant à prévenir les phénomènes de pillage.

¹¹ Ces propos découlent d'un long entretien avec le colonel Sneed en charge de l'évacuation et de son évaluation *a posteriori* lors des deux cyclones (Katrina – Gustav). D'après lui, moins de dix pillages auraient été constatés au moment de Gustav en 2008.

¹² Lors de notre entretien avec le colonel Sneed, celui-ci nous avait détaillé les principes et la mise en application d'une campagne anti-pillage (*anti looting campaign*) qui avait été élaborée après Katrina (REX) et avait été appliquée au moment de Gustav. D'après le colonel Sneed, la présence de la Garde Nationale aurait constitué un facteur central pour expliquer le nombre réduit de pillages après Gustav. Rappelons que la diffusion, certes réelle mais relativement limitée du pillage lors du passage du cyclone Andrew en Floride en 1992, s'explique d'après Quarantelli par la surveillance « naturelle » exercée par les résidents n'ayant pas évacué.

d'inégalités sociales préexistantes à la catastrophe (Harper et Frailling, 2010). En effet, sa diffusion avant même le passage du cyclone, constitue un indicateur de la motivation des individus qui ne se trouvaient pas dans une logique de survie.

Si le cadre théorique de la criminologie environnementale permet de rendre compte des crimes opportunistes par la convergence dans le temps et l'espace de cibles vulnérables et d'auteurs motivés, le contexte particulier de crise nécessite cependant une prise de recul vis-à-vis de cette approche théorique puisque la majorité des « crimes » commis après Katrina n'auraient probablement pas eu lieu si les besoins élémentaires des victimes avaient été satisfaits et que l'information quant à leur prise en charge eut été davantage affichée et moins incertaine. Ceci nous a été confirmé par le directeur du département de la sécurité intérieure de la Nouvelle-Orléans (*Department of Homeland Security*) :

« If people have had food and water and knew they were about to be evacuated, looting would have been much lower » (Sneed, 2011).

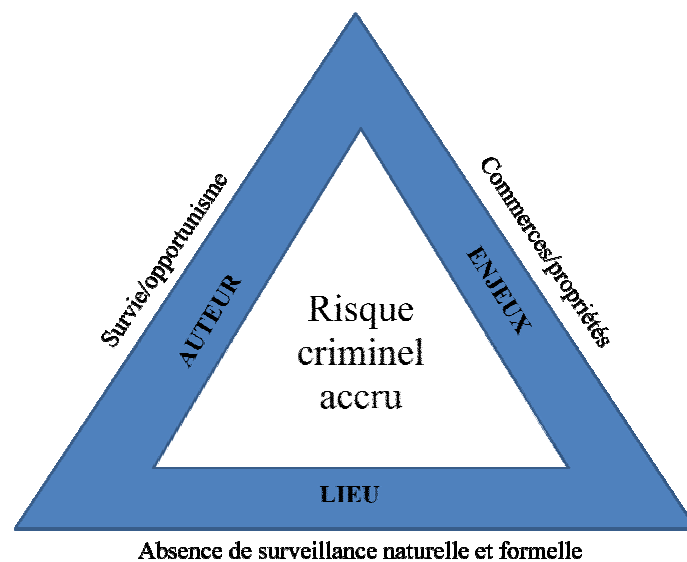


Figure 114 : Un risque criminel accru par l'évacuation de la ville modifiant les différents « versants » du triangle criminel (réalisation propre).

Les deux contextes *pre* et *post* impact (court terme) ont modifié les différentes composantes du risque criminel. L'évacuation *pre* impact a conduit, d'une part, au renforcement de la vulnérabilité des enjeux et à une motivation accrue des individus enclins au crime, et l'inondation de la ville a, d'autre part, généré des flux de populations exposant fortement les enjeux vulnérables à la menace criminelle.

7.1.1.3. Des pillages faisant l'objet d'un emballement médiatique

La « sur-médiatisation » des pillages a été reconnue par l'ensemble des acteurs que nous avons pu interviewer, du directeur de la sécurité intérieure de la Nouvelle-Orléans (*Homeland Security and public safety*), aux officiers de police assignés au rétablissement de l'ordre, notamment les membres du SWAT. Lors de notre entretien avec le colonel Sneed (directeur du *Department of Homeland*

Security and Public Safety, juillet, 2011) celui-ci nous avait confié que le pillage était bien réel au moment de Katrina mais que les journalistes avaient largement amplifié, voir déformé les faits :

« There was (looting) but it was not as widely spread as the media made it out to be, but there was some. Now some of the looting wasn't more than somebody getting water or food, there were some people walking out the stores with Nike's tennis shoes, but there was some of it but it got bad, very bad when people didn't have water or food some and things like that. So it was bad but it wasn't everybody looting like many people indicated. ».

La sur-représentation médiatique du pillage lors de crises déclenchées par des événements naturels n'est pas quelque chose de nouveau dans le contexte des catastrophes « naturelles » (Quarantelli, 1991 ; Birkland, 1998). Toutefois, elle a été particulièrement marquée à la Nouvelle-Orléans au moment de Katrina (Tierney et al., 2006 ; Dynes et Rodriguez, 2010). L'étude menée par des chercheurs du Centre de Recherche sur les Catastrophes (DRC) de l'Université du Delaware (Barsky et al., 2006) révèle que le nombre de vols reportés par la police était moins élevé au cours des jours *post* Katrina comparativement à la moyenne de faits survenus quotidiennement en contexte hors crise (2004). Les chercheurs soulignent par ailleurs la difficulté de distinguer les comportements adaptés des comportements « antisociaux » dans la mesure où une grande part des « pillages » ayant pris place après Katrina relevaient de la survie. De nombreux entretiens menés avec les acteurs en charge de la gestion de crise ont en effet indiqué que certains « pillages » pouvaient être perçus par certains comme un comportement adapté alors que pour d'autres ceux-ci pouvaient apparaître comme moralement condamnables. Face à cette incertitude les médias ont largement insisté sur le caractère « criminel » des pillages, ce qui a occulté la motivation de survie de nombreuses victimes de la catastrophe. Les récits médiatiques ont en effet largement insisté sur le caractère diffus, irrationnel et violent des pillages en faisant allusion à une situation de « guérilla urbaine » ou encore d' « émeute urbaine » (Tierney et al. 2006). Les médias ont par ailleurs ciblé certaines catégories d'individus dépeints comme les responsables des phénomènes de pillage, principalement les jeunes hommes d'origine Afro-américaine¹³ :

“[...] the terms used to describe the behavior of disaster victims in New Orleans, the majority of whom were people of color, were identical to those used to describe individuals and group that engage in rioting in the context of episodes of civil unrest. Those trapped in New Orleans were characterized as irrational and as gangs of out-of-control young males who presented a lethal threat to fellow victims and emergency responders” (Tierney et al. 2006).

En diffusant des images d'individus sortant de commerces après avoir dérobé des biens en tout genre, y compris des armes, la CNN mentionna le 30 septembre que le pillage constituait un indicateur d'anarchie et d'absence de sécurité publique (*Los Angeles Times*, 16/10/2009). La construction médiatique d'une catégorie d'individus désignés par le qualificatif de « pillards » (*ibid.*) a permis aux médias et aux autorités en charge de la gestion de crise de désigner les responsables du désordre

¹³ Cf. *Los Angeles Times* (16/10/2009): “Hunger breeds violence”.

urbain et de légitimer certaines réponses répressives (cf. 7.1.3). Si les facteurs historiques et culturels propres à la Nouvelle-Orléans ont évidemment influencé les récits médiatiques, le dysfonctionnement des systèmes de communication, qui ne permettaient pas aux journalistes de vérifier les dires des différents acteurs en charge de la gestion de crise, ont également eu une incidence majeure sur la diffusion de rumeurs et *innuendo* en tout genre, notamment au sujet de violences survenues dans les sites d'hébergement temporaires :

« At a time when there are no communication or other way to communicate than mouth to mouth... Rumors become the thruth » (entretien avec un policier).

Si Katrina a eu des effets directs notables sur la criminalité urbaine principalement matérialisée par la diffusion des pillages qui se sont trouvés au cœur de la couverture médiatique de la crise, le passage du cyclone a également affecté les capacités de réponses des autorités locales en charge de la sécurité urbaine, incapables d'assurer le maintien de l'ordre et de contenir les pillages.

7.1.2. Désorganisation des autorités locales en charge de la sécurité urbaine et diffusion de rumeurs relayées par les médias de masse



Figure 115 : Paralysie du département de police après le passage du cyclone conduisant à une gestion improvisée des débordements sociaux et à la diffusion d'informations erronées aux effets délétères sur la gestion de crise (sources : respectivement *Huffington Post*, 17/09/2013 ; *Pro Publica*, 29/12/2010).

7.1.2.1. Une totale désorganisation du département de police successive aux inondations

« We were unprepared, we have lost complete communication, we lost total control of police department [...] I mean, we were going back in time. It was a pretty desperate and drastic situation. Cell phones were not working. The satellite phones were not working. And it caused chaos » (*Frontline*, 2010).

Les inondations qui ont entraîné le dysfonctionnement des systèmes de communication et l'immobilisation des ressources policières, ont conduit à la désorganisation et à la paralysie du département de police, totalement impréparé à faire face à une crise d'une telle ampleur. Le passage

du cyclone n'a cependant fait que révéler les dysfonctionnements inhérents au département de police de la Nouvelle-Orléans en mettant à jour son absence totale de structure et de *leadership* (Harper et Frailing, 2010). En effet, le NOPD ne disposait pas de bateaux, la plupart des stations et voitures se sont retrouvées sous l'eau, près de 70% des employés municipaux, policiers compris, se sont retrouvés sans domicile, devant eux même être secourus, et quelques 250 policiers ont quitté leur poste au cours des jours qui ont suivi le passage du cyclone Katrina¹⁴ (Deflem et Sutphin, 2009).



Figure 116 : Paralyse du département de police de la Nouvelle-Orléans successive aux inondations (sources : Rick Willing Photography ; *The Guardian*, 04/04/2012).

L'inondation, qui s'est propagée des quartiers situés à l'Est de la ville vers ceux situés à l'Ouest et vers la plupart des quartiers centraux, s'est accompagnée d'une explosion du nombre d'appels d'urgence au 911, qui ont littéralement submergé les capacités de réponse des autorités. Les interventions de la police se sont en effet heurtées à des problèmes de communication majeurs ainsi qu'à une immobilisation d'une grande partie des effectifs de police en raison de la localisation de la majorité des véhicules dans les secteurs situés sous le niveau de la mer qui ont été inondés¹⁵ (figures ci-dessus). Le risque pourtant bien connu d'inondation majeure de la ville en cas de cyclone de catégorie 3 et plus n'avait toutefois pas fait l'objet par les forces de l'ordre d'une anticipation de l'immobilisation des véhicules et incidemment de la grande majorité des effectifs policiers. Ce manque d'anticipation d'un risque de paralysie du département de police causé par les inondations a également concerné le centre de décision général de la police. Celui-ci constituait pourtant le « centre névralgique » de la police, indispensable au bon fonctionnement des opérations. Lorsque le quartier général de la police s'est retrouvé inondé, celui-ci a dû être évacué et l'ensemble du personnel a été transféré vers les secteurs non inondés sujets au pillage. Le personnel administratif du NOPD travaillant habituellement dans les bureaux du *Headquarter* a été assigné, dans un premier temps, au maintien de l'ordre principalement dans le secteur de *Canal Street* où les pillages s'étaient généralisés. Par la suite ils ont été déployés au *Convention Center* devenu un centre d'hébergement des victimes en attente de leur évacuation hors de la ville. Ils ont également assisté les gardes côte (*Coast Guard*) dans

¹⁴ Informations tirées de notre entretien le colonel Sneed.

¹⁵ Cf. Baum, 2006.

leurs missions de secours aux victimes prises au piège dans les logements sociaux de *St Bernard* localisés au Nord du centre-ville et totalement recouverts par les eaux. Lorsque ces missions furent accomplies, certains membres du NOPD ont rejoint le poste de commandement établi au *Harrahs Casino* localisé sur la partie Sud non inondée de *Poydras Street* à quelques rues de *Canal Street* et à proximité du Mississippi (figure 117). C'est ici que se tenaient les conférences de presse entre responsables en charge des opérations de secours et de maintien de l'ordre. Cependant la plupart du personnel fut transféré des *Headquarters* à la station de police du 8^{ème} district situé dans le *French Quarter* afin d'assister les patrouilles de sécurisation à l'échelle de cette circonscription de police. Cette forte présence policière dans le *French Quarter* explique en partie la faible diffusion des pillages dans ce secteur de la ville qui concentre pourtant de nombreuses cibles attractives.

7.1.2.2. Déplacement des ressources policières vers les secteurs en « proie au pillage »

Les caractéristiques spatiales des inondations ont entraîné de nombreux transferts d'effectifs policiers entre les différents districts de police inégalement affectés par les inondations¹⁶. Au delà de ces impacts physiques de Katrina, le passage du cyclone a entraîné l'effondrement des systèmes de communication qui a conduit à un isolement des districts de police qui se sont mis à fonctionner en autarcie :

« Those district commanders, when communications went down, they had to run their districts as if they were running a police department. That district became their city. So they had to do whatever they thought was necessary to gain control and to ensure the safety of citizens as well as the officers » (propos du chef de la police, Frontline, 2010¹⁷).

Malgré les difficultés logistiques et les conditions de travail rendues très complexes par la montée des eaux, les officiers du premier district de police ont maintenu leurs activités de sauvetage dans les limites de leur juridiction et ont assuré des missions de surveillance dans le secteur Nord du *French Quarter*. Le second district de police s'est quant à lui retrouvé isolé du reste de la ville sans système de radio et de téléphone fonctionnel. Dans ce district certains officiers ont participé aux missions de sauvetage des populations des quartiers pauvres de *Hollygrove*, *Gert Town* et les secteurs nord du quartier de *Leonidas* totalement inondés. Dans le troisième district, préalablement à l'inondation de leur juridiction, les policiers ont participé aux transferts vers le Superdome des résidents n'ayant pas évacué la ville tout en maintenant les patrouilles de sécurisation classiques. Lorsque le district s'est retrouvé totalement inondé, l'ensemble des officiers a été transféré par bateau vers le *Convention Center* afin d'assurer la sécurisation du site devenu le deuxième lieu d'hébergement des victimes et où de nombreux pillages survenus dans les environs avaient été reportés. Sur la *West Bank*, la rive non inondée de la ville, les membres du quatrième district de police ont pu répondre aux appels d'urgence

¹⁶ Le septième District a totalement été recouvert par les eaux de Katrina alors que le District 8 n'a connu que des inondations superficielles dans sa partie Nord.

¹⁷ Entretien conduit le 21 mai 2010 par les journalistes de la PBS (Thompson, Russell, McCarthy, Maggi et Jennings). Retranscription disponible sur le lien qui suit : <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/law-disorder/interviews/riley.html>

jusqu'à ce qu'ils soient forcés de se relocaliser au niveau du pont reliant les deux rives (*Crescent City Connexion*). D'après les policiers en fonction au moment de la catastrophe, même si le district avait été épargné par les inondations, l'insécurité y était prégnante et de nombreux pillages y avaient été reportés. Dans le cinquième district, l'inondation des quartiers situés au Nord et à l'Est des quartiers de *Bywater* et du *Marigny*, a conduit les officiers à prendre refuge dans l'hôpital de *Bywater* (*Bywater Hospital*) où de nombreux patients n'avaient toujours pas été évacués. Par ailleurs, des milliers de résidents en provenance des quartiers pauvres tels que le *Lower 9th Ward*, *St Claude St Roch*, *Holy Cross*, et qui ont pu atteindre par leurs propres moyens l'hôpital ont pu être transférés vers le *Superdome*. Lorsque ces missions de sauvetage ont pris fin, les hommes du cinquième district ont été assignés aux opérations de lutte contre le pillage sur *Canal Street* et de sécurisation des hôtels dans le *French Quarter* et le *CBD* où plusieurs milliers de touristes attendaient toujours d'être évacués. Les officiers du sixième district ont quant à eux pu rester dans leur station et ont pu conduire des missions de sauvetage de victimes dans leur juridiction et au-delà, dans les quartiers de *Lakeview* et de *Gentilly*. Un point de ravitaillement en eau et nourriture avait été établi près du Wal-Mart dans la partie non inondée du district. A l'Est de la ville, le septième district du NOPD s'est retrouvé totalement recouvert par les eaux à l'exception de rares segments de routes comme l'avenue surélevée de Chef Menteur où les officiers ont pu établir un poste de commande au *Crystal Palace Reception Hall*. A partir de ce centre de commande improvisé, les missions de sauvetage ont pu se mettre en place pour évacuer les victimes vers le *Convention Center*. Enfin, le huitième district a quant à lui été très peu affecté par les inondations et les missions se sont principalement concentrées sur de la surveillance et la lutte contre le pillage dans les secteurs du *French Quarter* et du *CBD*.

La carte ci-dessous illustre les déplacements des effectifs policiers conditionnés par les caractéristiques géographiques des inondations et développer ici.

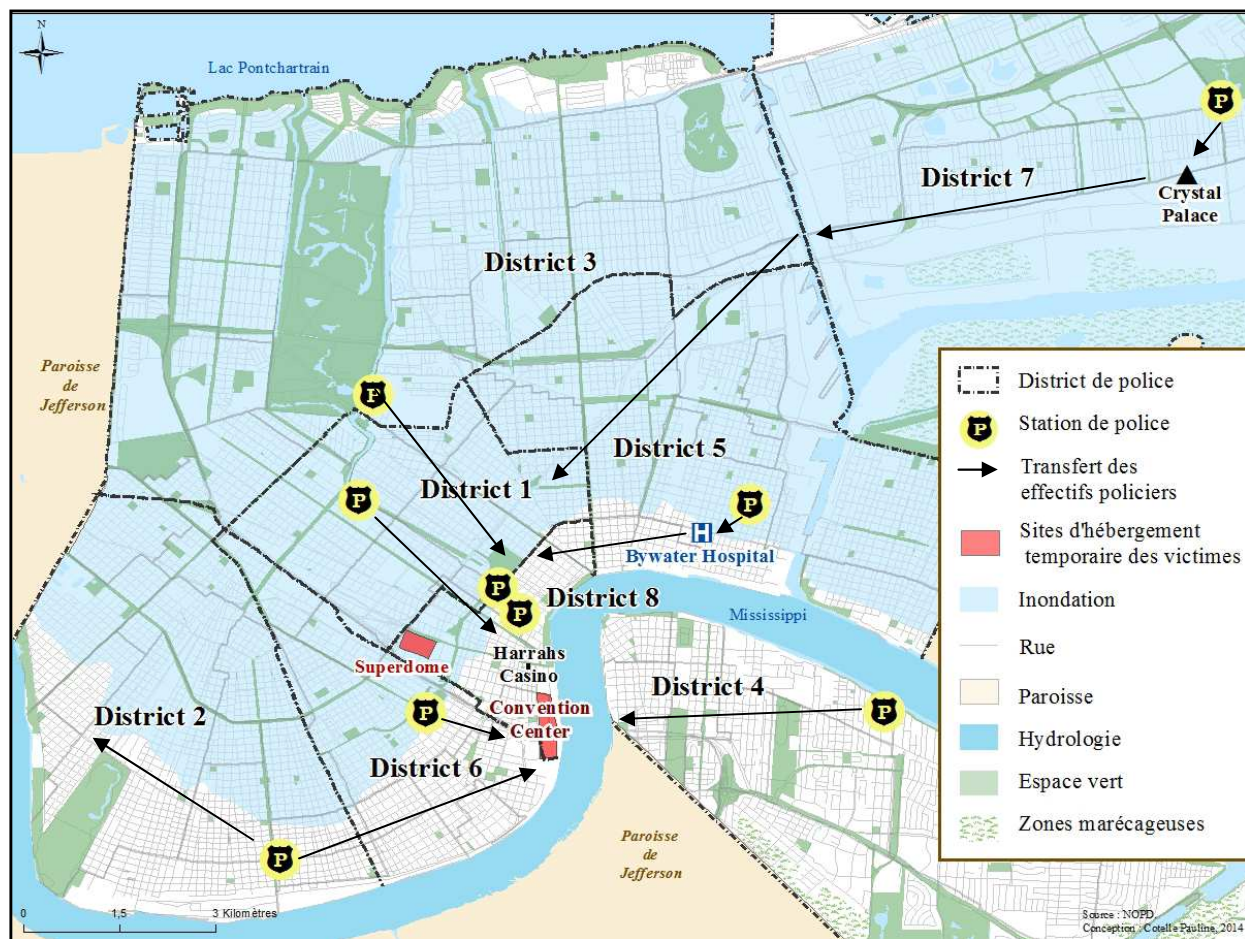


Figure 117 : Transferts des ressources policières vers les secteurs stratégiques où les victimes se sont regroupées au cours des jours *post* Katrina.

Katrina a donc affecté de manière différentielle les juridictions de police qui ont connu des transferts de leurs effectifs policiers vers les secteurs du centre ville non inondés où se trouvaient les points d'hébergement et d'évacuation des victimes et où les problèmes de pillage semblaient nécessiter une intervention massive des forces de l'ordre.

7.1.2.3. Diffusion de rumeurs révélatrices de l'incapacité du NOPD à maintenir l'ordre

“We had a very tenuous situation all throughout the city. And from that came rumors and innuendo that, unfortunately, some officials repeated as fact.” (Sally Forman – conseillère du maire – citée dans *Frontline*, 25/08/2010).

➤ Une gestion improvisée des pillages

Face à la paralysie quasi générale du département de police, la gestion du pillage est vite devenue problématique. L'absence de structures permettant de détenir temporairement les individus appréhendés, les problèmes de communication, l'immobilisation de la majorité des véhicules de police et le manque de ressources humaines pour couvrir l'ensemble des secteurs affectés par les désordres,

ont conduit les forces de l'ordre à assister impuissantes aux scènes de pillage :

« There were places where we knew we had chaos. We knew we had looters on Canal Street. That was chaotic because we pulled our tactical units off Canal Street and sent them out on boat rescue. We thought the National Guard would be in to assist us within 24 hours. They weren't, so instead of having 200 cops in the [French] Quarter, in the Canal Street area, we ended up having about 40, and they just couldn't handle the individuals that were there. » (Entretien avec le colonel Sneed, juillet, 2011).

Au cours de la première journée ayant suivi l'inondation de la ville, l'assignement de nombreux policiers à l'évacuation des populations dans les secteurs inondés, a conduit à limiter les effectifs de police disponibles pour contenir les pillages que s'étaient généralisés dans le secteur du centre ville. Par ailleurs, l'absence de structures permettant la détention provisoire des personnes surprises entrain de piller a conduit les policiers à systématiquement relâcher les individus interpellés. Le système carcéral de la ville était en effet totalement impréparé à faire face à une telle situation et ne disposait pas de plan d'évacuation des prisonniers (Garrett et Tetlow 2006; Roman et al. 2007). Jusqu'au 2 septembre, soit quatre jours après Katrina, les interventions visant à stopper les pillages ont été rendues caduques puisque les individus interpellés puis relâchés se livraient aussitôt au pillage d'autres commerces (cf. Sneed, Connaway). Ce « jeu du chat et de la souris »¹⁸ a constitué aux yeux des téléspectateurs et des victimes un indicateur évident de l'incapacité de la police à maintenir l'ordre et a conduit à un apparent chaos urbain, qui a alimenté les récits médiatiques et eu des effets en chaîne sur les réponses à la crise. Face à cette situation, la station de bus *Greyhound* fut convertie par les autorités locales en un centre de détention provisoire afin d'incarcérer les individus appréhendés pour pillage, non respect des couvre-feux et trouble à l'ordre public (Berger, 2009). D'après Burl Cain, directeur de cette prison temporaire, la mise en place d'un centre de détention a constitué un pré-requis fondamental à la gestion de la crise, propos qui furent repris par le quotidien national *USA Today* mentionnant la prison comme le signe d'une « reprise de contrôle » sur la situation par les autorités de la ville (*ibid.*).

Si le pillage était bien une réalité après Katrina, il semblerait que le « chaos » mis en avant par les médias de masse aurait davantage été le fruit de la désorganisation des autorités locales incapables de venir en aide aux victimes. Les autorités publiques ont par ailleurs largement instrumentalisé ce « chaos » apparent en diffusant de nombreuses rumeurs qui ont permis de justifier leur incapacité à gérer l'évacuation des populations.

- Diffusion par les médias de rumeurs proférées par certains policiers hauts gradés

“Stories now known to be untrue were told by the highest-ranking NOPD officers.” (PBS, *Frontline*, 25/08/2010)

¹⁸ Cette expression a fréquemment été citée lors de nos entretiens avec les policiers.

Au lendemain du passage de Katrina, le 30 septembre, un officier du NOPD est tué d'une balle dans la tête par un homme suspecté de pillage dans une station service localisée sur la *West Bank*. Cet événement isolé a largement contribué à la diffusion des rumeurs au sujet d'agressions à l'encontre des autorités. Cet incident a par ailleurs eu de lourdes conséquences puisqu'il a conduit le maire à évoqué le besoin de mettre en place la loi Martiale pour « reprendre en main la ville¹⁹ ». D'après Walker Samuel, professeur en justice criminelle, cette expression utilisée initialement par le second en chef de la police (Riley) a constitué une « invitation au désastre » qui a mené à de nombreux débordements (cf. 7.2.3). Cette rumeur de l'autorisation pour les membres de la police d'utiliser la force létale, a été propagée par les médias de masse et est rapidement devenue factuelle pour de nombreux policiers en fonction. Le capitaine James Scott du premier district de police de la ville avait en effet affirmé l'autorisation par la loi martiale de tirer sur les pillards²⁰. Si le chef de police en fonction après Katrina (Warren Riley) a reconnu *a posteriori* l'incertitude au sujet de la mise en vigueur de la loi martiale (*Times Picayune*, 25/08/2010), cette confusion a mené certains policiers à penser qu'ils étaient autorisés à tirer sur les citoyens pour restaurer l'ordre et lutter contre le pillage. De nombreux officiers en fonction au moment de Katrina nous ont fait part de leur incapacité à discerner le vrai du faux en raison de l'absence de sources d'informations fiables.

Par ailleurs, au moment de la crise, les journalistes ont peu eu accès aux secteurs les plus sinistrés ainsi qu'aux lieux d'hébergement temporaires des victimes, en particulier le Superdome et le Convention Center. Pour ces raisons, la grande majorité des reportages se sont basés sur des informations de seconde main (Lecomte, 2012, p. 73) ou encore sur le bouche à oreille, bien connu pour sa déformation des faits. Pour ces raisons, les dires de certains gestionnaires qui ne bénéficiaient pas d'un système de communication fonctionnel, se sont souvent révélées être des rumeurs autour desquelles se sont structurées les récits journalistiques :

« I talked about the breakdown in communication, how bad it was. A lot of times, all you had was word of mouth. And during that time there was a press conference every 15 minutes, so a lot of time people will say things based on what they heard or what they thought, or information they got that was wrong. » (Benelli dans PBS, 2010²¹).

Si les pillages ont bien eu lieu au moment de la catastrophe (4.1. a), la plupart des violences reportées par les journalistes n'ont jamais été vérifiées, ce que le second en chef de la police a lui-même reconnu:

“There's not one iota of evidence to show that anyone was killed or raped in the Superdome. ... But you have to realize we were hearing these rumors and we were believing these things as well initially... The rumors about the Superdome were not factual. The rumors about the Convention Center were not factual. » - « There was chaos on Canal Street for a period of time, that was facts but rumors were all over the place »

¹⁹ « We need to take the city back ».

²⁰ Cf. “New Orleans cops say they got orders authorizing them to shoot looters in the chaos after Hurricane Katrina” (*Times Picayune*, 25/08/2010).

²¹ Entretien d'un retraité vétéran de la *Sex Crime Unit* du NOPD, retranscription disponible sur le site de la PBS en suivant le lien suivant : <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/law-disorder/interviews/benelli.html>

(Riley cité dans Frontline, 2010).

Un mois après l’emballement médiatique au sujet des pillages et violences, la publication de deux articles du *Los Angeles Times*²² et du *New York Times*²³ ont tous deux reconnu que les rumeurs avaient « remplacé les informations exactes » et que les médias avaient « exagéré les problèmes »²⁴. Le *New York Times* a par ailleurs souligné, en reprenant les propos du chef de la police en charge de la situation lors du passage de Katrina, que les annonces les plus choquantes s’étaient révélées fausses, soulignant qu’aucun rapport officiel ne faisait état d’homicide ou d’agression sexuelle, alors même que le chef de la police avait avancé que les touristes hébergés au Convention Center avaient systématiquement été victimes de viols et d’agressions²⁵.

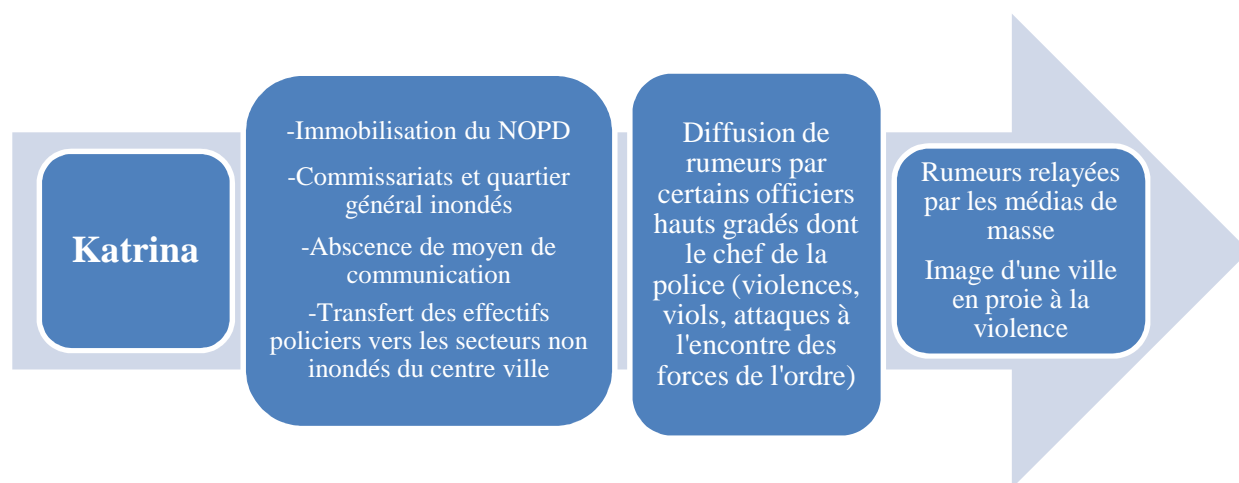


Figure 118 : Une totale désorganisation du département de police successive au passage de Katrina à l’origine de la diffusion de rumeurs de violences relayées par les médias (réalisation propre).

L’incapacité du département de police d’agir concrètement sur les phénomènes de pillages sur lesquels se sont « braqués » les projecteurs médiatiques, a eu d’importantes conséquences sur la gestion de la crise puisqu’elle a conduit à une intervention de l’armée visant à « rétablir l’ordre » et « calmer les médias ».

7.1.3. Une militarisation de la gestion de crise entravant l’aide aux victimes et favorisant l’insécurité

« The media started drumming up the fears that lawlessness is prevailing, and it started to hamper our rescue mission » (Blanco, *Frontline*, 2010)

²² « Katrina Takes a Toll on Truth, News Accuracy. Rumors supplanted accurate information and media magnified the problem. Rapes, violence and estimates of the dead were wrong. » (*Los Angeles Times*, 27/09/2005).

²³ « Fear Exceeded Crime’s Reality in New Orleans » (*New York Times*, 29/09/2005).

²⁴ *Los Angeles Times* (27/09/2005).

²⁵ « Superintendent Compass said that some of his most shocking statements turned out to be untrue. Asked about reports of rapes and murders, he said: “We have no official reports to document any murder. Not one official report of rape or sexual assault. ”” (*New York Times*, 29/09/2005).



Figure 119 : Militarisation de la gestion de crise comme ici avec la sécurisation des abords des deux principaux centres d'hébergement des victimes (*Convention Center* à gauche, *Superdome* à droite) (sources : *Los Angeles Times*, 27/08/2010, *Le Monde*, 16/09/2005).

La tournure militaire de la gestion de la crise a eu de lourdes conséquences puisqu'elle a contribué à renforcer le climat d'insécurité déjà très prononcé et a relégué au second plan le secours des victimes dans l'attente d'être évacuées (Sun, 2011).

7.1.3.1. Une orientation des réponses à la crise vers le rétablissement de l'ordre freinant l'aide aux victimes

“Let's stop search and rescue and bring our force back to controlling the streets. Let's stop the looting, let's stop the lawlessness, and let's put our police officers on the streets.” (Propos du Maire adressés au chef de la police le 30/08/2005, *Times Picayune*, 25/08/2010).

Au cours des jours qui ont suivi le passage de Katrina, les médias ont constitué le cadre de référence à partir duquel les réponses à la gestion de crise se sont « structurées ». Les récits médiatiques sensationnalistes faisant état de scènes de pillages « hors de contrôle » et la propagation de rumeurs au sujet de gangs armés se livrant au pillage et semant la terreur²⁶, a fourni un cadre propice à la diffusion de peurs propagées à l'échelle de la ville. Cette représentation dominante de la situation a largement occulté les comportements d'entraide entre les victimes assistées par de nombreux secouristes venus de l'extérieur (Rodriguez et al. 2006 ; Lecomte, 2012²⁷). Ce climat d'insécurité, qui a largement conditionné les réponses des autorités locales et fédérales, a eu deux conséquences majeures, à savoir une intervention militaire massive et une restriction des libertés des citoyens. Si l'inexactitude de la majorité des discours est aujourd'hui largement admise, les rumeurs ont pourtant constitué une véritable entrave à la gestion de l'évacuation des victimes notamment celles hébergées dans des conditions déplorables au *Superdome* et au *Convention Center*²⁸. Le 31 août 2005, la CNN avait publié

²⁶ cf. CNN (31/08/2005); *New York Times*, (31/08/2005).

²⁷ Ces chercheurs soutiennent que les comportements « pro-sociaux » ont largement devancé les comportements « antisociaux » tels que les pillages. Voir aussi Barsky et al. (2006).

²⁸ “These erroneous ideas are harmful because of their potential for influencing organizational government and public responses during disasters” (Tierner, 2006).

un article comparant la situation à la Nouvelle-Orléans à une « zone de guerre », le même jour où le *New York Times* avait publié un article reprenant les propos du chef de la sécurité nationale à la Nouvelle-Orléans qui avait évoqué la présence de pillards ayant dérobé une réserve d'armes tout en insistant sur l'incapacité de la police à limiter la propagation de la criminalité en raison de sa préoccupation à sauver des vies (Lecomte, 2012, p. 71). Cette couverture médiatique de la situation a conduit le maire de la Nouvelle-Orléans à ordonner l'arrêt des missions de secours des victimes pour orienter la gestion de la crise vers le rétablissement de l'ordre et la lutte contre le pillage (Tierney et al., 2006). Plus de 1500 policiers ont ainsi cessé leurs missions d'assistance aux personnes toujours prises au piège par les eaux²⁹, afin de « restaurer l'ordre » (Sun, 2013, pp. 280-281). Face à une situation qui s'est dégradée de jour en jour et ce malgré le transfert de l'ensemble des effectifs policiers des secteurs sinistrés vers les secteurs considérés comme nécessitant un rétablissement de l'ordre, la gouverneure de Louisiane fit appel le 2 septembre à 300 membres supplémentaires de la Garde Nationale en provenance d'Arkansas pour rétablir l'ordre et « calmer les médias »³⁰ en précisant que ceux-ci avaient reçu l'autorisation de tirer sur les individus contribuant aux pillages et violences :

« Ces troupes reviennent d'Irak, sont bien entraînées, expérimentées sur le champ de bataille et sont sous mes ordres pour rétablir l'ordre dans les rues [...] ces troupes savent comment tirer et tuer et sont plus que désireuses de le faire si nécessaire, et je m'attends à ce qu'elles le fassent »³¹.

Le chef de la police, à l'origine de nombreuses rumeurs, notamment celle largement reprise par les médias portant sur la présence d'hommes armés aux alentours du Superdome tirant sur les officiers de police du SWAT et les hélicoptères venus au secours des victimes. Cette rumeur a eu un impact direct sur l'arrivée des bus de la FEMA qui devaient évacuer les populations hors de la ville. D'après certains officiers de la Police d'Etat de Louisiane les rumeurs avaient conduit à l'immobilisation des bus de la FEMA à Baton Rouge car les conducteurs étaient trop effrayés et ne voulaient pas prendre le risque de s'aventurer à la Nouvelle-Orléans de peur de se faire tirer dessus³². L'intervention militaire massive face à l'apparent chaos qui régnait dans les rues de la ville après le passage de Katrina a ainsi eu de nombreux impacts délétères sur la gestion globale de l'événement :

« In the days after Hurricane Katrina, terror from crimes seen and unseen, real and unreal, gripped New Orleans. The fears changed troop deployments, delayed medical evacuations, drove police officers to quit, grounded helicopters ». (*New York Times*, 29/09/2005).

²⁹ Des membres de la Garde Nationale, des gardes côtes (*Coast Guard*), de la police de l'Etat de Louisiane ou encore du FBI ont été déployés dans les jours qui ont suivi Katrina. Lors d'un entretien avec Bernazzani (directeur de l'agence du FBI de la Nouvelle-Orléans en 2005) celui-ci avait mentionné que près de 500 agents et membres du personnel de l'agence étaient venus aider les autorités locales à sécuriser les rues de la ville, à participer aux patrouilles, à prévenir le pillage et à mener des opérations de sauvetage des victimes.

³⁰ Les propos de la gouverneure sont révélateurs d'une situation où le « déchainement médiatique » devient une véritable entrave aux missions de secours : « What we were doing was to strenghtening the apprerance of a lawful environment [...] everybody had now gotten very fearful whatever it was justified or not. I just decided that we needed to make a very dramatic statement to calm down the media ant to calm down citizenry down. » (*Frontline*, 2010).

³¹ Propos de Blanco cités dans Lecomte, 2012.

³² Ceci nous a également été confirmé par Dave Connaway de la police de l'état de Louisiane qui était en charge de la gestion de l'évacuation des populations hébergées au Superdome vers Baton Rouge.

Par ailleurs, la tournure militaire de la gestion de la crise ne s'est pas limitée aux frontières de la Nouvelle-Orléans. Les rumeurs de violences se sont en effet propagées vers les autres villes de l'aire métropolitaine où les autorités ont accordé une attention particulière au maintien de l'ordre. Ce climat d'insécurité diffus a conduit les troupes de la police de l'Etat de Louisiane positionnées à Slidell, au Nord du lac Pontchartrain, à refuser le passage d'un groupe de secouristes prétextant la présence de personnes armées à bord de bateaux, qui se sont finalement avérées être des victimes tentant de quitter par bateau leur quartier inondé. Un phénomène similaire est survenu dans la ville de Covington, à l'Ouest de Slidell, où des groupes d'urgentistes furent empêchés de se rendre à la Nouvelle-Orléans en raison d'une rumeur qui faisait état de bandes de pillards armés semant la terreur. A l'Est de la Nouvelle-Orléans, le shérif de la paroisse de St Bernard mentionnant la présence d'un tireur (sniper) avait fait appel aux troupes de la Garde Nationale qui sont arrivées en renfort avec des équipes de police du SWAT. Les « coups de feu » se sont avérés être le son créé par la soupape d'une cuve de gaz qui survenait à intervalles réguliers. Enfin, au Sud-ouest de la paroisse d'Orléans, un rapport des autorités locales de la ville de *Westwego* faisant état de centaines de pillards armés arrivant dans les rues de la ville, a conduit plusieurs policiers à quitter leur poste. Cette « paranoïa collective » qui s'est diffusée bien au delà des frontières de la Nouvelle-Orléans a donc eu de nombreuses conséquences sur la gestion globale de l'événement et contribue à expliquer la lenteur de l'évacuation totale de la ville après le passage du cyclone de Katrina.

7.1.3.2. Une tournure militaire génératrice d'insécurité

- Une omniprésence militaire facteur de stress pour les victimes

Le déploiement militaire massif, donnant l'impression « d'un champ de bataille »³³ plus que d'une situation d'urgence *post* catastrophe « naturelle », a contribué à amplifier l'insécurité urbaine dans les rues de la ville. La militarisation de la réponse à Katrina a en effet, à de nombreuses reprises, été mentionnée comme une source de stress lors d'entretiens avec des résidents et touristes présents au moment de l'événement. L'aspect visuel de la présence militaire a certainement contribué à renforcer le sentiment d'insécurité mais d'autres facteurs ont joué sur l'inquiétude des habitants. La mise en place d'un couvre feu et la restriction des déplacements dans certains secteurs de la ville, ont rendu les populations réticentes à évacuer leur maison en raison du risque d'être pris pour un malfaiteur par les forces armées qui, selon les médias et les rumeurs se propageant de bouche à oreille, avaient reçu l'ordre de tirer sur les pillards ainsi que sur les individus ne respectant pas les couvre feux. Ce climat d'incertitude et de forte insécurité a grandement compliqué l'évacuation des dernières victimes hors de la Nouvelle-Orléans. En effet, les déplacements généralement effectués par petits groupes d'individus

³³ CNN (31/08/2005).

se dirigeants vers les sites d'évacuation localisés dans le centre ville aux abords du Mississippi, sont vite devenus problématiques en raison de la forte probabilité de se trouver dans les rues après 18 heure, heure à laquelle le couvre feu entrainait en vigueur (*Los Angeles Times*, 16/10/2009). Par ailleurs, la crainte d'émeutes avait conduit les forces de l'ordre et les militaires à systématiquement disloquer tout groupe d'individus considéré comme une menace aux missions de maintien de l'ordre. Les victimes, largement considérées comme des criminels potentiels et traitées comme tels, ont finalement été évacuées par la force et furent privées de certains droits. La confiscation systématique des armes à feu par l'armée et la police, a largement renforcé le sentiment d'insécurité des habitants qui n'avaient pas encore évacué et qui se sont sentis privés du droit fondamental de se défendre soi-même. Cette décision de priver temporairement les citoyens de leurs armes fut prise par les autorités locales et fédérales voulant prévenir le risque de vol d'armes par les malfaiteurs dans les résidences évacuées. Cette mesure a constitué le déclencheur d'une indignation citoyenne³⁴ qui a contribué à exacerber la méfiance des citoyens envers les autorités publiques.

- Une évacuation entravée par les transferts d'insécurité vers les paroisses adjacentes à la Nouvelle-Orléans

Trois jours après le passage du cyclone Katrina, les autorités locales de la ville de Gretna, localisée au Sud-est de la Nouvelle-Orléans, avaient barricadé la sortie du pont du *Crescent City* qui relie le centre ville de la Nouvelle-Orléans au secteur de la *West Bank*. Les autorités voulaient en effet prévenir la traversée de leur ville par les victimes des inondations en provenance de la Nouvelle-Orléans³⁵ :

« Some Katrina survivors in New Orleans say they tried to evacuate the city but the primary route out was blocked. Evacuees say police officers in Gretna turned them away and fired shots over their heads » (NPR, 20/09/2005).

D'après plusieurs milliers de victimes ayant tenté de quitter la Nouvelle-Orléans *via* cette sortie, les policiers de la ville de Gretna auraient tiré des coups de feu pour les contraindre à faire demi-tour (NPR, 20/09/2005). Différents récits de journalistes, d'habitants de la Nouvelle-Orléans, de touristes et de secouristes corroborent les mêmes événements survenus à la frontière entre les deux villes. Celui de Larry Bradshaw, auxiliaire médical venu de San Francisco pour une conférence qui devait se tenir à la Nouvelle-Orléans, est révélateur des conséquences de la militarisation de la gestion de la crise sur l'assistance et l'évacuation des victimes. Celui-ci, accompagné d'un groupe de près de 200 individus, principalement des personnes âgées et des femmes ayant des enfants en bas âge, a fait l'objet de menaces de la part de la police de Gretna après avoir voulu évacuer par ses propres moyens la Nouvelle-Orléans. Après avoir traversé le pont, le groupe fut arrêté et forcé à retourner sur ses pas après qu'un policier leur ait annoncé que Gretna ne « possédait pas un autre Superdome » (*ibid.*). Cette

³⁴ Cf. Vidéo de la NRA (National Rifle Association) qui illustre la confiscation des armes par la police et l'armée. Vidéo disponible sur Youtube© en suivant le lien suivant: <https://www.youtube.com/watch?v=-taU9d26wT4>

³⁵ Cf. "Evacuees Were Turned Away at Gretna, La." (NPR, 20/09/2005).

décision de fermer les frontières de la ville fut prise par le chef de la police de Gretna qui a mis en avant différents arguments pour justifier son choix, à savoir : l'impréparation de la ville à accueillir des dizaines de milliers d'évacués, l'absence de communication avec les autorités de la Nouvelle-Orléans avant, pendant et après le passage du cyclone et la peur d'une « vague criminelle » liée à l'arrivée d'une population considérée comme potentiellement dangereuse. Le chef de la police, qui fut accusé de racisme après Katrina par les autorités de la Nouvelle-Orléans, notamment le maire de la ville, a mis en avant un autre argument qui semble avoir constitué le déclencheur de sa décision. En effet, entre le 1^{er} et le 2 septembre, la ville de Gretna avait organisé l'évacuation par bus de plus de 5000 individus, mais, face à l'arrivée incessante d'évacués, les autorités se sont montrées de plus en plus inquiètes face à leur capacité à gérer la situation. Le 2 septembre, l'incendie criminel d'un centre commercial localisé à proximité de la ville et qui avait impliqué des vandales qui, d'après les autorités de Gretna, étaient originaires de la Nouvelle-Orléans, a incité les autorités à refuser tous transferts de populations se déplaçant à pieds. Cette décision du chef de la police fut par ailleurs largement soutenue par les habitants de Gretna effrayés par les histoires de violences et de pillages auxquels ils avaient été exposés *via* les médias et les discours des autorités locales :

“We were ecstatic. They were looting and they were shooting, and we didn't want that over here. I had my two small children and we were scared to death. And thank God for the city of Gretna because they took care of us.” (NPR, 20/09/2005).

Nos échanges avec certains résidents et policiers présents au moment de la catastrophe, nous ont confirmé la survenue d'un phénomène similaire à celui observé à Gretna. Les autorités de la ville de Metairie localisée à l'Ouest de la Nouvelle-Orléans auraient en effet refusé tout convoi de population en provenance de la Nouvelle-Orléans s'effectuant autrement que par véhicule. Ces différents événements survenus aux frontières entre les paroisses d'*Orleans* et de *Jefferson* (Gretna, Metairie) ont constitué un révélateur de tensions anciennes entre les autorités de ces différents territoires de l'aire métropolitaine de la Nouvelle-Orléans.

Les départs de populations avant le passage du cyclone ont affecté les choix d'évacuation de certains résidents décidés à surveiller coûte que coûte leur propriété³⁶. Cette évacuation survenant dans un contexte de manque de confiance des habitants dans les autorités locales, a constitué une raison mise en avant par certains résidents d'Algiers Point et de Leonidas pour justifier leur refus d'évacuation d'une part et l'usage de la violence à l'encontre d'individus suspectés de se livrer aux pillages d'autre part (7.2.1/7.2.2). Par ailleurs, l'anticipation du risque de survenue de pillages opportunistes par les forces de l'ordre ne bénéficiant pas d'informations claires, a conduit à un usage excessif de la force qui s'est révélé le plus souvent injustifié (7.2.3).

³⁶ Ceci nous a été confirmé à de nombreuses reprises lors d'entretiens avec des habitants, vivant principalement dans des secteurs de la ville relativement nantis, à forte majorité blanche et peu exposés au risque d'inondation. Par ailleurs, ce phénomène a été étudié par des chercheurs qui ont mis en lien la peur d'être cambriolé et le refus de répondre aux ordres d'évacuation (cf. Lindell et Perry, 1992).

7.2. Emergence de violences révélatrices de vulnérabilités profondes en marges des projecteurs médiatiques

La focalisation des médias de masse sur les violences survenues dans les sites d'hébergement temporaire des victimes, qui relevaient le plus souvent de rumeurs que de faits avérés, a largement occulté d'autres formes de violences non relatées sur le moment. L'analyse géographique³⁷ de ces violences illustre le rôle catalyseur et révélateur de la catastrophe qui a mis à jour certaines tensions sociales profondément ancrées dans le territoire. La catastrophe Katrina a en effet constitué le détonateur ayant mis le feu aux poudres de crispations territoriales héritées qui se sont exprimées par des violences atypiques.

Dans le quartier d'*Algiers Point*, la rencontre entre certains résidents blancs constitués en milices anti pillage et des populations Afro-américaines forcées de se déplacer pour rejoindre les sites d'évacuation, a créé les conditions propices à l'émergence de violences sous fond racial mettant en scène des populations qui en temps hors crise ne se côtoient pas (7.2.1.)

Dans le quartier économiquement et racialement ségrégué de *Leonidas*, l'inondation de la portion Nord du quartier a conduit au « repli » des populations défavorisées de couleur vers le secteur nanti de *Riverbend*. Ces flux de populations ont conduit à la diffusion de pillages et d'affrontements entre deux catégories d'individus antagonistes (7.2.2.).

La désorganisation du département de police, résultant principalement de la défaillance des réseaux de communication et la propagation de rumeurs de violences à l'encontre de certains officiers de police, ont conduit à des violences policières révélatrices des dysfonctionnements du département de police préexistants à la catastrophe (7.2.3.).

³⁷ Les sources médiatiques, les entretiens menés plus de cinq ans après Katrina avec des acteurs de la gestion de crise, des employés municipaux et des résidents ayant évacué la ville qu'après le cyclone et les observations de terrain ont constitué autant de méthodes permettant l'analyse critique sur ce qui a été dit dans les jours et années *post* Katrina. Certaines sources médiatiques de « qualité », nous ont été utiles pour reconstituer certains événements et ont guidé nos enquêtes sur le terrain. A titre d'exemple, l'émission télévisée *Democracy Now* qui permet d'accéder à des sujets rarement diffusés par les médias de masse, a consacré des reportages approfondis aux violences peu relatées survenues après Katrina. De même, le site web d'information *Pro Publica* qui a gagné le prix Pulitzer en 2010 (*deadly choices at Memorial*) fournit une quantité non négligeable d'informations issues d'enquêtes de longue haleine comme le reportage d'investigation - *Law and Disorder* - (*Frontline*, PBS, 2010), qui présente en détail la chronologie des violences policières survenues au cours des jours *post* Katrina.

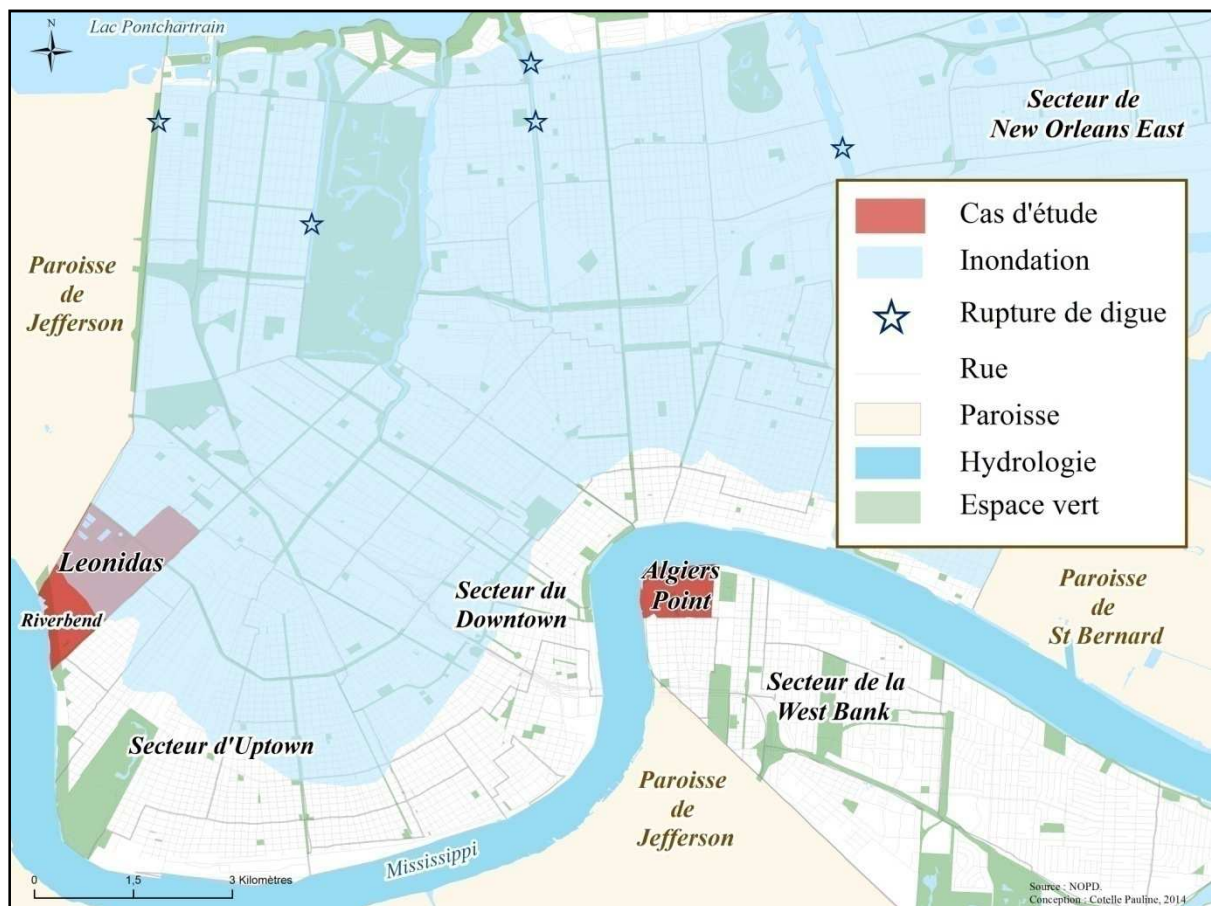


Figure 120 : Localisation des deux cas d'étude.

7.2.1. Survenance de violences intercommunautaires sous fond racial dans le quartier d'Algiers Point

“Algiers Point example demonstrates clearly the limits and dangers of individuals taking the law into their own hands” (*Huffington Post*, 11/02/2009).

7.2.1.1. Caractère « insulaire » du quartier

Le quartier d'Algiers Point localisé dans le secteur de la West Bank (figure 120) se distingue de part ses caractéristiques sociales des quartiers adjacents à forte majorité Afro-américaine. Il s'apparente en effet à une « enclave blanche » où les résidents se perçoivent comme une « minorité opprimée ». Les caractéristiques socio-économiques de ce quartier contrastent en effet largement des quartiers de Whitney et Mc Donogh qui le bordent à l'Est et au Sud (tableau 9). Bordé au Nord et à l'Ouest par le Mississippi, le quartier est situé sur la berge opposée du French Quarter qu'il est possible de rejoindre par ferry. Les résidents que nous avons pu interroger lors d'enquêtes de terrain menées en 2010 et 2011, nous ont fait part de leur impression d'isolement vis-à-vis des quartiers environnants et de leur fort sentiment d'appartenance à leur quartier qu'ils tenaient systématiquement à distinguer de ce qui est communément appelé Algiers et qui renvoie à l'ensemble de la West Bank :

« The Point, as locals call it, is a neighborhood within a neighborhood, a small cluster of ornate, immaculately maintained 150-year-old houses within the larger Algiers district. A nationally recognized historic area, Algiers Point is largely white, while the rest of Algiers is predominantly black. It's a "white enclave" whose residents have "a kind of siege mentality," »³⁸.

Dans les représentations des habitants, *Algiers* tout comme la *West Bank*, est associé à un vaste secteur de la ville relativement pauvre et à forte majorité d'habitants noirs, largement perçu comme dangereux. Le tableau 9 met en évidence les contrastes socio-démographiques des différents quartiers évoqués ici ;

Le quartier relativement défavorisé³⁹ de *Mc Donogh*, qui est composé à plus de 87% de résidents noirs, est largement perçu par les résidents de la Nouvelle-Orléans⁴⁰ comme un secteur dangereux, tout comme le quartier de *Whitney* qui contraste également avec celui d'*Algiers Point* puisqu'en 2000 85% de la population se composait d'individus d'origine Afro-américaine. Par ailleurs, la présence du grand ensemble de logements sociaux de *Fisher* où plus de 88% des résidents vivaient sous le seuil de pauvreté en 2000, a toujours été associée aux activités souterraines et aux violences qui leur sont associées. A *Algiers Point*, si 17,3% des habitants vivaient sous le seuil de pauvreté en 2000, la pratique du terrain a révélé que les individus les plus pauvres, qui correspondent à la part Afro-américaine de la population du quartier (25,1%), se concentrent dans les portions périphériques Est et Sud d'*Algiers Point*, qui forment une transition avec les quartiers de *Whitney* et *Mc Donogh*. En effet, la partie Nord-ouest qui borde le fleuve concentre une population exclusivement blanche et aisée au regard des données socio-économiques du quartier et de la *West Bank* (tableau ci-dessous).

Quartiers	Algiers Point	Whitney	Mc Donogh	Fischer Development	Ville
Nombre d'habitants	2 381	2 564	2 815	2 034	484 674
Part d'habitants noirs (%)	25,1	85	87,6	92,2	66,6
Part d'habitants blancs (%)	67,4	11,1	9,3	0,5	26,6
Ménages vivant sous le seuil de pauvreté (%)	17,3	29,3	48,3	88,2	27,9
Revenu moyen annuel des ménages (\$)	52 457	33 614	27 142	12 910	43 176
Absence de mobilité (% individus sans véhicule)	13,5	29,8	40,1	72,5	27,3
Nombre de crimes violents	30	25	41	24	5 196
Nombre de crimes non violents	109	66	104	20	27 142
Nombre d'agressions violentes	7	8	16	18	1 746

Tableau 9 : Caractéristiques d'*Algiers Point* et des quartiers adjacents en 2000 (source : GNOCDC, 2010).

Cette forte ségrégation raciale qui caractérise le quartier d'*Algiers Point* et son caractère « insulaire »

³⁸ Propos de Lance Hill, historien à Tulane (cités dans *The Nation*, 17/12/2008).

³⁹ 48% des résidents du quartier vivaient sous le seuil de pauvreté en 2000.

⁴⁰ Principalement par les habitants de la « rive Est » de la Nouvelle Orléans qui ne fréquente pas ou très peu le secteur de la *West Bank*.

vis-à-vis des secteurs limitrophes, a constitué un contexte propice au refus d'évacuation des résidents craignant de se faire piller par les individus provenant des secteurs adjacents. Cette anticipation du risque de pillage a mené les résidents à créer des groupes d'auto-défense du quartier (7.2.1.2) qui ont conduit à l'émergence de nombreuses violences injustifiées à l'encontre d'individus d'origine Afro-américaines (7.2.1.3).

7.2.1.2. Refus d'évacuation et constitution de milices anti pillage

➤ Facteurs explicatifs du refus d'évacuation de certains résidents d'*Algiers Point*

Plusieurs arguments ont été avancés par les habitants d'*Algiers Point*⁴¹ pour justifier leur refus d'évacuation avant le passage de Katrina. D'une part, la crainte de ce qu'ils qualifient une « *black tide* » (littéralement une « *marée noire* ») qui correspond au risque perçu d'un déplacement des populations venues des secteurs défavorisés de la *West Bank* risquant d'exposer soudainement le secteur aisé d'*Algiers Point* à des individus considérés comme dangereux, a fortement conditionné le choix d'évacuation de certains habitants. Cette anticipation de flux de populations est en partie liée à l'absence de moyen de transport d'un grand nombre de résidents pauvres peu enclins à suivre les ordres d'évacuation qui allaient incidemment être forcés de se déplacer par leurs propres moyens vers des sites d'évacuation. Cette peur associée à l'arrivée probable des résidents de la *West Bank* s'est accompagnée de la crainte des habitants d'*Algiers Point* d'une « vague criminelle » liée à la baisse de la surveillance consécutive à l'évacuation de leur quartier. Par ailleurs, certains résidents nous ont fait part de leur sentiment d'être délaissés par les autorités en charge du maintien de l'ordre, ce qui n'est pas spécifique au contexte de l'évacuation. En effet, ce secteur de la ville bénéficierait, d'après les habitants, d'une plus faible présence policière et serait moins bien protégé que les quartiers touristiques du centre de la Nouvelle-Orléans. Au cours des jours *pre* Katrina, la rareté des officiers du NOPD et le non déploiement de la Garde Nationale, auraient fortement incité les résidents à ne pas évacuer.

Parallèlement à ce risque de pillage mis en avant par les résidents comme principal motif pour ne pas évacuer, les caractéristiques topographiques du quartier qui n'est pas exposé au risque inondation, ont également joué sur les choix d'évacuation de l'ensemble des habitants de la *West Bank*. Ces derniers ont en effet fréquemment utilisé l'argument de l'opérationnalité des services tels que l'accès à l'eau courante, à l'électricité et à un système de communication fonctionnel pour justifier leur refus d'évacuation au moment de Katrina, comme en témoigne les propos d'une habitante vivant sur *Pelican Street* dans la portion Nord du quartier d'*Algiers Point* :

« Notre quartier est surélevé. Au moment de Katrina nous avons accès à l'eau courante,

⁴¹ Lors d'entretiens menés en 2010 et 2011. Ces propos ont été corroborés par certains gestionnaires en fonction au moment de Katrina avec qui nous avons pu nous entretenir, notamment le colonel Sneed qui a eu pour mission après Katrina de déterminer l'ensemble des facteurs ayant conduit à l'échec de l'évacuation de la Nouvelle-Orléans en 2005.

au gaz et au téléphone, il n'y avait aucune raison pour nous de partir ».

Deux autres facteurs ont joué sur la motivation des résidents à rester plutôt que d'évacuer, notamment l'expérience un an avant Katrina d'une évacuation à l'approche du cyclone Ivan, qui s'était finalement dévié de sa trajectoire initialement prévue. Les personnes qui avaient suivi l'ordre d'évacuation qui s'était avérée inutile, ont gardé en mémoire les coûts et désagréments de cette « fausse alerte ». Enfin, un autre motif fréquemment mentionné comme raison pour ne pas évacuer est celui du risque incendie qui constitue une menace récurrente lors de cyclone en raison des ruptures de conduites de gaz. Cette menace est particulièrement prégnante à la Nouvelle-Orléans notamment dans les quartiers historiques, en raison de la densité du bâti et de la nature des matériaux qui favorisent la propagation du feu (cf. Chaline et Dubois-Maury, 1994). A *Algiers Points*, de nombreux habitants ont toujours en mémoire l'incendie majeur de 1895 qui avait détruit plus de 250 résidences et failli rendre en cendres le quartier. La crainte des habitants que les autorités ne puissent pas intervenir pour contenir un probable incendie en temps de crise a ainsi contribué à inciter certains individus à rester chez eux plutôt que d'évacuer.

Si l'ensemble des facteurs évoqués précédemment ont pu se combiner pour expliquer le refus d'évacuation de nombreux habitants de la *West Bank*, la crainte du pillage a constitué la principale raison et a conduit à la création de « milices anti pillage » qui ont entraîné de nombreuses dérives.

➤ Constitution de milices anti pillage : un phénomène récurrent lors d'évacuation *pre* cyclone

En temps de crise, face à la menace perçue des pillages, la volonté de certains résidents de ne pas évacuer pour assurer la surveillance de leur propriété et de celles des membres de leur communauté, est un phénomène récurrent aux Etats-Unis lors d'annonces d'évacuation. Ces individus communément surnommés les « vigilantes » (auto justiciers) s'organisent en collectant des armes et en posant des insignes mentionnant que le quartier ne tolère pas le pillage et que des individus armés répondront sans prévenir⁴², comme ce fut le cas en Floride avant le passage du cyclone Hugo en 1989 et Andrew en 1992 où des groupes de citoyens armés avaient refusé d'évacuer afin de « protéger » leur communauté⁴³. Les réseaux sociaux tels que *Twitter*© ou *Facebook*© dont l'utilisation est de plus en plus répandue, constituent un moyen facilitant grandement la création de ce type de groupes de citoyens se substituant à la police. A l'approche du cyclone Katrina et à l'annonce de l'évacuation de la ville, plusieurs dizaines de résidents du quartier *d'Algiers Point* ont ainsi formé une milice, plus connue sous le nom des « *white vigilantes* » (ou encore « *the ultimate neighborhood watch* »), afin d'assurer la surveillance de leur communauté. Face à la crainte évoquée précédemment d'un afflux

⁴² Nous avons pu constater ce phénomène par nous même à l'approche du cyclone Alex en 2010 et du cyclone Issac en 2011. Les insignes mentionnaient des slogans tels que « *You loot, we shoot* » ou encore « *we shoot looters* ».

⁴³ "During Hurricane Andrew, peaceful citizens packed guns to protect their damaged homes as looters pushed shopping carts through the streets of Homestead [...] during hurricane Hugo, prepared neighborhood barricaded their block. Home watch guards worked in shifts during the day and night. This system was found to be very effective." (Site web « captain tropic »).

d'individus provenant des quartiers défavorisés de la *West Bank*, les résidents de la portion Nord-ouest du quartier d'*Algiers Point* avaient barricadé les rues et collecté les armes des membres de la communauté qui avaient évacué. Le manque de confiance dans les autorités publiques a également joué un rôle dans ce phénomène d'autodéfense du quartier, comme en témoigne les propos d'une habitante qui avait pour ces raisons décidé de rester surveiller sa propriété avec son conjoint :

« Le danger est là, lorsque les citoyens n'ont plus confiance en la police pour assurer leur protection ou celle de leur propriété et qu'ils pensent qu'ils n'ont pas d'autre choix que de s'armer et de se faire justice eux-mêmes, ça devient l'anarchie ».

Ce processus de « dé-civilisation » (Body-Gendrot, 2008), particulièrement susceptible de se manifester en période de crise, a conduit à de nombreuses dérives dans le quartier d'Algiers Points où la présence de milices anti-pillage a exposé certains groupes d'individus vulnérables à des violences inédites⁴⁴.

7.2.1.3. *Emergence de violences déclenchées par la catastrophe*

➤ Des violences aux causes profondes

Les enquêtes menées par le journaliste Adam Clay Thompson⁴⁵ nous ont mis sur la piste de violences largement passées sous silence lors du passage de Katrina. Celles-ci ont été longtemps ignorées des autorités jusqu'à ce que certaines victimes soient entendues grâce à l'implication de certains journalistes faisant pression pour que justice soit faite. Le second chapitre du film « *Welcome to New Orleans - White vigilantes* »⁴⁶ coréalisé par Malik Rahim, un habitant noir d'*Algiers Point*⁴⁷ témoin des violences survenues au cours des jours *post* Katrina, met en scène certains résidents se vantant explicitement d'avoir tiré sur des individus Afro-américains considérés comme des pillards potentiels. Les propos d'un résident mettant en avant le caractère divertissant de la « chasse aux personnes extérieures à la communauté »⁴⁸ traduisent bien le racisme encore profondément enraciné dans la communauté blanche d'*Algiers Point*. Si les nombreuses violences à l'encontre des populations Afro-Américaines trouvent leurs causes profondes dans ces tensions intercommunautaires, la configuration géographique de la *West Bank* a constitué le déclencheur de ces incidents, puisqu'elle a conduit à mettre en contact les populations Afro-américaines avec les populations blanches vivant à proximité

⁴⁴ Body-Gendrot qualifie le phénomène selon lequel en temps de crise certains individus seraient davantage menacés et vulnérables que d'autres par l'expression de « démocratie disjonctive » (cf. Bigo et al., 2001, pp. 77 – 96).

⁴⁵ Cf. Journaliste pour le *Propublica*, celui-ci s'est intéressé aux différentes formes de violences survenues dans le sillon de Katrina et fut un des rares journalistes à porter un intérêt à celles qui ont émergé à *Algiers Point*. Voir « Katrina's Hidden Race War » (Thomson dans *The Nation* 17/12/2008); « Post-Katrina, White Vigilantes Shot African-Americans With Impunity », (Thompson dans *Propublica*, 19/12/2008); « Body of Evidence » (Thompson, *Propublica*, 19/12/2008). Thompson s'est montré disponible pour répondre à certaines questions que nous avons pu lui poser par email.

⁴⁶ Film produit par Rasmus Holmmis et mis en ligne le 13/08/2012 sur Youtube®, disponible en suivant le lien suivant : https://www.youtube.com/watch?v=V__ISdR1KZg

⁴⁷ Malik Rahim est un membre des Black Panthers, civiquement très impliqué dans les causes dans la lutte contre le racisme.

⁴⁸ « It was fun, it was like pheasant season in South Dakota, if it moved you shot it » (Youtube©).

du ferry devenu le point d'évacuation des populations vers le centre ville de la Nouvelle Orléans.

- Une configuration géographique favorisant l'émergence de violences intercommunautaires

L'annonce par les autorités de l'évacuation totale de la ville après le passage de Katrina a conduit les résidents de la *West Bank* à se déplacer vers le ferry reliant les deux rives du Mississippi où les gardes côte (*Coast Guards*) assuraient l'évacuation des résidents vers le secteur du *Downtown* où s'effectuaient les transferts par bus hors de la ville (cf. figure 121). Ce point de rassemblement, localisé au Nord-ouest du quartier d'*Algiers Points*, a contraint les habitants Afro-américains des quartiers Sud et Est de la *West Bank* à traverser *Algiers Point* pour se rendre à la zone d'évacuation. Ces flux de populations ont constitué le détonateur des tensions intercommunautaires qui se sont manifestées par des violences impliquant des habitants blancs auteurs de nombreuses fusillades à l'encontre des populations Afro-américaines tentant de rejoindre le ferry.

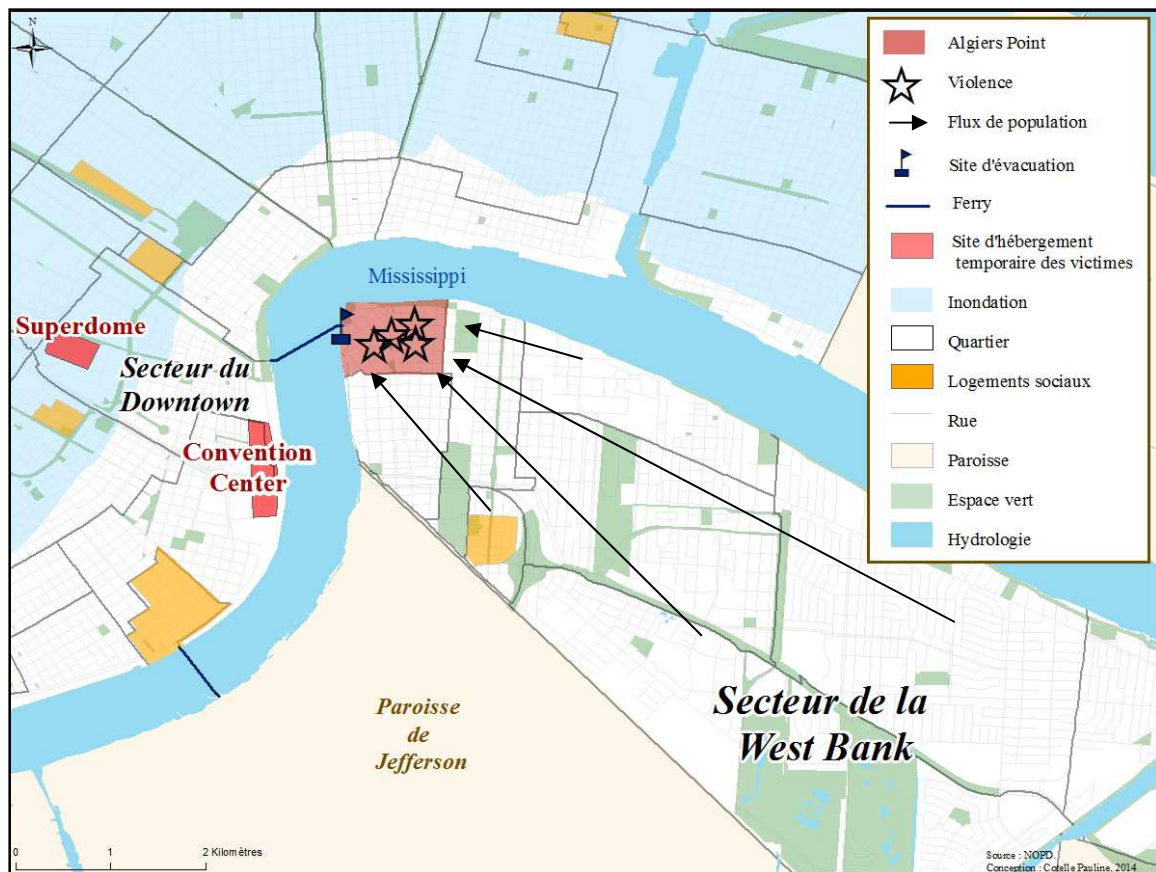


Figure 121 : Emergence de violences successives aux déplacements des habitants de la *West Bank* vers le site d'évacuation.

- Un événement violent révélateur des fortes tensions raciales

Le 1er septembre 2005, soit trois jours après le passage du cyclone, un groupe de trois individus afro-américains se dirigeant vers le point d'évacuation mis en place par la Garde Nationale furent, au cours

de leur traversée du quartier d'*Algiers Point*, victimes d'une fusillade ayant failli coûter la vie à l'un d'entre eux (Donnell Herrington) qui fut pris pour cible par les résidents blancs constitués en groupe de défense du quartier⁴⁹. Les propos racistes de ces habitants qui ont refusé de venir en aide à la victime⁵⁰ traduisent les fortes tensions raciales qui subsistent dans ce secteur de la ville et qui ont été mises en lumière par la catastrophe Katrina. La découverte par Malik Rahim de nombreux corps d'individus afro-américains victimes de fusillades, l'ont conduit à penser que les résidents blancs ont vu la catastrophe comme « une occasion en or pour débarrasser le quartier des populations noires »⁵¹. Les violences survenues à *Algiers Point* illustrent les dérives du repli communautaire particulièrement susceptible de se manifester en temps de crise. Si la notion de communauté revêt l'idée positive de cohésion sociale entre les habitants qui partagent un sentiment d'appartenance commun favorisant leur implication dans la « vie de la communauté »⁵², celle-ci peut également traduire une méfiance des membres de la communauté vis-à-vis de l'« Autre », ce qui favorise les mécanismes de protection et de rejet des individus venant de « l'extérieur »⁵³. En effet, celui qui n'est pas de la communauté est perçu comme un danger potentiel, comme en témoignent les propos d'une habitante du quartier :

« In this neighborhood we take care of our own [...] you know what, Algiers Point is not a pussy community [...] if you want to call that a vigilante yeah but we just look out for everybody »⁵⁴.

L'officier Connaway de la police de l'Etat de Louisiane, nous avait confié lors d'un entretien que dans les « mauvais quartiers » personnes n'avait confiance en personne » et que ceci constituait un facteur de risque de diffusion du pillage et d'émergence de conflits lors de catastrophes. Cependant, l'analyse des violences survenues à *Algiers Point* révèle que dans les quartiers *a priori* « bons », c'est-à-dire où les liens entre les résidents sont solides et où le sentiment d'appartenance à la communauté est fort, l'émergence de violence en période de crise constitue un risque réel en raison de ces liens qui tendent à renfermer la communauté sur elle-même. Les mécanismes de défense du territoire par les habitants s'opposant au passage d'individus n'appartenant pas au quartier illustre ces propos puisque l'ensemble des citoyens Afro-américains ont été exposés à des menaces ou ont fait l'objet d'agressions violentes. L'idée de « démocratie disjonctive » qui d'après Body-Gendrot (2001) traduit le fait pour certains individus d'être moins protégés et plus vulnérables que d'autres, s'illustre bien à travers le cas des violences survenues à *Algiers Point* puisque les populations Afro-américaines ont constitué un groupe particulièrement vulnérable alors même que les médias de masse les ont dépeint comme les principales

⁴⁹ Cf. "Katrina's Hidden Race War White vigilante justice tore through New Orleans after the storm. But no official investigation has shed light on the violence." (*The Nation*, 17/12/2008).

⁵⁰ Cf. Article de Thompson (*Propublica*, 19/12/2008): "Post-Katrina, White Vigilantes Shot African-Americans With Impunity".

⁵¹ He thinks some of the gunmen saw Katrina as a "golden opportunity to rid the community of African-Americans." (*The Nation*, 17/12/2008).

⁵² Cf. Chapitres 1 et 5, notion d'efficacité collective et de réponse sociétale en lien avec la problématique de l'insécurité urbaine.

⁵³ Cf. Body-Gendrot pour qui « la « community » est le meilleur est le pire », expression utilisée lors d'une intervention dans le cadre des vidéos de l'ENS.

⁵⁴ Propos tirés du film "Welcome to New Orleans" (YouTube ©).

responsables des pillages et de la violence⁵⁵.

Les violences sous fond de tensions intercommunautaires survenues à *Algiers Point* présentent de nombreuses similitudes avec celles qui se sont produites dans le quartier de *Leonidas*. Dans les deux cas, Katrina a constitué un révélateur de tensions sociales profondément ancrées dans le territoire.

7.2.2. Emergence de violences entre commerçants et pillards dans le quartier de Leonidas

7.2.2.1. Un quartier socialement hétérogène et fortement ségrégué

Le quartier de *Leonidas*⁵⁶ constitue un cas d'étude intéressant au regard de l'étude du lien entre la catastrophe et l'insécurité urbaine. Il partage, à bien des égards, de nombreuses similarités avec le quartier d'*Algiers Point*, puisqu'il se caractérise par une forte ségrégation socio-économique et raciale qui est, certes, dissimulée par l'agrégation des données à l'échelle du quartier, mais que la pratique du terrain a clairement révélé. Il existe en effet un très fort contraste entre le secteur nanti de *Riverbend* situé à proximité du Mississippi qui concentre principalement des résidents blancs et le secteur Afro-américain défavorisé localisé au Nord de la rue commerçante d'*Oak street*. Le secteur de *Riverbend* et les quelques pâtés de maisons longeant l'avenue de *South Carrollton* constituent le prolongement de la « vitrine » de la Nouvelle-Orléans via l'avenue touristique de St Charles. La rue commerçante d'*Oak street* constitue en quelques sortes une frontière invisible entre le secteur de *Riverbend* et le secteur localisé au Nord qui s'étend jusqu'au quartier d'*Hollygrove* (figure 120 et 121). Ces forts contrastes de race et de richesse qui s'accompagnent également d'un contraste de criminalité, correspondent également à un gradient topographique. Le secteur localisé près du Mississippi qui concentre des populations blanches aisées et un faible volume de criminalité, n'est pas exposé au risque inondation en raison de sa topographie. En revanche, les secteurs défavorisés plus éloignés du fleuve qui se caractérisent par une forte criminalité urbaine, sont très exposés aux inondations. A titre d'exemple, le quartier de *Hollygrove* localisé au Nord de *Leonidas* est intégralement situé sous le niveau de la mer et fut totalement inondé en 2005. Si l'expression de gradient semble appropriée à la topographie, elle paraît moins pertinente pour rendre compte du contraste racial et économique qui caractérise ce quartier (cf. tableau 10). La pratique du terrain a en effet révélé une transition brutale entre le secteur de *Riverbend* et les secteurs de *Pension Town* et d'*Hollygrove*. Si les données du recensement officiel de 2000 indiquent que plus de 75% des habitants de *Leonidas* étaient d'origine Afro-américaine, ce quartier socialement hétérogène qui n'a aucune réalité fonctionnelle, se caractérise comme à *Algiers Point* par une très forte ségrégation raciale puisque la totalité des 20% de résidents blancs se

⁵⁵ Cf. Un article du *New York Times* avait mis en évidence le fait que les médias décrivaient généralement les noirs comme des pillards alors que les blancs « se ravitaillaient » (Ralli, *New York Times*, 05/09/2005) : « Who's a Looter? In Storm's Aftermath, Pictures Kick Up a Different Kind of Tempest ».

⁵⁶ Nous avons réalisé un travail de terrain approfondi au cours des mois où nous y avons séjourné (du début du mois de juillet à la fin septembre 2010).

concentrent dans la portion Sud du quartier. Les pratiques des habitants sont par ailleurs largement conditionnées par des « lignes de fractures invisibles » mais bien réelles, comme le traduisent les propos d'un habitant du quartier faisant référence à la rue commerçante d' *Oak Street* :

“I know it's an invisible line but when you cross over that line, it's poverty.” (Entretien avec James, habitant du secteur de *Riverbend*, août 2010).

Si la proximité spatiale entre les populations blanches et Afro-américaines est forte, la distance sociale est prégnante puisque ces individus ne se côtoient pas⁵⁷. A titre d'exemple, *Monroe Street* qui intersectionne *Oak street* dans sa partie Ouest est surnommée par certains locaux « la rue du meurtre » (« *murder road* », Ritchie, 2010) alors qu'à seulement quelques pâtés de maisons plus à l'Est, les résidents blancs sont très peu exposés à la violence. Le secteur de *Pension Town*, qui n'a pas de véritables limites établies est un secteur largement considéré comme dangereux par les habitants de *Riverbend* et les policiers du deuxième district. Si ces représentations collectives sont, dans une certaine mesure, appuyées par les données de la police, elles semblent toutefois davantage liées aux caractéristiques sociales du secteur qu'à la « réalité » criminelle (cf. tableau 10 et carte 122).

Quartier	Nombre d'habitants	Part d'habitants noirs (%)	Part d'habitants blancs (%)	Pauvreté (% individus vivant sous le seuil de pauvreté)	Mobilité (% individus n'ayant pas accès à un véhicule)	Nombre de crimes violents	Nombre de crimes non violents
<i>Leonidas</i>	8953	75,5	20,6	31,5	29,5	98	492
<i>Hollygrove</i>	6919	94,7	2,6	28,4	30,4	58	271
Ville	484,674	66,6	26,6	27,9	27,3	5 196	27142

Tableau 10 : Caractéristiques en 2000 des deux quartiers de *Leonidas* et *Hollygrove* (source : GNOCDC, NOPD).

⁵⁷ L'impression de passer d'un monde à un autre en se déplaçant à pieds dans le quartier nous a frappé à notre arrivée. Il est en effet possible de passer une journée sans croiser une personne de couleur noire et *vice versa* selon le secteur du quartier.

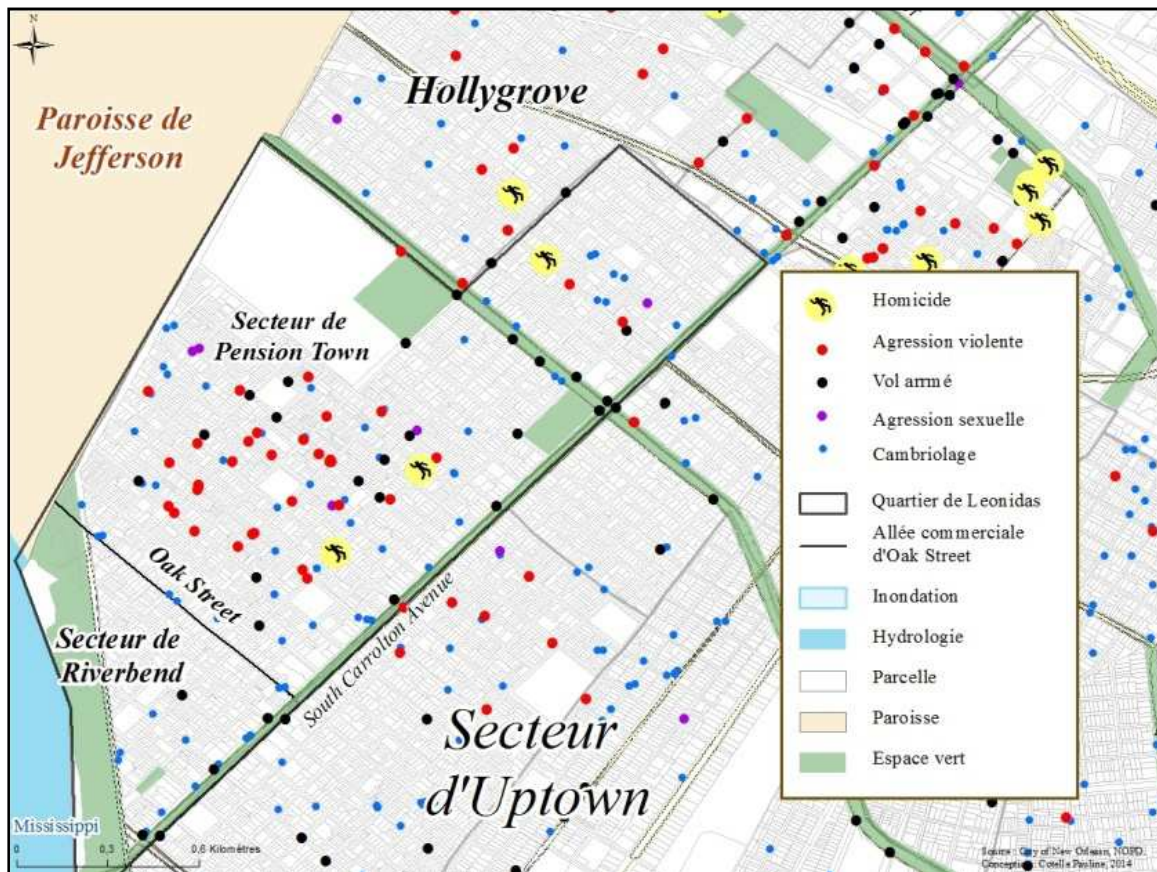


Figure 122 : Caractéristiques de la criminalité en 2000 dans le quartier fortement ségrégué de Leonidas.

7.2.2.2. Une inondation partielle du quartier générant des flux de populations à l'origine d'affrontements violents sous fond de révolte

- La peur du pillage comme facteur central du refus d'évacuation des commerçants d'Oak Street

Nos interactions répétées avec les résidents du quartier ont mis en évidence une peur prononcée des habitants et commerçants de se faire piller lors d'une évacuation forcée. Le risque de pillage a d'ailleurs constitué une des raisons pour lesquelles certains résidents avaient refusé d'évacuer en août 2011 à l'approche du cyclone Isaac⁵⁸. Cette crainte qui émerge à l'approche de chaque cyclone, se matérialise par des panneaux signalisant la présence de citoyens armés et prêts à tirer sur les pillards, comme en témoigne la photographie ci-dessous prise à l'approche du cyclone Alex en juillet 2010.

⁵⁸ Nous avons pu interroger certains résidents après le passage d'Issac à la fin du mois d'août après avoir évacué la ville une semaine.

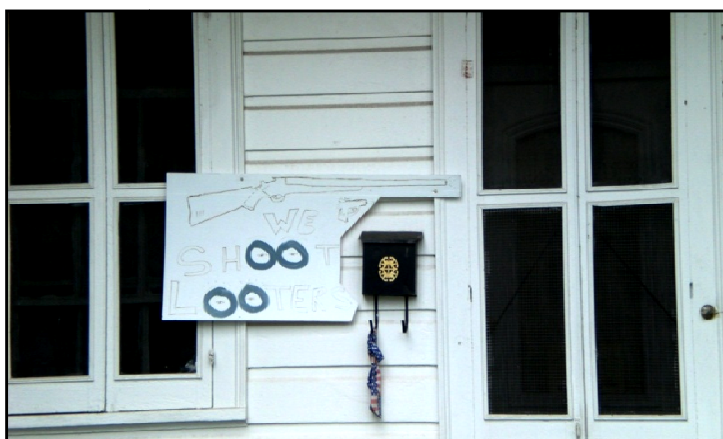


Figure 123 : Panneaux mettant en garde les pillards potentiels à l'approche du cyclone Alex en juillet 2010 dans le secteur de *Riverbend* au sud du quartier de *Leonidas* (cliché de l'auteur, juillet 2010).

A l'approche du cyclone Katrina, quelques habitants blancs craignant d'être pillés n'avaient pas évacué la ville tout comme un grand nombre de résidents défavorisés n'ayant le plus souvent pas accès à un moyen de transport. A la différence de la plupart des quartiers de la ville, soit intégralement inondés, soit totalement épargnés, les inondations n'ont pas affecté le quartier de *Leonidas* de manière homogène puisque le secteur de *Riverbend* situé à proximité directe de la levée naturelle du Mississippi n'avait pas été inondé alors que les secteurs les plus pauvres localisés au Nord d'*Oak Street* avaient été totalement recouverts par les eaux (figure 123). Certains individus, principalement des commerçants d'*Oak Street*, qui avaient évacué avant le passage de Katrina et qui avaient pris connaissance des scènes de pillage reportées par les médias, sont revenus à la Nouvelle-Orléans afin de surveiller leur commerce⁵⁹. Dans le même temps, les habitants des secteurs défavorisés qui n'avaient pas voulu ou pu évacuer, furent contraints de quitter leurs résidences pour se diriger vers les secteurs non inondés, proches du fleuve. Ces flux de populations se sont soldés, comme à *Algiers Point*, par l'émergence de violences entre d'une part, les individus restés ou revenus pour surveiller leur commerces et d'autre part, les individus des secteurs Nord qui ont profité de l'occasion pour se livrer à des pillages au niveau de la rue commerçante d'*Oak Street* (figure 123). Cette diffusion des pillages a fait l'objet de ripostes violentes de la part des commerçants qui avaient formé un groupe d'autoprotection similaire à celui mis en place par les résidents blancs d'*Algiers Point*.

⁵⁹ Le secteur de *Riverbend* était accessible via la paroisse de Jefferson à l'Ouest.

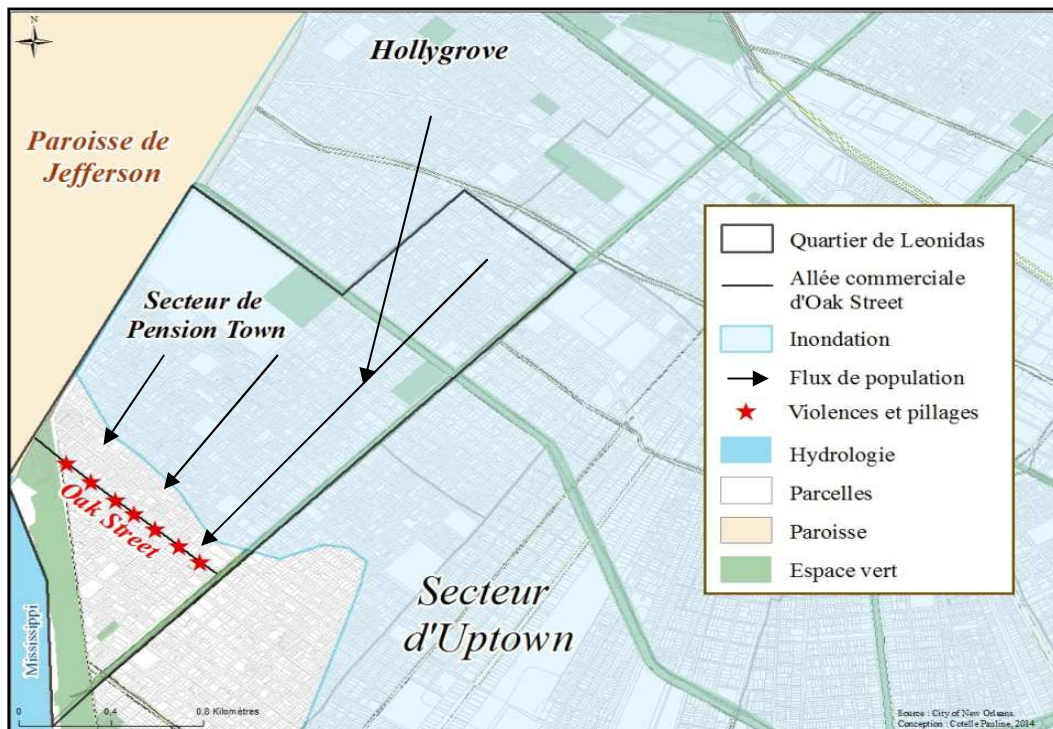


Figure 124 : Déplacements des populations des secteurs défavorisés vers le secteur non inondé de Riverbend.

Le pillage et la destruction systématiques des magasins localisés sur cette « fracture symbolique » entre deux territoires socialement hétérogènes, se sont davantage apparentés à des pillages de type revendicatif qui s’observent lors d’émeutes urbaines⁶⁰ qu’à des pillages de types opportunistes ou de survie généralement observés lors de catastrophes naturelles. La citation qui suit illustre le caractère conflictuel des affrontements entre deux groupes d’individus antagonistes :

« A battle was on for control of Riverbend area. It was white versus black, merchants versus neighborhood residents... With NOPD in disarray they would have to fend for themselves. The white business owners of Oak Street spontaneously formed a so called community watch... everybody was pretty much armed... This was urban war... some of the city's richest residents took security into their own hands. » (Brinkley, 2007)⁶¹

7.2.2.3. La « bataille d’Oak Street », un révélateur de tensions territoriales héritées

“The flood triggered a deep resentment” (Brinkley, 2007).

La lecture de l’ouvrage de Brinkley (2007) est venue appuyer les entretiens réalisés sur le terrain⁶² et a permis de nuancer les discours des habitants que nous avons pu questionner sur le sujet cinq ans après les événements. Les commerçants d’Oak Street nous ont en effet confié avoir été les victimes des pillages et violences et de n’avoir fait que de se défendre, ce qui contredit les discours de certains

⁶⁰ Ceux-ci correspondent à une dégradation des « lieux symboles » de l’oppression ressentie par les acteurs des pillages.

⁶¹ Brinkley (2007, pp. 499-541).

⁶² Bruce Foret propriétaire du commerce *Ace Hardware* que nous avons questionné au sujet des violences nous a fait part de l’opposition systématique entre les « bons commerçants » d’Oak Street et les présumés criminels vivants plus au Nord.

individus ayant participé aux pillages soutenant une toute autre version des faits. Pour ceux-ci, les pillages auraient constitué un moyen d'exprimer leur frustration et sentiment d'injustice ressenti au quotidien en s'en prenant aux commerces symbolisant la « suprématie » des blancs sans véritable volonté de s'en prendre directement à ces derniers⁶³. La « bataille d'*Oak Street*» a ainsi constitué un révélateur des fractures territoriales⁶⁴ qui se sont révélées à l'occasion de la catastrophe Katrina. La métaphore de l'explosion, comme résultat de la combinaison d'un détonateur et de conditions préexistantes, favorables à son déclenchement, est approprié pour rendre compte des violences qui ont émergé dans ce secteur de la ville. En effet, les caractéristiques territoriales du quartier forment la « poudre » qui a constitué le terreau fertile à l'émergence de conflits déclenchés par les déplacements de populations successifs au passage du cyclone Katrina et à l'inondation de la portion défavorisée du quartier de *Leonidas*.

Les tensions sociales latentes qui se trouvent à la racine des violences, sont à rattacher au sentiment d'injustice et d'oppression ressenti au quotidien par les populations Afro-américaines vivant dans les secteurs les plus exposés aux inondations qui s'est exacerbée au cours des années 2000 avec la gentrification de la portion Sud du quartier qui a progressivement relégué les populations noires dans les secteurs Nord. Ces tensions proviennent d'autre part, de la méfiance des populations blanches résidant dans les secteurs topographiquement surélevés de *Riverbend* vis-à-vis des populations Afro-américaines perçues comme une source de danger potentiel⁶⁵.

Le passage du cyclone Katrina a par ailleurs constitué le « détonateur » mettant le feu aux poudres de tensions sociales puisqu'il a entraîné l'inondation partielle du quartier qui a généré des flux de populations mettant en contact deux groupes d'habitants antagonistes qui ne se côtoient habituellement pas ou peu (Brinkley, 2007). Par ailleurs, Katrina est venue réactiver la frustration des populations Afro-américaines qui sont fréquemment victimes d'inondations alors que les résidents blancs du secteur de *Riverbend* sont systématiquement épargnés.

Un ensemble de facteurs permet donc de rendre compte de la diffusion des pillages collectifs à caractère revendicatif dans ce quartier de la ville. Ceux-ci sont en effet à rattacher à deux catégories de facteurs à la fois sociaux et environnementaux (cf. chapitre 2.3⁶⁶) :

- D'une part aux conditions d'inégalités socio-économiques (1), de forte ségrégation raciale (2) et de fortes tensions sociales entre les habitants du quartier (3).
- D'autre part, aux caractéristiques de la catastrophe qui a entraîné des dommages majeurs et

⁶³ D'après certains résidents de *Pension Town*, les pillages auraient davantage impliqués des individus venus de l'extérieur de la Nouvelle Orléans (Paroisse de Jefferson) que les résidents du quartier de *Leonidas*.

⁶⁴ Une frustration face à la violence symbolique de la ségrégation économique et raciale qui s'est exprimé à l'occasion de la crise.

⁶⁵ Les propos racistes de ces habitants à l'égard des résidents noirs ont été récurrents lors de nos échanges avec les résidents du secteur de *Riverbend*. Les qualificatifs de « *criminal* » ou plus encore de « *thug* » sont fréquemment ressortis lors de nos échanges.

⁶⁶ Il s'agit des facteurs mis en avant par les études de Quarantelli (2008) portant sur les pillages à St Croix après le passage du cyclone Hugo en 1989 : "Destruction of built environment ; Ineffective government institutions ; No information ; Pre disaster high rates of crime ; Social inequalities ; Class & racial divides and tensions".

inégaux à l'échelle du quartier (1), qui s'est accompagnée de réponses inadaptées de la part des autorités publiques (2) et qui s'est caractérisée par une très forte incertitude pour les victimes ayant accès à aucune information sur la situation et leur devenir (3).

Le cas des violences survenues dans le quartier de *Leonidas* est intéressant car il illustre le risque d'une « explosion » de tensions sociales en période de crise qui pourrait être anticipée et prévenue. L'évacuation obligatoire de l'ensemble des habitants, y compris dans les secteurs non inondables, et le déploiement de la police et de l'armée avant le passage du cyclone, constituent des mesures préventives qui pourraient éviter de telles dérives. Les enseignements tirés de l'expérience Katrina ont en effet conduit à la mise en application de mesures préventives qui se sont révélées efficaces en 2008 lors du passage de Gustav puisque l'évacuation presque totale de la ville ne s'est pas accompagnée comme en 2005 d'un refus d'évacuation motivé par la peur du pillage. La mise en place de « *campagnes anti-pillage* » passant par l'instauration de couvre-feu, le déploiement avant le passage du cyclone de la garde nationale, l'évacuation des prisons et la présence de structure pour enfermer temporairement les pillards potentiels, sont autant de mesures qui avaient vocation à rendre l'évacuation la plus efficace possible et éviter les problèmes de 2005. Lors de notre entretien avec le colonel *Sneed*, celui-ci nous avait confié que l'annonce de ces mesures auprès de la population était aussi importante que leur mise en application concrète⁶⁷. Le fait de rassurer les résidents sur la protection de leurs biens constitue en effet une pré-condition à une évacuation réussie, particulièrement dans le contexte Nord-Américain. Par ailleurs, l'annonce de l'évacuation totale de la ville et de l'absence de centre d'hébergement a aussi joué un rôle crucial dans l'évacuation complète avant le passage de Gustav en 2008 comme en témoigne la citation qui suit :

« One thing we had to do was to develop a plan in which our citizen **felt** their property would be safe because some of them would use that as **an excuse not to evacuate** the city... They weren't gonna leave because they knew somebody would **stay back there and steal from them** during and after the hurricane » (Sneed, 2011).

Les deux études de cas d'*Algiers Point* et de *Leonidas*, illustrent la problématique de l'évacuation des populations en temps de crise qui, lorsqu'elle se fait de manière partielle, entraîne un risque de diffusion de crimes opportunistes tels que les pillages et l'émergence de violences intercommunautaires, davantage susceptibles de survenir à l'échelle de territoires contigus concentrant des populations hétérogènes et antagonistes.

7.2.3. Des violences policières favorisées par le contexte de crise

⁶⁷ De manière assez analogue, la ville d'Orléans en France a intégré dans ses plans d'évacuation (dans le cas d'une inondation majeure liée au débordement de la Seine), la question de la sécurisation des commerces et des propriétés devant être évacuées afin de prévenir le refus d'évacuation motivé par la peur anticipée du pillage. Dans ce cas, comme pour la Nouvelle-Orléans, la communication auprès des populations sur la sécurisation de leurs biens constitue une mesure essentielle à une évacuation réussie. Les recherches sur les catastrophes et leur prévention prennent néanmoins peu en compte les effets de l'insécurité sur les réactions des populations lors de désastres.

“It would take years for the truth to be revealed about what really happened” (*ProPublica*, 2010).

Une série d'enquêtes menées conjointement par certains journalistes de la Nouvelle-Orléans (TP) et extérieurs à la ville (*ProPublica*, PBS) a constitué une source d'informations très détaillées sur les violences qui ont impliqué de nombreux officiers de police au cours des jours qui ont suivi le passage du cyclone. Ces enquêtes, qui se sont basées sur de nombreux rapports policiers et entretiens avec la police, révèlent que le département de police s'est très peu investi à déterminer si les fusillades impliquant les policiers étaient ou non justifiées. En effet, les rapports qui ont dû être rédigés dans l'urgence se caractérisent par des carences majeures qui ont conduit à une disculpation systématique des policiers auteurs des violences, dont la plupart se sont révélées injustifiées.

7.2.3.1. Des événements violents révélateurs de tensions entre la police et les citoyens

Une série de six événements distincts survenus entre le 1^{er} et le 4 septembre 2005 ont mis en scène des officiers du NOPD impliqués dans des fusillades faisant 11 victimes dont 5 morts, principalement d'origine Afro-américaine⁶⁸. Le 1^{er} septembre, deux fusillades se sont produites en périphérie du centre ville où les victimes avaient été regroupées avant d'être évacuées hors de la ville. Le premier incident s'est produit à proximité du centre commercial *Wal-Mart* et fut constaté par Gordon Russel, journaliste du *Times Picayune*, témoin d'une fusillade mettant en scène un groupe de policiers et deux hommes noirs ayant probablement succombé à leurs blessures⁶⁹. Le deuxième incident, survenu sur une bretelle de l'autoroute I-10 au Nord du Superdome, a mis en scène le lieutenant Scheuerman du NOPD qui tira à plusieurs reprises sur un citoyen Afro-américain après l'avoir suspecté d'être en possession d'une arme, ce qui fut contredit *a posteriori*. Le 2 septembre, un corps calciné est retrouvé par un groupe de policiers à proximité du commissariat de police du quatrième District. Cet événement a fait l'objet d'une longue investigation par le journaliste AC Thompson⁷⁰ qui a permis de lever le voile sur cet incident macabre. Il fut avéré que le corps d'Henry Glover avait été brûlé par des agents de police du SWAT commandés par Jeff Winn, qui avaient tenté de se débarrasser du corps de la victime qui avait succombé de ses blessures après s'être fait tirer dessus par un officier de police l'ayant suspecté de pillage, ce qui fut contredit par la suite. Le 3 septembre deux fusillades mortelles survenues près du Convention Center et dans le quartier du *Marigny*, ont à nouveau mis en scène des policiers ayant tiré à bout portant sur deux citoyens. L'incident survenu dans le *Marigny* est particulièrement troublant puisque la victime qui avait été suspectée de porter une arme fut abattue

⁶⁸ De nombreux autres événements impliquant les policiers ont prit place après Katrina mais nous développons ici ceux qui ont reçu une attention particulière au cours des années *post* Katrina de la part des journalistes, en raison de l'accès aux informations.

⁶⁹ L'absence de rapport officiel de la police ne permet pas de confirmer si ces deux individus sont morts.

⁷⁰ L'implication de ce journaliste a constitué le catalyseur de l'implication de la police fédérale (FBI) dans cet incident : "U.S. Attorney Jim Letten tells FRONTLINE the story was "an incredible catalyst and a lead for us in our investigation." The FBI begins investigating Glover's death as a possible civil rights violation." (*Louisiana State University Press*, 2010, dans PBS, non daté).

dans le dos et ses proches ne furent informés des causes de sa mort que quatre ans après Katrina, après que la police leur ait donné de fausses informations. Enfin, le 4 septembre, une fusillade faisant quatre blessés graves et deux morts et qui prit place dans le secteur de *New Orleans East* au niveau du pont *Danziger*⁷¹, a mis en scène un groupe d'habitants Afro-américains tentant de rejoindre à pieds les secteurs non inondés du centre de la ville et un groupe de policiers du SWAT, dont sept d'entre eux furent poursuivis en 2006 pour tentative d'homicide volontaire. La fusillade du « *Danziger Bridge* » a par ailleurs fait l'objet de faux rapports par la police qui incrimina les victimes qui n'étaient pourtant pas armées. Les individus ayant survécu à cet incident se sont tous accordés pour dire qu'ils n'avaient pas tirés sur la police, motif portant avancé par les policiers pour justifier leur action. Par ailleurs, une des victimes affirma que les officiers n'auraient donné aucun ordre avant de tirer sur le groupe de citoyens en provenance de *New Orleans East*. Cet incident connu sous le nom de la fusillade du pont Danziger (*Danziger Bridge shooting*) a conduit à une longue investigation par le FBI qui a reconnu la culpabilité de onze officiers de police directement impliqués dans la fusillade ou ayant contribué à la rédaction de faux rapports tentant de disculper les responsables de cet incident.



Figure 125 : Carte localisant les différentes bavures policières publiée dans la presse plus de quatre ans après la catastrophe (source : *Times Picayune*, 13/12/2009).

⁷¹ Ce pont permet de relier le secteur de *New Orleans East* au centre ville de la Nouvelle-Orléans via le secteur résidentiel de *Gentilly*.

La figure 125, qui fut publiée dans la presse locale en 2009, permet de localiser les différents événements violents ayant impliqué la police au cours des jours *post* Katrina. Ces incidents ont pris lieu, tout comme les violences intercommunautaires traitées précédemment, en périphérie du centre-ville et ont très largement impliqué des victimes d'origine Afro-américaine.

Au-delà de ces violences à l'encontre des citoyens, de nombreux journalistes ont reporté avoir été victimes d'actes d'intimidation et d'un usage excessif de la force par des policiers après avoir voulu filmer certains incidents dérangeants pour la police. Les violences policières envers les journalistes furent reportées par *Reporters Sans Frontières* qui s'est inquiété de la tournure militaire de la gestion de la catastrophe Katrina à la Nouvelle-Orléans :

« Reporters sans frontières est préoccupée par les violences policières subies par des journalistes venus couvrir les conséquences de l'ouragan Katrina à La Nouvelle-Orléans. Le 1er septembre, plusieurs agressions ont été commises contre des reporters et photographes, révélant un climat d'insécurité et de tension généralisé. » (*Reporters Sans Frontières*, 06/09/2005).

Le cas de Gordon Russel du *Times Picayune*, qui fut témoin de l'incident survenu près du *Wal-Mart*, illustre ce point. Les policiers ont en effet saisi l'ensemble de son équipement avant de le jeter au sol tout en menaçant le journaliste qui fut contraint de quitter les lieux. Le journaliste canadien Tim Harper du quotidien *Toronto Star* qui fut également victime d'intimidations de la part d'officiers du NOPD, avait ainsi souligné qu'il ne faisait aucun doute que les policiers voyaient les journalistes comme une entrave à leurs efforts pour regagner le contrôle de la ville (*Le Monde*, 16/09/2005). Lucas Oleniuk, le photographe du *Toronto Star* qui accompagnait Tim Harper avait également été menacé par les policiers après que celui-ci ait photographié certains officiers en train de frapper violemment deux pillards présumés. Le risque « d'ébrulement » des dérives policières explique largement la forte méfiance et agressivité des policiers envers les journalistes.

7.2.3.2. Des violences favorisées par la catastrophe et révélatrices des dysfonctionnements inhérents au département de police de la Nouvelle-Orléans

- Un contexte d'urgence marqué par l'incertitude...

Les événements violents ayant impliqué le NOPD sont survenus dans un contexte de crise *post* catastrophe marqué par l'incertitude (tableau 11). Avec l'effondrement des systèmes de communication, les membres du NOPD ont dû gérer les missions de sauvetages des victimes et de maintien de l'ordre sur la base d'informations floues et non vérifiables. Par ailleurs, l'absence de leadership des acteurs en charge des opérations a conduit les policiers à agir selon leur interprétation de la situation. Les rumeurs concernant les violences à l'encontre de policiers qui ont été répétées par

certaines officiers en charge comme des faits avérés (cf. 7.1.2.3) et l'incertitude au sujet de la mise en place de la loi martiale, ont généré un contexte propice à l'usage de la force par la police. Le tableau ci-dessous revient sur la chronologie des événements marquants survenus au cours des jours précédant et succédant le passage de Katrina.

Référents temporels	Événements marquants ayant accompagné le passage de Katrina à la Nouvelle-Orléans
28 août 2005	Le maire Ray Nagin déclare l'évacuation obligatoire de la Nouvelle-Orléans et annonce que le <i>Superdome</i> sera ouvert pour ceux ne pouvant pas évacuer la ville. Plusieurs dizaines de milliers d'individus y trouvent refuge.
29 août 2005	Le cyclone passe à l'Est de la ville. En fin de journée les digues commencent à céder. Le centre de commandement de la police est établi au <i>Harrah's Casino</i> sur <i>Canal Street</i> dans le <i>Central Business District</i> . De nombreux officiers de police sont pris au piège par les eaux et doivent être secourus.
30 août 2005	Les victimes se rassemblent progressivement au <i>Convention Center</i> situé au bord du Mississippi dans un secteur non inondé. Les quartiers généraux du NOPD (<i>headquarters</i>) sont inondés, l'évacuation est forcée. D'après Sally Forman (responsable en communication) le maire demanda au second commandant en chef du NOPD, Warren Riley, d'interrompre les missions de secours et de recherche des victimes pour se concentrer sur le « contrôle de la rue », la lutte contre le pillage et le rétablissement de l'ordre. Ce même jour, l'officier Kevin Thomas du NOPD est tué lors de l'appréhension de trois individus suspectés de pillage dans une station service de la <i>West Bank</i> .
31 août 2005	Après avoir pris connaissance de la fusillade à l'encontre de l'officier de police survenue la veille, le maire s'adresse aux médias en leur affirmant avoir ordonné aux policiers de se charger prioritairement du pillage et « d'affronter » les pillards. Il annonce avoir demandé l'application de la loi martiale. Le dysfonctionnement des systèmes de communication génère une confusion au sujet de sa mise en place. Les médias s'empressent de diffuser l'annonce de la mise en application de la loi martiale en soulignant le caractère inédit de cette décision sur le sol américain. Traumatisés par la tournure des événements à la Nouvelle-Orléans deux officiers de police se suicident.
1 ^{er} septembre 2005	Des bus commencent à arriver au Superdome pour évacuer les populations vivant depuis plusieurs jours dans des conditions déplorables avec un accès très limité à l'eau et la nourriture. Dans l'après midi, des journalistes assistent à une altercation violente entre la police et citoyens sur <i>Religious street</i> non loin du <i>Wal-Mart</i> qui avait ouvert ses portes aux victimes pour satisfaire leurs besoins de première nécessité. Près du <i>Superdome</i> , au niveau de l'autoroute I-10, le lieutenant Scheuermann et le capitaine Winn du NOPD tirent à répétition sur Keenar Mc Camon, pensant que celui-ci était armé ce qui s'est avéré inexact. La gouverneure de Louisiane annonce lors d'une conférence de presse le déploiement de troupes supplémentaire afin de stopper le pillage et de « calmer les médias ». Dans le quartier d' <i>Algiers Point</i> , trois jeunes d'origine Afro-américaine sont victimes d'une fusillade par des résidents blancs restés dans le quartier pour le surveiller.
2 septembre 2005	Henry Glover se fait tirer dessus à proximité d'un centre commercial de la <i>West Bank</i> , son corps calciné est retrouvé dans une voiture sur une berge du Mississippi à proximité de la station de police du 4 ^{ème} district. Tard ce jour là, Danny Brumfield est tué devant le <i>Convention Center</i> par l'officier de police Ronald Milchell pour des raisons qui restent inconnues.
3 septembre 2005	L'évacuation du <i>Superdome</i> est terminée et les bus commencent à arriver au <i>Convention Center</i> pour évacuer les populations hors de la ville. Dans le quartier du <i>Marigny</i> à l'intersection de <i>St Anthony Street</i> et <i>Burgundy Street</i> , l'officier Bryantt Wininger tire sur Matthew Mc Donald et le tue.
4 septembre 2005	Sept officiers du NOPD tirent sur six citoyens sur le pont <i>Danziger</i> qui relie le secteur de <i>New Orleans East</i> au reste de la ville. Deux des victimes meurent sur la scène de la fusillade. La police dit avoir été impliquée dans la fusillade, mais les individus n'étaient pas armés. En fin de journée, l'évacuation du <i>Convention Center</i> prend fin.
27 septembre 2005	Le chef de la police Eddie Compass démissionne et est remplacé par Warren Riley. Le département de police de la Nouvelle-Orléans se retrouve profondément affaibli par la catastrophe. Des centaines d'officiers quittent leur poste dans les jours qui suivent le passage du cyclone.

Tableau 11 : Chronologie des événements générateurs d'insécurité entourant le passage du cyclone Katrina.

Si les bavures policières ont été favorisées par le contexte de crise, l'état du département de police

était problématique bien avant le passage du cyclone, ce dernier n'ayant fait qu'en révéler les faiblesses (cf. Baum, 2006 ; Potter, 2007). En effet, la manière dont les policiers ont investi les événements survenus au cours des jours *post* Katrina dénote du manque de professionnalisme des policiers qui ont largement négligé les investigations des violences impliquant des agents du NOPD.

- ... peu propice au report et à l'investigation des violences policières

Toute forme de violence impliquant un agent de police est supposée faire l'objet d'une investigation détaillée permettant de déterminer si l'usage de la force était justifié ou non (*Times Picayune*, 12/12/2009). Par ailleurs, l'officier inculpé pour recourt à la violence à l'encontre d'un citoyen n'est pas autorisé à effectuer des patrouilles et est assigné temporairement à un travail de bureau jusqu'à ce que les détectives aient déterminé si son action étaient ou non justifiées. Le rapport des détectives qui se base sur la collecte de pièces à conviction et de témoignages, est par la suite envoyé au bureau du procureur pour que celui-ci décide ou non d'incriminer le policier. Ces procédures, qui s'appliquent en « temps normal » à tout membre du NOPD ayant eu recourt à l'usage de la force, n'ont cependant pas été respectées après Katrina puisque les fusillades survenues après le passage du cyclone ont fait l'objet de rapports très partiels qui ont très rapidement disculpé les officiers auteurs des violences. D'après certains policiers, le chef de la police aurait incité les agents témoin des différentes fusillades à rédiger des rapports concis en mentionnant le code « NAT » (*Necessary Action Taken*) qui indique que l'incident a été traité (*ibid.*). Les différents policiers présents lors des différents incidents n'ont pour ces raisons recueilli aucune information de la part de témoins ni aucune preuve tangible permettant de déterminer si les violences étaient justifiées. Plusieurs semaines après le passage du cyclone Katrina, lorsque les détectives ont débuté les investigations des différentes violences policières, ceux-ci se sont contentés de questionner très superficiellement les officiers impliqués. La fusillade survenue dans le quartier du *Marigny* qui avait coûté la vie à un citoyen, a, à titre d'exemple, fait l'objet d'un rapport de moins d'une dizaine de pages par une détective n'ayant pas pris la peine de lire le rapport d'autopsie, ce qui a conduit à occulter des preuves incontournables du caractère injustifié de cet homicide. D'après le lieutenant Jimmy Keen, étant donné les difficultés auxquelles était confrontée la police au cours des jours *post* Katrina, l'investigation des fusillades impliquant les policiers ne constituait pas une priorité (*ibid.*). D'après la plupart des policiers en fonction en 2005, les carences dans l'investigation des violences policières ont été liées aux conditions « chaotiques » générées par les inondations qui n'auraient pas permis de mener une enquête correctement :

“There was no way to do a proper investigation during Katrina. [...] Evidence wasn't able to be collected and maintained and stored properly because there was no evidence room [...] The NOPD evidence room was under 15 feet of water.” (Propos de l'avocat Eric Hessler, ex-officier du NOPD, dans *Times Picayune*, 12/12/2009).

Face à ces arguments, les experts ayant étudié les différents dossiers ont avancé que si la catastrophe

avait bien été dévastatrice, cela ne constituait en rien une excuse de la mauvaise qualité des investigations qui ont par ailleurs pris près d'un an à se finaliser. Ce point fut confirmé par l'expert en justice criminelle Dennis Kenney pour qui la qualité du travail de la police était consternante après Katrina (*ibid.*). Plus de quatre ans après Katrina, les réponses de la police à la crise faisaient toujours l'objet de débats. En effet, si le rôle crucial de la police dans l'aide aux victimes a largement été reconnu, le comportement de certains policiers ayant contribué aux pillages ou ayant déserté leur poste lorsque les citoyens avaient le plus besoin d'eux, a sérieusement remis en question la performance du NOPD au moment de la catastrophe. De nombreux policiers interrogés lors des missions de terrain à la Nouvelle-Orléans au sujet des violences survenues entre le 1^{er} et le 4 septembre 2005, ont mis en avant le rôle du contexte de crise *post* Katrina pour justifier les actions des policiers au cours de cette période. Néanmoins, si ce contexte d'urgence *post* Katrina, marqué par une très forte incertitude et une insécurité prégnante, a indubitablement conditionné les réponses policières, les violences impliquant des agents du NOPD ont des causes bien plus profondes puisqu'elles reflètent l'état dans lequel se trouvait le département de police avant la catastrophe.

Conclusion 7.1. 7.2. : Une sélectivité médiatique génératrice de fortes distorsions entre les faits reportés au temps T et les faits réellement survenus

La mise en lien des différentes formes de violences survenues au moment de la catastrophe permet de mettre en évidence de forts décalages entre les discours prononcés au temps T et la « réalité » des faits. Les médias de masse se sont en effet exclusivement concentrés sur les scènes de pillages survenues dans le centre de la ville ainsi que sur les violences présumées ayant pris place dans les sites d'hébergements temporaires et de regroupement des victimes. L'analyse *a posteriori* permet de nuancer l'ampleur de ces violences et de mettre à jour d'autres formes de violences survenues dans des secteurs de la ville à « l'abri des projecteurs médiatiques ». Le cas des agressions sexuelles constitue un angle d'approche particulièrement intéressant et révélateur des distorsions entre les faits réellement survenus et les discours des autorités relayés par les médias. Les rumeurs de viols survenus dans les lieux de concentration des victimes ont en effet occulté la réalité de la victimisation des femmes au regard de cette forme de criminalité très répandue au cours des jours *post* Katrina (Thornton et Voight, 2007) ;

“Law-enforcement authorities dismissed early reports of widespread rapes in New Orleans during the lawless days following Hurricane Katrina. But a growing body of evidence suggests there were more storm-related sexual assaults than previously known.”
(NPR, 21/12/2005).

La crise déclenchée par le passage de Katrina a constitué un cadre favorable à la survenance de violences atypiques et révélatrices de fractures sociétales. Certains officiers du département de police

de la Nouvelle-Orléans et des citoyens constitués en milice se substituant à la police, ont été les auteurs de faits violents qui contrastent fortement avec ceux sur lesquels les médias se sont focalisés. La couverture médiatique du pillage et des violences, souvent démenties *a posteriori*, survenus dans les secteurs vitrines de la ville, désignant les populations Afro-américaines comme responsables des désordres sociaux ont en effet largement occulté les violences intercommunautaires et policières. Cette distorsion entre les discours dominants et la réalité des événements qui s'est dévoilée plusieurs années après la catastrophe, a eu pour conséquence d'orienter les réponses à la gestion de crise vers le rétablissement de l'ordre, ce qui a eu des effets délétères sur l'assistance aux victimes.

La citation qui suit soutient nos propos :

“The media tends to portray images of “chaos” and consequently perpetuate the assumption that disasters lead to a social breakdown that require the present of military and law enforcement in order to maintain social order and control. If urban violence and looting occur in the aftermath of disasters, we argue that the media portray a false image of violence by focusing on certain events, by not taking the context into account and by focusing on certain groups of people and by spreading out rumors and inaccurate information [...] media accounts constructed only two images of those trapped in the disaster impact area: victims were seen either as “marauding thugs” out to attack both fellow victims and emergency responders or as helpless refugees from the storm, unable to cope and deserving of charity” (Frailing et Harper, 2007).

Si les journalistes ont parfois fait leur *mea-culpa* après Katrina en reconnaissant l'amplification des phénomènes de pillages et leur rôle dans la diffusion de rumeurs, la couverture médiatique de l'événement a toutefois laissé une impression indélébile auprès des habitants de la Nouvelle-Orléans et du pays qui pourra conditionner leur réaction face à de futures crises. Toutefois, si les médias ont eu un impact considérable sur la crise en influençant les décisions des autorités locales et fédérale, ceux-ci ont néanmoins joué un rôle clef à plus long terme dans l'investigation des violences passées sous silence au cours des jours *post* Katrina.

Le tableau 12 catégorise les violences qui ont accompagné la catastrophe Katrina, selon leur nature, les acteurs impliqués (auteurs, victimes) et les lieux de leur survenue et, d'autre part, selon la temporalité à laquelle celles-ci furent couvertes par les médias.

	Faits médiatisés au temps T	Faits non médiatisés ou médiatisés <i>a posteriori</i> à un degré d'audibilité faible	Faits médiatisés <i>a posteriori</i>
Formes	Pillages ; Viols ; Fusillades ; Attaques armées ; Agressions violentes.	Homicides ; Fusillades ; Viols ; Agressions violentes ; Conflits intercommunautaires ; Menaces de l'usage de la force.	Violences policières
Acteurs	Auteurs : Individus d'origine Afroaméricaine ; membres de gangs armés. Victimes : Résidents n'ayant pas évacué ; touristes ; officiers de police ; secouristes ; journalistes.	Auteurs : citoyens blancs (milices anti pillages) Police des villes voisines à la Nouvelle-Orléans Militaires (Garde Nationale) Membres de l'armée privée de <i>Blackwater</i> Hommes (violeurs) Pillards Victimes : Habitants principalement d'origine Afro-américaine	Auteurs : Policiers du NOPD Victimes : Citoyens principalement Afro-américains
Lieux	Les secteurs du centre-ville : <i>Canal street, French Quarter, CBD</i> ; Lieux d'hébergement temporaires des victimes : <i>Superdome, Convention Center</i>	Secteurs de la <i>West Bank, New Orleans East</i> , secteur de <i>Riverbend (Oak street)</i> , Marigny ; Environs du Convention Center et du Superdome ; Rues des secteurs dévastés ; Limites entre les secteurs inondés et non inondés ; Périphéries de la ville ; Frontière entre la Nouvelle-Orléans et les paroisses voisines (Gretna).	Est de la ville (<i>Danziger Bridge</i>)

Tableau 12 : Sélectivité médiatique des formes de criminalité reportées par les médias après Katrina.



Figure 126 : Transfert d'insécurité vers le centre ville de la Nouvelle-Orléans et émergence de violences en marge des « projecteurs médiatiques ».

L'approche spatiale des violences survenues au moment de la crise permet de mettre en évidence une géographie qui ne correspond pas à celle caractérisant le contexte hors crise. La carte ci-dessus résume les caractéristiques spatiales des violences réellement survenues et celles ayant fait l'objet d'un traitement médiatique. On distingue d'une part le centre ville où se sont « braqués » les projecteurs médiatiques et, d'autre part, les périphéries où de nombreuses violences atypiques ont émergé. Par ailleurs, la représentation des flux de population permet de visualiser le lien entre catastrophe et l'insécurité au sens large. D'une part le cyclone ayant entraîné l'inondation de la ville a généré des transferts de populations qui ont entraîné de nombreuses violences, d'autre part, l'arrivée du cyclone a conduit à une évacuation partielle de la ville qui a généré de nombreuses opportunités criminelles se manifestant par la diffusion de pillages qui se sont accompagnés de récits médiatiques attisant considérablement le climat d'insécurité qui a conduit à des dérives policières ainsi qu'à des conflits entre citoyens.

Si la diffusion par les médias de masse de rumeurs de violences « hors de contrôle » au moment de la crise a eu des conséquences importantes sur la gestion de la crise à la Nouvelle-Orléans, celle-ci a également eu des conséquences sur le devenir des populations évacuées hors de la ville. Leur déplacement s'est en effet accompagné d'un transfert d'insécurité vers les villes telles que Houston ou Dallas qui ont connu un afflux soudain de populations largement criminalisées par les médias de masse (7.3).

7.3. Des transferts à relativiser vers les villes d'accueil des évacués

“There is a perception to this day that evacuees are driving (an) increase in crime [...] That is not necessarily so.” (*USA Today*, 22/02/2007).

Face à la gestion « chaotique » de la crise à la Nouvelle-Orléans et à l'emballement médiatique au sujet des pillages et des violences, l'évacuation de la ville s'est accompagnée de la crainte d'un risque de transfert de criminalité vers les villes d'accueil des évacués. Cette menace s'est exprimée par des messages de mise en garde des autorités de villes comme Houston ou Dallas, qui ont reçu un nombre élevé d'évacués. À elle seule, la ville de Houston a reçu en quelques jours près de 240 000 individus, principalement en provenance de la Nouvelle-Orléans, soit une augmentation de 7% de sa population (Varano et al., 2010). Les images faisant état de scènes de pillages massifs à la Nouvelle-Orléans, ont fortement conditionné les discours des autorités locales et ont permis de faire passer certaines décisions visant à prévenir l'explosion d'une criminalité présumée liée à l'afflux soudain d'une population largement considérée comme dangereuse (Kaufman, 2006 ; Adya et al. 2007, Garfield 2007; Potter 2007). L'approche réflexive menée *a posteriori* permet de montrer que si la catastrophe a créé certaines conditions propices à une augmentation de la criminalité, cette dernière a largement été amplifiée et instrumentalisée par les autorités locales (7.3.1.).

Les missions de terrain menées plus de cinq ans après Katrina avec les services de police de *Houston* et *Dallas*, mettent à jour une réalité plus nuancée, notamment celle d'une forte victimisation des évacués et d'une évolution de la criminalité qui ne colle pas toujours aux discours. À Houston, l'augmentation fortement médiatisée du nombre d'homicide amplement liée aux rivalités entre gangs locaux et « importés » de la Nouvelle-Orléans a cependant occulté la baisse relative de la criminalité violente qui s'explique par les évolutions démographiques majeures engendrées par la catastrophe Katrina (7.3.2.).

L'analyse cartographique⁷² de l'évolution de la criminalité à Dallas au cours des années *pre* et *post* Katrina, permet de relativiser voir même contredire l'annonce des autorités locales, largement diffusée par les médias, d'une augmentation des crimes violents dans les secteurs de la ville où se sont concentrés de nombreux évacués de la Nouvelle-Orléans (7.3.3.).

La confrontation des analyses qualitatives et quantitatives⁷³ avec les sources médiatiques, permet ainsi de relativiser l'idée d'un transfert de criminalité entre la Nouvelle-Orléans et les villes d'accueil des évacués, pourtant largement mis en avant au moment de la crise.

7.3.1. Une insécurité urbaine « exportée » vers les sites d'évacuation

“The criminal element, mostly gangs, soon returned to their thug lifestyles. New Orleans gangs became involved in violent crime and murders, either as the suspects, victims, or both, in host cities like Houston, Sacramento, Oklahoma City, Atlanta and North Las Vegas.”
(Valdemar, 2010)⁷⁴.

L'arrivée d'un grand nombre d'évacués en provenance de la Nouvelle-Orléans dans les villes d'accueil s'est accompagnée de discours des autorités locales, fortement repris par les médias, faisant état d'une aggravation, le plus souvent présumée, de la criminalité. La désignation des populations de la Nouvelle-Orléans comme principales responsables de l'augmentation de la criminalité reflète les représentations collectives négatives qui leur sont associées et qui ont été amplifiées par la couverture médiatique de la crise à la Nouvelle-Orléans. L'anticipation du risque d'un transfert de criminalité s'est accompagnée de réponses policières et sociétales qui ont pu avoir un impact non négligeable sur les chiffres de la criminalité. La criminalisation systématique des évacués qui a occulté la réalité de leur victimisation, a eu de nombreuses conséquences sur la manière dont ceux-ci ont été pris en charge par les autorités et a conduit à une stigmatisation entravant fortement leur insertion dans leur « communauté d'accueil ». La prise en charge des évacués considérés comme dangereux s'est en effet accompagnée d'une méfiance de la population locale et d'un ciblage (*profiling*) systématique par les forces de l'ordre, qui a pu contribuer à déformer les statistiques de la criminalité en faisant apparaître

⁷² Par l'utilisation des SIG (*ArcGIS*©) des données criminelles géo-localisées obtenues directement auprès du département de police de Dallas.

⁷³ Données criminelles géo référencées obtenues auprès de la police de Dallas et entretiens avec certains acteurs en charge de la sécurité urbaine à Houston.

⁷⁴ Article paru dans la revue *Police the Law Enforcement Magazine* (02/02/2010).

ces individus comme les principaux responsables de l'augmentation affichée de la criminalité (prophétie auto réalisatrice).

7.3.1.1. Une anticipation d'un transfert de criminalité aux conséquences multiples

L'impact des déplacements de populations consécutifs à un événement catastrophique sur la criminalité des villes affectées par l'arrivée soudaine d'un nombre élevé d'évacués, a fait l'objet de nombreuses recherches qui se sont quasiment exclusivement concentrées sur la vulnérabilité des populations déplacées vers des sites d'évacuation temporaires, notamment les femmes, les enfants et les minorités ethniques (Thornton et Voigt, 2010). En revanche, les recherches portant sur l'impact de l'arrivée des évacués sur la criminalité locale sont rares (*ibid.*). Les recherches sur les catastrophes, en particulier celles menées par des sociologues, ont largement mis en avant le poids des représentations collectives sur les comportements humains en période de crise qui constituent pour la plupart ce que les chercheurs ont nommé les « mythes de la catastrophe » (Quarantelli et Dynes, 1972 ; Sun, 2013⁷⁵). L'idée largement répandue voulant que les catastrophes s'accompagnent de transferts de criminalité des villes sinistrées vers les sites d'évacuation est un exemple de « mythe » encore peu investi par les chercheurs (Varano et *al.* 2010).

➤ Des transferts de criminalité non vérifiés par les recherches scientifiques

“When the first wave of evacuees washed into Baton Rouge, fear spread across the city. [...] There was a genuine fear that the city would be overrun.” (*USA Today*, 22/02/2007).

“The contention that displaced persons altered a city's crime problem found limited support” (Varano et *al.*, 2010).

L'évacuation des victimes de la Nouvelle-Orléans, qui s'est principalement effectuée vers Houston et les grandes villes de la région telles que Baton Rouge, Atlanta ou encore Dallas, s'est accompagnée de discours alarmistes des médias et des autorités locales quant au risque d'une « vague criminelle »⁷⁶. Si la presse locale et nationale a regorgé d'histoires traitant d'une aggravation présumée de la criminalité résultant de l'arrivée des évacués, de nombreuses études menées *a posteriori* révèlent cependant un impact limité, inexistant et parfois contre-intuitif de l'arrivée d'un grand nombre d'évacués sur la criminalité des villes d'accueil⁷⁷. L'étude de Varano et *al.* (2010), qui analyse les déplacements de criminalité associés à Katrina à l'échelle de trois villes ayant reçu un nombre conséquent d'évacués à savoir Houston et San Antonio au Texas et Phoenix en Arizona, a fait l'objet

⁷⁶ Le terme de « *crime wave* » et « *crime tide* » a souvent été utilisé par les médias pour désigner les transferts de criminalité entre la Nouvelle-Orléans et les villes d'accueil des évacués ; cf. « Post-Katrina Baton Rouge struggles with its identity » (*USA Today*, 22/02/2007) ; « Houston Grumbles as Evacuees Stay Put. Many Katrina victims aren't leaving their new city, but the costs and crime anger residents » (*Los Angeles Times*, 21/08/2006) ; “Study: Katrina crime wave nonexistent in Houston” (*Houston Chronicle*, 15/02/2010).

⁷⁷ Cf. “Katrina's Impact on Crime Questioned” (*Houston Chronicle*, 15/02/2010) ; “No crime wave among Hurricane Katrina Evacuees” (*USA Today*, 15/02/2010).

de nombreux articles de journaux publiés plusieurs années après Katrina⁷⁸. Les auteurs ont en effet montré que contrairement à l'acception largement diffusée de l'implication des évacués dans l'aggravation de la criminalité, l'arrivée de ces derniers dans les trois villes étudiées ne s'est pas accompagnée de changements notables en matière de criminalité :

“The degree to which communities like Houston, San Antonio, and Phoenix experienced a “spike” in crime in the months that followed, local policymakers explained away the phenomenon as imported with Katrina survivors [...] It seems safe, however, to conclude that the Katrina-related diaspora did not correspond with a wide-scale dramatic increase in crime.” (Varano et al., 2010, p. 48).

Similairement à cette étude qui a reçu une attention particulière à sa publication, les recherches de Tierney et Bevc (2007), Landry et Rankin (2008) et Leitner et Helbirch (2009, 2011), montrent que l'arrivée des évacués à Houston ne s'est pas accompagnée de changements notables de la criminalité. Landry et Rankin (2008) montrent par ailleurs, que l'augmentation importante de la population causée par l'arrivée des évacués, a largement contribué à la baisse constatée des taux de criminalité violente à Houston au cours des mois *post* Katrina (cf. 7.3..2).

➤ Causes de l'anticipation d'une « marée criminelle »

La crainte d'une explosion locale de la criminalité dans les sites d'accueil est liée à plusieurs facteurs qui expliquent l'ampleur de sa médiatisation. D'une part, la survenue d'une catastrophe de l'ampleur de Katrina s'accompagne généralement de préconçus quant à la diffusion de violences à l'échelle des territoires impactés directement et indirectement par l'événement catastrophique (Trainor⁷⁹, cité dans Vergano, 2010). D'autre part, la menace d'une « vague criminelle » associée à l'arrivée des évacués est largement imputable au traitement médiatique des pillages survenus à la Nouvelle-Orléans et à la diffusion de rumeurs de violences (cf. 7.1). La couverture médiatique de la crise focalisée sur le pillage et la violence a par ailleurs alimenté les représentations collectives sur la pauvreté en général (Kaufman, 2006 ; Adya et al. 2007, Garfield 2007; Potter 2007) et plus particulièrement sur les habitants de la Nouvelle-Orléans qui font l'objet de nombreux stéréotypes largement répandus à l'échelle du pays (Rodriguez et Dynes, 2006, 2010 ; Hernandez, 2010). Par ailleurs, le contexte culturel des villes de la région du Golfe du Mexique, particulièrement les villes texanes, se distingue fortement de celui de la Nouvelle-Orléans. Cette ville très majoritairement démocrate et catholique est en effet largement considérée comme une ville de débauche (« *sin city of the south* ») dans un Sud républicain, conservateur et protestant. Les déplacements massifs à travers le pays qui ont mis en contact des populations culturellement très différentes, a ainsi constitué le terreau fertile dans lequel ont pu prendre racine les croyances populaires au sujet d'une vague criminelle, largement diffusée par

⁷⁸ Cf. “Study: Katrina crime wave nonexistent in Houston” (Pinkerton, dans *Houston Chronicle*, 15/02/2010).

⁷⁹ “A crime wave spawned by evacuees is typical of « disaster myths » seen after catastrophes, such as the mythical Superdome riots reported in the days after the Hurricane”.

la presse et les chaînes de télévision.

La criminalisation des victimes a donc principalement concerné les évacués originaires de la Nouvelle-Orléans qui ont été déplacés après le passage de Katrina, puisqu'il s'agissait des individus qui avaient en grande partie été hébergés au Superdome ainsi qu'au Convention Center et qui constituaient la tranche la plus pauvre de la population de la ville. Pour ces raisons, les discours ont été particulièrement alarmistes dans les villes qui ont reçu les victimes évacués *a posteriori* en raison des préjugés sur les populations défavorisées de couleurs de la Nouvelle-Orléans. L'évacuation des populations qui avait pris place avant le passage de Katrina avait en revanche mis en contact des individus qui entretenaient des réseaux de connaissance, qu'ils soient familiaux, amicaux ou professionnels. Ce fut le cas à Baton Rouge où de nombreux liens sociaux existaient avant Katrina entre la capitale de la Louisiane et la ville de la Nouvelle-Orléans. Ceci a pu, dans une certaine mesure, jouer sur la moins forte réceptivité des populations de ces villes à l'annonce d'un risque d'aggravation de la criminalité.

Les évacués peuvent ainsi être séparés en deux groupes qui n'ont pas fait l'objet des mêmes représentations et donc n'ont pas subi la même criminalisation. Il s'agit d'une part des individus issus de la première « vague » de relocalisation (évacuation *pre impact*) qui ont été relativement épargnés par les discours hostiles et, d'autre part, ceux qui ont été déplacés après le passage du cyclone⁸⁰ et qui ont été largement considérés comme des criminels potentiels. Les caractéristiques géographiques des déplacements concernant la « deuxième vague » d'évacués ont également pu favoriser leur plus grande visibilité médiatique puisque leur concentration dans des sites d'hébergement temporaires à court terme et vers les grands ensembles de logements sociaux à plus long terme (Astrodome, River Center, etc.) a facilité l'accès aux journalistes. Les évacués issus de la « première vague » ont quant à eux été dispersés à l'échelle du pays, ce qui a rendu leur présence beaucoup moins visible⁸¹.

Enfin, l'annonce d'une vague criminelle est également à relier au risque anticipé par les autorités et redouté par les populations, de conflits entre les narcotrafiquants locaux particulièrement bien structurés et les membres de gangs de la Nouvelle-Orléans. Le risque d'un transfert géographique de rivalités entre les différents trafiquants de la Nouvelle-Orléans avait également été prévu par les polices locales et fédérales⁸².

La criminalisation des évacués en provenance de la Nouvelle-Orléans⁸³ a conduit à une chaîne de conséquences qui s'enracinent dans les représentations collectives sur les catastrophes et les populations défavorisées de couleurs, originaires qui plus est d'une ville largement réputée pour sa violence et son hédonisme. Cette anticipation d'une vague criminelle générée par le déplacement massif de ces populations a eu de nombreuses conséquences qui se sont prolongées dans le temps.

⁸⁰ Cf. Hamilton dans *Texas Tribune* (30/08/2010): "Five Years Later, Houstonians Conflicted About Katrina".

⁸¹ Cf. *Texas Tribune* (30/08/2010), voir sous partie de l'article intitulée : "The hidden evacuees".

⁸² Ceci nous a été confirmé par différents policiers du département de police de Houston ainsi que par certains agents fédéraux (Bernazzani du FBI ; Agents de la DEA).

⁸³ Cf. Reportage de Spike Lee qui soulève la question de la criminalisation des victimes à Houston: « When the levees broke ».

7.3.1.2. Une criminalisation systématique des évacués

Si la vague criminelle impliquant les évacués semble avoir constitué un mythe plus qu'une réalité (Varano et al., 2010), son annonce a eu des impacts délétères sur la façon dont les autorités et les populations locales ont accueilli les évacués.

➤ Mesures préventives prises par les autorités et violences à l'encontre des évacués

“The Baton Rouge Advocate published a damning exposé detailing allegations of misconduct by Baton Rouge police officers in the aftermath of Hurricane Katrina [...] The cops are accused of using demeaning language; routinely harassing African Americans; physically abusing citizens; and seeking to "make life rough for New Orleans evacuees so they would leave town,"” (*Pro Publica*, 15/03/2010).

La sur-médiatisation du pillage et la diffusion de rumeurs infondées sur la présence de gangs armés semant la terreur et le chaos à la Nouvelle-Orléans, a eu de larges conséquences sur les réponses sécuritaires des villes comme Houston, Dallas et Baton Rouge. Le risque annoncé d'une « vague de criminalité » s'appuyant sur l'instrumentalisation de certains faits survenus à la Nouvelle-Orléans, a conduit les autorités à renforcer la sécurité en faisant la demande de ressources supplémentaires auprès du gouvernement⁸⁴. Dans certaines villes comme Dallas ou Houston, des unités d'intervention spéciales de la police ont été créées afin de prévenir les violences, notamment les « guerres de gangs », en ciblant principalement les secteurs de fortes concentration des évacués. Les autorités ont donc entrepris des mesures « préventives » dites de *profiling* ciblant des secteurs considérés *a priori* comme particulièrement sensibles en raison de l'arrivée soudaine d'une population considérée comme dangereuse. Dans certaines villes, l'arrivée des évacués s'est par ailleurs accompagnée de nombreux cas de violences policières envers les populations Afro-américaines originaires de la Nouvelle-Orléans notamment à Baton Rouge où de nombreux cas d'abus ont été reportés au cours des années *post* Katrina. Ces violences à l'encontre des évacués, qui ont fait l'objet d'un traitement médiatique somme toute limité⁸⁵, nous ont été confirmées par un lieutenant de la police de l'Etat de Louisiane⁸⁶, qui a lui-même constaté une « réaction démesurée » de la police locale de Baton Rouge envers les évacués considérés comme dangereux en raison de la réputation des criminels de la Nouvelle-Orléans :

« Police overreacted to the people at the River Center because of the reputation of the inner city New Orleans' thugs but there is some truth in that » (Conaway, 2011).

⁸⁴ Cf. Article “Houston Examines Post-Katrina Spike in Violent Crime.” (NPR, 30/01/2006).

⁸⁵ Cf. “In Baton Rouge, More Allegations of Police Misconduct After Hurricane Katrina” (*ProPublica*, 15/03/2010); “5 Katrina evacuees target of HPD manhunt” (Houston Chronicle, 17/02/2006); “Feds: We're Investigating Baton Rouge Police Too” (*ProPublica*, 26/03/2010).

⁸⁶ Conaway était en 2005 colonel parmi les US Marines et lieutenant à la police d'Etat de Louisiane. Interviewé à la Nouvelle-Orléans en 2011, celui-ci nous a fait partager ses expériences dans la gestion de l'évacuation des populations hébergées au Superdome et vers le River Center à Baton Rouge (équivalent du Superdome à la Nouvelle-Orléans et de l'Astrodome à Houston).

Comme pour les violences policières survenues à la Nouvelle-Orléans (7.2.3), l'abus de l'usage de la force par la police de Baton Rouge n'a fait l'objet d'une investigation par certains journalistes et par la police fédérale (FBI) que plusieurs années après leur survenue. La publication le 14 mars 2010 d'un article dans le journal hebdomadaire du *Baton Rouge Advocate*⁸⁷ a permis, après une investigation de plusieurs années, de mettre à jour l'implication de nombreux policiers dans le harcèlement des évacués et l'usage abusif de la force à leur rencontre, ceci afin de « leur rendre la vie dure et les inciter à quitter la ville »⁸⁸. Les accusations de 55 policiers venus des Etats du Nouveau Mexique et du Michigan, qui avaient été envoyés à Baton Rouge pour assister la police locale, ont permis de dévoiler les violences policières passées sous silence pendant plusieurs années. Ces policiers avaient par ailleurs été renvoyés deux jours après leur arrivée en raison de leur préoccupation vis-à-vis des violences physiques et verbales exercées par certains officiers de la police locale⁸⁹.

- Une difficile insertion des évacués dans leur nouvel environnement renforçant leur risque de victimisation

“Many Katrina evacuees tell the same story of hostile neighborhoods with no job prospects and no sense of home. The other side of the story comes from people who lived and worked in this part of Houston before the evacuees arrived.” (NPR, 30/01/2006).

La criminalisation systématique des évacués qui a principalement concerné les populations Afro-américaines pauvres de la Nouvelle-Orléans, a par ailleurs eu des effets délétères sur leur insertion dans leur nouvelle communauté. La méfiance des populations résidentes à l'égard des évacués dépeints par les médias comme une source de danger potentiel, a généré un climat d'insécurité diffus qui s'est traduit par une mise à l'écart systématique des arrivants qui a rendu stérile toute possibilité d'insertion et de constitution d'une cohésion sociale. Cette stigmatisation des victimes de Katrina qui s'est traduit par une forte réticence des populations locales à accueillir les évacués, a pu conduire à une opposition à la mise en place de centres d'hébergements temporaires des victimes (Sterett, 2013)⁹⁰. A plus long terme, l'installation prolongée des évacués dans leur ville d'accueil s'est traduite par de fortes difficultés d'insertion⁹¹ et s'est accompagnée dans de nombreux cas d'une discrimination dans l'accès de ces populations à un emploi ou à un logement (Sterett, 2013). Par ailleurs, l'isolement social des évacués s'est traduit par une très forte vulnérabilité face au risque de victimisation, notamment pour les femmes qui ont fréquemment été victimes d'agressions sexuelles très rarement reportées aux autorités (Thornton et Voigt, 2007, 2010). En raison de leur faible capital économique et

⁸⁷ Cet article n'est plus disponible sur le site web du *Baton Rouge Advocate*.

⁸⁸ Cf. “In Baton Rouge, More Allegations of Police Misconduct After Hurricane Katrina” (*ProPublica*, 15/03/2010).

⁸⁹ Les policiers se seraient en effet adressés aux populations Afro-américaines en utilisant des qualificatifs haineux et racistes ; “The visiting officers said Baton Rouge cops referred to African Americans as “heathens” and “animals” that “needed to be beaten down.” (*ProPublica*, 15/03/2010).

⁹⁰ Cf. Chapitre 6 de l'ouvrage «Disaster and Sociolegal Studies » (Sterett, 2013); “Disaster Mythology and Availability Cascades” (Sun, 2013).

⁹¹ Cf. Entretien avec Dave Connaway de la Louisiana State Police : dans les écoles de Baton Rouge, les évacués ont été mis à l'écart, et ont été victimes de violences ou d'insultes de la part des autres enfants.

social et de leur méconnaissance de leur nouvel environnement urbain, les évacués ont ainsi constitué des « proies » faciles pour les criminels locaux. Par ailleurs, cette forte vulnérabilité des évacués face au risque de victimisation a été amplifiée par la rareté des liens sociaux entre les évacués eux-mêmes. En effet, l'évacuation des résidents de la Nouvelle-Orléans, réalisée dans l'urgence après le passage du cyclone Katrina, s'est faite sans considération des liens familiaux ou des réseaux de connaissances, ce qui s'est traduit par un isolement total de nombreux évacués séparés des membres de leur famille ou de leur voisinage.

Les flux de populations après Katrina ont ainsi eu des impacts contre-intuitifs sur la criminalité des sites d'évacuation puisque ce sont les individus nouvellement arrivés qui ont été les principales victimes de la violence, alors même qu'elles furent incriminées comme responsables de l'augmentation de la criminalité. Cette criminalisation des évacués a ainsi occulté la réalité de leur victimisation et a fortement entravé leur insertion dans leur nouvel environnement particulièrement hostile.

7.3.1.3. Prophétie auto-réalisatrice de l'augmentation de la criminalité associée à l'arrivée de populations considérées comme dangereuses

L'anticipation du risque d'une « vague criminelle » associée à l'arrivée des « réfugiés »⁹² soulève la question des modalités de mesure de la criminalité qui ont été modifiées par l'instauration de nouvelles stratégies policières. Les réponses sécuritaires mise en place par les autorités locales en vue de prévenir une aggravation présumée de la criminalité se sont en effet traduites par une augmentation des effectifs de la police ou par un allongement des heures de travail des policiers en fonction⁹³. Ces nouvelles mesures ont ainsi pu conduire à une augmentation de nombre de faits constatés par la police par simple réduction de l'écart entre la victimisation réelle et le nombre de faits connus de la police. Par ailleurs, la création de nouvelles unités d'intervention et la mise en place de mesures de *profiling* géographique ciblant les lieux de concentration des évacués, peuvent avoir contribué à faire apparaître ces derniers comme les principaux responsables de l'augmentation de la criminalité. D'autre part, les discours des autorités attribuant l'augmentation de la criminalité à l'arrivée des évacués, largement relayés par les médias, ont conditionné les représentations de la population locale et incidemment leurs comportements. Les résidents très probablement davantage enclins à reporter les crimes lorsque ceux-ci impliquaient des évacués⁹⁴, ont ainsi pu contribuer à l'augmentation constatée de la criminalité. Certains policiers de Houston qui nous ont en effet confié

⁹² Cf. « Katrina : un aller-simple pour ailleurs. De l'exode à la migration » (Mancebo, 2008); "Are Katrina's Victims 'Refugees' or 'Evacuees?'" (NPR, 05/09/2005).

⁹³ « We were trying to counter the sudden increase in violence and crime by putting more officers on patrols and we were starting working extra hours » (Propos de Roger Chappell, enquêteur à la Section Homicide du HPD, lors d'un entretien mené en novembre 2011).

⁹⁴ Les différences entre les locaux et les habitants de la Nouvelle-Orléans sont généralement identifiables au fasciés comme en témoignent les propos d'un policier de Houston : "During the daytime you can see our normal residents here compared to the people from the hurricane evacuees. They just stand out. They dress differently. They act differently, different hairstyle, different choice of clothes." (Roger Chappell, novembre 2011).

avoir fréquemment eu à faire à des individus reportant des crimes en mentionnant que les suspects étaient originaires de la Nouvelle-Orléans, sans pouvoir fournir aucune preuve tangible à leur accusation. Les représentations collectives sur la Nouvelle-Orléans et ses habitants ont pu avoir un impact indirect sur les comportements des populations locales poussées à la méfiance. De la sorte, si le taux de report de la criminalité a augmenté du fait d'une « paranoïa collective » due aux craintes suscitées par l'arrivée massive de « réfugiés », cela a pu suffire à donner l'impression d'une augmentation de la criminalité présentée comme le résultat de l'arrivée des évacués.

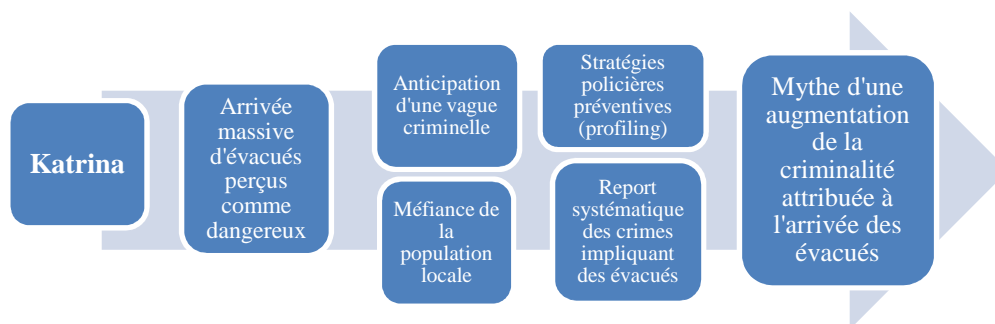


Figure 127 : Prophétie autoréalisatrice d'une augmentation de la criminalité associée à l'arrivée des évacués de la Nouvelle-Orléans perçus comme dangereux (réalisation propre).

Face au risque annoncé d'une « vague de criminalité » soit disant causée par l'arrivée des évacués, l'analyse de l'évolution de la criminalité à l'échelle de deux cas d'études sélectionnés pour leur exemplarité et pour des raisons pratiques d'accès aux données⁹⁵, permet d'éclairer les contradictions entre les représentations dominantes et les résultats des recherches scientifiques. L'analyse vise ainsi à investir les évolutions réelles de la criminalité dans les villes de Houston et de Dallas au cours des mois et années *pre* et *post* Katrina.

7.3.2. Une baisse relative de la criminalité violente à Houston qui ne corrobore pas le présage d'une vague criminelle

“Late last year, police in Houston, Texas noticed an increase in homicides. It came at the same time the city was filling with evacuees from Hurricane Katrina” (NPR, 30/01/2006).

Le croisement d'informations tirées de sources médiatiques et d'articles scientifiques d'une part et obtenues au cours des missions de terrain⁹⁶ d'autre part, a permis d'élaborer des hypothèses explicatives des décalages entre les discours et la réalité des transferts de criminalité qui se sont opérés à Houston.

⁹⁵ Confrontée aux mêmes problèmes méthodologiques que pour le l'analyse des violences survenues à la Nouvelle-Orléans (7.1, 7.2) nous nous appuyons ici sur des données qualitatives et quantitatives qui permettent la critique des discours.

⁹⁶ La reconstitution des événements a été permise par la connaissance acquise auprès des policiers et des données recueillies sur le terrain à propos de la "motivation" des populations à reporter les crimes.

7.3.2.1. Un climat d'insécurité prononcé conduisant à des réponses sécuritaires préventives

“At the same time, police in Houston, which took in about 200,000 Louisiana residents left homeless by Hurricane Katrina, reported that their crime rate had increased.” (*Associated Press*, 18/04/2006).

Houston a constitué le principal site d'évacuation des victimes de la Nouvelle-Orléans déplacées par bus après le passage du cyclone⁹⁷. L'arrivée de ces individus principalement d'origine Afro-américaine et appartenant à la part la plus pauvre de la population, s'est accompagnée d'une couverture médiatique faisant état d'une forte augmentation de la criminalité violente⁹⁸. La citation qui suit, tirée d'un blog (*Thoughtcrime*, 14/10/2006)⁹⁹, est révélatrice des représentations des habitants de la ville inquiétés par l'arrivée massive d'évacués originaires de la Nouvelle-Orléans :

“The massive crime wave which began a year ago with the massive dispersion of hundreds of thousands of blacks from New Orleans after Hurricane Katrina continues, and shows no signs of abating. Cities all around the country are reporting alarming spikes in the crime rates due to Katrina refugees, but Houston, Texas has been especially hard hit”.

➤ Une évacuation massive des populations de la Nouvelle-Orléans vers Houston

Plusieurs facteurs permettent de rendre compte de l'évacuation massive des victimes de la Nouvelle-Orléans vers Houston. Les capacités d'accueil importantes dont disposait la ville de Houston et son accessibilité directe par bus via l'I-10 ont pu faciliter les transferts. Ceci nous a été confirmé par Roger Chappell de la section homicide du département de police de Houston :

« We were the closest, and our mayor open up his arms and said we have the room and we'll take care. A lot of that came from the federal government, I don't know who decided who was going where but they did bus a lot of people out of New Orleans to place like Atlanta, Dallas and Houston, Houston took the most, it's a huge explosion » (Chappell, novembre, 2011).

Les propos du maire de Houston quant à la possibilité d'une aggravation de la criminalité locale ont répondu à une logique qui diffère des autres villes où la plupart des responsables locaux ont attribué la responsabilité de l'augmentation affichée de la criminalité aux évacués. Le maire de Houston a en effet minimisé, dans un premier temps, les discours médiatiques mettant en garde la population au sujet du risque d'une vague de violence consécutive à l'arrivée des populations de la Nouvelle-Orléans. Sa volonté de rassurer la population s'explique par son implication dans l'autorisation de l'accueil de plus de 200 000 évacués principalement en provenance de la Nouvelle-Orléans¹⁰⁰. D'après

⁹⁷ Cf. Gabe et al. (2005).

⁹⁸ Cf. “Houston Grumbles as Evacuees Stay Put.” (*Los Angeles Times*, 21/08/2006); “Houston examines post-Katrina Spike in violent crime” (NPR, 30/01/2006).

⁹⁹ Cf. <http://downwithjugears.blogspot.fr/2006/10/katrina-crime-wave-still-hammering.html>

¹⁰⁰ Populations évacuées après le passage de Katrina.

certaines sources, cette décision serait le résultat d'un arrangement entre le maire Bill White et le président George W. Bush désireux de faire basculer la Nouvelle-Orléans du côté républicain. Le déplacement massif des populations Afro-américaines défavorisées et très largement démocrates vers Houston, aurait ainsi constitué une stratégie politique pour le président promettant des contre parties financières au maire de Houston¹⁰¹. L'influx de plusieurs dizaines de milliers d'individus démocrates ne faisait par ailleurs pas prendre beaucoup de risque au maire en raison de la très forte majorité républicaine d'une ville de plus de 2 millions d'habitants. Quelques soient les raisons de cette décision, la minimisation du risque d'un transfert de criminalité vers Houston est très certainement attribuable au besoin du maire de se prémunir des blâmes de la population à son encontre¹⁰². Les habitants de Houston désapprouvant ce choix ont en effet à plusieurs occasions exprimés leur incompréhension face à la décision du maire d'autoriser autant d'évacués à s'installer à Houston¹⁰³. Si en janvier 2006 les propos du maire tendait à minimiser les faits (NPR, 30/01/2006)¹⁰⁴, celui-ci annonçait en revanche un an plus tard que les évacués avaient contribué à l'augmentation constatée du nombre d'homicide¹⁰⁵ (*Associated Press*, 01/01/ 2007).

➤ Réponses des forces de l'ordre face au risque d'une « explosion » de la violence (HPD)

Avant même l'arrivée des évacués, les autorités fédérales (FBI) avaient alertées les services de police de la ville (HPD) quant au risque d'aggravation de la violence liée à l'arrivée de membres de gangs de la Nouvelle-Orléans :

"Law enforcement groups were not surprised to see that Houston had a spike in crime. New Orleans' FBI office sent out a memo just after Katrina hit. It warned cities like Houston to look out for criminals who may have escaped the flooded city. James Bernazzani is the FBI's Special Agent in charge of Louisiana [...] "...what you have instead of a centralized environment for which these criminals operated within, you now had a shattered environment that was spread amongst various parts of the country to include Houston". (NPR, 30/01/2006).

La crainte d'une vague de violence fut en effet particulièrement prégnante à Houston puisque c'est dans cette ville que la très grande majorité des trafiquants de drogue de la Nouvelle-Orléans ont été transférés. En effet, ceux-ci ont été parmi les derniers habitants à quitter la ville puisque leur départ supposait l'abandon de leur stock de stupéfiants, de leurs armes et plus encore de leur territoire. Les

¹⁰¹ Ce que nous avançons ici repose sur les propos de nombreux habitants de la Nouvelle Orléans, notamment de William Murphy avec qui nous avons réalisé de nombreuses missions de terrain. Après Katrina cet habitant s'est activement impliqué dans la lutte contre les logements vacants abandonnés dans le quartier de *St Roch* où il réside).

¹⁰² Cf. (NPR, 30/01/2006): "Houston's mayor downplayed the role of the evacuees in these crimes. He said violence was on its way up before the flood and he said anytime a city suddenly gets 100,000 new residents without proportionate growth in the police force, you'll see a spike in crime."

¹⁰³ Certains policiers et habitants de Houston nous ont fait part de leur étonnement quant à cette décision et de leur déception vis-à-vis du maire.

¹⁰⁴ "Houston's mayor downplayed the role of the evacuees in these crimes. He said violence was on its way up before the flood and he said anytime a city suddenly gets 100,000 new residents without proportionate growth in the police force, you'll see a spike in crime." (NPR, 30/01/2006).

¹⁰⁵ "Houston Mayor Says Hurricane Katrina Evacuees Contributed to Increase in Homicides." (*Associated Press*, 01/ 01/2007).

propos du lieutenant David Conaway¹⁰⁶, qui a géré l'évacuation hors de la Nouvelle-Orléans de ces individus, soulignent le rôle de ces facteurs dans l'explication du départ tardif des narcotrafiquants après le passage du cyclone Katrina :

“Thugs didn't want to evacuate because they didn't want to leave their turf and didn't want to abandon their drug supply and guns. As a consequence they were among the last people to be evacuated from New Orleans after Katrina, for the most part to Houston were the mayor had an agreement with the president”.

Ce risque de déplacement des membres de gangs de la Nouvelle-Orléans vers Houston qui avait été anticipé par les services de police de Houston a conduit à la mise en place de certaines mesures pour prévenir, en outre, l'émergence de violences résultant d'affrontement entre trafiquants¹⁰⁷. Les policiers ont vu leurs horaires de travail considérablement augmenter, d'autant que l'arrivée des évacués est survenue dans un contexte de baisse des effectifs policiers résultant d'une crise budgétaire. Les propos du sergent Roger Chappell¹⁰⁸ du département de police de Houston en témoignent :

“With this population increase we didn't have the man power to deal with that. So you had to start working overtime. At that time we were going through budget crisis again, so we were losing police officers everyday”.

Afin de financer les heures de travail supplémentaires des policiers le maire de la ville a fait appel au gouvernement *via* la FEMA pour couvrir le montant estimé à plus de 6.5 millions de dollars¹⁰⁹. Par ailleurs, des unités spéciales de la police (*neighborhood enforcement team task forces*) ont été créées et principalement déployées dans les secteurs ayant reçu des évacués afin de prévenir et contenir l'augmentation anticipée de la criminalité. Ces réponses policières ont pu contribuer à rendre particulièrement visible l'implication des évacués dans la criminalité locale puisqu'elles ont largement ciblé cette catégorie d'individus (cf. prophétie auto-réalisatrices).

7.3.2.2. Une augmentation annoncée de la criminalité violente contredite par l'analyse a posteriori

“[...] the migration after Hurricane Katrina did significantly affect the violent crime rate in Texas but not in the predicted direction. KATRINA has a significant, negative coefficient indicating that the violent crime rate in Houston is lower in the months after Katrina than in the time period prior to Katrina.” (Landry et Rankin, 2008).

L'analyse qualitative des évolutions de la criminalité violente (principalement des homicides) à Houston s'appuie en premier lieu sur les entretiens et patrouilles réalisées en novembre 2011 avec certains officiers de la Section Homicide du département de police de Houston¹¹⁰. D'autre part les

¹⁰⁶ Entretien réalisé en décembre 2011 à la Nouvelle-Orléans.

¹⁰⁷ Cf. “Influx of Katrina evacuees strains Houston police” (NPR, 27/12/2005).

¹⁰⁸ Interviewé à Houston en novembre 2011.

¹⁰⁹ Cf. NPR (30/01/2006).

¹¹⁰ Si l'analyse qualitative sur les événements est principalement basée sur une enquête de terrain auprès de la Police de Houston (HPD), elle a également été alimentée par certaines interactions avec la population locale et certains évacués. Nous remercions particulièrement nos deux informateurs clés - Roger W. Chappell (Sergeant, Houston Police Department) et Bobby Roberts (Sergeant/ Investigator- Homicide Division, Houston Police Department) - pour leur disponibilité et les informations qu'ils nous ont communiqué.

entretiens réalisés à la Nouvelle-Orléans avec certains agents fédéraux (FBI, DEA) ont confirmé les propos des policiers rencontrés à Houston. La confrontation des sources médiatiques (temps T) avec les propos des experts interviewés plus de cinq ans après l'événement (HPD) permet de relativiser les transferts de criminalité annoncés tout en les nuancant (victimisation des évacués).

➤ Reconstitution des événements survenus à Houston

Le déplacement vers Houston des victimes de Katrina hébergées au Superdome et au Convention Center s'est effectué dès le 1er septembre et a, dans un premier temps, consisté à héberger les évacués dans le stade couvert de Houston (Astrodome) et autres sites temporaires tels que les motels et grands ensembles de logements sociaux répartis à travers les quartiers défavorisés de la ville. Dans un second temps, les évacués hébergés à l'Astrodome et dans les motels ont été transférés vers les grands ensembles de logements sociaux notamment dans le secteur localisé au Sud de l'Astrodome qui concentrent une large part d'habitants pauvres d'origine Afro-américaine¹¹¹. Similairement à la Nouvelle-Orléans, les grands ensembles de logements correspondent aux territoires des gangs où s'opèrent de nombreux trafics illicites. En revanche, les grands ensembles de logements sociaux de Houston concentrent une population majoritairement hispanique à la différence de la Nouvelle-Orléans, où ceux-ci concentrent des populations quasi exclusivement d'origine afro-américaine. Lors des premières semaines succédant ces transferts très peu de crimes violents perpétrés par des évacués ont été constatés par la police, mais de nombreuses violences exercées par des membres de gangs locaux à l'encontre des évacués arrivés « en territoire ennemi »¹¹² ont eu lieu. Le premier meurtre commis par un évacué de la Nouvelle-Orléans est survenu le 29 novembre 2005 soit un mois après Katrina. D'après les policiers de la section homicide du département de police de Houston, le décalage temporel entre l'arrivée des évacués et leur implication directe dans la criminalité violente s'explique par le versement d'une contribution financière allouée par le gouvernement fédéral à l'ensemble des victimes de Katrina (*Katrina Checks*) et qui a été aussitôt utilisée par les narcotrafiquants de la Nouvelle-Orléans pour financer un véhicule leur permettant de se déplacer dans une ville tentaculaire et de se procurer une arme afin d'user de la menace et de recourir à la violence.

Une fois devenus mobiles, ceux-ci ont pu reconstituer certains liens de connaissances, notamment à l'occasion de rencontres (« *New Orleans Party* ») organisées dans certains bars de la ville pour permettre aux évacués de se retourner. Ces rassemblements se sont vite transformés en lieux de règlements de comptes violents impliquant, d'une part, différents trafiquants rivaux de la Nouvelle-Orléans qui jusque là n'avaient pas été en contact et, d'autre part, des membres de gangs de Houston qui savaient où retrouver leur nouveaux concurrents. Cette nouvelle mobilité des évacués impliqués

¹¹¹ Le quartier à majorité Afro-américaine de *Fondren SouthWest* et le secteur de *Houston South East* où se concentrent de nombreux logements sociaux, ont reçu de nombreux évacués.

¹¹² Cette victimisation a été particulièrement marquée dans le cas des transferts des évacués dans les grands ensembles de logements sociaux à majorité hispanique puisque la différence de couleur de peau a rendu les néo-orléanais particulièrement repérables et donc vulnérables.

dans le trafic de drogue s'est traduite par de nombreuses fusillades survenant dans les secteurs défavorisés de la ville (*drive-by-shooting*). Cette mobilité a également permis aux trafiquants de la Nouvelle-Orléans d'établir des liens avec certains membres de gangs locaux y compris ceux d'origine hispanique avec qui ils ont pu s'associer.



Figure 128 : Déplacements des trafiquants de drogue des logements sociaux de la Nouvelle-Orléans (*BW Cooper* à gauche) vers ceux de Houston (secteur de *Southeast Houston*). (Clichés de l'auteur, 2011).

Si les violences impliquant des évacués, principalement des trafiquants de drogue, ont bien été réelles à Houston après Katrina, l'augmentation du nombre de meurtres ou encore d'agressions violentes a été négligeable voir contre-intuitive lorsque celle-ci est mesurée en lien avec les évolutions démographiques.

➤ Une baisse relative de la criminalité violente

« Since Katrina our murder rate has taken a nose down, we have now the lowest murder rate we ever had. » (Roger Chappell, 2011).

Au début de l'année 2006, le chef de la police de Houston avait annoncé une augmentation du nombre d'homicides de 23% entre les mois de septembre et décembre 2005 et 2004 et souligné que 23 homicides survenus au cours des quatre premiers mois *post* Katrina avaient été perpétrés par des évacués (*Houston Chronicle*, 15/02/2010). Un an plus tard, la publication des statistiques criminelles par le FBI a mis en évidence une augmentation du nombre d'homicides en 2005 (334) et 2006 (377) de 12.9%, soit une augmentation moins spectaculaire que celle survenue au cours de la période s'étalant de septembre à décembre 2005. Ces augmentations des homicides en valeur absolues sont *a priori* venues confirmer les discours annonçant la probabilité d'une vague criminelle associée à l'arrivée des évacués, même si l'ampleur de cette évolution fut bien moins importante que ce qui avait été prédit. Néanmoins, ces évolutions ont occulté une autre réalité, à savoir celle d'une baisse de la criminalité violente, y compris des homicides, au regard des taux. D'après certains policiers questionnés sur le sujet, l'augmentation de la criminalité violente annoncée par les autorités de la ville est à nuancer, comme en témoignent les propos du sergent Roger Chappell :

« To me the crime increase was proportionate to the population. So in other words yeah it went up and our work load increased dramatically because we didn't have the same staff to keep up with it. So our perception was that it was worst but in fact, if you look at raw

data, it seems to me that for the population, it increased the way it should... most of the violence were in the apartment complexes where those people were displaced. »

La baisse des taux de la criminalité violente est démontrée par l'étude de Landry et Rankin (2008)¹¹³ qui confirme les propos des policiers interviewés à Houston en 2011. En effet, l'analyse des données relatives aux homicides, aux agressions sexuelles, agressions violentes et aux vols armés survenus au cours des mois *pre* et *post* Katrina qui ont été rapportées à la population, indique une baisse substantielle des taux au cours des mois *post* Katrina (*ibid.*). L'augmentation constatée de la criminalité au cours des deux mois précédant Katrina semble traduire l'impact de l'arrivée brutale de plus de 200 000 personnes sur les taux de criminalité de Houston, qui se serait, d'après les policiers, prolongée dans le temps (Roberts Chappell, 2011).

Notre analyse qualitative de l'évolution de la criminalité violente à Houston après Katrina s'accorde donc avec les études de différents chercheurs démontrant l'impact négligeable de l'arrivée des évacués sur la criminalité locale (Landry et Rankin, 2008 ; Varano et *al.*, 2010, Leitner et Helbirch, 2010, 2011). La baisse relative de la criminalité contredit en effet amplement les discours des autorités et des médias qui ont largement incriminé les évacués dans la présumée aggravation de la criminalité. La désignation de ces populations comme responsable de l'augmentation locale de la criminalité a eu à Houston comme dans de nombreuses autres villes, des conséquences sur la manière dont les évacués ont été accueillis par les populations locales.

- Conséquences de la médiatisation d'une hausse de la criminalité violente associée à l'arrivée des évacués

La forte insistance des médias sur l'implication des évacués dans la violence locale a largement conditionné les représentations du public. Les habitants se sont par conséquent montrés réticents à accueillir les nouveaux arrivants ce qui a eu des répercussions sur l'insécurité perçue des populations qui est étroitement liée à la qualité des relations de voisinage (Siméone, 2004). Il ressort des interactions avec certains résidents vivants à Houston que la criminalité violente continue d'être pour eux un problème majeur. La perception largement répandue à l'échelle de la ville d'une dégradation du climat sécuritaire depuis l'arrivée des évacués¹¹⁴, s'est traduite par de fortes tensions entre les locaux et les populations récemment installées qui se sont, dans une certaine mesure, atténuées dans le temps. L'hostilité entre les deux catégories de populations a généré un climat très peu propice à la création de liens sociaux (cohésion sociale) :

« Many Katrina evacuees tell the same story of hostile neighborhoods with no job prospects and no sense of home. The other side of the story comes from people who lived

¹¹³ "Violent Crime Rates in Houston Before and After Hurricane Katrina".

¹¹⁴ Les propos d'un internaute répondant à la publication d'un article de la CNN (12/08/2011) témoignent de la perception largement répandue parmi les habitants de Houston d'une dégradation de la qualité de vie depuis l'arrivée des évacués : "But the long-lasting effect of NO residents in Houston has not been a great, cultural boon for the city. No, it has been a horrible decline in the safety and economy of the proud Texas metropolis".

and worked in this part of Houston before the evacuees arrived. [...] Honestly the attitude of the Katrina evacuees [...] has been unbearable. That their attitude is kind of lumped up with a lot of violence” (NPR 30/01/2006).

Ces animosités constatées à Houston ont été moins prononcées à Baton Rouge où des liens entre les populations locales et les évacués existaient avant Katrina¹¹⁵. Si les contraintes de temps inhérentes à notre recherche ne nous ont pas permis d’investir en détails l’évolution de la criminalité à Baton Rouge, la comparaison avec Houston est cependant intéressante puisque les deux villes présentent des dynamiques criminelles inverses. En effet, la ville de Baton Rouge a connu une baisse relative de sa criminalité au cours des premiers mois après l’arrivée des évacués¹¹⁶ mais celle-ci ne s’est pas maintenue au cours des années *post* Katrina qui furent marquées par une nette augmentation de la criminalité violente par taux. D’après nos entretiens avec certains agents fédéraux (FBI, DEA) et policiers de la Nouvelle-Orléans et de Houston, les années *post* Katrina se sont accompagnées de départs progressifs des évacués qui entretenaient de liens de connaissance avec les habitants de Baton Rouge (*law abiding citizen*). En revanche de nombreux malfaiteurs, principalement des trafiquants de drogue, sont restés ce qui s’est traduit par une forte augmentation du «taux de criminels par habitants»¹¹⁷. L’inverse s’est produit à Houston où de nombreux évacués se sont définitivement installés à Houston alors que la plupart des trafiquants de drogue et autres criminels (*career criminals*) sont retournés à la Nouvelle-Orléans, principalement en raison de leur difficulté à s’adapter au système de justice criminelle du Texas réputé particulièrement sévère et efficace (Bernazzani).

Cette évolution contre-intuitive de la criminalité violente à Houston est encore plus remarquable à Dallas où l’analyse cartographique des données criminelles *pre* et *post* Katrina permet de mettre à jour une réalité criminelle bien différente de celle reportée par les médias et les autorités.

7.3.3. Une évolution de la criminalité à Dallas qui ne confirme pas les transferts annoncés¹¹⁸

L’arrivée des évacués à Dallas s’est accompagnée, comme à Houston, de nombreux discours des autorités évoquant une aggravation de la criminalité locale. L’accès aux données criminelles géo-référencées sur une période de dix ans (2000 à 2010), a permis d’investir les évolutions de la criminalité au cours des périodes antérieures et postérieures à la catastrophe Katrina.

¹¹⁵ “Evacuees who settled in Baton Rouge were likely to have family or friends here, perhaps making the evacuees less likely to resort to crime than those who went elsewhere” (*USA Today*, 22/02/2007.).

¹¹⁶ Cf. *USA Today* (22/02/2007).

¹¹⁷ Nous avons évoqué cette notion de «taux de criminels par habitants» lors de discussions informelles avec le lieutenant Mark Mulla (NOPD). Ce taux difficilement estimable traduit l’idée d’un lien fort entre le nombre de criminels pour une population donnée et les taux de criminalité violente. Ces derniers ne sont effet pas dépendants du nombre d’habitants mais reflètent en partie le volume d’individus enclins à la violence par rapport à une population donnée.

¹¹⁸ Retour sur les événements basé sur une analyse quantitative permise par l’obtention des données criminelles géo-référencées (2000 à 2010), directement auprès du département de police de Dallas.

7.3.3.1. Fluctuation à court terme de la criminalité à l'échelle de la ville

L'analyse des faits criminels constatés sur une période de sept mois (juin à décembre 2005) à l'échelle de la ville, révèle une baisse générale de la criminalité de 15% (toutes catégories de crimes confondues) entre la période de trois mois *pre* et *post* Katrina (respectivement en bleu et en rouge dans le tableau 13). Cette baisse est particulièrement marquée pour les agressions violentes dont le volume a baissé de 24.9% entre ces deux périodes. Les trois mois suivant l'arrivée des évacués se sont toutefois accompagnés d'une augmentation de 17% des homicides.

	Jun 2005	Juillet 2005	Août 2005	Septembre 2005	Octobre 2005	Novembre 2005	Décembre 2005	Evolution Jun/Août Oct./Déc.
Homicides	11	18	16	22	19	19	15	+ 17%
Agressions violentes	702	852	720	684	679	527	503	-24.9%
Vols armés contre les personnes	499	589	527	506	469	431	447	-16.4%
Vols armés contre les commerces	80	108	112	98	101	92	108	+0.3%
Ensemble des crimes violents et non violents	9443	10 024	9702	8440	8880	7833	8070	-15%

Tableau 13 : Evolution du volume de criminalité au cours des mois *pre* et *post* Katrina (source : Département de Police de Dallas).

La baisse générale de la criminalité au regard des valeurs brutes apparaît surprenante puisque celle-ci s'inscrit dans un contexte de forts changements démographiques aussi bien quantitatifs et qualitatifs. L'analyse des données compilées dans le tableau ci-dessus ne permet toutefois pas d'investir les possibles évolutions spatiales de la criminalité entre les deux périodes de temps considérées. La cartographie de l'ensemble des homicides et agressions violentes survenus entre juin et août 2005 d'une part, et entre octobre et décembre 2005 d'autre part¹¹⁹, permet ainsi d'éclairer l'analyse des statistiques criminelles. On remarque sur les deux cartes ci-dessous que les caractéristiques spatiales des deux catégories de crimes considérées n'ont pas véritablement connu d'évolution notable après l'arrivée des évacués.

¹¹⁹ Compte tenu du nombre très élevé du total des crimes (violents et non violents) survenus sur ces périodes, seules les homicides et les agressions violentes ont été cartographiés.

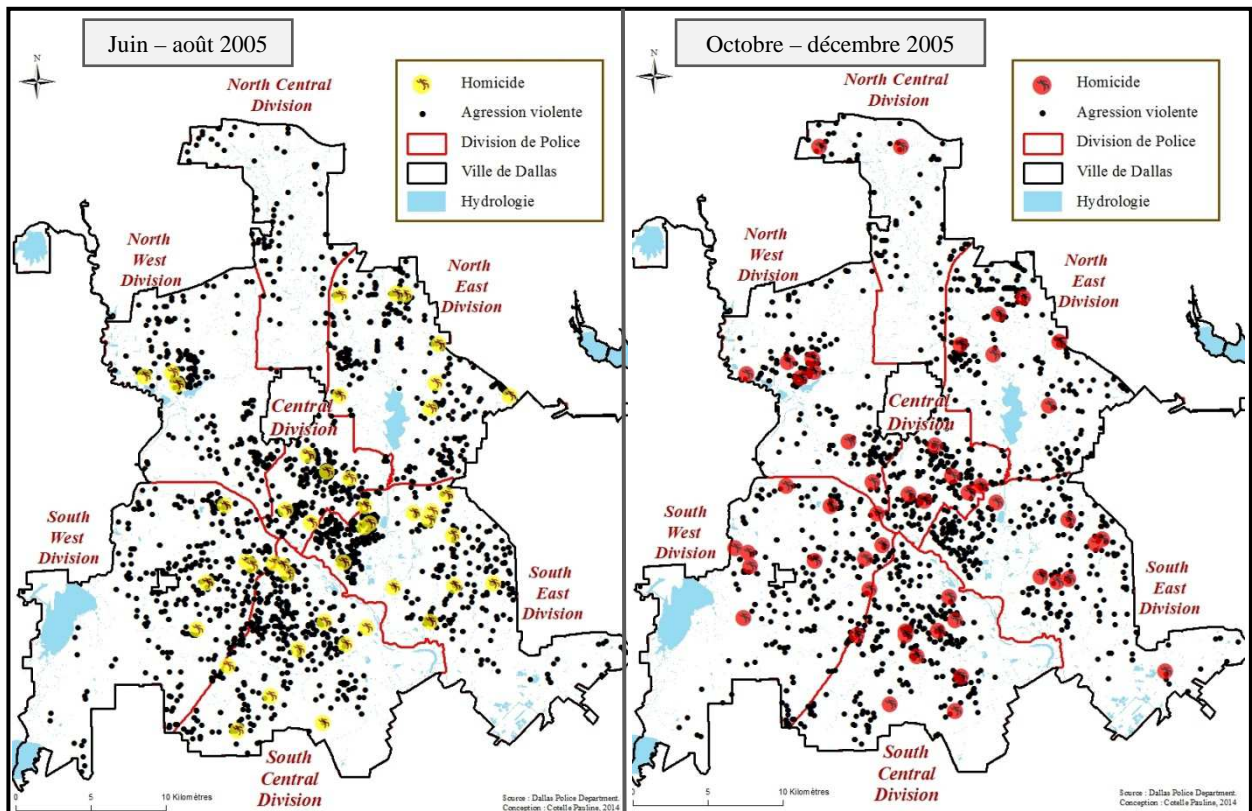


Figure 129 : Evolution spatiale des homicides et agressions violentes à Dallas au cours des mois *pre* et *post* Katrina.

Si l'analyse de la criminalité à l'échelle de la ville ne corrobore pas les représentations dominantes relatives au transfert de criminalité de la Nouvelle-Orléans vers Dallas, elle ne permet toutefois pas d'établir un lien de causalité entre l'arrivée des évacués et l'évolution de la criminalité. En effet, l'ensemble du territoire de la ville n'a pas été affecté de la même manière par ces flux de populations. Pour ces raisons nous proposons de restreindre l'analyse de la criminalité à l'échelle d'un secteur où de nombreux évacués se sont concentrés. Celle-ci semble plus pertinente puisque de nombreux facteurs, autres que l'arrivée des évacués, ont pu jouer sur la fluctuation de la criminalité à l'échelle de la ville.

7.3.3.2. Localisation des secteurs de forte concentration des évacués

L'installation en septembre 2005 des évacués dans les secteurs défavorisés de Dallas où se concentrent de nombreux grands ensembles de logements sociaux et qui connaissent déjà, avant Katrina, de nombreux problèmes¹²⁰, mène à s'interroger sur la possibilité d'une aggravation de la criminalité dans ces secteurs de la ville. Le choix du cas d'étude du secteur de la division Nord-est pour analyser les évolutions de la criminalité antérieures et postérieures à Katrina, découle de la lecture d'un article de la presse relatant les propos du chef de la police de Dallas mettant en avant une aggravation de la

¹²⁰ Cf. théorie de la Désorganisation Sociale et effet de la ségrégation socio-économique sur la criminalité.

criminalité dans ce secteur de la ville, notamment en ce qui concerne des vols armés contre les personnes et les commerces :

“Police attribute the 30% increase in northeast Dallas robberies to the relocation of hurricane evacuees. “We've absorbed a lot of additional people into that part of town with the Hurricane Katrina evacuees, so we have significantly more people living in our northeast division, said David Kunkle, Dallas Police Chief. Northeast Dallas has the highest concentration of apartments in the city”.¹²¹

Le secteur de la Division Nord-est a connu un fort afflux d'évacués ce qui en fait un cas d'étude pertinent pour évaluer le lien entre leur arrivée et l'évolution de la criminalité. Un travail d'identification des grands ensembles de logements sociaux a également été réalisé sur *Google Earth*^{©122} afin de localiser avec plus de précision les lieux ayant concentré de nombreux évacués à l'échelle même de ce secteur (Division Nord-est) (cf. figure 130).

¹²¹ Source : Site web d'un blog (à fort penchant raciste) reprenant un article de la CBS News qui n'est plus disponible en ligne. Voir le lien suivant : <http://www.natallnews.com/story.php?id=1037>

¹²² L'identification des grands ensembles de logements sociaux reconnaissables de part leurs caractéristiques urbanistiques s'est faite *via* l'analyse des images satellites. Leur localisation a été confirmée par l'utilisation de *Google street view*©.

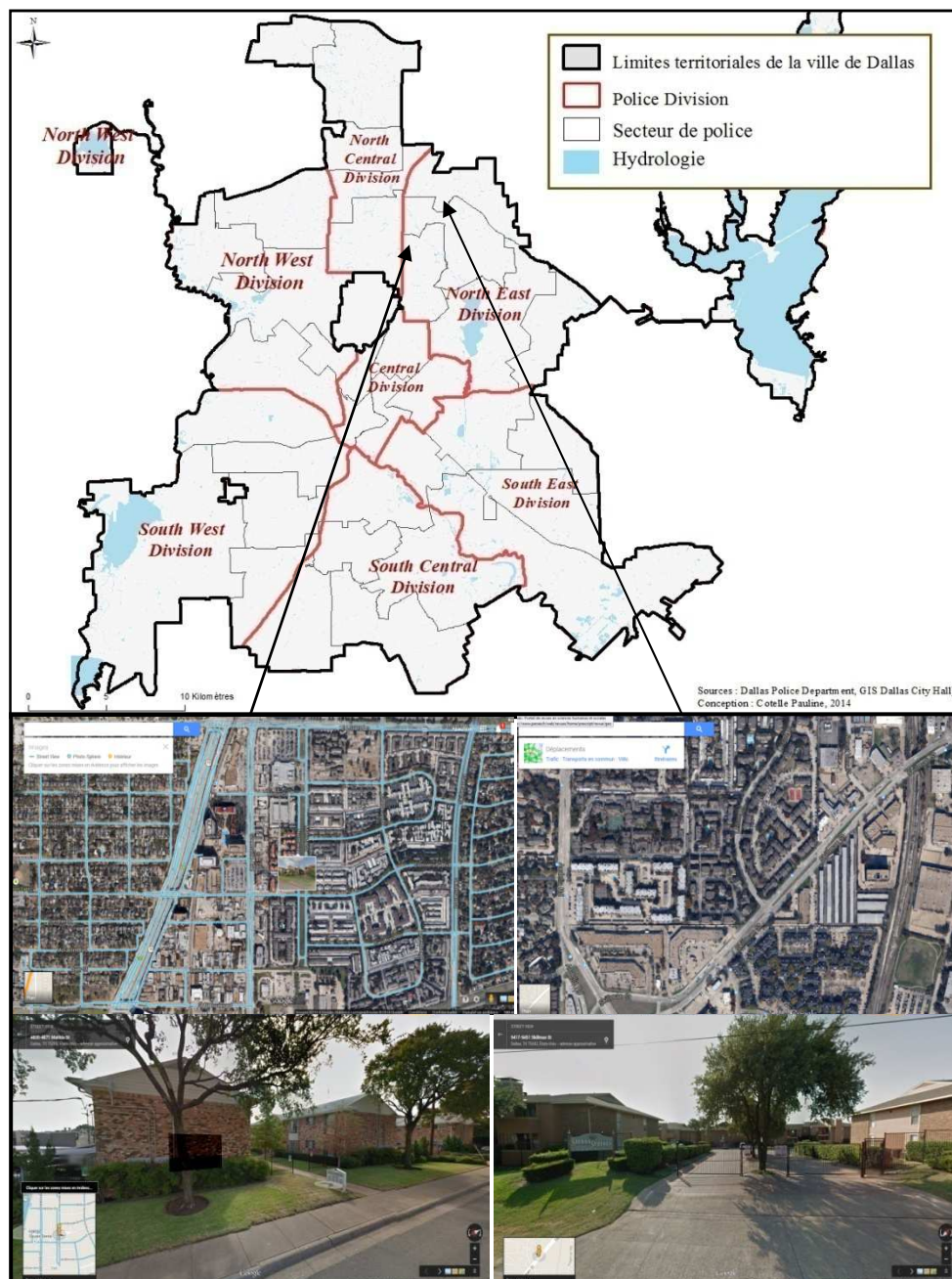


Figure 130 : Localisation de deux grands ensembles de logements sociaux (*Williamsbrug Place* à gauche ; *Sienna Springs appartements* à droite) (source : Google Earth®).

7.3.3.3. Des transferts de criminalité non vérifiés par la cartographie criminelle

L'annonce d'une augmentation des vols armés contre les personnes et les commerces par le chef de la police, nous a conduit à investir cette forme de criminalité à l'échelle du secteur de la Division Nord-est de la police. La cartographie initialement réalisée des faits survenus au cours des deux années 2004 et 2006 ne s'est pas révélée concluante puisque l'année 2006 s'est caractérisé par un départ progressif des évacués. En revanche, l'analyse cartographique des données compilées sur les trois mois précédant et succédant leur arrivée (juin/août et octobre/décembre) paraît bien plus pertinente.

Les deux cartes de la page suivante (figure 131) mettent en évidence l'évolution spatiale de cette

forme de criminalité à Dallas au cours des trois mois *post* Katrina.

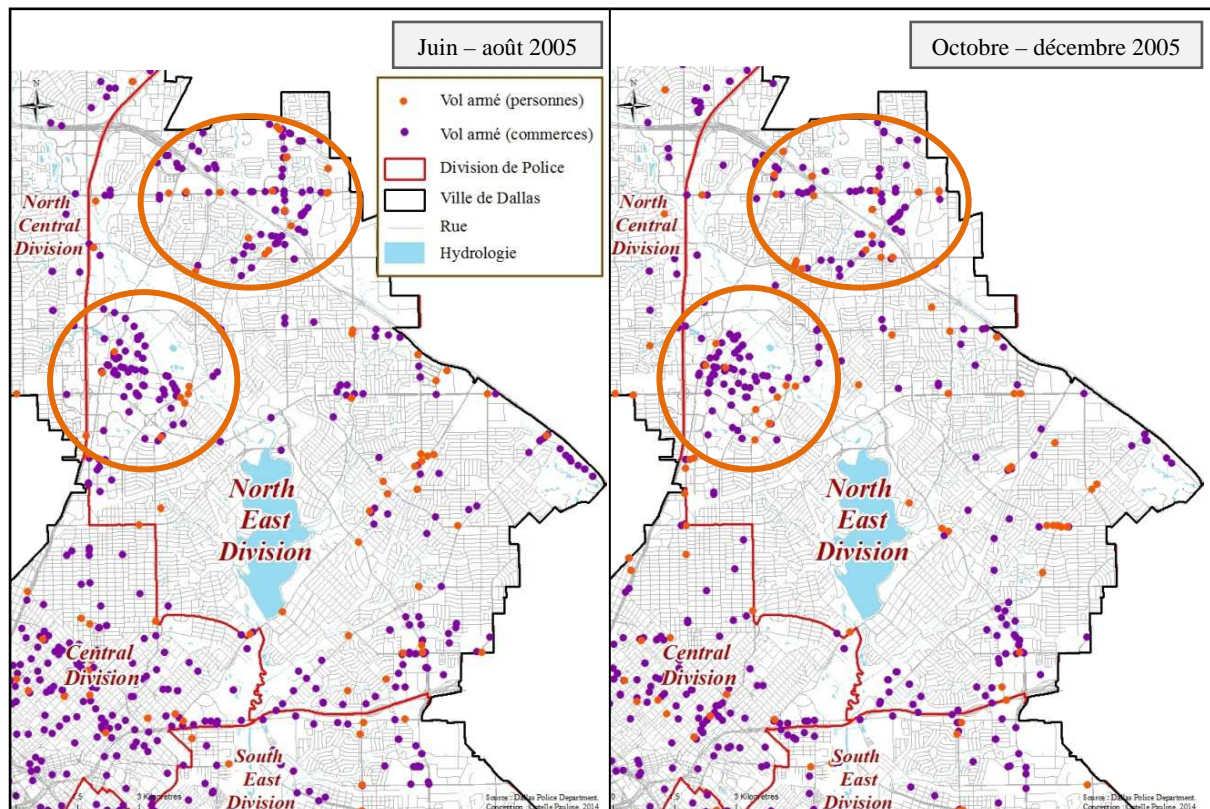


Figure 131 : Aucune évolutions notables des vols armés dans le secteur de la division Nord-est de la police au cours des trois mois *post* Katrina (source : Département de police de Dallas).

La représentation cartographique de l'évolution spatiale des vols armés permet de constater une concentration des faits assez similaire entre les deux périodes. Elle ne permet toutefois pas de discerner convenablement l'évolution du volume de criminalité à l'échelle de ce secteur. L'analyse ci-dessous des données criminelles par types d'offenses pour les années 2004, 2005 et 2006 à l'échelle de la ville et de la Division Nord-est permet de pallier ces limites.

- Une baisse notable de la criminalité dans le secteur Nord-est ayant reçu de nombreux évacués

L'analyse des données criminelles pour les années 2004, 2005 et 2006 regroupées dans les tableaux qui suivent permet de rendre compte de l'évolution du volume de criminalité dans le secteur Nord-est de Dallas qui a reçu de nombreux évacués. L'analyse des données pour l'année 2005 distingue plus précisément les crimes survenus au cours des quatre mois précédents (mai à août) et succédant (septembre à décembre) l'arrivée des évacués qui s'est faite au début du mois de septembre 2005. Au cours des quatre mois *post* Katrina, la criminalité totale a connu une baisse de 13.9% à l'échelle de la Division Nord-est contre une baisse de 15.1% à l'échelle de la ville comparativement aux quatre mois *pre* Katrina (cf. tableaux 14, 15, 16 et 17).

	2004	2005		2006	Evolution 2004 – 2006 (%)	Evolution mai/août – sept/déc 2005 (%)
		Total				
		Mai à août	Septembre à décembre			
Division Nord-est Total (nombre) (%) ¹²³	19 954 (19%)	20 704 (19.3%)		17 984 (18%)	- 9.9	- 13.9
		7 547	6 491			
Ville	105 265	106 977		100 588	- 4.4	- 15.1
		39 175	33 237			

Tableau 14 : Evolution du volume de criminalité totale (toutes catégories de faits confonues) entre 2004 et 2006 à l'échelle de la ville et de la Division Nord-est (source : Dallas Police Department).

	2004	2005		2006	Evolution 2004 – 2006 (%)	Evolution mai/août – sept/déc 2005 (%)
		Total				
		Mai à août	Septembre à décembre			
Division Nord-est Total (nombre) (%)	37 (15.2%)	29 (13%)		24 (12%)	-35.1	+ 11.1
		9	10			
Ville	244	221		185	-24.2	+ 13.8
		65	74			

Tableau 15 : Evolution du nombre d'homicides entre 2004 et 2006 à l'échelle de la ville et de la Division Nord-est (source : Dallas Police Department).

	2004	2005		2006	Evolution 2004 – 2006 (%)	Evolution mai/août – sept/déc 2005 (%)
		Total				
		Mai à août	Septembre à décembre			
Division Nord-est Total (nombre) (%)	1 296 (16.6%)	1 264 (15.9%)		1 220 (16.7%)	-5.9	- 17.3
		484	400			
Ville	7 797	7 953		7 292	-6.4	- 21.5
		3 050	2 394			

Tableau 16 : Evolution du nombre d'agressions violentes entre 2004 et 2006 à l'échelle de la ville et de la Division Nord-est (source : Dallas Police Department).

	2004	2005		2006	Evolution 2004 – 2006 (%)	Evolution mai/août – sept/déc 2005 (%)
		Total				
		Mai à août	Septembre à décembre			
Division Nord-est Braquage (commerces) Total (nombre) (%)	273 (20%)	236 (20.2%)		237 (18.8%)	-13.1	-2.4
Braquage (personnes) Total (nombre) (%)	1 153 (19.4%)	1050 (18.4%)		1 140 (20.2%)	-1.1	- 10.6
		83	81			
Ville Braquage (commerces) Braquage (personnes)	1 366 5 940	1166 5699		1 259 5 652	-7.8 -4.8	+ 1.3 - 12.8
		394 2 127	399 1 855			

Tableau 17 : Evolution du nombre de vols armés contre les personnes et les commerces entre 2004 et 2006 à l'échelle de la ville et de la Division Nord-est (source : Dallas Police Department).

Au cours de la même période, les agressions violentes ont connu une baisse notable de 17.3% pour la

¹²³ Part de criminalité totale à l'échelle du secteur de la Division Nord-est.

Division Nord-est et de 21.5% pour la ville. Cette baisse s'observe également pour les vols armés contre les personnes et les commerçants puisque le volume de faits enregistrés a respectivement diminué de 10.6% et 2.4% alors que ce type de faits a augmenté de 1.3% pour les commerçants à l'échelle de la ville. On note toutefois une augmentation à court terme des homicides à l'échelle de la Division Nord-est (17.3%) et de la ville (13.8%). Celle-ci s'est cependant infléchie en 2006 par rapport à 2004 puisque le volume d'homicide a diminué de 35.1% dans la Division Nord-est et de 24.2% à l'échelle de la ville.

L'analyse des données criminelles à Dallas et, plus précisément, à l'échelle de la Division Nord-est, permet d'infirmer l'idée d'un transfert de criminalité consécutif à l'arrivée des évacués. Par ailleurs, les évolutions quantitatives de la criminalité à moyen terme (2004/2006) se traduisent par une baisse générale du volume de faits constatés. Cette baisse est d'autant plus surprenante qu'elle s'est accompagnée d'une augmentation de la population de la ville entre ces deux dates.

L'aggravation annoncée de la criminalité dans les secteurs de forte concentration d'évacués qui concentrent de nombreux logements sociaux n'a donc pas été confirmée par l'analyse des données criminelles. En effet, la baisse constatée de la criminalité violente en valeurs absolues contredit nettement les discours qui ont largement incriminés les évacués dans l'augmentation affichée et pourtant erronée de la criminalité. Ces distorsions soulèvent par ailleurs le problème des impacts prolongés de la criminalisation des évacués puisque celle-ci a eu de lourdes conséquences sur leur intégration dans leur nouvelle communauté (Varano et *al.* 2010). Enfin, l'analyse quantitative de la criminalité à Dallas a mis en évidence une évolution positive des homicides au cours des trois mois *post* Katrina (+17%) puis une baisse entre 2005 et 2006 de 24.2%. Ces tendances pourraient, comme à Houston, traduire le départ progressif au cours de l'année 2006 des évacués impliqués dans la criminalité. Le retour des trafiquants de drogue à la Nouvelle-Orléans après un séjour de plusieurs mois à Dallas est en effet une hypothèse qui a été fréquemment avancée par les agents fédéraux (FBI, DEA).

Conclusion chapitre 7.

Le retour d'expérience sur l'événement Katrina permet de mettre à jour un transfert d'insécurité urbaine qui s'est opéré dans les jours qui ont suivi le passage du cyclone, des secteurs défavorisés caractérisés par une violence endémique (cf. chapitre 5) vers les secteurs « vitrines » de la ville peu affectés physiquement par l'événement mais au cœur de « l'œil médiatique ». L'analyse révèle également un certain nombre de décalages entre les faits « réellement » survenus et les discours sensationnalistes, propageant des nouvelles le plus souvent infondées. Ce décalage est en grande partie à attribuer à la désorganisation la plus complète des autorités en charge de la gestion de la crise qui ont été confrontées au dysfonctionnement des systèmes de communication et qui n'étaient pas préparées à

gérer une évacuation *a posteriori* de dizaines de milliers de victimes prises au piège par les inondations. Enfin, notre étude révèle une véritable dialectique entre la catastrophe et l'insécurité urbaine puisque Katrina a affecté l'insécurité tant dans les faits, que dans les représentations, que dans les réponses. La catastrophe a créé les conditions dans lesquelles certains crimes, violences et comportements déviants ont pu survenir, même si ce risque a été largement amplifié par les médias. Par des effets en chaîne intriqués, l'insécurité urbaine a eu des effets non négligeables sur l'ampleur de la catastrophe à la Nouvelle-Orléans puisqu'elle a mené à l'interruption de certaines missions de sauvetage. En effet, les discours médiatiques ont largement orienté et justifié la tournure militaire de la gestion de la crise entraînant un ralentissant considérable de l'assistance aux victimes largement criminalisées. Par ailleurs, la catastrophe a eu des effets sur l'insécurité des villes impactées par l'arrivée des évacués. Les transferts de criminalité annoncés vers les sites d'évacuation, qui se sont le plus souvent révélés infondés, ont eu des impacts nombreux à court et à long terme sur l'insertion des évacués dans leur nouvel environnement de vie en raison de leur stigmatisation. Cette réflexion sur les impacts à court terme de la catastrophe sur l'insécurité urbaine permet de se questionner sur les mesures préventives pouvant être mises en place en période de crise afin de prévenir certaines formes de victimisation telles que les viols, les violences intercommunautaires ou encore les violences policières et d'éviter de potentiels transferts d'insécurité vers les sites d'évacuation. Le rôle des médias et des autorités publiques dans la construction d'un climat sécuritaire en période de crise s'avère central puisque les informations diffusées *via* les médias constituent un cadre de référence des réponses sociétales à la crise (entre aide *versus* hostilité).

L'évacuation totale de la Nouvelle-Orléans à la fin du mois de septembre 2005 a conduit à un retour progressif des populations. Les premiers mois *post* Katrina se sont caractérisés par une criminalité historiquement basse mais cette accalmie fut de courte durée puisque moins d'un an après Katrina, la ville fut marquée par une vague de violence symbolisant le retour des activités souterraines qui a sérieusement menacé le rétablissement de la ville (8.1). Au cours des premières années *post* Katrina, la criminalité violente s'est progressivement diffusée des secteurs repeuplés vers les périphéries de la ville alors que la criminalité contre les biens a affecté l'ensemble des secteurs de la ville dès les premiers mois *post* Katrina. A long terme, la plupart des quartiers localisés en périphérie de la ville, principalement ceux en reconstruction, ont connu une augmentation de leur taux d'homicide et de cambriolage (8.2). Si l'approche quantitative de l'évolution de la criminalité après Katrina permet de mettre à jour certaines tendances marquantes, l'analyse qualitative de certaines formes de victimisation illustre les impacts de la catastrophe sur la mesure de la criminalité. En effet, l'affaiblissement du département de police et la baisse substantielle du nombre d'habitants (potentiels témoins) ont contribué à amplifier l'écart entre la réalité criminelle et le nombre de faits constatés et enregistrés par les statistiques policières (8.3).

Chapitre 8.

Evolution de la criminalité urbaine

(2000/2005 - 2006/2010)

“As the population has come up there starts to be a little uptick in the murder rate, but if you convert that on a per capita basis ... and you compare that to pre-Katrina, murder is down almost 50 percent,” Nagin said. “There are some hotspots and we are starting to see some activity in certain sections of the city. As we do that, we’re deploying our resources in a very unique way.” (The Lens, 08/06/2011)¹²⁴.



Figure 132 : Protestations historiques des habitants contre le crime devenu une menace à la reconstruction de la ville. Mobilisation des citoyens (ici dans le quartier du CBD) demandant la démission du chef de la police à la suite d'événements violents qui ont confirmé le retour des activités informelles après une baisse historique de la criminalité au cours des mois *post* Katrina (source : *New York Times*, 12/01/2007).

Le retour progressif de la population à la Nouvelle-Orléans au cours de l'année 2006, s'est accompagné de discours optimistes des autorités locales s'accordant pour dire que Katrina avait « nettoyé » la ville de sa criminalité violente et de ses activités souterraines. Cet optimisme fut de courte durée puisque moins d'un an après Katrina, la ville fut marquée par une série d'événements violents qui ont choqué l'opinion publique. Ce retour de la criminalité violente, survenu dans un contexte d'élections municipales, s'est accompagné de discours médiatiques alarmistes fortement minimisés par les autorités locales. L'incapacité des forces de l'ordre, très affaiblies depuis la catastrophe, de répondre efficacement à ces événements a conduit à des réponses allant de l'intervention militaire aux protestations historiques des habitants contre le crime (8.1.).

Les évolutions à moyen et long terme de la criminalité urbaine analysées en lien avec la catastrophe Katrina se sont traduites par certains changements en matière de spatialisation des faits criminels. Le processus graduel du retour de la criminalité violente a, dans un premier temps, concerné les secteurs centraux de la ville avant de progressivement affecter les espaces périphériques tout en épargnant

¹²⁴ Citation d'un article du *Times Picayune* paru le 17/05/2006.

certains secteurs pourtant fortement criminogènes avant la catastrophe. Le retour de la criminalité contre les biens a quant à elle été plus rapide et a affecté l'ensemble des secteurs de la ville dès le début de l'année 2006. L'analyse de l'évolution relative de la criminalité à l'échelle des quartiers révèle des évolutions plus nuancées qui traduisent une vulnérabilité accrue de la plupart des quartiers en reconstruction (8.2.).

L'analyse quantitative de l'évolution de la criminalité nécessite toutefois d'être nuancée puisque certaines formes de criminalité qui ont (re)émergé après Katrina n'apparaissent pas ou que partiellement dans les registres de la police. Par ailleurs, la catastrophe a eu des impacts non négligeables sur la mesure de la criminalité, ce qui a conduit à occulter l'ampleur de certaines formes de victimisation très répandues à la Nouvelle-Orléans après Katrina (8.3.).

8.1. Un retour brutal de la criminalité violente moins d'un an après le passage de Katrina

“The fervent hope post-Katrina was that New Orleans would become less violent city, but it has not.” (*Thoughtcrime*, 14/10/2006)¹²⁵.

En juin 2006, alors que les autorités locales affichaient jusque là une criminalité urbaine faible et sous contrôle, une fusillade meurtrière symbolisant le retour des activités criminelles a marqué les esprits et conduit le maire à demander le renfort de la Garde Nationale pour assister le département de police, très affaibli depuis Katrina. Si cet événement particulièrement violent a choqué l'ensemble des résidents et conduit à une “militarisation” du maintien de l'ordre, il était pourtant survenu dans un quartier bien connu pour ses trafics illicites et sa violence avant Katrina. En revanche, d'autres événements violents survenus à la fin de l'année 2006 ont généré une indignation collective des habitants en raison de leur caractère insolite. Le meurtre d'une activiste reconnue pour son implication dans la reconstruction de la ville survenu dans le quartier touristique du *Marigny* près du Quartier Français, a conduit à des protestations historiques contre le crime au début de l'année 2007. Cette réaction citoyenne qui s'est inscrit dans un contexte *post* catastrophe incertain marqué par un affaiblissement des autorités locales, traduit l'importance de la prise en compte de l'insécurité urbaine au cours de la phase de reconstruction.

8.1.1. Passage de discours optimistes à des discours alarmistes reflétant le retour des activités souterraines (septembre 2005 - début 2007)

Les mois *post* Katrina se sont accompagnés de discours mettant en avant l'impact de la catastrophe sur la baisse spectaculaire de la criminalité¹²⁶, notamment des violences associées aux activités

¹²⁵ Citation d'un article du *Times Picayune* paru le 21/06/2006.

¹²⁶ Cette chute historique de la criminalité à la Nouvelle-Orléans annoncée par les médias reflète les transferts de criminalité dans les villes d'accueil vus précédemment (7.3).

souterraines. Néanmoins, au cours de l'année 2006, le retour des trafics de drogues s'est accompagné d'événements violents dont certains ont pris place dans les secteurs touristiques de la ville.

8.1.1.1. Retour de la criminalité violente, minimisée par les autorités locales dans un contexte d'élections municipales

“New Orleans, the nation's most dangerous city, has suddenly become perhaps its safest, and what had easily been the murder capital of the United States now has a murder rate of exactly zero. While the few residents who have returned are holding their breath to see how long it lasts, the sudden change has become a subject of intense interest for those who study crime.” (PBS, 21/07/2010)¹²⁷.

- Optimisme *post* Katrina au sujet de la baisse historique de la criminalité (octobre 2005 ~ mai 2006)

Les médias, les universitaires, les habitants ou encore les responsables politiques locaux tels que le maire (Ray Nagin) et le chef de la police (Warren Riley) se sont tous accordés sur l'impact de la catastrophe sur la criminalité locale au cours des mois qui ont suivi l'inondation et l'évacuation de la ville¹²⁸. Au cours d'un discours public tenu deux semaines après le passage de Katrina, le maire avait annoncé que la ville était pour la première fois de son histoire débarrassée des trafics de drogues et de sa violence :

“As far as security is concerned this city for the first time that anyone can probably imagine is drug free and violence free » (NPR, 24/03/2006).

D'après l'ensemble des acteurs en charge de la sécurité urbaine en fonction à cette période, le cyclone aurait « nettoyé » la ville de ses trafiquants de drogues qui avaient été transférés vers d'autres villes, notamment vers Houston (cf. 7.3.). Ceci est corroboré par de nombreuses sources journalistiques ou académiques comme en témoigne les citations de la colonne gauche du tableau 18.

- Passage de discours optimistes à des discours alarmistes au cours de l'année 2006

Dès le printemps 2006, certains médias ont alerté l'opinion publique au sujet du retour des narcotrafiants à la Nouvelle-Orléans et du risque de diffusion de la criminalité violente (*New York Times*, 30/03/2006). La forte couverture médiatique du retour de la criminalité contraste en effet fortement avec celle caractérisant les premiers mois ayant succédé le passage du cyclone Katrina (tableau 18).

¹²⁷ Article de Peter Scharf : “The “Mundane” Murders of Post-Katrina New Orleans” : <http://www.pbs.org/wnet/tavissmiley/tsr/new-orleans-been-in-the-storm-too-long/the-mundane-murders-of-post-katrina-new-orleans/>

¹²⁸ L'analyse de l'évolution des discours s'appuie sur la compilation et la revue d'un très large panel de sources journalistiques (articles de journaux toujours en ligne en 2010) traitant de la criminalité après Katrina, données médiatiques que nous avons systématiquement mis en lien avec les propos d'individus interviewés sur le terrain (journalistes, chercheurs, habitants, policiers, etc.). Nos entretiens avec les journalistes de la section criminelle du *Times Picayune* (notamment Brendan McCarthy ou Leslie Williams avec qui nos échanges ont été très fréquents) ont permis de revenir en profondeur sur la couverture médiatique de la criminalité *post* Katrina (2006 à 2010).

	Discours optimistes (octobre 2005 à avril 2006)	Discours pessimistes (mars 2006 à janvier 2007)
Sources médiatiques	<p>“The bullets and the drugs and the fear are gone now, swept away by Hurricane Katrina, along with the dealers and gangs and most of the people. There has not been a single killing in this violence-prone neighborhood, or anywhere else in New Orleans, since the chaos that immediately followed Hurricane Katrina subsided. New Orleans, the nation’s most dangerous city, has suddenly become perhaps its safest, and what had easily been the country’s murder capital now has a murder rate of exactly zero.” (<i>New York Times</i>, 10/10/2005).</p> <p>“New Orleans has gone from a city with one of the highest crime rates to a city where there is almost no crime. This is particularly visible in the number of murders that have been committed since Hurricane Katrina.” (NPR, 10/02/2006).</p> <p>“Crime in New Orleans dropped dramatically during the last three months of 2005 due to a smaller post-Hurricane Katrina population, police said. Nine homicides took place in October, November and December, compared with 64 for the last three months of 2004.” (<i>Associated Press</i>, 18/04/2006).</p>	<p>“Crime is coming back with a vengeance. Younger criminals, fighting turf and drug wars, are more violent than before. Police lack equipment to catch them [...] New Orleans is experiencing a serious crime wave that is threatening residents, tourists and businesses from returning” (NPR, 12/08/2006).</p> <p>“After months of nearly crime-free life that followed Hurricane Katrina, the murder rate is slightly below 2004, when New Orleans ranked No. 2 in the USA after Camden, N.J., for per-capita murders.” (<i>USA Today</i>, 12/06/2006).</p> <p>“Crime, that old menace of the old New Orleans, is back, and it’s bedeviling a city trying to recover from Hurricane Katrina.” (<i>USA Today</i>, 30/11/2006).</p> <p>“There are many parts of New Orleans that have not fully rebounded from Hurricane Katrina. Violent crime, however, is back in full force: The city’s murder rate averages out to roughly a killing every other day.” (NPR, 30/08/2007)</p>
Sources universitaires (chercheurs)	<p>“With criminal elements evacuated, once violent city becomes one of the safest in nation, while crime rates in some host cities increase” (Campanella, 2008).</p> <p>“This is one of the most interesting experiments in crime we’ve ever seen. Without effective courts, corrections or rehabilitation, we have reduced the crime rate by 100 percent. Hurricane Katrina was one of the greatest crime-control tools ever deployed against a high-crime city.” (Peter Scharf¹²⁹).</p>	<p>“Late 2006 early 2007, with returning citizens, comes a small but extremely violent number of criminals, reworking flood-affected drug-distribution economics and gangster turf. While the city’ return population double between quarters of 2005 and 2006, murders and overall violent crimes increase nearly six fold.” (Campanella, 2008).</p> <p>“Slowly but surely violent crime and property crime volumes and rates have been creeping up in Orleans and adjoining parishes since June 2006, when a series of teenage shootings attracted national attention” (Thornton et Voigt, 2007).</p>
Discours des habitants, policiers et spécialistes	<p>“The big difference right now is the lack of crime. I mean, we are dealing with a time, an unprecedented period of time that we don’t have crime. We are looking at 80 and 90 percent reductions in crime right now.” (Capitaine Quinton NOPD, cité dans NPR, 10/02/2006).</p> <p>“The second half of 2005 nothing happened, the National Guard was here and I felt very safe after Katrina... and the bad guys were gone.” (Tim Garnett, résident).</p>	<p>“There is a lot of hopelessness on the street, in the black community. People are living in fear.” (John Raphael, pasteur Afro-américain, <i>New York Times</i>, 12/01/2007)</p> <p>“It’s horrifying. It’s really horrifying. Looting is just rampant and out of control. We have all been looted. I’ve had so many things stolen” (habitantes du <i>Lower 9th Ward</i>, NPR, 12/08/2006)</p> <p>“Since the city has begun to repopulate, we’ve had some tremendous problems re-emerge with respect to crime.” (Goyeneche, cité dans NPR, 11/01/2007).</p>
Discours des autorités locales (maire, chef de la police)	<p>“As far as security is concerned this city for the first time that anyone can probably imagine is drug free and violence free » (discours du maire tenu trois semaines après Katrina, NPR, 24/03/2006).</p> <p>“Although we’re smaller by 200-some officers, we’re stronger. “The fact that we’re not overwhelmed gives us the ability to track all criminals who reoccupy the city. ” (Riley, cité dans <i>Times Picayune</i>, 18/12/2005).</p> <p>“Riley said that with killings in the city down 80 percent and overall violent crime down 90 percent, law enforcement has a unique opportunity to keep criminals out of the city and to pounce on them when they return” (<i>Times Picayune</i>, 03/2006).</p>	<p>“Anyone someone is murdered, it’s alarming,” he said [Riley] “But I don’t think it’s a here-we-go-again situation. I don’t think we’ve reached that stage.” (<i>Times Picayune</i>, 04/2006).</p> <p>“Although crime in New Orleans has risen as the population grows, the city is still much safer than it was before Hurricane Katrina, police Superintendent Warren Riley announced Friday as he revealed the city’s first-quarter crime statistics... Riley produced figures that he said show that even adjusting for the lower population, violent crime is still down about 26 percent... ” the police chief said he is optimistic [...]</p> <p>“What I can assure you is that, when a crime trend surfaces we’ll address it quickly and very firmly,” (<i>Times Picayune</i>, 06/05/2006).</p>

Tableau 18 : Evolution du contenu des discours au sujet de la criminalité après Katrina.

¹²⁹ Propos tenus en 2011 par le criminologue Peter Scharf lors d’une présentation intitulée : *Murder in New Orleans 1994–2011 a public health analysis*, à Tulane - Université privée de la Nouvelle-Orléans.

- Des messages médiatiques alarmistes systématiquement minimisés par les autorités locales

Le retour de la criminalité violente au cours de l'année 2006 a été largement minimisé par les autorités locales, notamment le maire et le chef de la police qui ont systématiquement tempéré les discours alarmistes des médias. Le contexte à la fois économique et politique dans lequel s'est inscrit ce retour de la violence explique son déni par les autorités soucieuses de restaurer l'image d'une ville dont les recettes économiques reposent principalement sur les activités liées au tourisme. Par ailleurs, le contexte des élections municipales a largement incité le maire, appuyé par le chef de la police, à minimiser le retour de la criminalité et rassurer ses électeurs quant à sa capacité à assurer leur sécurité. La confrontation des discours médiatiques avec ceux des autorités en charge, notamment le maire (Nagin) et le chef de la police (Riley)¹³⁰ révèle certaines distorsions qui traduisent leur minimisation systématique des faits. Le hiatus entre les discours médiatiques et ceux des autorités locales au cours de l'année 2006 constitue un révélateur d'enjeux économiques (« restauration » de l'image de destination touristique) et politiques (élections municipales). Les autorités ont en effet souhaité influencer les discours médiatiques afin de préserver l'image d'une ville « sûre » et sous contrôle dont la Nouvelle-Orléans bénéficiait depuis la catastrophe. Celle-ci constituait en effet une pré-condition au retour des populations, des touristes et des investisseurs. L'image d'une ville en proie à la violence risquait en effet de sérieusement mettre en péril le rétablissement économique de la ville, d'où l'importance pour les autorités de nier le retour de la criminalité violente. A la veille des élections de mai 2006, les discours du maire adressés aux habitants de la Nouvelle-Orléans visaient ainsi à minimiser les faits pour rassurer les habitants en certifiant que la criminalité était sous contrôle, ce dont les propos d'une habitante d'*Uptown* témoignent :

« Ils ont volontairement minimisé l'augmentation de la criminalité au cours de la campagne électorale afin d'apaiser les électeurs et s'assurer d'être réélus » (Camilia, 2010).

Par ailleurs, les propos du maire se trouvaient en contradiction avec ceux de son rival à la candidature. La stratégie de ce dernier (Mitch Landrieu) consistait en effet à faire part aux électeurs de son inquiétude quant au retour de la criminalité et de la violence afin de discréditer son concurrent :

“Nagin believes that the city is on the right track in combating its historically high crime rate. [Mayoral Candidate Mitch] Landrieu expressed frustration that violence has been creeping back as the city repopulates.” (The Lens, 08/06/2011)¹³¹.

Le 20 mai 2006, Ray Nagin fut réélu maire et le contenu de ses discours au sujet de l'insécurité et du retour de la violence s'est largement assombri :

“It seems that a historic opportunity to "start over" and get control of crime has been

¹³⁰ L'analyse, qui « replace » les discours dans leur contexte, apporte un éclairage neuf grâce aux entretiens réalisés cinq et six ans plus tard et permet d'invalider un certain nombre de discours prononcés au temps T.

¹³¹ Citation tirée de l'article du *Times Picayune* paru le 17/05/2006.

squandered. "After being re-elected on a crime platform of "stay the course, everything is fine", Mayor Nagin effectively admitted to the entire nation that he doesn't have control over violence in his city." (*The Lens*, 2006).

8.1.1.2. Des événements violents qui marquent le retour des activités criminelles

"The gangland-style killings of five teenagers in New Orleans over the weekend punctuated a troubling trend in the hurricane-ravaged city: Murder is returning to normal faster than other facets of city life" (*USA Today*, 19/06/2006).

Au cours et à la fin de l'année 2006, une série d'événements particulièrement violents faisant la une des médias locaux et l'objet de reportages nationaux a constitué l'indicateur explicite du retour des activités criminelles et de leurs violences associées. L'analyse des caractéristiques spatiales de ces événements révèle un déplacement de la criminalité vers certains secteurs habituellement peu exposés à la violence.

- Une fusillade meurtrière symbolisant le retour du trafic de drogue

Le 17 juin 2006, soit un mois après la réélection du maire qui avait promis à ses électeurs que la criminalité était sous contrôle, une fusillade meurtrière connue sous le nom du « Massacre de *Central City* » a marqué l'opinion publique. Cet événement, considéré comme le plus violent des dix dernières années et à plus forte raison depuis Katrina¹³², est survenu à l'intersection de *Josphine* et *Danneel street*, une portion du quartier de *Central City* connue pour ses trafics de drogues avant Katrina¹³³. En raison de sa brutalité et de sa localisation, cet événement a constitué aux yeux des résidents et des autorités une preuve tangible du retour d'une criminalité similaire à celle antérieure à la catastrophe, à savoir une violence sous fond d'activités souterraines et de règlements de compte entre narcotrafiants.

- Retour brutal de la criminalité violente confirmée par l'analyse des données policières (fin 2005/début 2007)

L'analyse des données sur la criminalité violente par séquences de temps indique un fort accroissement du nombre de faits violents à partir de mai 2006 notamment en ce qui concerne les homicides, les agressions violentes et les vols armés. Entre octobre et décembre 2005 aucun meurtre ne fut enregistré par la police alors qu'en 2006, 136 homicides furent comptabilisés dont % survenus

¹³² "The slayings were the worst violence to hit since a storm surge overwhelmed levees and flooded about 80% of the city Aug. 29." (*USA Today*, 19/06/2006).

¹³³ Ce croisement de rues bien connu des policiers pour ses trafics, constituait avant Katrina le territoire du gang surnommé le *Josephine Dog Pound Gang*. Le travail de terrain réalisé entre 2010 et fin 2012 a cependant révélé une importance des activités criminelles relativement faible au regard d'autres secteurs du quartier de *Central City* (d'après les observations de terrain et les échanges avec les policiers).

entre mai et décembre 2006 (tableau 19). Le nombre d'agressions violentes (fusillades) a également connu une forte augmentation puisqu'il a doublé entre les deux périodes s'étendant de janvier à avril 2006 d'une part et de juillet à décembre d'autre part. Les deux mois très violents de mai et juin 2006 semblent constituer une rupture entre une période relativement peu violente et une période ponctuée d'événements meurtriers, ce qui appuie, dans une certaine mesure, les discours alarmistes vus précédemment. Néanmoins, il convient de nuancer ce constat puisque l'analyse des données indique un retour de la criminalité violente assez progressif au cours des premiers mois de 2006 qui s'est accéléré à partir des mois de mai et juin de la même année. Le cas des vols semble contre dire ces tendances mais nous verrons plus loin que cette catégorie de crime est à analyser avec précaution en raison du caractère très partiel des données sur les vols et à plus forte raison dans le contexte *post* catastrophe (cf. 8.2.3).

	Homicides	Agressions violentes	Vols armés	Vols avec violence	Viols
Octobre à décembre 2005	0	AD ¹³⁴	AD	AD	AD
Janvier à avril 2006	25	202	91	100	39
Mai à juin 2006	21	174	59	39	24
Juillet à décembre 2006	90	423	323	116	45

Tableau 19 : Evolution du volume de criminalité violente au cours de l'année 2006¹³⁵ (source : NOPD).

➤ Des événements violents marquant l'opinion publique

“The first week of the new year has not been a good one in New Orleans. In a wave of unrelated crimes, at least eight people were killed. Yesterday's headline in the Times-Picayune newspaper put it bluntly: Killings Bring City to Its Bloodied Knees.” (NPR, 06/01/2007).

Une série d'événements meurtriers survenus au cours des derniers mois de l'année 2006 et plus particulièrement lors des fêtes de fin d'année, ont fait l'objet d'une forte attention médiatique et sont venus exacerber la crainte des habitants de voir la reconstruction de la ville compromise par un climat d'insécurité très prononcé. De nombreux faits violents survenus à cette période se distinguent de la fusillade de *Central City* en raison de leurs caractéristiques géographiques et du profil des victimes. Le mois d'octobre 2006 a vu se dérouler une série d'événements macabres dans les deux quartiers parmi les plus touristiques de la ville. Le 9 octobre une fusillade survenue dans un bar à Jazz du quartier touristique du Marigny faisant 3 morts avait conduit les policiers à retrouver moins d'une semaine après la fusillade le corps calciné et démembré d'une employée du bar. Le 31 octobre, un jeune homme de 18 ans en visite à la Nouvelle-Orléans a été retrouvé mort après avoir été poignardé sur Bourbon Street, la rue du quartier français la plus touristique de la ville. Le même jour, une fusillade faisant 5 victimes avait éclaté dans le club Decatur localisé dans le même secteur du *French Quarter*. Ces événements ayant choqué les résidents ont fait l'objet d'une couverture médiatique nationale

¹³⁴ AD signifie l'Absence de Données. Les services de police du NOPD n'ont pas enregistré de crimes pour la période allant du 28 août 2005 au 31 décembre 2005.

¹³⁵ Les tentatives d'homicides, d'agressions violentes et de vols avec violence ne sont pas prises en compte dans le tableau.

mettant en avant l'impact délétère de la violence sur le tourisme et conséquemment le rétablissement de la ville dans son ensemble. Cette vague de violence s'est poursuivie pour atteindre un pic à la fin de l'année 2006 qui a été particulièrement meurtrière. Entre le 25 et le 31 décembre 2006 sept homicides furent comptabilisés (soit un par jour), puis une série de fusillades survenues entre le 1^{er} et le 5 janvier 2007 faisant onze morts, est venue anéantir tout espoir d'une amélioration pour la nouvelle année à venir. Deux de ces onze homicides ont particulièrement marqué l'opinion publique et fait l'objet d'une couverture médiatique sans précédent depuis Katrina. L'assassinat d'un membre du groupe de jazz populaire de la Nouvelle-Orléans de la *Hot 8 Brass Band*¹³⁶ le 1^{er} janvier 2007 et le meurtre d'Helen Hill, une jeune activiste et réalisatrice assassinée par un étranger dans sa résidence du Marigny au cours de la journée très meurtrière du 4 janvier où six personnes ont perdu la vie, ont en effet constitué un véritable choc pour les habitants de la Nouvelle-Orléans. Le meurtre d'Hellen Hill a conduit à une indignation générale en raison de son caractère symbolique¹³⁷ et de ses caractéristiques géographiques. En effet, cet incident est survenu dans un quartier touristique et dans la résidence même de la victime ce qui est rare à la Nouvelle-Orléans où la très grande majorité des homicides se produisent dans la rue et concernent des individus impliqués de près ou de loin dans le trafic ou la consommation de drogues¹³⁸. Par ailleurs, la victime était revenue à la Nouvelle-Orléans pour s'impliquer dans la reconstruction de la ville après plusieurs mois d'« exil » en Caroline du Sud. Le profil de la victime et la nature même du crime explique l'indignation générale générée par cet événement, comme en témoignent les propos de Raphael Goyeneche du *Metropolitan Crime Commission*¹³⁹ :

« Most of the murders in New Orleans are drug related. So as such, law-abiding citizens very infrequently are the victims of murders. But when there is, it really touches a nerve. And with all of the murders that are occurring - it's a lot of young men, it's in areas that are pre-Katrina didn't have crime - it really is starting to energize the community. » (NPR, 11/01/2007).

Si la part de touristes assassinés est très faible au regard de l'ensemble des victimes d'homicides, leur victimisation suscite toujours une indignation collective en raison des impacts négatifs que cette violence a sur l'image de la ville et incidemment sur l'économie du tourisme. La très grande majorité des victimes d'homicides à la Nouvelle-Orléans concerne en effet les jeunes hommes (86.5%) d'origine Afro-américaine (91.5%) possédant un casier judiciaire (73%) et qui se trouvent au chômage (46%) (Wellford et al. 2011). Les individus qui ne correspondent pas à cette catégorie de la population, notamment les touristes, sont le plus souvent des victimes « accidentelles ». Les fusillades sous fond de règlement de compte entre trafiquants survenant dans les quartiers « vitrines » tels que le

¹³⁶ Cf. "Drummer's Funeral Underlines New Orleans Violence" (NPR, 06/01/2007); "Two Funerals in the Crescent City" (NPR, 11/01/2007).

¹³⁷ Cf. "A Murder Shakes Confidence in New Orleans" (NPR, 11/01/2007).

¹³⁸ Cf. Wellford et al. (15/03/2011): "Crime in New Orleans: Analyzing Crime Trends and New Orleans' Responses to Crime".

¹³⁹ Le MCC est organisation à but non lucratif impliquée dans l'investigation de la corruption des institutions en charge de la sécurité publique des aires métropolitaines de Baton Rouge et de la Nouvelle-Orléans : <http://metrocrime.org/>

French Quarter sont en effet responsables de la plupart des homicides impliquant des touristes.

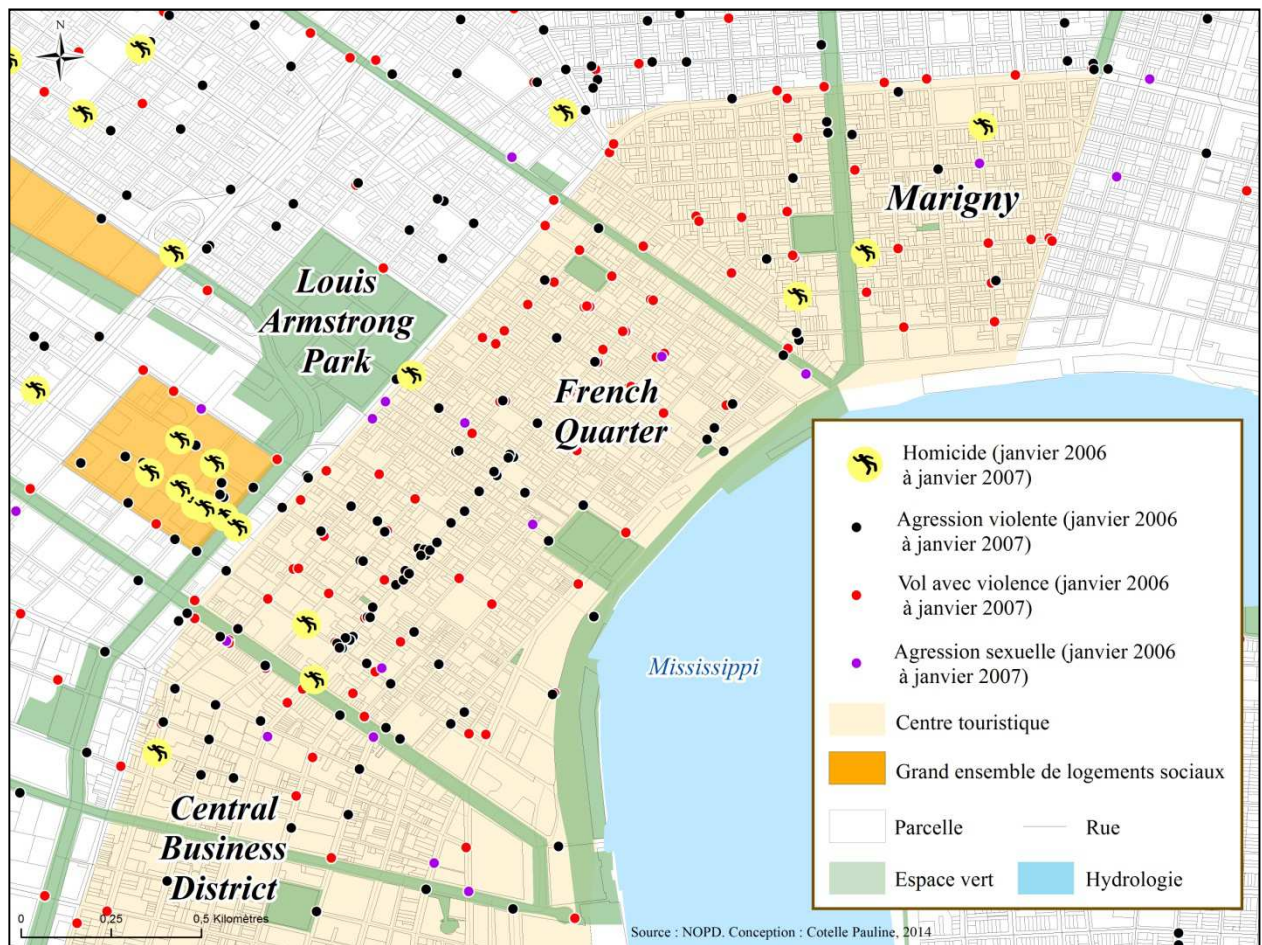


Figure 133 : Spatialisation des événements violents marquant le retour de la violence et des trafics de drogue.

- Facteurs explicatifs du retour de la violence dans les quartiers centraux de la Nouvelle-Orléans (2006)

“Because many traditionally violent areas flooded and remain nearly empty, crime has moved to upscale, high-traffic areas such as the Marigny, the French Quarter and Uptown, leaving residents with one more reason to question their decision to remain in the city.” (NPR, 12/08/2006).

Le retour de la criminalité violente à la Nouvelle-Orléans au cours de l’année 2006 est à rattacher à l’arrivée des trafiquants de drogues déplacés vers les grands centres urbains régionaux tels que Houston, Dallas, Baton Rouge ou encore Atlanta¹⁴⁰ après le passage du cyclone Katrina. D’après les spécialistes¹⁴¹ interrogés à la Nouvelle-Orléans et à Houston, ce retour massif des narcotrafiants s’explique principalement par leur incapacité à s’adapter à la rigidité des systèmes de justice criminelle des villes dans lesquelles ceux-ci se sont retrouvés (cf. 7.3). Le système judiciaire du Texas

¹⁴⁰ Certains membres de gangs ont été répertoriés par les services de police de ville telles que Las Vegas mais l’ensemble des personnes interrogées (policiers, FBI, DEA) s’accordent sur le fait que la très majorité des trafiquants de la Nouvelle-Orléans se sont retrouvés à Houston au cours des mois *post* Katrina.

¹⁴¹ Les entretiens avec de nombreux agents en charge de la sécurité urbaine ont tous confirmé le lien entre le retour des trafiquants et les différences institutionnelles entre le Texas et la Nouvelle-Orléans (James Bernazzani du FBI, Roberts et Chappell du Houston Police Department, nombreux policiers du NOPD et certains agents de la DEA).

est en effet réputé pour sa sévérité et les polices locales des villes de Houston et de Dallas sont reconnues pour leur professionnalisme. Par ailleurs, le temps passé hors de la Nouvelle-Orléans a permis aux dealers d'établir, de renforcer ou de créer des connections avec les gangs particulièrement bien structuré sévissant dans les villes d'accueil, notamment à Houston¹⁴². A leur arrivée à la Nouvelle-Orléans ceux-ci ont du se réappropriier leur territoire dans un environnement urbain transformé, tant dans ses aspects physiques que fonctionnels. La condamnation par les autorités des grands ensembles de logements sociaux (cf. 6.2) a en effet conduit à une complète réorganisation territoriale des réseaux criminels (cf. chapitre 10). La lutte acharnée pour le contrôle des secteurs les plus intéressants de la ville et les règlements de compte « importés » des sites où les trafiquants avaient séjourné plusieurs mois, expliquent en grande partie l'émergence de nombreuses violences au cours de la première année *post* Katrina. La plupart des homicides survenus début 2007 sont en effet liés au retour des trafiquants même s'ils n'ont cependant pas fait l'objet d'une couverture médiatique semblable à celle des faits survenus dans les secteurs stratégiques de la ville.

Synthèse du retour de la violence après Katrina

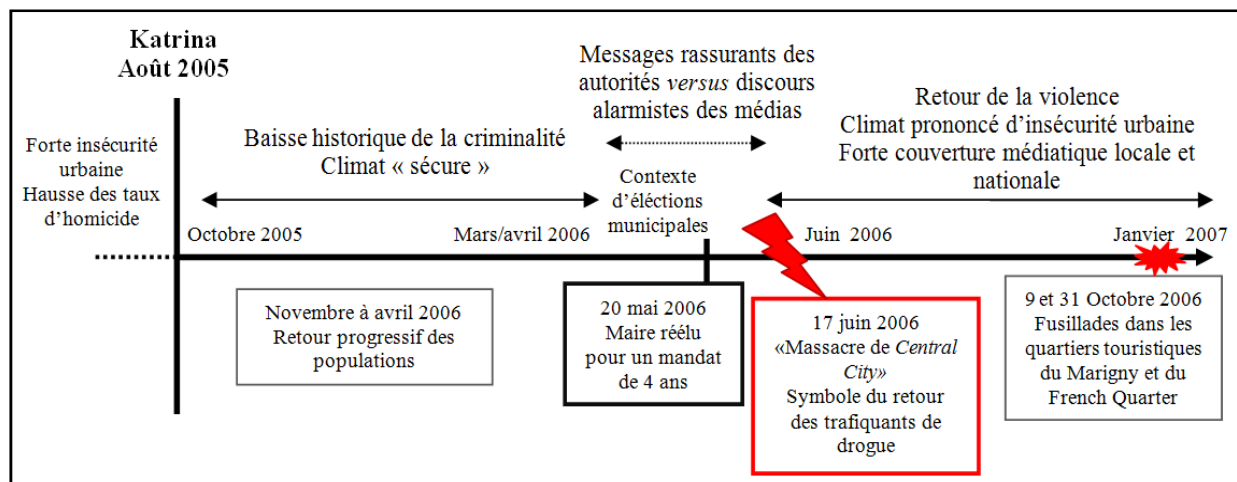


Figure 134 : Des événements violents survenus dans un contexte d'élection municipale et de retour progressif des populations après la catastrophe de 2005 (réalisation propre).

Le retour des trafiquants de drogue et de la violence associée à leurs activités, est survenu dans un contexte d'affaiblissement prononcé et durable du département de police qui a fait l'objet de nombreuses critiques au cours des années *post* Katrina. Les policiers toujours en fonction au lendemain de la catastrophe, ont en effet connu une dégradation de leur condition de vie et de travail à l'origine de difficultés prononcées pour effectuer leur mission de sécurisation de l'ensemble du territoire urbain. Par ailleurs, l'image considérablement ternie du département de police impliqué dans de nombreuses histoires de violences dans les jours et les années *post* Katrina, a contribué à dégrader les relations entre la police et les habitants.

¹⁴² Nous nous appuyons ici sur les propos de deux agents de la DEA interviewés à la Nouvelle-Orléans en 2012.

8.1.2. Un affaiblissement prononcé du département de police limitant son champ d'action de la lutte contre la criminalité¹⁴³

La « tempête de violence »¹⁴⁴ qui a affecté la Nouvelle-Orléans à la fin de l'année 2006 est en grande partie liée à l'incapacité des forces de l'ordre d'adresser le problème du retour des narcotrafiquants et des criminels ayant (re)trouvé un environnement idéal pour mener à bien leurs activités sans risque d'être appréhendés et condamnés.

8.1.2.1. Impacts délétères de Katrina sur la capacité de la police à assurer la sécurité de tous les citoyens

➤ Impacts directs et indirects de Katrina sur les effectifs policiers

“The police have a manpower shortage. They lost 300 officers immediately after the storm. And every week more keep leaving. There is no complete tally, but almost 25 officers left the force just last month. And the department hasn't hired any new officers since last fall. That means in neighborhoods like New Orleans' Ninth Ward, residents will have to fend for themselves.” (NPR, 12/08/2006).

La catastrophe de 2005 a entraîné une réduction substantielle du nombre de policiers au moment et dans les semaines qui ont suivi le passage du cyclone. Prés de 300 policiers ont en effet déserté ou démissionné immédiatement après Katrina (impacts directs) et un grand nombre de policiers ont été démis de leurs fonction suite aux violences et histoires de corruptions mises à jour par la catastrophe (impacts directs). L'impact de Katrina sur les effectifs policiers est également à relier aux évolutions démographiques puisque le départ prolongé d'une grande part de la population de la Nouvelle-Orléans en 2005 a fortement altéré les recettes fiscales de la ville (*Judiciary House, 2007*)¹⁴⁵ et incidemment les ressources des différents services publics de la ville dont le NOPD (impacts indirects). De nombreux résident ont réclamé après Katrina un renforcement des forces policières en raison du contexte d'affaiblissement de la ville et de l'arrivée de groupes criminels particulièrement violents. Si les effectifs policiers *post* Katrina étaient théoriquement suffisants au regard de la population, le

¹⁴³ Le système de justice criminelle au sein duquel la police intervient a été profondément affaibli par la catastrophe puisque durant les neuf mois ayant suivi Katrina les cours criminelles sont restées fermées. La réouverture de l'ensemble des cours criminelles en octobre 2006 s'est faite difficilement, Katrina ayant exacerbé certains dysfonctionnements du système pénal déjà prononcés avant la catastrophe : “The criminal justice system was broken before Katrina: A 2005 study by the Metropolitan Crime Commission found that just 12% of people arrested for homicide in New Orleans were ultimately incarcerated”.

¹⁴⁴ « The storm of violence » est une expression utilisée par le *New York Times* dans un article du 11/01/2007.

¹⁴⁵ “Due to the massive flooding of the city, New Orleans witnessed a migration of nearly half of its resident population and a significant portion of its businesses [...]. As a result, tax revenues in New Orleans have declined and city services suffered, including the police department. Tax revenues in unaffected cities and parishes, such as St. Tammany, Baton Rouge, and Jefferson, have increased significantly and allowed those areas to increase both services and salaries.”. Rapport disponible sur le Web : *The Katrina impact on crime and the criminal justice system in New Orleans*; <http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/CHRG-110hrg34527/html/CHRG-110hrg34527.htm>.

« nombre de criminels par habitant » avait quand à lui augmenté¹⁴⁶, ce que traduit le témoignage qui suit :

“The population has shrunk but the population that remains is much more violent and requires a much larger police force to contain it.” (Propos d’habitant au sujet de la réduction du nombre de policiers après Katrina).

Cette baisse des effectifs du NOPD a contribué à réduire le champ d’action de la police dans la lutte contre la criminalité d’autant que la superficie du territoire à sécuriser n’avait quand à elle pas changé.

➤ Une couverture partielle du territoire urbain et une priorisation des secteurs stratégiques

Cette baisse notable des effectifs de police a eu pour conséquence directe de réduire la couverture policière dans les secteurs vidés d’une grande partie de leurs habitants. De nombreux entretiens menés dans le secteur de *New Orleans East* et dans les quartiers du cinquième district du NOPD¹⁴⁷ témoignent d’une impression de délaissement des habitants qui expriment toujours, plus de cinq ans après Katrina, le sentiment de vivre sur une frontière¹⁴⁸ et de ne pas pouvoir compter sur la police en raison des délais d’intervention entre les appels au 911 et l’arrivée effective d’officiers sur les lieux du crime reporté.

A priori, la baisse du nombre de policiers aurait pu être « compensée » par la baisse importante de la population, quoique compensée par le retour important des trafiquants, mais la superficie de la ville n’ayant pas changé, la surveillance de l’ensemble des secteurs de la ville est devenue impossible à assurer au cours des mois et des années *post* Katrina¹⁴⁹. L’absence de patrouille de police dans les secteurs périphériques de la ville, constatée au cours des différentes missions de terrain, s’accompagne d’un fort sentiment d’insécurité des habitants qui conditionne fortement leur pratique de l’espace¹⁵⁰. La combinaison d’une faible surveillance formelle (police) et de la peur des habitants les conduisant à restreindre leurs activités en se « retranchant » chez eux, a ainsi créé les conditions propices au retour des activités souterraines dans les secteurs peu repeuplés de la ville¹⁵¹ (cf. chapitre 10).

8.1.2.2. Répercussion des impacts de Katrina sur les conditions de vie et de travail des policiers

¹⁴⁶ De nombreux policiers, agents du FBI et de la DEA ainsi que certains spécialistes (notamment le criminologue Peter Scharf avec qui nous nous sommes régulièrement entretenue), nous ont parlé de la notion de taux de criminels par habitant (évoquée précédemment), qui d’après eux avait très fortement augmenté après Katrina en raison de la baisse de la population et du retour en grand nombre des criminels.

¹⁴⁷ Ce district englobe les quartiers, parmi les plus pauvres de la ville, du *Lower 9th Ward*, de *Holy Cross*, *St Claude*, *Bywater*, *St Roch*, une partie du *Seventh Ward* et les quartiers de grands ensembles de logements sociaux de *Florida Area* et de *Desire Development*.

¹⁴⁸ « It’s like living on a frontier » (propos de certains habitants du *Lower 9th Ward*).

¹⁴⁹ “We can’t cover the entire city” (Propos du chef de la police cités dans *USA Today*, 08/12/2006).

¹⁵⁰ Les nombreuses patrouilles effectuées aux côtés d’officiers du NOPD entre 2010 et 2013, nous ont permis de constater la très faible voir l’absence de couverture policière dans certains secteurs de la ville (notamment dans les Districts 5 et 7 du NOPD). Nous avons patrouillé ces secteurs à notre demande lors de patrouilles à l’échelle de la ville avec certains officiers non assignés à un district particulier. Le lieutenant Mark Mulla avec qui nous avons effectué une grande partie de nos missions de terrain, travaillait en effet lors de nos séjours à la Nouvelle-Orléans au *Public Information Bureau* (PIB) et avait pour mission d’effectuer régulièrement des patrouilles dites « city-wide » auxquelles nous avons pu participer.

¹⁵¹ cf. Notion de territoires attracteurs.

La dégradation des réponses à l'insécurité urbaine après Katrina si elle a été en partie liée à la baisse des effectifs policiers, a également trouvé des causes dans la détérioration des conditions de vie et de travail des policiers confrontés à des carences majeures en équipements et structures essentielles à son fonctionnement¹⁵².

➤ Des conditions de vie et de travail dégradées

D'après le chef de la police (Riley) en fonction au cours des années *post* Katrina, les quatre cinquièmes des policiers auraient perdu leur maison suite à la catastrophe. Ceux-ci, dans l'attente de leur indemnisation, ont dû vivre dans des *mobile homes* (*trailers*) pendant plusieurs mois voir années¹⁵³. Beaucoup ont également été séparés des membres de leur famille ayant préféré rester où ils avaient évacué¹⁵⁴. L'endommagement des stations de police a également conduit de nombreux policiers à travailler dans des *mobile homes* convertis en commissariats temporaires durant plusieurs mois et années après Katrina selon les Districts de police¹⁵⁵. La catastrophe a également eu pour conséquence une sérieuse carence en équipements nécessaires au bon fonctionnement du travail des policiers (voitures de police, armes, munitions, téléphones, etc.). Un grand nombre de véhicules ont été trop endommagés pour être remis en état et les faibles ressources du département de police n'ont pas favorisé l'investissement nécessaire à l'achat de nouveaux véhicules. Les policiers ont dû dans certains cas utiliser leurs propres voiture, armes et munitions pour effectuer leur travail. Par ailleurs, les inondations successives au passage du cyclone ont entraîné la fermeture du laboratoire d'analyse des preuves ADN (*DNA Lab*) pourtant essentiel dans la chaîne d'analyse des pièces à conviction essentielles pour la condamnation d'individus inculpés pour homicide, agression violente ou encore sexuelle. Ceci a conséquemment entravé le travail des policiers et l'efficacité de la justice puisque les preuves ont dû être envoyées aux laboratoires des départements de police localisés dans les paroisses voisines, ce qui a occasionné des retards systématiques et considérables¹⁵⁶. De nombre présumés criminels ont conséquemment été relâché après avoir été arrêtés et inculpés pour des faits graves (homicides notamment). Le laboratoire d'analyse des preuves ADN ne fut réouvert qu'en 2010 tout comme le centre de gestion des appels d'urgence au 911 qui a du fonctionner durant plusieurs années

¹⁵² Cf. "Crime Wave Surfaces in Post-Katrina New Orleans" (NPR, 12/08/2006).

¹⁵³ Les lieutenants Michael Brenckle et Mark Mulla avec qui nous avons effectué de nombreuses missions de terrain ont tous deux vécu pendant plusieurs années dans un premier temps dans un mobile home puis chez des proches avant de s'installer dans leur nouvelle maison en 2009 et 2010.

¹⁵⁴ Ceci nous a été confirmé sur le terrain par de très nombreux policiers (la majorité des policiers rencontrés). A titre d'exemple, le lieutenant Mark Mulla, a mis plus de 4 ans pour obtenir ses dédommagements et emménager dans un nouveau logement dans le quartier de *Navarre* après avoir vécu plusieurs années dans un *mobile home* suite à la destruction de sa propriété à *Lakeview*.

¹⁵⁵ Le nouveau commissariat de police du 5eme District ne fut mis en fonction qu'en 2010 soit cinq ans après Katrina.

¹⁵⁶ "Now when there's a crime, officers have to drive the blood, DNA and fingerprint samples out to surrounding parishes. They have no place of their own." (NPR, 10/02/2006).

dans des sites temporaires notamment dans l'Hôtel Hyatt localisé près du Superdome¹⁵⁷. Un nouveau centre d'appel d'urgence très fonctionnel et modernisé a cependant été finalisé en 2012, améliorant ainsi les réponses à la criminalité en facilitant le processus de report des faits criminels par la population. La qualité du travail des policiers a par ailleurs été affecté par l'inondation de la prison d'*Orleans Parish* (OPP) qui est restée fermée après Katrina, entravant fortement la gestion des individus interpellés et devant être placés en détention provisoire. Ceux-ci étaient le plus souvent relâchés sans jugement, notamment dans le cas de crimes graves tels que les agressions violentes ou les vols armés. Les individus inculpés et condamnés pour homicides ont du être incarcérés dans les centres pénitenciers de l'Etat de Louisiane déjà surchargés¹⁵⁸. Si Katrina a fortement affaibli le département de police et les structures sur lesquelles celui-ci repose pour appréhender les suspects et les détenir temporairement après leur arrestation, la catastrophe a également ébranlé le système de justice criminelle qui est resté inactif jusqu'en juin 2006 soit près de 10 mois après Katrina. La grande majorité des suspects n'ayant jamais eu de jugement a ainsi été systématiquement remis en liberté, ce qui a directement alimenté la criminalité locale (crime de vengeance) et largement favorisé l'impunité des criminels.

8.1.2.3. Une dégradation des relations entre la police et la population particulièrement prégnante dans les secteurs défavorisés

“The officers remaining on the force work under the shadow of
"very, very negative reports of police actions during and after the
storm” (propos du chef de la police, cites dans *USA Today*,
08/12/2006).

La catastrophe Katrina a constitué un révélateur des dysfonctionnements du département de police ayant abusivement usé de la force à l'encontre des citoyens dans les jours, mois et années *post* Katrina. L'image déjà négative de la police avant la catastrophe s'est fortement dégradée avec la médiatisation des histoires de corruption et de violences, légions après Katrina. Les habitants sont devenus de plus en plus méfiants et réticents à coopérer avec les forces de l'ordre ce qui a considérablement affecté l'investigation des crimes et le processus de condamnation des criminels.

- Image ternie de la police favorisant le manque de confiance accru dans les forces de l'ordre

L'effet « amplificateur » de Katrina sur les dysfonctionnements du NOPD¹⁵⁹ et la médiatisation des

¹⁵⁷ Voir <http://911nola.org/aboutopcd.htm>

¹⁵⁸ “Many suspects were released from custody in the months following the storm because there was no place to put them. The Orleans Parish Prison flooded, leaving the city with nowhere to house suspects [...] There was literally a catch-and-release program going on. The most violent offenders, they would find a place for (them) somewhere around the state. But people charged with minor offenses were released. » (*USA Today*, 08/12/2006).

¹⁵⁹ Ceci nous a été confirmé par différents acteurs en charge de la sécurité et journalistes : « Katrina only revealed what was dysfunctional » (entretien avec Brendan McCarthy du *Times Picayune*, septembre 2010) ; « Katrina put a big light on what was dysfunctional » (Ronald Serpas, février 2011).

violences policières (cf. 7.2.3) qui ont fait l'objet de faux rapports par certains officiers hauts gradés du département de police a considérablement terni l'image du NOPD. La dégradation des relations entre les citoyens et la police a en premier lieu affecté les communautés Afro-américaines défavorisées davantage exposées aux violences et abus policiers (chantage, menace). La culture du « nous contre eux » (« *us versus them* ») caractérisé par un manque de confiance mutuel s'est ainsi renforcée après Katrina. Cette crise de confiance a par ailleurs eu de nombreux impacts sur la capacité des policiers à mener leurs enquêtes en raison de la réticence des témoins à coopérer avec les forces de l'ordre.

➤ Une forte réticence des habitants à contacter et coopérer avec la police

“Riley says the city will feel safer when our citizens have confidence in us and report crimes. Then we will have a safer city” (*USA Today*, 08/12/2006).

La méfiance des populations à l'égard des policiers a fortement entravé le travail de la police. La réticence accrue des résidents à reporter un crime ou une activité suspecte a en effet favorisé l'écart entre la réalité de la victimisation et sa mesure par les services de police (chiffre noir de la criminalité) et a limiter l'accès des policiers à des informations clefs pour l'investigation de crimes graves tels que les homicides. La rareté des témoignages a ainsi favorisé la remise en liberté de nombreux individus accusés d'homicide et de complicité d'homicide.

La dégradation des relations entre la population et les officiers du NOPD a cependant conduit à certaines initiatives du département de police visant à restaurer son image. Néanmoins, il aura fallu attendre 2010 pour que ces efforts se mettent en place grâce à l'arrivée d'un nouveau chef de police (Ronald Serpas) pour qui le rapprochement entre la police et les citoyens revêt une importance centrale dans la lutte efficace contre l'insécurité urbaine. De nombreux efforts pour améliorer la transparence du travail de la police ont été fournis, notamment par le biais de réunions hebdomadaires organisées dans chaque District de police et réunissant certains policiers permettant d'établir un lien entre les résidents et le département de police¹⁶⁰. Cet effort d'amélioration de la transparence du travail de la police est par ailleurs passé par l'accès aux réunions COMPSTAT rendues ouvertes au public ainsi que la possibilité pour les citoyens de participer à des patrouilles avec la police (*ride along*)¹⁶¹. Ce processus de restauration de l'image de la police prend cependant du temps en raison de l'inertie des représentations et de nombreux efforts restent à faire pour que les rapports entre la population et la police s'améliorent.

¹⁶⁰ Nous avons fréquemment assisté à ces réunions entre policiers et habitants (NONPACC). Ceux-ci visent en premier lieu à permettre aux résidents de faire part des problèmes auxquels ils sont confrontés et dont la police n'a pas forcément connaissance.

¹⁶¹ Cette ouverte du département de police au public a largement contribué à faciliter nos missions de terrain. La participation régulière aux réunions COMPSTAT et NONPACC et les très nombreuses patrouilles avec les policiers de la Nouvelle-Orléans ont en effet constitué une méthode centrale à notre recherche en matière de collecte d'informations.

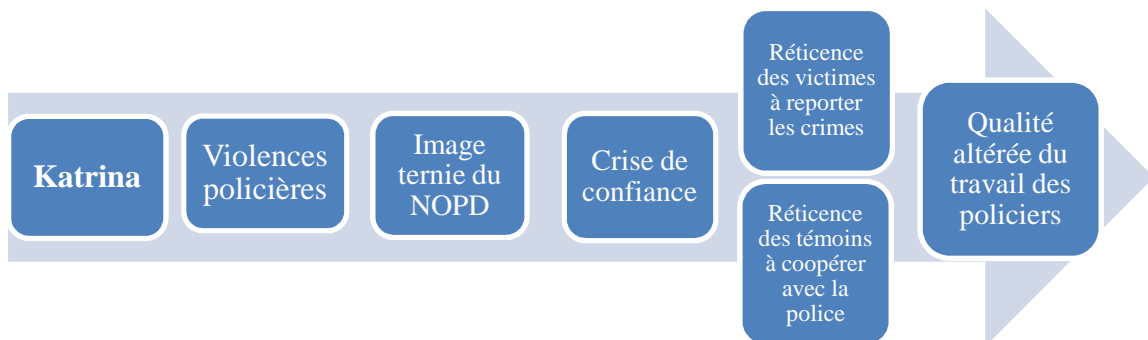


Figure 135 : Une crise de confiance entre la population et la police exacerbée par Katrina altérant le champ d'action de la police (réalisation propre).

➤ Synthèse des conséquences de Katrina sur le département de police :

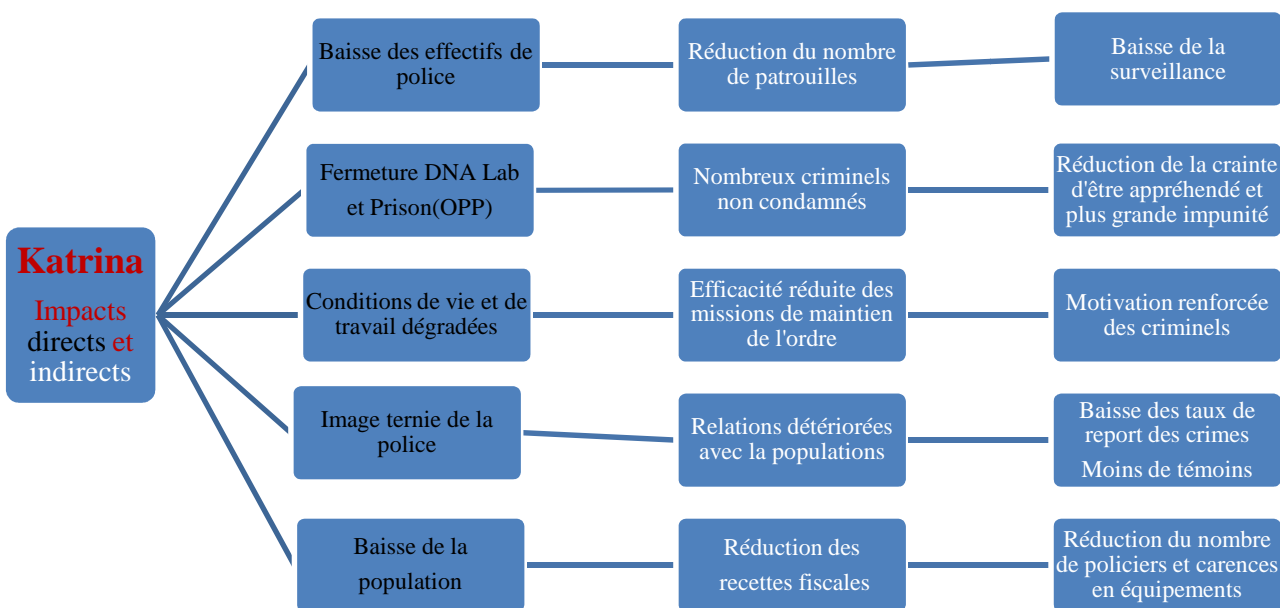


Figure 136 : Impacts directs et indirects de Katrina sur la capacité du département de police à répondre à la criminalité (réalisation propre).

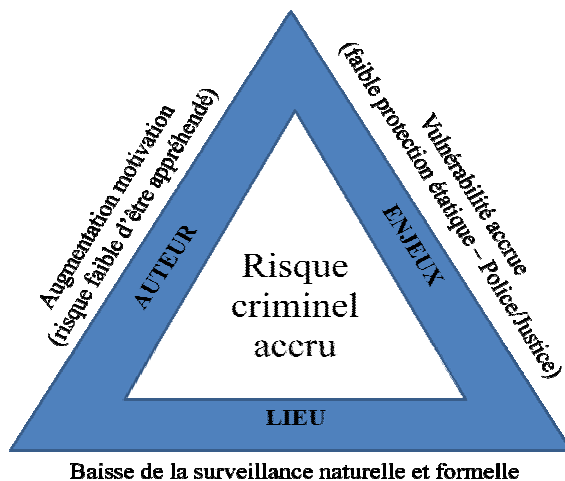


Figure 137 : Vulnérabilité territoriale accrue par les impacts délétères de Katrina sur le département de police.

Le retour de la criminalité urbaine violente, notamment des homicides, combiné à l'affaiblissement du département de police, est à l'origine d'un fort climat d'insécurité qui a conduit à des réponses inédites pour lutter contre le crime. Cette insécurité urbaine, aggravée par la « militarisation » du maintien de l'ordre, est venue confirmer l'incapacité des autorités locales à assurer la sécurité des citoyens et a constitué une sérieuse menace au rétablissement de la ville.

8.1.3. Un climat de forte insécurité conduisant à des réponses multiples et menaçant la reconstruction

"Just as important as fixing the levees and the schools, crime is going to determine the rate and the extent of New Orleans's repopulation and recovery," (Rafael Goyeneche, cité dans *USA Today*, 08/12/2006).

La survenance d'événements violents symbolisant le retour des trafics de drogue au cours de la première année post Katrina et l'incapacité du département de police à promouvoir un certain niveau de sécurité dans les rues de la Nouvelle-Orléans, a conduit à des réponses exceptionnelles motivées par l'inquiétude des résidents et des autorités de voir la reconstruction de leur ville compromise par le climat d'insécurité généralisé.

8.1.3.1. Des pics d'attention à la criminalité

"It's bad enough when criminals are killing criminals [...] But when criminals are killing the innocent, that hurts us all." (*New York Times*, 12/01/2007).

La sensibilité du public et des autorités locales à l'insécurité urbaine s'est traduite par des pics d'attention qui correspondent à une couverture médiatique plus ou moins prononcée des histoires d'homicides ou de fusillades au cours des années *post* Katrina. Ceux-ci sont à relier à plusieurs facteurs tels que la localisation des événements violents, leur degré de violence et des individus impliqués (8.1.1). En effet, l'occurrence de faits sortant des cadres habituels (lieu, degré de violence, victime) ont engendré des réactions d'indignation révélatrices de l'inquiétude des populations quant au devenir de leur ville. Ce dernier reposant principalement sur le retour des activités liées au tourisme, l'image d'une ville en proie à la criminalité a constitué après Katrina une des plus sérieuses menaces au rétablissement de la Nouvelle-Orléans. La sensibilité accrue des populations à l'insécurité, exacerbée par les événements violents faisant l'objet d'une importante couverture médiatique, ont conduit à des mobilisations citoyennes d'une ampleur jamais observée à la Nouvelle-Orléans. L'expression de l'indignation des résidents lors de manifestations collectives a conduit à des réponses inédites de la part des autorités incapables de répondre efficacement à la demande de sécurité des

citoyens.

8.1.3.2. Un déploiement militaire dénotant de l'incapacité des autorités locales à assurer la sécurité de ses citoyens

« Les 1300 officiers de la Nouvelle-Orléans n'étaient pas de taille à faire face à l'après Katrina. Constatant que la moitié de sa ville était devenue une jungle urbaine, c'est le maire lui-même qui a appelé l'armée à la rescousse » (LCI, 2006)¹⁶².

➤ Déploiement de la Garde Nationale (juin 2006)

La fusillade de *Central City* du 20 juin 2006, qui avait fait cinq morts, a incité les autorités locales à prendre des mesures exceptionnelles pour répondre à cette vague de violence qui avait fait l'objet d'une couverture médiatique nationale. Ce climat de très forte insécurité a contraint le maire à se tourner vers la gouverneure de l'Etat de Louisiane pour lui demander le support de la Garde Nationale en vue d'épauler le NOPD incapable de contrer la montée de la violence et de satisfaire le besoin de sécurité des populations. La mobilisation de près de 300 militaires et plusieurs dizaines d'officiers de la police de l'Etat de Louisiane¹⁶³ (*Louisiana State Troopers*) a constitué le plus important déploiement militaire sur le territoire national depuis Katrina. L'arrivée de la Garde Nationale a permis à la police, très affaiblie depuis l'ouragan (8.1.2.), de concentrer ses ressources dans les secteurs stratégiques où le retour de la population mais aussi des trafiquants, était le plus prononcé. Les militaires ont eu pour mission de patrouiller les quartiers dévastés par les inondations, caractérisés par une reconstruction lente et sporadique et où la police ne pouvait pas intervenir efficacement faute de ressources suffisantes¹⁶⁴.

➤ Impact de la tournure militaire du maintien de l'ordre sur les représentations (insécurité perçue)

“The arrival of armed soldiers three days after the city was rocked by the murder of five teenagers cast an unwelcome spotlight on resurgent crime that some officials fear threatens the fragile reconstruction from the storm and its catastrophic flooding.” (*Times Picayune*, 21/06/2006).

D'après de nombreux entretiens avec la population¹⁶⁵ la présence de la Garde Nationale a constitué un

¹⁶² Reportage diffusé un an après Katrina sur la chaîne de télévision LCI qui traite du retour de la Garde Nationale près d'un an après Katrina (« Un an après Katrina, La Nouvelle-Orléans est une « jungle urbaine » : http://www.wat.tv/video/an-apres-katrina-nouvelle-1dsm8_2exyh_.html

¹⁶³ Environ 60 d'après l'officier Dave Connaway de la *Louisiane State Police*.

¹⁶⁴ Cf. *USA Today* (08/12/2006): “The post-Katrina crime wave began in earnest in June, when five teenagers were found shot to death in a sport-utility vehicle. That's when the state police and the National Guard returned to the city to patrol the city's flood-ravaged and sparsely populated streets, freeing up local police to concentrate on the more populated areas”

¹⁶⁵ Lors d'un entretien avec une étudiante de Tulane (rencontrée par le biais de son professeur Nancy Mock spécialisée dans l'étude des catastrophes et de leur gestion - *Complex emergencies and disasters management*) qui était revenue à la Nouvelle-Orléans quelques semaines après Katrina, celle-ci nous avait confié

indicateur de la gravité de la situation et une preuve tangible de l'incapacité de la police de répondre par elle-même au retour des activités criminelles et de la violence par armes à feu qui a marqué la fin de l'année 2006. Le déploiement militaire à la Nouvelle-Orléans n'a pas eu les effets escomptés puisque les mois ayant suivi l'arrivée de la Garde Nationale ont constitué la période la plus meurtrière depuis la catastrophe. Le sentiment des habitants de ne pas pouvoir compter sur les autorités aussi bien locales que fédérales a constitué un facteur prépondérant d'insécurité qui a conduit à deux protestations historiques des citoyens contre la criminalité en janvier 2007 (*NOLA Against Crime*).

8.1.3.3. Une réaction citoyenne historique contre le crime devenu une des principales menaces au rétablissement de la ville

“Murders of two particularly civically engaged citizens - a black male music teacher and a wife female filmmaker - incite a massive March Against Crime on January 11, 2007.” (Campanella, 2008).



Figure 138 : Protestation contre le crime symbolisant contre la violence consécutive aux meurtres de deux personnalités locales activement impliquées dans la reconstruction de la ville. (source : *Laredo Morning Times*, 12/01/2007).

➤ Une mobilisation historique des habitants contre le crime

“A city that could not be drowned in the waters of a storm will not be drowned in the blood of its citizens,” (Propos du révérent John C. Raphael, *Associated Press*, 11/01/2007).

Malgré l'annonce du maire de la Nouvelle-Orléans le 9 janvier 2007 de la mise en place de mesures nouvelles pour combattre la criminalité, les séries d'événements violents ayant rythmé la période des fêtes de fin d'année (2006/2007) ont constitué un indicateur tangible de l'incapacité des autorités à agir concrètement face à la violence qui s'est fortement amplifiée malgré la militarisation du maintien de l'ordre en juin 2006. Ces violences ont généré une forte indignation des citoyens dont le seuil de

que le retour de la Garde Nationale avait constitué une source d'insécurité importante car il symbolisait l'incapacité de la ville à assurer la sécurité de ses citoyens contre une menace bien réelle puisque ayant nécessité le déploiement de plusieurs centaines de militaires.

tolérance face à la criminalité violente a été atteint avec l'assassinat d'Helen Hill survenu dans le quartier du *Marigny* le 4 janvier 2007. Les résidents révoltés par cet assassinat « injustifié » et sceptiques quand aux mesures annoncées par le maire, se sont mobilisés par milliers pour manifester leur frustration aux autorités locales dépassées par les événements. Deux manifestations principales ont cristallisé la révolte des résidents face à la montée en puissance de la violence et au manque de réactivité et d'efficacité de la police. Ces « marches contre le crime » organisées le 11 janvier 2007 se sont déroulées dans le centre de la ville et ont rassemblé une population majoritairement blanche inquiète de la progression de la criminalité dans les quartiers touristiques. La protestation la plus importante et la plus fortement médiatisée qui s'est tenue devant l'hôtel de ville de la Nouvelle-Orléans et qui a réuni plus de 5000 personnes¹⁶⁶, s'est accompagnée d'une demande explicite de la part des participants que le chef de la police soit démis de ses fonctions et que le maire réagisse rapidement face à la montée de la violence. Ces demandes, matérialisées par des insignes dénonçant l'incurie des autorités publiques par le slogan « que voulons-nous ? Des rues sûres. Quand le voulons-nous ? Maintenant », attestent d'un climat d'insécurité généralisé. Les citoyens ont également exprimé leur besoin d'une présence policière plus importante¹⁶⁷ et d'une plus grande transparence du travail des policiers considérés comme largement corrompus.

➤ Facteurs explicatifs de cette mobilisation citoyenne

La forte réactivité de la population à la montée de la violence est à relier à plusieurs facteurs. La survenance de nombreux crimes violents dans certains secteurs vitrines de la ville (figure 139), le profil inhabituel de certaines victimes et le contexte de reconstruction post catastrophe marqué par l'incertitude ont en effet contribué à exacerber la sensibilité des habitants à la violence. Par ailleurs, la survenue de nombreuses fusillades faisant plusieurs morts le 1^{er} janvier 2007 a été interprétée par les habitants comme un présage de l'année à venir. Le caractère symbolique attribué aux violences survenues lors des fêtes de fin d'année a contribué à générer un « raz le bol » général conduisant les populations à réagir concrètement. Si le meurtre d'Helen Hill, au cœur des manifestations du 11 janvier, a autant choqué l'opinion publique c'est en grande partie en raison de la proximité du profil de la victime avec celui des résidents aisés en temps normal peu affectés par la violence. Cet incident a fait prendre conscience à ces habitants que le risque de victimisation les concernait et que la criminalité violente ne se cantonnait plus seulement aux individus impliqués dans les activités criminelles (*telescopic effect*). Les propos d'une habitante du *Marigny* tirés d'un article du quotidien national (*USA Today*) au titre explicite – « *Le crime ressurgit à la nouvelle Nouvelle-Orléans : les taux d'homicide grimpent après Katrina et la violence progresse à pas de loup dans les quartiers*

¹⁶⁶ Cf. "Thousands March Against New Orleans Crime" (*Associated Press*, 11/01/2007).

¹⁶⁷ Cf. "Hundreds Protest Violence, Policies in New Orleans" (*NPR*, 11/01/2007).

huppés »¹⁶⁸ - illustrent l'influence des caractéristiques géographiques de la criminalité violente *post* Katrina sur la mobilisation des populations contre le crime¹⁶⁹ :

“ They reflected on what feels to them like a new and more frightening brand of crime [...] Oh it's terrible, terrible — simple as that,” says Marguerite Oliver, 71, who is retired and lives in the Marigny, adjacent to the French Quarter that did not flood during Hurricane Katrina. It is a neighborhood of pricey homes and trendy bars and restaurants — not the kind of area known for violent crime before Katrina ».

Les quartiers du *French Quarter* et du *Marigny* ont en effet été affectés au cours de la première année *post* Katrina par de nombreux faits violents (figure 139) qui ont largement contribué aux protestations citoyennes de janvier 2007. La carte ci-dessous illustre l'ensemble des crimes violents enregistrés par la police au cours de la première année *post* Katrina qui ont exaspéré les résidents et commerçants des deux quartiers touristiques du *French Quarter* et du *Marigny* et du centre d'affaire (*CBD*).

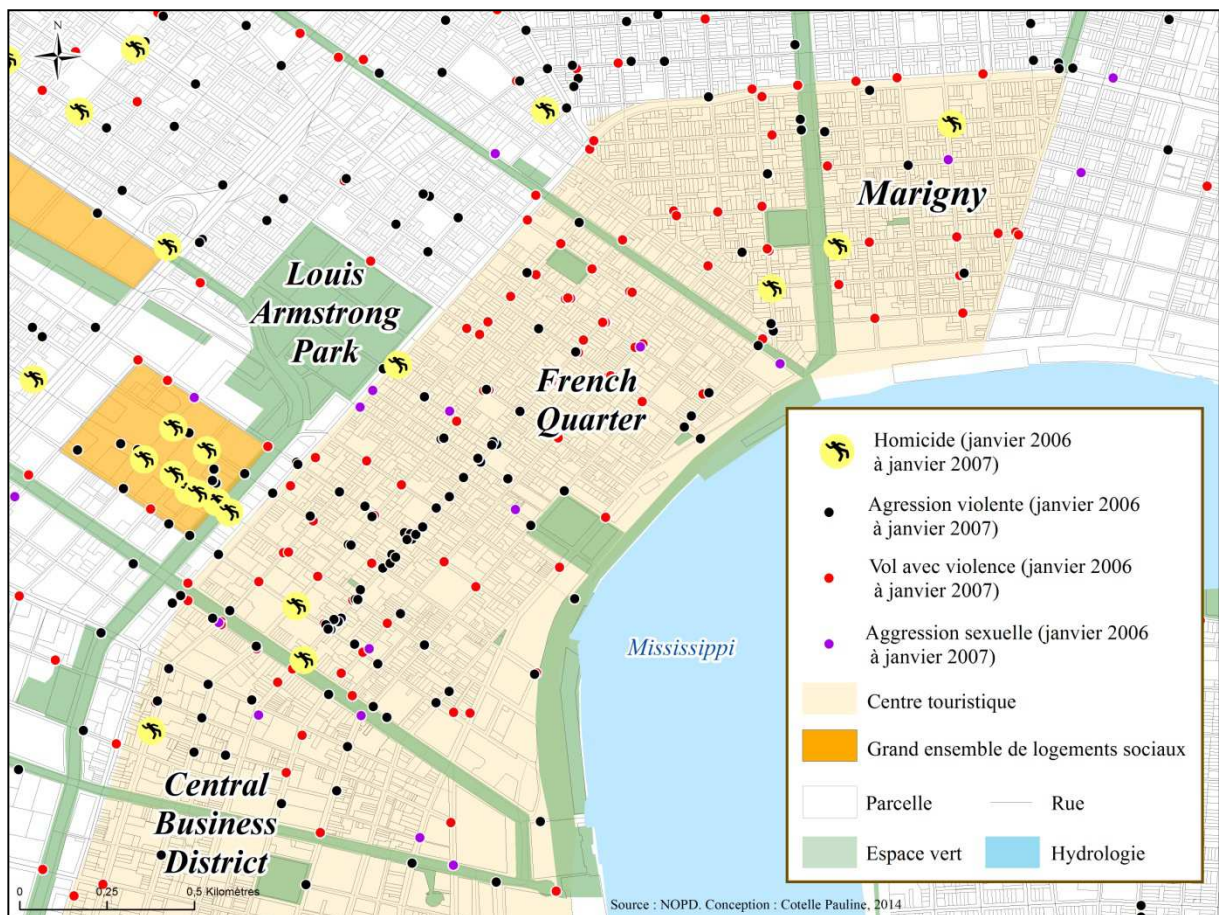


Figure 139 : Criminalité violente survenue dans les secteurs touristiques de la Nouvelle-Orléans à l'origine des protestations citoyenne de janvier 2007.

Le nombre d'événements violents survenus dans des secteurs incongrus et faisant des victimes au profil inhabituel, ont profondément choqué l'opinion publique. Par ailleurs, la rapidité de la dégradation de la situation de la ville au regard de sa criminalité a pu constituer un autre facteur

¹⁶⁸ “Crime takes hold of new New Orleans Murder rate soars after Katrina as violence creeps into upscale neighborhoods” (*USA Today*, 08/12/2006).

¹⁶⁹ Voir aussi CNN (08/02/2007) : “Violent crime creeps into the French Quarter”.

contribuant à réduire le seuil de tolérance des habitants à l'insécurité urbaine. En effet, le retour progressif de la violence en 2006 après une accalmie de plusieurs mois entre octobre 2005 et le début de l'année 2006 a certainement rendu les résidents plus intolérants à la criminalité d'autant que celle-ci a constitué une sérieuse menace à l'effort de reconstruction de la ville¹⁷⁰.

➤ Conséquence de la pression des citoyens sur les autorités locales

Les revendications des participants aux manifestations contre le crime ont conduit à des réponses des autorités fortement décriées pour leur manque de réactivité. Le maire annonça au cours de la manifestation du 11 janvier que la reconstruction de la ville ne se ferait pas tant que les habitants de se sentiraient pas en sécurité et qu'il s'impliquerait personnellement pour que la situation s'améliore¹⁷¹. Les autorités urbaines ont ainsi promis aux habitants de renfoncer les effectifs policiers secondés par de nombreux agents fédéraux (FBI, DEA) et de l'Etat de Louisiane (State Police Troopers). Par ailleurs, la pression des citoyens sur les autorités a indirectement conduit à la création de « *watchdog groups* » qui correspondent à des organismes indépendants ayant pour fonction de surveiller et contrôler le travail des policiers en vue de réduire la corruption et améliorer le professionnalisme du département de police parmi les plus décrié du pays¹⁷².

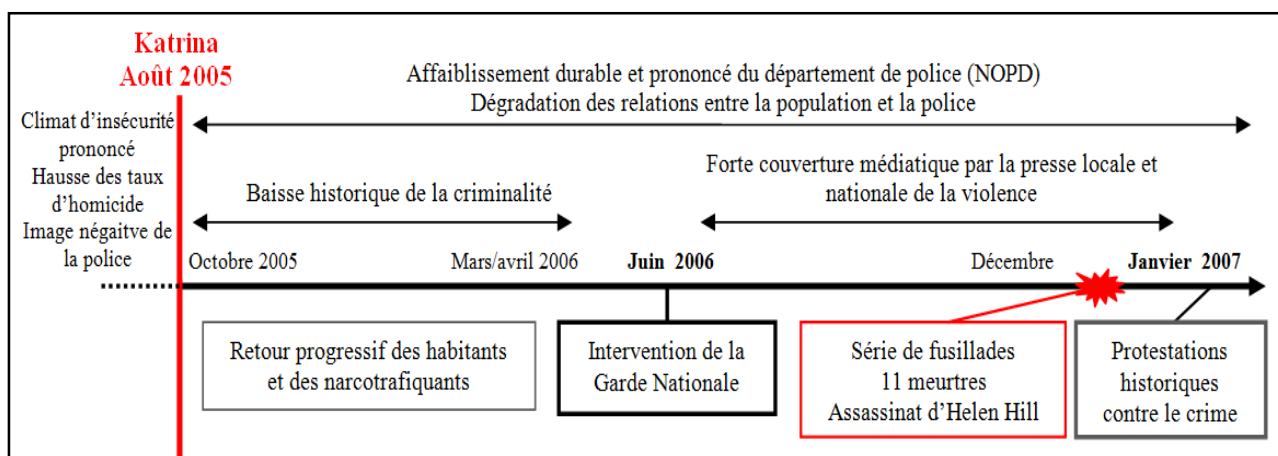


Figure 140 : Contexte conduisant aux protestations des habitants contre le crime devenu la principale menace au rétablissement de la Nouvelle-Orléans un an après Katrina (réalisation propre).

➤ Une insécurité diffuse compromettant le retour des habitants et des touristes

“[...] residents, businesses and tourists won't come back if the city can't get the crime problem under control. And without them, there is no tax base to pay for policing and prosecuting.” (NPR, 12/08/2006).

¹⁷⁰ Au cours des premiers mois *post* Katrina, les résidents disposaient en effet d'un nombre de policiers par habitant très élevé et probablement jamais observé dans aucune autre ville du pays. Par ailleurs, l'absence des trafiquants de drogues et d'individus impliqués dans les activités criminelles avait conduit à une baisse historique de la criminalité. Le processus graduel de repeuplement de la ville a par la suite érodé l'espoir des habitants d'un prolongement durable du climat sécuritaire dont ils ont pu bénéficier immédiatement après la catastrophe.

¹⁷¹ Cf. “New Orleans Residents March on City Hall” (*The Washington Post*, 11/01/2007).

¹⁷² Nos propos s'appuient entre partie sur notre entretien avec Anthony Radosti, vice président du *Metropolitan Crime Commission* (août 2010).

“The surge in killings is a threat to the city’s faltering repopulation campaign” (*New York Times*, 11/01/2007).

La militarisation du maintien de l’ordre consécutivement à la fusillade de *Central City* en juin 2006 n’ayant pas suffi à contrer la montée de la violence ayant conduit en janvier 2007 à d’importantes protestations contre le crime, s’est accompagnée d’un traitement médiatique national faisant état d’une ville « en état d’alerte »¹⁷³. La gravité de la situation rendue palpable par l’intervention militaire, les opérations coup de poing du NOPD et l’arrivée de nombreux agents fédéraux, a conduit à renfoncer le sentiment d’insécurité des populations. Cette image de ville en proie à une violence « hors de contrôle » a constitué un frein certain au retour des habitants et des touristes¹⁷⁴. L’image d’une ville affaiblie dans son fonctionnement par la catastrophe et rongée par la criminalité a ainsi sérieusement menacé le rétablissement de la ville et influencé le choix de retour des populations¹⁷⁵. En effet, la restauration de l’image d’une ville accueillante pour les touristes et viable pour les habitants, qui constituait une pré-condition à la reconstitution de l’économie locale et de la base fiscale de la ville, a été fortement mise en péril par l’insécurité peu propice au retour des activités. Les autorités ont d’ailleurs évoqué leur crainte de voir les activités délocalisées temporairement vers Baton Rouge se pérenniser dans la capitale de la Louisiane¹⁷⁶. Cette crainte a été exacerbée après Katrina par le climat d’insécurité peu propice au retour des activités.

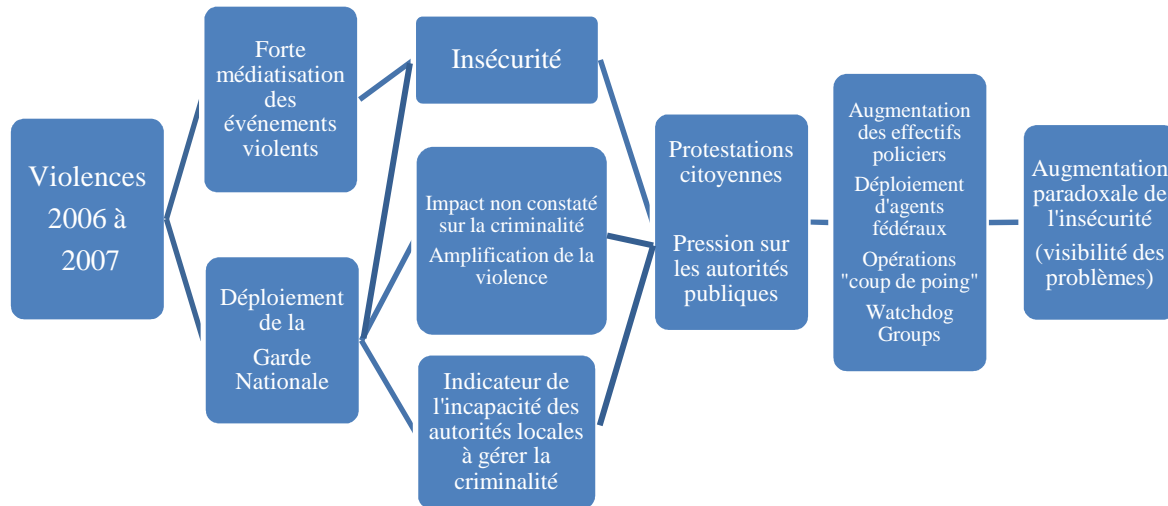


Figure 141 : Des intervention militaires et policières successives au retour de la violence ayant favorisé l’insécurité urbaine (réalisation propre).

¹⁷³ Cf. “Neighbors want answers on the surge in violence” (*Times Picayune*, 08/01/2007). Dans cet article un résident utilise l’expression d’état d’urgence (« state of emergency ») pour désigner la situation de la Nouvelle-Orléans confrontée à une violence « hors de contrôle ».

¹⁷⁴ Certain habitants que nous avons questionné à ce sujet ont mis en avant l’effet délétère de l’affaiblissement des autorités locales en charge de la sécurité sur le rétablissement de la ville et sur leur motivation à rester à la Nouvelle-Orléans.

¹⁷⁵ Cf. “A Murder Shakes Confidence in New Orleans” (NPR, 11/01/2007): “Our friends are cowering in their homes, and they’re asking themselves these questions: Should I get a gun? Should I get a dog? Should I leave New Orleans?”

¹⁷⁶ Ce phénomène de déplacement durable des activités s’était en effet déjà produit à Galveston après le cyclone de 1900 qui avait conduit à un déplacement des activités vers Houston.

Conclusion 8.1.

Le retour brutal de la criminalité violente moins d'un an après le passage du cyclone Katrina (8.1) et le caractère « symbolique » de certains événements¹⁷⁷, a conduit à une véritable prise de conscience¹⁷⁸ par la population de l'impact négatif de la violence sur l'image de leur ville et conséquemment de l'urgence d'agir pour contrer cette vague criminelle. La catastrophe Katrina a ainsi constitué une « piqûre de rappel » (*wake up call*) qui a conduit à une plus forte implication des habitants contre l'insécurité, qui elle-même a eu des conséquences en chaîne sur le fonctionnement de certains territoires au cours des années *post* Katrina (cf. chapitre 9).

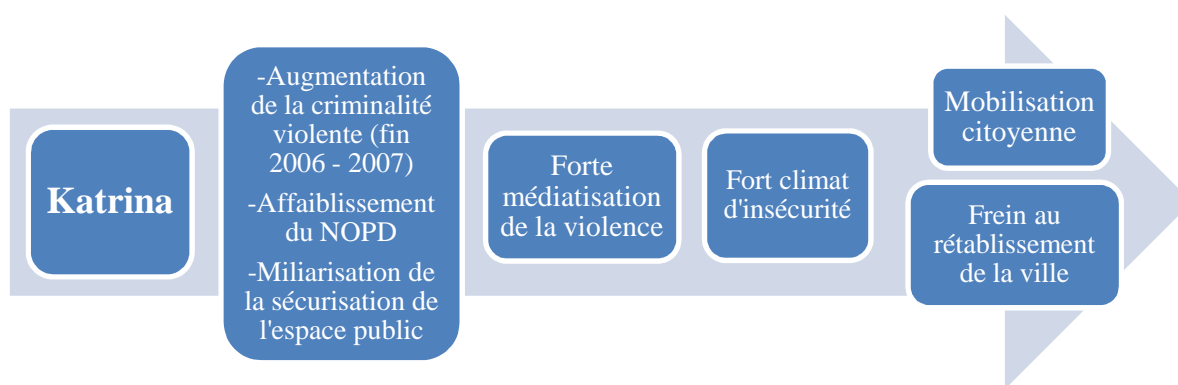


Figure 142 : Un renforcement de l'insécurité urbaine après Katrina menaçant la reconstruction de la ville et favorisant l'implication citoyenne contre le crime (réalisation propre).

Le retour de la criminalité violente moins d'un an après Katrina, qui a dans un premier temps concerné les quartiers défavorisés adjacents aux secteurs peu endommagés par la catastrophe, s'est progressivement diffusée vers les secteurs périphériques de la ville, qui ont par ailleurs connu une forte augmentation relative de leur criminalité dès le début de l'année 2006. Les quartiers résidentiels en reconstruction ont également connu une forte augmentation des cambriolages qui a sérieusement érodé la motivation des habitants à se réinstaller ou à poursuivre leur effort de reconstruction dans ces secteurs de la ville (8.2).

8.2. Nouvelles tendances spatiales de la criminalité (2000/2010)

L'analyse cartographique des données criminelles compilées sur dix ans (2000 – 2010) permet de reconstituer les évolutions spatiales de la criminalité au cours des mois et des années *post* Katrina au regard de ses caractéristiques antérieures à la catastrophe. L'analyse permet par ailleurs de mettre à jour le processus de « retour » graduel de la criminalité violente qui a affecté dans un premier temps les secteurs les plus repeuplés ainsi que les secteurs adjacents encore profondément affaiblis avant de

¹⁷⁷ Cf. «Drummer's Funeral Underlines New Orleans Violence» (NPR, 06/01/2007); «A murder Shakes Confidence in New Orleans» (11/01/2007).

¹⁷⁸ De nombreux habitants et policiers ont utilisé l'expression de « *wake up call* » pour désigner la prise de conscience des populations du danger que représente la criminalité violente pour le (re)développement de la Nouvelle-Orléans.

se diffuser vers les périphéries de la ville. La criminalité non violente, en particulier les cambriolages, a quant à elle affecté l'ensemble des secteurs de la ville dès la première année *post* Katrina (8.2.1). L'analyse cartographique révèle par ailleurs certains changements en matière de spatialisation de la criminalité puisque certains secteurs ont connu une réduction substantielle du nombre de faits constatés (8.2.2.). La mise en lien des évolutions spatiales de la criminalité avec les changements démographiques causés par la catastrophe et très contrastés d'un quartier à l'autre, permet par ailleurs de mettre à jour une baisse générale de la criminalité violente et non violente à l'échelle de la plupart des quartiers entre 2000 et 2010. Toutefois, l'analyse plus fine des taux par catégories de crimes, révèle une tendance à l'augmentation des taux d'homicide dans les secteurs périphériques de la ville et des taux de cambriolages dans la plupart des quartiers en reconstruction (8.2.3.).

8.2.1. Evolution spatiale de la criminalité au regard des caractéristiques pre Katrina

La cartographie de la criminalité violente et non violente à différentes échelles temporelles, permet de visualiser :

- Le processus de retour de la criminalité au cours des mois et des années *post* Katrina à travers les différents secteurs la ville, qui n'ont pas été affectés par le retour de la criminalité aux mêmes échéances temporelles (2006 à 2010) ;
- Les caractéristiques spatiales de la criminalité à moyen et long terme après la catastrophe au regard de ses caractéristiques antérieures à Katrina (2000 à 2010).

8.2.1.1. Analyse du processus de retour de la criminalité par séquences temporelles à moyen terme

La cartographie de la criminalité violente d'une part et des cambriolages¹⁷⁹ d'autre part, par séquences temporelles de trois mois pour l'année 2006 et de six mois pour les années 2007 et 2008, permet de visualiser le processus de « reterritorialisation » de la criminalité après Katrina. On distingue quatre tendances principales à savoir :

- Un retour de la criminalité violente vers le centre (janvier à juin 2006) suivi d'une diffusion progressive vers les périphéries (juin 2006 à décembre 2008).
- Une diffusion rapide des cambriolages à l'échelle de la ville dès les premiers mois *post* Katrina.
- Une forte augmentation de la criminalité violente et non violente un an après la catastrophe.
- Une baisse du volume de criminalité à partir de janvier 2008 dans le secteur du centre-ville.

¹⁷⁹ Pour des raisons d'ordre méthodologique, nous choisissons ici d'analyser les cambriolages pour investir l'évolution de la criminalité contre les biens. En effet, le volume annuel de la criminalité non violente étant considérable, le rendu cartographique s'en trouverait altéré.

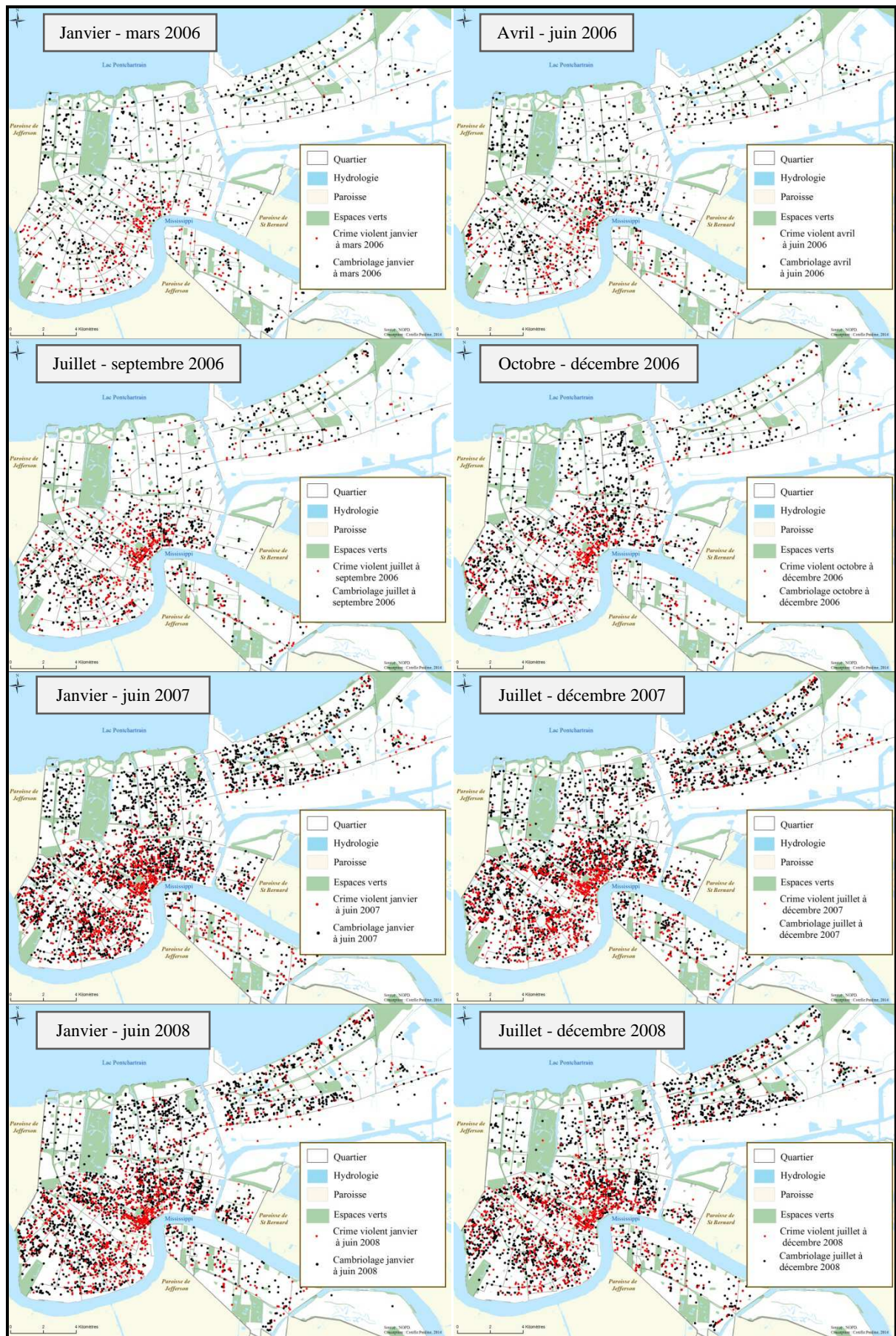


Figure 143 : Processus de retour de la criminalité violente et des cambriolages au cours des trois premières années *post* Katrina (source : NOPD).

Au cours des premiers mois de l'année 2006, la criminalité violente (en rouge) s'est concentrée dans les secteurs du centre-ville et d'*Uptown* qui ont peu été affectés physiquement par la catastrophe. La criminalité violente s'est progressivement diffusée vers les périphéries de la ville à partir de juin 2006 et à plus forte raison à partir de janvier 2007. Si en 2006 la criminalité violente a principalement concerné les secteurs centraux où les retours des habitants se sont fait en priorité, les crimes contre les biens, ici représentés par les cambriolages, ont cependant affecté l'ensemble des quartiers de la ville. En effet, les cambriolages (en noir), se sont concentrés, dès janvier 2006, dans l'ensemble des secteurs de la ville y compris ceux dévastés par les inondations et toujours vidés de la très grande majorité de leurs habitants. Le secteur localisé au Nord-est de la ville (*New Orleans East*) s'est en effet caractérisé par de nombreux cambriolages entre janvier et mars 2006 alors que la criminalité violente y était quasiment absente. On remarque par ailleurs une légère baisse des cambriolages entre juillet et décembre 2006 dans le secteur résidentiel Nord-ouest (*Lakeview*) comparativement à la période s'étendant de janvier à juin de la même année.

De manière assez générale, la criminalité violente et les cambriolages ont connu une forte augmentation à partir de janvier 2007. Cette tendance s'est maintenue jusqu'en décembre 2008 pour la criminalité violente mais s'est suivie, pour les cambriolages, d'une baisse à partir de janvier 2008. L'année 2007 s'est en effet caractérisée par une criminalité diffuse, notamment dans le secteur de *Lakeview* au Nord-ouest qui avait connu une baisse des cambriolages au cours de la deuxième moitié de l'année 2006.

8.2.1.2. Evolutions spatio-temporelles de la criminalité au regard de la situation pre Katrina

La cartographie des faits criminels survenus au cours des années 2004 à 2010 permet de visualiser les évolutions spatiales de la criminalité à différents pas de temps *post* Katrina tout en les comparant à la situation antérieure à la catastrophe (2004). Il s'agit ainsi de mettre en évidence les changements en termes de volume et de spatialisation de la criminalité violente et non violente aux différentes périodes de temps considérées en comparant, d'une part, les années *post* Katrina à l'année 2004 (1) et d'autre part, les différentes années *post* Katrina entre elles (2).

➤ Evolution spatiale de la criminalité violente au cours des années *post* Katrina

La série de cartes ci-dessous illustre le processus de « reterritorialisation » de la criminalité violente au cours des cinq années *post* Katrina. On distingue clairement une baisse du volume de criminalité violente entre 2004 et 2006 qui se maintient jusqu'en 2010. Toutefois, entre 2006 et 2007, on constate une augmentation de la criminalité violente qui se propage des secteurs centraux de la Nouvelle-Orléans vers la plupart des secteurs de la ville qui se caractérisaient avant Katrina (2004) par une forte criminalité violente. Cette tendance s'est inversée au cours des années 2008 à 2010 puisque au cours

de ces trois années la criminalité a progressivement baissé. La comparaison du volume de criminalité violente entre 2007 et 2010 est intéressante puisqu'on constate un maintien de cette criminalité dans les périphéries, voir même une augmentation dans le secteur Nord-est de la ville (*New Orleans East*), alors que les secteurs du centre et du Sud de la Nouvelle-Orléans se caractérisent par une baisse marquée du nombre de faits criminels enregistrés par la police.

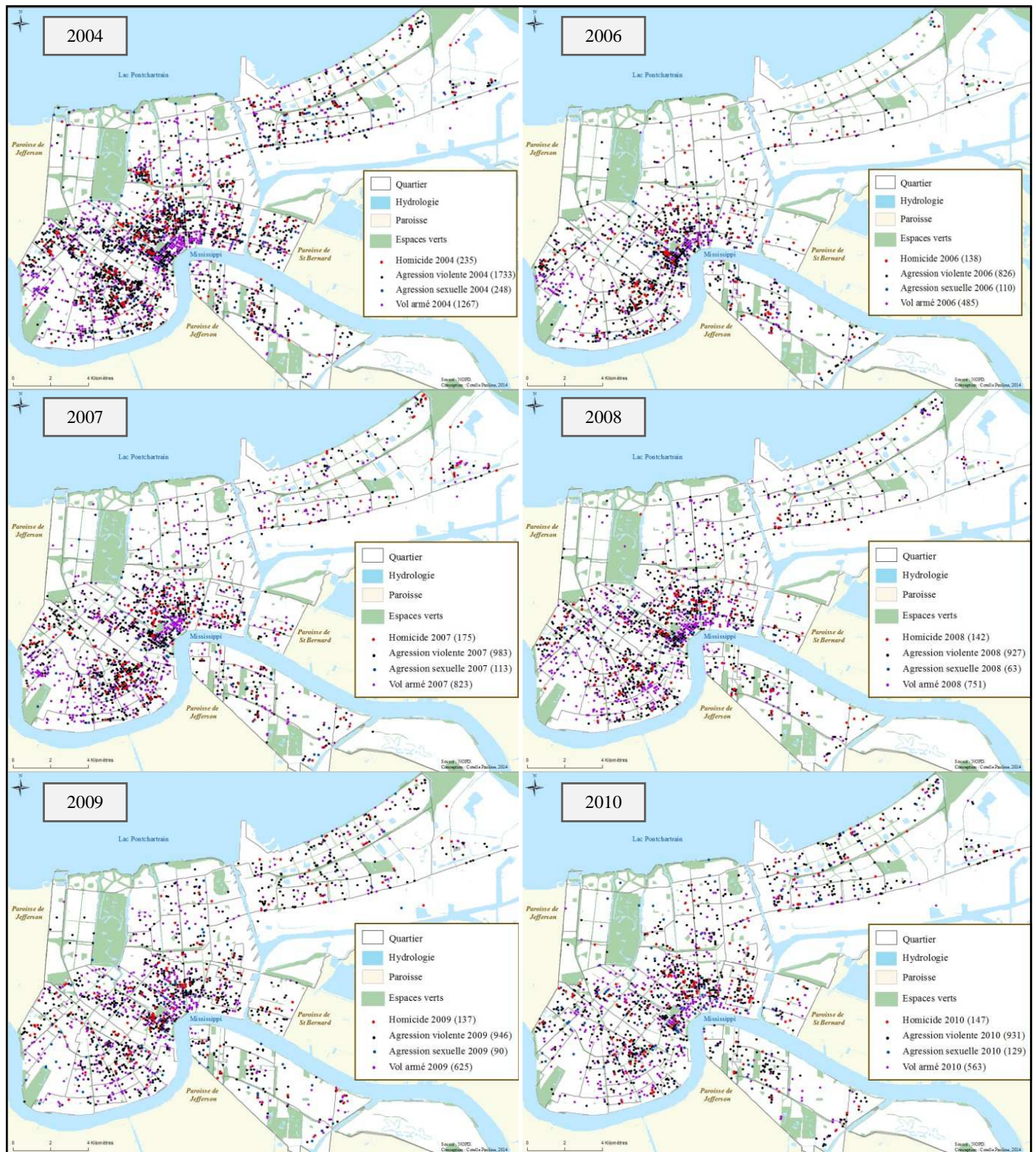


Figure 144 : Evolution annuelle de la criminalité violente 2004 et 2010 (source : NOPD).

➤ Evolution spatiale des cambriolages au cours des années *post* Katrina



Figure 145 : Evolution annuelle des cambriolages entre 2004 et 2010 (source : NOPD).

La cartographie des cambriolages survenus en 2004 et au cours des cinq années *post* Katrina, indiquent une légère baisse du volume de faits enregistrés par la police entre 2004 et 2006 suivie d'une augmentation en 2007 (respectivement 4879, 3827, 4929 cambriolages). Cette baisse constatée entre

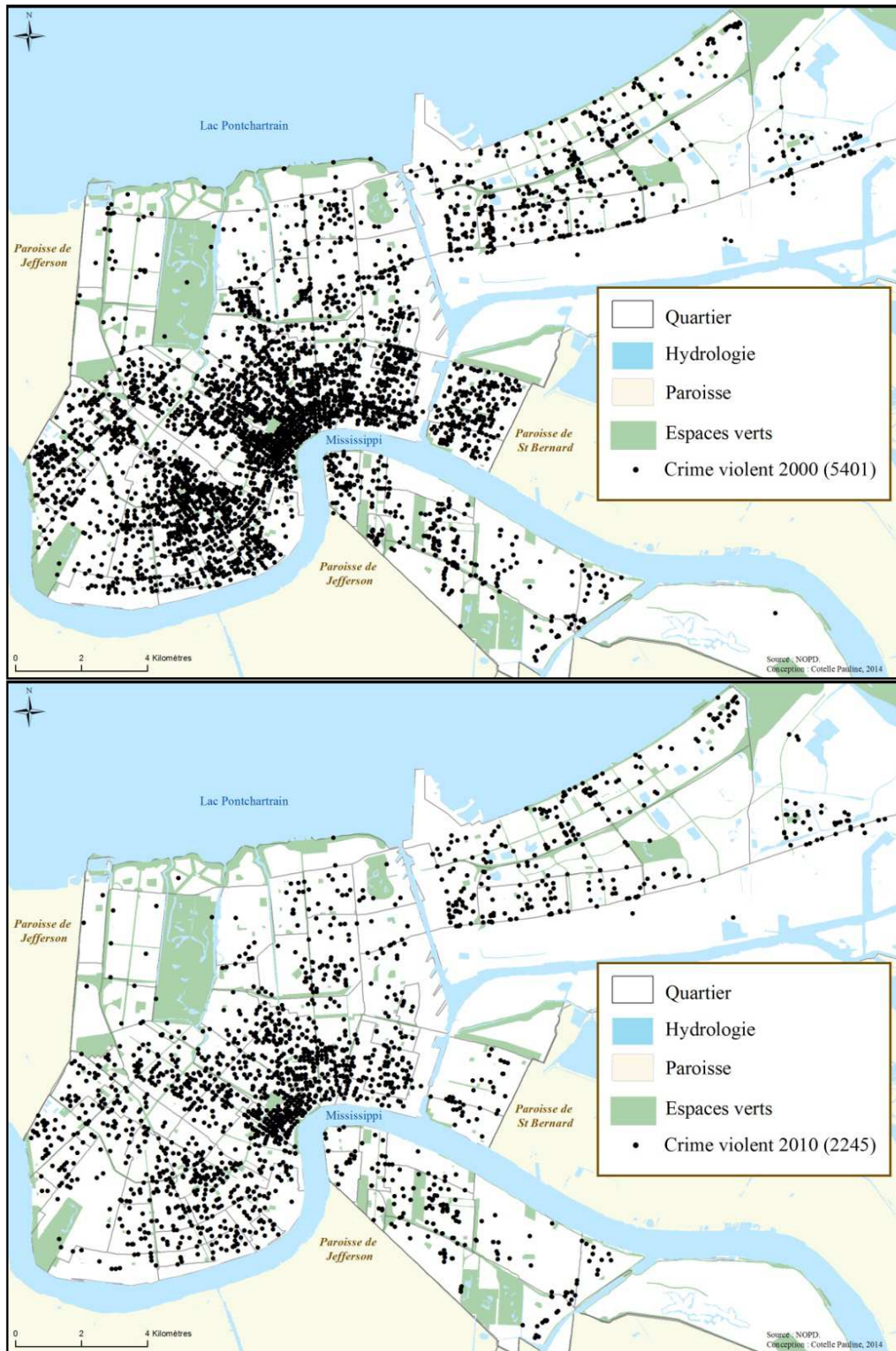
2004 et 2006 s'accompagne néanmoins d'une augmentation du nombre de cambriolages dans les secteurs résidentiels du Nord de la Nouvelle-Orléans (*Lakeview, Gentilly*). L'année 2007 se caractérise par une augmentation du nombre de cambriolage par rapport à 2006 mais également par rapport à 2004. L'année 2008 s'est en revanche accompagnée d'une diminution du nombre de faits enregistrés par la police qui est plus faible qu'en 2007 et 2004 mais supérieur à 2006. Enfin les années 2009 et 2010 se caractérisent par une baisse progressive du volume de cambriolage qui est inférieur à l'ensemble des années antérieures. Au cours de ces années, la baisse du nombre de cambriolage affecte principalement les secteurs du centre ville et d'*Uptown* et dans une moindre mesure de *Lakeview* au Nord-ouest, alors que les secteurs localisés à l'Est de la ville n'ont pas connu de véritable évolution. Malgré cette baisse progressive, le volume de faits enregistrés par la police pour cette catégorie de crimes reste cependant proche de celui d'avant Katrina pour l'ensemble des années *post* Katrina, alors que le volume de la criminalité violente avait quant à lui fortement baissé entre 2004 et les années 2006 à 2010.

8.2.1.3. Comparaison des situations *pre et post* Katrina à long terme (2000 – 2010)

La cartographie des faits criminels survenus au cours des années 2000 et 2010 permet d'analyser l'évolution à long terme de criminalité à la Nouvelle-Orléans en lien avec la catastrophe Katrina. Par ailleurs, la cartographie de l'ensemble des faits survenus entre 2000 et 2004 d'une part et ceux survenus entre 2006 et 2010 d'autre part, permet de comparer, sur une période de dix ans, les caractéristiques de la spatialisation de la criminalité violente après Katrina au regard de la situation antérieure à la catastrophe.

- Une baisse du volume de criminalité violente et non violente entre 2000 et 2010

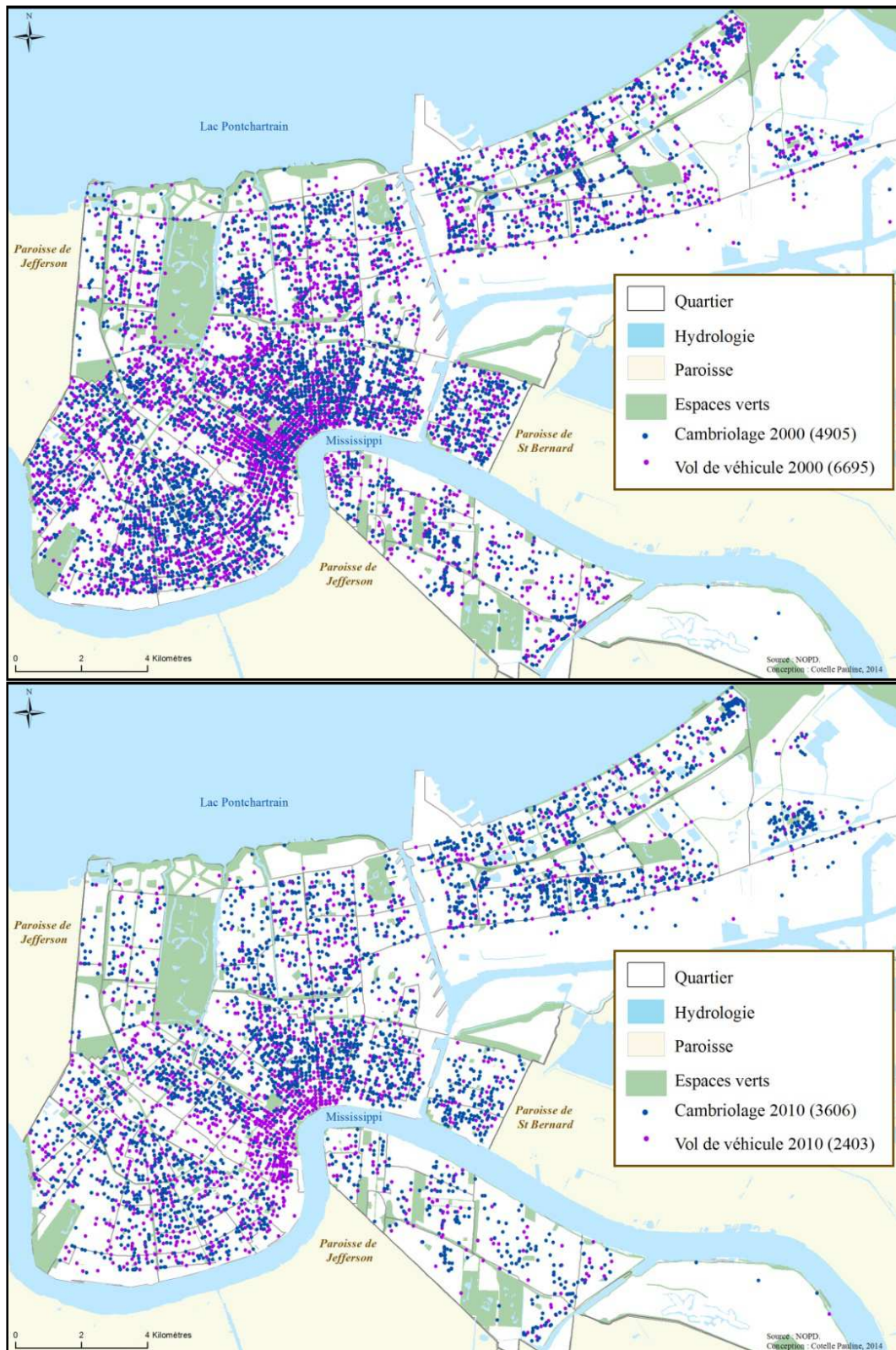
Les cartes ci-dessous représentent l'évolution de la spatialisation des faits criminels violents entre 2000 et 2010 d'une part et celle des faits criminels non violents (cambriolages et vols de véhicules) d'autre part.



Figures 146 et 147 : Spatialisation des faits criminels violents survenus en 2000 et 2010.

On constate sur les deux cartes ci-dessus une baisse importante du volume de criminalité entre les deux dates considérées (2000/2010). Cette baisse a principalement concerné les secteurs du centre ville, d'*Uptown* (quartiers bordant le fleuve) et du *9th Ward* au Sud-est de la ville à la frontière avec la paroisse de *St Bernard*. On ne constate en revanche pas de changements notables dans les secteurs

périphériques de *New Orleans East* et de la *West Bank* puisque ces secteurs se caractérisent en 2010 par une criminalité violente assez similaire à celle observée en 2000, à l'exception du quartier d'*Algiers Point* qui a connu une baisse prononcée du nombre de faits constatés.



Figures 148 et 149 : Spatialisation des faits criminels contre les biens en 2000 et 2010.

La criminalité non violente ci-dessus représentée par les cambriolages et les vols de véhicules, a

également connu une baisse notable entre 2000 et 2010. Cette baisse concerne en premier lieu les vols de véhicules qui sont passés de 6695 faits constatés en 2000 contre 2403 en 2010 soit une baisse de 64,1% pour cette catégorie de faits contre une baisse de 26,5% pour les cambriolages. Encore une fois ce sont principalement les secteurs d'*Uptown* et dans une moindre mesure ceux du centre-ville qui ont connu les baisses les plus prononcées. L'ensemble des secteurs localisés à l'Est de la ville ont connu une baisse beaucoup moins spectaculaire, notamment le secteur de *New Orleans East* qui se caractérise aux deux dates par des situations assez similaires.

- Retour de la criminalité violente dans les anciens secteurs pre Katrina et variantes géographiques

L'analyse de l'ensemble des données criminelles compilées sur une période de dix ans (2000 à 2010), permet de comparer la répartition spatiale des faits criminels violents¹⁸⁰ entre la période 2000 à 2004 d'une part et la période 2006 à 2010 d'autre part. L'intérêt ici est de mettre en évidence l'évolution spatiale de la criminalité à l'échelle des secteurs qui avant Katrina se caractérisaient par une forte criminalité (secteurs en rouge).

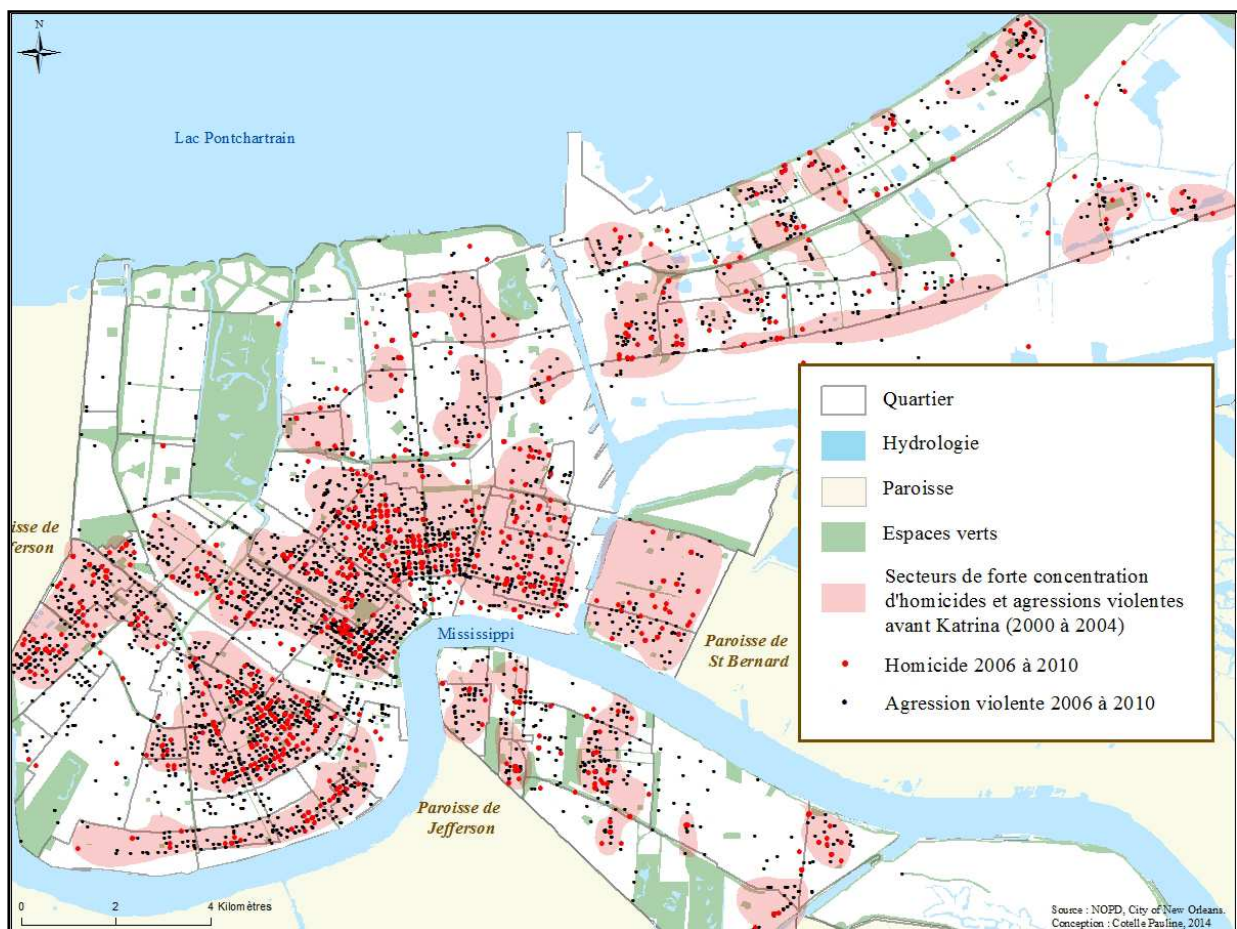


Figure 150 : Evolution spatiale de la criminalité violente après Katrina au regard des caractéristiques *pre* Katrina.

¹⁸⁰ Le choix de ne représenter seulement les faits criminels violents, reflète le rendu cartographique peu satisfaisant pour ces temporalités pour la criminalité contre les biens.

Après Katrina, la criminalité violente se concentre globalement dans les secteurs qui se caractérisaient avant la catastrophe par une forte criminalité violente. Cependant, de nombreux secteurs fortement criminogènes avant Katrina ont connu des changements notables. Si le secteur considéré comme le plus meurtrier en 2003 par les policiers¹⁸¹ est toujours fortement affecté par la violence après Katrina de nombreux secteurs ont connu une baisse notable de leur criminalité violente. La plus spectaculaire s'observe à l'échelle du quartier du *Lower 9th Ward* à l'Est de la ville, puisque celui-ci se caractérisait avant Katrina par un volume de criminalité très élevé, affectant l'ensemble du secteur alors qu'entre 2006 et 2010 les faits constatés par la police, essentiellement des homicides, se concentrent principalement dans la portion Sud du quartier. Par ailleurs, la baisse de la criminalité à l'échelle de ce quartier concerne principalement les agressions violentes qui, avant 2005, étaient nombreuses dans ce secteur de la ville. Cette baisse s'observe également, mais dans une moindre mesure, à l'échelle du quartier d'*Algiers Point* (portion Sud) et des quartiers Sud du secteur d'*Uptown* qui bordent le Mississippi.

La cartographie de la criminalité violente avant et après la catastrophe (2000 à 2004 - 2006 à 2010) a permis de mettre à jour une baisse conséquente du volume de criminalité dans certains secteurs de la ville qui se caractérisaient avant 2005 par une violence prononcée. Ces évolutions ont été particulièrement spectaculaires à l'échelle des grands ensembles de logements sociaux qui, avant Katrina, constituaient des « points chauds » de la violence urbaine.

8.2.2. Une évolution marquée du volume de criminalité à l'échelle de certains territoires

L'évolution de criminalité violente à l'échelle des grands ensembles de logements sociaux s'est dans l'ensemble caractérisée par une baisse très prononcée du volume de criminalité. Toutefois, certains de ces territoires ont connu dès 2006 un retour de la criminalité violente qui s'apparente à celle antérieure à la catastrophe.

8.2.2.1. Baisse notable de la criminalité violente dans les anciens grands ensembles de logements sociaux

La cartographie des données criminelles violentes compilées par la police de la Nouvelle-Orléans sur une période de dix ans et l'analyse de l'ensemble faits criminels survenus en 2000 et 2010, constituent deux méthodes complémentaires qui permettent de mettre en évidence la baisse globale de la criminalité à l'échelle des grands ensembles de logements sociaux qui, après Katrina, ont connu des transformations territoriales majeures (cf. 6.2).

- Cartographie des faits violents survenus avant et après Katrina sur une période de dix ans

¹⁸¹ En 2003, 47% des homicides avaient eu lieu dans une zone couvrant moins 10% de la superficie de la ville (cf. chapitre 5).

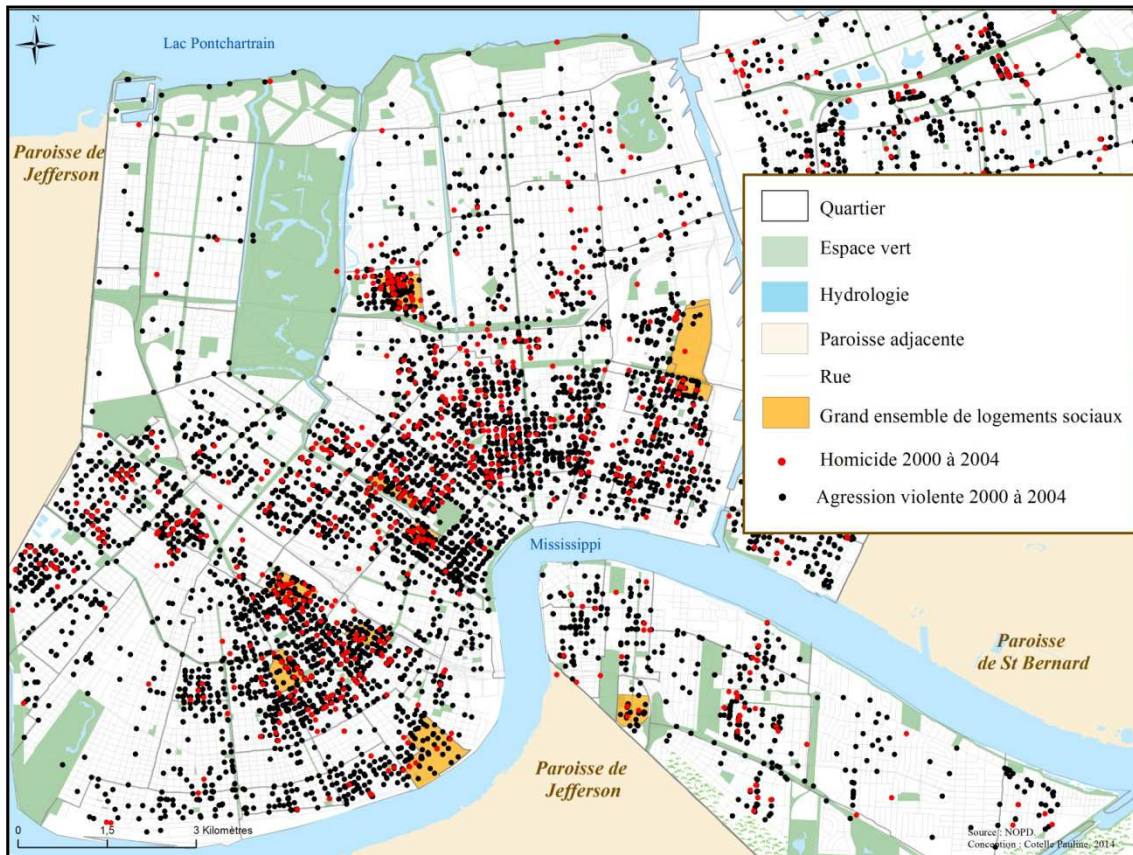


Figure 151 : Evolution de la criminalité violente *pre* Katrina à l'échelle des grands ensembles de logements sociaux.

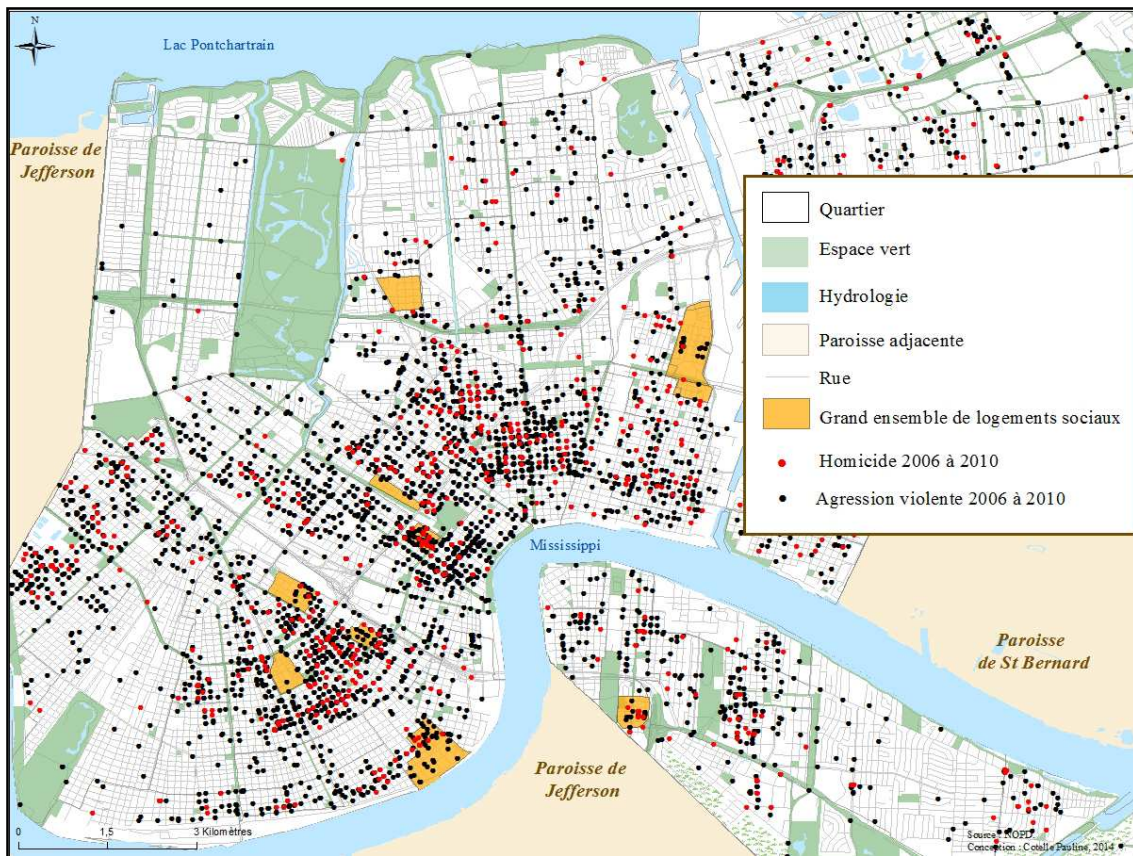


Figure 152 : Evolution de la criminalité violente *post* Katrina à l'échelle des grands ensembles de logements sociaux.

Les cartes ci-dessus mettent clairement en évidence la diminution du nombre d'homicides et d'agressions violentes¹⁸² après Katrina dans les limites territoriales des grands ensembles de logements sociaux (en orange). La baisse la plus remarquable à la lecture de la carte s'observe à l'échelle du grand ensemble de *St Bernard* localisé le plus au Nord. En effet, celui-ci n'a comptabilisé pratiquement aucun fait violent entre 2006 et 2010¹⁸³ alors qu'entre 2000 et 2004 il s'agissait d'un des territoires les plus fortement affecté par la violence, notamment au regard des homicides (carte du haut). Dans le centre de la Nouvelle-Orléans, les trois grands ensembles de *Lafitte* (au Nord du *French Quarter*), de *BW Cooper* et de *Magnolia* (dans le quartier de *Central City*) et celui de *Florida* localisé à l'Est de la ville (au Nord du quartier *St Claude*), se caractérisent également par une très forte baisse de leur volume de criminalité violente. En revanche, les grands ensembles de *Guste* (*Central City*), de *Desire*, de *St Thomas* (proche du fleuve) et de *Fisher* (*West Bank*) se caractérisent par une baisse moins prononcée de leur criminalité violente. Enfin, le grand ensemble d'*Iberville*¹⁸⁴, localisé à proximité directe du *French Quarter*, a connu après Katrina un retour prononcé de la criminalité violente, notamment des homicides. A l'échelle de ce territoire, il est difficile de discerner si la criminalité a connu une évolution en raison du volume élevé de faits et de la faible superficie de ce territoire. Pour cette raison, une analyse détaillée des statistiques de la police a été réalisée afin de pallier cette limite de l'analyse cartographique.

➤ Evolution à long terme du volume de criminalité violente et contre les biens

L'analyse de l'ensemble des données criminelles comptabilisées par la police entre 2000 et 2010, qui ont été extraites¹⁸⁵ pour chacun des dix grands ensembles de logements sociaux que comptait la ville de la Nouvelle-Orléans avant Katrina, permet de faire ressortir avec plus de précision la tendance mise en évidence par la cartographie de la criminalité violente reposant sur la compilation des données criminelles sur une période de dix ans (2000 à 2010).

¹⁸² Nous n'analysons ici que ces deux catégories de faits pour des raisons de lisibilité des cartes compte tenu de la temporalité analysée.

¹⁸³ La lecture de la carte ne permet pas d'identifier clairement si les agressions violentes et homicides sont survenues à l'intérieur ou à l'extérieur de ce territoire puisqu'ils se localisent sur ses limites.

¹⁸⁴ Celui-ci est difficilement repérable sur les deux cartes en raison du nombre de faits criminels qui recouvrent l'ensemble de sa superficie.

¹⁸⁵ Cette opération a été effectuée sous ArcGIS© en réalisant une intersection, d'une part, des couches relatives aux données ponctuelles sur la criminalité et d'autre part, des données surfaciques relatives aux grands ensembles de logements sociaux.

	Crimes contre les biens		Evolution 2000/2010 (%)	Crimes contre les personnes		Evolution 2000/2010 (%)
	2000	2010		2000	2010	
<i>B. W. Cooper</i>	96	7	- 92,7	47	3	- 93,6
<i>C J Petee</i>	60	7	- 88,3	33	1	- 97
<i>Desire</i>	45	27	- 40	20	6	- 70
<i>Fisher</i>	18	2	- 88,9	22	3	- 86,4
<i>Florida</i>	30	1	- 96,7	40	1	- 97,5
<i>Guste</i>	26	5	- 80,8	18	5	- 72,2
<i>Iberville</i>	115	27	- 76,5	50	16	- 68
<i>Lafitte</i>	51	7	- 86,3	21	1	- 95,2
<i>St Bernard</i>	91	9	- 90,1	44	0	- 100
<i>St Thomas</i>	90	68	- 24,4	49	13	- 73,5
Total	622	160	- 74,3	344	49	- 85,7
Total ville	28 327	12 815	- 54,8	5 401	2 245	- 58,4

Tableau 20 : Evolution du volume de criminalité dans les grands ensembles de logements sociaux entre 2000 et 2010 (source : NOPD).

Le tableau ci-dessus présente l'ensemble des faits criminels survenus en 2000 et 2010 dans les limites territoriales des dix grands ensembles de logements sociaux, ainsi que le volume de criminalité totale à l'échelle de l'ensemble de ces territoires et de la ville. Le tableau présente également le pourcentage d'évolution du volume de criminalité entre les deux dates pour chacun des grands ensembles de logements sociaux et pour la ville. Entre 2000 et 2010, la ville a connu une baisse de 58,4% de sa criminalité contre les personnes et une baisse de 54,8% de sa criminalité contre les biens. Cette baisse notable est nettement plus prononcée à l'échelle des grands ensembles de logements sociaux puisqu'ils ont connu une baisse de 85,7% de leur criminalité violente et de 74,3% de leur criminalité contre les biens. Si l'évolution négative de la criminalité est forte à l'échelle de l'ensemble de ces territoires, certains d'entre eux - *B.W. Cooper*, *St Bernard*, *Florida*, *Magnolia* et *Lafitte* - ont connu une baisse considérable puisque l'évolution moyenne à l'échelle de ces quatre territoires est de 96,7 % pour la criminalité violente et de 90,8 % pour la criminalité non violente. Par ailleurs, le grand ensemble de logements sociaux d'*Iberville* a également connu une baisse notable de sa criminalité (72,2% en moyenne) alors que la cartographie des faits violents survenus au cours des cinq années *pre* et *post* Katrina (2000/2004 - 2006/2010) semblait indiquer une situation assez similaire entre les deux périodes. La cartographie de l'ensemble des crimes violents survenus à ces deux dates permet de visualiser la baisse caractérisant l'ensemble des grands ensembles de logements sociaux, y compris celui d'*Iberville* (cartes ci-dessous).



Figures 153 et 154 : Une baisse notable de la criminalité violente à l'échelle des logements sociaux entre 2000 et 2010.

8.2.2.2. Une baisse de la criminalité violente qui ne s'applique pas à tous les grands ensembles de logements sociaux

- Des contrastes dans l'évolution de la criminalité violente à l'échelle des grands ensembles de logements sociaux localisés dans le centre de la ville



Figures 155 et 156 : Criminalité violente *pre* et *post* Katrina dans et à proximité des grands ensembles de logements sociaux.

Les deux cartes ci-dessus présentent l'évolution de trois catégories de crimes violents (homicides, agressions violentes, vols armés) entre les deux périodes des cinq ans *pre* et *post* Katrina. On distingue, deux catégories de grands ensembles de logements sociaux, à savoir, d'une part, ceux qui

n'ont comptabilisé qu'un nombre très négligeable de faits criminels violents entre 2006 et 2010 au regard de la période antérieure à 2005 (C. J. Petee, devenu *Harmony Oaks* et *Lafitte*, devenu *Faubourg Lafitte*) et, d'autre part, ceux qui comptabilisent un nombre plus élevé de faits criminels (*Iberville*, *Guste* et *B. W. Cooper*).

➤ Processus de retour de la criminalité au cours des cinq années *post* Katrina

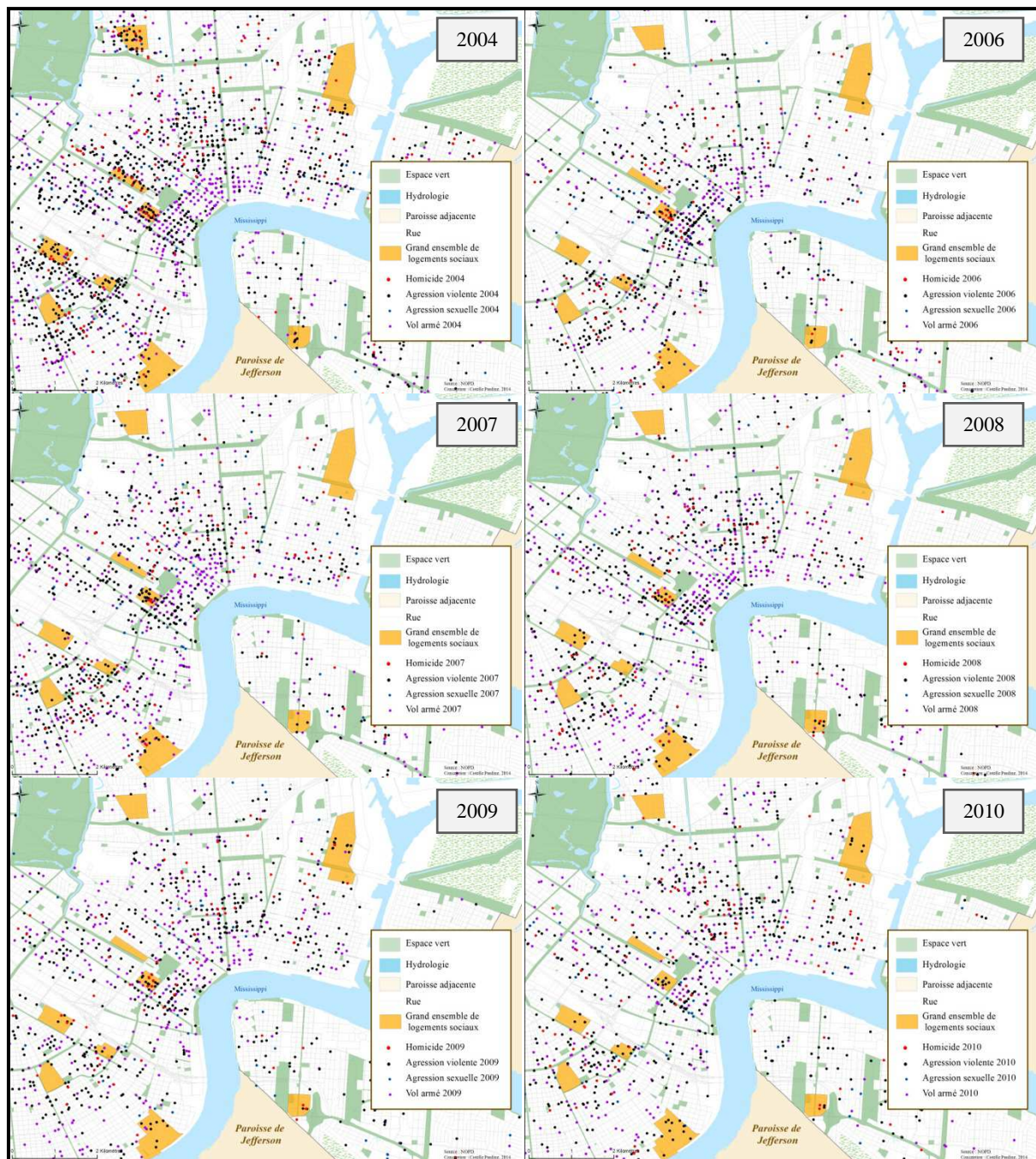


Figure 157 : Retour de la criminalité violente après Katrina dans et à proximité des grands ensembles de logements sociaux.

Les cartes ci-dessus présentent l'intérêt de mettre en évidence les années auxquelles s'est effectué le

retour de la criminalité après Katrina à l'échelle des dix grands ensembles de logements sociaux de la ville. On constate que le retour de la criminalité violente a eu lieu dès la première année *post* Katrina, principalement à l'échelle d'*Iberville* (Nord du *French Quarter*). De manière générale, les années *post* Katrina se sont accompagnées d'une baisse notable de la criminalité, à l'exception d'*Iberville* et de l'ancien grand ensemble de logements sociaux de *St Thomas* (au Sud) qui avait été reconverti en 2000 en « quartier à mixité fonctionnelle ». Ce dernier ne se caractérise en effet pas par une évolution notable de sa criminalité entre 2004 et 2010. Par ailleurs, le retour de la criminalité à l'échelle de ce territoire s'est, comme à *Iberville*, opéré dès 2006.

8.2.2.3. Une criminalité qui se maintient dans les secteurs adjacents

D'après les policiers du sixième District de police la ville, où se concentrait avant Katrina le plus grand nombre de grands ensembles de logements sociaux, le quartier de *Central City* serait devenu, à partir de 2006, le plus meurtrier de la ville au regard de sa superficie, et ce malgré la disparition de la criminalité violente au sein des grands ensembles de logements sociaux après Katrina. Ce quartier surnommé le « triangle de la mort », se caractérise en effet par une forte criminalité violente associée aux activités souterraines qui « rongent » ce secteur de la ville. L'hypothèse d'un transfert de criminalité violente des grands ensembles de logements sociaux, en grande partie condamnés par les autorités après Katrina, vers les périphéries est fort probable puisque de nombreux trafiquants de drogue ont été contraints de quitter ces secteurs qui constituaient leur territoire avant la catastrophe (cf. chapitre 10). Néanmoins, dans la mesure où la criminalité violente était déjà prononcée avant Katrina dans les secteurs périphériques, cette hypothèse reste difficile à valider. Par ailleurs, si la criminalité violente semble, au regard des cartes, relativement limitée dans les secteurs adjacents de certains anciens grands ensembles de logements sociaux tel que celui de *St Bernard*, le travail de terrain réalisé avec les policiers de la ville entre 2011 et 2013 a révélé une forte concentration de fusillades en périphérie de ce territoire.

L'analyse cartographique de la criminalité à l'échelle des dix années entourant la survenance de la catastrophe Katrina, a permis de mettre à jour le processus de « reterritorialisation » de la criminalité à différents pas de temps ainsi que les nouvelles tendances en matière de spatialisation des faits criminels après Katrina au regard de la situation antérieure à la catastrophe. Ces évolutions nécessitent toutefois d'être « mises en contexte » par l'analyse des taux de criminalité qui, menée à l'échelle des quartiers, permet de « lire » les évolutions de la criminalité en lien avec les changements démographiques *post* Katrina.

8.2.3. Des évolutions à nuancer au regard des changements démographiques

“There have been 147 people killed in New Orleans this year, police say, down from 204 by this time in 2005. But the city's population is about half what it was before Katrina flooded 80% of the city, forcing an almost-complete evacuation.” (*USA Today*, 08/12/2006)

L'appréciation des évolutions spatiales de la criminalité par l'analyse des taux, constitue une approche complémentaire au travail de cartographie des données criminelles réalisé précédemment. L'analyse des taux est particulièrement pertinente et appropriée au contexte *post* Katrina puisque la catastrophe a entraîné des évolutions démographiques notables et spatialement contrastées. Cette approche a néanmoins été rendue difficile par l'absence de données démographiques fiables jusqu'au recensement officiel de 2010. Par ailleurs, elle comporte certaines limites non négligeables qui sont inhérentes à l'agrégation des données à l'échelle de territoires construits à des fins administratives (quartiers). Malgré ces limites, l'analyse des taux à l'échelle des quartiers confirme, d'une part, la tendance à la « déconcentration » de la criminalité violente dans le centre de la ville et sa diffusion vers les périphéries et révèle, d'autre part, une augmentation des taux de cambriolage dans les quartiers en reconstruction, principalement ceux localisés dans les secteurs périphériques de la ville.

8.2.3.1. Analyse des taux de criminalité à l'échelle des quartiers

Le calcul des taux de criminalité après Katrina a fait l'objet de nombreux débats entre certains chercheurs et les autorités publiques en raison de l'estimation du nombre d'habitants revenus à la Nouvelle-Orléans au cours des années 2006 à 2009. Cette incertitude a posé le problème de la surestimation ou de la sous estimation du nombre d'habitants, ce qui a incidemment influencé l'estimation des taux de criminalité et de leur évolution.

➤ Difficultés quant à l'estimation des taux de criminalité dans le contexte *post* catastrophe

A l'échelle des quartiers, seule la comparaison des taux calculés pour les années 2000 et 2010 a pu être correctement calculée car il n'existe pas de données fiables sur la population entre ces deux dates. Pour ces raisons, seules les données criminelles comptabilisées pour les années 2000 et 2010 seront analysées et mises en lien avec les données relatives à la population. Cette méthode a pour principale limite de minimiser l'évolution positive des taux après Katrina car le nombre d'habitants était largement inférieur au cours des premières années *post* Katrina qu'il ne l'était en 2010. En revanche, le volume de criminalité de la plupart des catégories de crimes était plus élevé entre 2006 et 2009 qu'il ne l'était en 2010, ce qui peut, dans une certaine limite, compenser la sous-estimation des taux liée à l'usage des données démographiques de 2010. Pour ces raisons, l'évolution des taux calculés sur la base des données démographiques de 2000 et 2010 et des données criminelles des deux mêmes années ne reflétera pas celles des années 2006 à 2009, impossibles à estimer faute de données

démographiques disponibles pour ces années là.

- Cartographie des taux de criminalité contre les personnes et les biens à l'échelle des quartiers

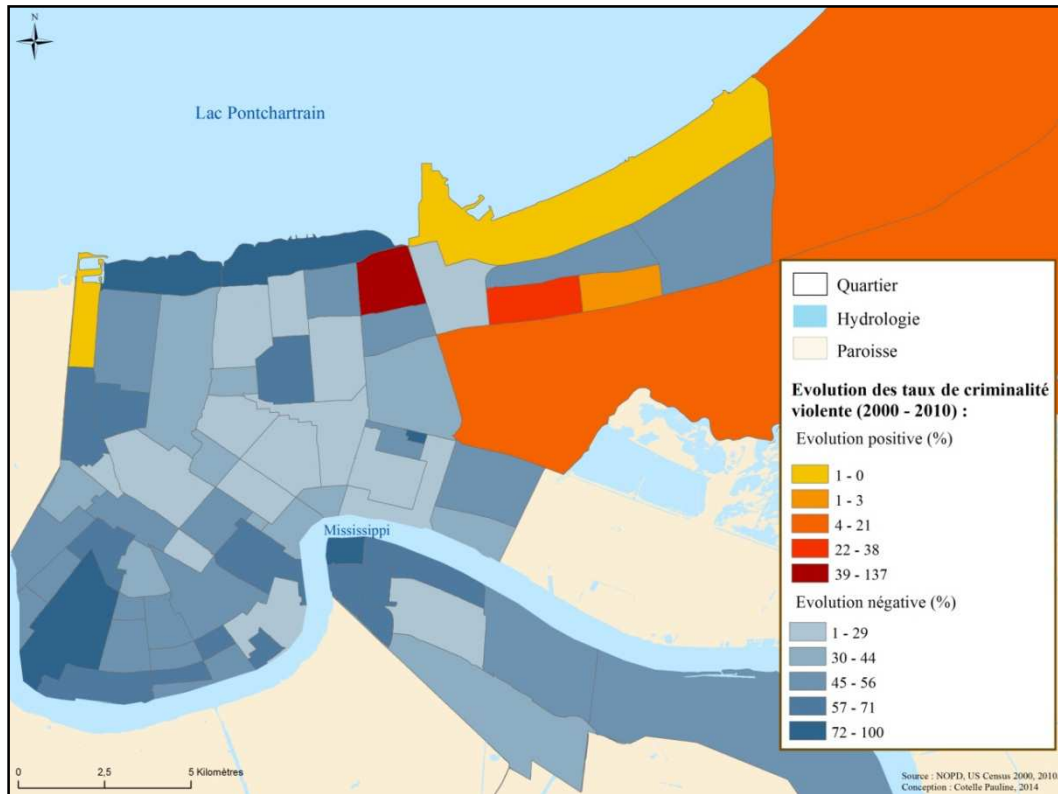


Figure 158 : Evolution des taux de criminalité violente entre 2000 et 2010.

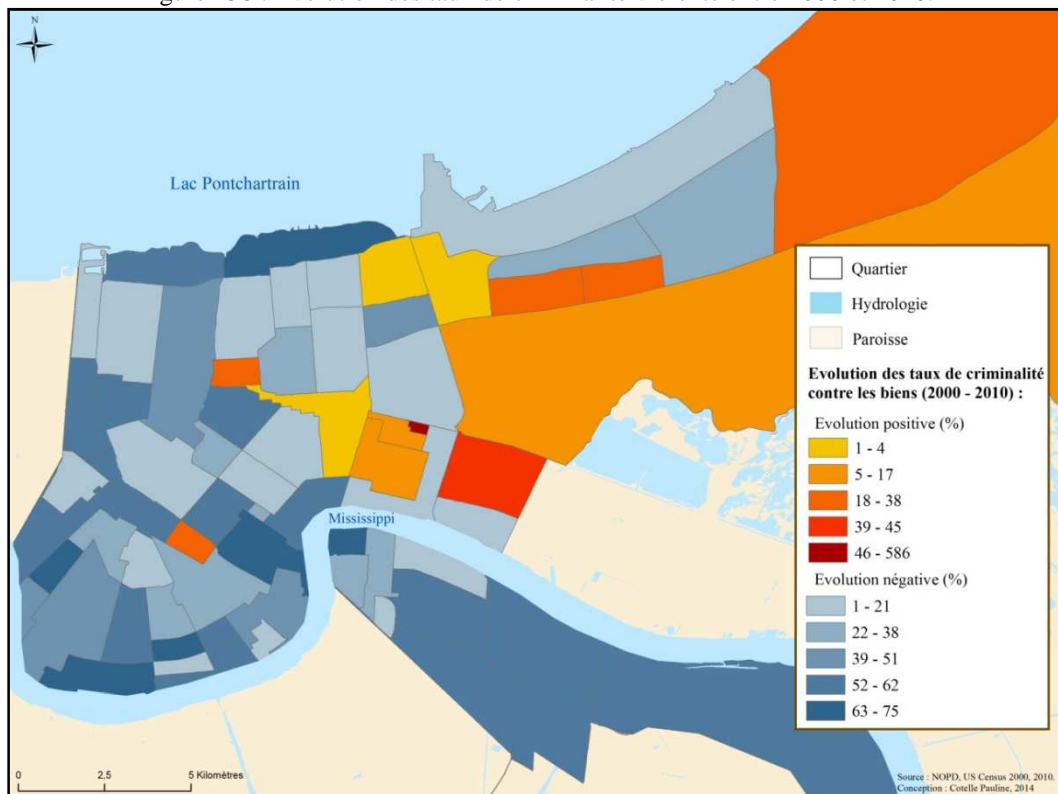


Figure 159 : Evolution des taux de criminalité contre les biens entre 2000 et 2010.

Dans l'ensemble, l'évolution des taux de criminalité violente et contre les biens entre 2000 et 2010 a connu une baisse prononcée (quartiers en bleu). On distingue toutefois une augmentation des taux de criminalité violente dans les quartiers périphériques de la ville localisés au Nord-est (*New Orleans East*) à l'exception des trois quartiers de *Pines Village*, *West Lake Forest* et de *Read Blvd East* (en bleu sur la carte du haut). La même tendance s'observe au regard de l'évolution de la criminalité contre les biens qui affiche une hausse à l'échelle de la plupart des quartiers du secteur Nord-est ainsi qu'à l'échelle de certains quartiers localisés plus au Sud (*Lower 9th Ward*, *St Claude*, *Florida*, *St Roch*). Il est par ailleurs surprenant de constater une hausse des taux de criminalité contre les biens à l'échelle des trois grands ensembles de logements sociaux de *B.W. Cooper*, *Florida* et *St Bernard*. En effet nous avons précédemment mis en évidence une baisse respective de 92,7% 96,7% et 90,1% de la criminalité entre ces deux mêmes dates (2000/2010). Cette hausse des taux indique donc nécessairement une baisse considérable du nombre d'habitants à l'échelle de ces territoires après Katrina.

Si l'analyse de l'évolution des taux de criminalité par quartier révèle une tendance générale à la baisse, l'analyse plus spécifique de certaines catégories de crimes (homicides et cambriolages) indique une augmentation à long terme des taux d'homicides dans les quartiers localisés en périphérie de la ville, y compris ceux qui n'ont pas été affectés physiquement par la catastrophe. D'autre part, l'analyse indique une forte augmentation des taux de cambriolage dans la plupart des quartiers en reconstruction.

8.2.3.2. Une évolution contrastée des taux d'homicide

La carte qui suit illustre l'évolution des taux d'homicides entre 2000 et 2010. On remarque une évolution beaucoup plus contrastée des taux que celle observée précédemment avec la cartographie de l'évolution des taux de criminalité violente aux mêmes dates et compilant toutes les catégories d'offenses.

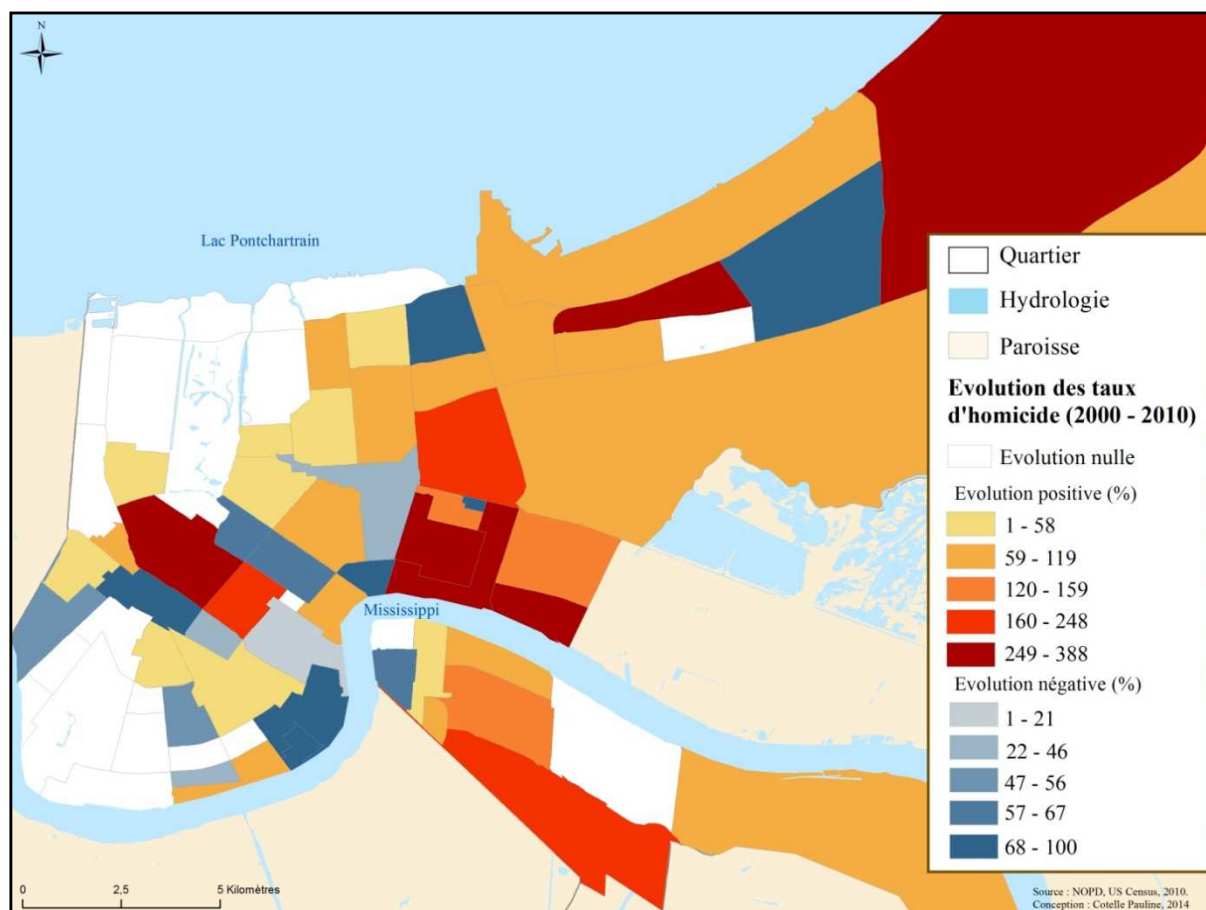


Figure 160 : Evolution des taux d'homicide à l'échelle des quartiers entre 2000 et 2010.

La cartographie de l'évolution des taux d'homicide met en évidence une tendance à l'augmentation de ces derniers à l'échelle des quartiers périphériques y compris ceux localisés au Sud-est (*West Bank*) qui n'ont pas été affectés physiquement par la catastrophe. Le secteur Nord-est de la ville (New Orleans East) se caractérise en effet, à l'exception des deux quartiers de *Read Blvd East* (en bleu) et de *Read Blvd East* (en blanc), par une évolution positive de ses taux d'homicides, comprise entre 59% et 388%.

Par ailleurs, le calcul de l'évolution des taux d'homicide se basant sur la compilation de l'ensemble des faits survenus en 2000 et 2004 d'une part et entre 2006 et 2010 d'autre part, permet d'aboutir à des résultats différents (carte ci-dessous). En effet, la majorité des quartiers se caractérise par une augmentation des taux, notamment à l'échelle de certains quartiers qui ont connu une baisse de leurs taux entre 2000 et 2010.

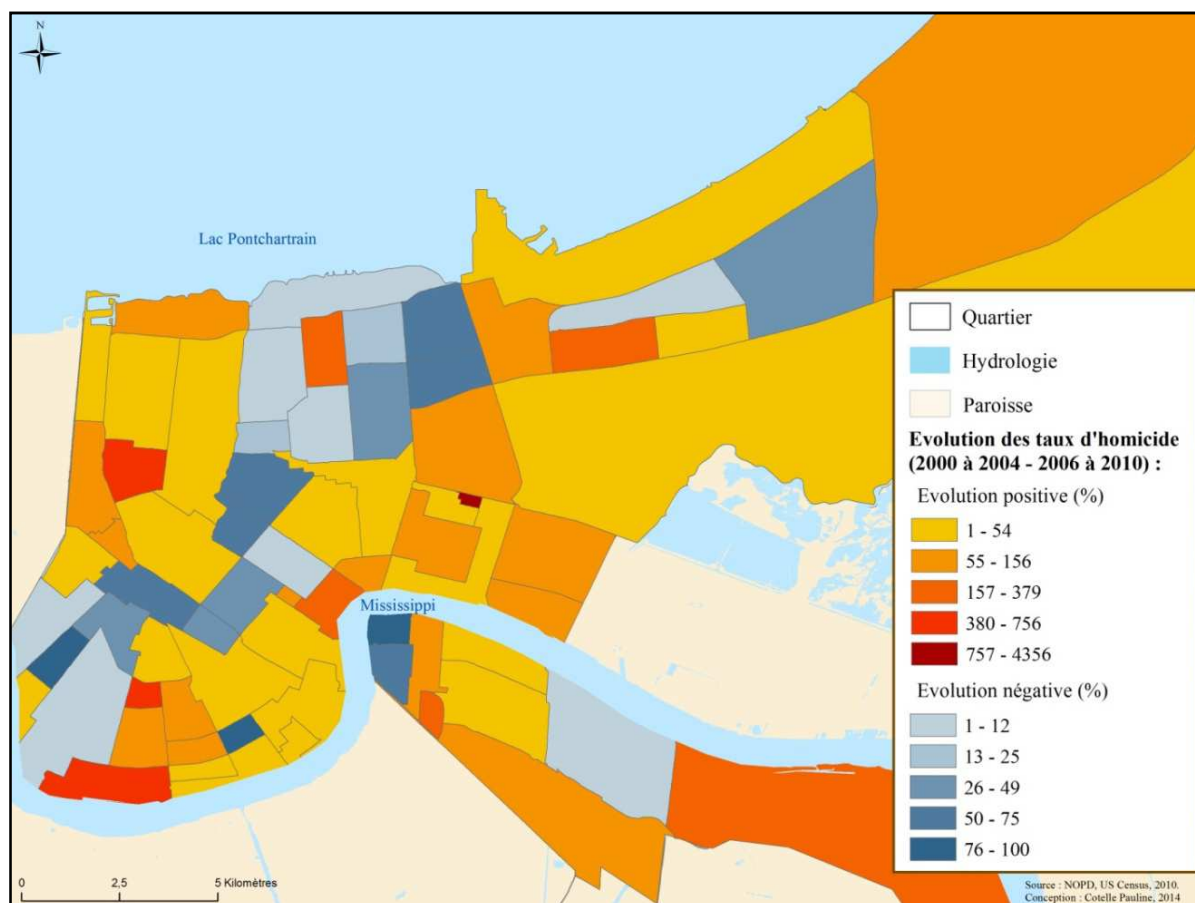


Figure 161 : Evolution *pre* et *post* Katrina des taux d'homicide à l'échelle des quartiers (2000/2004 – 2006/2010).

Si cette analyse complémentaire à la précédente est intéressante, elle comporte de nombreuses limites. En effet, celle-ci repose sur l'utilisation des données des recensements de 2000 et 2010 et sous estime donc fortement l'évolution positive des taux car la population de la ville était bien inférieure entre 2006 et 2009 qu'elle ne l'était en 2010. Malgré ces limites, la plupart des quartiers de la ville ont connu une augmentation de leur taux, ce qui nuance la tendance observée par l'utilisation de l'ensemble des catégories de crimes violents (cf. 8.2.2.1).

8.2.3.3. Une vulnérabilité prononcée des quartiers en reconstruction au regard des taux de cambriolage

- Des taux en augmentation dans la plupart des quartiers en reconstruction

La carte ci-dessous présente l'évolution des taux de cambriolage entre 2000 et 2010. La cartographie révèle une augmentation des taux dans la plupart des quartiers localisés au Nord et à l'Est de la ville et une baisse des taux dans les quartiers du centre ville ainsi que ceux localisés au Sud (secteur d'*Uptown*) et au Sud-est (*West Bank*).

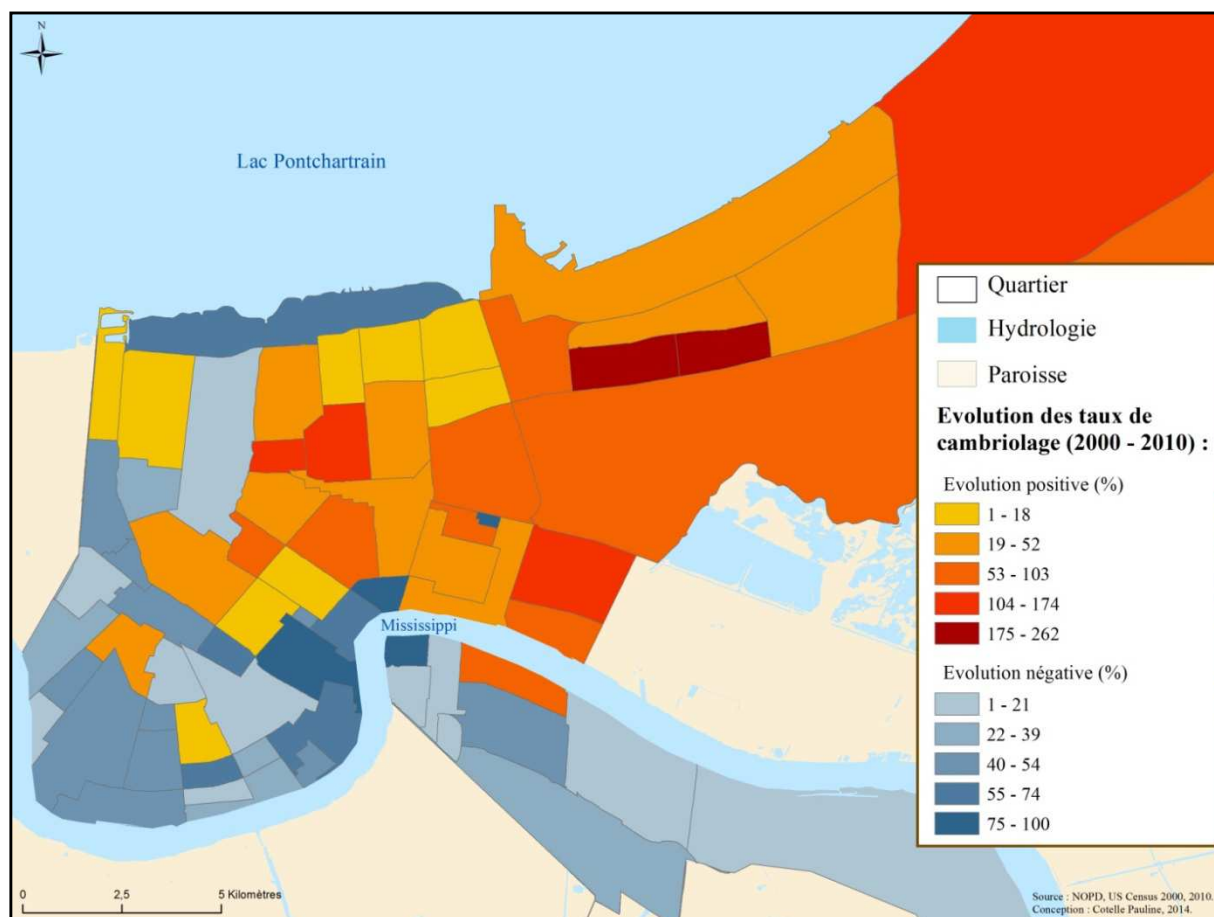


Figure 162 : Evolution des taux de cambriolage à l'échelle des quartiers entre 2000 et 2010.

➤ Une vulnérabilité accrue aux cambriolages des quartiers en reconstruction

La cartographie de l'évolution des taux de cambriolages entre 2000 et 2010 révèle une forte augmentation des taux dans les quartiers qui ont été les plus endommagés par les inondations, à l'exception de certains quartiers localisés au Sud-ouest. L'opposition entre les quartiers pas ou peu affectés physiquement par la catastrophe (quartiers en bleu) et ceux qui ont été dévastés par les inondations (quartiers en orange) est en effet très claire. On distingue clairement les quartiers localisés près du lac Pontchartrain (*Northshore*) qui n'ont pas été inondés et qui se caractérisent par une baisse importante de leur taux (évolution négative d'environ 65 %) alors que les quartiers adjacents localisés au Sud ont tous connu une augmentation notable. Les secteurs résidentiels localisés à l'Est et au Nord de la ville (*Gentilly, 9th Ward, New Orleans East*) se caractérisent tous par une évolution positive marquée de leur taux de cambriolage. Les quartiers du centre ville et du secteur d'*Uptown* qui n'ont pas ou que partiellement été affectés par les inondations affichent tous des taux de cambriolage en baisse à l'exception des deux quartiers de *Marlyville/fontainebleau* et *Milan* (en jaune et orange clair). Enfin, les taux de cambriolage n'ont pas augmenté dans les quartiers périphériques de la ville qui n'ont pas été inondés (*West Bank*) à l'exception du quartier de l'*US Naval Base* (en orange sur la carte), alors que les taux de criminalité violente ont qu'en à eux fortement augmenté.

- Précautions quant à l'interprétation de l'évolution des taux de criminalité après Katrina

L'appréciation de l'évolution de la criminalité au regard des taux dépend fortement de la catégorie de faits considérés. L'analyse de l'évolution de la criminalité par l'usage de l'ensemble des catégories crimes violents et non violents tend, en effet, à masquer les évolutions de certaines formes de criminalités telles que les homicides et les cambriolages qui ont augmenté après Katrina en valeurs relatives à l'échelle de nombreux quartiers. Ces quartiers principalement localisés en périphérie de la ville et pour la plupart en reconstruction, se caractérisent pourtant par une baisse de leur taux de criminalité violente et non violente globale. Certaines hypothèses émergent ainsi de la lecture des cartes de l'évolution des taux de criminalité. Il est possible d'émettre l'hypothèse d'un plus faible taux de report des crimes après Katrina pour les catégories de crimes violents à l'exception des homicides et pour les crimes contre les biens à l'exception des cambriolages. Ceci pourrait expliquer, du moins en partie, les tendances contrastées de la criminalité qui a baissé de manière générale à l'échelle de la majorité des quartiers après Katrina alors que les taux d'homicides et de cambriolages ont augmenté dans de nombreux quartiers. Il apparaît en effet que les secteurs fortement endommagés par la catastrophe soient devenus plus vulnérables aux cambriolages alors que les quartiers peu voire pas affectés ont au contraire connu une nette baisse de leur taux. Par ailleurs, les taux d'homicides ont augmenté dans les secteurs périphériques de la ville, y compris à l'échelle de ceux non impactés physiquement par Katrina (*West Bank*). Au vu de ces constats, la criminalité semble, *a priori*, répondre aux évolutions urbaines traitées dans le chapitre 6, à savoir :

- Une dédensification du tissu urbain des quartiers inondés en 2005, qui a conduit à une baisse de la surveillance naturelle et incidemment une plus grande vulnérabilité de ces territoires aux cambriolages (théorie des opportunités criminelles) ;
- Une tendance au retour des populations aisées vers le centre et à la paupérisation des quartiers périphériques, ce qui tend à rendre ces territoires plus vulnérables à la criminalité violente (théorie de la désorganisation sociale).

Apports et limites de l'analyse quantitative des évolutions de la criminalité en lien avec la catastrophe

La cartographie des faits criminels par points permet d'apprécier les évolutions spatiales de la criminalité à différentes échelles de temps, alors que l'approche par taux permet de rattacher ces évolutions au contexte de forts changements démographiques qui ont conduit à des variations positives ou négatives prononcées des taux selon les quartiers. Si ces deux approches quantitatives ont été complémentaires pour reconstituer l'évolution spatiale de la criminalité analysée en lien avec la catastrophe Katrina, elles présentent toutefois certaines limites liées à trois problèmes majeurs :

- Les carences inhérentes aux données officielles obtenues auprès de la police tendent à minimiser l'ampleur de certaines formes de criminalité, notamment dans le contexte *post* catastrophe marqué par un affaiblissement des forces de l'ordre (cf. 8.3).
- L'absence de données démographiques fiables à l'échelle de la ville et des quartiers au cours des premières années *post* Katrina, a limité l'analyse de l'évolution des taux à la comparaison des années 2000 et 2010 (deux années du recensement officiel de la population).
- L'analyse des taux à l'échelle des quartiers tend fortement à simplifier la réalité puisque les disparités infra-quartier sont gommées, ce qui peut conduire à certaines erreurs d'interprétation. Ainsi, une baisse des taux de criminalité violente à l'échelle d'un quartier pourra en réalité traduire une évolution hétérogène de la criminalité qui a pu fortement baisser dans un secteur et augmenter dans une autre portion du même quartier.

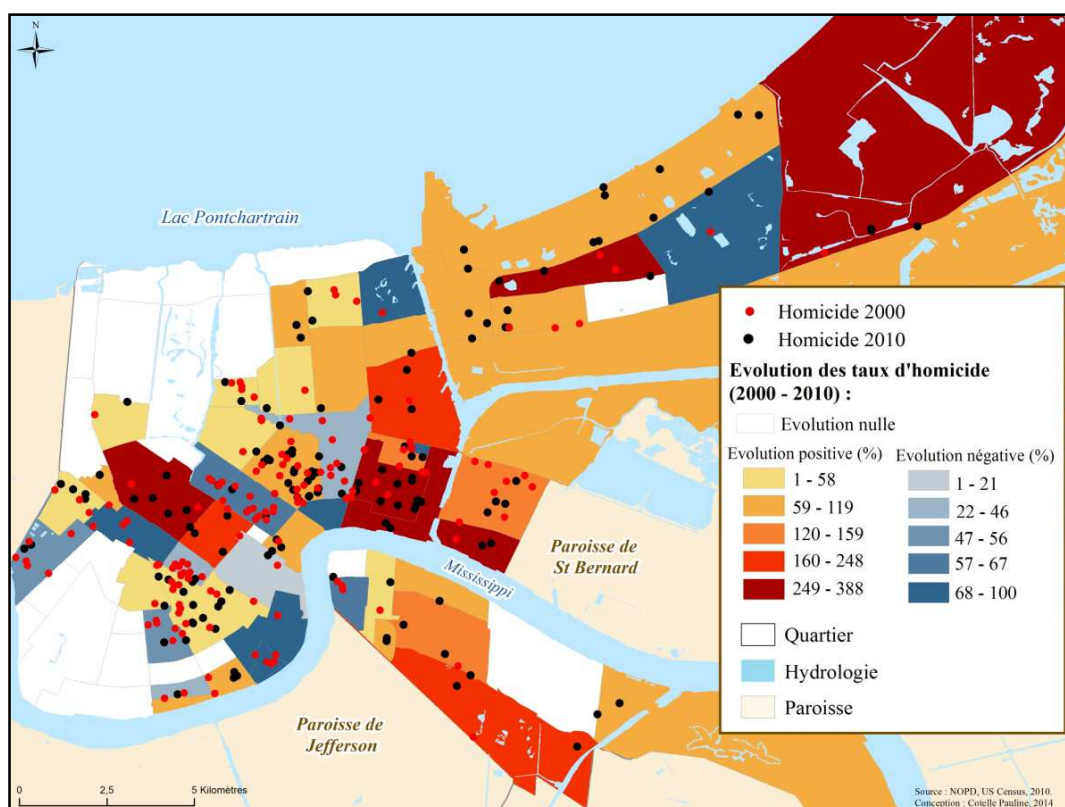


Figure 163 : Limites de la cartographie par points pour cerner l'évolution spatiale des homicides après Katrina.

La carte ci-dessus illustre le problème de l'échelle d'analyse des taux qui masquent les évolutions micro-locales de la criminalité puisque celle-ci peut se concentrer dans une portion restreinte du quartier. Pour cette raison, l'évolution positive des taux d'homicides à l'échelle d'un quartier pourra donner l'impression d'une aggravation générale de la violence à l'échelle de ce territoire alors même qu'une partie de ce dernier pourra se caractériser par une baisse importante du nombre d'homicides. Par ailleurs, une forte évolution positive ou négative des taux pourra traduire une augmentation ou une

baisse négligeable du nombre de faits lorsque le quartier se caractérisait initialement par un faible nombre d'homicides. Ainsi, un quartier qui comptabilisait un homicide avant la catastrophe et qui en comptabilise deux après la catastrophe et où le nombre d'habitants n'a pas substantiellement changé, se caractérisera par des taux d'évolution très prononcés (autour de 100%).

La reconstitution de l'évolution spatiale et temporelle de la criminalité après Katrina, qui a permis de spatialiser l'évolution des faits d'une part et celle des taux d'autre part, est riche d'enseignements, mais nécessite toutefois d'être complétée par une approche qualitative permettant de lever le voile sur certaines formes de victimisations fortement occultées par les données officielles, d'autant que les « angles morts » de la mesure de la criminalité se sont élargis après Katrina. Les agressions sexuelles et la forte victimisation des populations hispaniques constituent deux cas particulièrement pertinents pour illustrer les impacts de la catastrophe sur la mesure de la criminalité (8.3).

8.3. Une victimisation largement sous reportée après Katrina qui illustre les limites de l'approche quantitative

La capacité des policiers à investir les crimes reportés par la population au cours des mois et années *post* Katrina a été altérée en raison de l'affaiblissement du département de police (cf. 8.1.2). Les impacts de la catastrophe sur la mesure de la criminalité sont en effet non négligeables, notamment en ce qui concerne certaines formes de criminalité faisant des victimes particulièrement vulnérables telles que les femmes (agressions sexuelles) et les populations hispaniques venues pour reconstruire la ville (agressions violentes, vols armés, vols avec violence). Ces catégories de crimes se caractérisent en effet par des taux de report très faibles qui tendent à minimiser l'ampleur de la victimisation de ces populations très vulnérables après Katrina.

8.3.1. Limites de l'analyse quantitative et impacts de la catastrophe sur la mesure de la criminalité

8.3.1.1. Une analyse quantitative qui nécessite une précaution particulière

L'analyse quantitative de l'évolution de la criminalité après Katrina qui s'appuie sur les données chiffrées (données UCR) nécessite d'être complétée par une approche qualitative qui permet de mettre à jour des formes de criminalité quasiment absentes des registres de la police. Katrina a en effet affecté de diverses manières les modalités de mesure de la criminalité. Les impacts de la catastrophe sur les taux de report des faits criminels d'une part et sur la capacité de la police à investir l'ensemble des

crimes survenus d'autre part, ont entraîné des dissensions prononcées entre la réalité criminelle et les données officielles. L'approche qualitative de l'évolution de certaines formes de criminalité après Katrina, qui s'appuie sur de très nombreux entretiens et des missions de terrain répétées avec les policiers de la Nouvelle-Orléans, permet dans une certaine mesure de pallier ces problèmes d'ordre méthodologique.

Ce constat relatif aux limites des données n'invalide cependant pas l'analyse quantitative puisque si les données en tant que telle sont lacunaires, leur compilation sur une période de temps long (2000 – 2010) rend l'analyse pertinente. En effet, les données permettent de dégager certaines tendances générales de la criminalité permettant elles mêmes d'émettre de nombreuses hypothèses quant au lien entre la catastrophe et l'évolution spatiale de la criminalité (8.2.3).

8.3.1.2. Un chiffre noir de la criminalité amplifié par Katrina

Au cours des années *post* Katrina, le département de police, épaulé par les autorités fédérales (FBI), a prioritairement concentré ses ressources sur l'investigation des crimes les plus graves, notamment les homicides, reléguant ainsi au second plan les crimes considérés comme « secondaires »¹⁸⁶. Si l'analyse de l'évolution de certains crimes violents tels que les homicides ne pose pas de problème, ce n'est pas le cas d'autres catégories de crimes largement sous estimés par les statistiques criminelles. En effet, si les données relatives aux homicides sont très proches de la victimisation réelle¹⁸⁷, l'écart entre la statistique policière et le volume réel de crimes tels que les viols est prégnant. De plus, les chiffres de la criminalité peuvent faire l'objet de manipulations permettant de gonfler ou minimiser certains faits à des fins politiques¹⁸⁸. Ces limites inhérentes à l'étude du phénomène criminel impliquent donc une prise de recul nécessaire vis-à-vis de l'analyse quantitative réalisée précédemment. Les limites des données officielles ont par ailleurs été particulièrement importantes après la catastrophe pour certains crimes qui ont affecté des populations particulièrement vulnérables et peu à même de reporter les faits subis. Le cas des agressions sexuelles permet, dans un premier temps, de montrer l'effet de Katrina sur la victimisation des femmes et sur l'écart entre la réalité criminelle et les statistiques policières. Le cas des agressions violentes et des braquages armés à l'encontre des populations hispaniques immigrantes permet, dans un second temps, de démontrer les limites des données policières puisque celles-ci ont largement occulté cette forme de victimisation pourtant très répandue après Katrina.

¹⁸⁶ Ceci nous a été confié par de nombreux policiers avec qui nous avons effectué des patrouilles.

¹⁸⁷ Si le chiffre noir pour les homicides est quasiment nul, certains témoignages d'habitants et ex repris de justice laissent néanmoins penser qu'après Katrina de nombreux homicides auraient été commis sans qu'aucunes preuves tangibles n'aient permis à la police d'en prendre connaissance. C'est le cas d'individus en situation irrégulière, de consommateurs et *dealers* de drogues, dont les corps des victimes auraient été « jetés » dans le fleuve Mississippi.

¹⁸⁸ Ces manipulations affectent principalement les catégories de crimes survenant en grands nombres sur des périodes de temps courtes. En effet, les réunions COMPSTAT qui se tiennent une fois par semaine sont l'occasion pour les policiers de chaque District de présenter leurs statistiques qui peuvent être « cuisinées », particulièrement lors des réunions hebdomadaires qui réunissent l'ensemble des Districts de police et au cours desquelles le chef de la police évalue les résultats de chaque juridiction en compétition pour l'accès aux ressources (« *cooking stat* » est une expression utilisée dans le jargon policier). La manipulation des statistiques criminelles qui serait monnaie courante au sein de nombreux départements de police, nous a été confirmée par Bernazzani (FBI) : "be very careful and keep in mind that statistics can be manipulated, especially after Katrina when no one really knew what the population was. There was controversy between academics and the chief of the police at the time".

8.3.2. Les agressions sexuelles : une forme de criminalité violente fortement sous reportée après Katrina

« It was, the experts say, the perfect environment to commit a crime and the worst environment to report a crime [...] rape is one of the hardest crime to solve [...] that fact something wasn't reported to the police doesn't mean it didn't happen, we know about all the things that happened » (NPR, 21/12/2005).

La lecture de l'ouvrage de Harper et Frailing - *Crime and Criminal Justice in Disaster* - (2010) nous avait très tôt mis sur la piste d'une forme de victimisation répandue à la Nouvelle-Orléans après Katrina mais largement sous reportée par le NOPD. Pour des raisons d'ordre méthodologique nous avons fait le choix d'écarter les agressions sexuelles¹⁸⁹ de notre analyse, mais la récurrence de cette thématique lors de nos interactions avec la population et certains officiers de police (notamment ceux de la *Sex Crime Unit*), nous a incité à investir ce cas *via* une approche qualitative¹⁹⁰. D'après de nombreux experts¹⁹¹ et certains chercheurs (Thornton et Voigt, 2007, 2011), les agressions sexuelles auraient en effet été légions au cours des mois et années *post* Katrina¹⁹². Néanmoins, l'analyse quantitative reposant sur les données collectées auprès de la police indique une forte diminution du nombre de viols au cours des années *post* Katrina (8.3.2.1). Cette baisse contredisant l'avis des experts¹⁹³ et les témoignages de nombreuses victimes de viols, est à relier à différents facteurs qui se sont combinés pour expliquer cette tendance (8.3.2.2). La création d'une base de données par le centre national sur les violences sexuelles (*National Sexual Violence Resource Center*¹⁹⁴) recensant les agressions sexuelles survenues après Katrina¹⁹⁵ a constitué un complément à notre analyse qualitative qui révèle une vulnérabilité accrue des femmes aux agressions sexuelles après Katrina (8.3.2.3).

8.3.2.1. Une baisse du nombre de viols et des appels d'urgences au 911 après Katrina

La cartographie des agressions sexuelles survenues entre 2000 et 2004 d'une part et entre 2006 et 2010 d'autre part, permet de constater une réduction considérable du nombre de faits enregistrés par la police (figures 164 et 165). On remarque de manière assez surprenante que certains quartiers tels que celui de *Central City* ont connu une baisse substantielle du nombre d'agressions sexuelles alors que ce

¹⁸⁹ La littérature portant sur la question des violences sexuelles dans le contexte post catastrophe est riche. Voir Enarson (1999) sur la violence contre les femmes en temps de crise ; Enarson et Morrow (1997) au sujet de la vulnérabilité des femmes dans le contexte *post* catastrophe traitée à travers le cas du cyclone Andrew. Cette question a également fait l'objet de nombreuses recherches après le tremblement de terre d'Haïti de janvier 2010, cf. <http://www.ijdh.org/2010/07/topics/womens-issues/the-predictable-disaster-post-earthquake-widespread-rape-in-haiti-goes-unaddressed/#.UzWkdIXyocE>

¹⁹⁰ Certaines sources journalistiques corroborent les propos des experts que nous avons pu interroger à ce sujet ainsi que les résultats des chercheurs ayant étudié cette problématique (cf. Thornton et Voigt, 2007 ; 2010).

¹⁹¹ De nombreux échanges au cours de l'été 2011 avec Lido, un ex agent du NOPD de la *Sex Crime Unit* en fonction jusqu'en 2010, nous ont permis d'obtenir de nombreuses informations sur l'ampleur de la victimisation des femmes au cours des mois et années après la catastrophe.

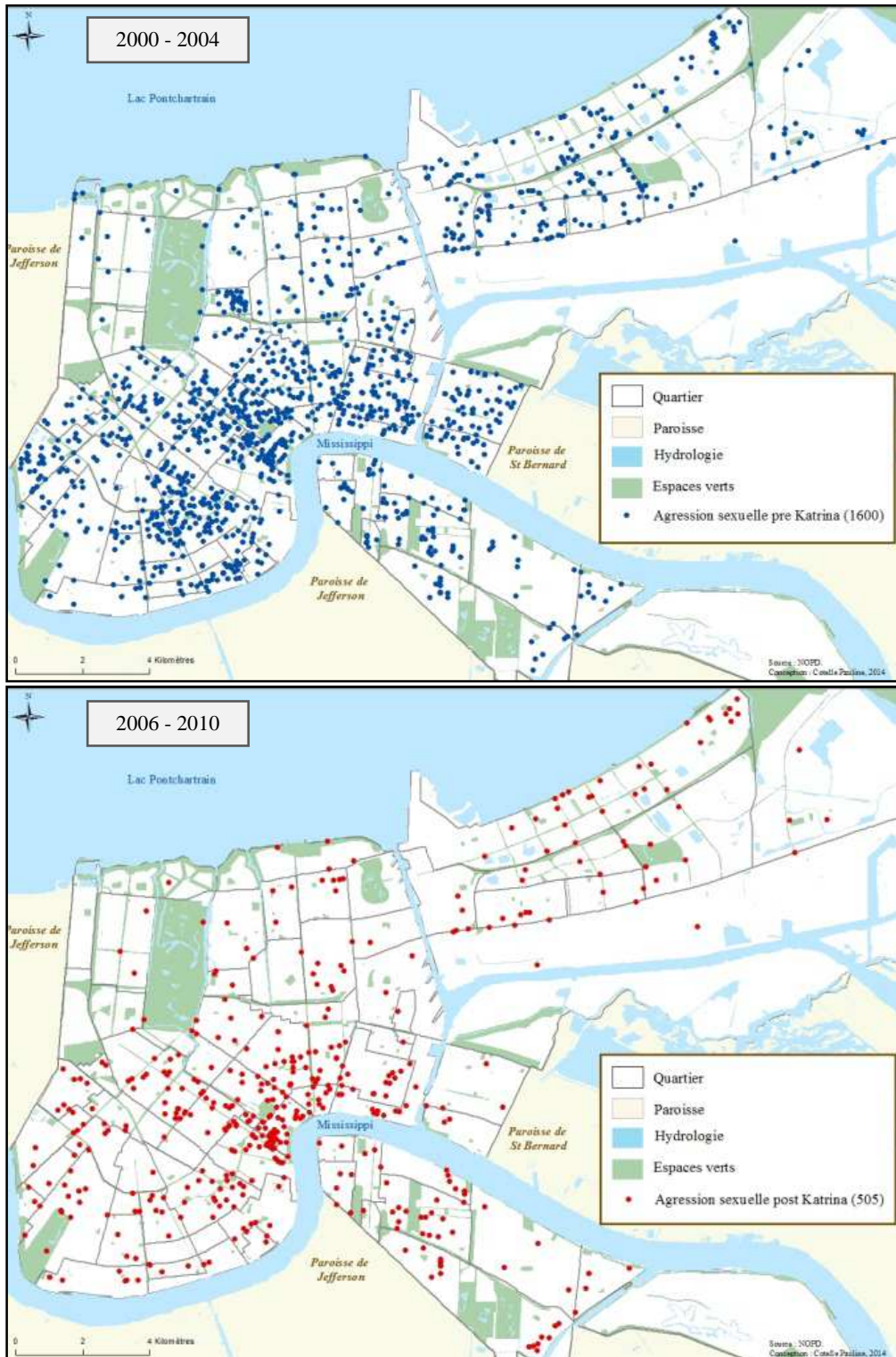
¹⁹² Cf. "More stories emerge of rapes in post Katrina chaos" (NPR, 21/12/2005).

¹⁹³ Cf. L'écart entre la victimisation et les faits enregistrés par la police est reconnu par les policiers. Ceci nous a été confirmé à de nombreuses reprises par les policiers du NOPD notamment lors de notre entretien Lido (*Sex Crime Unit*) et le chef de la police (Ronald Serpas).

¹⁹⁴ Site web : <http://www.nsvrc.org/>

¹⁹⁵ La création par le Centre National sur les violences sexuelles d'un site web dédié aux victimes d'agressions sexuelles de la Nouvelle-Orléans, a ainsi permis à de nombreuses femmes victimes de viols de reporter leur agression qu'elles n'auraient très probablement pas déclaré à la police.

quartier a constitué après Katrina, d'après les policiers, le nouveau « point chaud » de la violence au cours des premières années *post* Katrina. Similairement, les deux quartiers du *Seventh Ward* et de *St Claude*, parmi les plus violents entre 2000 et 2005, ne se caractérisent pas par un volume important de viols au cours de la période 2006 à 2010 à la différence des autres catégories de crimes violents.



Figures 164 et 165 : Forte réduction du nombre d'agressions sexuelles enregistrées par la police après Katrina.

Les deux cartes ci-dessus illustrent clairement la baisse prononcée du nombre d'agressions sexuelles après Katrina. Celui-ci est passé de 1600 faits constatés entre 2000 et 2004 à 505 entre 2006 et 2010, soit une baisse de 68,4%.

	2000	2004	2006		2007	2008	2009	2010
Nombre de viols enregistrés par la police	360	258 dont 19 tentatives	Janvier à juin	Juillet à décembre	126 dont 16 tentatives	71 dont 9 tentatives	94 dont 7 tentatives	136 dont 12 tentatives
			63	46				
			109					
Nombre d'appels au 911	433	329	164		155	103	113	189
Ecart (crimes /appels au 911)	- 73	- 71	- 55		- 29	- 32	- 19	- 53

Tableau 21 : Evolutions du nombre de viols et d'appels d'urgences au 911 au cours des années *pre* et *post* Katrina (sources : NOPD, Centre d'appel d'urgence du 911).

La comparaison annuelle des viols enregistrés par la police (UCR) survenus avant (2000 et 2004) et après Katrina (2006 à 2010), révèle une réduction notable, au cours des années 2006 à 2010, du nombre de faits constatés ainsi que du nombre d'appels d'urgence au 911. En 2004, 258 viols avaient été enregistrés par la police ce qui représente 149 faits de plus qu'en 2006, 132 de plus qu'en 2007, 187 de plus qu'en 2008, 164 de plus qu'en 2009 et 122 de plus qu'en 2010, soit une réduction de près de moitié pour l'ensemble des années *post* Katrina.

Cette tendance contredit les témoignages des spécialistes interrogés sur le terrain (universitaires, policiers) ainsi que de scientifiques ayant basé leurs recherches sur une approche qualitative (Thornton et Voigt, 2011 ; 2013). Ces derniers montrent en effet dans leurs travaux que les viols constituent une catégorie de crime susceptible de s'amplifier à la suite d'une catastrophe en raison de facteurs d'ordre psychologiques, mais également en raison de l'affaiblissement des autorités, de la baisse de la surveillance naturelle et de la dégradation de l'environnement urbain bâti qui offre de nombreuses opportunités criminelles¹⁹⁶. Après Katrina, l'affaiblissement de la police ne disposant pas de laboratoire pour analyser les preuves, a sans nul doute contribué à renforcer le sentiment d'impunité des violeurs encourageant un risque quasiment nul d'être appréhendés par la police et jugés à la hauteur de leur crime.

L'analyse des viols recensés par la police après Katrina montre que davantage d'agressions sexuelles ont été comptabilisées en 2006 qu'en 2008 et 2009. Ceci corrobore la théorie d'un renforcement des opportunités criminelles dans le contexte *post* catastrophe à court et moyen termes ainsi que les propos de nombreuses victimes et experts dans le cas particulier de la Nouvelle-Orléans *post* Katrina. Néanmoins, il est surprenant de constater qu'en 2006, sur les 109 viols comptabilisés par la police, la plupart d'entre eux sont survenus entre janvier et juin (63). En effet, le mois de juin a marqué le retour de la criminalité organisée et des trafiquants qui jusque là étaient encore majoritairement déplacés hors

¹⁹⁶ Cf. chapitre 10, le lien l'augmentation du *blight* après Katrina et l'évolution de la criminalité dans les secteurs de forte concentration de logements inoccupés à l'état d'abandon sera développé en détails.

de la ville. Pour ces raisons, la probabilité pour que le nombre de viols soit supérieur pour la période qui s'étend de juillet à décembre 2006 était donc *a priori* plus élevée. Ceci peut s'expliquer par la tendance à la concentration des efforts de la police sur certains problèmes. Le NOPD s'est en effet adresser en priorité au problème du retour des narcotrafiquants symbolisé par la fusillade de *Central City* du 17 juin 2006 (cf. 8.1). Par ailleurs, la comparaison des données criminelles et des données relatives aux appels d'urgences au 911 permet de mettre à jour un décalage moins important entre le nombre de viols reporté par la population et le nombre de faits comptabilisés par la police après Katrina (un écart d'une moyenne de 37.6 après Katrina contre 72 avant la catastrophe). Ceci paraît à première vue surprenant au regard de l'affaiblissement du département de police (8.1.2). La réduction de l'écart entre les statistiques policières et les appels d'urgence au 911 est donc certainement liée à l'impact de Katrina sur le centre de gestion des appels d'urgence, incapable de prendre en compte tous les appels entrant¹⁹⁷.

S'il apparaît surprenant de constater une telle baisse des agressions sexuelles après Katrina, il convient cependant de mettre ces données brutes en contexte. En effet, cette réduction est à relier aux évolutions démographiques *post* Katrina, notamment au cours des premières années après la catastrophe où moins de la moitié des résidents étaient revenus à la Nouvelle-Orléans. La baisse du nombre de victimes et d'agresseurs potentiels aurait ainsi pu contribuer à expliquer cette tendance.

8.3.2.2. Une catégorie de crime largement sous reportée après Katrina

"I admit sexual assaults are under reported" "I know more sexual assaults took place. I've expressed many times that we're willing to investigate any sexual assaults that happened in this city at any time. We can only deal with what we know." (Propos de Bellini cites dans NPR, 21/12/2005).

Face au décalage entre l'analyse des données sur les viols et les recherches de certains scientifiques postulant une augmentation du risque de victimisation des femmes après Katrina, certaines hypothèses relatives aux impacts de la catastrophe sur les taux de report de cette catégorie de crime peuvent être mises en avant. D'après les experts interrogés sur la question de l'ampleur de la victimisation des femmes après Katrina, le report des agressions sexuelles se serait en effet heurté à différents obstacles qui ont contribué à expliquer l'écart particulièrement important après Katrina entre la victimisation réelle et le nombre de faits comptabilisés par la police¹⁹⁸. Le report des agressions sexuelles a été entravé par :

- Une difficulté pour les victimes de reporter leur agression en raison de la faible disponibilité

¹⁹⁷ D'après certains entretiens avec la police et certains membres du centre d'appel d'urgence du 911, dont John Adams (qui nous a fourni l'ensemble des données géo-référencées et compilées sur une période de 10 ans), les populations très inquiètes après Katrina ont eu tendance à systématiquement contacter le 911 pour reporter des faits en tout genre, allant de problèmes de voisinage au report d'homicides.

¹⁹⁸ Cf. étude d'Enarson (1999) sur la victimisation des femmes après différentes catastrophes.

du centre d'appel d'urgence du 911, peu fonctionnel depuis la catastrophe. Les victimes ont en effet été confrontées à des temps d'attente importants, voir à une impossibilité de contacter les opérateurs, ce qui les ont souvent découragé à persévérer dans le processus de report de leur agression.

- Une difficulté pour la police à appréhender les suspects en raison de l'absence de structures leur permettant d'analyser les preuves à conviction (fermeture du laboratoire d'analyse ADN après Katrina). Pour ces raisons la plupart des agressions sexuelles reportées n'ont pas été suivies de poursuites judiciaires, ce qui a découragé les victimes à reporter leur agression. En effet, la très faible probabilité que l'agresseur soit retrouvé par la police et condamné par la justice a fortement incité les femmes à ne pas reporter leur agression.
- Une crainte de la remise en question des dires des victimes d'abus sexuels¹⁹⁹. Certains policiers avouent en effet que les reports de viols suscitent souvent un doute quant à la véracité des propos des présumées victimes en raison du nombre de faux reports principalement motivés des vengeances personnelles (relationnelles). Ceci a pu contribuer à décourager le report des agressions sexuelles de nombreuses victimes.
- La peur des femmes de reporter leur agression en raison du risque de représailles. Le viol constitue en effet la catégorie de crime qui, avec les homicides, est la plus fortement soumise à la loi du silence. Cette peur a été renforcée après Katrina en raison de l'incapacité de la police à appréhender les suspects pouvant à tout moment se venger d'une victime qui aurait porté plainte. La peur des représailles et le sentiment de ne pas pouvoir compter sur la protection de la police en cas de dénonciation ont en effet constitué des obstacles majeurs au report des viols après Katrina.

Au-delà des impacts de Katrina sur les taux de report des viols, la victimisation des femmes a été favorisée par le contexte *post* catastrophe propice à la diffusion de cette catégorie d'offense.

8.3.2.3. Des facteurs de vulnérabilité amplifiés par Katrina

Le cadre théorique des opportunités criminelles est utile pour analyser la vulnérabilité accrue des femmes au risque de viols après Katrina. Chaque « versant » du triangle criminel a en effet été affecté par la catastrophe. La « composante aléa » a pu être affectée, d'une part, par l'arrivée massive de nombreux travailleurs masculins, ce qui a augmenté le volume d'individus potentiellement enclins à commettre une agression sexuelle (Thornton et Vogt, 2007, pp. 42-43). D'autre part, les troubles psychologiques générés ou amplifiés par la catastrophe et les caractéristiques de l'environnement urbain favorisant le passage à l'acte (logements vacants), ont pu renforcer la motivation des agresseurs

¹⁹⁹ Les policiers sont régulièrement confrontés à des reports d'abus sexuels qui s'avèrent être inventés de toutes pièces. Pour ces raisons, il est fréquent que les policiers interrogent les victimes de viols d'une manière que peut laisser croire qu'ils remettent en question la bonne foi de la victime.

(cf. chapitre 10). Par ailleurs, la nature des « enjeux » a également évolué (femmes seules et isolées) ainsi que leur exposition en raison d'une faible surveillance formelle et informelle (absence de la police, perte du voisinage).

Les cas des agressions sexuelles contre certaines volontaires contribuant à l'effort de reconstruction illustre bien le lien entre Katrina et l'aggravation du risque de viol. Cette forme de victimisation qui n'est pas traitée dans la littérature, a été mise en évidence par Thornton et Voigt (2007) qui ont eu à faire à des volontaires victimes de viols durant leur séjour à la Nouvelle-Orléans après la catastrophe. A la différence des touristes se cantonnant aux quartiers historiques du centre ville bien couverts par la police, les volontaires ont dû se déplacer quotidiennement de leur lieu de résidence (généralement des hôtels du *French Quarter*) à leur lieu de travail situé dans les quartiers dévastés par les inondations, notamment dans le quartier du *Lower 9th Ward* et de *Holy Cross* qui ont attiré de nombreux volontaires et fait l'objet d'une forte implication des ONG après Katrina (figure 166).

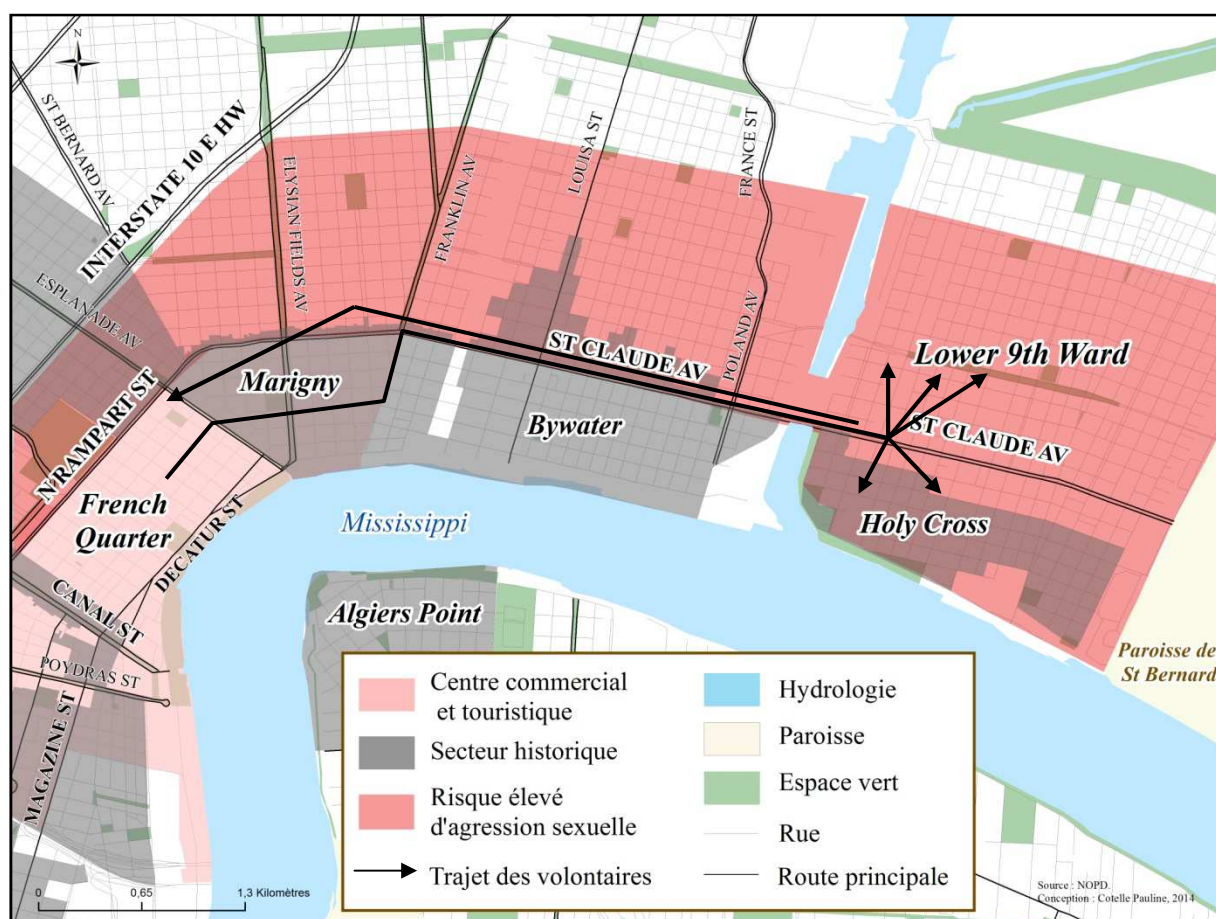


Figure 166 : Exposition des volontaires au risque d'agression sexuelle.

Les déplacements des volontaires féminines généralement effectués par groupe en vélo, à pieds ou en bus, les ont exposé au risque d'agression sexuelle lorsque celles-ci se déplaçaient seules ou « entre filles »²⁰⁰ et au-delà des itinéraires touristiques, notamment au Nord des avenues de *St Claude* ou de *North Rampart*. La méconnaissance de la « géographie du danger », a ainsi exposé ces individus à un

²⁰⁰ Cf. Thornton et Voigt (2007, p. 41).

risque élevé de victimisation en raison des itinéraires empruntés et des horaires des déplacements, notamment lorsque ceux-ci s'effectuaient en début de soirée. Certains cas de viols connus ont mis en scène certaines volontaires ayant accepté de se faire reconduire des sites de reconstruction vers leur hôtel par des inconnus ayant profité de leur manque de vigilance pour les agresser sexuellement (Thornton et Voigt, 2007). Les caractéristiques urbaines des secteurs en marge des quartiers de *Bywater*, du *Marigny* et du *French Quarter* ont en effet largement favorisé le passage à l'acte des agresseurs en raison des carences de surveillance et de la présence de nombreuses résidences vacantes.

La mesure de la victimisation réelle des femmes au regard des agressions sexuelles n'est pas la seule à avoir été affectée par la catastrophe. Les braquages et agressions violentes à l'encontre des populations immigrantes, pour la plupart en situation irrégulière et principalement en provenance d'Amérique Centrale, ont également été très largement sous estimés par les statistiques policières.

8.3.3. Une forte victimisation des populations hispaniques, absente des statistiques policières

“...on the street, these laborers are known as “walking A.T.M.’s.” Their pockets stuffed with bills, the laborers are vulnerable because of language problems and their status as illegal immigrants. And as Hispanics have become the prey of choice in crumbling neighborhoods here in one of America’s most crime-ridden cities, racial friction between the newcomers and longtime black residents has moved close to the surface [...] It is an under-the-radar crime epidemic: unarmed Hispanic workers are regularly mugged, beaten, chased, stabbed or shot, the police and the workers themselves say.”
(*New York Times*, 15/02/2009)

Les agressions et braquages à l'encontre des populations hispaniques constituent un cas exemplaire pour illustrer la problématique de la mesure de la criminalité à la suite d'une catastrophe majeure. En effet, Katrina a conduit à une forte immigration d'individus d'origine hispanique, principalement des hommes le plus souvent en situation irrégulière, qui sont devenus la cible privilégiée des malfaiteurs en raison de leur forte vulnérabilité intrinsèque et de leur exposition au risque de victimisation. Cette criminalité qui s'est développée dès les premiers mois *post* Katrina, n'apparaît cependant que très partiellement dans les registres de la police.

8.3.3.1. Des populations très vulnérables et fortement victimisées (« Walking ATM's »²⁰¹)

Nos échanges avec la population²⁰² et certains acteurs en charge de la sécurité urbaine (NOPD, FBI, DEA), nous ont rapidement mis sur la piste d'une forme de criminalité relativement inédite à la

²⁰¹ Surnom donné aux travailleurs hispaniques arrivés après Katrina (Bernazzani, 2011).

²⁰² Nous avons pu rencontrer certains travailleurs en situation irrégulière provenant du Honduras grâce à Holly Wiseman, impliquée dans leur insertion à la Nouvelle-Orléans malgré leur statut.

Nouvelle-Orléans, qui est directement liée à la catastrophe Katrina²⁰³. Le surnom de « distributeurs automatiques de billets »²⁰⁴ donné aux travailleurs hispaniques, venus pour trouver un travail dans le secteur de la (re)construction après Katrina, est révélateur de leur vulnérabilité au regard de la criminalité (Thornton, 2010)²⁰⁵. Ceux-ci ont en effet été victimes de braquages systématiques ainsi que d'agressions violentes parfois fatales qui n'apparaissent pas dans les registres de la police en raison de leur statut d'immigrés clandestins. Ce phénomène, non spécifique à la Nouvelle-Orléans, s'observe à l'échelle des Etats-Unis, dans les centres urbains et banlieues où se concentrent des populations en situation irrégulière²⁰⁶. Ces dernières constituent une catégorie d'individus extrêmement vulnérables en raison de leur statut qui les empêche de bénéficier des mêmes droits que les citoyens américains²⁰⁷. Si cette problématique de la victimisation des populations hispaniques est bien traitée par la littérature, sa survenue dans le contexte *post* catastrophe est cependant très peu investie (Thornton, 2010).

8.3.3.2. Facteurs de vulnérabilités des populations hispaniques

La catastrophe Katrina a entraîné une immigration historique de travailleurs hispaniques à l'échelle de l'aire métropolitaine de la Nouvelle-Orléans (Thornton, 2010). Ces derniers sont devenus, pour différentes raisons, des cibles « faciles » pour des malfaiteurs de la Nouvelle-Orléans. Ces populations venues pour reconstruire la ville après Katrina, se sont concentrées dans les secteurs les plus pauvres de la ville, squattant le plus souvent les bâtiments et maisons délabrés et inoccupés²⁰⁸. Leur statut de clandestins ne leur permettant pas de bénéficier d'un compte bancaire²⁰⁹ les a conduits à transporter en permanence de l'argent liquide sur eux²¹⁰ ce qui les a exposé à des braquages devenus systématiques, d'où leur surnom de « distributeurs automatiques de billets » (« *Walking ATM's* », Bernazzani, 2011). Par ailleurs, ces populations en situation irrégulière qui ne parlaient pas l'anglais, se sont montrées très méfiantes envers les forces de l'ordre en raison de leur crainte d'être reconduite à la frontière (Thornton, 2010). Pour ces raisons, les immigrés clandestins n'ont pas bénéficié d'une protection des autorités qui leur aurait permis de reporter leurs agressions, ce qui a contribué à donner aux agresseurs un sentiment d'impunité totale. Par ailleurs, la forte animosité des populations Afro-américaines

²⁰³ Ceci a été corroboré par la publication d'articles de journaux traitant de la question de la victimisation des populations hispaniques après Katrina. Cf. "Day Laborers Are Easy Prey in New Orleans" (*New York Times*, 15/02/2009).

²⁰⁴ Nous avons pris connaissance de ce surnom de « *Walking ATM's* » lors d'un entretien avec Bernazzani (FBI).

²⁰⁵ Dennis Thornton analyse dans son mémoire de master en criminologie ce phénomène à l'échelle de la paroisse de Jefferson, adjacente à celle de la Nouvelle-Orléans, en comparant la situation antérieure et postérieure à la catastrophe Katrina.

²⁰⁶ Cf. "Police, Banks Help Undocumented Workers Shake 'Walking ATM' Label" (NPR, 20/01/2014).

²⁰⁷ Droits vis-à-vis de la police et de la justice notamment.

²⁰⁸ Nous avons pu rencontrer certains travailleurs (ne parlant pas anglais) dans le quartier de *Central City*. De nombreux immigrés se sont par ailleurs installés dans le secteur de *New Orleans East* à proximité de l'avenue principale (*chef Menteur*), en raison de leur dépendance aux transports en commun (bus). Le quartier de *Mid City* a également vu un nombre important de travailleurs hispaniques s'implanter.

²⁰⁹ En réalité il ne leur est pas impossible de bénéficier d'un compte bancaire comme en témoigne la citation suivant : « It's actually not illegal for undocumented immigrants to open a bank account. Lots of foreigners bank with U.S. financial institutions. Immigrants need their passport or ID and a U.S. taxpayer identification number, which you can get regardless of your status. » (NPR, 20/01/2014). Cependant, la crainte d'être reporté à la frontière par la police des douanes a systématiquement entravé toute initiative leur permettant de bénéficier de tels avantages.

²¹⁰ Ces individus ne possédant pas de compte bancaire, conservent l'argent sur eux par crainte de se le faire dérober « chez eux » en leur absence.

envers les hispaniques expliquent en partie l'ampleur de leur victimisation, notamment au regard des agressions violentes. En effet, les populations locales défavorisées ont largement exprimé leur frustration face à cette immigration massive qui aurait privé ces résidents de longue date de nombreuses possibilités d'emplois²¹¹. Parallèlement à leur victimisation fréquente, les populations hispaniques ont également été régulièrement « escroquées » par leurs employeurs qui ont fréquemment profité de leur statut pour ne pas les rémunérer à la hauteur du travail fourni²¹². Les immigrés en situation irrégulière, qui ont été « délaissés » par la police, « traqués » par les criminels et victimes d'abus par leurs employeurs, ont donc constitué une catégorie d'individus extrêmement vulnérables après Katrina.

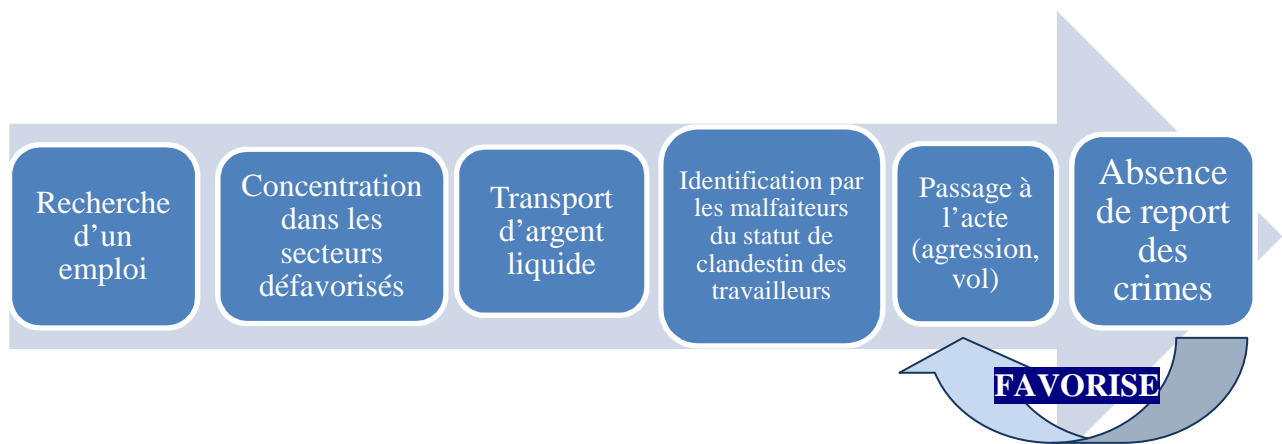


Figure 167 : Dynamique de la victimisation des populations immigrantes d'origine hispanique (réalisation propre).

8.3.3.3. Géographie de la victimisation des populations hispaniques

Notre entretien avec James Bernazzani, ancien directeur du FBI de la Nouvelle-Orléans, nous a mis sur la piste intéressante et non traitée dans la littérature, d'une véritable géographie de la victimisation des populations hispaniques en situation irrégulière. En effet, celles-ci ont régulièrement envoyé de l'argent liquide à leurs familles restées dans leur pays d'origine, le plus souvent au Honduras, *via* la compagnie *Western Union*²¹³ qui permet de transférer de l'argent liquide vers un très grand nombre de pays. Après Katrina, les malfaiteurs ont rapidement pris connaissance de ces transferts et de la localisation des points de dépôts d'argent liquide de *Western Union*. Ceux-ci sont vite devenus des lieux de braquages systématiques des travailleurs hispaniques contraints de s'y rendre régulièrement (carte ci-dessous).

²¹¹ Les populations Afro-américaines des quartiers défavorisés de la ville, confrontées à des difficultés économiques aggravées depuis la catastrophe, ont exprimé à de nombreuses reprises lors de nos entretiens, de manière plus ou moins explicite, leur frustration vis-à-vis des populations hispaniques. En effet, ces dernières sont privilégiées par les employeurs qui considèrent la qualité de leur travail meilleure que celle des populations Afro-américaines.

²¹² Certains habitants nous ont confié avoir prit connaissance d'employeurs qui n'avaient jamais rémunéré les travailleurs hispaniques en les menaçant de les dénoncer à la police des douanes s'ils ne coopéraient pas. Par ailleurs, les travailleurs n'étaient pas assurés et auraient été victimes de nombreux accidents de travail (d'après certains habitants et membres d'associations de protection des populations en situation irrégulière).

²¹³ Compagnie étasunienne spécialisée dans le transfert d'argent liquide (« *cash to cash* »). Nous avons constaté, à de nombreuses reprises, la grande facilité de recevoir ou d'envoyer de l'argent liquide à l'étranger *via* cette compagnie.



Figure 168 : Localisation des points de dépôts d'argent liquide *Western Union* devenus les lieux de la victimisation systématique des populations hispaniques (source : capture d'écran sur le site web de *Western Union*).

L'anticipation de ce phénomène par les autorités, qui aurait pu passer par la localisation des points de dépôt d'argent liquide *via Western Union*²¹⁴, aurait ainsi permis de cibler les secteurs de la ville où les agressions à l'encontre des populations hispaniques ont été particulièrement prononcées²¹⁵, ce qui aurait permis de limiter l'ampleur de la victimisation des travailleurs immigrés d'origine hispanique, qui reste encore largement inconnue. Par ailleurs, le confinement géographique des populations hispaniques, peu mobiles, dans les secteurs défavorisés de la Nouvelle-Orléans, a constitué un facteur prépondérant de leur vulnérabilité (Thornton, 2010²¹⁶). Leur exposition à un risque de victimisation permanent (auteurs motivés, faible protection) et leur méconnaissance des « codes de la rue » de la ville les a en effet rendu particulièrement vulnérables car aisément localisables par les criminels. Leur concentration dans les secteurs caractérisés par une certaine anomie entre les résidents et un environnement urbain dégradé favorisant les activités criminelles a en effet largement favorisé la vulnérabilité des travailleurs hispaniques au risque criminel (vulnérabilité extrinsèque).

Si l'approche qualitative indique que les braquages et agressions violentes à l'encontre des populations hispaniques, principalement les travailleurs en situation irrégulière, étaient légions après Katrina, les données enregistrées par la police entre 2006 et 2010 ne traduisent pas la réalité de leur victimisation.

²¹⁴ 49 points de dépôt ou de collecte d'argent liquide *via Western Union* ont été recensés à l'échelle de la Nouvelle-Orléans, exclusivement localisés dans les quartiers centraux et d'Uptown. Voir le lien suivant : http://local.westernunion.com/locator/SearchAction.do?searchCustom__SearchType=initalsearch&today=5&searchCustom__country=USA&searchCustom__searchBy=address&street1=&city=new+orleans&stateProvince=LA&postalCode=&searchCustom__agentName=&searchCustom__city=&mapAndList=mapAndList&searchCustom__numResults=50

²¹⁵ Le travail de terrain nous a permis d'effectuer une vérification partielle de l'ensemble des adresses disponibles sur internet. Cependant, vérifier l'ensemble des points de dépôt aurait prit trop de temps.

²¹⁶ L'étude de Thornton révèle que 61% des faits violents constatés à l'encontre des hispaniques à l'échelle de la paroisse de Jefferson ont pris place à une distance inférieure à un pâté de maison autour de leur lieux de résidence.

- Une forte distorsion entre les données de la police et la réalité de la victimisation des populations hispaniques

“News reports suggest that at least half-dozen Hispanic workers have been shot and killed in the metropolitan area since Hurricane Katrina, though the police say they have no idea of the precise number. At least once a week, the police receive reports of a mugging or a holdup - certainly an undercount, since illegal workers with little or no English generally do not go to the authorities.” (*New York Times*, 15/02/2009).

L'analyse des données de la police sur la victimologie révèle une présence très faible d'individus d'origine hispanique dans les données policières (victimes notamment). Une analyse basée sur la seule approche quantitative est ainsi risquée puisqu'elle occulte la victimisation de cette tranche de la population, certes en situation irrégulière, mais qui devrait bénéficier d'une protection adaptée par les forces de l'ordre. Par ailleurs, elle peut induire en erreur en faisant passer les populations hispaniques pour des criminels plutôt que des victimes. En effet, la crainte de voir s'établir des gangs hispaniques après Katrina (Bernazzani, 2011), a conduit à un *profiling* de cette catégorie d'individus par les services de police locale et fédérale qui a incidemment « gonflé » les données criminelles relatives aux crimes commis par les individus d'origine hispanique. Ce *profiling* combiné à l'absence de report des crimes par les hispaniques victimes de braquages à répétition²¹⁷, a incidemment conduit à une très forte distorsion entre la réalité de la victimisation des hispaniques et le constat pouvant être établi par l'analyse des statistiques policières. La forte victimisation pourtant bien réelle de ces populations vulnérables ne bénéficiant pas de recours juridique n'a donc jamais été mise en évidence par la statistique criminelle²¹⁸ et très peu par la littérature (Thornton, 2010).

- Possibilité d'impacts reportés de Katrina à long terme sur la criminalité organisée impliquant les populations hispaniques

L'analyse et le suivi de la couverture médiatique de la criminalité à la Nouvelle-Orléans au cours des années 2010 à 2014 permet d'émettre l'hypothèse d'une implication de plus en plus visible d'individus d'origine hispanique dans la criminalité locale (braquages, cambriolages, trafic de drogue)²¹⁹. Cette nouvelle tendance criminelle pourrait traduire l'installation permanente de certains individus d'origine hispanique organisés en groupes impliqués dans les activités criminelles. Comme pour la ville de Baton Rouge où nous avons vu qu'après Katrina certains criminels de la Nouvelle-Orléans s'y étaient établis de manière durable, la forte immigration hispanique a pu se prolonger dans le temps. Si la baisse progressive des opportunités d'emplois a conduit à un départ progressif des travailleurs, cela a

²¹⁷ La forte méfiance de ces populations à l'égard des autorités en raison de leur statut d'immigrés clandestins explique leur incapacité à se tourner vers la police en cas d'agression.

²¹⁸ Cf. *New York Times*, 15/02/2009.

²¹⁹ cf. "Garden District home invasion case ends not with a bang, but a ping" (*Times Picayune*, 06/02/2014).

cependant pu conduire un certain nombre des individus restés à la Nouvelle-Orléans à se tourner vers d'autres sources possibles de revenus, notamment leur « entrée » dans les activités criminelles.

A la suite d'une catastrophe majeure nécessitant un effort de reconstruction important, la mise en place de mesures permettant de protéger les populations immigrantes, y compris celles en situation irrégulière, pourrait réduire le risque criminel menaçant ces individus très vulnérables. Ces mesures pourraient consister à rendre temporairement les immigrants venus pour contribuer à l'effort de reconstruction non sujets à la déportation, ce qui irait dans le sens des mesures prises après Katrina par le Département de la Sécurité Intérieure. Ceci favoriserait le report des crimes commis à l'encontre des travailleurs immigrés et dissuaderait, dans une certaine mesure, les malfaiteurs et les employeurs à abuser de la vulnérabilité de ces individus. Une autre mesure permettant de réduire le risque de vols et d'agressions pourrait constituer à permettre le transfert d'argent vers le pays d'origine des travailleurs autrement que par le biais de points de dépôts de la compagnie *Western Union*.

Synthèse chapitre 8

L'analyse spatiale de l'évolution de la criminalité à la Nouvelle-Orléans après Katrina au regard des caractéristiques criminelles antérieures à la catastrophe et des évolutions démographiques, montre que certains secteurs de la ville ont connu une baisse relative de leur criminalité alors que d'autres ont vu leurs taux fortement augmenter. Certaines formes de criminalité, tels les homicides, se sont concentrés après Katrina dans les secteurs fortement criminogènes d'avant la catastrophe qui ont été sérieusement endommagés, à l'exception des grands ensembles de logements sociaux qui ont vu leur criminalité chuter. Le retour progressif de la violence et l'augmentation de certaines catégories de crimes au regard des taux à l'échelle de nombreux quartiers de la ville au cours des années *post* Katrina, a généré un fort climat d'insécurité qui a constitué un obstacle sérieux au rétablissement de la Nouvelle-Orléans.

L'insécurité urbaine, qui a considérablement menacé la reconstruction de la ville, a également conduit à une généralisation des réponses sécuritaires à l'initiative des habitants confrontés à des services publics très affaiblis et dans l'incapacité de répondre à leur besoin de sécurité (chapitre 9).

Chapitre 9.

Des stratégies sécuritaires micro-localisées qui se généralisent après Katrina (1997 – 2012)

“Neighborhood security districts -- which tax residents of a particular area to cover the cost of patrols by off-duty cops or security guards - have mushroomed across New Orleans in recent years” (*Times Picayune*, 02/11/2012).



Figure 169 : Sécurité renforcée par des patrouilles privées qui s’est généralisée au cours des années *post* Katrina comme ici dans les secteurs résidentiels nantis d’*Uptown* (en bas) et de *Lakeview* et *Lake Vista* au Nord de la ville (en haut) (clichés de l’auteur, 2011).

Les évolutions de la criminalité urbaine après Katrina se sont accompagnées d’une généralisation de stratégies sécuritaires micro-locales qui avaient vu le jour moins de dix ans avant la catastrophe (9.1.). Ces pratiques socialement sélectives, si elles contribuent à réduire substantiellement l’insécurité perçue des habitants, ont cependant une efficacité limitée et difficile à mesurer sur la criminalité (9.2.). Le développement de ces réponses sécuritaires micro-localisées à l’initiative de certains résidents reflète l’inquiétude des citoyens face à une forte insécurité menaçant le rétablissement durable de leur quartier (9.3.).

9.1. Caractéristiques socio-spatiales et fonctionnement des territoires bénéficiant d'une sécurité renforcée (*Security Districts*)

Les *Security Districts*, soumis à une loi de l'Etat de Louisiane qui autorise certains habitants à créer un « secteur à sécurité renforcée », ont pour but de prévenir et réduire la criminalité ainsi que de favoriser le sentiment de sécurité des résidents dans les limites d'un périmètre prédéfini. Pour atteindre ces objectifs, ces territoires bénéficient de patrouilles supplémentaires aux services assurés par la police de la ville. Ces patrouilles, assurées par des compagnies de sécurité privée ou par des agents du NOPD (*off duty*), sont financées par des taxes sur la propriété prélevées annuellement auprès de l'ensemble des habitants vivants dans les limites du secteur bénéficiant de cette « sécurité renforcée ».

Développés à la fin des années 1990, les *Security Districts* ont connu un essor important après Katrina puisqu'ils sont passés de cinq en 2000 à 30 en 2012 (9.1.1.). Ces territoires, peu affectés par la criminalité, présentent des caractéristiques socio-économiques peu représentatives de celles observées à l'échelle de la ville (9.1.2.). Cependant, l'analyse de l'évolution spatiale des *Security districts* révèle une diversification de leur profil qui reflète les évolutions socio-économiques observées à l'échelle de la ville après Katrina (9.1.3.).

9.1.1. Cartographie des *Security Districts* antérieurs et postérieurs à Katrina

La cartographie des *Security Districts* permet de mettre en évidence l'évolution spatiale de ces pratiques sécuritaires avant et après Katrina. L'analyse spatiale s'est néanmoins heurtée à la difficulté d'accéder à certaines données relatives aux limites géographiques des *Security Districts* ainsi qu'à leur mode de fonctionnement. L'analyse a par ailleurs été entravée par l'agrégation des données démographiques à l'échelle de territoires officiels ne correspondant pas à ceux des *Security Districts*.

9.1.1.1. Difficultés et intérêts de la cartographie des *Security Districts*

➤ Des difficultés d'ordre méthodologique

La première difficulté à laquelle l'analyse s'est heurtée fut celle de la délimitation exacte des limites géographiques de chacun des *Security District*. Il a par ailleurs fallu déterminer leur année de mise en place et vérifier s'ils étaient toujours actifs au moment où fut réalisée l'étude²²⁰. La difficulté de trouver des données relatives aux *Security Districts*, a rendu l'analyse particulièrement délicate puisqu'elle fut réalisée avant la publication d'un rapport du Bureau de l'Inspecteur général de la Nouvelle-Orléans (Office Of Inspector General, 2013) qui évalue les impacts de la mise en place des *Security Districts* à la Nouvelle-Orléans. Une fois le premier travail d'identification des *Security*

²²⁰ Nous avons effectué un long travail de recherche dans les archives du *Times Picayune* qui compilent un grand nombre d'articles mentionnant les dates de créations des *Security District* et leurs limites territoriales (noms de rues).

Districts réalisé, l'utilisation du logiciel ArcGis nous a permis de créer une base de données compilant l'ensemble des *Security Districts* en utilisant la couche de données sur les rues de la ville. Cette nouvelle base de données nous a par la suite permis d'analyser les caractéristiques socio-démographiques de chaque *Security District*. Néanmoins, ce travail s'est heurté à une deuxième difficulté, à savoir l'agrégation des données socio-démographiques du recensement (*US Census*) à l'échelle de découpages territoriaux qui ne correspondent pas aux limites des *Security Districts* (cf. 9.1.1.2.).

- Intérêts de l'approche spatialisée des *Security Districts* analysés en lien avec Katrina

Le travail de cartographie qui consiste à spatialiser l'ensemble des *Security Districts* créés avant et après Katrina sur une même carte en les distinguant par un code couleur (bleu *ante*, rouge *post*), revêt plusieurs intérêts, puisqu'il permet :

- D'identifier les caractéristiques géographiques, sociales et criminelles de ces territoires
- De montrer l'évolution spatiale et temporelle de ces territoires avant et après Katrina
- De montrer si les caractéristiques géographiques, sociales et criminelles ont évolué après la catastrophe

9.1.1.2. Mise en évidence de l'évolution spatiale des *Security Districts* après Katrina

La carte ci-dessous distingue les *Security Districts* en fonction de leur année de création. On remarque trois grands secteurs qui correspondent aux espaces résidentiels des classes supérieures et moyennes de la ville, à savoir : (1) le secteur Sud d'*Uptown* ; (2) le secteur Nord/Nord-ouest de *Lakeview* et de *Gentilly* ; (3) le secteur Nord-est de *New Orleans East* (figure 170).

Les secteurs défavorisés localisés en périphérie des quartiers historiques et touristiques du centre et de la *West Bank* en dénombrent aucun. Le *Security District* de *Mid-City* qui se situe au Sud du secteur de *Lakeview* se distingue des autres *Security Districts* en raison de son usage mixte de l'espace (résidentiel et commercial) (cf. 9.1.1.2).

Le *Downtown Development District* (DDD) représenté en jaune sur la carte ne correspond pas à un *Security Districts* mais à un *Business Improvement District* (BID) qui présente des modes de fonctionnement et des objectifs sécuritaires similaires à ceux des *Security Districts*²²¹. Il concerne en revanche le secteur commercial et le centre d'affaires qui correspond au quartier du *Central Business District* de la Nouvelle-Orléans²²². Enfin, les secteurs représentés en gris correspondent à des quartiers

²²¹ Voir Giband (2012, p. 281).

²²² Nous développerons plus loin le cas de cette pratique répandue à l'échelle des États-Unis.

fermés²²³ qui diffèrent dans leur fonctionnement des *Security Districts* (cf. 9.1.2.1).

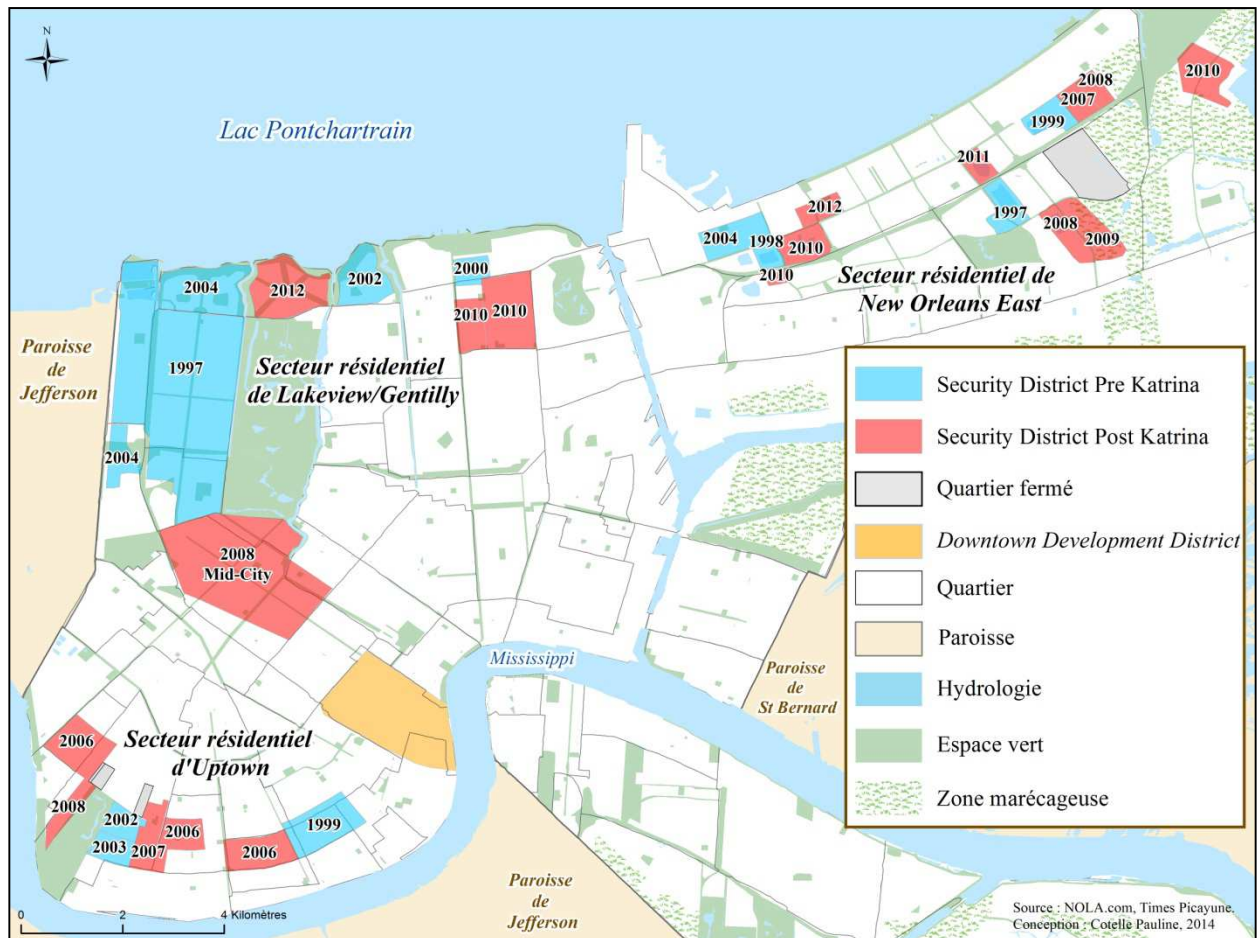


Figure 170 : Localisation des *Security Districts* selon leur date de création.

En 1997, *Lake Forest Estates* fut le premier *Security District* à avoir été créé dans le secteur résidentiel de *New Orleans East*. Il fut suivi au cours des années 1998 à 2000 par la création de trois autres *Security Districts* (*Lakeview*, *Garden District* et *Spring Lake*) toujours actifs à l’heure actuelle. Entre 2000 et 2005, huit nouveaux *Security Districts* ont vu le jour au Nord, Nord-est, Nord-Ouest et au Sud de la ville (figure 170). Après Katrina, plus de 18 nouveaux *Security Districts* ont été mis en place entre 2006 et 2012²²⁴. La cartographie des *Security Districts* antérieurs et postérieurs Katrina permet d’analyser leur évolution spatiale à l’échelle des différents secteurs géographiques :

- On constate une forte augmentation du nombre de *Security Districts* dans le secteur de Nord-Est (*New Orleans East*) où neuf nouveaux *Security Districts* ont été créés après Katrina en moins de cinq ans (entre 2008 et 2011). Quatre *Security Districts*, établis sur une période de huit ans (1997 – 2004), existaient préalablement à la catastrophe. C’est dans ce secteur que le

²²³ La notion de quartier ne renvoie pas ici aux découpages officiels. Les quartiers fermés correspondent à des territoires de petite superficie où l’accès des populations est réglementé.

²²⁴ Certains *Security Districts* ont été créés après Katrina mais n’étaient plus actifs en 2012 lorsque l’analyse a été menée (c’est le cas de *Maple Area Security District* dans le secteur d’*Uptown* qui fut créé en 2006 mais n’a pas été réapprouvé par les résidents en 2009).

premier *Security District* fut créé en 1997 (*Lake Forest Estates*).

- Dans le secteur d'*Uptown* cinq *Security Districts* ont été créés en trois ans et très tôt après Katrina puisque trois d'entre eux furent mis en place en 2006. Le secteur comptait trois *Security Districts* avant Katrina qui ont été établis sur une période de cinq ans (entre 1999 et 2003).
- Le secteur Nord/Nord-Ouest de la ville (*Lakeview/Gentilly*) qui comptait déjà cinq *Security Districts* avant Katrina, a vu se mettre en place, en moins de quatre ans, quatre nouveaux *Security Districts* (entre 2008 et 2012).
- Le cas de *Mid-City*, créé en 2008 se distingue des trois secteurs résidentiels de par ses caractéristiques sociales (cf. 9.1.1.2.) et fonctionnelles²²⁵.

	Pre Katrina	Post Katrina
Secteur Nord-Est (New Orleans East)	Lake Forest Estates, Lake Carmel, Spring Lake, Kenilworth. 4 <i>Security Districts</i> établis entre 1997 et 2004 (8 ans)	Kingswood, Lake Barrington, Lake Bullard, McKendall Estates, Lake Willow, Lakewood East, North Kenilworth, Tamaron, Oak Island. 9 <i>Security Districts</i> établis entre 2008 et 2011 (5 ans)
Secteur Uptown	Garden District, Audubon Area, Upper Hurstville. 3 <i>Security Districts</i> établis entre 1999 et 2003 (5 ans)	Touro Bouligny, Hurstville, Twinbrook, Upper Audubon, Maple Area. 5 <i>Security Districts</i> établis entre 2006 et 2008 (3 ans)
Secteur Nord/Nord-Ouest (Lakeview, Gentilly)	Lakeview, Lakeshore, Lakewood, Lake Terrace, Lake Oaks. 5 <i>Security Districts</i> établis entre 1998 et 2004 (7 ans)	Lake Vista, Milneburg, Seabrook, Mid-City (cas particulier). 4 <i>Security Districts</i> établis entre 2008 et 2012 (4 ans)

Tableau 22 : Classement des *Security Districts* créés avant et après Katrina par secteurs géographiques.

Ce qui frappe n'est pas tant l'augmentation numérique des *Security Districts*, quoiqu'importante après Katrina (5 en 2000, 12 en 2005, 30 en 2012), mais plus encore la rapidité à laquelle ceux-ci se sont mis en place au lendemain de la catastrophe. D'après le rapport de l'OIG (2013), les 25 *Security Districts* actifs en 2012 représentent 16% de la population totale de la ville soit près de 55 000 habitants sur les 343 829 individus comptabilisés au recensement de 2010 contre seulement 5 % de la population en 2000 avec 24 958 habitants sur une population totale de 484 674 habitants.

La cartographie des *Security Districts* selon leur date de création permet d'établir un lien, *a priori*, entre l'évolution spatiale de la criminalité *post* Katrina vue précédemment et la mise en place des *Security Districts*. En effet, les premiers *Security Districts* à avoir été créés dès 2006 se localisent dans le secteur d'*Uptown* où le retour des habitants a été rapide et où ceux-ci ont été exposés à de nombreuses violences qui ont choqué l'opinion publique (cf. 8.1.). Les *Security Districts* des secteurs

²²⁵ *Mid-City* est un quartier à usage mixte (résidentiel et commercial, voir : <http://www.gnocdc.org/orleans/4/45/snapshot.html>).

résidentiels localisés au Nord de la ville (*New Orleans East* et *Lakeview/Gentilly*) se sont développés à partir de 2007 et à plus forte raison au cours des années 2008 à 2010, années au cours desquelles la criminalité violente s'est progressivement diffusée du centre-ville vers les périphéries.

9.1.1.3. Des découpages territoriaux qui entravent l'analyse du profil socio-économique des *Security Districts*

L'analyse des caractéristiques démographiques des *Security Districts* par l'usage des SIG, s'est heurtée au problème des découpages administratifs des recensements officiels de la population (quartiers/*census tract/census block*). En effet, les *Security Districts* ne correspondent pas à ces découpages, ce qui a entraîné certains biais et nécessité des adaptations méthodologiques.

La figure 171 qui figure à la page suivante illustre le problème de l'agrégation des données à l'échelle de territoires administratifs qui entrave l'analyse des caractéristiques socio-économiques de la plupart des *Security Districts*. Les périmètres de la grande majorité des *Security Districts* ne correspondent pas, en effet, aux limites des quartiers officiels. Le *Security District* de *Mid-City*, par exemple, exclut la portion Sud du quartier de *Mid-City* et recouvre une partie du quartier de *Bayou St John* ainsi que la partie Sud résidentielle du quartier de *City Park* (figure 171). Certains *Security Districts*, comme celui de *Lakeview*, ne posent en revanche pas de problème puisque ses limites correspondent à celles des trois quartiers de *Navarre*, *West End* et *Lakeview*.

Le recours au découpage de l'espace en *Census Tracts* et *Census Blocks*, permet en partie de pallier cette difficulté d'ordre méthodologique puisque ceux-ci correspondent à un maillage territorial fin. Ainsi, le recours au maillage le plus fin correspondant au *Census Block* (figure 171) facilite l'analyse des caractéristiques sociales de certains *Security Districts*²²⁶, par la compilation des données de l'ensemble des *Census blocks* se trouvant dans les limites du *Security District*. Néanmoins, dans certains cas, les limites spatiales des *Security Districts* n'englobent que partiellement certains *blocks* (cf. *Garden District*, *Mid-City*).

²²⁶ Particulièrement ceux localisés dans le secteur d'*Uptown*.

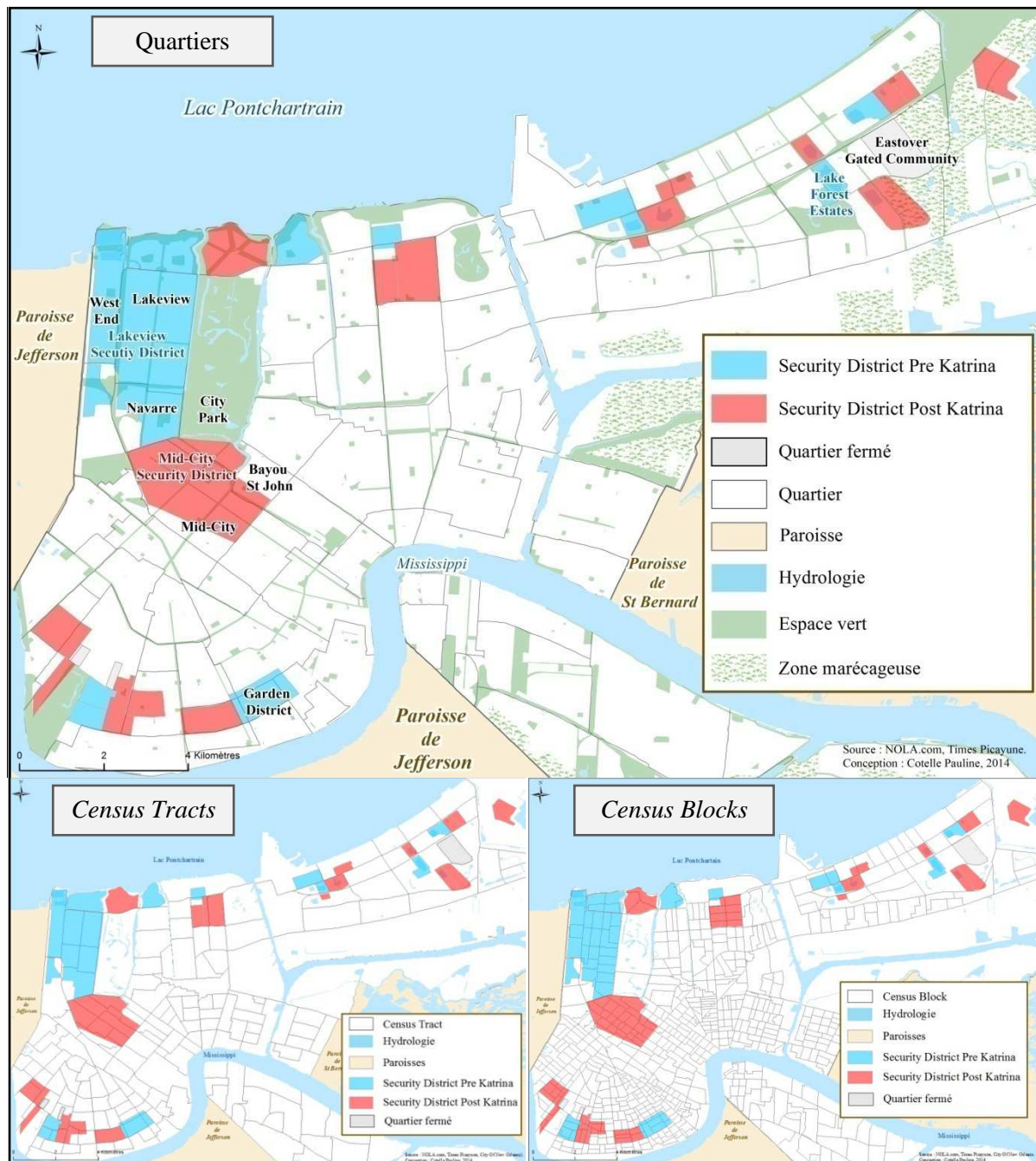


Figure 171 : Différents maillages territoriaux de la Nouvelle-Orléans utilisés pour l'analyse des *Security Districts*.

Les *Security Districts* localisés dans le secteur de *New Orleans East* posent un problème différent. En effet le maillage territorial dans cette partie de la ville ne permet pas l'analyse fine des caractéristiques sociales des différents *Security Districts*. Le quartier de *Little Woods*, qui comptabilise le plus grand nombre de *Security Districts* à l'échelle de la ville, illustre bien ce point. Le quartier comporte huit *Security Districts*, dont trois antérieurs à Katrina, et correspond à 9 *Census Tracts* dont quatre d'entre eux, localisés au Nord du quartier, sont de même superficie que les *Census Blocks* (figure 172). Le même problème se pose pour le quartier de *Read Boulevard East* qui constitue un cas encore plus problématique. En effet, ce quartier correspond à un seul *Census Block* de même superficie que le *Census Tract*. Ces découpages de même superficie englobent trois *Security Districts* (*Lake Forest*

Estates, Bullard, McKendall Estate), dont deux ont été créés après Katrina²²⁷.

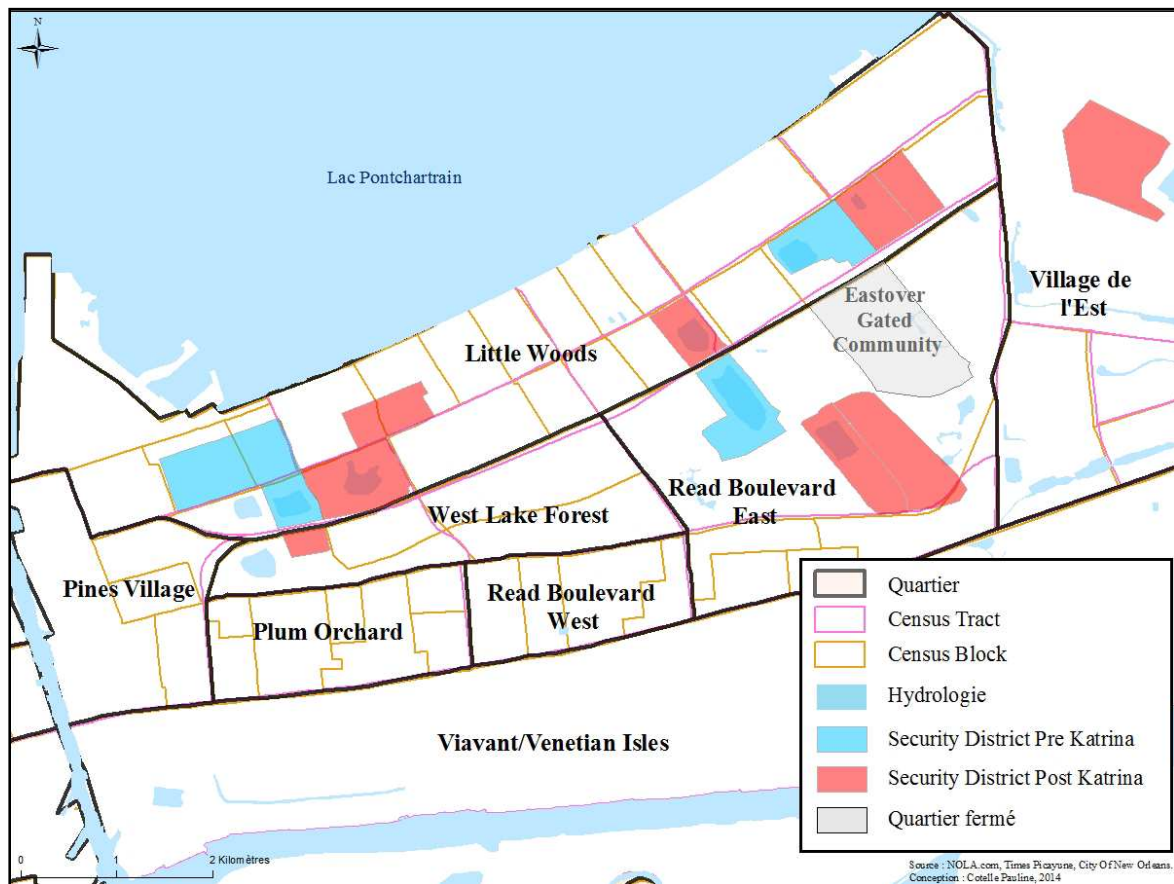


Figure 172 : Problématique du maillage territorial à l'échelle du secteur de *New Orleans East*.

En raison de ces contraintes d'ordre méthodologique, l'analyse du profil socio-économique des *Security Districts* a donc dû être adaptée à chaque cas. Pour les *Security Districts* englobant totalement ou partiellement certains *blocks* (*Milneburg, Audubon Area, Upper Hurstville*), *tracts* (*Mid-City Security District*) ou quartiers (*Lakeview Security District*), l'analyse a reposé sur la compilation des données du recensement agrégées à l'échelle adaptée (*block, tract, quartier*). En revanche, les *Security Districts* dont les limites géographiques sont comprises à l'intérieur même des unités de recensement les plus fines (*Census Block*) ont dû faire l'objet d'une première analyse des caractéristiques du block affinée par une démarche complémentaire auprès des dirigeants des différents *Security Districts*²²⁸.

9.1.2. Des territoires aisés peu affectés par la criminalité

“In general, these security districts give wealthier people a way to pay for their own private police in their own neighborhood.” (Entretien avec Michelle Landrieu, *executive director* du *Garden District Security District*, novembre 2011).

²²⁷ Ce quartier concentre également la *Gated Community* d'*Eastover*.

²²⁸ Nous nous sommes heurtés à certains refus de la part des membres des comités d'administration de certains *Security Districts* réfractaires à nous communiquer les informations souhaitées (revenu moyen des ménages, nombre d'habitants, caractéristiques raciales, etc.). La publication du rapport de l'*Office of Inspector General* (25 septembre 2013) nous a permis de compléter et d'ajuster certaines de nos données.

Les caractéristiques socio-économiques des *Security Districts* mise en évidence par l'analyse cartographique, se distinguent nettement de celles observées à l'échelle de la ville. Les caractéristiques socio-économiques des résidents et les caractéristiques de la criminalité urbaine s'apparentent davantage au profil des banlieues résidentielles adjacentes à la Nouvelle-Orléans (classes moyenne et supérieure majoritairement blanches). Ces pratiques sécuritaires micro-localisées sont en effet socialement sélectives en raison de leur coût et de la complexité administrative de leur mise en place.

9.1.2.1. Une pratique sécuritaire socialement sélective car onéreuse et complexe à mettre en place

- Une pratique sécuritaire onéreuse devant répondre à certains critères

Le processus de mise en place d'un *Security District* implique plusieurs étapes et peut prendre plusieurs mois voir plusieurs années à se finaliser²²⁹. Trois étapes principales sont nécessaires à son établissement. Il s'agit dans un premier temps, pour les habitants désireux de créer un *Security District* de définir ses limites géographiques et ses modes de fonctionnement avant de remplir certains documents officiels avec l'Etat de Louisiane²³⁰. Dans un deuxième temps, les habitants doivent organiser un vote autorisant l'ensemble des propriétaires du secteur à s'exprimer en faveur ou non du projet. Si la majorité des votants accepte le projet, une taxe spéciale est prélevée sur l'ensemble des propriétés incluses dans le périmètre du *Security District*. La troisième étape consiste alors en la création d'un comité d'administration composé de résidents élus par l'ensemble des habitants du *Security District*. La taxe annuelle prélevée sur l'ensemble des propriétés est destinée à ce comité d'administration qui utilisera les recettes pour financer des patrouilles privées (*security patrols*) afin de renforcer la surveillance de la zone²³¹. Au terme d'une période généralement comprise entre trois et cinq ans, le prélèvement de cette taxe est soumis à un nouveau vote pour vérifier si la majorité des résidents y est toujours favorable.

Certaines sources²³² corroborent une plus grande facilité de mise en place des *Security Districts* après Katrina, en raison d'une procédure allégée²³³ et plus rapide. Ceci pourrait avoir facilité leur création et en partie expliquer la rapidité de la mise en place de nouveaux *Security Districts* après Katrina (cf. 9.1.1.2.).

- Différents pourvoyeurs de services (compagnies privées *versus* policiers du NOPD)

²²⁹ Les informations relatives à la mise en place et au fonctionnement des *Security Districts* ont été obtenues auprès de certains membres du comité d'administration de différents *Security Districts*, notamment Michelle Landrieu du *Mid-City Security District*. Le rapport de l'*Office of Inspector General* de la Nouvelle-Orléans développe également ces points (24/09/2013, p.8).

²³⁰ Le *Security District* deviendra ainsi une « subdivision politique » de l'Etat de Louisiane (*political subdivision of the State*).

²³¹ La taxe sur la propriété est prélevée par la ville (trésor public/*City Department of Treasury*) qui reverse l'argent au comité d'administration du *Security District* en retenant une charge de 1%.

²³² Entretien avec des habitants impliqués dans la vie civique de leur quartier (notamment Tim Garnett avec qui nous avons régulièrement échangé à ce sujet), et les archives du *Times Picayune* qui compile de nombreux articles sur la thématique des *Security Districts*.

²³³ Entre les résidents et l'Etat de Louisiane.

Différents agents de sécurité proposent leurs services aux résidents des *Security Districts* dont la majorité²³⁴ utilise les services de compagnies privées (*Private Patrols*). Les agents de sécurité²³⁵ ont pour mission de patrouiller le secteur où ils sont affectés mais ces prestataires de service ne sont toutefois pas habilités à appréhender les suspects, même en cas de flagrant délit. Les agents privés collaborent ainsi avec la police envers laquelle ils doivent se tourner lorsqu'ils constatent ou prennent connaissance de la survenance d'un crime dans les limites de leur territoire d'intervention²³⁶. Certains *Security Districts* utilisent quant à eux les services d'officiers de police du NOPD²³⁷, qui accomplissent des heures supplémentaires à celles effectuées au sein du département de police (*off duty*). Enfin, les *Security Districts* de *Mid-City* et de *Lakeview* constituent deux cas à part puisqu'ils reposent sur les services d'agents du NOPD en fonction (*on-duty*) suite à une entente avec la ville autorisant cette coopération avec le département de police (*Cooperative Entevor Agreement CEAs*).

- Une ressource socialement sélective qui soulève la question de la justice spatiale

Les *Security Districts* renvoient à un mode d'accès à la sécurité élitiste en raison de leur coût. En effet, la taxe annuelle moyenne sur la propriété (*property tax*) pour les 25 *Security districts* actifs en 2012 était en 2010 de 325 dollars²³⁸ (cf. tableau 26, p. 405). Les coûts n'expliquent cependant pas à eux seuls le caractère socialement sélectif de cette pratique. En effet, la procédure complexe de leur mise en place implique une certaine maîtrise des procédures administratives que seuls certains individus possèdent. Enfin, dans la mesure où le financement des *Security Districts* suppose une taxe prélevée sur la propriété, les secteurs de la ville où se concentrent un nombre important de locataires et logements sociaux sont exclus de la possibilité de recourir à cette forme de sécurisation du territoire :

“To the best of my knowledge, the larger housing projects are not in security districts, and probably couldn't be because they are public property and not taxable private property so no taxes could be collected from the property to operate a security district.”
(Michelle Landrieu, 2011).

Les secteurs à usage mixte sont également peu susceptibles de voir se créer un *Security District* (où taxe sur les commerces). Néanmoins, le cas assez atypique du *Security District* de *Mid-City*²³⁹ montre que la présence de commerces n'entrave pas forcément l'établissement d'un *Security District* même si

²³⁴ D'après le rapport de l'*Office Of General Inspector*, 61% des *Security Districts* utiliseraient les services de compagnies privées.

²³⁵ Les agents de sécurité des compagnies privées peuvent être armés ou non et doivent détenir une licence certifiée par l'Etat de Louisiane (*Louisiana State Board of Private Security Examiners*).

²³⁶ Nous avons pu observer cette collaboration lors de réunions COMPSTAT de la police du sixième District du NOPD auxquelles certains agents de la *New Orleans Private Patrol* du *Garden District Security District* participaient régulièrement.

²³⁷ Les officiers du NOPD volontaires pour proposer leurs services sont recrutés au sein des Districts de Police (commissariats) dont dépend le *Security District*.

²³⁸ Taxe allant de 110\$ - 500\$/an (l'ensemble des montants des taxes de chacun des *Security Districts* est disponible sur le site web NOLA.com (version numérique du quotidien local).

²³⁹ La taxe prélevée sur les commerces est plus élevée que celle prélevée sur les propriétés (300 \$ contre 200\$).

cela reste peu représentatif de l'ensemble des *Security Districts* de la ville.

La sécurisation de l'espace passant par une privatisation de la sécurité, dont seule une couche réduite de la population peut bénéficier, soulève un questionnement d'ordre moral qui est de savoir si la sécurité doit constituer un « bien privé », fonction du capital économique des individus ou au contraire, un bien public offert à tous les habitants de la ville.

➤ Une pratique quasi spécifique à la Nouvelle-Orléans

Les *Security Districts* distinguent la Nouvelle-Orléans des autres villes du pays qui ne connaissent pas ou très peu ce phénomène, à l'exception de certaines villes de Louisiane telles que Baton Rouge²⁴⁰. C'est donc à la Nouvelle-Orléans que l'on comptabilise le plus grand nombre de *Security Districts* (*Office of Inspector General*, 2013, pp. 12-13), qui se distinguent par ailleurs de la pratique beaucoup plus répandue aux États-Unis des *Gated Communities*²⁴¹. Ce phénomène qui est peu répandu à la Nouvelle-Orléans, consiste en la fermeture physique de certains quartiers (par des murs et grillages) dont l'accès est contrôlé en vue de réduire la criminalité. Les *Security Districts* de la Nouvelle-Orléans se distinguent également des *Business Improvement Districts* (BIDs) répandus à l'échelle des États-Unis²⁴². Ceux-ci se localisent dans les secteurs commerciaux des centres villes alors que les *Security Districts* se localisent dans les secteurs résidentiels. C'est d'ailleurs à la Nouvelle-Orléans qu'en 1974 fut créé le premier BID (*Downtown Development District*) qui englobe le quartier du *Central Business District* et une partie du *Lower Garden District*²⁴³.

9.1.2.2. Des caractéristiques sociodémographiques qui se démarquent du reste de la ville

Les *Security Districts* actifs en 2012 partagent des caractéristiques socio-économiques communes qui les distinguent de celles observées à l'échelle de la Nouvelle-Orléans. La cartographie du niveau de revenu moyen des ménages en 2000 d'une part, puis des caractéristiques ethniques d'autre part, indiquent que les *Security Districts*, à plus forte raison ceux créés avant Katrina, sont très peu représentatifs des caractéristiques sociales de la ville²⁴⁴. En effet, ils se localisent de manière générale dans des secteurs aisés et concentrent une population majoritairement blanche²⁴⁵. Les *Security districts*

²⁴⁰ Présence constaté à Baton Rouge ou nous avons pris connaissance de l'existence de *Security Districts* similaires à ceux de la Nouvelle-Orléans. Les deux villes ont d'ailleurs toutes deux un *Security District* portant le même nom (*Garden District*).

²⁴¹ Cf. « La Dimension Territoriale des *Gated Communities* aux États-Unis. La clôture par contrat », LeGoix, 2005 ; « Ville fermée, ville surveillée. La sécurisation des espaces résidentiels en France et en Amérique du Nord ». Billard et al. 2005.

²⁴² Les BIDs correspondent à des territoires au fonctionnement proche de celui des *Security Districts* mais qui ne proposent d'autres services que le seul renforcement de la sécurité des résidents.

²⁴³ Voir page web du DDD consacré à la sécurité : <http://www.downtownnola.com/pages/detail/34/Safety>

²⁴⁴ La population de la Nouvelle-Orléans en 2000 était composée à 67% d'habitants d'origine Afro-américaine et le revenu moyen des ménages était de 27 133 \$/an (*US Census* 2000).

²⁴⁵ D'après le rapport de l'*Office of Inspector General of New Orleans*, 81% des personnes vivant dans les *Security Districts* avant Katrina étaient blanches.

du secteur Nord-est sont cependant davantage représentatifs des caractéristiques sociales de la ville mais seulement au regard des caractéristiques raciales des habitants puisque ceux-ci sont quasi exclusivement d'origine Afro-américaine (cf. figure 174). Le niveau économique des habitants constitue le trait commun le plus explicite des *Security Districts* puisque ceux-ci, à l'exception du *Security District* de *Mid City*, présentent un revenu médian annuel des ménages bien supérieur à celui de la ville²⁴⁶.

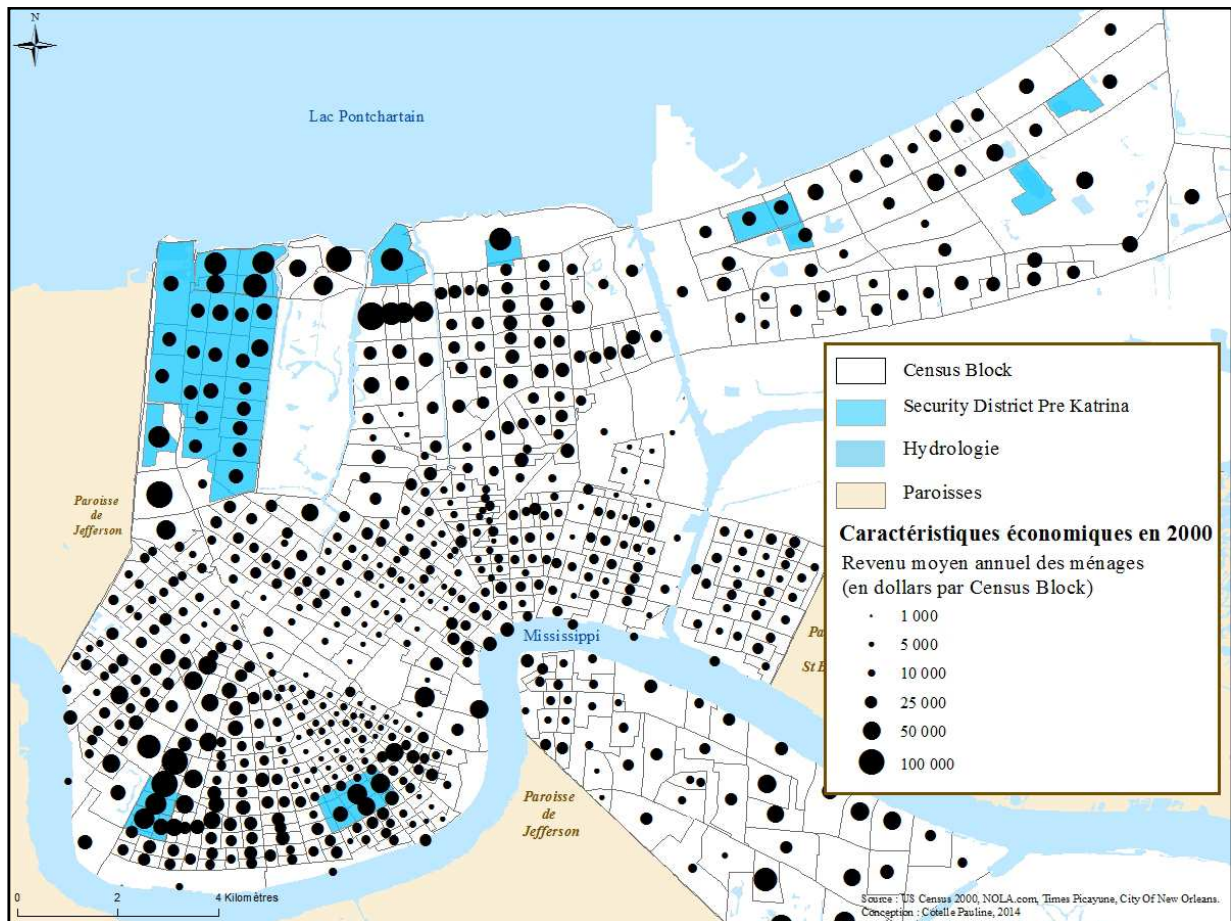


Figure 173 : Une forte concentration des *Security Districts pre Katrina* dans les secteurs à hauts revenus.

²⁴⁶ Le revenu moyen annuel des ménages à la Nouvelle-Orléans était de 35 041\$ en 2010 contre 27 710 pour le *Security District* de *Mid-city*. La moyenne à l'échelle de l'ensemble des *Security Districts* était de 58 477\$ et le revenu moyen le plus haut était de 147 936\$ pour le *Security District* d'*Audubon Area* localisé dans le secteur d'*Uptown* (Office of Inspector General of New Orleans, 2013).

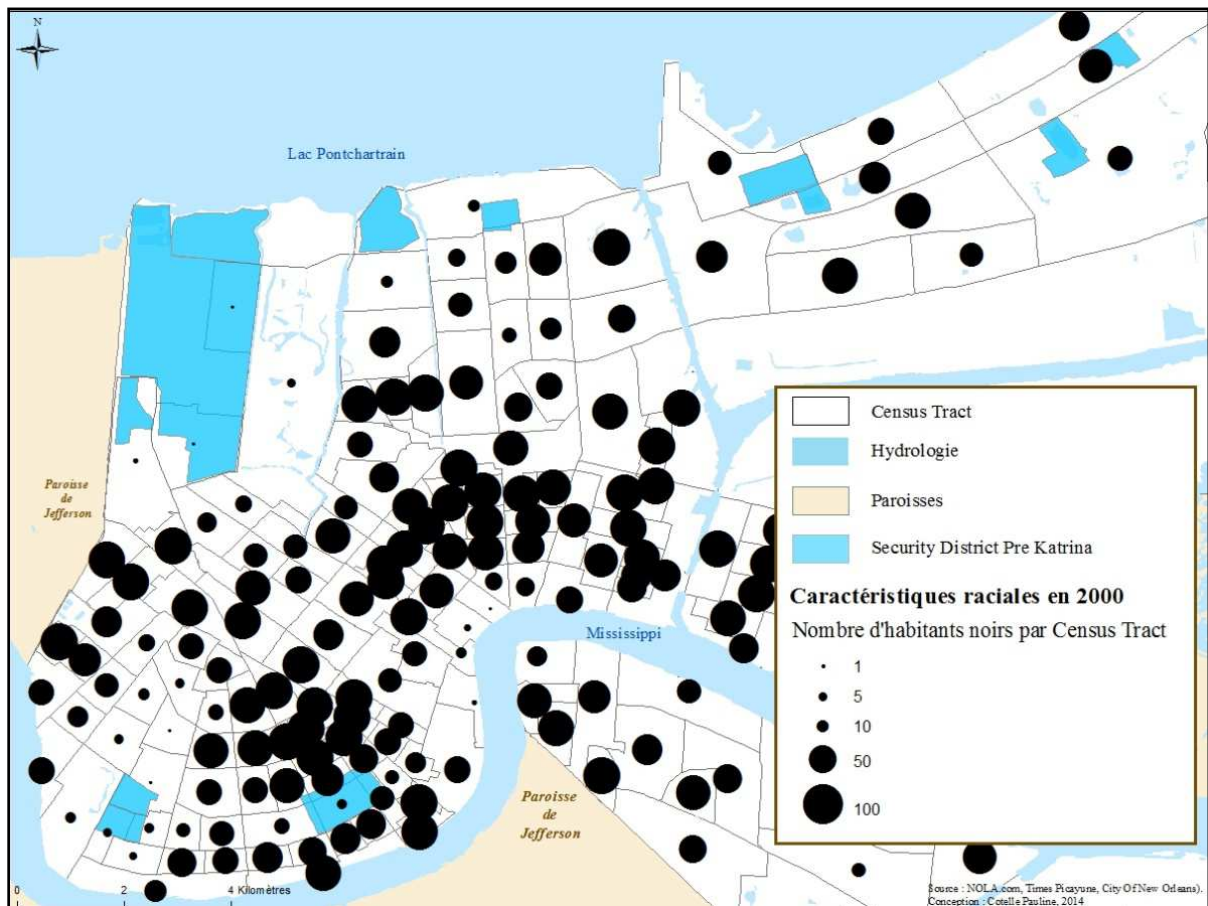


Figure 174 : Localisation des *Security Districts* pre Katrina dans les secteurs à majorité blanche à l’Ouest et au Sud de la ville.

La superficie du *Security district* de *Lakeview*²⁴⁷ et la densité relativement élevée de population caractérisant le secteur d’*Uptown*²⁴⁸ contribuent à expliquer le pourcentage très élevé d’habitants à l’échelle des *Security districts* avant Katrina (81%)²⁴⁹. Les quartiers Afro-américains de *New Orleans East*, qui concentraient quatre *Security districts* avant Katrina (faible superficie), se caractérisent quant à eux par une densité relativement faible d’où la part réduite d’habitants noirs à l’échelle de l’ensemble des *Security districts*²⁵⁰.

9.1.2.3. Des territoires généralement peu affectés par la criminalité

“The districts are among the areas in the city with the lowest rates of violent crime, although it’s hard to say whether the lower crime is a result of the patrols” (*Times Picayune*, 02/11/2012).

➤ Des territoires dissuasifs

²⁴⁷ Qui concentraient 17 507 habitants en 2000 (somme de la population des trois quartiers que recouvre le *Security District - Lakeview, Navarre et West End*).

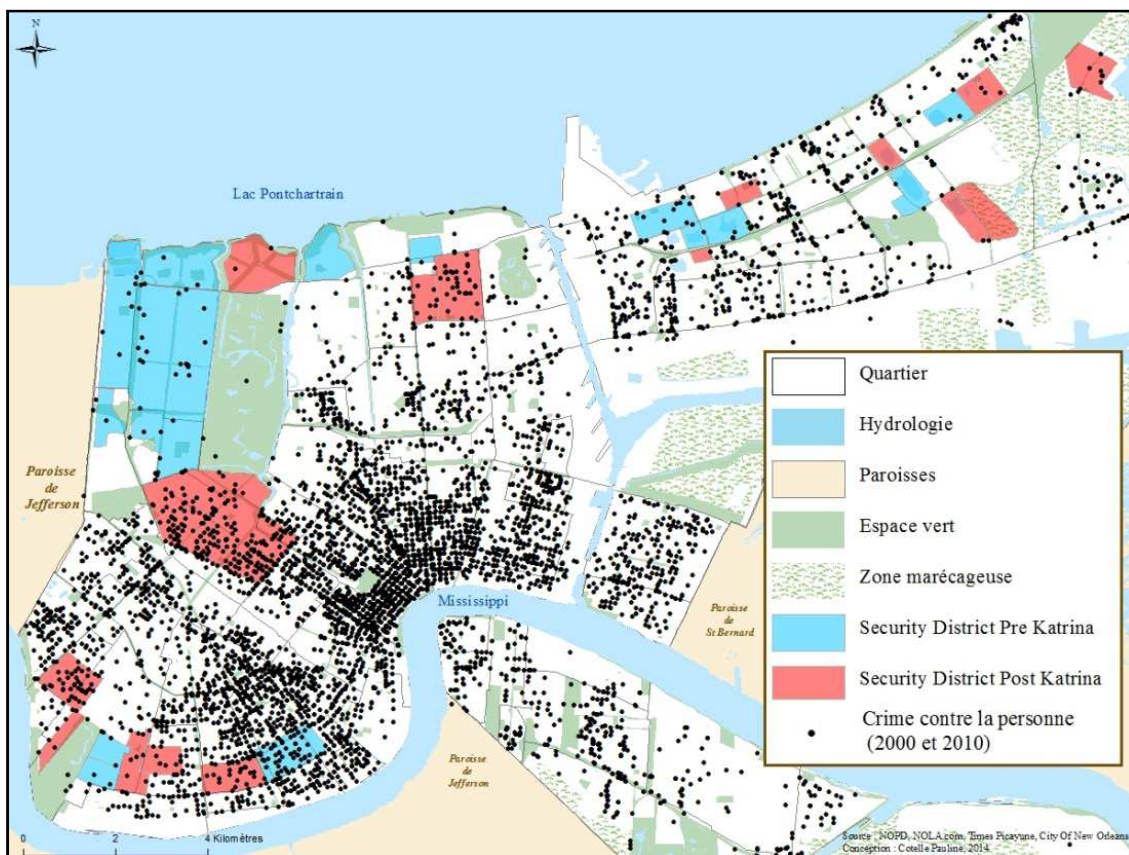
²⁴⁸ 9353 habitants par square mile dans le quartier du *Garden District*.

²⁴⁹ Cf. Nos estimations personnelles des caractéristiques socio-économiques (ici le pourcentage d’habitants blancs à l’échelle de l’ensemble des *Security Districts* actifs en 2000) ont été corroborées par la publication postérieure à notre analyse du rapport de l’Office de l’inspecteur Général de la ville de la Nouvelle-Orléans.

²⁵⁰ Habitants par square mile en 2000 dans le quartier de *Little Wood 7893, Read Blvd East 2617, West Lake Forest 7208*.

La spatialisation des *Security districts* permet de constater leur forte concentration dans les secteurs peu affectés par la criminalité notamment violente et perçus comme sûrs à l'échelle de la ville (cf. Chapitre 5). En effet, les secteurs résidentiels aisés d'*Uptown* et de *Lakeview* où se concentrent un nombre important de *Security districts* constituent les secteurs les moins affectés par la criminalité. Le secteur de *New Orleans East* se caractérise quant à lui par une criminalité plus contrastée et fait l'objet de représentations assez négatives (secteur perçu comme dangereux dans l'ensemble) mais les *Security Districts* présents dans ce secteur concentrent des niveaux de criminalité très bas. Les caractéristiques de la criminalité urbaine sont à rattacher à la notion de territoires « dissuasifs » analysée précédemment dans la thèse²⁵¹. Ce caractère dissuasif des *Security Districts* est à relier aux caractéristiques socio-économiques de ces territoires (cf. efficacité collective) et devrait être, en théorie, renforcé par la présence de patrouilles additionnelles, en raison d'une surveillance accrue agissant comme un facteur de réduction du risque criminel (théorie des opportunités criminelles)²⁵². La cartographie de la criminalité permet de mettre en évidence la faible concentration de la criminalité violente à l'échelle de la majorité des *Security districts* et le volume relativement bas, selon les *Security districts*, de crimes non violents au regard des autres secteurs résidentiels de la ville.

➤ Une faible criminalité contre les personnes



²⁵¹ Cette notion de territoire répulsif ou dissuasif s'oppose à celle de territoire attracteur et renvoie à la Théorie de l'Efficacité Collective (cf. chapitre 1).

²⁵² Action préventive par dissuasion du passage à l'acte.

La carte ci-dessus montre que les *Security Districts* créés avant Katrina concentrent dans l'ensemble moins de faits criminels violents que ceux créés après la catastrophe notamment ceux localisés dans le secteur de *Gentilly* et d'*Uptown*, ainsi que le *Security District* de *Mid-City* qui fait figure à part (cf. 9.1.3.). Toutefois, certains *Security Districts* mis en place entre 2006 et 2012 concentrent un nombre négligeable de crimes violents. C'est le cas des six *Security Districts* localisés dans le secteur de *New Orleans East* où seulement deux faits violents ont été enregistrés par la police en 2010.

➤ Une criminalité non violente plus répandue

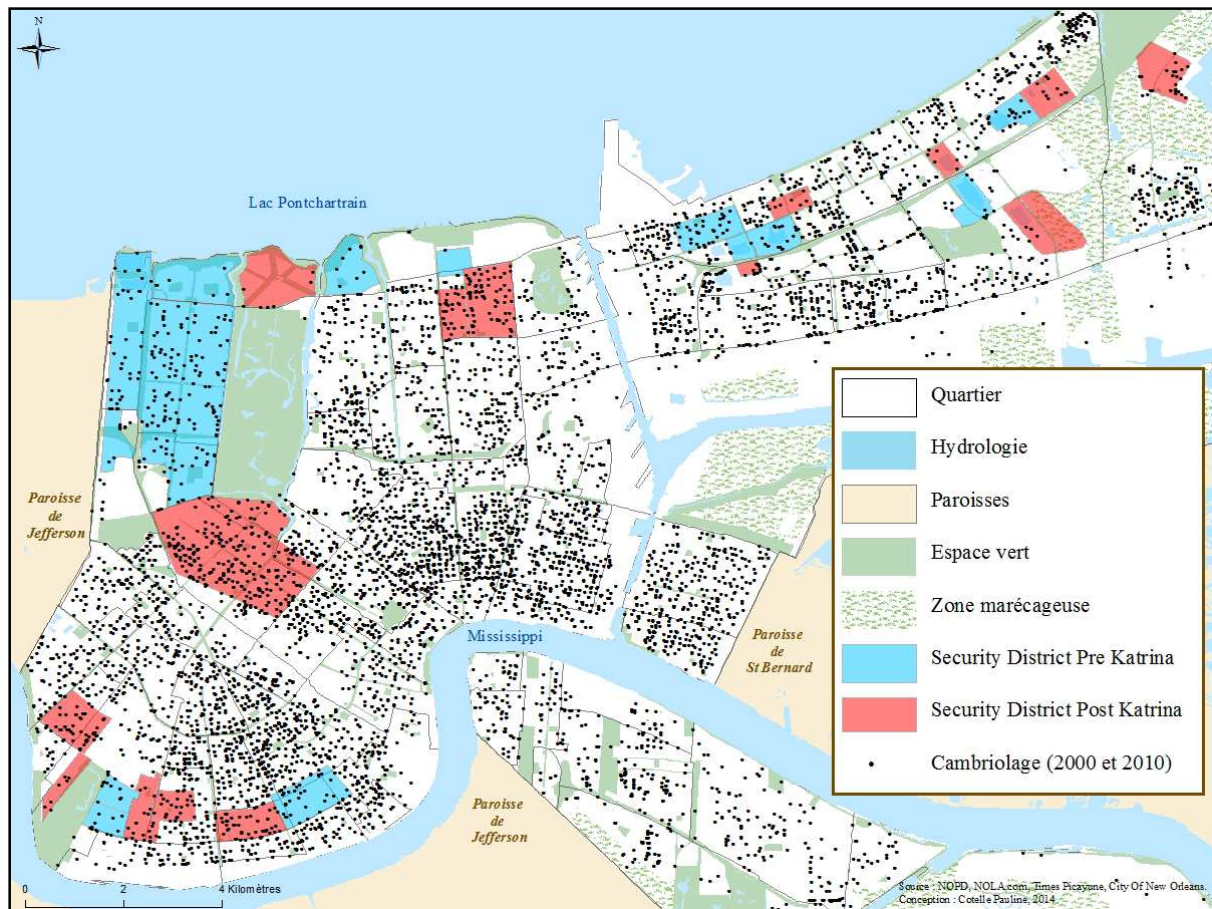


Figure 176 : Une criminalité contre les biens hétérogène à l'échelle des *Security Districts* ²⁵³.

Au regard de la criminalité contre les biens (cambriolages sur la carte ²⁵⁴), les *Security Districts* se démarquent dans l'ensemble du reste de la ville où les cambriolages sont répandus. Toutefois, cette catégorie de crimes affecte la quasi-totalité des secteurs résidentiels de la ville y compris les *Security Districts*. Comme pour la criminalité violente, certains *Security Districts* comptabilisent davantage de faits criminels que d'autres où la survenue de cambriolages est négligeable. En effet, cinq *Security Districts* créés après Katrina dans le secteur de *New Orleans East* ne comptabilisent en 2010 que 23

²⁵³ Pour des raisons de lisibilité, l'ensemble des crimes contre les biens ne sont pas cartographiés ici car leur nombre très élevé, même sur une année, altère la lisibilité de la carte. Dans la même logique, seuls les cambriolages survenus en 2000 et 2010 sont représentés ici en raison du nombre très élevé de cambriolages survenus entre 2000 et 2010.

²⁵⁴ Nous avons fait le choix de ne pas cartographier les autres catégories de crimes contre les biens (vols et vols de véhicules) en raison de leur volume annuel important qui offre un rendu cartographique non satisfaisant.

crimes contre les biens (vols et vols de véhicules compris) ce qui est dérisoire au regard des autres secteurs de la ville.

Si les *Security Districts* se caractérisent de manière générale par une faible criminalité comparativement au reste de la ville²⁵⁵, la cartographie a permis de mettre en évidence une forte concentration de la criminalité, notamment en ce qui concerne les crimes violents, dans certains *Security Districts* postérieurs à Katrina (*Mid-City, Seabrook, Milneburg, Touro-Boulogny*). D'autres *Security Districts* créés également dans les années *post* Katrina, se caractérisent en revanche par une très faible criminalité (*Lake Vista, Kingswood, Lake Bullard, McKendall Estate, Upper Audubon, Lakewood-East, Lake Barrington*). Cette diversification du profil criminel des *Security Districts* s'est également accompagnée, après Katrina, d'une évolution de leur profil socio-économique (9.1.3.).

9.2. Une diversification du profil des territoires sécurisés après Katrina

L'analyse cartographique des *Security Districts* révèle une diversification du profil d'un certain nombre d'entre eux établis après la catastrophe puisqu'ils présentent des caractéristiques socio-économiques et criminelles qui se rapprochent davantage de celles observées à l'échelle de la ville. Les cas particuliers des trois *Security Districts* créés en 2008 (*Mid-City*) et 2010 (*Lakewood-East* et *Seabrook*) illustrent clairement cette tendance. Cette évolution des caractéristiques socio-économiques reflète la tendance au renforcement des inégalités économiques après Katrina mais diffère en revanche de l'évolution du profil racial de la ville.

9.2.1. Un profil socio-économique et criminel des *Security Districts* plus hétérogène après Katrina

- Des caractéristiques socio-économiques qui évoluent après Katrina

La distinction socio-économique entre les *Security Districts* et la ville dans son ensemble a évolué après Katrina. La composition raciale des *Security Districts* s'est en effet rapprochée de celle de la ville en passant de 81% d'habitants blancs à 61% après Katrina alors même que la part d'habitants blancs a augmenté à l'échelle de la ville. En revanche, le revenu médian annuel des ménages est passé entre 2000 et 2010 de 43 669 dollars à 58 477, amplifiant ainsi l'écart économique entre les *Security Districts* et la ville²⁵⁶. Ces évolutions constatées à l'échelle de l'ensemble des *Security Districts* traduisent une diversification du profil des *Security Districts* après Katrina. Le tableau 23 illustre les contrastes socio-économiques renforcés des *Security Districts* après Katrina.

²⁵⁵ Les *Security Districts* créés avant Katrina principalement.

²⁵⁶ Ce point sera développé plus loin.

	Lake Forest Estates	Audubon Area	Lakewood	Mid-City	Upper Audubon	Seabrook	Ville de la Nouvelle-Orléans
Date de création	1997	2002	2004	2008	2008	2010	
Revenu médian des ménages (\$/an)	98 493	147 936	138 959	27 710	121 209	38 460	35 041
Part d'habitants noirs (%)	87	1	4	44	1	97	60
Part d'habitants blancs (%)	4	97%	90%	46%	91	5	35

Tableau 23 : Comparaison de six *Security Districts* représentatifs de la diversification de leur profil après Katrina (sources : *US Census*, *OIG*, 2013).

➤ Un profil criminel contrasté

Les *Security Districts* créés après Katrina s'ils sont plus nuancés d'un point de vue socio-économique présentent également des caractéristiques criminelles qui diffèrent de celles observées avant 2005 (figure 177). On remarque en effet sur la figure ci-dessous que certains *Security Districts* créés après Katrina concentrent un nombre élevé de crimes violents (*Mid-City*, *Seabrook*). Dans le même temps, les quatre *Security Districts* localisés dans les trois secteurs à l'Est, à l'Ouest et au Sud de la ville (*Lake Vista*, *Lake Bullard*, *McKendal Estates*, *Upper Audubon*) ne comptabilisent qu'un nombre très réduit de crimes à la fois violents et non violents (cf. tableau 26).

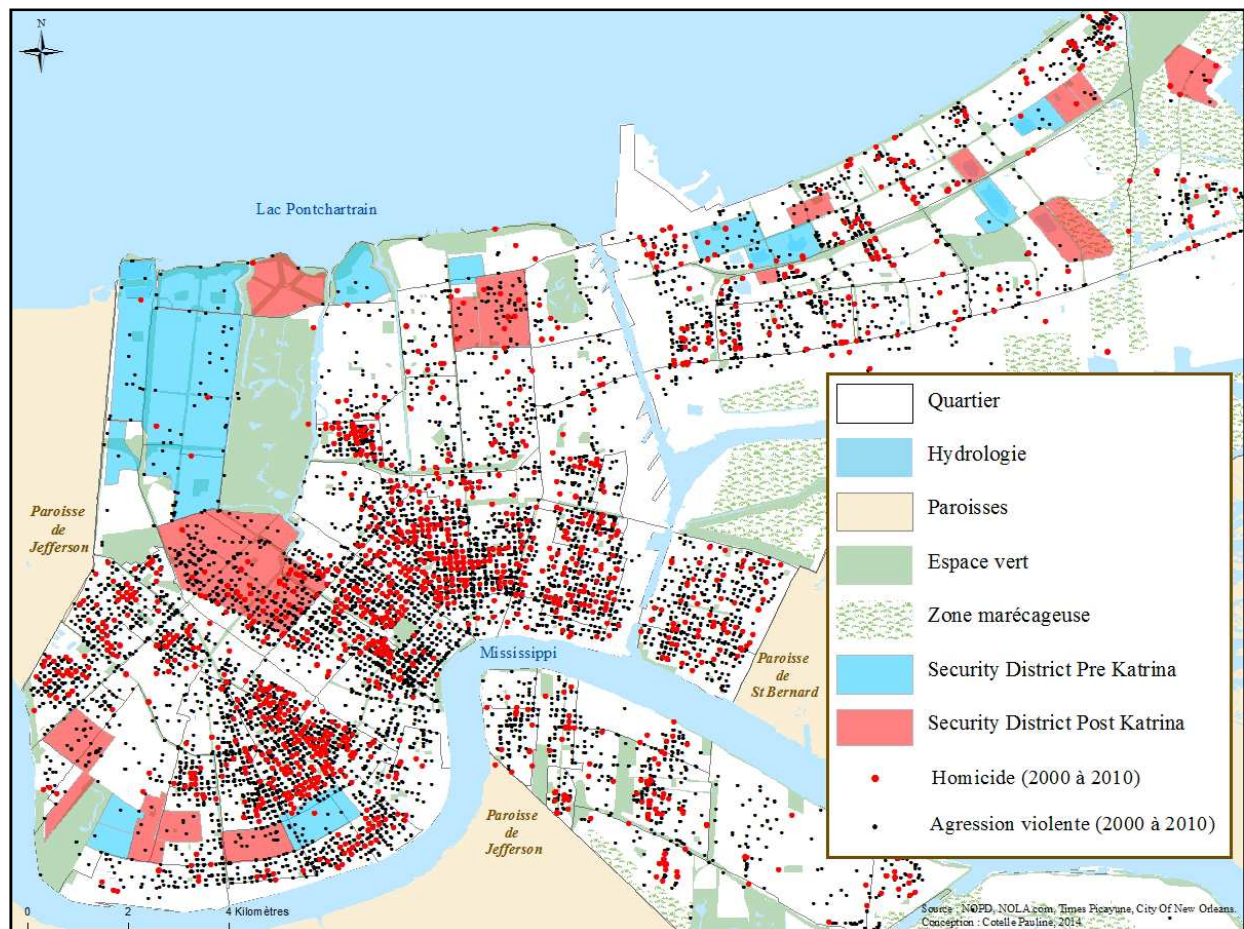


Figure 177 : Des *Security Districts* très contrastés au regard de la criminalité violente après Katrina.

Les deux *Security Districts* d'*Audubon Area* et de *Lakewood*²⁵⁷ établis avant Katrina sont représentatifs du profil des *Security Districts* pre Katrina en matière de criminalité puisqu'ils n'ont respectivement comptabilisé en 2010 que 9 et 1 crimes contre la propriété et seulement un crime violent pour *Lakewood*. Certains *Security Districts* créés après Katrina comme celui de *Mid-City* et de *Seabrook* affichent en revanche une criminalité plus prononcée puisqu'en 2010, 571 crimes contre la propriété et 100 crimes violents ont été enregistrés à *Mid-City* contre 65 et 8 à *Seabrook*.

9.2.2. Des *Security Districts* « atypiques » : les cas de *Mid-City*, *Milneburg* et *Seabrook*

Le *Security District* de *Mid-City* (2008) d'une part, et ceux de *Milneburg* et *Seabrook* (2010)²⁵⁸ d'autre part, contrastent de part leurs caractéristiques socio-économiques avec les *Security Districts* établis avant Katrina. En effet, le niveau de revenu annuel des habitants, leur profil racial ou encore les caractéristiques d'occupation du logement (taux de logements vacants) se rapprochent davantage des caractéristiques observées à l'échelle de la ville (tableau 24).

	Midcity (2008)	Seabrook & Milneburg (2010)	Ville de la Nouvelle-Orléans
Nombre d'habitants	15 486	3251	343 829
Habitants blancs (%)	46	8	35
Habitants noirs (%)	44	89	60
Revenu médian des ménages (\$/an)	27 710	41 561	35 041
Revenu moyen des ménages (\$/an)	~55 582	38 224	59 952
Habitants vivants sous le seuil de pauvreté (%)	~21.8	15.7	24.4
Habitants vivant avec moins de 15 000\$/an (%)	~18.6	21	21.9
Habitants vivant avec plus de 75 000\$/an (%)	~24.9	7.7	23.7
Logements vacants (%)	24	26.5	24
Crimes non violents (2010)	571	95	12 815
Crimes violents (2010)	100	11	2245
Taux de criminalité non violente (‰)	36.9	29.2	37.3
Taux de criminalité violente (‰)	6.45	3.4	6.5

Tableau 24 : Caractéristiques socio-économiques et criminelles (2010) des *Security Districts* de *Mid-City* et de *Seabrook* au regard de la Nouvelle-Orléans (sources : NOPD, GNOCDC, OIG, *US Census* 2010)²⁵⁹.

On note dans le tableau ci-dessus que les revenus médians des ménages en 2010 pour les trois

²⁵⁷ Le *Security District* d'*Audubon Area*, représenté en bleu (pre Katrina) se localise dans le secteur d'*Uptown* (*Security District* le plus à l'Ouest). Le *Security District* de *Lakewood* représenté également en bleu est localisé à l'Ouest du *Security District* de *Lakeview*.

²⁵⁸ Nous analysons conjointement ces deux *Security Districts* pour des raisons méthodologiques. En effet leurs limites spatiales correspondent à celle du quartier de *Milneburg* ce qui facilite grandement l'analyse des caractéristiques socio-économiques de ces deux *Security Districts* (seule une petite portion du quartier au Nord est exclue, elle ne représente que 154 habitants sur les 3405 habitants que compte le quartier).

²⁵⁹ Certaines données du tableau sont accompagnées de signes mentionnant une valeur approximative. Celles-ci correspondent pour le *Security District* de *Mid-City* aux moyennes des trois quartiers que le *Security District* recouvre plus ou moins partiellement.

Security Districts considérés sont relativement proches de celui de la ville. Les caractéristiques raciales sont également représentatives de celles de la ville peuplée à 60% d'habitants noirs en 2010 contre 44% pour *Mid-City* et 89% pour *Seabrook et Milneburg* réunis. Le pourcentage de logements vacants à l'échelle de ces deux *Security Districts* est supérieur à celui de la ville (24% en 2010) qui est similaire à celui du *Security District* de *Mid-City*. Enfin, les trois *Security Districts* présentent des taux de criminalité²⁶⁰ assez proches de ceux calculés à l'échelle de la ville dans son ensemble, notamment le *Security District* de *Mid-City* qui affiche des taux quasi identiques.

Le *Security District* de *Mid City*, qui englobe une très large partie du quartier de *Mid-City*²⁶¹, une portion réduite du quartier de *Bayou St John* (secteur Sud-ouest) et le secteur résidentiel du quartier de *City Park*²⁶², se caractérise par un revenu médian annuel des habitants très bas (27 710\$) situé en dessous de celui de la ville (35 041\$). En revanche, le revenu moyen des ménages était d'environ 55 582 \$/an²⁶³ en 2010, ce qui dénote de fortes inégalités de revenus entre les habitants²⁶⁴. Par ailleurs, les contrastes économiques sont prononcés entre les différents quartiers que recouvre le *Security District*. Le nombre d'habitants vivants sous le seuil de pauvreté était de 37.3% en 2010 *Mid-City*, de 17% à *Bayou St John* et de 11 % à *City Park*. Le quartier de *Mid-City* aurait ainsi tendance à « tirer » le niveau de revenus médian et moyen du *Security District* vers le bas²⁶⁵, même si le secteur le plus pauvre du quartier n'est pas couvert par le *Security District* (portion Sud).

Les deux *Security Districts* de *Milneburg* et *Seabrook* localisés dans le quartier de *Milneburg* dans le secteur résidentiel Nord de *Gentilly*, présentent également des caractéristiques socio-économiques et criminelles proches de celles observées à la Nouvelle-Orléans mais les inégalités de revenus entre les habitants sont moins prononcées qu'à l'échelle de la ville et à plus forte raison du *Security District* de *Mid-City*. En effet, les revenus médian et moyen des ménages sont assez proches (respectivement 41 561\$/an et 38,224\$/an) et la part de ménages touchant un revenu annuel de plus de 75 000\$/an est faible au regard de la moyenne de la ville et de celle du *Security District* de *Mid-City* (respectivement 7.7%, 23.7% et 24.9%). La distribution de la population autour de la moyenne est donc plus homogène même si environ 47% des 3251 habitants des *Security Districts* de *Milneburg* et *Seabrook* vivent avec un revenu inférieur à 35 000\$/an.

²⁶⁰ Ceux-ci ont été calculés à partir de nos données criminelles de 2010 et des données démographiques du recensement de 2010.

²⁶¹ A l'exception de la partie Sud la plus pauvre et portant encore largement les stigmates de Katrina plus de 8 ans après la catastrophe.

²⁶² La partie résidentielle de ce quartier se situe au Sud et ne représente qu'une superficie très limitée de ce quartier qui correspond, à plus de 80%, au *City Park*, le plus grand parc de la ville.

²⁶³ Calculé à partir des données sur le revenu moyen annuel des ménages du *Census* agrégées à l'échelle des quartiers de *Mid-City*, *Bayou St John* et de *City Park*.

²⁶⁴ En effet, sur les 15 486 habitants du *Security District* de *Mid City*, 7743 habitants ont touché un revenu inférieur à 27 710\$/an. Sur ces 7743 habitants, 18.6% gagnaient moins de 15 000\$/an et 21.8% des habitants vivaient sous le seuil de pauvreté. L'écart important entre le revenu moyen et médian s'explique par la présence de ménages à très hauts revenus qui affectent la moyenne en la « tirant » vers le haut (calculs basés sur les moyennes des données du *Census* pour les trois quartiers de *Mid-City*, *Bayou St John* et de *City Park* (source : GNOCDC).

²⁶⁵ Le revenu moyen des ménages à *Mid City* était de 43,307\$/an en 2010 contre 52,587\$/an à *Bayou St John* et 70,853\$/an à *City Park*.

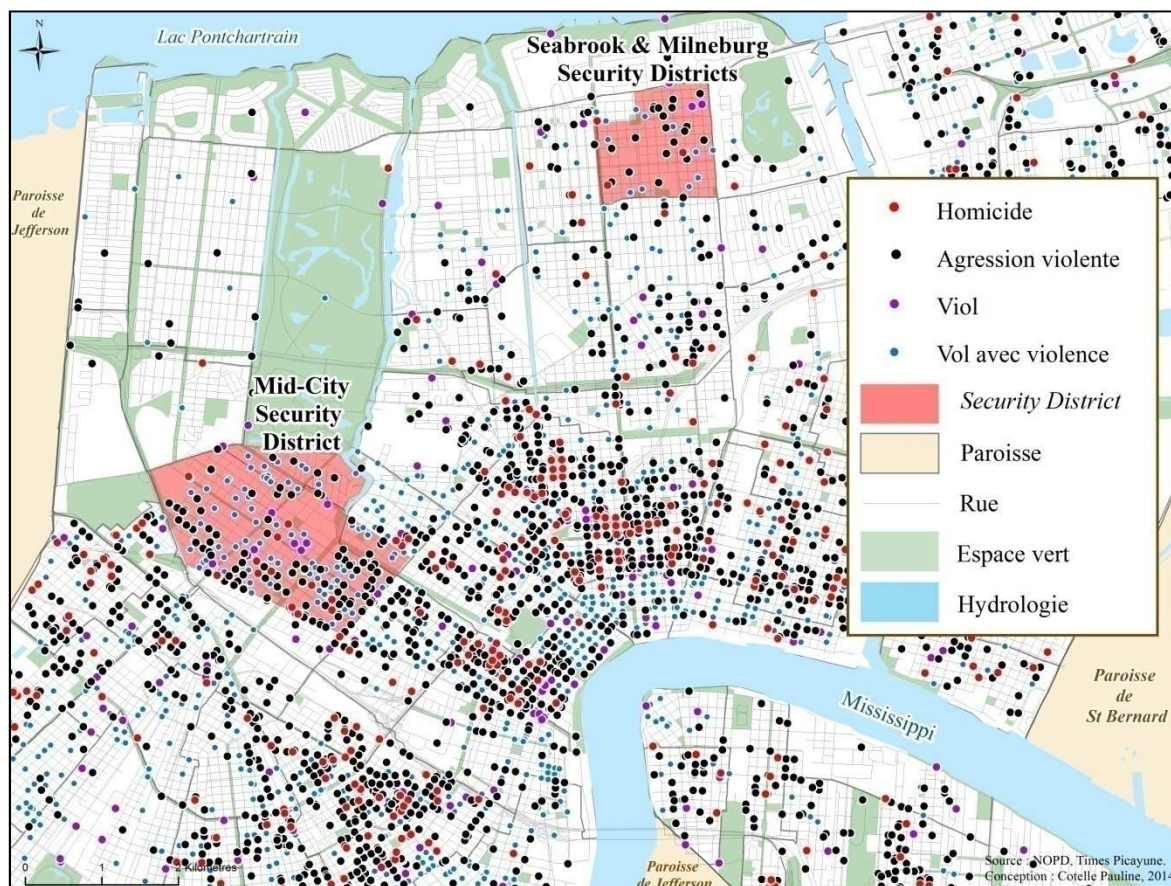


Figure 178 : Criminalité violente constatée entre 2008 et 2010 à l'échelle des *Security Districts* de *Mid-City*, *Milneburg* et *Seabrook*.

La répartition spatiale de la criminalité violente entre 2008 et 2010 est assez homogène à l'échelle des *Security Districts* de *Mid-City*, *Milneburg* et *Seabrook* (figure 178). On remarque toutefois que les *Security Districts* de *Milneburg* et *Seabrook* se caractérisent par un nombre de faits criminels relativement bas comparativement au *Security District* de *Mid-City* qui concentre un volume de criminalité violente important principalement dans sa partie Sud où toutes les catégories de crimes les plus graves sont présentes (homicides, viols et agressions violentes).

L'analyse des caractéristiques des *Security District* de *Mid-City* et *Milneburg* et *Seabrook* révèle de fortes similitudes avec la ville, en particulier *Mid-City* qui partage davantage de caractéristiques communes notamment en matière d'inégalités de revenus des ménages qui ont pu être mises à jour par le rapprochement des revenus médians et moyens ainsi que par la comparaison des pourcentages des ménages touchant des revenus inférieurs à 15 000\$/an et supérieurs à 75 000\$/an. Le *Security District* de *Mid-City* constitue donc bien un cas à part à l'échelle de l'ensemble des *Security Districts* de la ville, puisque ceux-ci concentrent une population majoritairement blanche²⁶⁶ et aisée et sont peu affectés pas la criminalité notamment violente.

➤ Des pratiques sécuritaires moins élitistes après Katrina ?

²⁶⁶ 61% de la population des *Security Districts* après Katrina est blanche contre 81% en 2000. La surreprésentation d'habitants blancs, nous le rappelons, est liée, à la superficie de certains *Security Districts* à très forte majorité blanche tels que *Lakeview* (le nombre d'habitants de ces *Security Districts* est donc plus importante et « tire » la moyenne d'habitants blancs vers le haut).

L'observation de l'évolution du profil des *Security Districts* après Katrina à l'échelle de l'ensemble des *Security Districts* et des cas particuliers de *Mid-City*, *Milneburg* et *Seabrook*, a mené à s'interroger sur le caractère moins « élitiste » des *Security Districts* après Katrina. Ceux-ci tendent en effet à se généraliser à l'échelle de territoires socialement et économiquement plus hétérogènes et représentatifs des caractéristiques de la ville. Néanmoins, l'écart plus prononcé après Katrina entre le revenu médian des *Security districts* et celui de la ville semble témoigner du renforcement des inégalités socio-spatiales observé à la Nouvelle-Orléans depuis la catastrophe (cf. 6.2 et 6.3).

9.2.3. Des caractéristiques socio-économiques qui reflètent partiellement les évolutions urbaines post Katrina

Si le profil socio-économique des *Security Districts* après Katrina est plus contrasté qu'en 2000 et que certains *Security Districts* présentent des caractéristiques sociales plus proches de celles observées à la Nouvelle-Orléans (*Mid-City*, *Seabrook*), l'écart de revenu entre la population de la ville et celle des *Security Districts* s'est légèrement accru entre 2000 et 2010. Cette tendance conforte, dans une certaine mesure, le constat établi précédemment d'une amplification par la catastrophe des inégalités économiques à l'échelle de la ville (chapitre 6). En effet, le revenu médian des ménages (*Security districts*) était 38% plus élevé que celui observé à l'échelle de la ville en 2000 contre 40%²⁶⁷ en 2010 (tableau 25). Si l'évolution du profil économique des *Security districts* va dans le sens de l'amplification des inégalités économiques constaté à la Nouvelle-Orléans après Katrina (chapitre 6), ce n'est pas le cas du profil racial des *Security Districts*, qui, dans l'ensemble, concentrent une part d'habitants d'origine Afro-américaine plus élevée après Katrina. En effet, en 2000, seul 15% de la population des *Security Districts* étaient d'origine Afro-Américaine contre 32% en 2010. Cette augmentation notable de la part d'habitants noirs après Katrina reflète la diffusion de ces stratégies sécuritaires à l'échelle de nouveaux territoires socialement plus hétérogènes et semble traduire, dans une certaine mesure, une certaine démocratisation de ces pratiques.

	2000		2005 ²⁶⁸		2010	
	Ville	Security District	Ville	Security District	Ville	Security District
Nombre de <i>Security Districts</i> (actifs)	5		12		25 (toujours actifs en 2012)	
Population	484 674	24 958	< 484 674	> 32 119	343 829	55 006
Revenu médian des ménages (\$)	27 133	43 669	< 27 133	> 43 669	35 041	58 477
Part d'habitants noirs (%)	67	15	<67	~18	60	32
Part d'habitants blancs (%)	28	81	>28	~ 76	35	61

Tableau 25 : Comparaison de l'évolution des caractéristiques socio-économiques à l'échelle de la ville et des *Security Districts* entre 2000 et 2010 (sources : *US Census* 2000 et 2010, OIG, 2013).

²⁶⁷ D'après le rapport de l'*Office Of Inspector General of New Orleans* (2013).

²⁶⁸ Les données pour 2005 sont approximatives puisqu'il n'y a pas eu de recensement à cette date. Les estimations se basent donc sur les caractéristiques de 2000 des sept nouveaux *Security Districts* créés entre 2000 et 2005.

Tableau synthétique du profil des Security Districts antérieurs et postérieurs à Katrina²⁶⁹ :

Profil Nom	Date de création	Caractéristiques ethniques (2010)		Revenu médian annuel des ménages (\$)	Pourcentage de logements vacants	Montant de la taxe annuelle (\$)	Nombre de crimes (2010)	
		Habitants noirs (%)	Habitants blancs (%)				UCR biens	UCR personnes
Lake Forest Estates	1997	87	4	98 493	28	485	10	0
Lakeview	1998	6	89	63 760	24	110	283	8
Garden District	1998	10	84	50 832	18	527	111	13
Spring Lake	1998	83	13	40 729	25	200	11	1
Lake Carmel	1999	92	2	47 402	20	250	21	0
Audubon Area	2002	1	97	147 936	11	500	9	0
Lake Terrace	2002	10	81	126 167	9	300	12	0
Upper Hurstville	2003	2	95	132 343	10	400	22	0
Lake Oaks	2004	40	44	64 950	4	350	7	0
Kenilworth	2004	95	3	52 371	15	200	44	7
Lakeshore	2004	2	94	107 593	10	360	16	0
Lakewood	2004	4	90	138 959	22	450	1	1
Twinbrook	2006	5	91	80 232	13	440	32	6
Touro Bouligny	2006	16	80	47 824	15	301	85	9
Hurstville	2007	2	94	103 312	11	455	35	2
Kingswood	2007	97	97	50 921	14	240	5	1
Lake Bullard	2008	77	2	84 603	10	250	4	0
McKendall Estate	2008	59	1	84 241	4	250	6	0
Mid-City	2008	44	46	27 710	24	200	571	100
Upper Audubon	2008	1	91	121 209	10	500	8	0
Lake Willow	2010	95	3	46 699	24	300	41	9
Lakewood-East	2010	95	4	36 119	30	300	8	0
Milneburg	2010	81	11	44 663	27	200	30	3
Seabrook	2010	97	5	38 460	26	200	65	8
Lake Barrington	2011	94	1	61 302	21	350	6	1
Total et moyenne	2005 ²⁷⁰	32	61	58 477	20	325	1443	169

Tableau 26 : Profil des Security Districts actifs en 2012 (sources : US Census 2000 et 2010, OIG, 2013)²⁷¹.

L'analyse des caractéristiques spatiales des Security districts réalisée en lien avec la catastrophe de 2005 a permis de mettre à jour une augmentation importante du nombre de Security districts après Katrina. Ces pratiques sécuritaires socialement sélectives soulèvent la question de leur efficacité au regard de la criminalité qu'ils sont supposés prévenir. L'analyse de l'évolution de la criminalité survenue au cours des années précédant et succédant la mise en place de ces stratégies sécuritaires micro-localisées révèle un effet limité et difficile à quantifier sur la criminalité observée (9.2.).

²⁶⁹ Encore une fois, les données relatives aux caractéristiques socio-économiques avaient été estimées avant la publication du rapport de l'Office of Inspector General (2013), qui est venu corroborer nos données, que nous avons tout de même ajustées à celles du rapport (estimations basées sur les découpages administratifs quand ils le permettaient et par l'acquisition de données obtenues directement auprès de certains responsables des Security Districts posant problème).

²⁷⁰ La date moyenne de création des Security Districts (2005) confirme notre observation préalablement présentée, à savoir celle d'une accélération de leur mise en place après Katrina. En effet, le nombre élevé de Security Districts après Katrina sous-entend *a priori* une date moyenne postérieure à 2005 mais celui-ci est « compensé » par la temporalité *post* Katrina qui est plus courte (2006 à 2011, contre 1997 à 2004).

²⁷¹ Les security districts créés après Katrina (Lake Vista, Maple Area, North Kenilworth, Oak Island, Tamaron) qui n'ont pas été renouvelés à la date à laquelle l'étude a été menée, ne figurent pas dans le tableau. Les « communautés fermées » (Audubon Gated Community, Newcomb, Eastover Gated Community) et le Downtown Development District (Central Business District) font quant à eux figure à part.

9.3. Des pratiques sécuritaires socialement sélectives qui n'impliquent pas une réduction systématique et effective des risques

La mise en place d'un *Security District* répond au besoin de sécurité d'habitants jugeant la qualité des réponses publiques non satisfaisante ou le niveau de surveillance insuffisant. Celui-ci a pour principaux objectifs de prévenir la criminalité en renforçant la surveillance du périmètre défini ainsi que favoriser le sentiment de sécurité des résidents.

Les effets des *Security Districts* sur la criminalité locale enregistrée par la police sont cependant difficiles à mesurer et varient selon la catégorie de crime considérée (9.2.1.). Malgré des impacts incertains sur la criminalité, les *Security Districts* ont indéniablement un effet positif sur le sentiment de sécurité ressenti par les habitants. Ces bénéfices peuvent néanmoins être contre balancés par certains effets pervers tels que le « relâchement » du contrôle territorial et la baisse de la vigilance des résidents qui peuvent paradoxalement renforcer la vulnérabilité des enjeux (paradoxe de l'urbanisme sécuritaire) (9.2.2.). Enfin, les *Security Districts* peuvent s'accompagner d'externalités à la fois positives et négatives difficiles à estimer et qui varient selon les échelles spatiales et temporelles (9.2.3.).

9.3.1. Une efficacité nuancée sur la criminalité enregistrée par la police

“I challenge you to find anybody who has empirical evidence to support how effective a security district is.” (Entretien avec Tim Garnett, 2011²⁷²)

Pour diverses raisons, la mesure de l'impact de la mise en place d'un *Security District* sur la criminalité est difficile à réaliser. Le nombre relativement peu élevé de crimes survenant annuellement dans les limites de ces territoires de petite superficie rend l'évaluation délicate. Il est en effet difficile d'imputer avec certitude une réduction constatée de la criminalité à la présence d'un *Security District*, cette dernière pouvant être le résultat de facteurs indépendants de sa présence (9.2.1.1.). L'analyse quantitative corroborée par certaines données qualitatives indique que la présence d'un *Security District* aurait dans certains cas un effet préventif sur la criminalité contre les biens mais aucun effet constaté sur la criminalité violente (9.2.1.2.). L'analyse menée à l'échelle du *Security District* de *Mid-City* confirme, dans une certaine mesure ces tendances, mais nécessite d'être rattachée aux mutations territoriales du quartier après Katrina (9.2.1.3.).

9.3.1.1. Une difficile mesure de l'efficacité de ces pratiques

La cartographie de la criminalité antérieure et postérieure à la mise en place des *Security Districts*

²⁷² Entretien avec Tim en 2011, habitant civiquement impliqué (cf. <http://nolahoods.tumblr.com/>).

permet d'évaluer, dans une certaine mesure, leurs impacts sur le volume de criminalité à l'échelle locale. Cette approche quantitative complétée par une analyse qualitative²⁷³ permet ainsi de voir si la criminalité a connu une baisse consécutive à la création des *Security Districts*. Cependant, le nombre relativement faible de faits criminels survenant à l'échelle des *Security Districts* rend l'analyse de ces évolutions complexe. La réduction du nombre de crimes constatés à l'échelle d'un *Security District* peut en effet être liée à d'autres facteurs totalement indépendants au renforcement de la surveillance par la présence de patrouilles supplémentaires. Une baisse de la criminalité, violente ou contre les biens, pourrait résulter d'interventions policières ayant démantelé un réseau criminel implanté à proximité du *Security District*. Une augmentation du volume de criminalité pourrait au contraire être le résultat d'une constatation plus systématique par les résidents des faits survenus sans que la criminalité réelle n'ait connu d'évolution (baisse du chiffre noir de la criminalité par un taux de report des crimes plus important). Par ailleurs, les changements socio-économiques rapides des quartiers après Katrina ont pu influencer positivement ou négativement la criminalité sans que cela ne soit associé à la mise en place de nouveaux *Security Districts*. L'évaluation de l'évolution de la criminalité est ainsi rendue encore plus complexe à effectuer après Katrina, puisque les changements territoriaux rapides après la catastrophe peuvent avoir une influence notable sur la criminalité (contexte de la reconstruction *post* catastrophe). Le risque est donc d'attribuer une baisse de la criminalité à la mise en place d'un *Security District* alors même que celle-ci peut résulter de changements territoriaux ayant un impact préventif sur la criminalité tels qu'une baisse du nombre de logements vacants offrant moins d'opportunités criminelles ou encore un renforcement de la surveillance naturelle consécutive au retour progressif des habitants.

9.3.1.2. Un effet préventif incertain sur la criminalité

Le rapport de l'*Office of Inspector General* (2013) propose une étude complémentaire à la notre²⁷⁴ puisque celui-ci analyse l'impact des *Security Districts* sur la criminalité locale en comparant cette dernière à celle constatée dans d'autres secteurs de la ville présentant des caractéristiques socio-économiques similaires²⁷⁵. Le rapport souligne le rôle prépondérant des caractéristiques territoriales²⁷⁶ sur la criminalité et conclut que la présence d'un *Security District* agit comme un facteur limitant de la criminalité contre les biens mais ne constate aucun effet notable sur la criminalité violente. Le rapport examine également l'implication de cinq *Security Districts* créés après Katrina sur la criminalité, en comparant les données criminelles compilées sur trois années (2010, 2011 et 2012). L'analyse menée à

²⁷³ Entretiens avec la police (NOPD) et la population (notamment d'habitants vivants dans différents *Security Districts*).

²⁷⁴ Notre analyse de l'évolution des stratégies sécuritaires micro-localisées (*Security Districts*) en lien avec Katrina est antérieure à la publication du rapport qui corrobore nos observations.

²⁷⁵ Le rapport s'appuie sur une analyse menée à l'échelle des *Census Tracts*.

²⁷⁶ Notamment le niveau de revenu moyen des ménages (élevé), les taux de logements vacants (bas) et les taux de propriétaires occupants leur logement (élevés). Ceux-ci seraient associés à une faible criminalité.

l'échelle de ces cinq *Security Districts*²⁷⁷ localisés dans le secteur de *New Orleans East* et de *Gentilly*, ne révèle aucun effet notable sur la criminalité à la fois violente et non violente.

Similairement, notre analyse considère l'évolution de la criminalité à l'échelle des *Security Districts* au cours des années précédant et succédant leur création, abstraction faite des caractéristiques socio-économiques. L'agrégation des données criminelles à l'échelle de certains *Security Districts* créés avant et après Katrina permet ainsi d'évaluer leur impact sur la criminalité locale²⁷⁸. Afin d'évaluer cet impact nous avons sélectionné certains *Security Districts* pour lesquels nous avons comptabilisé le nombre de crimes survenus avant et après leur mise en place en distinguant les crimes contre les biens des crimes contre les personnes.

- Une certaine efficacité sur la réduction de la criminalité non violente²⁷⁹

	Nombre de faits avant la mise en place du <i>Security District</i>	Nombre de faits après la mise en place du <i>Security District</i>	Taux d'évolution (%)
<i>Audubon Security District</i> (2002)	27	17	- 37
<i>Lake Terrace Security District</i> (2002)	32	26	- 18.7
<i>Upper Hurstville Security District</i> (2003)	31	31	0
<i>Hurstville Security District</i> (2007)	39	30	- 23
<i>Kingswood Security District</i> (2007)	7	4	- 42.8
<i>Mid-City Security District</i> (2008)	661	557	- 15.7
<i>Tamaron Security District</i> (2008)	13	12	- 7.7
<i>Upper Audubon Security District</i> (2008)	21	27	+ 28.6

Tableau 27 : Impact de la mise en place des *Security Districts* sur la criminalité contre les biens.

L'analyse cartographique de la criminalité contre les biens à l'échelle des *Security Districts* présentés dans le tableau 27 met en évidence une baisse du nombre de faits constatés mais ce constat n'est cependant pas systématique. En effet, le *Security District* d'*Upper Audubon*, créé 2008, affiche une augmentation du nombre de crimes contre les biens de 28.6% entre les années 2007 et 2009. La criminalité a dans l'ensemble baissé y compris pour les *Security Districts* créés après Katrina (en rouge) alors même que la population a pu augmenter après leur mise en place. La plus forte baisse s'observe à l'échelle du *Security District* de *Kingswood* (-42.8%) qui se situe dans le secteur de *New Orleans East*.

- Un effet non constaté sur la criminalité violente

Le nombre réduit de crimes violents à l'échelle de la majorité des *Security Districts*²⁸⁰ analysés sur une période de temps relativement courte, ne permet pas de tirer des conclusions probantes. En effet, une

²⁷⁷ *Lake Willow* (2011), *Lake Barrington* (2012), *Lakewood East* (2012), *Milneburg* (2011), *Seabrook* (2011).

²⁷⁸ Ce travail a été intégralement réalisé sous ArcGIS © par l'intersection de l'ensemble des crimes survenus (par catégorie) au cours des deux années précédant et succédant la création de chaque *Security District*. La compilation des données criminelles pour chaque période de temps et pour chaque *Security District* permet ainsi de comparer les tendances antérieures et postérieures à la date de création du *Security District*.

²⁷⁹ Les sites web des différents *Security Districts* mettent à disposition les statistiques criminelles obtenues auprès du NOPD et insistent généralement sur la baisse de la criminalité constatée contre les biens au cours des années postérieures à la mise en place du *Security District*.

²⁸⁰ A l'exception du *Security District* de *Mid-City* qui concentre une forte criminalité violente au regard des autres *Security Districts*.

évolution même minime exprimée sous forme de pourcentage pourra donner l'impression d'un changement considérable alors que la baisse du nombre de faits violents sera faible.

	Nombre de faits avant la mise en place du <i>Security District</i>	Nombre de faits après la mise en place du <i>Security District</i>	Taux d'évolution (%)
<i>Audubon Security District</i> (2002)	2	1	- 50
<i>Lake Terrace Security District</i> (2002)	1	1	0
<i>Upper Hurstville Security District</i> (2003)	2	1	- 50
<i>Hurstville Security District</i> (2007)	4	1	- 75
<i>Kingswood Security District</i> (2007)	7	4	- 42.8
<i>Mid-City Security District</i> (2008)	124	122	- 1.6
<i>Tamaron Security District</i> (2008)	0	4	+ 100
<i>Upper Audubon Security District</i> (2008)	2	1	- 50

Tableau 28 : Impact de la mise en place des *Security Districts* sur la criminalité contre les personnes.

On note de manière générale une baisse de la criminalité violente après la mise en place des différents *Security Districts* présentés dans le tableau 28. Toutefois, les deux *Security Districts* de *Tamaron* et de *Lake Terrace* n'ont pas connu de baisse de leur criminalité puisque celle-ci a augmenté de 100% à l'échelle du *Security District* de *Tamaron* qui ne comptabilisait aucun fait violent en 2007. Si le *Security District* de *Hurstville* affiche une baisse prononcée de sa criminalité violente entre 2006 et 2008 (-75%), il convient de nuancer cette baisse puisque l'évolution du nombre réel de faits est négligeable.

➤ Apports de l'approche qualitative

L'approche qualitative²⁸¹ de l'impact des *Security Districts* sur la criminalité permet de relativiser leur implication dans la réduction de la criminalité. Les criminels ayant connaissance du pouvoir limité des compagnies de sécurité privée non habilitées à appréhender directement les suspects, seraient peu dissuadés dans leur passage à l'acte. Par ailleurs, la présence d'un *Security District* sous entend parfois que la police y patrouille moins, ce qui aurait tendance à favoriser les crimes « rapides » (vols, braquages, agressions) puisque les criminels ont peu de chance d'être appréhendés sur le fait. Nos participations régulières aux réunions COMPSTAT et aux patrouilles réalisées avec le NOPD, ont confirmé ces hypothèses contres intuitives. A de nombreuses reprises, les policiers ont évoqué une plus faible couverture des secteurs bénéficiant de patrouilles privées ou effectuées par des agents du NOPD (*off duty*) pour des raisons de ressources à concentrer en priorité dans les secteurs stratégiques où se cantonnent les activités touristiques d'une part et les réseaux criminels d'autre part²⁸².

²⁸¹ Celle-ci se base sur des observations de terrain et de nombreuses discussions plus ou moins formelles avec certains résidents, policiers et repris de justice qui ont permis de nuancer l'analyse quantitative de l'impact des *Security Districts* sur la criminalité et notamment la motivation des criminels.

²⁸² Les policiers attachés au commissariat du District 6 qui englobe une partie des quartiers d'*Uptown* et certains quartiers très violents comme celui de *Central City*, ont tendance à concentrer leur ressources dans les secteurs fortement criminogènes de *Central City* et de l'*Irish Channel* ainsi que les secteurs touristiques longeant les deux avenues principales de St Charles et de Magazine Street, délaissant ainsi volontairement le quartier du *Garden District* bénéficiant de patrouilles privées effectuées par la *New Orleans Private Patrol* (NOPP). Le même constat fut établi dans le District 3 qui tend à privilégier certains secteurs et minimiser leur patrouilles dans les *Security Districts* compris dans les limites du District de police (secteur de *Lakeview* et de *Genilly* au Nord/Nord-Ouest de la ville).

9.3.1.3. Une évolution contrastée de la criminalité à l'échelle du Security District de Mid-City

« As a result of the increase police presence in Mid-City the number of crimes has dropped dramatically » (Site web du *Mid-City Security District*).

Si l'analyse réalisée précédemment ne permet pas d'établir de lien de causalité clair entre l'évolution de la criminalité et la présence d'un *Security District*, l'analyse de l'évolution de la criminalité à l'échelle du *Security District* de *Mid-City* met à jour une réduction assez nette de la criminalité non violente à la suite de sa mise en place mais révèle également une augmentation du nombre de crimes violents constatés. Cette analyse de cas permet de soulever la question des implications des transformations territoriales rapides après Katrina sur la criminalité analysée à l'échelle micro locale.

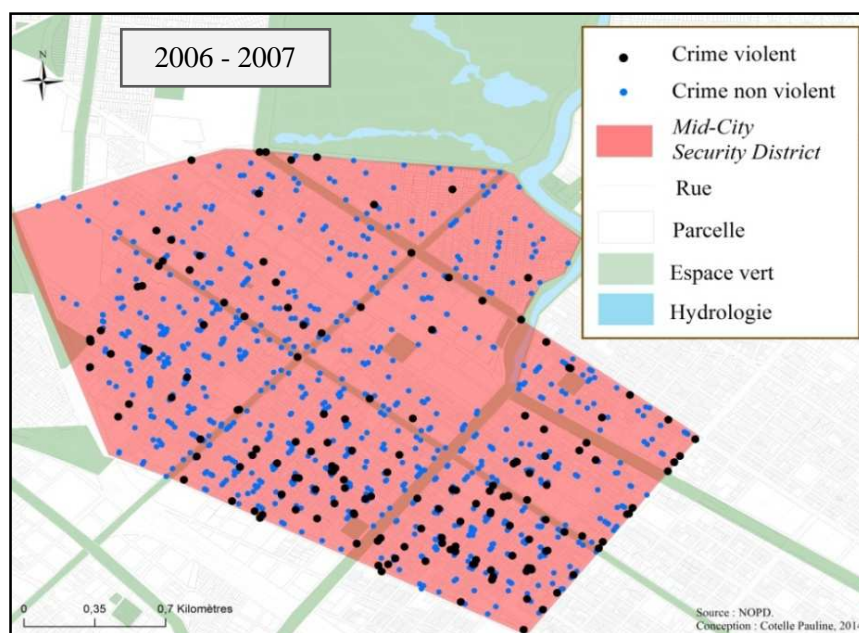


Figure 179 : Spatialisation de la criminalité antérieure à la création du *Security District* de *Mid City*.

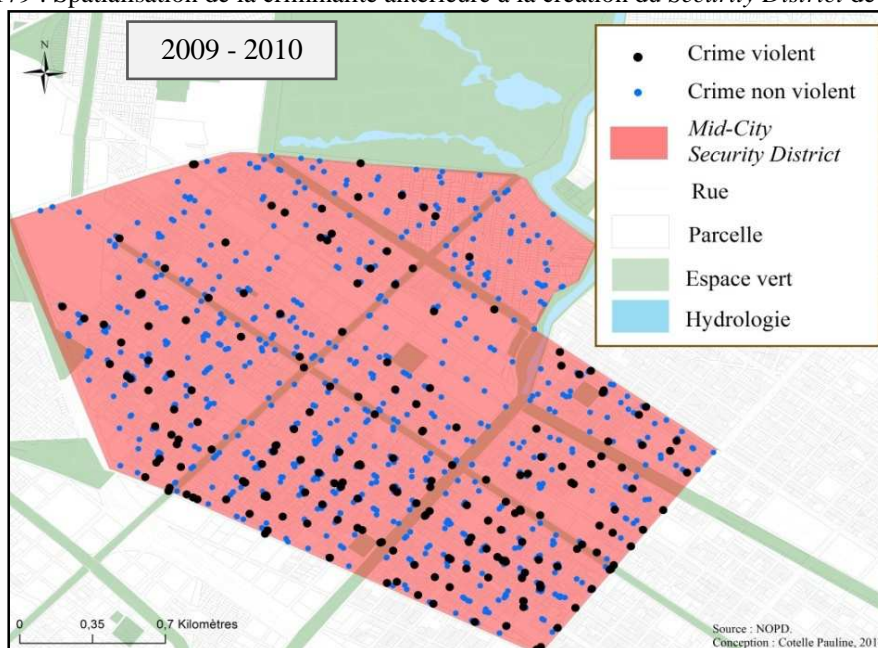


Figure 180 : Spatialisation de la criminalité postérieure à la création du *Security District* de *Mid City*.

La cartographie de la criminalité enregistrée par la police au cours des deux années précédant et succédant à la mise en place du *Security District* de *Mid-City* (2008) n'indique pas d'évolution notable du volume et de la répartition spatiale des faits violents et non violents sur ces périodes. L'analyse du nombre de crimes²⁸³ compilé par type d'offense permet en revanche de mettre en avant certaines tendances non perceptibles par la simple lecture visuelle des cartes ci-dessus.

	2006	2007	Moyenne (2006/2007)	2008	2009	2010	Moyenne (2009/2010)
Homicide	1 (1)	4 (6)	2.5	3 (3)	3 (5)	5 (5)	4 (5)
Tentative	5	2					
Viol	1 (5)	4 (3)	2.5	3 (4)	2 (3)	6 (7)	4 (5)
Tentative					1	1	
Agression violente	20 (33)	37 (43)	28.5	42 (46)	47 (51)	27 (39)	37
Tentative		2		2	1	1	
Vol à main armée	18 (22)	43 (50)	30.5	54 (49)	45 (50)	39 (42)	42
Tentative	3	7		4	2	5	
Vol avec violence	10 (12)	16 (30)	13	9 (27)	14 (25)	11 (21)	12.5
Tentative				1	2	1	
Total crimes violents²⁸⁴	58 (73)	114 (132)	81 (102.5)	111 (129)	111 (134)	88 (114)	99.5 (124)
Cambriolage	210 (243)	222 (254)	216	267 (292)	158 (189)	156 (193)	157
Tentative	4	9		11	5	8	
Vol	194 (242)	320 (348)	257	332 (364)	310 (351)	274 (334)	292
Tentative	12	6		3	3	2	
Vol de véhicule	97 (134)	99 (123)	196	134 (164)	77 (95)	118 (142)	97.5
Tentative	7	5		11	4	13	
Total crimes non violents²⁸⁵	501 (619)	641 (725)	571 (672)	733 (820)	545 (635)	548 (669)	546.5 (652)
Total	582 (692)	775 (857)	678.5 (774.5)	844 (953)	656 (782)	636 (791)	646

Tableau 29 : Statistiques criminelles antérieures et postérieures à la mise en place du *Mid City Security District* en 2008 (Source : NOPD, site web du *Mid-City Security District*)²⁸⁶.

Les statistiques criminelles disponibles sur le site web du *Mid-City Security District*²⁸⁷ pour les années 2000 à 2012 ont été confrontées aux données obtenues auprès du NOPD (UCR crime data). Ce travail fastidieux a mis en évidence de nombreuses dissensions entre nos données et celles fournies par le site web. Ces dernières (mises entre parenthèses dans le tableau 29) présentent de nombreuses limites puisqu'elles ne distinguent pas certains faits des tentatives. Par exemple sur les six homicides mentionnés en 2007, deux d'entre eux correspondent en réalité à des tentatives d'homicides. Il en est de même pour d'autres catégories de crimes notamment les vols à main armée et les cambriolages. Par ailleurs, le volume de criminalité annuel présenté sur le site du *Security District* de *Mid-City*, dépasse systématiquement celui obtenu par la compilation de nos données UCR. Cet écart constaté et

²⁸³ Sous Arc GIS nous avons utilisé l'outil « intersection » en regroupant l'ensemble des crimes survenus entre 2006 et 2010 dans les limites géographiques du *Security District* de *Mid-City* (*intersect* : *Mid City Security District* avec UCR crime data 2006 à 2010).

²⁸⁴ Nous excluons pour les totaux de crimes violents les tentatives d'homicides, de viols, d'agressions violentes, de vols à main armée et de braquages simples.

²⁸⁵ Nous excluons pour les totaux de crimes non violents les tentatives d'homicide, de viols, d'agressions violentes, de vols à main armée et de braquages simples.

²⁸⁶ Les statistiques criminelles disponibles sur le site web du *Mid-City Security District* ont été réajustées avec nos données géo-référencées obtenues directement auprès du NOPD. Certaines erreurs de calcul ont été relevées dans le tableau du site web. Les totaux sont parfois inexacts, nous les avons donc systématiquement vérifiés et corrigés. C'est le cas notamment des totaux de l'ensemble des crimes survenus en 2006 et 2007. Nous mentionnons entre parenthèses dans le tableau les données fournies par le site web.

²⁸⁷ <http://midcitysecuritydistrict.org/about-mcsd/mid-city-security-district-crimes-trends/>

systématique est probablement lié à la délimitation du périmètre du *Security District* de *Mid-City* sur Arc-GIS que nous avons réalisé en utilisant la couche de données sur les rues de ville. L'omission de pâtés de maisons pourrait expliquer le nombre moins élevé de crimes mis en avant par nos données. Néanmoins, la vérification des limites géographiques du *Security District* de *Mid-City* ne confirme pas cette hypothèse. La méthode de compilation des données criminelles par le *Security District* de *Mid-City* est inconnue²⁸⁸, mais nous soupçonnons l'usage des données agrégées à l'échelle des quartiers de *Mid-City*, *City Park* et *Bayou St John*, dont certaines portions ne sont pas comprises dans les limites spatiales du *Security District*, d'où un volume de criminalité plus élevé.

➤ Légère baisse constatée de la criminalité non violente

L'usage des données policières nous a permis de calculer une baisse de 4.3%²⁸⁹ de la criminalité non violente entre les deux années antérieures et postérieures à la mise en place du *Security District*, la moyenne étant passée de 546.5 faits constatés sur les deux années 2006 et 2007 à 571 pour les deux années 2009 et 2010. Cette baisse est assez proche de celle obtenue avec les données des polices disponibles sur le site web qui est de 3 %. Cette légère baisse constatée de la criminalité non violente est toutefois difficilement imputable à la mise en place du *Security District*, puisque le retour progressif des populations au cours des années 2006 à 2010 a pu agir sur la réduction des atteintes aux biens en raison d'une plus forte surveillance naturelle.

➤ Une augmentation notable de la criminalité violente

L'analyse de nos données criminelles obtenues auprès des services de police de la Nouvelle-Orléans ainsi que celles mises à disposition sur le site web du *Security District* de *Mid-City*, révèle par contre une augmentation assez nette de la criminalité violente. Celle-ci a en effet connu une augmentation, respectivement de 22.8% et de 21%, pour les deux périodes considérées précédemment. Si le nombre d'homicides et de viols n'a pas considérablement évolué, celui des agressions violentes et des vols armés a en revanche connu une augmentation notable.

➤ Stratégies d'utilisation des données criminelles aboutissant à des résultats induisant en erreur

Cette augmentation de la criminalité violente survenue après la mise en place du *Security District* est d'autant plus surprenante que le site web du *Security District* de *Mid-City* affiche de manière explicite une baisse de 33% de la criminalité contre les personnes. La stratégie utilisée repose sur l'affichage et l'utilisation des données *pre Katrina* (2000 à 2005) qui donnent une impression générale de forte baisse du volume de criminalité après la mise en place du *Security District* en 2008. Cette stratégie ne traduit cependant pas la réalité criminelle, à savoir, d'une part, l'augmentation par taux de

²⁸⁸ Le site web mentionne seulement que les données utilisées proviennent du NOPD.

²⁸⁹ Nous arrondissons les pourcentages à une décimale pour l'ensemble de nos calculs.

la criminalité violente après Katrina (cf. 8.3) et d'autre part de son augmentation en valeurs absolues lorsque sont comparées les données des années 2006/2007 et 2009/2010 (augmentation de 22.8%). Le calcul de la moyenne des crimes violents et non violents sur le site web du *Security District de Mid-City* repose sur la compilation des données criminelles antérieures à la mise en place du *Security District* mais celles-ci englobent également les années *pre* Katrina (2000 à 2007). Le volume important de criminalité entre 2000 et 2005 est à relier aux caractéristiques démographiques qui ont été modifiées par la catastrophe ainsi qu'à l'impact de cette dernière sur la mesure de la criminalité par les services de police (cf. chapitre 6 et 8.2)²⁹⁰. Nous avons en effet montré dans le chapitre 8 que les taux de criminalité violente (homicide) et de cambriolage avaient fortement augmenté pour le quartier de *Mid-City* devenu particulièrement violent après Katrina (8.3.). Cette stratégie utilisée par le *Security District de Mid-City* permet d'afficher des taux de réduction substantiels de la criminalité contre les biens et les personnes puisqu'une baisse de 33% de la criminalité violente et de 40% de la criminalité contre les biens est mise en avant. Ces taux induisent en erreur puisqu'ils donnent l'impression d'une forte baisse de la criminalité consécutive à la mise en place du *Security District* alors que notre analyse montre une légère baisse de la criminalité contre les biens (4.3%) et une hausse importante des taux de criminalité violente (22.8%).

Par ailleurs, les calculs basés sur la compilation des données criminelles regroupant les crimes violents d'une part et non violents d'autre part, occultent les évolutions de chaque catégorie de crimes qui, analysées indépendamment, peuvent révéler des tendances contrastées. Cette stratégie d'analyse des données explique ainsi la baisse constatée de la criminalité totale de 4.5% entre 2006/2007 et 2009/2010 alors même que l'augmentation de la criminalité violente est bien plus importante que la baisse de la criminalité contre les biens. Cependant, le volume de criminalité contre les personnes est largement inférieur à celui des crimes contre les biens, ce qui « tire » vers le bas le pourcentage d'évolution positif de la criminalité violente et explique la baisse de près de 5% de la criminalité totale.

L'analyse des évolutions de la criminalité par catégories de crimes semble ainsi plus pertinente que celle regroupant l'ensemble des faits criminels. En effet cette dernière donne l'impression d'une baisse générale et constante de la criminalité après la mise en place du *Security District de Mid-City* alors qu'en réalité la criminalité violente a augmenté plus fortement que n'a diminué la criminalité contre les biens. L'analyse regroupant l'ensemble des catégories de crimes occulte en effet l'augmentation de la criminalité violente et explique la baisse constatée de la criminalité dans son ensemble.

Par ailleurs, il convient de comparer les données criminelles sur des périodes de temps similaires (2006/2007 versus 2009/2010) et non en compilant l'ensemble des données sur des temporalités distinctes (2000/2007 versus 2009/2012) comme le propose le site web de *Mid-City*. En effet, les volumes de criminalité des périodes *pre* Katrina (2000 à 2005) gonflent de manière considérable les

²⁹⁰ Le quartier de *Mid-City* a perdu 5276 habitants entre 2000 et 2010, celui de *Bayou St John* 1332 et celui de *City Park* 105. Par ailleurs, l'affaiblissement du département de police par la catastrophe de 2005 a pu impacter la mesure de la criminalité (taux de report) comme nous l'avons développé précédemment (8.2).

moyennes de la criminalité violente et contre les biens.

	Évolution de la criminalité (2006/2007 versus 2009/2010)	Évolution affichée de la criminalité (site web) (2000 à 2007 versus 2008 à 2012)
Criminalité violente	+ 22.8 %	- 33%
Criminalité non violente	- 4.3 %	- 40%

Tableau 30 : Evolution contradictoire de la criminalité à l'échelle du *Security District* de *Mid-City* selon l'usage des données criminelles compilées sur différents intervalles de temps.

Notre analyse des fluctuations de la criminalité consécutives à la mise en place du *Security District* de *Mid-City* ne s'accompagne pas de preuves tangibles quant à l'impact de ce dernier sur la baisse de la criminalité contre les biens et l'augmentation de la criminalité violente. En effet, ces évolutions peuvent être liées à certaines évolutions territoriales des quartiers de *Mid-City*, *Bayou St John* et de *City Park*. La population des ces trois quartiers a connu une baisse de 24.3% entre 2000 et 2010 et le taux de logements vacants élevé après Katrina a progressivement diminué avec le retour progressif des habitants. Ceci peut expliquer la diminution des opportunités criminelles associée au renforcement de la surveillance naturelle exercée par les résidents. Cependant, l'augmentation relative de la criminalité violente après 2008 est à rattacher à d'autres facteurs qui seront analysés dans la quatrième partie de la thèse.

9.3.2. Bénéfices et effets pervers de l'urbanisme sécurisé

« While not a panacea for urban ills, special taxing districts can potentially provide a number of benefits. [...] Yet, for all their potential benefits, research has shown special taxing districts to have serious disadvantages and has raised concerns about their equity.”
(Wise, 2013).

Si la mise en place d'un *Security District* ne sous entend pas une réduction systématique de la criminalité, leur présence constitue néanmoins un facteur de réduction du sentiment d'insécurité des résidents (9.2.2.1.). Le sentiment de sécurité renforcé des populations s'il est recherché et souhaitable, s'accompagne parfois de comportements dénotant d'une baisse de la vigilance des populations devenant paradoxalement plus vulnérables (9.2.2.2.). D'autre part la présence d'agents assurant la sécurité du territoire peut mener dans certains cas à une baisse de l'implication citoyenne qui peut avoir des répercussions sur le risque en favorisant les opportunités criminelles (9.2.2.3.).

9.3.2.1. Un impact positif sur le sentiment de sécurité et sur la qualité de vie des résidents

Si certains chercheurs se sont intéressés aux effets des *Security Districts* sur le sentiment de sécurité des habitants (*sense of safety*) dans le cas des BID's, aucune étude ne s'est attachée aux impacts des *Security Districts* localisés dans les secteurs résidentiels (Wise, 2013). Le rapport de l'OIG (2013)

souligne ce point et invite les recherches futures à investir cette question par le recours à des enquêtes systématiques auprès de l'ensemble des résidents bénéficiant des services de sécurité privatisés.

Si les conséquences des *Security Districts* sur le sentiment de (in)sécurité des habitants n'ont pas été traitées par la littérature, notre travail de terrain semble indiquer que les habitants considèrent ces stratégies comme un moyen efficace d'assurer leur sécurité et de pallier le travail de la police qu'ils estiment incapable de subvenir à leur besoin de sécurité (cf. 9.3.). Ce sentiment de contrôle exprimé par les résidents agirait dans cette optique comme un facteur de réduction du sentiment d'insécurité puisque ce dernier est en partie lié à la passivité des citoyens face à la menace criminelle. Par ailleurs, la présence d'un *Security District* peut s'accompagner de la perception d'une meilleure qualité de vie, notamment en raison de l'augmentation possible de la valeur des propriétés consécutive à l'amélioration de l'image du quartier perçu comme un lieu sûr, ce qui renforce son attractivité.

9.3.2.2. Le « paradoxe de l'urbanisme sécurisé » : une possible aggravation de la vulnérabilité des enjeux

Le paradoxe de l'urbanisme sécurisé (Burby, 2006)²⁹¹, appliqué à la problématique de la sécurisation de l'espace face à la menace criminelle, illustre le processus de baisse de la vigilance des habitants associée à la présence d'agents assurant la surveillance du « quartier ». Le financement de patrouilles supplémentaires à celles assurées par les services publics peut conduire les résidents à adopter certains comportements qui résultent d'un sentiment de sécurité renforcé et parfois trompeur, qui peut amplifier la vulnérabilité intrinsèque des enjeux. Les habitants laissent ainsi les portes de leur résidence non verrouillées ou encore laissent dans leur véhicule des objets de valeur pouvant attirer l'attention des voleurs, ce qui multiplie considérablement les opportunités criminelles même en la présence d'une surveillance théoriquement renforcée du territoire²⁹² (cf. 9.2.2.3.). D'autant que, les compagnies privées ne sont pas habilitées à intervenir directement et que les délais d'intervention de la police laissent le champ libre aux braqueurs et cambrioleurs dont la tâche est facilitée et accélérée par l'accessibilité aux cibles. Les cambriolages et les vols à la roulotte sont en effet largement facilités et l'absence de preuves d'effraction rend l'investigation de ces crimes très difficile à mener pour la police. La présence d'un *Security District* aurait donc comme conséquence possible et paradoxale de multiplier les opportunités criminelles par un renforcement de la vulnérabilité intrinsèque des enjeux qui ne serait pas nécessairement compensée par la surveillance formelle. Les cibles devenant plus

²⁹¹ Cf. Le « paradoxe de l'urbanisme sécurisé » est une expression développée par Burby (2006) pour désigner le processus de production du risque associé à l'urbanisation des secteurs exposés au risque inondation consécutive au financement de mesures de protection structurelles contre les inondations par le gouvernement fédéral. La mise en place de ces ouvrages de protection a pour conséquence d'entraîner une multiplication des enjeux dans les secteurs vulnérables, ce qui aggrave paradoxalement le risque en raison des dysfonctionnements possibles des ouvrages censés protéger ces secteurs très exposés.

²⁹² Nous avons pu constater ce point lors de nos participations aux réunions COMPSTAT. Les policiers soulèvent régulièrement ce problème de négligence des habitants, connue des criminels et favorisant la criminalité contre les biens. La police distribue d'ailleurs des prospectus visant à sensibiliser les résidents à ce sujet (notamment ceux des *Security Districts*). Les policiers ont constaté, dans les quartiers sécurisés par des patrouilles privées, une tendance des habitants à laisser des objets de valeurs en évidence dans leur véhicule (notamment des ordinateurs portables). D'après la police, ce type de comportements favorise très largement les vols à la roulotte, très répandus à la Nouvelle-Orléans.

accessibles et le passage à l'acte moins dissuasif en raison des délais d'intervention de la police et d'une surveillance partielle du territoire.

Par analogie aux travaux de Burby, le paradoxe de l'urbanisme sécurisé appliqué aux *Security Districts* serait le suivant :

En cherchant à rendre le territoire plus sûr au regard du risque criminel par le financement d'agents de sécurité dont la mission est d'assurer une meilleure surveillance du secteur, certains effets inattendus peuvent survenir et entraîner une « vulnérabilisation » paradoxale de ce territoire. La confiance excessive des populations en la surveillance exercée par les agents de sécurité qui est somme toute limitée et partielle²⁹³, entraîne un relâchement de la vigilance à l'origine de comportements « à risque » qui multiplient les opportunités criminelles et donc le risque de victimisation. La présence d'un *Security District* peut donc avoir des impacts non souhaités et contre productifs sur la criminalité puisqu'elle peut renforcer le risque criminel par une action sur les enjeux d'une part (plus grande vulnérabilité intrinsèque des cibles) et sur l'aléa d'autre part, en raison de la motivation accrue des braqueurs, voleurs et cambrioleurs dont le passage à l'acte est facilité par le manque de vigilance des habitants.

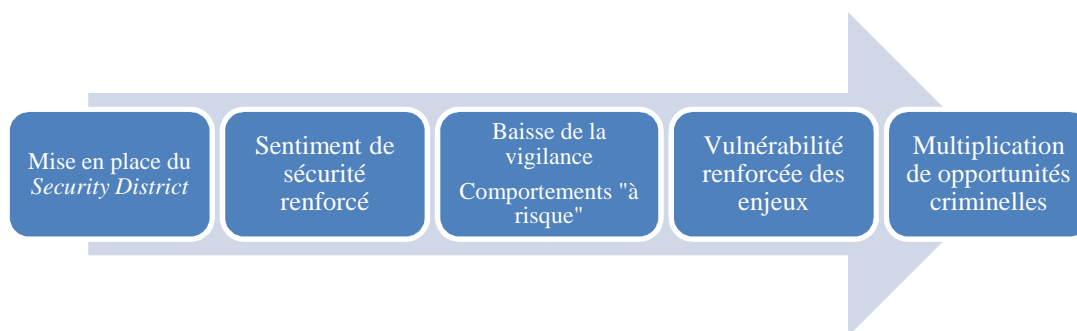


Figure 181 : Processus de renforcement du risque criminel associé à la mise en place d'un *Security District* (réalisation propre).

9.3.2.3. Un « relâchement » du contrôle territorial et une efficacité limitée des patrouilles privées (impacts possibles des *Security Districts* sur l'efficacité collective)

Parallèlement au renforcement paradoxal possible de la vulnérabilité du territoire face au risque criminel par un renforcement de la vulnérabilité intrinsèque des enjeux, la présence d'un *Security District* peut également être associée à une baisse des mécanismes de surveillance entre habitants (surveillance naturelle ou informelle). Les patrouilles privées qui peuvent se substituer à la surveillance exercée par les résidents, peut conduire à une aggravation du risque en raison de l'efficacité limitée de la surveillance formelle, plus aléatoire que la surveillance informelle.

²⁹³ Nous entendons par partielle le fait que les agents de sécurité, en général au nombre de deux ou trois, ne peuvent pas être présents sur l'ensemble du territoire au même moment. Les braqueurs ou cambrioleurs agissant en général à plusieurs s'informent de la localisation des agents, ce qui leur permet d'agir sans crainte d'être pris sur le fait.

La surveillance formelle peut par ailleurs être affaiblie lorsque la mise en place d'un *Security District* s'accompagne d'une plus faible présence de policier du NOPD concentrant en priorité ses patrouilles (officieusement) dans les secteurs stratégiques qui ne bénéficient pas de patrouilles privées ou d'agents du NOPD. Les agents de sécurité des compagnies privées qui ont un champ d'action limité par rapport au NOPD, n'ont par ailleurs pas la même connaissance du territoire et des réseaux criminels que les officiers de police du NOPD, ce qui les rend moins efficaces dans leur mission de prévention du risque criminel. Ainsi, la présence d'un *Security District* peut paradoxalement aggraver le risque par une baisse de la qualité de la surveillance formelle conjugué à la baisse de la surveillance naturelle.

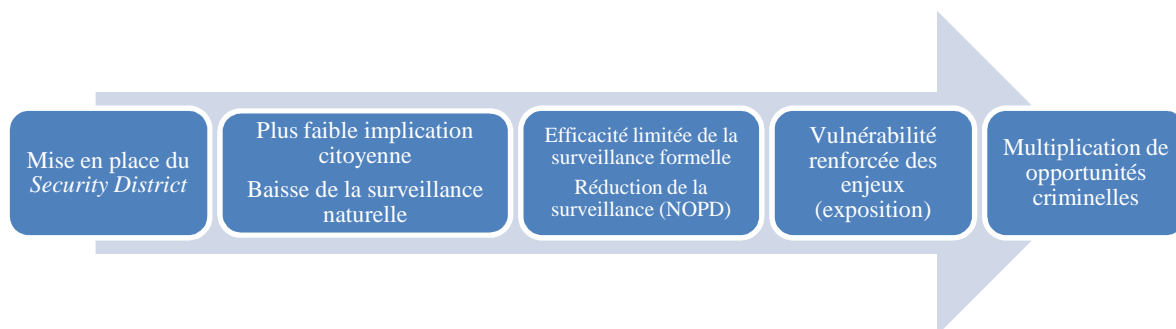


Figure 182 : Renforcement du risque criminel par la réduction de la surveillance naturelle (efficacité collective) et l'efficacité limitée de la surveillance formelle (réalisation propre).

Au delà des effets délétères possibles et contre productifs des *Security Districts* sur le risque criminel à l'échelle locale, ceux-ci peuvent également s'accompagner d'externalités à l'échelle de la ville et des secteurs adjacents qui ne bénéficient pas des mêmes services. Les *Security Districts* peuvent également avoir des conséquences locales à long terme lorsque ceux-ci ne sont pas renouvelés.

9.3.3. Difficile évaluation des externalités positives et négatives de la sécurisation micro locale à différentes échelles spatiales et temporelles

“In my opinion, it makes the overall public safety of the City inequitable and probably worse, because people who live in poorer neighborhoods don't have this protection and the wealthier people don't concern themselves with the failures of the NOPD because they don't depend on the police for their security. Also, some private security districts hire NOPD officers as their private security patrols – I'm not sure how this works, but I would be concerned that this practice could have a harmful effect on the poorer neighborhoods that must rely on the NOPD.” (Entretien avec Michelle Landrieu, 2011).

9.3.3.1. Des impacts négligeables et difficilement vérifiables sur les secteurs adjacents

La présence de *Security Districts* soulève la question du déplacement de la criminalité vers les secteurs adjacents qui ne bénéficient pas des mêmes services en matière de sécurité. Deux hypothèses relatives aux effets reportés probables des *Security Districts* sur les secteurs voisins ont émergé de la confrontation des référents théoriques (théorie des opportunités criminelles) et du travail de terrain.

La présence d'un *Security District* peut, *a priori*, avoir des conséquences délétères à l'échelle des quartiers adjacents ne bénéficiant pas, *a priori*, du même niveau de surveillance. Toutefois, il est possible que la présence d'un *Security District* dissuade la criminalité dans les secteurs limitrophes en raison de la méconnaissance de ses limites géographiques par la grande majorité de la population, y compris des malfaiteurs.

Les *Security Districts* pourraient donc s'accompagner d'externalités à la fois positives et négatives :

- Possibilité de transfert de criminalité vers les secteurs adjacents moins protégés puisque bénéficiant d'une surveillance *a priori* plus faible (théorie des opportunités criminelles).
- Effet dissuasif sur la criminalité des secteurs limitrophes lié à la méconnaissance du périmètre exacte du *Security District* par les individus enclins au crime (diffusion de l'effet préventif vers les secteurs adjacents).

La cartographie des données criminelles à l'échelle des *Security Districts* et des secteurs adjacents ne permet pas de tirer de véritables conclusions quant au déplacement ou la réduction de la criminalité dans les secteurs adjacents. Le rapport de l'Office de l'Inspecteur Général de la Nouvelle-Orléans avance cependant que la présence d'un *Security District* n'a aucun effet positif ou négatif sur les secteurs périphériques :

« Evaluators found that security districts did not have a significant spillover effect, positive or negative, on the surrounding areas. » (OIG, 2013, p. 28).

Cette conclusion est corroborée par certaines études présentant les mêmes résultats au sujet des impacts non constatés des BID's sur les secteurs environnants (Hoyt, 2005)²⁹⁴.

Les impacts des *Security Districts* sur les représentations du danger des populations vivant à proximité plus ou moins directs sont en revanche possibles. En effet, certains habitants de la Nouvelle-Orléans nous ont confié craindre des reports de criminalité vers leur quartier en raison de la présence d'un *Security District* près de chez eux. D'après eux, les criminels auraient tendance à se « replier » sur leur quartier en raison d'un risque plus faible de se faire appréhender. Si les *Security Districts* ne semblent pas avoir de conséquences à cette échelle, ceux-ci s'accompagnent néanmoins d'effets à la fois nuisibles et bénéfiques pour la ville dans son ensemble.

9.3.3.2. Des implications diverses à l'échelle de la ville

La création de territoires bénéficiant d'une sécurité renforcée financée par une taxe à la charge des résidents, ne présente pas que des avantages et soulève certaines questions d'ordre éthique, notamment

²⁹⁴ "Volunteering to be taxed: Business improvement districts and the extra-governmental provision of public safety." (Brooks, 2008); "Public Safety through Private Action: an Economic Assessment of BIDs." (Cook et Mc Donald, 2011); "Do Business improvement district organizations make a difference? Crime in and around areas in Philadelphia." (Hoyt, 2005).

en raison du caractère sélectif de ces pratiques (Pack, 1992)²⁹⁵. Les effets préjudiciables des *Security Districts* ne doivent cependant pas occulter certains impacts bénéfiques qu'ils ont pu avoir pour la ville après Katrina.

➤ Des conséquences préjudiciables possibles

Certains impacts délétères pour la ville sont attribués aux *Security Districts* dont le développement implique une réflexion relative à la question de la justice sociale (Schaller et Modan, 2005 ; Justice, 2009)²⁹⁶. D'une part, ces pratiques réservées à certains citoyens aisés tendent à exacerber l'existence et/ou la perception d'un renforcement des divisions sociales (ségrégation socio-économique) (Pack, 1992). Ce type de pratiques socialement sélectives s'accompagne également de la crainte d'un affaiblissement du gouvernement local (Justice, 2009 ; Justice et Goldsmith, 2008 ; Pack, 1992) résultant d'une moindre implication des populations bénéficiant de services privés. Celles-ci ayant trouvé une réponse satisfaisante à leur besoin de sécurité exerceraient par conséquent moins de pression sur les autorités locales ce qui aurait une conséquence à long terme sur la qualité des services publics (police)²⁹⁷.

D'autre part, la taxe est imposée à l'ensemble des propriétaires dont la résidence se trouve dans le périmètre du *Security District*, y compris ceux n'ayant pas voté en faveur de sa mise en place (Schaller et Modan, 2005). Ceci peut conduire, dans certains cas, au départ d'habitants ne souhaitant pas assumer cette charge financière supplémentaire (*ibid.*). Par ailleurs, la création d'une taxe sur la propriété se répercute en général sur le prix des loyers. Cela signifie que les locataires auront à assumer une partie des charges financières nécessaires au fonctionnement du *Security District* sans avoir eu voix au chapitre dans le processus de décision de sa mise en place.

Certains *Security Districts* impliquent également des coûts non négligeables pour la ville en raison de la nature de leurs pourvoyeurs de services. En effet, les *Security Districts* employant des agents du NOPD entraînent des frais pour la ville puisque les taxes prélevées auprès des habitants ne couvrent que le salaire des policiers et non les coûts des équipements (véhicules, essence, uniformes, etc.) et d'assurances qui reposent de fait sur le département de police de la ville. Le statut d'employés municipaux des policiers, y compris durant leur heures de patrouilles dans les *Security Districts* (*Lakeview, Mid-City*), expose la ville à des coûts potentiels associés au risque de blessure pour les agents du NOPD, de frais de justice lié à un usage excessif de la force, ou encore d'endommagement des véhicules. Compte tenu du caractère risqué du travail de policier, toute heure de patrouille supplémentaire entraîne une augmentation du risque de survenue d'incidents de ce type pouvant entraîner des coûts non négligeables pour la ville (OIG, 2013). Ce fut le cas en 2012, lorsqu'une fusillade impliquant deux policiers du NOPD en fonction et un officier travaillant pour le *Security*

²⁹⁵ "BIDs DIDs SIDs SADs: Private Government in Urban America" (Pack, 1992).

²⁹⁶ Cité dans Wise (2013).

²⁹⁷ Cf. "Private isn't always the better option" (*Times Picayune*, 13/06/2008).

District de Mid-City avait conduit à une poursuite judiciaire à l'encontre de la ville par deux citoyens dénonçant l'usage excessif de la force par les policiers impliqués dans l'incident (*ibid.*).



Figure 183 : Voiture neuve payée par la ville (« *MCSD Cruiser* ») et destinée aux patrouilles privatisées du *Mid-City Security District* (source : site web du *Mid-City Security District*²⁹⁸).

➤ Un frein au départ des populations soucieuses de leur sécurité après Katrina

Si la sécurité micro-localisée accessible à une portion réduite de la population soulève la question déjà évoquée des inégalités sociales face à un service public fondamental, il est néanmoins opportun de se demander si après Katrina, en l'absence de *Security Districts*, il n'y aurait pas eu davantage de départs d'habitants vers les banlieues. En effet, le besoin de sécurité non satisfait des résidents aurait pu en pousser un certain nombre d'entre eux à quitter la Nouvelle-Orléans pour les banlieues voisines réputées plus sûres, réduisant ainsi les recettes fiscales de la ville déjà très fortement affaiblies depuis la catastrophe²⁹⁹. Wise (2013) soutient que les *Security Districts* ont, dans une certaine mesure, contribué à freiner les départs vers les banlieues de certains résidents inquiétés par l'évolution de la criminalité après Katrina. Ces départs ont principalement concerné deux catégories de populations. D'une part, les classes aisées, notamment les familles, dont le seuil de tolérance à l'insécurité est faible et d'autre part, les habitants des quartiers en reconstruction craignant les effets délétères de la criminalité sur la reconstruction de leur quartier. Les cinq *Security Districts* qui ont été créés en moins de trois ans (2006/2008) dans le secteur d'*Uptown*, pourraient ainsi traduire le besoin de sécurité accru des résidents dont un certain nombre d'entre eux auraient probablement quitté la ville sans l'alternative des *Security Districts*. Par ailleurs, la diffusion de ces pratiques sécuritaires dans les secteurs résidentiels de *Gentilly*, *Mid-City* et *New Orleans East* qui ont été très fortement endommagés par Katrina, peut traduire la crainte des résidents de voir la reconstruction de leur quartier compromise par la criminalité. Sans cette alternative, certains de ces résidents auraient vraisemblablement envisagé

²⁹⁸ <http://midcitysecuritydistrict.org/>

²⁹⁹ C'est un point qui a été évoqué par de nombreux habitants de *Security Districts* créés après Katrina, interrogés au sujet des raisons de leur motivation de recourir à ce mode de sécurisation de leur quartier.

de quitter la Nouvelle-Orléans³⁰⁰. Par ailleurs, certains habitants de *Lakeview* et des quartiers Nord bordant le lac Pontchartrain ont évoqué après Katrina leur volonté de faire sécession en créant leur propre municipalité (cf. Hernandez, 2010). Si cette idée de sécession urbaine paraît assez peu probable à concrétiser, le recours à la mise en place d'un *Security District* représente une alternative bien moins dramatique pour la Nouvelle-Orléans. Les *Security Districts* peuvent ainsi être vus comme une alternative à des décisions plus radicales (départs, sécession) aux impacts préjudiciables et lourds de conséquences pour la ville (baisse des recettes fiscales).

9.3.3.3. Des impacts pouvant être reportés dans le temps

Nous avons vu que la présence d'un *Security District* peut s'accompagner d'un relâchement de la vigilance des habitants pouvant accroître leur vulnérabilité intrinsèque des enjeux (cf. 9.2.2.3). Cet affaiblissement de la surveillance naturelle combinée à la baisse soudaine de la surveillance formelle assurée par les patrouilles privées en cas de non renouvellement du *Security District* peut entraîner une aggravation du risque criminel par une augmentation soudaine des opportunités criminelles (cf. triangle criminel). Un certain laps de temps peut en effet s'écouler entre le retrait des patrouilles associé à l'arrêt du *Security District* et le « rétablissement » de l'implication des citoyens dans la surveillance de leur quartier (efficacité collective). Durant cette période de temps, les carences en termes de surveillance pourront se traduire par un risque criminel renforcé (vulnérabilité territoriale).

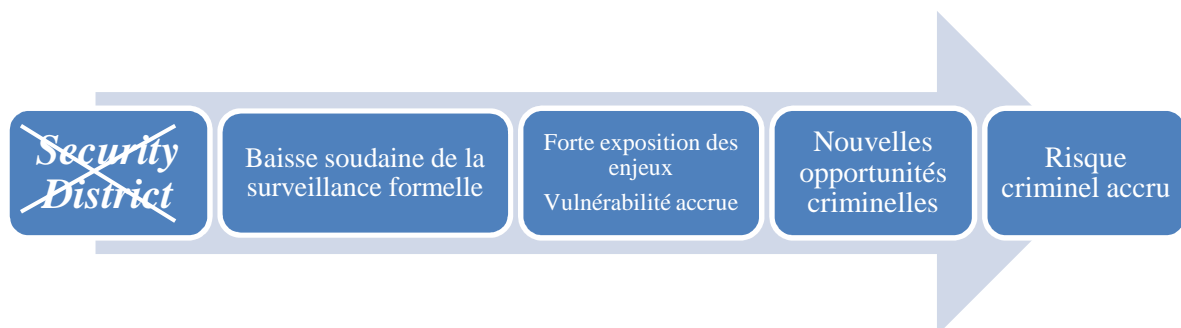


Figure 184 : Augmentation possible du risque criminel consécutive au non renouvellement d'un *Security District* (réalisation propre).

La diversification du profil des *Security Districts* mise en évidence par la cartographie indique une diffusion de ces pratiques à l'échelle de secteurs plus hétérogènes présentant des caractéristiques socio-environnementales et criminelles assez similaires à celles de la ville. Cette prolifération des *Security Districts* après Katrina, qui traduit le processus de repli communautaire qui a caractérisé la reconstruction « par le bas » de la Nouvelle-Orléans (cf. Hernandez, 2010), soulève certaines questions d'ordre éthique en raison du renforcement des inégalités d'accès à la sécurité. En effet, les

³⁰⁰ C'est une hypothèse qui a été fréquemment mentionnée par certains membres des conseils d'administration des *Security Districts* qui soulignent le rôle limitatif des *Security Districts* sur les départs des populations vers les banlieues. Néanmoins, le fort attachement des habitants à leur ville et à plus forte raison encore à leur quartier, rend ces départs moins prégnants à la Nouvelle-Orléans que dans d'autres villes des États-Unis.

communautés les plus défavorisées, directement confrontées au problème de la violence et où les relations avec la police sont les plus conflictuelles, sont également celles qui disposent du moins d'alternatives sécuritaires. S'il est difficile d'évaluer l'efficacité des *Security Districts* sur la criminalité, leurs impacts sur la perception du danger semblent expliquer le recours accru des populations à ces pratiques sécuritaires après Katrina (11.2 11.3).

Conclusion Partie 3.

La reconstitution des évolutions à court et long terme de l'insécurité urbaine investie tant dans ses dimensions objective – criminalité - que subjective - représentations (analysées par le biais des réponses sécuritaires) - a permis de démontrer le lien entre la catastrophe Katrina et l'insécurité urbaine.

D'une part, il existe une véritable dialectique entre ces deux thématiques puisque la catastrophe a eu de nombreux impacts sur l'insécurité à la Nouvelle-Orléans ainsi que dans les villes ayant subi des effets indirects de la catastrophe. Par ailleurs, l'insécurité urbaine a eu des effets multiples sur la catastrophe puisqu'elle a conditionné à court, moyen et long terme, les stratégies sécuritaires des habitants ainsi que les réponses des autorités en charge de la gestion de la crise et de la reconstruction. D'autre part, la catastrophe et l'insécurité urbaine sont liées par des facteurs de vulnérabilité communs puisque les territoires les plus vulnérables face aux catastrophes s'avèrent également être vulnérables à la criminalité.

La quatrième partie de la thèse propose dès lors d'analyser de manière synthétique et holistique ces deux liens entre la catastrophe et l'insécurité urbaine dans le contexte de la reconstruction *post* Katrina. La mise en lien des transformations territoriales *post* Katrina avec la problématique de l'insécurité urbaine permettra ainsi de rendre compte des facteurs explicatifs des évolutions spatiales de la criminalité, des représentations spatiales du danger et des réponses sécuritaires. L'analyse de l'insécurité urbaine constitue dès lors une grille de lecture des mutations urbaines qui ont été bouleversées par la catastrophe Katrina et permettra de dégager des recommandations pouvant être mobilisées à l'avenir pour prévenir les effets délétères de la criminalité et de l'insécurité qu'elle génère. Ces recommandations s'appliqueront au cas de la Nouvelle-Orléans, mais également à l'échelle d'autres villes exposées à des risques naturels et présentant des problématiques sécuritaires pouvant être exacerbées par une catastrophe de grande ampleur telle que Katrina.

QUATRIEME PARTIE

UNE EVOLUTION DE L'INSECURITE URBAINE QUI SUIT LES TRANSFORMATIONS TERRITORIALES

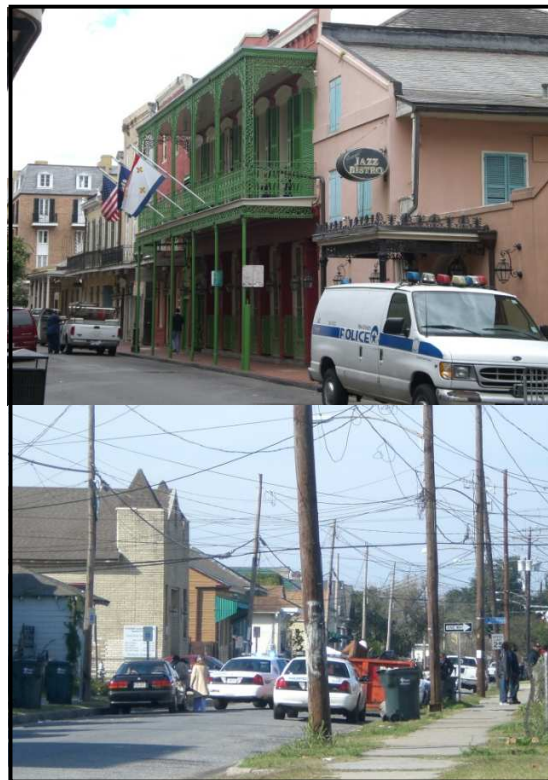


Figure 185 : Des contrastes de sécurité accrus entre les territoires résilients et peu résilients qui aggravent le risque criminel à l'échelle de la ville (en haut : quartier « sous haute protection » du *French Quarter* ; en bas : quartier de *Central City* en proie aux activités criminelles génératrices de violence). (Clichés de l'auteur, 2011 et 2012).

Chapitre 10. La criminalité, une grille de lecture des transformations urbaines *post* catastrophe

Chapitre 11. Des mutations urbaines qui affectent les représentations du danger

Chapitre 12. Approche systémique de l'insécurité urbaine *post* catastrophe

Introduction quatrième partie

Cette dernière partie consiste à analyser le lien entre les impacts territoriaux de la catastrophe Katrina et l'insécurité urbaine et permettra de s'interroger sur les réponses sécuritaires propres au contexte *post* catastrophe. Afin de répondre à ces objectifs, un premier travail consistera à analyser conjointement les transformations territoriales *post* Katrina et les évolutions spatiales de la criminalité à l'échelle de la ville et de ses quartiers. Les transformations urbaines qui ont été accélérées par Katrina et qui se traduisent par un processus de revitalisation du centre-ville et de paupérisation des périphéries se sont accompagnées d'évolutions spatiotemporelles de la criminalité qui reflètent ces changements territoriaux. La criminalité constitue ainsi une « grille de lecture » de la catastrophe et de ses impacts territoriaux à long terme (chapitre 10). L'analyse des représentations du danger permet par ailleurs de montrer que les transformations territoriales *post* Katrina ont eu un effet sur l'insécurité perçue et, incidemment, sur les stratégies sécuritaires des habitants plus enclins au repli communautaire. Les changements sociaux, environnementaux et fonctionnels des territoires ont, en effet, largement favorisé l'insécurité dans les secteurs peu résilients de la ville ayant subis des effets délétères à long terme de la catastrophe (chapitre 11). L'approche globale de l'insécurité urbaine dans le contexte *post* catastrophe permet ainsi de mettre à jour certaines distortions territoriales qui se sont amplifiées entre la « réalité criminelle »¹ des territoires (quartiers) et les représentations du danger. Par ailleurs, l'analyse systémique de l'insécurité urbaine révèle que les écarts de développement accrus par la catastrophe ont favorisé le risque criminel à l'échelle de la ville en raison du renforcement des liens (flux criminels) entre les territoires peu résilients formant des « poches de criminalité » et les territoires résilients constituant des « bassins d'opportunités » (système). Si la catastrophe constitue une « fenêtre d'opportunité » en matière de prévention de l'insécurité, les réponses nécessitent cependant d'être adaptées au contexte urbain profondément transformé, tant dans ses dimensions sociales qu'environnementales. Par ailleurs, ces réponses devraient idéalement prendre en considération les liens entre les territoires plus ou moins durablement affaiblis par la catastrophe *via* une approche holistique des problématiques sécuritaires permettant de gérer de manière durable et globale le risque criminel (chapitre 12).

¹ Par réalité criminelle nous entendons ici la criminalité mesurée par la police. Pour cette raison nous mettons ce terme entre guillemets car il ne s'agit que des faits constatés et non de l'ensemble des faits réellement survenus (cf. chiffre noir).

Chapitre 10.

La criminalité, une grille de lecture des transformations urbaines *post* catastrophe

L'objectif de ce chapitre consiste à investir le lien entre les impacts de la catastrophe sur les territoires et les évolutions de la criminalité (insécurité objective). L'analyse des évolutions spatiotemporelles de la criminalité et des appels d'urgence au 911 à l'échelle de quartiers différemment impactés par la catastrophe (10.1) confirme, d'une part, la tendance à la revitalisation des quartiers centraux et à la gentrification des quartiers qui leur sont contigus et, d'autre part, la paupérisation des quartiers peu résilients et durablement affaiblis par Katrina, notamment ceux localisés en périphérie de la ville. La criminalité constitue ainsi une grille de lecture des mutations urbaines qui ont été accélérées par la catastrophe (10.2). Par ailleurs, le rapprochement des dynamiques de développement des territoires et des dynamiques criminelles *post* Katrina révèle que les territoires vulnérables à la catastrophe s'avère être les plus vulnérables à la criminalité puisque celle-ci a de manière générale baissé à l'échelle des quartiers qui ont connu des retombées positives de la catastrophe et a augmenté à l'échelle des quartiers qui ont subi des impacts négatifs à long terme. Enfin, la catastrophe a conduit à des mutations fonctionnelles des territoires qui permettent de rendre compte de l'évolution spatiale de la criminalité à l'échelle de la ville (10.3).

10.1. Mise en lien des évolutions de la criminalité et des impacts de la catastrophe sur les caractéristiques socio-environnementales et fonctionnelles des quartiers

L'analyse des évolutions socio-environnementales de quartiers ayant subi des retombées plus ou moins directes et délétères de la catastrophe (10.1.1) et, d'autre part, des évolutions spatio-temporelles de la criminalité (10.1.2) et des appels d'urgence au 911 (10.1.3), permettra d'analyser, ultérieurement, les liens entre la catastrophe et la criminalité à différentes échelles spatiales et temporelles.

10.1.1. Des dynamiques urbaines accélérées par la catastrophe

L'étude des transformations urbaines à l'échelle de quartiers différemment impactés par la catastrophe permet de classer ces quartiers selon leur profil de (re)développement *post* Katrina. Le rapprochement entre les caractéristiques des impacts de la catastrophe d'une part et les mutations urbaines d'autre part, permet d'avancer le rôle de catalyseur de la catastrophe sur le développement des quartiers.

10.1.1.1. Présentation des quartiers sélectionnés pour analyser le lien entre la catastrophe et la criminalité

En vue d'analyser le lien entre l'évolution de la criminalité et des caractéristiques socio-économiques et fonctionnelles des territoires après Katrina, 24 quartiers ont été sélectionnés en raison de leur exemplarité². En effet, ceux-ci présentent les caractéristiques suivantes ;

- Ils ont été totalement ou partiellement inondés ou ont été épargnés par les inondations ;
- Ils se localisent dans le centre et les périphéries de la ville ;
- Ils se caractérisent par des dynamiques de développement contrastées, à savoir trois dynamiques majeures : revitalisation (résilients), gentrification (résilients), paupérisation (peu résilients).

Les quartiers qui ont été dévastés par les inondations ont connu une forte dédensification de leur tissu urbain ou une augmentation substantielle de leur taux de logements vacants et se caractérisent pour la plupart par une dégradation de leurs indicateurs socio-économiques. En revanche, la plupart des quartiers qui n'ont pas ou peu été inondés ont bénéficié de retombées positives de la catastrophe et sont devenus plus attractifs et se caractérisent par une dynamique de revitalisation ou de gentrification.

La figure 186 localise les différents quartiers considérés ici. L'extension spatiale des inondations de 2005 permet de distinguer les quartiers qui ont connu un fort endommagement de ceux qui ont été totalement ou partiellement épargnés.

² Par exemplarité nous entendons que ces quartiers présentent des profils d'évolution socio-économiques et fonctionnels contrastés qui sont représentatives des tendances urbaines qui ont été exacerbées par la catastrophe (cf. chapitre 6).

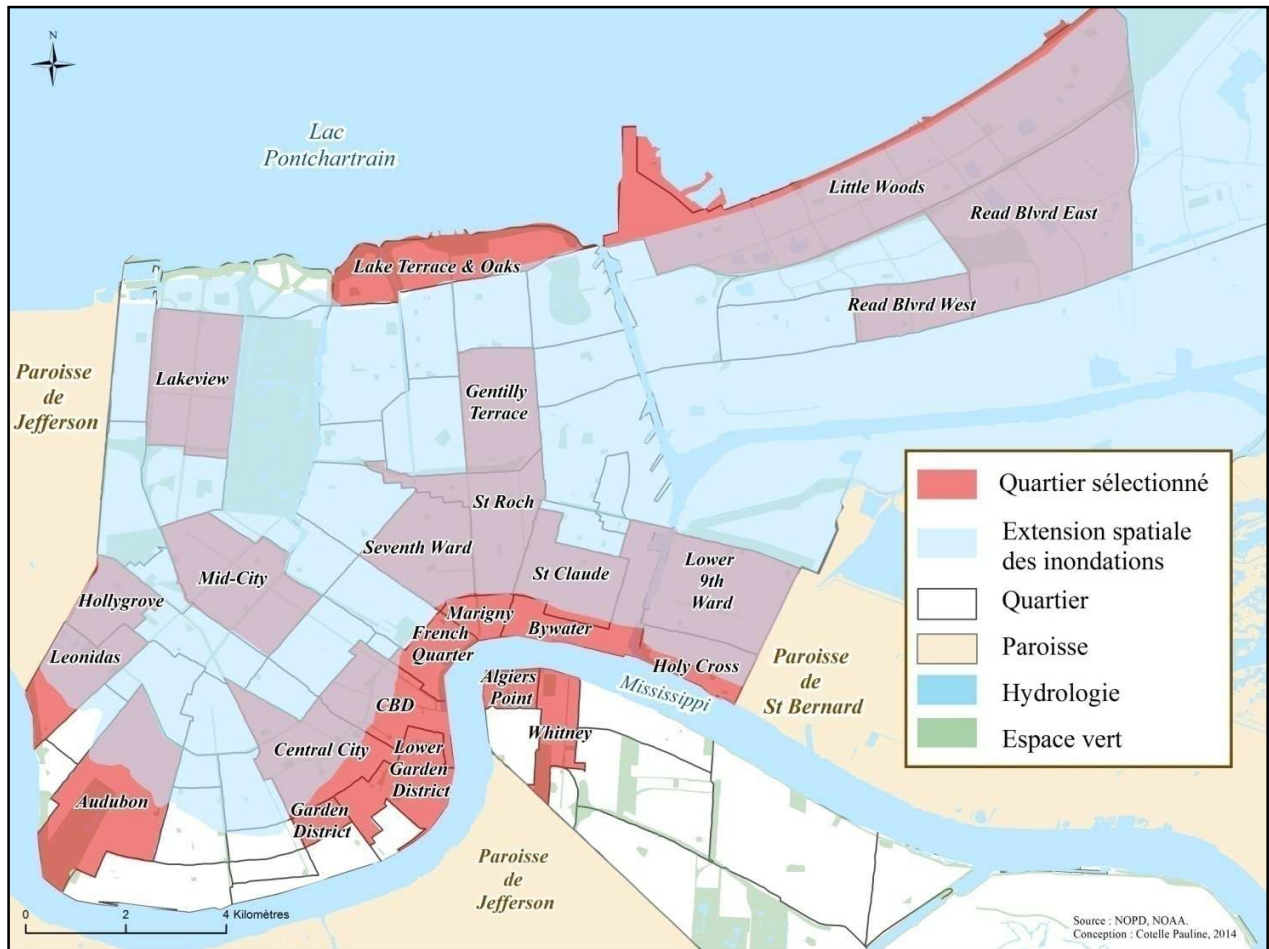


Figure 186 : Localisation des quartiers sélectionnés.

10.1.1.2. Caractéristiques des évolutions socio-économiques et environnementales des quartiers

Le tableau 31 détaille de manière synthétique l'évolution des caractéristiques socio-économiques et d'occupation du logement des quartiers sélectionnés et préalablement présentés. Les quartiers qui se caractérisent par une augmentation du nombre d'habitants en 2010 figurent en rouge alors que ceux ayant connu une baisse de leur population sont représentés en bleu.

L'évolution de la part d'habitant vivant sous le seuil de pauvreté et la part de familles monoparentales par quartier constituent deux indicateurs du niveau de pauvreté souvent mobilisés pour évaluer le niveau de vulnérabilité d'un territoire à la criminalité. D'autre part, le revenu moyen des ménages constitue un indicateur de l'évolution du niveau socio-économique du quartier, complémentaire aux deux indicateurs de pauvreté précédemment cités. Par ailleurs, l'évolution des caractéristiques raciales constitue un indicateur des mutations démographiques permettant de déterminer si le quartier s'est gentrifié (en association avec l'évolution des niveaux de revenus des habitants). L'évolution du nombre de logements

vacants qui a été positive pour l'ensemble des quartiers de la ville après Katrina est également essentielle à prendre en compte dans l'analyse du lien entre la catastrophe et la criminalité puisqu'il s'agit d'un facteur de vulnérabilité des territoires mis en avant par la théorie de la criminologie environnementale et plus précisément celle des opportunités criminelles. Enfin, l'évolution des caractéristiques d'occupation du logement évaluée par le changement de la part de locataires par quartier constitue un indicateur également mobilisé par la criminologie environnementale, principalement la théorie de la désorganisation sociale.

Quartiers	Nombre d'habitants	Part d'habitants noirs	Part d'habitants blancs	Part de locataires	Nombre de logements vacants	Habitants vivants sous le seuil de pauvreté	Revenu moyen des ménages	Part de familles monoparentales
Algiers Point	+	-	+	+	~	-	+	+
Aududon	+	-	-	-	+	~	+	-
Bywater	-	-	+	-	+	-	+	-
CBD	+	-	+	-	+	-	-	+
Central City	-	-	+	-	+	-	+	-
French Quarter	-	~	-	-	+	-	+	+
Garden District	~	+	-	-	+	-	+	-
Gentilly Terrace	-	+	-	+	+	~	-	+
Hollygrove	-	-	-	+	+	-	-	+
Holy Cross	-	+	-	-	+	+	-	+
Laketerrace & Oaks	+	+	-	+	+	+	-	+
Lakeview	-	+	-	+	+	~	+	-
Leonidas	-	-	+	-	+	~	+	-
Little Woods	-	+	-	+	+	+	-	+
Lower Garden District	+	-	+	-	+	-	+	-
Lower 9th Ward	-	-	+	-	+	-	-	+
Marigny	-	-	+	-	+	-	+	-
Mid-City	-	-	+	+	+	+	-	+
Read Blvd East	-	+	-	+	+	+	-	+
Read Blvd West	-	+	-	+	+	+	-	+
Seventh Ward	-	-	+	-	+	+	-	+
St Claude	-	-	+	-	+	+	-	+
St Roch	-	-	+	-	+	-	-	+
Whitney	-	~	+	+	+	-	-	-

Tableau 31 : Evolution des caractéristiques territoriales des quartiers entre 2000 et 2010 (source : GNOCDC, 2010).

10.1.1.3. Classification des quartiers selon les caractéristiques des inondations et des transformations urbaines

Le tableau 32 présenté ci-dessous propose une typologie des quartiers qui s'appuie sur les caractéristiques des inondations d'une part et sur le profil des dynamiques urbaines des différents quartiers d'autre part.

Quartiers	Caractéristiques des inondations	Dynamique urbaine
Algiers Point	Non inondé	Revitalisation/gentrification
French Quarter	Non inondé	Revitalisation
Garden District	Non inondé	Revitalisation
Laketerrace & Oaks	Non inondé	Paupérisation
Lower Garden District	Non inondé	Revitalisation/Gentrification
Marigny	Non inondé	Revitalisation/gentrification
Whitney	Non inondé	Paupérisation/gentrification
Aududon	Partiellement inondé	Revitalisation
Bywater	Partiellement inondé	Gentrification
CBD	Partiellement inondé	Revitalisation/gentrification
Central City	Partiellement inondé	Gentrification
Holy Cross	Partiellement inondé	Paupérisation
Leonidas	Partiellement inondé	Gentrification
Gentilly Terrace	Inondé	Paupérisation
Hollygrove	Inondé	Paupérisation
Lakeview	Inondé	Transformation
Little Woods	Inondé	Paupérisation
Lower 9th Ward	Inondé	Transformation
Mid City	Inondé	Paupérisation/gentrification
Read Blvd East	Inondé	Paupérisation
Read Blvd West	Inondé	Paupérisation
Seventh Ward	Inondé	Paupérisation/gentrification
St Claude	Inondé	Paupérisation/gentrification
St Roch	Inondé	Paupérisation/gentrification

Tableau 32 : Classification des quartiers selon les caractéristiques des inondations et des dynamiques urbaines.

Les quartiers qui ont connu des « retombées positives » de la catastrophe (revitalisation) figurent en rouge et ceux caractérisés par une paupérisation y figurent en bleu. En rouge clair figurent les quartiers affichant des taux de pauvreté plus bas en 2010 qu'en 2000 ainsi qu'une part d'habitants noirs plus faible (gentrification) mais ceux-ci se distinguent des quartiers représentés en rouge plus foncé de par leurs caractéristiques socio-économiques *pre* Katrina. En effet, les quartiers de *Central City*, de *Leonidas* et, dans une moindre mesure de *Bywater*, se caractérisaient avant Katrina par des taux de pauvreté largement plus prononcés que les quartiers en revitalisation représentés en rouge foncé. Les quartiers qui se caractérisent par une augmentation de la part d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté sont représentés en bleu et ceux ayant connu une augmentation de la part d'habitants blancs figurent en bleu clair car ceci peut signifier que le quartier présente une réalité contrastée, à savoir une paupérisation et un « embourgeoisement » (gentrification) selon les secteurs. Les deux quartiers de *Lakeview* et du *Lower 9th Ward* (en violet) se démarquent des autres quartiers de par l'ampleur de l'endommagement qui a conduit à une forte dédensification du tissu urbain (cf. chapitre 6). Ces quartiers se caractérisent par des transformations paysagères majeures ainsi que par une évolution notable de leur profil démographique. Pour ces raisons nous ne les avons pas mentionnés comme quartiers en gentrification ou en revitalisation même si le quartier de *Lakeview* a connu une amélioration de ses indicateurs économiques et le quartier du *Lower 9th Ward* une augmentation de sa pauvreté mais également de sa part d'habitants blancs. Il n'est donc pas possible de parler de gentrification pour ce quartier puisque la gentrification s'accompagne d'une

amélioration du profil économique du quartier, ce qui n'est pas le cas du *Lower 9th Ward* même si celui-ci se caractérise par une augmentation de sa part d'habitants blancs³.

On remarque clairement que les quartiers qui n'ont pas ou partiellement été inondés, se caractérisent dans l'ensemble par une revitalisation ou tendent à se gentrifier, alors que les quartiers inondés se caractérisent par une pauvreté plus marquée. Néanmoins, certains quartiers, qui se localisent en périphérie de la ville et qui n'ont pas subi d'inondations ou qui n'ont été que partiellement inondés, ont toutefois connu une aggravation de leur pauvreté (*Lake Terrace & Oaks, Old Aurora, Holy Cross*). Par ailleurs les quartiers totalement ou partiellement inondés, localisés à proximité des quartiers en revitalisation, se caractérisent généralement par une gentrification (*Bywater, Central City, Leonidas*) même si certains de ces quartiers se sont paupérisés (*Seventh Ward, St Claude, St Roch*).

10.1.2. Détails de l'évolution de la criminalité à l'échelle des quartiers différemment impactés par la catastrophe

L'analyse des statistiques officielles de la criminalité à l'échelle des différents quartiers sélectionnés permet d'identifier l'évolution du volume de criminalité au cours des années *post* Katrina ainsi que les évolutions des taux entre 2000 et 2010. Ce travail permet la classification des quartiers au regard des évolutions des taux, ce qui permettra de les relier aux transformations territoriales présentées précédemment.

10.1.2.1. Évolution du volume de criminalité à différents pas de temps

Le tableau de la page suivante présente le nombre de crimes par quartier selon les catégories de crimes retenues⁴ et permet la comparaison des volumes de criminalité au cours des années *post* Katrina au regard de la situation *pre* Katrina (2004). Il permet également de comparer ces chiffres à ceux observés à l'échelle de la ville.

³ Dans le contexte de la ville Etasunienne, la gentrification se traduit généralement par une évolution positive de la part d'habitants blancs dans la mesure où les quartiers désinvestis par les classes moyennes et supérieures concentrent les minorités ethniques, notamment les populations Afro-américaines. Cf. Dualé (2010) qui traite de la gentrification du quartier d'Harlem à New York. L'auteur note que les médias Afro-américains associent l'arrivée d'habitants blancs dans le quartier d'Harlem comme une preuve tangible de sa gentrification qui est perçue comme une menace pour les populations résidentes en raison de l'augmentation progressive du coût de la vie et notamment des prix des loyers (*ibid.* p.13).

⁴ Nous retenons ici l'ensemble des crimes contre les biens d'une part et l'ensemble des crimes contre les personnes d'autre part, ainsi que deux catégories de faits, à savoir les agressions violentes et les cambriolages.

Quartiers	Total criminalité contre les biens						Total criminalité contre les personnes						Agressions violentes						Cambriolages					
	2004	2006	2007	2008	2009	2010	2004	2006	2007	2008	2009	2010	2004	2006	2007	2008	2009	2010	2004	2006	2007	2008	2009	2010
Algiers Point	61	43	49	54	41	28	21	9	5	12	7	4	1	3	0	1	0	1	20	9	24	19	8	4
Aududon	677	260	517	360	347	249	42	36	59	24	21	13	11	8	5	4	2	3	169	89	133	107	87	45
Bywater	272	152	168	170	213	197	51	29	43	38	26	39	14	8	15	12	13	8	65	61	61	46	89	55
CBD	1949	805	974	1040	925	765	184	139	124	114	115	120	45	53	43	36	24	33	78	60	55	43	30	20
Central City	923	473	625	543	531	464	360	185	216	155	128	123	191	100	119	86	69	67	202	161	191	182	160	115
French Quarter	1634	707	835	801	742	659	291	236	200	225	177	189	47	63	42	45	40	20	85	59	55	57	40	16
Garden District	149	46	121	92	68	55	16	8	10	9	7	9	3	2	1	1	1	1	23	7	10	14	13	6
Gentilly Terrace	310	190	224	237	231	266	34	4	23	27	30	40	8	3	11	11	14	19	77	93	111	85	96	77
Hollygrove	182	131	191	173	122	108	74	15	40	41	28	23	39	11	27	25	18	14	48	50	99	66	50	30
Holy Cross	211	89	141	114	119	133	35	3	18	20	20	19	18	2	8	9	16	9	57	27	51	46	57	73
Laketerrace & Oaks	134	59	73	88	47	44	14	7	3	1	8	2	2	3	1	1	1	0	11	21	7	14	14	5
Lakeview	241	187	225	143	120	178	9	4	4	4	5	5	1	3	1	2	3	1	43	114	105	43	40	48
Leonidas	416	293	330	311	198	174	94	71	60	69	40	39	32	34	28	31	23	17	87	111	119	102	73	34
Little Woods	1720	587	854	916	876	976	168	30	87	88	141	132	66	15	36	38	73	67	466	294	439	419	344	396
Lower Garden District	568	256	363	333	353	327	77	47	61	49	34	33	26	15	16	13	14	9	62	64	62	53	52	31
Lower 9th Ward	450	111	143	99	134	158	92	7	16	12	24	20	42	1	0	3	13	6	162	24	57	39	65	90
Marigny	478	185	222	245	226	227	103	71	53	55	52	47	10	9	11	7	6	3	51	57	51	38	27	8
Mid City	920	504	618	684	527	545	186	63	135	119	122	100	85	25	45	40	51	31	180	201	189	228	136	142
Read Blvd East	275	164	204	196	199	197	26	13	18	18	22	13	7	8	7	7	8	9	55	67	102	102	81	49
Read Blvd West	176	127	179	187	150	183	15	6	11	8	11	14	9	4	1	3	5	10	22	55	93	95	56	109
Seventh Ward	815	457	694	583	539	605	246	111	165	154	138	156	129	54	67	69	65	82	194	171	236	193	157	197
St Claude	384	292	376	369	381	327	100	45	64	64	68	79	51	18	21	22	38	38	124	127	151	147	142	133
St Roch	520	197	449	452	402	402	94	49	66	104	81	76	44	21	27	49	46	43	148	152	167	181	125	139
Whitney	75	59	43	58	37	41	18	18	14	11	6	9	7	10	6	7	5	6	18	22	13	26	15	14
Ville	24585	11704	15742	14994	13087	12815	4412	2008	2644	2361	2222	2245	1733	826	983	927	946	931	4879	3827	4929	4424	3729	3606

Tableau 33 : Volume de criminalité par quartiers entre 2004 et 2008 (source : NOPD).

Les quartiers qui ont connu une augmentation du nombre de crimes au cours des années *post* Katrina comparativement à 2004, sont mis en évidence dans le tableau (cases en rouge). Notre attention se portera principalement sur les agressions violentes et les cambriolages puisque le volume de crimes contre les biens et les personnes toutes catégories confondues a, pour la très grande majorité des quartiers, fortement diminué en raison des impacts démographiques de la catastrophe⁵. En ce qui concerne les agressions violentes, certains quartiers ont connu une hausse du nombre de faits constatés par la police au cours des années 2006 et 2007 puis une baisse au cours des années 2008 à 2010 (*Algiers Point, CBD, French Quarter, Laketerrace & Oaks, Leonidas, Marigny*) alors que d'autres ont connu une hausse plus prolongée (*Gentilly Terrace, Read Blvd East St Roch*) ou à plus long terme (*Little Woods, Read Blvd West*). Cette catégorie de crime a par ailleurs fortement baissé à l'échelle de la ville en valeurs absolues. En ce qui a trait aux cambriolages, leur nombre a baissé en 2006 mais a dépassé celui de 2004 en 2007 avant de progressivement baisser de 2008 à 2010. Comme pour les agressions, le nombre de cambriolages par quartiers a fluctué selon les temporalités, même si certains quartiers ont connu une augmentation constante du nombre de cambriolages dès 2006 (*Gentilly Terrace, Read Blvd West, St Claude*). La plupart des augmentations s'observent au cours des années 2006 à 2008 (*Hollygrove, Leonidas, Mid-City, St Roch, Whitney*). Certaines baisses notables s'observent toutefois à l'échelle de quartiers qui ont également connu une baisse du nombre d'agressions violentes (*Audubon, Central City, Garden District, Lower 9th Ward*).

10.1.2.2. Analyse des taux de criminalité à long terme (2000 – 2010)

Afin d'évaluer l'évolution *pre/post* Katrina de la criminalité à l'échelle des différents quartiers et de pouvoir comparer ces évolutions entre elles ainsi qu'à celle constatée à l'échelle de la ville, les taux de criminalité⁶ doivent être calculés. En effet, dans la mesure où la taille de la population agit généralement sur le volume de criminalité et que les différents quartiers ont des populations de tailles variées, il est difficile de comparer convenablement la criminalité de ces quartiers en utilisant le nombre de crimes. Le calcul des taux de criminalité par catégories d'offenses pour les années 2000 et 2010 permet ainsi d'analyser l'évolution relative de la criminalité après Katrina pour chaque quartier. Le recours aux taux est par ailleurs essentiel pour investir l'évolution de la criminalité après la catastrophe en raison de ses impacts démographiques majeurs. Certains quartiers ont en effet connu une augmentation de leur nombre d'habitants (cf. *CBD, Lower Garden District*) alors que d'autres se sont vidés de plus de la moitié de leurs résidents (cf. *Lower 9th Ward*). Le tableau 34 présente l'évolution relative de la criminalité à l'échelle de

⁵ Les crimes contre les biens et les personnes englobent certaines catégories telles que les vols simples ou les vols de véhicules dont le volume est fortement lié à la taille de la population des territoires considérés.

⁶ Les taux représentent le rapport entre la population du quartier en 2000 et 2010 et le nombre de crimes survenus dans chacun des quartiers aux mêmes dates et est calculé sur la base d'un dénominateur commun de 10 000 (%).

chaque quartier et de la ville. Les cases figurant en bleu correspondent aux taux qui se situent en dessous de ceux observés à l'échelle de la ville et en rouge ceux se situant au dessus. Les nombres figurant en caractères gras rouges mettent en évidence les évolutions positives des taux entre les années 2000 et 2010 et ceux figurant en bleu les évolutions négatives.

Quartiers	Nombre d'habitants		Taux criminalité contre les biens (‰)		Taux criminalité contre les personnes (‰)		Taux Agressions violentes (‰)		Taux Cambriolages (‰)	
	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010
Algiers Point	2381	2455	45.8	11.4	12.6	1.6	2.9	0.4	8.8	1.6
Aududon	14 898	15 865	32.1	15.7	3.5	0.8	0.7	0.2	5.8	2.8
Bywater	5096	3337	65.5	59	16.3	11.6	3.7	2.4	12.9	16.5
CBD	1794	2276	1291	336.1	157.7	52.7	31.8	14.5	39.6	8.8
Central City	19 072	11 257	54.8	41.2	21.6	10.9	9	5.9	13	10.2
French Quarter	4176	3813	458.3	172.8	85.4	49.6	13.9	5.2	16.3	4.2
Garden District	1970	1926	74.1	28.5	16.2	4.7	0.5	0.5	5	3.1
Gentilly Terrace	10 542	8210	36.8	32.4	5.1	4.9	1.6	2.3	7.2	9.4
Hollygrove	6919	4377	30.3	24.7	8.3	5.3	3.5	3.2	6.9	6.8
Holy Cross	5507	2714	49.2	49	12.5	7	6.2	3.3	13.2	26.9
Laketerrace & Oaks	2162	2464	66.1	17.8	8.8	0.8	2.3	0	6.9	2
Lakeview	9875	6394	35	27.8	1.6	0.8	0.6	0.2	6.4	7.5
Leonidas	8953	6769	54.9	25.7	10.9	5.8	4.2	2.5	8.1	5
Little Woods	44 311	31 698	35.8	30.7	4.1	4.2	1.6	2.1	8.2	12.5
Lower Garden District	6116	6363	97.9	51.4	11.3	5.2	2.4	1.4	13	4.9
Lower 9th Ward	14 008	2842	38.4	55.6	11.8	7	5.2	2.1	11.7	31.7
Marigny	3145	2973	192.1	76.3	44.8	15.8	4.4	1	16.5	2.7
Mid City	19 909	14 633	45.7	37.2	8.5	6.8	2.6	2.1	6.8	9.7
Read Blvd East	8240	7283	36	27	4	1.6	2	1.2	4.8	6.2
Read Blvd West	5564	4213	33.4	43.4	3.2	3.3	1.3	2.4	7.4	25.9
Seventh Ward	16 955	10 187	61.3	59.4	16.6	15.3	5.5	8	12	19.3
St Claude	11 721	6820	56.7	47.9	14.7	11.6	5.7	5.6	14.5	19.5
St Roch	11 975	6632	59.3	60.6	12.7	11.5	4.7	6.5	15.2	20.9
Whitney	2564	2328	25.7	17.6	9.7	3.9	3.1	2.6	7.4	6
Ville	484 674	343 829	58.4	37.3	11.1	6.5	3.7	2.7	10.1	10.5

Tableau 34 : Evolution des taux de criminalité entre 2000 et 2010 (source : NOPD).

De manière générale, les taux de criminalité ont baissé à l'échelle des différents quartiers, tout comme à l'échelle de la ville, en ce qui concerne les crimes contre les biens et les personnes, mais l'analyse plus détaillée des deux catégories de faits que sont les agressions violentes et les cambriolages, indique des évolutions plus contrastées. En effet, les quartiers de *Gentilly Terrace*, de *Little Woods*, de *Read Blvd West*, du *Seventh Ward* et de *St Roch* se caractérisent par des taux d'agressions plus élevés après Katrina alors que ceux-ci ont baissés à l'échelle de la ville. Pour les cambriolages, les taux ont augmenté pour de nombreux quartiers, ce qui traduit la tendance observée pour la ville. Certains de ces quartiers, s'ils ont connu une hausse de leurs taux, se situent toujours, en 2010, en dessous des taux de la ville (*Gentilly Terrace*, *Lakeview*, *Mid-City*, *Read Blvd East*) alors que certains quartiers qui ont connu une baisse de leurs taux sont passés en dessous de celui de la ville alors qu'ils lui étaient supérieurs en 2000 (*Central*

City, CBD, French Quarter, Marigny).

10.1.2.3. Classification des quartiers au regard de l'évolution de la criminalité

Le tableau ci-dessous différencie les quartiers selon le profil d'évolution des taux d'agressions violentes et de cambriolages. Dans la colonne de gauche (bleu) figurent les quartiers qui ont connu une baisse des taux d'agressions violentes et de cambriolages. La colonne du centre regroupe les quartiers qui ont connu une hausse de ces mêmes taux. Enfin, la colonne de droite compile les quartiers qui se caractérisent par une baisse des taux d'agressions violentes et une hausse des taux de cambriolage.

Baisse des taux d'agression et de cambriolage	Augmentation des taux d'agression et de cambriolage	Baisse des taux d'agression et augmentation des taux de cambriolage
Algiers Point Audubon CBD Central City French Quarter Garden District Hollygrove Lake Terrace & Oaks Leonidas Lower Garden District Marigny Whitney	Gentilly Terrace Little Woods Read Blvr West Seventh Ward St Roch	Bywater Holy Cross Lakeview Lower 9 th Ward Mid City Read Blvr East St Claude

Tableau 35 : Classification des quartiers au regard de l'évolution des taux d'agressions violentes et de cambriolages.

La figure 187 localise les différents quartiers classés dans le tableau 35 et permet de dégager certaines tendances spatiales de l'évolution des taux de criminalité considérés. Les quartiers qui ont connu une hausse des taux d'agressions et de cambriolages (en rouge) se localisent dans les secteurs qui ont été totalement inondés et qui se situent en périphérie de la ville ou dans des secteurs fortement défavorisés. Les quartiers caractérisés par une baisse des taux d'agressions et de cambriolages (en bleu) se localisent dans les secteurs de la ville qui n'ont pas ou partiellement été inondés à l'exception de celui d'*Hollygrove*. Enfin les quartiers qui ont connu une hausse de leur taux de cambriolages et une baisse de leur taux d'agressions violentes ont été totalement inondés à l'exception des deux quartiers de *Bywater* et de *Holy Cross* qui ne l'ont été que partiellement.

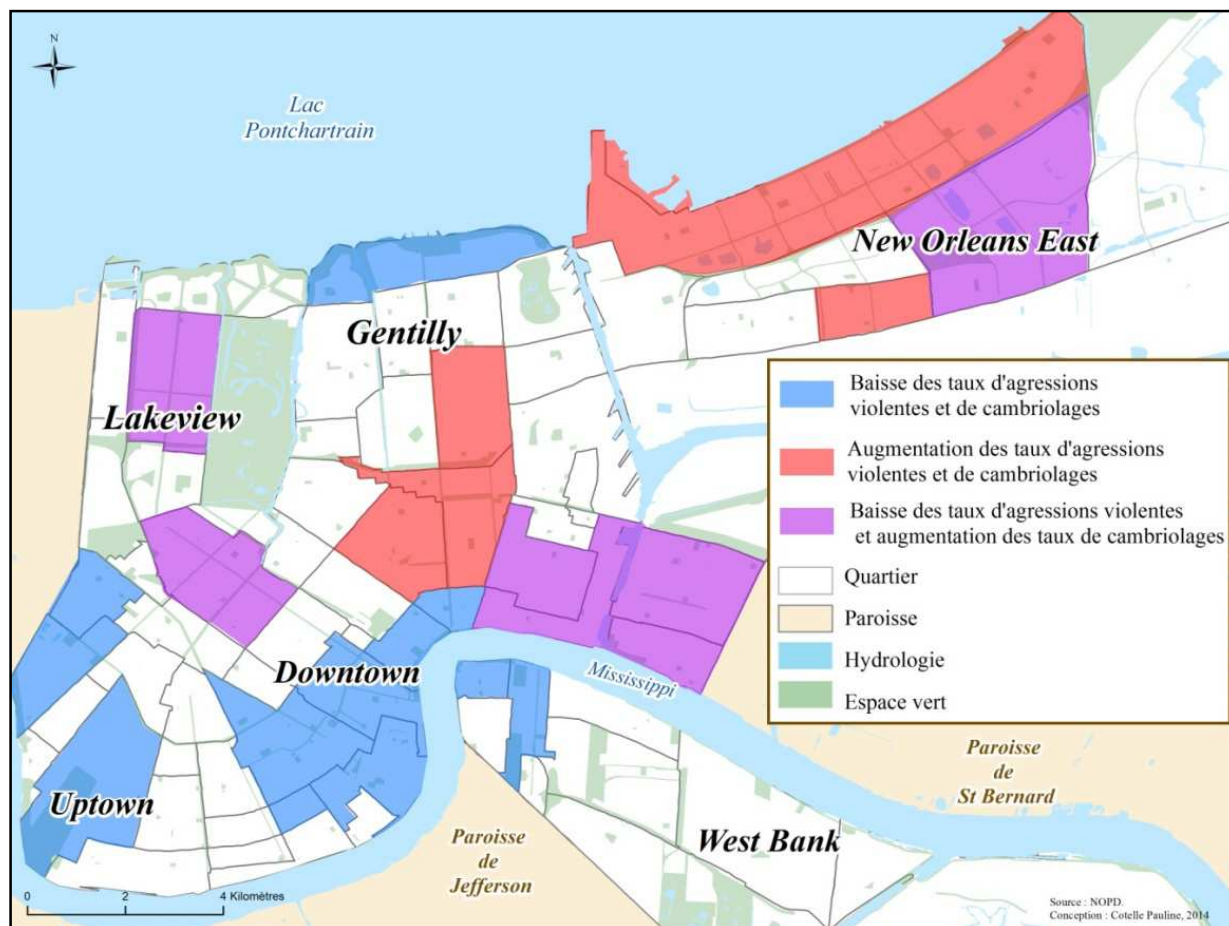


Figure 187 : Localisation des quartiers classés selon l'évolution des taux de criminalité.

10.1.3. Une évolution des appels d'urgence au 911 qui suit les évolutions de la criminalité

Les données relatives aux appels d'urgence au 911 permettent de compléter l'analyse de la criminalité puisque celles-ci compilent l'ensemble des activités criminelles et des désordres à l'ordre public reporté par les populations, notamment les infractions liées au trafic ou à la consommation de drogue. L'analyse de l'évolution annuelle du volume des appels d'urgence par quartier au cours des années *post* Katrina (2004 à 2010) et celle des taux à long terme (2000-2010), permet de comparer ces évolutions à celles de la criminalité préalablement présentées.

10.1.3.1. Evolution du volume d'appels au 911 et des infractions criminelles relatives à la drogue au cours des années *post* Katrina

Le tableau 36 présente l'ensemble des appels d'urgence compilés annuellement par quartier entre 2004 et 2010. Les cases qui figurent en rouge correspondent aux quartiers qui ont connu une augmentation de leur

volume d'appels après Katrina comparativement à l'année 2004. Si la plupart des quartiers ont connu une baisse notable du nombre d'appels au 911 au cours des années *post* Katrina, d'autres ont toutefois connu des évolutions positives notables, notamment en ce qui concerne les appels relatifs à la drogue. Les quartiers d'*Algiers Point*, du *Garden District*, de *Read Blvd East* et de *Read Blvd West* ont connu une augmentation au cours des années 2006 à 2010 alors que les quartiers de *Lakeview*, *Leonidas*, du *Marigny* et de *Whitney* ont connu une hausse seulement en 2006, celui d'*Audubon* seulement en 2009 et *Hollygrove* seulement en 2008. A l'échelle de la ville, le volume d'appels d'urgence a baissé après Katrina de manière progressive et continue pour les appels relatifs à la drogue alors que les appels toutes catégories confondues ont diminué de moitié entre 2004 et 2006 avant de progressivement et continuellement augmenter entre 2007 et 2010.

Quartiers	Total appels au 911						Appels 911 (drogue)					
	2004	2006	2007	2008	2009	2010	2004	2006	2007	2008	2009	2010
Algiers Point	1335	1207	1685	2125	1971	1800	5	14	15	12	11	7
Aududon	9605	7883	8472	8718	7987	8340	56	47	51	39	63	51
Bywater	7409	5254	5765	7049	6562	7143	72	56	42	51	48	22
CBD	36 850	24 757	26 281	27 496	35 206	34 174	313	287	235	228	282	159
Central City	40 372	24 038	27 891	25 434	28 555	25 518	891	867	621	562	493	344
French Quarter	33 833	22 448	26 812	27 505	33 236	34 009	551	421	276	249	284	185
Garden District	1298	1088	1163	1058	1171	999	2	7	4	5	1	3
Gentilly Terrace	7622	3100	4867	5595	6216	6296	49	14	18	21	37	36
Hollygrove	6591	3351	5335	6233	5812	6093	153	122	115	166	123	65
Holy Cross	7040	1321	2351	2960	4013	4321	131	14	45	58	72	57
Laketerrace & Oaks	1644	799	921	1023	979	842	17	11	8	3	10	4
Lakeview	5485	3948	4604	4804	5784	6314	29	29	13	14	9	17
Leonidas	13 598	10 740	11 059	11 483	10 508	11 305	244	268	173	156	144	128
Little Woods	25 761	5408	11 258	15 816	17 042	18 336	192	32	63	109	92	89
Lower Garden District	8933	7327	8139	7830	7800	7400	72	64	80	58	45	30
Lower 9th Ward	15 014	1833	2438	3032	3630	4123	299	23	60	64	56	38
Marigny	6941	5817	6942	7732	8388	7170	72	75	41	52	48	37
Mid-City	36 008	16 892	25 047	26 867	30 188	34 818	589	262	272	247	223	255
Read Blvd East	4425	1325	2511	3843	3890	4012	9	8	14	11	8	9
Read Blvd West	2766	869	1705	1956	1988	2633	7	3	10	10	6	7
Seventh Ward	23 289	10 956	17 180	17 209	19 990	23 352	635	327	492	498	470	425
St Claude	16 867	8090	11 325	11 857	11 170	11 174	279	198	236	204	182	92
St Roch	14 741	5892	10 216	11 622	11 517	10 799	264	105	185	215	150	90
Whitney	3861	2890	3765	3035	2592	2659	98	103	92	57	58	45
Ville	645874	312472	402821	425332	450184	457214	9240	5832	5656	5316	4771	3713

Tableau 36 : Evolution du volume d'appels au 911 entre 2004 et 2010 (source : 911 Call Center of New Orleans).

10.1.3.2. Evolution des taux d'appels d'urgence à long terme (2000 – 2010)

Le calcul des taux d'appel d'urgence⁷ par quartier s'appuyant sur les données de population des années

⁷ Comme pour les taux de criminalité, les taux représentent ici le rapport entre la population du quartier en 2000 et 2010 et le nombre d'appels d'urgence comptabilisés pour chaque quartier aux mêmes dates. Il est également calculé sur la base d'un dénominateur commun de 10 000 (%). Un plus petit dénominateur aurait toutefois pu être choisi pour le calcul des taux compilant l'ensemble des types d'appels d'urgence mais pour des raisons de lisibilité et afin de faciliter les comparaisons, l'usage du dénominateur commun de 10 000 a été retenu.

2000 et 2010 permet d'identifier d'autres tendances évolutives que celles observées par la lecture de l'évolution du nombre d'appels par quartier. En effet, les évolutions démographiques fortement contrastées selon les secteurs de la ville ont eu un impact important sur les taux présentés dans le tableau ci-dessous. Comme pour l'analyse des taux de criminalité, les cases en bleu mettent en évidence les taux inférieurs à ceux de la ville et celles en rouge les taux supérieurs. Les taux de 2010 en caractères rouge correspondent aux quartiers qui ont connu une évolution positive de leur taux après Katrina (2010) alors que ceux figurant en bleu mettent en évidence les quartiers qui ont connu une baisse.

Quartiers	Nombre habitants		Taux Total appels au 911 (%)		Taux Appels 911 (drogue) (%)	
	2000	2010	2000	2010	2000	2010
Algiers Point	2381	2455	842.9	733.2	5.9	2.8
Aududon	14 898	15 865	634.7	525.7	5.2	3.2
Bywater	5096	3337	1758.4	2140.5	9.4	6.6
CBD	1794	2276	20 977.7	15 016.7	220.7	69.8
Central City	19 072	11 257	2189	2266.8	39.6	30.5
French Quarter	4176	3813	9692.3	8919.2	138.8	48.5
Garden District	1970	1926	1005	518.7	3.5	1.5
Gentilly Terrace	10 542	8210	692	766.9	1.3	4.4
Hollygrove	6919	4377	833.8	1392	17	14.8
Holy Cross	5507	2714	1252.6	1592.1	9.6	21
Laketerrace & Oaks	2162	2464	725.7	341.7	3.7	1.6
Lakeview	9875	6394	537.2	987.5	1.7	2.6
Leonidas	8953	6769	1270.4	1670.1	22.2	18.9
Little Woods	44 311	31 698	593.4	578.5	2.9	2.8
Lower Garden District	6116	6363	1844	1163	17.6	4.9
Lower 9th Ward	14 008	2842	1119.9	1450.7	15.6	13.4
Marigny	3145	2973	2602.2	2411.7	17.5	12.4
Mid City	19 909	14 633	1582.6	2379.4	15.7	17.4
Read Blvd East	8240	7283	535.2	551	1	1.2
Read Blvd West	5564	4213	490.6	625	1.4	1.6
Seventh Ward	16 955	10 187	1344.7	2292.3	19.1	41.7
St Claude	11 721	6820	1540.4	1638.4	13.6	15.5
St Roch	11 975	6632	1266.3	1628.3	9.5	13.6
Whitney	2564	2328	1737.5	1142.2	38.2	19.3
Ville	484 674	343 829	1258.2	1329.8	13.5	10.8

Tableau 37 : Evolution des taux de criminalité et des appels au 911 entre 2000 et 2010 (source : 911 Call Center of New Orleans).

Certains quartiers ont ainsi pu connaître une baisse de leur taux même si ceux-ci restent largement au-dessus des taux calculés pour la ville (*CBD, French Quarter*). 14 quartiers sur 24 ont connu une augmentation de leur taux d'appels (tous types d'appels confondus), ce qui reflète la tendance observée à l'échelle de la ville. En ce qui concerne les appels relatifs à la drogue, neuf quartiers ont des taux supérieurs en 2010, alors que ceux-ci ont baissé à l'échelle de la ville. Certains de ces quartiers, s'ils ont connu une augmentation de leur taux se situent toutefois en dessous de ceux de la ville (*Gentilly Terrace, Lakeview, Read Blvd East, Read Blvd West*). Les quartiers de *Mid City*, du *Seventh Ward*, de *St Claude* et

de *St Roch* détiennent des taux largement supérieurs à ceux de la ville et ont connu une forte augmentation après Katrina, à la fois en ce qui concerne les appels relatifs à la drogue et les appels tous types confondus. A l’opposé, les quartiers d’*Algiers Point*, d’*Audubon*, du *Garden District*, de *Laketerrace & Oaks*, de *Little Woods* et du *Lower Garden District* présentent des taux très inférieurs à ceux de la ville et ont connu une baisse notable en 2010. Les taux d’appels d’urgence du quartier du *Lower Garden District* qui se trouvaient au-dessus des taux de la ville en 2000 sont passés en dessous en 2010 alors que ceux des quartiers cités précédemment se situaient déjà en 2000 en dessous de ceux de la ville. L’évolution des taux d’appels dans le quartier du *Lower Garden District* ont donc connu une évolution négative particulièrement importante, notamment en ce qui a trait aux appels relatifs à la drogue.

10.1.3.3. Classification et localisation des quartiers selon le profil d’évolution des taux d’appels au 911

Le tableau ci-dessous distingue les quartiers selon les caractéristiques d’évolution des taux d’appels d’urgence. En bleu (colonne de gauche) figurent les quartiers qui ont connu une baisse des taux d’appel toutes catégories confondues ainsi que les appels relatifs à la drogue. En rouge, il s’agit des quartiers qui ont connu une hausse de ces mêmes taux. Enfin, une dernière catégorie compile les quartiers qui se caractérisent par une baisse des taux d’appel toutes catégories confondues et une hausse des taux d’appels relatifs à la drogue.

Baisse des taux d’appels au 911 (total et drogue)	Augmentation des taux d’appels au 911 (total et drogue)	Baisse des taux d’appels 911 relatifs à la drogue et augmentation des taux d’appels (total)
Algiers Point Audubon CBD French Quarter Garden District Lake Terrace & Oaks Little Woods Lower Garden District Marigny Whitney	Gentilly Terrace Holy Cross Lakeview Mid-City Read Blvd East Read Blvd West Seventh Ward St Claude St Roch	Bywater Central City Hollygrove Leonidas Lower 9th Ward

Tableau 38 : Classification des quartiers au regard de l’évolution des taux d’appels au 911.

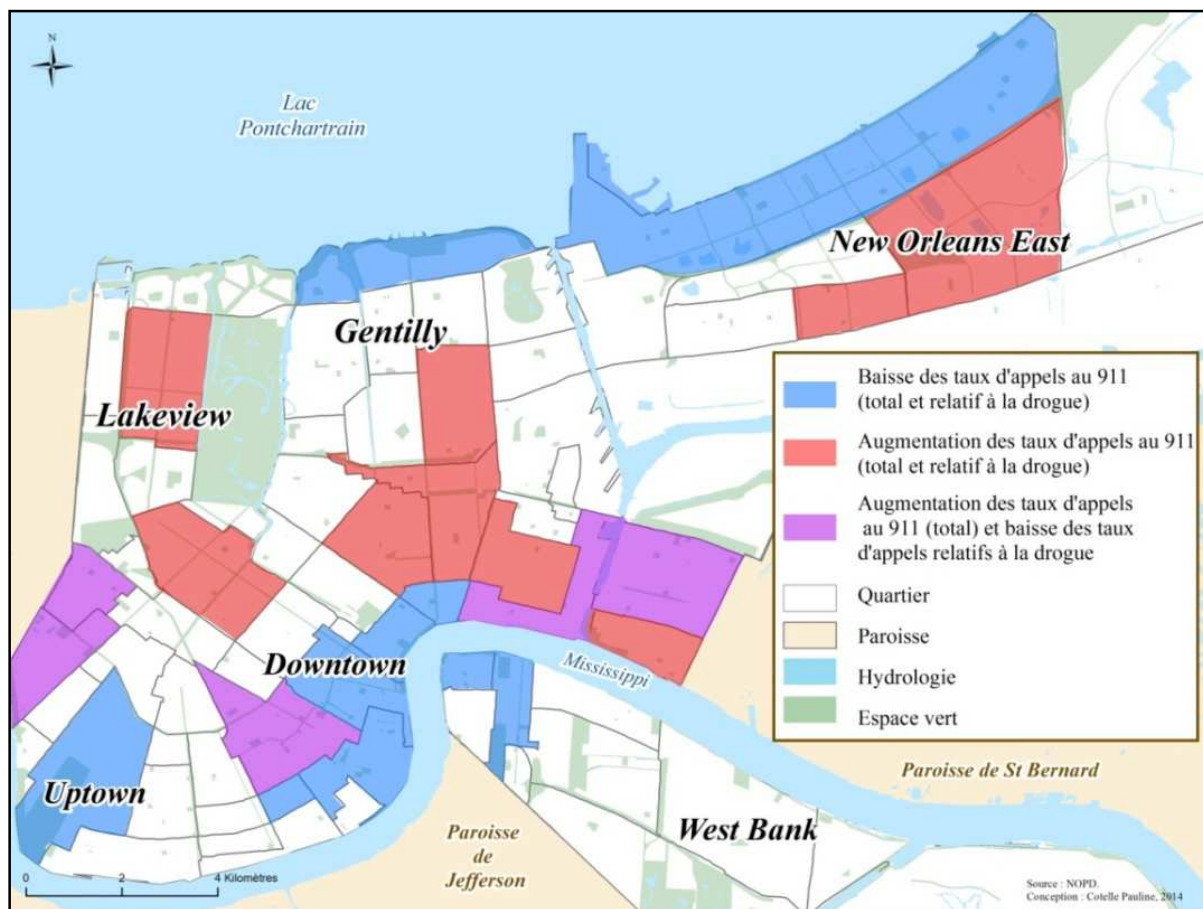


Figure 188 : Localisation des quartiers classés selon l'évolution de leurs taux d'appels d'urgence.

La figure ci-dessus, qui localise les différents quartiers classés dans le tableau 38, permet de dégager certaines tendances spatiales de l'évolution des taux d'appels au 911. Les quartiers qui ont connu une hausse des taux tous types d'appels confondus et relatifs à la drogue (en rouge) se localisent dans les secteurs qui ont été fortement impactés physiquement par la catastrophe, à l'exception du quartier de *Little Woods* au Nord-est de la ville qui a connu une baisse de ses taux. Les quartiers qui ont connu une baisse de leurs taux tous types d'appels confondus et relatifs à la drogue (en bleu) se localisent dans les secteurs qui n'ont pas été inondés en 2005. Enfin, les quartiers qui ont connu une hausse de leurs taux tous types d'appels confondus et une baisse de leur taux relatifs à la drogue (en violet) ont été totalement (*Hollygrove, Lower 9th Ward*) ou partiellement inondés (*Bywater, Central City, Leonidas*) et se localisent à proximité des quartiers non inondés.

- Une évolution des taux d'appels d'urgence qui vont dans le sens des tendances criminelles

Le rapprochement de l'évolution des taux de criminalité (agression violente et cambriolage) et des taux d'appels au 911 (total et drogue) révèle une certaine proximité entre les deux. La plupart des quartiers qui

ont connu une baisse de leur taux de criminalité ont également connu une baisse de leurs taux d'appels d'urgence et *vice versa* (tableau 39). Seuls deux quartiers se caractérisent par une évolution contradictoire de la criminalité et des appels d'urgence (tableau 40).

Baisse des taux de criminalité et d'appels au 911	Augmentation des taux de criminalité et d'appels au 911
Algiers Point Audubon CBD French Quarter Garden District Lake Terrace & Oaks Lower Garden District Marigny Whitney	Gentilly Terrace Read Blvd West Seventh Ward St Roch

Tableau 39 : Quartiers caractérisés par une évolution similaire des taux de criminalité et d'appel d'urgence.

Baisse des taux d'agression violente et baisse des taux d'appels au 911 relatifs à la drogue	Augmentation des taux de cambriolage et hausse des taux d'appels au 911
Bywater Central City Hollygrove	Holy Cross Lakeview Lower 9th Ward Mid-City Read Blvd East St Claude

Tableau 40 : Quartiers caractérisés par une évolution proche des taux de criminalité et d'appel d'urgence.

Le quartier de *Little Woods* qui se localise au Nord-est de la ville et qui a connu une forte baisse de sa population et une augmentation de la part d'habitants noirs et d'individus vivant sous le seuil de pauvreté a connu une augmentation de ses taux de criminalité mais les taux d'appels d'urgence au 911 ont cependant baissé. Ceci peut s'expliquer par un seuil de tolérance aux désordres plus grand ou une peur accrue du risque de représailles. De même, ce seuil de tolérance a pu évoluer de manière inverse dans le quartier de *Leonidas* qui se caractérise quant à lui par l'arrivée d'habitants blancs aux revenus plus élevés (gentrification), probablement moins tolérants aux désordres que les populations originaires du quartier.

Baisse des taux de criminalité et hausse des taux d'appels au 911	Augmentation des taux de criminalité et baisse des taux d'appels au 911
Leonidas	Little Woods

Tableau 41 : Quartiers caractérisés par une évolution contraire des taux de criminalité et d'appel d'urgence.

L'analyse des caractéristiques spatiotemporelles des appels d'urgence tout comme ceux de la criminalité permet de relier ces évolutions aux transformations sociales et environnementales des territoires après Katrina (10.2). De premier abord, certaines tendances criminelles semblent confirmer la dynamique urbaine de revitalisation du centre-ville et de paupérisation des périphéries de la Nouvelle-Orléans:

- Baisse des taux de criminalité contre les biens et les personnes ainsi que des appels d'urgence au 911 dans les quartiers non impactés physiquement par Katrina et qui connaissent une revitalisation depuis la catastrophe (*Algiers Point, Audubon, CBD, French Quarter, Garden District, Marigny, Lower Garden District*).
- Augmentation des taux de criminalité contre les biens et les personnes ainsi que des appels d'urgence au 911 dans les quartiers fortement impactés et affaiblis plus ou moins fortement par la catastrophe, localisés en périphérie de la ville ou dans les secteurs fortement défavorisés (*Gentilly Terrace, Read Blvd West, Mid-City, Seventh Ward et St Roch*).
- Baisse des taux de criminalité et hausse des taux d'appels d'urgence dans certains quartiers fortement criminogènes avant Katrina qui se localisent à proximité des secteurs en revitalisation (*Central City, Hollygrove, Leonidas*).

Afin d'investir le lien entre les impacts de Katrina sur les territoires et les évolutions de la criminalité, il convient de recourir à différentes échelles spatiales permettant de rendre compte des effets multiples des mutations territoriales sur la criminalité (10.2).

10.2. Une évolution de la criminalité conditionnée par les mutations urbaines

Les évolutions des caractéristiques socio-environnementales et fonctionnelles des territoires ont conditionné leur vulnérabilité face au risque criminel. Les transformations sociales des territoires, accélérées par la catastrophe, se sont en effet accompagnées d'une évolution spatiale de la criminalité qui reflète ces changements (10.2.1). Par ailleurs, la transformation des paysages urbains a contribué à renforcer la vulnérabilité de la plupart des territoires en reconstruction (10.2.2). Enfin, les mutations sociales et environnementales engendrées par la catastrophe ont nécessité une adaptation des activités criminelles qui s'est accompagné de conflits pour le contrôle des territoires les plus « attractifs ». L'analyse de la reterritorialisation des activités criminelles permet ainsi de mieux apprécier les évolutions spatiales de la criminalité à l'échelle de la ville après Katrina (10.2.3).

10.2.1. Une spatialisation de la criminalité qui reflète les mutations sociales des territoires

L'analyse du lien entre l'évolution spatiale de la criminalité et les transformations urbaines s'appuie sur le travail de localisation des quartiers selon l'évolution de leurs taux de criminalité et d'appels d'urgence et de leur profil de développement (revitalisation, gentrification, paupérisation). La catastrophe Katrina a constitué un accélérateur de tendances urbaines en cours avant son occurrence. Les quartiers centraux peu ou pas affectés physiquement par l'événement et qui ont bénéficié de retombées positives à long terme de la catastrophe (gentrification, revitalisation), ont, dans l'ensemble, connu une baisse de leur criminalité alors que celle-ci a généralement augmenté à l'échelle des quartiers affaiblis dans leur fonctionnement et qui se sont paupérisés. La catastrophe a ainsi constitué un amplificateur des inégalités de développement des territoires qui se traduisent également par des écarts de vulnérabilité accrus à la criminalité.

10.2.1.1. Impacts sur la criminalité de la redistribution de la pauvreté à l'échelle de la ville

La fermeture des grands ensembles de logements sociaux après Katrina (cf. chapitre 6) a conduit à une redistribution de la pauvreté à l'échelle de la ville. Cette décision prise par les autorités au lendemain de la catastrophe, a largement contribué à accélérer le processus de « déconcentration » de la pauvreté déjà bien initié depuis les années 2000 et a eu des impacts sur la spatialisation de la criminalité et des désordres urbains (appels d'urgence). Afin de comprendre ces évolutions, il convient de recourir à différentes échelles spatiales puisque les déplacements des populations parmi les plus défavorisées de la ville, se sont opérés des grands ensembles de logements sociaux vers les secteurs défavorisés qui concentrent un grand nombre de logements sociaux (scattered sites⁸) ou de logements destinés aux locataires bénéficiant d'aides fédérales (Section 8). Ces transferts de populations ont également affecté les paroisses voisines à la Nouvelle-Orléans qui se caractérisent par une hausse de leur taux de pauvreté depuis la catastrophe. La figure ci-dessous illustre ces déplacements de populations des grands ensembles de logements sociaux (en jaune) vers les secteurs défavorisés qui ont été pour la plupart fortement affectés par la catastrophe. Dans ces secteurs de la ville (en violet), les populations ont pu trouver un logement « abordable » mais se sont trouvées confrontées à une « nouvelle réalité » qui leur a imposé une adaptation fortement entravée par les carences en services publics.

⁸ Les « *scattered site* » correspondent à des logements sociaux répartis à travers la ville et se localisent pour la très grande majorité dans les secteurs les plus défavorisés.

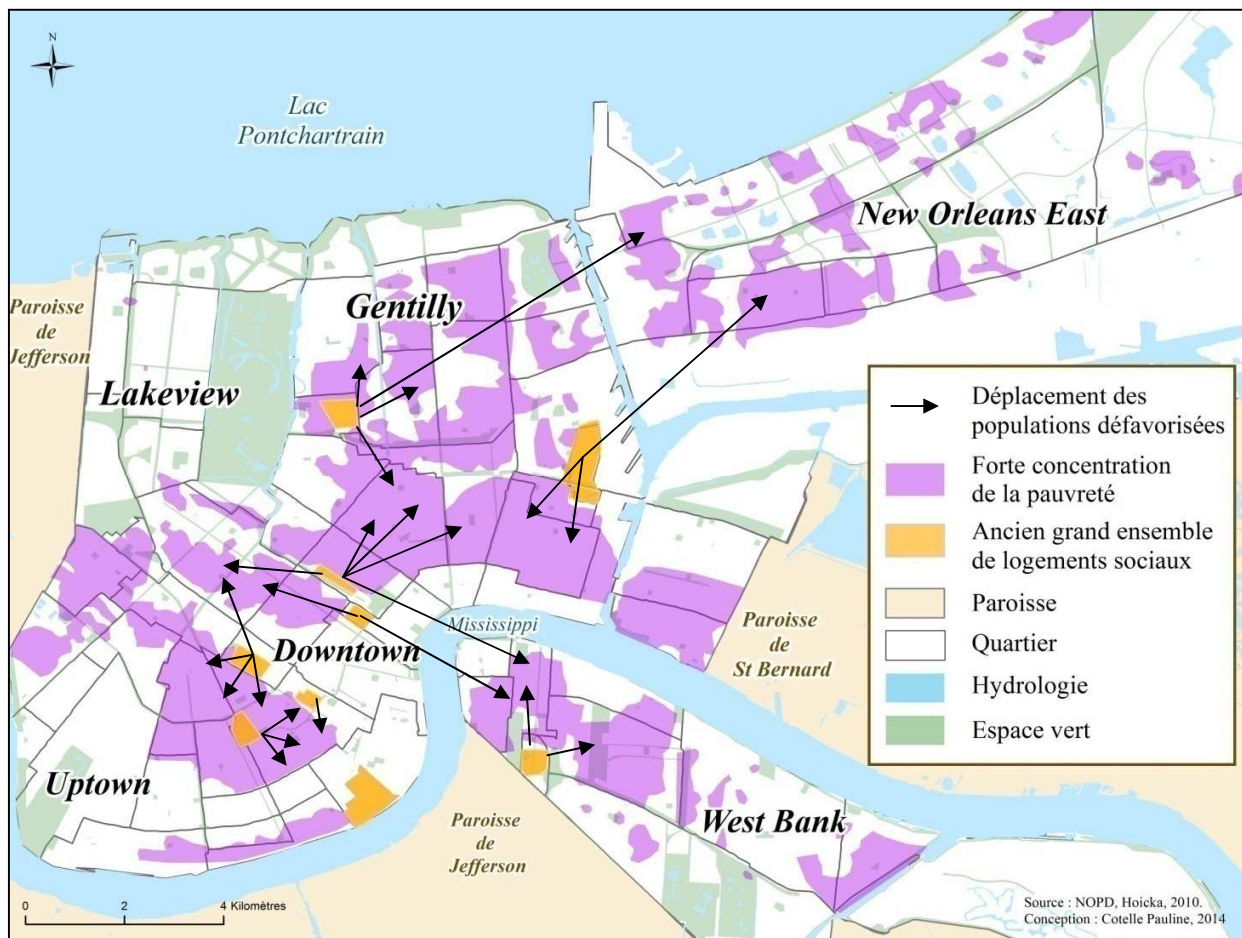


Figure 189 : Déplacement de la pauvreté des grands ensembles de logements sociaux vers les secteurs adjacents et les périphéries de la ville.

La fermeture des grands ensembles de logements sociaux s'est accompagnée d'une hausse considérable du prix du logement (cf. chapitre 6), particulièrement dans et à proximité des secteurs qui n'ont pas été inondés, à l'exception du secteur de la *West Bank*. Cette difficulté d'accès au logement, survenue dans un contexte de forte réduction du nombre de logements disponibles consécutive à l'endommagement causé par les inondations, a considérablement entravé les populations les plus défavorisées dans leur accès à un logement. La figure 190 illustre les différents facteurs qui ont contribué au déplacement de la pauvreté vers les secteurs les plus affaiblis par la catastrophe. Ces transferts de populations ont également affecté le secteur de la *West Bank* qui disposait de nombreux logements sociaux disponibles puisque ceux-ci n'avaient pas subi de dommages dans la mesure où ce secteur n'avait pas été inondé en 2005.

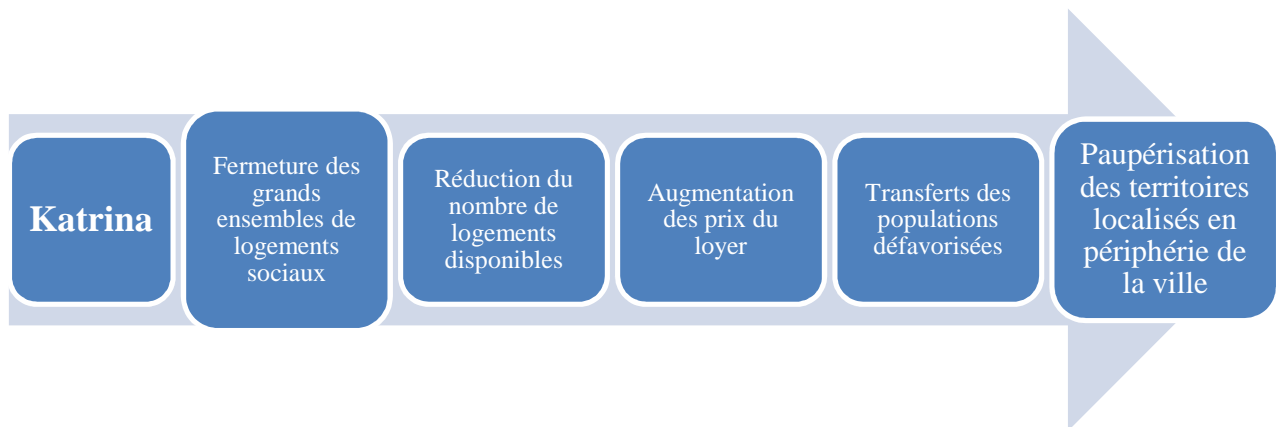


Figure 190 : Paupérisation accélérée des territoires localisés en périphérie de la ville après Katrina.

Les évolutions spatiales de la criminalité violente analysées précédemment dans la thèse (cf. chapitre 8) sont à relier à cette redistribution spatiale de la pauvreté à l'échelle de la ville. Les transferts de pauvreté vers les périphéries de la ville et les secteurs en marges de la reconstruction (poches de pauvreté) se sont en effet accompagnés d'une mutation de la vulnérabilité des territoires affectés par ces déplacements.

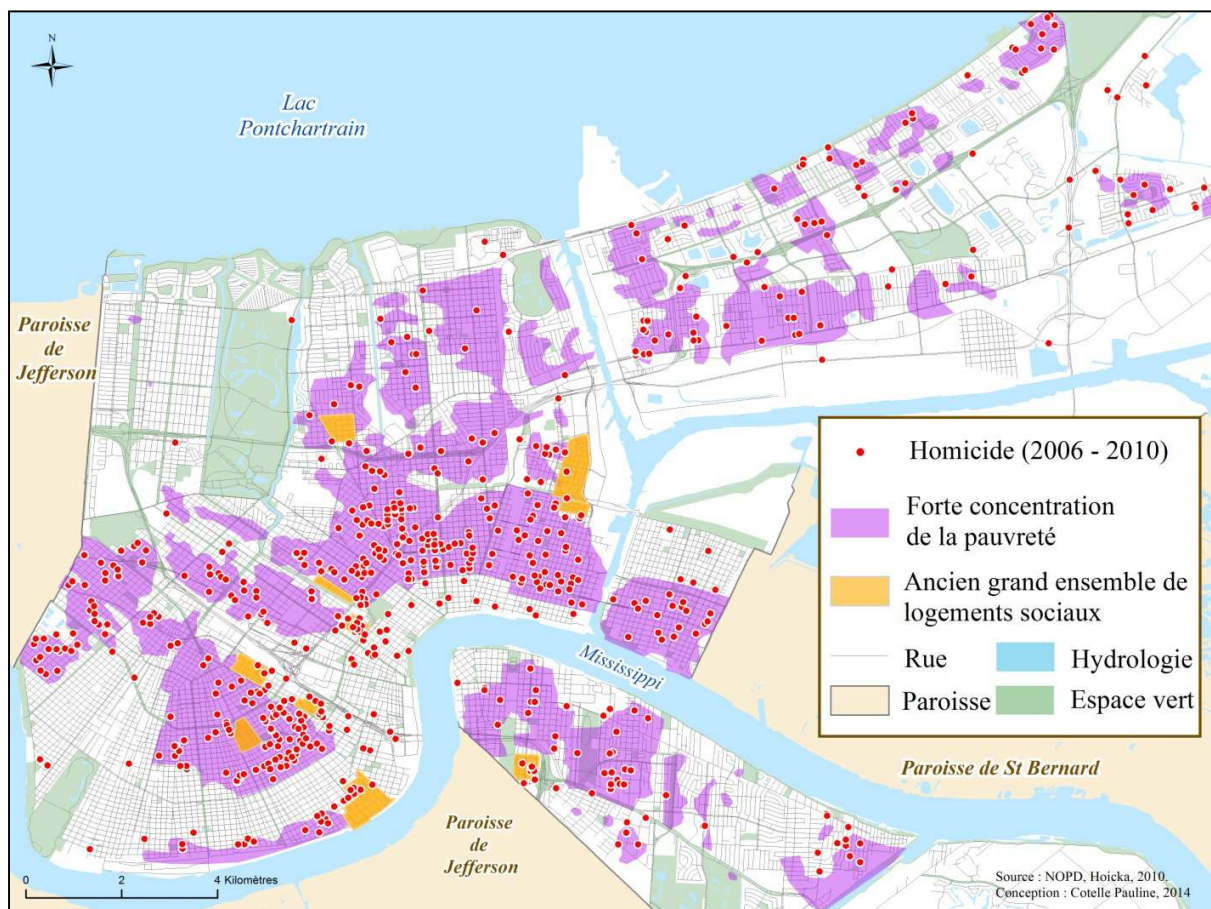


Figure 191 : Une criminalité violente fortement concentrée dans les secteurs affectés par les transferts des populations défavorisées.

La figure 191 met en évidence la corrélation spatiale entre les homicides survenus entre 2006 et 2010 et les secteurs où se sont massivement concentrées les populations les plus défavorisées après la catastrophe (Section 8). En effet, peu d'homicides ont eu lieu dans les secteurs de la ville ne concentrant pas de logements destinés aux populations bénéficiant d'assistance publique au logement, notamment dans le secteur d'*Uptown* et de *Lakeview*. En revanche, les quartiers qui ont connu une augmentation de leur taux de criminalité (agressions violentes) et d'appels d'urgence relatifs à la drogue (cf. 10.1) correspondent aux secteurs qui se sont paupérisés en raison des événements *post* Katrina développés plus haut.

➤ Facteurs de vulnérabilité des territoires concentrant une plus forte pauvreté

S'il existe un lien fort entre les caractéristiques spatiales de la criminalité violente et la concentration de la pauvreté à l'échelle de la ville, ceci ne sous-entend pas un lien de causalité direct entre la pauvreté et la violence. En effet, la paupérisation des territoires en marge de la reconstruction a rendu ces derniers plus vulnérables au crime en raison de la carence des liens sociaux (déracinement, méconnaissance du quartier, destruction des liens de voisinages, etc.) et donc de l'affaiblissement de la cohésion sociale, déjà limitée avant la catastrophe dans ces territoires. Ces secteurs de la ville, caractérisés par une forte concentration de logements sociaux et de type Section 8 ont ainsi connu un effet « *turn over* » lié à l'arrivée de populations étrangères, ce qui a contribué à accroître la « désorganisation sociale » de ces territoires. Ceux-ci sont conséquemment devenus plus vulnérables au crime et désordres en raison de la faiblesse des mécanismes de contrôle territorial (cf. chapitre 1), d'autant que la réduction des effectifs de police a réduit la surveillance formelle de ces secteurs, notamment ceux localisés en périphérie de la ville. Les caractéristiques socio-économiques des quartiers constituent donc un indicateur de leur « susceptibilité » au crime même si ce lien mérite d'être nuancé.

➤ Mise en garde quant au lien entre les transformations sociales des quartiers et leur vulnérabilité au crime

A l'échelle des quartiers qui se sont paupérisés, l'étude de l'évolution des taux de criminalité et des appels d'urgence qui ont été calculés précédemment (10.1), confirme la tendance à l'aggravation de la criminalité et à la multiplication des désordres dans ces quartiers. Néanmoins, comme l'illustre le tableau 42, certains de ces quartiers ont toutefois connu une baisse de leur taux d'agressions violentes (*Hollygrove, Holy Cross, Lake Terrace & Oaks, Mid-City, Read Blvd East, St Claude*) et/ou de cambriolages (*Hollygrove, Lake Terrace & Oaks*) et/ou de leur taux d'appels d'urgence, notamment ceux relatifs à la drogue (*Hollygrove, Lake Terrace & Oaks, Little Woods*).

Quartiers	Taux d'évolution des taux d'agressions violentes (%)	Taux d'évolution des taux de cambriolages (%)	Taux d'évolution des taux d'appels au 911 (total) (%)	Taux d'évolution des taux d'appels au 911 relatifs à la drogue (%)
Gentilly Terrace	+ 43.7	+ 30.5	+ 10.8	+ 238.5
Hollygrove	- 8.5	- 1.4	+ 66.9	- 12.9
Holy Cross	- 46.7	+ 51	+ 27.1	+ 118
Lake Terrace & Oaks	- 100	- 71	- 52.9	-56.7
Little Woods	+ 31.2	+ 52.4	- 2.5	- 3.4
Lower 9th Ward	- 59.6	+ 170.9	+ 29.5	- 14.1
Mid-City	- 19.2	+ 42.6	+ 50.4	+ 12.3
Read Blvd East	- 40	+ 29.2	+ 2.9	+ 20
Read Blvd West	+ 84.6	+ 250	+ 27.4	+ 14.3
Seventh Ward	+ 45.5	+ 60.8	+ 70.5	+ 118.3
St Claude	- 1.7	+ 34.5	+ 6.4	+ 14
St Roch	+ 38.3	+ 37.5	+ 28.6	+ 43.2
Whitney	- 16.1	- 18.9	- 34.3	- 49.5
Ville	- 12.9	+ 4	+ 5.7	- 20

Tableau 42 : Evolution des taux de criminalité et d'appels au 911 entre 2000 et 2010 à l'échelle des quartiers caractérisés par une paupérisation.

Le quartier de *Lake Terrace & Oaks*, dont le revenu moyen des ménages a diminué entre 2000 et 2010 et qui a connu une augmentation notable de la part d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté (GNOCDC, 2010), affiche une baisse de ses taux de criminalité et d'appels d'urgence toutes catégories confondues alors même que les taux de cambriolages et d'appels au 911 ont augmenté à l'échelle de la ville. Similairement, les trois quartiers de *Whitney*, *Hollygrove* et, dans une moindre mesure, du *Lower 9th Ward*⁹, se caractérisent également par une réduction de leur taux, à l'exception des appels d'urgence tous types d'appels confondus et des cambriolages pour le *Lower 9th Ward*. Dès lors, il convient de se questionner sur les caractéristiques communes des quartiers qui ont connu une augmentation de leur taux de criminalité et des taux d'appel au 911 afin de les comparer à celles des quartiers ayant connu une baisse de leurs taux. Les quartiers qui affichent une augmentation de leurs taux de cambriolages et/ou d'agressions violentes et d'appels d'urgence ont tous connu une forte dégradation de leur environnement et une dédensification de leur tissu urbain, alors que les quartiers de *Lake Terrace & Oaks* et de *Whitney* n'ont pas subi de dommages. Les quartiers de *Hollygrove* et du *Lower 9th Ward* font toutefois figures à part puisque ceux-ci ont connu des destructions majeures mais ont également connu une baisse de leurs taux. Nous verrons par la suite que l'évolution des caractéristiques environnementales a joué un rôle central dans l'explication de la vulnérabilité des territoires au crime et aux désordres (10.2.2).

10.2.1.2. Une baisse notable de la criminalité et des désordres dans les secteurs ayant bénéficié de retombées positives de la catastrophe

L'analyse de l'évolution de la criminalité et des désordres à l'échelle des quartiers qui se caractérisent par

⁹ Les quartiers de *Whitney* et du *Lower 9th Ward* ont connu une baisse du revenu moyen des ménages mais également une baisse de leur part d'individus vivant sous le seuil de pauvreté. Nous les prenons en compte ici même s'il convient de relativiser l'augmentation de la pauvreté à l'échelle de ces deux quartiers.

une amélioration de leur profil socio-économique (revitalisation/gentrification) révèle l'impact positif de la catastrophe sur ces territoires. Le tableau ci-dessous indique en effet une baisse marquée des taux dans la plupart de ces quartiers, notamment en ce qui a trait à la criminalité violente (agressions) et aux appels d'urgences relatifs à la drogue.

Quartiers	Taux d'évolution des taux d'agressions violentes (%)	Taux d'évolution des taux de cambriolages (%)	Taux d'évolution des taux d'appels au 911 (total) (%)	Taux d'évolution des taux d'appels au 911 relatifs à la drogue (%)
Algiers point	-86.2	-81.8	-13	-52.5
Audubon	-18.6	-51.7	-17.2	-38.5
Bywater	-35.1	+27.9	+21.7	-29.8
CBD	-54.4	-77.7	-28.4	-68.4
Central City	-34.4	-21.5	+3.5	-22.9
French Quarter	-62.5	-74.2	-7.9	-65
Garden District	0	-38	-48.5	-57.1
Lakeview	-66.6	+17.1	+83.8	+54.9
Leonidas	-40.5	-38.3	+31.5	-14.9
Lower Garden District	-41.6	-62.3	-36.9	-72.2
Marigny	-77.3	-83.6	-7.3	-29.1
Ville	- 12.9	+ 4	+ 5.7	- 20

Tableau 43 : Evolution des taux de criminalité et d'appels au 911 entre 2000 et 2010 à l'échelle des quartiers caractérisés par une revitalisation ou gentrification.

Les quartiers « vitrines » de la ville qui n'ont pas été inondés et les quartiers limitrophes en gentrification devenus plus attractifs depuis la catastrophe ont tous connu, à l'exception de *Bywater*, des taux d'évolution négatifs prononcés y compris en ce qui concerne les cambriolages dont les taux ont augmenté à l'échelle de la ville. Le quartier de *Central City*, a également connu une baisse de ses taux de criminalité et d'appels d'urgence relatifs à la drogue alors qu'il s'agissait avant Katrina d'un des quartiers les plus violents de la Nouvelle-Orléans, notamment en raison des nombreuses activités souterraines qui y étaient implantées. Les quartiers de *Bywater* et à plus forte raison de *Lakeview*, se démarquent des autres quartiers puisque leurs taux de cambriolage et d'appels au 911 ont connu une hausse relativement prononcée. D'autres facteurs ont ainsi joué sur la vulnérabilité de ces quartiers comme nous avons pu le constater pour les quartiers qui se sont paupérisés. Si le quartier de *Bywater* n'a quasiment pas subi de dommages, celui de *Lakeview* a en revanche connu des transformations majeures de son environnement (dédensification). Si les retombées positives à long terme (2010) de la catastrophe sur le développement des territoires se « lisent » à travers l'évolution de la criminalité, il convient de nuancer ces évolutions à d'autres échelles temporelles puisque certains de ces quartiers ont pu connaître une hausse de leur criminalité en valeurs absolues, particulièrement au cours des premières années *post Katrina* (cf. 10.1.2.1). Les quartiers d'*Algiers Point*, du *CBD*, du *French Quarter*, du *Marigny* et de *Leonidas*, qui se caractérisent par des taux d'évolution négatifs de la criminalité et des appels d'urgence en 2010, ont en effet enregistré une augmentation de leurs criminalités en 2006, 2007 et/ou 2008.

➤ Des évolutions contrastées des taux à l'échelle des quartiers en gentrification

Les quartiers localisés à proximité de ceux en revitalisation et qui ont subi des évolutions sociales hétérogènes¹⁰ présentent également des évolutions contrastées de leurs taux de criminalité et d'appels d'urgence. En effet, les quartiers de *Bywater* et de du *Lower 9th Ward* ont connu une baisse de leur criminalité violente et une augmentation de leur taux de cambriolages et une baisse de leur taux d'appels d'urgence relatifs à la drogue et une augmentation de leur taux d'appels d'urgence tous types d'appels confondus. Les quartiers de *Mid-City*, et de *St Claude* ont connu les mêmes tendances de leur taux de criminalité mais également une hausse de leur taux d'appels d'urgence relatifs à la drogue et ceux du *Seventh Ward* et de *St Roch* ont connu une hausse de l'ensemble de leurs taux. Les deux quartiers de *Central City* et de *Leonidas* ont en revanche connu une baisse de l'ensemble de leur taux à l'exception de leur taux d'appels d'urgence tous types d'appels confondus. Les quartiers qui se sont gentrifiés et qui ont connu une baisse de leur pauvreté ont, en revanche, connu une baisse générale de leurs taux de criminalité et d'appels d'urgence (*Algiers Point, Audubon, CBD, Lower Garden District, Marigny*).

➤ Facteurs de réduction de la vulnérabilité des quartiers en revitalisation

La baisse de la vulnérabilité des quartiers en gentrification et en revitalisation est à rattacher aux théories de la criminologie environnementale et plus précisément celle de l'efficacité collective. L'arrivée de populations à plus hauts revenus ayant généralement un seuil de tolérance aux désordres et à la criminalité plus bas que les populations d'origine, a pu contribuer à renforcer la surveillance en raison d'une plus forte implication des habitants dans le contrôle de leur quartier. Par ailleurs, certains de ces quartiers ont connu une augmentation de leur population (*Algiers Point, Audubon, CBD, Lower Garden District*), ce qui a pu renforcer la surveillance naturelle. Le retour progressif des populations au cours des années *post Katrina* et la mise en place de mécanismes de surveillance du territoire qui a pu mettre un certain temps à s'établir, contribuent probablement à expliquer les variations de la criminalité au cours des années 2006 et 2010. Les quartiers caractérisés par des évolutions criminelles et sociales contrastées (paupérisation/gentrification) ont pu connaître un renforcement de leur vulnérabilité aux cambriolages en raison de la multiplication de cibles attractives (gentrification) et une réduction de leur vulnérabilité aux crimes violents en raison du renforcement des mécanismes de surveillance associé à l'arrivée de populations davantage impliquées dans le contrôle de leur territoire (cf. 10.3).

¹⁰ Notamment les quartiers caractérisés par une gentrification de leurs marges au Sud et une paupérisation de leur centre et/ou des secteurs localisés au Nord (cf. *Bywater, Central City, Leonidas, Lower 9th Ward, Seventh Ward, St Claude, St Roch*) ou, une gentrification au Nord et une paupérisation au Sud, comme pour le quartier de *Mid-City*.

10.2.1.3. La catastrophe Katrina, un amplificateur d'inégalités territoriales agissant sur la criminalité

L'analyse de la criminalité permet d'envisager la catastrophe comme un événement destructeur à court terme mais pouvant s'accompagner de nombreuses retombées positives à long terme. En effet, Katrina a entraîné une baisse de 41.4% de la criminalité contre les personnes et de 36.1% de la criminalité contre les biens à l'échelle de la ville. Les taux de cambriolages ont toutefois augmenté de 4%, augmentation qui s'observe principalement dans les quartiers qui ont été inondés et qui ont subi d'importants dégâts. Si la catastrophe Katrina a constitué une opportunité de développement pour certains territoires, notamment ceux du centre-ville qui n'ont pas été inondés, elle a également affaibli un grand nombre de quartiers déjà entravés dans leur développement par les effets de la crise urbaine (cf. chapitre 4). La catastrophe a donc constitué un catalyseur de dynamiques urbaines en contribuant à aggraver les inégalités territoriales en matière de développement, tendances qui transparaissent à la lecture de l'évolution de la criminalité puisque celle-ci a baissé de manière notable dans les secteurs devenus plus attractifs et s'est renforcée à l'échelle de la plupart des territoires qui se sont paupérisés. La figure ci-dessous met en évidence le lien entre les mutations sociales des quartiers et l'évolution des taux de criminalité (agressions violentes, cambriolages). D'une part, on remarque une baisse des taux de criminalité dans les quartiers proches du fleuve qui n'ont pas ou partiellement été inondés et qui se caractérisent par une revitalisation et/ou gentrification (bleu clair et foncé). D'autre part, on note une évolution contrastée de la criminalité à l'échelle des quartiers caractérisés par un développement « mixte » (paupérisation et gentrification, en jaune) à l'exception du quartier de *Whitney*. Enfin, l'évolution de la criminalité dans les quartiers qui se sont paupérisés (en rouge) varie d'un quartier à l'autre puisque les deux quartiers de *Hollygrove* et de *Lake Terrace & Oaks* ont connu une baisse de leur taux d'agressions et de cambriolages alors que les quartiers de *Gentilly Terrace*, de *Little Woods* et de *Read Blvd West* ont connu des hausses notables et les quartiers de *Holy Cross* et de *Read Blvd East* ont connu une baisse de leur taux d'agressions violentes et une hausse de leurs taux de cambriolages.

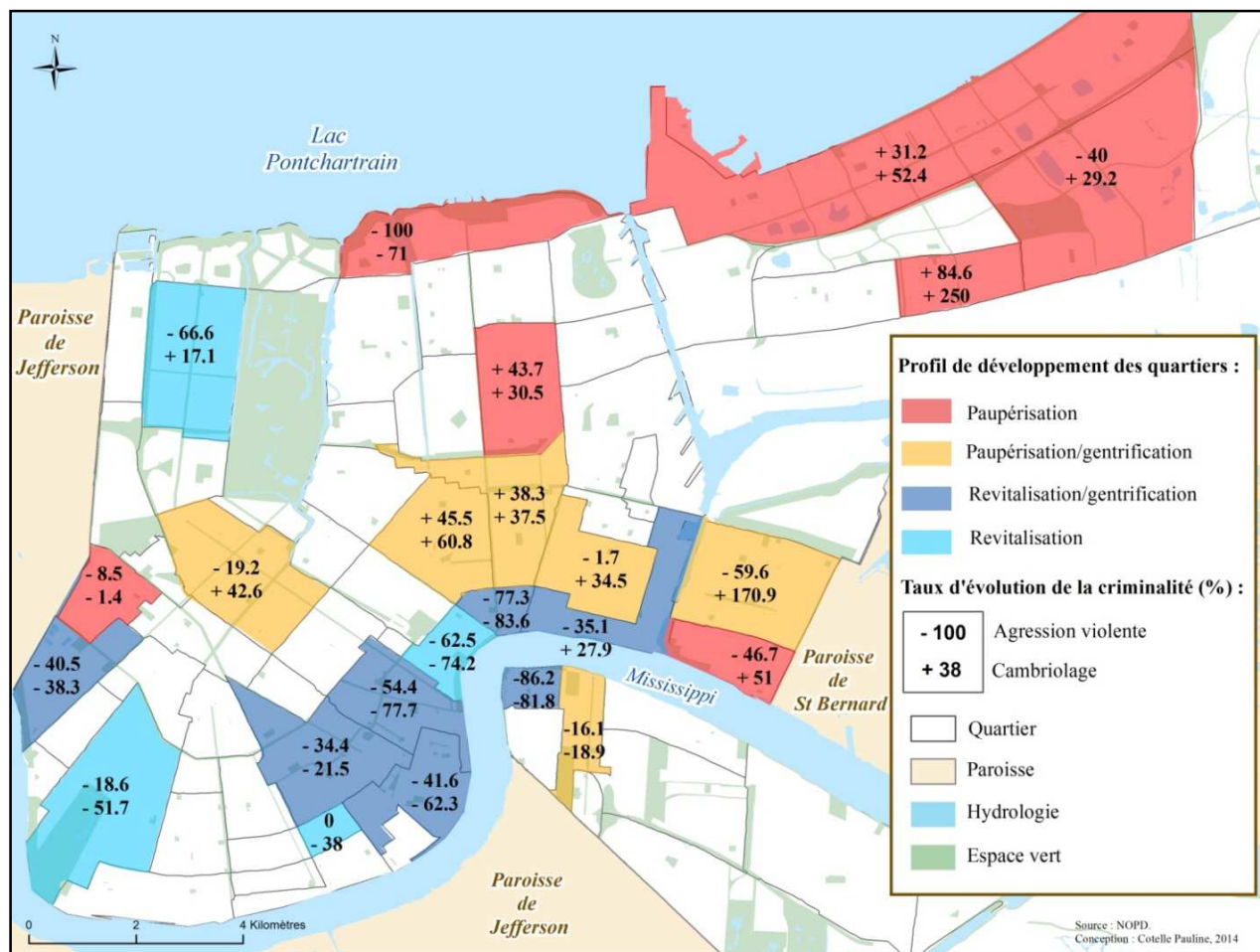


Figure 192 : Mise en lien des évolutions sociales des quartiers et de l'évolution des taux de criminalité.

Si les évolutions des caractéristiques sociales des territoires ont eu des impacts sur la spatialisation de la criminalité et des désordres, d'autres facteurs sont à prendre en compte puisque le lien entre l'évolution du profil des quartiers et l'évolution de la criminalité, mis en évidence dans cette sous partie, ne se vérifie pas toujours (cf. *Lake Terrace & Oaks, Lakeview*). Ainsi, nous allons voir que l'évolution des caractéristiques environnementales des territoires entretient un lien fort avec l'évolution (spatiotemporelle) de la criminalité.

10.2.2. Une évolution des caractéristiques environnementales des territoires qui conditionne leur vulnérabilité à la criminalité

Si l'augmentation du nombre de logements vacants constitue *a priori* un facteur de vulnérabilité en raison de la baisse de la surveillance qu'elle entraîne, celle-ci ne s'est pas nécessairement accompagnée d'une augmentation des taux de criminalité des quartiers. Toutefois, la forte concentration de logements vacants

délabrés dénotant d'une faible capacité des territoires à se remettre de la catastrophe, s'accompagne de taux d'évolution positifs de la criminalité. La dégradation de l'environnement urbain constitue ainsi un facteur prépondérant de vulnérabilité au crime et aux activités criminelles des territoires.

10.2.2.1. Impacts de l'évolution des caractéristiques d'occupation du logement sur la criminalité

La cartographie des taux d'évolution du nombre de logements vacants par quartier permet d'établir une première corrélation spatiale entre l'évolution des caractéristiques d'occupation du logement et la criminalité (figure 193).

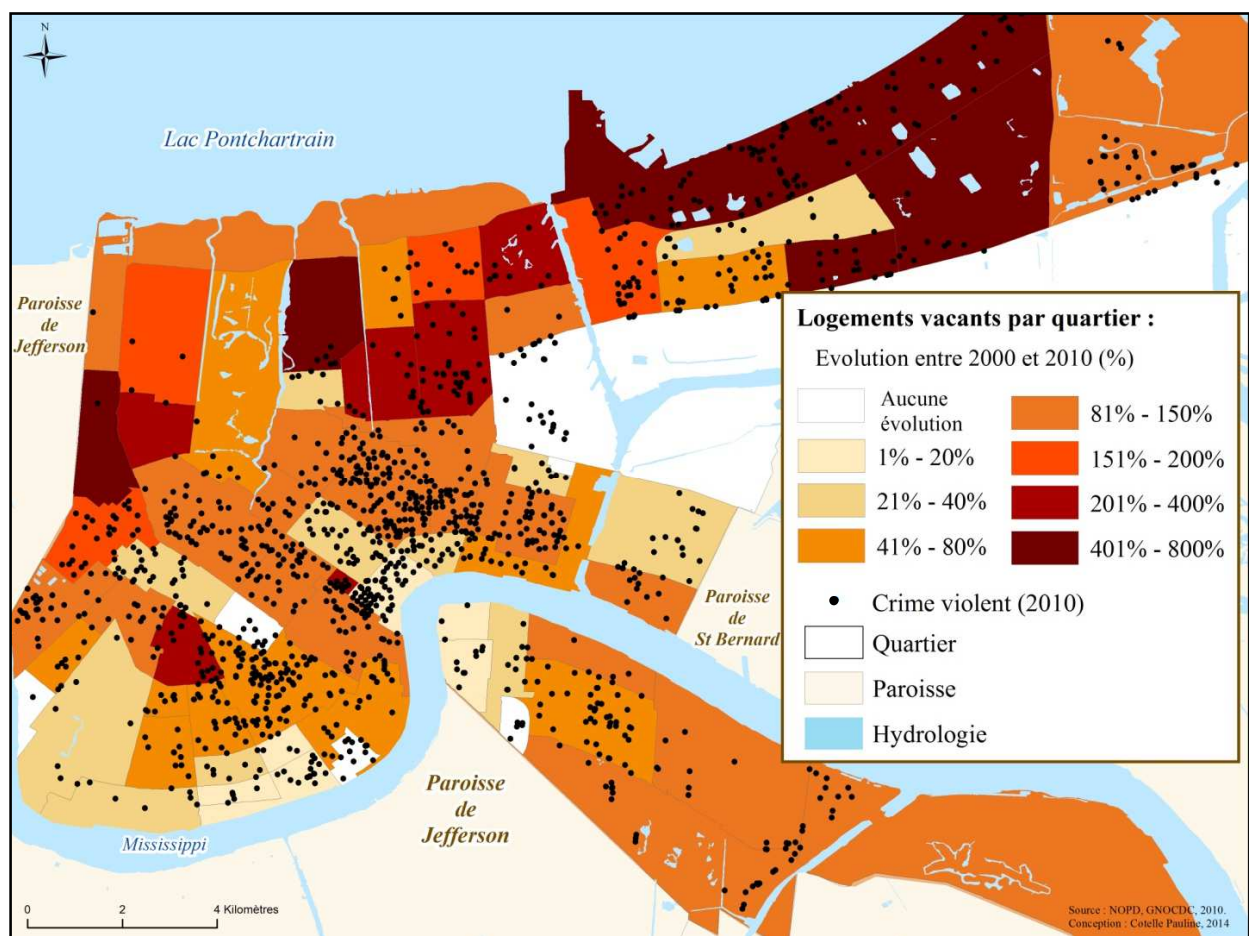


Figure 193 : Evolution du nombre de logements vacants par quartier et répartition de la criminalité violente en 2010.

Si certains quartiers ayant connu une forte hausse de leur nombre de logements vacants entre 2000 et 2010, concentrent un volume de criminalité violente élevé (*Little Woods, Mid-City, Seventh Ward, St Roch, St Claude, Central City, Hollygrove*), d'autres, en revanche, concentrent un nombre réduit de crimes violents (*Lakeview, Read Blvd East, Lake Terrace & Oaks*). A l'opposé, certains quartiers caractérisés

par une augmentation plus faible de leur nombre de logements vacants concentrent une criminalité violente relativement élevée, notamment les quartiers du *French Quarter* et du *Marigny*. La concentration d'activités, notamment celles liées au tourisme, dans le quartier du *French Quarter*, explique en grande partie le volume élevé de crimes violents. D'autre part, ce quartier, tout comme celui du *Marigny* se localise à proximité des secteurs défavorisés où se concentrent les activités criminelles, ce qui facilite les déplacements des criminels vers ces secteurs générateurs d'opportunités (cf. 12.3).

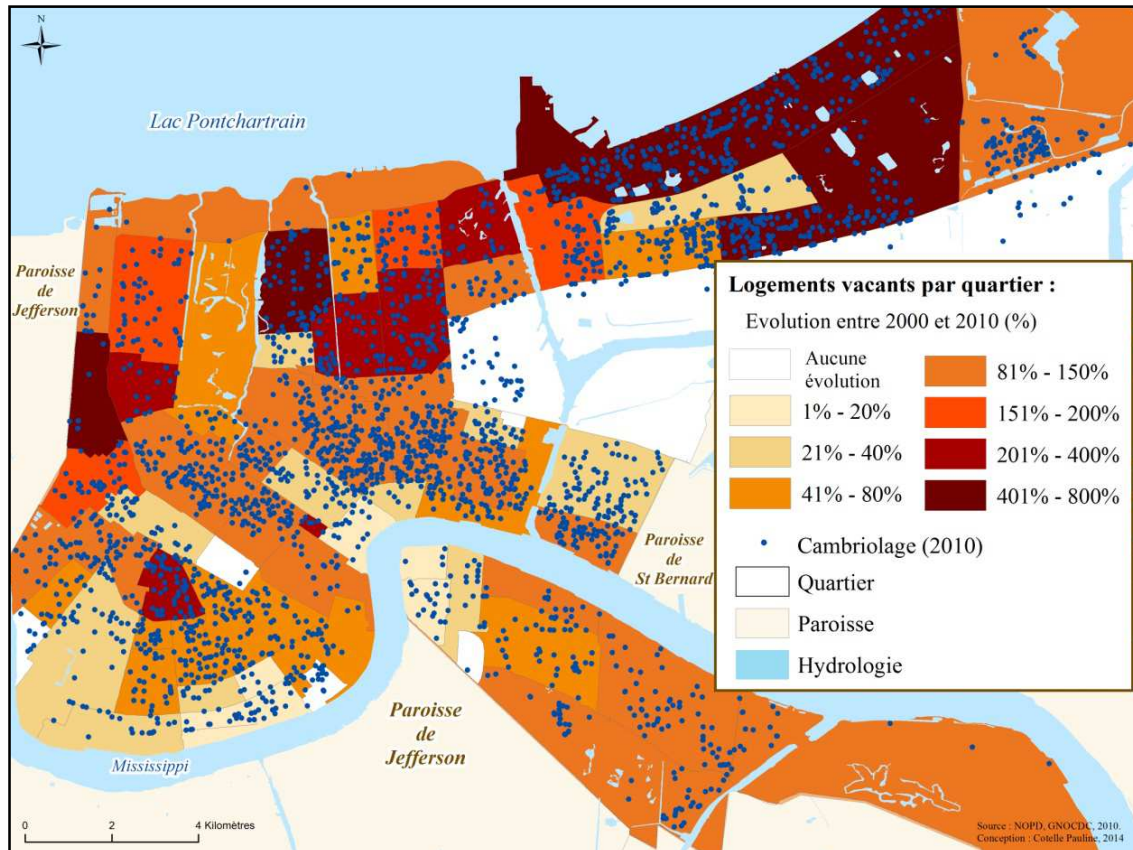


Figure 194 : Evolution du nombre de logements vacants par quartier et répartition des cambriolages en 2010.

La cartographie de l'évolution du nombre de logements vacants et des cambriolages survenus en 2010 semble plus pertinente que celle de la criminalité violente pour analyser la corrélation spatiale entre l'évolution des caractéristiques d'occupation du logement après Katrina et la vulnérabilité des territoires à la criminalité. En effet, les quartiers qui affichent des taux d'évolution élevés de leur nombre de logements vacants concentrent, de manière générale, un volume élevé de cambriolages (*Lakeview, Gentilly Terrace, Little Woods, Holy Cross*). Cependant, certains quartiers qui ont connu une forte hausse de leur logements vacants concentrent relativement peu de cambriolages (*Lakeshore/Lake Vista, Lakewood, Lake Terrace & Oaks, CBD*).

10.2.2.2. Un lien parfois contradictoire entre l'évolution des logements vacants et la criminalité

Le tableau 44 hiérarchise les quartiers selon leur taux d'évolution de logements vacants et les distingue (bleu/rouge) selon que ceux-ci aient connu une hausse supérieure ou inférieure à celle de la ville (100.8%). Le lien entre l'évolution des caractéristiques d'occupation des logements et celle des taux de criminalité se confirme pour de nombreux quartiers qui ont connu une hausse de leurs taux de criminalité et un très fort taux d'évolution positif de leur logements vacants (*Gentilly Terrace, Little Woods, Read Blvd West, Seventh Ward*). Toutefois, ce lien ne se vérifie pas pour les quartiers qui ont connu une baisse de leurs taux de criminalité et une forte hausse du nombre de logements vacants (*CBD Leonidas, Lake Terrace & Oaks, Hollygrove*). Par ailleurs, certains quartiers qui ont connu une augmentation positive relativement faible de leurs logements vacants ont connu une forte hausse de leur taux de criminalité (*St Roch*) ou seulement de leur taux de cambriolages (*Lower 9th Ward, Bywater*).

Quartiers	Taux d'évolution des taux d'agressions violentes (%)	Taux d'évolution des taux de cambriolages (%)	Taux d'évolution des logements vacants (%)
Algiers point	-86.2	-81.8	8
Garden District	0	-38	9
French Quarter	-62.5	-74.2	14
Marigny	-77.3	-83.6	23
Lower 9th Ward	- 59.6	+ 170.9	25
Audubon	-18.6	-51.7	30
Whitney	- 16.1	- 18.9	40
Lower Garden District	-41.6	-62.3	45
Central City	-34.4	-21.5	57
Bywater	-35.1	+27.9	59
St Roch	+ 38.3	+ 37.5	82
Holy Cross	- 46.7	+ 51	103
Mid-City	- 19.2	+ 42.6	103
CBD	-54.4	-77.7	107
Seventh Ward	+ 45.5	+ 60.8	110
Leonidas	-40.5	-38.3	111
Lake Terrace & Oaks	- 100	- 71	113
St Claude	- 1.7	+ 34.5	122
Lakeview	-66.6	+17.1	159
Hollygrove	- 8.5	- 1.4	165
Gentilly Terrace	+ 43.7	+ 30.5	203
Little Woods	+ 31.2	+ 52.4	459
Read Blvd East	- 40	+ 29.2	473
Read Blvd West	+ 84.6	+ 250	505
Ville	- 12.9	+ 4	100.8

Tableau 44 : Classification des quartiers par ordre de grandeur des pourcentages d'évolution du nombre de logements vacants et évolution des taux de criminalité entre 2000 et 2010.

Si le lien entre l'évolution des taux de logements vacants des quartiers et leurs taux de criminalité semble être confirmé pour certains quartiers, il nécessite toutefois d'être fortement nuancé en raison de la nature de l'évolution des taux de logements vacants par quartiers. Il convient en effet d'être prudent dans la mesure où les taux de logements vacants ne recouvrent pas les mêmes réalités (quartiers attractifs *versus*

délaissés). En effet, l'augmentation de la part de logements vacants entre 2000 et 2010 à l'échelle des quartiers du centre-ville qui se sont revitalisés, reflète l'explosion des prix du logement après Katrina qui a principalement affecté ces quartiers en raison du renforcement de leur attractivité. En revanche, l'augmentation du nombre de logements vacants dans les quartiers pauvres constitue la conséquence des inondations qui ont entraîné l'endommagement de l'ensemble de l'environnement bâti. Paradoxalement, l'augmentation des taux de logements vacants a pu être plus prononcée dans les secteurs qui n'ont pas ou peu été inondés puisque ceux-ci se caractérisaient avant Katrina par des taux de logements vacants faibles, alors que les quartiers défavorisés subissant les effets délétères de la crise urbaine, concentraient déjà des taux de logements vacants élevés avant la catastrophe (*Central City, Seventh Ward, St Claude, St Roch*). Dans ces quartiers, les logements vacants correspondent le plus souvent à des structures vacantes délabrées (*blight*) qui se distinguent visuellement des logements vacants des quartiers non inondés. L'analyse de l'évolution des taux de criminalité montre en effet que certains quartiers en revitalisation tel que le *CDB* ont connu une baisse générale de leur criminalité alors même que les taux de logements vacants ont augmenté de manière notable (+ 107%).

10.2.2.3. Une criminalité et des désordres élevés dans les secteurs concentrant de nombreux logements vacants délabrés

Pour les raisons évoquées précédemment, il convient d'affiner l'analyse au lien entre la criminalité et les caractéristiques d'occupation du logement en sélectionnant seulement les logements vacants délabrés (*blight*). En effet, ceux-ci constituent un bon indicateur du niveau de reconstruction des quartiers puisqu'ils se concentrent principalement dans les secteurs de la ville défavorisés et peu résilients qui peinent à se rétablir des effets délétères de la catastrophe. La cartographie des données relatives aux logements vacants délabrés (2010) permet de les relier aux évolutions des taux de criminalité des quartiers (figure 195). De manière générale, les quartiers qui concentrent un nombre élevé de logements vacants à l'état d'abandon se caractérisent par des taux d'évolution positifs de criminalité et *vice versa*. Néanmoins, certains quartiers tels que *Central City, Lakeview, Leonidas* et *Hollygrove* constituent des contre-exemples. Le quartier de *Lakeview* a en effet connu une hausse prononcée de ses taux de cambriolages et ne concentre quasiment aucun logement vacant dégradé alors que ceux de *Central City, Hollygrove* et *Leonidas* ont connu une baisse de leur taux de criminalité mais concentrent pourtant un volume très élevé de logements vacants à l'abandon.

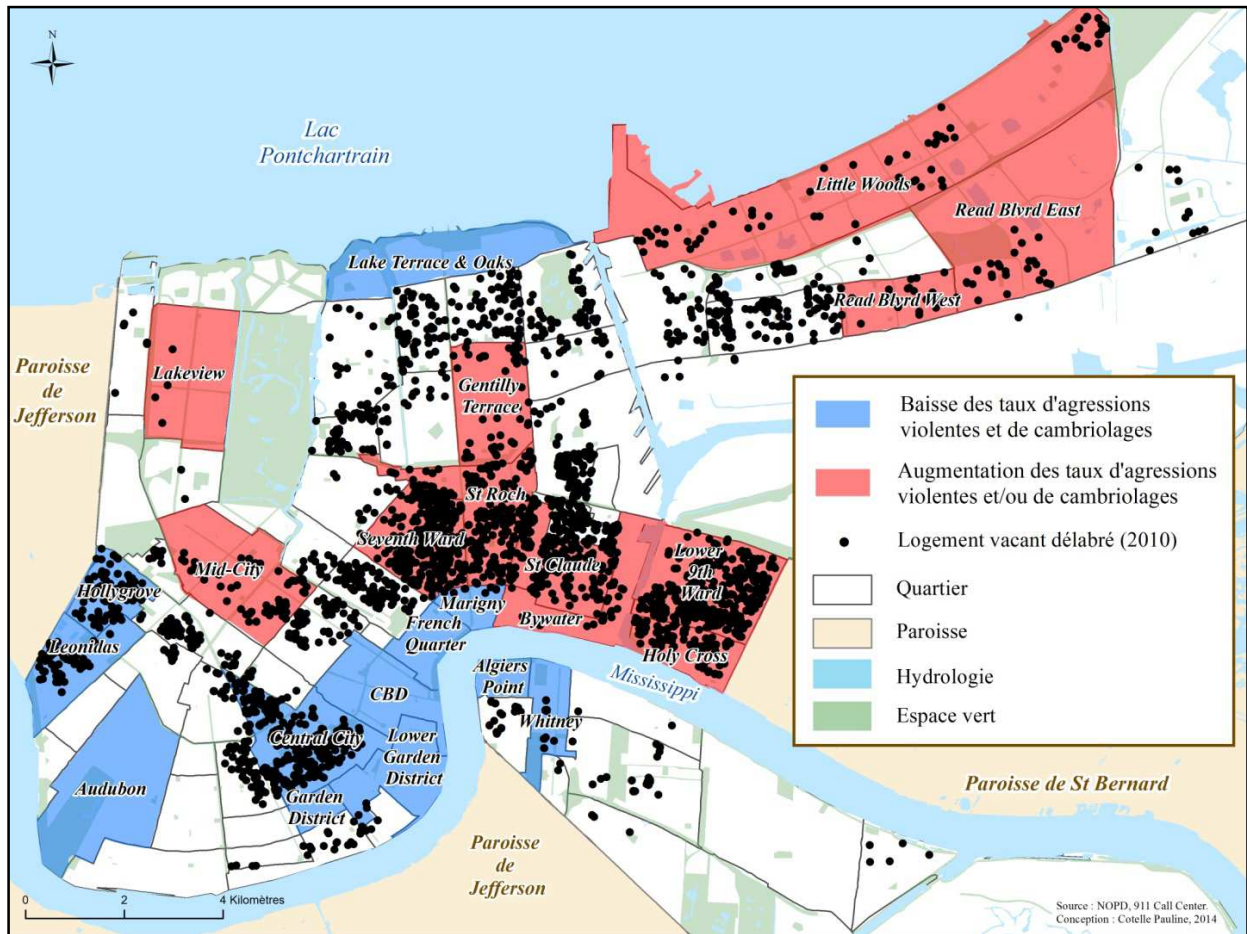


Figure 195 : Des taux d'évolution positifs de la criminalité dans les secteurs de forte concentration de logements vacants délabrés.

Si les quartiers concentrant de nombreux logements vacants se caractérisent généralement par une augmentation de leur taux de criminalité, il est curieux de constater que le quartier de *Hollygrove* (dans une moindre mesure ceux de *Leonidas* et de *Central City*) qui a subi une forte destruction de son environnement urbain et qui concentre de très nombreux logements vacants à l'abandon en 2010, se caractérise par une baisse de ses taux de criminalité et d'appels d'urgence relatif à la drogue en 2010 comparativement à 2000. Ceci est d'autant plus surprenant que ce quartier se caractérisait avant Katrina par des taux de logement vacants relativement bas (10.9%) au regard de quartiers tel que *Central City* (21.2%), qui a également connu une baisse de ses taux d'agressions violentes (-34.4%) et de cambriolages (-21.5%). D'autres facteurs explicatifs devront donc être pris en compte pour rendre compte de ces tendances contre-intuitives de la criminalité à l'échelle de ces quartiers concentrant un nombre très élevés de logements vacants délabrés (cf. 10.3).

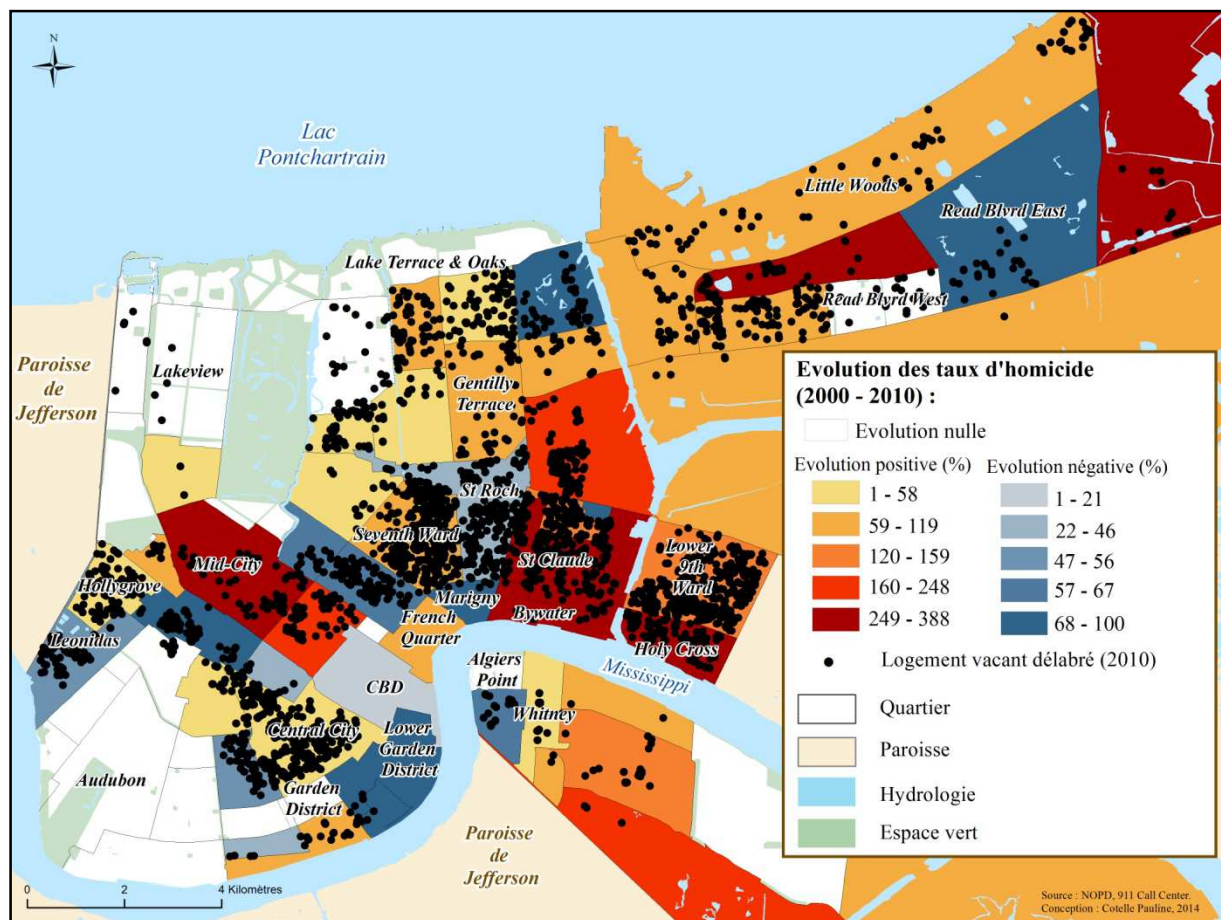


Figure 196 : Des taux d'évolution des homicides et concentration de logements vacants délabrés.

La cartographie de l'évolution des taux d'homicides permet d'apporter certains éléments d'explication des tendances contradictoires évoquées ci-dessus. En effet, les deux quartiers de *Central City* et de *Hollygrove* qui concentrent un nombre élevé de logements vacants délabrés et qui ont connu une baisse de leurs taux de criminalité (agressions violentes, cambriolages), ont toutefois connu une hausse de leur taux d'homicides. Au vu de ces constats, il est probable que ces quartiers aient connu après Katrina une baisse de leurs taux de reports des agressions violentes et des cambriolages, ce qui expliquerait les évolutions négatives de ces taux de criminalité.

La cartographie des logements vacants délabrés et de l'évolution des taux d'appels d'urgence relatifs à la drogue indique un lien partiellement vérifiable entre ces deux variables (figure 197). En effet, si certains quartiers ayant connu une hausse de leur taux d'appels d'urgence concentrent de très nombreux logements vacants délabrés (*Seventh Ward, St Roch, St Claude, Holy Cross, Mid-City, Gentilly Terrace, Read Blvd East, Read Blvd West*) et que ceux ayant connu une forte baisse ne concentrent aucun logement vacant à l'abandon (*French Quarter, CBD, Audubon, Garden District, Lake Terrace & Oaks*), cette corrélation spatiale ne se vérifie pas pour de nombreux quartiers (*Hollygrove, Leonidas, Lakeview, Central City,*

Lower 9th Ward, Little Woods).

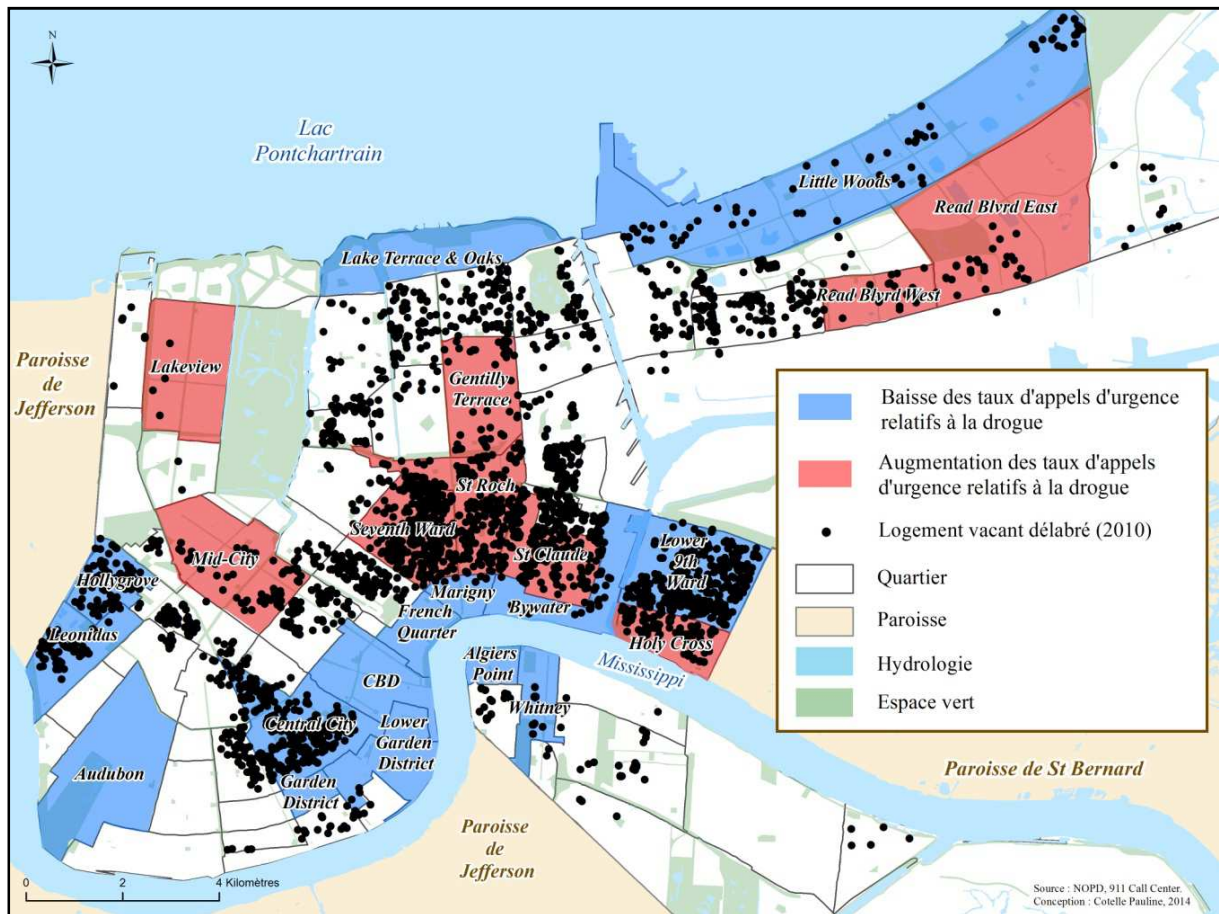


Figure 197 : Un lien partiellement vérifié entre l'évolution des taux des appels d'urgence relatifs à la drogue et la concentration de logements vacants délabrés.

La forte corrélation spatiale à l'échelle de la ville entre le *blight* et la criminalité, notamment les activités criminelles analysées par le biais des appels d'urgence relatifs à la drogue, s'observe également à l'échelle infra-quartier puisque la dégradation de l'environnement urbain symbolisée par la multiplication de structures vacantes délabrées (*blight*) constitue un facteur central de vulnérabilité des territoires au crime et aux désordres.

10.2.3. Une transformation des paysages urbains en reconstruction qui accroît la vulnérabilité des territoires

Conformément aux théories de la criminologie environnementale, les quartiers ayant subi une dégradation de leur environnement bâti consécutive aux impacts physiques de la catastrophe, se caractérisent par une vulnérabilité exacerbée à la criminalité en raison de la multiplication des opportunités criminelles liées à la

présence de structures vacantes agissant comme de véritables « aimants » pour les activités criminelles. Par ailleurs, la dédensification urbaine des quartiers en reconstruction a favorisé leur vulnérabilité au crime en raison de la baisse de la surveillance naturelle favorisant le passage à l'acte.

10.2.3.1. Une dégradation de l'environnement urbain propice au développement des activités criminelles

La plupart des territoires qui ont été impactés physiquement par la catastrophe ont connu une véritable prolifération de logements vacants en état d'abandon et conséquemment une forte dégradation de leurs paysages urbains (figure 198). Les caractéristiques de l'environnement urbain sont connues pour avoir de nombreux effets sur divers phénomènes sociaux tels que la santé publique ou encore la criminalité, mais très peu de recherches ont cependant investi le lien entre les paysages urbains et le crime à une échelle fine dans le contexte de la reconstruction *post* catastrophe (Curtis, 2011). Certains criminologues et sociologues ont pourtant souligné l'impact de l'environnement urbain sur le crime à travers ses effets sur l'efficacité collective des territoires (Sampson et al. 1997). La criminologie environnementale qui établit un lien plus ou moins direct entre les caractéristiques physiques des territoires et leur vulnérabilité au crime (cf. chapitre 1) constitue le cadre de référence théorique sur lequel repose l'analyse micro-locale du lien entre l'environnement urbain *post* catastrophe et la criminalité. La théorie de la vitre cassée développée par Wilson et Kelling (1989) permet par ailleurs d'illustrer le lien entre la présence de « désordres » et le développement des activités criminelles. D'après cette théorie, les désordres tels que le *blight*, constituent un indicateur des carences du contrôle social (territorial) et de la faible implication des résidents dans la vie de leur quartier, notamment dans la lutte contre les désordres. Les désordres ne reflètent pas seulement la « désorganisation sociale » du quartier mais ils agissent également sur la criminalité en créant un environnement propice à son développement. Les logements inoccupés en état de délabrement (figure 198) constituent en effet une « infrastructure » idéale pour les activités criminelles, notamment le trafic de drogue¹¹, et favorisent les décharges sauvages, qui se sont multipliées après Katrina dans les quartiers dévastés (figure 198). Les logements vacants abandonnés qui s'accompagnent généralement de désordres visuels tels que l'abondance de la végétation, de la destruction des vitres et portes d'entrée ou encore de tags marquant la présence de gangs (figure 198), informent les individus enclins au crime que le territoire est désinvesti par ses habitants et donc qu'il est ouvert aux activités criminelles (drogue, prostitution, recèle, etc.). Notre travail de terrain réalisé dans les quartiers parmi les plus dévastés par les inondations (*Lower 9th Ward, Holy Cross, Seventh Ward, St Roch, St Claude, Nord de Central City, etc.*) a révélé que ces secteurs sont devenus des lieux de dépôt illégal systématique de

¹¹ Les maisons vacantes en état d'abandon sont utilisées par les trafiquants de drogue pour stocker leur marchandise et leurs armes afin de minimiser le risque de se faire appréhender par les forces de l'ordre en leur possession. Elles sont également utilisées pour produire certaines drogues telle que la méthamphétamine, ce qui engendre régulièrement des incendies liés à sa production. Les structures vacantes sont également « squattées » par les consommateurs de drogue.

déchets en tout genre, y compris de voitures volées, fréquemment abandonnées après avoir été utilisées pour commettre un crime.

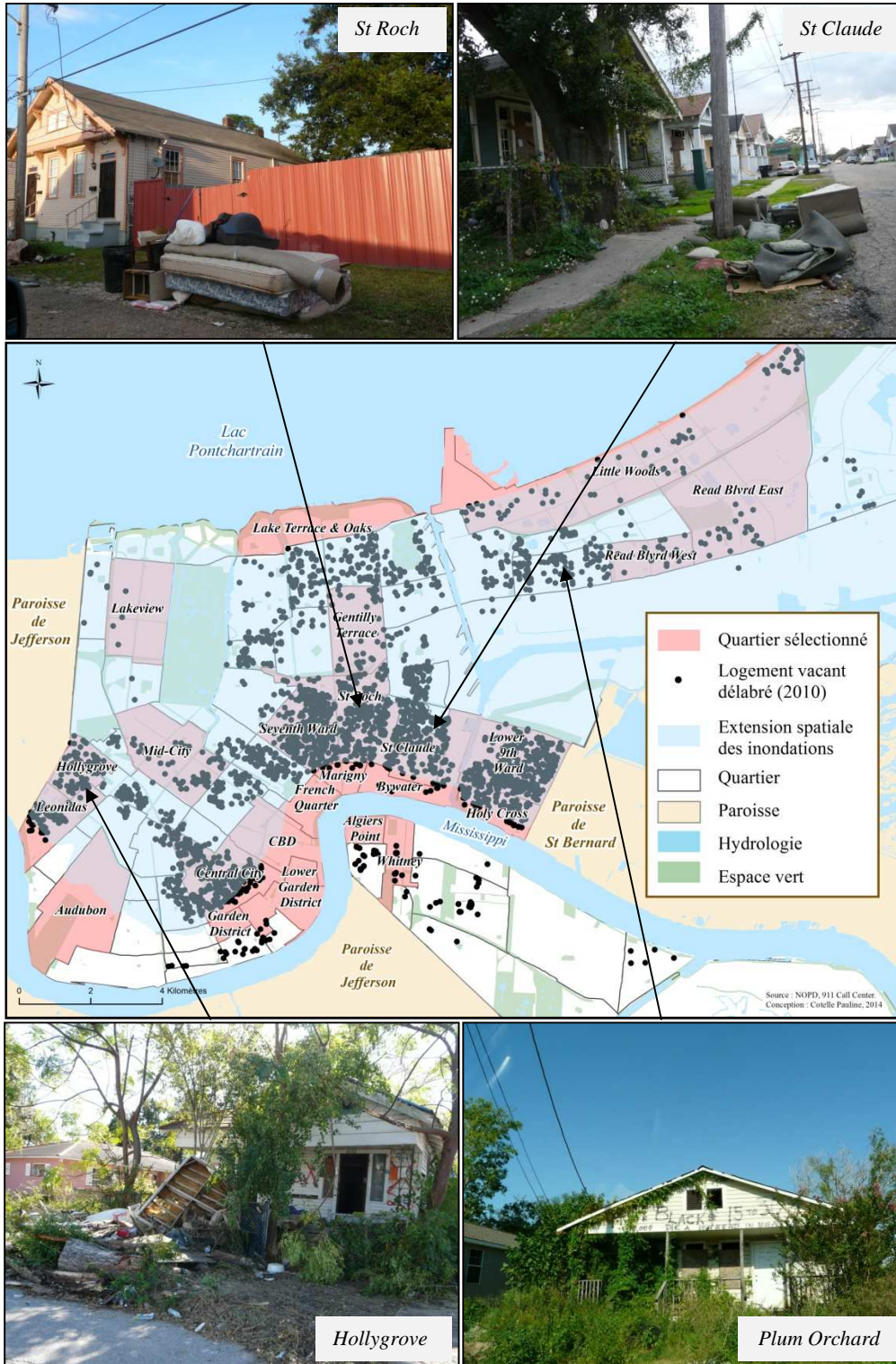


Figure 198 : Une dégradation des paysages urbains matérialisée par la présence de logements vacants à l'état d'abandon dans les quartiers dévastés peu résilients, qui favorise les activités criminelles (clichés de l'auteur, 2011).

Dans les territoires défavorisés qui ont connu une augmentation notable du nombre de logements vacants délabrés, leur persistance dans le temps constitue un indicateur du faible niveau d'implication des habitants dans la reconstruction de leur quartier et dans la lutte contre les nuisances urbaines¹² et a ainsi fortement contribué à renforcer l'attractivité de ces territoires pour les activités criminelles (cf. *Broken Window*). Les secteurs qui concentrent un nombre élevé de logements à l'abandon, se caractérisent également par des taux élevés de pauvreté, de familles monoparentales ou encore de locataires. Ainsi, ce « mélange toxique »¹³ explique largement la prolifération des activités criminelles, notamment du trafic de drogue, dans ces territoires « socialement désorganisés » qui se caractérisent par de faibles mécanismes de contrôle du territoire par les habitants. Cette combinaison de facteurs sociaux et environnementaux qui rend ces territoires très vulnérables à la criminalité et aux désordres constitue dès lors une entrave à leur reconstruction (cf. 12.3.1). La catastrophe Katrina a ainsi constitué un catalyseur du processus de déclin de ces territoires « enclaves » puisqu'elle a largement contribué à amplifier leur désorganisation sociale.

10.2.3.2. Analyse du lien entre la criminalité et la dégradation des paysages urbains à l'échelle infra-quartier entravée par la disponibilité des données

Le lien entre les caractéristiques des paysages urbains des territoires en reconstruction, investi à l'échelle micro-locale, n'est pas traité dans la littérature¹⁴. Seule l'analyse de Curtis (2011) menée à l'échelle du quartier de *Holy Cross* considère ce lien par le recours à des données géo-localisées obtenues par l'enregistrement vidéo des paysages urbains de plusieurs segments de rues à différentes échelles de temps (2007 et 2009). L'étude révèle que les lieux de survenue des crimes ont davantage tendance à se concentrer dans les secteurs les plus dépeuplés du quartier et à être entourés de structures vacantes à l'abandon. La lecture régulière des journaux locaux de la Nouvelle-Orléans, a amplement confirmé le rôle du *blight* sur la criminalité en raison de l'association récurrente entre la présence de structures vacantes à l'état d'abandon et l'occurrence d'événements particulièrement sordides tels que les viols en réunion, l'abandon de corps ou encore les séquestrations. Par ailleurs, l'alternance de structures vacantes délabrées et de logements occupés constitue, d'un point de vue théorique, un facteur de vulnérabilité en raison de la présence dans un même secteur de cibles (agressions, vols de véhicules, cambriolages) et de structures vacantes permettant le développement des activités criminelles, notamment le trafic de drogue. De plus, la faible surveillance liée au « relâchement » des liens sociaux induits par la baisse du nombre de résidents consécutive à la destruction de l'environnement bâti, favorise le passage à l'acte en raison de la faible

¹² Nous rappelons que la persistance du *blight* peut également avoir été favorisée par les lois préservationnistes (cf. chapitre 6).

¹³ L'expression de « *toxic mix* » est mobilisée par Curtis (2011) et traduit bien le phénomène d'accumulation dans l'espace de désavantages sociaux et environnementaux qui rend certains territoires attractifs pour les activités criminelles.

¹⁴ "There have been virtually no fine-scale spatial analyses of patterns linking crime to the post disaster landscape" (Curtis, 2011, p. 483).

probabilité pour les malfaiteurs d'être dénoncés. Ainsi, l'alternance de logements occupés et vacants à l'échelle d'un pâté de maisons ou d'un segment de rue, constitue un prédicateur de vulnérabilité au crime en raison de combinaison de la baisse de la surveillance (baisse de la population), de la présence d'enjeux (individus et propriétés) et de structures favorables aux activités criminelles (*blight*).

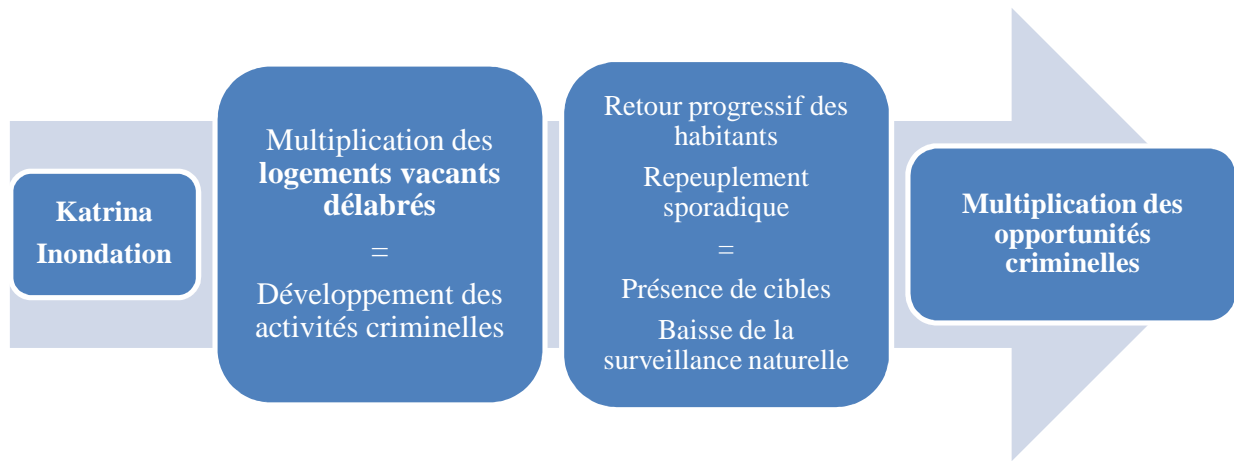


Figure 199 : Vulnérabilité accrue à la criminalité des territoires caractérisés par une alternance de logements vacants délabrés et une repopulation éparse (réalisation propre).

Si Curtis souligne dans son étude l'importance du recours à une échelle fine pour investir le lien entre la criminalité et les caractéristiques de l'environnement urbain *post* catastrophe (échelle micro-locale), l'analyse soulève également les limites et contraintes inhérentes à ce travail en raison de la difficulté de l'accès aux données dans un contexte de changements rapides des paysages urbains en reconstruction. En effet, les changements rapides des caractéristiques de l'environnement urbain des territoires en reconstruction soulèvent la question de l'évolution spatiotemporelle de leur vulnérabilité aux crimes et aux désordres. Il nous a pour ces raisons été difficile d'établir un lien clair entre la présence de logements inoccupés et délabrés et la criminalité à l'échelle infra-quartier, en raison de l'absence de données relatives au *blight* à différentes temporalités *post* Katrina¹⁵. En effet, il aurait idéalement fallu disposer de telles données pour les années 2006, 2007, 2008 et 2009 afin de pouvoir comparer leurs évolutions spatiotemporelles à celles de la criminalité. Ce travail aurait ainsi permis de voir si la criminalité se concentrait à chaque période de temps dans les secteurs caractérisés par une permanence de logements abandonnés. Malgré ces limites, l'analyse cartographique, indique que les secteurs qui concentrent de nombreuses structures vacantes délabrées sont également fortement affectés par la criminalité, ce qui est appuyé par l'abondance d'articles de journaux mentionnant le lien entre la présence de logements abandonnés et la criminalité ainsi que par les discours des habitants et des policiers faisant fréquemment référence au *blight* comme un facteur facilitant la criminalité et les trafics de drogue (cf. 11.2).

¹⁵ Nous avons en effet pu obtenir les données relatives au *blight* seulement pour l'année 2010 auprès de John Adams du centre de gestion des appels d'urgence au 911.

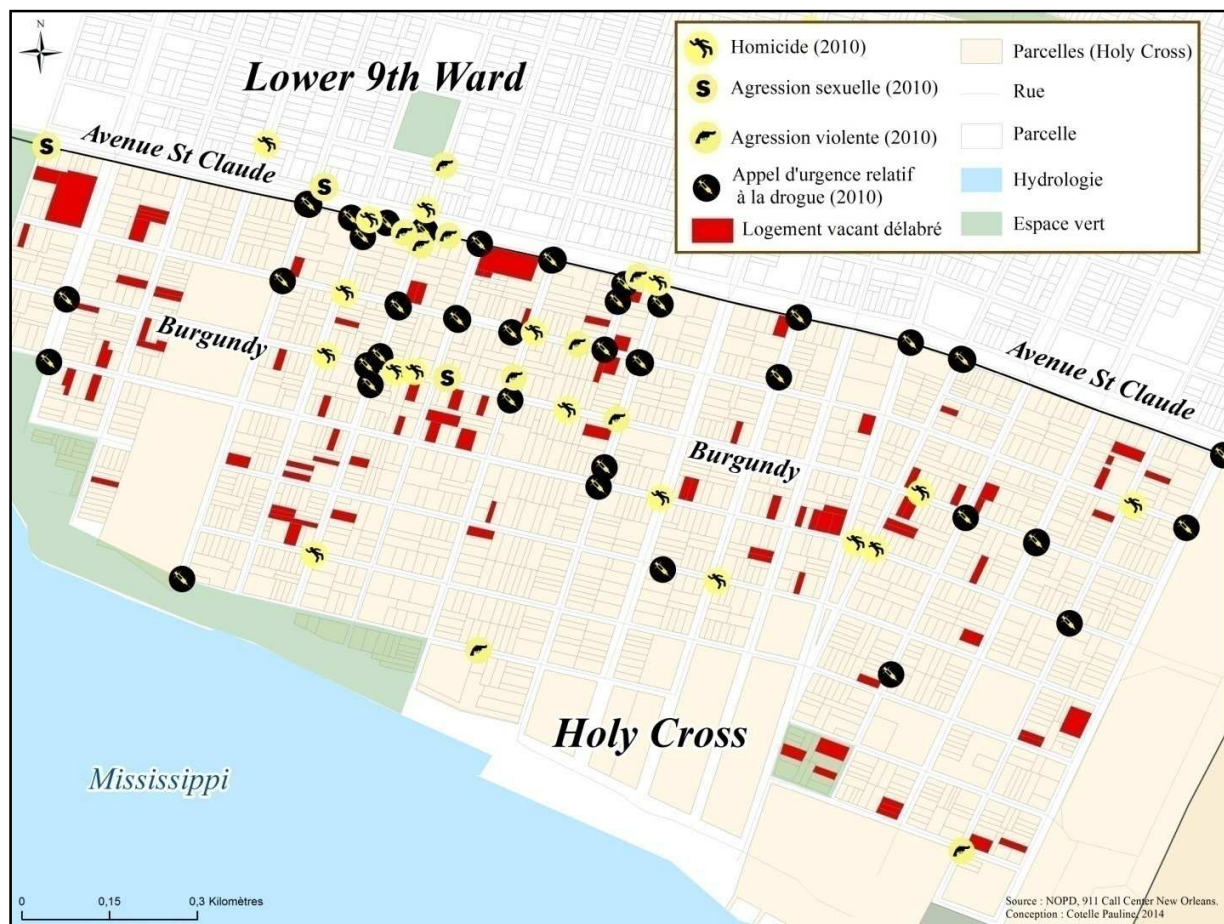


Figure 200 : Spatialisation de la violence et des logements vacants à l'état d'abandon dans le quartier de *Holy Cross* (2010).

A l'échelle du quartier de *Holy Cross*, on constate une forte concentration d'activités liées à la drogue et de faits criminels violents (fusillades, homicides) dans le secteur Nord, notamment le secteur Nord situé au centre du quartier qui concentre toujours en 2010 de nombreux logements vacants (rouge). La criminalité tend, en effet, à se concentrer dans la portion du quartier ayant subi de nombreux dégâts suite aux inondations de 2005 et qui se localise entre la rue *Burgundy* et l'avenue *St Claude* au Nord. Les missions de terrain répétitives menées à l'échelle de ce quartier et plus précisément sur la rue *Burgundy*, ont corroboré le lien entre la concentration de logements vacants abandonnés et la présence de dealers utilisant ces structures pour effectuer leurs trafics. Si ce lien se vérifie à l'échelle de la plupart des secteurs du quartier, les secteurs Sud-est et Sud-ouest qui concentrent un certain nombre de logements vacants délabrés ont néanmoins connu très peu de faits criminels violents en 2010. La répartition spatiale des faits criminels est en effet à relier à d'autres facteurs structurels tels que la présence de l'avenue centrale de *St Claude* qui borde le quartier au Nord et sur laquelle s'opèrent de nombreux trafics générant des règlements de comptes fréquents, notamment entre narcotrafiants. La présence d'établissements commercialisant de l'alcool sur cette avenue, constitue, par ailleurs, un prédateur des violences puisque

ceux-ci constituent des points de confluence des individus impliqués de près ou de loin dans le trafic de drogue¹⁶ et favorisent les règlements de compte en facilitant la rencontre entre ces individus. Les secteurs traversés par des axes majeurs de circulation, qui concentrent de nombreux logements vacants et établissements commercialisant de l'alcool, tels que la portion Nord du quartier de *Holy Cross*, constituent ainsi des lieux prédisposés à la survenue d'événements violents. La cartographie des événements criminels survenus en 2010 à l'échelle d'autres quartiers affectés par la prolifération de structures vacantes délabrées (*Central City, Seventh Ward, St Roch*), mène à des constats similaires à ceux établis ici pour le quartier de *Holy Cross* et permet d'associer avec certitude la présence de logements vacants abandonnés à la présence d'activités criminelles génératrices de violences¹⁷. La catastrophe Katrina a ainsi constitué un facteur d'aggravation de la vulnérabilité au crime des territoires caractérisés par une dégradation de leur environnement urbain.

10.2.3.3. Une multiplication des opportunités criminelles dans les secteurs dépeuplés en reconstruction

Si la destruction de l'environnement urbain dans de nombreux quartiers défavorisés peinant à se reconstruire s'est prolongée dans le temps par le maintien de structures vacantes délabrées, d'autres quartiers ayant subi des dommages similaires, ont connu une forte dédensification de leur tissu urbain se matérialisant par une alternance de logements occupés, de logements vacants entretenus et de parcelles vacantes (*Lakeview, Gentilly Terrace, Little Woods, Lower 9th Ward, Read Blvd East et Read Blvd West*). Ces quartiers caractérisés par une densité de population fortement réduite après Katrina, n'ont donc pas ou peu connu de dégradation prolongée dans le temps de leurs paysages urbains similaires à celle des quartiers précédemment analysés. La dédensification urbaine, passant soit par une destruction totale des constructions endommagées (parcelles vacantes) soit par leur rénovation ou reconstruction totale (logements occupés ou vacants « en état ») a résulté, nous l'avons vu, d'une implication des habitants (*Lakeview*) ou d'ONG (*Lower 9th Ward*) dans la prise en charge du *blight* (cf. chapitre 6).

L'analyse de l'évolution de la criminalité indique que ces quartiers se caractérisent tous par une hausse de leurs taux de cambriolages et, dans la plupart des cas, par une augmentation de leur taux de criminalité violente et d'appels d'urgence relatifs à la drogue (tableau 45). Conformément à la théorie des opportunités criminelles, la baisse de la surveillance induite par la dédensification de ces quartiers a constitué un facteur de vulnérabilité de ces quartiers aux cambriolages et, dans une moindre mesure, à la criminalité violente et aux activités criminelles, notamment au trafic de drogue. Si les habitants ont activement et efficacement pris en charge la reconstruction de leur quartier en luttant contre la présence

¹⁶ Cf. Kennedy et Brunschot (2009) qui associent la présence des établissements commercialisant de l'alcool à la criminalité violente (« gang related »).

¹⁷ Afin d'alléger le texte nous ne détaillons pas ici l'analyse réalisées à l'échelle des quartiers mentionnés.

des structures vacantes à l'abandon, la dédensification du tissu urbain a toutefois entraîné un affaiblissement des liens sociaux¹⁸ (cohésion sociale) et conséquemment du contrôle social, ce qui a contribué à favoriser le passage à l'acte des malfaiteurs, notamment des cambrioleurs.

Quartiers	Taux d'évolution des taux d'agressions violentes (%)	Taux d'évolution des taux de cambriolages (%)	Taux d'évolution des taux d'appels au 911 relatifs à la drogue (%)	Taux d'évolution des logements vacants (%)
Lower 9th Ward	- 59.6	+ 170.9	-14.1	25
Lakeview	-66.6	+17.1	+ 54.9	159
Gentilly Terrace	+ 43.7	+ 30.5	+ 238.5	203
Little Woods	+ 31.2	+ 52.4	- 3.4	459
Read Blvr East	- 40	+ 29.2	+ 20	473
Read Blvr West	+ 84.6	+ 250	+ 14.3	505
Ville	- 12.9	+ 4	- 20	100.8

Tableau 45 : Evolution des taux de criminalité et d'appels d'urgence relatifs à la drogue dans les quartiers caractérisés par une dédensification.

Le tableau ci-dessus présente l'évolution des taux de criminalité et d'appels d'urgence relatifs à la drogue pour les différents quartiers sélectionnés (10.1) qui ont connu une forte augmentation de leurs logements vacants mais dont les caractéristiques de l'environnement urbain se distinguent de celle des quartiers qui concentrent en permanence des logements vacants délabrés¹⁹. Le tableau met en évidence le constat évoqué plus haut d'une hausse prononcée des taux de cambriolages pour l'ensemble des quartiers et des taux d'appels d'urgence relatifs à la drogue pour la plupart d'entre eux (*Gentilly Terrace*, de *Lakeview*, *Read Blvr East* et de *Read Blvr West*).

Le cas du *Lower 9th Ward* se distingue des autres quartiers puisque celui-ci se caractérise par un taux d'évolution relativement bas des logements vacants (+25%) et une baisse de ses taux d'agressions violentes et d'appels d'urgence relatifs à la drogue. En revanche, les taux de cambriolages ont très fortement augmenté (+170%). Dans ce quartier, parmi les plus dévastés de la ville, la dédensification du tissu urbain s'est matérialisée par la présence de très nombreuses parcelles vacantes et de logements vacants délabrés, déjà nombreux avant Katrina, d'où les taux d'évolution faibles du nombre de logements vacants. Ce quartier présente ainsi à la fois les caractéristiques des secteurs défavorisés où le *blight* s'est maintenu (10.2.2.2) et celles des territoires où les habitants se sont impliqués pour éradiquer les logements vacants (10.2.2.3) même si ce sont principalement les ONG qui ont assuré la prise en charge de la reconstruction²⁰ de ce quartier. La reconstruction très contrastée du *Lower 9th Ward* se caractérisant par une alternance de parcelles vacantes, de logements vacants délabrés et de logements occupés et des paysages urbains fortement dégradés (figure 201), se rapproche donc davantage de celle observée à

¹⁸ Lors de notre entretien avec le chef de la police en 2011, celui-ci avait insisté sur le lien entre la dédensification du tissu urbain des quartiers en reconstruction et le « relâchement » des liens sociaux et conséquemment leur plus grande vulnérabilité au crime, notamment aux cambriolages.

¹⁹ Le travail de terrain a permis de distinguer les quartiers analysés selon les aspects visuels de leur reconstruction (dédensification gérée *versus* dégradation).

²⁰ Par reconstruction nous entendons la rénovation ou reconstruction des habitations mais également leur destruction totale permettant de lutter contre les nuisances associées à la présence de logements vacants en délabrement.

l'échelle des quartiers les plus défavorisés de la ville.



Figure 201 : Une dédensification caractérisée par une alternance de parcelles vides et de logements occupés et vacants, qui favorise les cambriolages (parcelles et logements vacants entretenus dans le quartier de *Read Blvd East* à gauche et non entretenus dans le quartier du *Lower 9th Ward* à droite). (Clichés de l'auteur, 2011).

Les tendances criminelles observées pour ce quartier peuvent s'expliquer, d'une part, par la forte baisse du nombre de cibles (habitations, populations) qui limite les opportunités criminelles contre les personnes et, d'autre part, par la baisse de la surveillance qui favorise les cambriolages. Toutefois, la baisse des taux d'appel d'urgence relatifs à la drogue est surprenante puisque ce quartier concentre en 2010 davantage de structures vacantes ce qui a pu favoriser les trafics. Cette tendance contre-intuitive résulte très probablement d'une baisse des taux de report des activités criminelles (drogue), principalement liée à la baisse de près de moitié de la population du quartier. Si cette explication semble être la plus pertinente, d'autres facteurs ont toutefois pu jouer (cf. 10.3.3).

La comparaison des deux quartiers de *Lakeview* et de *Lake Terrace & Oaks* est intéressante pour illustrer le rôle de la dédensification du tissu urbain sur la vulnérabilité des territoires aux cambriolages et dans une moindre mesure aux activités criminelles. Ces deux quartiers se distinguent en effet de par les impacts que la catastrophe a eu sur leurs caractéristiques environnementales et sociales. Le quartier de *Lakeview*, caractérisé par une forte dédensification de son environnement bâti et une baisse notable de sa population, a connu une augmentation de ses taux de cambriolages (17.1%) et d'appels d'urgence relatifs à la drogue (54.9%). A l'opposé, le quartier de *Lake Terrace & Oaks* qui n'a pas été inondé et qui a connu une augmentation de sa population entre 2000 et 2010, a connu une diminution importante de ses taux de criminalité notamment les cambriolages (-100%) et de ses taux d'appels au 911 relatifs à la drogue (-56.7%). Ces deux quartiers ont par ailleurs connu des évolutions sociales inverses puisque le quartier de *Lakeview* a connu une baisse de sa pauvreté²¹ alors que celui de *Lake Terrace & Oaks* a connu une

²¹ Augmentation du revenu moyen des ménages, baisse de la part de familles monoparentales.

tendance inverse²². Le lien établi entre la dédensification urbaine et la vulnérabilité des territoires aux cambriolages et, dans une moindre mesure à la criminalité violente et aux activités criminelles, semble dès lors corroborée par les tendances criminelles observées à l'échelle de ces deux quartiers qui ont connu une évolution très contrastée de leurs caractéristiques sociales et environnementales. Le rôle préventif de la surveillance naturelle sur la criminalité semble ainsi constituer un aspect essentiel à prendre en considération dans l'analyse de la vulnérabilité des territoires en reconstruction. Afin d'étudier ce lien avec plus de précision, il aurait été utile de disposer de données géo-localisées sur les caractéristiques d'occupation des logements (logements vacants/occupés) afin d'analyser à une échelle fine la corrélation spatiale entre la criminalité (notamment les cambriolages) et la densité de logements vacants ou encore évaluer la vulnérabilité des territoires caractérisés par une alternance de logements vacants et occupés, théoriquement plus vulnérables que les territoires peuplés de manière plus homogène (cf. 10.2.3.1).

Si les évolutions de la criminalité après Katrina sont révélatrices des transformations urbaines qui ont été amplifiées et accélérées par la catastrophe, ces mutations territoriales ont par ailleurs entraîné une évolution rapide de la fonctionnalité des territoires qui ont connu une mutation temporelle de leur vulnérabilité. Les transformations rapides et contrastées des territoires en recomposition impliquent par ailleurs une prise de recul permettant de s'affranchir des découpages territoriaux qui entravent la lecture géographique des processus permettant de rendre compte des évolutions de la vulnérabilité des territoires.

10.3. Des dynamiques criminelles qui reflètent le renforcement des inégalités de développement des territoires

Le processus de rétablissement des territoires après Katrina s'est accompagné d'évolutions temporelles de la criminalité qui reflètent le type de « recomposition » des quartiers (10.3.1). L'analyse de ces évolutions criminelles nécessite par ailleurs de s'affranchir des découpages territoriaux puisque ceux-ci tendent à occulter les contrastes locaux de développement et donc, incidemment, de vulnérabilité des territoires à la criminalité (10.3.2). Par ailleurs, les impacts à court, moyen et long terme de la catastrophe sur les caractéristiques et le fonctionnement des territoires, a conduit à une reterritorialisation des activités criminelles qui ont dû s'adapter aux transformations territoriales plus ou moins brutales. Ces évolutions dans la fonctionnalité des territoires constituent une clef de compréhension des mutations de leur vulnérabilité à la criminalité après Katrina (10.3.3).

²² Baisse du revenu moyen des ménages, augmentation de la part de familles monoparentales, augmentation du nombre d'individus vivant sous le seuil de pauvreté.

10.3.1. Des processus de rétablissement contrastés des territoires qui s'accompagnent de fluctuations nuancées de la criminalité

L'analyse des évolutions annuelles de la criminalité à l'échelle de la ville et des quartiers permet de mettre en évidence un lien entre les caractéristiques de rétablissement des territoires et leur vulnérabilité au crime et aux désordres. Toutefois, l'analyse des évolutions temporelles de la criminalité est limitée par l'absence de données démographiques au cours des années *post* Katrina, pourtant nécessaires au calcul des taux. D'autre part, l'évolution contre intuitive possible de la criminalité à l'échelle de quartiers devenus plus ou moins vulnérables nécessite une prise de recul vis-à-vis des données criminelles.

10.3.1.1. Fluctuations annuelles de la criminalité après Katrina

Les caractéristiques spatiales des impacts de la catastrophe ont conduit à une transformation rapide et contrastée des territoires, d'où l'importance de considérer l'évolution de la criminalité à différentes échelles temporelles. En effet, la criminalité peut avoir baissé ou augmenté entre 2004 et 2006 puis fluctué au cours des années *post* Katrina. Par ailleurs, la criminalité peut avoir changé de nature après la catastrophe puisque certaines catégories de crimes ont baissé alors que d'autres ont connu une évolution positive. Les évolutions temporelles de la criminalité sont donc de deux ordres :

- Evolution temporelle du volume de criminalité (variation du nombre de crimes par année) ;
- Mutation temporelle de la nature de la criminalité (évolution des différentes catégories de crimes les unes par rapport aux autres).

Le tableau 33 (p. 431) qui présente les volumes annuels de criminalité à l'échelle de la ville et de certains quartiers représentatifs des transformations urbaines *post* Katrina, permet d'analyser l'évolution à court, moyen et long terme de la criminalité et de dégager des tendances évolutives similaires selon leurs caractéristiques de rétablissement *post* Katrina.

A l'échelle de la ville, la criminalité a dans l'ensemble baissé en valeur absolues entre 2004 et 2006 (cases en bleu) puis a connu des fluctuations au cours des années *post* Katrina, qui varient selon les catégories. La criminalité contre les biens a fortement baissé en volume entre 2004 et 2006 puis a connu une augmentation entre 2006 et 2007 (cases en rouge) avant de progressivement diminuer entre 2008 et 2010. Il en est de même pour la criminalité violente qui a connu les mêmes fluctuations à l'exception de la période 2009 à 2010 qui s'est caractérisée par une légère hausse. Les agressions violentes ont connu une forte baisse entre 2004 et 2006 puis ont augmenté entre 2006 et 2007 avant de connaître une légère baisse entre 2008 et 2009 et une augmentation entre 2009 et 2010. Les cambriolages ont, comme pour les autres

catégories de crimes, baissé entre 2004 et 2006 mais de manière moins spectaculaire. Entre 2006 et 2007 ceux-ci ont connu une très forte augmentation puisqu'ils sont passés au dessus des niveaux *pre* Katrina (2004). Entre 2007 et 2008 ceux-ci ont connu une légère baisse qui s'est maintenue jusqu'en 2010. En ce qui à trait aux appels d'urgence, ceux-ci ont connu une forte baisse entre 2004 et 2006 mais ont en revanche connu un forte hausse entre 2006 et 2007 qui s'est prolongée jusqu'en 2010. Enfin, les appels d'urgence relatifs à la drogue ont également connu, comme pour l'ensemble des faits analysés, une baisse prononcée entre 2004 et 2006 mais ont en revanche connu une baisse progressive au cours des années suivantes. Le tableau ci-dessous synthétise les évolutions de la criminalité développées ici.

		Variations annuelles de la criminalité et des appels d'urgence				
		2004 - 2006	2006 - 2007	2007 - 2008	2008 - 2009	2009 - 2010
Catégories de faits	Criminalité non violente	Forte baisse	Hausse	Légère baisse	Baisse	Baisse
	Criminalité violente	Forte baisse	Hausse	Baisse	Légère baisse	Légère hausse
	Agressions violentes	Forte baisse	Hausse	Légère baisse	Hausse	Légère baisse
	Cambriolages	Baisse	Forte hausse (volume supérieur à 2004)	Baisse	Légère baisse	Légère baisse
	Appels d'urgence	Forte baisse	Forte hausse	Légère hausse	Hausse	Légère hausse
	Appels d'urgence relatifs à la drogue	Forte baisse	Baisse	Baisse	Baisse	Baisse

Tableau 46 : Evolution annuelle de la criminalité et des appels d'urgence à l'échelle de la ville.

A l'échelle des quartiers, les mutations temporelles de la criminalité sont à relier au processus plus ou moins rapide de retour des habitants qui s'est traduit par un renforcement de la surveillance dans certains secteurs mais également par une multiplication des enjeux qui a accru la vulnérabilité des territoires même si ceux-ci ont pu connaître une baisse de leur vulnérabilité intrinsèque (revitalisation, gentrification). Ces évolutions temporelles de la criminalité sont également à relier au retour des activités criminelles qui ont affecté certains quartiers plus que d'autres.

Si l'analyse de l'évolution annuelle du volume de criminalité est nécessaire, elle doit être complétée par une analyse de l'évolution des différentes catégories de crimes les unes par rapports aux autres afin de mettre à jour certaines mutations de nature qualitative de la vulnérabilité des quartiers. En effet, un quartier aura pu devenir moins vulnérable à la criminalité violente mais plus vulnérable aux cambriolages et *vice versa*.

10.3.1.2. Une évolution temporelle de la criminalité qui reflète les mutations urbaines des territoires

L'analyse de l'évolution temporelle de la criminalité constitue un indicateur des impacts de la catastrophe sur le développement des territoires. En effet, les quartiers qui ont souffert de retombées négatives de la catastrophe (paupérisation, dégradation de leur environnement urbain) ont connu une hausse de leur criminalité à moyen et long terme. En revanche, les quartiers qui ont subi des effets positifs (revitalisation,

gentrification) se caractérisent par une baisse progressive de leur criminalité, même si celle-ci a pu augmenter à court terme.

- Fluctuation de la criminalité à l'échelle des quartiers affaiblis à long terme par la catastrophe (paupérisation)

Les quartiers peu résilients caractérisés par un affaiblissement prononcé et durable (*Gentilly Terrace, Hollygrove, Holy Cross, Little Woods, Lower 9th Ward, Read Blvd East, Read Blvd West*) se caractérisent par des évolutions de la criminalité présentées dans le tableau 47.

		Variations annuelles de la criminalité et des appels d'urgence				
		2004 - 2006	2006 - 2007	2007 - 2008	2008 - 2009	2009 - 2010
Catégories de faits	Criminalité violente	Baisse	Augmentation	Augmentation	Augmentation	Stabilisation
	Criminalité non violente	Baisse	Augmentation	Augmentation	Augmentation	Stabilisation
	Agressions violentes	Baisse	Augmentation	Augmentation ou baisse	Augmentation	Augmentation ou baisse
	Cambriolages	Augmentation ou baisse	Augmentation	Légère baisse	Augmentation ou légère baisse	Augmentation ou légère baisse
	Appels d'urgence	Baisse	Augmentation	Augmentation	augmentation	augmentation
	Appels d'urgence relatifs à la drogue	Baisse	Augmentation	Augmentation	Augmentation ou baisse	Baisse

Tableau 47 : Tendances évolutives de la criminalité et des appels d'urgence pour les quartiers affaiblis par la catastrophe (paupérisation).

L'affaiblissement des quartiers se matérialisant par une prolifération des logements vacants à l'abandon et s'accompagnant d'une baisse de la cohésion sociale (dédensification) et de la surveillance naturelle, sont devenus particulièrement favorables au développement des activités criminelles (territoires attractifs). Ceux-ci ont connu une baisse de leur criminalité à court terme (2004-2006), tendance qui reflète celle observée à l'échelle de la ville. Cependant, à plus long terme, ces quartiers ont connu de manière générale une augmentation constante de leur criminalité, notamment des appels d'urgence relatifs à la drogue (2006 à 2009). La criminalité a toutefois pu connaître une baisse ou se stabiliser entre 2009 et 2010. En ce qui concerne les agressions violentes, si celles-ci ont baissé à l'échelle de certains quartiers entre 2007 et 2008 et entre 2009 et 2010, mais ont, pour d'autres quartiers, connu une hausse constante après Katrina (2006 à 2010).

- Fluctuation de la criminalité à l'échelle des quartiers en revitalisation et gentrification

A l'échelle des quartiers qui ont bénéficié de retombées positives de la catastrophe (revitalisation), la criminalité a connu des évolutions qui contrastent avec celles des quartiers qui se sont paupérisés. Celles-ci sont présentées dans le tableau 48.

		Variations annuelles de la criminalité et des appels d'urgence				
		2004 - 2006	2006 - 2007	2007 - 2008	2008 - 2009	2009 - 2010
Catégories de faits	Criminalité violente	Baisse	Baisse ou augmentation	Baisse ou augmentation	Baisse	Baisse ou augmentation
	Criminalité non violente	Baisse	augmentation	Baisse ou augmentation	Baisse	Baisse
	Agressions violentes	Baisse ou augmentation	Baisse	Baisse ou augmentation	Baisse	Baisse ou augmentation
	Cambriolages	Baisse	Baisse ou augmentation	Baisse ou augmentation	Baisse	Baisse
	Appels d'urgence	Baisse	Augmentation	Baisse ou augmentation	Baisse ou augmentation	Baisse ou augmentation
	Appels d'urgence relatifs à la drogue	Baisse	Baisse ou augmentation	Baisse	Baisse ou augmentation	Baisse ou augmentation

Tableau 48 : Evolution annuelle de la criminalité et des appels d'urgence dans les quartiers « redynamisés » par la catastrophe.

Dans ces quartiers (*Audubon, CDB, French Quarter, Garden District*), il est intéressant de constater que certaines catégories de crime, notamment les agressions violentes, ont connu une baisse entre 2006 et 2007 alors qu'à l'échelle de la ville toutes les formes de criminalité ont connu une hausse prononcée entre ces deux dates. En revanche, certains quartiers, tels que le *French Quarter* et le *CBD*, ont connu une hausse des agressions violentes entre 2004 et 2006, ce qui est surprenant au vu de la baisse de la population de ces quartiers au cours de la première année *post Katrina*. A moyen et long terme, ces quartiers ont connu une baisse générale de leur criminalité et d'appels d'urgence, ce qui contraste avec les tendances observées à l'échelle des quartiers qui ont été affaiblis par la catastrophe.

		Variations annuelles de la criminalité et des appels d'urgence				
		2004 - 2006	2006 - 2007	2007 - 2008	2008 - 2009	2009 - 2010
Catégories de faits	Criminalité violente	Forte baisse	Baisse ou augmentation	Baisse ou augmentation	Baisse	Baisse augmentation ou stabilisation
	Criminalité non violente	Forte baisse	Forte augmentation	Baisse ou augmentation	Baisse ou augmentation	Baisse ou stabilisation
	Agressions violentes	Baisse ou augmentation	Baisse ou augmentation	Baisse ou augmentation	Baisse ou augmentation	Baisse ou augmentation
	Cambriolages	Baisse ou augmentation	Légère baisse ou augmentation	Baisse	Baisse ou augmentation	Baisse
	Appels d'urgence	Baisse	Augmentation	Baisse ou augmentation	Baisse ou augmentation	Baisse ou augmentation
	Appels d'urgence relatifs à la drogue	Baisse ou augmentation	Baisse ou augmentation	Baisse ou augmentation	Baisse	Baisse

Tableau 49 : Evolution annuelle de la criminalité et des appels d'urgence dans les quartiers en gentrification.

Les quartiers en gentrification (*Lower Garden District, Marigny, Bywater, Leonidas, Central City, Algiers Point*) ont connu des évolutions de la criminalité assez analogues à celles ayant affecté les quartiers en revitalisation. Ils ont en effet pu connaître une augmentation de leur criminalité, notamment des agressions violentes et de leur appels d'urgence relatif à la drogue entre 2004 et 2006, ce qui indique des évolutions à court terme qui se distinguent de celles observées à l'échelle de la ville et des quartiers durablement affaiblis par la catastrophe. De manière générale, ces quartiers ont connu une augmentation de leur

criminalité à court terme qui par la suite a connu une baisse, notamment à long terme.

Les quartiers en revitalisation et gentrification correspondent aux territoires générateurs dans lesquels la criminalité est favorisée par présence de nombreuses activités et enjeux (individus, propriétés, commerces). A court terme la criminalité a pu être facilitée par la baisse de la surveillance naturelle, cette dernière ayant pu mettre plusieurs années pour se rétablir à un niveau suffisant pour dissuader le passage à l'acte des malfaiteurs. Par ailleurs, le retour prioritaire des habitants et des activités dans ces quartiers de la ville a pu favoriser la criminalité à court terme en raison de l'absence relative de cibles attractives pour les criminels dans les secteurs dévastés par la catastrophe. Il est en effet intéressant de comparer les dynamiques criminelles de ces quartiers de celles observées à l'échelle des quartiers qui se sont paupérisés après Katrina puisque les fluctuations de la criminalité sont inversées dans le temps. Les quartiers affaiblis ont connu une baisse à court terme puis une hausse progressive et permanente à moyen et long terme alors que les quartiers en revitalisation ou gentrification ont connu des tendances inverses.

- Fluctuation de la criminalité à l'échelle des quartiers présentant des dynamiques de développement contrastées (paupérisation/gentrification)

Les quartiers qui ont été affectés à la fois positivement et négativement par la catastrophe et qui se caractérisent par une dynamique de développement hétérogène (paupérisation/gentrification), ont connu une évolution contrastée de la criminalité qui s'apparente à la fois à celle des quartiers qui se sont paupérisés et à celle des quartiers qui se sont gentrifiés. Selon les quartiers, on observe une baisse ou une augmentation à court terme de la criminalité et des appels d'urgence qui caractérisent également l'ensemble des années *post* Katrina. A l'échelle de ces quartiers, la criminalité a en effet augmenté ou baissé selon les secteurs. A court terme, les portions de ces quartiers qui se sont repeuplés en priorité ont pu connaître une augmentation de leur criminalité (notamment les cambriolages) en raison de la présence de cibles attractives alors que dans le même temps les activités criminelles liées à la drogue se sont généralement intensifiées dans les secteurs adjacents peu repeuplés. A moyen et long terme, la criminalité a pu fortement baisser à l'échelle des secteurs qui se sont gentrifiés en raison d'une meilleure surveillance et de la reconstitution d'une cohésion sociale entre les habitants. En revanche, les portions de ces quartiers qui se sont paupérisés ont généralement connu une aggravation de leur criminalité violente et non violente et une persistance des activités criminelles implantées dans ces secteurs qui peinent à se rétablir de la catastrophe.

		Variations annuelles de la criminalité et des appels d'urgence				
		2004 - 2006	2006 - 2007	2007 - 2008	2008 - 2009	2009 - 2010
Catégories de faits	Criminalité violente	Baisse	Augmentation ou baisse	Augmentation baisse ou stabilisation	Augmentation ou baisse	Augmentation ou baisse
	Criminalité non violente	Baisse	Augmentation ou légère baisse	Augmentation ou baisse	Baisse ou légère augmentation	Augmentation baisse ou stabilisation
	Agressions violentes	Baisse ou augmentation	Augmentation ou légère baisse	Augmentation ou légère baisse	Augmentation ou légère baisse	Augmentation baisse ou stabilisation
	Cambriolages	Augmentation ou légère baisse	Augmentation ou légère baisse	Augmentation ou baisse	Baisse	Augmentation ou baisse
	Appels d'urgence	Baisse	Augmentation	Augmentation ou légère baisse	Augmentation ou légère baisse	Augmentation ou légère baisse
	Appels d'urgence relatifs à la drogue	Baisse ou augmentation	Augmentation ou légère baisse	Baisse ou augmentation	Baisse	Baisse ou légère augmentation

Tableau 50 : Evolution annuelle de la criminalité et des appels d'urgence dans les quartiers caractérisés par des dynamiques de développement contrastés.

- Importance des caractéristiques géographiques pour rendre compte des évolutions temporelles de la criminalité à l'échelle des quartiers

Les quartiers localisés dans le centre de la ville ainsi que dans les secteurs qui n'ont pas été inondés en 2005 ont généralement connu une augmentation de leur criminalité à court terme puis une baisse à moyen et long terme alors que les quartiers qui ont été fortement et durablement affaiblis par Katrina ont connu une baisse à court terme suivie d'une augmentation plus ou moins prononcée à moyen et long terme.

Le quartier de *Whitney* constitue un bon exemple puisque celui-ci se localise dans le secteur de la *West Bank* qui n'a pas été inondé en 2005 et a connu une hausse générale à court terme (2006) de sa criminalité et de ses appels d'urgence. En revanche, le quartier de *Little Woods*, également localisé en périphérie de la ville mais fortement endommagé par la catastrophe, a connu une forte baisse de sa criminalité à court terme (2006) qui s'est suivie d'une hausse progressive et constante entre 2007 et 2010.

Les tendances criminelles analysées ici reflètent donc les différents processus de rétablissement des quartiers qui ont connu des effets plus ou moins prolongés et plus ou moins bénéfiques ou délétères de la catastrophe. Toutefois, si l'étude des caractéristiques temporelles de la criminalité et des appels d'urgence permet de mettre à jour des différences évolutives reflétant le type d'impact que la catastrophe a eu sur le développement des quartiers, cette analyse nécessite une prise de recul en raison des limites des données criminelles qui ne permettent pas toujours de rendre compte des mutations temporelles de la vulnérabilité des quartiers.

10.3.1.3. Une « réalité » criminelle qui ne reflète pas toujours les mutations de la vulnérabilité des territoires

La vulnérabilité des quartiers à la criminalité a pu muter de nature au cours des différentes années *post* Katrina. Cette mutation temporelle peut s'expliquer à court terme par les carences en matière de surveillance (territoires attractifs) ou bien au retour plus ou moins rapide des habitants et des activités selon les secteurs de la ville ou encore aux configurations géographiques qui ont exposé certains quartiers plus que d'autres à la menace criminelle. Il convient donc d'être vigilant dans l'étude de l'évolution de la criminalité puisque celle-ci peut masquer les changements de nature de la vulnérabilité des quartiers. En effet, les données statistiques sur la criminalité ne constituent pas toujours un indicateur fiable pour identifier la nature de la vulnérabilité d'un territoire. Une évolution contradictoire de la criminalité est en effet possible en raison de plusieurs facteurs présentés ici. La criminalité a en effet pu fortement baisser à l'échelle d'un quartier entre 2004 et 2006 puis progressivement augmenter entre 2006 et 2010 alors que sa vulnérabilité intrinsèque était plus prononcée en 2006 qu'en 2010. En effet, le retour progressif des habitants et des activités au cours des années *post* Katrina s'est accompagné d'une multiplication des cibles potentiellement attractives pour les criminels. Cependant, le retour des habitants a également contribué à renforcer la surveillance naturelle qui réduit considérablement la vulnérabilité des territoires au crime, notamment aux cambriolages. Les évolutions *post* Katrina de la criminalité à l'échelle de certains quartiers peuvent donc de premier abord paraître contre intuitives puisque la criminalité a pu baisser à l'échelle de quartiers devenus plus vulnérables (1) et augmenter à l'échelle de quartiers devenus moins vulnérables (2).

- Une baisse possible de la criminalité dans les territoires devenus plus vulnérables

Les quartiers très affaiblis par la catastrophe ont connu une baisse importante de leur population à court, moyen et parfois à long terme, ce qui traduit une baisse du nombre de cibles potentielles pour les criminels. Par ailleurs, la catastrophe a entraîné une baisse de la surveillance policière à l'échelle de ces secteurs, notamment ceux localisés en périphérie de la ville. Cela signifie que moins d'habitants et de policiers ont pu constater et incidemment reporter les crimes et activités criminelles notamment celles liées à la drogue dans ces secteurs de la ville. Ainsi, un quartier pourra être devenu plus vulnérable à la criminalité après la catastrophe (vulnérabilité intrinsèque) mais se caractériser par un volume de criminalité plus bas. La vulnérabilité renforcée du quartier s'expliquera dans ces quartiers par la baisse de la surveillance naturelle et/ou formelle favorisant les opportunités criminelles, par la destruction des liens de voisinage entraînant un affaiblissement de la cohésion sociale et par la dégradation de l'environnement urbain offrant un cadre propice au développement des activités criminelles (territoires attractifs).

- Un volume de criminalité relativement élevé dans les territoires devenus moins vulnérables

Certains territoires devenus progressivement moins vulnérables au cours des années *post* Katrina avec le retour progressif des habitants qui a favorisé la surveillance naturelle, peuvent paradoxalement comptabiliser plus de crimes à moyen terme qu'à court terme en raison de la multiplication des enjeux et de taux de reports des crimes plus élevés. Ainsi une hausse de la criminalité ne signifie pas nécessairement que le quartier est plus vulnérable mais elle peut signifier que celui-ci génère davantage d'opportunités criminelles (territoires générateurs) ou que davantage de crimes aient été reportés (baisse du chiffre noir).

- Des statistiques criminelles qui tendent à minimiser les faits dans les quartiers peu résilients et durablement affaiblis par la catastrophe

Les statistiques policières ne constituent qu'une mesure partielle de la criminalité réelle d'un territoire et leur proximité avec la réalité des faits dépend de plusieurs facteurs, notamment des taux de reports des crimes par les habitants. Pour cette raison, les quartiers en revitalisation et gentrification où les habitants sont plus enclins à reporter les crimes pourront faire l'objet de statistiques relativement proche de la réalité criminelle (chiffre noir relativement bas). En revanche, les quartiers défavorisés très affaiblis par la catastrophe, où les habitants vivent dans la peur des représailles en cas de report des crimes, pourront compiler des données criminelles très éloignées de la réalité (chiffre noir élevé). Pour cette raison, les données criminelles et plus encore celles relatives aux appels d'urgence liés à la drogue nécessitent d'être relativisées car elles tendent à sous estimer l'ampleur des activités criminelles dans ces quartiers. Les quartiers très affaiblis par la catastrophe se caractérisent donc par des taux de report bas, qui, combinés à la faible présence policière et la baisse importante du nombre d'habitants, expliquent les écarts possibles entre les données criminelles et la vulnérabilité très forte de ces quartiers aux crimes et activités criminelles (trafic de drogue).

Si les données criminelles ne constituent pas toujours un indicateur pertinent dans l'analyse de la mutation de la vulnérabilité des territoires, leur agrégation à l'échelle des quartiers posent également problème, notamment pour les quartiers qui ont connu des transformations contrastées après Katrina (paupérisation/gentrification).

10.3.2. Des inégalités de développement renforcés à l'échelle infra-quartier qui se traduisent par des contrastes de vulnérabilité prononcés

Les quartiers qui ont connu des évolutions socio-économiques contrastées après Katrina, notamment ceux qui ont été partiellement inondés en 2005 (*Leonidas, Central City*) soulèvent la question de la pertinence des données agrégées à l'échelle du quartier. Les processus de (re)développement contrastés à l'échelle de

certains quartiers nécessitent donc une analyse fine s'affranchissant des découpages territoriaux. Deux méthodes permettent, dans une certaine mesure, de pallier ces limites mais l'une comme l'autre présentent des contraintes difficiles à contourner. Dans un premier temps, il est possible d'utiliser un maillage territorial plus fin que celui des quartiers auxquels les données socio-économiques du recensement officiel de la population sont agrégées. D'autre part, il est également possible d'effectuer un découpage personnel de l'espace²³ permettant de distinguer les secteurs résilients des secteurs peu résilients.

10.3.2.1. Une réalité criminelle contrastée des quartiers qui imposent une reconsidération des échelles d'analyse

Les territoires administratifs, qui correspondent à un découpage de l'espace « à bords francs », n'ont pas ou peu de réalité fonctionnelle et ce particulièrement depuis Katrina, puisque la catastrophe a entraîné une transformation rapide des territoires. Ces découpages constituent donc une entrave à l'analyse du lien entre la catastrophe et la criminalité. Ce problème se pose tout particulièrement pour les quartiers socialement hétérogènes qui ont connu des dynamiques de développement concomitantes inverses (gentrification/paupérisation). Dans ces quartiers, l'analyse de la criminalité, notamment par le calcul des taux (10.2) nécessite d'être complétée par une analyse complémentaire reposant sur la cartographie des données ponctuelles sur la criminalité puisque les contrastes de développement se traduisent également par des contrastes de vulnérabilité des territoires à la criminalité. Ainsi, un même quartier pourra connaître une évolution négligeable de son volume de criminalité mais celle-ci pourra cependant traduire une augmentation de la criminalité dans les secteurs qui se sont dégradés (paupérisation, *blight*) et une forte baisse à l'échelle des secteurs qui ont bénéficié de retombées positives de la catastrophe (gentrification).

Nous avons vu précédemment que les tendances constatées à une échelle peuvent se révéler fausses à une autre échelle (chapitre 6). Ainsi les retombées positives de la catastrophe constatées à l'échelle de la ville (plus riche, plus blanche, plus « *wealthy* ») ne reflètent pas la réalité de la plupart des quartiers fortement affaiblis dans leur fonctionnement par la catastrophe. Par ailleurs, l'agrégation des données socio-économiques et criminelles à l'échelle des quartiers peut masquer une réalité très nuancée (gentrification/paupérisation, baisse/augmentation du volume de criminalité). Toutefois, l'absence de données disponibles sur population à une échelle d'analyse jugée pertinente entrave fortement l'analyse des évolutions de la criminalité puisqu'elle ne permet pas de calculer l'évolution relative de la criminalité. En raison des impacts prononcés de la catastrophe sur la population, notamment à court terme, l'analyse du volume de criminalité risque d'aboutir à des résultats non représentatifs des évolutions de la « réalité

²³ Par l'utilisation du logiciel de cartographie ArcGis©.

criminelle ». En effet, dans les quartiers caractérisés par un développement contrasté (gentrification/paupérisation), les secteurs qui se sont paupérisés ont connu une forte baisse de leur population qui affecte incidemment le volume de criminalité et *vice versa*.

10.3.2.2. Des contrastes prononcés de vulnérabilité dans les quartiers inégalement affectés par la catastrophe, difficiles à investir faute de données disponibles à l'échelle spatiale jugée pertinente

Le recours à un découpage du territoire plus fin que celui des quartiers permet de mettre à jour certaines nuances criminelles infra-quartier. Le quartier de *Leonidas* est intéressant pour illustrer le problème de l'agrégation des données à l'échelle des quartiers puisque celui-ci se caractérise, nous l'avons vu (cf. chapitre 6), par de forts contrastes de pauvreté, de race, et de criminalité entre le secteur Sud (*Riverbend*) et le Secteur localisé au Nord (*Pension Town*). Ces contrastes socio-économiques déjà marqués avant Katrina ont été largement amplifiés, puisque la portion Sud s'est revitalisée alors que la portion Nord s'est paupérisée. Par ailleurs, les pâtés de maisons au Nord de la rue commerçante d'*Oak Street* se sont gentrifiés ainsi que ceux localisés à l'Est du quartier le long de l'avenue Carrollton (figure 202). Pour ces raisons, l'analyse de la criminalité à l'échelle de ce quartier est problématique mais peut être en partie améliorée par le recours à un découpage territorial plus fin (*Census Tracts*). La carte ci-dessous présente les différents *Census Tracts* qui composent ce quartier ainsi que celui de *Hollygrove* qui se localise au Nord et qui a été fortement affaibli par la catastrophe. L'ensemble des agressions violentes et homicides survenus entre 2007 et 2008 figurent également sur la carte afin de distinguer les *Census Tracts* les plus criminogènes.

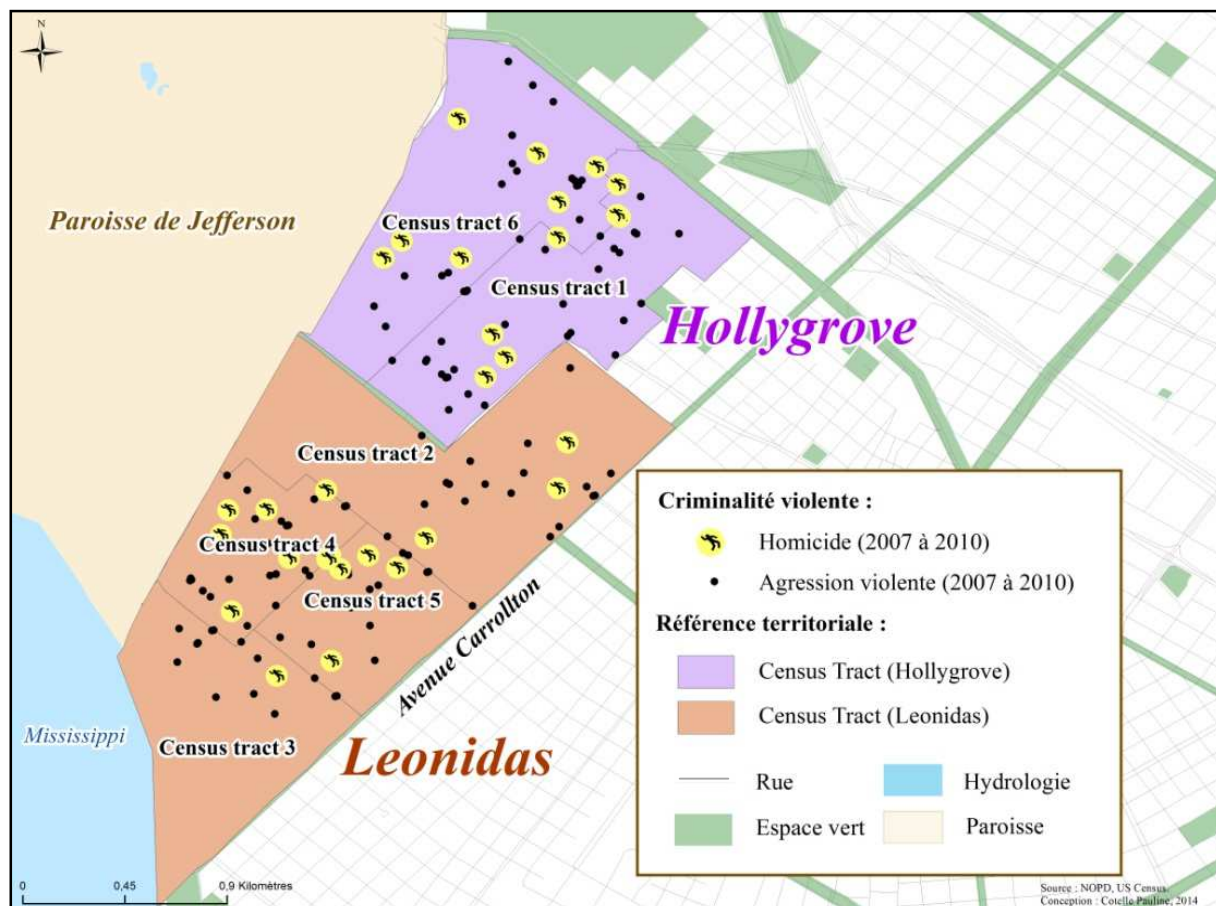


Figure 202 : Caractéristiques spatiales de la criminalité violente à l'échelle des *Census Tracts* des quartiers de Leonidas et Hollygrove (2007 à 2010).

On remarque que le *Census Tract 3* localisé au Sud du quartier de Leonidas compile très peu de faits violents alors que les *Census Tracts* qui le jouxtent au Nord (4 et 5) concentrent de nombreuses agressions violentes et homicides. A première vue, le *Census Tract 2* paraît peu criminogène comparativement aux *Census Tracts* 4 et 5 localisés au Sud mais la connaissance acquise sur le terrain permet d'expliquer ce constat *a priori* contradictoire avec les propos développés précédemment. La pratique du terrain révèle en effet que ce *Census Tract* correspond, dans sa partie Ouest, à un centre de recyclage des eaux usées, dans sa partie Est qui borde l'avenue de Carrollton, à un secteur relativement nanti qui se gentrifie vers l'Ouest depuis Katrina et, dans sa partie Nord, à un parc (*Palmer Park*) ainsi qu'à des voies de circulation majeures qui permettent de rejoindre la paroisse voisine de Jefferson. Ces caractéristiques structurelles et sociales expliquent que ce *Census Tract* soit relativement peu affecté par la criminalité au regard du secteur Sud. Enfin, les deux *Census Tracts* qui composent le quartier de Hollygrove, compilent un volume de crimes violents élevé.

	Census Tract 1	Census Tract 2	Census Tract 3	Census Tract 4	Census Tract 5	Census Tract 6
Nombre d'agressions violentes (2007 à 2010)	42	21	13	44	21	39
Nombre d'homicides (2007 à 2010)	7	3	1	9	5	7
Nombre d'agressions violentes (2010)	11	1	1	12	3	3
Nombre d'homicides (2010)	2	0	0	2	0	2
Nombre d'habitants (2010)	2381	2457	1397	1425	1490	1996
Taux d'agressions violentes en 2010 (‰)	4.6	0.4	0.7	7.7	2	1.5
Taux d'homicides en 2010 (‰)	0.8	0	0	1.4	0	1

Tableau 51 : Caractéristiques de la criminalité violente à l'échelle des *Census Tracts* (source : NOPD).

L'agrégation des données criminelles à l'échelle des *Census Tracts* permet de comparer le volume de criminalité mais également de calculer les taux d'agressions violentes et d'homicides de 2010 en utilisant le nombre d'habitants par *Census Tract* (tableau 51). Il est ainsi possible de rattacher les caractéristiques criminelles analysées ici avec les dynamiques de développement des territoires. En effet, le secteur qui correspond au *Census Tract 3* et qui n'a pas été affecté physiquement par Katrina, s'avère être le secteur le moins criminogène. D'autre part, les *Census Tracts 2* et *5* se caractérisent en 2010 par des taux de criminalité violente relativement bas, ce qui reflète la tendance à la gentrification des portions Est de ces secteurs qui longent l'avenue de Carrollton.

Si l'utilisation des *Census Tracts* permet de mettre à jour le lien entre les contrastes criminels et socio-économiques qui ont été amplifiés par Katrina à l'échelle infra-quartier, ils présentent tout de même les mêmes limites que celles rencontrées à l'échelle des quartiers puisque ces découpages officiels ne reflètent pas la réalité fonctionnelle des territoires. En effet, le *Census Tract 5* présente des réalités socio-économiques et criminelles fortement contrastées. Le secteur qui longe l'avenue de Carrollton s'est en effet montré très résilient après Katrina alors que le secteur à l'Ouest se caractérise encore aujourd'hui par des paysages urbains dégradés (nombreux logements vacants à l'abandon) dénotant de sa faible résilience.

10.3.2.3. Un découpage de l'espace permettant de pallier les limites de l'analyse à l'échelle des quartiers

La carte ci-dessous correspond à un découpage personnel de l'espace qui s'est basé, d'une part, sur la limite spatiale des inondations (au Sud) et, d'autre part, sur les limites des quartiers (au Nord). Cette carte permet de distinguer, d'une part, un large secteur qui a connu des retombées positives de la catastrophe (revitalisation/gentrification) et, d'autre part, un secteur qui a durablement affaibli par le passage de Katrina (paupérisation). La cartographie des crimes violents (homicides, agressions violentes) et des appels d'urgence relatifs à la drogue permet de mettre en évidence une forte concentration des faits, notamment des homicides, dans le secteur qui correspond aux quartiers et/ou portions de quartiers qui ont été le plus fortement impactés à long terme par la catastrophe Katrina²⁴ (rouge). Si cette méthode d'analyse de la criminalité est intéressante, elle ne permet toutefois pas de calculer l'évolution des taux de

²⁴ Les cambriolages ont également été pris en compte mais ne figurent pas sur la carte pour des raisons de lisibilité.

criminalité pre/post Katrina à l'échelle de ces deux secteurs en raison de l'absence de données démographiques disponibles. Néanmoins, l'analyse de l'évolution du volume de criminalité est possible et permet, dans une certaine mesure, de voir si les deux secteurs ont connu une évolution différente de leur criminalité (tableau 52).

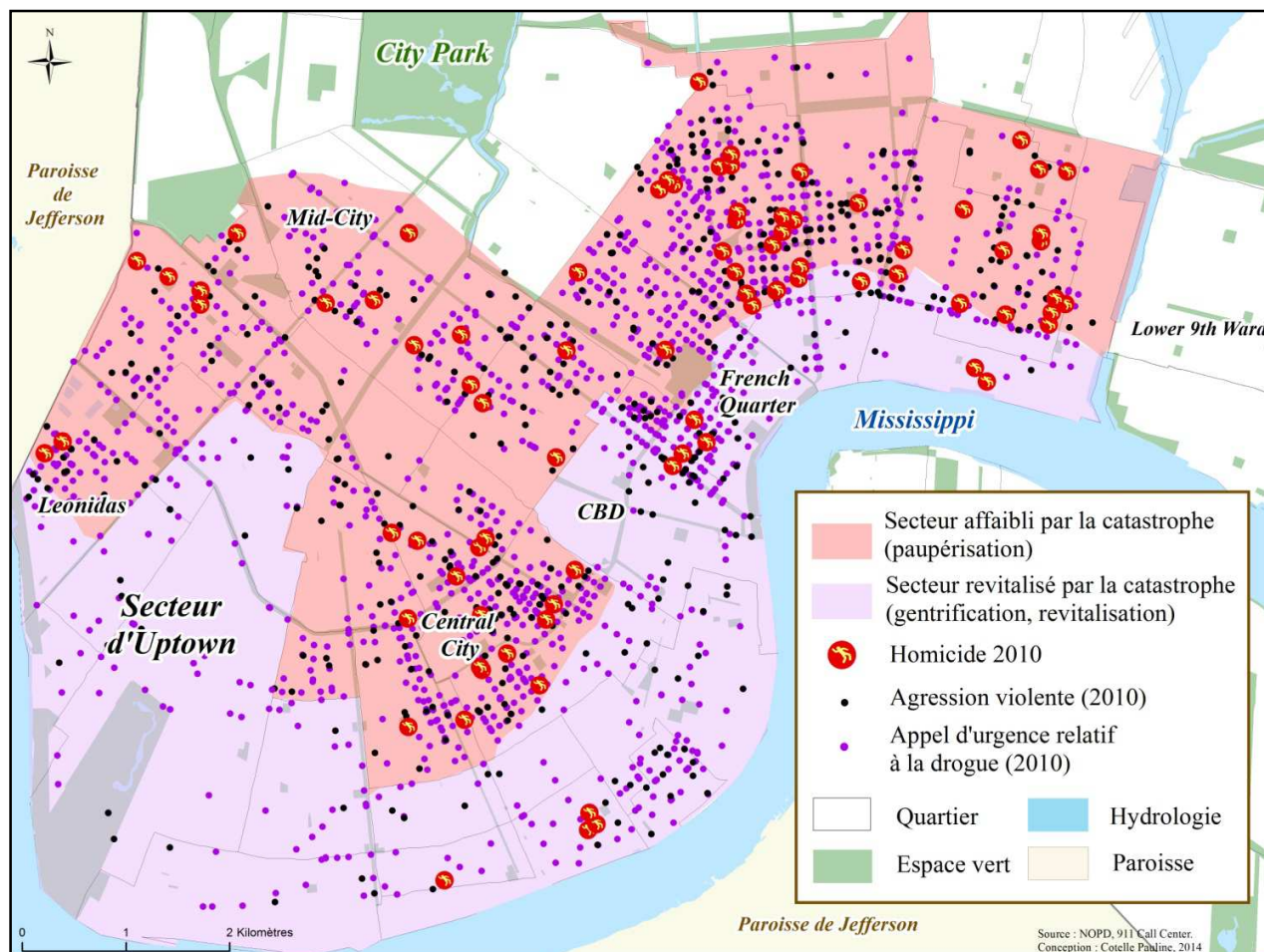


Figure 203 : Caractéristiques spatiales de la criminalité violente à l'échelle de deux secteurs différemment impactés par la catastrophe.

	Secteur affaibli par la catastrophe (paupérisation)			Secteur revitalisé par la catastrophe (revitalisation, gentrification)		
	2004	2010	Taux d'évolution (%)	2004	2010	Taux d'évolution (%)
Homicide	107	72	- 32.7	16	13	- 18.7
Aggression violente	882	399	- 54.8	273	132	- 51.6
Crime violent (total)	1739	798	- 54.1	1172	1172	- 46.4
Appel au 911 relatifs à la drogue	4742	1961	- 58.6	1613	657	- 59.3
Cambriolage	1406	1062	- 24.5	1087	421	- 61.3

Tableau 52 : Evolution de la criminalité à l'échelle de deux secteurs différemment impactés par la catastrophe (sources : NOPD, Centre de gestion des appels d'urgence de la Nouvelle-Orléans).

Si les taux d'évolution de la criminalité violente affichent une baisse plus prononcée pour le secteur qui se

caractérisé par un affaiblissement prononcé depuis la catastrophe, les cambriolages et les appels d'urgence relatifs à la drogue ont plus fortement baissé à l'échelle des secteurs qui ont bénéficié des retombées positives de la catastrophe (violet). Si la baisse moyenne est de 46 % à l'échelle du secteur peu résilient (paupérisation) et de 47.5 % à l'échelle du secteur résilient (revitalisation/gentrification), il est à rappeler que ce dernier, qui englobe les quartiers ou portions de quartiers peu, voir pas du tout, affectés physiquement par la catastrophe, a connu un repeuplement rapide et important, certains quartiers ayant pu connaître des gains de populations. En revanche, le secteur qui englobe les quartiers défavorisés fortement affectés par la catastrophe, a connu une baisse notable du nombre d'habitants. Pour ces raisons, il convient de fortement relativiser les données criminelles en valeur absolues à l'échelle de ce secteur (rouge). En effet, la baisse de la population sous-entend une réduction du nombre d'opportunités criminelles même si la baisse de la surveillance naturelle a pu favoriser le passage à l'acte des criminels et la multiplication des logements vacants favoriser le développement des activités souterraines. A l'échelle de ce secteur toujours, la baisse prononcée des taux d'appels d'urgence relatifs à la drogue est très certainement imputable à la baisse des taux de report eux-mêmes liés à la baisse de la population résidente ou à la peur de celle-ci de reporter les crimes. A l'échelle des secteurs proches du Mississippi, la très forte baisse des taux de cambriolage (-61%) est également surprenante puisque la présence de nombreux enjeux attractifs dans un contexte de gentrification accélérée, aurait du, théoriquement, accroître les opportunités criminelles. Néanmoins, la revitalisation de ce secteur s'est accompagnée de stratégies de contrôle accru du territoire par les habitants (cf. chapitre 9) et, dans certains cas par les policiers (*CDB, French Quarter*), ce qui a constitué très probablement le facteur explicatif de réduction de la criminalité à l'échelle de ce secteur.

Les recompositions territoriales à l'origine de vulnérabilités nouvelles ou renforcées rendent ainsi difficile l'identification et l'analyse de ces vulnérabilités en raison de la structuration des bases de données à l'échelle de découpages territoriaux (quartiers/*Census Tracts*) qui ne rendent pas compte des recompositions fonctionnelles des territoires en mutations rapides après la catastrophe (gentrification, revitalisation, dégradation/paupérisation).

10.3.3. Des transformations urbaines s'accompagnant d'une évolution dans la fonctionnalité des territoires

Les transformations sociales et environnementales des territoires engendrées (causées ou accélérées) par la catastrophe Katrina (10.2) ont eu de nombreux impacts sur l'organisation spatiale des activités criminelles. La fermeture des grands ensembles de logements sociaux, la dévastation de certains secteurs qui constituaient avant Katrina les territoires de groupes criminels et la gentrification des secteurs proches du

centre-ville sont autant d'événements et de processus qui ont entraîné une réduction de la superficie des « territoires attractifs » pour les activités criminelles à l'échelle du centre de la ville. Les réseaux criminels ont de la sorte été contraints de s'adapter à ces changements territoriaux. Cette adaptation s'est accompagnée de violences résultant de conflits pour l'accès aux secteurs les plus rentables localisés à proximité des « bassins d'opportunités » et a impliqué un déplacement des activités criminelles vers les secteurs localisés en périphérie de la ville qui ont été fortement affaiblis par la catastrophe.

10.3.3.1. Une nécessaire reterritorialisation des activités criminelles dans un environnement urbain transformé

Les impacts territoriaux de la catastrophe Katrina ont impliqué une adaptation des réseaux criminels qui ont été forcés de se déplacer et de s'approprier de nouveaux territoires. A court terme, deux conséquences majeures de la catastrophe permettent d'expliquer cette adaptation forcée des activités criminelles.

- Une dévastation de certains secteurs impliquant des transferts vers les secteurs adjacents

Dans un premier temps, la dévastation de l'environnement urbain causée par les inondations dans les secteurs localisés à proximité des ruptures de digues, a limité la reterritorialisation des réseaux criminels forcés de se déplacer vers les secteurs moins endommagés. Ce fut le cas pour le quartier de *Holy Cross* qui a connu des transferts de criminalité en provenance du quartier adjacent du *Lower 9th Ward* localisé au Nord et qui fut totalement dévasté par les inondations. Similairement, de tels transferts se sont également opérés entre le quartier de *Hollygrove* et le Nord du quartier de *Leonidas*. Les quartiers de *St Roch*, de *St Claude* et du *Seventh Ward* ont connu des déplacements semblables des secteurs Nord les plus endommagés vers les portions Sud qui ont connu un retour de leurs habitants plus marqué.

Le cas des deux quartiers de *Holy Cross* et du *Lower 9th Ward* est intéressant pour illustrer les transferts des activités criminelles des secteurs dévastés vers les secteurs adjacents. Les taux d'appels d'urgence relatifs à la drogue, qui constituent un indicateur de la présence d'activités criminelles, ont en effet augmenté de 118.7% dans le quartier de *Holy Cross* alors que ceux-ci ont baissé de 14.1% entre 2000 et 2010 à l'échelle du quartier du *Lower 9th Ward*. A l'échelle du quartier de *Hollygrove*, dévasté par les inondations, et de *Leonidas*, qui a connu un endommagement moins prononcé, l'analyse de l'évolution des taux d'appels d'urgence relatifs à la drogue révèle une baisse pour les deux quartiers de respectivement 12.4% et 14.9%. La baisse plus prononcée des taux pour le quartier de *Leonidas* peut toutefois traduire une réalité sociale contrastée qui masque l'intensification des activités criminelles dans la portion Nord du quartier qui s'est paupérisée (cf. 10.3.2.2).

- Reterritorialisation des activités criminelles consécutives à la fermeture des grands ensembles de logements sociaux

Parallèlement à la dévastation causée par les inondations, la décision prise par les autorités locales de la ville de fermer les grands ensembles de logements sociaux, a impliqué le déplacement vers leurs périphéries des nombreux réseaux criminels qui y étaient établis avant Katrina (figure 204).

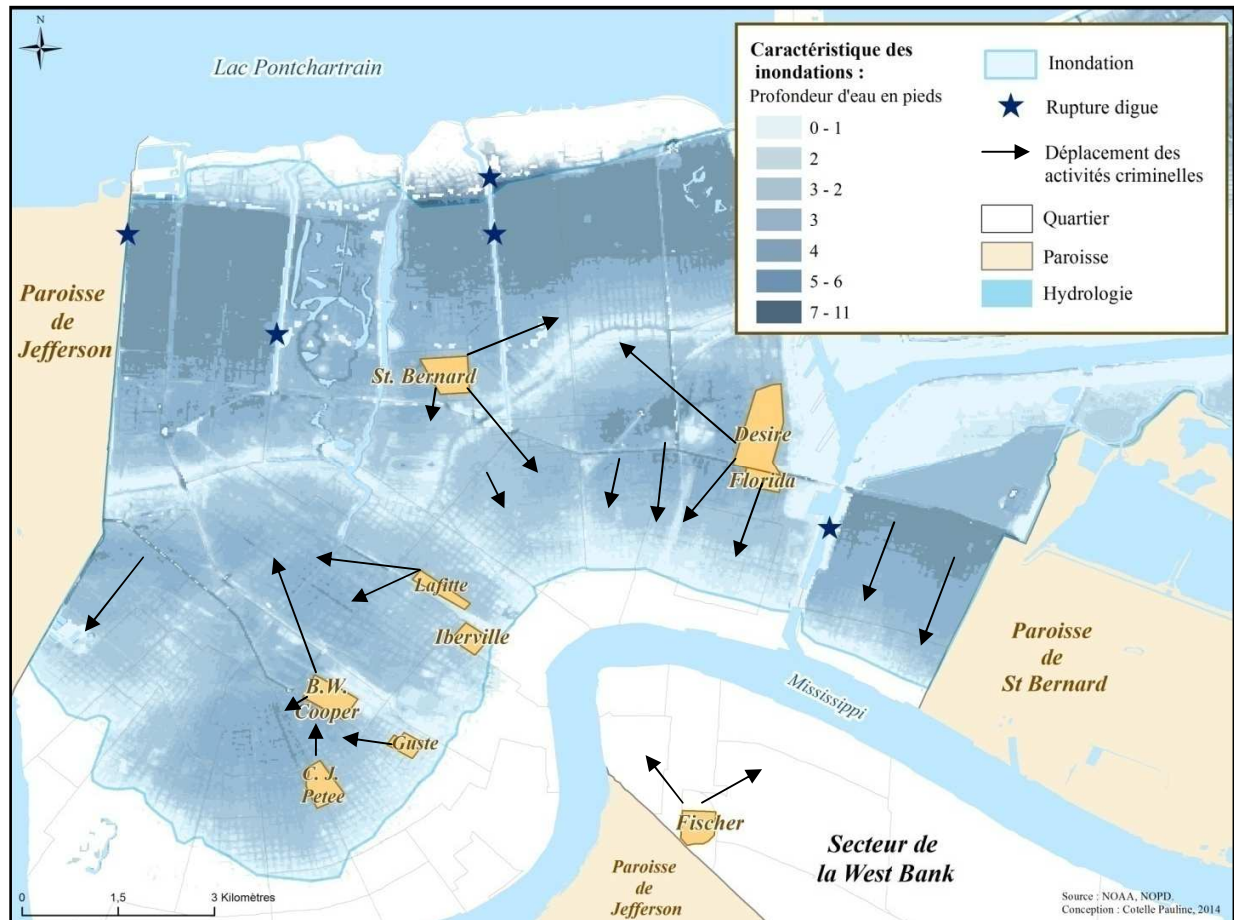


Figure 204 : Une reterritorialisation des activités criminelles conditionnée par les transformations territoriales à court terme de la catastrophe.

La carte présentée ci-dessus illustre les déplacements des activités criminelles des secteurs les plus dévastés (bleu foncé) et des grands ensembles de logements sociaux (jaune) vers les secteurs périphériques où les activités criminelles se sont intensifiées. Ces mouvements se sont principalement opérés vers le Sud en raison des caractéristiques géographiques des inondations. Pour les grands ensembles de logements sociaux localisés à proximité du centre-ville, ces transferts se sont effectués vers les secteurs Nord les plus défavorisés, notamment la portion Nord du quartier de *Central City* et la portion Sud du quartier de *Mid-City*. Pour ceux localisés plus en périphérie de centre-ville, ces flux se sont faits

vers les alentours, notamment vers les quartiers du secteur résidentiel de *Gentilly* qui ont été fortement affaiblis par la catastrophe. Les quartiers localisés à proximité plus ou moins directe des grands ensembles de logements sociaux ont en effet connu une hausse notable de leur taux d'appels d'urgence relatifs à la drogue (*Gentilly Terrace* +238.5%, *St Claude* +14%, *St Roch* + 43.2%, *Seventh Ward* +118.3%, *Mid-City* + 12.3%, *Lakeview* +54.9%).

Un travail de terrain visant à localiser les territoires appropriés par les gangs, réalisé avec les policiers de la Nouvelle-Orléans et certains individus impliqués de près ou de loin dans le trafic de drogue, a confirmé la dynamique de transfert géographique des activités criminelles évoquée ici. Nous avons par ailleurs pu constater la présence de marqueurs territoriaux (graffitis) dénotant d'un déplacement des certains groupes criminels des secteurs dévastés et des grands ensembles de logements sociaux vers les secteurs périphériques notamment dans le secteur de *St Claude* où la présence de tels marqueurs indiquaient la présence de groupes criminels du « *9th Ward* ». Par ailleurs, certains déplacements secondaires ont pu s'effectuer d'Est en Ouest puisque des marqueurs indiquant la présence d'un groupe du *Seventh Ward* ont été trouvés dans les secteurs de *St Roch* et de *St Claude* plus à l'Est (figure 205). A l'échelle du quartier de *Central City*, certains groupes (gangs) issus des anciens logements sociaux de *B.W. Cooper* et *C.J. Petee* ont également tenté de s'approprier certains des territoires adjacents en affichant leur présence sur les façades de maisons inoccupées à l'état d'abandon²⁵.



Figure 205 : Marqueurs territoriaux indiquant un déplacement géographique des groupes criminels originaires du *Seventh Ward* vers le secteur Nord-est de *St Claude* (à gauche), et du *Lower 9th Ward* vers le secteur Sud du quartier *St Roch* (à droite). (Clichés de l'auteur, 2011).

10.3.3.2. Des mutations fonctionnelles des territoires qui conditionnent la spatialisation des activités criminelles

²⁵ Ces déplacements nous ont été confirmés par certains policiers et agents fédéraux spécialisés dans la lutte contre le trafic de drogue (DEA).

Parallèlement aux transformations territoriales évoquées précédemment, ayant conduit à un déplacement des activités criminelles, la gentrification progressive des quartiers localisés à proximité du Mississippi, a exercé une force « répulsive » limitant la progression des activités criminelles (figure 206). Ces « forces » s'observent à l'échelle des quartiers déjà en gentrification avant Katrina (*Algiers Point, CBD, Bywater, Marigny, Leonidas, Lower Garden District, Whitney*), mais également à l'échelle des portions Sud de certains des quartiers contigus localisés au Nord (*Central City, Seventh Ward, St Claude, St Roch, Tremé*). La gentrification des marges de ces quartiers, qui résulte de l'augmentation des prix du logement après Katrina, a fortement contribué à réduire la superficie des territoires favorables au développement des activités criminelles dans le secteur du centre-ville de la Nouvelle-Orléans (figure 206). La figure ci-dessous illustre le lien entre la dynamique de gentrification des quartiers bordant le Mississippi et la spatialisation des activités criminelles après Katrina.

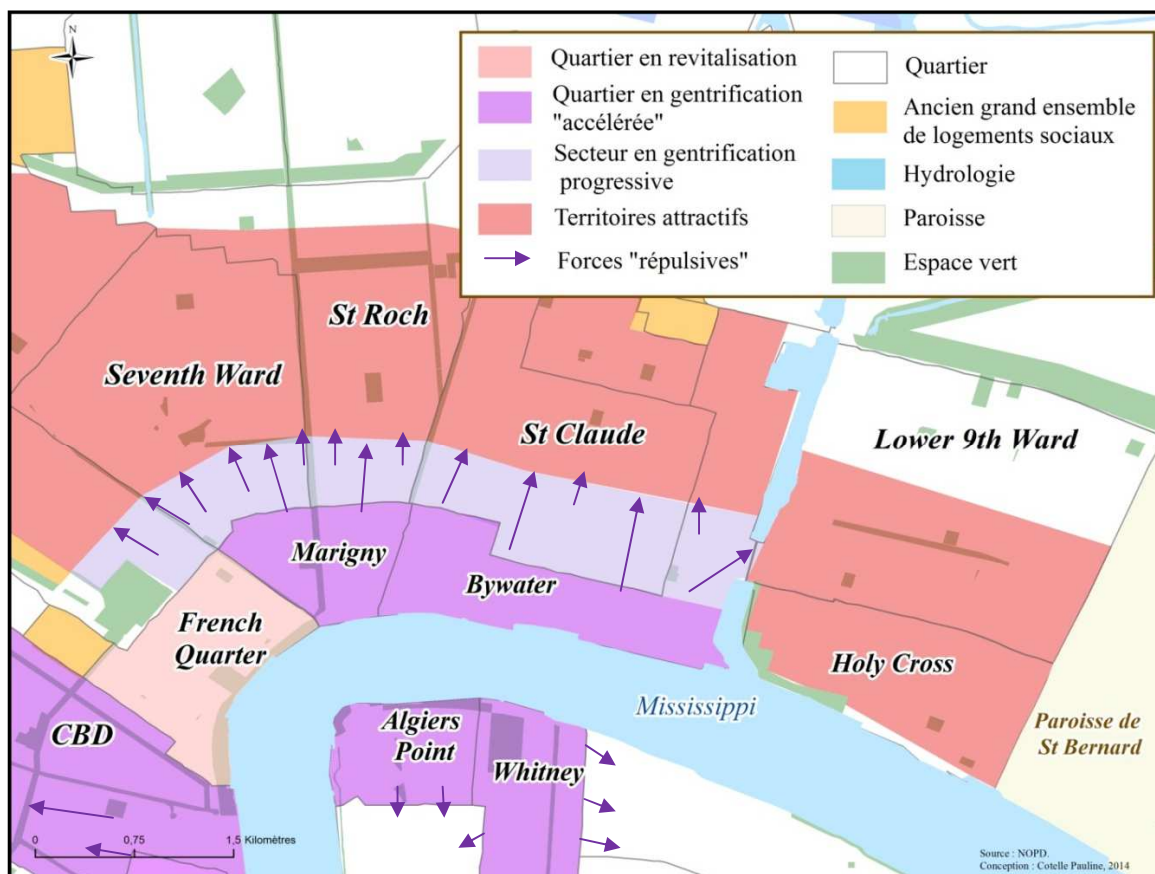


Figure 206 : Une gentrification accélérée par Katrina repoussant les activités criminelles au Nord à l'échelle du secteur du centre-ville de la Nouvelle-Orléans.

La gentrification récente et progressive des marges Sud des quartiers défavorisés qui, avant Katrina, correspondaient aux territoires de trafiquants de drogue, a ainsi contraint les activités criminelles à se « replier » vers le Nord, après que celles-ci aient pu progresser vers le Sud au cours des premières années

post Katrina. En effet, entre 2005 et 2010, la gentrification de ces secteurs s'est faite de manière progressive et a repoussé de manière graduelle les réseaux criminels vers les secteurs Nord peu résilients. L'analyse des appels d'urgence relatifs à la drogue indique une baisse des taux entre 2000 et 2010 à l'échelle des quartiers du *Marigny* (-29.1%) et de *Bywater* (-29.8%) et une augmentation dans les quartiers localisés au Nord du *Seventh Ward* (+ 118.3%), de *St Roch* (+43.2%) et *St Claude* (+14%). Si ce même phénomène s'observe à l'échelle du quartier de *Leonidas* entre les portions Sud (gentrification) et Nord (paupérisation), l'agrégation des données, nécessaire au calcul des taux, entrave l'identification des transferts des activités criminelles à l'échelle de ce quartier. En effet, si le quartier a connu une baisse de 14.9% de ses taux d'appels relatifs à la drogue, cela ne reflète pas nécessairement les évolutions de la criminalité dans la portion Nord du quartier (cf. 10.3.2.2). Le quartier du *Lower Garden district*, en gentrification depuis les années 2000 et largement accélérée par Katrina, a connu une forte baisse de ses taux (-72.2%) résultant très certainement d'un déplacement des activités criminelles vers le Nord. Ces transferts ont toutefois été limités par la gentrification récente de la portion Sud du quartier de *Central City*, qui a impliqué des déplacements plus au Nord, notamment vers le Sud du quartier de *Mid-City* qui a connu une hausse de ces taux de 12.3%. Les déplacements à l'échelle du quartier de *Central City* sont difficilement mesurables en raison des contraintes similaires à celles rencontrées pour le quartier de *Leonidas*. Le quartier de *Central City* a en effet connu une baisse de ses taux d'appels d'urgence relatifs à la drogue de 22.9% pouvant masquer l'intensification des activités criminelles qui a pu s'opérer dans la portion Nord du quartier. Le travail de terrain effectué dans ce secteur du quartier de *Central City* (*Hoffman Triangle*) caractérisé par une très forte concentration de logements vacants en délabrement a en effet largement confirmé la présence de nombreuses activités criminelles (trafic de drogue).

10.3.3.3. Une réduction de la superficie des « territoires attractifs » favorisant la violence et conduisant à des transferts de criminalité vers les périphéries de la ville

“Both federal and local law enforcement experts have blamed the disruption of the drug market by Katrina, and the subsequent return of dealers to fewer viable corners, for the many homicides last year” (Times Picayune, 02/06/2007).

Les mutations des caractéristiques sociales des territoires (gentrification/paupérisation) et les transformations de l'environnement urbain (logements vacants délabrés, dédensification), ont rendu les secteurs localisés à proximité des quartiers en revitalisation et qui concentrent de nombreux logements vacants, particulièrement intéressants pour les criminels (territoires attractifs). Néanmoins, la réduction de la superficie des secteurs « attractifs » disponibles a conduit à des violences résultant d'affrontements entre trafiquants tentant de s'appropriier ou de contrôler un territoire. Ces contraintes spatiales ont par

ailleurs mené à un déplacement des activités criminelles vers les secteurs situés en périphérie de la ville, également affectés par les transferts de pauvreté consécutifs à la fermeture des grands ensembles de logements sociaux (cf. 10.2.1).

➤ Des territoires attractifs et spatialement réduits à proximité du centre-ville

La reterritorialisation des activités criminelles, qui a été limitée par la gentrification accélérée des quartiers du *Marigny*, de *Bywater*, du *CBD*, du *Lower Garden District*, de *Leonidas*, et la gentrification nouvelle des marges Sud des quartiers défavorisés du *Seventh Ward*, de *St Claude* et de *St Roch*, a par ailleurs été contrainte par la dévastation du Nord de ces quartiers (10.3.3.1). Ainsi, les transformations causées par la catastrophe, qu'elles soient brutales (dévastation et condamnation des grands ensembles de logements sociaux) ou progressives (gentrification des secteurs en marge du centre-ville), ont considérablement réduit la superficie des territoires intéressants pour les narcotrafiquants en raison de leurs caractéristiques socio-environnementales et géographiques. La carte ci-dessous illustre les déplacements *post Katrina* des activités criminelles vers les territoires attractifs comprimés entre les secteurs dévastés, les anciens grands ensembles de logements sociaux et les secteurs en gentrification proches du fleuve qui n'ont pas été inondés en 2005.

A l'échelle des quartiers du *Seventh Ward*, de *St Claude* et de *St Roch*, les déplacements des activités criminelles qui se sont opérés des secteurs dévastés et de grands ensembles de logements sociaux vers le Sud, ont été limités par la gentrification progressive de ces secteurs. Similairement, la gentrification de la portion Sud du quartier de *Leonidas* a repoussé les activités au Nord, un déplacement toutefois contraint par la dévastation du quartier de *Hollygrove*. A proximité de la paroisse de *St Bernard*, les transferts des activités criminelles du Nord du *Lower 9th Ward* vers le quartier de *Holy Cross* au Sud ont été limités par les contraintes physiques, à savoir la présence du fleuve. Dans le secteur de *Central City*, la fermeture des trois grands ensembles de logements sociaux et la gentrification des secteurs localisés au Sud, ont limité le développement des activités criminelles dans les portions centrales et Nord du quartier, notamment dans le secteur dévasté d'*Hoffman Triangle*. Cette forte réduction de la superficie des territoires disponibles pour les trafiquants a également impliqué des déplacements plus au Nord (*Mid-City*). Enfin, à l'échelle de la *West Bank*, si ce secteur de la ville qui n'a pas été inondé n'a pas connu de destruction de son environnement urbain, la fermeture du grand ensemble de logements sociaux de *Fisher* (jaune) a conduit à des déplacements des activités criminelles vers l'Est et l'Ouest (*McDonogh*) mais ces flux ont toutefois été limités au Nord par la gentrification des quartiers d'*Algiers Point* et de *Whitney*.

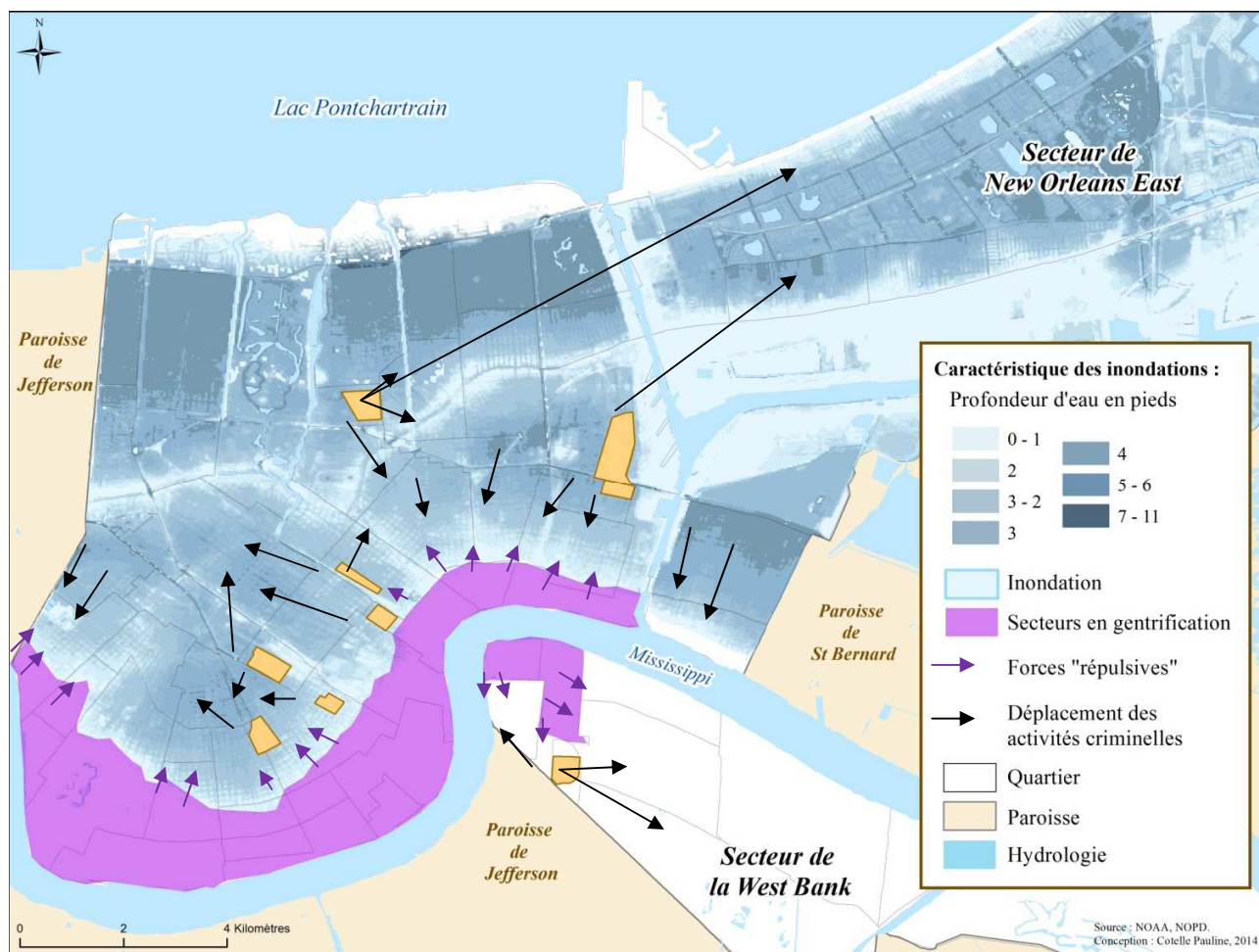


Figure 207 : Une réduction de la superficie des territoires « attractifs » consécutive aux transformations socio-environnementales *post* Katrina.

➤ Des secteurs très prisés par les trafiquants de drogue

Après Katrina, la réduction de la superficie des espaces attractifs pour le développement des activités criminelles localisés à proximité des secteurs résilients du centre-ville et d'*Uptown*, a généré de nombreux affrontements entre trafiquants de drogue pour le contrôle de ces territoires très convoités²⁶. Si ces conflits ont pu être particulièrement violents au cours des premières années *post* Katrina en raison de l'arrivée de plusieurs groupes criminels tentant de s'approprier un nouveau territoire, ceux-ci se sont également prolongés dans le temps en raison de la réduction progressive de l'espace disponible (gentrification). Le schéma ci-dessous illustre de manière synthétique l'impact des différentes transformations socio-environnementales et fonctionnelles des territoires après Katrina sur les territoires attractifs pour les activités criminelles.

²⁶ Ceci nous a été confirmé lors d'entretiens avec la police, certains agents fédéraux (DEA, FBI) et certains trafiquants et repris de justice.

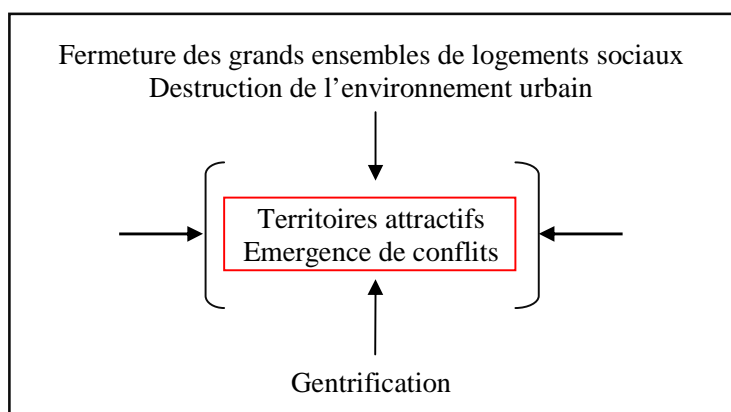


Figure 208 : Une réduction de la superficie des territoires attractifs pour les criminels génératrice de violence (réalisation propre).

C'est en effet dans les quartiers défavorisés et peu résilients de la Nouvelle-Orléans, localisés à proximité des secteurs en gentrification du centre-ville, que la criminalité violente (fusillades, homicides) et les appels d'urgence relatifs à la drogue, ont connu les plus forts taux d'évolution positifs à long terme. La présence de structures vacantes à l'abandon permettant aux trafiquants de drogue de mener à bien leurs activités (facteurs environnementaux) et leur localisation à proximité des « bassins de consommateurs » (facteur géographique, cf. 12.3), ont accru leur attractivité et ont constitué les conditions propices à la reterritorialisation et au développement des activités criminelles. Les quartiers du *Seventh Ward*, de *St Roch*, de *St Claude*, de *Mid City* et de *Holy Cross* ont en effet connu une augmentation importante de leur taux d'agression et/ou d'homicide (tableau 53).

Quartiers	Taux d'évolution des taux d'agressions violentes (%)	Taux d'évolution des homicides (%)	Taux d'évolution des taux d'appels au 911 relatifs à la drogue (%)
Holy Cross	- 46.7	+ 305.8	+ 118
Mid City	- 19.2	+ 308.2	+ 12.3
Seventh Ward	+ 45.5	+ 75.2	+ 118.3
St Claude	- 1.7	+ 312.5	+ 14
St Roch	+ 38.3	- 39.8	+ 43.2

Tableau 53 : Evolution des taux de criminalité violente et des appels d'urgence relatifs à la drogue dans les quartiers affectés par une réduction de la superficie disponible pour les activités criminelles.

- Un déplacement forcé des activités criminelles vers les périphéries de la Nouvelle-Orléans devenues plus vulnérables à la criminalité

La réduction de la superficie des territoires attractifs pour les criminels dans les secteurs centraux de la Nouvelle-Orléans, qui s'est accompagnée d'une aggravation de la criminalité violente à l'échelle des quartiers localisés en marges des secteurs en gentrification, a également entraîné un déplacement des activités criminelles vers les quartiers localisés en périphérie de la ville. A l'échelle des secteurs résidentiels de *Gentilly* et de *New Orleans East*, ces transferts se sont accompagnés d'une augmentation de

la criminalité violente, qui s'est traduit par une hausse des taux d'homicides, d'agressions violentes et/ou des appels d'urgence relatifs à la drogue. Les quartiers de *Gentilly Terrace*, de *Little Woods* et de *Read Blvd West* ont respectivement connu une évolution de +100%, +100% et 0% de leur taux d'homicides, de + 43.7%, + 31.2% et + 84.6% de leur taux d'agressions violentes et de + 238.5%, - 3.4% et + 14.3% de leur taux d'appels d'urgence relatifs à la drogue. En revanche, le quartier de *Read Blvd East* localisé dans le secteur de *New Orleans East* a connu une baisse de ses taux d'homicides et d'agressions violentes de respectivement 100% et 40%. Ceci peut probablement s'expliquer par le développement des stratégies sécuritaires mises en place par les habitants après Katrina (cf. chapitre 9). L'augmentation des taux de criminalité violente, notamment des homicides, à l'échelle de la plupart des quartiers localisés en périphérie de la ville, si elle résulte en grande partie du déplacement des activités criminelles, a été favorisée par les mutations sociales de ces quartiers qui ont été affectés par les transferts de populations défavorisées qui, avant Katrina, vivaient dans le centre de la ville²⁷. L'affaiblissement de ces territoires consécutif à leur paupérisation et, pour certains à la dégradation de l'environnement (*New Orleans East*), a en effet favorisé le développement des activités criminelles ayant dû s'ajuster à la réduction de l'espace disponible dans les secteurs situés en périphérie des quartiers du centre-ville²⁸.

²⁷ Soit dans les grands ensembles de logements sociaux soit dans les quartiers défavorisés qui ont connu une hausse des prix du logement (cf. 10.2.1)

²⁸ Les nombreux échanges avec la population et la police ont corroboré l'idée développée ici d'un transfert des activités criminelles du centre de la ville vers ce secteur périphérique de la ville devenu très vulnérable en raison des impacts démographiques et environnementaux de la catastrophe mais également en raison des transformations à l'œuvre dans le centre de la Nouvelle-Orléans (gentrification/revitalisation).

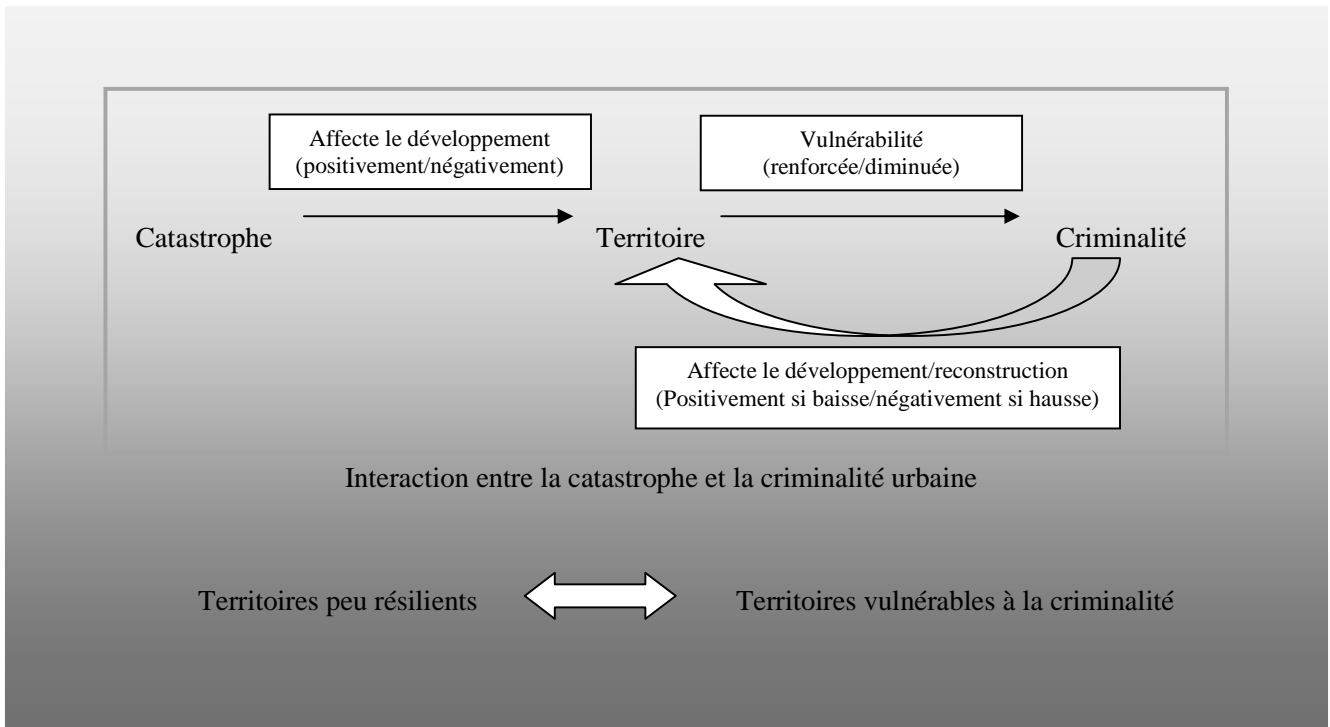
Synthèse chapitre 10 : la criminalité comme grille de lecture des transformations territoriales post catastrophe

Si les dynamiques de développement contrastées des territoires après Katrina (pauvreté, revitalisation, gentrification) ont affecté positivement ou négativement la criminalité, l'évolution des caractéristiques environnementales (multiplication du *blight* urbain et dédensification) permet également de rendre compte des mutations spatiales de la criminalité. Les territoires les plus vulnérables à la criminalité se caractérisent donc par une combinaison de facteurs sociaux et environnementaux, à savoir une augmentation des taux de pauvreté et une dégradation et dédensification de leur tissu urbain. Ces quartiers qui se situent en marge du processus de reconstruction, constituent des territoires particulièrement attractifs pour les criminels en raison de la profusion d'opportunités criminelles liées aux carences de surveillance naturelle et la présence de logements vacants le plus souvent en délabrement. Néanmoins, d'autres facteurs ont joué sur le renforcement de la vulnérabilité de certains territoires notamment les caractéristiques géographiques qui favorisent ou limitent la diffusion de la criminalité (cf. 12.1) ou encore les représentations spatiales du danger des individus qui conditionnent leur actions (cf. 11.3).

La criminalité constitue donc un objet d'étude intéressant dans l'analyse des impacts des catastrophes sur les territoires puisqu'elle permet, dans une certaine mesure, de « lire » les évolutions territoriales *post* catastrophe. Le lien entre la catastrophe et la criminalité est donc de deux ordres :

- La catastrophe en tant qu'événement perturbateur brutal agit comme un révélateur et accélérateur de tendances urbaines en cours et affecte la vulnérabilité des territoires, que ce soit de manière positive ou négative. La catastrophe constitue pour certains territoires un facteur aggravant leur difficulté à se développer, ce qui favorise le développement des activités criminelles, qui en retour limitent le rétablissement du territoire (cercle vicieux). A l'opposé, la catastrophe constitue pour certains territoires une opportunité et un moteur de développement, ce qui favorise la baisse de la criminalité, qui elle-même favorise en retour la résilience de ces territoires (cercle vertueux).
- La catastrophe et la criminalité partagent des facteurs de vulnérabilité communs puisque les territoires les plus affaiblis par la catastrophe²⁹ et qui peinent à se relever sont aussi les territoires qui sont devenus les plus propices au développement des activités criminelles (vulnérabilité intrinsèque).

²⁹ Les territoires impactés directement et ou indirectement – cf. secteur de la *West Bank* qui n'a pas été inondé mais qui a subi des impacts négatifs de la catastrophe en raison des transferts de populations défavorisées contraintes à se déplacer en raison de la crise du logement et de la réduction du nombre de logements disponibles.



Si la catastrophe s'est accompagnée d'une évolution de la vulnérabilité des territoires à la criminalité, il convient également de se questionner sur les impacts qu'a pu avoir Katrina sur l'insécurité perçue (subjective), puisque celle-ci conditionne, d'une part, les actions des individus, notamment leurs stratégies sécuritaires et, d'autre part, le potentiel de rétablissement *post* catastrophe des territoires dans la mesure où les représentations du danger ont un impact sur leur attractivité.

Chapitre 11.

Des mutations urbaines qui affectent les représentations du danger

L'objectif de ce chapitre consiste à s'interroger sur le lien entre les évolutions urbaines *post* Katrina et l'insécurité perçue. A l'échelle de la ville, certains facteurs tels que l'augmentation des taux de criminalité qui, au cours des premières années *post* Katrina, a fait l'objet d'une forte couverture médiatique, ont généré un climat d'insécurité prononcé qui a favorisé le développement des stratégies sécuritaires à l'initiative des habitants (11.1). L'étude des perceptions spatiales du danger à l'échelle des quartiers, a par ailleurs permis d'investir les caractéristiques spatiales de l'insécurité perçue par une cartographie du danger permettant d'analyser le lien entre l'insécurité perçue et les caractéristiques socio-environnementales *post* Katrina des territoires (11.2). Les transformations urbaines notamment la dégradation de l'environnement et la diversification socio-économique des territoires qui ont contribué à exacerber l'insécurité perçue et à favoriser le repli communautaire, ont en effet pu entraîner une évolution des représentations du danger puisque les secteurs les moins résilients s'avèrent correspondre aux espaces perçus comme dangereux alors que les secteurs qui se sont montrés résilients ou, à plus forte raison, ceux qui ont bénéficié de retombées positives de la catastrophe, bénéficient largement de représentations positives (secteurs sûrs) (11.3).

11.1. Un climat d'insécurité renforcé favorisant le développement de stratégies sécuritaires à l'initiative des habitants

“A number of residents and property owners in Mid-City became concerned about increase in crime post Katrina. They attempted neighborhood watches and even paid for private security out of their own pockets. These same people recognized the viability and effectiveness of having an increased police presence in Mid-City and took steps to form the Mid-City Security District” (Site Web du Mid-City Security District).

Le contexte de reconstruction *post* Katrina à la Nouvelle-Orléans s'est accompagné d'un climat d'insécurité renforcé qui explique en grande partie le développement rapide des stratégies de sécurisation

des territoires (*Security Districts*) mises en place par certains résidents devenus particulièrement intolérants face à une criminalité menaçant la reconstruction et le développement de leur quartier. Cette perception accrue du danger est à rattacher à plusieurs facteurs tels que l'augmentation des taux de criminalité venue exacerber le sentiment d'insécurité déjà prégnant avant la catastrophe, d'autant que celle-ci s'est accompagnée d'une forte couverture médiatique (11.1.1). Parallèlement à cela, la généralisation des cambriolages au cours des années *post* Katrina a largement contribué à renforcer l'insécurité perçue des habitants (11.1.2), d'autant que l'affaiblissement du département de police, dont l'image s'est continuellement dégradée au cours des années *post* Katrina, a fortement limité la capacité des policiers à prendre en charge cette problématique (11.2.3).

11.1.1. Une criminalité urbaine fortement médiatisée générant un climat d'insécurité diffus

L'augmentation des taux d'homicides et le développement de nouvelles formes de criminalité non violente dans les secteurs en reconstruction, constituent des facteurs qui ont contribué à expliquer l'évolution des pratiques sécuritaires à l'initiative des habitants après Katrina. L'augmentation du nombre de *Security Districts* s'inscrit en effet dans un contexte de reconstruction *post* catastrophe menacée par une criminalité violente prononcée et fortement médiatisée.

11.1.1.1. Augmentation des taux de criminalité

L'université de la Nouvelle-Orléans dans une enquête sur la qualité de vie menée auprès de la population en 2006, indique que la criminalité constitue d'après les habitants le problème le plus sérieux auquel la ville ait à faire face (Howell, 2006)³⁰. Cette observation était toujours valable cinq ans après Katrina puisqu'une enquête réalisée en 2010 de la *Kaiser Foundation*³¹ révèle que les citoyens mentionnent la criminalité comme un problème devant les difficultés économiques, de logement, de chômage ou encore de santé publique (Wellford et al. 2011). Une enquête similaire sur la qualité de vie³² conduite deux ans plus tard par l'Université de la Nouvelle-Orléans (UNO, 2012), montre que pour 61% des enquêtés la criminalité constitue le principal problème pour la ville et 64% des personnes ayant répondu à l'enquête considèrent la criminalité comme en augmentation (OIG, 2013). L'enquête indique également que 36% des habitants ne se sentent pas en sécurité dans les environs proches de leur lieu de résidence à la tombée de la nuit.

³⁰ "“Keeping people” - The 2006 Quality of Life survey in Orleans and Jefferson Parishes” (University of New Orleans, 28/11/2006).

³¹ La Kaiser Family Foundation est une association à but non lucratif (voir lien internet : <http://kff.org/>).

³² Cf. “The University of New Orleans Survey Center, 2012 Quality of life Survey, Orleans and Jefferson Parishes” (University of New Orleans, 2012).

Parallèlement à ces travaux, une enquête réalisée à la Nouvelle-Orléans de 2010 à 2011 et portant sur les perceptions spatiales du danger des habitants et des policiers (11.2), a également permis de mettre en exergue la forte préoccupation des populations face à la problématique de la criminalité. Les habitants³³ ont ainsi été interrogés sur leur niveau de préoccupation vis-à-vis de la criminalité en précisant si celle-ci constituait une préoccupation de première importance, d'importance majeure, faible ou nulle, ou encore si elle ne constituait qu'une préoccupation parmi d'autres. Les résultats indiquent que pour plus de 50% des habitants ayant répondu à la question (264 sur 200), la criminalité constitue une préoccupation majeure.

Préoccupation des habitants						
	Préoccupation de première importance	Préoccupation majeure	Préoccupation parmi d'autres	Faible préoccupation	Aucune préoccupation	TOTAL
Nombre de citations	42	138	60	19	5	264
Pourcentage	15.9	52.3	22.7	7.2	1.9	100

Tableau 54 : Niveau de préoccupation des habitants face à la criminalité (source : enquête réalisée de 2010 à 2011).

Les recherches anglo-saxonnes en criminologie ne manquent pas de souligner l'impact de la violence et de la peur du risque de victimisation sur le sentiment d'insécurité des populations (Zimring et Hawkins, 1997)³⁴. Les taux de criminalité constituent ainsi une composante centrale de la perception du danger des habitants et peuvent influencer leurs choix sécuritaires. Après plusieurs mois caractérisés par une criminalité historiquement basse (cf. 8.1.), le retour de la criminalité violente dans le courant de l'année 2006 a généré un fort climat d'insécurité à l'échelle de la ville qui a incité les habitants à recourir à des modes de sécurisation de l'espace, notamment la mise en place de *Security Districts* (chapitre 9).

11.1.1.2. Effets des médias sur les représentations du danger

L'augmentation de la criminalité en valeurs absolues entre 2006 et 2007 (figure 209) et par taux entre 2004 et 2007, a constitué une thématique privilégiée des médias mettant en avant un risque pour la Nouvelle-Orléans d'être « submergée » par la criminalité³⁵. Les journalistes, largement focalisés sur la violence après Katrina (figure 210), ont régulièrement communiqué les statistiques criminelles à la population inquiétée de voir le rétablissement de leur quartier et de leur ville compromis par la criminalité (figure 209).

³³ L'enquête a porté sur 300 habitants après un tri visant à écarter les questionnaires mal renseignés (cf. 11.2).

³⁴ Ces chercheurs considèrent la criminalité violente et la peur de victimisation comme un facteur central d'insécurité dans le contexte Étasunien.

³⁵ L'expression « *crime tide* » (littéralement « marée criminelle ») a fréquemment été utilisée par les médias locaux (*Times Picayune*) et nationaux (*Fox News*). Ce jeu de mot est une analogie aux inondations post Katrina utilisée pour traduire le risque pour la ville d'être « inondée » non plus par les eaux mais pas la violence.

NEW ORLEANS CRIME STATS			
A look at the first-quarter crime statistics compared with the previous quarter and one year ago:			
Crime	1st quarter 2006	4th quarter 2006	1st quarter 2007
Murder	17	52	48
Rape	23	20	14
Armed robbery	73	202	190
Simple robbery	31	60	54
Assault	220	330	447
Violent crime total	364	664	753
Burglary	904	1,270	1,289
Theft	950	1,554	1,851
Auto theft	685	688	727
Non-violent crime total	2,539	3,512	3,867
Total	2,903	4,176	4,620

Source: NOPD

Figure 209 : Statistiques criminelles de la police publiées dans le journal local montrant une forte augmentation de la criminalité en valeurs brutes entre 2006 et 2007 (source : *Times Picayune*, 21/05/2007).

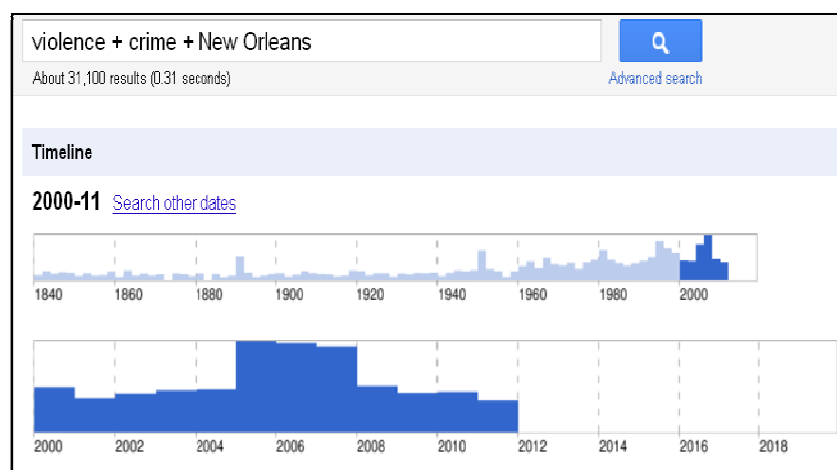


Figure 210 : Forts pics d'attention des médias à la criminalité au cours des années *post* Katrina (Réalisation propre avec l'utilisation de *Google Search*©).

L'enquête portant sur les représentations spatiales du danger des policiers évoquée plus haut (11.2), s'est intéressée aux évolutions temporelles de l'insécurité perçue, en opposant la situation *pre* et *post* Katrina³⁶ (figure 211). La période *post* Katrina a été fractionnée par années (2006 à 2010) afin de les comparer les unes aux autres. Sur les 200 policiers ayant participé à l'enquête, 80% ont mentionné une des années *post* Katrina comme la plus insécure contre seulement 20% mentionnant la période *pre* Katrina comme la plus dangereuse. L'année 2007 et dans une moindre mesure l'année 2008 sont largement considérées comme celles ayant été les plus dangereuses. En effet, 45% des policiers ont cité 2007 comme l'année la plus insécure, contre 30% pour 2008 et seulement 5% pour 2009. Les années 2007 et 2008 correspondent

³⁶ Nous avons demandé aux policiers de classer par ordre d'importance les périodes proposées (Pre Katrina – 2006 – 2007 – 2008 – 2009 – 2010 – Right now) en leur demandant la période qui selon eux avait connu les plus forts taux de criminalité : « Would you rank the following years depending on the level of danger (crime rates) : 1 – worst crime rates (most dangerous) to 7 – lowest crime rates (safest) ».

également à la période à laquelle la couverture médiatique de la violence fut la plus importante (figure 210). En revanche, si 90% des policiers ont mentionné l'année 2006 comme la plus sûre, cette année a tout de même fait l'objet d'un traitement médiatique fort de la violence. Enfin, les années 2008 à 2010 ont connu une baisse importante de la couverture médiatique de la violence, ce qui correspond, dans une certaine mesure, aux représentations des policiers puisque seul 5% d'entre eux ont mentionné 2009 comme l'année la plus violente et aucun n'a cité 2010 et la situation actuelle (*post* 2010) comme les périodes les plus dangereuses.

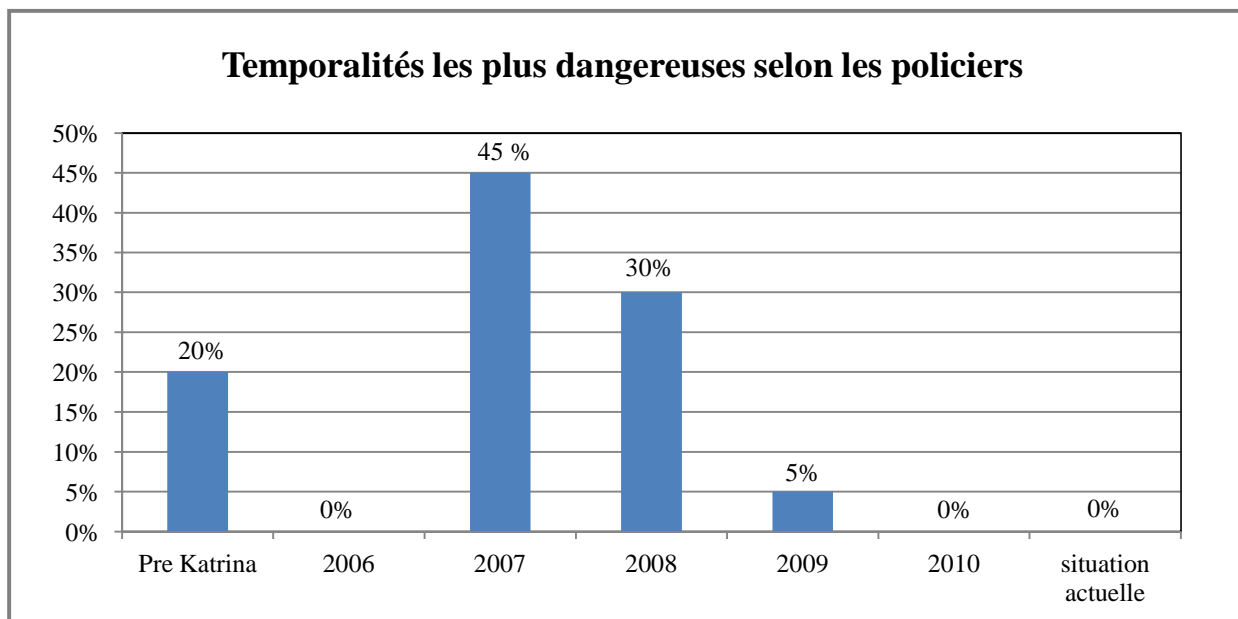


Figure 211 : Niveau de danger perçu par les policiers selon les temporalités *pre* et *post* Katrina (réalisation par l'auteur).

L'augmentation des taux d'homicide après la catastrophe a fortement attisé l'inquiétude des habitants au sujet de leur sécurité, d'autant plus que le nombre inconnu d'habitants revenus en ville au cours des premières années *post* Katrina s'est accompagné d'une forte incertitude sur l'augmentation réelle des taux. En effet, en 2006, le FBI avait basé ses calculs sur une estimation de la population totalement irréaliste de 430 000 habitants (soit une baisse de 30 000 habitants par rapport à 2000) qui a très fortement minimisé l'augmentation des taux (OIG, 2013). En revanche, en 2007 l'estimation du nombre d'habitants utilisée pour le calcul des taux, beaucoup plus proche de la réalité (220 000 habitants), a littéralement fait « exploser » les taux de criminalité violente. Cette évolution des taux a largement été relatée par les médias de l'information mettant en avant un risque de « marée criminelle » menaçant la reconstruction de la ville (figure 212).



Figure 212 : Un risque de « marée meurtrière » après Katrina mis en évidence par les médias, comme ici où le nombre de meurtres (459) est mis en lien avec le nombre de jours (560) écoulés depuis la catastrophe (source : Fox8News, 02/2007).

L'« effet média » est un facteur important à prendre en compte dans l'analyse de l'évolution des pratiques sécuritaires à l'initiative des habitants. En effet, les médias constituent la « courroie de transmission »³⁷ entre les autorités et la population puisque cette dernière n'a pas, ou très partiellement, connaissance de la « réalité criminelle »³⁸. L'effet télescopique³⁹ (« *telescopic effect* ») qui désigne le processus de transfert du risque dans les représentations des habitants peu exposés à la victimisation violente mais se sentant directement menacés, a pu jouer un rôle après Katrina dans le renforcement du recours à la sécurité privée. La forte incertitude quant au devenir de la ville a également amplifié la sensibilité des habitants à la criminalité et sans nul doute attisé leur besoin de sécurité, favorisant ainsi le repli communautaire. L'initiative de certains habitants du *French Quarter* qui avaient décidé en 2010 de créer un *Security District* à l'échelle du quartier⁴⁰, constitue un bon indicateur de cette sensibilité accrue à la criminalité. La survenue de nombreux crimes violents dans ce secteur vitrine réputé comme sûr (cf. 8.1), a constitué un choc pour les résidents désirant accroître par leurs propres moyens la sécurité du quartier.

11.1.2. Impacts de l'augmentation de la criminalité non violente sur l'insécurité perçue

Après Katrina, la très grande majorité des quartiers qui ont été inondés en 2005 ont connu une augmentation à court, moyen et long terme des cambriolages, favorisés par le contexte de baisse de la

³⁷ Expression utilisée par Frédéric Lemieux dans sa thèse de doctorat de 2005.

³⁸ Cf. "Breaking news: How Local TV news and real-world conditions affect fear of crime." (Weitzer et Kubrin. 2004).

³⁹ Cette expression nous a été donnée lors d'un entretien (2010) avec le professeur en criminologie George E Capowich de l'Université privée de Loyola à la Nouvelle-Orléans.

⁴⁰ Nous avons assisté au cours de l'été 2010 à la phase finale de mise en place de ce projet qui a finalement été rejeté à l'issue du vote des résidents et commerçants du *French Quarter* en septembre 2010.

surveillance naturelle consécutive aux départs massifs des habitants et à leur retour progressif et sporadique.

11.1.2.1. Augmentation relative de la criminalité contre les biens dans le quartier de Lakeview bénéficiant d'un Security District

L'étude de l'évolution de la criminalité en valeurs absolues et relatives (taux)⁴¹ à l'échelle du *Security District* de *Lakeview* éclaire le questionnement relatif à l'impact de la criminalité sur la motivation des habitants à mettre en place ou réactiver un *Security District* dans le contexte *post* catastrophe⁴². En effet, la criminalité contre les biens affecte directement les populations bénéficiant ou susceptibles de mettre en place un *Security District*.

➤ Fluctuation du volume de criminalité

La figure 213 figurant à la page suivante illustre l'évolution du nombre de crimes violents et non violents survenus dans le *Security District* de *Lakeview* entre 1998 et 2010. L'analyse des données criminelles et relatives à la population permettent de mettre en contexte les données brutes.

⁴¹ Analyse qui se base sur les données du NOPD collectées par les membres du comité du *Security District* de *Lakeview*.

⁴² Nous avons pu obtenir des données détaillées sur la criminalité à l'échelle de ce *Security District* créé en 1998 et réactivé après Katrina.

Année	Crimes contre les personnes	Crimes contre les biens	Population
2000	25	579	17 507
2001	27	561	
2002	25	440	
2003	16	344	
2004	15	355	
2005	5 Katrina	201	17 507 +
2006	8	333	Population divisée ~ 2
2007	8	374	
2008	6	246	
2009	10	216	11 839 -
2010	8	278	11 839
2011	1	42	11 839 +

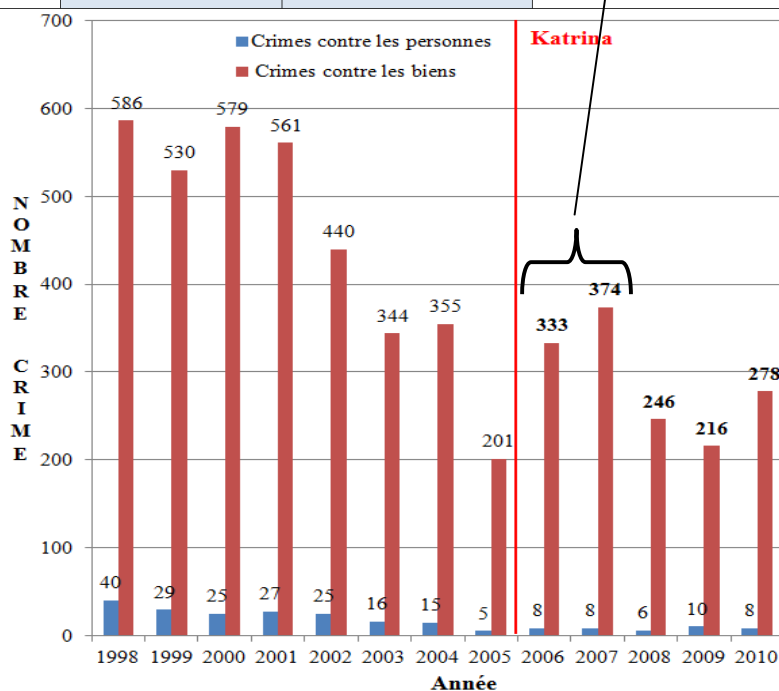


Figure 213 : Evolution de la criminalité dans les limites du *Security District* de *Lakeview* au regard des évolutions démographiques⁴³ (Sources : *US Census 2000/2010*, *Lakeview Crime Prevention District*).

On remarque une légère augmentation de la criminalité non violente en 2007 au regard des données enregistrées en 2003, 2004 et 2005. En revanche, le volume de criminalité contre les biens d'une moyenne de 289.4 faits entre 2006 et 2010 est près de deux fois plus bas que la moyenne calculée pour les années 1998 à 2001 de 564 faits par an (455.8 pour la période 2000 à 2004). En ce qui concerne la criminalité violente, la moyenne calculée pour la période 2000 à 2004 est de 21.6 faits par an contre une moyenne de

⁴³ Le *Security District* de *Lakeview* englobe le quartier de *Lakeview*, *Navarre* et *West End*. La population de ces trois quartiers sert donc de référent pour apprécier l'évolution démographique du *Security District* après Katrina (*Lakeview* : 9875 habitants en 2000, 6394 en 2010 ; *Navarre* : 2908 habitants en 2000, 2298 en 2010 ; *West End* : 4724 habitants en 2000, 3147 en 2010).

8 pour la période 2006 à 2010. La criminalité violente a donc été réduite de plus de moitié après Katrina. Il convient cependant de replacer ces évolutions, calculées sur la base des valeurs absolues, dans le contexte de forts changements démographiques puisque la population du *Security District* est passée de 17 507 habitants en 2000 à 11 839 en 2010, avec une baisse bien plus prononcée mais inconnue entre 2005 et 2010. Le calcul des taux permet ainsi de fortement relativiser les évolutions de la criminalité constatées ici.

Le taux de criminalité non violente entre 2000 à 2004 est de 26‰ (17 507 habitants, 455.8 faits/an) contre 24.4‰ entre 2006 à 2010 (11 839 habitants et moyenne de 289.4 faits/an) soit une baisse bien plus faible que celle calculée à partir des données brutes. Néanmoins, le calcul des taux pose problème pour la période 2006 à 2010 car la population pour des années 2006 et 2007⁴⁴ était largement inférieure à 11 839 habitants. L'usage du nombre exact d'habitants (inconnu) pour ces années aurait tendance à fortement gonfler les taux. L'estimation du taux pour la période 2006 à 2007 sur la base d'une population divisée⁴⁵ par deux par rapport à 2000 serait ainsi de 40.3‰ (8753 habitants pour 353.5 faits/an en moyenne). L'usage de données plus réalistes sur la population montre ainsi une augmentation conséquente des taux de criminalité contre les biens pour la période 2006 à 2007. Cette augmentation est encore plus nette si cette période est comparée aux deux années 2003 et 2004 puisque le taux passe de 20‰ (2003/2004) à 40.3‰ (2006/2007). La criminalité contre les biens a ainsi été multipliée par deux entre ces deux périodes au regard des taux calculés à partir de données démographiques plus proches de la réalité.

L'évolution des taux de criminalité violente est assez similaire à celle des crimes contre les biens puisque les taux ont connu une baisse entre les périodes 2000 à 2004 et 2006 à 2010, passant respectivement de 1.2‰ à 0.6‰. En revanche, l'analyse des taux par l'usage de l'estimation d'une population divisée par deux en 2006 et 2007, montre une très légère augmentation des taux de criminalité violente entre les périodes 2003/2004 et 2006/2007 (respectivement 0.87‰ 0.91‰).

➤ Forte augmentation du nombre de cambriolages

L'analyse plus détaillée de l'évolution de la criminalité par type d'offense met à jour une forte augmentation de certaines catégories de crimes au cours des deux années *post* Katrina, en particulier les cambriolages (figure 214). Ces derniers ont en effet connu une augmentation notable aussi bien en valeurs relatives qu'en valeurs absolues. Deux catégories de criminalité non violente caractérisent particulièrement les deux années 2006 et 2007 à savoir les cambriolages et les vols simples.

⁴⁴ La population de 2008 et 2009 était également inférieure mais se rapprochait davantage de celle de 2010, pour cette raison nous nous intéressons principalement aux deux années 2006 et 2007 puisque c'est à cette période que la baisse de la population a été la plus prononcée.

⁴⁵ D'après nos entretiens avec certains résidents de *Lakeview* et policiers travaillant dans le secteur, la population en 2006 aurait pu être inférieure à l'estimation proposée ici. Les taux auraient dans ce cas été encore plus élevés.

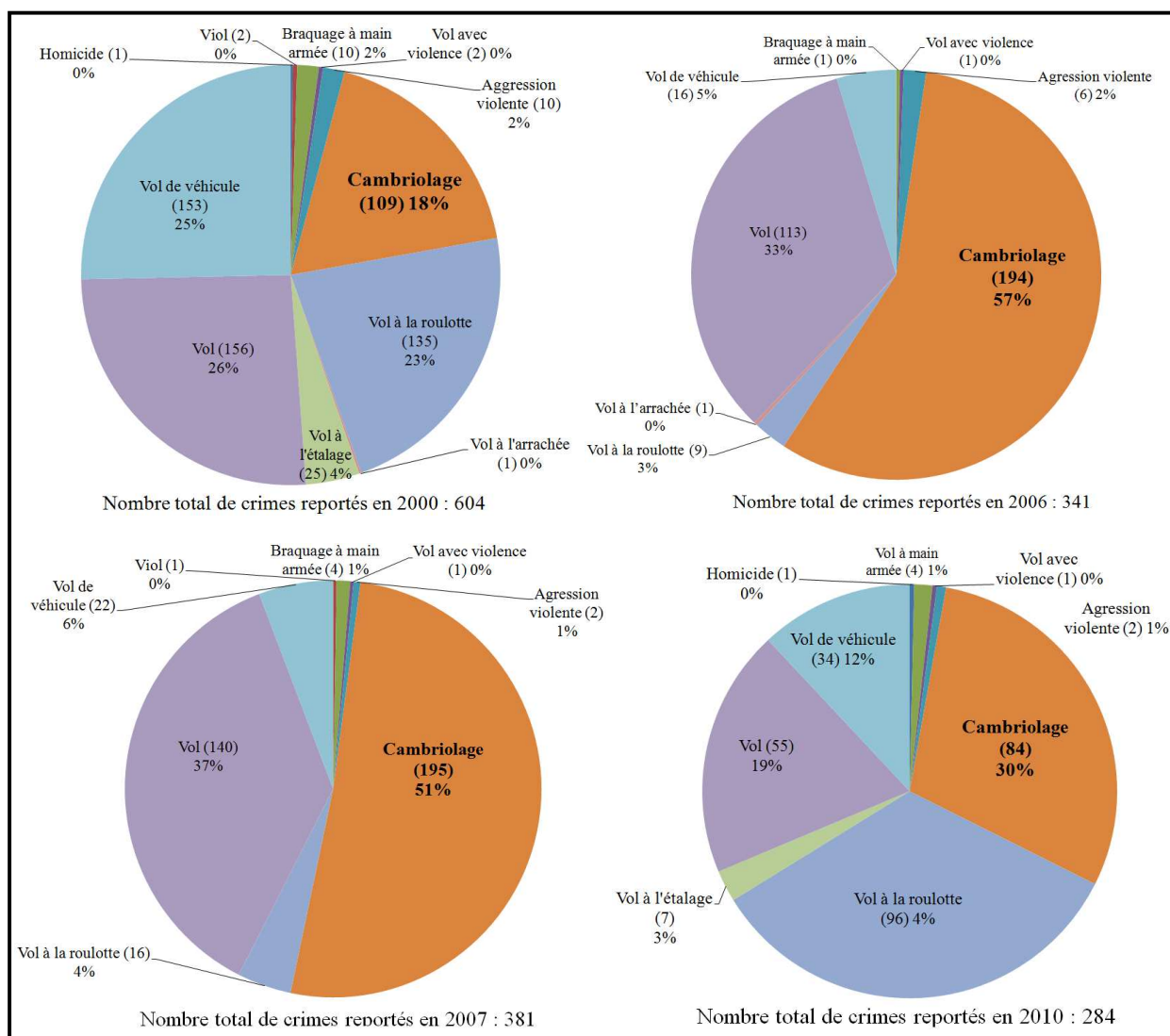


Figure 214 : Evolution des différentes catégories de crimes après Katrina pour le Security District de Lakeview (source : Lakeview Crime Prevention District⁴⁶)

Rapportés à la population, les cambriolages et les vols simples ont connu une véritable explosion au cours des deux années 2006 et 2007 comparativement à 2000. En 2010, les taux de vols ont toutefois connu une baisse assez conséquente (8.3‰ en 2000 contre 4.6‰ en 2010) mais les taux de cambriolages se sont maintenus au dessus de ceux de 2000 (respectivement 7.1‰ et 6.2‰). L'utilisation de données démographiques basées sur l'estimation d'une baisse de 50% de la population entre la période pre Katrina et les deux années qui ont suivi la catastrophe (8753 habitants), donnent en effet des taux de cambriolages qui ont quasiment triplés entre 2000 (6.22‰) et les deux années *post* Katrina (22.2‰).

L'analyse de l'évolution de la criminalité par catégories de crimes permet également de pointer

⁴⁶ Cf. Certaines données criminelles sont disponibles sur le site web du Security District (www.lcpdonline.com), mais nous utilisons ici des données obtenues par email après une demande *via* le site web.

l'évolution de chaque catégorie au regard des autres. On remarque qu'en 2006 et 2007 ce sont les cambriolages et les vols qui englobent la quasi-totalité du volume de crimes survenus dans le *Security District*. Ces deux catégories de crimes représentent en effet 90% de l'ensemble de la criminalité en 2006 et 88% en 2007 contre 44% en 2000 et 49% en 2010. Par ailleurs, certains crimes tels que les vols à la roulotte et les vols de véhicules représentent une part négligeable du volume de la criminalité totale au cours des deux années *post Katrina* (une moyenne respectivement de 3,5% et 5,5%) alors que ceux-ci constituent en 2000 et 2010 une catégorie de crime plus répandue (une moyenne respectivement de 31.5% et 18.5%).

Cette évolution quantitative (taux) et qualitative (nature des crimes) de la criminalité non violente après Katrina a pu réactiver, voir amplifier, le besoin de sécurité des habitants du *Security District* de *Lakeview* qui se sont largement prononcés en faveur de sa réactualisation. En effet, l'apparente baisse de la criminalité à l'échelle du *Security District* de *Lakeview* au regard des valeurs absolues n'est pas représentative de la réalité du risque criminel *post Katrina* puisque la réduction importante du nombre d'enjeux (habitants, résidences, commerces, véhicules) a conséquemment réduit quantitativement les opportunités criminelles, ce qui peut expliquer la baisse de la criminalité en valeurs absolues. Par ailleurs, l'analyse des taux semble confirmer cette hypothèse puisque l'accroissement relatif de la criminalité traduit une aggravation du risque résultant d'une plus forte vulnérabilité des enjeux en raison d'une plus faible surveillance (naturelle et formelle) et d'une exposition à une motivation accrue des voleurs et cambrioleurs résultant en partie du faible risque d'être appréhendé.

11.1.2.2. Une multiplication des cambriolages qui entrave la reconstruction des territoires

Les évolutions de la criminalité contre les biens constatées précédemment ne sont pas spécifiques au *Security District* de *Lakeview*. Les taux ont en effet augmenté dans de nombreux quartiers en reconstruction où la baisse de la population a été importante (cf. 8.3, 10.2), notamment dans les secteurs résidentiels périphériques de *Lakeview*, *Gentilly* et *New Orleans East*. Cette augmentation est donc à rattacher aux évolutions démographiques mais également au développement de nouvelles formes de criminalité qui ont généré un fort sentiment d'insécurité et découragé de nombreux habitants dans leur effort de reconstruction. Après Katrina, la police a en effet constaté le développement et la généralisation des vols des matériaux de la reconstruction⁴⁷ (notamment le cuivre) qui ont été favorisés par l'absence des habitants résidant temporairement hors ou dans d'autres quartiers de la ville. La théorie des opportunités criminelles permet d'expliquer le développement de cette forme de criminalité qui a entraîné de nombreux

⁴⁷ Vol de cuivre, outils de travail, climatisation, canalisation, câbles électriques, etc. Nous avons pu observer sur le terrain lors de patrouilles avec le NOPD de nombreux cas de cambriolages où les malfaiteurs s'étaient emparés de canalisations en cuivre ou encore de systèmes de climatisation. Il s'agissait la plupart du temps de résidents appelant la police pour reporter un cambriolage chez leurs voisins absents. Cf. "Crime Wave Surfaces in Post-Katrina New Orleans" (NPR, 12/08/2006).

habitants à quitter la ville après avoir été victimes de cambriolages et de vols à répétition⁴⁸. Le risque criminel s'est en effet amplifié en raison d'une multiplication des opportunités criminelles par la baisse de la surveillance naturelle (réduction du nombre d'habitants), l'affaiblissement de la surveillance formelle (police) et la forte motivation des voleurs et cambrioleurs (besoin, opportunisme). Malgré la baisse substantielle de la population et du nombre élevé de résidences et commerces détruits par Katrina, la criminalité non violente a connu une forte augmentation relative après Katrina. Ceci a pu inciter certains habitants non satisfaits à opter pour la mise en place d'un *Security District* visant à renfoncer la surveillance de leur quartier et prévenir les cambriolages et les vols.

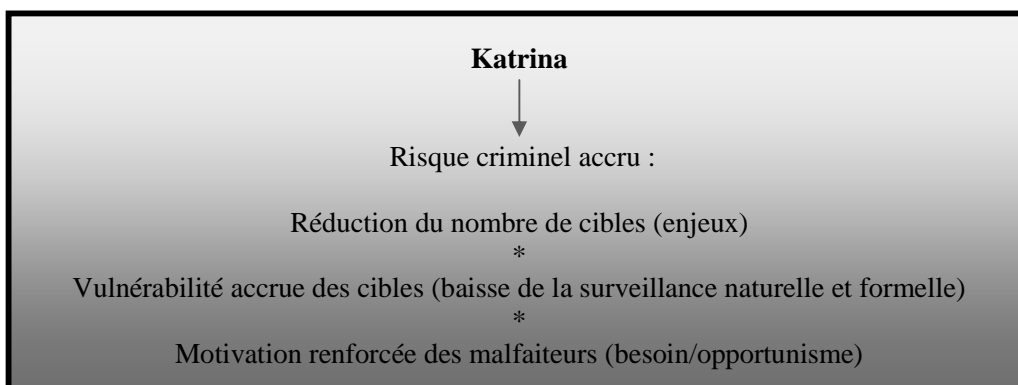


Figure 215 : Une augmentation relative de la criminalité contre les biens favorisée par la baisse de la surveillance des quartiers en reconstruction.

L'augmentation du nombre de cambriolage au cours des années *post* Katrina à l'échelle des quartiers qui se sont dépeuplés (cf. 10.3.1) a eu des effets non négligeables sur le sentiment d'insécurité et, incidemment, sur le potentiel de reconstruction des quartiers. De nombreux entretiens menés avec la population de la Nouvelle-Orléans de 2010 à 2012 ont mis en évidence l'impact des cambriolages sur leur perception du danger mais également sur le potentiel de rétablissement des quartiers localisés en périphéries de la ville, très sujets à cette forme de criminalité. Si la baisse de la surveillance a eu un effet direct sur la vulnérabilité des territoires aux cambriolages et, incidemment sur le sentiment d'insécurité, l'affaiblissement du département de police, peu à même de répondre à la multiplication des cambriolages, a également constitué un facteur d'insécurité prégnant.

11.1.3. Un affaiblissement des services publics en charge de la sécurité urbaine favorisant l'insécurité

⁴⁸ Nous appuyons ici nos propos sur l'accumulation de témoignages de policiers et d'habitants ayant fait l'expérience directe de ce phénomène. C'est le cas de John, un ancien résident de *New Orleans East* qui avait entrepris la reconstruction de sa résidence mais qui après plusieurs victimisations avait fait le choix de s'installer dans le quartier de *Leonidas*, moins affecté par les cambriolages à répétition.

“That perceived impunity and a persistent murder rate that remains more than eight times the national average have led to five years of increasing mistrust in New Orleans police” (NPR, 12/08/2010).

L'affaiblissement du département de police dont l'image s'est fortement ternie au cours des années *post* Katrina, s'est accompagné d'une dégradation des relations entre les policiers et les habitants, plus enclins à prendre en main leur sécurité. De plus la généralisation des cambriolages, devenue une véritable entrave au rétablissement des quartiers en reconstruction, a été reléguée au second plan par le département de police concentrant ses maigres ressources et effectifs policiers sur la lutte contre la criminalité violente. Ce désinvestissement de la police dans la gestion de la criminalité non violente a conduit à un mécontentement général des citoyens non satisfaits des réponses apportées par les autorités publiques.

11.1.3.1. Une dégradation des relations entre la police et la population

“Security districts might also have proliferated due to frustration with and general distrust of New Orleans’s existing public safety and criminal justice institutions” (OIG, 2013).

Les violences policières qui se sont multipliées au lendemain de la catastrophe (cf. 7.2) ont fait l'objet de très nombreuses enquêtes par les autorités fédérales impliquées dans l'investigation de ces événements (notamment le FBI). Dans un rapport complet mené en 2011⁴⁹, le Département de la Justice (DOJ) met en avant le recours abusif à l'usage de la force par les policiers du NOPD. La forte médiatisation des histoires de violences policières survenues dans le sillon de Katrina qui ont par ailleurs fait l'objet de faux rapports par des officiers hauts gradés⁵⁰, a contribué à détériorer les relations entre les citoyens et la police, ce que de nombreuses enquêtes sur la satisfaction des habitants à l'égard du travail des policiers mettent en avant. Une série de sept enquêtes menées par la *New Orleans Crime Coalition*⁵¹ (NOCC) entre 2009 et 2013, indiquent qu'en moyenne, seul 33% de la population était satisfaite du travail de la police en 2009 mais révèle cependant qu'en 2013, 58% des résidents se disaient satisfaits du travail du NOPD⁵². Ce manque de confiance dans les autorités, exacerbé par la catastrophe, a contribué à renforcer le sentiment d'insécurité des populations se sentant peu protégées et a ainsi pu encourager certains résidents à chercher des

⁴⁹ “Investigation of the New Orleans Police Department” (United States Department of Justice Civil Rights Division (DOJ), 16/03/2011).

⁵⁰ En particulier la fusillade du Danziger Bridge (cf. 7.2) qui a fait l'objet d'une très forte couverture médiatique à partir de 2008. Voir : <http://topics.nola.com/tag/danziger-bridge/index.html>.

⁵¹ *New Orleans Crime Coalition (NOCC) Citizen Satisfaction Survey* (Août 2009, août 2010, février 2011, août 2011, février 2012, août 2012, mars 2013). Enquêtes disponibles sur le lien suivant : <http://www.crimcoalitionnola.com/category/surveys>.

⁵² Ces enquêtes évaluent la satisfaction de la population au sujet de différentes thématiques portant sur le travail des policiers (criminalité violente, criminalité contre les biens, lutte contre le trafic de drogue, intégrité, professionnalisme, coopération avec le public, attitude des policiers). La satisfaction de la population globale correspond à la moyenne des satisfactions relatives à chaque thématique. 600 personnes, réparties de manière homogène à l'échelle des 8 Districts de police du NOPD, ont été questionnées.

alternatives aux réponses de la police. Cependant, tous les résidents ne disposant pas des mêmes ressources leur permettant de palier les carences des services publics a rendu cette quête sécuritaire très inégalitaire en raison du caractère sélectif des *Security Districts*. En effet, les populations défavorisées (cf. 8.1.3) qui sont les plus affectées par l'altération des relations avec la police et les plus exposées à la menace criminelle, se sont retrouvées sans réelle alternative pour répondre à l'insécurité. Ainsi, si le développement de *Security Districts* a pu permettre à certains résidents de satisfaire plus ou moins partiellement leur besoin de sécurité, il a également renforcé les inégalités sociales en termes d'accès à la sécurité. L'enquête menée en 2009 par un institut de recherche indépendant (*Wilson Research Strategies*) propose des résultats intéressants quant à l'insatisfaction des habitants vis-à-vis du travail des policiers puisqu'ils mettent en évidence le niveau d'insatisfaction des habitants par District de police dans lequel ils résident (figure 216).

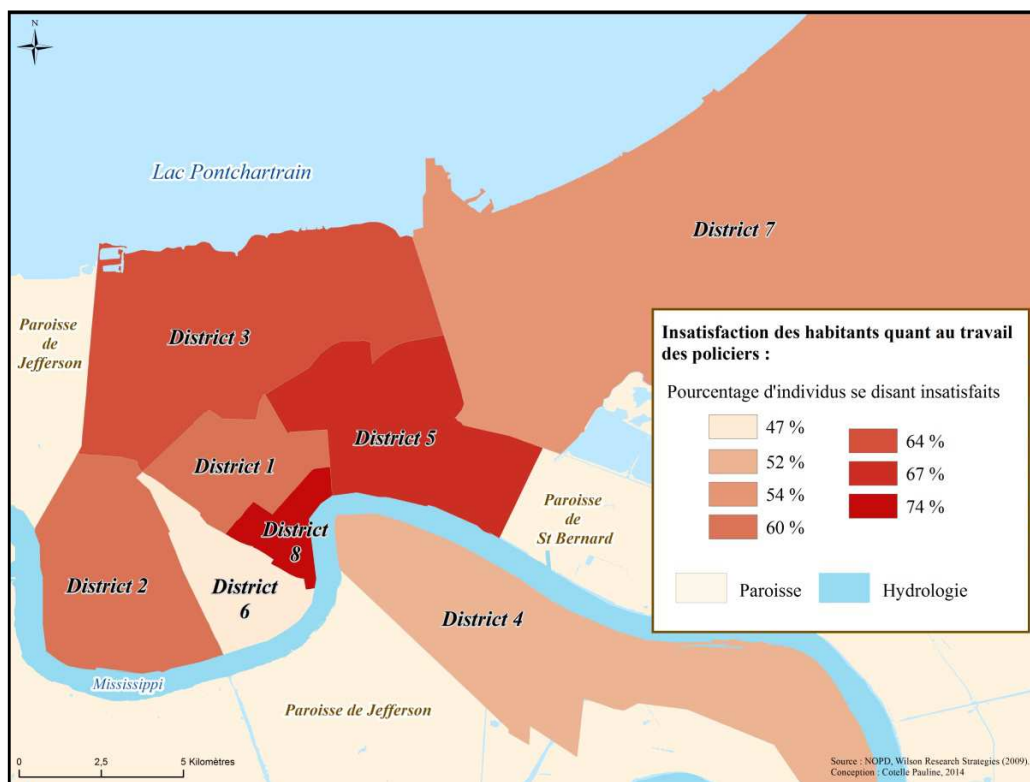


Figure 216 : Insatisfaction générale de la population par District de police en 2009.

On constate sur la carte ci-dessus que le District 8 comptabilise le plus d'habitants insatisfaits du travail des policiers (rouge foncé). Cela n'est pas très surprenant puisque que c'est dans ce secteur que la criminalité violente est revenue en priorité après Katrina (cf. 8.1), mais plus encore, les habitants et commerçants de ce secteur sont particulièrement intolérants à la criminalité contre les biens qui les menace directement au quotidien ainsi qu'à la criminalité violente qui dégrade l'image des quartiers et

menace les activités touristiques. Le District 8 est en effet le district où le plus d'habitants sont insatisfaits des efforts de la police pour réduire cette forme de criminalité. Le cinquième District comptabilise également un fort pourcentage d'habitants insatisfaits même si ceux-ci sont confrontés à des problèmes bien plus préoccupants tels que la faible couverture policière du territoire et les délais d'intervention élevés. Le tableau ci-dessous comptabilise les pourcentages d'insatisfaction des habitants au regard de différentes problématiques qui sont l'implication de la police dans la lutte contre les trafics de drogue, contre la criminalité violente et contre la criminalité non violente. On constate que selon les Districts les habitants font mention d'une plus grande insatisfaction sur certaines problématiques que d'autres et que l'insatisfaction générale des habitants ne reflète pas toujours leur insatisfaction vis-à-vis d'une problématique précise. C'est le cas du District 4 où le plus d'habitants se montre insatisfaits quant au travail de la police dans la lutte contre les trafics de drogue (80%, taux d'insatisfaction le plus haut pour l'ensemble des Districts et l'ensemble des problématiques) alors que le niveau d'insatisfaction général est relativement bas pour ce District au regard des autres (52%).

	District 1	District 2	District 3	District 4	District 5	District 6	District 7	District 8	Total
Lutte contre le trafic de drogues (%)	73	72	79	80	74	73	76	70	75
Criminalité violente (%)	58	71	73	50	65	59	59	72	63
Criminalité non violente (%)	45	59	49	60	61	50	54	67	56
Insatisfaction générale (%)	60	60	64	52	67	47	54	74	60

Tableau 55 : Insatisfaction de la population de chaque District de police au regard de la qualité du travail de la police (source : *Wilson Research Strategies*, 2009).

L'insatisfaction prononcée des résidents vis-à-vis de la qualité du travail de la police a pu contribuer à encourager les citoyens à mettre en place des stratégies sécuritaires à l'échelle de leur quartier dans la mesure où les réponses apportées par le NOPD ont été largement jugées comme insatisfaisantes notamment en ce qui a trait à la lutte contre la criminalité (violente/non violente) et les activités criminelles (trafic de drogue). La figure 217 illustre le lien indirect entre les impacts de la catastrophe sur les relations entre la police et les résidents et la plus forte susceptibilité de ces derniers à recourir à des stratégies sécuritaires privatisées.

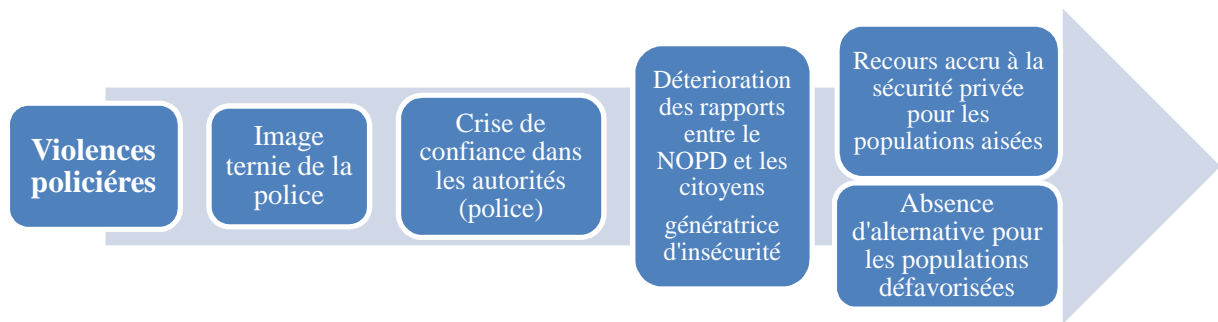


Figure 217 : Une détérioration des relations entre la police et la population favorisant le développement de réponses sécuritaires alternatives (réalisation propre).

11.1.3.2. Un affaiblissement du département de police générateur d'insécurité

“I think the biggest difference after Hurricane Katrina was it was a big wake-up call for a group of people who were always dependent on the local government to take care of them.” (NPR, 03/08/2006).

Nous avons vu précédemment que Katrina avait eu des impacts majeurs sur les ressources policières et incidemment sur sa capacité à assurer la sécurité des habitants (cf. 8.1.2.). Cela s’est concrètement traduit par une réduction du nombre d’officiers assurant la surveillance du territoire ainsi que par un allongement conséquent des délais d’intervention de la police qui a été largement relayé par les médias⁵³. La réduction des patrouilles policières et l’allongement des temps de réponses ont eu des impacts certains et non négligeables sur le sentiment d’insécurité des résidents, notamment dans les quartiers localisés en périphérie de la ville particulièrement affectés par l’affaiblissement des services publics (*New Orleans East, Lower 9th Ward, Gentilly*). Un nombre conséquent d’individus interrogés au sujet de leur réaction face à ces problèmes indique avoir acheté une arme pour se protéger, principalement en raison des délais d’intervention très longs favorisant le sentiment de ne pas pouvoir compter sur la police. Les propos d’une habitante du *Lower 9th Ward* traduit bien ce point :

“We got it (gun) not just for personal protection. We got it because of slow police response. If we call in something, it's not so much that something bad will happen but how long it will take the police, if they'll come at all. You know, I don't feel like they will be out here much.” (NPR, 12/08/2006).

Ce recours accru des citoyens à l’armement⁵⁴ traduit un besoin de sécurité non satisfait qui, pour les résidents les plus fortunés, a pu se traduire par un recours à une forme plus élaborée de protection notamment à la création d’un *Security District*.

⁵³ Cf. Article du *Times Picayune* du 17/12/2011 qui développe le problème des temps de réponse dans le septième district de la police. Ce district couvre une très grande superficie et le repeuplement sporadique du secteur après Katrina a rendu impossible pour le NOPD de couvrir la totalité du territoire.

⁵⁴ Ceci nous a été confirmé à de nombreuses reprises par les policiers du NOPD qui ont constaté davantage d’incidents impliquant l’usage accidentel d’armes à feu achetées après Katrina par des résidents soucieux de leur sécurité. Un armurier localisé dans la paroisse de Jefferson adjacente à la Nouvelle-Orléans nous a confié lors d’un entretien que ses ventes d’armes avaient fortement augmenté après 2005.

11.1.3.3. Une prise en main de la sécurité par les habitants qui reflète le désinvestissement de la police dans la gestion de la criminalité non violente

“Residents might also favor security districts to target different safety concerns than those emphasized by the police.” (OIG, 2013).

“Feeling a sense of control seems to go hand-in-hand with having a tighter rein over how money is spent. Several interviewees shared the idea that security districts could more effectively spend money than the NOPD.” (Wise, 2013).

Les *Security Districts* qui se caractérisent, à l’exception d’un nombre réduit, par une faible criminalité violente n’ont pas pour vocation première d’agir sur cette forme de criminalité. En revanche, les habitants expriment une forte inquiétude face à la criminalité contre les biens puisque celle-ci les affecte directement. La forte augmentation des taux de criminalité non violente dans les quartiers en reconstruction et la diffusion des cambriolages et des vols après Katrina, ne se sont pas accompagnées de réponses adéquates par les autorités publiques en manque de moyens. Par ailleurs, la police s’est concentrée, après la catastrophe, sur la lutte contre la criminalité violente et le retour des trafiquants de drogue, délaissant ainsi la criminalité contre les biens. Ce désinvestissement de la police dans la lutte contre la criminalité non violente a généré un sentiment de délaissement des populations confrontées à une criminalité les affectant directement et contre laquelle peu de réponses ont été apportées. Le développement des *Security Districts* après Katrina pourrait ainsi refléter cette frustration et inquiétude chronique des populations face à la problématique des cambriolages et vols récurrents.

Le schéma ci-dessous synthétise le lien entre l’affaiblissement du NOPD et le recours accru des populations à la sécurité privée après Katrina. Les impacts délétères de la catastrophe sur la qualité des réponses des policiers ont, en effet, pu avoir des conséquences en chaîne sur les choix sécuritaires des habitants.

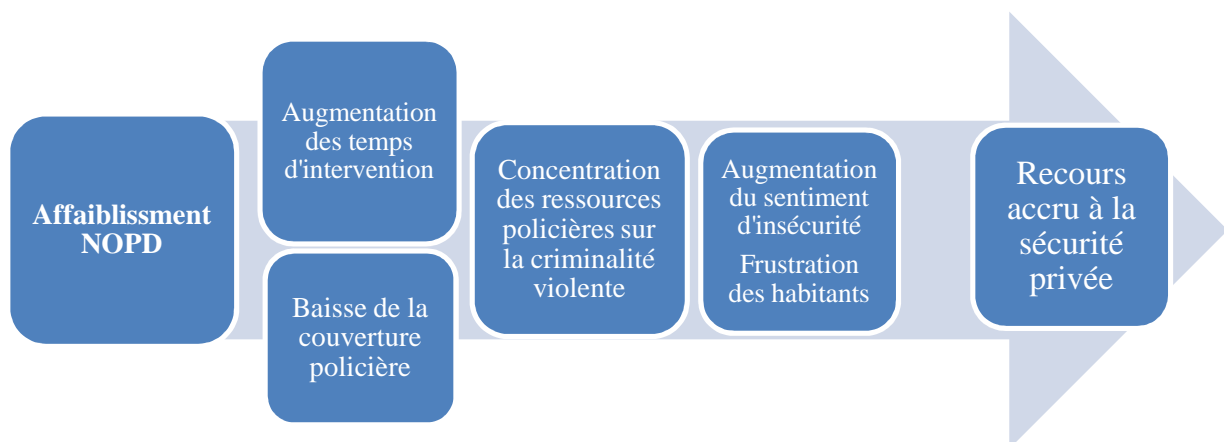


Figure 218 : Un affaiblissement de la police générateur d’insécurité et favorisant le développement des stratégies de sécurité privée (réalisation propre).

La catastrophe Katrina a conduit à une augmentation très médiatisée des taux de criminalité à court et moyen terme, difficilement analysables faute de données démographiques fiables. La catastrophe a également conduit à un affaiblissement des autorités publiques en charge de la sécurité urbaine, ce qui a constitué le terreau fertile à une insécurité prononcée. Ce contexte a dès lors conduit au développement de stratégies sécuritaires se substituant à celle des autorités publiques. L'analyse des impacts de la catastrophe Katrina sur l'insécurité urbaine nécessite toutefois d'être complétée par une approche spatialisée de l'insécurité perçue. L'étude des représentations spatiales du danger à l'échelle des quartiers permettra ainsi de relier l'insécurité perçue aux transformations socio-environnementales des différents quartiers afin de voir quels ont pu être les impacts de la catastrophe sur les perceptions du danger (11.2).

11.2. Des représentations spatiales du danger conditionnées par de nombreux facteurs

L'analyse des perceptions spatiales du danger des habitants et des policiers⁵⁵ permet de distinguer les quartiers selon les représentations négatives (dangereux) ou positives (sûr) dont ils font l'objet (11.2.1). Si certains quartiers font l'objet de représentations faisant consensus, d'autres quartiers se caractérisent en revanche par des représentations mixtes qui soulèvent la question des facteurs conditionnant les perceptions spatiales du danger (11.2.2). L'analyse des facteurs agissants sur les représentations constituera en effet les prémices du travail permettant d'investir le lien entre les impacts territoriaux de la catastrophe et les perceptions spatiales du danger (11.2.3).

11.2.1. Quelles perceptions du danger à l'échelle des quartiers ?

Le travail visant à analyser les représentations spatiales du danger repose sur une enquête de terrain menée à la Nouvelle-Orléans de 2010 à 2011 auprès des habitants et des policiers du NOPD. Cette enquête a permis d'aboutir à une cartographie des perceptions du danger utile pour analyser les facteurs sociaux et environnementaux qui conditionnent ces représentations.

11.2.1.1. Analyse des perceptions spatiales du danger des habitants et policiers

➤ Intérêts et limites de l'analyse

⁵⁵ Nous entendons par là la représentation que se font les habitants et les policiers du danger. Toutefois, afin de simplifier la lecture, nous parlerons de représentation du danger des habitants et des policiers.

L'analyse des représentations spatiales du danger menée à l'échelle des quartiers est issue d'une enquête réalisée auprès de 300 résidents⁵⁶ de la Nouvelle-Orléans et de 200 policiers des différentes juridictions du NOPD⁵⁷ (cf. Annexes). L'enquête a été conduite à l'échelle de la ville afin d'éviter les erreurs de généralisation liées à un échantillonnage non représentatif des profils socio-économiques contrastés des habitants.

Nous avons fourni aux personnes enquêtées un questionnaire⁵⁸ accompagné d'une carte de la ville et leur avons demandé d'encercler les quartiers sûrs et d'encadrer les quartiers dangereux tout en mentionnant à côté de la carte le nom des quartiers les plus dangereux et les plus sûrs par ordre d'importance (1 à 5). Nous avons par ailleurs fourni à chaque enquêté la carte officielle des quartiers de la Nouvelle-Orléans afin de faciliter la désignation des quartiers. Les questionnaires test réalisés en amont de l'enquête avaient en effet révélé que sans cette carte les habitants et les policiers avaient beaucoup de mal à localiser les quartiers dangereux et sûrs en raison d'une méconnaissance générale de la géographie de la ville. Afin de simplifier l'analyse cartographique, nous avons demandé aux enquêtés de limiter leurs choix à cinq quartiers dangereux et cinq quartiers sûrs, tout en leur laissant le choix d'en mentionner davantage. Si la grande majorité des habitants et policiers enquêtés ont respecté les consignes qui avaient été mises en évidence en marge de la carte demandant de mentionner par ordre d'importance les cinq quartiers les plus dangereux et sûrs, certains enquêtés se sont contentés de mentionner les quartiers sans les hiérarchiser et ont limité leur sélection à un nombre inférieur à cinq notamment pour les quartiers considérés comme les plus sûrs. Pour ces raisons, nous avons limité l'analyse aux quartiers cités comme dangereux et sûrs sans prendre en compte l'ordre d'importance. Dans l'ensemble, le nombre de citations des quartiers dangereux a été supérieur à celui des quartiers sûrs, notamment pour les policiers puisque le nombre de citations des quartiers dangereux s'élève à 1002 alors que les quartiers sûrs ne comptabilisent que 402 citations (sur 200 enquêtés). Pour les habitants, le nombre de citations des quartiers dangereux s'élève à 1080 citations et seulement 600 pour les quartiers sûrs (sur 300 enquêtés). Ceci indique une plus grande facilité pour les enquêtés (notamment les habitants) à identifier les quartiers dangereux que les quartiers sûrs. Le choix d'utilisation des quartiers comme référents territoriaux repose sur la volonté d'analyser les perceptions spatiales du danger à une échelle territoriale préalablement mobilisée pour évaluer les évolutions de la

⁵⁶ Les chiffres indiqués ici correspondent aux formulaires retenus après avoir effectué un tri visant à écarter les formulaires mal renseignés (erreur de localisation des quartiers ou localisation des secteurs perçus comme sûrs ou dangereux mais non renseignés textuellement, absence de citations des facteurs associés à la criminalité, etc.). Ce tri a impliqué de mettre de côté de très nombreux questionnaires remplis par la population (plus du tiers) mais peu de questionnaires remplis par les policiers ont nécessité un tel tri.

⁵⁷ La très grande majorité des enquêtes effectuées auprès de la population a été conduite en présentiel en raison de la nécessité d'apporter des compléments d'explication aux enquêtés qui ne cernaient pas toujours les attentes de l'enquête. Pour les questionnaires qui n'ont pas été remplis en présentiel, l'aide d'une tierce personne a été utilisée. Il s'agit de personnes de notre réseau de connaissance à la Nouvelle-Orléans qui ont demandé à leurs proches ou membres de leur famille de remplir le questionnaire en les assistant. Pour les policiers, les enquêtes ont été conduites soit en présentiel (notamment à l'occasion de rassemblements nous permettant de rencontrer de nombreux policiers dans un temps limité) soit en laissant les questionnaires aux commandants des différents commissariats de police en leur demandant de les faire circuler et remplir par certains officiers.

⁵⁸ Voir questionnaire en annexes.

criminalité et des caractéristiques socio-économiques et environnementales des territoires. D'autre part, ce choix reflète la difficulté déjà évoquée d'analyser les représentations du danger au moyen d'une carte sans découpages territoriaux en raison de la méconnaissance de la géographie de la ville par beaucoup d'individus.

L'analyse de la perception spatiale du danger a ainsi pour principal intérêt de mettre en évidence les secteurs de la ville perçus comme dangereux et sûrs afin de pouvoir dégager des facteurs communs qui agissent sur les représentations. Dans un second temps, elle permettra d'investir le lien entre l'insécurité perçue et l'insécurité objective (factuelle) (12.2).

11.2.1.2. Cartographie des représentations du danger des habitants et des policiers

Les deux cartes ci-dessous permettent de localiser les quartiers représentés comme dangereux (rouge) et/ou sûrs (bleu) par les habitants (300) et les policiers (200). Le nombre de citations par quartier est représenté par des cercles proportionnels qui permettent d'identifier les quartiers perçus comme les plus dangereux (rouge) et les plus sûrs (bleu).

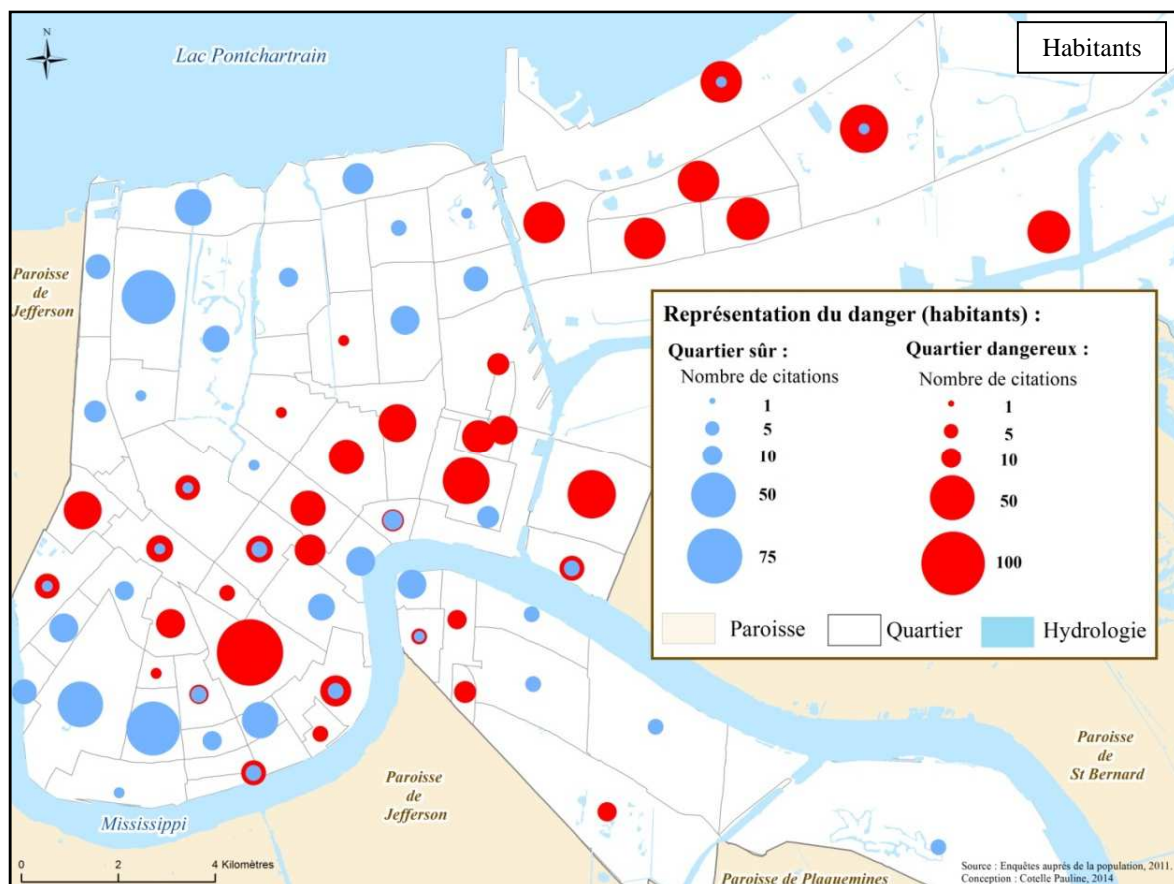


Figure 219 : Quartiers mentionnés comme sûrs ou dangereux par les habitants.

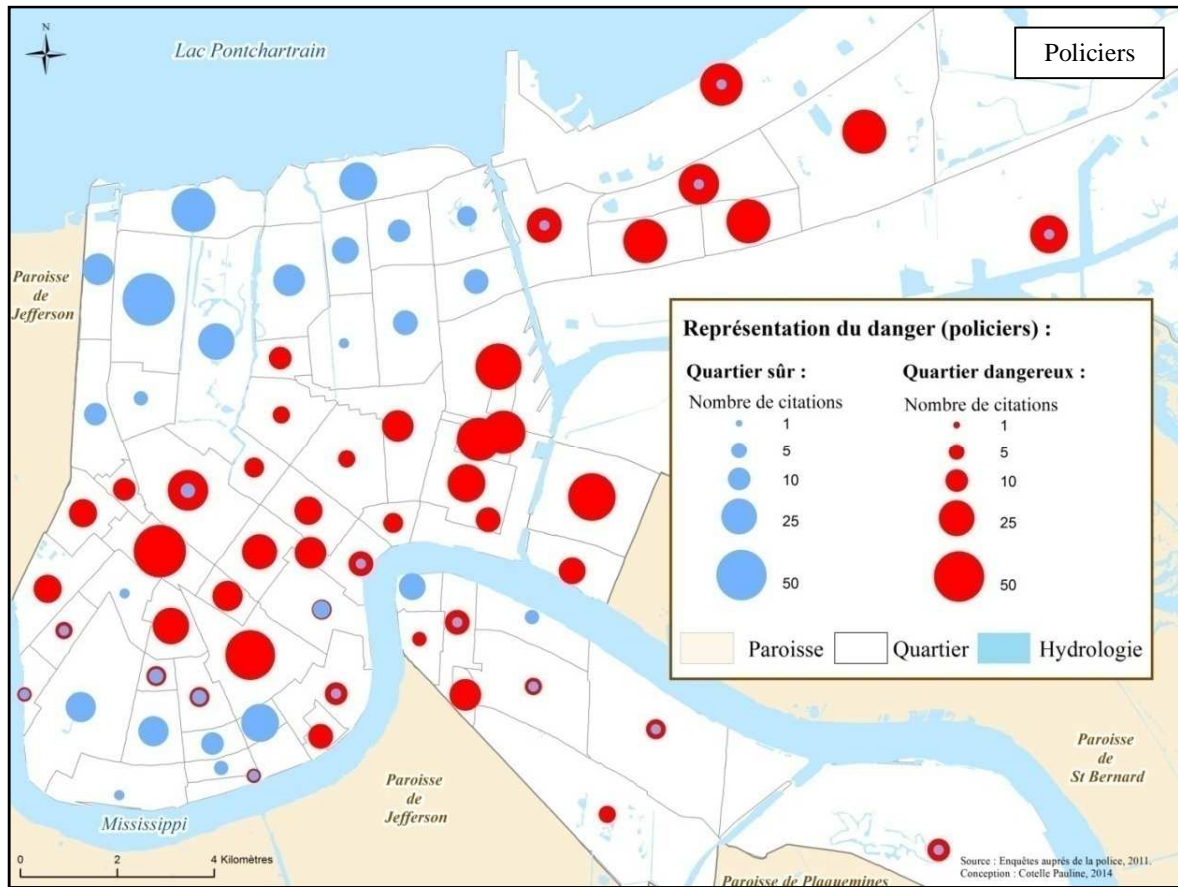


Figure 220 : Quartiers mentionnés comme sûrs ou dangereux par les policiers.

La cartographie des représentations du danger réalisée à partir du nombre de citations est synthétisée ci-dessous (figure 221 et 222) afin de simplifier l'identification des différents secteurs de la ville largement considérés comme dangereux et sûrs. Les cartes synthétiques permettent de relier les représentations du danger à la géographie sociale de la ville. En effet, les secteurs représentés comme dangereux correspondent aux quartiers Afro-américains défavorisés localisés près du centre et ceux de la classe moyenne et pauvre localisés en périphérie de la ville (*New Orleans East, West Bank*). Toutefois, le secteur résidentiel Nord à majorité noire (*Gentilly*) est largement représenté comme sûr par les habitants et les policiers. Les quartiers résidentiels blancs localisés au Nord-ouest sont à l'unanimité cités comme sûrs par les policiers et les habitants et la plupart des quartiers situés dans le secteur d'*Uptown* sont représentés comme sûrs par les habitants mais les policiers les perçoivent davantage comme dangereux à l'exception des deux quartiers d'*Uptown* et d'*Audubon* (figure 220). Si ces grands secteurs font l'objet de représentations assez similaires parmi les habitants et les policiers, le secteur touristique du centre-ville, articulé autour du *French Quarter*, bénéficie en revanche de représentations contrastées puisque la majorité des habitants se le représente comme sûr alors que la grande majorité des policiers considère ce secteur comme dangereux. Si dans l'ensemble les représentations spatiales du danger des policiers et des

habitants sont assez similaires, elles ne font toutefois pas toujours l'objet de consensus parmi les habitants d'une part et les policiers d'autre part, puisque de nombreux quartiers bénéficient à la fois de représentations négatives et positives (représentations mixtes).

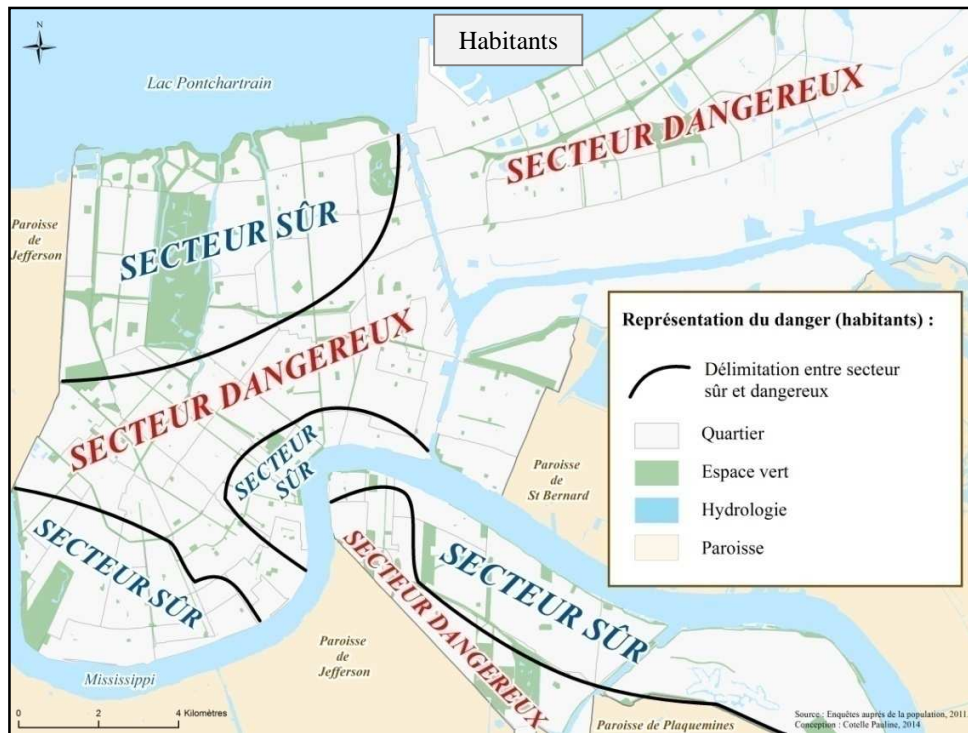


Figure 221 : Carte synthétique des représentations spatiales du danger des habitants.

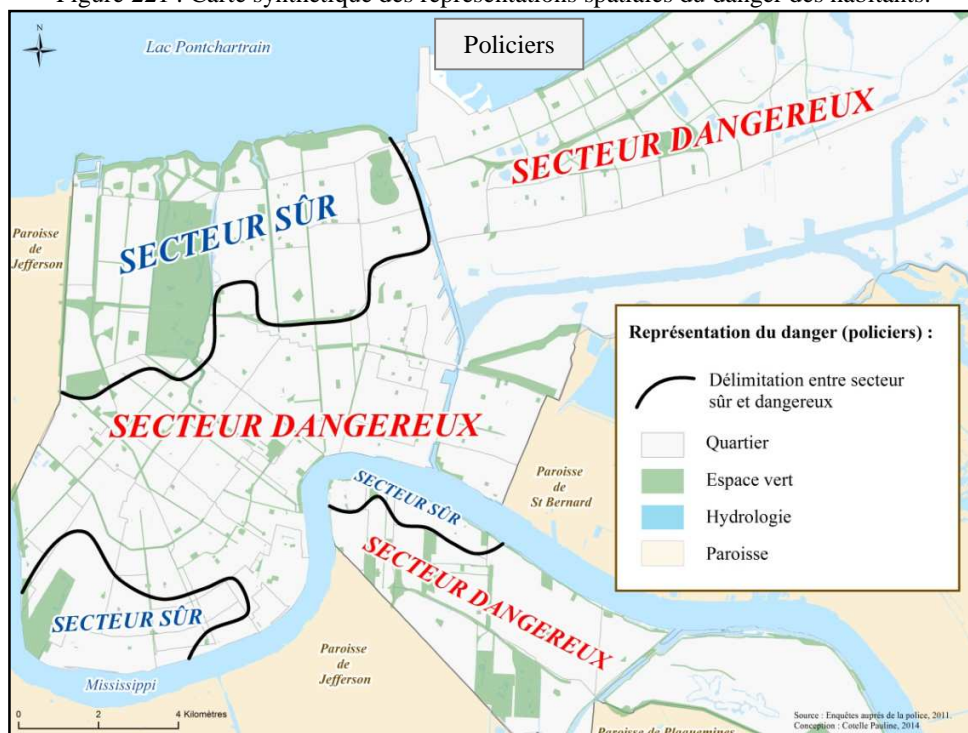
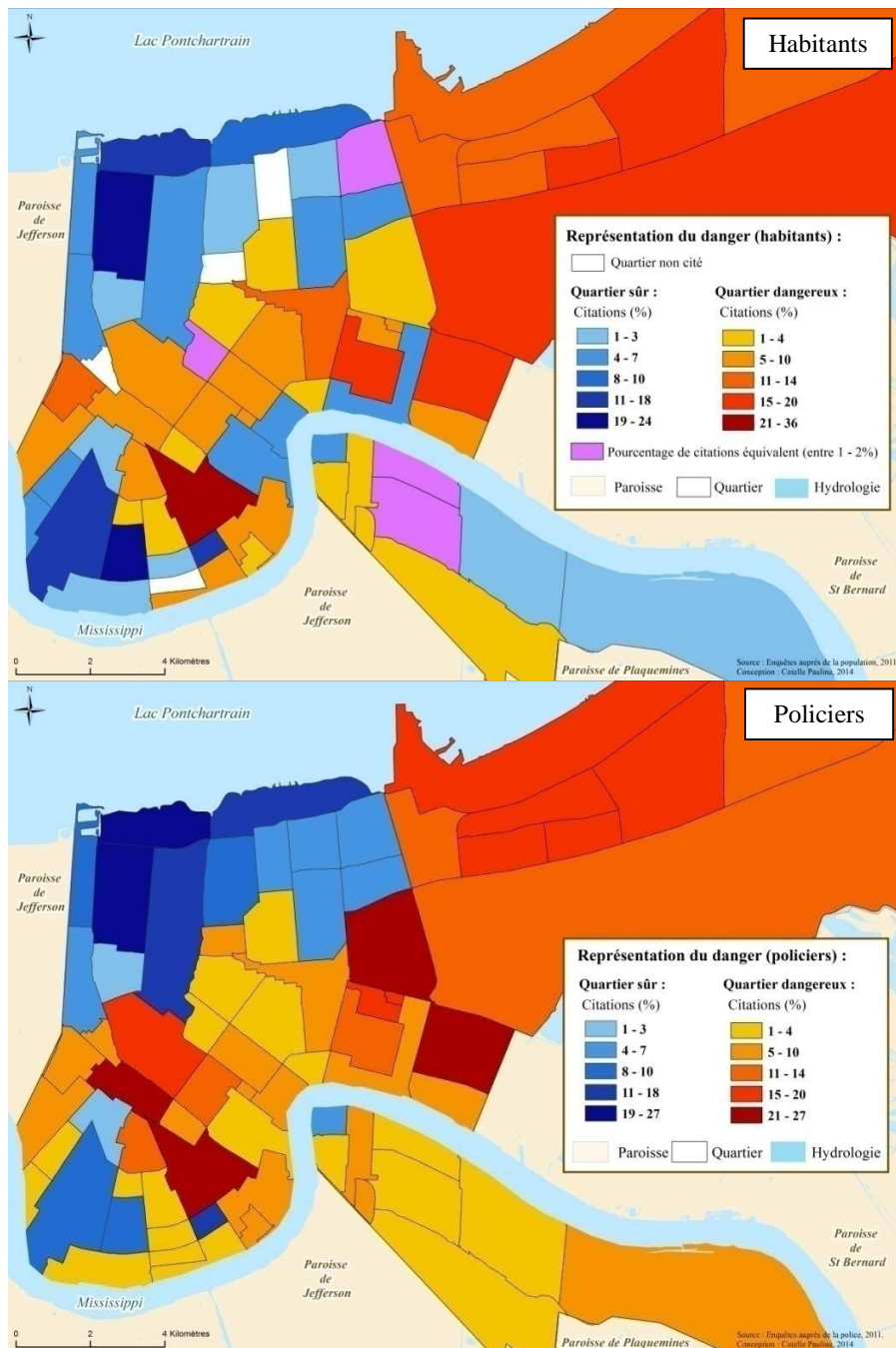


Figure 222 : Carte synthétique des représentations spatiales du danger des policiers.

Pour les raisons évoquées précédemment, les cartes ci-dessous permettent de spatialiser les perceptions du danger en ne représentant que les pourcentages de citations dominants. Ainsi, lorsqu'un quartier fait l'objet d'un pourcentage de représentations négatives (dangereux) supérieur à celui des représentations positives (sûr), celui-ci est représenté en rouge selon le figuré correspond au pourcentage de citations. Par ailleurs, lorsque le pourcentage de citation (dangereux/sûr) est équivalent pour un même quartier, ce dernier figure en violet (pourcentage de citations équivalent).



Figures 223 et 224 : Représentations dominantes du danger par les habitants et les policiers.

Dans l'ensemble, on remarque que le nombre de quartiers cités comme dangereux est supérieur à celui des quartiers perçus comme sûrs, particulièrement chez les policiers. Pour les habitants, certains quartiers bénéficient du même nombre de citations (dangereux/sûrs), ce qui ne s'observe pas chez les policiers. Ceci indique que pour 50% des enquêtés ayant cité ces quartiers ceux-ci sont perçus comme dangereux et que pour les 50% restant ceux-ci sont représentés comme sûrs. Chez les policiers, on distingue clairement deux ensembles distincts à savoir le Nord/Nord-ouest perçu comme sûr et le reste de la ville perçu comme dangereux à l'exception des quartiers d'*Algiers Point* sur la *West Bank* et du *Garden District*, d'*Uptown*, d'*Audubon* et de *Maryville/fontainebleau* dans le secteur d'*Uptown*. Pour les habitants, les représentations sont plus contrastées et davantage de quartiers sont cités comme sûrs, notamment dans le centre-ville, le secteur d'*Uptown* et de la *West Bank*.

11.2.1.3. Classification des quartiers les plus cités

L'analyse des quartiers les plus mentionnés par les habitants et les policiers permet de comparer les représentations des policiers et des habitants en hiérarchisant et spatialisant ces quartiers. Si de nombreux quartiers les plus cités comme dangereux et sûrs par les policiers correspondent à ceux cités par les habitants, la classification par fréquence de citation (en pourcentage) permet d'identifier certains décalages entre les représentations du danger des deux catégories d'acteurs (tableau 56).

Pour les habitants, les cinq quartiers les plus mentionnés comme dangereux sont également cités comme dangereux par la police mais selon un ordre d'importance qui diffère. En effet, seuls les quartiers de *Central City* et du *Lower 9th Ward* qui occupent le rang des cinq quartiers les plus dangereux pour les habitants, figurent également parmi les cinq quartiers les plus dangereux pour la police. Les quartiers de *Read Blvd East*, *St Claude*, *Read Blvd West*, et de *Viviant/Venetian Isles* qui occupent respectivement le deuxième, troisième, quatrième et cinquième rang, n'occupent chez les policiers que le huitième, treizième, neuvième et quatorzième rang. Par ailleurs, les policiers citent quatre anciens grands ensembles de logement sociaux comme quartier dangereux (*Desire* au 4^{ème} rang, *Florida* au 6^{ème} rang, *Fischer* au 19^{ème} rang, *Iberville* au 20^{ème} rang) alors que ceux-ci sont moins mentionnés par les résidents (*Iberville*, 17^{ème} rang et *Florida* 20^{ème} rang). Par ailleurs, le quartier de *Gert Town*, mentionné par le plus grand nombre de policiers (27%) n'apparaît qu'au 21^{ème} rang pour les habitants (6%) et les quartiers de *Hollygrove*, du *Seventh Ward*, de *Tremé/Lafitte*, et de *Lower Garden District*, qui figurent parmi les 21 quartiers les plus cités comme dangereux par les habitants, ne figurent pas dans le classement des policiers. Le quartier de *Central City* se distingue des autres quartiers de par sa fréquence de citation comme quartier dangereux puisqu'il a été mentionné par plus d'un habitant sur trois (36%) et par 24% des policiers. En ce qui concerne les cinq, les quartiers les plus mentionnés comme sûrs par les habitants, trois d'entre eux sont

également parmi les quartiers les plus mentionnés par les policiers (*Lakeview, Lakeshore/Lake Vista, Garden District*). Les quartiers d'*Uptown* et d'*Audubon* qui figurent respectivement au 1^{er} et 3^{ème} rang chez les habitants n'apparaissent qu'au 8^{ème} et 9^{ème} rang chez les policiers. Enfin, cinq des quartiers les plus mentionnés par les habitants n'apparaissent pas dans le classement des policiers (*French Quarter, East Carrollton, Black Pearl, Bywater, Marigny*). Par ailleurs, il est intéressant de noter que le quartier de *Mid-City* qui figure parmi les quartiers cités comme sûr parmi les policiers (2%) figure également dans la liste des quartiers les plus cités comme dangereux (16%).

	HABITANTS		POLICIERS	
	Quartiers	Sûr (%)	Quartiers	Dangereux (%)
	Uptown	24	Central City	36
	Lakeview	24	Lower Ninth Ward	19
	Audubon	17	Read Blvd East	19
	Garden District	11	St. Claude	18
	Lakeshore/Lake Vista	11	Read Blvd West	15
	Lake Terrace & Oaks	8	Viavant/Venetian Isles	15
	French Quarter	7	Little Woods	14
	Gentilly Terrace	7	Pines Village	14
	Algiers Point	7	Plum Orchard	14
	East Carrollton	7	Village de l'est	14
	CBD	6	West Lake Forest	14
	City Park	6	Hollygrove	12
	Gentilly Woods	5	St. Roch	12
	Black Pearl	5	Seventh Ward	10
	West End	5	Treme/Lafitte	10
	Bywater	4	Florida Area	9
	Lakewood	4	Iberville	8
	Marigny	3	Lower Garden District	8
	Touro	3	Broadmoor	7
	Filmore	3	Florida	7
	Marlyville/Fontainebleau	3	Gert Town	6
	Quartiers	Sûr (%)	Quartiers	Dangereux (%)
	Lakeview	27	Gert Town	27
	Lakeshore/Lake Vista	19	Central City	24
	Garden District	14	Lower Ninth Ward	22
	Lake Terrace & Oaks	14	Desire Dev	21
	City Park	13	Florida Area	19
	Filmore	10	Florida	19
	West End	10	Plum Orchard	19
	Uptown	9	Read Blvd East	19
	Audubon	9	Read Blvd West	19
	St. Anthony	7	Little Woods	18
	Algiers Point	7	Mid-City	16
	Gentilly Terrace	6	West Lake Forest	16
	Gentilly Woods	6	St. Claude	14
	Milneburg	5	Viavant/Venetian Isles	14
	Touro	5	Broadmoor	13
	Lakewood	5	Village de l'est	13
	Pontchartrain Park	4	Pines Village	12
	CBD	3	Tulane/Gravier	12
	Mid-City	2	Fischer	10
	Freret	2	Iberville	10
	Milan	2	St. Roch	10

Tableau 56 : Quartiers les plus cités comme sûrs et dangereux par les habitants et policiers.

➤ Cartographie des quartiers les plus mentionnés

Les deux cartes ci-dessous permettent de visualiser les quartiers les plus cités comme dangereux et sûrs par les habitants et les policiers. Pour les habitants, comme pour les policiers, on note que les quartiers les plus dangereux se localisent au Nord-est, ainsi que dans les secteurs défavorisés proches du centre-ville et au Nord du secteur d'*Uptown*. Pour les quartiers perçus comme les plus sûrs, ceux-ci se situent pour les habitants au Nord-ouest de la ville, dans le secteur d'*Uptown* et dans le secteur touristique du centre-ville. Pour les policiers ceux-ci se localisent dans les mêmes secteurs à l'exception du centre-ville (sauf pour le *CBD*) et davantage de quartiers du secteur résidentiel de *Gentilly* au Nord figurent parmi les plus sûrs (comparativement aux habitants).

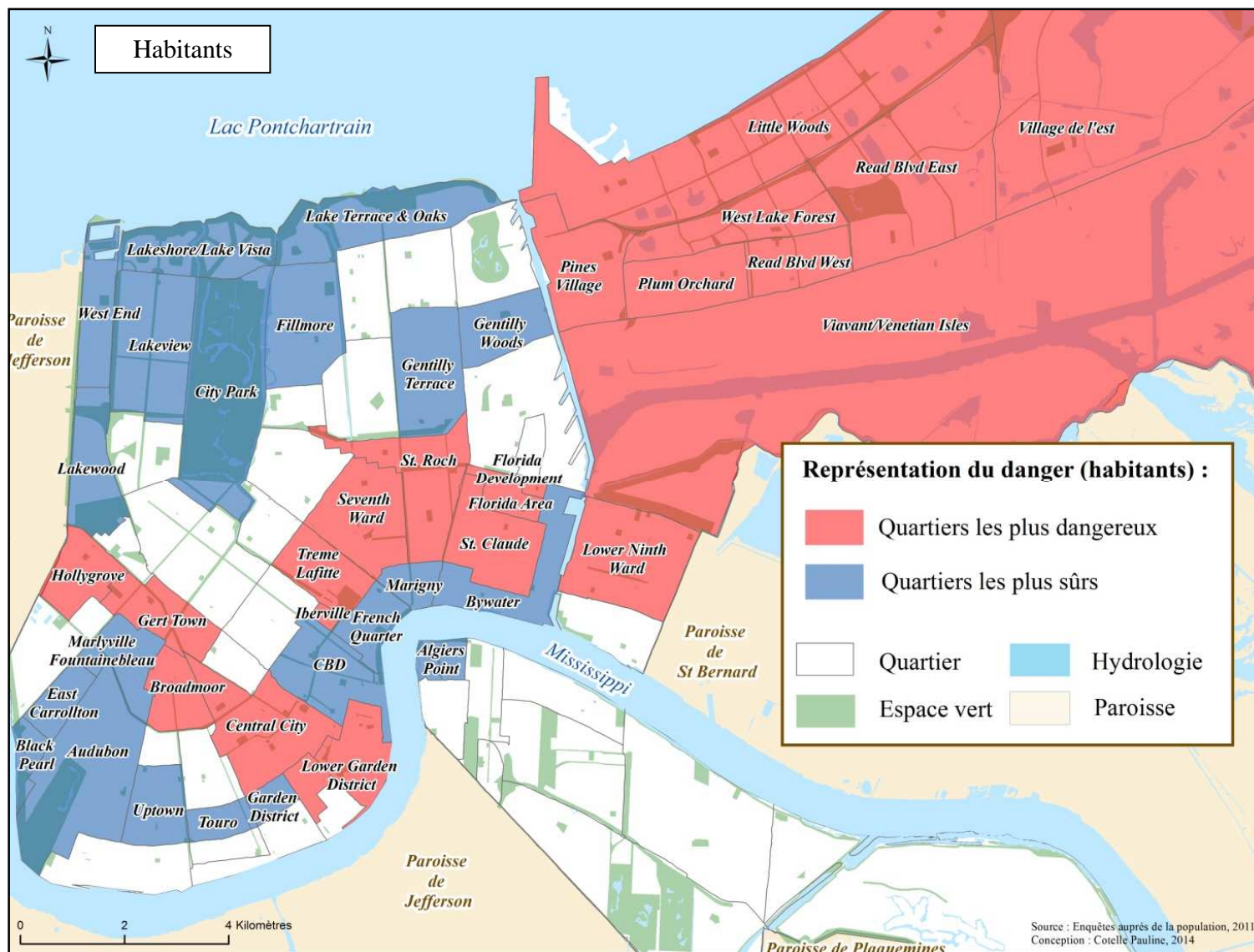


Figure 225 : Localisation des 20 quartiers cités par les habitants comme les plus sûrs et les plus dangereux.

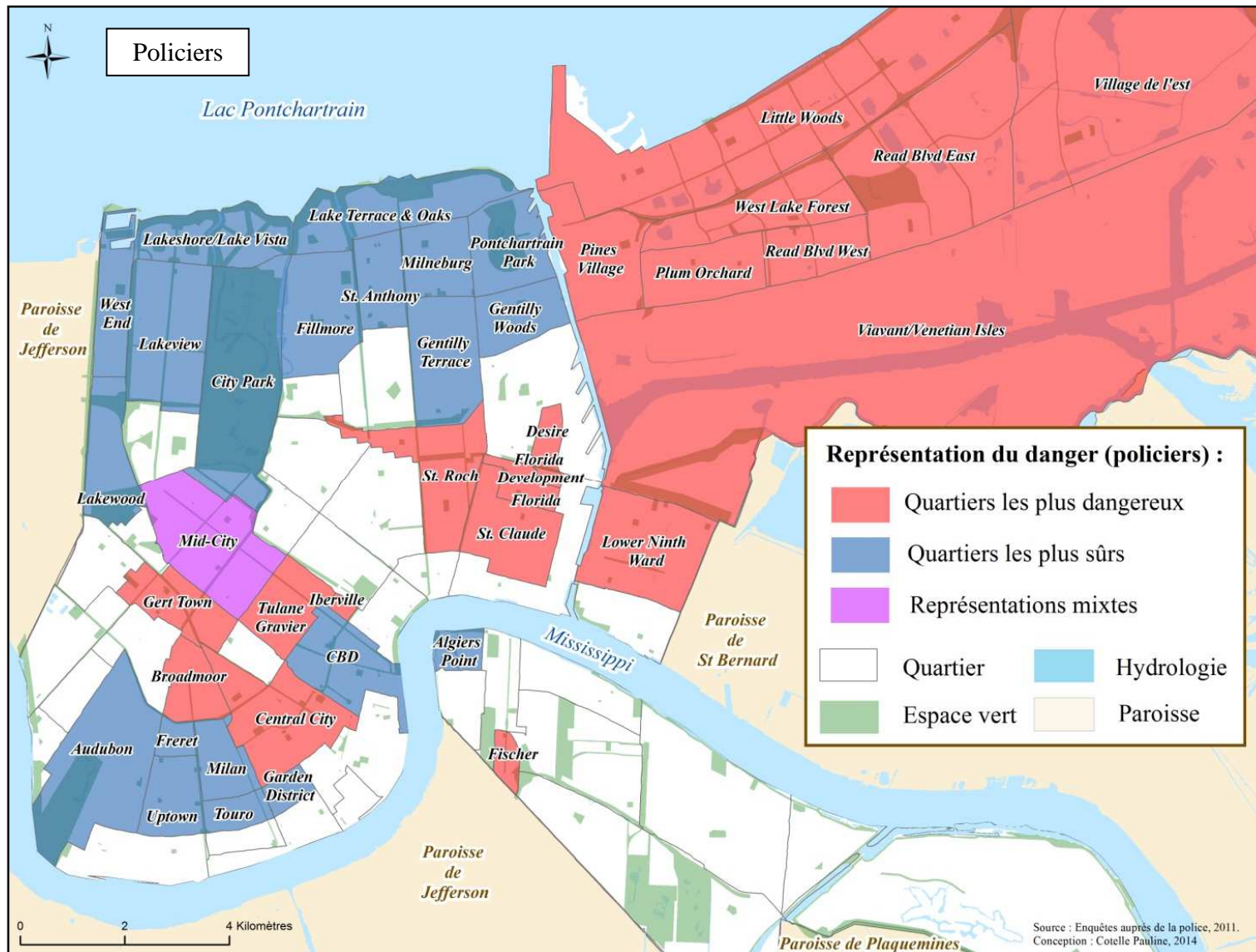


Figure 226 : Localisation des 20 quartiers cités par les policiers comme les plus sûrs et les plus dangereux.

11.2.2. Des représentations ne faisant pas toujours l'objet de consensus

Si de nombreux quartiers sont représentés à l'unanimité comme dangereux ou sûrs, d'autres bénéficient en revanche de représentations contrastées (mixtes). Tous les quartiers figurant sur les deux cartes ci-dessous avec un figuré bleu et un symbole noir correspondent à des quartiers représentés comme sûrs pour certains habitants et policiers et dangereux pour d'autres. Si le quartier est représenté en bleu foncé et s'accompagne d'un symbole de grande dimension, cela signifie que le quartier est représenté à la fois comme sûr et dangereux par de nombreux individus. Pour les policiers, le quartier de *Viviant/Venetian Isles* localisé dans le Sud du secteur de *New Orleans East* est cité comme sûr par 1 % des policiers, mais ces représentations positives ne font pas consensus car le quartier est également perçu comme dangereux par 14% des policiers enquêtés. Similairement, le quartier de *Gert Town* localisé au Nord de *Central City* est perçu par 6% des habitants comme dangereux, mais 1% des enquêtés l'ont tout de même cité comme sûr. Ce quartier fait en revanche l'objet d'un consensus chez les policiers qui le considèrent comme le quartier le plus dangereux (27 %).

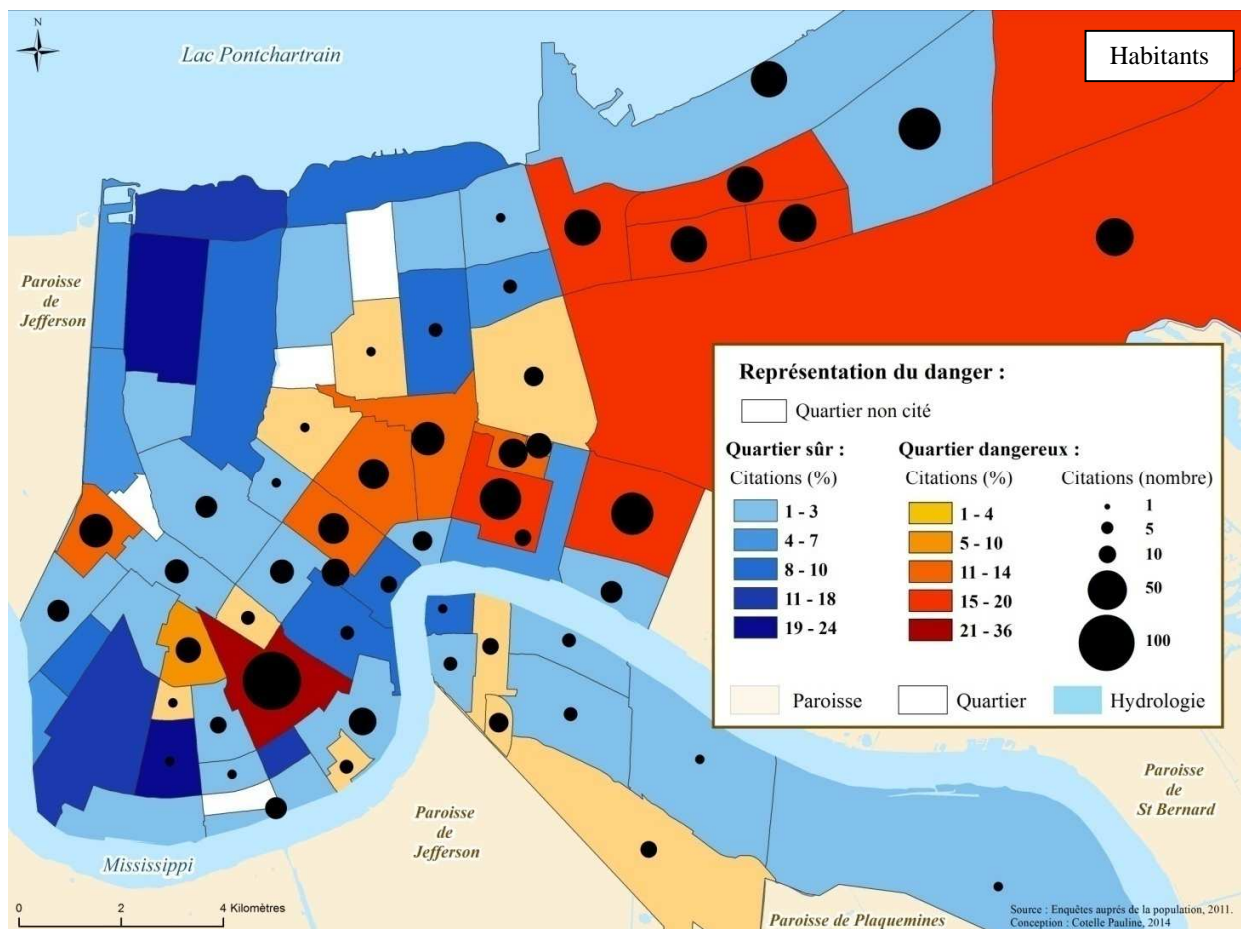


Figure 227 : Mise en évidence des quartiers faisant l'objet de représentations « mixtes » parmi les habitants.

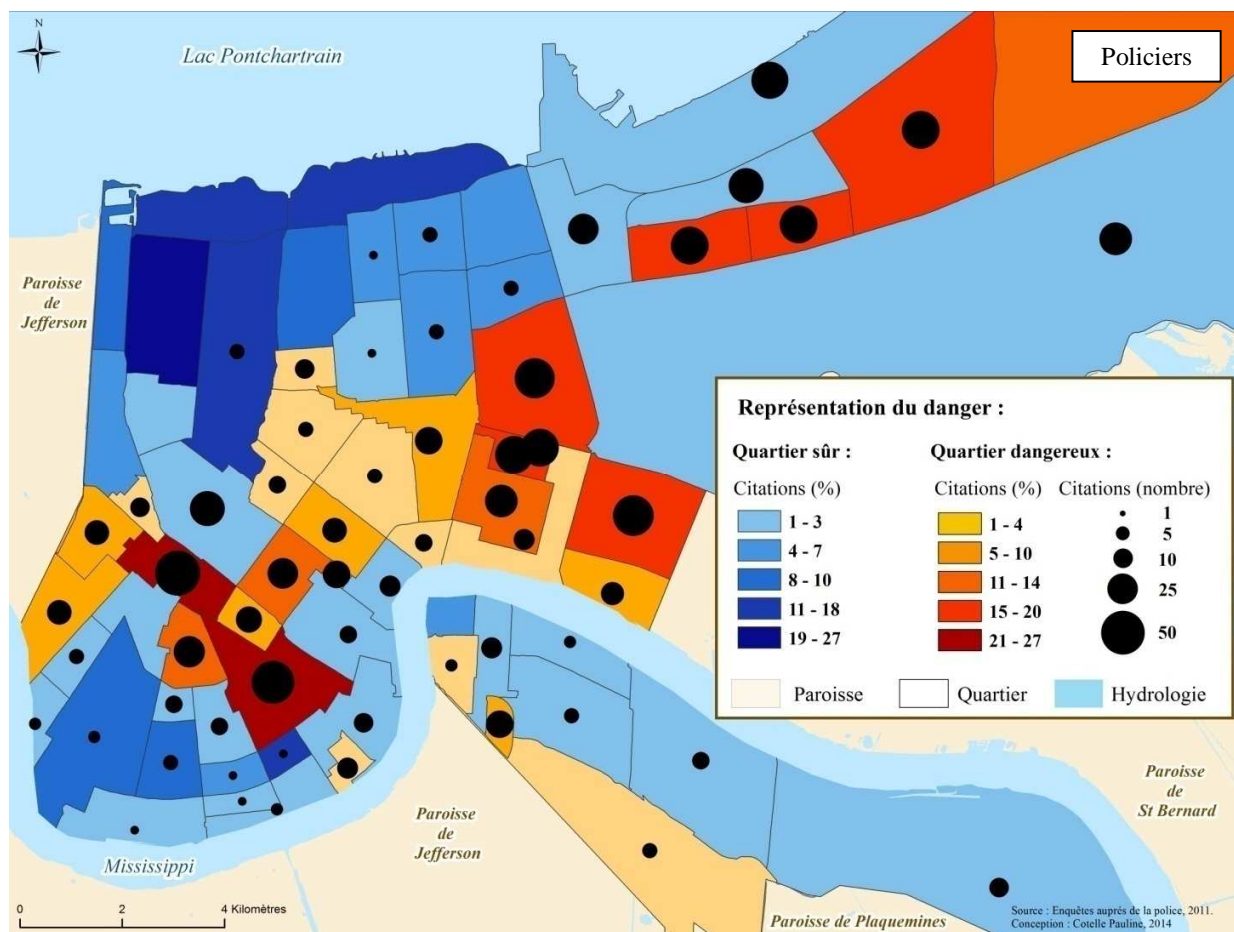


Figure 228 : Mise en évidence des quartiers faisant l'objet de représentations « mixtes » parmi les policiers.

Les quartiers localisés dans les secteurs résidentiels de la *West Bank*, de *New Orleans East*, de *Gentilly*, d'*Uptown* et ceux du centre-ville font pour la plupart l'objet de représentations mixtes, et ce, principalement pour les policiers.

Les deux cartes ci-dessous permettent de mettre en évidence les quartiers faisant l'objet de consensus (sûrs/dangereux), parmi les habitants d'une part et les policiers d'autre part, et ceux faisant l'objet de représentations mixtes (dangereux et sûrs). On remarque en comparant ces deux cartes que pour les habitants, davantage de quartiers font l'objet de représentations exclusivement positives (bleu) puisque 15 quartiers font l'objet d'un consensus contre 10 chez les policiers. En ce qui concerne les quartiers dangereux 27 font l'objet d'un consensus chez les policiers contre 25 chez les habitants. L'ensemble des autres quartiers (violet) font l'objet de représentations mixtes (sûr/dangereux). La majorité des quartiers, pour les habitants comme pour les policiers font donc l'objet de représentations à la fois positives et négatives⁵⁹.

⁵⁹ Nous rappelons que la ville compte 73 quartiers officiels (voir carte figurant après le sommaire).

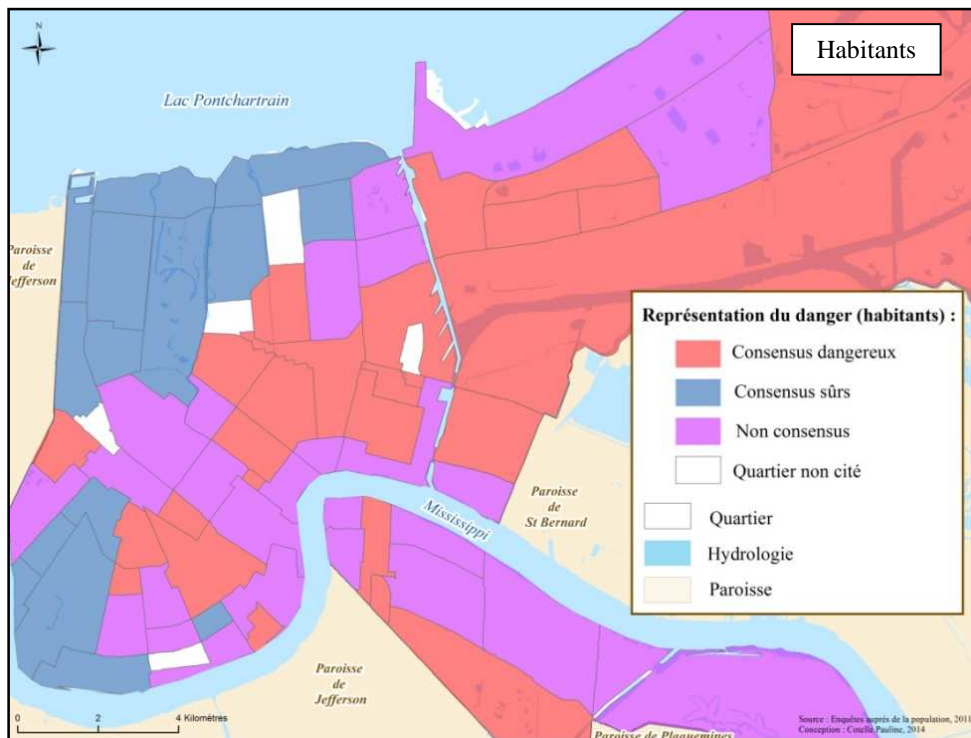


Figure 229 : Des représentations du danger par les habitants faisant l'objet de consensus et de représentations mixtes.

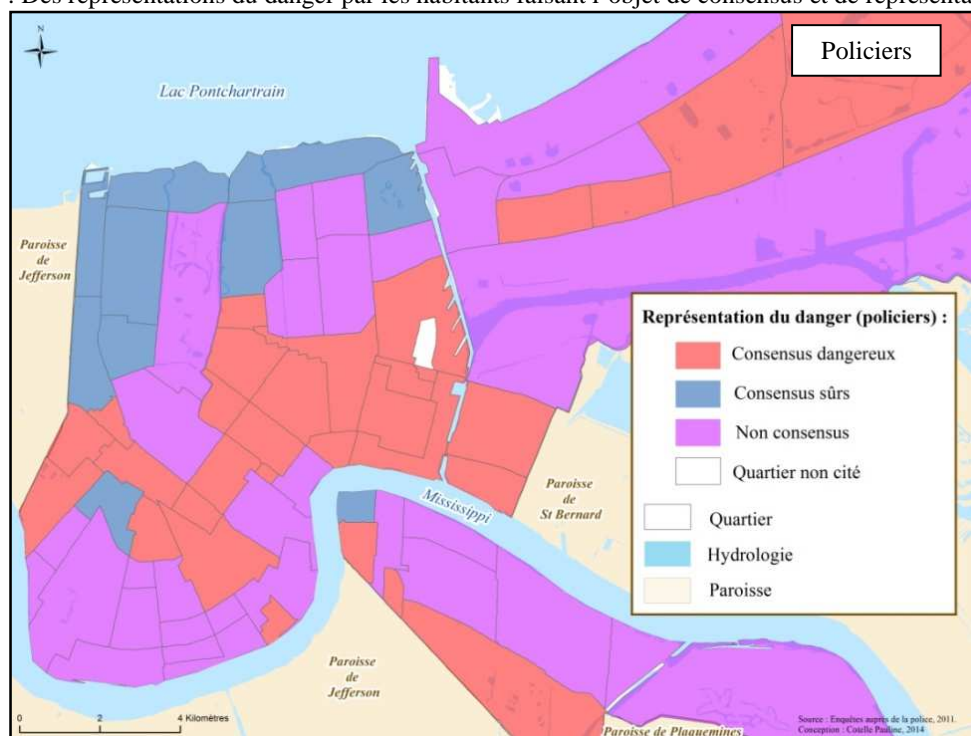


Figure 230 : Des représentations du danger par les policiers faisant l'objet de consensus et de représentations mixtes.

Au vu de ces constats et des divergences constatées à l'échelle de certains quartiers entre les représentations des habitants et des policiers (notamment le secteur du centre-ville), il convient de

s'interroger sur les facteurs qui conditionnent le niveau de dangerosité perçue des quartiers afin de pouvoir, par la suite, relier les perceptions du danger analysées ici aux transformations territoriales *post* Katrina.

11.2.3. Analyse des facteurs qui conditionnent les représentations du danger

L'enquête sur les perceptions du danger présentée précédemment s'est également intéressée aux facteurs⁶⁰ conditionnant le degré de dangerosité perçue des territoires (quartiers). L'intérêt de cette analyse secondaire est de pouvoir relier les représentations du danger aux caractéristiques socio-environnementales des quartiers et de voir si ces représentations ont été affectées par les transformations urbaines *post* Katrina (11.3).

11.2.3.1. Des facteurs territoriaux multiples

Les représentations spatiales du danger des habitants, qui n'ont peu, voire très peu, connaissance de la réalité criminelle des quartiers (12.1), se construisent à partir d'éléments perceptibles dans le paysage urbain (caractéristiques du bâti, type de fréquentation, etc.) ou encore à partir des caractéristiques socio-économiques des quartiers. Par ailleurs, certains facteurs fonctionnels des territoires sont également associés à une plus ou moins forte vulnérabilité à la criminalité.

➤ Méthode d'enquête

Le questionnaire d'enquête sur les représentations du danger s'est accompagné d'un questionnement relatif aux facteurs associés à la vulnérabilité des territoires au crime. Nous avons demandé aux enquêtés quels étaient les facteurs principaux qui rendaient les territoires vulnérables à la criminalité. Pour ce faire, nous avons proposé une série de facteurs⁶¹ en demandant aux personnes interrogées de hiérarchiser leurs choix (question à choix multiple), tout en leur laissant la possibilité de mentionner des facteurs non proposés dans le questionnaire (question ouverte). Notre intérêt était en effet de savoir quels étaient les particularités des territoires qui les rendaient propices au crime et incidemment « dangereux ». Par ailleurs, nous nous sommes intéressés aux facteurs socio-environnementaux et fonctionnels des territoires qui favorisaient le sentiment d'insécurité et de sécurité, même si cela a constitué un intérêt secondaire. Cette nuance est essentielle car l'objectif principal de l'enquête était bien d'analyser les représentations

⁶⁰ Autres que le facteur criminel qui sera développé plus loin (12.1).

⁶¹ La sélection de ces facteurs s'est faite par le biais d'enquêtes préalables qui ont permis d'identifier les facteurs les plus mentionnés par les habitants (« questionnaires tests »). Le choix de ne sélectionner qu'un nombre réduit reflète la volonté de ne pas décourager les enquêtés et de faire ressortir les facteurs prépondérants.

spatiales du risque⁶² et non d'analyser le sentiment d'insécurité associé à un territoire⁶³ (intérêt secondaire).

➤ Facteurs associés au risque criminel

Certaines caractéristiques physiques et sociales des quartiers influencent fortement la désignation des quartiers comme dangereux ou sûrs. De très nombreux entretiens avec la population ont en effet mis en évidence une forte corrélation entre le niveau de danger perçu et la présence de certaines caractéristiques de l'environnement physique et social des quartiers dénotant un risque de victimisation élevé (logements vacants délabrés, pauvreté). Les propos d'une habitante du quartier de *Leonidas* en témoignent :

« You want to map crime? Map Section 8 and *blight* » (« Vous voulez cartographier le crime ? Cartographiez les logements de type Section 8 et le *blight* »).

Le tableau ci-dessous présente les différents facteurs qui sont associés au risque criminel et le nombre de fois où ceux-ci ont été cités par les habitants et les policiers (total et ordre d'importance).

Facteurs associés à la vulnérabilité des territoires au crime	Total de citations (habitants/police)
Pauvreté	195 / 128
Chômage	177 / 106
Absence de report des crimes par les habitants	123 / 98
Activités liées à la drogue	174 / 148
Concentration de bars et night clubs	147 / 96
Concentration de touristes/activités	132 / 106
Concentration de logements vacants délabrés	234 / 132
Section 8 (locataires à très bas revenus)	147 / 100
Absence d'implication citoyenne (association de quartier)	135 / 118
TOTAL	1530 / 1032

Tableau 57 : Facteurs associés au risque criminel.

Les neuf facteurs qui figurent dans le tableau ci-dessus peuvent être regroupés par catégories. En effet, il convient de distinguer, d'une part, les facteurs sociaux des facteurs environnementaux et, d'autre part, les facteurs ayant trait aux caractéristiques fonctionnelles des territoires :

- Facteurs sociaux : pauvreté, chômage, locataires à très bas revenus (Section 8).
- Facteurs environnementaux : concentration de logements vacants délabrés, concentration de bars et/ou boîtes de nuit/clubs.
- Facteurs fonctionnels : activités liées à la drogue, concentration de touristes/activités, absence

⁶² La question était formulée ainsi : « Sur une échelle de 1 à 10, mentionnez les facteurs que vous pensez être associés à des taux de criminalité élevés (1 étant l'association la moins forte et 10 la plus forte) ». Nous avons dans les enquêtes tests posé la question suivante : « Quels sont, selon vous, les facteurs principaux qui rendent certains territoires vulnérables ou au contraire peu vulnérables au crime ? ». Cependant, cette formulation n'était pas comprise par tous les enquêtés qui nous ont conseillé de formuler différemment la question.

⁶³ Ce travail aurait consisté à demander aux personnes quels étaient les facteurs qui conditionnaient l'insécurité ressentie.

d'implication citoyenne, absence de report des crimes par les habitants.

Au vu de ce premier constat sur les facteurs mentionnés par les habitants et policiers comme favorisant la criminalité dans un territoire, un quartier qui se caractérise par une population pauvre notamment, par des locataires à très bas revenus disposant d'aides sociales au logement (section 8), et qui concentre de nombreux logements vacants, risque fortement d'être considéré comme dangereux. De même, un quartier huppé où les habitants sont impliqués dans la vie associative et reportent systématiquement les crimes, aura de forte chance de bénéficier de représentations positives (sûr). Toutefois, la concentration de nombreuses activités et de touristes représente pour les habitants et les policiers un facteur de vulnérabilité des territoires au crime puisqu'ils attirent les criminels (cibles attractives). Ainsi, un quartier aisé caractérisé par une forte implication des résidents dans la vie associative mais concentrant de nombreuses activités, notamment celles liées au tourisme, pourra faire l'objet de représentations mixtes. Certains habitants et/ou policiers pourront ainsi considérer le quartier comme dangereux alors que d'autres pourront le percevoir comme sûr.

11.2.3.2. Hiérarchisation des facteurs associés à la vulnérabilité des territoires à la criminalité

Les facteurs présentés précédemment sont ici hiérarchisés afin de mettre en évidence, d'une part, ceux qui ont été le plus cités par l'ensemble des personnes enquêtées (total de citation) et, d'autre part, ceux qui ont fait l'objet du plus grand nombre de citations en tant que facteur d'ordre d'importance 1.

➤ Fréquence de citations par les habitants des facteurs associés au risque criminel

Facteurs	Ordre d'importance du facteur									Total de citations du facteur	Pourcentage de citation (ensemble de citations)	Pourcentage d'habitants ayant cité le facteur
	1	2	3	4	5	6	7	8	9			
Concentration de logements vacants délabrés	120	24	36	15	27	3	3	6	0	234	15,3	78
Pauvreté	117	45	15	6	9	0	3	0	0	195	12,7	65
Chômage	51	39	42	30	0	12	0	3	0	177	11,6	59
Activités liées à la drogue	126	24	15	9	0	0	0	0	0	174	11,4	58
Concentration de bars et/ou boîtes de nuit/clubs	12	9	12	27	18	24	24	9	12	147	9,6	49
Concentration de locataires à très bas revenus (Section 8)	18	3	18	21	36	24	3	9	15	147	9,6	49
Absence d'implication citoyenne	12	9	12	15	33	15	12	21	6	135	8,8	45
Concentration de touristes et d'activités	6	0	3	9	21	21	24	30	18	132	8,6	44
Absence de report des crimes par les habitants	0	6	6	0	21	9	18	27	36	123	8,0	41

Tableau 58 : Hiérarchisation des facteurs associés au risque criminel par les habitants.

La concentration de logements vacants à l'état d'abandon, la pauvreté, le chômage et les activités liées à la drogue constituent les quatre facteurs les plus mentionnés par les habitants puisqu'ils ont été cités par plus de 50% des enquêtés. Si la concentration de logements vacants constitue le facteur le plus cité par les habitants (78%), les activités liées à la drogue mentionnées par 58% des habitants et qui figurent au 4^{ème} rang des facteurs les plus cités, ont toutefois comptabilisé le plus de citations d'ordre d'importance 1 (126 citations). 42% du total des personnes enquêtées l'ont mentionné comme un facteur d'ordre d'importance 1 contre 40 % pour la concentration de logements délabrés, 39% pour la pauvreté et seulement 17% pour le chômage. Ainsi, si la pauvreté et le chômage comptent davantage de citations dans l'ensemble que la présence d'activités liées à la drogue, l'ordre d'importance accordé à ce facteur par les habitants indique que celui-ci figure, avec la concentration de logements vacants, en tête de liste des facteurs prépondérants de vulnérabilité des territoires au crime.

➤ Fréquence de citations par les policiers des facteurs associés au risque criminel

Facteurs	Ordre d'importance du facteur									Total de citations du facteur	Pourcentage de citation (ensemble de citations)	Pourcentage de policiers ayant cité le facteur
	1	2	3	4	5	6	7	8	9			
Activités liées à la drogue	112	22	10	2	2	0	0	0	0	148	14,3	74
Concentration de logements vacants délabrés	50	24	18	12	8	6	6	4	4	132	12,8	66
Pauvreté	48	20	22	14	10	6	2	0	6	128	12,4	64
Abscende d'implication citoyenne	34	8	22	24	12	4	4	0	10	118	11,4	59
Concentration de touristes et d'activités	18	2	6	6	20	18	16	6	14	106	10,3	53
Chômage	4	0	4	10	26	14	16	12	20	106	10,3	53
Concentration de locataires à très bas revenus (Section 8)	2	6	2	6	8	16	8	22	30	100	9,7	50
Absence de report des crimes par les habitants	0	4	6	6	10	14	0	26	32	98	9,5	49
Concentration de bars et boîtes de nuit/clubs	6	6	10	14	6	18	26	8	2	96	9,3	48

Tableau 59 : Hiérarchisation des facteurs associés au risque criminel par les policiers.

Les activités liées à la drogue, la concentration de logements vacants délabrés, la pauvreté, l'absence d'implication citoyenne, la concentration de touristes, d'activités et de locataires à très bas revenus (Section 8) et le chômage constituent les facteurs les plus mentionnés par les policiers puisqu'ils ont été cités par plus de 50% des enquêtés. Les activités liées à la drogue constituent le premier facteur puisqu'il a été cité par 74% des policiers et constitue également le facteur d'ordre d'importance 1 le plus cité (61%). La concentration de logements vacants délabrés constitue également un facteur prépondérant puisqu'il a été cité par 66% des policiers, cependant seul 25% l'ont cité comme facteur d'ordre d'importance 1. Similairement, les facteurs figurant en troisième, quatrième, cinquième et sixième position qui ont été cités par plus de 50% des policiers n'ont été respectivement cités comme facteur d'importance 1 que par

24%, 17%, 9% et 2% des policiers. Ces résultats indiquent que pour les policiers, comme pour les habitants, les activités liées à la drogue et la concentration de logements vacants délabrés constituent les deux facteurs prépondérants associés à la vulnérabilité des territoires au crime.

11.2.3.3. Des perceptions du danger conditionnées par des facteurs territoriaux et d'ordre culturel

Les perceptions spatiales du danger des habitants sont à rattacher à d'autres facteurs qui ne sont pas forcément associés directement à la criminalité, à la différence des facteurs vus précédemment (facteurs de risque). On ne parlera donc pas ici de facteurs associés au risque criminel d'un territoire (quartier) mais de facteur conditionnant l'insécurité perçue.

Les facteurs d'insécurité et de sécurité figurant dans les deux tableaux 60 et 61 ont été cités par les habitants à qui nous avons demandé quels facteurs les faisaient se sentir en insécurité d'une part et en sécurité d'autre part, ceci sans qu'aucun choix de facteurs ne leur ait été proposé (question ouverte). Pour cette raison, la prise en compte de ces facteurs dans l'analyse des représentations spatiales du danger est riche d'enseignement puisque les facteurs qui figurent dans les tableaux 60 et 61 ont été cités de manière récurrente par un grand nombre d'habitants. Ces facteurs d'insécurité font donc l'objet d'un certain consensus parmi les enquêtés, même si certains pourront ne pas être considérés comme favorisant l'insécurité.

➤ Facteurs contribuant à rendre un quartier insécure ou sûr

FACTEURS	Total de citations	Pourcentage de citations ⁶⁴
Absence d'éclairage public	69	23 %
Race (quartier Afro-américain)	66	22%
Faible présence policière	50	16.6%
Présence de commerces commercialisant de l'alcool	42	14%
Regroupement d'individus jeunes (consommant de l'alcool)	42	14 %
Arrivée de nouveaux locataires (turn over/transient renters)	40	13.3 %
Non familiarité avec le quartier	35	11.6%
Présence de prostituées (racolage)	31	10.3%
Concentration de logements vacants	24	8 %
Faible fréquentation (quartiers désertés)	24	8 %
Mauvais entretien du quartier (unneat areas)	18	6 %
Présence de déchets (décharge sauvage)	15	5%
Alternance logements vacants/occupés	15	5 %
Présence de personnes sans domicile fixe	12	4%

Tableau 60 : Facteurs mentionnés par les habitants comme contribuant à rendre un secteur insécure.

⁶⁴ Nombre de citations par rapport au total des personnes enquêtées (300).

FACTEURS	Total de citations	Pourcentage de citations
Présence de policiers	70	23.3%
Eclairage public	66	22%
Quartier bien entretenu et aménagé	45	15%
Présence de « Neighborhood Watch Programs »	40	13.3%
Patrouilles privées (<i>Security Districts</i>)	35	11.6%
Bonne relation avec le voisinage	30	10%
Familiarité avec le quartier	24	8%
Maisons luxueuses	15	5%
Présence de piétons	10	3.3%

Tableau 61 : Facteurs mentionnés par les habitants comme contribuant à rendre un secteur sûr.

Les facteurs d'insécurité et de sécurité présentés ci-dessus peuvent être regroupés par catégories :

- Facteurs environnementaux : alternance logements vacants/occupés, absence d'éclairage public, présence de commerces commercialisant de l'alcool, concentration de logements vacants, mauvais entretien du quartier, présence de déchets (décharge sauvage), quartier bien entretenu et aménagé, éclairage public, maisons luxueuses.
- Facteurs sociaux : Regroupement d'individus jeunes, race (quartier Afro-américain), arrivée de nouveaux locataires (turn over/transient renters), présence de personnes sans domicile fixe
- Facteurs fonctionnels ou cognitifs : familiarité/non familiarité avec le quartier, présence de policiers/faible présence policière, bonne relation avec le voisinage, présence de piétons, présence de patrouilles privées (*Security Districts*), présence de « Neighborhood Watch Programs ».

Certains des facteurs d'insécurité et de sécurité classés ci-dessus selon leur nature, se recoupent puisqu'à titre d'exemple, 23% des habitants ont mentionné l'absence d'éclairage public comme facteur d'insécurité et 22% ont cité l'éclairage public comme un facteur de sécurité. Il en est de même pour la présence policière qui, lorsque celle-ci est bonne, constitue un facteur de sécurité pour 23.3% des habitants et, lorsque celle-ci est carencée, constitue un facteur d'insécurité pour 16.6% des habitants.

La connaissance plus ou moins bonne et directe des quartiers constitue également un facteur qui conditionne largement les représentations du danger par les habitants. En effet, 11.6% des habitants ont mentionné spontanément (question ouverte) le fait de ne pas être familier avec un quartier comme un facteur d'insécurité. Par ailleurs, nous avons demandé aux habitants d'évaluer sur une échelle de 1 à 5⁶⁵ le niveau de danger de leur quartier et celui de la ville. Dans l'ensemble, les habitants perçoivent leur quartier comme plus sûr que la ville puisque 60% des habitants mentionnent leur quartier comme sûr (ordre d'importance entre 4 et 5) contre seulement 30% mentionnant la ville comme sûre (ordre d'importance entre 3 et 4). Pour les policiers, le lien entre la familiarité avec les quartiers et la perception du danger est différent que pour les habitants car les quartiers cités comme dangereux sont généralement

⁶⁵ Nous avons demandé d'évaluer sur une échelle de 5 le niveau de sûreté de leur quartier et de la ville : « On a scale of 1 to 5, how safe do you feel (5 being the safest) ? ».

ceux qu'ils connaissent bien. C'est le cas des quartiers fréquemment cités par la police et peu par les habitants notamment les anciens grands ensembles de logements sociaux. Les policiers ont en effet une bonne connaissance de ces quartiers, qui avant Katrina étaient très criminogènes (cf. chapitre 5), en raison de leurs missions de sécurisation et de lutte contre les trafics de drogue. Pour les policiers, ces quartiers correspondent aux territoires des trafiquants de drogues et constituent les secteurs parmi les plus dangereux de la ville⁶⁶. Les habitants ont toutefois mentionné les grands ensembles de logements sociaux comme dangereux mais dans des proportions moindres que les policiers (8% pour *Iberville*, 7% pour *Florida*, pour 4% *Desire* et *Fischer*, 2% pour *BW Cooper* et *St Thomas*). Pour les habitants, ce sera davantage la réputation de ces lieux qui expliquera leur désignation comme quartier dangereux puisqu'ils n'ont pas de connaissance directe avec ces quartiers inscrits dans l'inconscient collectif comme les lieux d'affrontement entre membres de gangs. Pour chaque policier enquêté, nous avons demandé dans quelle juridiction celui-ci était affecté et depuis combien de temps afin de pouvoir comparer les perceptions du danger selon leur connaissance directe avec les quartiers désignés comme sûrs ou dangereux. Il en ressort que les quartiers les plus cités comme dangereux sont compris dans les limites de leur secteur d'intervention, ce qui n'est pas le cas des quartiers mentionnés comme sûrs.

Si les caractéristiques socio-environnementales et fonctionnelles des quartiers influencent les représentations du danger, d'autres facteurs tels que les médias ou encore les nombreux implicites culturels, conditionnent également amplement les perceptions spatiales du danger des individus.

➤ Influence des médias⁶⁷

L'influence des médias sur les représentations du danger des habitants, nous l'avons évoqué précédemment (11.1), est très forte. La presse et les journaux télévisés conditionnent en effet largement les représentations puisque pour bien des habitants, les médias constituent la seule source d'information quant aux événements se produisant dans les secteurs de la ville qu'ils ne fréquentent pas. Le fort traitement médiatique des histoires de violence, qui affecte principalement certains quartiers de la ville, contribue à leur donner une image très négative. Le cas de *Central City* est parlant puisque celui-ci fait l'objet presque quotidiennement d'articles de journaux et de reportages télévisuels reportant des événements violents et, nous l'avons vu, est représenté comme dangereux par plus d'un tiers des habitants et 27% des policiers. La lecture quotidienne du journal local de la Nouvelle-Orléans (*Times Picayune*) nous a rapidement conforté sur ce point puisque ce quartier a, dès les premières semaines sur le terrain, retenu notre attention en raison de la profusion d'articles mentionnant la survenue d'homicides et autres

⁶⁶ Lors des nombreuses patrouilles effectuées avec le NOPD, les agents de police ont souvent fait allusion à ces quartiers par l'usage de qualificatifs soulignant le caractère dangereux de ces lieux (« Hornet nest », « Ghetto », « war zone », etc.).

⁶⁷ Cf. Jacquemin (2005).

crimes violents ou encore d'opérations policières ayant démantelé certains réseaux criminels implantés dans le quartier. Similairement, les quartiers parmi les plus cités par les habitants tels que le *Lower 9th Ward*, *St Roch*, *Seventh Ward*, *St Claude* et *Hollygrove* font également l'objet d'un traitement médiatique qui influence les représentations du danger (figure 232).



Figure 231 : Impact des médias sur les représentations spatiales du danger (Source : cliché de l'auteur, *Times Picayune*, 02/01/2012).

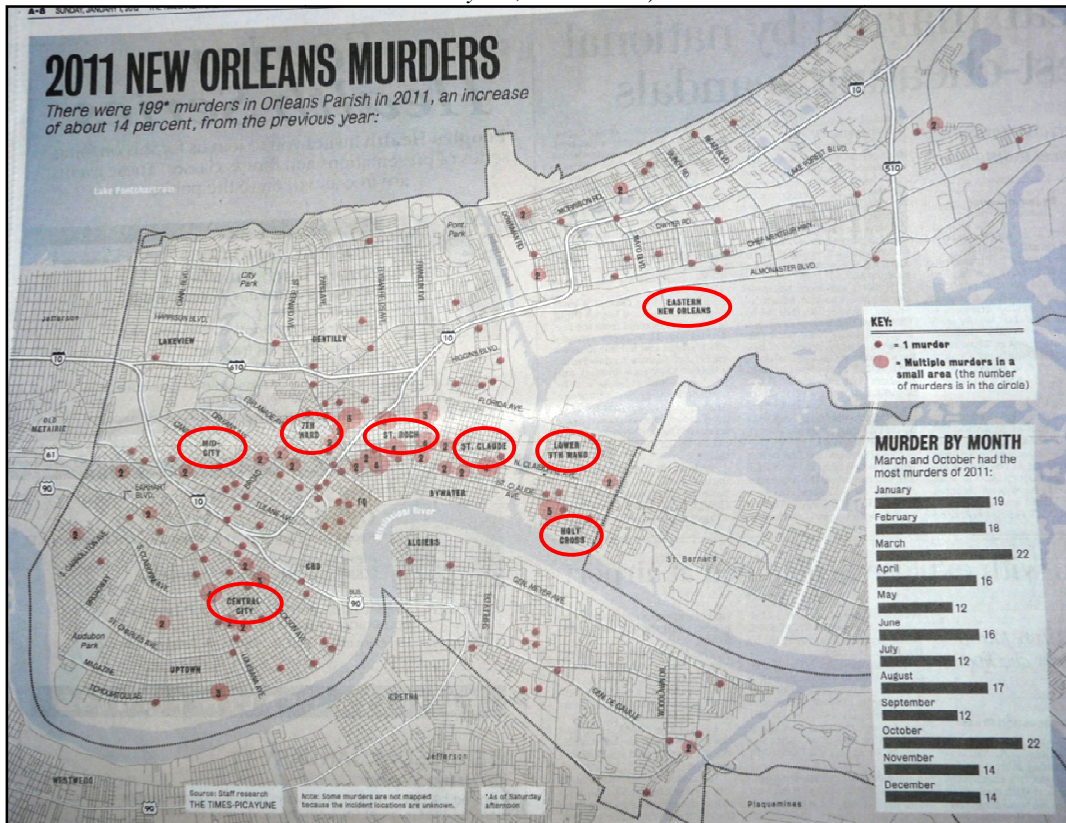


Figure 232 : Publication par le *Times Picayune* de la carte des homicides de 2011 mentionnant certains quartiers faisant l'objet de représentations négatives (source : cliché de l'auteur *Times Picayune*, 01/01/2012.).

La figure ci-dessus illustre bien l'influence que peuvent avoir les médias sur les représentations spatiales

des habitants puisque cette carte extraite d'un article du *Times Picayune* (01/01/2012) montre la localisation des homicides survenus en 2011 en mentionnant le nom de quelques-uns des quartiers et secteurs représentés comme les plus dangereux de la ville (*Lower 9th Ward, St Claude, St Roch, Seventh Ward, Central City, Mid City, Holy Cross, New Orleans East* – encerclés en rouge). Le simple fait de mentionner le nom de ces quartiers, même si certains concentrent relativement peu d'homicides (cas du *Lower 9th Ward*) suffit à en renforcer l'image négative. Par ailleurs, il est intéressant de noter que le quartier du *French Quarter* qui, en 2011, a concentré de nombreux homicides, n'est mentionné que par l'usage de ses initiales (*F.Q.*). Ceci peut refléter une stratégie plus ou moins recherchée visant à éviter d'entacher la réputation de ce quartier « vitrine » de la Nouvelle-Orléans.

➤ Réputation des quartiers

Le cas du *French Quarter* est intéressant car il est cité par 6% des policiers comme dangereux et seulement 1 % comme sûr alors que pour les résidents celui-ci est perçu par 7% d'entre eux comme sûr et par 3% comme dangereux. Cela s'explique principalement par le fait que les policiers ont davantage connaissance de la réalité criminelle du quartier alors que la plupart des habitants le perçoivent comme un lieu touristique sûr (implicites culturels). Ce quartier est en effet inscrit dans l'imaginaire collectif comme une destination touristique et fait l'objet de discours rassurants de la part des autorités soucieuses de conserver l'image d'un quartier sûr. Par ailleurs, la plupart des habitants du *French Quarter* occupent une position sociale élevée et sont activement impliqués dans la lutte contre le crime et les désordres (notamment l'éradication des graffitis), ce qui donne un sentiment de sécurité parfois trompeur. La réputation de quartier sûr du *French Quarter* s'applique également aux autres quartiers touristiques, qui, malgré une forte concentration d'activités et de touristes (facteurs associés au risque criminel) sont largement perçus comme sûrs par les habitants (*Marigny, CBD, Garden District, Uptown, Audubon, East Carrollton*). A l'inverse, certains quartiers, notamment les grands ensembles de logements sociaux, ont une mauvaise réputation en raison de l'association systématique faite entre ces quartiers et les activités souterraines, notamment le trafic de drogue et aux violences entre narcotrafiquants.

L'analyse des facteurs associés par les habitants à la dangerosité d'un quartier permet d'expliquer, dans une certaine mesure, pourquoi certains quartiers font l'objet de représentations contrastées. En effet, la connaissance directe avec un quartier pourra inciter un individu à le considérer comme dangereux si celui-ci présente des caractéristiques socio-environnementales associées à la criminalité. Néanmoins, la présence de ces caractéristiques ne constitue pas nécessairement un facteur de danger perçu puisque la familiarité avec ce quartier pourra également s'accompagner d'une représentation positive qui s'explique par l'existence de liens sociaux avec les occupants du quartier (facteur de sécurité). A l'inverse, l'absence

de contact direct avec le quartier pourra inciter un individu à mentionner le quartier comme dangereux en raison de sa réputation ou de son image véhiculée par les médias. De plus si l'individu en question a connaissance des caractéristiques sociales (pauvreté, chômage, race) ceci pourra conforter ses représentations négatives (préjugés). Similairement, la méconnaissance d'un quartier réputé comme sûr et, qui plus est, marqué par des caractéristiques sociales associées à un faible risque criminel (quartier blanc appartenant à la classe supérieure), s'accompagnera de représentations positives, abstraction faite de sa réalité criminelle.

Au vu des différents facteurs conditionnant les représentations du danger, il est possible d'émettre l'hypothèse selon laquelle la catastrophe Katrina a entraîné des changements en matière de perception spatiale du danger, dans la mesure où elle a eu de profonds impacts sur les caractéristiques environnementales (dégradation, dédensification), sociales (diversification socio-économique) et fonctionnelles des territoires (revitalisation, gentrification, paupérisation). Dans la mesure où les perceptions du danger sont conditionnées par de nombreux facteurs territoriaux et culturels, il paraît en effet opportun de se demander quels ont pu être les impacts des transformations urbaines *post* Katrina sur les représentations du danger des habitants de la Nouvelle-Orléans. Par ailleurs, le rapprochement des perceptions du danger et des transformations urbaines permettra de rendre compte avec plus de précision des impacts de la catastrophe sur le développement des stratégies sécuritaires à l'initiative des habitants (11.3).

11.3. Des perceptions du danger affectées par les transformations territoriales *post* Katrina

Les changements urbains engendrés par la catastrophe Katrina, tant dans les dimensions physiques que sociales des territoires, ont eu des répercussions sur l'insécurité perçue. D'une part, les conséquences de la catastrophe sur les paysages urbains (dégradation, dédensification) ont pu renforcer l'insécurité en raison de la dégradation de l'environnement physique favorisant le développement des activités criminelles. D'autre part, le renforcement du contrôle territorial à l'échelle des territoires résilients ou peu affectés physiquement par la catastrophe a pu contribuer à réduire l'insécurité en raison d'une évolution des caractéristiques socio-environnementales dénotant un meilleur fonctionnement territorial (11.3.1). Le rapprochement des transformations physiques et sociales des quartiers et des représentations du danger permet de mettre en évidence un lien spatial qui contribue à expliquer la tendance au repli communautaire

dans la mesure où celui-ci reflète le besoin des habitants de « contrôler » le devenir de leur quartier dans un contexte urbain caractérisé par des changements rapides et incertains (11.3.2). Finalement, l'insécurité perçue constitue, dans une certaine mesure, une grille de lecture de la géographie urbaine « redessinée » par la catastrophe puisque les représentations spatiales du danger reflètent les dynamiques de développement des territoires qui ont été accélérées par la catastrophe. Toutefois, la mise à jour de certaines distorsions permet d'avancer l'idée d'une inertie des représentations du danger qui sera par la suite investie par un travail visant à mettre en lien l'insécurité objective et subjective (11.3.3).

11.3.1. Impact des transformations socio-environnementales des territoires sur l'insécurité perçue

Dans la mesure où l'insécurité perçue est largement conditionnée par certains facteurs environnementaux et sociaux, les transformations territoriales *post* Katrina ont pu conduire à modifier les représentations du danger positivement ou négativement selon les territoires.

11.3.1.1 L'approche environmentaliste de l'insécurité perçue (peur du crime) pour investir les impacts de la catastrophe sur les représentations spatiales du danger

Si la criminalité violente (Zimring et Hawkins, 1997) et le manque de confiance en la police (cf. 11.1) constituent des facteurs prépondérants d'insécurité, les caractéristiques environnementales et sociales des territoires jouent également un rôle important sur les représentations du danger des habitants (Lewis et Salem, 1986, Siméone, 2004). Afin d'étudier les impacts qu'a pu avoir la catastrophe sur ces représentations, nous nous appuyons ici sur l'enquête présentée précédemment (11.2) qui a permis de déterminer certains des facteurs précurseurs de l'insécurité perçue. Par ailleurs, le courant de recherche qui rattache l'insécurité subjective (peur du crime) aux caractéristiques physiques et sociales du lieu de vie des individus (approche environmentaliste) constitue un cadre de référence théorique permettant d'appuyer nos propos. Si d'autres courants de pensée⁶⁸ considèrent la peur du crime comme résultant principalement de la perception que les individus ont de leur vulnérabilité (Siméone, 2004), nous privilégions toutefois l'approche « environmentaliste » dans la mesure où celle-ci permet d'aborder la question de l'insécurité perçue dans sa dimension spatiale. En effet, la spatialisation des facteurs sociaux et environnementaux associés à la peur du crime permet d'investir, dans une certaine mesure, le lien entre le territoire et l'insécurité subjective (peur du crime). Les théories de la désorganisation sociale (ou cohésion sociale) et du désordre territorial, qui constituent deux référents théoriques permettant d'investir

⁶⁸ Cf. Travaux de Killias (1990) sur la vulnérabilité perçue notamment par les femmes et personnes âgées qui se considèrent comme vulnérables malgré des taux de victimisation plus bas que les hommes. Ce paradoxe s'expliquerait par un degré d'exposition au risque de victimisation plus faible chez les femmes et les personnes âgées que chez les hommes en raison de style de vie différents (cf. Siméone, 2004).

ce lien, placent la notion de désordres (physiques et sociaux) au cœur de l'analyse de la peur du crime. En effet, les désordres physiques (graffitis, blight, présence de déchets, etc.) et les désordres sociaux (présence de personnes sans domicile fixe, prostituées, groupes de jeunes consommant de l'alcool, etc.), sont perçus par les individus comme des « signes de déclin du contrôle social dans une zone géographique circonscrite » (Siméone, 2004). Ainsi, d'après la théorie de la désorganisation et du désordre territorial, la multiplication des désordres favoriserait la sensibilité des habitants aux problèmes liés à la criminalité (*ibid.*) ainsi que le regroupement des criminels profitant de l'affaiblissement des contrôles sociaux informels des habitants qui, devenus plus craintifs tendent à se replier chez eux et à éviter les lieux publics. L'insécurité renforcée par la multiplication des désordres conduirait en retour à amplifier le processus de dégradation de l'environnement physique et, incidemment, à aggraver le risque criminel. En revanche, la baisse des désordres à l'échelle de territoires caractérisés par un renforcement de leur contrôle territorial pourra au contraire s'accompagner d'une réduction de l'insécurité perçue favorisant les déplacements à pieds et la fréquentation des lieux publics. Ces territoires deviendront incidemment moins propices au développement des activités criminelles, ce qui renforcera en retour la sécurité perçue.

Les impacts des transformations urbaines *post* Katrina sur les représentations du danger seront donc, *a priori*, de deux ordres, à savoir :

- Des impacts négatifs liés à la dégradation des paysages urbains qui favorise l'insécurité perçue en raison de la multiplication des désordres physiques et sociaux dénotant un relâchement du contrôle territorial.
- Des impacts positifs liés à la revitalisation ou la gentrification des territoires peu affectés physiquement par la catastrophe et qui se traduisent par une amélioration de l'aspect visuel des paysages urbains et un renforcement du contrôle territorial favorisant la perception de sécurité.

Les facteurs associés au risque criminel mis en évidence par l'enquête menée auprès des habitants de la Nouvelle-Orléans sont donc à rattacher à ce concept de désordres physiques et sociaux puisque ceux-ci constituent des indicateurs du fonctionnement territorial qui, lorsqu'il sera efficace favorisera la perception de sécurité et *vice versa*⁶⁹.

11.3.1.2. Un affaiblissement des territoires qui favorise l'insécurité perçue

La dégradation de l'environnement urbain suite à l'inondation de la ville s'est traduite, nous l'avons vu,

⁶⁹ Cf. Travaux portant sur le lien entre les désordres et l'insécurité perçue (peur du crime) (Lewis et Maxfield, 1980 ; Skogan et Maxfield, 1981 ; Lewis et Salem, 1986).

par une forte concentration de logements vacants en délabrement qui s'est plus ou moins prolongée dans le temps, y compris dans les quartiers relativement nantis non ou peu affectés par ce phénomène avant Katrina (*Gentilly, Lakeview*). Le *blight* urbain, qui constitue une forme de désordre physique que la théorie de la vitre cassé (Kelling et Wilson, 1982) associe à l'incapacité des habitants à s'organiser et à agir pour limiter leur présence, constitue un indicateur de la « désorganisation sociale » et de la faible cohésion sociale entre les résidents. La présence de tels désordres favorise, d'une part, la criminalité puisqu'elle indique aux malfaiteurs que les habitants sont incapables d'intervenir dans la résolution des problèmes du quartier (ici l'éradication du *blight*) et agit, d'autre part, sur les représentations du danger des résidents et des personnes de passage. Les habitants, craignant pour leur sécurité, seraient ainsi incités à rester chez eux, à désertier les lieux publics et à réduire leurs interactions avec leur entourage (dégradation des liens de voisinage) et les personnes de passage seraient dissuadées de fréquenter ces lieux. La concentration de logements vacants délabrés constitue le facteur de risque et d'insécurité le plus mentionné par les habitants (78%) et le deuxième plus cité par les policiers (66%) (cf. 11.2). Il semble donc pertinent d'avancer l'idée selon laquelle les territoires (quartiers) caractérisés par une augmentation du nombre de structures vacantes à l'abandon seront perçus comme dangereux et que le sentiment d'insécurité des résidents y sera accru. Par ailleurs, les habitants interrogés sur les facteurs contribuant à rendre un quartier insécuré ont mentionné la faible fréquentation (8%), l'alternance de logements vacants et occupés (5%), l'absence d'éclairage public (23%), le mauvais entretien du quartier (6%), la présence de déchets (5%), la présence de personnes sans domicile fixe (4%), la présence de groupes de jeunes consommant de l'alcool (14%) et la prostitution (%) comme autant de caractéristiques physiques et sociales favorisant l'insécurité (cf. 11.2.3.2). Dans la mesure où la dégradation de l'environnement urbain qui s'est prolongée dans le temps à l'échelle des territoires peu résilients a conduit à une multiplication de ces désordres physiques et sociaux, la dégradation de l'environnement a incidemment contribué à renforcer l'insécurité perçue à l'échelle de ces territoires. Ainsi la baisse de la cohésion sociale, qui a été favorisée par la dédensification du tissu urbain qui elle-même a entraîné une détérioration plus ou moins durable des relations de voisinage, a donc pu amplement favoriser l'insécurité dans les secteurs peu résilients. L'ambiance de « ville fantôme » caractérisant certains secteurs de la Nouvelle-Orléans après Katrina a en effet généré chez les populations une forte inquiétude de voir leur quartier soumis à une « invasion criminelle » (Wilson et Kelling, 1982).

11.3.1.3. Un renforcement du contrôle territorial des territoires résilients ou non affecté physiquement par la catastrophe qui favorise la sécurité

Le fonctionnement territorial qui se définit comme « un ensemble de caractéristiques physiques d'un

environnement urbain et de conduites de ses habitants » (Siméone, 2004), peut être évalué par l'aspect physique d'un quartier dénotant d'un contrôle plus ou moins fort exercé par les résidents. Certaines caractéristiques telles que le bon entretien de la voirie ou la personnalisation des propriétés, l'utilisation « familiale » des lieux publics, la qualité de l'éclairage public ou encore la présence de symboles directs de protection (patrouille privée, panneaux signalant la présence d'un « comité de voisins vigilants », vidéosurveillance, etc.), constituent autant de signaux qui indiquent que le quartier est approprié et efficacement contrôlé par ses résidents. Si ces marqueurs physiques du contrôle territorial constituent des facteurs de réduction du risque criminel en décourageant le passage à l'acte des malfaiteurs, ceux-ci constituent également des facteurs de sécurité perçue. Le lien entre la qualité du fonctionnement d'un territoire et l'insécurité avait été développé très tôt par Jacobs (1961, cf. chapitre 1) puisque celle-ci avait mis en évidence que les caractéristiques physiques et fonctionnelles des territoires agissaient fortement sur l'insécurité, certes objective, mais également sur l'insécurité subjective. En effet, l'utilisation de l'espace public signifiant « plus d'yeux dans la rue » donc plus de surveillance « naturelle » constitue un facteur de sécurité perçue. L'enquête sur les représentations du danger (11.2), qui a permis de mettre en avant une série de facteurs mentionnés par les résidents comme contribuant à rendre un quartier sûr, va dans le sens des recherches environnementales sur la peur du crime dans la mesure où la plupart des facteurs cités par les habitants (question ouverte) correspondent à des facteurs associés à un bon fonctionnement territorial. En effet, les enquêtés ont mentionné les bonnes relations de voisinage (10%), le bon entretien du quartier (15%), un bon éclairage public (22%), la présence de piétons (3.3%) de patrouilles privées (11.6%) et de comités de voisins vigilants (*Neighborhood Watch*, 13.3%) comme des facteurs de sécurité prépondérants. Ainsi, il est possible d'envisager que les territoires (quartiers) caractérisés par un fonctionnement territorial accru après Katrina se soient accompagnés d'une baisse de l'insécurité perçue. Ce renforcement du fonctionnement territorial traduisant un plus grand contrôle exercé par les résidents se traduirait donc par une amélioration de l'aspect visuel des paysages urbains et d'un usage de l'espace public dénotant une plus grande sécurité. Les quartiers caractérisés par une revitalisation ou par un processus de gentrification seront donc, *a priori*, susceptibles d'avoir connu un renforcement de leur sécurité perçue.

Au vu des impacts qu'a eu la catastrophe Katrina sur les caractéristiques socio-environnementales et fonctionnelles des territoires, il convient dès lors de s'interroger sur le lien entre les représentations du danger et ces transformations urbaines.

11.3.2. Un lien parfois difficile à vérifier entre les représentations spatiales du danger et les transformations physiques et sociales des territoires

L'objectif de cette sous partie consiste à analyser les représentations spatiales du danger en lien avec les caractéristiques socio-environnementales des quartiers après Katrina afin de voir si les représentations sont spatialement corrélées au niveau de résilience des territoires. Par ailleurs, la mise en évidence d'un lien fort entre l'insécurité perçue et la dégradation des paysages urbains d'une part et la diversification socio-économique des quartiers d'autre part, permet d'éclairer l'impact qu'a eu la catastrophe sur le développement de stratégies sécuritaires micro-localisées (*Security Districts*).

11.3.2.1. Des territoires physiquement dégradés perçus comme dangereux

L'action directe des caractéristiques paysagères sur les représentations du danger permet d'expliquer le lien entre les caractéristiques des impacts de la catastrophe sur les territoires et les représentations des habitants. En effet, les quartiers peu résilients en marge du processus de reconstruction se caractérisent par un paysage urbain dégradé (nombreux logements vacants délabrés) et sont également largement perçus comme dangereux. En revanche, les quartiers qui n'ont pas subi d'effets directs de la catastrophe (inondation) ou ceux ayant pu connaître une dégradation à court et moyen termes mais qui se sont montrés résilients (*Lakeview*), se caractérisent par des paysages urbains très différents et sont dans l'ensemble perçus comme sûrs. Les conséquences délétères de Katrina sur les paysages urbains qui se sont prolongées dans le temps à l'échelle des territoires peu résilients ont ainsi pu avoir pour impact de dégrader ou de renforcer l'image négative de ces quartiers. Dans les quartiers déjà en crise avant Katrina, les représentations pourront rester celle d'avant la catastrophe, en revanche, dans les quartiers où la catastrophe a entraîné une dégradation nouvelle des paysages, les représentations auront pu évoluer négativement.

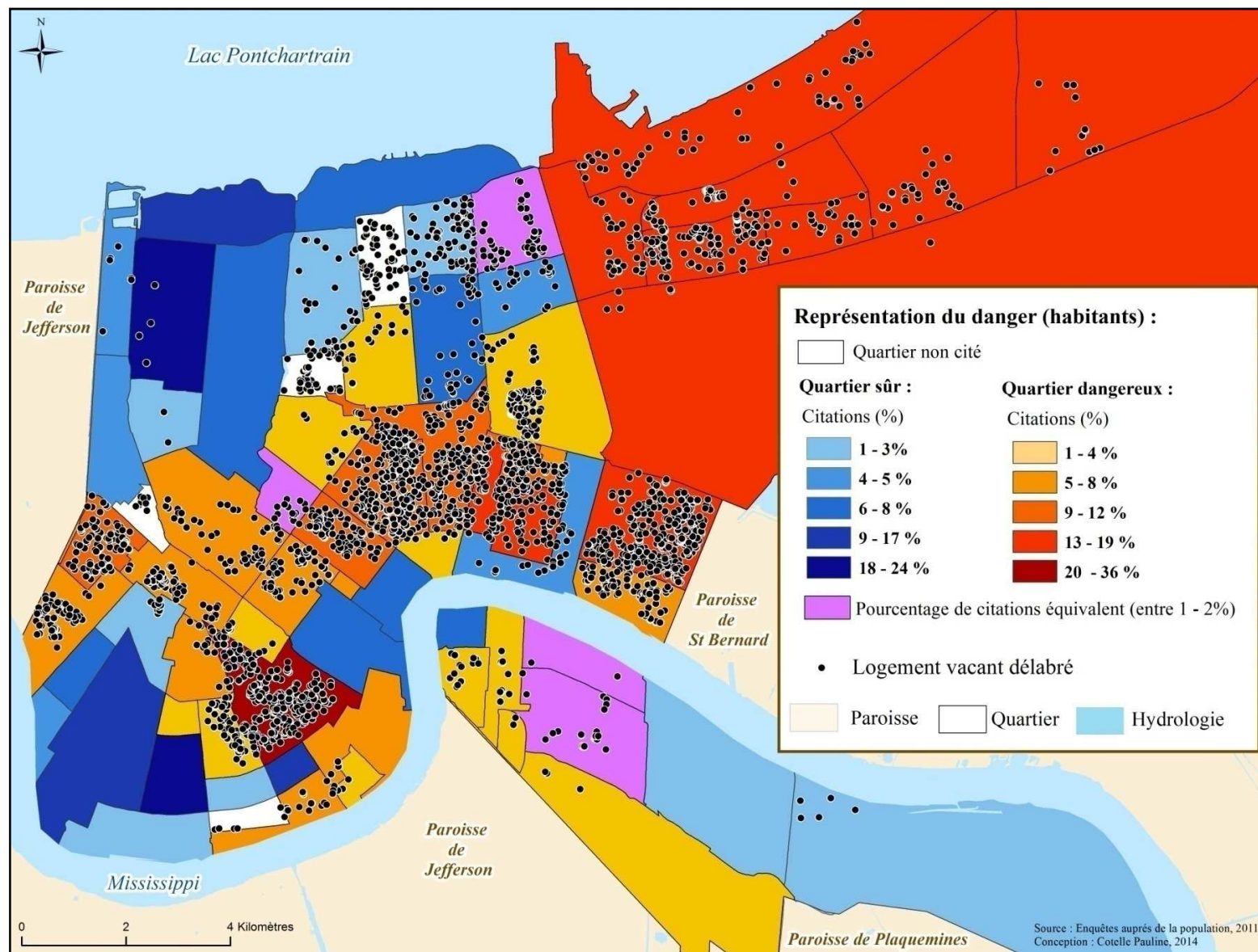


Figure 233 : Une forte corrélation spatiale entre les représentations du danger et les caractéristiques des paysages urbains des quartiers affaiblis par la catastrophe.

La carte ci-dessus permet de mettre en évidence une corrélation spatiale entre la concentration de logements vacants en délabrement et les représentations du danger des habitants. On remarque en effet que les quartiers représentés comme dangereux (orange et rouge) se caractérisent, à l'exception de quartiers tels que le *Lower Garden District*, par une très forte concentration de logements vacants à l'état d'abandon. Le quartier de *Central City*, perçu comme dangereux par le plus grand nombre d'habitants et par de très nombreux policiers, constitue un des quartiers les plus affectés par le *blight* urbain. Ceci s'observe également pour les quartiers défavorisés localisés à proximité du centre-ville qui ont été profondément affaiblis par la catastrophe et où la dégradation des paysages urbains s'est maintenue dans le temps (*Seventh Ward, St Roch, St Claude, Tremé/Lafitte*). Par ailleurs, les quartiers localisés plus en périphérie de la ville qui bénéficient de représentations négatives concentrent également de très nombreux logements vacants délabrés (*New Orleans East, Lower 9th Ward, Holy Cross, Hollygrove*). La présence relativement faible de ce type de structures à l'échelle des quartiers perçus comme dangereux localisés dans le secteur de la *West Bank*, s'explique par le fait que ce secteur n'a pas connu d'inondation en 2005. Si la corrélation spatiale entre les représentations du danger et le *blight* est forte, ce lien ne se vérifie pas toujours. En effet, les quartiers localisés dans le secteur résidentiel de *Gentilly* au Nord de la ville sont perçus comme sûrs à l'exception de *Dillard* (en orange clair) et de *Pontchartrain Park* (représentations mixtes, en violet) alors qu'ils concentrent un nombre élevé de logements vacants délabrés. De manière générale, il semblerait qu'il existe un lien fort entre l'insécurité perçue et les caractéristiques paysagères des territoires en reconstruction caractérisés par une dégradation de leur environnement physique (figure 234).

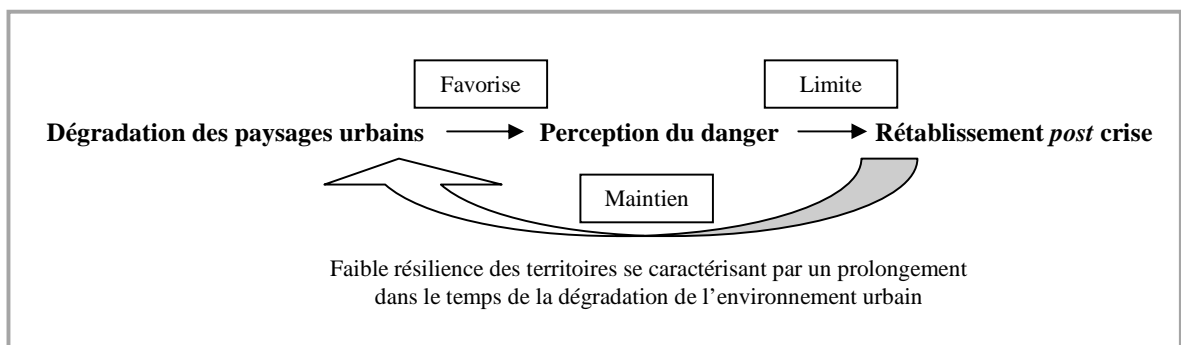


Figure 234 : Des représentations du danger amplifiées par la dégradation des paysages des territoires en reconstruction (réalisation propre).

Toutefois, il est possible d'envisager que les représentations du danger qui ont été mises en évidence par une enquête menée cinq ans après la catastrophe, reflètent les perceptions qui étaient celles d'avant Katrina dans la mesure où la plupart des quartiers caractérisés par une forte concentration de logements vacants en 2010 se caractérisaient déjà, avant Katrina, par de nombreux logements de ce type (*blight*, cf. chapitre 4). Cette hypothèse semble confortée par le cas des quartiers bénéficiant de représentations

positives alors même que ceux-ci se caractérisent par une forte concentration de très nombreux logements vacants délabrés qui résulte des inondations de 2005 (secteur de *Gentilly*). Pour cette raison, il est possible d'émettre l'hypothèse que les représentations du danger ont fait l'objet d'une inertie. Néanmoins, il est pertinent d'avancer que l'insécurité perçue s'est renforcée parmi les résidents de ces quartiers dans la mesure où ceux-ci sont exposés à sa nouvelle réalité physique et sociale. Ces quartiers pourront ainsi faire l'objet de représentations mixtes (cf. 11.2) qui traduisent une prise de conscience ou non de ces changements par les individus.

- Des transformations environnementales pouvant favoriser le développement de stratégies sécuritaires par les habitants

Dans la mesure où l'environnement urbain, de par son aspect visible, agit fortement sur les représentations du danger, les transformations des paysages urbains après la catastrophe ont pu conditionner de manière indirecte les actions des individus, notamment leurs choix de retour ou encore leurs stratégies de déplacements. De ce fait, les quartiers peu résilients et en proie au *blight* risquent fortement d'être entravés dans leur processus de rétablissement par la dégradation de leurs paysages. Au contraire, les quartiers ayant bénéficié de retombées positives de la catastrophe en connaissant une amélioration de leurs caractéristiques paysagères (revitalisation) bénéficieront de représentations positives ce qui contribuera à renforcer leur attractivité et facilitera leur développement.

Parallèlement au risque criminel, la présence de constructions vacantes en délabrement fait peser un risque élevé de dépréciation des biens immobiliers qui, à long terme, pourrait entraîner le quartier dans une « spirale de déclin » (Cusson, 1989). Pour cette raison, certains habitants relativement aisés résidant dans les secteurs de la ville ayant subi une forte détérioration de leur environnement auraient pu voir la création d'un *Security District* comme un moyen de réagir de manière proactive à la menace d'une diffusion de la criminalité à l'échelle de leur quartier et/ou au risque d'une dévaluation de leur bien immobilier.

Les trois *Security Districts* de *Mid-City*, *Milneburg* et *Seabrook* qui ont été créés après Katrina concentrent en effet des taux de logements vacants élevés (24 et 26% en 2010) (cf. 9.1.3.2.) et de nombreuses constructions en délabrement (figure 235). À l'exception de ces trois *Security Districts*, la quasi absence de constructions délabrées à l'échelle des *Security Districts* constitués après la catastrophe n'invalide cependant pas le lien entre la dégradation de l'environnement urbain et le développement de ces pratiques sécuritaires après Katrina. En effet, la proximité spatiale entre certains secteurs fortement affectés par la problématique du *blight* urbain aurait pu inciter certains individus à créer un *Security District* en vue de se prémunir du risque de diffusion de la criminalité de ces secteurs vers leur quartier. Par ailleurs, les données cartographiées sur la carte ci-dessous correspondent aux structures vacantes et

délabrées recensées en 2010⁷⁰. Ainsi, l'éradication du *blight* entre 2006 et 2011 à l'échelle de la ville peut contribuer à expliquer sa faible concentration dans les secteurs Nord-est et Nord-ouest de la ville qui ont été dévastés par les inondations de 2005 y compris à l'échelle des *Security Districts* présents dans ces secteurs.

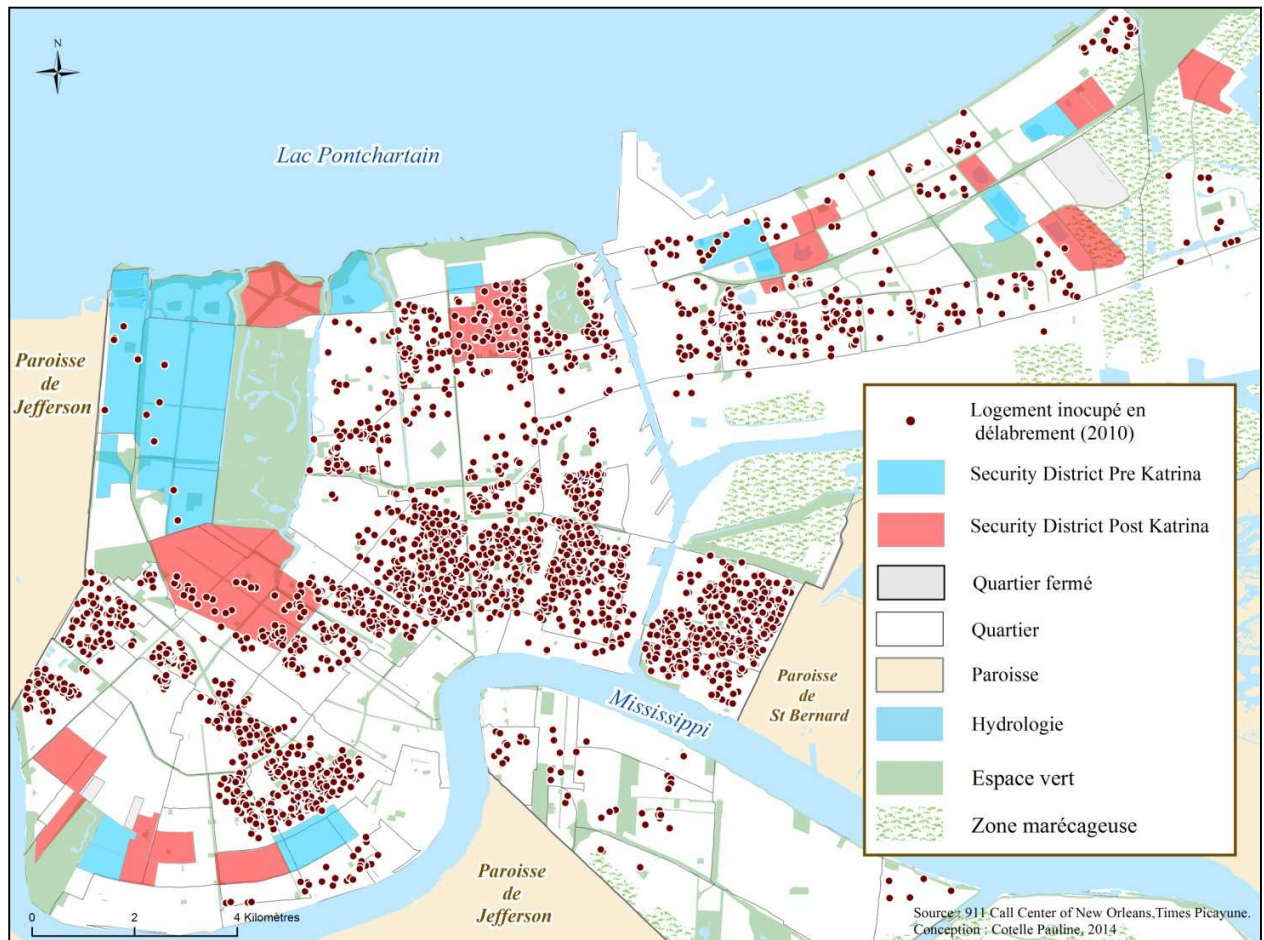


Figure 235 : Forte concentration de constructions vacantes en délabrement à l'échelle de certains *Security Districts* créés après Katrina.

La multiplication des logements vacants délabrés, qui a renforcé l'insécurité perçue, a pu inciter les habitants qui en avaient les moyens à mettre en place des stratégies visant à agir préventivement contre le risque criminel d'une part, et celui d'une dévaluation de leur bien immobilier d'autre part, tous deux potentiellement favorisés par la dégradation des paysages urbains. La figure 236 schématise ce lien entre la catastrophe et le développement des *Security Districts*.

⁷⁰ Données obtenues auprès de John Adams travaillant au centre d'appel d'urgence du 911 de la Nouvelle-Orléans.

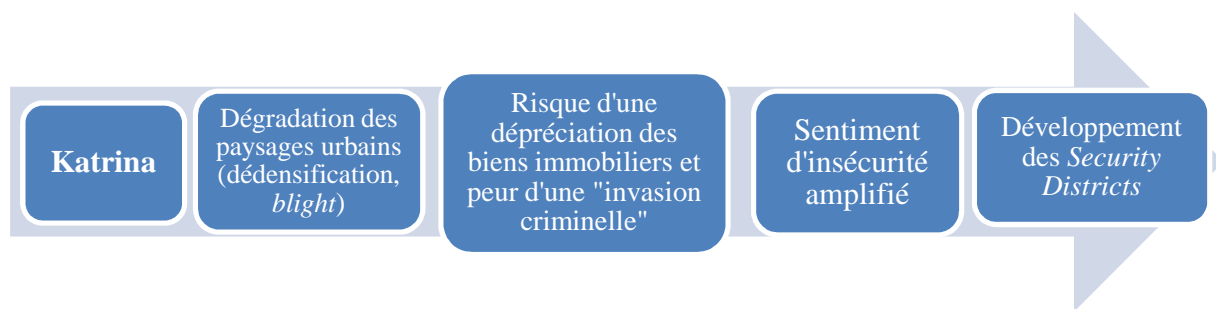


Figure 236 : Une dégradation des paysages urbains favorisant l'insécurité et le développement des *Security Districts* (réalisation propre).

11.3.2.2. Un impact des transformations sociales sur les représentations du danger difficile à investir à l'échelle des quartiers

Après Katrina, les différents quartiers de la Nouvelle-Orléans ont connu des évolutions socio-économiques diverses et plus ou moins prononcées (cf. chapitre 6). Dans certains secteurs du *Lake Shore*, de *Gentilly* et à plus forte raison de *New Orleans East*, la catastrophe a conduit à une paupérisation relative et une augmentation de la part d'habitants noirs et hispaniques (cf. 6.2). La diversification ethnique et économique de certains territoires a généré chez certains des habitants une forte crainte de voir la valeur de leur propriété baisser consécutivement à l'arrivée de résidents d'origine ethnique différente et disposant d'un revenu plus bas que le leur. L'association systématique dans l'imaginaire collectif, particulièrement prégnant aux Etats-Unis, entre la race, le niveau économique et la criminalité explique en effet la peur de certains habitants exposés à de telles transformations de voir leur quartier faire l'objet d'une « invasion criminelle » (cf. Wislon et Kelling). La pauvreté a en effet été mentionnée par 65% des habitants comme facteur favorisant le risque criminel et les caractéristiques raciales par 22% des enquêtés. Par ailleurs, 49% des habitants ont mentionné la présence de locataires à bas revenus comme un facteur de risque. Pour ces raisons, il est possible d'envisager que les quartiers caractérisés par des taux de pauvreté et d'habitants noirs et de locataires plus élevés après Katrina soient perçus comme plus dangereux qu'avant la catastrophe. Toutefois, il convient d'être prudent dans l'analyse du lien entre les représentations spatiales du danger et l'évolution des caractéristiques socio-économiques des territoires dans la mesure où une forte augmentation des taux de pauvreté et des taux d'habitants noirs et de locataires peut signifier que le quartier concentrait avant Katrina de très faibles taux de pauvreté et que la très grande majorité des résidents étaient blancs (cf. *Lake Terrace & Oaks*). Pour cette raison, les transformations socio-économiques de ces quartiers ne s'accompagneront pas forcément d'une dégradation de leur image à l'échelle de la ville, même si toutefois les résidents du quartier pourront se sentir plus en insécurité qu'avant la catastrophe. La carte ci-dessous montre en effet que certains quartiers qui ont connu une forte augmentation de leur part d'habitants noirs sont largement perçus comme

sûrs (*Lake Terrace & Oaks, Lakeshore, Lakeview, West End, Navarre, Lakewood, Pontchartrain Park, Gentilly Woods, Gentilly Terrace, Fillmore, Milneburg, Old Aurora*). Il s'agit en effet principalement des quartiers résidentiels nantis du secteur Nord/Nord-Ouest qui, s'ils ont connu des transformations socio-raciales prononcées, restent parmi les quartiers les plus favorisés de la ville. Similairement, certains quartiers qui ont connu une baisse notable de leur part d'habitants noirs font l'objet de représentations négatives. Ces quartiers, principalement localisés en marge du centre-ville, qui correspondent aux quartiers les plus défavorisés de la ville, sont toujours, malgré les évolutions raciales *post* Katrina, peuplés par une très grande majorité d'habitants noirs. En revanche, la plupart des quartiers du secteur de *New Orleans East* (*Little Woods, Read Blvr East, Read Blvr West, Plum Orchard, Pines Village*) et le quartier de *Tall Timbers* au Sud de la *West Bank* se caractérisent par une évolution positive notable de leur part d'habitants noirs et font l'objet de représentations négatives.

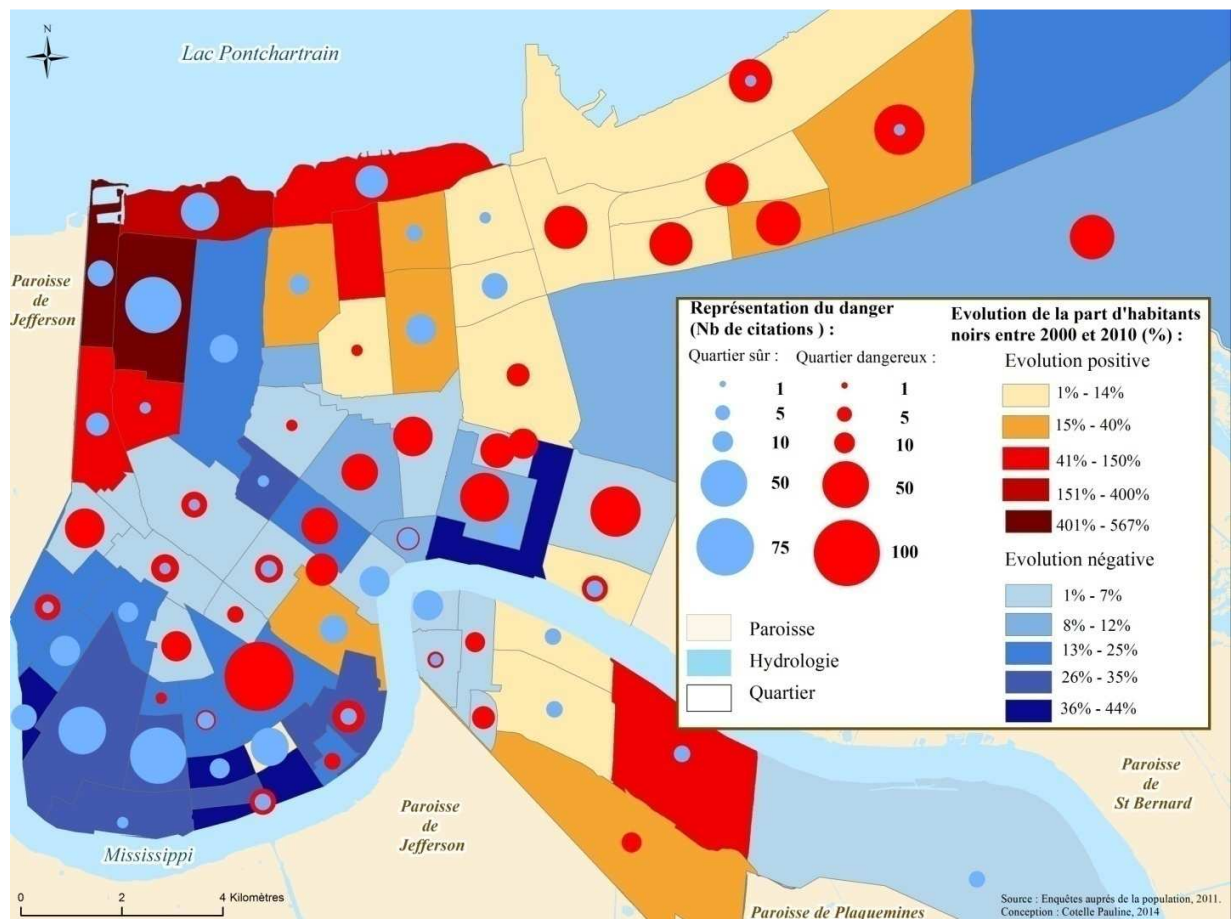


Figure 237 : Un lien difficile à établir entre l'évolution des caractéristiques raciales des quartiers et les représentations du danger des habitants.

S'il n'existe pas véritablement de corrélation spatiale entre l'évolution des caractéristiques socio-économiques des quartiers et la perception du danger, illustré ici par les évolutions ethniques, cela peut

être lié, comme nous avons pu le voir précédemment, à une inertie des représentations. Si la plupart des quartiers qui ont connu une forte hausse de leur part d'habitants noirs, généralement locataires et bénéficiant d'un plus bas revenu que les anciens occupants, bénéficient de représentations positives à l'échelle de la ville, la diversification socio-économique de ces quartiers pourra toutefois se traduire par un renforcement de l'insécurité perçue des résidents directement exposés à ces changements.

- Une diversification socio-économique des territoires favorisant le repli communautaire

La diversification du profil socio-économique des quartiers qui avant Katrina se caractérisaient par une population blanche aisée, a pu être perçue par les résidents comme une menace potentielle à leur rétablissement et/ou leur développement futur. Le risque d'une dégradation de l'image du quartier et, incidemment, d'une baisse de son attractivité, a conduit certains habitants à systématiquement s'opposer à tout changement notamment à l'installation de locataires à plus bas revenus. Les transformations sociales des quartiers ont également pu affecter négativement la cohésion sociale en raison de la méfiance des anciens résidents vis-à-vis des nouveaux arrivants. Ce refus de l'altérité conduisant à une dégradation des relations sociales a donc pu favoriser le sentiment d'insécurité et inciter les habitants au repli communautaire. Pour ces raisons, les transformations sociales rapides des territoires après Katrina ont pu contribuer à encourager certains habitants à mettre en place un *Security District* dans le but de prévenir de telles transformations jugées nuisibles pour le développement de leur quartier (figure 238).

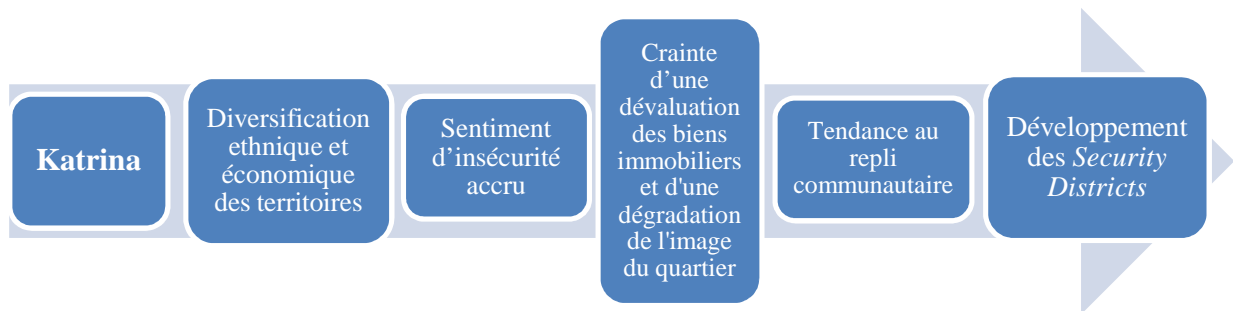


Figure 238 : Une diversification sociale des territoires favorisant la création de nouveaux Security Districts (réalisation propre).

Lors d'entretiens et de participations à des réunions entre les membres des conseils d'administration de différents *Security Districts*, la question du contrôle a fréquemment été évoquée. Les habitants des *Security Districts* expriment en effet un besoin de contrôle accru de leur sécurité dans une ville caractérisée par des taux de criminalité record et des autorités publiques en manque de moyens. Cependant, pour la plupart des résidents, cette notion de contrôle englobe bien plus que la simple notion de sécurité. La présence d'un *Security District* leur permettrait, entre autre, de se prémunir d'une baisse de la valeur de leur bien immobilier ou foncier consécutive à des changements perçus comme nuisibles. En

effet, initialement, la création des *Security Districts* était principalement motivée par le mécontentement de certains résidents vis-à-vis de la qualité des services publics⁷¹. Cette insatisfaction a en effet pu être renforcée par la catastrophe (affaiblissement des services publics) en raison des changements urbains rapides générant une crainte des habitants de voir l'image de leur quartier se détériorer. Cette peur a ainsi pu contribuer à exacerber le syndrome NIMBY (*Not In My Back Yard*)⁷² caractérisant principalement les habitants des quartiers aisés de la ville. La multiplication des *Security Districts* après Katrina pourrait ainsi constituer un indicateur de cette tendance accrue au communautarisme reflétant tout refus d'une diversification socio-économique des quartiers⁷³. En effet, la mise en place d'une taxe appliquée à un nombre réduit de résidents, garantit une certaine homogénéité de la population en raison de son caractère socialement sélectif. Ces stratégies sécuritaires permettraient ainsi de prévenir le risque perçu et potentiel d'une baisse d'attractivité du quartier par le refus de « toute intrusion susceptible de remettre en cause les valeurs foncières et immobilières » (Ghorra-Gobin, 2000). Par ailleurs, certains résidents ont également exprimé leur crainte de voir la criminalité se propager des quartiers « dangereux » vers leur quartier suite à l'arrivée de populations d'origine Afro-américaine et/ou hispanique. Dans cette optique, la création d'un *Security District* pourrait constituer une stratégie visant à prévenir la criminalité de manière contournée (indirecte) en « devançant » la possible diversification socio-économique perçue comme une menace qui pourrait à long terme compromettre l'équilibre sécuritaire de leur quartier. En effet, d'après Lewis et Salem (1986) qui rattachent la lutte contre la peur du crime à des stratégies allant bien au-delà de la simple lutte contre la criminalité, la restauration du « contrôle du territoire » par les résidents constitue une stratégie efficace de réduction du sentiment d'insécurité dont les causes sont multifactorielles et très variables d'un individu à un autre. Les *Security Districts* constitueraient donc une réponse aux changements territoriaux *post* Katrina qui ont contribué à renforcer le sentiment d'insécurité des populations concernées directement par des transformations sociales perçues comme favorisant le risque criminel.

Comme pour l'analyse du lien entre la dégradation des paysages urbains et les représentations du danger, il est difficile d'évaluer avec certitude le lien entre les transformations socio-économiques des quartiers et les représentations dans la mesure où nous ne disposons pas de données relatives aux représentations datant d'avant Katrina. Pour cette raison nous proposons d'analyser le lien entre les représentations spatiales du danger et les dynamiques urbaines, qui nous l'avons vu, ont été accélérées par la catastrophe afin de voir s'il existe une corrélation spatiale entre la résilience des territoires et l'insécurité perçue.

⁷¹ Pas seulement la police mais également en matière de collecte des ordures et d'entretien de la voirie. Les habitants de *Lakeview* avaient ainsi évoqué pour ces raisons l'idée de faire sécession mais la non viabilité du projet les avaient conduit à opter pour la mise en place d'un *Security District* leur permettant de pallier dans une certaine mesure la qualité des services publics de la ville jugée insatisfaisante.

⁷² Cf. Hernandez (2010) qui traite dans sa thèse de doctorat de l'impact de Katrina sur l'implication citoyenne et le développement des pratiques « NIMBYistes » qui correspondent à une opposition systématique des habitants de certains quartiers aux projets ou changements pouvant avoir des effets préjudiciables sur l'image de leur quartier et incidemment sur la valeur des biens immobiliers.

⁷³ Cf. Hernandez (2010). Voir aussi Giband (2006, pp. 98-99) et Ghorra-Gobin (2000).

11.3.3. Une géographie du danger perçu qui reflète partiellement les dynamiques urbaines accélérées par la catastrophe

L'analyse du lien entre les représentations du danger et les impacts de la catastrophe sur le développement des territoires permet de montrer que les secteurs qui ont été dévastés et qui peinent à se reconstruire ou qui ont subi des effets négatifs indirects de Katrina (*West Bank*), sont dans l'ensemble perçus comme dangereux, alors que les secteurs qui n'ont peu ou pas été affectés physiquement par la catastrophe ou bien qui se sont rapidement et efficacement rétablis, sont largement perçus comme sûrs. Toutefois, certaines transformations territoriales notables ne semblent pas s'être accompagnées d'un changement des représentations ce qui soulève par ailleurs la question de l'impact de la catastrophe sur le lien entre l'insécurité subjective et objective (chapitre 12).

11.3.3.1. Analyse des représentations du danger à l'échelle des quartiers caractérisés par des dynamiques de développement contrastées

La mise en lien des représentations du danger avec les dynamiques de développement des quartiers sélectionnés précédemment pour leur représentativité (cf. 10.1) permet de voir s'il existe une relation entre la résilience et l'insécurité perçue. Le tableau 62 distingue, d'une part, les quartiers selon les caractéristiques des impacts directs de la catastrophe (caractéristiques des inondations) et des impacts à plus long terme (revitalisation/gentrification/paupérisation) et renseigne, d'autre part, sur les représentations dont ils font l'objet (sûr/dangereux). Ce travail de mise en relation des représentations et des impacts à court et long terme de la catastrophe permet, dans une certaine mesure, de mettre en évidence un lien entre l'insécurité perçue et le niveau de résilience des quartiers. En effet, les quartiers qui ont été totalement ou partiellement inondés et qui se caractérisent à long terme par une paupérisation qui traduit une faible résilience, font tous l'objet de représentations négatives (dangereux) à l'exception du quartier de *Gentilly Terrace*. Si le lien entre le niveau faible de résilience des quartiers et l'insécurité perçue est fort, les quartiers qui n'ont pas ou partiellement été inondés et qui se caractérisent par une revitalisation ou gentrification bénéficient quant à eux de représentations majoritairement positives (sûr) à l'exception des quartiers du *Lower Garden District*, du *Marigny*, de *Central City* et de *Leonidas*. Si les quartiers de *Central City* et de *Leonidas* se caractérisent par une baisse de leur taux de pauvreté et une hausse de leur part d'habitants blancs (gentrification) il convient toutefois de rappeler que ces évolutions cachent des réalités sociales et fonctionnelles très contrastées à l'échelle infra-quartier et que dans l'ensemble, ces quartiers se caractérisent, malgré ces évolutions, par des taux de pauvreté et d'habitants noirs très élevés au regard des quartiers résidentiels qui leurs sont proches (au Sud Sud-est). Pour ces

raisons, les représentations du danger ne sont pas si surprenantes que cela peut paraître à première vue.

Quartiers	Caractéristiques des inondations	Dynamique urbaine	Représentations/image du quartier (% de citation)
Algiers Point	Non inondé	Revitalisation/gentrification	Sûr (7%) Dangereux (1%)
French Quarter	Non inondé	Revitalisation	Sûr (7%) Dangereux (3%)
Garden District	Non inondé	Revitalisation	Sûr (11%)
Laketerrace & Oaks	Non inondé	Paupérisation	Sûr (8%)
Lower Garden District	Non inondé	Revitalisation/Gentrification	Dangereux (8%) Sûr (2%)
Marigny	Non inondé	Revitalisation/gentrification	Dangereux (4%) Sûr (3%)
Old Aurora	Non inondé	Paupérisation	Sûr (2%) Dangereux (1%)
Tall Timbers	Non inondé	Paupérisation	Dangereux (3%)
Whitney	Non inondé	Paupérisation/gentrification	Dangereux (3%)
Aududon	Partiellement inondé	Revitalisation	Sûr (17%)
Bywater	Partiellement inondé	Gentrification	Sûr (4%) Dangereux (3%)
CBD	Partiellement inondé	Revitalisation/gentrification	Sûr (6%) Dangereux (2%)
Central City	Partiellement inondé	Gentrification	Dangereux (36%)
Holy Cross	Partiellement inondé	Paupérisation	Dangereux (5%) Sûr (2%)
Leonidas	Partiellement inondé	Gentrification	Dangereux (5%) Sûr (1%)
Gentilly Terrace	Inondé	Paupérisation	Sûr (7%) Dangereux (2%)
Hollygrove	Inondé	Paupérisation	Dangereux (12%)
Lakeview	Inondé	Transformation	Sûr (24%)
Little Woods	Inondé	Paupérisation	Dangereux (14%) Sûr (1%)
Lower 9th Ward	Inondé	Transformation	Dangereux (19%)
Mid City	Inondé	Paupérisation/gentrification	Dangereux (2%) Sûr (1%)
Pines Village	Inondé	Paupérisation	Dangereux (14%)
Read Blvd East	Inondé	Paupérisation	Dangereux (19%) Sûr (1%)
Read Blvd West	Inondé	Paupérisation	Dangereux (15%)
Seventh Ward	Inondé	Paupérisation/gentrification	Dangereux (10%)
St Anthony	Inondé	Paupérisation	Non cité
St Claude	Inondé	Paupérisation/gentrification	Dangereux (18%)
St Roch	Inondé	Paupérisation/gentrification	Dangereux (12%)
West Lake Forest	Inondé	Paupérisation	Dangereux (14%)

Tableau 62 : Caractéristiques de développement des territoires différemment impactés par les inondations et représentations du danger.

Si l'analyse du lien entre les représentations spatiales du danger et les caractéristiques de développement des quartiers semble indiquer que l'insécurité perçue est corrélée à leur niveau de résilience, l'analyse de ce lien à l'échelle de la ville permet toutefois de mettre à jour certains décalages pouvant traduire une absence d'ajustement des représentations aux mutations territoriales.

11.3.3.2. Mise en lien des caractéristiques de développement des territoires et des représentations spatiales du danger à l'échelle de la ville

La carte ci-dessous permet de mettre en évidence le lien évoqué précédemment entre les représentations du danger et les caractéristiques de rétablissement des territoires (quartiers) après Katrina. On remarque que dans l'ensemble, les secteurs de la ville perçus comme dangereux correspondent aux secteurs peu résilients qui se sont paupérisés. Les quartiers localisés dans ces secteurs, qui avant Katrina subissaient pour la plupart les effets de la crise urbaine se traduisant par de fortes difficultés de développement et un

déclin démographique, pouvaient pour cette raison déjà bénéficier de représentations négatives avant la catastrophe, cette dernière n'ayant fait que renforcer ces représentations. D'autre part, les secteurs de la ville qui ont subi d'importants dégâts en 2005 mais qui se sont montrés résilients à long terme (secteur de *Lakeview*), font l'objet de représentations essentiellement positives, tout comme le secteur Sud d'*Uptown* qui a connu des dynamiques de revitalisation et de gentrification (selon les secteurs). Les quartiers localisés dans ces secteurs de la ville qui, avant Katrina, constituaient déjà les quartiers les plus nantis de la ville, pouvaient pour cette raison déjà faire l'objet de représentations positives, la catastrophe n'ayant fait que les conforter.



Figure 239 : Des représentations du danger qui reflètent partiellement les transformations territoriales *post* Katrina.

Si le lien entre les effets de la catastrophe sur le fonctionnement des territoires et les représentations du danger se vérifie à l'échelle de la plupart des secteurs de la ville, certaines distorsions apparaissent toutefois à l'échelle de secteurs fortement affaiblis par la catastrophe et perçus comme sûrs ainsi que pour certains secteurs ayant connu des transformations positives majeures et pourtant perçus comme dangereux. Le secteur résidentiel Nord de la Nouvelle-Orléans (*Gentilly*) est perçu comme sûr pour la plupart des

habitants alors même qu'il a été fortement affaibli par la catastrophe (dégradation de l'environnement et paupérisation). A l'inverse, certains quartiers comme *Leonidas* ou le *Lower Garden District* sont largement perçus comme dangereux alors que, nous l'avons vu, ceux-ci ont connu une gentrification accélérée après Katrina. Plus surprenant encore, les grands ensembles de logements sociaux qui se sont caractérisés par une transformation radicale tant dans leurs dimensions structurelles que fonctionnelles, font l'objet de représentations exclusivement négatives. Il semblerait donc que les perceptions du danger, si elles ont indubitablement été affectées par les transformations territoriales *post* Katrina, font également l'objet d'une inertie (représentations héritées). Il convient en effet de bien distinguer les représentations du danger qu'ont les individus des quartiers qu'ils ne fréquentent pas ou peu des représentations que ceux-ci se font de leur quartier et des quartiers qu'ils pratiquent. En effet, la prise de conscience des changements en cours qui pourra affecter positivement (revitalisation/gentrification) ou négativement (paupérisation) les représentations du danger, est étroitement liée à la connaissance directe des quartiers par les individus.

11.3.3.3. Des représentations du danger qui ne s'adaptent pas toujours aux mutations territoriales

La catastrophe Katrina, qui, nous l'avons vu, a contribué à accélérer les dynamiques urbaines en cours a toutefois pu créer ou amplifier certaines distorsions entre les représentations du danger et les caractéristiques fonctionnelles des territoires qui ont pu rapidement évoluer. La dynamique urbaine de réappropriation du centre-ville par les classes aisées et de paupérisation et diversification socio-économique des périphéries, constatée à la Nouvelle-Orléans et qui se vérifie à l'échelle des grandes villes du pays, permet d'expliquer la géographie des représentations du danger ainsi que les décalages ayant pu être amplifiés par la catastrophe entre l'insécurité perçue et la nouvelle réalité fonctionnelle des quartiers. Dans la mesure où la catastrophe Katrina a constitué un accélérateur de tendances urbaines en cours, il est possible d'émettre l'hypothèse que les représentations du danger des habitants ont dû être renforcées par la catastrophe et non transformées. Ainsi, les représentations positives et négatives *pre* Katrina ont certainement dû être renforcées par la catastrophe dans la mesure où les quartiers qui ont bénéficié de retombées positives ou qui se sont montrés résilients correspondent aux quartiers présentant des caractéristiques socio-environnementales et sociales associées à la sécurité d'un territoire et que les quartiers peu résilients se caractérisent au contraire par des caractéristiques associées au risque criminel. Historiquement, les quartiers résidentiels localisés en périphérie de la ville étaient perçus comme sûrs alors que les quartiers du centre-ville pouvaient bénéficier de représentations négatives en raison de leur proximité avec les poches de pauvreté, notamment les grands ensembles de logements sociaux. Cependant, ce modèle de la ville a évolué au cours des dernières décennies du XX^{ème} siècle avec la gentrification progressive des quartiers proches du centre-ville et la diversification socio-économique des

périphéries qui sont devenues de plus en plus fragmentées d'un point de vue social et fonctionnel (cf. *New Orleans East*). Toutefois, l'accélération des processus en cours par la catastrophe a pu conduire à créer ou amplifier les décalages entre les représentations et la réalité fonctionnelle des territoires dans la mesure où certains quartiers résidentiels localisés en périphérie de la ville (notamment dans le secteur de *Gentilly*), se sont rapidement dégradés alors que ceux-ci pouvaient être plutôt fonctionnels et stables avant la catastrophe. A l'inverse, les quartiers proches du centre-ville qui, historiquement, correspondaient aux poches de pauvreté ont pu connaître une transformation radicale ou une gentrification progressive et nouvelle qui n'ont pas toujours été perçues par les résidents.

Au vu de ces constats et hypothèses relatives aux impacts de Katrina sur l'insécurité perçue, il conviendra par la suite de se questionner sur le lien entre les représentations spatiales du danger et la « réalité criminelle » des quartiers dans la mesure où les individus n'en ont pas toujours connaissance, d'autant plus que celle-ci a pu connaître, après Katrina, des évolutions rapides et contrastées selon les quartiers. Ainsi, il est possible d'envisager l'hypothèse selon laquelle certains quartiers qui étaient fortement criminogènes et qui ont connu une forte baisse de leur criminalité pourront continuer à bénéficier de représentations négatives, cela malgré l'évolution de l'insécurité objective (criminalité). Similairement, les quartiers relativement peu affectés par la criminalité avant Katrina mais devenus plus criminogènes après la catastrophe pourront conserver leur image de quartier sûrs.

Synthèse chapitre 11

Les changements urbains engendrés par le passage du cyclone Katrina en 2005, qui se sont accompagnés d'une augmentation des taux de la criminalité urbaine au cours des premières années *post* catastrophe, ont exacerbé l'insécurité déjà prégnante avant Katrina à la Nouvelle-Orléans. Par ailleurs, les représentations spatiales du danger ont été impactées par les transformations socio-environnementales et fonctionnelles des territoires, notamment par la dégradation des paysages urbains qui s'est maintenue dans le temps à l'échelle des secteurs de la ville peu résilients. Ce contexte de changements brutaux a pu créer les conditions propices au développement des stratégies sécuritaires à l'initiative des habitants (*Security Districts*) puisque celles-ci traduisent un besoin de sécurité accru des résidents confrontés à des pouvoirs publics peu efficaces. Trois grands types de facteurs permettent ainsi de rendre compte de la sensibilité renforcée des populations à l'insécurité après Katrina et, conséquemment, du développement accéléré des stratégies sécuritaires dont les *Security Districts* constituent la forme la plus élaborée :



Figure 240 : Facteurs ayant favorisé l'insécurité et le développement des stratégies sécuritaires après Katrina (réalisation propre).

Le lien entre la catastrophe et les représentations du danger (insécurité subjective) est donc de plusieurs ordres. D'une part, la catastrophe a eu un impact sur l'insécurité en raison des nombreuses transformations territoriales qu'elle a engendré. Elle a ainsi contribué à aggraver l'insécurité dans les territoires peu résilients et à favoriser la sécurité à l'échelle des territoires qui se sont montrés résilients. D'autre part, l'insécurité perçue a eu un effet sur la catastrophe, ou plutôt sur la résilience *post* catastrophe, puisque celle-ci a contribué à entraver le processus de rétablissement des territoires vulnérables en raison de l'image négative qui leur est associée (secteurs dangereux). En revanche, la perception accrue de sécurité à l'échelle des territoires résilients a contribué à faciliter leur processus de rétablissement.

La catastrophe et l'insécurité subjective sont donc étroitement liées (processus rétroactifs) ;

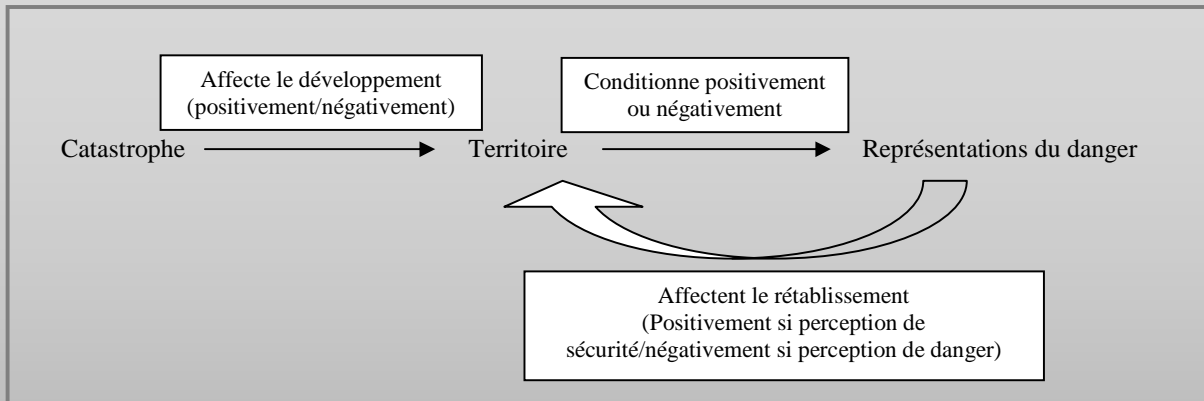


Figure 241 : Interaction entre la catastrophe et l'insécurité perçue (réalisation propre).

Le lien entre la catastrophe et l'insécurité perçue est donc double :

- La catastrophe affecte les représentations du danger qui elles même conditionnent le potentiel de résilience des territoires. La catastrophe peut aggraver ou améliorer la perception du danger de par ses impacts délétères ou bénéfiques sur les territoires (fonctionnement, aspects physiques). Les représentations positives faciliteront le rétablissement des territoires alors que les représentations négatives entraveront le processus de résilience.
- La catastrophe et l'insécurité subjective/perçue partagent des facteurs de vulnérabilité communs puisque les territoires vulnérables à la catastrophe (peu résilients) sont également les territoires les plus vulnérables à l'insécurité (image négative) alors que les territoires résilients sont les moins vulnérables à l'insécurité puisqu'ils bénéficient généralement de représentations positives.

Dans la mesure où les transformations urbaines accélérées par Katrina ont eu de nombreux impacts sur les représentations du danger, il convient de se questionner sur le lien entre ces évolutions et celles de la criminalité analysée précédemment (chapitre 10). En effet, les évolutions criminelles *post* Katrina se sont-elles accompagnées d'une prise de conscience par les individus de ces changements ou bien se trouvent-elles en décalage avec la « nouvelle réalité criminelle des territoires » ?

Chapitre 12.

Approche systémique de l'insécurité urbaine *post* catastrophe

Le dernier chapitre de la thèse consiste en une approche globale de l'insécurité urbaine *post* catastrophe permettant d'investir les différents liens systémiques entre la catastrophe et l'insécurité urbaine afin de montrer l'intérêt d'une meilleure prise en compte de cette problématique à l'avenir. Dans un premier temps, cette approche globale permet d'investir le lien entre l'insécurité objective (criminalité) et subjective (représentations) afin de mettre à jour l'impact qu'a eu la catastrophe sur ce lien (12.1). Katrina a en effet constitué un contexte particulièrement propice aux distorsions territoriales entre les perceptions du danger et la criminalité dans la mesure où les transformations fonctionnelles rapides des territoires se sont accompagnées d'une évolution plus lente des perceptions (12.2). Par ailleurs, l'approche systémique du risque criminel montre que l'aggravation des inégalités de développement des territoires après Katrina, qui reflète le processus hétérogène de reconstruction de la ville, a contribué à renforcer le risque criminel en raison d'échanges entre les territoires attractifs et générateurs favorisés par la vulnérabilité exacerbée des territoires peu résilients en marge du processus de reconstruction. Cette approche systémique de la vulnérabilité territoriale permet ainsi d'expliquer pourquoi les territoires résilients et perçus comme sûrs qui constituent des « bassins d'opportunité » peuvent, malgré une baisse de leur criminalité, se caractériser par une exposition plus prononcée au risque criminel. Cette analyse globale du lien entre la catastrophe et l'insécurité urbaine permettra finalement de (re)considérer les réponses sécuritaires visant à prévenir la criminalité et à réduire l'insécurité, dans la mesure où ces problématiques urbaines constituent de sérieuses entraves au rétablissement durable d'une ville après une catastrophe de grande ampleur telle que Katrina (12.3).

12.1. L'après catastrophe, un contexte propice aux distorsions territoriales entre les représentations du danger et la criminalité

Les transformations territoriales *post* Katrina, qui ont eu des effets sur la criminalité et les représentations du danger, ont favorisé les distorsions entre l'insécurité perçue et l'insécurité objective. Dans la mesure où les représentations, plus que la réalité des faits, conditionnent les actions des individus, l'analyse de ces décalages revêt une importance centrale dans la réflexion sur la gestion de l'insécurité dans le contexte urbain *post* catastrophe. La mise en lien des représentations spatiales du danger avec la « réalité criminelle » des quartiers *pre* et *post* Katrina (12.1.1) permet de mettre à jour des distorsions qui traduisent une absence d'ajustement des représentations du danger à la nouvelle réalité criminelle des quartiers (12.1.2). Par ailleurs, l'analyse des évolutions de la criminalité à l'échelle des quartiers représentés comme les plus sûrs et les plus dangereux permet d'investir la question des distorsions particulièrement prégnantes à l'échelle des quartiers qui ont subi d'importantes mutations après la catastrophe (12.1.3).

12.1.1. Mise en lien des représentations et des caractéristiques criminelles des quartiers

Les représentations spatiales du danger analysées précédemment (11.2) sont ici mises en lien avec les données criminelles de 2010⁷⁴ afin de voir si le risque perçu (insécurité perçue) correspond au risque criminel objectif (insécurité vécue). Ce travail de rapprochement des perceptions du danger avec les caractéristiques criminelles des quartiers permettra de mettre à jour des décalages qui impliqueront un questionnement sur les sources d'information des habitants au sujet de la criminalité.

12.1.1.1. Une corrélation spatiale entre les représentations du danger et la criminalité violente qui ne se vérifie pas toujours

Les cartes ci-dessous permettent de visualiser simultanément les représentations du danger des habitants (figure 242) et des policiers (figure 243) et les faits criminels violents survenus en 2010. Si une corrélation spatiale se vérifie pour de nombreux quartiers, d'autres se caractérisent en revanche par un décalage parfois prononcé entre les représentations et la « réalité criminelle ».

⁷⁴ Année au cours de laquelle l'enquête a été réalisée.

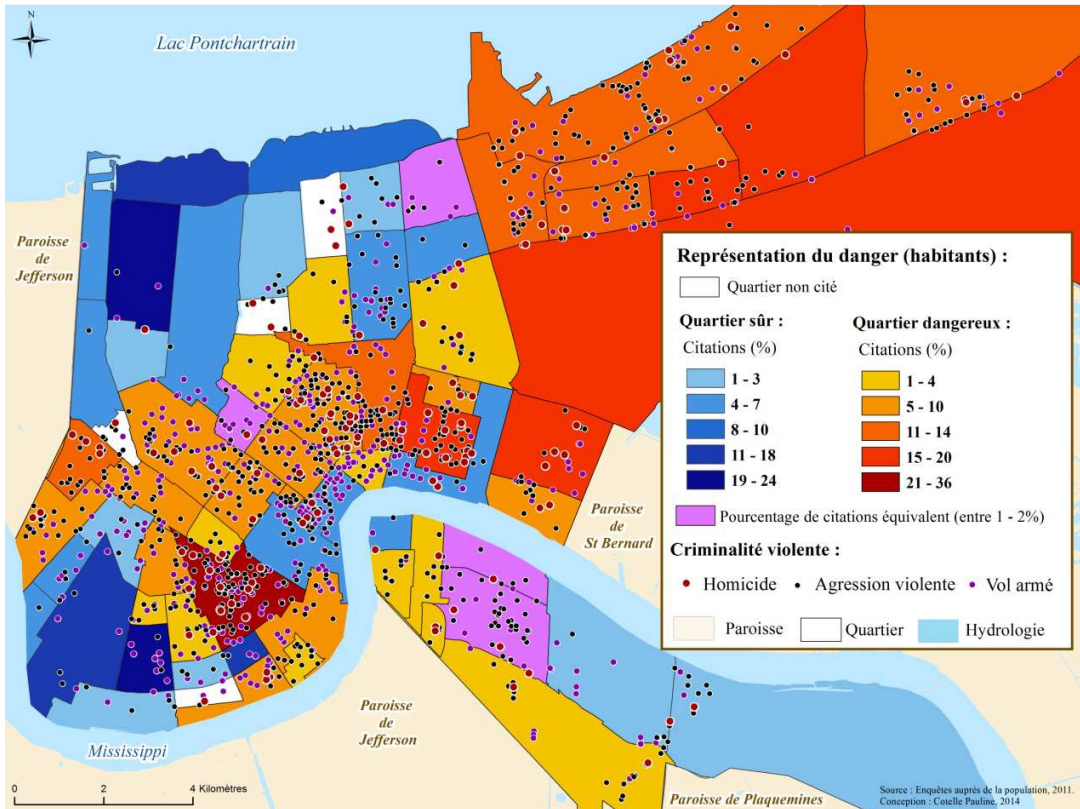


Figure 242 : Représentations spatiales du danger des habitants et crimes violents survenus en 2010.

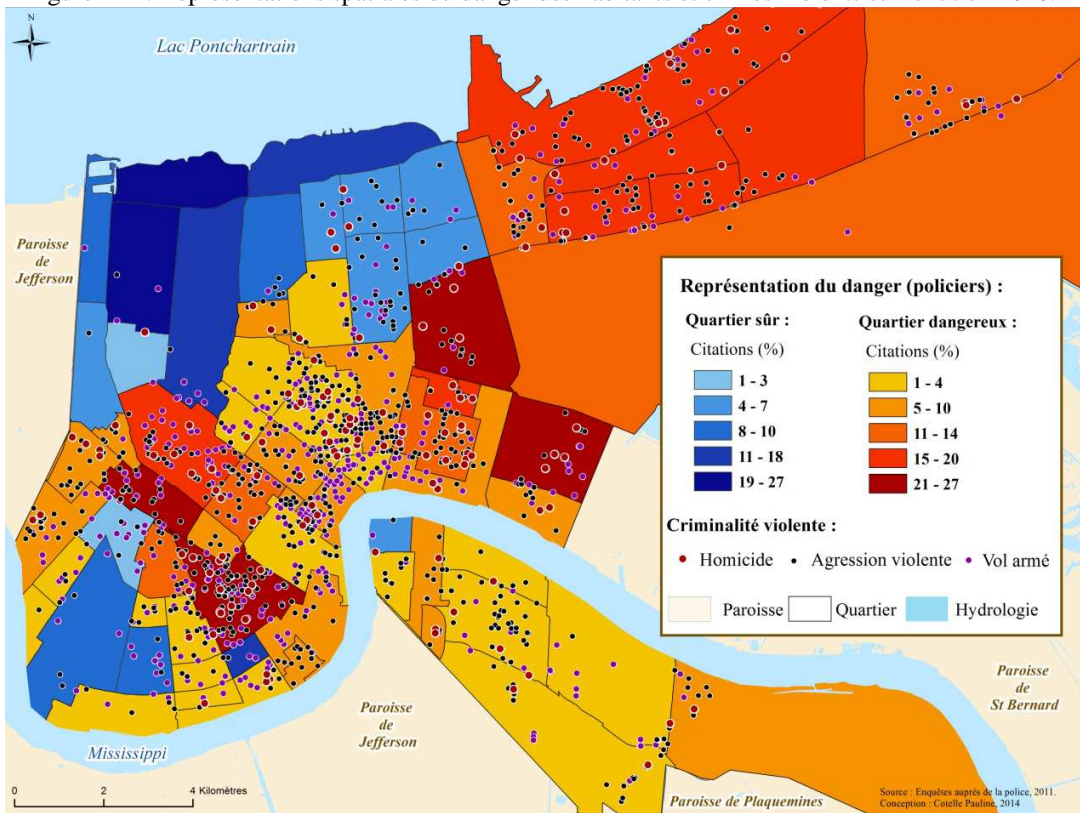


Figure 243 : Représentations spatiales du danger des policiers et crimes violents survenus en 2010.

Les quartiers représentés en rouge et qui concentrent de nombreux faits criminels font l'objet de représentations proches de la « réalité criminelle » alors que les quartiers représentés en rouge et qui concentrent relativement peu de faits font l'objet de représentations qui se trouvent en décalage avec la « réalité criminelle ». Il en est de même pour les quartiers représentés comme sûrs qui peuvent concentrer de nombreux faits (distorsions) ou au contraire très peu de crimes violents (adéquation). De manière générale, les représentations des policiers semblent plus proches de la réalité criminelle que celle des habitants puisque les quartiers du centre-ville qui concentrent un volume de criminalité élevé sont représentés comme dangereux alors que les habitants les perçoivent majoritairement comme sûrs. Si les policiers semblent dans l'ensemble avoir une représentation plus juste du danger, certains quartiers cités comme dangereux mais mentionnés comme sûrs par les habitants concentrent relativement peu de faits criminels (quartier d'*Old Aurora* et *New Aurora* dans le secteur de la *West Bank* et les quartiers de *Black Pearl* et *West Riverside* dans le secteur d'*Uptown*). Par ailleurs, certains quartiers localisés dans le secteur Nord-est de la ville et mentionnés comme dangereux par les policiers et les habitants concentrent relativement peu de crimes et certains quartiers mentionnés comme sûrs concentrent un volume de criminalité élevé (*Gentilly Terrace* et *Milneburg* dans le secteur de *Gentilly*). Il semblerait donc qu'il existe d'importantes distorsions, à l'échelle de certains quartiers, entre les représentations et la « réalité criminelle » que ce soit pour les habitants et les policiers.

12.1.1.2. Un lien difficile à établir entre les représentations spatiales du danger et la criminalité non violente (cambriolages)

S'il est difficile d'établir un lien clair entre la criminalité non violente (cambriolages) et les représentations du danger (figures 244 et 245) en raison du nombre élevé de faits à l'échelle de la ville, la cartographie met toutefois en évidence une plus grande adéquation entre les représentations et la réalité criminelle des habitants que chez les policiers. En effet, les quartiers localisés dans le Sud du secteur d'*Uptown*, dans le centre-ville (*French Quarter* notamment) et à l'extrême Sud-est de la ville sont perçus comme sûrs par les habitants et concentrent peu de cambriolages au regard des autres quartiers de la ville. Si certains quartiers résidentiels tels que *Lakeview* ou *Gentilly Terrace* se caractérisent par un nombre de cambriolage très élevés et des représentations positives (distorsion), les quartiers très criminogènes localisés au Nord du centre-ville (cf. « Hotzone », chapitre 5) sont largement représentés comme dangereux par les habitants et les policiers (adéquation).

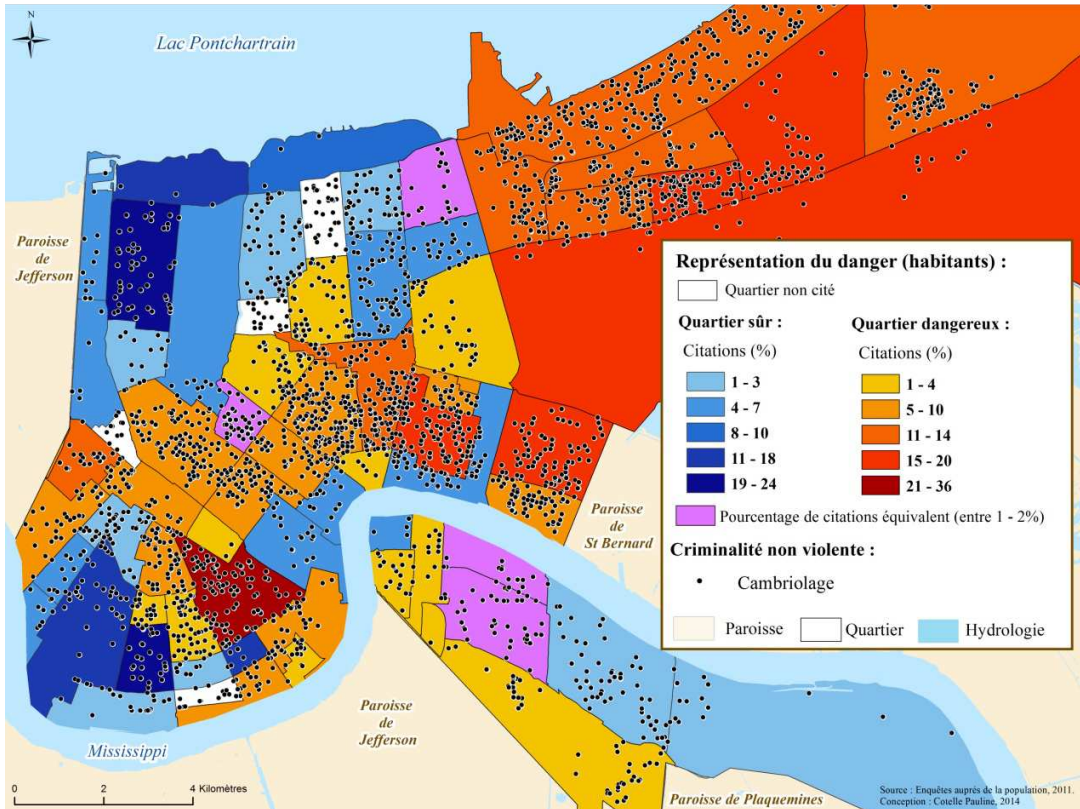


Figure 244 : Représentations spatiales du danger des habitants et cambriolages survenus en 2010.

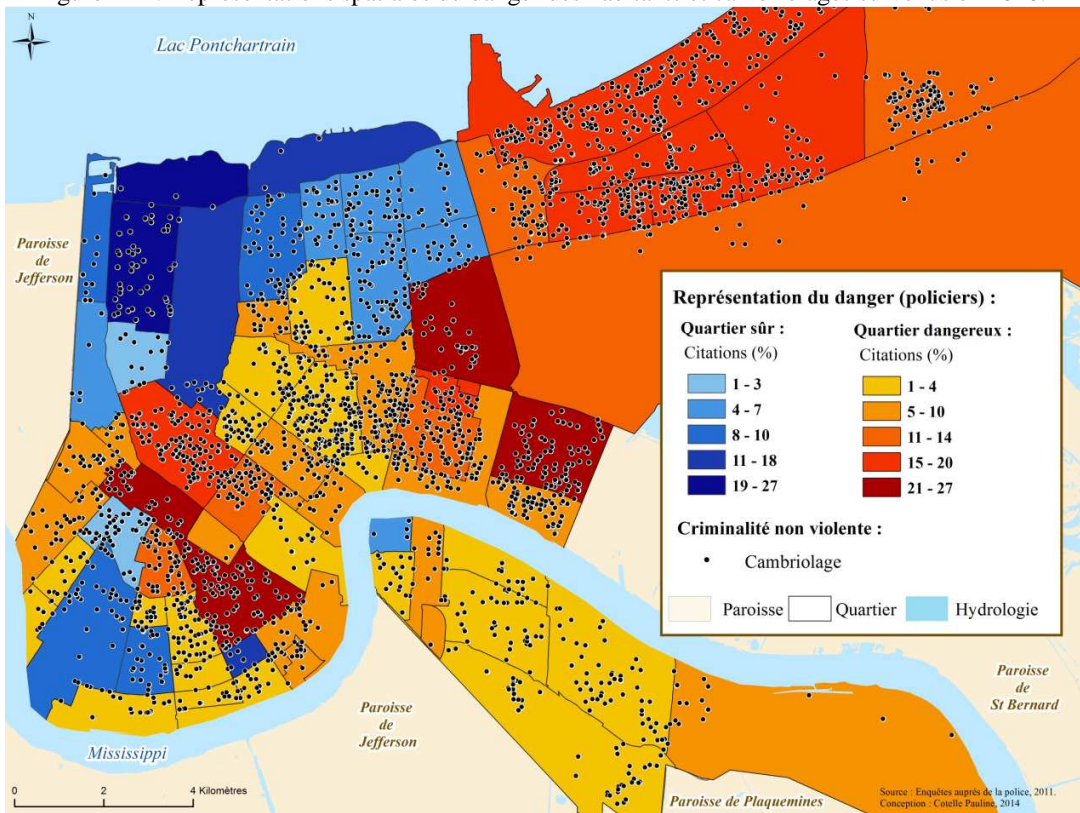


Figure 245 : Représentations spatiales du danger des policiers et cambriolages survenus en 2010.

La mise en lien des représentations du danger avec la criminalité violente semble toutefois plus judicieuse que les cambriolages dans la mesure où les faits violents tels que les homicides et les fusillades renvoient davantage à l'idée que se font les individus du danger. Néanmoins, il est tout de même possible d'envisager que les habitants soient plus sensibles que les policiers à la question des cambriolages dans la mesure où ils sont directement affectés par cette forme de criminalité (victimisation, réverbération⁷⁵).

Dans la mesure où nous considérons la criminalité violente comme un indicateur du danger plus pertinent que les crimes contre les biens (cambriolages), les décalages entre la criminalité et les représentations spatiales du danger sont donc plus prononcées chez les habitants que chez les policiers qui ont une meilleure connaissance de la criminalité, notamment violente.

12.1.1.3. Sources d'informations des habitants sur la criminalité à l'échelle de la ville et de leur quartier

Dans la mesure où les habitants, à la différence des policiers, ont une connaissance très limitée de la réalité criminelle des différents quartiers de la ville, il convient de se questionner sur les différentes sources d'information de la population sur la criminalité. L'enquête sur les représentations spatiales du danger (11.2) s'est en effet intéressée à ce questionnement en demandant aux enquêtés (habitants) où ceux-ci obtenaient des informations sur la criminalité à l'échelle de la ville et de leur quartier de résidence. La première source d'information des habitants au sujet de la criminalité locale (ville) sont les médias, en particulier la télévision. En effet, sur les 300 habitants enquêtés, 91.6% ont indiqué les chaînes de télévision locales et 71.6% ont indiqué les journaux locaux comme principales sources de renseignements sur la criminalité. A l'échelle de leur quartier, les habitants disposent d'autres sources d'informations, notamment les associations de quartiers citées par 46.6%. Ces associations publient généralement les statistiques criminelles du quartier de manière mensuelle ou annuelle sur leur site web et font parfois intervenir un représentant du NOPD pour détailler les problèmes sécuritaires propres au quartier. Si à l'échelle du quartier la vie associative et l'utilisation d'internet par les résidents pour communiquer des informations sur la criminalité constituent des sources d'informations mentionnées par de nombreux enquêtés, la majorité d'entre eux indiquent toutefois le bouche à oreille (76.6%) et leurs voisins (56.6%) comme sources d'information centrale sur la criminalité de leur quartier (tableau 63).

Il est intéressant de noter que la très grande majorité des habitants obtiennent leurs informations sur la criminalité *via* les médias (télévision, journaux) et que seul 28.3% des enquêtés mentionnent la police comme une source d'information (via son site web ou des rencontres entre habitants et policiers). Si les représentations du danger de ces derniers pourront se rapprocher de la réalité criminelle, celles de la plupart des habitants pourront être très éloignées de la réalité criminelle puisqu'elles se structurent à partir

⁷⁵ La « réverbération » est un terme utilisé par Roché (1998) dans son analyse du sentiment d'insécurité pour désigner la crainte ressentie par un individu générée par l'exposition de ses proches au risque de victimisation.

d'informations sélectionnées par les journalistes qui tendent à relater les faits les plus « sensationnels » faisant par ailleurs l'objet d'interprétations parfois erronées (cf. 12.2.3).

Source d'information	Nombre de citations		Pourcentage de citations	
	Ville	Quartier	Ville	quartier
Chaînes de télévision locales	275	50	91.6	16.6
Journaux locaux	215	60	71.6	20
Internet/emails	100	160	33.3	53.3
Association de quartier	70	140	23.3	46.6
Bouche à oreille	105	230	35	76.6
Témoin/Victime	0	20	0	6.6
Police (réunions avec le NOPD, reports de police/website)	85	90	28.3	30
Voisins	80	170	26.6	56.6
Amis/entourage	5	55	1.6	18.3
Autre	7	16	2.3	5.3

Tableau 63 : Sources d'informations des habitants sur la criminalité.

Dans la mesure où les représentations du danger (habitants/policiers) ne correspondent pas toujours à la « réalité criminelle », notamment pour les habitants qui bénéficient d'une connaissance très partielle de la réalité criminelle des quartiers, il convient dès lors de se questionner sur les impacts que la catastrophe a pu avoir sur le lien entre les représentations du danger et la criminalité. En effet, les représentations ont-elles suivi les évolutions spatiales de la criminalité ou bien restent-elles celles d'avant Katrina ? Par ailleurs, on peut se demander si les transformations socio-environnementales des territoires qui, nous l'avons vu, ont eu un impact sur les représentations du danger, ont contribué à renforcer les décalages constatés entre les perceptions du danger et les faits (criminalité).

12.1.2. Des distorsions factuelles donnant lieu à des distorsions de perception

Afin de voir si les représentations spatiales du danger correspondent davantage à la « réalité criminelle » antérieure ou postérieure à la catastrophe, nous avons effectué un travail cartographique de mise en lien des taux de criminalité violente de 2000 et 2010 des quartiers et des représentations des habitants et des policiers du danger. D'autre part, la cartographie des représentations du danger et des taux d'évolution des homicides et des cambriolages permet d'analyser le lien entre les évolutions *post* Katrina de la criminalité et les représentations et de voir si celle-ci ont été ou non affectées par ces transformations. Enfin, la mise en lien des taux de criminalité détaillés par catégorie de crimes (criminalité violente, agressions violentes, homicides) avec les quartiers les plus cités comme dangereux et sûrs par les habitants et les policiers permet d'analyser le « niveau d'adéquation » ou de distorsion entre les représentations et la réalité criminelle des quartiers *pre* et *post* Katrina. Cela permettra d'aboutir à une classification des quartiers les plus sujets aux décalages entre perceptions et faits et de dégager des hypothèses quant au rôle catalyseur

de la catastrophe en ce qui a trait aux décalages entre le danger réel et perçu des territoires/quartiers.

12.1.2.1. Mise en lien des représentations du danger et des « réalités criminelles » antérieures et postérieures à Katrina

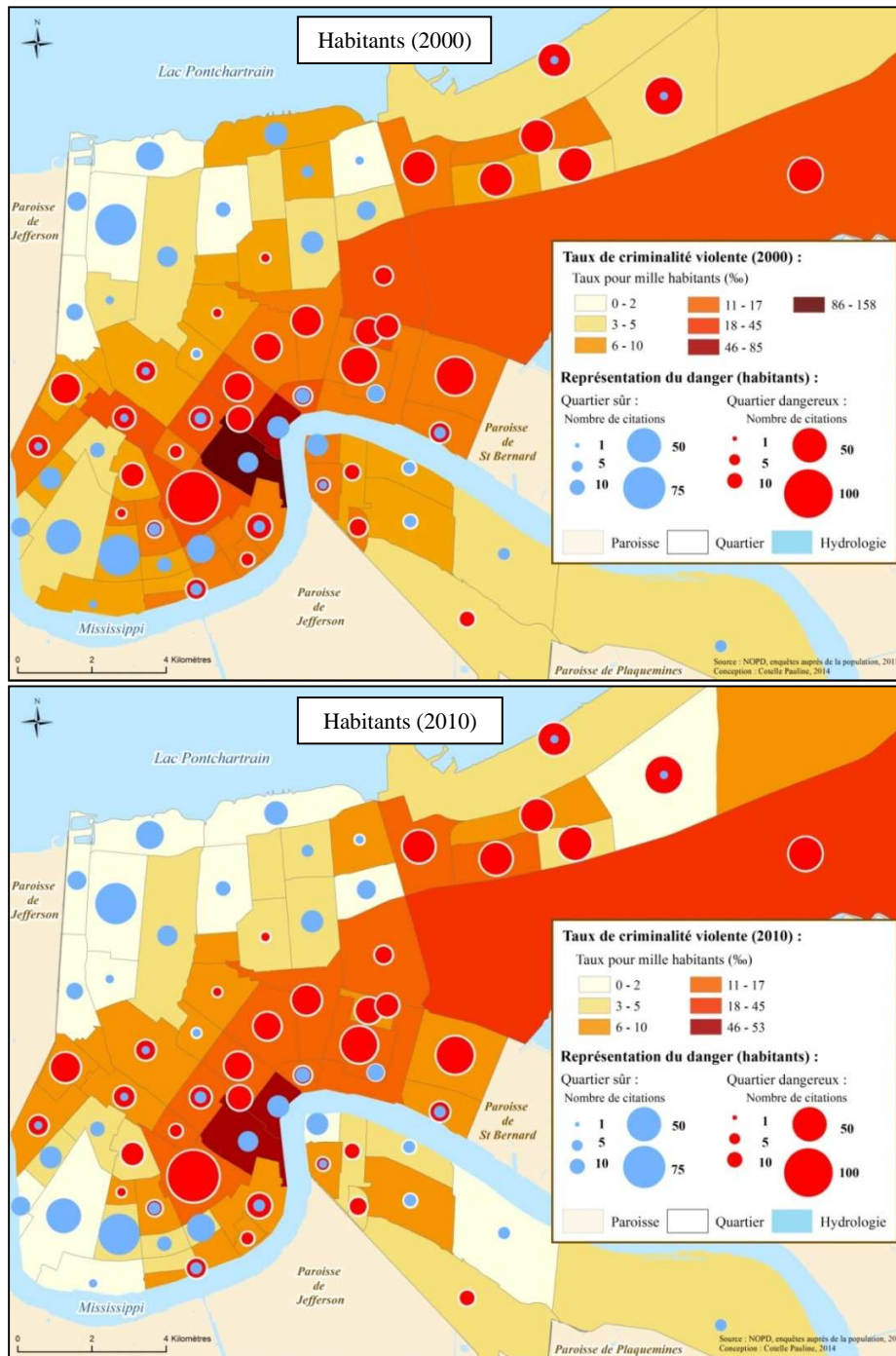
Les figures 246, 247, 248 et 249, qui représentent simultanément les taux de criminalité violente toutes catégories de faits confondues pour les années 2000 et 2010 et les représentations du danger, permettent de voir si les représentations des habitants (figures 246 et 247) et des policiers (figures 248 et 249) se rapprochent davantage de la criminalité des quartiers antérieure ou postérieure à la catastrophe.

La mise en lien des taux avec les représentations indique une corrélation spatiale à l'échelle de certains quartiers même si celle-ci ne se vérifie pas toujours. En effet, les quartiers représentés par des figurés surfaciques clairs (taux bas) et des cercles proportionnels bleus (quartiers sûrs), de même que les quartiers représentés par des figurés foncés et des cercles rouges, font l'objet de représentations qui reflètent la réalité criminelle (mesurée). En revanche, les quartiers représentés par des figurés clairs et des cercles rouges ou des figurés foncés et des cercles bleus, font l'objet de représentations en décalage avec leur criminalité. En 2000, de nombreux quartiers font l'objet de représentations éloignées de la réalité criminelle, notamment dans le secteur du centre ville où les quartiers sont perçus comme sûrs alors que ceux-ci comptent les taux les plus élevés de la ville (cf. 12.2.1.1). Les distorsions observées en 2000 ont pu persister en 2010 mais certains décalages peuvent toutefois être moins prononcés à l'échelle de certains quartiers et plus prononcés pour d'autres quartiers en 2010 qu'en 2000.

➤ Taux de criminalité violente (2000/2010) et représentations des habitants

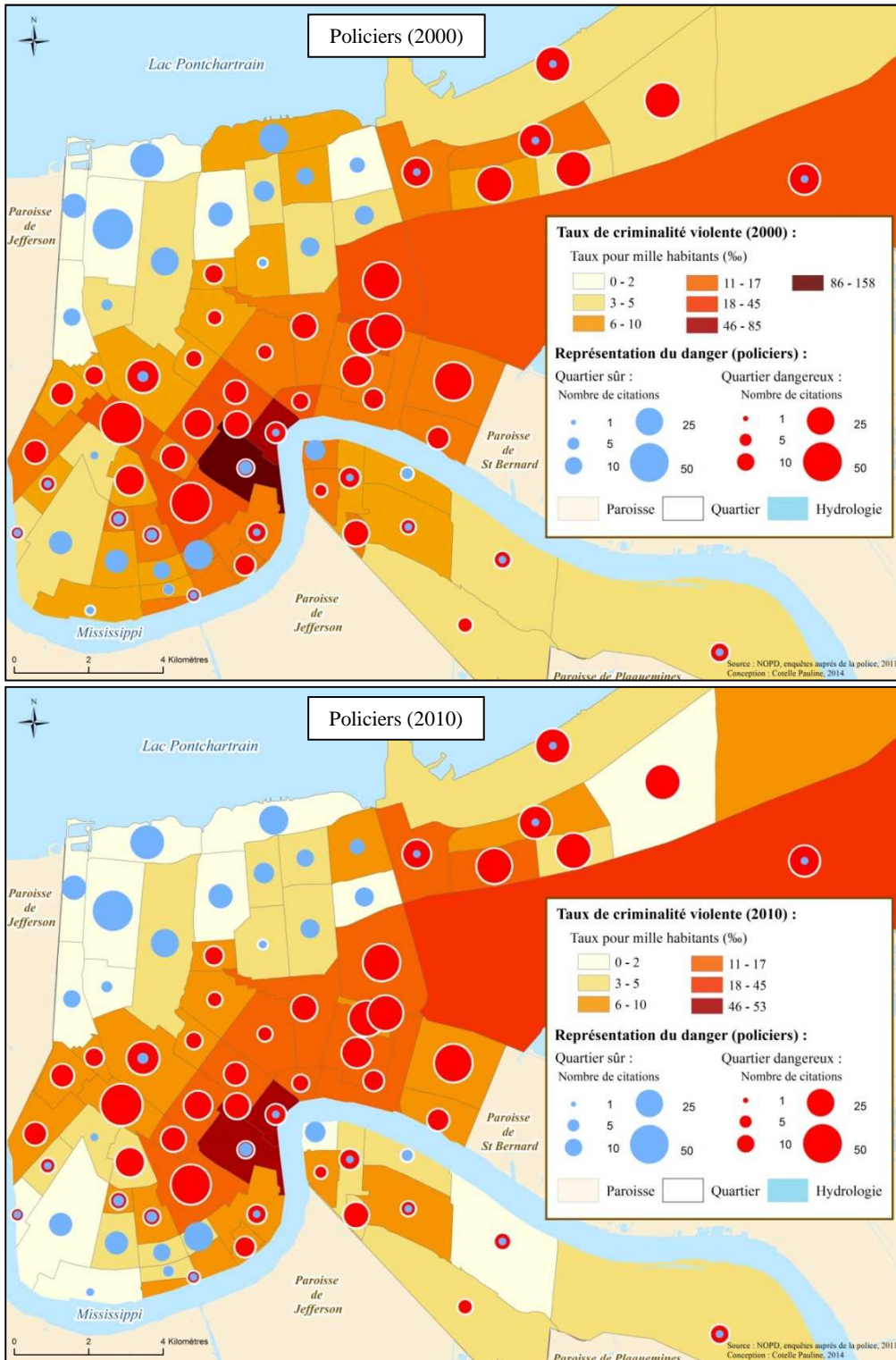
Certains quartiers présentent un décalage entre les représentations des habitants et la criminalité plus prononcé avant Katrina qu'après Katrina et *vice versa*. Cependant, certains quartiers caractérisés par un décalage assez prononcé en 2000 présentent en 2010 un décalage moins fort (*West Riverside, Touro, Garden District*), ce qui se vérifie également à l'échelle de quartiers qui avant Katrina faisaient l'objet de représentations plus ou moins proches de la criminalité mais qui en 2010 font l'objet de distorsions nouvelles ou plus prononcées (*Pontchartrain Park, Navarre*). Le quartier de *Read Blvd East* dans le secteur de *New Orleans East* est intéressant pour illustrer ce point puisque celui-ci présente en 2010 des taux plus bas qu'en 2000 et fait l'objet de représentations majoritairement négatives. D'autre part, ce quartier présente des taux aussi bas que les quartiers perçus comme les plus sûrs de la ville. Celui-ci fait donc l'objet d'une forte distorsion entre les représentations et sa réalité criminelle. Les représentations du danger sont donc pour ce quartier plus éloignées de la « réalité criminelle » après la catastrophe. Il en est de même pour les quartiers de *Fisher (West Bank)* et de *Broadmoor* (au Nord-ouest du quartier de *Central*

City) qui font l'objet de représentations exclusivement négatives et qui affichent des taux plus bas en 2010 qu'en 2000. En ce qui concerne les quartiers cités comme sûrs, les représentations sont plus proches de la réalité criminelle de 2010, à l'exception de certains quartiers comme celui de *Pontchartrain Park*, localisé au Nord-est du secteur résidentiel de *Gentilly*, qui présente des taux plus élevés en 2010.



Figures 246 et 247 : Représentations du danger des habitants et taux de criminalité violente.

➤ Taux de criminalité violente (2000/2010) et représentations des policiers



Figures 248 et 249 : Représentations du danger des policiers et taux de criminalité violente.

Comme pour les habitants, certains décalages entre les représentations des policiers et la criminalité des quartiers sont plus prononcés avant Katrina qu'après Katrina et *vice versa*. En ce qui concerne les quartiers cités comme sûrs, les représentations des policiers sont, tout comme pour les habitants, plus proches de la réalité criminelle *post* Katrina. En revanche, les représentations négatives se rapprochent, selon les quartiers, soit davantage de la réalité criminelle *pre* Katrina soit de celle postérieure à la catastrophe. Certains quartiers tels que celui de *Leonidas*, *Fischer*, ou encore *Gert Town*, faisant l'objet de représentations exclusivement négatives présentent des taux plus bas en 2010, ce qui traduit que les représentations se trouvent davantage en adéquation avec la criminalité *pre* Katrina. De manière générale, les représentations du danger des policiers (quartiers dangereux) se rapprochent davantage de la réalité *pre* Katrina, ce qui peut indiquer que les évolutions de la criminalité de certains quartiers n'ont pas été perçues.

12.1.2.2. Une évolution des taux de criminalité mettant à jour des décalages prégnants entre les perceptions du danger et la criminalité post Katrina

- Des représentations qui ne reflètent pas toujours les évolutions des taux d'homicides

L'analyse de l'évolution des taux d'homicide par quartier est intéressante dans la mesure où cette catégorie de crime s'accompagne d'un chiffre noir de la criminalité faible voire nul. Par ailleurs, cette forme de criminalité violente est largement associée au niveau de dangerosité des quartiers puisqu'il s'agit des crimes les plus violents qui, dans le contexte urbain étatsunien et plus particulièrement dans celui de la Nouvelle-Orléans, sont étroitement liés aux activités souterraines et aux règlements de comptes entre trafiquants de drogue. Pour ces raisons, l'évolution positive des taux d'homicides constitue un bon indicateur de l'évolution du niveau de danger réel d'un quartier après la catastrophe.

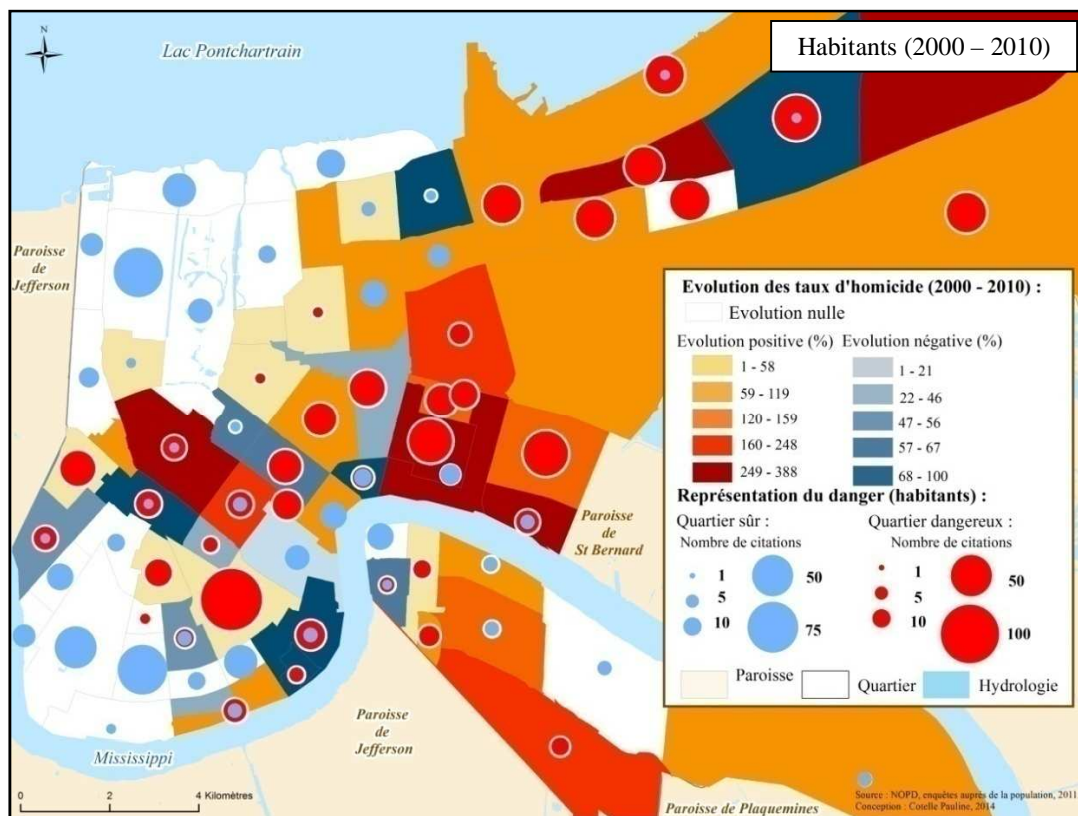


Figure 250 : Evolution des taux d’homicides entre 2000 et 2010 et représentations du danger des habitants.

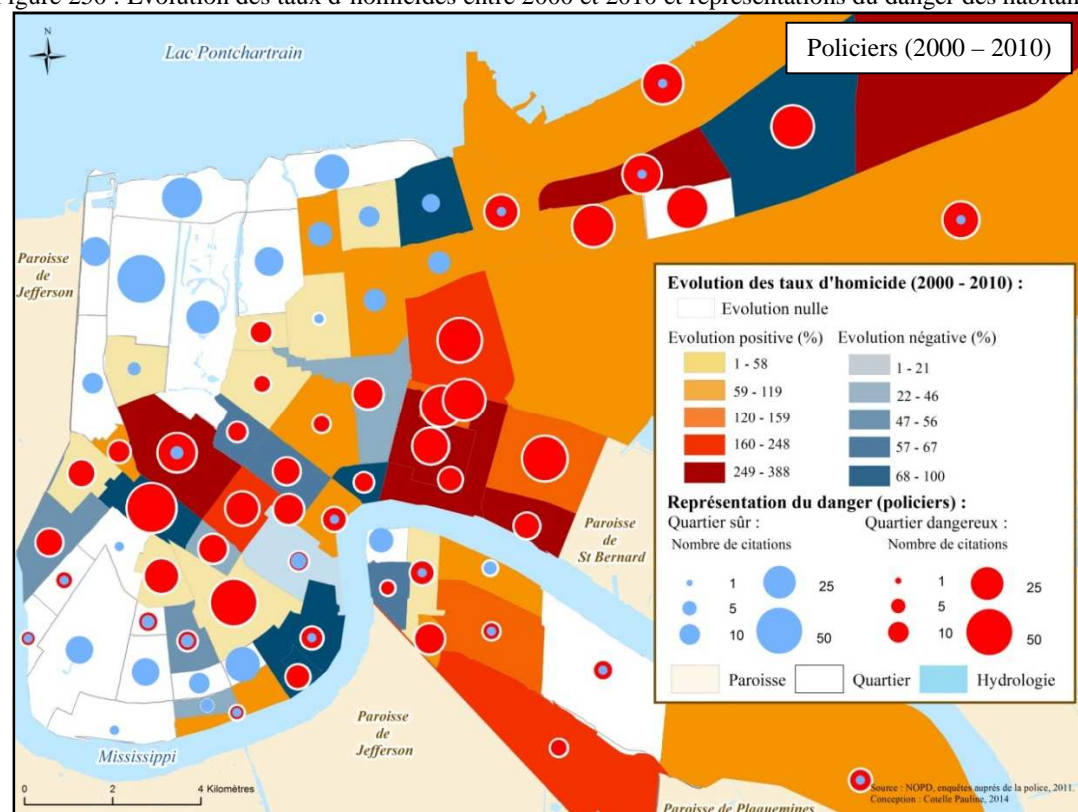


Figure 251: Evolution des taux d’homicides entre 2000 et 2010 et représentations du danger des policiers.

Les deux cartes ci-dessus permettent de visualiser ces évolutions en lien avec les représentations que se font les habitants (figure 250) et les policiers (figure 251) du danger. *A priori*, les habitants et policiers ayant mentionné comme sûr un quartier caractérisé par une forte augmentation de ses taux d'homicides n'auraient pas connaissance de l'évolution réelle du danger. Similairement, les personnes ayant mentionné comme dangereux un quartier ayant connu une baisse prononcée de ses taux auraient tendance à conserver une représentation négative du quartier qui avant la catastrophe était beaucoup plus violent.

Certains quartiers qui ont connu une importante baisse de leurs taux d'homicides (figuré surfacique bleu) sont largement représentés comme dangereux par les habitants ainsi que par les policiers (cercles proportionnels rouges). On remarque en effet que les quartiers de *Read Blvd East*, de *St Roch*, de *Gert Town*, de *Leonidas* de *BW Cooper*, de *Tremé/Lafitte*, du *Lower Garden District* et de *St Thomas* qui sont représentés comme dangereux par un grand nombre d'habitants et de policiers, ont connu une baisse substantielle de leur taux d'homicides. Ces quartiers se caractérisent donc par des distorsions factuelles *pre/post* Katrina qui ont donné lieu à des distorsions de perceptions (représentations héritées). Par ailleurs, certains quartiers devenus objectivement plus dangereux (figuré surfacique rouge) sont largement perçus comme sûrs par les deux catégories d'individus (habitants, policiers), ce qui peut traduire un décalage nouveau entre les perceptions et la réalité criminelle, notamment lorsque ces quartiers bénéficient de représentations exclusivement positives (cercles proportionnels bleus et absence de cercle bleu). Les quartiers perçus comme sûrs qui se localisent dans le secteur résidentiel Nord de *Gentilly* illustrent bien ces propos puisque les taux d'homicides ont tous augmenté à l'exception des deux quartiers de *Pontchartrain Park* et de *Fillmore* qui ont respectivement connu une baisse et une évolution nulle de leur taux (bleu et blanc). Similairement, certains quartiers localisés dans et à proximité du centre-ville (*French Quarter*, *Bywater*) et dans le secteur de la *West Bank* (*Behrman*, *US Naval Base*, *New Aurora*) sont perçus comme sûrs par une majorité d'habitants alors même qu'ils ont connu une hausse notable de leur taux d'homicides.

Il convient toutefois de relativiser les constats établis ici puisque qu'une évolution négative des taux d'homicides ne signifie pas nécessairement que le quartier ait des taux bas dans la mesure où celui-ci pouvait posséder, avant la catastrophe, des taux d'homicides très élevés. Ainsi, les représentations négatives associées aux quartiers qui ont connu une baisse de leurs taux, même très prononcée, pourront refléter le niveau de danger objectif dudit quartier (absence de distorsion). Pour ces raisons, nous comparerons plus loin (12.1.2.3) les représentations du danger avec les évolutions de criminalité des quartiers tout en analysant leur taux de criminalité pour les années 2000 et 2010 en les comparant à ceux de la ville. Ceci permettra de voir si les décalages entre le danger objectif et perçu sont hérités d'avant la catastrophe ou au contraire produits pas cette dernière (12.1.3).

- Une évolution des cambriolages pouvant affecter les représentations du danger

L'analyse de l'évolution des taux de cambriolage entre 2000 et 2010, complémentaire à celle des taux d'homicides, est intéressante pour investir le lien entre les représentations du danger et les évolutions criminelles *post* Katrina dans la mesure où cette forme de criminalité affecte directement les habitants (victimisation directe). On constate sur la carte ci-dessous que de nombreux quartiers qui ont connu une évolution négative de leurs taux et qui se localisent principalement dans le secteur d'*Uptown*, de la *West Bank* et près du lac Pontchartrain (quartiers qui n'ont pas été inondés), font l'objet de représentations positives. A l'inverse, les quartiers qui ont subi d'importants dégâts à la suite du passage du cyclone et qui se caractérisent par une augmentation importante de leur taux de cambriolages font l'objet de représentations presque essentiellement négatives (secteur de *New Orleans East* et quartiers défavorisés en périphérie du centre-ville).

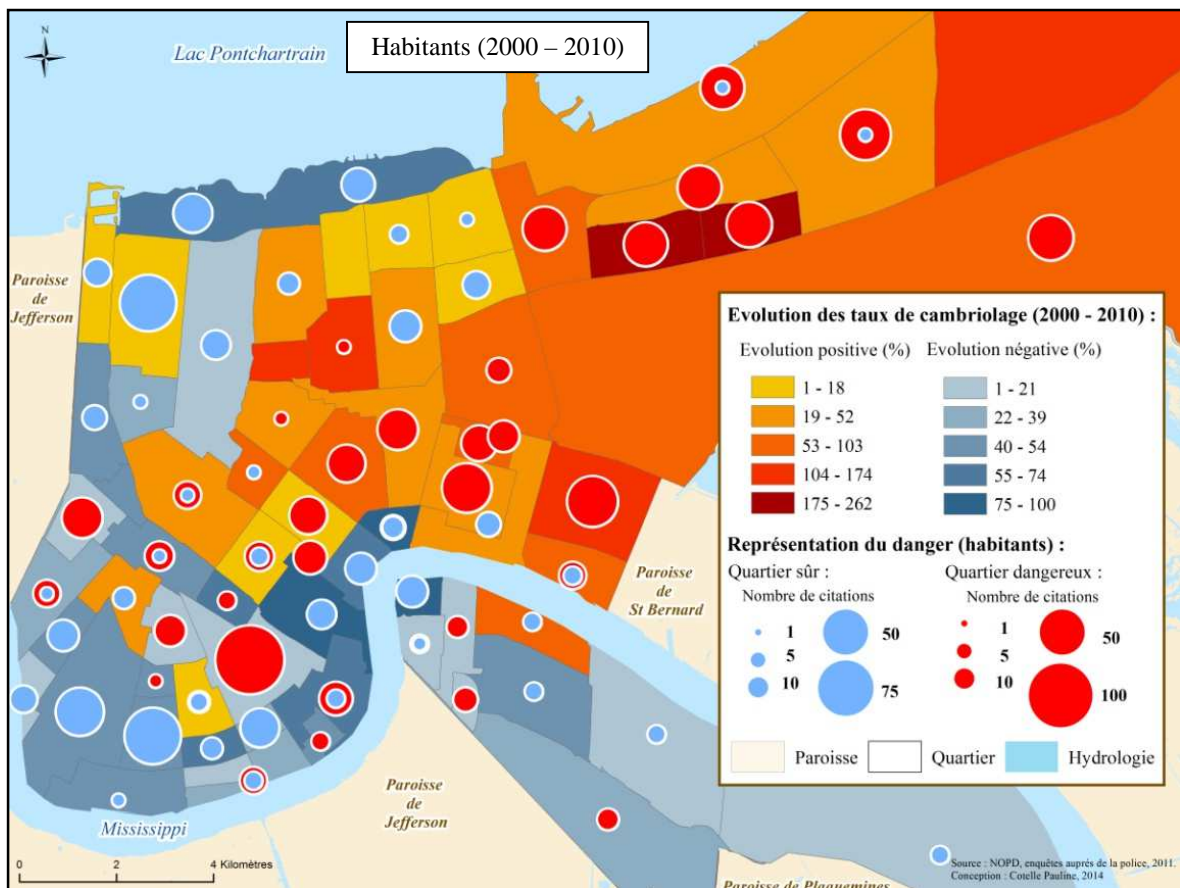


Figure 252 : Evolution des taux de cambriolages par quartier (2000 – 2010) et représentations du danger des habitants

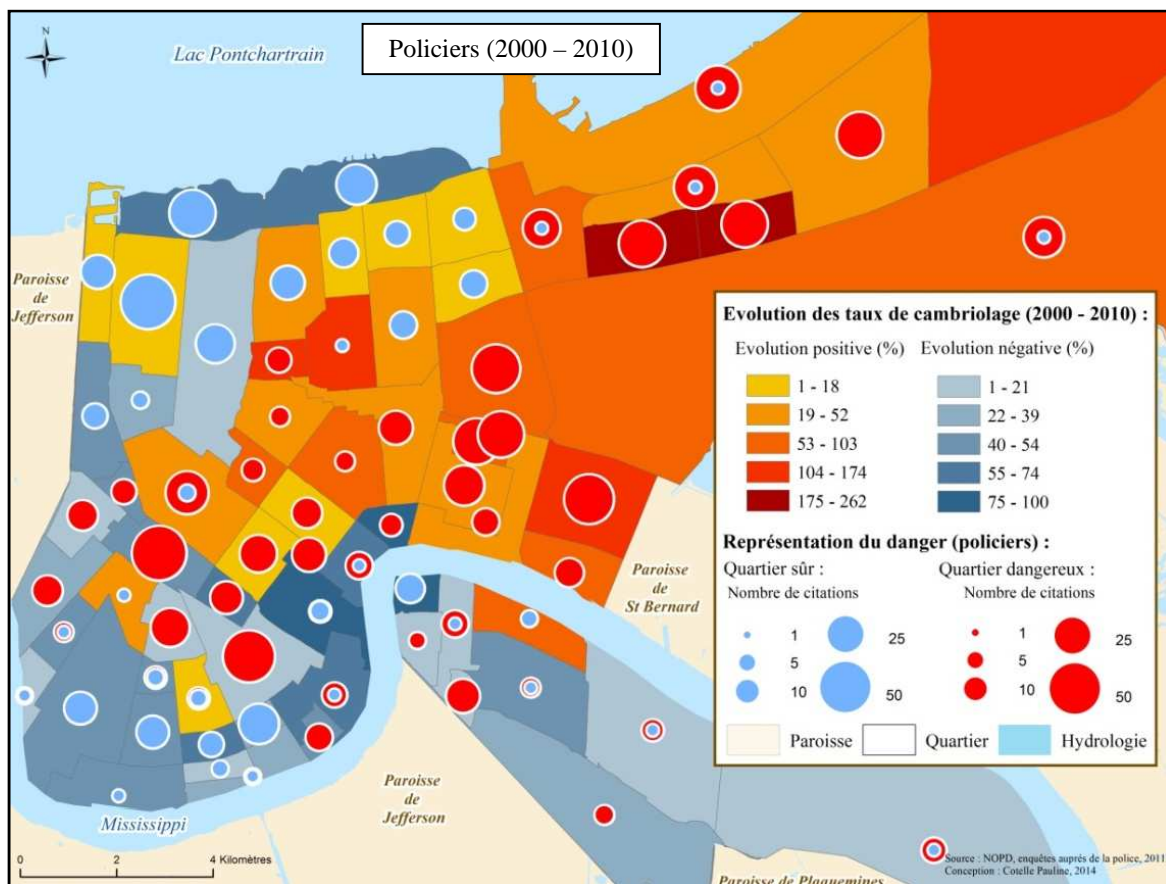


Figure 253 : Evolution des taux de cambriolages par quartier (2000 – 2010) et représentations du danger des policiers.

Pour les habitants, il semblerait qu'il y ait un lien, du moins partiel, entre l'évolution des taux de cambriolages et les représentations du danger. Celui-ci ne semble toutefois pas se vérifier pour les policiers puisque de très nombreux quartiers perçus comme sûrs ont connu une augmentation de leurs taux alors que certains quartiers présentant des taux ayant connu une forte baisse sont largement perçus comme dangereux. Si l'analyse des cambriolages peut s'avérer intéressante pour analyser les représentations des habitants, elle ne semble pas très pertinente pour analyser les représentations des policiers dans la mesure où, nous l'avons vu précédemment, cette forme de criminalité n'est pas associée à l'idée de danger comme peuvent l'être les homicides.

12.1.3. Des représentations spatiales du danger qui ne s'ajustent pas toujours aux évolutions de la criminalité

L'évolution *post* Katrina de la criminalité des quartiers, devenus plus ou moins criminogènes, a donné lieu à des distorsions de perception dans la mesure où les représentations ne coïncident pas toujours avec

l'évolution de la criminalité. En effet, l'image des quartiers a pu évoluer après Katrina mais cette évolution peut être causée par des facteurs autres que la criminalité (cf. 11.3). Pour cette raison, nous nous intéressons ici à l'évolution des taux de criminalité des quartiers les plus cités comme dangereux et sûrs par les habitants et les policiers afin d'analyser l'impact de la catastrophe sur le lien entre représentations et faits.

12.1.3.1 Analyse des taux de criminalité violente à l'échelle des quartiers les plus cités comme sûrs et dangereux

Les tableaux 64 et 65 qui figurent sur les pages qui suivent compilent l'ensemble des taux de criminalité violente toutes catégories confondues, d'agressions violentes et d'homicides de 2000 et 2010 pour les 21 quartiers les plus cités comme dangereux et sûrs par les habitants et les policiers (cf. 11.2). L'intérêt est ici de mettre en évidence le lien entre les taux de criminalité et les représentations (adéquations/distorsions) ainsi que l'impact qu'ont pu avoir les évolutions de la criminalité sur les représentations *post* Katrina du danger.

Dans ces deux tableaux figurent en gras les taux de criminalité supérieurs à ceux de la ville pour les quartiers perçus comme sûrs (à gauche) et inférieurs à ceux de la ville pour les quartiers perçus comme dangereux (à droite). En effet, l'intérêt est ici de mettre en évidence les distorsions entre les représentations et le danger réel des quartiers. L'ensemble des quartiers ayant des taux figurant en gras font ainsi l'objet de représentations qui se trouvent en décalage avec la réalité criminelle que ce soit avant ou après Katrina. Par ailleurs, les cases en bleu ou en rouge renseignent sur l'évolution négative ou positive des taux entre 2000 et 2010. Les cases rouges figurant dans la partie gauche des tableaux indiquent que les quartiers ont connu une augmentation de leur taux mais qu'ils bénéficient tout de même de représentations positives (quartiers perçus comme sûrs). Similairement, les cases en bleu figurant à droite des tableaux indiquent que les quartiers ont connu une baisse de leurs taux mais que malgré ces évolutions ils sont très largement perçus comme dangereux. Enfin, lorsque les quartiers figurant à gauche des tableaux ont des taux représentés en gras et qui figurent dans une case rouge cela indique un très fort décalage entre les représentations et le danger objectif de ces quartiers, puisque ces derniers bénéficient de représentations positives alors même que leurs taux sont supérieurs à ceux de la ville et que de surcroît ils ont connu une augmentation après Katrina. Il en est de même pour les quartiers perçus comme dangereux (à droite) qui, lorsque leurs taux figurent en gras et dans des cases bleues, se caractérisent par des taux de criminalité relativement bas (en dessous des taux de la ville) qui ont de plus baissé après Katrina.

Quartiers perçus comme les plus sûrs	Sûr (%)	Taux crimes violents (%) (2000)	Taux agressions violentes (%) (2000)	Taux homicides (%) (2000) ⁷⁶	Taux crimes violents (%) (2010)	Taux agressions violentes (%) (2010)	Taux homicides (%) (2010)	Quartiers perçus comme les plus dangereux	Dangereux (%)	Taux crimes violents (%) (2000)	Taux agressions violentes (%) (2000)	Taux homicides (%) (2000)	Taux crimes violents (%) (2010)	Taux agressions violentes (%) (2010)	Taux homicides (%) (2010)
Uptown	24	7.2	2.5	0	3.3	0.3	0	Central City	36	21.6	9.1	1.2	10.9	6	1.2
Lakeview	24	1.6	0.6	0	0.8	0.2	0	Lower Ninth Ward	19	11.9	5.2	0.6	7	2.1	1.4
Audubon	17	3.5	0.7	0	0.8	0.7	0	Read Blvd East	19	4	2.1	0.1	1.8	1.2	0
Garden District	11	16.2	0.5	0	4.7	0.5	0	St. Claude	18	14.8	5.7	0.4	11.6	5.6	1.8
Lakeshore/Lake Vista	11	1.4	0.6	0	0.3	0	0	Read Blvd West	15	3.2	1.3	0	3.3	1.2	0
Lake Terrace & Oaks	8	8.8	2.3	0	0.8	0	0	Viavant/Venetian Isles	15	32.4	13.3	0	39.3	14.3	1.2
French Quarter	7	85.5	13.9	0.2	49.6	5.2	0.5	Little Woods	14	4.2	1.6	0	4.2	2.1	0.3
Gentilly Terrace	7	5.1	1.6	0	4.9	2.3	0.1	Pines Village	14	12.2	5.3	0	10.9	5	0.6
Algiers Point	7	12.6	2.9	0	1.6	0.4	0	Plum Orchard	14	8.4	4.6	0.4	11.6	6.1	0.8
East Carrollton	7	6.5	1.8	0	3.5	1.2	0	Village de l'est	14	5	1.9	0.1	5.7	3.1	0.4
CBD	6	157.7	31.8	1.1	52.7	14.5	0.9	West Lake Forest	14	13.2	6.4	0.2	6.7	2.7	1
City Park	6	4.2	1.4	0	2.9	0.4	0	Hollygrove	12	8.4	3.5	0.6	5.3	3.2	0.9
Gentilly Woods	5	3.4	0.5	0	1.8	0.7	0.4	St. Roch	12	12.7	4.7	0.8	11.5	6.5	0.5
Black Pearl	5	3.9	1.1	0	1.7	0.6	0	Seventh Ward	10	16.6	5.5	1.1	15.3	8	2
West End	5	0.6	0.2	0	0.6	0	0	Tremé/Lafitte	10	22.3	7.1	1.5	15.9	6	0.5
Bywater	4	16.3	3.7	0.2	11.7	2.4	0.9	Florida Area	9	20.8	8.8	0.9	9.2	4.6	2.3
Lakewood	4	1.5	0.5	0	0.6	0.6	0	Iberville	8	16.9	7.1	1.2	9.7	4.8	0
Marigny	3	44.8	4.5	0.3	15.9	1	0	Lower Garden District	8	11.3	2.5	0.2	5.2	1.4	0
Touro	3	7.4	1.2	0	3.7	1.3	0	Broadmoor	7	7.6	2.4	0.1	4.6	2.2	0.2
Filmore	3	2.1	0.4	0	1.9	1.2	0	Florida	7	11.8	16.8	2.5	4.7	0	0
Marlyville Fontainebleau	3	5	0.7	0	4	0.7	0	Gert Town	6	20	6.5	1.1	8.9	4.4	0
Ville		11.1	3.7	0.42	6.5	2.7	0.5	Ville		11.1	3.7	0.42	6.5	2.7	0.5

Tableau 64 : Mise en lien des représentations du danger des habitants (quartiers les plus sûrs et les plus dangereux) avec la criminalité *pre et post* Katrina.

⁷⁶ Les taux d'homicides sont habituellement calculés sur la base d'un dénominateur commun de 100 000 habitants. Nous utilisons ici les taux pour mille habitants pour conserver le même dénominateur que pour le calcul des taux des autres catégories de crimes.

Quartiers perçus comme les plus sûrs	Sûr (%)	Taux crimes violents (‰) (2000)	Taux agressions violentes (‰) (2000)	Taux homicides (‰) (2000)	Taux crimes violents (‰) (2010)	Taux agressions violentes (‰) (2010)	Taux homicides (‰) (2010)	Quartiers perçus comme les plus dangereux	Dangereux (%)	Taux crimes violents (‰) (2000)	Taux agressions violentes (‰) (2000)	Taux homicides (‰) (2000)	Taux crimes violents (‰) (2010)	Taux agressions violentes (‰) (2010)	Taux homicides (‰) (2010)
Lakeview	27	1.6	0.6	0	0.8	0.2	0	Gert Town	27	20	6.5	1.1	8.9	4.4	0
Lakeshore/Lake Vista	19	1.4	0.6	0	0.3	0	0	Central City	24	21.6	9.1	1.2	10.9	6	1.2
Garden District	14	16.2	0.5	0	4.7	0.5	0	Lower Ninth Ward	22	11.9	5.2	0.6	7	2.1	1.4
Lake Terrace & Oaks	14	8.8	2.3	0	0.8	0	0	Desire Dev	21	19.8	8.3	0.4	13.5	7.5	1.5
City Park	13	4.2	1.4	0	2.9	0.4	0	Florida Area	19	20.8	8.8	0.9	9.2	4.6	2.3
Filmore	10	2.1	0.4	0	1.9	1.2	0	Florida	19	11.8	16.8	2.5	4.7	0	0
West End	10	0.6	0.2	0	0.6	0	0	Plum Orchard	19	8.4	4.6	0.4	11.6	6.1	0.8
Uptown	9	7.2	2.5	0	3.3	0.3	0	Read Blvd East	19	4	2.1	0.1	1.8	1.2	0
Audubon	9	3.5	0.7	0	0.8	0.7	0	Read Blvd West	19	3.2	1.3	0	3.3	1.2	0
St. Anthony	7	3.5	0.8	0	2.8	0.6	0.6	Little Woods	18	4.2	1.6	0	4.2	2.1	0.3
Algiers Point	7	12.6	2.9	0	1.6	0.4	0	Mid-City	16	8.5	2.6	0.1	6.8	2.1	0.4
Gentilly Terrace	6	5.1	1.6	0	4.9	2.3	0.1	West Lake Forest	16	13.2	6.4	0.2	6.7	2.7	1
Gentilly Woods	6	3.4	0.5	0	1.8	0.7	0.4	St. Claude	14	14.8	5.7	0.4	11.6	5.6	1.8
Milneburg	5	6.5	2	0.5	3.5	1.8	0.6	Viavant/Venetian Isles	14	32.4	13.3	0	39.3	14.3	1.2
Touro	5	7.4	1.2	0	3.7	1.3	0	Broadmoor	13	7.6	2.4	0.1	4.6	2.2	0.2
Lakewood	5	1.5	0.5	0	0.6	0.6	0	Village de l'est	13	5	1.9	0.1	5.7	3.1	0.4
Pontchartrain Park	4	2.2	1.9	0.4	5.4	3.4	0	Pines Village	12	12.2	5.3	0	10.9	5	0.6
CBD	3	157.7	31.8	1.1	52.7	14.5	0.9	Tulane/Gravier	12	26.2	8.7	0.2	13.7	6.6	0.8
Mid-City	2	8.5	2.6	0.1	6.8	2.1	0.4	Fischer	10	11.8	8.8	0.5	4.7	3.5	1.2
Freret	2	13.9	5.3	0	6.4	2.9	0	Iberville	10	16.9	7.1	1.2	9.7	4.8	0
Milan	2	13.5	3.3	0.8	6.6	3.2	0.4	St. Roch	10	12.7	4.7	0.8	11.5	6.5	0.5
Ville		11.1	3.7	0.42	6.5	2.7	0.5	Ville		11.1	3.7	0.42	6.5	2.7	0.5

Tableau 65 : Mise en lien des représentations du danger des policiers (quartiers les plus sûrs et les plus dangereux) avec la criminalité *pre et post* Katrina.

12.1.3.2. Analyse des quartiers faisant l'objet de forts décalages entre les représentations et la nouvelle réalité criminelle

Les tableaux qui suivent permettent de mettre en évidence les quartiers faisant l'objet de fortes distorsions entre la « réalité criminelle » (2000 et 2010) et les représentations du danger des habitants (tableaux 66 et 67) et des policiers (tableaux 68 et 69). Nous avons ici choisi de mentionner comme ayant un taux « bas » ou « élevés »⁷⁷ les quartiers ayant au moins un de leur taux (criminalité violente, agression violente ou homicide) inférieur ou supérieur à ceux de la ville (chiffre en gras dans les tableaux 64 et 65).

Pour les habitants comme pour les policiers, les quartiers qui figurent dans les colonnes de l'année 2000 dans les tableaux 66 et 68 correspondent aux quartiers qui étaient déjà en décalage avec la réalité criminelle avant Katrina et dont les représentations restent les mêmes qu'avant la catastrophe (inertie des représentations)⁷⁸. D'autre part, les quartiers qui se trouvent dans les colonnes 1 et 3 des tableaux 67 et 69 font l'objet de représentations qui ne semblent pas s'être ajustées aux évolutions de la criminalité. Ces quartiers sont en effet soit perçus comme dangereux alors qu'ils ont connu une baisse de leur criminalité ou comme sûrs alors que la criminalité a augmenté. Les distorsions les plus marquées concernent les quartiers qui figurent simultanément dans la première et troisième colonne des tableaux 67 et 69 et dans les deux colonnes relatives à l'année 2010 des tableaux 66 et 68. D'une part, les quartiers perçus comme sûrs se caractérisent par des taux de criminalité élevés qui ont de surcroît connu une augmentation après Katrina et, d'autre part, les quartiers perçus comme dangereux se caractérisent par des taux bas qui ont baissé entre 2000 et 2010 (*Read Blvd East, Lower Garden District*). Pour ces quartiers, les distorsions semblent avoir été amplifiées par la catastrophe car les représentations du danger se trouvent en décalage avec la réalité objective du danger avant Katrina et, à plus forte raison, après Katrina. Enfin, les quartiers qui figurent dans la deuxième colonne de ce même tableau font l'objet de représentations positives malgré des taux relativement élevés (2010) mais qui ont toutefois connu une baisse après Katrina. Cette baisse de la criminalité a pu renforcer la perception de sécurité de ces quartiers malgré des taux qui restent élevés comparativement à ceux de la ville. Similairement, les quartiers qui figurent dans la quatrième colonne du tableau font l'objet de représentations négatives malgré des taux relativement bas (2010) mais qui ont cependant connu une évolution positive. Ainsi, l'aggravation de la criminalité dans ces quartiers a pu influencer les représentations du danger des habitants après Katrina même si certains des taux restent inférieurs à ceux de la ville.

⁷⁷ Nous utilisons ici les guillemets car les qualificatifs de bas et élevés sont relatifs aux taux de la ville.

⁷⁸ Nous partons ici du principe que les représentations des habitants et des policiers ont pu être modifiées, dans une certaine mesure, par la catastrophe mais que les représentations du danger à l'échelle des quartiers reflètent celles antérieures à la catastrophe.

Quartiers perçus comme sûrs ayant un taux de criminalité élevé		Quartiers perçus comme dangereux ayant un taux de criminalité bas	
2000	2010	2000	2010
Garden District French Quarter Algiers Point CBD Bywater Marigny	French Quarter CBD Bywater Marigny	Read Blvd East Read Blvd West Viavant/Venetian Isles Little Woods Pines Village Plum Orchard Village de l'est West Lake Forest Hollygrove Lower Garden District Broadmoor	Lower Ninth Ward Hollygrove Read Blvd West Little Woods Village de l'est Read Blvd East Hollygrove Lower Garden District Broadmoor Florida Iberville Gert Town

Tableau 66 : Distorsions entre la « réalité » criminelle des quartiers et les représentations du danger des habitants.

Quartiers perçus comme sûrs ayant connu une augmentation de leur taux de criminalité (2000/2010)	Quartiers perçus comme sûrs ayant un taux de criminalité élevé mais ayant connu une baisse de leur taux de criminalité (2000/2010)	Quartiers perçus comme dangereux ayant connu une baisse de leur taux de criminalité (2000/2010)	Quartiers perçus comme dangereux ayant un taux de criminalité bas (2010) mais ayant connu une augmentation de leur taux de criminalité (2000/2010)
French Quarter Gentilly Terrace Gentilly Woods Bywater Lakewood Touro Filmore	CBD Marigny	Central City Read Blvd East Tremé/Lafitte Iberville Lower Garden District Florida Gert Town	Little Woods Village de l'est Hollygrove Broadmoor

Tableau 67 : Représentations du danger des habitants et évolution des taux de criminalité après Katrina.

Pour les habitants, les représentations du danger se rapprochent davantage de la criminalité *post* Katrina pour les quartiers perçus comme sûrs puisqu'en 2010 quatre quartiers ayant des taux de criminalité élevés font l'objet de représentations positives contre six en 2000 (quartiers devenus moins criminogènes). La baisse de la criminalité pour deux de ces quartiers (*CBD*, *Marigny*) peut expliquer que ces quartiers fassent l'objet de représentations positives après Katrina (quartiers devenus moins criminogènes). En revanche, les quartiers perçus comme dangereux mais ayant un taux de criminalité relativement bas sont légèrement plus nombreux après Katrina. D'autre part, en 2010, tous les quartiers perçus comme dangereux mais ayant un taux de criminalité relativement bas ne correspondent pas à ceux de 2000. Ainsi les quartiers du *Lower Ninth Ward*, *Gert Town*, *Florida* et *Iberville* font l'objet de distorsions qui semblent avoir été créées par la catastrophe (distorsions nouvelles). Les quartiers faisant l'objet des plus fortes distorsions entre les représentations et les faits criminels sont, d'une part, le *French Quarter* et *Bywater*, qui sont perçus comme sûrs alors qu'ils ont des taux supérieurs à la ville (2010) qui ont connu une augmentation après Katrina, et, d'autre part, le *Lower Garden District*, *Read Blvd East*, *Florida*, *Gert Town* qui sont perçus comme dangereux alors qu'ils ont des taux inférieurs à la ville (2010) qui ont connu une baisse après Katrina.

Quartiers perçus comme sûrs ayant un taux de criminalité relativement élevé		Quartiers perçus comme dangereux ayant un taux de criminalité relativement bas	
2000	2010	2000	2010
Garden District Algiers Point Milneburg CBD Freret Milan	St. Anthony Milneburg Pontchartrain Park CBD Mid-City Freret Milan	Read Blvd East Read Blvd West Plum Orchard Little Woods Mid-City West Lake Forest Viavant/Venetian Isles Broadmoor Village de l'est Pines Village Tulane/Gravier	Gert Town Lower Ninth Ward Florida Read Blvd East Read Blvd West Little Woods Mid-City Broadmoor Village de l'est Fischer Iberville

Tableau 68 : Distorsions entre la « réalité » criminelle des quartiers et les représentations du danger des policiers.

Quartiers perçus comme sûrs ayant connu une augmentation de leur taux de criminalité (2000/2010)	Quartiers perçus comme sûrs ayant un taux de criminalité élevé mais ayant connu une baisse de leur taux de criminalité (2000/2010)	Quartiers perçus comme dangereux ayant connu une baisse de leur taux de criminalité (2000/2010)	Quartiers perçus comme dangereux ayant un taux de criminalité bas (2010) mais ayant connu une augmentation de leur taux de criminalité (2000/2010)
Mid-City St. Anthony Gentilly Terrace Milneburg Touro Lakewood Pontchartrain Park Filmore	Milan Freret CBD	Iberville Central City Florida Read Blvd East Gert Town	Village de l'est Read Blvd West Little Woods Mid-City Broadmoor Lower Ninth Ward

Tableau 69 : Représentations du danger des policiers et évolution des taux de criminalité après Katrina.

Pour les policiers, les perceptions du danger se rapprochent également davantage de la criminalité *pre* Katrina pour les quartiers perçus comme sûrs puisqu'en 2010 sept quartiers ayant des taux de criminalité élevés font l'objet de représentations positives contre six en 2000. Toutefois, la baisse de la criminalité pour trois de ces quartiers (*CBD, Milan, Freret*) peut expliquer que ces quartiers fassent l'objet de représentations positives (quartiers devenus moins criminogènes). Par ailleurs, les quartiers perçus comme dangereux mais ayant un taux de criminalité relativement bas sont au même nombre après Katrina et diffèrent en partie de ceux de 2000. En effet, les quartiers de *Gert Town*, du *Lower 9th Ward*, de *Florida*, de *Fischer* et d'*Iberville* font l'objet de distorsions nouvelles alors que les quartiers de *Plum Orchard*, de *West Lake Forest*, *Viviant/Venetian Isles*, de *Pines Village* et de *Tulane/Gravier*, qui faisaient l'objet de distorsions avant Katrina, bénéficient après la catastrophe de représentations qui se rapprochent davantage de la réalité criminelle. Les quartiers faisant l'objet des plus fortes distorsions entre les représentations et les faits criminels sont d'une part *Mid-City, Milneburg, Pontchartrain Park, St Anthony* puisque ceux-ci sont perçus comme sûrs alors que leurs taux sont supérieurs à ceux de la ville (2010) et qu'ils ont augmenté après Katrina, et d'autre part, *Read Blvd East, Florida*, et *Gert Town* qui sont perçus comme dangereux alors que leurs taux sont inférieurs à la ville (2010) et qu'ils ont de surcroît baissé après Katrina.

Les décalages entre les représentations du danger et la criminalité des quartiers qui, nous l'avons vu, a pu fortement évoluer après Katrina, peuvent avoir plusieurs causes :

- Des évolutions de la criminalité non perçue par les habitants et/ou policiers (la perception du danger reste celle d'avant la catastrophe). Ces évolutions criminelles auront pu accroître ou réduire les distorsions en raison de l'inertie des représentations.
- Des décalages préexistants à la catastrophe qui ont pu être renforcés par les évolutions de la criminalité (un quartier perçu comme dangereux se caractérisant par des taux bas qui ont connu une baisse après Katrina et *vice versa*).
- Une évolution des représentations qui ne correspond pas avec l'évolution de la criminalité (cf. transformations socio-environnementales des quartiers).

Dans la mesure où les perceptions du danger sont, nous l'avons vu, conditionnées par de nombreux facteurs autres que la criminalité, il convient de voir comment les mutations rapides des territoires après Katrina ont pu favoriser les décalages entre la nouvelle réalité criminelle des quartiers et les représentations dont ils font l'objet. La catastrophe a en effet largement contribué à amplifier les distorsions entre l'insécurité perçue et l'insécurité objective dans la mesure où les représentations mettent du temps à s'ajuster aux nouvelles réalités fonctionnelles des territoires et qu'elles ont été, par ailleurs, largement influencées par les transformations des paysages urbains ainsi que par les discours médiatiques (12.2).

12.2. Des mutations fonctionnelles rapides des territoires entraînant des distorsions entre l'insécurité perçue et l'insécurité objective

Les transformations socio-environnementales et fonctionnelles, plus ou moins brutales, des territoires ont pu agir sur les représentations du danger en impactant positivement ou négativement l'image des quartiers. La mise en lien des représentations du danger et des facteurs associés par les habitants à la dangerosité d'un quartier permet d'expliquer, dans une certaine mesure, pourquoi, après Katrina, les représentations du danger ont pu se trouver en décalage avec la « réalité criminelle » des quartiers (12.2.1). Par ailleurs,

les réalités fonctionnelles contrastées à l'échelle infra-quartier peuvent également contribuer à rendre compte de ces décalages puisque les individus peuvent avoir une connaissance partielle des quartiers qui influencera l'image qu'ils s'en font (12.2.3). Enfin, les discours médiatiques qui ne reflètent pas toujours la réalité des processus en cours, ont eu un impact considérable sur les représentations du danger des habitants dans la mesure où ceux-ci constituent la première source d'information sur le crime de la population. Les médias ont ainsi pu contribuer à exacerber certains décalages entre les représentations et la nouvelle réalité criminelle des quartiers après Katrina (12.2.3).

12.2.1. Des transformations territoriales rapides s'accompagnant d'un ajustement plus lent des représentations du danger

Les perceptions héritées d'avant l'événement peuvent expliquer les décalages parfois prégnants entre la nouvelle réalité criminelle des quartiers et les représentations dont ils font l'objet dans la mesure où l'ajustement entre les perceptions et la réalité prend du temps. Par ailleurs, les transformations urbaines *post* Katrina se sont accompagnées de changements visibles dans le paysage urbain (cf. 11.3) qui ont eu un impact sur les représentations sans que ces évolutions de perception ne coïncident toujours avec les dynamiques criminelles en cours.

12.2.1.1. Une inertie des représentations du danger qui favorise les distorsions

Les évolutions territoriales accélérées par Katrina (gentrification, revitalisation, paupérisation) ont entraîné une évolution rapide de la criminalité alors que les perceptions spatiales du danger ont pu mettre beaucoup plus de temps à s'ajuster à aux nouvelles réalités fonctionnelles et criminelles des territoires. De plus, certains quartiers anciennement caractérisés par une très forte criminalité, notamment violente, ont pu subir des changements majeurs qui ne se sont pas nécessairement accompagnés d'une adaptation des représentations. C'est le cas des grands ensembles de logements sociaux qui illustrent de manière exemplaire les nouveaux décalages entre la criminalité et les représentations du danger. En effet, ces dernières, héritées d'avant la catastrophe, ne coïncident pas avec la transformation fonctionnelle radicale de ces quartiers devenus plus sûrs. Les photographies ci-dessous permettent d'apprécier les transformations physiques qui ont affecté ces territoires. Si ces changements urbains ont contribué à rendre ces quartiers moins criminogènes, l'ajustement entre les représentations et la réalité criminelle peut prendre du temps en raison de l'absence de contact direct de la population avec ces quartiers. Il est donc envisageable qu'à long terme, les perceptions du danger évoluent dans la mesure où ces territoires seront de moins en moins associés à la violence.



Figure 254 : Une transformation des grands ensembles de logements sociaux après Katrina favorisant la sécurité (en haut *Iberville* en grande partie condamné mais non reconstruit, en bas, les anciens logements sociaux reconvertis en « quartiers à mixité sociale et fonctionnelle », *River Garden* à gauche, *Harmony Oaks* à droite). (Clichés de l'auteur, 2010 et 2011).

Similairement, certains quartiers tels que le *Lower Garden District* qui a connu des retombées positives de la catastrophe, bénéficient toujours de représentations négatives malgré leurs évolutions structurelle et fonctionnelle qui ont conduit à une baisse prononcée de leur criminalité (violente et contre les biens). Le *Lower Garden District* s'est en effet caractérisé par d'importantes transformations après Katrina puisque celui-ci a connu une gentrification accélérée et une baisse prononcée de ses taux de criminalité aussi bien violente (-53%) que non violente (-47.5%). Malgré les évolutions structurelles, fonctionnelles et criminelles de ce quartier, celui-ci bénéficie toujours de représentations majoritairement négatives parmi les habitants et les policiers. Il a en effet été cité comme dangereux par 8% des habitants et 5% des policiers mais 2% des habitants l'ont tout de même mentionné comme sûr contre 1% pour les policiers. Ces représentations mixtes peuvent ainsi traduire, d'une part, une inertie des perceptions dans le cas des personnes qui en ont une représentation négative et, d'autre part, une prise de conscience de ces transformations par les individus l'ayant cité comme sûr. Il existe en effet à l'échelle de ce quartier une

différence de perception assez prononcée entre les individus qui en ont une connaissance directe et ceux qui en ont une simple représentation structurée sur l'ancienne réputation du quartier (dangereux). En effet, la présence du grand ensemble de logements sociaux de *St Thomas* à proximité direct du *Lower Garden District* constituait avant Katrina une source de danger majeure. Sa reconversion en quartier à « mixité sociale et fonctionnelle » à partir des années 2000 (*River Garden*, figure 254), qui a largement été accélérée après Katrina, a favorisé la gentrification de ce secteur devenu beaucoup plus sûr. Pour ces raisons, les représentations de ce quartier par les habitants ayant connaissance de ces transformations se sont généralement ajustées à sa nouvelle réalité fonctionnelle ce qui ne sera pas le cas des habitants qui ne fréquentent pas ce quartier (image négative).

Le cas de *Central City* semble illustrer, comme celui du *Lower Garden District*, la problématique de l'inertie des représentations puisque ce quartier est cité par plus d'un tiers des habitants comme dangereux alors qu'il a connu une baisse notable de ses taux de criminalité après Katrina. Toutefois, l'augmentation des taux d'homicides qui a fait l'objet d'une très forte couverture médiatique (cf. 12.2.3), permet certainement d'expliquer pourquoi ce quartier est toujours considéré comme le plus violent malgré les évolutions de sa criminalité (hormis les homicides). Par ailleurs, la dégradation des paysages urbains à l'échelle de la majeure partie du quartier a également pu contribuer à renforcer son image négative (cf. 12.2.1.2).

Comme pour les habitants, les représentations du danger des policiers, *a priori* davantage conscients du niveau de danger réel des quartiers, se trouvent souvent en décalage avec les évolutions criminelles. A titre d'exemple, le quartier de *Gert Town* considéré comme le plus dangereux par les policiers (27%), a connu une baisse très prononcée de sa criminalité violente puisque ses taux d'homicides ont diminué de 100%, ses taux d'agressions violentes de 27% et ses taux de criminalité violente toutes catégories confondues de 55.5%. Le cas de ce quartier semble indiquer que les représentations du danger des policiers ont fait l'objet d'une forte inertie puisqu'elles ne reflètent pas la nouvelle réalité de la criminalité. Néanmoins il est toutefois possible que ce quartier soit toujours en proie à de nombreuses activités criminelles génératrices de violence mais que les taux de report aient considérablement baissé du fait de la baisse importante de la population ayant affecté les taux de reports des crimes (hormis les homicides).

Le cas du *French Quarter* permet d'illustrer le cas des décalages temporels entre l'évolution de la criminalité et celle des représentations mais également de l'adaptation possible des représentations à la nouvelle réalité criminelle qui a toutefois pu évoluer dans le temps, créant ainsi de nouvelles distorsions. En effet, le *French Quarter* fait partie des quartiers les plus cités comme sûrs par les habitants (7%) alors même que la criminalité violente a augmenté en valeur absolue en 2006 et en valeurs relatives au cours

des premières années *post* Katrina (cf. 10.3). Ces représentations positives ne font toutefois pas l'objet d'un consensus puisque 3% des habitants perçoivent ce quartier comme dangereux. Ces représentations mixtes (sûr/dangereux) peuvent traduire une inégale prise de conscience des individus de la nouvelle réalité criminelle du quartier. En effet, les résidents qui sont directement confrontés à la détérioration de leur sécurité et donc davantage conscients des changements en cours, pourront avoir mentionné ce quartier comme dangereux alors que les individus extérieurs au quartier pourront conserver une représentation positive. Néanmoins, d'autres distorsions ont pu voir le jour à plus long terme. En effet, la dégradation de la sécurité du quartier à court et moyen terme (augmentation du nombre d'agressions violentes entre 2004 et 2006 et forte augmentation des taux de criminalité violente) a pu conduire à un ajustement des représentations du danger des habitants aux processus en cours (quartier dangereux). Ces représentations ont pu se maintenir dans le temps alors même que la criminalité a baissé par la suite (hormis pour les homicides), créant ainsi de nouvelles distorsions entre les perceptions et la criminalité. Toutefois, il convient de relativiser ces propos puisque de manière générale, les habitants sont plus susceptibles de percevoir leur quartier comme sûr que les personnes qui lui sont étrangères (cf. 11.2). Pour cette raison, il est possible d'émettre l'hypothèse que les 3% d'habitants ayant cité ce quartier comme dangereux correspondent à des individus ayant connaissance, notamment *via* les médias ou le bouche à oreille (cf. 12.2.1.3), de la dégradation sécuritaire du quartier. En effet, si le *French Quarter* a connu une baisse à long terme (2010) de 41.9% de ses taux de criminalité violente toutes catégories de faits confondus, il a néanmoins connu une hausse de 150% de ses taux d'homicides entre 2000 et 2010. Ainsi, le niveau de connaissance des individus de la dégradation sécuritaire du quartier pourra expliquer le fait que celui-ci fasse l'objet de représentations à la fois positives et négatives. Les personnes peu conscientes de ces évolutions pourront conserver leur perception d'avant Katrina (quartier sûr), alors que certains des résidents ou des personnes ayant pris connaissance de ces évolutions, pourront percevoir ce quartier comme plus dangereux qu'avant la catastrophe (ajustement des perceptions).

Les décalages entre les représentations du danger et la réalité criminelle peuvent donc s'expliquer par une connaissance directe ou indirecte des quartiers par les populations. L'analyse des représentations spatiales du danger préalablement réalisée a mis en évidence que la plupart des quartiers de la ville faisaient l'objet de représentations mixtes, c'est-à-dire qu'ils étaient perçus à la fois comme sûrs et dangereux. Celles-ci peuvent ainsi traduire, d'une part, un ajustement progressif entre les anciennes représentations du danger basées sur l'ancienne réalité criminelle du quartier et la nouvelle réalité fonctionnelle du quartier (devenu plus ou moins criminogène) pour les individus qui ont pris connaissance des évolutions fonctionnelles et, d'autre part, d'une inertie des représentations des habitants qui ne fréquentent pas ces quartiers.

12.2.1.2. Des transformations socio-environnementales qui renforcent l'image négative ou positive des

quartiers

La dégradation des paysages urbains des quartiers qui ont été inondés et où les logements vacants ont été laissés à l'abandon (*blight*), a pu contribuer à renforcer les représentations négatives de ces quartiers (*Lower 9th Ward, Hollygrove*). A l'inverse, les quartiers qui ont bénéficié de retombées positives de la catastrophe se matérialisant par une amélioration de l'aspect visuel de l'environnement urbain (rénovation, destruction de bâtiments anciens, nouveaux commerces, etc.) peuvent bénéficier de représentations positives plus marquées qu'avant la catastrophe (*CBD*). Les transformations urbaines ont ainsi pu amplifier ou réduire les décalages entre les représentations du danger et la criminalité. En effet, pour les quartiers en revitalisation qui ont connu une baisse de leurs taux de criminalité, la catastrophe a favorisé l'ajustement entre les représentations et la réalité criminelle de ces quartiers. Similairement, les quartiers très affaiblis par la catastrophe qui ont connu une aggravation de leur criminalité peuvent faire l'objet de représentations plus proches de la réalité criminelle qu'avant la catastrophe. En revanche, un quartier qui a connu une dégradation de son environnement urbain et qui, dans le même temps, a connu une baisse de sa criminalité (cf. *Lower 9th Ward, Hollygrove*) pourra faire l'objet d'une distorsion nouvelle ou renforcée entre les représentations et la réalité des faits dans la mesure où la dégradation de ce quartier aura renforcé la perception du danger. De même, un quartier représenté comme sûr notamment en raison de transformations positives de ses paysages urbains suite à la catastrophe (revitalisation), pourra avoir connu une aggravation de sa criminalité ce qui engendrera un décalage important entre les perceptions et la réalité.

Le quartier du *CBD* illustre probablement le mieux les transformations urbaines ayant affecté le centre-ville après la catastrophe (revitalisation). Ce quartier bénéficie d'une image relativement positive auprès de la population et, dans une moindre mesure auprès des policiers, malgré les taux de criminalité les plus élevés de la ville, quoique ceux-ci aient baissé après Katrina. Si ce quartier n'est cité comme sûr que par 6% des habitants et 3% des policiers c'est très probablement en raison de l'évolution récente de ce quartier qui avant Katrina n'était pas aussi sûr. En effet, aux Etats Unis le *CBD* est depuis toujours considéré comme un secteur dangereux en raison de sa fréquentation uniquement diurne le rendant très insécure le soir et de sa proximité spatiale avec les zones de grandes pauvreté, notamment avec les grands ensembles de logements sociaux qui constituent de véritables poches de pauvreté de l'« *inner city* ». Néanmoins, les évolutions urbaines récentes observées à l'échelle du pays et qui se caractérisent par un retour progressif des classes aisées vers les centres urbains (gentrification), se sont accompagnées d'une évolution de la fonctionnalité de ces territoires. Ceux-ci ont en effet connu une profonde transformation fonctionnelle se traduisant pas un usage de l'espace de plus en plus résidentiel et commercial qui a

incidemment rendu ces secteurs centraux de plus en plus attractifs pour les touristes⁷⁹. A la Nouvelle-Orléans, la revitalisation du *CBD*, qui a largement été accélérée par la catastrophe (cf. fermeture des logements sociaux, explosion des prix du logement, etc.), a rendu ce quartier de plus en plus attractif et sûr, notamment en raison de la construction de commerces de proximité favorisant les trafics pédestres et qui s’est par ailleurs accompagnée d’une sécurité accrue passant par un renforcement de la présence policière ou la mise en place de systèmes de vidéosurveillance (figure 255). Pour cette raison, le très fort décalage entre les perceptions du danger (quartier sûr) et la réalité criminelle de ce quartier (taux élevés) pourrait s’expliquer en partie par l’impact positif de la catastrophe sur l’image de ce quartier (changements visibles dans le paysage urbain).



Figure 255 : Transformation accélérée du *CBD* après Katrina matérialisée par la construction de commerces de proximité (ici le supermarché *Rouses*) et un renforcement de la sécurité (clichés de l’auteur, 2012).

Les deux citations⁸⁰ qui suivent, tirées d’un article du *Times Picayune* (16/11/2011), faisant part des profondes transformations en cours dans le quartier du *CBD*, sont révélatrices de l’évolution des représentations des habitants après Katrina ;

“This is a GREAT store and much less dangerous for me to walk to than the one in the Quarter.”

“I hope Rouses has provided lots of security personnel. Can you imagine the shoplifting they’re gonna have to absorb at that location?”

La première citation reflète l’évolution positive de l’image de ce quartier associée à sa revitalisation et plus particulièrement, dans ce cas précis, à la construction d’un supermarché « haut standing » (*Rouses*, figure 255). En effet, d’après les propos de cet internaute ce secteur serait « moins dangereux » que le *French Quarter*. En revanche, les propos du second internaute semblent refléter une représentation héritée du quartier puisque celui-ci met en lien la localisation de ce commerce avec un risque criminel élevé. Le cas du *CBD* traduit donc bien l’impact qu’a pu avoir Katrina sur le décalage entre les perceptions du

⁷⁹ Cf. Article du *Times Picayune* (16/11/2011): “Completely transformed; Rouses Market on Baronne Street fills void in Central Business District”.

⁸⁰ Il s’agit de commentaires d’internautes relatifs à l’article du *Times Picayune* mis en ligne sur le site web NOLA.com ; http://www.nola.com/business/index.ssf/2011/11/fast-transforming_downtown_new.html

danger et la nouvelle réalité fonctionnelle de certains quartiers.

Au-delà de l'impact des transformations fonctionnelles des territoires sur les perceptions du danger illustré ici par le cas du *CBD*, la dégradation de l'environnement urbain dans les territoires qui ont subi des impacts profondément délétères de la catastrophe, a également pu contribuer à renforcer les décalages entre les représentations et la réalité des faits. Le cas du *Lower 9th Ward* est intéressant pour illustrer ce point. Celui-ci est en effet largement perçu dangereux (19% des habitants et 24% des policiers) alors que la criminalité a fortement baissé, à l'exception des homicides dont les taux ont augmenté de 133.3 %. La destruction de l'environnement urbain de ce quartier après Katrina qui s'est prolongée dans le temps par une très forte dédensification caractérisée par une alternance de structures vacantes à l'abandon et de parcelles vides, a très certainement contribué à renforcer l'image négative de ce quartier. Similairement le quartier de *Hollygrove* représenté comme dangereux par 12% des habitants et 8% des policiers a connu, comme pour le quartier du *Lower 9th Ward*, une baisse de sa criminalité à l'exception des homicides (+50%). Ce quartier qui a été très endommagé par les inondations se caractérise également par des paysages urbains qui se sont considérablement dégradés et qui sont donc devenus plus insécures encore qu'avant la catastrophe. Il est toutefois important de rappeler que la baisse de la criminalité violente en valeurs absolue ou relatives doit être relativisée dans la mesure où ces quartiers sont fortement susceptibles de faire l'objet de taux de report des crimes très bas. Ainsi, une baisse des taux de criminalité à l'échelle des quartiers peu résilients qui se caractérisent par une faible surveillance naturelle et formelle peut traduire, nous l'avons vu, une moins bonne comptabilisation des faits (chiffre noir élevé) et non une baisse de la criminalité réelle. Dans cette optique, les représentations du danger se trouveront en adéquation avec le niveau de danger objectif du quartier (dangereux).

De manière assez générale, il est possible d'avancer qu'un quartier défavorisé à forte majorité d'habitants d'origine Afro-américaine qui bénéficiait d'une image négative avant la catastrophe et qui a connu une dégradation de son environnement urbain, restera perçu comme dangereux même si celui-ci a connu une baisse prononcée de sa criminalité violente. Similairement, un quartier relativement aisé ou qui a connu des transformations socio-économiques perçues comme positives (revitalisation/gentrification) mais qui est devenu plus criminogène, restera perçu comme sûr (*French Quarter, Marigny, Bywater*). En effet, les facteurs associés par la population à la criminalité d'un territoire (cf. 11.2), influencent davantage les perceptions du danger que la réalité criminelle qui a pu évoluer rapidement sans que les habitants en aient connaissance.

12.2.2. Des évolutions territoriales contrastées à l'échelle infra-quartiers pouvant donner lieu à des distorsions nouvelles entre l'insécurité perçue et l'insécurité objective

L'analyse des représentations du danger à l'échelle des quartiers soulève le problème des découpages territoriaux qui ne reflètent pas l'évolution contrastée des réalités fonctionnelles de nombreux quartiers après Katrina. Ce problème se pose principalement pour les quartiers qui ont subi des retombées à la fois positives et négatives de la catastrophe (gentrification *versus* paupérisation) et où leur évolution rapide et contrastée ne s'est pas toujours accompagnée d'une évolution adéquate des représentations du danger.

Les quartiers défavorisés localisés à proximité du centre-ville et qui sont largement perçus comme dangereux peuvent renvoyer à des réalités fonctionnelles contrastées, puisqu'après Katrina ceux-ci ont connu une gentrification de leur marges qui a conduit à repousser les activités criminelles vers les secteurs peu résilients au Nord (cf. 10.3). Les quartiers *St Roch*, *St Claude*, du *Seventh Ward* et de *Tremé* illustrent la problématique des découpages territoriaux qui favorisent les distorsions entre les représentations et les évolutions des territoires. En effet, ceux-ci sont à l'unanimité perçus comme dangereux par les habitants et les policiers, alors que leurs portions Sud sont devenues beaucoup plus sûres qu'avant la catastrophe.

Les décalages entre les représentations du danger et la réalité criminelle peuvent ainsi s'expliquer par une connaissance partielle de ces quartiers par les populations. Ainsi, un même quartier sera considéré comme sûr par les individus familiers avec une portion du quartier caractérisée par une faible criminalité et/ou des caractéristiques paysagères (bon entretien) et socio-économiques (blanc, riche) associées à un faible risque criminel et sera en revanche considéré comme dangereux par les personnes familières avec la portion du quartier fortement criminogène et/ou caractérisée par des caractéristiques paysagères (délabrement) et socio-économiques (noir, pauvre) associées à un fort risque criminel.

Le cas du quartier de *Leonidas* illustre bien ce point puisque celui-ci a bénéficié de retombées positives de la catastrophe dans sa partie Sud et Est (cf. 10.3) alors que les secteurs localisés au Nord se sont montrés très peu résilients (paupérisation). Si la gentrification accélérée vers le Nord a pu contribuer à modifier les représentations du danger de certains habitants, les individus n'ayant pas connaissance de ces changements pourront conserver une image négative de ce quartier. Les réalités sociale et criminelle très contrastées entre les parties Sud et Nord du quartier permettent par ailleurs d'expliquer pourquoi ce quartier fait l'objet de représentations mixtes (dangereux/sûr). Ce quartier qui est devenu de plus en plus sûr après Katrina pourra ainsi faire l'objet de représentations positives par les individus qui ont connaissance des transformations territoriales en cours, mais il pourra en revanche conserver une image négative pour les individus qui ne le fréquentent pas.



Figure 256 : Contrastes socio-environnementaux à l'échelle du quartier de *Leonidas* (en haut : portion Sud du quartier qui a connu une gentrification accélérée après Katrina. En bas : portion Nord du quartier toujours très affaiblie par les impacts de la catastrophe sur le tissu urbain). (Clichés de l'auteur, 2011).

L'analyse de l'insécurité subjective (représentations), comme celle de l'insécurité objective (criminalité), permet de mettre en exergue la problématique des découpages de l'espace puisque ceux-ci entravent considérablement la lecture de la recomposition des territoires qui peut être fortement contrastée à l'échelle d'un même référent territorial (quartier). Les processus à l'œuvre après la catastrophe rendent en effet très difficile la définition de territoires aux formes définies et aux limites nettes et aisément cartographiables (Meschinet De Richemond, 2012)⁸¹. Pour ces raisons il convient de nuancer les observations établies à l'échelle des quartiers qui présentent des réalités socio-économiques et fonctionnelles contrastées.

12.2.3. Des discours en décalage avec les évolutions de la criminalité

⁸¹ HDR intitulée « Risques, crises et territoires : réflexions géographiques et historiques sur les cindyniques », soutenue publiquement le 12 décembre 2012.

Les discours des médias qui ne reflètent pas toujours la réalité des évolutions criminelles des territoires ont largement conditionné les représentations du danger dans la mesure où ils constituent la première source d'information des habitants sur la criminalité (12.2.1.3). Par ailleurs, les discours médiatiques qui s'appuient sur ceux des autorités ou sur le témoignage d'habitants, traduisent souvent une volonté de rectifier ou de conserver une perception négative ou positive héritée dans la mesure où la prise de conscience des évolutions de la criminalité peut constituer une entrave (image négative) ou un moteur (image positive) au rétablissement durable des territoires.

12.2.3.1. Des discours médiatiques parfois éloignés de la réalité qui conditionnent fortement les représentations du danger des habitants

Le cas particulier du quartier *St Roch* permet d'illustrer l'écart entre la réalité criminelle *post* Katrina et les discours médiatiques et l'influence que ceux-ci ont pu avoir sur l'image du quartier. L'analyse d'un article ayant fait la une du quotidien local de la ville (*Times Picayune*, 21/03/2011), intitulé « *Trouble à St Roch, une éruption de violence transforme un quartier stable en épice de la vague meurtrière de la Nouvelle-Orléans* », permet de mettre en évidence certains éléments du discours des journalistes qui ne correspondent pas ou très partiellement à la réalité des processus en cours après Katrina. Cet article traitant de la violence à l'échelle du quartier *St Roch*, développe l'idée selon laquelle ce quartier habituellement « stable » serait devenu le « nouvel épice » de la violence après Katrina, notamment en ce qui concerne les meurtres. Le discours des journalistes mérite d'être relativisé puisque si les taux d'agressions violentes du quartier ont augmenté de 38.3% après Katrina, les taux de criminalité violente toutes catégories confondues ont baissé de 9.4% et les taux d'homicides de 37.5%. D'autre part, l'étude plus précise de l'évolution de la criminalité violente à l'échelle de ce quartier montre que les années 2008 et 2009 ont été marquées par des niveaux de criminalité bien plus prononcés qu'en 2010 (cf. 10.1.2) et que ce quartier se caractérisait déjà par des taux de criminalité violente, notamment les homicides, très prononcés avant Katrina. D'autre part, les taux d'homicides du quartier après Katrina sont analogues à ceux de la ville (0.5% en 2010), alors qu'ils étaient deux fois plus élevés que ceux de la ville avant la catastrophe (respectivement 0.8% et 0.4%). Les propos des journalistes ne reflètent donc pas la réalité des processus en cours puisqu'ils avancent une tendance inverse à celle s'étant réellement produite à l'échelle de ce quartier. La citation qui suit permet par ailleurs de relever d'autres erreurs dans les propos des journalistes ;

« **Neighbors say** their once-stable, working class, mixed-race neighborhood has been weakened by blight, neglect and the loss of nearly half its population after Hurricane Katrina. Given the comparative quiet in Central City, a previous ground zero for city violence, neighbors wonder St Roch is merely the latest hotbed of the city's nomadic drug

trade and its accompanying violence, which **Mayor Mitch Landrieu has called** “a public health crisis” (*Times Picayune*, 21/03/2011).

Les journalistes, qui fondent leurs propos sur les dires de certains habitants (« neighbors says ») et du Maire (« Mayor Mitch Landrieu has called »), mettent en avant l’impact négatif de Katrina sur le fonctionnement de ce quartier en précisant que celui-ci, fonctionnel avant Katrina, a été très affaibli par la baisse « de près de la moitié de sa population » ainsi que par la présence du *blight*. Ces premiers éléments du discours méritent d’être relativisés dans la mesure où le quartier était déjà fortement affaibli par le *blight* avant Katrina et que *St Roch* n’était pas un quartier si fonctionnel que cela puisque celui-ci souffrait déjà, bien avant la catastrophe, des effets délétères de la crise urbaine. Par ailleurs, l’article compare ce quartier à celui de *Central City* en avançant que ce dernier est devenu calme comparativement à *St Roch*, alors qu’il constituait auparavant le « point chaud » (« ground zero ») de la violence de la ville. Encore une fois, les éléments du discours ne « collent » pas à la réalité dans la mesure où le quartier de *Central City* a connu une hausse de 50% des ses taux d’homicide entre 2000 et 2010 alors que *St Roch* a connu une baisse de 37.5%.

Si le quartier *St Roch* se caractérise par une baisse de ses taux de criminalité violente et plus particulièrement des homicides, ce quartier a cependant connu une augmentation de sa criminalité non violente, notamment de ses taux de cambriolages (+37.5%). Cette hausse a pu générer chez les habitants un mécontentement général lié à des conditions de vie détériorées, ce qui a pu par la suite être relayé de manière déformée par les médias (« épice de la violence »). Quelles que soient les causes de ce décalage entre les propos des journalistes et la réalité criminelle du quartier *St Roch*, la rhétorique utilisée a le pouvoir d’influencer négativement les représentations du danger des lecteurs dans la mesure où ceux-ci n’ont pas, pour la très grande majorité, une connaissance directe du quartier et se contentent le plus souvent de lire partiellement les articles de journaux. Pour cette raison les intitulés (figure 257, image de gauche) ou les cartes (figure 257, image de droite) auront un impact direct et fort sur les représentations qu’ont les lecteurs de ce quartier.



Figure 257 : Article publié dans le *Times Picayune* le 21/03/2011 mettant en avant le basculement du quartier *St Roch* dans la violence depuis Katrina (clichés de l'auteur, 2010).

Le même type de décalage entre les discours médiatiques et la réalité criminelle *post* Katrina s'observe à l'échelle d'autres secteurs de la ville. La publication dans le *Times Picayune* d'un article, intitulé « *Le block du danger. Le block de la rue Dumaine est devenu un des plus dangereux de la Nouvelle-Orléans depuis Katrina* » (*Times Picayune*, 01/01/2011), illustre bien ce point. Si les médias mettent en avant une forte détérioration de la sécurité à l'échelle de ce secteur localisé dans le quartier *Tremé/Lafitte* au Nord du *French Quarter*, nos enquêtes de terrain, qui ont consisté à interroger certains des résidents de ce secteur, ont révélé que celui-ci été davantage perçu comme criminogène avant Katrina et que la violence n'avait, d'après les résidents, pas connu d'évolution significative.

Il convient donc de prendre du recul vis-à-vis des discours médiatiques dans la mesure où ceux-ci peuvent se fonder sur des informations partielles ou erronées. En effet, les journalistes en quête d'informations « sensationnalistes » peuvent avoir tendance à amplifier et à déformer les faits ou encore à sélectionner certains événements ponctuels, qui, sortis de leur contexte⁸², tendent à déformer la réalité. Par ailleurs, les dires des journalistes s'appuient sur les propos d'individus (autorités, habitants) conditionnés par certaines logiques d'intérêt qui expliquent l'amplification ou la minimisation de certains processus à l'œuvre.

12.2.3.2. Des discours pouvant appuyer certaines stratégies visant à freiner ou accélérer l'ajustement entre les perceptions et la nouvelle réalité criminelle des quartiers

Les discours des médias relayant le plus souvent les propos des autorités ou des habitants, peuvent refléter la volonté de ces derniers d'intervenir sur l'ajustement entre la perception héritée d'un quartier et sa

⁸² Nous entendons par là le contexte spatio-temporel.

nouvelle réalité criminelle. Les distorsions entre les discours et la réalité criminelle sont en effet à rattacher à certaines stratégies plus ou moins conscientes des acteurs leur permettant d'accélérer ou de freiner ce processus d'ajustement. Pour les quartiers caractérisés par une importante baisse de leur criminalité suite à un changement rapide dans leur fonctionnalité, mais qui continuent à être perçus comme dangereux, les résidents du quartier ou les gestionnaires (notamment les policiers) souhaiteront effacer au plus vite le décalage entre la représentation héritée et la nouvelle réalité criminelle du quartier. En revanche, les quartiers relativement sûrs avant la catastrophe qui ont connu une hausse de leur criminalité, notamment violente, pourront faire l'objet de discours reflétant la volonté de freiner le processus de prise de conscience de ces évolutions (cf. *French Quarter*).

Ce type de stratégie s'est observée à l'échelle des anciens grands ensembles de logements sociaux progressivement reconvertis en « quartiers à mixité fonctionnelle/sociale » puisque les autorités ont mis en place certaines mesures visant à accélérer le processus d'ajustement entre la perception héritée et la réalité. Cette stratégie a consisté à changer le nom de ces quartiers pour aider à leur donner une « meilleure image » ou encore à systématiquement utiliser l'ancien nom du quartier pour relater l'occurrence d'événements violents afin de ne pas « entâcher » leur nouvelle appellation. L'usage du nom de la rue a également permis de limiter l'association entre ces nouveaux quartiers et la violence dans la mesure où il ne permet pas aux lecteurs ou aux téléspectateurs d'identifier clairement le lieu de survenue de l'événement violent. Par ailleurs, ce genre de discours visant à effacer le plus vite possible le décalage entre la perception négative qui était celle d'avant Katrina et la nouvelle réalité criminelle, traduit le besoin de justifier les décisions prises par les autorités. Dans le cas des grands ensembles de logements sociaux condamnés après Katrina, les actions de communications des autorités ont ainsi clairement eu pour but de prouver que ces quartiers étaient devenus plus sûrs et ainsi légitimer leur action.

Le cas du *French Quarter* renvoie quant à lui à des stratégies inverses. La volonté pour les autorités mais également pour les résidents (notamment les commerçants, opérateurs touristiques, etc.) de conserver l'image d'un quartier sûr a en effet conduit à des discours parfois très éloignés de la réalité criminelle. En effet, si de nombreux événements violents s'y sont produits après Katrina et que certains taux de criminalité violente, notamment les homicides, ont augmenté à court, moyen et long terme, ce quartier fait l'objet d'un traitement médiatique qui minimise la réalité des faits afin de conserver l'image de quartier sûr, essentielle pour attirer les touristes. Cette forme de déni plus ou moins conscient de la réalité des processus en cours a été constatée sur le terrain lors d'entretien avec certains acteurs en charge de la sécurité urbaine, notamment le chef de la police à qui nous avons demandé de nous renseigner sur le niveau de danger de chacun des Districts de police de la ville. Lorsque nous avons évoqué le cas du District 8, qui correspond aux quartiers les plus touristiques (*French Quarter, Marigny, CBD*), celui-ci a

sans hésitation affirmé qu'il s'agissait d'un secteur « très sûr »⁸³.

Dans la mesure où les habitants structurent principalement leurs représentations à partir des informations transmises par les médias, il semblerait donc que la catastrophe ait pu entraîner de nouvelles distorsions entre les représentations et la criminalité puisque ses évolutions ne se sont pas toujours accompagnées de discours adaptés.

Synthèse sur l'impact de la catastrophe sur le lien entre les représentations du danger et la criminalité

Le décalage temporel entre les transformations fonctionnelles des territoires qui ont pu être brutales et les représentations du danger, qui évoluent plus lentement, permet d'expliquer pourquoi la catastrophe constitue un contexte propice aux distorsions entre les perceptions et la « réalité criminelle » des territoires. D'autre part, les caractéristiques visuelles des changements urbains ont pu influencer les représentations qui ont pu s'éloigner ou se rapprocher de la nouvelle réalité criminelle des territoires. Enfin, les discours médiatiques fondés sur les propos des autorités urbaines, soucieuses de conserver l'image positive des quartiers « vitrines » de la ville, ont également façonné les représentations du danger des habitants. Ainsi, la volonté des gestionnaires de freiner l'ajustement entre les perceptions héritées d'avant la catastrophe et une réalité perçue comme nuisible pour le développement/rétablissement d'un territoire (aggravation de la criminalité), a pu contribuer à maintenir les décalages entre les représentations et la réalité criminelle des quartiers après Katrina. Cette volonté s'est en effet appuyée sur des actions de communication niant la nouvelle réalité criminogène de certains territoires (notamment le quartier touristique du *French Quarter*) qui ont influencé les représentations du danger des habitants.

Les représentations du danger des habitants après la catastrophe peuvent donc être très éloignées de la réalité criminelle, notamment dans les territoires qui ont connu une profonde restructuration, puisqu'elles se sont (re)structurées à partir des :

- Représentations d'avant la catastrophe (perceptions héritées)
- Des transformations structurelles visibles des territoires (dégradation/revitalisation)
- Des discours médiatiques souvent en décalage avec la réalité des faits (stratégies pour conserver ou changer l'image d'un quartier, sensationnalisme, etc.)

⁸³ Entretien avec Ronald Serpas, chef de la police de la Nouvelle-Orléans depuis 2010. Entretien réalisé au cours de l'été 2011.

Dans la mesure où les événements perturbateurs de grande ampleur tel que Katrina ont le potentiel de « redessiner » la géographie urbaine et incidemment l'organisation spatiale de la criminalité et que les représentations n'évoluent pas aussi vite que la réalité fonctionnelle des territoires, les stratégies sécuritaires qui se basent sur ce que les individus pensent être la réalité, risquent fortement de se trouver en décalage avec les problèmes criminels. Alors même que la criminalité a pu fortement baisser à l'échelle de certains territoires, l'insécurité perçue pourra constituer un facteur limitant leur rétablissement puisqu'elle limite leur attractivité et, incidemment leur potentiel de reconstruction. Dès lors, il semble nécessaire de se pencher sur la question de la gestion de l'insécurité dans le contexte spécifique de l'après catastrophe dans la mesure où le lien entre l'insécurité urbaine (subjective et objective) et la catastrophe est fort. Les transformations urbaines engendrées, ou plutôt amplifiées par la catastrophe ont en effet eu un impact sur l'insécurité (matérialisée, perçue, gérée) mais l'insécurité a également agi sur la catastrophe, ou plutôt sur son prolongement temporel (faible résilience) puisque la criminalité et l'insécurité perçue ont constitué des entraves au rétablissement des territoires (lien 1). Par ailleurs, les territoires vulnérables aux catastrophes s'avèrent être les plus vulnérables à l'insécurité aussi bien objective que perçue. Pour ces raisons, agir de manière préventive sur l'insécurité des territoires vulnérables (peu résilients) permettrait de réduire le risque criminel à l'échelle de la ville, ce qui faciliterait ainsi le processus de rétablissement urbain *post* catastrophe.

12.3. L'insécurité urbaine, une sérieuse menace au rétablissement durable d'une ville après une catastrophe nécessitant des réponses globales et adaptées

L'insécurité urbaine, quelle soit objective ou subjective, constitue une véritable entrave au rétablissement des territoires, notamment les moins résilients devenus très propices au développement des activités criminelles. Dès lors, l'insécurité devrait faire l'objet de réponses préventives visant à agir sur les facteurs favorisant son émergence ou son renforcement, ce qui permettrait de grandement faciliter le processus de rétablissement et de développement à long terme de ces territoires (12.3.1). Par ailleurs, l'analyse systémique du risque criminel montre que si l'insécurité, tant vécue que perçue, a pu baisser à l'échelle des territoires résilients, la reconstruction à « deux vitesses » de la Nouvelle-Orléans caractérisée par un renforcement des inégalités de développement, a aggravé le risque criminel à l'échelle de la ville en raison de l'affaiblissement de très nombreux quartiers de la ville formant des « poches de criminalité » qui menacent l'équilibre sécuritaire des territoires résilients. Les réponses à l'insécurité urbaine dans le contexte *post* catastrophe nécessitent donc de prendre en compte le risque criminel *via* une approche

globale (holistique) prenant en compte les liens fonctionnels entre les territoires, ceci afin d'agir durablement sur la sécurité urbaine (12.3.2). L'analyse du lien entre Katrina et l'insécurité urbaine à la Nouvelle-Orléans met ainsi à mal la définition de la catastrophe comme phénomène essentiellement négatif (De Richemont, 2013) dans la mesure où celle-ci peut s'avérer être une occasion unique pour renforcer la sécurité urbaine. En effet, ces événements jugés catastrophiques peuvent être appréhendés comme des « fenêtres d'opportunités préventives » comme l'illustre le cas de la ville de Los Angeles qui a su tirer profit du séisme de 1994 pour agir efficacement contre l'insécurité, notamment à l'échelle de secteurs très vulnérables aux activités criminelles. Néanmoins, l'absence d'anticipation et de préparation à la reconstruction limite considérablement la possibilité d'introduire des réponses préventives en raison de l'urgence dans laquelle les réponses doivent être apportées. Une plus grande considération de la problématique de l'insécurité urbaine par les recherches portant sur les catastrophes semble donc nécessaire afin de pouvoir intégrer les questions sécuritaires aux plans de gestion de crise et de reconstruction *post* catastrophe (12.3.3).

12.3.1. Des territoires vulnérables fortement entravés dans leur rétablissement par l'insécurité urbaine

Les territoires très affaiblis par Katrina ont connu une aggravation de leur insécurité qui a fortement entravé leur capacité de rétablissement. Ceux-ci sont en effet devenus très propices au développement des activités criminelles qui constituent un indicateur de leur faible résilience. Les processus rétroactifs entre l'affaiblissement de ces territoires et l'insécurité urbaine soulèvent la question des réponses qui permettraient d'agir sur les facteurs territoriaux de vulnérabilité afin de freiner le cercle vicieux de déclin de ces territoires.

12.3.1.1. Des liens rétroactifs forts entre l'insécurité urbaine et la résilience

- La catastrophe aggrave l'insécurité (1) et l'insécurité freine la résilience des territoires (2)

L'approche systémique du lien entre l'environnement urbain et l'insécurité (vécue/perçue) à l'échelle des territoires peu résilients qui s'avèrent être les plus vulnérables, permet de mettre à jour les processus rétroactifs que maintiennent ces territoires dans un état de déprise (cf. théorie de la vitre cassée). L'insécurité, qui s'est aggravée après la catastrophe, s'est en effet « autoalimentée » par l'affaiblissement graduel de ces territoires totalement entravés dans leur rétablissement par cette insécurité prégnante (cercle vicieux). La figure 258 illustre ce cycle de dégradation et de renforcement de l'insécurité qui empêche la résilience du territoire.

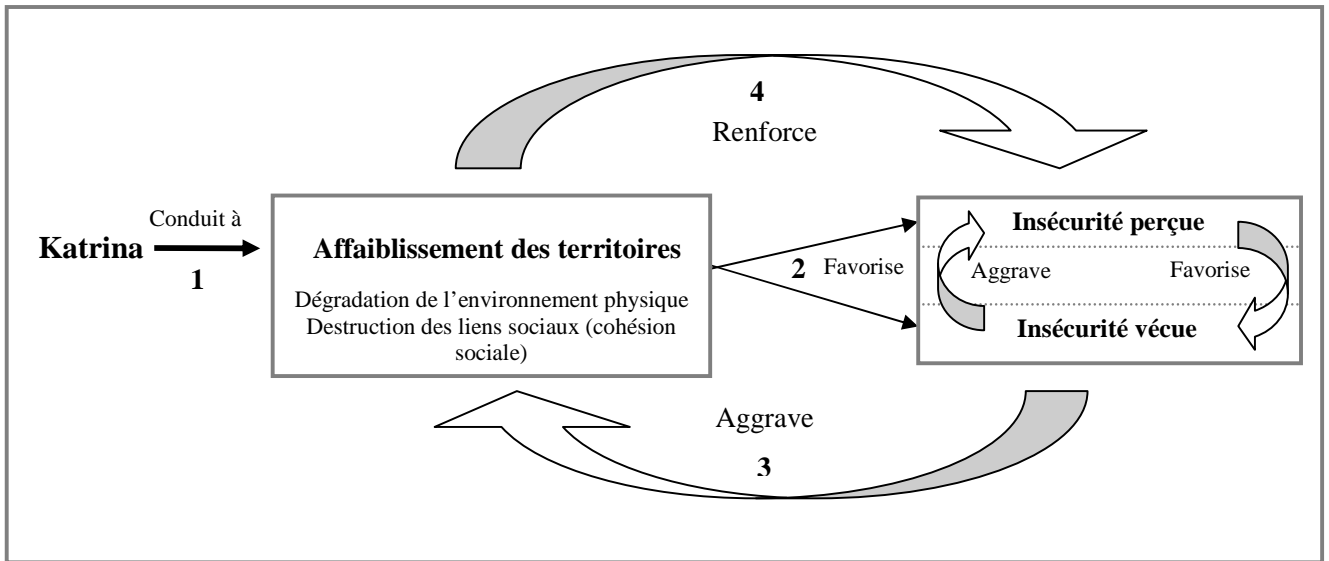


Figure 258 : Dynamique rétroactive entre l'affaiblissement des territoires et l'insécurité urbaine (réalisation propre).

1- La catastrophe Katrina a conduit à une forte dégradation de l'environnement urbain se matérialisant par une multiplication des désordres physiques tels que les constructions vacantes à l'abandon, l'accumulation de déchets, l'abondance de la végétation, etc. D'autre part, la catastrophe a conduit à une destruction des liens sociaux qui existaient avant l'évènement entre les résidents d'un même quartier en raison de la baisse du nombre d'habitants et de l'arrivée de nouveaux occupants (cf. désorganisation sociale).

2- La dégradation de l'environnement physique et l'affaiblissement de la cohésion sociale ont favorisé l'insécurité tant perçue que vécue. L'aspect physique du quartier et la perte des relations de voisinage ont, d'une part, fortement amplifié le sentiment d'insécurité des résidents, qui, devenus plus craintifs, se sont repliés sur la sphère privée et, d'autre part, ont favorisé la criminalité puisque la présence de structures vacantes à l'abandon a constitué un facteur favorable au développement des activités criminelles. Par ailleurs, l'aggravation de l'insécurité perçue a favorisé la criminalité puisque la peur exacerbée des résidents les a conduits à désertier les lieux publics, devenant ainsi propices au développement des activités criminelles. D'autre part, la baisse de la surveillance naturelle, couplée à une plus faible présence policière (cf. 11.1), a favorisé le passage à l'acte des criminels (théorie des opportunités criminelles). Ce renforcement de la criminalité a en retour amplifié l'insécurité perçue affaiblissant encore davantage la cohésion sociale entre les résidents vivant retranchés chez eux. Ces derniers craignant pour leur sécurité, principalement par peur des représailles, ont par ailleurs pu renoncer à reporter les activités criminelles ou les différents crimes et infractions constatés. Ce désengagement renforcé des résidents dans la résolution des problèmes du quartier a contribué à rendre le territoire particulièrement « confortable » pour les criminels, notamment les trafiquants de drogue dans la mesure où le risque d'être dénoncé par les résidents est très faible et que la persistance des désordres, notamment le *blight*, a favorisé l'organisation

de leurs activités.

3- Cette insécurité objective prégnante combinée à la peur chronique des habitants, a contribué à renforcer encore plus l'affaiblissement du territoire puisque les individus en ayant les moyens ont pu quitter le quartier, ce qui a conduit, d'une part, à exacerber les carences en matière de cohésion sociale et, d'autre part, à augmenter encore davantage le nombre de logements vacants dans le secteur. En effet, de nombreux habitants et commerçants qui avaient pu se réinstaller après Katrina, ont pu être dissuadés de rester dans le secteur devenu très insécure en raison d'une dégradation de l'environnement urbain se maintenant dans le temps, principalement matérialisée par la présence de nombreux logements vacants en délabrement (effet de « contagion »).

4- Cet affaiblissement renforcé du territoire a généré plus d'insécurité encore parmi les résidents forcés à se résigner à vivre retranchés chez eux faute d'autres alternatives. A ce stade, le territoire devient idéal, d'une part, pour les criminels, qui, non « surveillés » ne sont pas freinés dans leur passage à l'acte et, d'autre part, pour les trafiquants de drogue bénéficiant d'« infrastructures » adaptées à leur trafics et pouvant mener à bien leurs activités sans crainte d'être dénoncés.

Au-delà des effets délétères de l'insécurité urbaine sur l'affaiblissement des territoires (lien 3), la résilience a également été entravée par l'image insécure des quartiers peu résilients qui a pu, certes, dissuader le retour des anciens habitants mais également l'arrivée de nouveaux résidents. Par ailleurs, l'insécurité perçue par les individus extérieurs à ces quartiers a pu conduire à des stratégies d'évitement qui ont contribué à leur « désertion » et, incidemment, à les rendre encore davantage ouverts aux activités criminelles. L'insécurité tant objective que subjective constitue donc un frein majeur au rétablissement des territoires vulnérables où les résidents n'ont pas pu prendre en charge la reconstruction de leur quartier.

12.3.1.2. Les activités criminelles, un indicateur pertinent de la vulnérabilité des territoires

Les territoires vulnérables qui ont connu un renforcement de leur insécurité ont constitué de véritables « poches de criminalité » où les activités criminelles, notamment le trafic de drogue, ont proliféré et où les habitants, vivant dans la peur, se sont totalement désinvestis de la vie communautaire (12.3.1.1). Plus que la criminalité (faits), les activités criminelles constituent un indicateur particulièrement pertinent pour mesurer le niveau de résilience des territoires. En effet, les territoires où les activités criminelles se sont développées constituent les territoires les plus vulnérables (à court terme) et les moins résilients (à long terme). Ainsi, certains quartiers tels que ceux localisés dans le secteur de *Lakeview* qui ont pu se montrer vulnérables à court terme mais qui ont su se remettre de la catastrophe, notamment en gérant efficacement la question des logements inoccupés, ont pu devenir favorables, à court terme, aux activités criminelles.

En revanche, leur rétablissement caractérisé par une forte implication citoyenne a pu, à plus long terme, limiter le développement des activités criminelles, contraintes à se déplacer vers des secteurs plus vulnérables (moins résilients). Les quartiers dans lesquels les habitants se sont montrés incapables de prendre en main la reconstruction se sont, au contraire, caractérisés par un maintien de ces activités sur le long terme, ce qui témoigne de leur faible résilience.

Si les activités criminelles constituent un indicateur pertinent pour évaluer la résilience des territoires, les données sur les appels d'urgences relatifs à la drogue constituent un indicateur partiel de la vulnérabilité des territoires puisque, tout comme les données criminelles, elles n'offrent qu'un portrait partiel de la réalité criminelle. La qualité de ces données dépend en effet de l'implication des habitants dans le report des activités criminelles, qui nous l'avons vu, peut être faible en raison de la crainte des représailles ou du sentiment que la police n'interviendra pas ou de manière inefficace. Il est donc difficile de mesurer le risque objectif dans les territoires les plus vulnérables en raison des faibles taux de reports des crimes et des activités criminelles. Les territoires en marge⁸⁴ de la reconstruction, s'ils peuvent présenter des taux de criminalité et d'appels d'urgence relativement bas au regard d'autres territoires plus résilients (cf. 10), constituent toutefois de véritables « poches de pauvreté » rongées par les activités criminelles (zone de confort pour les criminels) qui anéantissent toute possibilité de rétablissement puisqu'elles contribuent à maintenir le territoire dans un état de déprise (12.3.1.1). Pour ces raisons, les données relatives à la criminalité et aux appels d'urgence doivent être analysées avec précaution puisque si elles s'avèrent utiles pour évaluer la vulnérabilité d'un quartier, elles nécessitent d'être complétées par une approche de terrain permettant de mesurer avec plus de justesse l'ampleur des activités criminelles sévissant dans le quartier.

12.3.1.3. Agir sur les facteurs territoriaux d'insécurité pour favoriser la résilience

D'après Pratt et Gau (2010) agir sur les « désordres » constituerait une méthode de prévention de la criminalité puisque l'action sur l'environnement urbain indiquerait aux individus enclins au crime que le quartier est « sous contrôle » et que le risque de se faire appréhender est réel. D'autre part, la réduction des désordres physiques tels que le *blight* permettrait, dans le contexte particulier de l'après catastrophe, de considérablement réduire l'insécurité perçue et de prévenir les processus rétroactifs entre l'insécurité et la dégradation du quartier (12.3.3.1). Dans la mesure où les représentations, plus que la réalité (insécurité objective), conditionnent les actions des individus, il semble crucial d'agir sur les « signaux physiques » qui favorisent la peur du crime. Cela permettrait de favoriser la résilience de ces territoires par le biais de la reconstitution de liens de voisinages qui s'avèrent être essentiels pour prévenir la criminalité et favoriser le sentiment de sécurité.

⁸⁴ Cf. Bailly et al. 1983. Les auteurs investissent ici le concept de marginalité et définissent le « marginal » (individu ou territoire) comme étant dans « un état d'isolement relationnel par suite de la réalité géographique mais aussi dans un isolement social qui l'écarte des processus d'interaction. ».

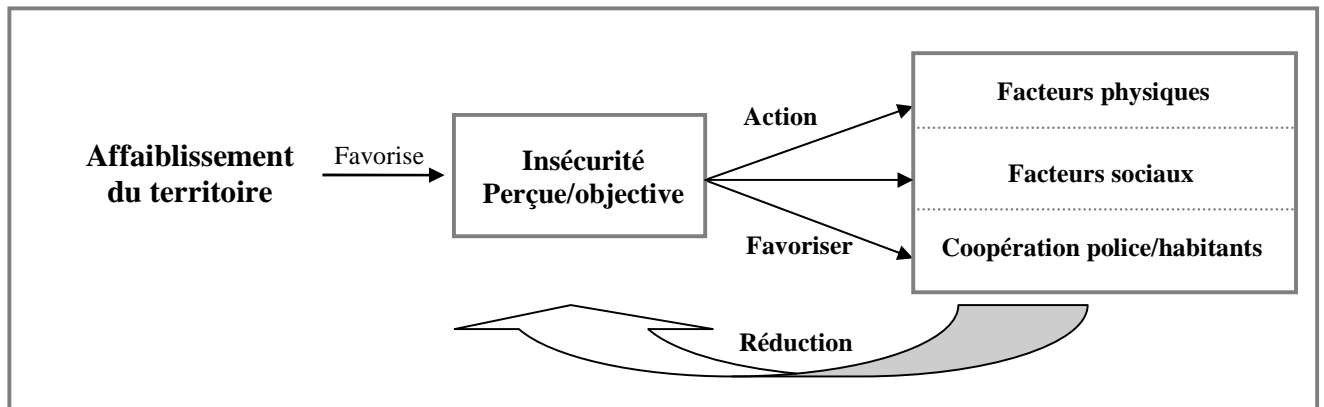


Figure 259 : Une action sur les facteurs d'insécurité favorisant la résilience des territoires vulnérables (réalisation propre).

Si l'action sur les facteurs physiques d'insécurité tels que le *blight* et autres désordres, est essentielle pour prévenir la criminalité et réduire l'insécurité perçue, une prise en charge des facteurs sociaux qui contribuent à favoriser l'insécurité s'avère fondamentale pour que les impacts des mesures de prévention de l'insécurité s'inscrivent dans la durée. À l'échelle des territoires où les habitants vivent captifs d'une situation subie et où de nombreux résidents hésitent à quitter le quartier, la mise en place d'un engagement collectif pour la « prise en main du quartier » semble difficile à envisager (cf. Body-Gendrot, 2005). Sans reconstitution d'une vie communautaire, qui avant la catastrophe pouvait être plus ou moins active, il paraît difficilement imaginable que les simples actions sur l'environnement physique aient un réel impact sur l'insécurité. S'il semble essentiel de favoriser l'engagement collectif des habitants dans la lutte contre l'insécurité à l'échelle des territoires les plus vulnérables, cet engagement est fortement limité par la faible cohésion sociale entre les habitants ainsi que par leur manque de confiance en la police. Pour ces raisons, la mise en place par les autorités locales de programmes visant à rapprocher la police et les résidents, y compris les plus défavorisés, pour identifier les problèmes les plus préoccupants à l'échelle de leur territoire de vie, permettrait de restaurer, dans une certaine mesure, la communication entre les résidents et les gestionnaires et d'autre part, de rétablir les liens de voisinages entre les résidents. La mise en place de rencontres hebdomadaires entre les résidents et certains représentants du corps policier constituerait une méthode simple et efficace permettant, dans un premier temps, d'identifier les principales sources d'insécurité des habitants et, dans un second temps, d'agir en priorité sur ces problématiques sécuritaires. On imagine bien que dans un contexte *post* catastrophe non guidé par les autorités locales et où la reconstruction incombe aux résidents, l'engagement collectif dans les territoires les plus affaiblis a peu de chance de se mettre en place sans l'appui des autorités.

L'enquête sur les représentations du danger conduite auprès des habitants de la Nouvelle-Orléans (cf. 11.1) a permis de mettre en évidence les mesures de réduction du risque criminel considérées comme les plus efficaces. Les résultats montrent que l'implication citoyenne arrive en première position (77.3%),

suivie de près par les actions visant à favoriser l'accès à l'emploi (74.6%) ainsi que le renforcement de la présence policière (73.3%). Toutefois, la présence policière a de loin été la plus citée comme réponse de première importance par les habitants (34.6%), largement devant l'accès à l'emploi (26.6%) et l'implication citoyenne (21.3%). Par ailleurs, le « *community policing* » arrive en troisième position des réponses les plus citées comme de première importance (22.6%) alors qu'elle ne figure pas parmi les réponses les plus citées (total de citation).

Mesures de réduction du risque criminel	Ordre d'importance						Total de citations	% de citations
	1	2	3	4	5	6		
Renforcement de la présence policière	104	40	36	20	16	4	220	73.3
« <i>Community Policing</i> »	68	16	40	20	24	28	196	65.3
Favoriser l'accès à l'emploi	80	24	8	36	24	52	224	74.6
Eradication des logements vacants délabrés	40	4	16	40	48	48	196	65.3
Implication citoyenne (NWP)	64	52	44	40	20	12	232	77.3

Tableau 70 : Facteurs de prévention de la criminalité jugés plus pertinents par les habitants.

Idéalement, la gestion de l'insécurité urbaine dans le contexte *post* catastrophe, devrait passer par la combinaison d'actions portant sur l'environnement bâti (prise en charge des logements vacants) et d'actions visant à reconstituer les liens sociaux entre les résidents d'un même quartier en favorisant l'implication des citoyens dans la promotion de leur sécurité en coopération avec les forces de l'ordre. Ceci permettrait de renforcer l'efficacité collective des territoires, notamment les plus vulnérables, et ainsi de promouvoir une sécurité durable et adaptée à chaque contexte micro local. D'autre part, cela permettrait de considérablement favoriser le rétablissement des territoires fortement dégradés et affaiblis dans leur fonctionnement par la catastrophe.

12.3.2. Une reconstruction hétérogène propice au renforcement du risque criminel (fonctionnement territorial de la criminalité)

L'approche systémique du risque criminel permet de montrer que la reconstruction de la ville a conduit à renforcer le risque en raison de l'aggravation des inégalités de développement des territoires qui s'est accompagnée, d'une part, d'un renforcement de la vulnérabilité à l'insécurité des territoires peu résilients et, d'autre part, d'une plus grande sécurité à l'échelle des territoires résilients. L'analyse du risque à l'échelle de découpages territoriaux qui facilitent, certes, l'analyse des données, nécessite d'être complétée par une approche permettant d'investir le fonctionnement territorial de la criminalité. Cette approche permet en effet de montrer que si les territoires résilients se sont caractérisés après Katrina par une baisse de leur vulnérabilité intrinsèque, ceux-ci ont en revanche connu une exposition plus prononcée au risque criminel en raison de la fragilisation des territoires peu résilients où les activités criminelles se sont

intensifiées. La proximité géographique entre des territoires très hétérogènes formant des « bassins d'opportunités » et des « zones de confort » pour les criminels (poches de criminalité), permet d'expliquer le rôle de catalyseur de Katrina sur la vulnérabilité territoriale. L'approche systémique du risque criminel à l'échelle de la ville met ainsi en exergue l'importance de la prise en compte par les gestionnaires en charge de la sécurité urbaine des liens entre territoires hétérogènes « fonctionnant en système ».

12.3.2.1. Des inégalités de développement des territoires amplifiées par la catastrophe et sa gestion qui menacent l'équilibre sécuritaire de la ville

L'affaiblissement des territoires peu résilients devenus plus vulnérables à l'insécurité (12.3.1), concomitant à la revitalisation des territoires résilients et déjà fonctionnels avant Katrina, a constitué un contexte propice au renforcement du risque criminel, y compris à l'échelle des territoires devenus intrinsèquement moins vulnérables. Malgré un renforcement de leur sécurité (contrôle territorial), les territoires résilients sont en effet devenus davantage exposés à la menace criminelle en raison de la multiplication des activités criminelles à l'échelle des territoires peu résilients localisés à proximité directe. Par ailleurs, l'augmentation du nombre de cibles attractives à l'échelle des territoires en gentrification a exposé ces derniers à une criminalité prédatrice en provenance des secteurs adjacents formant des « zones de confort » pour les criminels (territoires peu résilients).

- Des échanges entre les « territoires attractifs » et les « territoires générateurs » favorisés par le renforcement des inégalités territoriales

Le renforcement des inégalités de développement des territoires après Katrina, qui reflète le processus de reconstruction « à deux vitesses » de la ville, a constitué un facteur d'aggravation du risque criminel en raison de flux entre des secteurs hétérogènes, qui ont été favorisés par les mutations urbaines en cours dans le centre de la ville ainsi que par l'affaiblissement durable des territoires déjà en déprise avant la crise de 2005. Le développement des activités criminelles dans les secteurs peu résilients a constitué une menace pour l'équilibre sécuritaire de la ville puisqu'il a favorisé les flux criminels vers les « réservoirs d'opportunités » (territoires résilients) (figure 261). La reconstruction « par le bas » a ainsi conduit à un « rejeu » des vulnérabilités *pre* catastrophe en aggravant les problèmes d'insécurité chronique dans les secteurs défavorisés et en renforçant la sécurité des territoires « vitrine » de la ville (cf. chapitre 4). Cette reconstruction « mosaïque » a donc alimenté la criminalité en raison d'un contexte propice au développement du trafic de drogue qui se trouve à la base de la criminalité locale (cf. chapitre 5). Les deux dynamiques inverses de revitalisation et de gentrification du centre-ville et de paupérisation des secteurs

périphériques ont en effet favorisé les activités liées à la drogue en maintenant des « poches de criminalité » où s'effectuent les trafics et en créant une demande qui a pu se renforcer avec l'arrivée de nouveaux consommateurs (« gentrifiers ») ou en raison d'une demande plus forte qu'avant la catastrophe (problèmes psychologiques⁸⁵). Les territoires qui ont bénéficié de retombées positives de la catastrophe (gentrification) ont par ailleurs généré davantage d'opportunités criminelles en raison de l'augmentation du nombre de cibles attractives et accessibles.

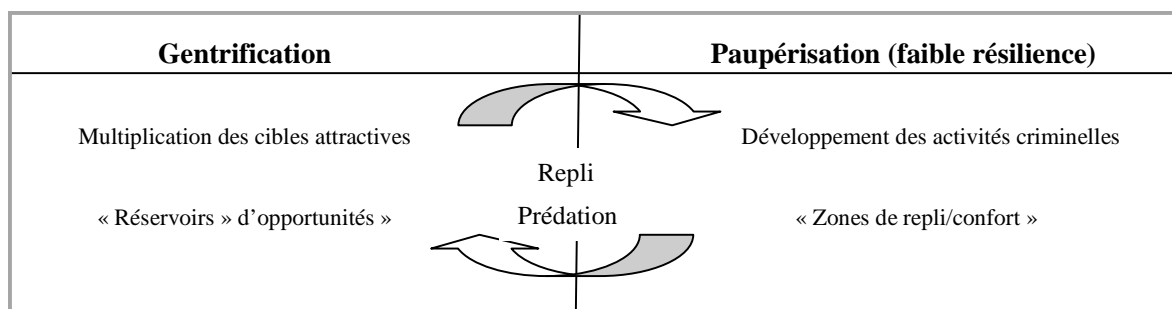


Figure 260 : Deux dynamiques de développement des territoires accélérées par Katrina favorisant les flux criminels entre territoires hétérogènes (réalisation propre).

Le fonctionnement « en archipel » du territoire urbain, qui s'apparente en quelque sorte à une « mer de déclin » ponctuée d'« îles de prospérité »⁸⁶, constitue donc un facteur de risque qui permet de fortement nuancer l'idée d'une amélioration de la sécurité urbaine après Katrina. La proximité spatiale entre les territoires résilients et peu résilients en proie aux activités criminelles a en effet favorisé les flux criminels « prédateurs » entre les « bassins d'opportunité et de consommateurs » (territoires générateurs) et les « zones de confort » (territoires attractifs). Les territoires en gentrification, qui se localisent à proximité des territoires peu résilients, constituent ainsi des secteurs de « prédation » privilégiés en raison, d'une part, de la présence de cibles attractives et très accessibles et, d'autre part, de la possibilité pour les criminels de se « replier » rapidement vers les secteurs « refuges » (ou « zones de confort ») qui correspondent aux territoires peu résilients. Par ailleurs, les flux liés au trafic de drogue ont pu être facilités par les transformations territoriales *post* Katrina. Les consommateurs de drogues (anciens ou nouveaux) ont en effet pu effectuer des transactions rapides en trouvant à proximité de leur lieu de résidence de nombreux fournisseurs.

Les dynamiques urbaines en cours après Katrina permettent donc d'avancer l'hypothèse d'une aggravation du risque criminel malgré une baisse des taux de criminalité violente et non violente à l'échelle de la ville (cf. chapitre 8 et 10). Ce risque accru est à relier aux « flux criminels prédateurs » et aux flux de

⁸⁵ D'après de nombreux témoignages d'habitants et universitaires de la Nouvelle-Orléans, le syndrome de stress *post* traumatique (PTSD) causé par le passage du cyclone Katrina aurait conduit à renforcer la demande locale en drogue, notamment en drogue dures (héroïne, cocaïne et leurs dérivés tels que le crack).

⁸⁶ Ou pour reprendre les termes de Blokland et Roe (2008) à un « océan de dégradation urbaine ponctué d'atolls de quartiers bien entretenus » (traduit et cité par Hernandez, 2010).

consommateurs de drogue qui ont été facilités par une configuration géographique mettant en contact des territoires très hétérogènes. Le développement des activités criminelles dans les territoires peu résilients et l'augmentation de cibles attractives et accessibles à l'échelle des secteurs en gentrification ont en effet fortement contribué au renforcement du risque (figure 261).

La carte qui suit illustre les différents flux criminels entre les territoires peu résilients formant des « zones de repli » pour les criminels et les territoires résilients formant des « bassins d'opportunités et de consommateurs ». Les flux criminels favorisés par les transformations territoriales *post* Katrina sont de plusieurs ordres :

- Déplacement des criminels des secteurs peu résilients vers les bassins d'opportunités
- Repli des criminels des bassins d'opportunités vers les « zones de confort » (territoires peu résilients)
- Déplacement des consommateurs de drogue des secteurs résilients vers les territoires peu résilients où s'effectuent les trafics
- Repli des consommateurs de drogue vers les secteurs résilients (secteurs « sûrs »)

Le secteur qui borde le Mississippi et qui a connu des dynamiques de revitalisation et de gentrification après Katrina, est exposé à une menace criminelle en provenance des secteurs Nord où se concentrent les activités criminelles. Les espaces qui se localisent en marge de ce « bassin d'opportunités » sont particulièrement exposés en raison de leur proximité directe avec les « zones de confort ». L'effet de « contagion »⁸⁷ à l'échelle de ces secteurs est en effet particulièrement prononcé. La présence de « territoires dissuasifs » (bleu) à l'échelle des secteurs résilients d'*Uptown* et de *Lakeview* et des deux secteurs résidentiels de *Gentilly* et de *New Orleans East*, très affaiblis par la catastrophe, constituent théoriquement des zones restrictives pour les activités criminelles (trafic de drogue) et dissuasives pour le passage à l'acte (faits criminels). Toutefois, la possibilité pour les criminels de rapidement se replier vers des zones de confort peu surveillées et peu peuplées, pourra favoriser leur passage à l'acte y compris à l'échelle des secteurs où les habitants ont mis en place des stratégies de contrôle renforcé de leur territoire (*Security Districts*).

⁸⁷ Par « effet de contagion » nous entendons le phénomène de « débordement » de la criminalité vers les secteurs en marge des « territoires attractifs » où se concentrent les activités criminelles (secteurs peu résilients).

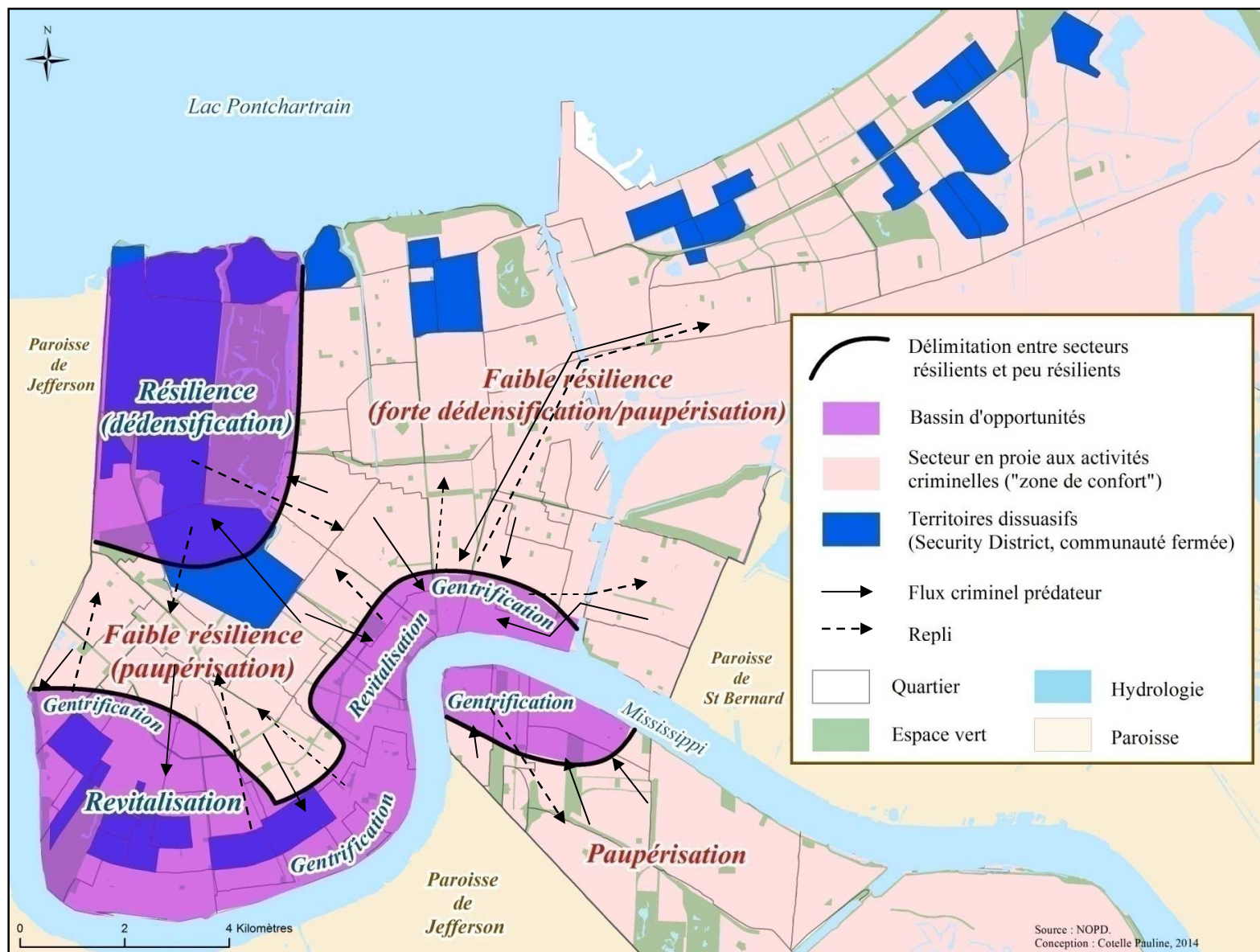


Figure 261 : Aggravation du risque criminel consécutive à l'affaiblissement des territoires en marge de la reconstruction favorisant les flux criminels prédateurs.

12.3.2.2. Des territoires résilients moins vulnérables mais plus exposés au risque criminel (bassins d'opportunités criminelles)

Après Katrina, les territoires qui se sont rapidement relevés des effets de la catastrophe (revitalisation/gentrification) ont, de manière générale, connu une baisse de leur insécurité, tant objective que perçue. Cette baisse est à rattacher au renforcement du contrôle territorial se traduisant notamment par le développement de stratégies sécuritaires nouvelles ou renforcées (*Security District*, renforcement de la couverture policière). Si ces territoires bénéficiant d'une plus grande sécurité ont pu devenir intrinsèquement moins vulnérables en raison d'une surveillance naturelle et formelle accrue, ils sont toutefois devenus plus exposés au risque criminel en raison, d'une part, de la multiplication des cibles attractives générant de nombreuses opportunités criminelles et, d'autre part, de leur proximité avec les territoires peu résilients où les activités criminelles ont proliféré et qui les exposent, par « effet de contagion », à une menace criminelle permanente (cf. 12.3.2.1.). Dés lors, si la criminalité a pu baisser à l'échelle des territoires résilients en raison d'un renforcement des stratégies de contrôle territorial par les habitants (surveillance naturelle) et les gestionnaires (surveillance formelle), le risque criminel pourra toutefois s'être aggravé en raison de l'affaiblissement des territoires en marge de la reconstruction constituant une menace à l'équilibre sécuritaire de la ville dans son ensemble (figure 262).

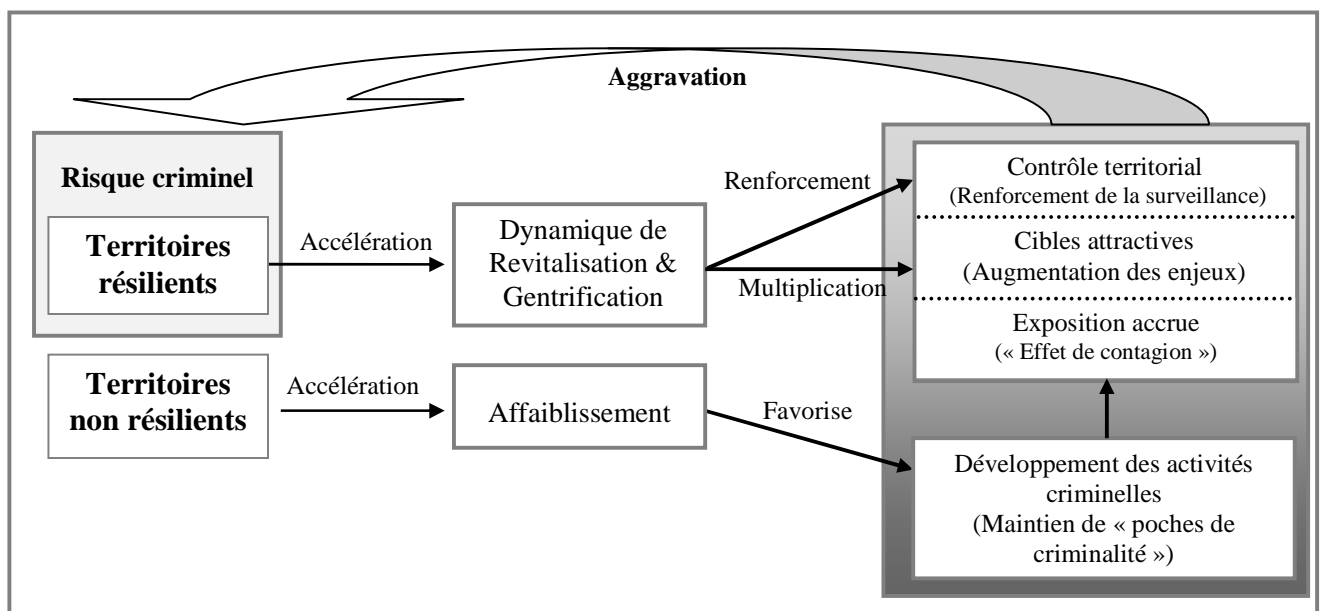


Figure 262 : Renforcement du risque criminel à l'échelle des territoires résilients généré par une exposition accrue à la menace criminelle (réalisation propre).

L'augmentation des taux d'homicides ou des agressions violentes à l'échelle de certains quartiers caractérisés par une dynamique de revitalisation ou de gentrification, peut témoigner du renforcement du

risque évoqué ici. Le cas du *French Quarter* est intéressant pour développer ce point dans la mesure où celui-ci a connu une augmentation de ses taux d'homicides après Katrina et continue aujourd'hui de subir des épisodes violents récurrents qui menacent sérieusement son équilibre sécuritaire.

- Le cas du *French Quarter* pour illustrer le renforcement du risque criminel à l'échelle des territoires ayant renforcé leur contrôle territorial

Les événements récents survenus dans ce quartier « vitrine » de la Nouvelle-Orléans mettent à mal l'idée souvent avancée par les autorités et gestionnaires (police) d'une amélioration de sa sécurité depuis Katrina. Les événements très violents qui ont pris place au cœur du quartier, notamment sur la rue de *Bourbon Street*, la plus touristique de la ville, s'ils semblent indiquer une plus forte exposition du quartier à la menace criminelle, constituent par ailleurs une sérieuse menace pour l'industrie du tourisme dans la mesure où ces événements ont mis en scène de nombreux touristes victimes de fusillades. Lors du weekend de célébration de la fête d'Halloween en 2011, une série de fusillades, dont deux d'entre elles avaient pris place dans et à proximité directe du *French Quarter*, avait attiré l'attention des médias nationaux ne manquant pas de souligner le caractère persistant du danger dans les rues de la Nouvelle-Orléans⁸⁸.



Figure 263 : Aggravation de la violence après Katrina à l'échelle de la « vitrine touristique » de la Nouvelle-Orléans (article du *Times Picayune* du 02/11/2011 relatant une fusillade survenue dans le *French Quarter*). (Clichés de l'auteur).

Similairement, un autre événement violent survenu à la fin du mois de juin 2014 qui a fait un dizaine de victimes dont plusieurs touristes, a de nouveau mis sur le devant de la scène la problématique sécuritaire de la Nouvelle-Orléans et son impact préjudiciable sur l'économie locale. La citation ci-dessous qui est tirée du *Times Picayune*⁸⁹ illustre bien la problématique de la dégradation sécuritaire, du moins objective, du *French Quarter* et le risque d'une dégradation de l'image de la ville dans son ensemble ;

⁸⁸ Cf. "Mayor: New Orleanians battling for 'future of the city' after Halloween shootings" (*Times Picayune*, 01/11/2011).

⁸⁹ Cf. "Bourbon Street shooting leaves 10 wounded, 2 critically, tourism image scared" (*Times Picayune*, 29/06/2014).

« Of particular concern to a city with tourism as its lifeblood is a string of recent shootings along some of New Orleans' busiest and most well-known streets. [...] "I live in the 7th Ward, and there you hear gunshots a lot [...] I'm a little bit desensitized to it. But Bourbon Street is like the bread and butter of tourism in New Orleans. For that to happen on Bourbon Street, crowded on a Saturday night, people around the world are going to hear about that and think maybe it's not safe to visit New Orleans."» (*Times Picayune*, 29/06/2014).

Cette aggravation de l'insécurité, ici perçue par un résident du quartier du *Seventh Ward*, nous semble être à rattacher, d'une part, au renforcement des inégalités de développement des territoires qui ont favorisé le développement des activités criminelles (12.3.2.1) et, d'autre part, aux nombreuses mutations fonctionnelles des territoires qui ont conduit à une reterritorialisation des activités criminelles (cf. 10.3). D'autre part, il semblerait que la sécurité mise en avant par les autorités locales soit davantage le produit de stratégies discursives visant à conserver l'image d'une ville sûre, notamment des quartiers touristiques, que le reflet de la réalité criminelle. Le témoignage d'un habitant impliqué dans la sensibilisation du public quant au problème de la violence de la ville⁹⁰, appui nos propos dans la mesure où celui-ci avance que le souci des autorités d'agir sur les perceptions des citoyens revêt une plus grande importance que de résoudre les problèmes réels ;

“I think the idea is that part of moving in a good direction means you have to make people believe that it is getting better. I also think perception is more important to the city than solving actual problems.” (John Richie, juin 2014).

L'idée d'une plus forte exposition au risque criminel de quartiers ayant bénéficiés de retombées positives de la catastrophe, ceci malgré un renforcement des stratégies sécuritaires, peut également contribuer à expliquer les représentations mixtes dont fait l'objet le quartier du *French Quarter*. En effet, si ce quartier parmi les plus criminogènes au regard de ses taux de criminalité violente (toutes catégories confondues) fait l'objet de représentation majoritairement positives (habitants), certains habitants, et la plupart des policiers le perçoivent comme dangereux, probablement parce que ceux-ci sont davantage conscients de sa réalité criminelle. L'image du *French Quarter* comme principale destination touristique de la ville explique pourquoi ce quartier fortement criminogène bénéficie d'une bonne réputation, notamment parmi les personnes qui ne le fréquentent qu'occasionnellement et qui n'ont pas connaissance des événements violents (fusillades) survenus au cours des dernières années. Malgré les discours rassurants des autorités quant à la sécurité des quartiers touristiques, notamment le *French Quarter*, l'occurrence de tels incidents représente une sérieuse menace à l'équilibre sécuritaire précaire de la Nouvelle-Orléans.

- Conséquences possibles à long terme d'un fonctionnement urbain « à deux vitesses » maintenant des poches de criminalité

⁹⁰ Cf. Film réalisé par John Ritchie portant sur la question des meurtres dans la ville de la Nouvelle-Orléans: <http://www.shellshockeddoc.com/index.html>

Il est possible d'envisager une détérioration de la sécurité des territoires « sous haute protection », si la manifestation d'événements violents similaires à ceux survenus dans le *French Quarter* se répète fréquemment. Par ailleurs, l'affaiblissement de la surveillance de ces territoires, pour quelques raisons que ce soit, pourrait conduire à une dégradation rapide de la sécurité qui pourra se manifester par la survenue de vagues de violence en raison de la persistance de territoires en marge du processus de développement où les activités criminelles prolifèrent depuis la catastrophe. Cette aggravation du climat sécuritaire pourrait entraîner une réaction des autorités et des habitants se traduisant par le développement de nouvelles stratégies répressives ou communautaristes qui elles-mêmes contribueraient en retour à renforcer les processus de ségrégation socio-spatiale déjà à l'œuvre. La décision en 2010 des résidents et commerçants du *French Quarter* de mettre en place un *Security District* à l'échelle du quartier semble témoigner de l'aggravation du climat sécuritaire ceci malgré les discours rassurants des gestionnaires notamment du chef de la police.

Par ailleurs, dans le cas d'une catastrophe future, il est possible d'envisager le risque de manifestation de violences intercommunautaires similaires à celles survenues dans les deux quartiers de *Leonidas* et d'*Algiers Point* (cf. 7.2). En effet, le renforcement des inégalités de développement des territoires, qui se traduit par des contrastes de sécurité très prononcés, constitue le terreau fertile à l'accroissement des tensions communautaires pouvant aboutir à des affrontements violents en temps de crise.

L'approche géographique présentée précédemment permet de montrer le lien territorial entre la catastrophe Katrina et l'évolution du risque criminel dans la mesure où les mutations urbaines qui ont « redessiné » la géographie de la Nouvelle-Orléans, contribuent à expliquer l'aggravation du risque. Cette aggravation du risque criminel à l'échelle de la ville soulève dès lors la question des réponses des gestionnaires à l'insécurité qui, se concentrant sur certains secteurs aux détriments d'autres, ne permettent pas de gérer efficacement le risque criminel.

12.3.2.3. Des réponses sécuritaires devant prendre en compte les liens entre territoires hétérogènes « fonctionnant en système »

Les réponses des gestionnaires, qui n'ont pas été adaptées aux mutations territoriales de la criminalité, ne permettent pas de réduire efficacement le risque criminel. Par ailleurs, les effectifs de la police se sont en priorité concentrés dans les secteurs touristiques du centre de la Nouvelle-Orléans afin de restaurer l'image de lieu sûr, nécessaire au retour des visiteurs. Dans ces secteurs du centre de la ville, le renforcement de la surveillance naturelle au cours des années *post* Katrina, consécutif au retour d'habitants peu tolérants au crime, s'est donc également accompagné d'une surveillance formelle accrue

(police). Le renforcement de la surveillance naturelle et formelle a ainsi constitué un facteur de réduction de la vulnérabilité de ces territoires au crime et aux désordres même si, nous l'avons vu, ceux-ci ont pu devenir plus exposés à la menace criminelle en raison de l'affaiblissement des territoires en marge de la reconstruction qui a favorisé les flux criminels « prédateurs » vers les secteurs « sous haute surveillance » du centre. La redistribution des effectifs policiers à l'échelle de la ville après Katrina a ainsi fortement contribué à renforcer la vulnérabilité des quartiers localisés en périphérie de la ville (baisse de la surveillance formelle et naturelle).

La figure 264 qui figure à la page suivante illustre la problématique du découpage de l'espace à partir duquel se structurent les interventions et l'organisation des ressources du département de police de la Nouvelle-Orléans. Ce découpage qui ne s'est pas adapté aux mutations fonctionnelles des territoires après Katrina, a contribué à rendre certains secteurs de la ville particulièrement vulnérables (en rouge). Les portions de quartiers qui se trouvent « à cheval » sur différents Districts de police et/ou qui se localisent dans les zones de transitions entre les secteurs où se concentrent les activités criminelles (peu résilients) et les secteurs en gentrification (résilients) où se concentrent de nombreuses cibles attractives, constituent des secteurs très vulnérables et donc particulièrement propices à la survenue de crimes contre les biens et les personnes. Le cas de la « Hotzone » qui avait été développé dans le chapitre 5, illustre le renforcement du risque criminel après Katrina à l'échelle de ce secteur, ceci malgré la fermeture du grand ensemble de logements sociaux de *St Bernard* qui se localisait au Nord de la zone. L'affaiblissement des quartiers défavorisés du *Seventh Ward*, de *St Roch* et de *Tremé/Lafitte*, à l'exception de leurs marges Sud qui se sont gentrifiées, a conduit à un renforcement des activités criminelles, notamment en raison de la réduction de la superficie des territoires disponibles pour les réseaux criminels après Katrina à l'échelle des secteurs les plus attractifs localisés à proximité des « bassins d'opportunités et de consommateurs » (cf. 10.3.3). Ce secteur « à cheval » sur quatre District de police (8, 1, 5, 3) a donc bénéficié de conditions propices au développement des activités criminelles en raison des configurations géographiques et de la fragmentation gestionnaire (cf. chapitre 5). Par ailleurs, la gentrification a entraîné une multiplication d'opportunités criminelles et de consommateurs à proximité directe des « secteurs en proie aux activités criminelles » (figure 264). Ces contrastes territoriaux renforcés par la catastrophe ont créé des conditions très favorables au fonctionnement de la criminalité dans la mesure où les réseaux criminels ont pu bénéficier de « rentes de localisation » idéales. Il semble dès lors clair que l'absence de prise en compte des effets du maintien de territoires en marge de la reconstruction sur la criminalité locale ne permet pas de gérer durablement le risque criminel dans la mesure où ces territoires constituent des « réservoirs d'activités criminelles » qui « vulnérabilisent » l'ensemble du système urbain.

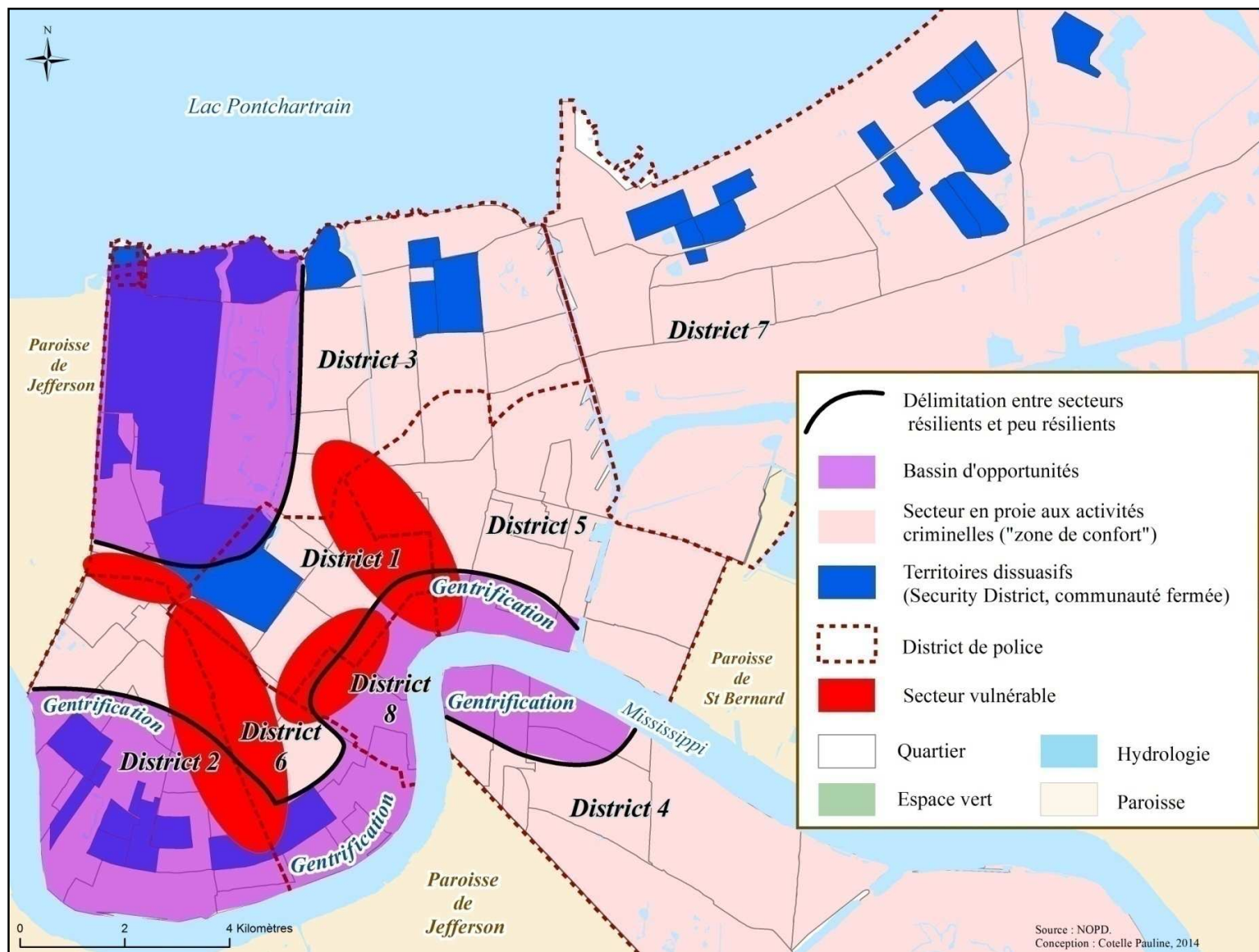


Figure 264 : Une fragmentation gestionnaire de l'espace qui ne permet pas de lutter efficacement contre le risque criminel aggravé par Katrina.

Si la Nouvelle-Orléans constitue un contre-modèle d'une gestion efficace de l'insécurité urbaine dans le contexte *post* catastrophe, les enseignements tirés de l'analyse en retour sur ce cas sont riches et nous incitent à appeler de nos vœux une plus grande considération des problématiques sécuritaires par les recherches portant sur les catastrophes.

12.3.3. La reconstruction, un contexte propice à l'introduction de mesures préventives mais nécessitant une préparation ex ante

Au vu des impacts que peut avoir la catastrophe sur l'insécurité et des effets de l'insécurité sur le rétablissement des territoires, la problématique de l'insécurité urbaine semble mériter une plus grande considération académique qui permettrait d'incorporer de manière systématique cette thématique dans la gestion des situations *post* catastrophe (opérationnalité). Nous proposons dans un premier temps une synthèse des liens entre la catastrophe et l'insécurité urbaine afin de mettre en perspective la question de la gestion préventive de l'insécurité dans le contexte particulier de la reconstruction *post* catastrophe. Nous nous appuyerons sur le cas concret de la ville de Los Angeles qui, contrairement à la Nouvelle-Orléans (contre-modèle), a su mettre à profit la catastrophe de 1994 pour agir efficacement et durablement contre l'insécurité, notamment à l'échelle du quartier d'Hollywood qui a connu après l'événement un processus de revitalisation s'appuyant sur la restauration d'un équilibre sécuritaire durable. Les deux cas de la Nouvelle-Orléans et de Los Angeles illustrent l'importance d'une gestion holistique de l'insécurité dans le contexte *post* catastrophe dans la mesure où la sécurité urbaine constitue une *pre* condition à la résilience rapide et durable des territoires.

12.3.3.1. Importance d'une prise en compte de la problématique de l'insécurité urbaine par les chercheurs travaillant sur les catastrophes et leur gestion

La synthèse des liens entre la catastrophe et l'insécurité permet de justifier notre appel à une plus grande considération de la thématique de l'insécurité urbaine par les recherches académiques portant sur les catastrophes, notamment celles menées par les géographes. La Nouvelle-Orléans constitue en effet un contre-modèle qui illustre l'impact délétère que peut avoir une catastrophe majeure sur l'insécurité urbaine et, d'autre part, les effets limitant que peut avoir l'insécurité, tant vécue que perçue, sur le rétablissement des territoires, notamment des plus vulnérables.

Dans un premier temps, nous avons vu que l'insécurité, à la fois objective (criminalité) et subjective (insécurité perçue), a pu se renforcer ou au contraire baisser selon les territoires à la suite de la

catastrophe :

- Les territoires qui n'ont pas ou peu été affectés physiquement par les inondations et qui se sont revitalisés et, dans une moindre mesure, les territoires qui ont été fortement endommagés mais se sont montrés résilients, sont devenus moins vulnérables à l'insécurité. La criminalité (taux) a baissé à l'échelle de ces territoires dont l'image a pu s'améliorer (quartiers sûrs) ;
- Les territoires les plus vulnérables qui ne se sont pas rétablis de la catastrophe et qui souffrent encore aujourd'hui de ses impacts profondément délétères ont connu une aggravation de leur insécurité, tant vécue (activités criminelles) que perçue (sentiment d'insécurité des habitants et image négative à l'échelle de la ville – quartiers dangereux).

D'autre part, nous avons vu que l'insécurité, notamment l'insécurité perçue, conditionne les choix de déplacement et de résidence des individus. Ainsi, les territoires peu résilients, perçus comme dangereux feront l'objet de stratégies d'évitement par les individus qui leur sont étrangers et seront désinvestis par leurs résidents, ce qui donnera le champ libre aux activités criminelles, notamment au trafic de drogue. Ces stratégies d'évitement conduiront à maintenir le territoire dans un état de déprise, continuellement aggravé par le départ des individus en ayant les moyens (cercle vicieux). Dans le même temps, l'amélioration de la sécurité, notamment la perception de sécurité, à l'échelle des territoires résilients largement perçus comme sûrs, favorisera leur développement (cercle vertueux). Ces deux dynamiques inverses de renforcement de l'insécurité à l'échelle des territoires les moins résilients et de sa baisse à l'échelle des territoires résilients, ont ainsi contribué à renforcer les écarts de développement déjà prégnants entre les territoires (ségrégation socio-spatiale). Ce fonctionnement urbain « à deux vitesses », largement amplifié par la catastrophe, a par ailleurs contribué à renforcer le risque criminel à l'échelle de la ville en raison du maintien de « poches de pauvreté » correspondant aux secteurs de concentration des activités criminelles (territoires peu résilients), qui ont généré des flux criminels « prédateurs » vers les « bassins d'opportunités et de consommateurs » (territoires résilients). La configuration géographique de la ville mettant en contact des territoires très hétérogènes constitue en effet un facteur de risque majeur mais non pris en compte par les gestionnaires qui ne se sont pas ajustés aux mutations fonctionnelles rapides des territoires.

Au vu des liens entre la catastrophe et l'insécurité (court terme) ainsi qu'entre l'insécurité et la résilience (long terme) qui ont été mis en évidence par l'analyse du cas de la Nouvelle-Orléans après Katrina, il paraît essentiel que la problématique de la l'insécurité urbaine soit davantage investie en lien avec l'étude des catastrophes, notamment sur le long terme. L'analyse de cas concrets pourrait être riche

d'enseignements et pourrait permettre une meilleure prise en compte et gestion de l'insécurité lors de catastrophes futures.

12.3.3.2. Agir de manière préventive contre l'insécurité afin de favoriser le processus de rétablissement post catastrophe : le modèle de Los Angeles après le séisme de Northridge

Les deux villes de la Nouvelle-Orléans et de Los Angeles constituent deux modèles illustrant le caractère bénéfique ou délétère d'une catastrophe majeure sur l'insécurité urbaine. Le cas de la Nouvelle-Orléans (contre-modèle) montre que la reconstruction *post* catastrophe peut conduire à une aggravation des problématiques sécuritaires (processus producteur de risques), alors que le cas de Los Angeles⁹¹ témoigne de l'impact bénéfique que peut avoir la catastrophe sur la sécurité urbaine (opportunité préventive). La catastrophe a en effet constitué une opportunité pour mettre en place des stratégies visant à réduire et prévenir l'insécurité à l'échelle de territoires entravés dans leur rétablissement avant l'événement par une insécurité prégnante. La comparaison de ces deux villes est intéressante car les catastrophes causées par le passage du cyclone Katrina et le séisme de *Northridge* sont toutes deux survenues dans un contexte de « crise urbaine », même si celle-ci était plus marquée à la Nouvelle-Orléans qu'à Los Angeles. La ville de Los Angeles se trouvait en effet dans le courant des années 1990 confrontée à de nombreux problèmes, comme en témoignent la citation suivante tirée de l'article de Marchand et Scott⁹² publié au début de la décennie 1990 :

« L'agglomération semble cependant à la veille d'une crise grave que risquent de provoquer des conflits entre minorités, la violence croissante et la nouvelle pauvreté, l'affaiblissement du marché immobilier. » (Marchand et Scott, 1991).

- Le cas de Los Angeles pour illustrer le rôle de la catastrophe comme « fenêtre d'opportunité préventive »

“Yucca had been a high crime area for some time, and the earthquake only exacerbated problems. The earthquake however, also provided much needed resources that probably would not have emerged otherwise (Duncan, 1999)”. (Olshansky et al. 2005).

La ville de Los Angeles a su saisir l'opportunité présentée par le séisme de 1994 pour répondre au problème de l'insécurité urbaine, d'une part à l'échelle de secteurs ayant connu de nombreux dégâts qui avaient été désertés par les résidents et où l'insécurité s'était aggravée après le séisme et, d'autre part, à

⁹¹ Nous nous appuyons ici principalement sur le rapport intitulé « *Opportunity in Chaos. Rebuilding After the 1994 Northridge and 1995 Kobe Earthquakes* » (Olshansky et al., 2005) qui nous a été transmis par Laurie Johnson avec qui nous avons contribué à analyser de la vulnérabilité de la région de la Californie du Sud face à un séisme majeur dans le cadre de notre stage de Master 1 à l'USGS.

⁹² « Los Angeles en 1990 : une nouvelle capitale mondiale ».

l'échelle de quartiers qui présentaient des problèmes sécuritaires qui s'étaient aggravés au cours des années précédant la catastrophe.

Le tremblement de terre de *Northridge* qui a frappé la région de Los Angeles le 17 janvier 1994 a entraîné de nombreux dommages sur le bâti, notamment dans la partie Nord de la ville. Cet endommagement a conduit à une augmentation considérable des logements vacants dans la mesure où ceux-ci étaient devenus inhabitables suite à leur destruction plus ou moins sévère. La présence de ce que les autorités de la ville ont appelé des « *ghost towns* », littéralement des « villes fantômes », a conduit à un développement rapide des activités criminelles dans les secteurs les plus endommagés par la catastrophe. Les constructions vacantes étaient en effet devenues des lieux de « squat », de prostitution, de trafic et de consommation de drogue. Par ailleurs, ces nuisances avaient conduit, par un effet de contagion, à une multiplication des logements vacants à proximité de ces sites en raison du départ des habitants et des commerçants ne voulant pas vivre dans ou à proximité d'une « ville fantôme » (propagation du *blight* dans l'espace) ;

“Nearly seven months after the quake, Los Angeles is still plagued by single blocks or entire neighborhoods of these vacant, damaged buildings, populated by squatters, drug addicts and gangs, as they await demolition or repair [...] As the months have passed, the 12 urban black holes, each with a dozen or more buildings, have blighted their surrounding areas, residents and officials say. Nearby residents are fleeing the neighborhoods and local retail businesses are collapsing and closing”. (*New York Times*, 10/08/1994).

Si à court terme la dégradation de l'environnement urbain consécutif à la catastrophe a conduit à une aggravation de l'insécurité à l'échelle des secteurs les plus dévastés, au cours de l'été 1994, soit près de sept mois après le séisme, la ville de Los Angeles a constitué une équipe en charge de la gestion des « villes fantômes » (*Ghost Town Task Force*) qui élaborait un programme (*Ghost Town Program*) visant à solutionner le problème, ceci en :

- Sécurisant les bâtiments détériorés par le séisme par la condamnation de ces secteurs par des grilles et par l'interdiction de leur accès ;
- Déployant des policiers ayant pour mission d'expulser les squatteurs et les trafiquants de drogues ;
- Facilitant les actions de démolition, de réparation ou de reconstruction par les propriétaires.

Les autorités locales identifiaient 17 « villes fantômes » regroupant au total 7 400 logements vacants. Celles-ci correspondaient à des secteurs localisés dans un des 38 *Census Tracts* de la ville concentrant plus de 100 logements vacants et où l'ensemble des bâtiments avaient subi au moins 60% des dommages intenses (Olshansky et al. 2005, p.2-24). Afin de prendre en charge la sécurisation et la reconstruction de ces secteurs dévastés, la ville demanda 2.9 millions de dollars au gouvernement fédéral (FEMA), en justifiant que le département de police ne bénéficiait pas de ressources suffisantes pour protéger les secteurs et lutter contre le développement des nuisances liées aux activités criminelles qui y sévissaient

(*ibid.*). La mise en place d'un plan de sécurisation et de préservation des « villes fantômes » par l'équipe en charge de leur gestion (*Ghost Town Task Force*), a permis de clarifier les demandes de financement adressées à la FEMA. Après que le gouvernement fédéral ait considéré que le problème de la sécurisation de ces sites n'avait pas à voir avec le séisme (cf. p. 2-25), celui-ci accepta de financer le projet proposé par la ville (*Ghost Town Task Force*) et les secteurs furent aussitôt sécurisés par la mise en place de grilles interdisant leur accès ainsi que par le déploiement de patrouilles d'agents de sécurité contractés par la ville assurant une surveillance nuit et jour des secteurs (*security patrols*). En décembre 1994, soit moins d'un an après la catastrophe, l'ensemble des propriétés présentes dans les limites des 17 « villes fantômes » furent sécurisées et l'ensemble des reconstructions pris près de quatre ans (*City of Los Angeles*, 1998, dans Olshansky, 2005). Afin de faciliter la reconstruction de ces secteurs le département du logement (*Housing Department*) alloua 320 millions de dollars aux propriétaires des biens immobiliers qui, faute de souscription à une assurance avant la catastrophe, n'avaient pas pu obtenir un soutien financier de la FEMA. Les propriétaires ont ainsi pu obtenir un prêt sans taux d'intérêt devant être remboursé avant cinq ans et devant être utilisé exclusivement pour rénover ou reconstruire leur(s) propriété(s) tout en respectant les normes parasismiques en vigueur depuis la catastrophe. Au cours des quatre années nécessaires à la reconstruction ou la rénovation de l'ensemble des logements, les activités criminelles ont ainsi été maintenues à distance grâce à l'implication active de la ville pour sécuriser les secteurs.

Parallèlement à la gestion des « villes fantômes », les autorités locales ont encouragé la création de *Business Improvement Districts* (BIDs) à travers la ville. Si certains BIDs existaient avant la catastrophe, un grand nombre fut créé après sa survenue, ceci afin de favoriser la reconstruction mais aussi pour agir contre la dégradation urbaine (*urban decay*) et le développement des logements vacants à l'abandon (*blight*) (Olshansky, 2005, p. 2-32). Pour se faire, la ville alloua 600 000 dollars pour aider le financement de la mise en place de quatre BIDs à l'échelle de secteurs fortement impactés par le séisme, notamment dans le quartier d'Hollywood (cf. 12.3.3.3). La création des BIDs a ainsi contribué à améliorer la sécurité des secteurs concernés dans la mesure où leur fonctionnement repose sur une implication active de résidents et des commerçants vivant ou exerçant leur activité dans les limites du District.

Deux ans après le séisme, la plupart des réparations furent réalisées à l'échelle de la ville et en 5 ans, tous les projets de reconstruction avaient abouti à l'exception des projets de développement économiques à long terme ou des projets concernant les quartiers les plus pauvres de la ville. Par ailleurs, si le nombre d'habitants a connu une baisse immédiatement après le séisme et que celui-ci s'est maintenu au cours des premières années de la reconstruction à un niveau inférieur à ce qu'il était avant 1994, la population de la ville a toutefois connu une augmentation de 6.3% entre 1990 et 2000 (LAHD, dans Olshansky, 2005, p 2-34). La catastrophe a par ailleurs permis de réduire substantiellement le nombre de logements vacants puisqu'en 1990 les taux étaient de 6.3% alors qu'en 2000 ceux-ci étaient descendus à 4.6%. L'inverse

s'est produit à la Nouvelle-Orléans où les taux de logements vacants ont littéralement explosé après Katrina et se sont maintenus dans le temps à des niveaux largement supérieurs à ceux précédant la catastrophe. En effet, les taux ont connu une évolution de 77,8 % entre 2000 et 2010 et la Nouvelle-Orléans comptait toujours en 2010, soit 5 ans après Katrina, 47 738 logements vacants pour une population de 343 829 habitants (*US Census* 2010), contre 26 840 logements vacants en 2000 pour une population de 484 674 habitants. A Los Angeles intra-muros, si 50 200 logements vacants furent comptabilisés immédiatement après le séisme pour une population de 3 485 398 habitants (*US Census*, 1990), sept mois après la catastrophe ceux-ci furent réduits de 61,3 % (19 400). Néanmoins, à Los Angeles, comme à la Nouvelle-Orléans, les prix du logement ont considérablement augmenté après la catastrophe, ce qui a renforcé le problème de l'accès au logement pour de nombreux résidents et pourra, à long terme, se traduire par des départs hors de la ville entraînant une augmentation du nombre de logements vacants⁹³.

➤ Facteurs explicatifs du succès de Los Angeles dans la gestion de l'insécurité après la catastrophe

Si Los Angeles a su interpréter la crise déclenchée par le séisme de 1994 comme une « amorce de solution »⁹⁴ pour revitaliser certains territoires qui connaissaient un processus de déclin qui avait été exacerbé par la catastrophe, c'est en très grande partie grâce à l'existence de plans de développement (revitalisation) préexistants à l'événement (cf. 12.3.3.3) et à l'implication des autorités publiques dans la prise en charge de la reconstruction de la ville. Par ailleurs, la forte implication des acteurs locaux, qui ont su faire appel efficacement au gouvernement fédéral pour prendre en charge les secteurs les plus dévastés par la catastrophe tout en intégrant activement les habitants (cf. « *Ghost Town Program* »), a grandement facilité le processus de reconstruction de ces secteurs.

Les contextes politiques différents dans lesquels sont survenues les catastrophes de Northridge et de Katrina permettent en grande partie d'expliquer la différence entre le cas de Los Angeles et de la Nouvelle-Orléans. L'administration Clinton⁹⁵ a en effet été impliquée très tôt et activement dans la reconstruction de la ville alors que l'administration Bush s'est montrée incapable de répondre efficacement à la crise de 2005 déclenchée par le passage de Katrina, tant à court qu'à long terme. Les propos qui suivent témoignent du rôle central du gouvernement fédéral dans la reconstruction de Los Angeles après le séisme ;

“After the earthquake hit, the basic infrastructure of the city was devastated, and the State was broke. The Mayor was well-meaning but clueless [...] Honestly, the Administration was

⁹³ Dans la mesure où ceux-ci ne sont pas compensés par l'arrivée de nouveaux résidents bénéficiant de revenus plus élevés (cf. gentrification des centres-villes).

⁹⁴ Cette expression est utilisée par Body-Gendrot qui conçoit les crises comme des amorces de solutions (2001, p. 140).

⁹⁵ Nous avons pu rencontrer John Emerson qui au moment de la catastrophe était l'assistant adjoint du président Clinton (*Deputy Assistant to the President*) et qui avait en charge la gestion des aides fédérales dérogées pour la ville de Los Angeles après le séisme. Nos échanges avec celui-ci ainsi qu'avec certains de ses proches ont confirmé le rôle central du gouvernement fédéral dans la reconstruction de la ville dans la mesure où celui-ci a répondu immédiatement à la crise en finançant, entre autre, la reconstruction ou la rénovation des réseaux vitaux qui ont initié le processus de rétablissement de la ville.

the reason the City pulled itself back together so quickly [...] the city was in chaos, and nobody knew how to respond. It required the federal government to step in and coordinate.” (Rick Allen⁹⁶, juillet, 2014).

Si à l'échelle de la ville de Los Angeles la catastrophe s'est accompagnée de réponses adaptées des autorités ayant pris en charge les secteurs les plus dévastés afin de traiter le problème du développement des activités criminelles (cf. *Ghost Towns*), la catastrophe a également permis de renforcer la sécurité de certains territoires qui étaient déjà entravés dans leur développement avant l'événement par une insécurité prégnante.

12.3.3.3. Une gestion de l'insécurité à l'échelle du quartier d'Hollywood facilitée par le contexte post catastrophe

“While Hollywood lost buildings in the 1994 earthquake, it also gained the community back. A great deal of community organizing grew out of the earthquake and focused on crime and safety”.
(Olshansky et al. 2005)

L'étude de cas du quartier d'Hollywood est particulièrement intéressante puisque ce quartier concentrait, avant le tremblement de terre de 1994, de nombreux problèmes sécuritaires associés à l'activité des gangs. Ce quartier situé au Sud des collines de Hollywood à environ dix kilomètres au Nord-ouest du centre-ville de Los Angeles, a connu, à la suite de deux événements particulièrement marquants et dommageables du début des années 1990, à savoir les émeutes de 1992 et le séisme de Northridge de 1994, une réappropriation par ses habitants et les acteurs de la ville qui a initié son processus de revitalisation. Cette « renaissance » du quartier d'Hollywood a été rendue possible par le contexte de la reconstruction *post catastrophe* qui a favorisé la mise en place de projets déjà en germe avant l'événement mais difficiles à concrétiser. Hollywood a en effet connu un long cycle de déprise urbaine à partir des années 1950 en raison du départ des habitants aisés et des activités de l'industrie cinématographique vers la vallée de San Fernando plus au Nord (Olshansky, 2005, p. 4-3) ;

« [...] avec le déclin rapide des plaines d'Hollywood, le nom autrefois prestigieux devint un anathème [...] les quartiers qui s'étaient auparavant baignés par procuration dans les rayons de la gloire d'Hollywood se précipitaient à présent vers la sortie [...] en l'espace d'une génération, comme le Hollywood réel passait du charme de la décrépitude à l'hyper-violence du bidonville, même les rituels ont cessé et la façade s'est effondrée. » (Mike Davis, 2006, pp.82-84).

Si les propos de Mike Davis sont à relativiser, le quartier a connu au cours des décennies précédant la catastrophe un processus accéléré de déclin se matérialisant par une forte concentration de logements

⁹⁶ Rick Allen est un ami proche de John Emerson ainsi que de Bill Clinton, nous avons pu obtenir des informations au sujet de la situation de la ville de Los Angeles après le séisme, notamment lors d'un séjour à Los Angeles au cours duquel nous avons pu rencontrer John Emerson ainsi que certains résidents présents en 1994 et qui ont pu nous faire part de leur expérience (notamment dans le secteur très défavorisés de *South Central* et plus particulièrement dans le quartier de *Watts*).

vacants à l'abandon et par une population défavorisée, principalement des locataires à bas revenus⁹⁷. Ce « déclin » socio-économique s'était par ailleurs traduit par un désinvestissement des propriétaires et des investisseurs et, par conséquent, par une appropriation du territoire par les trafiquants de drogue. Suite aux émeutes de 1992 qui avaient conduit à une diffusion des pillages sur l'avenue centrale d'Hollywood Boulevard, la Garde Nationale avait été déployée pour restaurer l'ordre. Pour beaucoup d'habitants et de commerçants installés dans le secteur, ces incidents avaient entraîné une véritable prise de conscience de la nécessité de faire changer les choses. Malgré les dégâts physiques importants et le choc occasionné par les événements de 1992, les habitants, ont été amenés à se rencontrer et à s'organiser pour reprendre en main leur quartier. En 1994, deux ans après les émeutes, le tremblement de terre de Northridge fut interprété par beaucoup comme un véritable coup de grâce pour le quartier. Malgré sa distance à l'épicentre, le quartier a été fortement impacté par le séisme. Toutefois, malgré les dégâts matériels, une dynamique de redynamisation et de redéveloppement du quartier s'est amorcée. Les élus locaux, propriétaires fonciers et entrepreneurs ont en effet saisi l'opportunité créée par le tremblement de terre et le contexte de la reconstruction pour mettre en œuvre la revitalisation du quartier de Hollywood.

Comme pour la ville, l'endommagement du bâti à l'échelle du quartier d'Hollywood a, dans un premier temps, conduit à une aggravation des problèmes sécuritaires dans la mesure où de très nombreux propriétaires ne disposant pas de ressources pour réparer ou reconstruire leur logement les ont abandonnés, ce qui a renforcé l'insécurité déjà prégnante avant le séisme. Par ailleurs, de nombreux propriétaires ont saisi l'occasion présentée par la catastrophe pour expulser leurs locataires notamment dans le cas de logements qui n'avaient subi aucun dommage (Ocana, 1999, dans Olshansky, 2005). Le quartier s'est donc, à court terme, vidé d'une grande partie de ses résidents ce qui a laissé le champ libre aux réseaux criminels qui ont pu rapidement se (re)approprier le territoire. Face à la situation du quartier, les autorités ont mis en place différentes approches visant à « reprendre en main » les secteurs les plus affaiblis par le séisme. Nous nous intéressons ici exclusivement à une de ces approches qui a été menée à l'échelle du secteur du « Yucca Corridor »⁹⁸ (figure 265), dans la mesure où celle-ci a placé la question de l'insécurité urbaine au cœur de la planification de la reconstruction du quartier.

⁹⁷ 25% des ménages vivaient avec moins de 10 000\$ par an et 35% avec moins de 25 000 \$ par ans.

⁹⁸ Celui-ci se localise dans le quartier d'Hollywood.

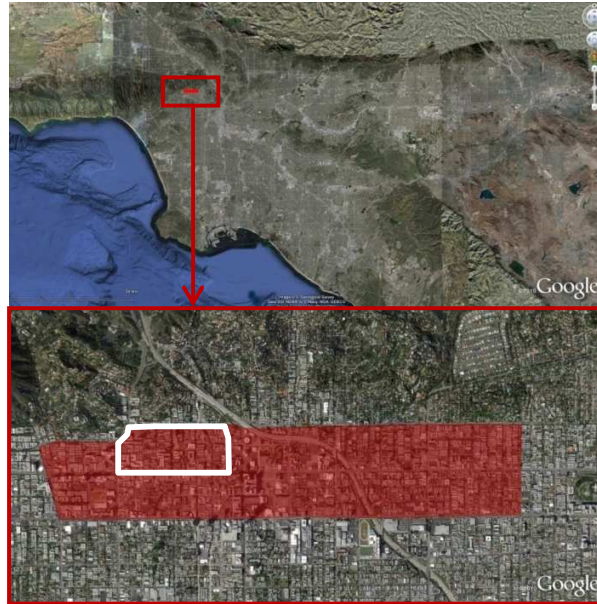


Figure 265: Localisation du quartier d'Hollywood (rouge) au Nord de Los Angeles et du Yucca Corridor (blanc)
(source : Google Earth©).

Quatre mois après le séisme, le lancement par la ville d'un programme ayant pour vocation d'éradiquer les activités criminelles et de réduire l'insécurité dans le secteur du « Yucca Corridor », a contribué à initier la reconstruction et la revitalisation du quartier d'Hollywood. Pour atteindre ces objectifs, l'équipe en charge de la mise en place du programme (*Community Impact Team*), soutenue par l'aide d'agences locales (notamment le LAPD) et l'implication de représentants de quartier, a mis en place trois stratégies distinctes devant inscrire leurs effets dans la durée :

- Réduire la criminalité et veiller au respect des normes architecturales parasismiques ;
- Réaliser des améliorations visuelles de l'environnement physique du secteur en le modernisant (programme d'embellissement du quartier) ;
- Favoriser le sentiment communautaire des résidents (« *sense of community* »).

Ce programme s'est attelé à identifier les lieux à problèmes où la dégradation des bâtiments avait favorisé le (re)développement des activités criminelles. Les problèmes sécuritaires du secteur de Yucca Street, réputé de longue date comme un lieu en proie au trafic de drogue, avaient en effet été exacerbés par l'impact de la catastrophe sur l'environnement physique dans la mesure où la multiplication des constructions vacantes avait attiré de nombreux trafiquants de drogue, prostituées et squatters (*Olshansky et al.* 2005, p.4-11). La collaboration entre les membres de l'équipe, de nombreux résidents du quartier (propriétaires) et la police a permis de hiérarchiser les problèmes selon leur importance afin d'agir en priorité dans les secteurs les plus problématiques. Plutôt que ce se concentrer sur les « individus à problèmes » ce programme a ciblé les « lieux à problèmes », ce qui a constitué une approche plus

« holistique » pour aborder la problématique de la criminalité (*ibid.* p4-13). Par ailleurs, l'organisation de rencontres hebdomadaires entre les membres de l'équipe et les propriétaires du quartier impliqués dans le programme a permis d'identifier les locataires « à problème » (dealers), ce qui a par la suite permis de les expulser. Dans le même temps, un système de vidéosurveillance a été mis en place afin de dissuader les activités criminelles, ce qui a permis de limiter le trafic de drogue « à ciel ouvert » (« open street market »). Le secteur de Yucca, grâce au programme mis en place par la ville a pu se relever relativement rapidement après la catastrophe et celui-ci est devenu plus stable et plus sûr qu'avant le séisme.

La réduction de l'insécurité à l'échelle du quartier d'Hollywood a également été favorisée par la désignation d'une portion du quartier par la ville comme une des 17 « villes fantômes ». Ce secteur fut choisi en raison de sa localisation au « cœur de la zone de loisirs et de divertissement du quartier d'Hollywood qui attire de nombreuses personnes de passage et favorise la criminalité » (*Olshansky et al.* 2005, p.4-13). Le département du logement de Los Angeles contracta les services d'agents de sécurité pour assurer la surveillance permanente du secteur et la ville employa des entrepreneurs pour gérer la question des logements vacants. En avril 1996, moins de deux ans après la catastrophe, plus de 40 projets de revitalisation du quartier de Hollywood étaient en cours ou planifiés. Ceux-ci ont placé la question de la sécurité au cœur de leur initiatives dans la mesure où les propriétaires immobiliers et fonciers étaient conscients que la sécurité constituait un pré-requis aux nouveaux investissements dans le développement du quartier (p4-30). Afin de favoriser la sécurité du quartier, certains secteurs tel que le « *Hollywood Entertainment District* » ont bénéficié de la mise en place de stratégies de sécurisation passant par le financement d'agents de sécurité privée travaillant en collaboration avec l'unité du département de police de la ville de Los Angeles impliquée dans la prévention de la criminalité et la lutte contre les gangs (HED, 20003, dans *Olshansky et al.* 2005, p.4-30). Par ailleurs, le renforcement de la sécurité du quartier a reposé sur des actions visant à améliorer l'aspect visuel de l'environnement physique par des programmes d'« embellissement » (*beautification programs*) permettant d'éradiquer les désordres tels que les graffitis ou la présence de déchets (cf. théorie de la vitre cassée).

Le quartier de Hollywood a donc connu une véritable renaissance qui, sans la catastrophe, aurait pu mettre beaucoup plus de temps à se mettre en place (*Olshansky et al.* 2005, p.4-24). Toutefois, si le succès des différents projets visant à « reprendre en main » le quartier d'Hollywood est incontestable, cinq grandes catégories de facteurs ont été déterminantes dans l'orientation de sa reconstruction qui a permis de réduire efficacement l'insécurité et de promouvoir sa revitalisation :

- Régime foncier et droits de propriété (1)
- Nature et disponibilité des financements (2)
- Existence de plans de développement antérieurs à la catastrophe (3)

- Cadre institutionnel regroupant les acteurs locaux, les agences de planification et les associations communautaires (4)
- Forte intervention des autorités publiques (gouvernement local et fédéral) (5)

1- Dans la mesure où la ville était propriétaire de très nombreux biens immobiliers et bâtiments historiques, leur rénovation a été grandement facilitée ce qui a permis d'éviter le développement des activités criminelles. La ville a en effet rapidement et efficacement pris en charge la rénovation des bâtiments soumis à des lois préservationnistes visant à conserver « l'identité du quartier » dans la mesure où elle en était le propriétaire⁹⁹. Leur rénovation a ainsi permis de résoudre le problème de leur utilisation par les trafiquants et consommateurs de drogue ou encore par les prostituées. Similairement, la présence de nombreuses parcelles déblayées (vacantes) a facilité la mise en œuvre de nouveaux projets de développement qui ont permis de revitaliser le quartier et ainsi favoriser sa sécurité. D'autre part, le type d'occupation de nombreux logements qui avaient été endommagés a changé après que la ville ait encouragé les propriétaires à agrandir la taille de ces logements afin de favoriser une occupation familiale. Enfin, la ville a découragé la reconstruction de commerces considérés comme favorisant les désordres, notamment les établissements commercialisant de l'alcool, principalement en raison d'une forte pression exercée par les résidents.

2- La reconstruction du quartier d'Hollywood s'est grandement appuyée sur les fonds publics alloués par la ville et le gouvernement fédéral (*via* la FEMA). À titre d'exemple, le département du logement de Los Angeles (LAHD) a mis en place un programme de prêts sans taux d'intérêts de 24 millions de dollars pour le quartier d'Hollywood destiné à la rénovation des logements. La mise à disposition par la ville de fonds destinés aux propriétaires « à court d'argent », a également permis aux propriétaires qui avaient laissé leurs biens immobiliers se dégrader au cours des décennies précédant la catastrophe d'entreprendre des rénovations. Par ailleurs, la désignation d'une partie du quartier comme faisant partie du programme des « villes fantômes » (« *Ghost Towns Program* ») a permis la rénovation de nombreux bâtiments qui avaient été fortement endommagés par le séisme. Enfin de nombreux propriétaire d'immeubles étaient assurés contre les catastrophes ce qui leur a permis d'initier rapidement les rénovations nécessaires.

3- Deux plans de revitalisation et de redéveloppement du quartier d'Hollywood datant du milieu des années 1970 (*Hollywood Community Plan*) et des années 1980 (*Hollywood Redevelopment District*), ont constitué le cadre de référence pour la reconstruction du quartier après le séisme. Le premier plan prévoyait la construction de bureaux, d'hôtels, de cinémas et autres établissements culturels et de loisirs dans une vision de conservation de « l'authenticité » du quartier. L'existence de ces plans a donc permis

⁹⁹ Dans le cas de la Nouvelle-Orléans les lois préservationnistes ont pu maintenir certains secteurs dans un état de déprise puisque celles-ci contribuent à entraver la rénovation des bâtiments soumis à ces lois (cf. chapitre 5).

d'initier très tôt les actions de revitalisation du quartier. Par ailleurs, la révision par la ville dans le courant des années 1980 des critères de construction parasismique a conduit au renforcement de nombreuses constructions (*retrofit*) dont certains bâtiments historiques, ce qui a limité leur endommagement lors du séisme de 1994 et, conséquemment, facilité leur rénovation. Enfin, l'initiation des travaux de mise en place d'une ligne de Metro en avril 1993 permettant de relier Hollywood au centre-ville de Los Angeles (*CBD*) et à la vallée de San Fernando au Nord, a constitué après la catastrophe un catalyseur du redéveloppement du quartier, notamment en raison de la construction d'un centre commercial et de divertissement au niveau d'une station de métro (*Olshansky et al. 2005, p.4-8*).

4- Le rapprochement des membres du conseil municipal et de l'agence de redéveloppement communautaire créée avant la catastrophe pour prendre en charge la revitalisation du quartier (*Community Redevelopment Agency*), a permis de définir le cadre de la reconstruction d'Hollywood et de mettre en œuvre les différents projets de redéveloppement. Par ailleurs, l'implication de différentes agences publiques ainsi que des citoyens dans les projets visant à « reprendre en main » le quartier a constitué un élément clef de la réussite de sa reconstruction, notamment dans le secteur de Yucca. En effet, la création d'une équipe spéciale impliquant les acteurs locaux, privés et communautaires, a permis de réduire l'insécurité en « repoussant » les activités criminelles qui étaient implantées dans le secteur avant et au cours des premiers mois après la catastrophe. Par ailleurs, la présence d'une « communauté de commerçants » (« *business community* ») bien structurée avant la catastrophe¹⁰⁰ a facilité la revitalisation du quartier en raison de son implication dans le financement de l'amélioration du quartier (programmes d'embellissement) et de sa sécurisation (recours à des agences privées de sécurité, création d'un BID en 1996, etc.). L'implication citoyenne dans la « reprise en main » du quartier et dans la promotion de sa sécurité s'est également traduite par la pression exercée par certains habitants sur des autorités locales afin que celles-ci interdisent la reconstruction de certains établissements considérés comme nuisibles à l'équilibre sécuritaire du quartier, principalement ceux commercialisant de l'alcool.

5- L'intervention du gouvernement fédéral et local a été à la base de la reconstruction du quartier d'Hollywood. L'intervention publique s'est principalement manifestée sous la forme d'une assistance financière et technique et d'une coordination des actions visant à réduire la criminalité. La ville a en effet saisi l'opportunité présentée par le contexte de la reconstruction *post* catastrophe pour sécuriser et moderniser certains bâtiments où les activités criminelles s'étaient établies.

La reconstruction rapide du quartier d'Hollywood s'est donc appuyée sur des projets urbains (plans de revitalisation) déjà établis avant la catastrophe ainsi que sur une forte implication des acteurs publics. En effet, la ville a dépensé 130 millions de dollars dans le redéveloppement du quartier (*Olshansky et al.*

¹⁰⁰ La « Hollywood Beautification Team » avait été créée à la suite des émeutes de 1992 afin d'entreprendre le « nettoyage du quartier » (*Olshansky et al. 2005, p.4-8*).

2005, p.4-38), ce qui a notamment permis d'adresser substantiellement le problème de l'insécurité qui entravait sérieusement son développement avant la catastrophe. Par ailleurs, l'implication active des résidents et des commerçants a permis de stabiliser certains secteurs en proie aux activités criminelles. L'exemple du projet mis en place à l'échelle du secteur de Yucca illustre ce point puisque la lutte contre les activités criminelles a constitué une priorité pour les habitants dans la mesure où la réduction de l'insécurité était considérée comme un pré-requis à la revitalisation du secteur.

Si le modèle de Los Angeles montre que la catastrophe peut constituer une opportunité pour réduire l'insécurité urbaine à l'échelle de quartiers en difficulté, il convient toutefois de nuancer le succès de l'expérience de 1994 présentée précédemment. En effet, de très nombreux quartiers défavorisés qui, à la différence d'Hollywood, ne bénéficiaient pas de plan de revitalisation avant la catastrophe, ont pu connaître une aggravation de leur insécurité. Les quartiers localisés au Sud de la ville (secteur de *South Central*), s'ils ont connu moins de dommages que ceux localisés au Nord, ont toutefois pu connaître un cycle de déclin accéléré comme cela s'est observé à l'échelle des quartiers pauvres de la Nouvelle-Orléans après Katrina.

- Une nécessaire préparation des acteurs de la gestion de crise et de la reconstruction

L'exemple de la ville de Los Angeles permet de tirer certains enseignements qui pourraient bénéficier à d'autres villes exposées à des risques naturels majeurs. En effet, ce modèle illustre les retombées positives que peut avoir une catastrophe sur l'insécurité urbaine dans la mesure où cette problématique est adressée de manière globale par les acteurs locaux tout en intégrant les acteurs privés et les résidents. Pour être efficaces, ces mesures devraient être mises en place le plus rapidement possible afin d'éviter le redéveloppement des activités criminelles à l'échelle des territoires affaiblis par l'événement. En effet, la réappropriation par les réseaux criminels des territoires anciennement ou nouvellement vulnérables, constitue, nous l'avons vu, une réelle entrave au rétablissement des territoires. Ainsi, plus les réponses visant à prévenir ou réduire l'insécurité seront mises en place rapidement plus elles auront de chances d'être efficaces. Pour ce faire, il paraît indispensable que les acteurs en charge de la reconstruction disposent de projets concrets déjà établis puisque le contexte *post* catastrophe nécessite des actions rapides de la part des autorités disposant de ressources limitées et de peu de temps pour prendre des décisions. Dès lors, il semble que si la catastrophe représente une opportunité pour favoriser la sécurité à l'échelle d'une ville ou de quartiers particulièrement vulnérables, il est nécessaire que les autorités locales disposent de projets de développement intégrant les questions sécuritaires, cela dès les « temps hors crise », sans quoi

la catastrophe pourra s'avérer constituer un « processus producteur de risque »¹⁰¹.

Les réponses sécuritaires à apporter lors de la période de crise (phase d'impact et d'urgence) nécessitent également d'être anticipées dès les temps hors crise en raison de l'urgence dans laquelle les gestionnaires doivent agir. Nous avons vu (chapitre 7) que le passage du cyclone Katrina avait conduit à une crise majeure à la Nouvelle-Orléans caractérisée par une insécurité prégnante qui avait largement entravé la gestion de la situation par les autorités tant locales que fédérales. La diffusion des pillages et la propagation de rumeurs de violences par les médias, avaient par ailleurs favorisé les violences policières ayant durablement terni l'image de la police et conduit à des transferts d'insécurité vers les sites d'accueil des évacués. Dès lors, si la catastrophe constitue bien une « fenêtre préventive » en matière de gestion de l'insécurité, la prise en charge rapide des problèmes sécuritaires, tant à court qu'à long terme, paraît difficilement envisageable en l'absence de plans directeurs pensés dès les temps hors crise.

¹⁰¹ Cf. Vinet et al. (2012).

Synthèse chapitre 12 :

À la Nouvelle-Orléans, la catastrophe Katrina a conduit à exacerber les problèmes d'insécurité à l'échelle des territoires déjà vulnérables avant l'événement. L'affaiblissement prolongé de ces territoires qui a favorisé le développement des activités criminelles, a par ailleurs contribué à renforcer le risque criminel à l'échelle des territoires résilients qui ont pourtant pu connaître une baisse de leur criminalité à long terme. Si le renforcement des stratégies de contrôle du territoire par les habitants et les gestionnaires permet d'expliquer ces tendances criminelles, l'aggravation de certaines formes de criminalité, notamment les homicides, à l'échelle de certains quartiers caractérisés par une dynamique de revitalisation, constitue un indicateur de leur exposition accrue à la menace criminelle. En effet, la reconstruction hétérogène de la ville a conduit à amplifier les écarts de développement entre les territoires créant ainsi des conditions propices au « fonctionnement territorial » de la criminalité. Le maintien de territoires en marge de la reconstruction constitue donc une menace pour l'ensemble du système urbain qui risque à long terme de subir les effets délétères d'une insécurité prégnante menaçant les activités liées au tourisme qui se trouvent à la base de l'économie locale.

Les réponses à l'insécurité dans le contexte de la reconstruction se doivent donc de considérer les secteurs les plus affaiblis par la catastrophe afin d'éviter que ceux-ci ne soient (re)appropriés par les réseaux criminels et qu'ils ne deviennent une menace pour l'équilibre sécuritaire de la ville dans son ensemble.

La gestion de l'insécurité qui permet de favoriser la résilience des territoires, devrait faire l'objet de réponses « multi-échelles » passant par une implication active des autorités locales et des populations dans la mesure où celles-ci sont les mieux à même d'identifier les problèmes sécuritaires de leur quartier.

La prise en charge par les autorités de la ville des secteurs les plus dévastés devrait passer, d'une part, par leur sécurisation et leur entretien et, d'autre part par un soutien aux propriétaires foncier et immobilier, y compris ceux n'ayant pas souscrit à une assurance avant la catastrophe. Ce soutien financier qui permettrait aux propriétaires d'initier rapidement la reconstruction ou la rénovation de leurs logements, aiderait ainsi à prévenir le développement des activités criminelles dans les secteurs les plus endommagés par la catastrophe.

A l'échelle de quartiers confrontés à des problèmes d'insécurité anciens (*pre* catastrophe) ou nouveaux (*post* catastrophe) l'implication des autorités locales est cruciale pour initier leur processus de reconstruction mais celle-ci ne doit pas se passer d'une implication active des populations. Les habitants sont en effet les plus à même de déterminer les problèmes les plus préoccupants et devraient donc travailler en collaboration avec les autorités, notamment la police, dans la prise en charge des problèmes sécuritaires entravant la résilience de leur « territoire de vie ».

Conclusion générale

L'approche géographique du lien entre la problématique de l'insécurité urbaine et l'étude des catastrophes d'origine naturelle, qui a pu être exposée dans la thèse à travers le cas particulier de la Nouvelle-Orléans et du cyclone Katrina, constitue une avancée nouvelle et originale dans la recherche sur les catastrophes. L'intérêt académique pour l'étude de cette problématique s'explique principalement par le constat que peu de recherches ont été effectuées sur le sujet, en France comme aux Etats-Unis. La thèse s'est donc attachée à étudier la catastrophe Katrina sous un angle de recherche nouveau et particulièrement adapté à la discipline de la géographie des risques. En effet, la problématique de l'insécurité urbaine, investie par le prisme de la géographie, constitue une approche originale permettant de considérer l'insécurité urbaine comme un risque objectif, perçu et géré. Si la problématique de l'insécurité urbaine est délaissée par les chercheurs travaillant sur les catastrophes « naturelles » et leurs implications territoriales, le cas de la Nouvelle-Orléans montre pourtant clairement que celle-ci s'avère être un aspect de la gestion de crise et de la reconstruction essentiel à prendre en considération. En effet, la catastrophe Katrina, de par les nombreuses perturbations qu'elle a entraînées, a eu des conséquences multiples sur l'insécurité urbaine (criminalité/représentations du danger/réponses sécuritaires). Par ailleurs, l'insécurité urbaine a eu diverses implications sur la catastrophe puisqu'elle a constitué un obstacle à la gestion de la crise et a sérieusement menacé la résilience de ville de la Nouvelle-Orléans sur le long terme.

Afin d'analyser la catastrophe Katrina en lien avec la problématique de l'insécurité urbaine, le travail s'est en premier lieu attaché à établir un lien théorique entre l'insécurité urbaine et le territoire puis, entre les catastrophes « naturelles » et le territoire. Le territoire constitue en effet dans la thèse l'élément fédérateur permettant de faire le lien entre les deux thématiques. Cette étape initiale du travail est dans un premier temps passée par l'analyse des travaux réalisés en criminologie environnementale. Cette discipline considère en effet le crime comme un événement dont la survenue est conditionnée par certaines caractéristiques des territoires qui les rendent plus ou moins vulnérables. Dans un second temps, l'analyse des travaux sur les catastrophes dites naturelles, menés par les géographes se réclamant du paradigme radical, a permis de relier la catastrophe au territoire. D'après ce courant de pensée, les impacts des catastrophes sont en effet à voir du côté des causes profondes de vulnérabilité des territoires. Ce travail de revue de la littérature a donc permis d'établir un premier lien hypothétique qui se veut être circulaire entre la problématique de l'insécurité urbaine et l'étude des catastrophes (lien 1) ; La catastrophe peut avoir des effets sur l'insécurité urbaine de par ses impacts sur le territoire (1) ; l'insécurité urbaine peut avoir des effets sur la catastrophe dans la mesure où elle conditionne les réponses des gestionnaires et des habitants

(2). Parallèlement à ce premier lien, le rapprochement des deux cadres théoriques de la criminologie environnementale et de l'étude géographique des catastrophes a permis de mettre à jour un autre lien qui s'est précisé au cours du travail. En effet, certains des facteurs de vulnérabilité des territoires à l'insécurité s'avèrent être identiques aux facteurs de vulnérabilité des territoires aux catastrophes (facteurs de vulnérabilité profonde) (lien 2). Après avoir analysé séparément les deux cadres théoriques nous ayant permis d'émettre l'hypothèse de ces différents liens, nous avons procédé à l'analyse de la littérature portant sur la thématique de l'insécurité urbaine étudiée en lien avec celle des catastrophes. Si aucune étude existante n'aborde l'insécurité urbaine telle que nous la définissons, les études anglophones existantes se cantonnent pour la plupart aux conséquences à court terme des catastrophes sur la criminalité urbaine (Lemieux, 2005 ; Siman, 1977) et traitent principalement de la thématique du pillage (cf. Quarantelli, 1970 ; 1994 ; 2006 ; 2007). Face à la carence des recherches sur cette question, certaines études géographiques récentes menées sur le long terme semblent toutefois indiquer un intérêt émergent pour cette problématique (Curtis, 2011).

Partant des constats tirés de la littérature, l'étude du lien entre l'insécurité urbaine et la catastrophe Katrina à la Nouvelle-Orléans est passée par un travail consistant à revenir sur les caractéristiques urbaines antérieures à la catastrophe de 2005. Cette étape de la thèse nous a permis d'établir un lien entre les caractéristiques socio-environnementales de la ville et sa vulnérabilité extrême aux aléas naturels. Par ailleurs, cela nous a permis d'investir le lien entre les caractéristiques des territoires et la spatialisation de l'insécurité urbaine à l'échelle de la ville. Par la suite, l'analyse géographique des implications territoriales du cyclone Katrina, qui nous a permis de spatialiser ses impacts à court et à long termes, a montré le rôle de catalyseur de la catastrophe sur les dynamiques urbaines en cours ou en germe avant l'événement. La catastrophe a en effet conduit à une aggravation des inégalités socio-économiques en raison d'une implication quasi inexistante des autorités publiques dans le processus de reconstruction de la ville.

Ce travail de contextualisation nous a par la suite permis d'étudier les caractéristiques spatiales de l'insécurité urbaine aux différentes temporalités de la catastrophe. A court terme, Katrina a conduit à des transferts d'insécurité qui ont pu être mis en évidence par notre étude menée *a posteriori*. La reconstitution des événements s'appuyant sur un long travail de terrain a permis d'identifier de nombreux décalages entre la « réalité » des faits et les discours prononcés au temps T. Ce travail de reconstitution des événements a permis de localiser et d'expliquer les différents événements violents survenus au cours des jours *post* Katrina, en distinguant ceux réellement survenus, des rumeurs répandues par les médias de masse. Ce travail de reconstitution a finalement permis d'illustrer la circularité du lien entre l'insécurité urbaine et la catastrophe ; D'une part, Katrina a entraîné des transferts géographiques d'insécurité urbaine à l'échelle de la Nouvelle-Orléans et des villes d'accueil des évacués et, d'autre part, l'insécurité urbaine a eu de nombreux impacts sur la gestion de la catastrophe.

Au-delà de ce lien « circulaire » démontré à court terme, le travail de cartographie des données criminelles analysées sur dix ans, a permis de mettre en lumière certaines évolutions notables en matière de spatialisation de la criminalité après Katrina, au regard des caractéristiques *pre* catastrophe. Les années *post* Katrina se sont en effet accompagnées d'une baisse ou d'une augmentation relative du volume de criminalité à l'échelle de certains territoires. Ceci a pu être analysé par le calcul des taux d'évolution de la criminalité prenant en considération les évolutions démographiques *post* Katrina. Si l'analyse des données criminelles a été utile pour retracer les évolutions spatiotemporelles de la criminalité urbaine après Katrina, nous avons toutefois vu que cette approche quantitative nécessitait d'être complétée par une approche qualitative. En effet, certaines formes de criminalité propres au contexte *post* Katrina n'apparaissent pas dans les registres de la police (cf. victimisation des travailleurs hispaniques). Parallèlement à l'étude de la criminalité urbaine, la thèse s'est attachée à retracer et analyser les évolutions spatiotemporelles des stratégies sécuritaires micro-localisées (*Security Districts*) par le recours aux méthodes d'analyse spatiale (SIG). Ce travail a permis de mettre en perspective le lien entre l'occurrence de la catastrophe et le développement de ces pratiques sécuritaires et, plus généralement, d'une tendance accrue à la privatisation de la sécurité après Katrina.

Une fois cette étape de reconstitution des évolutions spatiales et temporelles de l'insécurité urbaine effectuée, nous avons pu analyser ces tendances en lien avec les implications territoriales de la catastrophe. Le lien circulaire qui avait pu être vérifié à court terme, a également pu être validé à long terme dans la mesure où la catastrophe Katrina a constitué un accélérateur de dynamiques urbaines conduisant à une aggravation des problèmes d'insécurité dans les territoires déjà en proie à une forte criminalité avant la catastrophe. Par ailleurs, l'approche systémique du lien entre la catastrophe et l'insécurité urbaine a permis de montrer que cette dernière a fortement entravé le rétablissement des territoires les plus vulnérables et qui s'avèrent être les moins résilients. Les liens rétroactifs entre l'insécurité urbaine et la catastrophe ont ainsi été démontrés. Si l'insécurité urbaine a entravé le rétablissement des territoires (1), la faible résilience de ceux-ci a favorisé l'insécurité urbaine dans la mesure où ces territoires sont devenus particulièrement propices au développement des activités criminelles (2). En parallèle de l'étude du lien entre la criminalité et la catastrophe, nous avons également analysé les impacts de la catastrophe sur les représentations du danger par les habitants et les policiers. Dans la mesure où la catastrophe avait conduit à de nombreux changements en matière de spatialisation de la criminalité, nous avons voulu voir si les représentations du danger s'étaient adaptées à ces évolutions. Les représentations du danger s'avèrent en effet essentielles à prendre en compte dans la mesure où elles déterminent grandement les réponses sécuritaires des individus. Pour cette raison, l'analyse des distorsions territoriales entre l'objectivité du risque criminel et les perceptions du danger, a soulevé le problème de l'adaptation des réponses à l'insécurité dans le contexte particulier de l'« après catastrophe ».

Finalement, le cas de la Nouvelle-Orléans et du cyclone Katrina nous a permis de montrer que le mode de gestion de la catastrophe, à court comme à long termes, a constitué un contexte favorable à l'aggravation des écarts de vulnérabilité des territoires. Le processus de reconstruction « par le bas » a en effet conduit à aggraver l'insécurité urbaine à l'échelle des territoires en marge de la reconstruction alors que, dans le même temps, les territoires résilients ont renforcé leur sécurité par la mise en place de mécanismes défensifs reposant notamment sur une forte implication citoyenne « contre le crime ». A l'échelle de la ville, le renforcement par la catastrophe des inégalités territoriales en matière d'accès à la sécurité a conduit à renforcer la vulnérabilité de l'ensemble du système urbain. En effet, nous avons pu montrer que le maintien de territoires en marge du processus de reconstruction, qui se trouvent être les plus exposés à l'insécurité, constitue un facteur de vulnérabilité pour les territoires bénéficiant pourtant d'une sécurité renforcée. Cette vulnérabilité territoriale renforcée par la catastrophe s'explique en grande partie par la reconstruction à « plusieurs vitesses » de la ville. Celle-ci s'est en effet caractérisée par une proximité spatiale entre des territoires fortement hétérogènes, qui, sur le plan criminel, fonctionnent en système.

Le cas de la Nouvelle-Orléans, qui constitue un contre-modèle d'une gestion efficace d'une catastrophe majeure, nous a finalement permis de montrer l'importance de prendre en considération la problématique de l'insécurité urbaine dans l'étude des catastrophes.

➤ La catastrophe Katrina ; quels apprentissages et pistes de réflexion pour le futur ?

Le travail de retour d'expérience (REX) sur la catastrophe Katrina à la Nouvelle-Orléans s'appuie sur un important travail de terrain qui a permis d'aboutir à une vision globale des interactions entre la catastrophe Katrina et l'insécurité urbaine. Les limites inhérentes à un travail portant sur l'analyse d'événements passés et reposant en partie sur des données partielles qu'il convient d'analyser avec du recul (données criminelles), ne remettent pas en cause les conclusions tirées. Cette étude de cas nous a en effet permis de répondre à l'objectif initial de la thèse qui consistait à établir un lien entre la problématique de l'insécurité urbaine et l'étude des catastrophes d'origine naturelle. Ce lien n'est donc pas linéaire mais bien circulaire (lien 1) puisqu'une catastrophe peut entraîner des changements en matière de spatialisation de l'insécurité urbaine (1) et l'insécurité urbaine peut agir sur la catastrophe en freinant la gestion de crise (court terme) et le processus de résilience *post* catastrophe (long terme). D'autre part, cette étude de cas nous a permis de mettre en avant des facteurs communs de vulnérabilité des territoires à l'insécurité urbaine et aux catastrophes (lien 2) ; Les territoires marginalisés où les populations possèdent une capacité limitée à s'organiser contre la criminalité s'avèrent être les territoires les plus vulnérables et les moins résilients face aux catastrophes.

Le travail de thèse, qui s'est attaché à analyser un événement passé sous un angle peu investi jusque là,

permet ainsi de tirer des enseignements pouvant être utiles dans le futur. L'apport de la thèse ne se limite donc pas à l'analyse du cas de la Nouvelle-Orléans puisque le travail ouvre de nombreuses pistes de réflexions qui vont au-delà de l'étude du lien entre l'insécurité urbaine et les catastrophes « naturelles ».

Ce travail précurseur permet d'ouvrir la voie à de futures recherches, en géographie ou dans d'autres disciplines, s'intéressant à la problématique de l'insécurité urbaine et des catastrophes, qu'elles soient ou non d'origine naturelle. Il semble en effet important de poursuivre la réflexion menée dans la thèse afin d'analyser plus finement le lien « circulaire » entre l'insécurité urbaine et les catastrophes, ceci sur le court comme le long terme et, d'autre part, les facteurs de vulnérabilité communs des territoires (insécurité/catastrophe). Ces recherches pourraient passer par l'étude de cas concrets comme cela a été fait dans la thèse. Ces travaux seraient utiles pour dégager des tendances communes ou des différences entre les cas d'étude et permettraient ainsi d'identifier des points de blocage (facteurs de vulnérabilité) ou des facteurs de réussite (sécurité/résilience) en matière de gestion de l'insécurité urbaine. Au-delà de l'analyse de l'insécurité urbaine étudiée en lien avec la catastrophe, il serait intéressant que cette problématique fasse l'objet de travaux universitaires en géographie des risques dans la mesure où cet objet d'étude est tout à fait adapté à l'approche classique des risques.

Parallèlement aux perspectives académiques, la thèse permet d'appeler de nos vœux une meilleure prise en compte de la problématique de l'insécurité urbaine par les acteurs en charge de la gestion et de la prévention des catastrophes, qu'elles soient ou non d'origine naturelle. En effet, la criminalité urbaine représente une sérieuse menace à une gestion de crise efficace et à un rétablissement urbain durable puisqu'elle constitue une source d'inquiétude majeure pour les populations. L'anticipation des conséquences que pourrait avoir une catastrophe sur l'insécurité urbaine pourrait permettre de faciliter les gestions de crise futures dans les villes soumises à une criminalité urbaine endémique. Similairement, l'anticipation des conséquences que pourrait avoir l'insécurité urbaine sur la gestion d'une catastrophe, sur le court et le long terme, devrait permettre d'identifier des mesures de prévention permettant d'éviter les situations similaires à celles qui ont été observées à la Nouvelle-Orléans après le passage de Katrina. La mise en place de plans de gestion de crise et de reconstruction adressant cette problématique, devrait par ailleurs inciter les acteurs en charge de la sécurité urbaine à considérer la catastrophe comme une « fenêtre d'opportunité » en matière de prévention de la criminalité urbaine, comme l'illustre le cas de la ville de Los Angeles après le séisme de 1994. Ce cas montre en effet qu'une catastrophe naturelle de grande ampleur peut constituer une « occasion » pour apporter des réponses adaptées aux problèmes d'insécurité urbaine et qui s'avèrent difficiles à mettre en place en contexte hors crise.

Bibliographie

- Adams, P.R. et Adams, G.R. (1984). *Mount Saint Helens's Ashfall: Evidence for a Disaster Stress Reaction*. *American Psychologist*, vol. 39, pp. 252-260.
- Adger, W.N. (2000). *Social and ecological resilience: are they related?* *Progress in Human Geography*, vol. 24, N°3, pp. 347-364.
- Adya, M., Miller, M.K. Singer, J.A., Thomas, R.M. et Padilla, J.B. (2007). *Cultural Differences in Perceptions of the Government and the Legal System: Hurricane Katrina Highlights What Has Been There All Along*. In Potter, H (ed.), *Racing the Storm: Racial Implications and Lessons Learned from Hurricane Katrina*. Lanham, MD: Rowman and Littlefield Publishers, pp. 67-91.
- Agnew, R. (1992). *Foundation for A General Strain Theory of Crime and Delinquency*. *Criminology*, vol. 30, N°1, pp. 47-87.
- Alexander, D. (1993). *Natural disasters*. University College London Press, London and Kluwer Academic Publishers, Dordrecht and Boston.
- Allen, R.C. (1996). *Socioeconomic conditions and property crime: A comprehensive review and test of the professional literature*. *American Journal of Economics and Sociology*, vol. 55, N°3, pp. 293-308.
- Andersen, C.F. et al. (2007). *The New Orleans hurricane protection system: what went wrong and why*. American Society of Civil Engineers.
- Anderson, E. (2001). *The code of the streets Violence and the Moral Life of the Inner City*. W. W. Norton & Company.
- Andreas, P. et Wallman, J. (eds.) (2009). *Special issue on illicit markets and violence*. *Crime Law and Social Change*, vol. 52, N° 3, pp. 225-336.
- Andreas, P. et Wallman, J. (2009). *Illicit markets and violence: what is the relationship?* *Crime Law and Social Change*, vol. 52, N°3, pp. 225-229.
- Aschan-Leygonie, C. (1998). *La résilience d'un système spatial: l'exemple du Comtat. Une étude comparative de deux périodes de crise au 19ème et 20ème siècle*. Dans Département de Géographie, 401 p. Paris: Université de Paris 1 - Panthéon-Sorbonne.
- Ascher, F. (1995). *Métapolis ou l'avenir des villes*. Paris, Odile Jacob.
- Atkinson, R. et Flint, J. (2004). *Fortress UK? Gated communities, the spatial revolt of the elites and time-space trajectories of segregation*. *Housing Studies* (novembre 2004), vol. 19, N°6, pp. 875-892.
- Aysan, Y. et Davis, I. (1993). *Rehabilitation and Reconstruction*. Disaster Management Training Programme, United Nations Development Programme / Department of Humanitarian Affairs, Geneva.
- Bailey, K. (2009). *An Evaluation of the Impact of Hurricane Katrina on Crime in New Orleans, Louisiana*. Masters of Public Administration, Texas State University – San Marcos Department of Political Science.
- Bailly, A. et al. (1983). *La marginalité: réflexions conceptuelles et perspectives en géographie, sociologie et économie*. *Géotopiques*, N° 1, pp. 73-115.
- Bailly, A. (1996). *Risques Naturels, Risques de sociétés*. Paris: Economica.
- Bailly, A. (1994). *Enseigner les risques naturels*. In Champ's (1994), *Enseigner les risques naturels, pour une géographie physique revisitée*, Anthropos, Paris, GIP Reclus, Montpellier, pp. 173-185.
- Barry, J.M. (1997). *Rising Tide: The Great Mississippi Flood of 1927 and How It Changed America*. New York: Touchstone Books.
- Barsky, L.E., Trainor, J. et Torres, M. (2006). *Disaster Realities following Katrina: Revisiting the Looting Myth*. in *Learning from Catastrophe: Quick Response Research in the Wake of Hurricane Katrina*, edited by the Natural Hazards Center. Boulder: Institute of Behavioral Science, University of Colorado, pp. 215-234

- Barton, A.H. (1969). *Communities in Disaster: A Sociological Analysis of Collective Stress Situations*. Garden City, NY: Anchor Books.
- Baum, D. (2006). *Deluged: When Katrina Hit, Where Were the Police?* The New Yorker, vol. 81, N°43, pp. 50-63.
- Bayley, D.H. et Shearing, C.D. (2001). *The New Structure of Policing: Description, Conceptualization, and Research Agenda*. Washington, DC: National Institut de la Justice, US Department of Justice.
- Beck, U. (1986). *La société du risque: Sur la voie d'une autre modernité*. Traduit de l'allemand par Bernardi L. (Paris, 2001), Champsessais, Flammarion. Paris.
- Becker, J., Saunders, W., Hopkins, L., Wright, K. et Kerr, J. (2008). *Pre-event recovery planning for land use in New Zealand: An updated methodology*. GNS Science Report.
- Bennett, R. (1991). *Development and Crime: a Cross-National, Time-Series Analysis of Competing Models*. Sociological Quarterly, vol. 32, pp. 343-363.
- Berke, P.R., Kartez, J. et Wenger, D. (1993). *Recovery After Disasters: Achieving Sustainable Development, Mitigation and Equity*. Disasters, vol. 17, N°2, pp. 93-109.
- Berke, P.R. (1995). *Natural-hazard reduction and sustainable development: A global assessment*. Journal of Planning Literature, vol 9, pp. 370-382.
- Berke, P.R., Kartez, J. et Wenger, D. (2008). *Achieving sustainable development, mitigation, and equity*. Disasters. vol. 17, N°2, pp. 93-109.
- Berque, A., Bonnin, P. et Ghorra-Gobin, C. (dir.) (2006). *La ville insoutenable*. Paris: Éditions Belin.
- Besson, J.L. (2004). *Les cartes du crime*. Presses Universitaires de France – PUF.
- Bigo, D. et al., (2001). *Défense et identités, un contexte sécuritaire global ?* Cultures et Conflits, Sociologie Politique de l'International, N°44.
- Billard, G. (1999). *Citoyenneté, Planification et Gouvernement Urbains aux Etats-Unis. Des communautés dans la ville*. Paris: L'Harmattan.
- Billard, G., Chevalier, J. et Madoré, F. (2005). *Ville fermée, ville surveillée. La sécurisation des espaces résidentiels en France et en Amérique du Nord*. Géographie sociale, Presses Universitaires de Rennes.
- Bindé, J. (1997). *Ethique du futur. Pourquoi faut-il retrouver le temps perdu ?* Revue Futuribles, vol. 226 (décembre 1997), pp. 19-40.
- Birch, E.L. et Wachter, S.M. (2006). *Rebuilding urban places after disaster: lessons from Hurricane Katrina*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press.
- Birkland, T.A. (1998). *Disaster and the courts' agenda*. The Judges' Journal Fall, pp. 1-11.
- Blakely E.J. et Snyder M.G. (1997). *Fortress America: Gated Communities in the United States*. Cambridge, Washington (DC), Brooking Institution Press, Lincoln Institute of Land Policy.
- Blanck, J. et Siou, H. (2009). *La gentrification : un phénomène urbain complexe et son utilisation par les pouvoirs publics*. Citegeo, La ville pour tous.
- Block, R. (1979). *Community, Environment, and Violent Crime*. Criminology, vol. 17, pp. 46-57.
- Block, R. et Block, C.R. (2000). *The Bronx and Chicago. Street Robbery in the Environs of Rapid Transit Stations*. In Goldsmith, V., McGuire, P., Mollenkopf, J. et Ross, T. (eds.), *Analyzing Crime Patterns, Frontiers of Practice*. Thousand Oaks: Sage Publications, pp. 137-152.
- Blumstein, A. et Wallman, J. (2006). *The Crime Drop and Beyond*. Annual Review of Law and Social Science, vol. 2., pp. 125-146.
- BNOB (2006). *Action Plan for New Orleans: The New American City*. New Orleans: Bring New Orleans Back Commission.
- Boba, R. (2005). *Crime Analysis and Crime Mapping*. SAGE Publications, 2005.
- Body-Gendrot, S. (1993). *Ville et violence. L'irruption de nouveaux acteurs*. Presses Universitaires de France – PUF.
- Body-Gendrot, S. (1998). *Les Villes Face à l'Insécurité: Des Ghettos Américains aux Banlieues Françaises*. Paris, Bayard.
- Body-Gendrot, S. (1998). *L'insécurité. Un enjeu majeur pour les villes*. In: Sciences Humaines, N°89, pp. 28-31.

- Body-Gendrot, S. (1999). *Les violences urbaines en France et aux États-Unis : tentatives de réponses*. Revue française d'administration publique, juillet/sept.1999, (91), Institut international d'administration publique, Paris, pp. 545-554.
- Body-Gendrot, S. (2001). *Villes : la fin de la violence ?* Paris, Presses de Science Po.
- Body-Gendrot, S. (2002). *Les recherches sur « les lieux sensibles » aux États-Unis*. Revue Européenne des Migrations Internationales, vol. 18, N°3, pp. 107-116.
- Body-Gendrot, S. (2002). *La société américaine après le 11 septembre*. Presses de Science Po.
- Body-Gendrot, S. (2008). *La peur détruira-t-elle la ville ?* Paris, Editions Bourin, coll. Place de la Sorbonne.
- Boisteau, C. (2005a). *Sécurité, dynamiques urbaines et privatisation de l'espace à Johannesburg, Lausanne*. Les cahiers du LaSUR, N°7, EPFL.
- Boisteau, C. et Pedrazzini Y. (éds.) (2008). *Violences Urbaines et Politiques de Sécurité. Pratiques locales publiques et privées dans la sécurisation de l'espace urbain. Recherche-actions menées à Barcelone et Bogota*. Lausanne, Les cahiers du LaSUR, N°12, EPFL.
- Boisteau, C. (2009). *Violences, sécurités et territoires. Transformations urbaines à Barcelone et Bogota*. Thèse de doctorat soutenue le 02 juillet 2009 à l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne.
- Bouchard, L.M. (coord.) (2007). *Indicateurs de vulnérabilité associés à la sécurité d'un territoire*. Québec, Institut national de santé publique du Québec.
- Box, S., Hale, C. et Andrews, G. (1988). *Explaining fear of crime*. British journal of criminology, vol.28, pp. 340-356.
- Brantingham, P.J. et Brantingham, P.L. (1984). *Patterns in Crime*. New York: MacMillan.
- Brantingham, P.J. et Brantingham, P.L. (1991). *Environmental criminology*. Prospect Heights, Illinois, Waveland Press.
- Brantingham, P.J. et Brantingham, P.L. (1993). *Environment, routine and situation: Toward a theory of crime*. In Clarke, R.V. et Felson, M. (1993), *Routine activity and rational choice*. New Brunswick, NJ: Transaction, pp. 259-294.
- Brantingham, P.J. et Brantingham, P.L. (1994). *La concentration spatiale relative de la criminalité et son analyse: vers un renouvellement de la criminologie environnementale*. Criminologie, vol. 27, pp. 81-97.
- Brantingham, P.J. et Brantingham, P.L. (1995). *Criminality of place: Crime generators and crime attractors*. European Journal on Criminal Policy and Research, vol. 3, pp. 5-26.
- Brinkley, D. (2006). *The Great Deluge. Hurricane Katrina, New Orleans, and the Mississippi Gulf Coast*. New York: Haper Collins.
- Brooks, J.S. et Young, A.H. (1993). *Revitalising the Central Business District in the Face of Decline: The Case of New Orleans, 1973-1993*. The Town Planning Review, vol. 64, pp. 251-271.
- Brown, B.B. Perkins, D.D. et Brown, G. (2004). *Incivilities, place attachment and crime: Block and individual effects*. Journal of Environmental Psychology, vol. 24, N°3 (septembre 2004), pp. 359-371.
- Brunkard, J., Namulanda, G. et Ratard, R. (2008). *Hurricane Katrina deaths, Louisiana, 2005*. Disaster Med Public Health Prep, vol. 2, N°4, pp. 215-223.
- Brunsmas, D.L., Overfelt, D. et Picou, J.S. (ed.) (2010). *The Sociology of Katrina: Perspectives on a Modern Catastrophe*. Rowman & Littlefield Publishers, 2nd edition.
- Burby, R.J. (2002). *Flood Insurance and Floodplain Management: The U.S. Experience*. Journal of Environmental Hazards, N°3, pp. 111-122.
- Burby, R.J. (2005). *Have State Comprehensive Planning Mandates Reduced Insured Losses from Natural Disasters?* Natural Hazards Review, vol. 6, pp. 67-81.
- Burby, R.J. (2006). *Hurricane Katrina and the Paradoxes of Government Disaster Policy: Bringing About Wise Governmental Decisions for Hazardous Areas*. The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science, pp. 171-191.
- Burby, R.J., Nelson, A.C. et Sanchez, T.W. (2006). *The Problems of Containment and the Promise of Planning*. In Birch, E.L. et Wachter, S.M (eds.), *Rebuilding Urban Places After Disaster. Lessons*

- from Hurricane Katrina. Philadelphia: The University of Philadelphia Press, pp. 47-65
- Burgess, E.W. (1916). *Juvenile Delinquency in a Small City*. Journal of the American Institute of Criminal Law and Criminology, vol. 6, pp. 724-728.
- Burgess, E.W. (1925). *The Growth of the City: An Introduction to a Research Project*. In Park, R.E., Burgess, E.W. et McKenzie, R.D. (eds.), *The City*. Chicago: The University of Chicago Press, pp. 47-62.
- Burns, P. et Thomas, M.O. (2006). *The Failure of the Nonregime. How Katrina Exposed New Orleans as a Regimeless City*. *Urban Affairs Review*, vol. 41, pp. 517-527.
- Burnside, R. (2006). *Leaving the Big Easy: An Examination of the Hurricane Evacuation Behavior of New Orleans Residents before Hurricane Katrina*. Journal of Public Management and Social Policy, vol. 12, pp. 49-62.
- Burton, E. (2000). *The compact city: just or just compact?* Urban Studies, vol. 37, N°11, pp. 1969-2001.
- Burton, I.R., Kates, R.W. et White, J.F. (1978). *The Environment as Hazard*. New York: Oxford University Press.
- Bursik, R.J. (1988). *Social disorganization and theories of crime and delinquency*. *Criminology*, N°26, pp. 519-551.
- Bursik, R.J. et Grasmick, H.G. (1993). *Neighborhoods and crime: The dimensions of Effective Community Control*. New York, NY: Lexington Books.
- Cadag, J. R. D. (2013). *A l'ombre du géant aigre-doux. Vulnérabilités, capacités, et réduction des risques en contexte multiethnique : le cas de la région du Mont Kanlaon (Philippines)*. Thèse de doctorat sous la direction de Leone, F. et la codirection de Gaillard, J.C., soutenue le 10 décembre 2013, Université Paul-Valéry Montpellier.
- Campanella, R. (2002). *Time and place in New Orleans: past geographies in the present day*. Gretna, La.: Pelican Pub. Co.
- Campanella, R. (2006). *Geographies of New Orleans. Urban Fabric before the Storm*. Lafayette: University of Louisiana Press.
- Campanella, R. (2007). *An Ethnic Geography of New Orleans*. The Journal of American History, N° 94, pp. 704-715.
- Campanella, R. (2008). *Bienville's Dilemma. A Historical Geography of New Orleans*. Lafayette, LA: University of Louisiana Press.
- Campanella, T.J. et Vale, L.J. (2005). *The Resilient City. How Modern Cities Recover from Disaster*. New York: Oxford University Press.
- Camphuis, N.G. (2006). *L'inondation comme risque économique : comment le retour d'expérience sur la Nouvelle-Orléans éclaire une situation française et pousse à anticiper les conséquences des inondations ?* Centre Européen de Prévention des risques d'inondations (CEPRI).
- Castel, R. (2003). *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?* Paris, coédition Seuil – La République des idées.
- Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC) (2012). *Rapport international 2012 sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne*. Montréal, 2012, Ochoa R. (rédacteur en chef).
- Chaline, C. et Dubois Maury, J. (1994). *La ville et ses dangers*. Masson.
- Chaline, C. et Dubois Maury, J. (2004). *Les risques urbains*. Paris, A. Colin 2^{ème} édition.
- Chalumeau, E. (2001). *La politique de lutte contre l'insécurité*. Regards sur l'actualité, N°275, Novembre 2001, pp. 27-40.
- Chalumeau, E. (2002). *Les usages multiples des SIG dans la conduite des projets de sécurité urbaine*. Actes de la conférence francophone ESRI, SIG 2002.
- Chamboredon, J.C. et Lemaire, M. (1970). *Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement*. Revue française de sociologie, vol. 11, N°1, pp. 3-33.
- Chamlin, M.B. et Cochran, J.K. (1997). *Social Altruism and Crime*. *Criminology*, vol. 35, N°2, pp. 203-228.
- Chapeau, M., Fincoeur, B. et Lemaitre, A. (2008). *Crimprev info N°13 - Perception du crime, insécurité et*

- segmentation sociale*. CRIMPREV, Crimprev Info, Le programme CRIMPREV.
- Charron, M. (2011). *Caractéristiques des quartiers et répartition de la criminalité à Toronto : analyse supplémentaire de la criminalité chez les jeunes*. Statistiques Canada, 85-561-M au catalogue, N°22, décembre 2011.
- Chevalier, L. (1958). *Classes laborieuses, classes dangereuses*. Paris, Perrin, Civilisation d'hier et d'aujourd'hui, 2002.
- Chignier-Riboulon, F. (2005). *Le risque social urbain, éléments pour une réflexion*. In Wackermann, G. (dir.) (2005), *La géographie des risques dans le monde*. Ellipses, Paris, 2^{ème} édition.
- City of Los Angeles (1995). *Rebuilding Communities: Recovering from the Northridge Earthquake, January 17, 1994, The First 365 Days*. Los Angeles City Housing Department, January 17.
- City of Los Angeles (1998). *Northridge Earthquake – Four Years Later*. Press Release, January 22, 1998. Los Angeles City Housing Department.
- Clarke, R.V. (1980). *Situational, Crime prevention: theory and practice*. The British Journal of Criminology, vol. 20, N°2, pp. 136-147.
- Clarke, R.V. (1983). *Situational Crime Prevention: Its Theoretical Basis and Practical Scope*. In M. Tonry & N. Morris (eds), *Crime and Justice: An Annual Review of Research*, Vol. 4, University of Chicago Press, Chicago.
- Clarke, R.V. et Cornish, D.B. (1985). *Modeling Offenders' Decisions: A framework for policy and research*. In Tonry, M. et Morris, N. (eds.), *Crime and Justice: An Annual Review of Research*, vol. 6, University of Chicago Press, Chicago.
- Clarke, R.V. (ed.) (1992). *Situational Crime Prevention: Successful case studies*. Harrow & Heston, NY.
- Clarke, R.V. (1995). *Les technologies de la prévention situationnelle*. Les cahiers de la Sécurité Intérieure, N°21, pp. 101-113.
- Clarke, R. et Newman, G. (2005). *Secured by Design. A Plan for Security Coding of Electronic Products*. In Clarke, R. and Newman, G. (Eds.). *Designing out Crime from Products and Systems*. Crime Prevention Studies, Vol. 18. Monsey, NY: Criminal Justice Press and Cullompton: Willan Publishing.
- Clarke, R.V. et Weisburd, D. (1994). *Diffusion of crime control benefits: observations of the reverse of displacement*. In *Crime Prevention Studies*, Clarke R.V. (ed.), Vol. 2, Monsey, NY : Criminal Justice Press, pp. 165-184.
- Cohen, A.K. (1955). *Delinquent Boys: the culture of the gang*. New York: The Free Press.
- Cohen, L.E. et Felson, M. (1979). *Social Change and Crimes Trends: A Routine Activities Approach*. American Journal of Sociology, vol. 44, N°4, pp. 588-608.
- Coleman, A. (1985). *Utopia On Trial: Vision and reality in planned housing*. Hilary Shipman, London.
- Colombié, S. (2009). *Cartographie de la criminalité au Québec: une tentative d'état des lieux*. Drancy, France. Centre International pour la Prévention de la Criminalité, mars 2009.
- Colten, C.E. (2000). *Transforming New Orleans and its environs: centuries of change*. Pittsburgh: University of Pittsburgh Press.
- Colten, C.E. (2004). *An unnatural metropolis: wresting New Orleans from nature*. Baton Rouge: Louisiana State University Press.
- Colten, C.E. (2005). *An Unnatural Metropolis: Wresting New Orleans from Nature*. Baton Rouge: Louisiana State University Press.
- Colten, C.E., Kates, R.W. et Laska, S.B. (2008). *Community Resilience: Lessons from New Orleans and Katrina*. CARRI Research Report 3. Community and Regional Resilience Initiative.
- Columbia University Graduate School of Architecture, Planning and Preservation (2009). *Justice re-invented New Orleans*. Spatial Information Design Lab.
- Comerio, M.C. (1998). *Disaster hits home: new policy for urban housing recovery*. Berkeley: University of California Press.
- Cook, P.J. et Mc Donald, J. (2011). *Public Safety Through Private Action: An Economic Assesment of BIDs*. The Economic Journal, vol. 121 (mai), pp. 445-462.
- Cornish, D.B. et Clarke, R.V. (1987). *Understanding crime-displacement: an application of rational*

- choice theory*. *Criminology*, N°25, pp. 933-947.
- Crawford, A. (1997). *The Local Governance of Crime: Appeals to community and Partnerships*. Oxford, Clarendon Press.
- Cromwell, P., Dunham, R., Akers, R. et Lanza-Kaduce, L. (1995). *Routine Activities and Social Control in the Aftermath of a Natural Catastrophe*. *European Journal on Criminal Policy and Research*, vol. 3, N°3, pp. 56-69.
- Crowe, T. (1991). *Crime Prevention Through Environmental Design: Applications of Architectural Design and Space Management Concepts*. Butterworths, Boston.
- Crowe, T. (2000). *Crime Prevention Through Environmental Design*. 2^{ème} édition. Boston: Butterworth - Heinman.
- Cunty, C. (2003). *Cartographier l'insécurité dans les transports urbains : la RATP*. In Pumain D. et Mattei M.F. (dir.), *Données Urbaines*, tome 4, pp. 129-145.
- Cunty, C. (2004). *Système d'information géographique et sécurité : une application pour la RATP*. Thèse de doctorat de Géographie, Université Paris I, sous la direction de Pumain D.
- Cunty, C., Fussy, F. et Perez, P. (2007). *Géocriminologie, quand la cartographie permet aux géographes d'investir la criminologie*. *Cybergeog* : *European Journal of Geography, Cartographie, Imagerie, SIG*, document 378, mis en ligne le 08 juin 2007.
- Curtis, A., Mills, J. W. et Leitner, M. (2007). *Katrina and vulnerability: The geography of stress*. *Journal of Health Care for the Poor and Underserved*, vol. 18, pp. 315-330.
- Curtis, A. et Mills, J.W. (2011). *Crime in Urban Post-Disaster Environments: A Methodological Framework from New Orleans*. *Urban Geography*, vol. 32, N°4, pp. 488-510.
- Curvin, R. et Porter B. (1979). *Blackout Looting!* New York: Gardner Press.
- Cusson, M. (1983). *Le contrôle social du crime*. Paris : Presses universitaires de France (PUF).
- Cusson, M. (1989). *Les zones urbaines criminelles*. *Criminologie*, vol. 22, N°2, pp. 95-105.
- Cutter, L.S. (2006). *Hazards, vulnerability and environmental justice*. Earthscan, London Sterling VA.
- Cutter, L.S., Barnes, L., Berry, M., Burton, C., Evans, E., Tate, E. et Webb, J. (2008). *A place-based model for understanding community resilience to natural disasters*. *Global Environmental Change*, vol. 18, N°4, octobre 2008, pp. 598-606.
- Cusson, M. (1983). *Les mécanismes de la dissuasion*. *Revue internationale de criminologie et de police technique*.
- Cusson, M. (1989). « *Les zones urbaines criminelles* ». *Criminologie*, vol. 22, N° 2, pp. 95-105. Numéro intitulé : "Le milieu criminel". Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Cusson, M. (1994). *Les régulateurs de la criminalité*. *Revue internationale de criminologie et de police technique*, vol. 47, N° 2, pp. 135-144.
- Cusson, M. (1998). *Violences en banlieues*. *Commentaires*, n° 80, pp. 917-922.
- Cusson, M. (1998). *La sécurité privée: le phénomène, la controverse, l'avenir*. *Criminologie*, vol. 31, N°2, pp. 31-46
- Cusson, M. (2000). *La criminologie*, Paris : Hachette Supérieur, Coll. Les fondamentaux.
- Cusson, M. (2002). *Prévenir la délinquance. Les méthodes efficaces*, Paris : Presses Universitaires de France, Coll. Criminalité Internationale.
- D'Ercole, R. (1991). *Vulnérabilité des populations face au risque volcanique. Le cas de la région du volcan Cotopaxi (Equateur)*. Thèse de doctorat, Université Joseph Fourier, Grenoble.
- D'Ercole, R. (1994). *Les vulnérabilités des sociétés et des espaces urbanisés: concepts, typologie, modes d'analyse*. *Revue de géographie Alpine*, vol. 4, pp. 87-93.
- D'Ercole, R. (1996). *La catastrophe et son impact à moyen terme: l'exemple de Popayan (Colombie), dix ans après le séisme du 31 mars 1983*. *Cahiers Sciences humaines*, vol. 32, N°2, pp. 445-470.
- D'Ercole, R. et Dollfus, O. (1996). *Les mémoires des catastrophes au service de la prévision et de la prévention des risques naturels*. In Bailly, A. (éd.), *Risques naturels, risques de sociétés*. Economica, Paris.
- D'Ercole, R. et Pigeon, P. (1999). *L'expertise internationale des risques dits naturels: intérêt géographique*. *Annales de Géographie*, vol. 608, pp. 339-357.

- Davis, D.E. (2005). *Reverberations. Mexico City's 1985 Earthquake and the transformation of Capital*. In Campanella, T.J. et Vale, L.J. (eds.) (2005), *The Resilient City. How Modern Cities Recover from Disasters*, New York: Oxford University Press, pp. 255-280.
- Davis, M. (1990). *Excavating the future in Los Angeles*. New York, Vintage Books. Traduction française par Dartevelle M. et Saint-Upéry, M. (1997). *City of Quartz – Los Angeles capitale du futur*, Paris, La Découverte.
- Davis, M. (1999). *The Ecology of Fear, Los Angeles and the Imagination of Disaster*. New York, Vintage Books.
- Davis, M. (2005). *Gentrifying Disaster*. In Mother Jones.
- Davis, M. (2006). *Au-delà de Blade Runner: Los Angeles et l'imagination du désastre*. Editions Allia, Paris (2006 pour la traduction française).
- Davis, T. (2006). *A Failure of Initiative: Final Report of the Select Bipartisan Committee To Investigate the Preparation for and Response to Hurricane Katrina*. House, Select Bipartisan Committee to Investigate the Preparation for and Response to Hurricane Katrina.
- Dauphiné, A. (2001). *Risques et catastrophes*. Observer, spatialiser, comprendre, gérer, Armand Colin, Paris.
- Dauphiné, A. et Provitolo, D. (2007). *La résilience : un concept pour la gestion des risques*. Annales de géographie, Paris, N°654, pp. 115-125.
- Deflem, M. et Sutphin, S. (2009). *Policing Katrina: Managing Law Enforcement in New Orleans*. Policing, vol. 3, N°1, pp. 41-49.
- Delmas-Marty, M. (1992). *Les grands systèmes de politique criminelle*. PUF, collection « Thémis ».
- Dessinges, C., Gendrin, D. et Hajjar, W. (2012). *Fiction and Reality in HBO's Tremé: A Narrative Alchemy at the Service of Political Truth*. TV Series, mai 2012, N°1.
- Diamond, A. J. (2012). *Chicago : Une ville au bord du gouffre*. La vie des idées.fr, publié le 29 mai 2012.
- Donze, V. (2007). *Le risque : De la recherche à la gestion territorialisée*. Paris: Géocarrefour, Risque : de la recherche à la gestion territorialisée. CNRS Editions, vol. 82, N°1-2.
- Donzelot, J. (2004). *La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification*, Esprit, N°3-4, mars-avril 2004, pp. 14-39.
- Doucet, J.M. (2011). *Crime in New Orleans: Applying the Civic Community Perspective to Urban Violence*. Thèse de doctorat, Louisiana State University, The Department of Sociology, août 2011.
- Drabek, T.E. (1986). *Human System Responses to Disaster: An Inventory of Sociological Findings*. New York: Springer-Verlag.
- Drabek, T.E. (1987). *Emergent Structures*. In Dynes R. R., De Marchi, B. et Pelanda, C.. *Sociology of Disasters*. Milano, Italy: Franco Angeli.
- Dualé, C. (2010). *La gentrification de Harlem (New York City) : malheur ou bénédiction ?* Université Toulouse 1 Capitole Laboratoire: CAS (cultures anglo-saxonnes, Toulouse 2).
- Dunlap, E., Johnson, B.D. et Morse E. (2007). *Illicit Drug Markets Among New Orleans Evacuees Before and Soon After Hurricane Katrina*. J Drug Issues. Septembre 2007, vol. 37, N°4, pp. 981–1006.
- Dynes, R.R. et Quarantelli, E.L. (1968). *What Looting in Civil Disturbances Really Means*. Trans-action, vol. 5, pp. 9-14.
- Dynes, R.R. et Quarantelli, E.L. (1980). *Helping Behavior in Large Scale Disasters*. In Smith D.H. et Macaulay, J. (1980), *Participation in Social and Political Activities*. San Francisco: Jossey-Bass.
- Dynes, R.R. (1991). *Disaster reduction: The importance of adequate assumptions about social organization*. Disaster Research Center, University of Delaware.
- Dynes, R.R. (1994). *Community Emergency Planning: False Assumptions and Inappropriate Analogies*. International Journal of Mass Emergencies and Disasters, Article 275.
- Dynes, R.R. et Tierney, K.J. (1994). *Disasters, Collective Behavior and Social Disorganization*. Newark: University of Delaware Press.
- Dynes, R.R. (1994). *Situational Altruism: Toward Explanation of Pathologies in Disaster Assistance*. Congrès Mondial de Sociologie, Bielefeld (All.) : 18-23 Juillet 1994.
- Dynes, R.R. et Rodriguez, H. (2006). *Finding and Framing Katrina: The Social Construction of Disaster*.

- Première publication par le Social Science Research Council (SSRC, 11/01/2006). In Brunnsma, D. L., Overfelt, D. et Picou, J.S. (eds.), *The Sociology of Katrina: Perspectives on a Modern Catastrophe*, (2010) MD: Rowman and Littlefield, pp. 25-37.
- Eck, E.J. (1994). *Drug Markets and Drug Places: A Case-Control Study of the Spatial Structure of Illegal Drug Dealing*. Thèse de doctorat, Graduate School of the University of Maryland, College Park, MD.
- Eck, E.J. et Weisburd, D. (eds), (1995). *Crime and Place*. Monsey, NY: Criminal Justice Press; and Washington, DC : Police Executive Research Forum, pp. 35-52.
- Eck, E.J. (1998). *What do those dots mean ? Mapping Therories with data*. In *Crime Mapping and Crime Prevention, Crime Prevention Studies*. Weisburd D. et McEwen T. (ed), vol. 8, Monsey, NY : Criminal Justice Press, pp. 379-406.
- Ehrenreich, B. (2009). *L'Oncle Sam n'aime pas ses pauvres*. In *Courrier International*. Hebdo N° 981, texte original publié par le *New York Times* (08/08/2009).
- Elie, D. (1994). *Analyse spatiale et criminologie*. *Criminologie*, vol. 27, N° 1, pp. 7-21.
- Ellemor, H. et Barnett, J. (2005). *National Security and Emergency Management After September 11*. *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, vol. 23, N° 3, pp. 5-26.
- Enarson, E. et Morrow, B. H. (1997). *A Gendered Perspective: The Voices of Women*. In Peacock, W., Morrow, B. H. et Gladwin H. (Eds.), *Hurricane Andrew: Ethnicity, Gender and the Sociology of Disasters*. London: Routledge.
- Enarson, E. (1999). *Violence Against Women in Disasters*. *Violence Against Women*, vol. 5, pp. 742-768.
- Fabiani, J.L. et Theys, J. (1987). *La société vulnérable. Evaluer et maîtriser les risques*. Presses de l'ENS. Paris.
- Federal Bureau of Investigations (1960–2006). *Crime in the United States*. Washington D.C.: Department of Justice.
- Felson, M. et Cohen, L.E. (1980). *Human Ecology and Crime: A Routine Activity Approach*. *Human Ecology*, vol. 8, pp. 389-406.
- Felson, M. (1983). *Ecology of Crime*. In *Encyclopedia of Crime and justice*, vol. II, New York, The Free Press.
- Felson, M. (1987). *Routine Activities and Crime Prevention in the Developing Metropolis*. *Criminology*, vol. 25, pp. 911-931
- Fischer, H.W. (1986). *Hurricane Gilbert: The media's creation of the storm of the century*. Working Paper 67. Boulder, CO: University of Colorado Natural Hazards Center.
- Fischer, H.W. (1994). *Response to Disaster: Fact Versus Fiction and its Perpetuation*. *The Sociology of Disaster*. New York: University Press of America.
- Fischer, H.W. (1998). *Behavioral response to disaster: Fact versus fiction and its perpetuation*. 2^{ème} édition, Landham, MD: University Press of America.
- Fischer, H.W. (2008). *Response to Disaster: Fact Versus Fiction and Its Perpetuation*. University Press of America; 3^{ème} édition.
- Fischetti, M. (2001). *Drowning New Orleans*. *Scientific American*, vol. 285, N°4 October 2001, pp. 76-85.
- Fishman, R. (1989). *Bourgeois Utopia: the rise and fall of Suburbia*. New York City, Basic Books.
- Fitzgerald, R., Wisener M. et Savoie J. (2004). *Caractéristiques des quartiers et répartition de la criminalité à Winnipeg*. Série de documents sur la criminalité et la justice, Statistique Canada, vol. 4.
- Forman, M. (2002). *The hood comes first: race, space, and place in Rap and Hip Hop*. Wesleyan, 1^{ère} édition.
- Fothergill, A. et Peek, L. (2004). *Poverty and Disasters in the United States: A Review of Recent Sociological Findings*. *Natural Hazards*, vol.32, N°1, pp. 89-110.
- Frailing, K. (2007). *The Myth of a Disaster Myth: Potential Looting Should Be Part of Disaster Plans*. *Natural Hazards Observer*, vol. 31 (Mars 2007), pp. 2-3.
- Frailing, K. et Harper, D.W. (2007). *Crime and hurricanes in New Orleans*. In: Brunnsma, D. L., Overfelt, D. et Picou, J. S. (ed.), *The Sociology of Katrina: Perspectives on a Modern Catastrophe*.

- Rowman & Littlefield Publishers, Landham, MD, (2010, 2^{ème} édition), pp. 51-68.
- Fritz, C.E. (1961). *Disasters*. In Merton R.K. et R. A. Nisbet (eds.) *Contemporary Social Problems*, New York: Harcourt.
- Fyfe, N.R. (1992). *The police, Space and Society: the geography of policing*. *Progress in Human Geography*, vol. 15, N° 3, pp. 249-267.
- Gabe, T., Falk, G., McCarty, M. et Mason, V.W. (2005). *Hurricane Katrina: Social-Demographic Characteristics of Impacted Areas*. United States Congressional Research Service, rapport pour le Congrès, Novembre 2005.
- Gaillard, J.C. (2001). *Implications territoriales et socio-économiques des crises et des réponses liées à l'éruption et aux lahars du Mont Pinatubo, 1991-2001 (Philippines)*. Thèse de doctorat en géographie, Université de Savoie, Département de Géographie. Chambéry.
- Gaillard, J.C. (2006). *Traditional communities in the face of natural hazards: the 1991 Mt Pinatubo eruption and the Aetas of the Philippines*. *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*. vol. 24, N°1, pp. 5-43.
- Gaillard, J.C. (2007). *Resilience of traditional societies in facing natural hazards*. *Disaster Prevention and Management*. vol. 16, N° 4, pp. 522-544.
- Gaillard, J.C. (2007). *De l'origine des catastrophes: phénomènes extrêmes ou âpreté du quotidien?* *Natures Sciences Sociétés*, vol. 15, N°1, pp. 44-47.
- Gaillard, J.C. (2008). *Differentiated adjustment to the 1991 Mt Pinatubo resettlement program among lowland ethnic groups of the Philippines*. *Australian Journal of Emergency Management*, vol. 23, N°2, pp. 31-39.
- Gaillard, J.C. et Cadag, J.R. (2009). *From marginality to further marginalization: Experiences from the victims of the July 2000 Payatas trashslide in the Philippines*. *Jambá: Journal of Disaster Risk Studies*, vol. 2, N° 3, pp. 195-213.
- Gaillard, J.C., Maceda, E.A., Stasiak, E., Le Berre, I. et Espaldon, M.A.O. (2009). *Sustainable livelihoods and people's vulnerability in the face of coastal hazards*. *Journal of Coastal Conservation*, vol. 13, N°23, pp.119-129.
- Garfield, G. (2007). *Hurricane Katrina: The Making of Unworthy Disaster Victims*. *Journal of African American Studies*, vol. 10, N°4, pp. 55-74.
- Garland, D. (2001). *The Culture of Control: Crime and Social Order in Contemporary Society*. Chicago: University of Chicago Press.
- Garrett, B.L. et Tetlow, T. (2006). *Criminal Justice Collapse: The Constitution After Hurricane Katrina*. *Duke Law Journal*, vol. 56, N°1, pp. 127-178.
- Gervais, L. (2012). *De la gentrification à la réurbanisation, dynamiques sociales ascendantes et diffusion des modèles de requalification urbaine aux Etats-Unis et au Canada*. In Giband, D. (coord.) (2012), *L'Amérique du Nord au 21ème siècle. Enjeux, défis et perspectives*. Paris, Ellipses, pp. 194-208.
- Ghorra-Gobin, C. (1997). L'invention de la banlieue américaine. In Calenge, C., Lussault M. et Pagant B. (éds.), *Figures de l'urbain: Des villes, des banlieues et de leurs représentations*, Tours: Maison des Sciences de la ville.
- Ghorra-Gobin, C. (2000). *Les Etats-Unis entre local et mondial*. Paris, Presses de Science Po.
- Ghorra-Gobin, C. (2002). *Los Angeles. Le mythe américain inachevé*. Paris: CNRS édition.
- Ghorra-Gobin, C. (2003). *Villes et société urbaine aux États-Unis*. Paris: Armand Colin.
- Ghorra-Gobin, C. (2004). *La Théorie du Nouvel Urbanisme. Perspectives et enjeux*. Rapport final pour le ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer. Centre de Documentation de l'Urbanisme.
- Ghorra-Gobin, C. (2006). *La théorie du New Urbanism. Perspectives et Enjeux*. Paris: Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer.
- Giband, D. (2006). *Géographie sociale des Etats-Unis*. Editions Ellipses, Collection Carrefours.
- Giband, D. (coord.) (2012). *L'Amérique du Nord au 21ème siècle. Enjeux, défis et perspectives*. Paris, Ellipses.

- Gladstone, D. et Préau, J. (2008) *Gentrification in tourist cities: Evidence from New Orleans before and after Hurricane Katrina*. Housing Policy Debate, vol. 19, N°1, pp. 137-175.
- Glass, R. (1963). *Introduction to London: Aspects of Change*. London, University College, Center for Urban Studies.
- Glavovic, B.C. (2008). *Katrina recovery experiences. Imperatives for rebuilding sustainable, hazard-resilient communities*. Massey University. New Zealand.
- Goldstein, H. (1990). *Problem-Oriented Policing*. New York: McGraw-Hill Publishing.
- Goldstein, P.J. (1985). *The Drugs-Crime Nexus: A Tripartite Conceptual Framework*. Journal of Drug Issues, N° 15, pp. 493-506.
- Goltz, J. D. (1984). *Are the news media responsible for the disaster myths? A content analysis of emergency response imagery*. International Journal of Mass Emergencies and Disasters, vol. 2, pp. 345-68.
- Gomez, G. (2000). Perspective, Power and Priorities: New Orleans and the Mississippi River Flood of 1927. In Colten, C. E. (ed.), *Transforming New Orleans and its Environs: Centuries of Change*. Pittsburg, University of Pittsburg Press, pp. 109-120.
- Gotham, K.F. (2003) *Toward an understanding of the spatiality of urban poverty: the urban poor as spatial actors*. International Journal of Urban and Regional Research, vol. 27, pp. 723-737.
- Gotham, K.F. (2005). *Tourism Gentrification: The Case of New Orleans' Vieux Carre (French Quarter)*. Urban Stud, vol. 42, pp. 1099-1121.
- Gray, J. et Wilson, E. (1984). *Looting in Disaster: A General Profile of Victimization*. Disaster Research Center Working Paper n°71. Columbus: Disaster Research Center, The Ohio State University.
- Grawitz, M. (1996). *Méthodes des sciences sociales*. Dalloz, 10ème édition, Paris (p. 222 La géographie, p.317 Les conflits de méthodes, p.327 Qualitatif et quantitatif).
- Green, S.P. (2007). *Hurricane Katrina symposium: Reshaping the legal landscape of the Gulf Coast: article: looting, law, and lawlessness*. Tulane Law Review, vol. 81 (mars 2007), pp. 1129–1174.
- Guerry, A-M. (1833). *Essai sur la statistique morale de la France*, Paris, Crochard.
- Guilhous, X., Lagadec, P. et Lagadec, E. (2006). *Les crises hors cadres et les grands réseaux vitaux : Katrina mission de retour d'expérience: La Nouvelle-Orléans, Gulfport*. Washington. Rapport de Mission.
- Haas, J.E., Kates, R.W. et Bowden, M.J. (éds.) (1977). *Reconstruction following disaster*. The MIT Press Cambridge.
- Hallegatte, S. (2006). *A Cost-Benefit Analysis of the New Orleans Flood Protection System*. Joint Center AEI. Brookings Joins Center for Regulatory Studies.
- Hamnett, C. (1991). *The Blind Men and the Elephant: The Explanation of Gentrification*. The Royal Geographical Society (Institute of British Geographers), pp.173-189.
- Harper, D.W. et Frailing, K. (2010). *Crime and Criminal Justice in Disaster*. Carolina Academic Press Durham, North Carolina.
- Hawkins, R.L. et Maurer, K. (2012). « *Waiting for the White Man to Fix Things: » Rebuilding Black Poverty in New Orleans*. Journal of Sociology and Social Welfare (mars 2012), vol. 39, N° 1, pp. 111-139.
- Herbert, D.T. et Hyde, S.W. (1985). *Environmental Criminology: Testing Some Hypotheses*. Transactions, Institute of British Geographers, vol. 10, pp. 259-274.
- Herbert, S. (1997). *Police Space: Territoriality and the Los Angeles Police Department*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Hernandez, J. (2006). *Katrina, une tragédie américaine? In Festival International de Géographie*. St Dié, (http://fig-st-die.education.fr/actes/actes_2006/hernandez/article.htm).
- Hernandez, J. (2007). *The City that care forgot? Résilience culturelle des espaces et des populations à La Nouvelle-Orléans, trois ans après le passage de l'ouragan Katrina*. In Département de Géographie, 80. Lyon: École Normale Supérieure de Lettres et Sciences Humaines.
- Hernandez, J (2008). *Le tourisme macabre à La Nouvelle-Orléans après Katrina: Résilience et Mémorialisation des espaces affectés par des catastrophes majeures*. Norois, N° 208, 2008/3, pp.

61-73.

- Hernandez, J. (2008). *"Politics by another name? L'émergence d'une Katrina pop culture à La Nouvelle-Orléans.* In Musset, A. (éd.), *Séminaire "Représenter la ville".* École des hautes Études en Sciences Sociales.
- Hernandez, J. (2010). *ReNew Orleans? Résilience urbaine, mobilisation civique et création d'un "capital de reconstruction" à la Nouvelle Orléans après Katrina.* Thèse de doctorat soutenue le 10 décembre 2010 sous la direction d'Alain Musset. Laboratoire GECKO, Paris Nanterre.
- Hirschfield, A. et Bowers, K.J. (1997). *The Effect of Social Cohesion on Levels of Recorded Crime in Disadvantaged Areas.* *Urban Studies* July 1997, vol. 34 n° 8 pp. 1275-1295.
- Hoïcka, D. (2010). *Mapping New Orleans Section 8 deconcentration of poverty.* <http://david-hoicka.livejournal.com/1888.html>
- Holling, C.S. (1973) Resilience and stability of ecological systems. *Annual Review of Ecology and Systematics*, vol. 4, pp. 1- 23.
- Hoyt, L. (2005). *Do Business Improvement Districts Make a Difference? Crime In and Around Commercial Areas in Philadelphia.* *Journal of Planning Education and Research*, vol.25, pp. 185-199
- Hoyt, L. (2005). *Planning Through Compulsory Commercial Clubs: Business Improvement Districts.* Institute of Economic Affairs 2005. Published by Blackwell Publishing, Oxford, pp. 24-27.
- Hubert, H.O. (non daté). *Les dimensions de l'insécurité.* Université libre de Bruxelles, Fondation Roi Baudouin. En collaboration avec Cartuyvels Y., Schaut C. et Van Campenhoudt L.
- IHESI, 2001. *Cartographie et analyse spatiale de la délinquance.* Actes de l'atelier de cartographie, Paris : IHESI, Coll. Etudes et Recherches.
- Jackson, K.T. (1985). *Crabgrass Frontier: The Suburbanization of the United States.* New York, Oxford University Press.
- Jacobs, J. (1961). *The death and life of great American cities.* New York, Random House.
- Jacquemin, H. (2005). *Les risques en quartiers « sensibles » : des mythes médiatiques aux réalités quotidiennes. L'exemple des Aubiers à Bordeaux.* Mappemonde, N°77.
- Jargowsky, P.A. (2001). *Sprawl, concentration of poverty and urban inequality.* In Squires, G. (éd), *Urban Sprawl: causes, consequences and policy responses.* Washington DC, Urban Institute.
- Johnson, B., Golub, A. et Dunlap, E. (2000). *The Rise and Decline of Hard Drugs, Drug Markets, and Violence in Inner-City New York.* In Blumstein, A. et Wallman, J. (eds.) (2000), *The Crime Drop in America.* New York: Cambridge University Press, pp. 164–206.
- Judiciary House (2007). *Katrina's Impact on Crime and the Criminal Justice System in New Orleans.* Whashington D.C. 10 avril 2007.
- Justice, J.B. (2009). *Public Places and Quasi-Private Administration.* *Public Administration Review*, (mai/juin 2009), pp. 553-556.
- Justice, J.B. et Goldsmith R.S. (2008). *Private Governments or Public Policy Tools? The Law and Public Policy of New Jersey's Special Improvement Districts.* In Goktug, M., Hoyt, L., Meek J.W. et Zimmermann U. (éds.), *Business Improvement Districts: Research, Theories, and Controversies.* Boca Raton: CRC Press, pp. 161-195.
- Kaiser Family Foundation (2007). *Giving voice to the people of New Orleans: The Kaiser Post-Katrina. Baseline Survey.*
- Kaniaty, K. et Norris, F.H. (1995). *In Search of Altruistic Community: Patterns of Social Support Mobilization Following Hurricane Hugo.* *American Journal of Community Psychology*, vol. 23, N° 4, pp. 447-477.
- Karlin, A. et Balfour, A.C. (2012). *Lonely Planet New Orleans (Travel Guide).* Lonely Planet, 6^{ème} édition (1^{er} novembre, 2012).
- Kates, R.W. (1971). *Natural hazard in Human ecological perspective: hypotheses and models.* *Economic Geography*, vol. 47, N°3, pp.438-451.
- Kates, R.W. et Pijawka, D. (1977). *From rubble to monument: the pace of reconstruction.* In Haas, J.E., Kates, R.W. et Bowden, M.J. (eds.), *Disaster and Reconstruction*, M.I.T. Press, Cambridge,

- Massachusetts, pp. 1-23.
- Kates, R.W., Colten C.E., Laska S. et Leatherman S.P. (2006). *Reconstruction of New Orleans after Hurricane Katrina. A Research Perspective*. PNAS, vol. 103, N°40, pp. 14653-14660.
- Kaufman, S. (2006). *The Criminalization of New Orleanians in Katrina's wake*. Social Science Research Council (SSRC): <http://understandingkatrina.ssrc.org/Kaufman/>
- Kelling, G.L. et Wilson, J.Q. (1982). *Broken windows: The police and neighborhood safety*. The Atlantic Monthly, vol. 249, N°3, pp.29-38. Traduction de 1994, « Vitres cassées », Les cahiers de la Sécurité Intérieure, N°15, pp. 163-180.
- Kelling G.L. et Coles, C.M. (1982). *The police and neighborhood safety*. The Atlantic Monthly (mars 1982), pp. 29-32.
- Kelling, G.L. et Coles, C.M. (1996). *Fixing Broken Windows: Restoring Order and Reducing Crime in Our Communities*. New York: The Free Press.
- Kennedy, L. et Brunshot, V.E.G. (2009). *The Risk in Crime*. Plymouth, United Kingdom, Rowman & Littlefield Publishers.
- Killias, M. (1990). *Vulnerability: Towards a Better Understanding of a Key Variable in the Genesis of Fear of Crime*. Violence and Victims, vol. 5, N° 2, pp. 97-108.
- Killias, M. (1991). *Précis de criminologie*, ed. Staempfli & co, Coll. Précis de droit Staempfli.
- Kinberg, O. (2007). *La prophylaxie du Crime*. Acta Psychiatrica Scandinavica, vol.13, N° 1, pp. 21–39.
- Klein, N. (2007). *The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism*. New York: Metropolitan Books, 1^{ère} édition.
- Klick, J. et Tabarrok, A. (2005). *Using terror alert levels to estimate the effect of police on crime*. Journal of Law and Economics, vol. 48, N°1, pp. 267–280.
- Kuntler, J.H. (1994). *The Geography of Nowhere: The Rise and Decline of America's Man-Made Landscape*. Free Press.
- Lagadec, P. (2005). *Sécurité collective et nouvelles menaces - Des résistances à dépasser, des chemins à ouvrir*. Préventique-Sécurité, Janv.-Fév., N° 79, p. 30-37 et Mars-Avril, N°80, pp.18-23.
- Lagadec, P. (2007). *Katrina: Examen des rapports d'enquête. Tome 1: "A Failure of Initiative "*. Ecole Polytechnique, CNRS. Mai 2007, 2^{ème} version.
- Lagrange, H. (1986). *Les lieux de l'inquiétude*. Informations sociales, N°6, pp. 18-22.
- Lagrange, H. et Zauberman, R. (1991). *Introduction: du débat sur le crime et l'insécurité urbaine aux politiques locales*. Déviance et société, vol. 15, N°3, pp. 233-255.
- Lagrange, H. (1995). *La civilité à l'épreuve. Crime et sentiment d'insécurité*. Paris, PUF.
- Lagrange, H. (2001). *Crime et conjoncture socio-économique*. Revue française de sociologie, vol. 42, N°1, pp. 57-79.
- Lagrange, R.L., Ferraro, K.F. et Supancic, M. (1992). *Perceived risk and fear of crime: Role of social and physical incivilities*. Journal of Research in Crime and Delinquency, vol. 29, pp. 311–334.
- Landry, R. et Rankin, E.L. (2008). *Violent Crime Rates in Houston Before and After Hurricane Katrina*. Southwestern Economic Review: Research Notes.
- Larchet, N. (2009). *Des Citoyens sans Cité: une analyse de la participation publique à la reconstruction de la Nouvelle-Orléans*. Genèses, vol. 2, pp. 66-86.
- Lecomte, J. (2012). *Face aux catastrophes mortelles, la solidarité plutôt que l'égoïsme*. In Przulski V. et Hallegatte, S. (dir.). *Gestion des risques naturels, Leçons de la tempête Xynthia*. Versailles, Quae, pp. 71-86.
- Le Goix, R. (2001). *Les "communautés fermées" dans les villes des Etats - Unis: les aspects géographiques d'une sécession urbaine*. L'Espace Géographique, vol. 30, N° 1, pp. 81-93.
- Le Goix, R. (2002). *Les gated communities en Californie du Sud, un produit immobilier pas tout à fait comme les autres*. L'Espace Géographique, vol. 31, N° 4, pp. 328-344.
- Le Goix, R. (2003). *Les gated communities aux Etats-Unis. Morceaux de villes ou territoires à part entière*. Department de Geography. Paris: Université Paris 1 Panthéon - Sorbonne.
- Le Goix, R. (2005). *La dimension territoriale des gated communities aux Etats-Unis. La clôture par contrat*. Cercles, vol. 13, pp. 97-121.

- Lebeau, J.L. (2002). *The impact of a hurricane on routine activities and on calls for police service: Charlotte, North Carolina and Hurricane Hugo*. Crime Prevention and Community Safety: An International Journal, vol. 4, pp. 53–64.
- Légaré-Tremblay, J.F. (2010). *Reconstruction à deux vitesses à La Nouvelle-Orléans - Des plaies ouvertes, cinq ans après Katrina*. Le Devoir Libre de Penser (23/08/2010).
- Lemieux, F. (2005). *Catastrophes naturelles et criminalité: le cas de la « crise » du verglas*. Thèse de doctorat en criminologie, Université de Montréal, École de criminologie, sous la direction de Pierre Tremblay. Thèse soutenue en décembre 2005.
- Leone, F. (1996). *Concept de vulnérabilité appliqué à l'évaluation des risques générés par les phénomènes de mouvements de terrain*. Thèse de Doctorat de Géographie de l'Université Joseph Fourier de Grenoble, Documents du BRGM 250, Orléans.
- Leone, F. et Vinet, F. (dir.) (2006). *La vulnérabilité des sociétés et des territoires face aux menaces naturelles*. Analyses géographiques. Coll. Géorisques, vol.1, Université Paul-Valéry, Montpellier III.
- Leone, F. (2007). *Caractérisation des vulnérabilités aux catastrophes "naturelles" : contribution à une évaluation géographique multirisque (mouvements de terrain, séismes, tsunamis, éruptions volcaniques, cyclones)*. Mémoire d'habilitation à diriger des recherches (HDR), section 23 (Géographie), Université Paul Valéry, Montpellier III.
- Leone, F., Meschinet de Richemond, N. et Vinet, F. (2010). *Aléas naturels et gestion des risques*. PUF.
- Leitner, M. et Helbich, M. (2009). *Analyzing, modeling and mapping the impact of Hurricanes Katrina and Rita on the spatial and temporal distribution of crime in Houston, TX*. Proceedings of the Geoinformatics Forum Salzburg. Herbert Wichmann Verlag, Heidelberg, pp. 110-19.
- Leitner, M. et Helbich, M. (2011). *The impact of hurricanes on crime: a spatio-temporal analysis in the city of Houston, Texas*. Cartography and Geographic Information Science, vol. 38, N°2, pp. 214-222.
- Leitner, M., Barnett, M., Kent, J. et Barnett, T. (2011). *The impact of Hurricane Katrina on reported crimes in Louisiana – A spatial and temporal analysis*. In Lebeau, J.L. et Leitner, M. (eds.), *Spatial Methodologies for Studying Crime*. Special Issue of The Professional Geographer.
- Levitt, S.D. (1997). *Using Electoral Cycles in Police Hiring to Estimate the Effect of Police on Crime*. American Economic Review, vol. 87, pp. 287-290.
- Levitt, S.D. (1998). *The Relationship Between Crime Reporting and Police: Implications for the Use of Uniform Crime Reports*. Journal of Quantitative Criminology, vol. 14, N°1, pp. 61–81.
- Lévy, J. et Lussault M. (2003). *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris: Belin.
- Lewis, P.F. (2003). *New Orleans: The Making of an Urban Landscape*. 2^{ème} Edition. Charlottesville: The University Press of Virginia.
- Lewis, D.A. et Maxfield, M.G. (1980). *Fear in the neighborhoods. An investigation of the impact of crime*. Journal of research in crime and delinquency, vol. 17, pp. 160-189.
- Lewis, D.A. et Salem, G.W. (1986). *Fear of crime: incivility and the production of a social problem*. New Brunswick, NJ: Transaction Publishers.
- Lindell, M.K et Perry, R.W. (1992). *Behavioral Foundations of Community Emergency Planning*. Washington, D.C.: Hemisphere Publishing Corporation.
- Liu, A. (2006). *Building a Better New Orleans: A Review of and Plan for Progress One Year after Hurricane Katrina*. In M. P. Program (éd.), *Special Analysis in Metropolitan Policy*. Washington, D.C.: The Brookings Institution.
- Liu, A. et Plyer, A. (2007). *A Review of Key Indicators of Recovery Two Years After Katrina*. In M. P. Program (éd.), *The New Orleans Index*. Washington, D.C.: The Brookings Institute.
- Lum, C. (2008). *The geography of drug activity and violence: analyzing spatial relationships of non-homogenous crime event types*. Substance Use & Misuse, vol. 43, N°2, pp. 179-201.
- Lum, C. (2011). *Violence, Drug Markets and Racial Composition: Challenging Stereotypes through Spatial Analysis*. Urban Studies, pp. 1-18.
- Lutoff, C. (2000). *Le système urbain niçois face à un séisme. Analyse des enjeux et des*

- dysfonctionnements potentiels*. Thèse de doctorat, Université de Savoie, Chambéry.
- Lynch, K. (1960). *The Image of the City*. Cambridge: The M.I.T. Press.
- Macomber, K., Rusche, S.E. et Wright, D. (2010). *After the levees broke*. In Brunnsma, D. L., Overfelt, D. et Picou J.S. (2010). *The Sociology of Katrina*, pp. 157 – 177.
- Madoré, F., Billard, G., Chevalier, J. et Vuillat, F. (2011). *Quartiers sécurisés: un nouveau défi pour la ville*. Les Carnets de l'Info, coll. Modes de ville.
- Mancebo, F. (2006). *Du risque « naturel » à la catastrophe urbaine: Katrina*. Vertigo – La revue en sciences de l'environnement (mai 2006), vol 7, N°1.
- Mancebo, F. (2008). *Katrina: un aller-simple pour ailleurs. De l'exode à la migration*. Revue Asylon(s), N°6, novembre 2008, Exodes écologiques.
- Marchand, B. et Scott, A. (1991). *Los Angeles en 1990: une nouvelle capitale mondiale*. Annales de Géographie. 1991, vol. 100, N°560. pp. 406-426.
- Marcuse, P. (2009). *Spatial Justice: Derivative but Causal of Social Injustice*. *Spatial Justice / Justice Spatiale*, pp. 49-57.
- Maret, I. et Goeur, R. (2008). *La Nouvelle-Orléans et l'eau: un urbanisme à haut risque*. Environnement Urbain / Urban Environment, vol. 2, pp. 107-122.
- Maxfield, M. (1987). *Explaining fear of crime: evidence from the 1984 british crime survey*. London: Home office research and planning unit.
- McComas, K.A. (2006). *Defining moments in risk communication research: 1996–2005*. Journal of Health Communication, vol. 11, N° 1, pp. 75-91.
- McKenzie, R.D. (1924). *The Ecological Approach to the Study of the Human Community*. American Journal of Sociology, vol. 30, pp. 287-301.
- Meschinet de Richemond, N. (2009). *Risques, crises et territoires: réflexions géographiques et historiques sur les cindyniques*. HDR réalisée sous la direction de Jean-Marie Miossec (UMR GRED/UM3), soutenue le 07/12/2012.
- Mileti, D.S. (1999). *Disasters by Design: A Reassessment of Natural Hazards in the United States*. Washington, D.C.: Joseph Henry Press.
- Ministère de l'Intérieur (1997). *Des villes sûres pour des citoyens libres: actes du Colloque de Villepinte, 24-25 octobre 1997*. Paris: La documentation Française.
- Mitchell, J.K., (1974). *Natural Hazards Research*. in, Manners, I.R. et Mikesell, M.W. (ed.), *Perspectives on Environment*. Washington D.C., Association of American Geographers, Publication N°13. pp. 311-341.
- Mitchell, J.K. (Ed.) (1999). *Crucibles of hazard: Mega-cities and disasters in transition*. United Nations University Press, Tokyo, New York, Paris.
- Mitchell W.A. (1976). *Reconstruction after disaster: the Gediz earthquake of 1970*. Geographical Review, vol. 66, N° 3, pp. 296-313.
- Mongin, O. (2005). *La Condition urbaine. La ville à l'heure de la mondialisation*, Le Seuil.
- Monjardet, D., 1999a. « Réinventer la police urbaine », *Normes, déviances, contrôle social. Nouveaux enjeux, nouvelles approches*, ateliers du colloque international 446 organisé à l'occasion du XXXème anniversaire du CESDIP (Paris, 14-15-16 octobre 1999).
- National Low Income Housing Coalition (2005). *Hurricane Katrina's Impact on Low Income Housing Units*. NLIHC, Research Note N° 05-02 (22/09/2005).
- Nelson, A.C., Dawkins, C.J. et Sanchez, T.W. (2004). *Urban containment and residential segregation. A preliminary investigation*. Urban Studies, vol. 41, N°2, pp. 423-439.
- Nelson, M., Ehrenfeucht, R. et Laska, S. (2007). *Planning, Plans, and People: Professional Expertise, Local Knowledge, and Governmental Action in Post-Hurricane Katrina New Orleans*. Cityscape, vol. 9, N°3, pp. 23-52.
- Newman, O. (1972). *Defensible Space: Crime Prevention through Urban Design*. New York: MacMillan.
- Newman, O. (1976). *Community of Interest - Design For Community Control*. Architecture, Planning and Urban Crime. Report of NACRO Conf., London, 1974.
- Newman, O. (1976). *Design Guidelines for Creating Defensible Space*. Law Enforcement Assistance

- Admin., Nat. Inst. Law Enforc. & Crim. Jus. Washington DC.
- Newman, O. (1996). *Creating Defensible Space*. Washington, D.C.: U.S. Department of Housing and Urban Development, Office of Policy Development and Research, Institute for Community Design Analysis, Center for Urban Policy Research, Rutgers University.
- Ninnin, J. (2014). *Ordre social, ordre spatial: territorialisation des politiques de sécurité publique à Rio de Janeiro*. EchoGéo (avril/juin 2014), vol. 28, (mis en ligne le 08 juillet 2014).
- Norris, F.H., Smith, T. et Kaniasty, K. (1999). *The effects of Hurricane Hugo on hazard preparedness and other self-protective acts*. Basic and Applied Social Psychology, vol. 21, N°1, pp 37-47.
- November, V. (1994). *Risques naturels et croissance urbaine: réflexion théorique sur la nature et le rôle du risque dans l'espace urbain*. Revue de géographie alpine, vol. 82, N°4. pp. 113-123.
- November, V. (2001). *"Risques Territorialisés " ou " Territoire du risque " ? Réflexion géographique autour de la relation risque- territoire*. Colloque international " Risques et Territoires ", pp. 61-71.
- November, V. et Lang, P. (2002). *Les territoires du risque: le risque comme objet de réflexion géographique*. Lavoisier, 2000-2009.
- November, V. (2006). *Le risque comme objet géographique*. Cahiers de géographie du Québec (décembre 2006), vol. 50, N°141, pp. 289-296.
- Oblet, T. (2005). *Gouverner la ville. Les voies urbaines de la démocratie moderne*. Paris, Presses Universitaires de France, Collection « Le lien social ».
- Ocqueteau, F. (2000). *La réforme française au miroir des polices de proximité étrangères*. Les cahiers de la Sécurité Intérieure, N°39, pp. 173-183.
- O'Brien, R. (1983). *Metropolitan Structure and Violent Crime: Which Measure of Crime?* American Sociological Review, vol. 48, pp. 434-437.
- O'Brien, G., O'Keefe, P., Rose, J. et Wisner, B. (2006). *Climate change and disaster management*. Disasters, vol. 30, N°1, pp. 64-80.
- O'Keefe, P., Westgate, K. et Wisner, B. (1976). *Taking the naturalness out of natural disasters*. Nature, vol. 260, N° 5552, pp. 566-567.
- Oliver-Smith, A. (1991). *Successes and failures in post-disaster resettlement*. Disasters vol. 15, N°1, pp. 12-23.
- Oliver-Smith, A. (2001). *Displacement, resistance and the critique of development: from the grass roots to the global*. Final report prepared for ESCOR R7644 and the research program on development induced Displacement and resettlement.
- Olshansky, R.B. (1997). *The Role of Earthquake Hazard Maps in Loss Estimation: A Study of the Northridge Earthquake*. Earthquake Spectra, vol. 13, N°4, pp. 721-737.
- Olshansky, R.B. (2001). *Land Use Planning for Seismic Safety: The Los Angeles County Experience, 1971-1994*. Journal of the American Planning Association, vol. 67, N°2, pp. 173-185.
- Olshansky, R.B., Johnson L.A. et Topping K.C. (2005). *Opportunity in Chaos; Rebuilding After the 1994 Northridge and 1995 Kobe Earthquakes*. Department of Urban and Regional Planning, University of Illinois, Urbana-Champaign, IL, Laurie Johnson Consulting, Research, San Francisco, CA (Publication en ligne: mars 2011).
- Olshansky, R.B., Johnson L.A. et Topping K.C. (2006). *Rebuilding communities following disaster: Lessons from Kobe and Los Angeles*. Built Environment, vol. 32, N°4, pp. 354-374.
- Olshansky, R.B. (2006). *Planning after Hurricane Katrina*. Journal of the American Planning Association, N° 72, pp. 147-153.
- Ouimet, M. (1994). *Vers des applications pratiques de l'analyse spatiale*. Revue de Criminologie, vol. 27 N°1, pp. 3-5.
- Ouimet, M. (2000). *Les enjeux théoriques et méthodologiques en écologie criminelle*. Revue internationale de criminologie et de police technique, janvier 2000.
- ONU-HABITAT (2007). *Global Report on Human Settlements 2007, Enhancing urban safety and security*. Londres, Earthscan.
- Pack, J.R. (1992). *BIDs, DIDs, SIDs, and SADs: Private governments in urban America*. Brooking Review, vol. 10, N°4, pp. 18-21.

- Park, R.E. et Burgess, E.W. (1921). *Introduction to the Science of Sociology*. Chicago, The University of Chicago Press, 1972.
- Park, R.E. (1925). *La ville. Propositions de recherche sur le comportement humain en milieu urbain*. In Grafmeyer Y. et Isaac J. (1984), *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*. Paris, Aubier, pp. 83-130.
- Park, R.E., Burgess, E.W. et McKenzie, R.D. (1925). *The City*. Chicago, University of Chicago Press.
- Parker, D.J. (1995). *Floodplain development policy in England and Wales*. Butterworth Heinemann. *Applied Geography*, vol. 15, N°4, pp. 341-363.
- Parker, D.J. (2000). *Floods*. Taylor & Francis.
- Paskoff, R. (1996). *Les risques naturels sur les côtes: inondations, érosion et glissement*. Risques Naturels, Risques de Société, pp. 35-4.
- Peacock, W.G., Morrow, B.H. et Gladwin, H. (1997). *Hurricane Andrew: ethnicity, gender, and the sociology of disasters*. London; New York: Routledge.
- Perry, R.W. (2006). *What is a disaster?* In: Rodríguez H, Quarantelli E. L. et Dynes R. R. (eds) *Handbook of Disaster Research*. New York: Springer, pp. 1-15.
- Perry, R. W. et Lindell, M. (1989). *Communicating Threat Information for Volcano Hazards*. In Walters L. M., Wilkins L. et Walters T., (eds). *Bad Tidings Communications and Catastrophe*. Hillsdale: Lawrence Erlbaum and Associates.
- Pedrazzini, Y. (2005). *La Violence des villes*. L'Atelier, Coll. Enjeux Planète, Paris.
- Pelling, M. (2003c). *The vulnerability of cities: natural disaster and social resilience*. Earthscan Publications Ltd, London.
- Pigeon, P. (1994). *Ville et environnement*. Paris, Nathan.
- Pigeon, P. (1996). *La gestion des risques urbains*. In Bailly A. (Coord.). *Risques naturels, risques de société*, Economica, Paris, pp. 51-62.
- Pigeon, P. (2012). *Apports de la résilience à la géographie des risques: l'exemple de La Faute-sur-Mer (Vendée, France)*. VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement (mai 2012), vol.12, N°1, mis en ligne le 25 juin 2012.
- Peguy, P.Y. (2000). *Analyse économique des configurations urbaines et de leur étalement*. Thèse d'Etat en Sciences Economiques réalisée sous la direction du Pr. Bonnafous A., Université Lumière Lyon II.
- Plyer, A., Ortiz, E. et Pettit, K. (2009). *Post-Katrina housing affordability challenges in 2008. Worsening among Orleans Parish very low income renters*. In *Housing in the New Orleans Metro*, ed. G. N. O. C. D. Center, 15. New Orleans.
- Plyer, A. (2010). *Neighborhood Recovery Rates: Resiliency of New Orleans Shown in Neighborhood Repopulation Numbers*. Report provided by the Greater New Orleans Community Data Center, July 1, 2010.
- Potter, H. (2007). *Reframing Crime in a Disaster: Perception, Reality, and Criminalization of Survival Tactics among African Americans in the Aftermath of Katrina*. In Potter, H. (ed.), *Racing the Storm: Racial Implications and Lessons Learned from Hurricane Katrina*. Lanham, MD: Rowman and Littlefield, pp. 51-65.
- Pouyanne, G. (2006). *Etalement urbain et ségrégation socio-spatiale, une revue de la littérature*. Cahiers du GRES, cahier N°2006-07.
- Pratt, T.C. et Cullen, F.T. (2005). *Assessing macro-level predictors and theories of crime: A metaanalysis*. *Crime and Justice. A Review of Research*, vol. 32, pp. 373-450.
- Pratt, T.C. et Gau, J.M. (2010). *Revisiting Broken Windows Theory: Examining the Sources of the Discriminant Validity of Perceived Disorder and Crime*. *Journal of Criminal Justice* N° 38, pp. 758-766.
- Pritchett, W.E. (2003). *The "Public Menace" of Blight: Urban Renewal and the Private Uses of Eminent Domain*. *Yale Law & Policy Review*, vol. 21, N°1, pp. 1-52.
- Putnam, R.D. (2000). *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*. New York: Simon & Schuster.

- Quarantelli, E.L. (1960). *Images of Withdrawal Behavior in Disaster: Some Basic Misconceptions*. Social Problems, vol. 8, N°1, pp. 68-79.
- Quarantelli, E.L. et Dynes, R.R. (1970). *Property Norms and Looting: Their Patterns in Community Crises*. Phylon, vol. 31, N°2, pp. 168-182.
- Quarantelli, E.L. et Dynes, R.R. (1972). *When disaster strikes: it isn't much like what you've heard and read about*. Psychology Today, vol. 5, N°9, pp. 66-70.
- Quarantelli, E.L. et Dynes, R.R. (1977). *Response to Social Crisis and Disaster*. Annual Review of Sociology, vol. 3, pp. 23-49.
- Quarantelli, E.L. (1978). *Disaster : Theory and Research*. Beverly Hills (CA) : Sage Publications Inc.
- Quarantelli, E.L. (1991). *Lessons from research: Findings on mass communication system behavior in the pre, trans, and post impact periods of disasters*. Preliminary Paper 160. Newark, DE: University of Delaware Disaster Research Center.
- Quarantelli, E.L. (1993). *Community Crises: An Exploratory Comparison of the Characteristics and Consequences of Disasters and Riots*. Journal of Contingencies and Crisis Management 1(2), pp. 67-78.
- Quarantelli, E.L. (1994). *Looting and antisocial behavior in disasters*. Preliminary Paper 205. Newark, DE: University of Delaware Disaster Research Center.
- Quarantelli, E.L. (2006). *Looting and other criminal behavior in Hurricane Katrina: Atypical and complex but seen before in other catastrophes*. Preliminary paper, University of Delaware, Disaster Research Center, Newark.
- Quarantelli, E.L. (2007). *The Myth and Realities: Keeping the Looting Myth in Perspective*. Natural Hazards Observer, Natural Hazards Center (mars 2007), vol. 31, N° 4, pp. 1-3.
- Quételet, A. (1835). *Sur l'homme et le développement de ses facultés, ou Essai de physique sociale*. Paris Bachelier, Imprimeur-libraire.
- Rebotier, J. (2008). *Les territorialités du risque urbain à Caracas – Les implications d'un construit socio-spatial dans une métropole d'Amérique latine*. Thèse de doctorat, sous la direction d'Hélène Rivière d'Arc, Iheal – Credal, soutenue le 8 octobre 2008, non publiée.
- Reghezza, M. (2005). *La ville, un « territoire du risque » privilégié? Quand la représentation est un facteur de vulnérabilité*. Bulletin de l'Association des Géographes Français, mars 2005-1, pp 106-115.
- Reghezza, M. (2006). *Réflexions autour de la vulnérabilité métropolitaine*. Thèse de doctorat en géographie, Paris X – Nanterre.
- Reghezza, M. (2006). *La vulnérabilité: un concept problématique*. In Leone, F. et Vinet, F. (dir.), *La vulnérabilité des sociétés et des territoires face aux menaces naturelles*, Géorisque N° 1, Montpellier, pp. 35-39.
- Rengert, G.F. (1994). *Drogue et crime: l'impact du commerce de drogues sur le tissu urbain*. Criminologie, vol. 27, N° 1, pp. 69-79.
- Rengert, G.F. (1996). *The Geography of Illegal Drugs*. Boulder, CO: Westview Press.
- Repetto, T.A. (1976). *Crime prevention and the displacement phenomenon*. Crime and Delinquency, pp. 166-177.
- Reiss, A.J. Jr. (1986). *Why are communities important in understanding crime?* In Reiss, A. J. et Tonry, M. (1986), *Communities and Crime*. University of Chicago Press.
- Reiss, A.J. Jr. (1992). *Police Organization in the Twentieth Century*. In Tonry M. et Morris, N. (1992), *Modern Policing*. Chicago: University of Chicago Press.
- Reiss, A.J. Jr. (1996). *The Police and the Public*. New Haven, CT: Yale University Press.
- Roché, S. (1993). *Le sentiment d'insécurité*. Paris, P.U.F.
- Roché, S. (1998). *Expliquer le sentiment d'insécurité. Pression, exposition, vulnérabilité et acceptabilité*. Revue française de science politique, vol. 48, N°2, pp. 274-305.
- Roché, S. (2000). *La Théorie de la vitre cassée en France. Incivilités et désordre en public*. Revue française de science politique (RFSP), vol. 50, N°3, pp. 387-412.
- Roché, S. (2002). *Tolérance zéro ? Incivilités et insécurité*. Paris, Odile Jacob.

- Rodriguez, H., Trainor, J. et Quarantelli, E.L. (2006). *Rising to the Challenges of a Catastrophe: The Emergent and Prosocial Behavior following Hurricane Katrina*. The Annals of the American Academy of Political and Social Science, vol. 604, pp. 82-101.
- Roman, C.G., Irazola, S. et Osborne, J.W.L. (2007). *After Katrina: Washed Away? Justice in New Orleans*. Urban Institute Justice Police Center, Research Report, August 2007.
- Roncek, D.W. (1981). *Dangerous places: Crime and residential environment*. Social Forces, vol. 60, pp. 74-96.
- Roncek, D.W., Bell, R. et Francik, J.M.A. (1981). *Housing Projects and Crime: Testing a Proximity Hypothesis*. Social Problems, vol. 29, N°2, pp. 151-166.
- Roncek, D.W. et Maier P.A., (1994). *Bars, blocks and crime revisited: Linking the theory of routine activities to the empiricism of "hot spots"*. Criminology, N° 29, pp. 725-754.
- Robert, P. (2002). *L'évaluation des politiques de sécurité*. In Mucchielli, L. et Robert, P. (dir.), *Crime et sécurité, l'état des savoirs*. Paris, La Découverte, Coll. Textes à l'appui, série L'Etat des savoirs, pp. 42-52.
- Robert, P. et Pottier, M.L. (2002). *Les grandes tendances de l'évolution des délinquances*. In Mucchielli, L. et Robert, P. (dir.), *Crime et sécurité, l'état des savoirs*. Paris : La Découverte, Coll. Textes à l'appui, série L'Etat des savoirs, pp. 13-24.
- Roncayolo, M. (1990). *La ville et ses territoires*. Paris, Gallimard.
- Rousey, D.C. (1996). *Policing the Southern City: New Orleans 1805–1889*. Baton Rouge, LA: Louisiana State University Press.
- Sassen, S. (2001). *The global city: New York, London, Tokyo*. Princeton, N.J. Princeton University Press, 2^{ème} édition (16 septembre 2001).
- Sampson, R.J. (1985). *Neighborhood and Crime: The Structural Determinants of Personal victimization*. Journal of Research in Crime and Delinquency, vol. 22, pp. 7-40.
- Sampson, R.J. et Cohen, J. (1988). *Deterrent Effect of Police on Crime: A Replication and Theoretical Extension*. Law and Society Review, vol. 22, pp. 163-189.
- Sampson, R.J. et Groves, W.B. (1989). *Community structure and crime: Testing social-disorganization theory*. American Journal of Sociology, vol. 94, N° 4, pp.774-802.
- Sampson, R.J. (1993). *The Community Context of Violent Crime*. In Wilson, W.J. (éd.), *Sociology and the Public Agenda*. Newbury Park, CA: Sage Publications, pp. 267–74.
- Sampson, R.J. et Lauritsen, J.L. (1994). *Violent victimization and offending: Individual-, situational-, and community-level risk factors*. In Reiss, A.J. et Roth, J.A. (dir.). *Understanding and Preventing Violence*. Washington, National Academy Press.
- Sampson, R.J. et Wilson, W.J. (1995). *Toward a Theory of Race, Crime, and Urban Inequality*. In Hagan, J. et Peterson, R.D. (éd.), *Crime and Inequality*. Stanford, CA: Stanford University Press.
- Sampson, R.J., Raudenbush, S.W. et Earls, F. (1997). *Neighborhood and violent crime: A multilevel study of collective efficacy*. Science, vol. 277, pp. 918-924.
- Sampson, R. J., Morenoff, J.D. et Earls F. (1999). *Beyond Social Capital: Spatial Dynamics of Collective Efficacy for Children*. American Sociological Review, vol. 64, pp. 633-660.
- Sampson, R.J. et Raudenbush, S.W. (1999). *Systematic Social Observation in Public Spaces: A Look at Disorder in Urban Neighborhoods*. American Journal of Sociology, vol. 105, pp. 603-651.
- Schaller, S. et Modan, G. (2005). *Contesting Public Space and Citizenship: Implications for Neighborhood Business Improvement Districts*. Journal of Planning Education and Research, vol. 25, N° 394.
- Schneider, S.K. (1992). *Governmental Response to Disasters: The Conflict Between Bureaucratic Procedures and Emergent Norms*. Public Administration Review, vol. 52, N° 2, pp. 135-145.
- Schwab, J., Topping, K.C., Eadie, C.D., Deyele, R.E. et Smith, R.A. (1998). *Planning for Post-Disaster Recovery and Reconstruction*. Chicago, Illinois: American Planning Association.
- Shallat, T. (2000). *In the Wake of Hurricane Betsy*. In Colten, C. E. (ed.) (2000), *Transforming New Orleans and Its environs*. University of Pittsburg Press. Chapitre 8, pp. 121-137.
- Shaw, C.R. et McKay, H.D. (1942). *Juvenile delinquency and urban areas: a study of rates of delinquency*

- in relation to differential characteristics of local communities in American cities.* Chicago, University of Chicago Press.
- Sherman, L.W., Gartin, P.R. et Buerger, M.E. (1989). *Hot Spots of Predatory Crime: Routine Activities and the Criminology of Place.* Criminology, vol. 27, pp. 27-56.
- Sherman, L.W. (1997). *Policing for crime prevention.* In Sherman, L. W., Gottfredson, D., MacKenzie, D. Eck, J., Reuter, P. et Bushway, S. (1997), *Preventing crime: What works, what doesn't, what's promising.* Washington, D.C.: National Institute of Justice, U.S. Department of Justice.
- Siegel, J.M., Bourque L.B. et Shoaf, K.I. (1999). *Victimization after a Natural Disaster: Social Disorganization or Community Cohesion?* International Journal of Mass Emergencies and Disasters, vol. 17, N°3, pp. 265-294.
- Sierra, A. et Tadié J. (2008). « Introduction », *La ville face à ses marges.* Autrepart N°45, Paris, IRD, Armand Colin, pp. 3-14.
- Siman, B. (1977). *Crime During Disaster.* Thèse de Doctorat, Department of Sociology, University of Pennsylvania. Department of Sociology, University of Pennsylvania. Arbor, A., Michigan: University Microfilms International.
- Siméone, A. (2004). *Peur du crime et caractéristiques du voisinage.* Éduquer, vol. 7, N°676 (mis en ligne le 12 octobre 2008).
- Skogan, W.G. (1975). *Measurement Problems in Official and Survey Crime Rates.* Journal of Criminal Justice, vol. 3, pp. 17-32.
- Skogan, W.G. et Maxfield, M.G. (1981). *Coping with Crime.* Beverly Hills: CA Sage.
- Skogan, W.G. (1986). *Fear of Crime and Neighbourhood Change.* In Reiss, A.J. et Tonry, M. (eds.), *Crime and Justice: A Review of Research.* University of Chicago Press, Chicago, pp. 203-29.
- Skogan, W.G. (1987). *Disorder and Community Decline.* Final Report to the National Institute of Justice, Centre for Urban Affairs and Policy Research, Northwestern University, Evanston.
- Skogan, W.G. (1990). *Disorder and Decline: crime and the spiral of decay in American Neighbourhoods.* New York: The Free Press.
- Skogan, W.G. (1990). *The Police and Public in England and Wales: A British Crime Survey Report.* London : HMSO.
- Slovic, P. (1987). *Perception of risk.* Science, N° 236, pp. 280-285.
- Smith, N (1987). *Gentrification and the Rent Gap.* Annals of the Association of American Geographers, vol. 77, N°3, pp. 462-465.
- Smith, N. (2003). *La gentrification généralisée: d'une anomalie locale à la « régénération » urbaine comme stratégie urbaine globale.* In Bidou-Zachariassen, C. (2003). *Retours en ville.* Paris, Descartes & Cie, pp. 45-72.
- Smith, G. (2004). *Holistic Disaster Recovery: Creating a More Sustainable Future.* Federal Emergency Management Agency, Emergency Management Institute Higher Education Project.
- Smith, G. et Wenger, D. (2006). *Sustainable Disaster Recovery: Operationalizing an Existing Framework.* In Rodriguez, H., Quarantelli, E. et Dynes R. (eds.) *Handbook of Disaster Research.* New York: Springer, pp. 234-257.
- Spain, D. et Laska, S. (1984). *Renovators Two Years Later: New Orleans.* In Palen, J. et London, B. (eds.), *Gentrification, displacement, and neighborhood revitalization.* New York: SUNY Press, pp. 103-126.
- Stack, C. (1974). *All Our Kin: Strategies for Survival in a Black Community.* New York: Harper & Row.
- Steigner, E. (2008). *L'Ouragan Katrina : Les leçons d'un échec. Les faiblesses du dispositif de sécurité intérieure des Etats-Unis.* Gendarmerie Nationale de France.
- Sterett, S. (éd.) (2013). *Disaster and Sociolegal Studies.* Quid Pro Books, New Orleans Louisiana, Co-publié avec Onati Socio-Legal Series, vol. 3, N° 2.
- Stone, A. (2008). *Recovery: Florida City Rebuilds after Monster Hurricane.* Government Technology. (29/09/2008).
- Sun, I.Y., Triplett, R. et Gainey, R.R. (2004). *Neighborhood characteristics and crime: A test of Sampson and Groves' model of social disorganization.* Western Criminology Review, vol. 5, N°1, pp. 1-16.

- Sun, L.G. (2011). *Disaster Mythology and the Law*. Cornell Law Review (juillet 2011), vol. 96, N° 5.
- Sunseri, S. (2005). *Review of literature on response behaviors in overseas disaster events*. Opus international Consultants Limited. Gracefield, New Zealand.
- Szabo, D. (1960). *Crimes et Villes*. Bibliothèque de sociologie criminelle, Editions Cujas.
- Tadié, J. (2002). *Les territoires de la violence à Jakarta*. Thèse de doctorat, Université Paris 4 Sorbonne.
- Tadié, J. (2006). *Les territoires de la violence à Jakarta*. Paris: Belin, collection Mappemonde.
- Taylor, A.J.W. (1989). *Victims of Crime as Victims of Disaster*. Australian and New Zealand Journal of Psychiatry, vol. 23, pp. 403-406.
- Taylor, R.B. (1988). *Human Territorial Functioning: An Empirical, Evolutionary Perspective on Individual and Small Group Territorial Cognitions, Behaviors and Consequences*. Cambridge, U.K: Cambridge University Press.
- Taylor, R.B. (1995). *The impact of crime on communities*. Annals of the American Academy of Political and Social Science, vol. 539, pp. 28-45.
- Taylor, R.W. et Kenney D.J. (1991). *The Problems with Problem-Oriented Policing*. Paper presented at the Academy of Criminal Justice Sciences' Annual Meeting, Nashville, TN.
- Texier, P. (2009). *Vulnérabilité et réduction des risques liés à l'eau dans les quartiers informels de Jakarta. Réponses sociales, institutionnelles et non institutionnelles*. Thèse de doctorat sous la direction de Fort, M., soutenue le 28 novembre 2009, Université Paris Diderot (Paris 7).
- The Office of Inspector General for the City of New Orleans (OIG) (2013). *Review of New Orleans Security Taxing Districts*. Rapport final, Quatrevaux E. R., inspecteur général, publié le 24 septembre 2013.
- The University of New Orleans Survey Research Center (2012). *Quality of Life Survey, Orleans and Jefferson Parishes*. University of New Orleans, 2012.
- Thornton D. (2010). *Walking ATM'S: A Criminological Examination of Hispanic Robbery Victimization Pre and Post Hurricane Katrina in Metropolitan New Orleans*. Masters of Arts in Criminology and Criminal Justice, Indiana State University.
- Thornton, W.E. et Voigt, L. (2007). *Disaster Rape: Vulnerability of Women to Sexual Assaults During Hurricane Katrina*. Journal of Public Management & Social Policy, pp. 23-49.
- Thornton, W.E. et Voigt, L. (2010). *Disaster Rape: Vulnerability of Women to Sexual Assaults During Hurricane Katrina*. In Harper, D.W. et Frailing, K. (2010), *Crime and Criminal Justice in Disaster*. Carolina Academic Press Durham, North Carolina, pp. 107-139.
- Thouret, J.C. et D'Ercole, R. (1996). *Vulnérabilité aux risques naturels en milieu urbain: effets, facteurs et réponses sociales*. Cahiers des Sciences Humaines, Vol. 32, N°2, pp. 407-422.
- Thouret, J.C. et Leone, F. (2003). *Aléas, vulnérabilités et gestion des risques naturels*. In Moriniaux, V. (Coord.) *Les risques*. Editions du Temps, Paris, pp. 37-70.
- Thrasher, F.M. (1927). *The Gang: a study of 1,313 gangs in Chicago*. Chicago, University of Chicago Press.
- Tierney, K. (1993). *Disaster preparedness and response: Research findings and guidance from the social science literature*. Disaster Research Center, University of Delaware.
- Tierney, K., Lindell, M.K. et Perry, R.W. (2001). *Facing the Unexpected: Disaster Preparedness and Response in the United States*. Washington, D.C.: Joseph Henry Press.
- Tierney, K., Bevc, C. et Kuligowski, E. (2006). *Metaphors Matter: Disaster Myths, Media Frames, and Their Consequences in Hurricane Katrina*. The Annals of the American Academy of Political and Social Science, vol. 604, pp. 57-81.
- Tierney K. et Bevc C. (2007). *Disaster as war: Militarism and the social construction of disaster in New Orleans*. In Brunson D. L., Overfelt D. et Picou J. S. (Eds.), *The sociology of Katrina: Perspectives on a modern catastrophe*. Lanham, MD: Rowman & Littlefield, pp. 35-49.
- Timmerman, P. (1981). *Vulnerability, resilience and the collapse of society: a review of models and possible climatic applications*. Institute for environmental studies, University of Toronto.
- United Nations International Strategy for Disaster Reduction (UNISDR) (2003). *Disaster Reduction and Sustainable Development Understanding the links between vulnerability and risk to disasters*

- related to development and environment*. United Nations International Strategy for Disaster Reduction.
- United Nations Office On Drugs And Crime (2011). *World Drug Report 2011*. United Nation, New York.
- UNOP (2006). *The Unified New Orleans Plan. Citywide Strategic Recovery and Rebuilding Plan*. New Orleans: The City of New Orleans.
- Unter, K.A. (2007). *The New Orleans Police Department: Melding Police and Policy to Dramatically Reduce Crime in the City of New Orleans*. Thèse de doctorat en philosophie et sciences politiques, University of New Orleans Theses and Dissertations. Paper 599.
- UN-Habitat (2006). *Rapport 2006/2007 sur l'état des villes dans le monde: Objectifs du Millénaire pour le développement et viabilité urbaine – 30 années de travaux qui ont façonné le Programme pour l'habitat*.
- UN-Habitat (2009). *Sécurité urbaine et amélioration des taudis*. Conférence internationale tripartite sur les défis de l'urbanisation et de la réduction de la pauvreté dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique Première réunion Nairobi, 8–10 juin 2009.
- US. Army Corps of Engineers (1965). *Report on Hurricane Betsy, 8-11 September 1965, in the U.S. Army Engineer District, New Orleans*. New Orleans.
- U.S. Congress. Select Bipartisan Committee to Investigate the Preparation for and Response to Hurricane Katrina (2006). *A Failure of Initiative*. Report 109-377, pp. 64–65. 109th Cong., 2nd Session.
- US Department of Justice National Drug Center (2011). *National Drug Threat Assessment 2011*. Product N° 2011-Q0317-001, août 2011.
- US Department of Justice National Drug Center (2011). *The Economic Impact of Illicit Drug Use on American Society*. Product N° 2011-Q0317-002, avril 2011.
- Valdemar, R. (2010). *Criminal Gangs and the Perfect Storm. Gangs in New Orleans really didn't have much of a national impact, until Katrina*. Police The Law Enforcement Magazine (02/02/2010).
- Vale, L.J. (2006). *Restoring Urban Viability*. In Birch, E. L. et Wachter, S. M. (eds.), *Rebuilding Urban Places after Disaster. Lessons from Hurricane Katrina*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press, pp. 149-167.
- Vale, L.J. et Campanella, T.J. (2005). *The Resilient City. How Modern Cities Recover From Disaster*. New York: Oxford University Press.
- Van Criekingen, M. (2006). *Que deviennent les quartiers centraux à Bruxelles ? Des migrations sélectives au départ des quartiers bruxellois en voie de gentrification*. Brussels Studies, N°1, 12 décembre 2006.
- Van Ledingham, M.J. (2007). *Murder rates in New Orleans, LA, 2004-2006*. American Journal of Public Health, vol. 97, N°9, pp. 1614-1616.
- Van Ledingham, M.J. (2008). *2007 Murder rates in New Orleans, Louisiana*. American Journal of Public Health, vol. 98, N°5, pp. 776-777.
- Varano, S.P., Schafer, J.A., Cancino, J.M., Decker, S.H. et Greene, J.R. (2010). *A tale of three cities: Crime and displacement after Hurricane Katrina*. Journal of Criminal Justice, vol. 38, pp. 42–50.
- Veyret, Y., Beucher, S. et Reghezza, M. (2004). *Les risques*. Amphi Géographie, Bréal.
- Veyret, Y. et Reghezza, M. (2005). *L'émergence du risque en géographie*. Cahiers nantais, N°64, pp. 3-9.
- Veyret, Y. (2006). *Villes et risques naturels*. Café Géo.
- Veyret Y. et Laganier, R. (2013). *Atlas des risques en France : Prévenir les catastrophes naturelles et technologiques*. Editions Autrement.
- Vinet, F., Gaillard, J.C., Denain, J.C., Clave, E., Leone, F., Giyarsih, S. et Barchri, S. (2006). *Enjeux et modalités de la reconstruction post tsunami à Banda Ace*. In Lavigne F. et Paris R. (coord.), *Le tsunami du 26 décembre 2004 en Indonésie*. Rapport scientifique du programme TSUNARISQUE (2005-2006), pp. 227-259.
- Vinet, F. (2007). *Approche institutionnelle et contraintes locales de la gestion du risque. Recherche sur le risque d'inondation en Languedoc Roussillon*. Mémoire d'Habilitation à Diriger des Recherches, Université Paul Valéry, Montpellier III.
- Vinet, F. (2010). *Le risque inondation - Diagnostic et gestion*. Paris, Éditions Tec & Doc-Lavoisier,

- Collection Sciences du risque et du danger, Série Innovations.
- Vinet, F. (2013). *Après la crise: retour d'expérience et reconstruction*. In Veyret, Y. et Laganier, R. (2013), *Atlas des risques en France: Prévenir les catastrophes naturelles et technologiques*. Editions Autrement, pp. 36-37.
- Wackermann, G. (dir.) (2005). *La géographie des risques dans le monde*. Ellipses, Paris, 2^{ème} édition.
- Wacquant, L. (1992b). *Pour en finir avec le mythe des cités-ghettos*. Annales de la recherche urbaine, Paris, N°54, pp. 21-30.
- Wacquant, L. (1997). *Un quartier de haute insécurité dans le ghetto de Chicago*. In Lacroix, J.M. et coll. (1998) *Villes et politiques urbaines au Canada et aux États-Unis*. Presse de la Sorbonne nouvelle, pp. 109 – 120.
- Wacquant, L. (2004b), *Ghetto*. International Encyclopedia of the Social and Behavioral Sciences, Smelser Neil J., Baltes Paul B., eds. (2004), Londres, Pergamon Press.
- Wacquant, L. (2005). *Parias urbains. Ghetto-Banlieues-État*. Paris, La Découverte, 2006.
- Wacquant, L. (2007). *Urban Outcasts: A Comparative Sociology of Advanced Marginality*. Cambridge, UK: Polity Press.
- Warr, M. (2000). *Fear of crime in the United States: Avenues for research and policy*. Criminal Justice, vol. 4, N°5, pp. 451-489.
- Weisburg, D., Green, L. et Ross, D. (1994). *Analyse spatiale des crimes commis sur la rue à l'intérieur des marchés de drogues*. Criminologie, Les Presses de l'Université de Montréal, vol. 27, N°1, pp. 49-67.
- Weitzer, R. et Kubrin, C.E. (2004). *Breaking news: How local TV news and real-world conditions affect fear of crime*. Justice Quarterly, vol. 21, N° 3, pp. 497-520.
- Wellford, C., Bond, B. et Goodison, S. (2011). *Crime in New Orleans: Analyzing crime trends and New Orleans' responses to crime*. (March 15, 2011).
- Wenger, D. (1978). *Community Response to Disaster: Functional and Structural Alterations*. In Quarantelli, E. L. (ed.), *Disasters: Theory and Research*. Beverly Hills, California: Sage.
- Wenger, D. et Friedman, B. (1986). *Local and national media coverage of disaster: A content analysis of the print media's treatment of disaster myths*. International Journal of Mass Emergencies and Disasters, vol. 4, N°3, pp. 27-50.
- Wise, R.G. (2013). *Public Goods for a Few: The Role of Crime Prevention and Security Districts in New Orleans*. Thèse de doctorat, University of New Orleans, Theses and Dissertations. Paper 1627.
- White, G.F. (1945). *Human adjustment to floods*. University of Chicago, Department of Geography, Research Paper n° 29.
- White, G.F. (1964). *Choice of adjustment to floods*. Department of Geography Research Paper (93).
- White, G.F. (1970). *Flood losses: a global perspective*. Water spectrum, vol. 2, N°1, pp.20-23.
- White, G.F. (1970). *Recent development in flood plain research*. Geographical review, vol. 60, pp.440-443.
- White, G.F. (1973). *Natural Hazards Research*. In Chorley, R.J. (ed.), *Directions in Geography*. Londres, Methuen, pp. 193-216.
- White, G.F. (1974). *Natural-hazard. Local, natural, global*. Oxford University Press, New York, Oxford, Toronto.
- White, G.F. et Hass, E.J. (1975). *Assessment of Research on Natural Hazards*. Cambridge, Massachusetts, MIT Press.
- White, G.J., Kates, R. et Burton, I. (2001) *Knowing better and losing even more: The use of knowledge in hazard management*. *Environmental Hazards*, vol. 3, pp. 81-92.
- Wilcox, P., Quisenberry, N. et Jones, S. (2003). *The built environment and community crime risk interpretation*. Journal of Research in Crime and Delinquency, vol. 40, N° 3, p. 322-345.
- Wilson, J.Q. (1977). *Thinking About Crime*. New York: Vintage Press.
- Wilson, J.Q. et Boland, B. (1978). *The Effect of Police on Crime*. Law and Society Review, vol. 12, pp. 367-390.
- Wilson, W.J. (1987). *The Truly Disadvantaged. The Inner City, the Underclass, and Public Policy*.

- Chicago: The University of Chicago Press.
- Wilson, W.J. (1997). *When Work Disappears: The World of the New Urban Poor*. Vintage 1^{ère} édition.
- Wisner, B. (1993). *Disaster vulnerability: scale, power, and daily life*. *Geojournal*, vol. 30, N°2, pp.127-140.
- Wisner, B., Blaikie, P., Cannon, T. et Davis, I. (2004). *At Risk, Natural hazards, people's vulnerability and disasters*. Routledge 2^{ème} édition, Londres.
- Zanavich, J. (2008). *New Orleans: Historic preservation and rebirth of a city*. *Neoamericanist*, vol.4, 1^{ère} édition (hivers 2008/2009).
- Zaninetti, J.M. (2006). *Catastrophes naturelles et pauvreté: Le cas de la Nouvelle Orléans*. *Population et Avenir*, N° 679, sept-oct. 2006. pp. 13–15.
- Zaninetti, J.M. (2007). *Dynamiques urbaines de la Nouvelle-Orléans avant Katrina: Étalement urbain et ségrégation raciale*. *Les annales de géographie*, N° 22, pp. 188-209.
- Zaninetti, J.M. (2008). *Etalement urbain et vulnérabilité aux risques naturels à la Nouvelle-Orléans*. Actes du colloque international pluridisciplinaire « Le littoral : Subir, Dire, Agir ».
- Zahran, S., O'Connor Shelley, T., Peek, L. et Brody, S.D. (2009). *Natural Disasters and Social Order: Modeling Crime Outcomes in Florida*. *International Journal of Mass Emergencies and Disasters* March 2009, vol. 27, N°1, pp. 26–52.
- Zhou, D. (1997). *Disaster, Disorganization, and Crime*. Thèse de Doctorat: Université de l'État de New York.
- Zimring, F.E. et Hawkins, G. (1997). *Crime is Not the Problem: Lethal Violence in America*. Oxford University Press.

Articles de journaux cités

NPR:

- NPR (05/09/2005). *Are Katrina's Victims 'Refugees' or 'Evacuees'?* Par Pesca, M.
- NPR (20/09/2005). *Evacuees Were Turned Away at Gretna, La.* Par Burnett, J.
- NPR (21/12/2005). *More Stories Emerge of Rapes in Post-Katrina Chaos*. Par Burnett, J.
- NPR (27/12/2005). *Influx of Katrina evacuees strains Houston police*. Par Block, M.
- NPR (30/01/2006). *Houston Examines Post-Katrina Spike in Violent Crime*. Par Shapiro, A. et Scharf, P.
- NPR (10/02/2006). *New Orleans Police Face New Challenge: Less Crime*. Par Sullivan, L.
- NPR (12/02/2006). *New Orleans Police Face New Challenge: Less Crime*. Par Sullivan, L.
- NPR (24/03/2006). *New Orleans Police See Signs of Increased Crime*. Par Kaste, M.
- NPR (03/08/2006). *Call to Arms Is Heard in Post-Katrina Louisiana*. Par Cornish, A.
- NPR (12/08/2006). *Crime Wave Surfaces in Post-Katrina New Orleans*. Par Sullivan, L.
- NPR (06/01/2007). *Drummer's Funeral Underlines New Orleans Violence*. Par Sakakeeny, M.
- NPR (09/01/2007). *Art and Death in New Orleans*.
- NPR (10/01/2007). *Beset by Violent Crime, New Orleans Reacts*. Par Maggi, L.
- NPR (11/01/2007). *New Orleans Struggles to Cope with Murder Wave*. Par Montagne, R.
- NPR (11/01/2007). *A Murder Shakes Confidence in New Orleans*. Par Koen, D.
- NPR (11/01/2007). *Two Funerals in the Crescent City*. Par Berry, J.
- NPR (30/08/2007). *In Post-Storm New Orleans, Murder Is a Fact of Life*. Par Shapiro, A.
- NPR (28/08/2008). *New Orleans' Public Housing Slowly Evolving*. Par Fessler, P.
- NPR (12/08/2010). *New Orleans Police Struggle In Post-Katrina Era*. Par Kahn, C.
- NPR (30/08/2010). *Traces Of Katrina: New Orleans Suicide Rate Still Up*. Par Spiegel, A.

NPR (20/01/2014). *Police, Banks Help Undocumented Workers Shake 'Walking ATM' Label*". Par Sullivan, L.

Times Picayune:

Times Picayune (08/02/2004). *Cycle of death. How New Orleans became the nation's murder capital*. Par Ritea, S. et Young, T.

Times Picayune (18/12/2005). *Many New Orleans cops emerged as heroes. Some fled, while a few joined looters. Battle-scarred but intact, the NOPD now has a rare chance to reshape its future*. Par Perlstein, M. et Lee, T.

Times Picayune (11/01/2006). *4 month to decide*. Par Donze, F. et Gordon, R.

Times Picayune (15/10/2006). *Rising Rents*. Par Meitrodt, J.

Times Picayune (02/06/2007). *Many murders rooted in revenge, drugs*. Par Egger, B.

Times Picayune (15/12/2007). *Demolition protests ignore some realities*. Par Egger, B.

Times Picayune (12/12/2007). *T-P on the scene: Demolition crews arrive at B.W. Cooper*. Par Carr, M.

Times Picayune (20/12/2007). *Housing debate turns violent in New Orleans*. Par DeMocker, M.

Times Picayune (08/01/2007). *Neighbors want answers on the surge in violence*. Par Thevenot, B.

Times Picayune (13/06/2008). *Private isn't always the better option*.

Times Picayune (12/05/2009). *New designs hope to avoid past problems in public housing complexes*. Par Reckdahl, K.

Times Picayune (12/12/2009). *New Orleans Police Department shootings after Katrina under scrutiny*. Par McCarthy, B., Maggi, L. et Thompson, A. C.

Times Picayune (13/12/2009). *Law and Disorder: Police shootings in the week after Hurricane Katrina, Part I*. Par Times Picayune Staff.

Times Picayune (25/08/2010). *New Orleans cops say they got orders authorizing them to shoot looters in the chaos after Hurricane Katrina*. Par Shankman, S., Jennings, T., McCarthy, B., Maggi, L. et Thompson, A. C
Times Picayune (06/02/2014). *Garden District home invasion case ends not with a bang, but a ping*. Par Daley, K.

Times Picayune (01/01/2011). *Dumaine Street block has become one of New Orleans' most dangerous since Hurricane Katrina*. Par Reckdahl, K.

Times Picayune (13/02/2011). *The architecture of New Orleans' rebuilt public housing gets mixed reviews*. Par MacCash, D.

Times Picayune (21/03/2011). *St. Roch residents are determined to end the explosion of violence in their neighborhood*. Par Reckdahl, K.

Times Picayune (16/11/2011). *Rouses Market on Baronne Street fills void in Central Business District*. Par Times Picayune Staff.

Times Picayune (17/12/2011). *New Orleans police chief grilled over response times in eastern patrol district*. Par Times Picayune Staff.

Times Picayune (02/11/2012). *Reports examine the profusion of New Orleans neighborhood security districts as NOPD shrinks*. Par Russell, G.

Times Picayune (07/11/2012). *Louisiana incarcerated. How we built the world's prison capital*. Par Chang, C.

Times Picayune (17/12/2013). *Focus on New Orleans gangs has helped decrease murders to 40-year low, Mayor Landrieu says*. Par Martin, N.

Times Picayune (29/06/2014). *Bourbon Street shooting leaves 10 wounded, 2 critically, tourism image scarred*. Par Daley, K.

New York Times:

New York Times (10/08/1994). *Months After the Quake, Ghost Towns in the City of Angels*. Par Mydans, S.

New York Daily News (02/09/2005). *New Orleans Nightmare Anarchy*.
 New York Times (05/09/2005). *Who's a Looter? In Storm's Aftermath, Pictures Kick Up a Different Kind of Tempest*. Par Ralli, T.
 New York Times (29/09/2005). *Fear Exceeded Crime's Reality in New Orleans*. Par Dwyer, J. et Drew, C.
 New York Times (10/10/2005). *New Orleans Crime Swept Away, With Most of the People*. Par Nossiter, A.
 New York Times (30/03/2006). *As Life Returns to New Orleans, So Does Crime*. Par Nossiter, A.
 New York Times (11/01/2007). *Storm Left New Orleans Ripe for Violence*. Par Nossiter, A.
 New York Times (12/01/2007). *In Downtown New Orleans, Thousands March Against Killings*. Par Nossiter, A.
 New York Times (12/08/2007). *Road to New Life After Katrina Is Closed to Many*. Par Dewan, S.
 New York Times (15/02/2009). *Day Laborers Are Easy Prey in New Orleans*. Par Nossiter, A.

Los Angeles Times:

Los Angeles Times (27/09/2005). *Katrina Takes a Toll on Truth, News Accuracy*. Par Rosenblatt, S. et Rainey, J.
 Los Angeles Times (21/08/2006). *Houston Grumbles as Evacuees Stay Put. Many Katrina victims aren't leaving their new city, but the costs and crime anger residents*. Par Bustillo, M.
 Los Angeles Times (21/01/2007). *Fury in New Orleans as housing demolition OK d*. Par Jarvie, J.
 Los Angeles Times (16/10/2009). *Hunger breeds violence*. Par Berger, S. R.
 Los Angeles Times (27/08/2010). *A sobering look back five years after Hurricane Katrina*. Par Hagman, A.

Autres sources:

Associated Press (18/08/2005). *New Orleans murder rate on the rise again. Homicide rate nowhere near '94 peak but still 10 times national average*.
 Associated Press (18/04/2006). *Crime in New Orleans dropped after Hurricane Katrina*.
 Associated Press (01/01/ 2007). *Houston mayor: Evacuees increased murders*. Par Janelle, C.
 Associated Press (11/01/2007). *Thousands march against New Orleans crime. Governor backs plan to increase state, National Guard patrols*.
 Associated Press (11/01/2007). *New Orleans murder rate on the rise again*.
 CNN (08/02/2007). *Violent crime creeps into the French Quarter*. Par Roesgen, S.
 CNN (12/08/2011). *Katrina evacuees shift Houston's identity*. Par Patterson, T.
 Disaster Behavior (20/01/2010). *Looting & Violence in Haiti: Rumors vs. Reality 20th Jan 2010*.
 Frontline (25/08/2010). *Transcript Law & Disorder*. Par Jennings, T.
 Frontline (2010). *Interview Warren J. Riley*.
 Frontline (2010). *Interview David Benelli*.
 Houston Chronicle (17/02/2006). *5 Katrina evacuees target of HPD manhunt*. Par Khanna, R.
 Houston Chronicle (15/02/2010). *Study: Katrina crime wave nonexistent in Houston*. Par Pinkerton, J.
 Huffington Post (11/02/2009). *The Lessons of Algiers Point*. Par Horwitz, J.
 HuffPost Detroit (31/12/2012). *Detroit Murder Rate Increases 10 Percent In 2012*.
 Laredo Morning Times (12/01/2007). *New Orleans residents march against crime rise*. Par Plaisance, S.
 Le Monde (16/09/2005). *Katrina. Violences et censures à l'encontre des journalistes*. Par Ponthieu, G.
 New York Magazine (20/12/1993). *Best Example of Urban Renewal*.
 PBS (21/07/2010). *The "Mundane" Murders of Post-Katrina New Orleans*. Par Scharf, P.
 ProPublica (19/12/2008). *Post-Katrina, White Vigilantes Shot African-Americans With Impunity*. Par Thompson, A. C.
 ProPublica (15/03/2010). *In Baton Rouge, More Allegations of Police Misconduct After Hurricane Katrina*. Par Thompson, A. C.

ProPublica (26/03/2010). *Feds: We're Investigating Baton Rouge Police Too*. Par Thompson, A. C.

ProPublica (24/07/2012). *After Katrina, New Orleans Cops Were Told They Could Shoot Looters*. Par Shankman, S., Jennings, T., McCarthy, B., Maggi, L. et Thompson, A. C.

Reporters Sans Frontières (06/09/2005). *Des journalistes victimes de violences policières à La Nouvelle-Orléans après le passage de Katrina*.

SunSentinel (01/10/1989). *Isles Of The Storm Hurricane Hugo Focuses All Eyes On Trouble In The Virgin Islands*. Par Billington, M.

Texas Tribune (30/08/2010). *Five Years Later, Houstonians Conflicted About Katrina*. Par Hamilton, R.

The Atlantic (01/05/1994). *The code of the streets*. Par Anderson, E.

The Guardian (18/08/2008). *The Disneyfication of New Orleans. The city's redevelopment has ignored the needs of what was one of the closest-knit black communities in America*. Par Hartnell, A.

The Guardian (04/04/2012). *Five New Orleans police officers sentenced in hurricane Katrina killings*. Par McGreal, M.

The Lens (08/06/2011). *Silence is Violence gets too noisy, too soon*. Par Moseley, M.

The Nation (17/12/2008). *Katrina's Hidden Race War*. Par Thompson, A. C.

The Washington Post (11/01/2007). *New Orleans Residents March on City Hall*. Par Plaisance, S.

USA Today (19/06/2006). *New Orleans sees its worst violence since before Katrina*. Par Levin, A.

USA Today (08/12/2006). *Crime takes hold of new New Orleans*. Par Konigsmark, A. R.

USA Today (22/02/2007). *Post-Katrina Baton Rouge struggles with its identity*. Par Johnson, K.

USAToday (21/12/2007). *Group Helps House New Orleans' Homeless*. Par Gonzales, M.

Liens internet cités

[-http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/ins%C3%A9curit%C3%A9/43306](http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/ins%C3%A9curit%C3%A9/43306)

[-http://www.toupie.org](http://www.toupie.org)

[-http://www.theatlantic.com/magazine/archive/1982/03/broken-windows/304465/](http://www.theatlantic.com/magazine/archive/1982/03/broken-windows/304465/)

[-http://news.yahoo.com/york-jersey-plagued-looting-violence-post-hurricane-sandy-112256815.html](http://news.yahoo.com/york-jersey-plagued-looting-violence-post-hurricane-sandy-112256815.html)

[-http://www.aag.org/cs/annualmeeting/pastprograms](http://www.aag.org/cs/annualmeeting/pastprograms)

[-http://www.nhc.noaa.gov/outreach/history/](http://www.nhc.noaa.gov/outreach/history/)

[-http://www.nola.com/](http://www.nola.com/)

http://www.canalu.tv/video/ecole_normale_superieure_de_lyon/conjuguer_bien_commun_aspiration_a_l_autonomie_et_refus_des_contraintes.6764

[-http://www.canal-u.tv/video/universite_de_tous_les_savoirs/securite_et_insecurite_urbaines.958](http://www.canal-u.tv/video/universite_de_tous_les_savoirs/securite_et_insecurite_urbaines.958)

[-http://training.fema.gov/EMI/](http://training.fema.gov/EMI/)

[-http://bigeasybean.wordpress.com/](http://bigeasybean.wordpress.com/)

[-www.utexas.edu/detail.asp?id=18402](http://www.utexas.edu/detail.asp?id=18402)

[-http://www.census.gov/population/www/documentation/twps0027/tab16.txt](http://www.census.gov/population/www/documentation/twps0027/tab16.txt)

[-http://www.francetvinfo.fr/monde/ameriques/la-ville-americaine-de-detroit-berceau-de-l-industrie-automobile-se-declare-en-faillite_373072.html](http://www.francetvinfo.fr/monde/ameriques/la-ville-americaine-de-detroit-berceau-de-l-industrie-automobile-se-declare-en-faillite_373072.html)

[-http://www.youtube.com/watch?v=kPj4MSgPdrU](http://www.youtube.com/watch?v=kPj4MSgPdrU)

[-http://www.spatialinformationdesignlab.org/publications.php?id=102](http://www.spatialinformationdesignlab.org/publications.php?id=102)

[-http://vimeo.com/ondemand/shellshocked/62160173](http://vimeo.com/ondemand/shellshocked/62160173)

[-http://www.jjay.cuny.edu/centers/media_crime_justice/Russell_story.pdf](http://www.jjay.cuny.edu/centers/media_crime_justice/Russell_story.pdf)

[-http://www.theguardian.com/world/2007/nov/06/us](http://www.theguardian.com/world/2007/nov/06/us)

[-http://metrocrime.org/](http://metrocrime.org/)

[-http://videos.tf1.fr/flics-story/flics-story-plongee-dans-une-unite-d-elite-de-la-nouvelle-orleans-6785684.html](http://videos.tf1.fr/flics-story/flics-story-plongee-dans-une-unite-d-elite-de-la-nouvelle-orleans-6785684.html)

[-http://wikitravel.org/en/New_Orleans](http://wikitravel.org/en/New_Orleans)

<http://www.resilientdesign.org/rdis-resilient-design-principles-need-your-feedback/>
<http://www.city-data.com/forum/new-orleans/>
<http://khampha.photoshelter.com/image/I0000n..GIPoTcLc>
http://www.francetvinfo.fr/monde/ameriques/la-ville-americaine-de-detroit-berceau-de-l-industrie-automobile-se-declare-en-faillite_373072.html
<http://www.youtube.com/watch?v=kPj4MSgPdrU>
http://www.jjay.cuny.edu/centers/media_crime_justice/Russell_story.pdf
<https://www.youtube.com/watch?v=taU9d26wT4>
<http://downwithjugears.blogspot.fr/2006/10/katrina-crime-wave-still-hammering.html>
<http://www.natallnews.com/story.php?id=1037>
https://www.youtube.com/watch?v=V_1SdR1KZg
<http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/CHRG-110hhr34527/html/CHRG-110hhr34527.htm>
<http://911nola.org/aboutopcd.htm>
http://www.wat.tv/video/an-apres-katrina-nouvelle-1dsm8_2exyh_.html
<http://videos.tf1.fr/flics-story/flics-story-plongee-dans-une-unite-d-elite-de-la-nouvelle-orleans-6785684.html>
http://wikitravel.org/en/New_Orleans
<http://www.city-data.com/forum/new-orleans/>
<http://www.youtube.com/watch?v=QEH9u26Vlhk>
http://blog.nola.com/tpvideo/2007/12/housing_debate_turns_violent_i_1.html
<http://video.mit.edu/watch/rebuilding-the-city-of-new-orleans-working-across-sectors-to-achieve-a-common-goal-9338/>
http://www.nytimes.com/2008/05/28/us/28tent.html?_r=0
http://usatoday30.usatoday.com/news/nation/2008-03-16-neworleans-homeless-rate_N.htm
http://www.nytimes.com/interactive/2007/08/28/us/2007_NOLA_GRAPHIC.html?_r=0
<http://www.gnocdc.org/HousingAffordability/>
http://www.nola.com/business/index.ssf/2011/11/fast-transforming_downtown_new.html
<http://www.popcenter.org/learning/60steps/index.cfm?stepNum=17>
<http://www.resilientdesign.org/rdis-resilient-design-principles-need-your-feedback/>
<http://www.univ-paris1.fr/autres-structures-de-recherche/ipr/les-revues/bulletin/tous-les-bulletins/bulletin-n-31/louragan-katrina-une-catastrophe-historique/>
<http://www.youtube.com/watch?v=1BVdIXUIo9c>
<http://www.youtube.com/watch?v=bCDJ3vxMHdo>
<http://www.youtube.com/watch?v=QEH9u26Vlhk>
http://blog.nola.com/tpvideo/2007/12/housing_debate_turns_violent_i_1.html
http://www.nola.com/news/index.ssf/2009/05/new_designs_hope_to_avoid_past.html
<http://video.mit.edu/watch/rebuilding-the-city-of-new-orleans-working-across-sectors-to-achieve-a-common-goal-9338/>
<http://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=129482180>
http://www.nytimes.com/2008/05/28/us/28tent.html?_r=0
http://usatoday30.usatoday.com/news/nation/2008-03-16-neworleans-homeless-rate_N.htm
<http://www.gnocdc.org/HousingAffordability/>
http://www.nytimes.com/interactive/2007/08/28/us/2007_NOLA_GRAPHIC.html?_r=0
http://www.nola.com/business/index.ssf/2011/11/fast-transforming_downtown_new.html
<http://www.nsvrc.org/>
<http://www.fbi.gov/ucr/ucr.htm>
<http://training.fema.gov/EMI/>
https://www.youtube.com/watch?v=V_1SdR1KZg
<http://www.natallnews.com/story.php?id=1037>
<https://www.youtube.com/watch?v=taU9d26wT4>
<http://righthandthief.blogspot.fr/2006/06/hurricane-crime.html>
<http://www.pbs.org/wnet/tavis/miley/tsr/new-orleans-been-in-the-storm-too-long/the-mundane-murders-of-post-katrina-new-orleans/>
<http://metrocrime.org/>
<http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/CHRG-110hhr34527/html/CHRG-110hhr34527.htm>
<http://911nola.org/aboutopcd.htm>
http://www.wat.tv/video/an-apres-katrina-nouvelle-1dsm8_2exyh_.html

[-http://www.ijdh.org/2010/07/topics/womens-issues/the-predictable-disaster-post-earthquake-widespread-rape-in-haiti-goes-unaddressed/#.UzWkdIXyocE](http://www.ijdh.org/2010/07/topics/womens-issues/the-predictable-disaster-post-earthquake-widespread-rape-in-haiti-goes-unaddressed/#.UzWkdIXyocE)
[-http://www.nsvrc.org/](http://www.nsvrc.org/)
http://local.westernunion.com/locator/SearchAction.do?searchCustomSearchType=initalsearch&today=5&searchCustom_country=USA&searchCustom_searchBy=address&street1=&city=new+orleans&stateProvince=LA&postalCode=&searchCustom_agentName=&searchCustom_city=&mapAndList=mapAndList&searchCustom_numResults=50
[-http://www.gnocdc.org/orleans/4/45/snapshot.html](http://www.gnocdc.org/orleans/4/45/snapshot.html)
[-http://www.downtownnola.com/pages/detail/34/Safety](http://www.downtownnola.com/pages/detail/34/Safety)
[-http://nolahoods.tumblr.com/](http://nolahoods.tumblr.com/)
[-http://midcitysecuritydistrict.org/](http://midcitysecuritydistrict.org/) <http://midcitysecuritydistrict.org/about-mcsd/mid-city-security-district-crime-trends/v>
[-http://kff.org/](http://kff.org/)
[-www.lcpdonline.com](http://www.lcpdonline.com)
[-http://topics.nola.com/tag/danziger-bridge/index.html](http://topics.nola.com/tag/danziger-bridge/index.html)
[-http://www.crimecoalitionnola.com/category/surveys](http://www.crimecoalitionnola.com/category/surveys)
[-http://www.nola.com/business/index.ssf/2011/11/fast-transforming_downtown_new.html](http://www.nola.com/business/index.ssf/2011/11/fast-transforming_downtown_new.html)
[-http://www.shellshockeddoc.com/index.html](http://www.shellshockeddoc.com/index.html)
[-http://2010.census.gov/2010census/](http://2010.census.gov/2010census/)

Sigles utilisés

AAG : Association of American Geographers

BID : Business Improvement District

BNOB : Bring Back New Orleans

COMPSTAT : COMPUter STATistics

CBD : Central Business District

CNN : Cable News Network

CPTED : Crime Prevention Through

Environmental Design

DDD : Downtown Development District

DEA : Drug Enforcement Agency

DHS : Department of Homeland Security

DOJ : Department Of Justice

DRC : Disaster Research Center

FBI : Federal Bureau of Investigation

FEMA : Federal Emergency Management
Agency

GNOCDC : Greater New Orleans Community
Data Center

HANO : Housing Authority of New Orleans

LAHD : Los Angeles Housing Department

LRA : Louisiana Recovery Authority

MCC : Metropolitan Crime Commission

MRGO : Mississippi River Gulf Outlet

NIMBY : Not In My Back Yard

NOCC : New Orleans Crime Coalition

NONRP : New Orleans Neighborhoods
Rebuilding Plan

NOPD : New Orleans Police Department

NPR : National Public Radio

NYPD : New York Police Department

NWP: Neighborhood Watch Program

OIG : Office of Inspector General

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

OPP : Orleans Parish Prison

PBS : Public Broadcasting Service

PTSD : Post Traumatic Stress Disorder

SIG : Système d'Information Géographique

SWAT : Special Weapon And Tactics

UCR : Uniform Crime Report

UNO : University of New Orleans

UNODC : United Nations Office on Drugs and
Crime

UNOP : Unified New Orleans Plan

USACE : US Army Corps of Engineers

USHUD : US Housing and Urban Development

Tables des figures

Figure 1 : Cheminement vers la problématique de l'insécurité urbaine analysé en lien avec l'étude des catastrophes « naturelles »	24
Figure 2 : Différentes dimensions de la notion d'insécurité urbaine	31
Figure 3 : Différentes dimensions de la notion de territoire.....	34
Figure 4 : Premiers travaux de cartographie criminelle	36
Figure 5 : Lien entre insécurité urbaine et la désorganisation sociale	38
Figure 6 : Concentration de désavantages socio-économiques et processus de marginalisation des territoires vulnérables à l'insécurité urbaine	44
Figure 7 : Le modèle du triangle criminel.....	45
Figure 8 : Proximité entre les concepts de risque naturel et de risque criminel.	47
Figure 9 : Rapprochement des cadres conceptuels sur le risque naturel et criminel.....	48
Figure 10 : Evolution des rôles de la police aux Etats-Unis.....	50
Figure 11 : Différents niveaux institutionnels de police aux Etats-Unis.....	51
Figure 12 : Principe de l'espace défendable (CPTED).	55
Figure 13 : Lien interactionnel entre le territoire et l'insécurité urbaine.	56
Figure 14 : Différentes phases de la période <i>post</i> Katrina à la Nouvelle-Orléans proposées par Kates et <i>al.</i> (2006).....	66
Figure 15 : Retour d'expérience par l'approche globale de la catastrophe « naturelle »	67
Figure 16 : Pertes économiques et pertes humaines associées aux catastrophes « naturelles » de 1979 à 2008.	69
Figure 17 : Les vulnérabilités sociales au cœur de l'approche radicale de la catastrophe	71
Figure 18 : Lien entre la catastrophe et le territoire.....	72
Figure 19 : Lien <i>a priori</i> entre les catastrophes « naturelles » et l'insécurité urbaine.	73
Figure 20 : Variation des opportunités criminelles en contexte de crise.....	78
Figure 21 : Secteur d'étude borné aux limites communales de Nouvelle-Orléans.	90
Figure 22 : Caractéristiques principales des quartiers de la Nouvelle-Orléans par secteurs.	91
Figure 23 : Cadre temporel de la recherche	92
Figure 24 : Collecte à la Nouvelle-Orléans des données relatives à l'insécurité urbaine <i>pre</i> et <i>post</i> Katrina	94
Figure 25 : Patrouille avec la police de la Nouvelle-Orléans dans le 5 ^{ème} District et participation aux réunions COMPSTAT	97
Figure 26 : Observation directe des pratiques des habitants. Ici une transaction de drogue dans le quartier de <i>Central City</i>	98
Figure 27 : Table Excel compilant l'ensemble des données criminelles compilées sur dix ans (2000 - 2010).....	102
Figure 28 : Table Excel compilant l'ensemble des données sur les appels au 911 relatives au trafic de drogue (2000 – 2010).....	102
Figure 29 : Table Excel© d'origine obtenue auprès du GNOCDC compilant l'ensemble des données socio-démographiques des quartiers en 2010	105
Figure 30 : Mise en formes des données socio-démographiques du GNOCDC sous Excel nécessaire à leur utilisation cartographique (ArcGIS©).....	106
Figure 31 : Données criminelles correctement géoréférencées (2000 – 2010) et importées sous ArcGIS	108
Figure 32 : Analyse spatiale du lien entre l'insécurité urbaine et la catastrophe Katrina.	110
Figure 33 : Cinq ans après Katrina, les effets de la catastrophe se font toujours ressentir dans la plupart	

des quartiers inondés à la suite du passage du cyclone en août 2005, comme ici dans le quartier défavorisé du <i>Lower 9th Ward</i>	112
Figure 34 : Etalement urbain tardif, producteur de risques et favorisant la ségrégation socio-spatiale. Quartiers résidentiels de <i>New Orleans East</i> , très exposés au risque inondation	114
Figure 35 : Contexte national (bassin versant du Mississippi) et cadre physique (site de la Nouvelle-Orléans).....	117
Figure 36 : Contrastes topographiques de la Nouvelle-Orléans	118
Figure 37 : Coupe topographie de la Nouvelle-Orléans.....	118
Figure 38 : Trajectoires des principaux cyclones ayant affecté la région de la Nouvelle-Orléans au cours du XXème siècle.....	119
Figure 39 : Une urbanisation contrainte par l’environnement.....	120
Figure 40 : Caractéristiques ethniques conditionnées par la topographie de la ville	122
Figure 41 : Inondation du quartier du <i>Lower 9th Ward</i> après l’ouragan Betsy en 1965	125
Figure 42 : Lien entre étalement urbain et ségrégation socio-spatiale.....	126
Figure 43 : Mise en évidence de la croissance urbaine de la Nouvelle-Orléans (1708-2000) et de son extension vers les zones les plus exposées aux menaces naturelles entre 1950 et 2000	127
Figure 44 : Caractéristiques paysagères du centre urbain de la Nouvelle-Orléans marquées par la présence des autoroutes urbaines traversant le centre-ville.....	128
Figure 45 : <i>Blight</i> urbain caractérisant les quartiers défavorisés de <i>St Claude</i> et du <i>Lower 9th Ward</i> , subissant les effets de la crise urbaine au cours des décennies <i>pre</i> Katrina	130
Figure 46 : Caractéristiques raciales qui correspondent aux territoires attractifs (en bleu) et aux territoires marginalisés (en jaune)	132
Figure 47 : Les « deux visages » de la Nouvelle-Orléans : à gauche, les quartiers résidentiels tardivement développés et déservis par des autoroutes urbaines (ici <i>Gentilly</i>). A droite, le Quartier Français, vitrine touristique de la ville qui se caractérise par des paysages urbains singuliers et une forte densité urbaine.....	134
Figure 48 : Caractéristiques raciales de la population par quartier en 2000.....	135
Figure 50 : Processus de déconcentration de la pauvreté initié dans les années 1990.....	138
Figure 51 : « L’envers de ville » caractérisé par une insécurité chronique contrastant avec la « vitrine » touristique de la Nouvelle-Orléans (fusillade du 23 décembre 2011).....	139
Figure 52 : Taux d’homicides aux Etats-Unis et à la Nouvelle-Orléans entre 1960 et 1994 (à gauche) et 1994 et 2004 (à droite).....	142
Figure 53 : Comparaison des évolutions des taux d’homicide entre les villes détenant les taux les plus élevés du pays.....	143
Figure 54 : Lien entre la présence de marchés de drogue et la criminalité urbaine.....	145
Figure 55 : Territoires de référence des gangs de la Nouvelle-Orléans et marqueurs territoriaux signalant leur présence.....	149
Figure 56 : Localisation des homicides et des territoires de la drogue.	150
Figure 57 : Corrélation spatiale entre l’incarcération en 2003 (nombre d’habitants par quartier) et les homicides.	152
Figure 58 : Interaction entre la présence d’un marché de drogues et le territoire « vulnérable » (rétroaction).....	154
Figure 59 : Principaux corridors du trafic de drogues aux Etatsunis et flux du trafic de cocaïne en 2008 et 2009.....	155
Figure 60 : Conciliation des « deux visages » de la ville (tourisme/violence urbaine) par la désignation de quartiers sûrs et dangereux dont les paysages urbains et les caractéristiques sociales influencent les représentations du danger.....	164
Figure 61 : Taux de criminalité contre les biens par quartier en 2000.....	166
Figure 62 : Taux de criminalité violente par quartier en 2000.	166
Figure 63 : Volume de criminalité contre les biens par quartier en 2004.	167
Figure 64 : Volume de criminalité contre les personnes par quartier en 2004.	167

Figure 65 : Forte concentration des vols avec violence constatés entre 2000 et 2004 dans les secteurs touristiques dits « sûrs ».....	168
Figure 66 : Répartition des faits criminels violents constatés entre 2000 et 2004.....	169
Figure 67 : Nombre de crimes violents par <i>District</i> de police en 2000.....	170
Figure 68 : Forte concentration spatiale des homicides en 2003.....	171
Figure 69 : Configuration géographique de « l'épicentre » de la violence urbaine en 2003.....	174
Figure 70 : Taux d'homicides par quartier en 2000.....	175
Figure 71 : Corrélacion spatiale entre les caractéristiques raciales et les homicides.....	176
Figure 72 : Corrélacion spatiale entre logements de type Section 8 et les homicides.....	177
Figure 73 : Risque criminel élevé à l'échelle des territoires caractérisés par une « désorganisation sociale »	183
Figure 74 : Affichage du contrôle territorial dans les quartiers nantis d' <i>Uptown</i> et du <i>Lakeshore</i>	185
Figure 75 : Un risque criminel faible à l'échelle des territoires caractérisés par une efficacité collective	185
Figure 76 : Forte surveillance des territoires concentrant les activités touristiques génératrices de nombreuses opportunités criminelles.....	187
Figure 77 : Un risque criminel élevé à l'échelle des territoires concentrant de nombreuses opportunités criminelles	188
Figure 78 : Configuration spatiale facilitant les flux criminels des secteurs refuges (<i>Iberville</i> , en rouge), notamment <i>via</i> l'autoroute urbaine I-10 (en jaune) vers les secteurs de concentration des opportunités criminelles (<i>French Quarter</i> en violet et <i>CBD</i> en orange).....	190
Figure 79 : Vulnérabilité territoriale à l'insécurité urbaine et déplacement des criminels et consommateurs de drogue.....	191
Figure 80 : Inondation de la ville de la Nouvelle-Orléans successive au passage du cyclone Katrina le 29 août 2005	192
Figure 81 : Diaspora des victimes de Katrina originaires de la Nouvelle-Orléans.....	197
Figure 82 : Caractéristiques de l'inondation de la Nouvelle-Orléans successive aux ruptures de digues.....	199
Figure 83 : Caractéristiques de l'endommagement du bâti par quartier	200
Figure 84 : Quartiers touristiques totalement ou partiellement épargnés par les inondations.....	202
Figure 85 : Caractéristiques des inondations et lieux d'hébergement des victimes.....	205
Figure 86 : La « Green Dot Map » rendue publique par le <i>Times Picayune</i>	209
Figure 87 : Transformations des logements sociaux en quartiers à « mixité sociale »	216
Figure 88 : Limites spatiales des inondations et localisation des grands ensembles de logements sociaux. .	218
Figure 89 : Une reconstruction hétérogène des quartiers de la Nouvelle-Orléans après Katrina. Transformation des grands ensembles de logements sociaux (en haut à gauche), attractivité renforcée des quartiers aisés non inondés (en haut à droite) et dégradation des conditions sociales et environnementales des quartiers défavorisés dévastés par les inondations (en bas).....	225
Figure 90 : Repopulation annuelle des quartiers entre 2008 et 2011	227
Figure 91 : Evolution démographique par quartiers entre 2000 et 2010.....	228
Figure 92 : Evolution des taux de logements vacants par quartiers entre 2000 et 2010.	229
Figure 93 : Evolution de la part d'habitants blancs par quartiers entre 2000 et 2010.....	230
Figure 94 : Evolution de la part d'habitants noirs par quartiers entre 2000 et 2010.....	230
Figure 95 : Evolution des caractéristiques d'occupation du logement par quartiers (part de locataires) entre 2000 et 2010.	231
Figure 96 : Taux de pauvreté en 2000 par quartiers.	232
Figure 97 : Taux de pauvreté en 2010 par quartiers.	232
Figure 98 : Reconstruction à l'identique dans les quartiers de la classes moyenne et supérieure Afro-américaine de <i>New Orleans East</i> , comme ici dans la « <i>gated community</i> » d' <i>Eastover</i>	234
Figure 99 : Un écart de développement amplifié par Katrina dans les quartiers partiellement inondés en 2005.	237
Figure 100 : Dynamique de gentrification accélérée par Katrina dans les secteurs adjacents aux quartiers historiques et touristiques non inondés en 2005.....	238

Figure 101 : Forte inégalité spatiale de l'endommagement et reconstruction à plusieurs vitesses des quartiers de <i>Central City</i> et de <i>Leonidas</i>	240
Figure 102 : Multiplication du <i>blight</i> urbain après Katrina.....	241
Figure 103 : Dédensification du tissu urbain dans les secteurs localisés à l'Est de la Nouvelle-Orléans.....	243
Figure 104 : Images satellites illustrant la dédensification urbaine dans le quartier du <i>Lower 9th Ward</i>	244
Figure 105 : Dédensification du tissu urbain visible sur le terrain dans le quartier du <i>Lower 9th Ward</i>	245
Figure 106 : Maintien du <i>blight</i> pour des raisons préservationnistes comme ici dans le quartier <i>St Roch</i> qui concentre toujours en 2010 un nombre très élevé de logements vacants non rénovés	245
Figure 107 : Forte augmentation du nombre de constructions vacantes délabrées dans le quartier du <i>Seventh Ward</i> qui se caractérise par des paysages urbains dégradés	246
Figure 108 : Caractéristiques géographique des transformations territoriales <i>post</i> Katrina.....	248
Figure 109 : Retour de la Garde Nationale en juin 2006 pour épauler la police locale face au retour des activités souterraines génératrices de violences et d'un climat d'insécurité prononcé	250
Figure 110 : Pillages opportunistes favorisés par le contexte de faible surveillance (à gauche sur <i>Canal Street</i>) et diffusion de rumeurs par les médias, propageants l'idée d'une ville en proie à l'anarchie et à la violence.....	253
Figure 111 : Pillages opportunistes très médiatisés sur <i>Canal Street</i> résultants des déplacements de populations générés par la montée des eaux et face auxquels la police s'est montrée incapable de répondre	254
Figure 112 : Des flux de populations vers le centre de la Nouvelle-Orléans générant de nombreux pillages.....	256
Figure 113 : Flux de populations vers le centre ville de la Nouvelle-Orléans générateurs d'opportunités criminelles.....	257
Figure 114 : Un risque criminel accru par l'évacuation de la ville modifiant les différents « versants » du triangle criminel.....	259
Figure 115 : Paralysie du département de police après le passage du cyclone conduisant à une gestion improvisée des débordements sociaux et à la diffusion d'informations erronées aux effets délétères sur la gestion de crise	261
Figure 116 : Paralysie du département de police de la Nouvelle-Orléans successive aux inondations	262
Figure 117 : Transferts des ressources policières vers les secteurs stratégiques où les victimes se sont regroupées au cours des jours <i>post</i> Katrina.....	265
Figure 118 : Une totale désorganisation du département de police successive au passage de Katrina à l'origine de la diffusion de rumeurs de violences relayées par les médias	268
Figure 119 : Militarisation de la gestion de crise comme ici avec la sécurisation des abords des deux principaux centres d'hébergement des victimes (<i>Convention Center</i> à gauche, <i>Superdome</i> à droite)	269
Figure 120 : Localisation des deux cas d'étude.....	275
Figure 121 : Emergence de violences successives aux déplacements des habitants de la <i>West Bank</i> vers le site d'évacuation.....	280
Figure 122 : Caractéristiques de la criminalité en 2000 dans le quartier fortement ségrégué de <i>Leonidas</i> . ..	284
Figure 123 : Panneaux mettant en garde les pillards potentiels à l'approche du cyclone Alex en juillet 2010 dans le secteur de <i>Riverbend</i> au sud du quartier de <i>Leonidas</i>	285
Figure 124 : Déplacements des populations des secteurs défavorisés vers le secteur non inondé de <i>Riverbend</i>	286
Figure 125 : Carte localisant les différentes bavures policières publiée dans la presse plus de quatre ans après la catastrophe	290
Figure 126 : Transfert d'insécurité vers le centre ville de la Nouvelle-Orléans et émergence de violences en marge des « projecteurs médiatiques ».....	296
Figure 127 : Prophétie autoréalisatrice d'une augmentation de la criminalité associée à l'arrivée des évacués de la Nouvelle-Orléans perçus comme dangereux	305
Figure 128 : Déplacements des trafiquants de drogue des logements sociaux de la Nouvelle-Orléans (<i>BW Cooper</i> à gauche) vers ceux de Houston (secteur de <i>Southeast Houston</i>).. ..	310

Figure 129 : Evolution spatiale des homicides et agressions violentes à Dallas au cours des mois <i>pre</i> et <i>post</i> Katrina.	314
Figure 130 : Localisation de deux grands ensembles de logements sociaux (<i>Williamsbrug Place</i> à gauche ; <i>Sienna Springs appartements</i> à droite).	316
Figure 131 : Aucunes évolutions notables des vols armés dans le secteur de la division Nord-est de la police au cours des trois mois <i>post</i> Katrina.	317
Figure 132 : Protestations historiques des habitants contre le crime devenu une menace à la reconstruction de la ville. Mobilisation des citoyens (ici dans le quartier du <i>CBD</i>) demandant la démission du chef de la police à la suite d'événements violents qui ont confirmé le retour des activités informelles après une baisse historique de la criminalité au cours des mois <i>post</i> Katrina.	321
Figure 133 : Spatialisation des événements violents marquant le retour de la violence et des trafics de drogue.	329
Figure 134 : Des événements violents survenus dans un contexte d'élection municipale et de retour progressif des populations après la catastrophe de 2005.	330
Figure 135 : Une crise de confiance entre la population et la police exacerbée par Katrina altérant le champ d'action de la police.	336
Figure 136 : Impacts directs et indirects de Katrina sur la capacité du département de police à répondre à la criminalité.	336
Figure 137 : Vulnérabilité territoriale accrue par les impacts délétères de Katrina sur le département de police.	336
Figure 138 : Protestation contre le crime symbolisant contre la violence consécutive aux meurtres de deux personnalités locales activement impliquées dans la reconstruction de la ville.	339
Figure 139 : Criminalité violente survenue dans les secteurs touristiques de la Nouvelle-Orléans à l'origine des protestations citoyenne de janvier 2007.	341
Figure 140 : Contexte conduisant aux protestations des habitants contre le crime devenu la principale menace au rétablissement de la Nouvelle-Orléans un an après Katrina.	342
Figure 141 : Des intervention militaires et policières successives au retour de la violence ayant favorisé l'insécurité urbaine.	343
Figure 142 : Un renforcement de l'insécurité urbaine après Katrina menaçant la reconstruction de la ville et favorisant l'implication citoyenne contre le crime.	344
Figure 143 : Processus de retour de la criminalité violente et des cambriolages au cours des trois premières années <i>post</i> Katrina.	346
Figure 144 : Evolution annuelle de la criminalité violente 2004 et 2010.	348
Figure 145 : Evolution annuelle des cambriolages entre 2004 et 2010.	349
Figures 146 et 147 : Spatialisation des faits criminels violents survenus en 2000 et 2010.	351
Figures 148 et 149 : Spatialisation des faits criminels contre les biens en 2000 et 2010.	352
Figure 150 : Evolution spatiale de la criminalité violente après Katrina au regard des caractéristiques <i>pre</i> Katrina.	353
Figure 151 : Evolution de la criminalité violente <i>pre</i> Katrina à l'échelle des grands ensembles de logements sociaux.	355
Figure 152 : Evolution de la criminalité violente <i>post</i> Katrina à l'échelle des grands ensembles de logements sociaux.	355
Figures 153 et 154 : Une baisse notable de la criminalité violente à l'échelle des logements sociaux entre 2000 et 2010.	358
Figures 155 et 156 : Criminalité violente <i>pre</i> et <i>post</i> Katrina dans et à proximité des grands ensembles de logements sociaux.	359
Figure 157 : Retour de la criminalité violente après Katrina dans et à proximité des grands ensembles de logements sociaux.	360
Figure 158 : Evolution des taux de criminalité violente entre 2000 et 2010.	363
Figure 159 : Evolution des taux de criminalité contre les biens entre 2000 et 2010.	363
Figure 160 : Evolution des taux d'homicide à l'échelle des quartiers entre 2000 et 2010.	365

Figure 161 : Evolution <i>pre</i> et <i>post</i> Katrina des taux d'homicide à l'échelle des quartiers (2000/2004 – 2006/2010).	366
Figure 162 : Evolution des taux de cambriolage à l'échelle des quartiers entre 2000 et 2010.....	367
Figure 163 : Limites de la cartographie par points pour cerner l'évolution spatiale des homicides après Katrina.	369
Figures 164 et 165 : Forte réduction du nombre d'agressions sexuelles enrégistrées par la police après Katrina.	373
Figure 166 : Exposition des volontaires au risque d'agression sexuelle.....	377
Figure 167 : Dynamique de la victimisation des populations immigrantes d'origine hispanique.....	380
Figure 168 : Localisation des points de dépôts d'argent liquide <i>Western Union</i> devenus les lieux de la victimisation systématique des populations hispaniques	381
Figure 169 : Sécurité renforcée par des patrouilles privées qui s'est généralisée au cours des années <i>post</i> Katrina comme ici dans les secteurs résidentiels nantis d' <i>Uptown</i> (en bas) et de <i>Lakeview</i> et <i>Lake Vista</i> au Nord de la ville (en haut)	384
Figure 170 : Localisation des <i>Security Districts</i> selon leur date de création.....	387
Figure 171 : Différents maillages territoriaux de la Nouvelle-Orléans utilisés pour l'analyse des <i>Security Districts</i>	390
Figure 172 : Problématique du maillage territorial à l'échelle du secteur de <i>New Orleans East</i>	391
Figure 173 : Une forte concentration des <i>Security Districts pre</i> Katrina dans les secteurs à hauts revenus.	395
Figure 174 : Localisation des <i>Security Districts pre</i> Katrina dans les secteurs à majorité blanche à l'Ouest et au Sud de la ville.....	396
Figure 175 : Une criminalité contre les personnes relativement limitée à l'échelle des <i>Security Districts</i>	397
Figure 176 : Une criminalité contre les biens hétérogène à l'échelle des <i>Security Districts</i>	398
Figure 177 : Des <i>Security Districts</i> très contrastés au regard de la criminalité violente après Katrina.	400
Figure 178 : Criminalité violente constatée entre 2008 et 2010 à l'échelle des <i>Security Districts</i> de <i>Mid-City</i> , <i>Milneburg</i> et <i>Seabrook</i>	403
Figure 179 : Spatialisations de la criminalité antérieure à la création du <i>Security District</i> de <i>Mid City</i>	410
Figure 180 : Spatialisations de la criminalité postérieure à la création du <i>Security District</i> de <i>Mid City</i>	410
Figure 181 : Processus de renforcement du risque criminel associé à la mise en place d'un <i>Security District</i>	416
Figure 182 : Renforcement du risque criminel par la réduction de la surveillance naturelle (efficacité collective) et l'efficacité limitée de la surveillance formelle	417
Figure 183 : Voiture neuve payée par la ville (« <i>MCSD Cruiser</i> ») et destinée aux patrouilles privatisées du <i>Mid-City Security District</i>	420
Figure 184 : Augmentation possible du risque criminel consécutive au non renouvellement d'un <i>Security District</i>	421
Figure 185 : Des contrastes de sécurité accrus entre les territoires résilients et peu résilients qui aggravent le risque criminel à l'échelle de la ville (en haut : quartier « sous haute protection » du <i>French Quarter</i> ; en bas : quartier de <i>Central City</i> en proie aux activités criminelles génératrices de violence).....	423
Figure 186 : Localisation des quartiers sélectionnés.	427
Figure 187 : Localisation des quartiers classés selon l'évolution des taux de criminalité.	435
Figure 188 : Localisation des quartiers classés selon l'évolution de leurs taux d'appels d'urgence.	439
Figure 189 : Déplacement de la pauvreté des grands ensembles de logements sociaux vers les secteurs adjacents et les périphéries de la ville.....	443
Figure 190 : Paupérisation accélérée des territoires localisés en périphérie de la ville après Katrina.	444
Figure 191 : Une criminalité violente fortement concentrée dans les secteurs affectés par les transferts des populations défavorisées.	444
Figure 192 : Mise en lien des évolutions sociales des quartiers et de l'évolution des taux de criminalité. ...	450
Figure 193 : Evolution du nombre de logements vacants par quartier et répartition de la criminalité violente en 2010.	451
Figure 194 : Evolution du nombre de logements vacants par quartier et répartition des cambriolages en	

2010.	452
Figure 195 : Des taux d'évolution positifs de la criminalité dans les secteurs de forte concentration de logements vacants délabrés.	455
Figure 196 : Des taux d'évolution des homicides et concentration de logements vacants délabrés.	456
Figure 197 : Un lien partiellement vérifié entre l'évolution des taux des appels d'urgence relatifs à la drogue et la concentration de logements vacants délabrés.	457
Figure 198 : Une dégradation des paysages urbains matérialisée par la présence de logements vacants à l'état d'abandon dans les quartiers devastés peu résilients, qui favorise les activités criminelles	459
Figure 199 : Vulnérabilité accrue à la criminalité des territoires caractérisés par une alternance de logements vacants délabrés et une repopulation éparse.	461
Figure 200 : Spatialisation de la violence et des logements vacants à l'état d'abandon dans le quartier de <i>Holy Cross</i> (2010).	462
Figure 201 : Une dédensification caractérisée par une alternance de parcelles vides et de logements occupés et vacants, qui favorise les cambriolages (parcelles et logements vacants entretenus dans le quartiers de <i>Read Blvd East</i> à gauche et non entretenus dans le quartier du <i>Lower 9th Ward</i> à droite).	465
Figure 202 : Caractéristiques spatiales de la criminalité violente à l'échelle des <i>Census Tracts</i> des quartiers de <i>Leonidas</i> et <i>Hollygrove</i> (2007 à 2010).	477
Figure 203 : Caractéristiques spatiales de la criminalité violente à l'échelle de deux secteurs différenciellement impactés par la catastrophe.	479
Figure 204 : Une reterritorialisation des activités criminelles conditionnée par les transformations territoriales à court terme de la catastrophe.	482
Figure 205 : Marqueurs territoriaux indiquant un déplacement géographique des groupes criminels originaires du <i>Seventh Ward</i> vers le secteur Nord-est de <i>St Claude</i> (à gauche), et du <i>Lower 9th Ward</i> vers le secteur Sud du quartier <i>St Roch</i> (à droite).	483
Figure 206 : Une gentrification accélérée par Katrina repoussant les activités criminelles au Nord à l'échelle du secteur du centre-ville de la Nouvelle-Orléans.	484
Figure 207 : Une réduction de la superficie des territoires « attractifs » consécutive aux transformations socio-environnementales <i>post</i> Katrina.	487
Figure 208 : Une réduction de la superficie des territoires attractifs pour les criminels génératrice de violence.	488
Figure 209 : Statistiques criminelles de la police publiées dans le journal local montrant une forte augmentation de la criminalité en valeurs brutes entre 2006 et 2007.	495
Figure 210 : Forts pics d'attention des médias à la criminalité au cours des années <i>post</i> Katrina.	495
Figure 211 : Niveau de danger perçu par les policiers selon les temporalités <i>pre</i> et <i>post</i> Katrina.	496
Figure 212 : Un risque de « marée meurtrière » après Katrina mis en évidence par les médias, comme ici où le nombre de meurtres (459) est mis en lien avec le nombre de jours (560) écoulés depuis la catastrophe.	497
Figure 213 : Evolution de la criminalité dans les limites du <i>Security District</i> de <i>Lakeview</i> au regard des évolutions démographiques.	499
Figure 214 : Evolution des différentes catégories de crimes après Katrina pour le <i>Security District</i> de <i>Lakeview</i>	501
Figure 215 : Une augmentation relative de la criminalité contre les biens favorisée par la baisse de la surveillance des quartiers en reconstruction.	503
Figure 216 : Insatisfaction générale de la population par District de police en 2009.	505
Figure 217 : Une détérioration des relations entre la police et la population favorisant le développement de réponses sécuritaires alternatives.	507
Figure 218 : Un affaiblissement de la police générateur d'insécurité et favorisant le développement des stratégies de sécurité privée.	508
Figure 219 : Quartiers mentionnés comme sûrs ou dangereux par les habitants.	511
Figure 220 : Quartiers mentionnés comme sûrs ou dangereux par les policiers.	512
Figure 221 : Carte synthétique des représentations spatiales du danger des habitants.	513
Figure 222 : Carte synthétique des représentations spatiales du danger des policiers.	513

Figures 223 et 224 : Représentations dominantes du danger par les habitants et les policiers.....	514
Figure 225 : Localisation des 20 quartiers cités par les habitants comme les plus sûrs et les plus dangereux.....	518
Figure 226 : Localisation des 20 quartiers cités par les policier comme les plus sûrs et les plus dangereux.....	519
Figure 227 : Mise en évidence des quartiers faisant l’objet de représentations « mixtes » parmi les habitants.....	520
Figure 228 : Mise en évidence des quartiers faisant l’objet de représentations « mixtes » parmi les policiers.....	521
Figure 229 : Des représentations du danger par les habitants faisant l’objet de consensus et de représentations mixtes.....	522
Figure 230 : Des représentations du danger par les policiers faisant l’objet de consensus et de représentations mixtes.....	522
Figure 231 : Impact des médias sur les représentations spatiales du danger.....	530
Figure 232 : Publication par le <i>Times Picayune</i> de la carte des homicides de 2011 mentionnant certains quartiers faisant l’objet de représentations négatives	530
Figure 233 : Une forte corrélation spatiale entre les représentations du danger et les caractéristiques des paysages urbains des quartiers affaiblis par la catastrophe.	538
Figure 234 : Des représentations du danger amplifiées par la dégradation des paysages des territoires en reconstruction.....	539
Figure 235 : Forte concentration de constructions vacantes en délabrement à l’échelle de certains <i>Security Districts</i> créés après Katrina.....	541
Figure 236 : Une dégradation des paysages urbains favorisant l’insécurité et le développement des <i>Security Districts</i>	542
Figure 237 : Un lien difficile à établir entre l’évolution des caractéristiques raciales des quartiers et les représentations du danger des habitants.....	543
Figure 238 : Une diversification sociale des territoires favorisant la création de nouveaux <i>Security Districts</i>	544
Figure 239 : Des représentations du danger qui reflètent partielement les transformations territoriales <i>post Katrina</i>	548
Figure 240 : Facteurs ayant favorisé l’insécurité et le développement des stratégies sécuritaires après Katrina	551
Figure 241 : Interaction entre la catastrophe et l’insécurité perçue	552
Figure 242 : Représentations spatiales du danger des habitants et crimes violents survenus en 2010.	555
Figure 243 : Représentations spatiales du danger des policiers et crimes violents survenus en 2010.	555
Figure 244 : Représentations spatiales du danger des habitants et cambriolages survenus en 2010.	557
Figure 245 : Représentations spatiales du danger des policiers et cambriolages survenus en 2010.....	557
Figures 246 et 247 : Représentations du danger des habitants et taux de criminalité violente.....	561
Figures 248 et 249 : Représentations du danger des policiers et taux de criminalité violente.	562
Figure 250 : Evolution des taux d’homicides entre 2000 et 2010 et représentations du danger des habitants.....	564
Figure 251: Evolution des taux d’homicides entre 2000 et 2010 et représentations du danger des policiers.....	564
Figure 252 : Evolution des taux de cambriolages par quartier (2000 – 2010) et représentations du danger des habitants	566
Figure 253 : Evolution des taux de cambriolages par quartier (2000 – 2010) et représentations du danger des policiers.....	567
Figure 254 : Une transformation des grands ensembles de logements sociaux après Katrina favorisant la sécurité (en haut <i>Iberville</i> en grande partie condamné mais non reconstruit, en bas, les anciens logements sociaux reconvertis en « quartiers à mixité sociale et fonctionnelle », <i>River Garden</i> à gauche, <i>Harmony Oaks</i> à droite).	576

Figure 255 : Transformation accélérée du <i>CBD</i> après Katrina matérialisée par la construction de commerces de proximité (ici le supermarché <i>Rouses</i>) et un renforcement de la sécurité	580
Figure 256 : Contrastes socio-environnementaux à l'échelle du quartier de <i>Leonidas</i> (en haut : portion Sud du quartier qui a connu une gentrification accélérée après Katrina. En bas : portion Nord du quartier toujours très affaibli par les impacts de la catastrophe sur le tissu urbain).	583
Figure 257 : Article publié dans le <i>Times Picayune</i> le 21/03/2011 mettant en avant le basculement du quartier <i>St Roch</i> dans la violence depuis Katrina	586
Figure 258 : Dynamique rétroactive entre l'affaiblissement des territoires et l'insécurité urbaine.....	591
Figure 259 : Une action sur les facteurs d'insécurité favorisant la résilience des territoires vulnérables.....	594
Figure 260 : Deux dynamiques de développement des territoires accélérées par Katrina favorisant les flux criminels entre territoires hétérogènes	597
Figure 261 : Aggravation du risque criminel consécutive à l'affaiblissement des territoires en marge de la reconstruction favorisant les flux criminels prédateurs.....	599
Figure 262 : Renforcement du risque criminel à l'échelle des territoires résilients généré par une exposition accrue à la menace criminelle	600
Figure 263 : Aggravation de la violence après Katrina à l'échelle de la « vitrine touristique » de la Nouvelle-Orléans (article du <i>Times Picayune</i> du 02/11/2011 relatant une fusillade survenue dans le <i>French Quarter</i>)..	601
Figure 264 : Une fragmentation gestionnaire de l'espace qui ne permet pas de lutter efficacement contre le risque criminel aggravé par Katrina.....	605
Figure 265: Localisation du quartier d'Hollywood (rouge) au Nord de Los Angeles et du Yucca Corridor (blanc).....	614

Tables des tableaux

Tableau 1 : Liens établis dans la littérature entre criminalité et catastrophes « naturelles » à court et long terme.	87
Tableau 2 : Passage d'une ville à majorité blanche (1950-1970) à une ville à majorité noire (1980-2000) entre 1950 et 2000	129
Tableau 3 : Un renforcement de l'insécurité dans les années <i>pre</i> Katrina dans un contexte d'augmentation des taux d'homicides et de dégradation de l'image de la police.	161
Tableau 4 : Volume et taux d'homicides en 2000 dans les quartiers les plus meurtriers.....	175
Tableau 5 : Typologie des territoires de l'insécurité urbaine.	189
Tableau 6 : Evolution démographiques des villes ayant reçu un grand nombre d'évacués	197
Tableau 7 : Evolution des caractéristiques structurelles des quartiers de <i>Central City</i> et de <i>Leonidas</i> entre 2000 et 2010.....	239
Tableau 8 : Caractéristiques des transformations des territoires après Katrina.	247
Tableau 9 : Caractéristiques d' <i>Algiers Point</i> et des quartiers adjacents en 2000	276
Tableau 10 : Caractéristiques en 2000 des deux quartiers de <i>Leonidas</i> et <i>Hollygrove</i>	283
Tableau 11 : Chronologie des événements générateurs d'insécurité entourant le passage du cyclone Katrina.	292
Tableau 12 : Sélectivité médiatique des formes de criminalité reportées par les médias après Katrina.	296
Tableau 13 : Evolution du volume de criminalité au cours des mois <i>pre</i> et <i>post</i> Katrina.	313
Tableau 14 : Evolution du volume de criminalité totale (toutes catégories de faits confonues) entre 2004 et 2006 à l'échelle de la ville et de la Division Nord-est	318
Tableau 15 : Evolution du nombre d'homicides entre 2004 et 2006 à l'échelle de la ville et de la Division Nord-est.....	318
Tableau 16 : Evolution du nombre d'agressions violentes entre 2004 et 2006 à l'échelle de la ville et de la Division Nord-est.	318
Tableau 17 : Evolution du nombre de vols armés contre les personnes et les commerces entre 2004 et 2006 à l'échelle de la ville et de la Division Nord-est.....	318
Tableau 18 : Evolution du contenu des discours au sujet de la criminalité après Katrina.	324
Tableau 19 : Evolution du volume de criminalité violente au cours de l'année 2006	327
Tableau 20 : Evolution du volume de criminalité dans les grands ensembles de logements sociaux entre 2000 et 2010	357
Tableau 21 : Evolutions du nombre de viols et d'appels d'urgences au 911 au cours des années <i>pre</i> et <i>post</i> Katrina	374
Tableau 22 : Classement des <i>Security Districts</i> créés avant et après Katrina par secteurs géographiques.	388
Tableau 23 : Comparaison de six <i>Security Districts</i> représentatifs de la diversification de leur profil après Katrina	400
Tableau 24 : Caractéristiques socio-économiques et criminelles (2010) des <i>Security Districts</i> de <i>Mid-City</i> et de <i>Seabrook</i> au regard de la Nouvelle-Orléans.....	401
Tableau 25 : Comparaison de l'évolution des caractéristiques socio-économiques à l'échelle de la ville et des <i>Security Districts</i> entre 2000 et 2010.....	404
Tableau 26 : Profil des <i>Security Districts</i> actifs en 2012.	405
Tableau 27 : Impact de la mise en place des <i>Secutiy Districts</i> sur la criminalité contre les biens.....	408
Tableau 28 : Impact de la mise en place des <i>Secutiy Districts</i> sur la criminalité contre les personnes.	409
Tableau 29 : Statistiques criminelles antérieures et postérieures à la mise en place du <i>Mid City Security District</i> en 2008.	411
Tableau 30 : Evolution contradictoire de la criminalité à l'échelle du <i>Security District</i> de <i>Mid-City</i> selon	

l'usage des données criminelles compilées sur différents intervalles de temps.	414
Tableau 31 : Evolution des caractéristiques territoriales des quartiers entre 2000 et 2010	428
Tableau 32 : Classification des quartiers selon les caractéristiques des inondations et des dynamiques urbaines.	429
Tableau 33 : Volume de criminalité par quartiers entre 2004 et 2008.....	431
Tableau 34 : Evolution des taux de criminalité entre 2000 et 2010.....	433
Tableau 35 : Classification des quartiers au regard de l'évolution des taux d'agressions violentes et de cambriolages.....	434
Tableau 36 : Evolution du volume d'appels au 911 entre 2004 et 2010.....	436
Tableau 37 : Evolution des taux de criminalité et des appels au 911 entre 2000 et 2010.....	437
Tableau 38 : Classification des quartiers au regard de l'évolution des taux d'appels au 911.	438
Tableau 39 : Quartiers caractérisés par une évolution similaire des taux de criminalité et d'appel d'urgence.....	440
Tableau 40 : Quartiers caractérisés par une évolution proche des taux de criminalité et d'appel d'urgence.	440
Tableau 41 : Quartiers caractérisés par une évolution contraire des taux de criminalité et d'appel d'urgence.....	440
Tableau 42 : Evolution des taux de criminalité et d'appels au 911 entre 2000 et 2010 à l'échelle des quartiers caractérisés par une paupérisation.	446
Tableau 43 : Evolution des taux de criminalité et d'appels au 911 entre 2000 et 2010 à l'échelle des quartiers caractérisés par une revitalisation ou gentrification.	447
Tableau 44 : Classification des quartiers par ordre de grandeur des pourcentages d'évolution du nombre de logements vacants et évolution des taux de criminalité entre 2000 et 2010.....	453
Tableau 45 : Evolution des taux de criminalité et d'appels d'urgence relatifs à la drogue dans les quartiers caractérisés par une dédensification.....	464
Tableau 46 : Evolution annuelle de la criminalité et des appels d'urgence à l'échelle de la ville.....	468
Tableau 47 : Tendances évolutives de la criminalité et des appels d'urgence pour les quartiers affaiblis par la catastrophe (paupérisation).....	469
Tableau 48 : Evolution annuelle de la criminalité et des appels d'urgence dans les quartiers « redynamisés » par la catastrophe.	470
Tableau 49 : Evolution annuelle de la criminalité et des appels d'urgence dans les quartiers en gentrification.	470
Tableau 50 : Evolution annuelle de la criminalité et des appels d'urgence dans les quartiers caractérisés par des dynamique de développement contrastés.	472
Tableau 51 : Caractéristiques de la criminalité violente à l'échelle des <i>Census Tracts</i>	478
Tableau 52 : Evolution de la criminalité à l'échelle de deux secteurs différemment impactés par la catastrophe	479
Tableau 53 : Evolution des taux de criminalité violente et des appels d'urgence relatifs à la drogue dans les quartiers affectés par une réduction de la superficie disponible pour les activités criminelles.	488
Tableau 54 : Niveau de préoccupation des habitants face à la criminalité	494
Tableau 55 : Insatisfaction de la population de chaque District de police au regard de la qualité du travail de la police	506
Tableau 56 : Quartiers les plus cités comme sûrs et dangereux par les habitants et policiers.....	516
Tableau 57 : Facteurs associés au risque criminel.	524
Tableau 58 : Hiérarchisation des facteurs associés au risque criminel par les habitants.	525
Tableau 59 : Hiérarchisation des facteurs associés au risque criminel par les policiers.	526
Tableau 60 : Facteurs mentionnés par les habitants comme contribuant à rendre un secteur insécure.	527
Tableau 61 : Facteurs mentionnés par les habitants comme contribuant à rendre un secteur sûr.....	528
Tableau 62 : Caractéristiques de développement des territoires différemment impactés par les inondations et représentations du danger.	547
Tableau 63 : Sources d'informations des habitants sur la criminalité.....	559
Tableau 64 : Mise en lien des représentations du danger des habitants (quartiers les plus sûrs et les plus	

dangereux) avec la criminalité <i>pre</i> et <i>post</i> Katrina.	569
Tableau 65 : Mise en lien des représentations du danger des policiers (quartiers les plus sûrs et les plus dangereux) avec la criminalité <i>pre</i> et <i>post</i> Katrina.	570
Tableau 66 : Distorsions entre la réalité criminelle des quartiers et les représentations du danger des habitants.	572
Tableau 67 : Représentations du danger des habitants et évolution des taux de criminalité après Katrina. ...	572
Tableau 68 : Distorsions entre la « réalité » criminelle des quartiers et les représentations du danger des policiers.....	573
Tableau 69 : Représentations du danger des habitants et évolution des taux de criminalité après Katrina ...	573
Tableau 70 : Facteurs de prévention de la criminalité jugés plus pertinents par les habitants.	595

ANNEXES : Questionnaires

Crime in New Orleans – Survey

Thank you for filling out this survey. It is part of a doctoral research project on the geography of crime in New Orleans post Hurricane Katrina. The study explores the relationship between crime and place, the factors that increase or decrease crime, and the public's perception of crime risk.

First, mention you live in the city:

1. Do you believe that crime in New Orleans is:

Evenly spread out Concentrated in some areas Highly concentrated in specific areas

2. On a scale of 1 to 9, please state how closely related you think the following factors are to high crime rates (1 is the least related, 9 is the most):

___Poverty ___Unemployment ___Concentration of businesses
 ___Drug Use ___Lots of bars ___Presence of tourists
 ___Blight ___Lack of crime reporting ___No community organizations
 ___Presence of Section 8

Can you think of any other factors? _____

3. On a scale of 1 to 5, how safe do you feel (5 being the safest):

___In New Orleans generally? ___In your neighborhood?

4. a. What factors make you feel unsafe in an area? _____

b. What factors make you feel safe in an area? _____

5. Where do you get your information about crime:

a. In your neighborhood? _____

b. In the city generally? _____

6. On a scale of 1 to 5, how concerned are you about crime (1 is the lowest concern, 5 is highest)?

1 2 3 4 5

7. How would you rate the performance of the New Orleans Police Department?

Very good Good Decent Bad Very bad

8. Would you report a crime?

Yes No Don't know Depends on the crime Only in my neighborhood

9. How would you describe your relations with your neighbors?

Very good Good No relations Bad Very bad

10. If you could, would you like to have a private patrol in your neighborhood?

Yes Don't know No, not needed No, too expensive

11. Does crime prevent you from:

Walking alone at night Going to some areas Living in some areas Talking with your neighbors

12. On a scale of 1 to 10, please rank the most effective crime reduction measures (1 is the least effective and 10 is the most effective):

___More police patrols ___Community policing initiatives ___More employment
 ___Fixing blighted buildings ___Private patrols ___Limiting places to sell alcohol
 ___Strong neighborhood watch programs ___Beautification programs ___Better educational system

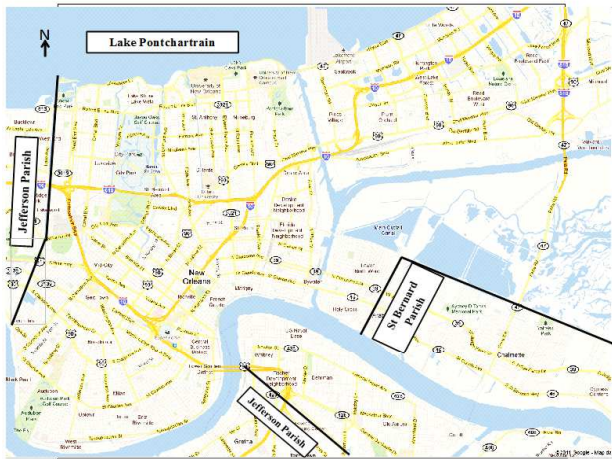
Can you suggest any other measures? _____

13. Are you involved in community affairs, and if so, how?

Member of neighborhood association Sometimes attend neighborhood association meetings
 NONPACC meetings No Other

14. Is there anything else you would like to say about crime in New Orleans?

15. This survey is in the development stage. Do you have any suggestions to help us make it better?



PLEASE DRAW ON THE MAP:

Circle the areas where crime is high
Square the areas where few crimes occur

Name the 5 most dangerous neighborhoods

Name the 5 safest neighborhoods:

16. Mention what is related to crime in your neighborhood:

17. What do you think would help reduce crime and increase safety in your neighborhood?:

18. Did crime evolve in you neighborhood since Katrina:

Yes No I don't know

19. If yes, what changed?:

More drug activity More violent crime More property crime
 Less police patrols It got safer It got more dangerous

Can you think of any other changes? :

Draw a map of you neighborhood showing the places that you are familiar with. Mention what changed since Hurricane Katrina.

Crime in New Orleans

1/2

This survey on the perception of crime by members of local law enforcement is part of a doctoral research project on the geography of crime after Hurricane Katrina. We are looking at crime in its spatial dimensions, and question people about their perception on where crime is concentrated; We ask what influences people's perception of a "bad area"? We also analyze the characteristics of the neighborhood in order to see what can create a perception of crime in a specific area. A comparison of perceptions between the public and law enforcement professional is also done. The study seeks to explore the relationship between crime and place, and the perception of crime risk.

- a) Crime in New Orleans is: 1-Evenly spread throughout the city 2-Concentrated in some neighborhoods 3-Highly concentrated in specific locations
 b) Is violent crime concentrated in the same areas as property crime? 1-Yes 2-No

If no, why? _____

- c) The following is a list of **characteristics of high crime areas** would you rate these from most important to high crime rate to least important to high crime rate (1- being most important to 9- least important to high crime rate):

- | | | | | |
|------------------------|-----------------------|------------------------------------|--------------------------|-----------|
| -Poverty | -Unemployment | -Presence of section 8 | -Blighted buildings | -Drug use |
| -Concentration of bars | -Presence of tourists | -No or few community organizations | -Lack of reporting crime | |

Other: _____

- d) How would you qualify the relationships between the NOPD and the residents in your district? 1-Very good 2-Good 3-Neutral 4-Bad 5-Very bad

- e) Do people in your district report crime: 1-Always 2-Often 3-Rarely 4-Never 5-It depends what crime 6-Only homicides

- f) What are the most effective measures to take to reduce crime in an area (1-being most effective to 6- being least effective)?

- | | | | |
|------------------------------------|---------------------------------|------------------|-------------------------------|
| -More police patrols | -Community policing initiatives | -More employment | -Crime prevention initiatives |
| -Strong neighborhood watch program | -Fixing blighted buildings | | |

Other: _____

- g) Has crime changed **throughout the city** since Katrina: 1-Yes 2-No 3-Don't know

- If yes, how? (circle as many that apply): 1-More concentrated 2-More spread out 3-More crime in some areas 4-Less crime in some areas
 5-More crime in areas that are still recovering 6-New high crime areas 7-crime got worse in some places and better in other areas

If you can, give more details: _____

- h) Write the police district you are most familiar with _____. Would you rank the crime rate in the following years (1-worst crime rate to 7-best rate of crime-safest) :
 -Pre-Katrina -2006 -2007 -2008 -2009 -2010 -Right now

Comments: Is there anything about crime in New Orleans you know about and that most other people don't know?

Places prone to crime in New Orleans Draw places at risk

2/2

What district have you worked in the most during your career?

D _____

Put an **X** where you live

Circle the areas where crime risk is high

Square the areas where few crimes occur

-Name the 5 most dangerous neighborhoods:

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5

-Name the 5 safest neighborhoods:

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5



Résumé :

La carence des recherches académiques portant sur la problématique de l'insécurité urbaine dans le contexte particulier d'une ville affectée par une catastrophe majeure, nous a mené à investir cette problématique à travers le cas de la Nouvelle-Orléans et de la catastrophe Katrina. L'analyse de données criminelles inédites, complétée par un travail de terrain approfondi, a permis de « reconstituer » les évolutions spatiales et temporelles de la criminalité en lien avec la catastrophe Katrina. A court terme, Katrina a conduit à de nombreux « transferts » d'insécurité à l'échelle de la ville et des sites d'évacuation qui ont subi des « effets reportés » de la catastrophe. Néanmoins, l'analyse des données tant quantitatives et qualitatives permet de fortement nuancer certains discours qui ont orienté les réponses des gestionnaires. L'insécurité, notamment dans sa dimension subjective, a ainsi constitué une sérieuse entrave à la gestion de la crise, notamment à l'évacuation des victimes prises au piège par les inondations. A plus long terme, le retour progressif des populations évacuées s'est accompagné d'une criminalité violente qui avait connu une forte réduction au cours des premiers mois *post* Katrina. L'analyse des données criminelles menée à différentes échelles spatiales, permet d'envisager la criminalité comme une « grille de lecture » des transformations urbaines *post* catastrophe. D'autre part, les mutations urbaines rapides après Katrina ont affecté les représentations du danger qui ne se sont pas toujours ajustées à la nouvelle « réalité criminelle » des différents quartiers de la ville. L'approche systémique de l'insécurité urbaine *post* catastrophe permet de mettre en évidence une aggravation du risque criminel après Katrina à l'échelle de la ville en raison d'un affaiblissement prolongé des territoires en marge de la reconstruction où les activités criminelles ont pu proliférer. Dans la mesure où les catastrophes telles que Katrina peuvent conduire à un renforcement de l'insécurité urbaine, notamment à l'échelle des territoires les plus vulnérables, une plus grande considération de cette problématique par les chercheurs semble dès lors nécessaire. L'anticipation des conséquences qu'une catastrophe majeure peut avoir sur la sécurité d'une ville permettrait d'intégrer la question de l'insécurité urbaine dans les plans de gestion de crise et de reconstruction *post* catastrophe et ainsi de faciliter le processus de résilience urbaine.

Mots clefs : insécurité urbaine, catastrophe « naturelle », lien, Katrina, Nouvelle-Orléans, crise, reconstruction, résilience urbaine, vulnérabilité, territoire, risque criminel, criminalité urbaine, représentations du danger, réponses sécuritaires, sécurité urbaine, prévention du crime.

Summary:

The lack of academic research on “urban insecurity” in the context of a city affected by a major disaster led us to investigate this issue through the case of New Orleans and the Katrina disaster. The analysis of crime data, complemented by an intensive field work, allowed us to investigate the spatial and temporal evolutions of crime related to Katrina. In the short term, Katrina led to numerous crime displacements in New Orleans and in the cities affected by indirect impacts from the disaster. Nonetheless, the analysis of both quantitative and qualitative data allows to seriously play down the discourses which oriented the official responses to the disaster. Crime, in particular fear of crime, has represented a serious obstacle to the crisis management, especially to the evacuation of the residents trapped by the floods. In the longer term, the return of the inhabitants came along with the return of violent crime after a lull of several months after hurricane Katrina. The analysis of crime data at different spatial scales allows us to consider crime as a frame to “read” *post* disaster changes in urban dynamics. Besides, brutal changes in those dynamics and in the urban landscape have affected the perceptions of danger which didn't always adjust to the new “criminal trends” of the city's different neighborhoods. The holistic approach of *post* disaster “urban insecurity” allows us to highlight an increase of crime risk at the city scale after Katrina because of a long lasting weakening of territories that struggle to recover and where criminal activities have proliferated. Since disasters like Katrina can lead to an increase in urban insecurity, in particular in the most vulnerable territories, a better consideration of this issue by researchers seems therefore necessary. The anticipation of the consequences that a major disaster can have on urban security would allow to integrate the issue of crime and its prevention into disaster management and recovery plans and therefore to facilitate the process of urban resilience.

Key words: urban insecurity, “natural” disaster, link, Katrina, New Orleans, crisis, recovery, urban resilience, vulnerability, territory, crime risk, urban crime, perception of danger, responses to crime, urban security, crime prevention,.